Séance ordinaire du conseil d'arrondissement du lundi 7 avril 2025 à 19 heures

Séance tenue au 6767 chemin de la Côte-des-Neiges et diffusée sur le site Internet de l'arrondissement

ORDRE DU JOUR

10 – Sujets d'ouverture

10.01 Ouverture

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Ouverture de la séance.

10.02 Ordre du jour

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Adopter l'ordre du jour de la séance ordinaire du 7 avril 2025 à 19 heures du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

10.03 Procès-verbal

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Approuver le procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement du 10 mars 2025 à 19 heures.

10.04 Questions

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Période de commentaires des membres du conseil.

10.05 Questions

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Période de questions orales du public.

10.06 Questions

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Période de questions écrites du public.

10.07 Questions

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Période de questions des membres du conseil.

10.08 Correspondance / Dépôt de documents

CA *Direction des services administratifs et du greffe*

Correspondance.

20 – Affaires contractuelles

20.01 Appel d'offres public

CA *Direction des travaux publics* - 1255831001

Accorder à la firme Biothec Foresterie inc. un contrat pour des travaux d'essouchement pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce et autoriser une dépense à cette fin de 138 544,88 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires le cas échéant (5 soumissionnaires) - Appel d'offres public 25-20778.

20.02 Appel d'offres public

CA *Direction des travaux publics* - 1255831002

Accorder à la firme Arboriculture de Beauce inc. un contrat pour des services d'élagage et d'abattage de 600 arbres publics (répartis en 3 lots) sous le réseau électrique d'Hydro-Québec pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce et autoriser une dépense à cette fin de 444 384,12 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires le cas échéant (1 soumissionnaire) - Appel d'offres public 25-20847.

20.03 Contrat de construction

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1255537001

Accorder un contrat à l'entreprise Installation Jeux-Tec inc., au montant de 179 372,50 $, incluant les taxes, pour les travaux d'aménagement de jeux d'eau du parc de la Savane, impliquant certains aspects de démolition et d'implantation à un jeu d'eau existant, et autoriser une dépense totale à cette fin de 233 184,25 $, incluant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant - Appel d'offres public 59-25-DGI-09 (5 soumissionnaires)

20.04 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Bureau du directeur d'arrondissement* - 1255284004

Accorder une contribution financière de 65 000 $, incluant les taxes si applicables, à Cyclo Nord-Sud pour la réalisation du projet Vélorution CDN-NDG, pour la saison 2025, et approuver le projet de convention à cette fin.

20.05 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Bureau du directeur d'arrondissement* - 1259223003

Accorder une contribution financière maximale de 25 000 $ à la SDC Côte-des-Neiges en appui au projet de piétonnisation de l'avenue Lacombe et édicter une ordonnance à cet effet permettant de déroger à l'article 7 du *Règlement sur les subventions aux sociétés développement commercial* (RCA17 17285).

20.06 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social* - 1258159003

Accorder une contribution financière au carrefour jeunesse emploi NDG totalisant 30 000 $, incluant les taxes si applicables, pour le projet « Créer des milieux sécuritaires dans les camps de jour à NDG » pour la période du 2 juin 2025 au 22 août 2025 dans le cadre du programme Prévention Montréal et approuver le projet de convention à cette fin.

20.07 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social* - 1258159002

Accorder une contribution financière à Club Ami la santé mentale par l'entraide et l'intégration socio-professionnelle Inc. totalisant 75 000 $, incluant les taxes si applicables, pour la coordination de la table itinérance, pour la période du 18 avril 2025 au 30 avril 2027 dans le cadre du Fonds en développement social local et approuver le projet de convention à cette fin.

20.08 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Direction de la culture_ des sports_ des loisirs et du développement social* - 1250055001

Accorder une contribution financière à deux OBNL, pour deux projets, totalisant la somme de 239 951 $, toutes taxes incluses si applicable, pour la période du 1er avril 2025 au 31 mars 2026, dans le cadre du Programme de Soutien à la Concertation et aux Enjeux Sociaux Émergents (PSCESE) - Volet logement. Approuver les projets de convention à cette fin.

20.09 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Direction de la culture_ des sports_ des loisirs et du développement social* - 1257570001

Accorder une contribution financière à onze OBNL, totalisant 2 444 543 $, toutes taxes incluses si applicables, pour la réalisation des projets, pour la période du 1er avril 2025 au 31 mars 2029, dans le cadre de la Convention d'aide financière provenant du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale - Alliance pour la solidarité et la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales (MESS-Ville 2024-2029). Approuver les projets de conventions à cette fin.

20.10 Subvention - Soutien financier avec convention

CA *Bureau du directeur d'arrondissement* - 1259982003

Accorder une contribution financière de 17 377,42 $ incluant les taxes si applicables, à Polliflora - Coopérative de Solidarité pour la réalisation d'un projet temporaire de protection des pollinisateurs sur le site de l'ancien hippodrome. Approuver le projet de convention à cette fin.

20.11 Subvention - Contribution financière

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1256290001

Autoriser le versement de contributions financières non récurrentes à divers organismes totalisant 8 000 $.

40 – Réglementation

40.01 Ordonnance - Domaine public

CA *Direction de la culture des sports des loisirs et du développement social* - 1255676002

Autoriser l'occupation du domaine public selon le site et l'horaire prévus pour chaque événement identifié au tableau intitulé « Liste des événements publics pour le conseil d'arrondissement du 7 avril 2025 » joint au sommaire décisionnel et édicter les ordonnances autorisant, le cas échéant, le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur, la vente d'articles promotionnels, d'aliments et de boissons alcoolisées ou non, la consommation de boissons alcoolisées et la fermeture de rues.

40.02 Ordonnance - Domaine public

CA *Bureau du directeur d'arrondissement* - 1259223004

Autoriser la tenue d'un projet d'offre alimentaire/café-terrasse jumelée à une programmation d'animations au pavillon du parc Notre-Dame-de-Grâce pour la période été/automne 2025 et édicter les ordonnances à cet effet.

40.03 Règlement - Adoption

CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1245626002

Adopter, tel que soumis, le Règlement RCA25 17415 modifiant le *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce* (01-276), le *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017) et le *Règlement sur les usages conditionnels* (RCA06 17097) afin d'assurer des milieux de vie durables et résilients.

40.04 Règlement - Adoption

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1254570007

Adopter, tel que soumis, le règlement sur l’occupation permanente du domaine public par une cour attenante à l'école Saint-Pascal-Baylon.

40.05 Urbanisme - Dérogation mineure

CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1253751012

Accorder conformément au *Règlement sur les dérogations mineures* (RCA02 17006), une demande de dérogation à la hauteur du rez-de-chaussée, prescrit par l'article 14 du PP-93, afin de permettre la construction d'un nouveau bâtiment commercial/résidentiel (multifamilial) implanté en mode isolé situé au 2601 à 2607, avenue Van Horne (lot 6 174 199) - dossier relatif à la demande d'autorisation 3003470494.

40.06 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme

CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1253751013

Adopter, tel que soumis, le projet de résolution visant à autoriser l'agrandissement sur un étage de la résidence unifamiliale jumelée situé au 7325, avenue Dieppe, en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017) et mandater la secrétaire d'arrondissement pour tenir une séance publique de consultation.

40.07 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme

CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1253751003

Adopter, avec changement, le second projet de résolution approuvant le projet particulier PP-146 visant à autoriser la fusion de deux logements situés au 4528 et 4530 avenue Mayfair, en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017).

40.08 Urbanisme - Projet particulier d'urbanisme

CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1243751004

Adopter, tel que soumis, le second projet de résolution approuvant un projet particulier PP-147 visant à autoriser la construction d'un bâtiment résidentiel de 23 logements sur un terrain vacant situé sur l'avenue Lajoie (lot 6 651 796), en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017).

40.09 Urbanisme - Résolution d'urbanisme

CA *Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité* - 1253751008

Adopter la résolution approuvant la démolition d'un bâtiment commercial d'un étage et la construction d'un bâtiment résidentiel de 18 étages, destiné à du logement abordable ou social, pour l'immeuble situé au 7330 à 7380 chemin de la Côte-Saint-Luc / 5421 à 5499 avenue Robert Burns, en vertu de l'article 93 de la *Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation* (L.Q.2024, ch. 2).

51 – Nomination / Désignation

51.01 Nomination / Désignation

CA *Direction des travaux publics* - 1252944001

Nommer Chantal Hooper à titre de directrice par intérim à la Direction des travaux publics de l'arrondissement Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce pour un contrat à durée indéterminée.

60 – Information

60.01 Dépôt

CA *Direction des services administratifs et du greffe* - 1257479003

Déposer les rapports faisant état de décisions prises par tout le personnel, dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont délégués en vertu du *Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés* (RCA04 17044) et les rapports des dépenses du mois de février 2025.

Procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal tenue le lundi 10 mars 2025 à 19 heures au 6400, avenue de Monkland à Montréal, sous la présidence de madame la mairesse Gracia Kasoki Katahwa**,** et à laquelle les personnes suivantes sont présentes :

Stephanie Valenzuela, conseillère du district de Darlington;
Peter McQueen, conseiller du district de Notre-Dame-de-Grâce;
Sonny Moroz, conseiller du district de Snowdon;
Magda Popeanu, conseillère du district de Côte-des-Neiges;
Despina Sourias, conseillère du district de Loyola;

ainsi que :

Stéphane Plante, directeur de l'arrondissement;
Pierre Boutin, directeur des travaux publics;
Guylaine Gaudreault, directrice des services administratifs, du greffe et de la gestion immobilière;
Fimba Tankoano, directeur de la culture, des sports, des loisirs et du développement social;
Samir Admo, directeur de l'aménagement urbain et de la mobilité;
Geneviève Reeves, secrétaire d'arrondissement.

À moins d'indication à l'effet contraire dans le présent procès-verbal, madame la mairesse de l'arrondissement se prévaut toujours de son privilège prévu à l'article 328 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) en s'abstenant de voter.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte à 19 heures.

Nous reconnaissons que nous sommes sur un territoire autochtone millénaire, lieu de rencontres et de diplomatie entre les peuples ainsi que du Traité de la grande paix. Je remercie la nation Kanien'keha;ka (Mohawk) de son hospitalité en territoire non cédé.

RÉSOLUTION CA25 170033

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Despina Sourias

D'adopter l'ordre du jour de la séance ordinaire du 10 mars 2024 à 19 heures du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

RÉSOLUTION CA25 170034

APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa



appuyé par Despina Sourias

D’approuver le procès-verbal de la séance ordinaire du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce tenue le 3 février 2025, à 19 heures.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

PÉRIODE DE COMMENTAIRES DES MEMBRES DU CONSEIL

Gracia Kasoki Katahwa	• Remerciements pour la présence et la participation des citoyen.nes au conseil d’arrondissement itinérant au Centre culturel Notre-Dame-de-Grâce • Tempête de neige historique : remerciements adressés aux équipes sur le terrain, détail des stratégies de déblaiement et préparation pour les années à venir • Journée internationale des droits des femmes – 8 mars • Semaine d’action contre le racisme – 17 au 21 mars • Mouvements d’exclusion aux États-Unis ciblant les femmes, les immigrants et les personnes issues de diversité sexuelle ou de genre rappelant l’importance des journées dédiées à la défense des droits humains • Rassemblements “Ensemble pour nos filles” organisés au travers le Québec – 8 mars • Ramadan 2025 – 28 février au 29 mars • Carême 2025 – 5 mars au 17 avril • Pourim 2025 – 13 et 14 mars
Despina Sourias	• Fête de Norouz – 20 mars • Commémoration de la déclaration d’indépendance de la Grèce – 25 mars • Défilé de la fête de l’indépendance grecque – 23 mars • Ramadan 2025 – 28 février au 29 mars • Forum national sur la lutte contre l'antisémitisme – 6 mars • Carnaval d’hiver de Benny – 15 février • 40.10 de l’ordre du jour
Stephanie Valenzuela	• Journée internationale des droits des femmes – 8 mars • Journée internationale des droits des femmes – souligne les nombreuses avancées, même si les inégalités demeurent en 2025 • Ramadan 2025 – 28 février au 29 mars • Pourim 2025 – 13 et 14 mars • Défilé de la Saint-Patrick – 16 mars • Une heure pour la Terre – 22 mars • Commémoration de la déclaration d’indépendance de la Grèce – 25 mars • Défilé de la fête de l’indépendance grecque – 23 mars • Jour de l’indépendance du Bangladesh – 26 mars • Versement des taxes municipales – insatisfaction de citoyens i • Augmentation de loyer – soutien disponible • Remerciements pour la proactivité des services concernant l’envoi de communication pour les consignes à suivre en matière de propreté dans l’arrondissement

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

Sonny Moroz	• Journée internationale des droits des femmes – 8 mars • Motion pour souligner le Mois du patrimoine bangladais chaque mois de mars • Journée du Commonwealth – 10 mars • Souligne l'importance du Commonwealth pour de nouveaux partenaires commerciaux • Défilé de la Saint-Patrick – 16 mars • Commémoration de la déclaration d'indépendance de la Grèce – 25 mars • Journée nationale des langues autochtones – 31 mars • Questionne les processus permettant aux citoyens de s'impliquer dans le cadre des conseils d'arrondissement ainsi que dans les différentes consultations • Fermeture du chemin Camillien-Houde • Forum national sur la lutte contre l'antisémitisme – 6 mars
Magda Popeanu	• Journée internationale de la francophonie – 20 mars • Ramadan 2025 – 28 février au 29 mars • Journée internationale des droits des femmes – 8 mars - progrès et importance de souligner les luttes féministes en regard des politiques américaines • Reconnaissance de Jean-Sébastien Patrice qui a reçu la Médaille du couronnement du roi Charles III pour son engagement exceptionnel dans la communauté avec l'organisme Multicaf, lequel célèbre ses 35 ans d'existence – 21 février • Cabane à sucre interculturelle à Côte-des-Neiges, organisée avec la CDC – 22 février • 20.06 de l'ordre du jour • 40.02 de l'ordre du jour • 20.04 de l'ordre du jour
Peter McQueen	• Temps de traverse allongé à 25 secondes pour les piétons circulant à l'intersection de l'avenue Girouard et de la rue Sherbrooke Ouest • Nettoyage du printemps à venir • 20.03 de l'ordre du jour • 30.02 de l'ordre du jour • *Spectacle « Montreal Stepping Show»* organisé par Centre Eva Marsden pour la justice sociale et le vieillissement au Centre communautaire Monkland • Table ronde organisée par le Conseil communautaire NDG au Centre Walkley – 27 février • Fête de Norouz – 20 mars • Pourim 2025 – 13 et 14 mars • Fête de la Saint-Patrick – 17 mars • Défilé de la Saint-Patrick – 16 mars

_____

PÉRIODE DE QUESTIONS ORALES DU PUBLIC

Nom	Sujet de la question
Carl Hamilton	Namur-Hippodrome
Joël Coppieters	Délais – permis et inspections
Michael Shafter	Promouvoir l'amour et non la haine
Elizabeth Nowell	Élections
Marie Yvonne Kiely Reid	Itinérance et pistes cyclables hivernales
Félix Trudeau	Fermeture d'Amazon
Michael Tessler	Piste cyclable Terrebonne et Bourret

_____

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

RÉSOLUTION CA25 170035

PROLONGATION DE LA PÉRIODE DE QUESTIONS ORALES DU PUBLIC

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Despina Sourias

De prolonger de 15 minutes la période de questions orales des citoyens afin que toutes les personnes qui se sont inscrites aient la possibilité de s'adresser au conseil.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

RETOUR À LA PÉRIODE DE QUESTIONS ORALES DU PUBLIC

Nom	Sujet de la question
Christian Gaydos	Planification et maintien de l'abordabilité des logements
Irwin Rapoport	Piste cyclable hivernale et campagne en arrondissement
James E. Bugden	Taxes
Hartley Barber	Fonctionnement du conseil d'arrondissement

PÉRIODE DE QUESTIONS ÉCRITES DU PUBLIC

Nom	Sujet de la question
Kathleen Carbone-McNally	Coûts des pistes cyclables hivernales
Adrian Armorer	Piste cyclable de Maisonneuve
Nora Kelly	Finances et priorités
Sheila Ward	Financement de l'arrondissement
Guylaine Cormier	Bris de bornes de protection lors du déneigement et gestion des fonds publics
Anita Berthier	Piste cyclable Terrebonne
Irwin Rapoport	Maintien des pistes cyclables en saison hivernale
Domenico Monti	Connectivité de la piste cyclable Terrebonne
Benjamin Bouchard	Structure organisationnelle de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et de développement social de l'arrondissement
Elisabeth Faure	Délai de réponse des élus
Gabriel Domocos	Casseroles et poêles anti-adhésives
Luise Masari	Piste cyclable Terrebonne

	Personne s'étant inscrite à la période de questions orales (question supprimée)

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

RETOUR AU QUESTIONS ORALES – TEMPS RESTANT À LA PÉRIODE DE QUESTIONS ÉCRITES

Nom	Sujet de la question
Steven Jass	Nids de poule
Hiep Nguyen	Mauvaise coordination du déneigement sur la rue de Terrebonne
Robert Michael Edgar	Arrestation de Yves Engler par le SPVM

	Personne ayant quitté la séance ou ayant retiré sa question

PÉRIODE DE QUESTIONS DES MEMBRES DU CONSEIL

Sonny Moroz	• Demande si une étude a été réalisé pour faire le décompte du nombre d'utilisateurs de la piste cyclable sur de Terrebonne entre décembre 2024 et mars 2025. • S'enquiert des impacts des travaux sur les activités du parc Mackenzie-King pendant la saison estivale et des mesures de mitigation mises en place. • Suggère l'installation de stations d'observation et de mesures de protection au Boisée Dora-Wasserman semblables à ce qui existe dans un parc situé entre les arrondissements de Ahuntsic-Cartierville et Saint-Laurent. •
Stephanie Valenzuela	• Demande à quel moment seront lancées les consultations dans le district Darlington concernant l'aménagement des avenues Wilderton et Darlington ainsi que la planification de ces consultations. •
Peter McQueen	• Demande si le temps accordé pour la traverse piétonne à l'intersection de l'avenue Marcil et de la rue Sherbrooke Ouest sera allongé pour renforcer la sécurité des nombreux piétons qui circulent dans ce secteur. •

---

10 - Correspondance

- Courriel daté du 7 mars 2025 de madame Antoinette Taddeo concernant la piste cyclable de la rue Terrebonne;

- Courriel daté du 9 mars 2025 de madame Guylaine Cormier concernant la piste cyclable de la rue Terrebonne.

RÉSOLUTION CA25 170036

3 CONTRATS - 3 SOUMISSIONNAIRES - LOCATION ÉQUIPEMENT POUR NETTOYAGE PRINTANIER 2025

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

appuyé par Peter McQueen

D'accorder un contrat à l'entreprise Balai le Permanent inc. pour la location de 1 balai aspirateur au montant de 21 523,32 $ taxes incluses (Lot 2.1.5);

D'accorder un contrat à l'entreprise Groupe Villeneuve pour la location de 1 balai aspirateur et de 1 camion-citerne au montant de 44 205,58 $ taxes incluses (Lots 2.1.3 et 3.1.1);

D'accorder un contrat à l'entreprise Déneigement et Excavation M. Gauthier Inc, pour la location de 4 lave-trottoirs, 2 balais mécaniques, 1 balai aspirateur, 1 balai de ruelle et 1 camion-citerne au montant de 191 180,41 $ taxes incluses (Lots 1.1.1, 1.1.2, 1.1.3, 1.1.4, 2.1.1, 2.1.2, 2.1.4, 2.1.6 et 3.1.2);

D'autoriser une dépense totale de 256 909, 31 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.01 1259980001

RÉSOLUTION CA25 170037

PROLONGATION DE CONTRAT - SOLUTIONS GRAFFITI - 9181-5084 QUÉBEC INC. - ENLÈVEMENT DE GRAFFITI

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Despina Sourias

D''accorder à Solutions Graffiti, le renouvellement de 2 ans du contrat pour enlèvement des graffitis, sur le domaine privé et public dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, conformément aux documents de l'appel d'offres public numéro 23-19829;

D'autoriser une dépense à cette fin de 163 063,29 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.02 1259980002

RÉSOLUTION CA25 170038

RENOUVELLEMENT DE CONTRAT - CMS ENTREPRENEURS GÉNÉRAUX - LOCATION D'APPAREIL LAVE-TROTTOIRS



Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Despina Sourias

D''accorder à CMS Entrepreneurs Généraux, un renouvellement de contrat de location d'appareil lave-trottoirs avec opérateurs, conformément aux documents de l'appel d'offres public numéro 23-19778;

D'autoriser une dépense à cette fin de 43 239,31 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.03 1259980003

RÉSOLUTION CA25 170039

PROLONGATION DE DEUX ENTENTES - CSSDM - OCCUPATION À DES FINS D'AIRE DE DÉTENTE

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Peter McQueen

De prolonger, pour un terme de 20 ans, les deux ententes par lesquelles le Centre de services scolaire de Montréal (CSSDM) permet à la Ville de Montréal d'occuper, à des fins d'aire de détente, deux parcelles de terrain, devant l'école Notre-Dame-des-Neiges et devant l'école Saint-Pascal-Baylon, situées en rive de l'emprise publique du chemin de la Côte-des-Neiges.

Un débat s'engage.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.04 1254570006

RÉSOLUTION CA25 170040

CONTRIBUTION FINANCIÈRE AVEC CONVENTION - SOCIÉTÉ ENVIRONNEMENTALE DE CÔTE-DES-NEIGES - PRÊT DE LOCAL

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Magda Popeanu

D'accorder une contribution financière d'au plus 16 089,58 $, y compris les taxes si applicables, à la Société environnementale de Côte-des-Neiges pour les frais de



location et les frais afférents des locaux de l'Éco-quartier situés au 6575 avenue Somerled pour une période d'un an, soit du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025;

D'approuver le projet de convention à cette fin;

D'autoriser la signature de l'entente de prêt de local au Centre communautaire « Le 6767 » pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2025.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.05 1255284002

RÉSOLUTION CA25 170041

CONTRIBUTION FINANCIÈRE AVEC CONVENTION - CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE DE CÔTE-DES-NEIGES - ACTIVITÉS CONCERTATION FAMILLE

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Magda Popeanu

D'accorder une contribution financière à la Corporation de développement communautaire de Côte-des-Neiges, totalisant 51 120 $, toutes taxes incluses si applicable, pour réaliser des activités liées à la concertation famille, pour la période du 11 mars au 31 décembre 2025, en provenance du budget du Fonds de développement social local;

Approuver le projet de convention à cet effet.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.06 1258159001

RÉSOLUTION CA25 170042

CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES NON RÉCURRENTES - 13 ORGANISMES

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Despina Sourias

D'autoriser le versement de contributions financières non récurrentes à divers organismes totalisant la somme de 12 800 $;



ORGANISME	ACTIVITÉS	MONTANTS ET DONATEURS
Communauté vietnamienne au Canada, région de Montréal 1143030915 495-6767, chemin de la Côte-des-Neiges Montréal Qc H3S 2T6 Yvonne Nguyen	Festival du Têt pour célébrer le Nouvel An vietnamien à Montréal. L'édition de l'année 2025 marquera également le 50e anniversaire de la fondation de la Communauté vietnamienne dans la région de Montréal.	**TOTAL: 2 000 $** Gracia Kasoki Katahwa 1 000 $ Sonny Moroz 500 $ Stéphanie Valenzuela 500 $
Âge d'or St -Raymond 1142658153 1-5575 St-Jacques Montréal Qc H4A 2E5 Luciana Perciballi	Organisation de deux sorties: l'une en mars-avril pour une visite de la cabane à sucre et l'autre en septembre-octobre pour une cueillette de pommes.	**TOTAL: 1 800 $** Gracia Kasoki Katahwa 500 $ Peter McQueen 1 000 $ Despina Sourias 300 $
La ligue de baseball mineur de N.D.G. - N.D.G. Minor Baseball League Inc. 1140970246 407-4810, rue Jean-Talon O. Montréal Qc H4P 2N5 Noah Sidel	Soutien au développement de joueurs et joueuses de baseball dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce.	**TOTAL: 500 $** Peter McQueen 250 $ Despina Sourias 250 $
Centre Segal des arts de la scène 1162791991 5170, chemin de la Côte-Sainte-Catherine Montréal Qc H3W 1M7 Alexandra Yanofsky	Programmation auxiliaire sous l'égide d'Au-delà de la scène, gratuite et ouverte au public, visant à enrichir et améliorer l'expérience théâtrale.	**TOTAL: 1 250 $** Gracia Kasoki Katahwa 500 $ Sonny Moroz 500 $ Stéphanie Valenzuela 250 $
FADOQ – Région Île de Montréal 1142117077 7537, rue Saint-Hubert Montréal Qc H2R 2N7 Rosée Tremblay	26e édition des Jeux FADOQ Île de Montréal. L'événement constitue le plus grand rassemblement à vocation sportive et récréative pour les personnes de 50 ans et plus de Montréal, incluant les aînés de Côtes-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce.	**TOTAL: 200 $** Gracia Kasoki Katahwa 200 $

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

Conseil communautaire Notre-Dame-de-Grâce (pour PorchFest NDG) 1142718700 204-5964, avenue Notre-Dame-de-Grâce Montréal Qc H4A 1N1 Halah Al Ubaidi	Festival musical gratuit et ouvert à tous qui se tient sur les porches des résidences de NDG.	**TOTAL: 1 000 $** Gracia Kasoki Katahwa 500 $ Peter McQueen 250 $ Despina Sourias 250 $
Fondation de l'école Notre-Dame-de-Grâce 3372393309 5435, avenue Notre-Dame-de-Grâce Montréal Qc H4A 1L2 Haouaria Balghi et Carole Valette	Atelier proposant une initiation aux enjeux de l'éducation aux médias et à l'information.	**TOTAL: 1 200 $** Gracia Kasoki Katahwa 100 $ Peter McQueen 1 000 $ Despina Sourias 100 $
Conseil communautaire Notre-Dame-de-Grâce – Free Tax Clinics 1142718700 204-5964, avenue Notre-Dame-de-Grâce Montréal Qc H4A 1N1 Halah Al-Ubaidi	Cliniques fiscales gratuites pour les résidents à faibles revenus.	**TOTAL: 1 500 $** Gracia Kasoki Katahwa 200 $ Peter McQueen 500 $ Despina Sourias 500 $ Sonny Moroz 300 $
La Fondation L'Académie Valiquette 1173385148 206-4781, avenue Van Horne Montréal Qc H3W 1J1 Valiquette, Jay	Tutorat, cours de français et d'anglais, codage, camps d'hiver, de mars, et d'été pour les enfants du primaire et secondaire	**TOTAL: 600 $** Sonny Moroz 300 $ Stéphanie Valenzuela 300 $
Notre-Dame-des-Arts 1149644412 201-5754, chemin Upper-Lachine Montréal Qc H4A 2B3 Kay Niedermayer	Semaine des Arts 2025.	**TOTAL: 700 $** Gracia Kasoki Katahwa 300 $ Despina Sourias 400 $

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

Le Centre de Ressources de la communauté noire - The Black Community Resource Centre 1144810844 497-6767, chemin de la Côte-des-Neiges Montréal Qc H3S 2T6 Yvonne Sam	L'histoire des Noirs au-delà de février : Découvrir les faits les moins connus	**TOTAL: 850 $** Gracia Kasoki Katahwa 100 $ Sonny Moroz 250 $ Stéphanie Valenzuela 500 $
L'Ensemble Vocal Panday Tinig - Panday Tinig Choral Ensemble 30187793 5355, rue Cumberland Montréal Qc H4V 2P1 Editha Fedalizo	Concert de l''ensemble choral Panday Tinig, une chorale philippino-canadienne qui célèbre son 40e anniversaire.	**TOTAL: 1 200 $** Gracia Kasoki Katahwa 200 $ Sonny Moroz 500 $ Stéphanie Valenzuela 500 $
UrbaNature Education 1173590804 5964, avenue Notre-Dame-de-Grâce #206 Montréal Qc H4A1N1 Lisa Mintz	Projet Micro-forêt dans le district de St. Raymond.	**TOTAL: 1 350 $** Peter McQueen 1 000 $ Despina Sourias 350 $

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20.07 1254570008

RÉSOLUTION CA25 170043

RÈGLEMENT HORS COUR - DÉPENSE ADDITIONNELLE - EMCON CONSTRUCTION INC. - TRAVAUX PARC DE LA SAVANE (PHASE 2)

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Magda Popeanu

D'autoriser une dépense additionnelle de 309 173,59 $, incluant les taxes, à Emcon Construction Inc., relative à la réalisation des travaux d'aménagement du parc de la Savane – Phase 2 (CA20 170113) et approuver l'entente de règlement hors cour mettant fin au recours intenté par Emcon Construction inc., contre la Ville de Montréal;

D'imputer cette dépense après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.



Un débat s'engage.

_____

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

30.01 1246801004

RÉSOLUTION CA25 170044

OFFRE AU CONSEIL MUNICIPAL - TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT DE FOSSES D'ARBRES

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Magda Popeanu

D'offrir au conseil municipal, la prise en charge de la conception et de la réalisation des travaux d'aménagement de fosses d'arbres dans le cadre du programme d'aide financière aux Arrondissements pour la déminéralisation par la construction ou le réaménagement des fosses de plantations sur des rues appartenant au réseau artériel administratif de la Ville, en vertu de l'article 85 alinéa 2 de la Charte de la Ville de Montréal - Appel d'offres public 59-25-ET-06 (CFA- 2025).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

30.02 1245652001

RÉSOLUTION CA25 170045

VIREMENT BUDGÉTAIRE POUR L'ACQUISITION DE QUATRE LICENCES LOGICIELLES

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Despina Sourias

D'autoriser un virement budgétaire net de 2 460 $ du budget de fonctionnement en provenance de l'Arrondissement Côte-des-Neige–Notre-Dame-de-Grâce vers le Service des technologies de l’information (STI) pour l’année 2025 afin d’acquérir quatre licences logicielles, et autoriser l’ajustement récurrent de ce même montant à la base budgétaire à compter de l’année 2026.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

30.03 1259060002

RÉSOLUTION CA25 170046



DÉPÔT - RAPPORT FINAUX ET REDDITIONS DE COMPTES - PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE AU DÉVELOPPEMENT DES TRANSPORT ACTIFS

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Magda Popeanu

D'approuver le dépôt des rapports finaux et des redditions de comptes pour les projets ayant fait l'objet d'une aide financière dans le cadre du Programme d'aide financière au développement des transports actifs dans les périmètres urbains 2018-2019 du ministère des Transports et du Développement Durable.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

30.04 1258241002

RÉSOLUTION CA25 170047

ORDONNANCES - OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC - ÉVÉNEMENTS

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Peter McQueen

D'autoriser l'occupation du domaine public selon le site et l'horaire prévus pour chaque événement identifié au tableau intitulé « Liste des événements publics pour le conseil d'arrondissement du 10 mars 2025 joint au sommaire décisionnel et édicter les ordonnances OCA25 17004, OCA25 17005 et OCA25 17006 autorisant, le cas échéant, le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur, la vente d'articles promotionnels, d'aliments et de boissons alcoolisées ou non, la consommation de boissons alcoolisées et la fermeture de rues.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.01 1255676001

RÉSOLUTION CA25 170048

ORDONNANCES - OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC - RUE PIÉTONNE ET INSTALLATION DE CAFÉ-TERRASSES

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Magda Popeanu

D'autoriser l'aménagement de la Placette CDN;

D'édicter, en vertu du *Règlement sur le bruit* (RCA23 17389, article 45), l'ordonnance OCA25 17007 jointe à la présente, permettant le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur, du 21 mars au 23 mars, et du 1er avril au 31 octobre 2025, à certaines conditions;



D'édicter, en vertu du *Règlement sur la circulation et le stationnement* (R.R.V.M., chapitre C-4.1, article 3, alinéa 8), l'ordonnance OCA25 17008 jointe à la présente permettant la fermeture de la bretelle du Chemin de la Côte-des-Neiges direction sud entre Queen-Mary et la rue du Frère-André, telle que montrée sur le plan en pièce jointe, entre le 20 mars au 31 octobre 2025, et autoriser l'occupation du domaine public pour l'installation de cafés-terrasses du 1er avril au 31 octobre 2025. Le projet pilote de placette hivernale sera déployé du 21 mars au 23 mars inclusivement;

D'édicter, en vertu du *Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public* (R.R.V.M., c. P-1, articles 3 et 8), l'ordonnance OCA25 17009 jointe à la présente permettant de vendre des articles promotionnels, de la nourriture et des boissons alcoolisées ou non alcoolisées, conformément aux exigences de l'ordonnance, du 1er avril au 31 octobre 2025, sous réserve de tout décret ou arrêté ministériel du gouvernement du Québec.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.02 1259223002

RÉSOLUTION CA25 170049

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT DU PROJET DE RÈGLEMENT

Madame la mairesse Gracia Kasoki Katahwa donne un avis de motion annonçant qu'à la prochaine séance ou qu'à toute séance subséquente, il sera adopté un règlement sur l'occupation du domaine public par une cour attenante à l'école Saint-Pascal-Baylon et dépose le projet de règlement.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.03 1254570007

RÉSOLUTION CA25 170050

ADOPTION DU SECOND PROJET DE RÈGLEMENT

ATTENDU QUE le projet de règlement RCA25 17415 modifiant le *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276), le *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017) et le *Règlement sur les usages conditionnels* (RCA06 17097) afin d'assurer des milieux de vie durables et résilients a été précédé d'un avis de motion conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19) et a été adopté à la séance ordinaire du conseil tenue le 3 février 2025, conformément à l'article 124 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (RLRQ, c. A-19.1) ci-après désignée « la LAU »;

ATTENDU QU'une assemblée publique de consultation sur le projet de règlement RCA25 17415 a été tenue le 19 février 2025 conformément à l'article 125 de la LAU et que les personnes et organismes désirant s'exprimer ont été entendus;

ATTENDU QUE dès le début de la séance de ce jour, des copies du projet de règlement ont été mises à la disposition du public.



Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Magda Popeanu

D'adopter, le second projet de règlement RCA25 17415 modifiant le *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276), le *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017) et le *Règlement sur les usages conditionnels* (RCA06 17097) afin d'assurer des milieux de vie durables et résilients.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.04 1245626002

RÉSOLUTION CA25 170051

ADOPTION - RÈGLEMENT RCA25 17413

ATTENDU QUE de légères modifications ont été réalisées depuis l'adoption du projet de règlement et qu'elles ont été présentées en assemblée de consultation publique;

ATTENDU QUE le projet de règlement RCA25 17413 modifiant le *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276) afin d'assurer la concordance au Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) - secteur de planification détaillée Namur-hippodrome a été adopté à la séance ordinaire du conseil tenue le 3 février 2025, conformément à l'article 124 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (RLRQ, c. A-19.1) ci-après désignée « la LAU » a été adoptée à la séance ordinaire du conseil tenue le 3 février 2025, conformément à l'article 124 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (RLRQ, c. A-19.1) ci-après désignée « la LAU »;

ATTENDU QUE le projet de règlement a été précédé d'un avis de motion conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19) et a été adopté à la séance ordinaire du conseil tenue le 3 février 2025;

ATTENDU QU'une assemblée publique de consultation sur le projet de règlement RCA25 17413 a été tenue le 19 février 2025, conformément à l'article 125 de la LAU et que les personnes et organismes désirant s'exprimer ont été entendus;

ATTENDU QUE dès le début de la séance de ce jour, des copies du projet de règlement ont été mises à la disposition du public.

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Despina Sourias

D'adopter, avec changements, le règlement RCA25 17413 modifiant le *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276) afin d'assurer la concordance au Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) - secteur de planification détaillée Namur-hippodrome.

Le conseiller Peter McQueen et les conseillères Despina Sourias et Magda Popeanu votent en faveur de la proposition.

Le conseiller Sonny Moroz et la conseillère Stephanie Valenzuela votent contre la proposition.



_____

Un débat s'engage.

_____

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ.

40.05 1246290026

_____

RÉSOLUTION CA25 170052

ADOPTION - RÈGLEMENT RCA25 17414

ATTENDU QUE le projet de règlement RCA25 17414 modifiant *le Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce* (RCA22 17379) visant principalement à assujettir le Quartier Namur-Hippodrome et les bâtiments de 12 étages et plus à un plan d'implantation et d'intégration architecturale a été adopté à la séance ordinaire du conseil tenue le 3 février 2025, conformément à l'article 124 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (RLRQ, c. A-19.1) ci-après désignée « la LAU »;

ATTENDU QUE le projet de règlement a été précédé d'un avis de motion conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19) et a été adopté à la séance ordinaire du conseil tenue le 3 février 2025;

ATTENDU QU'une assemblée publique de consultation sur le projet de règlement RCA25 17414 a été tenue le 19 février 2025, conformément à l'article 125 de la LAU et que les personnes et organismes désirant s'exprimer ont été entendus;

ATTENDU QUE dès le début de la séance de ce jour, des copies du projet de règlement ont été mises à la disposition du public.

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Despina Sourias

D'adopter, tel que soumis, le règlement RCA25 17414 modifiant le *Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce* (RCA22 17379) visant principalement à assujettir le Quartier Namur-Hippodrome et les bâtiments de 12 étages et plus à un plan d'implantation et d'intégration architecturale.

Le conseiller Peter McQueen et les conseillères Despina Sourias et Magda Popeanu votent en faveur de la proposition.

Le conseiller Sonny Moroz et la conseillère Stephanie Valenzuela votent contre la proposition.

_____

Un débat s'engage.

_____

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ.

40.06 1246290027

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

RÉSOLUTION CA25 170053

ADOPTION DU RÈGLEMENT RCA25 17416

ATTENDU QUE le règlement modifiant le *Règlement sur les nuisances* (RCA23 17392) afin d'en faciliter l'application et de maximiser les bénéfices pour la protection de la biodiversité végétale de l'arrondissement a été précédé d'un avis de motion et a été déposé à la séance ordinaire du conseil tenue le 3 février 2025 conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19);

ATTENDU QUE dès le début de la séance de ce jour, des copies du projet de règlement ont été mises à la disposition du public.

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Magda Popeanu

D'adopter, tel que soumis, le règlement RCA25 17416 modifiant le *Règlement sur les nuisances* (RCA23 17392) afin de maximiser les bénéfices pour la protection de la biodiversité végétale de l'arrondissement.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.07 1259982002

RÉSOLUTION CA25 170054

PROJET DE RÉSOLUTION APPROUVANT LE PROJET PARTICULIER PP-146

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Peter McQueen

D'adopter, tel que soumis, le projet de résolution approuvant le projet particulier visant à autoriser la fusion de deux logements situés au 4528 et 4530 avenue Mayfair, en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017);

De mandater la secrétaire d'arrondissement pour tenir une séance publique de consultation.

CHAPITRE I

TERRITOIRE D'APPLICATION

1. La présente résolution s'applique à la propriété située au 4528 & 4530, avenue Mayfair correspondant aux lots 3 320 368 & 3 320 369 du cadastre du Québec, tel qu'il est illustré sur le plan intitulé « Territoire d'application » de l'annexe A de la présente résolution.

CHAPITRE II

AUTORISATIONS

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

2. Malgré la réglementation d'urbanisme applicable au territoire décrit à l'article 1, la transformation des bâtiments est autorisée conformément aux conditions énoncées à la présente résolution.

3. À cette fin, il est notamment permis de déroger à l'article 137.1 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-276), afin d'autoriser la fusion de deux bâtiments unifamiliales jumelés.

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues à la présente résolution continue de s'appliquer.

CHAPITRE III

CONDITIONS RELATIVES AU PROJET DE TRANSFORMATION ET D'OCCUPATION D'UN IMMEUBLE

4. La réalisation du projet de transformation et d'occupation de l'immeuble soit soumis au respect des conditions suivantes :

a) Le délai pour déposer une demande de permis de transformation complète et conforme à la réglementation et à la présente résolution est de 24 mois à partir de son entrée en vigueur. Passé ce délai, la résolution est réputée nulle et non avenue.
b) Une demande de permis de lotissement afin de remembrer en un seul lot les propriétés décrites à l'annexe A doit être délivré avant que le permis de transformation ne soit délivré.
c) L'allée d'accès et le stationnement sur la propriété située au 4530, Mayfair doivent être retirés et remplacés par du verdissement et/ou des plantations, incluant au moins un arbre à grand déploiement.
d) L'entrée charretière doit être désaffectée.
e) L'ensemble des fenêtres coulissantes doit être remplacé afin de s'harmoniser avec les fenêtres à guillotine.

ANNEXE A

Territoire d'application

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.08 1253751003

RÉSOLUTION CA25 170055

PROJET DE RÉSOLUTION APPROUVANT LE PROJET PARTICULIER PP-147

ATTENDU QU'UNE demande d'opération cadastrale a été déposée afin de subdiviser le lot existant 2 173 278 pour la création du lot projeté 6 651 796;

ATTENDU QU'UNE ligne d'alimentation électrique locale d'Hydro-Québec doit être déplacée et une servitude à cet effet devra être prévue;

ATTENDU QU'UNE servitude de passage en faveur de la Ville de Montréal pour accéder au parc Marie-Gérin-Lajoie–devra être convenue préalablement à l'adoption finale de la présente résolution.

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Despina Sourias



D'adopter, tel que soumis, le projet de résolution approuvant un projet particulier visant à autoriser la construction d'un bâtiment résidentiel de 23 logements sur un terrain vacant situé sur l'avenue Lajoie (lot projeté 6 651 796), en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017);

De mandater la secrétaire d'arrondissement pour tenir une séance publique de consultation.

CHAPITRE I

TERRITOIRE D'APPLICATION

1. La présente résolution s'applique à la propriété située sur l'avenue Lajoie correspondant au lot projeté 6 651 796 du cadastre du Québec, tel qu'il est illustré sur le plan intitulé « Territoire d'application » de l'annexe A de la présente résolution.

CHAPITRE II

AUTORISATIONS

2. Malgré la réglementation d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce applicable au territoire décrit à l'article 1, la construction d'un bâtiment résidentiel et les travaux d'aménagement sont autorisés conformément aux conditions énoncées à la présente résolution.

3. À cette fin, il est notamment permis de déroger aux articles suivants du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-276) :

1. à l'article 123 afin de déroger aux usages;
2. à l'article 21 afin de déroger au retrait pour une cage d'ascenseur, les dispositifs accessoires d'un équipement mécanique permettant le contrôle des nuisances associées ainsi que les terrasses et ses composantes;
3. à l'article 22 afin de déroger au retrait en façade pour une mezzanine.

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues à la présente résolution continue de s'appliquer.

CHAPITRE III

CONDITIONS

SOUS-SECTION 1

CONDITIONS RELATIVES AUX USAGES

4. En plus des usages déjà autorisés, seule la catégorie d'usage « H.6 12 à 36 logements » est également autorisé.

SOUS-SECTION 2
CONDITIONS RELATIVES AU CADRE BÂTI

5. La construction doit respecter les conditions suivantes :

1. Le taux d'implantation maximum est de 63 %;
2. Les marges minimales suivantes :
    a. Avant: 1,5 mètre, à l'exception d'une saillie, à partir du 2e étage, d'au plus 20 mètres de large et 1 mètre de profond, au-dessus de l'entrée principale;



b. Latérale face au parc Marie-Gérin-Lajoie: 6 mètres;

c. Arrière : 5 mètres.

3. Un maximum de 20 % des garde-corps au toit du 3e étage ne peut avoir aucun retrait minimal par rapport à une façade ou un mur arrière.

4. Au moins 2 unités de stationnement doivent comporter une installation de recharge électrique pour véhicule de niveau 2;

5. Toutes les unités de stationnement doivent être pourvues d'un branchement qui peut accueillir une installation de recharge électrique pour véhicule;

6. Aucun condenseur ne doit être visible de la rue.

7. L'implantation d'un bâtiment ou d'une ligne électrique ne doit pas nécessiter l'abattage d'un arbre situé dans l'enceinte du parc Marie-Gérin-Lajoie qui empiète en partie sur le site visé.

SOUS-SECTION 3

CONDITIONS RELATIVES À L'OCCUPATION ET À L'AMÉNAGEMENT DES ESPACES EXTÉRIEURS ET DU TOIT

6. L'occupation et l'aménagement des cours et du toit doivent respecter les conditions suivantes :

1. Le pourcentage de verdissement doit être d'au moins 30 %;
2. Six (6) bacs d'agriculture urbaine avec un accès à l'eau et un espace fermé pour ranger le matériel sont aménagés au toit;
3. Un accès piéton doit être prévu, d'une largeur d'au moins 1,2 mètre à partir de l'accès du Parc Marie-Gérin-Lajoie jusqu'au trottoir de l'avenue Lajoie.

CHAPITRE IV

DOCUMENTS NÉCESSAIRES AU DÉPÔT DE LA DEMANDE DU PERMIS DE CONSTRUIRE

7. En plus de tout autre document exigible, une demande de permis de construire déposée en vertu de la présente résolution doit être accompagnée :

1. d'un plan de gestion des matières résiduelles comprenant les éléments suivants:
   a. les méthodes utilisées pour la gestion des matières résiduelles (déchets, recyclage, compostage);
   b. les espaces intérieurs qui sont destinés à trier et entreposer les matières résiduelles (ex. : conteneurs, bacs, salle réfrigérée, salle ventilée, compacteurs, etc.);
   c. les espaces extérieurs utilisés le jour de la collecte et la méthode utilisée pour le déplacement des matières résiduelles (entrée et sortie du bâtiment);
   d. la méthode d'entretien de ces espaces extérieurs;
   e. la méthode de collecte privée ou publique;
   f. s'il y a lieu, la circulation des véhicules de collecte sur le terrain et la fréquence des collectes.
2. Un plan de gestion et de mitigation des impacts nuisibles du chantier proposant, le cas échéant, des mesures permettant de réduire les nuisances.



4. Un plan d'aménagement paysager qui prévoit des mesures de protection utilisées pour protéger les arbres publics sur rue et dans le domaine public comme prévu dans le document « Normes et devis pour la conservation et la protection des arbres » joint en annexe B ainsi que les limites et techniques d'excavation qui assurent la conservation des arbres dans la voie et le domaine public.

5. Un plan permettant de localiser le déplacement de la servitude d'Hydro-Québec et de Bell ainsi que de la ligne électrique et ses composantes.

CHAPITRE V

DÉLAI DE RÉALISATION

8. Aux fins de la délivrance d'un permis de construction, de transformation ou de l'aménagement des espaces extérieurs relatifs à un bâtiment autorisé :

1. Une demande de permis complète pour la construction d'un projet conforme à la réglementation et à la présente résolution doit être déposée dans les 24 mois suivant l'entrée en vigueur de la présente résolution.

CHAPITRE VI

PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE

9. Aux fins de la délivrance d'un permis de construction, de transformation ou de l'aménagement des espaces extérieurs relatifs à un bâtiment autorisé par la présente résolution, en plus des critères prévus au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA22 17379), les objectifs et critères de la présente section sont applicables.

Objectif 1 : L'implantation d'un bâtiment ou d'une ligne électrique doit tendre à diminuer son impact sur les arbres dans le domaine privé et public.
Les critères permettant d'évaluer l'atteinte de cet objectif sont les suivants :

1. L'implantation d'un bâtiment ou d'une nouvelle partie de ligne électrique doit limiter son impact sur le système racinaire et la canopée des arbres.
2. La conservation des arbres doit être priorisée dans le choix du tracé de la ligne électrique.
3. Lorsque le système racinaire d'un arbre peut être affecté, des mesures de mitigation, notamment par des techniques d'excavation appropriées, doivent être prévues afin de limiter cet impact.
4. Lorsque la canopée pourrait être affectée lors de la construction, un élagage préventif devrait être prévu afin de limiter les impacts sur les arbres.
5. L'aménagement du sentier prévu entre le parc Marie-Gérin-Lajoie et l'avenue Lajoie ne devrait pas entraîner l'abattage d'arbres et doit être conçu dans la continuité du sentier existant du parc.

ANNEXE A

Territoire d'application

ANNEXE B

Normes et devis pour la conservation et la protection des arbres

_____

Un débat s'engage.

_____

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ



40.09 1243751004

RÉSOLUTION CA25 170056

PROJET DE RÉSOLUTION - DÉMOLITION - 7330 À 7380, CHEMIN DE LA CÔTE-SAINT-LUC / 5421 À 5499, RUE ROBERT-BURNS

ATTENDU que le projet sera développé par un organisme à but non lucratif (OBNL);

ATTENDU que l'OBNL, s'engage à déployer ses meilleurs efforts afin d'obtenir un engagement de financement dans le cadre d'un programme de logement social ou abordable;

ATTENDU que la présente résolution respecte les critères d'admissibilité à la procédure d'autorisation accélérée prévue à l'article 93 de la *Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation* (L.Q.2024, ch. 2), notamment car il s'agit d'un projet de construction résidentiel destiné à des logements sociaux ou abordables.

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Despina Sourias

D'adopter le projet de résolution approuvant la démolition d'un bâtiment commercial d'un étage et la construction d'un bâtiment résidentiel de 18 étages, destiné à du logement abordable ou social, pour l'immeuble situé au 7330 à 7380 chemin de la Côte-Saint-Luc / 5421 à 5499 avenue Robert Burns, en vertu de l'article 93 de la *Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation* (L.Q.2024, ch. 2);

De mandater la secrétaire d'arrondissement pour tenir l'assemblée publique de consultation sur ce projet de résolution.

CHAPITRE I

TERRITOIRE D'APPLICATION

1. La présente résolution s'applique à la propriété située au 7330 à 7380 chemin de la Côte-Saint-Luc / 5421 à 5499 avenue Robert Burns, correspondant au lot 3 322 043 du cadastre du Québec, tel qu'il est illustré sur le plan intitulé « Territoire d'application » de l'annexe A de la présente résolution.

2. La présente résolution abroge et remplace la résolution CA23 170208 autorisant le projet particulier PP-137 visant la démolition de deux bâtiments commerciaux situés aux 7330-80, chemin de la Côte-Saint-Luc et 5421-99, rue Robert-Burns (lot 3 322 043) et la construction d'un bâtiment mixte (commercial et résidentiel) de 18 étages, en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017).

CHAPITRE II

AUTORISATIONS

3. Malgré la réglementation d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce et du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal applicable au territoire décrit à l'article 1, la démolition d'un bâtiment commercial existant et la construction d'un bâtiment résidentiel, ainsi que les travaux d'aménagement associés, sont autorisés conformément aux conditions énoncées à la présente résolution.



4. À cette fin, il est permis de déroger aux articles suivants du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce* (01-276) :

1. à l'article 9 afin de déroger à la hauteur prescrite en mètres et en étages;

2. à l'article 24 afin de déroger aux règles d'insertion;

3. à l'article 40 afin de déroger au taux d'implantation minimum prescrit;

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues à la présente résolution continue de s'appliquer.

CHAPITRE III

CONDITIONS

SOUS-SECTION 1

CONDITION RELATIVE AUX LOGEMENTS SOCIAUX OU ABORDABLES

5. La réalisation du projet de construction et d'occupation est soumise au respect de la condition suivante :

1. 100 % de la superficie résidentielle du projet vise la réalisation de logements sociaux ou de logements abordables, tels que définis dans le Règlement 20-041 visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial.

SOUS-SECTION 2

CONDITIONS RELATIVES AU CADRE BÂTI

6. La construction d'un bâtiment doit respecter les conditions suivantes :

1. La hauteur maximale est de 18 étages et de 60 m;

2. Un maximum de 203 unités d'habitation est autorisé;

3. Le taux d'implantation minimum est de 15%;

4. Le taux d'implantation maximum est de 18% ;

5. Au moins 5 unités de stationnement doivent comporter une installation de recharge électrique pour véhicule;

6. Des unités de stationnement doivent permettre l'installation de borne de recharge pour véhicule électrique, minimalement de niveau 2;

7. Des unités de stationnement doivent être réservées à des usages collectifs et partagés tels que l'autopartage, la livraison ou un débarcadère.

7. Malgré l'article 386.2 du *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-des-Neiges* (01-276), au moins 40% de la superficie du terrain doit être plantée de végétaux en pleine terre tels que des plantes couvre-sol, arbustes ou arbre.

SOUS-SECTION 3

CONDITIONS RELATIVES À L'OCCUPATION ET À L'AMÉNAGEMENT DU TOIT DU BASILAIRE

8. L'aménagement du toit du basilaire doit respecter les conditions suivantes :

1. L'aménagement doit intégrer une toiture végétalisée ;

2. Le toit du basilaire doit être directement accessible de l'intérieur pour l'entretien et une sortie d'eau extérieure doit être prévue à ce niveau.



CHAPITRE III

DOCUMENTS NÉCESSAIRES AU DÉPÔT DE LA DEMANDE DU PERMIS DE CONSTRUIRE

9. En plus de tout autre document exigible, une demande de permis de construire déposée en vertu de la présente résolution doit être accompagnée :

1. d'un plan de gestion des matières résiduelles comprenant les éléments suivants:

    a. les méthodes utilisées pour la gestion des matières résiduelles (déchets, recyclage, compostage);

    b. les espaces intérieurs qui sont destinés à trier et entreposer les matières résiduelles (ex. : conteneurs, bacs, salle réfrigérée, salle ventilée, compacteurs, etc.);

    c. les espaces extérieurs utilisés le jour de la collecte et la méthode utilisée pour le déplacement des matières résiduelles (entrée et sortie du bâtiment);

d. la méthode d'entretien de ces espaces extérieurs;

e. la méthode de collecte privée ou publique;

    f. s'il y a lieu, la circulation des véhicules de collecte sur le terrain et la fréquence des collectes.

2. un plan de gestion et de mitigation des impacts du chantier proposant, le cas échéant, des mesures permettant de réduire les nuisances;

3. Un plan de gestion des matériaux issus de la démolition réalisé par un expert dans le domaine;

4. Une étude préparée par un expert doit démontrer la conformité des niveaux sonore et vibratoire aux niveaux prescrit au chapitre VI de la présente résolution.

CHAPITRE V

DÉLAI DE RÉALISATION

10. Les demandes de permis visées ci-dessous doivent respecter les délais prescrits:

1. Une demande d'autorisation de démolition visée par la présente résolution doit être déposée auprès de la Direction de l'aménagement urbain et de mobilité dans les 12 mois suivant l'entrée en vigueur de la présente résolution.

2. Une demande de permis complète pour la construction d'un projet conforme à la réglementation et à la présente résolution doit être déposée avant la délivrance du certificat de démolition.

3. Les travaux de construction visés par la présente résolution doivent débuter dans les 24 mois suivants la fin des travaux de démolition.

4. Les travaux d'aménagement extérieur prévus à la présente résolution doivent être exécutés dans les 12 mois suivant la fin des travaux de construction.

5. À défaut des précédents délais, l'autorisation prévue à la présente résolution est nulle et sans effet. Le terrain doit alors être décontaminé, remblayé, nivelé et gazonné.

CHAPITRE VI

PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE

11. Aux fins de la délivrance d'un permis de construction, de transformation ou de l'aménagement des espaces extérieurs relatifs à un bâtiment autorisé par la présente résolution, en plus des critères prévus au *Règlement sur les plans d'implantation et*



d'intégration architecturale (RCA22 17379), les objectifs et critères suivants sont applicables.

Objectif 1 : Assurer un bâtiment de qualité qui prend en considération les nuisances sonores et de vibration

Les critères permettant d'évaluer l'atteinte de cet objectif sont les suivants :

1. l'architecture d'un bâtiment est conçue de manière à minimiser les effets de réverbération sonores et les vibrations sur le milieu;

2. le rez-de-chaussée ou un basilaire composent un volume à l'échelle des espaces appropriables au niveau du sol.

Autres critères:

1. Les condenseurs prévus sur les balcons doivent être non visibles de la voie publique;

2. l'aménagement d'une placette proposée dans la cour avant doit être réalisé en coordination avec les interventions projetées sur le domaine public;

3. les aménagements projetés dans la cour située du côté de la voie ferrée intègrent une noue végétalisée ou un jardin de pluie qui participent à la stratégie de rétention des eaux de ruissellement;

4. Limiter l'implantation de l'empiétement de l'aire d'entreposage des matières résiduelles extérieures sur le domaine public.

ANNEXE A

Territoire d'application

_____

Un débat s'engage.

_____

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.10 1253751008

_____

RÉSOLUTION CA25 170057

FRAIS DE PARC - LOT PROJETÉ 6 598 417

ATTENDU le *Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de la Ville de Montréal* (17-055).

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Magda Popeanu

D'accepter le versement d'une somme compensatoire de 84 747,60 $, le tout équivalant à 1,08 % de la valeur du site de 7 847 000 $ pour un projet d'opération cadastrale ayant pour effet de morceler le lot;

De déposer ce montant au compte spécifié à l'intervention de la Direction des services administratifs et du greffe;



D'approuver l'engagement par lequel 9518-9726 QUÉBEC INC. devra céder à la Ville, à titre gratuit, aux fins de frais de parc associés au présent dossier, une partie du lot 2 648 717 (lot projeté 6 598 417) du cadastre du Québec, le tout selon les termes et conditions prévus audit engagement.

_____

Un débat s'engage.

_____

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.11 1241389001

_____

RÉSOLUTION CA25 170058

NOMINATION SECRÉTAIRE D'ARRONDISSEMENT

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Magda Popeanu

De nommer madame Julie Faraldo-Boulet à titre de secrétaire d'arrondissement de l'arrondissement Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, à compter du 8 mars 2025.

_____

Un débat s'engage.

_____

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

51.01 1254570005

_____

RÉSOLUTION CA25 170059

DÉPÔT - RAPPORTS DÉCISIONNELS - JANVIER 2025

Madame la mairesse Gracia Kasoki Katahwa dépose les rapports faisant état de décisions prises par tout le personnel, dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont délégués en vertu du *Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés* (RCA04 17044) et les rapports des dépenses du mois de janvier 2025.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

60.01 1257479002

_____

RÉSOLUTION CA25 170060

DÉPÔT - PLAN STRATÉGIQUE CÔTE-DES-NEIGES-NOTRE-DAME-DE-GRÂCE 2023-2030



Madame la mairesse Gracia Kasoki Katahwa dépose le bilan 2024 du Plan stratégique Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce 2023-2030.

_____

Un débat s'engage.

_____

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

60.02 1259160001

_____

RÉSOLUTION CA25 170061

DÉPÔT - LISTE DES CONTRATS COMPORTANT UNE DÉPENSE ADDITIONNELLE AVEC UN MÊME CONTRACTANT DURANT L'ANNÉE 2024

Madame la mairesse Gracia Kasoki Katahwa dépose la liste des contrats comportant une dépense de plus de 2 000 $ passée au cours de l'exercice 2024 avec un même cocontractant lorsque l'ensemble de ces contrats comporte une dépense totale dépassant 25 000 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

60.03 1259060001

_____

RÉSOLUTION CA25 170062

FERMETURE D'UNE PORTION DU CHEMIN GOYER ET PRISE EN CHARGE DES TRAVAUX DE FERMETURE

Il est proposé par Gracia Kasoki Katahwa

appuyé par Magda Popeanu

Décréter la fermeture définitive de la portion du chemin Goyer entre le chemin Bedford et la rue Goyer, et de retirer cette portion du chemin du registre des rues, ruelles et voies de la Ville pour la verser au registre des parcs afin d'y aménager un espace vert;

De prendre en charge les travaux de fermeture de la rue.

_____

Un débat s'engage.

_____

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

70.01 1249982001

_____

L'ordre du jour étant épuisé, madame la mairesse déclare la séance close.



La séance est levée à 22 heures 40.

_____	_____
Gracia Kasoki Katahwa	Julie Faraldo-Boulet
La mairesse d'arrondissement	La secrétaire d'arrondissement

_____

Les résolutions CA25 170033 à CA25 170062 consignées dans ce procès-verbal sont considérées signées comme si elles l'avaient été une à une.

INITIALES DU MAIRE

INITIALES DU SECRÉTAIRE

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.01

2025/04/07
19:00

Dossier # : 1255831001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des parcs et du verdissement
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder à la firme Biothec Foresterie inc. un contrat pour des travaux d'essouchement pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce et autoriser une dépense à cette fin de 138 544,88 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires le cas échéant (5 soumissionnaires) - Appel d'offres public 25-20778.

IL EST RECOMMANDÉ :
D'accorder à la firme Biothec Foresterie inc. un contrat pour des travaux d'essouchement pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges--Notre-Dame-de-Grâce ;

D'autoriser une dépense à cette fin de 138 544,88 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires le cas échéant (5 soumissionnaires) - Appel d'offres public 25-20778 ;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2025-04-02 10:02

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

directeur(-trice) - arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1255831001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des parcs et du verdissement
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder à la firme Biothec Foresterie inc. un contrat pour des travaux d'essouchement pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce et autoriser une dépense à cette fin de 138 544,88 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires le cas échéant (5 soumissionnaires) - Appel d'offres public 25-20778.

CONTENU

CONTEXTE

Depuis plusieurs années, l'infestation de l'agrile du frêne a mené à l'abattage de centaines de frênes et engendré autant de souches, venues grossir considérablement les rangs des souches générées chaque année par l'abattage des arbres publics de l'arrondissement. Une telle abondance de souches est une source de désagrément pour les citoyens et un frein aux plantations d'arbres du fait qu'elles occupent souvent les meilleurs sites de plantation, parfois même les seuls disponibles.
La Division Parcs et Verdissement de la Direction des Travaux publics ne dispose pas des ressources humaines et matérielles nécessaires pour répondre aux requêtes d'essouchement par les citoyens de l'arrondissement. Elle doit donc confier ces travaux à l'externe, en proposant pour l'année 2025 un contrat de 300 essouchements. Ceux-ci contribueront à l'embellissement de l'arrondissement, mais aussi à l'effort de plantation d'arbres, une mesure phare de la lutte contre l'infestation de l'agrile du frêne et, plus globalement, de la stratégie de résilience aux changements climatiques engagée par la Ville de Montréal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA23 170228 - D'accorder à Entreprises Képasc (7762763 Canada inc.) un renouvellement de contrat pour des travaux d'essouchement pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce et d'autoriser une dépense à cette fin de 180 625,73 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires le cas échéant (4 soumissionnaires) - Appel d'offres public 23-19737.
CA23 170076 - D'accorder à Entreprises Képasc (7762763 Canada inc.) un contrat pour des travaux d'essouchement pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce et d'autoriser une dépense à cette fin de 180 625,73 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires le cas échéant (4 soumissionnaires) - Appel d'offres public 23-19737.

CA22 170207 - D'accorder à Entreprises Képasc (7762763 Canada inc.) un renouvellement de contrat pour des travaux d'essouchement pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce et d'autoriser une dépense à cette fin de 320 147,89 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires le cas échéant (4 soumissionnaires) - Appel d'offres public 22-

19122.

CA22 170064 - D’accorder à Entreprises Képasc (7762763 Canada inc.) un contrat pour des travaux d'essouchement pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce et d'autoriser une dépense à cette fin de 320 147,89 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires le cas échéant (4 soumissionnaires) - Appel d'offres public 22-19122.

CA21 170121 - D'accorder à Émondage SBP (9211-4560 Québec inc.) un contrat pour des travaux d'essouchement pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce et d'autoriser une dépense à cette fin de 183 528,84 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires le cas échéant (4 soumissionnaires) - Appel d'offres public 21-18658.

CA20 170136 - D'accorder à Entrepreneur paysagiste Strathmore (1997) ltée un contrat pour des travaux d'essouchement pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce et d'autoriser une dépense à cette fin de 138 999,03 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires le cas échéant (5 soumissionnaires).

CA19 170125 - D’accorder à Entreprises Képasc (7762763 Canada inc.), plus bas soumissionnaire conforme, un contrat pour des travaux d'essouchement pour l'arrondissement, pour une somme maximale de 157 256,94 $, incluant les taxes, conformément aux documents de l'appel d'offres public 19-17557.

CA18 170267 - D'accorder à Émondage Plus inc. un contrat pour des travaux arboricoles d'essouchement, au prix et aux conditions de sa soumission, conformément à l'appel d'offres public 18-17194 et autoriser une dépense à cette fin de 109 081,38 $ taxes incluses, comprenant tous les frais et accessoires le cas échéant (3 soumissionnaires).

CA18 170209 - D'accorder à Entreprises Képasc (7762763 Canada inc.) un second renouvellement de contrat pour des travaux arboricoles d'essouchement, au prix et aux conditions de sa soumission, conformément à l'appel d'offres public 17-16369 et autoriser une dépense à cette fin de 141 161,02 $ taxes incluses, comprenant tous les frais et accessoires le cas échéant.

CA18 170077 - D'accorder à Entreprises Képasc (7762763 Canada inc.) un renouvellement du contrat pour des travaux arboricoles d'essouchement, au prix et aux conditions de sa soumission, conformément à l'appel d'offres public 17-16369 et autoriser une dépense à cette fin de 141 161,02 $ taxes incluses, comprenant tous les frais et accessoires le cas échéant.

CA17 170269 - D'accorder à Entreprises Képasc (7762763 Canada inc.) un contrat pour des travaux arboricoles d'essouchement, au prix et aux conditions de sa soumission, conformément à l'appel d'offres public 17-16369 et autoriser une dépense à cette fin de 141 161,02 $ taxes incluses, comprenant tous les frais et accessoires le cas échéant - (3 soumissionnaires).

CA17 170193 - D'accorder à Entreprises Képasc (7762763 Canada inc.) un deuxième renouvellement de contrat pour des travaux arboricoles d'essouchement, au prix et aux conditions de sa soumission, conformément à l'appel d'offres public 16-15551 et autoriser une dépense à cette fin de 133 189,02 $ taxes incluses, comprenant l'indexation du prix de 2 % conformément aux documents de l'appel d'offres et tous les frais accessoires le cas échéant.

CA16 170330 - D'autoriser à Entreprises Képasc (7762763 Canada inc.) un renouvellement du contrat pour des travaux arboricoles d'essouchement, au prix et aux conditions de sa soumission, conformément à l'appel d'offres public 16-15551 et autoriser une dépense à cette fin de 130 577,47 $ taxes incluses, comprenant l'indexation de 2 % conformément aux

documents de l'appel d'offres et tous les frais accessoires, le cas échéant.

CA16 170278 - Accorder à la firme KéPasc (7762763 Canada inc.) un contrat pour des travaux arboricoles d'essouchement, au prix et aux conditions de sa soumission, conformément à l'appel d'offres public 16-15551, et autoriser une dépense à cette fin de 128 017,13 $ taxes incluses, comprenant tous les frais et accessoires le cas échéant (3 soumissionnaires).

CA16 170130 - Accorder à la firme KéPasc (7762763 Canada inc.) un contrat pour des travaux arboricoles d'essouchement, au prix et aux conditions de sa soumission, conformément à l'appel d'offres public 16-15095, et autoriser une dépense à cette fin de 107 264,21 $ taxes incluses, comprenant tous les frais et accessoires le cas échéant (7 soumissionnaires).

CA10 170247 - Accorder à la firme Émondage Allard un contrat pour des travaux arboricoles d'essouchement, au prix et aux conditions de sa soumission, conformément à l'appel d'offres sur invitation DPI2010-02, et autoriser une dépense à cette fin de 42 843,59 $, taxes incluses, comprenant tous les frais et accessoires le cas échéant (3 soumissionnaires).

DESCRIPTION

Le présent dossier porte sur l'octroi d'un contrat d'essouchement de 300 souches réparties sur l'ensemble du territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, incluant le remplissage des fosses avec de la terre de plantation ainsi que leur ensemencement en gazon.
L'appel d'offres 25-20778 a été publié dans le journal Le Devoir et dans le Système électronique d'appel d'offres (SÉAO) le 15 janvier 2025. L'ouverture des soumissions a été effectuée le 18 février 2025, à 13 h 30.
Sur 12 preneurs du cahier des charges, 5 ont soumissionné.

Après analyse de la conformité des documents, nous comparons ci-dessous les 5 soumissions, taxes et contingences incluses.

SOUMISSIONNAIRES CONFORMES	**PRIX (taxes incluses)**
Biothec Foresterie inc.	138 544,88 $
Construction Urbex inc.	161 942,29 $
Entrepreneur Paysagiste Strathmore (1997) ltée	179 878,39 $
7762763 Canada inc.	180 137,08 $
Élagage Prestige inc.	241 240,55 $
ESTIMATION par l'ARRONDISSEMENT	189 996,19 $
ÉCART entre l'ESTIMATION et la PLUS BASSE SOUMISSION	**- 51 451,31 $**
	- 27,1 %

JUSTIFICATION

La Direction des Travaux publics ne dispose pas de ressources humaines et matérielles pour répondre aux requêtes relatives aux travaux d'essouchement. Les services d'entreprises privées sont donc requis pour procéder à l'exécution de ces travaux.
Pour réaliser ce projet, le Service de l'approvisionnement, à la demande de la Division Parcs et Verdissement de la Direction des Travaux publics, a procédé à un appel d'offres public le 15 janvier 2025. La réception des soumissions a eu lieu le 18 février 2025, à 13 h 30. La firme Biothec Foresterie inc. a déposé la plus basse soumission conforme (la liste des soumissionnaires est détaillée dans l'intervention du Service de l'approvisionnement) au montant de 138 544,88 $ (taxes incluses).

Puisque la firme Biothec Foresterie inc. a présenté la plus basse soumission conforme (jointe en annexe), nous recommandons de lui accorder le contrat d'essouchement. Notons que, à la condition d'une entente restant à intervenir entre les deux parties, le présent contrat prévoit une option de renouvellement de contrat de 12 mois**,** le tout selon les conditions et les clauses de l'appel d'offres.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le programme de remplacement des arbres abattus prévoit, pour le printemps 2025, l'essouchement de 300 arbres de différents diamètres.
Le Service de l'approvisionnement a mené l'appel d'offres public 25-20778, dont la proposition la plus avantageuse est celle de la firme Biothec Foresterie inc. avec un montant total de 138 544,88 $, taxes incluses, ce qui représente un déboursé net de 126 509,94 $.

Les crédits nécessaires pour assumer ce contrat proviendront des crédits corporatifs versés à l'arrondissement dans le cadre du Plan Canopée et du programme de remplacement des frênes abattus. L'arrondissement n'a pas encore reçu le transfert des fonds pour l'année 2025. Le montant à recevoir dans le cadre de ces programmes en 2025 sera connu à la suite du conseil d'arrondissement.

Comme il n'y a pas des fonds présentement disponibles pour le Plan Canopée, ce dossier sera financé temporairement par le budget de fonctionnement de l'arrondissement dans le centre de responsabilité CDN 300725 - Espaces verts.

Une fois les sommes du Plan Canopée pour 2025 transférées à l'arrondissement, des écritures de correction seront faites. Si le montant reçu ne couvre pas la totalité du contrat, l'arrondissement va financer la différence à même son budget de fonctionnement.

Calcul de la ristourne pour l'achat de biens et services :

PLUS BASSE SOUMISSION CONFORME (Biothec Foresterie inc.)	**PRIX**
Prix (hors taxes)	120 500,00 $
T.P.S. (5%)	6 025,00 $
T.V.Q. (9,975%)	12 019,88 $
Prix (taxes incluses)	**138 544,88 $**
Ristourne (100%) sur la T.P.S.	- 6 025,00 $
Ristourne (50%) sur la T.V.Q.	- 6 009,94 $
Déboursé net	**126 509,94 $**

La dépense sera imputée selon les instructions décrites dans la certification de fonds.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte du plan stratégique 2023-2030 de l'Arrondissement, en particulier son axe 2, qui promeut des milieux de vie sains et durables, avec beaucoup de végétation et moins d'îlots de chaleur.
Aussi, dans un effort de restauration de la canopée perdue, les travaux d'essouchement sont essentiels à la récupération d'espaces publics pour la plantation de nouveaux arbres, pour une ville plus verte et des quartiers plus attrayants.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

N/A

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication approuvée par le Service des communications a été élaborée en vue d'informer les citoyens concernés. Ainsi, un accroche-porte indiquant la période des travaux d'essouchement a été laissé à chaque adresse concernée lors du marquage de la souche. De plus, toute l'information relative aux travaux d'essouchement dans l'arrondissement est incluse dans la page Internet montreal.ca/articles.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'arrondissement : 7 avril 2025
Début des travaux : dans les 5 jours suivant la résolution du conseil d'arrondissement
Fin des travaux : 15 août 2025

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le présent dossier est conforme à la Politique municipale d'attribution de contrats.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Mestapha DAMOU)

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Teodora DIMITROVA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Eric CLAEYSSEN
Agent technique en horticulture et arboriculture

Tél : 514-603-5669
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-03-12

Steve Tony ALEXIS
chef(fe) de division - parcs (arrondissement)

Tél : 514-872-6178
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1255831001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des parcs et du verdissement
Objet :	Accorder à la firme Biothec Foresterie inc. un contrat pour des travaux d'essouchement pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce et autoriser une dépense à cette fin de 138 544,88 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires le cas échéant (5 soumissionnaires) - Appel d'offres public 25-20778.

25_20778 Bordereau BIOTHEC FORESTERIE INC.pdf

25_20778 Bordereau 7762763 CANADA INC.pdf

25_20778 Bordereau URBEX CONSTRUCTION INC.pdf

25_20778 Bordereau ENTREPRENEUR PAYSAGISTE STRATHMORE 1997 LTEE.pdf

25_20778 Bordereau ELAGAGE PRESTIGE INC.pdf25_20778 Grille Analyse Montréal 2030.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Eric CLAEYSSEN
Agent technique en horticulture et arboriculture

Tél : 514-603-5669
Télécop. :

Service de l'approvisionnement Direction générale adjointe – Services institutionnels 255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400 Montréal (Québec) H2M 1L5	Montréal	ANNEXE 2.00 BORDEREAU DE PRIX - SOMMAIRE

Numéro d'appel d'offres	25-20778
Titre de l'appel d'offres	Service d'essouchement pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce
Mode d'adjudication	Plus bas soumissionnaire conforme
Règle d'adjudication	Contrat attribué globalement à un seul soumissionnaire
Nom du soumissionnaire *(Selon le Registre des entreprises du Québec)*	Biothec Foresterie inc.
Numéro d'entreprise (NEQ)	1165825739
Adresse du soumissionnaire	41, rue Tousignant, Shawinigan, Qc, G0X 1L0

Note : Les noms et les prix des soumissionnaires indiqués dans le bordereau de prix sommaire seront déclarés à haute voix lors de l'ouverture des soumissions (Paragraphe 6 de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes).

Précisions relatives aux garanties de soumission	
Note aux SOUMISSIONNAIRES : Les exigences relatives aux garanties sont versées dans le poste 4.00 de la Régie. *Note au Service du Greffe : Les exigences relatives aux garanties sont versées dans le poste 4.00 du Formulaire de soumission.*	

Le SOUMISSIONNAIRE doit fournir UNE garantie de soumission

Numéro du lot	Description	Montant total (avant taxes)	TPS (5 %)	TVQ (9,975 %)	Montant total (Taxes incluses)
1	ENLÈVEMENT DE LA SOUCHE ET EMPATTEMENT RACINAIRE AINSI QUE LE RAMASSAGE DE COPEAUX, POSE DE TERRE ET SEMENCES-SOUCHES EN RUE	120 500,00 $	6 025,00 $	12 019,88 $	138 544,88 $

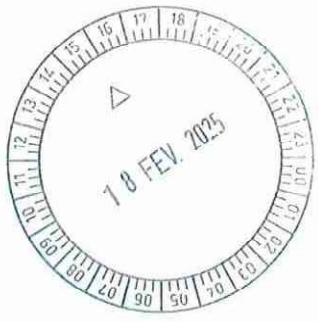
Service de l'approvisionnement Direction générale adjointe – Services institutionnels 255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400 Montréal (Québec) H2M 1L5	Montréal	ANNEXE 2.00 BORDEREAU DE PRIX - SOMMAIRE

Numéro d'appel d'offres	25-20778
Titre de l'appel d'offres	Service d'essouchement pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce
Mode d'adjudication	Plus bas soumissionnaire conforme
Règle d'adjudication	Contrat attribué globalement à un seul soumissionnaire
Nom du soumissionnaire *(Selon le Registre des entreprises du Québec)*	7762763 CANADA INC
Numéro d'entreprise (NEQ)	1167198820
Adresse du soumissionnaire	440 6E AVENUE NORD, SAINT-GEORGES, G5Z 0R6

Note : Les noms et les prix des soumissionnaires indiqués dans le bordereau de prix sommaire seront déclarés à haute voix lors de l'ouverture des soumissions (Paragraphe 6 de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes).

Précisions relatives aux garanties de soumission	
Note aux SOUMISSIONNAIRES : Les exigences relatives aux garanties sont versées dans le poste 4.00 de la Régie. *Note au Service du Greffe : Les exigences relatives aux garanties sont versées dans le poste 4.00 du Formulaire de soumission.*	
Le SOUMISSIONNAIRE doit fournir UNE garantie de soumission	

Numéro du lot	Description	Montant total (avant taxes)	TPS (5 %)	TVQ (9,975 %)	Montant total (Taxes incluses)
1	ENLÈVEMENT DE LA SOUCHE ET EMPATTEMENT RACINAIRE AINSI QUE LE RAMASSAGE DE COPEAUX, POSE DE TERRE ET SEMENCES-SOUCHES EN RUE	156 675,00 $	7 833,75 $	15 628,33 $	180 137,08 $



Service de l'approvisionnement Direction générale adjointe – Services institutionnels 255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400 Montréal (Québec) H2M 1L5	Montréal	ANNEXE 2.00 BORDEREAU DE PRIX - SOMMAIRE

Numéro d'appel d'offres	25-20778
Titre de l'appel d'offres	Service d'essouchement pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce
Mode d'adjudication	Plus bas soumissionnaire conforme
Règle d'adjudication	Contrat attribué globalement à un seul soumissionnaire
Nom du soumissionnaire *(Selon le Registre des entreprises du Québec)*	URBEX CONSTRUCTION INC.
Numéro d'entreprise (NEQ)	1161557807
Adresse du soumissionnaire	3410 rue Hormidas Deslauriers, Lachine, QC, H8T 3P2

Note : Les noms et les prix des soumissionnaires indiqués dans le bordereau de prix sommaire seront déclarés à haute voix lors de l'ouverture des soumissions (Paragraphe 6 de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes).

Précisions relatives aux garanties de soumission	
Note aux SOUMISSIONNAIRES : Les exigences relatives aux garanties sont versées dans le poste 4.00 de la Régie. *Note au Service du Greffe : Les exigences relatives aux garanties sont versées dans le poste 4.00 du Formulaire de soumission.*	
Le SOUMISSIONNAIRE doit fournir UNE garantie de soumission	

Numéro du lot	Description	Montant total (avant taxes)	TPS (5 %)	TVQ (9,975 %)	Montant total (Taxes incluses)
1	**ENLÈVEMENT DE LA SOUCHE ET EMPATTEMENT RACINAIRE AINSI QUE LE RAMASSAGE DE COPEAUX, POSE DE TERRE ET SEMENCES-SOUCHES EN RUE**	**140 850,00 $**	**7 042,50 $**	**14 049,79 $**	**161 942,29 $**

18 FEV. 2025

URBEX CONSTRUCTION INC. RBQ 5626-6695-01 NEQ 1161557807

Service de l'approvisionnement Direction générale adjointe – Services institutionnels 255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400 Montréal (Québec) H2M 1L5	Montréal	ANNEXE 2.00 BORDEREAU DE PRIX - SOMMAIRE

Numéro d'appel d'offres	25-20778
Titre de l'appel d'offres	Service d'essouchement pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce
Mode d'adjudication	Plus bas soumissionnaire conforme
Règle d'adjudication	Contrat attribué globalement à un seul soumissionnaire
Nom du soumissionnaire *(Selon le Registre des entreprises du Québec)*	ENTREPRENEUR PAYSAGISTE STRATHMORE (1997) LTEE
Numéro d'entreprise (NEQ)	1143413681
Adresse du soumissionnaire	2288, rue CANNES-BRULEES, LASALLE QC H8N 2Z2

Note : Les noms et les prix des soumissionnaires indiqués dans le bordereau de prix sommaire seront déclarés à haute voix lors de l'ouverture des soumissions (Paragraphe 6 de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes).

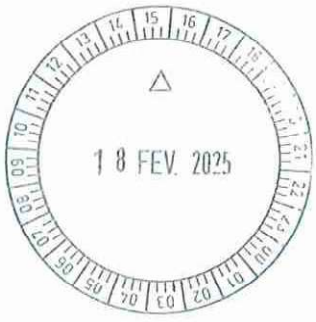
Précisions relatives aux garanties de soumission

Note aux SOUMISSIONNAIRES : Les exigences relatives aux garanties sont versées dans le poste 4.00 de la Régie.
Note au Service du Greffe : Les exigences relatives aux garanties sont versées dans le poste 4.00 du Formulaire de soumission.

Le SOUMISSIONNAIRE doit fournir UNE garantie de soumission

Numéro du lot	Description	Montant total (avant taxes)	TPS (5 %)	TVQ (9,975 %)	Montant total (Taxes incluses)
1	ENLÈVEMENT DE LA SOUCHE ET EMPATTEMENT RACINAIRE AINSI QUE LE RAMASSAGE DE COPEAUX, POSE DE TERRE ET SEMENCES-SOUCHES EN RUE	156,450.00 $	7,822.50 $	15,605.89 $	179,878.39 $





Service de l'approvisionnement Direction générale adjointe – Services institutionnels 255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400 Montréal (Québec) H2M 1L5	Montréal	ANNEXE 2.00 BORDEREAU DE PRIX - SOMMAIRE

Numéro d'appel d'offres	25-20778
Titre de l'appel d'offres	Service d'essouchement pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce
Mode d'adjudication	Plus bas soumissionnaire conforme
Règle d'adjudication	Contrat attribué globalement à un seul soumissionnaire
Nom du soumissionnaire *(Selon le Registre des entreprises du Québec)*	ELAGAGE PRESTIGE INC
Numéro d'entreprise (NEQ)	1166539370
Adresse du soumissionnaire	402 A BOUL. PETIT CAP GASPE QUÉBEC G4X 4L1

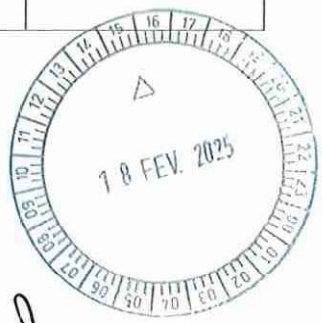
Note : Les noms et les prix des soumissionnaires indiqués dans le bordereau de prix sommaire seront déclarés à haute voix lors de l'ouverture des soumissions (Paragraphe 6 de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes).

Précisions relatives aux garanties de soumission

Note aux SOUMISSIONNAIRES : Les exigences relatives aux garanties sont versées dans le poste 4.00 de la Régie.
Note au Service du Greffe : Les exigences relatives aux garanties sont versées dans le poste 4.00 du Formulaire de soumission.

Le SOUMISSIONNAIRE doit fournir UNE garantie de soumission

Numéro du lot	Description	Montant total (avant taxes)	TPS (5 %)	TVQ (9,975 %)	Montant total (Taxes incluses)
1	ENLÈVEMENT DE LA SOUCHE ET EMPATTEMENT RACINAIRE AINSI QUE LE RAMASSAGE DE COPEAUX, POSE DE TERRE ET SEMENCES-SOUCHES EN RUE	209820.00 - $	10491.00 $	20929.55 - $	241240.55 - $



Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *A.O. 25-20778*
Unité administrative responsable : *Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce, Direction des travaux publics, Division Parcs et verdissement*
Projet : *Service d'essouchement pour l'arrondissement de Côte-des—Neiges-Notre-Dame-de-Grâce*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *Priorité 2 : Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision.* *Priorité 20 : Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *Selon le plan de foresterie urbaine de 2011, les frênes composaient 16% de la forêt urbaine de l'arrondissement. L'infestation de l'agrile du frêne s'est ajoutée aux autres facteurs de mortalité naturels et anthropiques chez les arbres de l'arrondissement, menant à environ 800 abattages chaque année, toutes essences confondues. L'enlèvement des souches est une étape incontournable dans la récupération des emplacements d'arbres abattus pour de nouvelles plantations et donc, dans le maintien du couvert arboricole de l'arrondissement. Celui-ci contribue directement à la qualité de vie des résidents, à la réduction des îlots de chaleur et à la lutte contre les changements climatiques.*			

Enlever les souches et faire la place à de nouvelles plantations embellit le paysage urbain, éveille le sentiment d'appartenance et augmente le désir de circuler à pied.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		***x***	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	***x***		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			***x***

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			***x***
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			***x***
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			***x***
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			***x***

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1255831001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des parcs et du verdissement
Objet :	Accorder à la firme Biothec Foresterie inc. un contrat pour des travaux d'essouchement pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce et autoriser une dépense à cette fin de 138 544,88 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires le cas échéant (5 soumissionnaires) - Appel d'offres public 25-20778.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

25-20778 Liste des commandes_SEAO.pdf
25-20778 PV.pdf
25-20778_TCP.pdf
25-20778 Intervention.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mestapha DAMOU
Agent d'approvisionnement II
Tél : 514-280-4473

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-03-13

Hicham ZERIOUH
Chef de section
Tél : 438-505-1138
Division :

Québec

Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec

⚠ Vous êtes un fournisseur et vous vous connectez pour la première fois au nouveau SEAO? Consultez la page d'aide pour faciliter votre transition dans le nouveau système ou visionnez le webinaire pour vous guider dans la configuration de votre compte.

Vous souhaitez afficher et récupérer l'historique associé à votre ancien compte SEAO, consultez la procédure de récupération des profils pour compléter l'importation de vos données.

Liste des commandes

Numéro: 25-20778
Numéro de référence: 20041715
Type de l'avis: Avis d'appel d'offres
Statut: En attente des résultats d'ouverture
Titre: Service d'essouchement pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce
Organisation: Ville de Montréal - Service de l'approvisionnement

12 résultats **Résultats 1 à 12**

Trier par Sélection **Nombre par page** 2

Émondage Mauricie 490 Rue de l'Aviation Trois-Rivières QC CAN G8T5M3 emondagemauricie.com	Non diffusé	Pascal Courchesne Téléphone: 4509446632 Courriel: emondagemauricie@hotmail.com	**Transaction: (20130132)** 2025-01-21 13:56	Mode privilégié (plan): Courriel
ÉMONDAGE & ABATTAGE DIONNE INC. 1812, Ch. St-Louis Saint-Lazare QC CAN J7T2Z3 emondagedionne.com	Non diffusé	Maxime Dionne Téléphone: 4508011974 Courriel: emondagedionne@outlook.com	**Transaction: (20141398)** 2025-02-05 10:21	Mode privilégié (plan): Courriel
SERVICES D'ARBRES PRIMEAU INC. 566 chemin de la Haute-Rivière Châteauguay QC CAN J6J5W6 arbresprimeau.com	Non diffusé	Marie-Eve Robidoux Téléphone: 4506923683 Courriel: admin@arbresprimeau.com	**Transaction: (20132949)** 2025-01-24 16:32	Mode privilégié (plan): Messagerie
ARBORICULTURE DE BEAUCE INC. 364E Route du Président-Kennedy Beauceville QC CAN G5X1N9	Non diffusé	Denis Rancourt Téléphone: 4187746217 Courriel: fecteau.christine@arbobeauce.com	**Transaction: (20131458)** 2025-01-23 08:31	Mode privilégié (plan): Courriel
URBEX CONSTRUCTION 3410 rue hormidas deslauriers Montréal QC CAN H8T3P2	Publique	Félix Larouche Téléphone: 5145563075 Courriel: info@urbexconstruction.com	**Transaction: (20127912)** 2025-01-18 13:43	Mode privilégié (plan): Courriel
9187-8447 QUÉBEC INC. 269 Cantin terrebonne Terrebonne QC CAN J6W5R9 http://www.arbresviau.com	Publique	Sylvain Trépanier Téléphone: 5142420747 Courriel: globalpf@videotron.ca	**Transaction: (20137803)** 2025-01-31 08:39	Mode privilégié (plan): Courriel

BIOTHEC FORESTERIE INC. 41 rue Tousignant Shawinigan QC CAN G0X1L0	Non diffusé	Anne Leclerc Téléphone: 8195232831 Courriel: anneleclerc@biothecforesterie.com	**Transaction: (20130886)** 2025-01-22 12:26	Mode privilégié (plan): Courriel
ÉLAGAGE PRESTIGE INC. 330, rue Malepart Laval QC CAN H7C1R2	Publique	Jeannot Cloutier Téléphone: 5143825313 Courriel: elagageprestige@yahoo.ca	**Transaction: (20127904)** 2025-01-18 11:01	Mode privilégié (plan): Courriel
ENTREPRENEUR PAYSAGISTE STRATHMORE (1997) LTÉE 2288 Canne Brûlée (Lasalle) Montréal QC CAN H8N2Z2 http://www.strathmore.pro	Publique	Tara-starr Mcconnell Téléphone: 4383405974 Courriel: tsmcconnell@strathmore.pro	**Transaction: (20126992)** 2025-01-17 08:34	Mode privilégié (plan): Courriel
ARBO-DESIGN INC. 120 rue de l'Île-Jargaille Terrebonne QC CAN J6W6J6 http://www.arbo-design.com	Non diffusé	Francois Bérubé Téléphone: 4506233090 Courriel: info@arbo-design.com	**Transaction: (20126026)** 2025-01-16 09:41	Mode privilégié (plan): Courriel
AMÉNAGEMENT PAYSAGER DUMOULIN INC. 1145, Garden Mascouche QC CAN J7L0A5 https://amenagement-paysager-dumoulin.com	Non diffusé	Vincent Dumoulin Téléphone: 5148239061 Courriel: entreprisedumoulin@hotmail.com	**Transaction: (20146733)** 2025-02-11 15:07	Mode privilégié (plan): Courriel
KEPASC 440,6e Avenue Nord Saint-Georges QC CAN G5Z0R6 kepasc.com	Non diffusé	Keven Poulin Téléphone: 4182286118 Courriel: kathy.pruneau@kepasc.com	**Transaction: (20137835)** 2025-01-31 09:07	Mode privilégié (plan): Courriel

Québec

© Gouvernement du Québec, 2025

Ville de Montréal
Service du greffe

Soumission publique
SP25 0068

Procès-verbal d'une séance publique d'ouverture de soumissions tenue à l'hôtel de ville de Montréal, le **mardi 18 février 2025 à 13 h 30**

Sont présents : Mme Marie-Hélène Perras, agente de bureau
M. Abdenour Touabi, préposé au soutien administratif
Mme Annie Benjamin, agente de bureau

APPEL D'OFFRES 25-20778

Les soumissions reçues pour l'appel d'offres intitulé « Service d'essouchement pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce » sont ouvertes par le préposé au soutien administratif du Service du greffe. Les personnes ci-dessous mentionnées soumettent un prix :

Soumissionnaires	**Prix**
BIOTHEC FORESTERIE INC.	138 544,88 $
CONSTRUCTION URBEX INC.	161 942,29 $
ENTREPRENEUR PAYSAGISTE STRATHMORE (1997) LTÉE	179 878,39 $
7762763 CANADA INC.	180 137,08 $
ÉLAGAGE PRESTIGE INC.	241 240,55 $

L'appel d'offres du Service de l'approvisionnement a été publié le 15 janvier 2025 dans le quotidien Le Devoir ainsi que dans le système électronique SÉAO.

Le greffier transmet ces soumissions et, le cas échéant, les dépôts qui les accompagnent, au directeur du Service de l'approvisionnement, pour étude et rapport.

/ml

Vér. 1
S.A.

Marie-Hélène Perras
Agente de bureau – Service du greffe

Abdenour Touabi
Préposé au soutien administratif – Service du greffe

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
25-20778

Agent d'approvisionnement
Mestapha Damou

Conformité	Oui

Soumissionnaires	Num. du Lot	Descreption du lot	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Données: Montant sans taxes	Données: Montant taxes incluses
BIOTHEC FORESTERIE INC.										
Total (BIOTHEC FORESTERIE INC.)									**120 500,00 $**	**138 544,88 $**
CONSTRUCTION URBEX INC.										
Total (CONSTRUCTION URBEX INC.)									**140 850,00 $**	**161 942,29 $**
ENTREPRENEUR PAYSAGISTE STRATHMORE (1997) LTÉE										
Total (ENTREPRENEUR PAYSAGISTE STRATHMORE (1997) LTÉE)									**156 450,00 $**	**179 878,39 $**
7762763 CANADA INC. (KEPASC)										
Total (7762763 CANADA INC. (KEPASC))									**156 675,00 $**	**180 137,08 $**
ÉLAGAGE PRESTIGE INC.										
Total (ÉLAGAGE PRESTIGE INC.)									**209 820,00 $**	**241 240,55 $**

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 25-20778 — No du GDD : 1255831001

Titre de l'appel d'offres : Service d'essouchement pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 15 - 1 - 2025

Ouverture originalement prévue le : 18 - 2 - 2025

Ouverture faite le : 18 - 2 - 2025

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 0

Date du dernier addenda émis : - -

Délai total accordé aux soumissionnaires : 33 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 12

Nbre de soumissions reçues : 5

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 41,67

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 90 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 19 - 5 - 2025

Date d'échéance révisée : 19 - 5 - 2025

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
BIOTHEC FORESTERIE INC.	**138 544,88 $**	√	
CONSTRUCTION URBEX INC.	161 942,29 $		
ENTREPRENEUR PAYSAGISTE STRATHMORE (1997) LTÉE	179 878,39 $		
7762763 CANADA INC. (KEPASC)	180 137,08 $		
ÉLAGAGE PRESTIGE INC.	241 240,55 $		

Information additionnelle

Un suivi a été fait auprès des sept (7) preneurs du cahier des charges n'ayant pas soumissionné, trois (3) nous ont donné les raisons de désistement.
Parmi les trois (3) ayant répondu :
- deux (2) n'ont pas eu le temps d'étudier l'appel d'offres et de préparer la soumission dans le délai alloué;
- Et le troisième a répondu que 40 souches par semaine est irréaliste pour sa firme

Préparé par : Mestapha Damou — Le 13 - 3 - 2025

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1255831001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des parcs et du verdissement
Objet :	Accorder à la firme Biothec Foresterie inc. un contrat pour des travaux d'essouchement pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce et autoriser une dépense à cette fin de 138 544,88 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires le cas échéant (5 soumissionnaires) - Appel d'offres public 25-20778.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

La dépense totale à autoriser par le présent dossier est 126 509,94 $ nette de ristournes. Les travaux d'essouchement sont inclus dans le programme canopée à 100%.

Comme il n'y pas des fonds présentement disponibles au PDI affecté au renforcement de la canopée, ce contrat sera temporairement financée par le budget de fonctionnement de l'arrondissement.

Dès que les crédits liés au Plan Canopée seront versés à l'arrondissement, un reclassement de la dépense sera effectué.

Le montant à recevoir dans le cadre de ce programme en 2025 sera connu à la suite du conseil d'arrondissement. Si le montant reçu ne couvre pas la totalité du contrat, l'arrondissement financera la différence à même son budget de fonctionnement.

La dépense sera imputée selon les instructions comptables attachées à la certification de fonds:

FICHIERS JOINTS

GDD 1255831001 Certification de fonds_V1.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION **ENDOSSÉ PAR** Le : 2025-03-18

Teodora DIMITROVA
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514-868-3230

Guylaine GAUDREAULT
Directrice

Tél : 438-920-3612
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs, du greffe et de la gestion immobilière

GDD 1255831001

Ce dossier vise à:

Accorder à la firme Biothec Foresterie inc. un contrat pour des travaux d'essouchement pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges--Notre-Dame-de-Grâce et autoriser une dépense à cette fin de 138 544,88 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires le cas échéant (5 soumissionnaires) - Appel d'offres public 25-20778.

Calcul de la dépense

	Montant avant taxes	TPS	TVQ	Montant toutes taxes comprises	Ristournes	Montant net de ristourne
Contrat	120 500,00 $	6 025,00 $	12 019,88 $	138 544,88 $	12 034,94 $	126 509,94 $

FINANCEMENT TEMPORAIRE

Provenance:

2406.0010000.300702.01819.54590.000000.0000.000000.012189.00000.00000		126 509,94 $

Imputation:

2406.0010000.300725.07163.54505.000000.0000.000000.000000.00000.00000		126 509,94 $

Les crédits nécessaires pour assumer ce contrat, proviendront des crédits corporatifs versés à l'arrondissement dans le cadre du Plan Canopée et du programme de remplacement des frênes abattus.

L'arrondissement n'a pas encore reçu le transfert des fonds pour l'année 2025. Présentement, Il n'y a pas de solde disponible liée au Plan Canopée.

Donc, ce dossier sera financé temporairement par le budget de fonctionnement de l'arrondissement dans le centre de responsabilité CDN 300725 - Espaces verts.

Le montant à recevoir dans le cadre de ce programme en 2025 sera connu à la suite du conseil d'arrondissement. Une fois que les sommes du Plan Canopée pour 2025 seront transférées à l'arrondissement, des écritures de correction seront faites.

Si le montant reçu ne couvre pas la totalité du contrat, l'arrondissement financera la différence à même son budget de fonctionnement.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.02

2025/04/07
19:00

Dossier # : 1255831002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des parcs et du verdissement
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 f) favoriser la protection et la mise en valeur des milieux naturels et de la forêt urbaine
Projet :	-
Objet :	Accorder à la firme Arboriculture de Beauce inc. un contrat pour des services d'élagage et d'abattage de 600 arbres publics (répartis en 3 lots) sous le réseau électrique d'Hydro-Québec pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce et autoriser une dépense à cette fin de 444 384,12 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires le cas échéant (1 soumissionnaire) - Appel d'offres public 25-20847.

IL EST RECOMMANDÉ :
D'accorder à la firme Arboriculture de Beauce inc. un contrat pour des services d'élagage et d'abattage d'arbres publics sous le réseau électrique d'Hydro-Québec pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce ;

D'autoriser une dépense à cette fin de 444 384,12 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires le cas échéant (1 soumissionnaire) - Appel d'offres public 25-20847 ;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2025-04-02 10:03

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

directeur(-trice) - arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1255831002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des parcs et du verdissement
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 f) favoriser la protection et la mise en valeur des milieux naturels et de la forêt urbaine
Projet :	-
Objet :	Accorder à la firme Arboriculture de Beauce inc. un contrat pour des services d'élagage et d'abattage de 600 arbres publics (répartis en 3 lots) sous le réseau électrique d'Hydro-Québec pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce et autoriser une dépense à cette fin de 444 384,12 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires le cas échéant (1 soumissionnaire) - Appel d'offres public 25-20847.

CONTENU

CONTEXTE

La forêt urbaine de l'arrondissement compte près de 47 000 arbres publics et requiert toujours plus d'interventions pour son entretien et le maintien de la sécurité publique. De ce nombre, environ 35 % se trouvent à proximité ou directement sous le réseau électrique aérien d'Hydro-Québec et, à moins d'un dégagement préalable à 3 m du réseau, posent un problème de sécurité pour nos élagueurs lorsque vient le temps de leur élagage ou de leur abattage. Or, les équipes de la Ville de Montréal se heurtent au désengagement d'Hydro-Québec en matière de sécurisation du réseau électrique à la demande, sans pour autant être autorisées à procéder elles-mêmes au dégagement de 3 m, qui est réservé à des entreprises accréditées par Hydro-Québec.
L'octroi d'un contrat d'élagage et d'abattage à une entreprise détenant une convention de travail avec Hydro-Québec s'impose donc à la Division des parcs et du verdissement afin de poursuivre l'entretien planifié des arbres publics près du réseau électrique, incluant le ramassage des branches, des bûches et des résidus de coupe. Ce contrat va nous permettre de concentrer nos efforts sur les arbres hors réseau et ainsi, d'améliorer l'efficacité de nos interventions sur l'ensemble de la forêt urbaine de l'arrondissement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA24 170038 - D'accorder deux contrats pour des services d'élagage d'arbres de rue affectés par le verglas du 5 avril 2023, soit un contrat d'élagage sous réseau électrique (lots 3 et 4) à Arboriculture de Beauce inc. pour un montant total de 451 449,80 $ taxes incluses, et un contrat d'élagage hors réseau électrique (lots 5 et 7) à Arbo-Design inc. pour un montant total de 709 050,83 $ taxes incluses. D'autoriser une dépense à cette fin de 1 160

500,63 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires le cas échéant (2 soumissionnaires) - Appel d'offres public 23-20268.
CA22 170063 - D'accorder à Arboriculture de Beauce inc. un contrat, comprenant 3 lots de 200 arbres, d'élagage systématique et rabattage d'arbres publics sous le réseau de distribution d'Hydro-Québec pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, en 2022. D'autoriser une dépense à cette fin de 360 037,32 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires le cas échéant (plus bas soumissionnaire) - Appel d'offres public 22-19118.

CA21 170122 - D'accorder à Arboriculture de Beauce inc. un contrat, comprenant 3 lots de 200 arbres, d'élagage systématique et rabattage d'arbres publics sous le réseau de distribution d'Hydro-Québec pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, en 2021. D'autoriser une dépense à cette fin de 303 336,25 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires le cas échéant (1 soumissionnaire) - appel d'offres public 21-18717.

CA20 170135 - D'accorder à 3087-5520 Québec inc. (Émondage Martel) un contrat, comprenant 3 lots de 200 arbres, d'élagage systématique et rabattage d'arbres publics sous le réseau de distribution d'Hydro-Québec pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, en 2020. D'autoriser une dépense à cette fin de 200 200,22 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires le cas échéant (2 soumissionnaires) - appel d'offres public 20-18076.

CA19-170281 - D'accorder à Arboriculture de Beauce inc. plus bas soumissionnaire conforme, le contrat d'élagage systématique et rabattage d'arbres publics sous le réseau de distribution d'Hydro-Québec pour l'arrondissement, pour une somme maximale de 349 870,08 $ - appel d'offres public 19-17855.

CA19 170196 - D'accorder à Arboriculture de Beauce inc. le contrat pour des travaux d'élagage de 148 arbres publics (systématique sectoriel) sous le réseau de distribution d'Hydro-Québec pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, en 2019. D'autoriser une dépense à cette fin de 76 924,02 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires le cas échéant (1 soumissionnaire).

DESCRIPTION

Le présent dossier porte sur l'octroi d'un contrat d'élagage et d'abattage de 600 arbres, répartit en 3 lots de 150, 225 et 225 arbres, respectivement, sur l'ensemble du territoire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, incluant le ramassage des branches, des bûches et des résidus de coupe. Ce contrat inclut également l'option d'être renouvelé, une fois, aux mêmes conditions.
L'appel d'offres 25-20847 a été publié dans le journal Le Devoir et dans le Système électronique d'appel d'offres (SÉAO) le 20 janvier 2025. Au cours de la période d'appel d'offres, un addenda a été émis. L'ouverture des soumissions a été effectuée par le Service du greffe le 25 février 2025, à 13 h 30.
Sur 6 preneurs du cahier des charges, un seul a soumissionné.

Après analyse de la conformité des documents, nous comparons ci-dessous la soumission reçue à notre estimation, sur chacun des 3 lots, taxes et contingences incluses.

SOUMISSION CONFORME - LOT 1 (150 arbres)	**PRIX lot 1** (avant taxes)	**TAXES**	**TOTAL lot 1** (taxes incluses)
Arboriculture de Beauce inc.	121 865,00 $	18 249,28 $	140 114,28 $
Estimation par l'arrondissement	132 500,00 $	19 841,88 $	152 341,88 $
Écart ($)			- 12 227,59 $

Écart (%)			- 8%
SOUMISSION CONFORME - LOT 2 (225 arbres)	**PRIX lot 2** (avant taxes)	**TAXES**	**TOTAL lot 2** (taxes incluses)
Arboriculture de Beauce inc.	130 570,00 $	19 552,86 $	150 122,86 $
Estimation par l'arrondissement	123 300,00 $	18 464,18 $	141 764,18 $
Écart ($) **Écart (%)**			8 358,68 $ 5,9%
SOUMISSION CONFORME - LOT 3 (225 arbres)	**PRIX lot 3** (avant taxes)	**TAXES**	**TOTAL lot 3** (taxes incluses)
Arboriculture de Beauce inc.	134 070,00 $	20 076,98 $	154 146,98 $
Estimation par l'arrondissement	126 375,00 $	18 924,66 $	145 299,66 $
Écart ($) **Écart (%)**			8 847,33 $ 6,1%

SOUMISSION CONFORME - LOTS 1+2+3 (600 arbres)	**PRIX lots 1+2+3** (avant taxes)	**TAXES**	**TOTAL lots 1+2+3** (taxes incluses)
Arboriculture de Beauce inc.	386 505,00 $	57 879,12 $	444 384,12 $
Estimation par l'arrondissement	382 175,00 $	57 230,71 $	439 405,71 $
Écart ($) **Écart (%)**			**4 978,42 $** **1,1 %**

JUSTIFICATION

La Direction des travaux publics ne dispose pas des ressources nécessaires pour répondre aux besoins et aux requêtes relatives aux élagages et abattages sous le réseau électrique aérien d'Hydro-Québec. Les services d'entreprises privées sont donc requis pour procéder à l'exécution de ces travaux.
Pour réaliser ce projet, le Service de l'approvisionnement, à la demande de la Division des parcs et du verdissement de la Direction des travaux publics, a procédé à un appel d'offres public le 20 janvier 2025. La réception des soumissions a eu lieu le 25 février 2025, à 13 h 30. La firme Arboriculture de Beauce inc. a déposé la seule soumission conforme, avec les prix suivants : 140 114,28 $ (taxes incluses) pour le lot 1 ; 150 122,86 $ (taxes incluses) pour le lot 2 ; 154 146,98 $ (taxes incluses) pour le lot 3 ; pour un montant total de 444 384,12 $ (taxes incluses).

Puisque la firme Arboriculture de Beauce inc. a présenté la seule soumission conforme et que celle-ci s'approche de notre estimation à 1% près, nous recommandons de lui accorder le contrat d'élagage et d'abattage d'arbres publics sous le réseau électrique. Notons que, à la condition d'une entente restant à intervenir entre les deux parties, le présent contrat prévoit une option de renouvellement de contrat de 12 mois**,** le tout selon les conditions et les clauses de l'appel d'offres.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le programme d'entretien arboricole de l'arrondissement prévoit, pour le printemps-été 2025, des interventions d'élagage et d'abattage sur 600 arbres publics de différents diamètres. Le Service de l'approvisionnement a dirigé l'appel d'offres public 25-20847, pour lequel la seule soumission reçue est celle de la firme Arboriculture de Beauce inc., avec un montant total de 444 384,12 $ (taxes incluses) pour les 3 lots, ce qui représente un déboursé net de 405 781,94 $.
Le coût total du présent contrat sera financé par le surplus affecté aux travaux d'élagage de l'arrondissement dans le cadre du plan quinquennal d'élagage.

Calcul de la ristourne pour l'achat de biens et services :

SEULE SOUMISSION CONFORME (Arboriculture de Beauce inc.)	**PRIX**
Prix (hors taxes)	386 505,00 $
T.P.S. (5%)	19 325,25 $
T.V.Q. (9,975%)	38 553,87 $
Prix (taxes incluses)	**444 384,12 $**
Ristourne (100%) sur la T.P.S.	- 19 325,25 $
Ristourne (50%) sur la T.V.Q.	- 19 276,94 $
Déboursé net	**405 781,94 $**

MONTRÉAL 2030

Depuis plusieurs années, la forêt urbaine de l'arrondissement pâtit d'un déclin dans l'entretien des arbres près du réseau électrique aérien, notamment du fait d'un recul d'Hydro-Québec en matière de sécurisation de son réseau à la demande, préalablement à nos interventions, qui mène à des retards d'exécution grandissants et par suite, à un dépérissement des arbres pouvant causer des bris majeurs et des abattages prématurés.
Or, dans son plan stratégique Montréal 2030, la Ville de Montréal s'engage à accélérer la transition écologique par la mise en oeuvre du Plan climat 2020-2030, incluant l'action n°20 qui prévoit de planter, entretenir et protéger 500 000 arbres, en priorité dans les zones vulnérables aux vagues de chaleur estivales. L'arrondissement doit donc maintenir et même accroître les investissements dans sa forêt urbaine, il ne peut y parvenir en laissant périr 35 % du couvert arboricole situé près du réseau électrique aérien.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le présent contrat va permettre de poursuivre l'entretien systématique des arbres sous le réseau électrique dans la partie est de l'arrondissement et, sur l'ensemble du territoire, d'exécuter des ordres de travail d'élagage et d'abattage en attente de sécurisation par Hydro-Québec et de traiter un grand nombre de requêtes émises par les citoyens.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

N/A

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'arrondissement : 7 avril 2025
Début des travaux : dans les 5 jours suivant la résolution du conseil d'arrondissement
Fin des travaux : 15 août 2025

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Le présent dossier est conforme à la Politique municipale d'attribution de contrats.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Teodora DIMITROVA)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Patrick DUMOULIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Eric CLAEYSSEN
Agent technique en horticulture et arboriculture

Tél : 514-603-5669
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-03-17

Steve Tony ALEXIS
chef(fe) de division - parcs (arrondissement)

Tél : 514-872-6178
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1255831002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des parcs et du verdissement
Objet :	Accorder à la firme Arboriculture de Beauce inc. un contrat pour des services d'élagage et d'abattage de 600 arbres publics (répartis en 3 lots) sous le réseau électrique d'Hydro-Québec pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce et autoriser une dépense à cette fin de 444 384,12 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires le cas échéant (1 soumissionnaire) - Appel d'offres public 25-20847.



25_20847 Grille Analyse Montréal 2030.pdf



25_20847 BordereauSommaire ARBORICULTURE DE BEAUCE.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Eric CLAEYSSEN
Agent technique en horticulture et arboriculture

Tél : 514-603-5669
Télécop. :

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *A.O. 25-20847*
Unité administrative responsable : *Arrondissement Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, Direction des travaux publics, Division des parcs et du verdissement*
Projet : *Services d'élagage et d'abattage d'arbres publics sous le réseau électrique pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, 2025*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *Priorité 2 : Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision.* *Priorité 20 : Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** ** Assurer un entretien adéquat de la forêt urbaine de l'arrondissement permet de déceler précocement et donc, de réduire, voire prévenir le développement de problèmes structurels ou de santé à l'origine de bris majeurs dans les arbres lors des tempêtes. C'est un investissement qui bénéficie à la sécurité du public, au couvert arboricole, dont l'espérance de vie se trouve allongée, et à l'arrondissement, qui évite autant de requêtes, plaintes et réclamations pour des dommages liés à des bris de branches.* ** Plus de 35% des arbres de rue de l'arrondissement se trouvent à proximité du réseau électrique. Dans leur cas, des élagages systématiques par secteurs, dans des rues entières, du côté des fils électriques, permettent de réduire les délais d'intervention et les déplacements et donc, les coûts d'entretien par arbre. Aussi, les arbres près du réseau électrique sont soumis à un élagage complet visant*			

à réduire les besoins d'intervention sur un horizon de 5 ans, là encore pour une optimisation des opérations et une réduction des coûts d'entretien.

** Enfin, l'amélioration continue des opérations d'entretien arboricole par la Division des parcs et du verdissement a un impact positif et durable sur l'état de la forêt urbaine de l'arrondissement, qui concourt au sentiment de sécurité et à l'esthétique de quartier recherchés par ses résidents.*

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		***x***	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	***x***		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			***x***

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			***x***
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			***x***
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			***x***
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			***x***

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Service de l'approvisionnement Direction générale adjointe – Services institutionnels 255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400 Montréal (Québec) H2M 1L5	Montréal	ANNEXE 2.00 BORDEREAU DE PRIX - SOMMAIRE

Numéro d'appel d'offres	**25-20847**
Titre de l'appel d'offres	**Service d'élagage et d'abattage d'arbres publics sous le réseau de distribution d'Hydro-Québec pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce 2025**
Mode d'adjudication	Plus bas soumissionnaire conforme
Règle d'adjudication	Contrat attribué partiellement à un ou plusieurs soumissionnaires
Nom du soumissionnaire *(Selon le Registre des entreprises du Québec)*	Arboriculture de Beauce inc.
Numéro d'entreprise (NEQ)	1176088905
Adresse du soumissionnaire	364-E route du Président Kennedy Beauceville G5X 1N9

Note : Les noms et les prix des soumissionnaires indiqués dans le bordereau de prix sommaire seront déclarés à haute voix lors de l'ouverture des soumissions (Paragraphe 6 de l'article 573 de la Loi sur les cités et villes).

Précisions relatives aux garanties de soumission

Note aux SOUMISSIONNAIRES : Les exigences relatives aux garanties sont versées dans le poste 4.00 de la Régie.
Note au Service du Greffe : Les exigences relatives aux garanties sont versées dans le poste 4.00 du Formulaire de soumission.

Cet appel d'offres comprend plusieurs lots distincts. Si une Soumission vise plusieurs lots, une garantie de soumission DISTINCTE doit être fournie par le SOUMISSIONNAIRE pour chacun des lots visé par Soumission.

Numéro du lot	Description	Montant total (avant taxes)	TPS (5 %)	TVQ (9,975 %)	Montant total (Taxes incluses)
1	ÉLAGAGES + ABATTAGES PONCTUELS sous réseau Hydro-Québec - 2025	121 865,00 $	6 093,25 $	12 156,03 $	**140 114,28 $**
2	ÉLAGAGES + ABATTAGES SYSTÉMATIQUES sous réseau Hydro-Québec - 2025	130 570,00 $	6 528,50 $	13 024,36 $	**150 122,86 $**
3	ÉLAGAGES + ABATTAGES SYSTÉMATIQUES sous réseau Hydro-Québec - 2025	134 070,00 $	6 703,50 $	13 373,48 $	**154 146,98 $**

*** Le SOUMISSIONNAIRE est tenu, sous peine de rejet de sa soumission, d'indiquer un prix pour tous les services décrits aux items composant un lot.**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1255831002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des parcs et du verdissement
Objet :	Accorder à la firme Arboriculture de Beauce inc. un contrat pour des services d'élagage et d'abattage de 600 arbres publics (répartis en 3 lots) sous le réseau électrique d'Hydro-Québec pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce et autoriser une dépense à cette fin de 444 384,12 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires le cas échéant (1 soumissionnaire) - Appel d'offres public 25-20847.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

La dépense totale net de ristourne du présent dossier s'élève à 405 781 $ et sera financée à même le surplus affecté au plan quinquennal d'élagage de l'arrondissement.

FICHIERS JOINTS

GDD 1255831002- Certification de fonds.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Teodora DIMITROVA
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514-868-3230

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-03-19

Guylaine GAUDREAULT
Directrice

Tél : 438-920-3612
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs, du greffe et de la gestion immobilière

GDD 1255831002

Ce dossier vise à :

Accorder à la firme Arboriculture de Beauce inc. un contrat pour des services d'élagage et d'abattage de 600 arbres publics (répartis en 3 lots) sous le réseau électrique d'Hydro-Québec pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges--Notre-Dame-de-Grâce et autoriser une dépense à cette fin de 444 384,12 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires le cas échéant (1 soumissionnaire) - Appel d'offres public 25-20847.

Le financement de ce dossier proviendra du surplus affecté au plan quinquennal d'élagage.

Calcul de la dépense

	Montant avant taxes	TPS	TVQ	Montant toutes taxes comprises	Ristournes	Montant net de ristourne
Contrat	386 505,00 $	19 325,25 $	38 553,87 $	444 384,12 $	38 602,19 $	405 781,94 $
Total des dépenses	**386 505,00 $**	**19 325,25 $**	**38 553,87 $**	**444 384,12 $**	**38 602,19 $**	**405 781,94 $**

Le virement budgétaire et l'écriture de journal suivants seront effectués lors de l'approbation de ce dossier par le conseil d'arrondissement.

L'écriture de journal :

PROVENANCE	2025
2406.0000000.000000.00000.31025.000000.0000.000000.000000.00000.00000	405 781,94 $
IMPUTATION	**2025**
2406.0012000.300716.41000.71120.000000.0000.000000.000000.00000.00000	405 781,94 $

Virement budgétaire:

PROVENANCE	2025
2406.0012000.300716.41000.71120.000000.0000.000000.000000.00000.00000	405 781,94 $
IMPUTATION	**2025**
2406.0012000.300716.07163.55401.014703.0000.000000.000000.00000.00000	405 781,94 $

Le bon de commande sera préparé à la suite de l'adoption du dossier par le conseil d'arrondissement.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1255831002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Division des parcs et du verdissement
Objet :	Accorder à la firme Arboriculture de Beauce inc. un contrat pour des services d'élagage et d'abattage de 600 arbres publics (répartis en 3 lots) sous le réseau électrique d'Hydro-Québec pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce et autoriser une dépense à cette fin de 444 384,12 $ incluant les taxes et tous les frais accessoires le cas échéant (1 soumissionnaire) - Appel d'offres public 25-20847.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

25-20847 TCP.pdf25-20847 pv.pdf25-20847 Lot 3 Intervention.pdf

25-20847 Lot 2 Intervention.pdf25-20847 Lot 1 Intervention.pdf25-20847 DetCah.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Patrick DUMOULIN
Agent d'approvisionnement II
Tél : firdaous

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-03-19

Hicham ZERIOUH
Chef de section
Tél : 4385051138
Division :

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
25-20847

Agent d'approvisionnement
Patrick Dumoulin

Conformité	Oui

									Données	
Num. du Lot	Descreption du lot	Soumissionnaires	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
LOT1	0	Arboriculture de Beauce inc.							121 865,00 $	140 114,28 $
LOT2	0	Arboriculture de Beauce inc.							130 570,00 $	150 122,86 $
LOT3	0	Arboriculture de Beauce inc.							134 070,00 $	154 146,98 $

Ville de Montréal
Service du greffe

Soumission publique
SP25 0078

Procès-verbal d'une séance publique d'ouverture de soumissions tenue à l'hôtel de ville de Montréal, le **mardi 25 février 2025 à 13 h 30**

Sont présents : Mme Marie-Eve Lapointe, analyste juridique
M. Abdenour Touabi, préposé au soutien administratif
Mme Marie-Hélène Perras, agente de bureau

APPEL D'OFFRES 25-20847

La seule soumission reçue pour l'appel d'offres intitulé « Service d'élagage et d'abattage d'arbres publics sous le réseau de distribution d'Hydro-Québec pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce 2025 » est ouverte par le préposé au soutien administratif du Service du greffe. La personne ci-dessous mentionnée soumet un prix :

Soumissionnaire		**Prix**
ARBORICULTURE DE BEAUCE INC.	**Lot 1**	140 114,28 $
	Lot 2	150 122,86 $
	Lot 3	154 146,98 $

L'appel d'offres du Service de l'approvisionnement a été publié le 20 janvier 2025 dans le quotidien Le Devoir ainsi que dans le système électronique SÉAO.

Le greffier transmet cette soumission et, le cas échéant, le dépôt qui l'accompagne, au directeur du Service de l'approvisionnement, pour étude et rapport.

/ml

Vér. 1
S.A.

Marie-Eve Lapointe
Analyste juridique – Service du greffe

Abdenour Touabi
Préposé au soutien administratif – Service du greffe

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 25-20847

No du GDD : 1255831002

Titre de l'appel d'offres : Service d'élagage et d'abattage d'arbres publics sous le réseau de distribution d'Hydro-Québec pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce 2025 - Lot 3

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 20 - 1 - 2025

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Ouverture originalement prévue le : 25 - 2 - 2025

Date du dernier addenda émis : 20 - 2 - 2025

Ouverture faite le : 25 - 2 - 2025

Délai total accordé aux soumissionnaires : 35 jrs

Date du comité de sélection : - -

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 6

Nbre de soumissions reçues : 1

% de réponses : 16,67

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 90 jrs

Date d'échéance initiale : 26 - 5 - 2025

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 26 - 5 - 2025

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
ARBORICULTURE DE BEAUCE INC.	154 146,98 $	√	3

Information additionnelle

Raison de non-participation reçue : Carnet de commande plein pour le moment.

Préparé par : Patrick Dumoulin

Le 19 - 3 - 2025

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 25-20847

No du GDD : 1255831002

Titre de l'appel d'offres : Service d'élagage et d'abattage d'arbres publics sous le réseau de distribution d'Hydro-Québec pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce 2025 - Lot 2

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 20 - 1 - 2025

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Ouverture originalement prévue le : 25 - 2 - 2025

Date du dernier addenda émis : 20 - 2 - 2025

Ouverture faite le : 25 - 2 - 2025

Délai total accordé aux soumissionnaires : 35 jrs

Date du comité de sélection : - -

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 6

Nbre de soumissions reçues : 1

% de réponses : 16,67

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 90 jrs

Date d'échéance initiale : 26 - 5 - 2025

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 26 - 5 - 2025

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
ARBORICULTURE DE BEAUCE INC.	150 122,86 $	√	2

Information additionnelle

Raison de non-participation reçue : Carnet de commande plein pour le moment.

Préparé par : Patrick Dumoulin

Le 19 - 3 - 2025

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 25-20847

No du GDD : 1255831002

Titre de l'appel d'offres : Service d'élagage et d'abattage d'arbres publics sous le réseau de distribution d'Hydro-Québec pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce 2025 - Lot 1

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 20 - 1 - 2025

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Ouverture originalement prévue le : 25 - 2 - 2025

Date du dernier addenda émis : 20 - 2 - 2025

Ouverture faite le : 25 - 2 - 2025

Délai total accordé aux soumissionnaires : 35 jrs

Date du comité de sélection : - -

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 6

Nbre de soumissions reçues : 1

% de réponses : 16,67

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 90 jrs

Date d'échéance initiale : 26 - 5 - 2025

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 26 - 5 - 2025

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
ARBORICULTURE DE BEAUCE INC.	140 114,28 $	√	1

Information additionnelle

Raison de non-participation reçue : Carnet de commande plein pour le moment.

Préparé par : Patrick Dumoulin

Le 19 - 3 - 2025

Québec

Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec

⚠ Vous êtes un fournisseur et vous vous connectez pour la première fois au nouveau SEAO? Consultez la page d'aide pour faciliter votre transition dans le nouveau système ou visionnez le webinaire pour vous guider dans la configuration de votre compte.

Vous souhaitez afficher et récupérer l'historique associé à votre ancien compte SEAO, consultez la procédure de récupération des profils pour compléter l'importation de vos données.

Liste des commandes

Numéro: 25-20847
Numéro de référence: 20043229
Type de l'avis: Avis d'appel d'offres
Statut: En attente des résultats d'ouverture
Titre:
Service d'élagage et d'abattage d'arbres publics sous le réseau de distribution d'Hydro-Québec pour l'arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce 2025
Organisation: Ville de Montréal - Service de l'approvisionnement

6 résultats **Résultats 1 à 6**

Trier par Sélection **Nombre par page**

1

ARBORICULTURE DE BEAUCE INC. 364E Route du Président-Kennedy Beauceville QC CAN G5X1N9	Non diffusé	Denis Rancourt Téléphone: 4187746217 Courriel: fecteau.christine@arbobeauce.com	**Transaction: (20131458)** 2025-01-23 08:31	20039806 - 25-20847 Add 01 QR Devis 2025-02-20 à 12:45 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
KEPASC 440,6e Avenue Nord Saint-Georges QC CAN G5Z0R6 kepasc.com	Non diffusé	Keven Poulin Téléphone: 4182286118 Courriel: kathy.pruneau@kepasc.com	**Transaction: (20137887)** 2025-01-31 09:43	20039806 - 25-20847 Add 01 QR Devis 2025-02-20 à 12:45 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
Émondage Mauricie 490 Rue de l'Aviation Trois-Rivières QC CAN G8T5M3 emondagemauricie.com	Non diffusé	Pascal Courchesne Téléphone: 4509446632 Courriel: emondagemauricie@hotmail.com	**Transaction: (20130127)** 2025-01-21 13:52	20039806 - 25-20847 Add 01 QR Devis 2025-02-20 à 12:45 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
ÉMONDAGE & ABATTAGE DIONNE INC. 1812, Ch. St-Louis Saint-Lazare QC CAN J7T2Z3 emondagedionne.com	Non diffusé	Maxime Dionne Téléphone: 4508011974 Courriel: emondagedionne@outlook.com	**Transaction: (20129240)** 2025-01-20 13:14	20039806 - 25-20847 Add 01 QR Devis 2025-02-20 à 12:45 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
AMÉNAGEMENT PAYSAGER DUMOULIN INC. 1145, Garden Mascouche QC CAN J7L0A5 https://amenagement-paysager-dumoulin.com	Non diffusé	Vincent Dumoulin Téléphone: 5148239061 Courriel: entreprisedumoulin@hotmail.com	**Transaction: (20146733)** 2025-02-11 15:07	20039806 - 25-20847 Add 01 QR Devis 2025-02-20 à 12:45 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel

Ville de Pointe-Claire. 451 boul. Saint-Jean Pointe-Claire QC CAN H9R3J3 http://www.pointe-claire.ca	Donneur d'ouvrage	Charline Hebert Téléphone: 5146301300 Courriel: charline.hebert@pointe-claire.ca	**Transaction: (20129955)** 2025-01-21 11:01	20039806 - 25-20847 Add 01 QR Devis 2025-02-20 à 12:45 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel

Québec

© Gouvernement du Québec, 2025

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.03

2025/04/07
19:00

Dossier # : 1255537001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division de la gestion immobilière
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 b) aménager des parcs, des infrastructures de loisir, d'activité physique et de sport de qualité, répartis équitablement en fonction des besoins évolutifs des milieux de vie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à l'entreprise Installation Jeux-Tec inc., au montant de 179 372,50 $, incluant les taxes, pour les travaux d'aménagement de jeux d'eau du parc de la Savane, impliquant certains aspects de démolition et d'implantation à un jeux d'eau existant, et autoriser une dépense totale à cette fin de 233 184,25 $, incluant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant - Appel d'offres public 59-25-DGI-09 (5 soumissionnaires)

IL EST RECOMMANDÉ :

D'accorder un contrat de travaux à l'entreprise Jeux-Tec inc., pour les travaux d'aménagement de jeux d'eau du parc, impliquant certains aspects de démolition et d'implantation à un jeu d'eau existant au parc de la Savane, aux prix et conditions de sa soumission, conformément aux documents de l'appel d'offres public - 59-25-DGI-09

D'autoriser une dépense à cette fin de **179 372,50 $**, incluant toutes les taxes;

D'autoriser une dépense additionnelle de **26 905,87 $**, incluant toutes les taxes applicables, à titre de budget de contingences;

D'autoriser une dépense additionnelle de **26 905,87 $**, incluant toutes les taxes applicables, à titre de budget d'incidences;

D'autoriser une dépense totale de **233 184,25 $**, incluant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant;

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au présent dossier décisionnel.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2025-04-01 15:59

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

directeur(-trice) - arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1255537001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division de la gestion immobilière
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 b) aménager des parcs, des infrastructures de loisir, d'activité physique et de sport de qualité, répartis équitablement en fonction des besoins évolutifs des milieux de vie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à l'entreprise Installation Jeux-Tec inc., au montant de 179 372,50 $, incluant les taxes, pour les travaux d'aménagement de jeux d'eau du parc de la Savane, impliquant certains aspects de démolition et d'implantation à un jeux d'eau existant, et autoriser une dépense totale à cette fin de 233 184,25 $, incluant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant - Appel d'offres public 59-25-DGI-09 (5 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Situé dans le district de Snowdon, le parc de la Savane offre plusieurs installations telles qu'un pavillon de parc, un terrain de basket-ball, un jardin communautaire, des aires de jeux pour enfants ainsi qu'un terrain de jeux d'eau et des espaces multifonctionnels. Le terrain de jeux d'eau du parc de la Savane a été aménagé en 2011 à travers une transformation de l'ancienne pataugeoire du parc. Durant les dernières années, un élément principal de ce terrain de jeux d'eau soit le grand sceau (appelé chaudière) s'est brisé et les autres éléments présentent des signes de désuétudes apparents. Plusieurs requêtes ont été soumises à l'arrondissement demandant une amélioration de cette installation importante pour ce secteur d'autant plus que le pavillon du parc offre un service de garderie à un nombre élevé d'enfants.
De plus, les jeux d'eau existants, de la première génération, consomment une quantité importante d'eau souvent supérieure aux jeux d'eau offerts sur le marché aujourd'hui. Il est également à noter que le jeu d'eau existant, aménagé sur la dalle de l'ancienne pataugeoire, a conservé toutes ses clôtures existantes ainsi que des variations importantes avec les niveaux adjacents, sans respect des critères d'accessibilité universelle vers la surface des jeux.

Dans le but de rendre ce jeu d'eau plus fonctionnel, accessible universellement, plus attrayant pour les citoyens, tout en intégrant des aspects plus écologiques surtout sur le plan de réduction de la consommation d'eau, l'arrondissement souhaite procéder à sa rénovation et son réaménagement.

Le présent dossier vise à accorder un contrat de travaux pour la rénovation et le réaménagement du jeu d'eau du parc de la Savane.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DA24 5537004 - 20 mars 2024: Accorder un contrat de 93 679,91 $, toutes taxes applicables, à la firme Vortex Structures Aquatiques International inc., pour la fourniture des modules des jeux d'eau au parc de la Savane et autoriser une dépense totale de 103 047,90 $ taxes incluses.

DESCRIPTION

L'adjudicataire aura à fournir tous les matériaux ainsi que la main-d'oeuvre pour les activités suivantes :

- Travaux de démolition, d'excavation et de terrassement;
- Travaux de préparation du site et de remblayage, de compaction et de nivellement;
- Travaux d'aménagements extérieurs dans le parc incluant les travaux de gazonnement, de plantation, des sentiers, rampe d'accès et des finitions;
- Installation des équipements et des mobiliers tels que tables à pique-nique et bancs;
- Installation des jeux d'eau et des activateurs et les travaux connexes;
- Les travaux d'électricité liés au fonctionnement du nouveau jeu d'eau;
- Maintien des garanties générales du projet jusqu'à l'expiration de leurs délais;
- Autres travaux et services tels qu'indiquer aux plans et devis.

JUSTIFICATION

La division de la gestion immobilière a procédé, le 17 février 2025, à un appel d'offres public pour les travaux de rénovation et réaménagement des jeux d'eau du parc de la Savane. Aucune (0) addenda n'a été émis durant la période d'appel d'offres.

Parmi neuf (9) preneurs du cahier des charges, cinq (5) soumissions ont été reçues à l'ouverture publique qui a eu lieu le 10 mars 2025 à 11 heures, en présence des soumissionnaires et des représentantes de la Division du greffe de l'arrondissement.

Les résultats des prix reçus sont présentés dans la section ''Pièces jointes'' du présent dossier et dans le tableau suivant :

SOUMISSIONS CONFORMES	**TOTAL** (taxes incluses)
Construction G.E.L.F inc.	239 715,98 $
SAHO Construction inc.	401 708,85 $
Limoge et fils inc.	268 499,43 $
Réalisation Dynamique inc.	271 250,55 $
Installation Jeux-Tec inc.	179 372,50 $
Dernière estimation réalisée ($)	179 023,43 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*	349,07 $

Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*	-0.19 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*	60 343,48 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*	33,64 %

Prix de base :

L'entreprise Installation Jeux-Tec, plus bas soumissionnaire, a présenté un prix de base, avant taxes, de **156 010,00 $**, pour un total de **179 372,50 $**, incluant toutes les taxes applicables. Sa soumission est jugée conforme.

Contingences :

Un montant équivalent à **15 %** de la soumission, soit **23 401,50 $**, avant taxes, pour un total de **26 905,87 $**, incluant toutes les taxes applicables, sera prévu au présent dossier pour couvrir toute demande de modification nécessaire durant le chantier.

Incidences :

Le responsable du projet recommande l'ajout d'une provision d'incidences équivalent à **15%** de la soumission, soit **23 401,50 $**, avant taxes, pour un total de **26 905,87 $**, incluant toutes les taxes applicables. Ce montant sera prévu au présent dossier notamment pour couvrir les frais de laboratoire pour le contrôle des matériaux durant le chantier et autres services non couverts par le contrat de l'adjudicataire.

Estimation:

L'estimation établie par les professionnels est de **179 023,43 $**, toutes taxes incluses, est légèrement inférieure à la plus basse soumission.

Conclusion et recommandation :

L'entreprise Installation Jeux-Tec inc., a présenté une soumission en tous points conforme aux objectifs de la Ville. Le prix soumis par cette entreprise est de **156 010,00 $**, avant taxes, pour un total de **179 372,50 $,** incluant toutes les taxes applicables.

Le responsable du projet recommande l'ajout d'une provision de contingences équivalente à **15%** de la valeur de la soumission, d'une somme de **26 905,87 $,** incluant les taxes applicables.

Le responsable du projet recommande l'ajout d'une provision d'incidences équivalente à **15%** de la valeur de la soumission, d'une somme de **26 905,87 $,** incluant les taxes applicables.

La division de la Gestion Immobilière recommande l'octroi du présent contrat de travaux au plus bas soumissionnaire conforme, Installation Jeux-Tec inc., pour un total de **206 278,37 $**, incluant les contingences et toutes les taxes applicables.

Le montant total à autoriser pour le présent dossier décisionnel est de **202 813,00 $**, avant

taxes, pour un total de **233 184,25 $**, incluant les contingences, les incidences et toutes taxes applicables.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale de ce contrat est de **233 184,25 $** taxes incluses, ou **212 928,30 $** net de ristournes, incluant un montant de **26 905,87 $** taxes incluses pour les contingences et de **26 905,87 $** taxes incluses pour les incidences. La dépense totale se répartit comme suit :

Description	SGPMRS	Arrondissement	Total
Contrat	179 372,50 $	0 $	179 372,50 $
Contingences	26 905,87 $	0 $	26 905,87 $
Incidences	26 905,87 $	0 $	26 905,87 $
Total taxes incluses	**233 184,25 $**	**0 $**	**233 184,25 $**
Total net des ristournes	212 928,30 $	0 $	212 928,30 $

Le montant de 212 928,30 $ net de ristournes sera assumé par le Programme de Réfection et Verdissement des Parcs Locaux (PRVPL) du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports et financé via le règlement d'emprunt de compétence locale n° 23-002.

Le budget net de ristournes requis de 213 k$ pour donner suite à ce dossier est prévu et disponible au PDI 2025-2033 et est réparti comme suit pour chacune des années (en milliers de dollars) :

Projet investi (net de ristourne)	2025	2026	2027	Total
34375 - Programme de réfection et de verdissement des parcs locaux	213k $	-	-	213k $

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques, et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.
Ce dossier contribue également à l'atteinte du plan stratégique 2023-2030 de l'arrondissement;

- Offrir des milieux de vie plus équitables et plus inclusifs (axe 1 du plan), en permettant à la population de participer à des activités qui répondent à leurs attentes et matières de sports, de loisirs et de culture (résultat 1.3 du plan).
- Offrir des milieux de vie plus équitables et plus inclusifs (axe 1 du plan), en permettant à la population d'évoluer dans des milieux de vie diversifiés et sécuritaires qui favorisent un sentiment d'appartenance et une cohabitation sociale positive (résultat 1.4 du plan).
- Offrir des milieux de vie sains et durables (axe 2 du plan), en permettant à la population de vivre dans un voisinage sain avec beaucoup de végétation et moins d'asphalte.
- Offrir des milieux de vie sains et durables (axe 2 du plan), en réduisant l'empreinte écologique dans la réalisation des activités de l'arrondissement.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ce projet permet de rehausser l'offre de service de l'arrondissement. Les installations offertes seront très sollicitées et offriront des services divers à la population en plus de bonifier l'activité récréative pour tous.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

La division des communications de l'arrondissement assurera le suivi relatif au volet des

communications auprès des citoyens et des groupes concernés quant à la date de disponibilité des lieux.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

7 avril 2025 - Octroi de contrat par le CA;
Début mai 2025 - Début des travaux;
Fin juin 2025 - Fin des travaux et acceptation provisoire;
Fin juin 2026 - Fin des garanties et acceptation finale.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Les règles d'adjudication des contrats ont été respectées.
L'autorisation de l'AMP n'est pas requise pour ce type de contrat puisque la soumission est inférieure au seuil de 5 M$ prévu au décret 796-2014.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Danièle LAMY)

Certification de fonds :
Service des finances et de l’évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Johane MORIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Thi Huong Gian TRAN
architecte paysagiste

Tél : 263 999 4784
Télécop. : N/A

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-03-20

Amar BENSACI
Chef de division - Division de la gestion immobilière

Tél : 514 219-6358
Télécop. : 514 868-4562

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1255537001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division de la gestion immobilière
Objet :	Accorder un contrat à l'entreprise Installation Jeux-Tec inc., au montant de 179 372,50 $, incluant les taxes, pour les travaux d'aménagement de jeux d'eau du parc de la Savane, impliquant certains aspects de démolition et d'implantation à un jeux d'eau existant, et autoriser une dépense totale à cette fin de 233 184,25 $, incluant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant - Appel d'offres public 59-25-DGI-09 (5 soumissionnaires)





FDC.pdfRécapitulatif PV.docx.pdfFormulaire de soumission Jeux-tec_Signé 1.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Thi Huong Gian TRAN
architecte paysagiste

Tél : 263 999 4784
Télécop. : N/A

Projet :	**Travaux d'aménagement de jeux d'eau du parc, impliquant certains aspecst de démolition et d'implantation à un jeux d'eau existant** **Lieu: Parc de la Savane 5111 Pare St, Montreal, Quebec H4P 2B1**					
Adjudicataire:	**Installation Jeux-Tec inc.**					
Contrat:	**Construction**					
Date:	**14-mars-25**					
			Tps		**Tvq**	
			5,0%		**9,975%**	**Total**
Contrat :	**Travaux forfaitaires**					
	Prix forfaitaire	**156 010,00**	**7 800,50**		**15 562,00**	**179 372,50**
	Total - Contrat :	**156 010,00**	**7 800,50**		**15 562,00**	**179 372,50**
Contingences :	Budget de contingences:	23 401,50	1 170,08		2 334,30	26 905,87
Incidences :	Dépenses générales	23 401,50	1 170,08		2 334,30	26 905,87
	Coût des travaux	**202 813,00**	**10 140,65**		**20 230,60**	**233 184,25**
Ristournes :	Tps 100,00%					10 140,65
	Tvq 50,0%					10 115,30
	Coût net après ristoune					**212 928,30**

Préparé par : Giang TRAN

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

SOUMISSION PUBLIQUE
59-25-DGI-09

Procès-verbal d'ouverture de soumissions tenue aux bureaux de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce, le **lundi 10 mars 2025 à 11 heures.**

Sont présents :

• Julie Faraldo-Boulet	Secrétaire d'arrondissement substitut	Direction des services administratifs, de la gestion immobilière et du greffe Division du greffe
• Thi Truong Giang Tran	Architecte paysagiste	Direction des services administratifs, de la gestion immobilière et du greffe Division de la gestion immobilière
• Alexandra Borgela	Analyste de dossiers	Direction des services administratifs, de la gestion immobilière et du greffe

Les soumissions reçues pour **59-25-DGI-09 Travaux d'aménagement de jeux d'eau au parc de la Savane** sont ouvertes par la secrétaire d'arrondissement substitut de la division du greffe. Les firmes mentionnées soumettent des prix :

SOUMISSIONNAIRES	**PRIX**
CONSTRUCTION G.E.L.F. INC.	239 715,98 $
SAHO CONSTRUCTION INC.	401 708,85 $
LIMOGES ET FILS INC.	268 499,43 $
RÉALISATION DYNAMIQUE INC.	271 250,55 $
INSTALLATION JEUX-TEC INC.	179 372,50 $

L'appel d'offres public de la Division de la gestion immobilière a été publié dans Le Devoir et sur le site SEAO le 17 février 2025.

Le secrétaire d'arrondissement substitut transmet ces soumissions et, le cas échéant, les dépôts qui les accompagnent, à la Direction des études techniques et de la mobilité, pour étude et rapport

Julie Faraldo-Boulet
Secrétaire d'arrondissement substitut
Division du greffe

Appel d'offres public
Exécution des travaux
N° : 59-25-DGI-09

Section A - Sommaire

Parution :			Ouverture :			À :
Jour	Mois	Année	Jour	Mois	Année	
17	Février	2025	10	Mars	2025	Division aménagement des parc - actifs immobiliers 5160, boul. Décarie, Bureau 600, Montréal, Qc H3X 2H9

Aménagement DE JEUX D'EAU AU PARC DE LA SAVANE

Description et sommaire de soumission		Montant
Travaux d'aménagement de jeux d'eau d'un parc, impliquant certains aspects de démolition et d'implantation à un jeux d'eau existant.		
Montant total avant taxes :	$	156 010,00
Taxe sur les produits et services 5 % :	$	7 800,50
Taxe de vente du Québec 9,975 % :	$	15 562,00
Montant total :	**$**	**179 372,50**

Identification du soumissionnaire

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1165056681

Si non inscrit au REQ, cocher ici ☐

Je (Nous), soussigné(s): INSTALLATION JEUX-TEC INC.

Nom du soumissionnaire tel qu'inscrit au Registre des entreprises du Québec, si applicable.

100 CHEMIN DE LA RIVIÈRE DELISLE NORD, LOCAL 101, COTEAU DU LAC, QUÉBEC, CANADA

Adresse commerciale aux fins du présent contrat, ville, province et code postal.

ayant soigneusement étudié les conditions et prescriptions du cahier des charges et, si tel est le cas, des addendas le modifiant ou le complétant et, en comprenant parfaitement l'esprit et la lettre, offrons de fournir à la Ville de Montréal les biens et services décrits au bordereau ci-joint, et nous nous engageons, en cas d'adjudication à fournir, en bon état, aux prix soumis et aux conditions énoncées dans l'ensemble du cahier des charges, les biens et services faisant l'objet du présent appel d'offres. Le prix soumis tient compte de tous les addenda émis via le SEAO pour cet appel d'offres.

Nom et titre du signataire (en majuscules) :	Téléphone : 514-887-7512		
FRANÇOIS LAVALLÉE, PRÉSIDENT	Télécopieur :		
	Courriel : SOUMISSION@JEUX-TEC.COM		
Signature:	Jour	Mois	Année
	6	mars	2025

Note : Le défaut de se conformer strictement à chacune des conditions de l'appel d'offres pourra entraîner le rejet de la soumission. Seuls les renseignements consignés à ce sommaire seront rendus publics.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1255537001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division de la gestion immobilière
Objet :	Accorder un contrat à l'entreprise Installation Jeux-Tec inc., au montant de 179 372,50 $, incluant les taxes, pour les travaux d'aménagement de jeux d'eau du parc de la Savane, impliquant certains aspects de démolition et d'implantation à un jeux d'eau existant, et autoriser une dépense totale à cette fin de 233 184,25 $, incluant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant - Appel d'offres public 59-25-DGI-09 (5 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

Contrat ao public.pdf2. Analyse des soumissions GDD.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Danièle LAMY
Analyste de dossiers
Tél : 514 868-4561

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-03-21

Julie FARALDO BOULET
secretaire d'arrondissement
Tél : - -
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

DIVISION DU GREFFE - CDN-NDG - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 59-25-DGI-09

No du GDD : 1255537001

Titre de l'appel d'offres : Travaux d'aménagement de jeux d'eau au parc de la Savane

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 17 - 2 - 2025

Nombre d'addenda émis durant la : 0

Ouverture originalement prévue le : 10 - 3 - 2025

Date du dernier addenda émis : - -

Ouverture faite le : 10 - 3 - 2025

Délai total accordé aux soumissionnaires : 20 jrs *

* excluant la date de publication et la date d'ouverture

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 9

Nbre de soumissions reçues : 5

% de réponses : 56

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 90 jrs

Date d'échéance initiale : 8 - 6 - 2025

Prolongation de la validité de la soumission de : jrs

Date d'échéance révisée : - -

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
CONSTRUCTION G.E.L.F. INC.	239 715,98 $		
SAHO CONSTRUCTION INC.	401 708,85 $		
LIMOGES ET FILS INC.	268 499,43 $		
RÉALISATION DYNAMIQUE INC.	271 250,55 $		
INSTALLATION JEUX-TEC INC.	179 372,50 $	√	

Information additionnelle

Préparé par : Danièle Lamy

Le : 21 - 3 - 2025

Analyse de la conformité des soumissionnaires (Division du greffe) **59-25-DGI-09**

Entreprise	NEQ	Autorisation AMP (1)	Attestation fiscale	Liste RGC (2)	RENA (3)	Liste RBQ (4)	Licence RBQ (5)	LFRI (6)	Déclaration relative à la Charte de la langue française	Déclaration d'intégrité	Garantie de soumission et lettre d'engagement (Annexe B)	Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire (Annexe H)	Commentaire	Conformité
CONSTRUCTION G.E.L.F. INC.	1162048277	ND	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK		conforme
CONSTRUCTION SAHO	1167019216	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK		conforme
INSTALLATION JEUX-TEC INC.	1165056681	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK		conforme
LIMOGES & FILS INC.	1162862412	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK AMP	OK	OK		conforme
RÉALISATION DYNAMIQUE INC.	1168041417	ND	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK	OK		conforme

1. Vise les contrats visés par le Décret 796-2014, 435-2015 ou un autre décret.
   NA = Non applicable / ND = Non documenté / OK = Autorisation déposée avec la soumission
2. Listes du Service de l'approvisionnement (Version en ligne le **2025-03-11**) et REQ. Analyse de premier niveau. Non requis si l'autorisation de l'AMP est exigée.
3. Non requis si l'autorisation de l'AMP est exigée. Vérification en date du **2025-03-11**.
4. Vise les contrats d'exécution de travaux. Non requis si l'autorisation de l'AMP est exigée. Vérification en date du **2025-03-11**.
5. Vise les contrats d'exécution de travaux. La vérification des catégories et sous-catégories exigées relève du service demandeur.
6. Liste des fournisseurs à rendement insatisfaisant le **2025-03-11.**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1255537001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division de la gestion immobilière
Objet :	Accorder un contrat à l'entreprise Installation Jeux-Tec inc., au montant de 179 372,50 $, incluant les taxes, pour les travaux d'aménagement de jeux d'eau du parc de la Savane, impliquant certains aspects de démolition et d'implantation à un jeux d'eau existant, et autoriser une dépense totale à cette fin de 233 184,25 $, incluant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant - Appel d'offres public 59-25-DGI-09 (5 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1255537001 - Certification de fonds - PDS Brennan.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Johane MORIN
Préposée au budget
Tél : 514-872-0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-03-25

Étienne GUIMOND
Conseiller budgétaire
Tél : 514-872-0766
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière, Direction du conseil et du soutien financier

CERTIFICATION DES FONDS - PDI / SGPMRS

NO GDD :	**1255537001**
No d'engagement	**CC55537001**

Accorder un contrat à l'entreprise Installation Jeux-Tec inc., au montant de 179 372,50 $, incluant les taxes, pour les travaux d'aménagement de jeux d'eau du parc de la Savane, impliquant certains aspects de démolition et d'implantation à un jeux d'eau existant, et autoriser une dépense totale à cette fin de 233 184,25 $, incluant les taxes et tous les frais accessoires, le cas échéant - Appel d'offres public 59-25-DGI-09 (5 soumissionnaires)

Provenance (information pour les finances uniquement)

Taux : 1.0951303727

23-002 Réfec ,verdiss parcs locaux CM23 0087		**Dépenses taxes incluses**	**Crédits**	**Crédits arrondis au $ supérieur**
Règlement 23-002	6101.7723002.802505.01909.57201.000000.0000.177316.000000.98001.00000	233,184.25	212,928.30	212,930
Total provenance		**233,184.25**	**212,928.30**	**212,930**

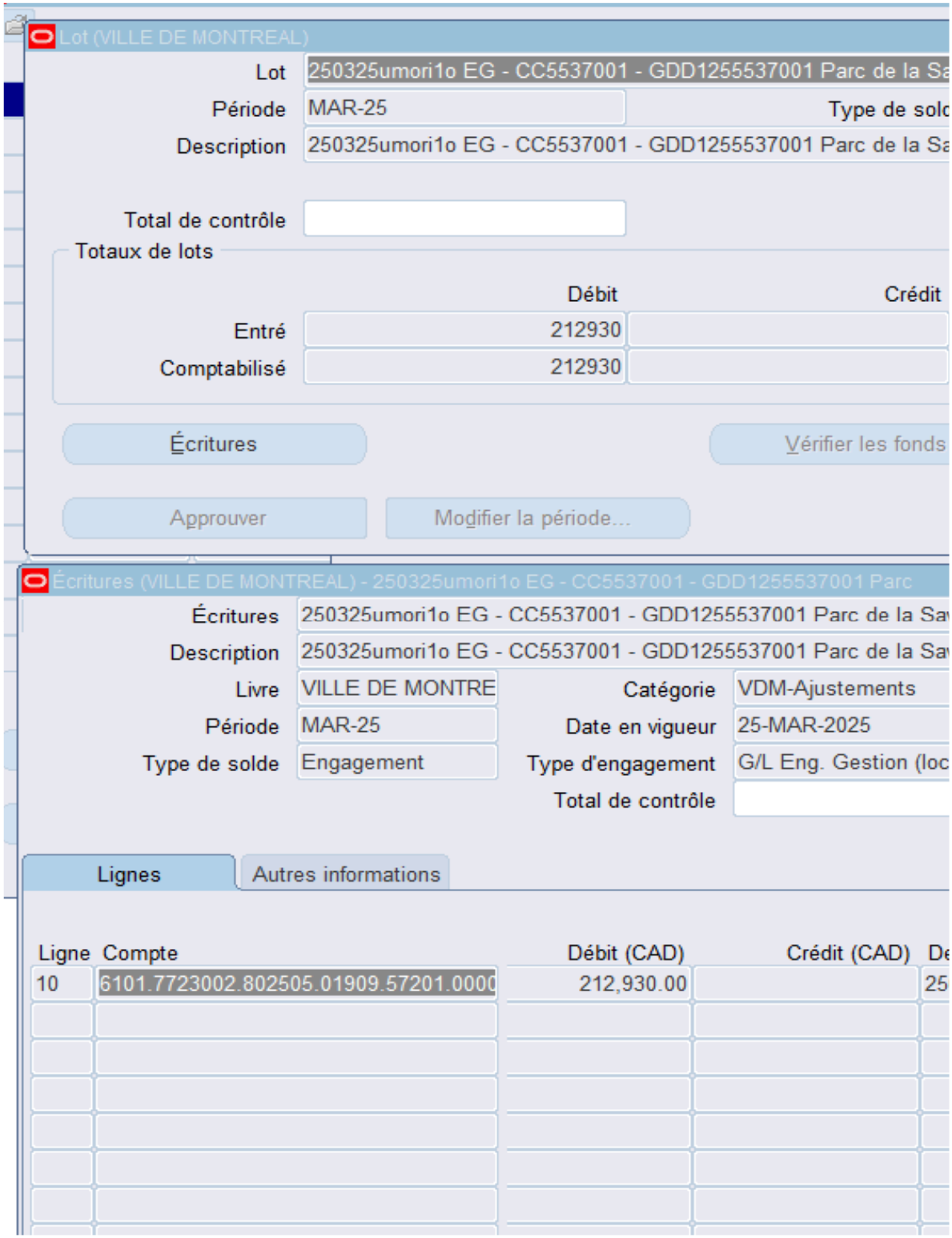
Imputations à des fins de bon de commande

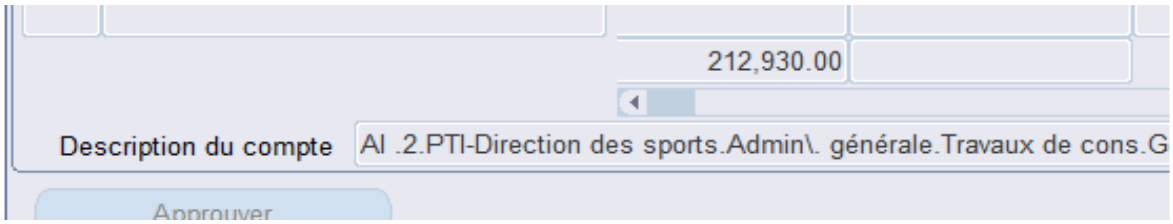
34375 - Programme de réfection et de verdissement des parcs locaux		**Dépenses taxes incluses**	**Crédits**	**Crédits arrondis au $ supérieur**
Contrat	6101.7723002.800250.07165.57201.000000.0000.203972.000000.15015.00000	179,372.50	163,791.00	163,792
Contingences	6101.7723002.800250.07165.57201.000000.0000.203972.050816.15015.00000	26,905.87	24,568.65	24,569
Incidences	6101.7723002.800250.07165.54301.000000.0000.203973.050181.15015.00000	26,905.87	24,568.65	24,569
Total dépense		**233,184.25**	**212,928.30**	**212,930**

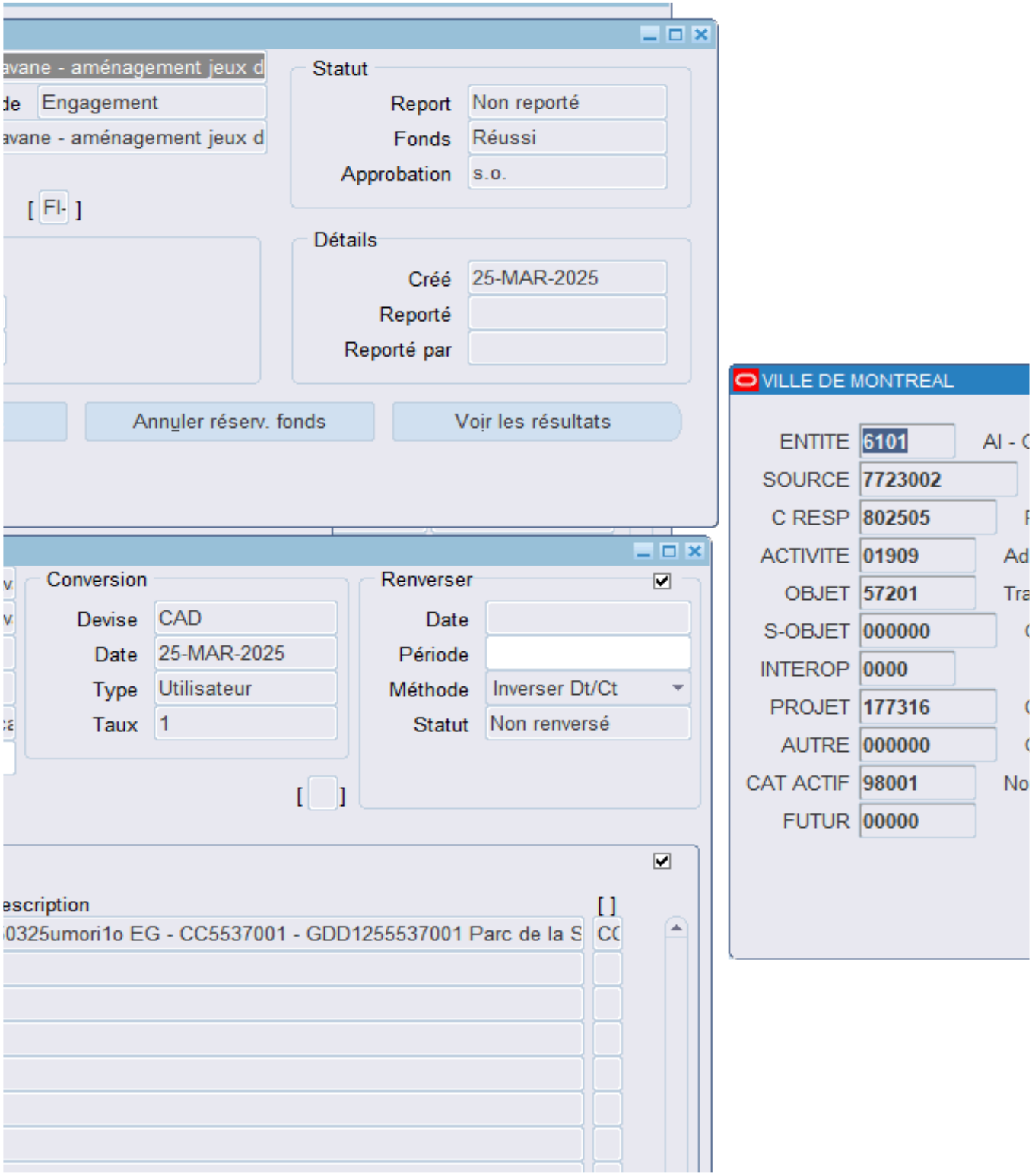
Le budget net requis (k$) pour donner suite à ce dossier est prévu et disponible pour le PDI 2025-2034 au projet suivant pour l'octroi de ce contrat et est réparti comme suit pour chacune des années :

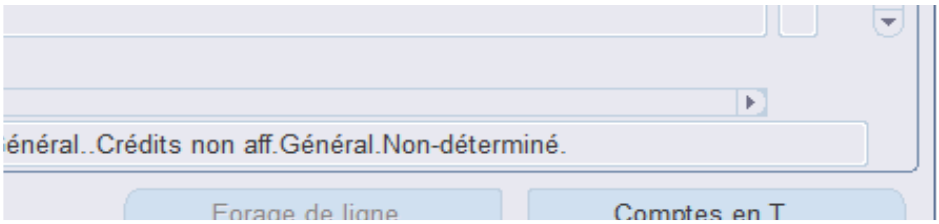
Projet	**2025**	**2026**	**2027**	**Ultérieur**	**TOTAL**
34375 - Programme de réfection et de verdissement des parcs locaux	213			-	213
TOTAL	**213**	**0**	**0**	**0**	**213**

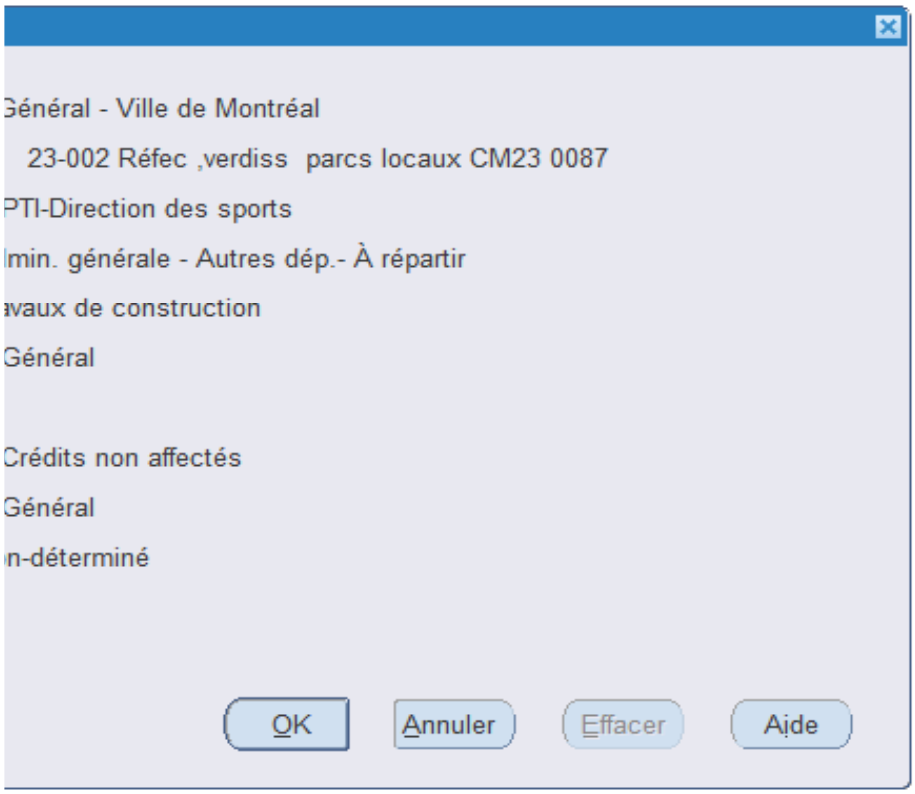
1255537001
CC55537001
GDD1255537001 Parc de la Savane - aménagement jeux d'eaux
250325umori1o EG - CC5537001 - GDD1255537001 Parc de la Savane - aménagement jeux d'eaux




212,930.00
Description du compte
Al .2.PTI-Direction des sports.Admin\. générale.Travaux de cons.G
Approuver


avane - aménagement jeux d
de
Engagement
avane - aménagement jeux d
[FI-]
Statut
Report
Non reporté
Fonds
Réussi
Approbation
s.o.
Détails
Créé
25-MAR-2025
Reporté
Reporté par
Annuler réserv. fonds
Voir les résultats
Conversion
Devise
CAD
Date
25-MAR-2025
Type
Utilisateur
Taux
1
Renverser
Date
Période
Méthode
Inverser Dt/Ct
Statut
Non renversé
[ ]
escription
[ ]
0325umori1o EG - CC5537001 - GDD1255537001 Parc de la S
CC
VILLE DE MONTREAL
ENTITE
6101
SOURCE
7723002
C RESP
802505
ACTIVITE
01909
OBJET
57201
S-OBJET
000000
INTEROP
0000
PROJET
177316
AUTRE
000000
CAT ACTIF
98001
FUTUR
00000


énéral..Crédits non aff.Général.Non-déterminé.
Forage de ligne
Comptes en T


Général - Ville de Montréal
23-002 Réfec ,verdiss parcs locaux CM23 0087
PTI-Direction des sports
lmin. générale - Autres dép.- À répartir
ıvaux de construction
Général
Crédits non affectés
Général
ın-déterminé
OK
Annuler
Effacer
Aide

Aspect(s) financier(s)

La dépense totale de ce contrat est de **233 184,25 $** taxes incluses, ou **212 928,30 $** net de rist

Description	SGPMRS	Arrondissement	Total
Contrat	179 372,50 $	0 $	179 372,5
Contingences	26 905,87 $	0 $	26 905,8
Incidences	26 905,87 $	0 $	26 905,8
Total taxes incluses	**233 184,25 $**	**0 $**	**233 184,2**
Total net des ristournes	212 928,30 $	0 $	212 928,3

Le montant de 212 928,30 $ net de ristournes sera assumé par le Programme de Réfection et V

Le budget net de ristournes requis de 213 k$ pour donner suite à ce dossier est prévu et disponi

Projet investi (net de ristourne)	2025	2026	2027	To
34375 - Programme de réfection et de verdissement des parcs locaux	213k $	-	-	21

tournes, incluant un montant de **26 905,87 $** taxes incluses pour les contingences et de **26 905,87 $** taxes inclu

50 $
37 $
37 $
25 $
30 $

/erdissement des Parcs Locaux (PRVPL) du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports et financé

ible au PDI 2025-2033 et est réparti comme suit pour chacune des années (en milliers de dollars) :

tal
13k $

uses pour les incidences. La dépense totale se répartit comme suit :

via le règlement d'emprunt de compétence locale n° 23-002.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.04

2025/04/07
19:00

Dossier # : 1255284004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière de 65 000 $, incluant les taxes si applicables, à Cyclo Nord-Sud pour la réalisation du projet Vélorution CDN-NDG, pour la saison 2025, et approuver le projet de convention à cette fin.

IL EST RECOMMANDÉ :
D'accorder une contribution financière de 65 000 $, incluant les taxes si applicables, à Cyclo Nord-Sud pour la réalisation du projet Vélorution CDN-NDG, pour la saison 2025, et approuver le projet de convention à cette fin.

D'autoriser une dépense à cette fin de 65 000 $, incluant les taxes si applicables.

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2025-04-01 15:51

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1255284004**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière de 65 000 $, incluant les taxes si applicables, à Cyclo Nord-Sud pour la réalisation du projet Vélorution CDN-NDG, pour la saison 2025, et approuver le projet de convention à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

Depuis mars 2019, Cyclo Nord-Sud déploie le programme Vélorution sur notre territoire. Afin de poursuivre les efforts des dernières années, l'arrondissement souhaite reconduire le projet de Vélorution CDN-NDG avec Cyclo Nord-Sud une septième année afin de faciliter l'accès au vélo pour les résidents des quartiers vulnérables de l'arrondissement et promouvoir ses bienfaits.
L'accès à la mobilité est un facteur de développement et d'autonomisation des personnes vulnérables. Malgré la croissance de la pratique du vélo au Québec, de nombreuses personnes restent à l'écart de la pratique du vélo. Le programme vise à développer la culture vélo et favoriser le pouvoir d'agir des communautés les plus marginalisées de notre territoire. La pratique du vélo est un moyen simple, accessible et ludique pour lutter contre les inégalités sociales et économiques.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

1245284005 - Accorder une contribution financière de 65 000 $, incluant les taxes si applicables, à Cyclo Nord-Sud pour la réalisation du projet Vélorution CDN-NDG, pour la saison 2024, et approuver le projet de convention à cette fin.
1235284004 - Accorder une contribution financière de 99 196,37 $, incluant les taxes si applicables, à Cyclo Nord-Sud pour la réalisation du projet Vélorution CDN-NDG, pour la saison 2023, et approuver le projet de convention à cette fin.
1225284004 - Accorder une contribution financière de 98 700 $, incluant les taxes si applicables, à Cyclo Nord-Sud pour la réalisation du projet Vélorution CDN-NDG, pour la saison 2022, et approuver le projet de convention à cette fin.
1215284001 - Accorder une contribution financière de 98 280 $, incluant les taxes si applicables, à même le surplus libre de l'arrondissement, à Cyclo Nord-Sud pour la réalisation du projet Vélorution CDN-NDG, pour la saison 2021, et approuver le projet de convention à

cette fin.
1204535002 - Accorder une contribution financière de 86 000 $, incluant les taxes si applicables à Cyclo Nord-Sud pour la réalisation du projet Vélorution CDN-NDG, pour la période du 17 mars au 30 novembre 2020, et approuver le projet de convention à cette fin.
1195284001 - Autoriser la signature d'une convention de partenariat à intervenir entre l'arrondissement et l'organisme Cyclo Nord-Sud pour la réalisation du projet Vélorution CDN-NDG, pour la période du 5 février au 31 décembre 2019, et le versement d'une contribution financière de 84 804 $ (toutes taxes comprises si applicable).

DESCRIPTION

Ce dossier décisionnel vise l'octroi d'une contribution financière à l'organisme Cyclo Nord-Sud. L'entente est entièrement dédiée au déploiement du programme Vélorution - CDN-NDG afin de poursuivre les activités d'animation et des déplacements à vélo. Afin d'assurer le succès du projet Vélorution CDN-NDG en 2025, l'organisme propose les activités suivantes :
A. Pérennisation des actions à fort impact qui développeront la culture vélo et pourront ainsi améliorer la qualité de vie des riverains :
1. Accroître l'accessibilité du vélo;
Petites roues : distribuer des vélos aux enfants et adolescents;
Toutes à vélo : accès à des vélos pour développer les compétences des participantes de cours passés
Vente de vélos à prix modique.

2. Entretien de vélos:
Offrir des services de mise au point de vélos dans les deux points de service (parcs Confédération et Martin-Luther-King) et lors de marchés de Multicaf.

3. Formations:
Fournir les vélos pour les cours pour femmes, Toutes à vélo, donnés par Vélo Québec;
Organiser un atelier "Construits ton vélo en 1 jour";
Offrir une formation mécanique vélo à l'organisme Papa et moi.

4. Sensibilisation sur l'impact de la pratique du vélo:
Dans les parcs en parallèle aux ateliers de réparation;
Distribution de tracts multilingues, publications Facebook, affiches;

B. Développement de la culture vélo dans une dynamique locale :
1. Fournir des vélos aux ateliers communautaires;
2. Poursuivre à soutenir les jumelages d'organismes et d'ateliers de vélos communautaires.

JUSTIFICATION

Le Projet Vélorution CDN-NDG est à sa septième année de déploiement. Pour l'année 2025, le programme se concentrera principalement sur la distribution de vélos aux enfants et aux adolescents dans le cadre du programme Petites roues et sur les ateliers de mécanique dans les parcs, tout en travaillant sur le renforcement des liens locaux.
D'autres activités sont prévues en parallèle à Vélorution afin de développer la culture vélo. D'ailleurs, l'Arrondissement finance dorénavant le programme Cyclistes avertis et Toutes à vélo.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette contribution financière de 65 000 $ sera financée par le surplus libre de l'arrondissement.
Le détail des informations financières et comptables se retrouve dans la certification de fonds de la Direction des services administratifs, du greffe et de la gestion immobilière.

L'échéancier des paiements tel que proposé dans la convention est le suivant :

Versement		Livrable	Date prévue
%	$		
50 %	32 500 $	À la signature de la présente convention	avril 2025
40 %		Rapport d'étape comprenant : Plan de distribution dans le cadre du programme Premières Roues Calendrier estival du Service mobile Liste et description des partenariats établis	24 juillet 2025
	26 000 $	Plan de communications pour la saison estivale	
10 %	6 500 $	Rapport final	15 novembre 2025
total	65 000 $		

MONTRÉAL 2030

Voir grille d'analyse Montréal 2030 en pièce jointe.
Ce dossier contribue également à l'atteinte du plan stratégique 2023-2030 de l'Arrondissement :

- Offrir des milieux de vie plus équitables et plus inclusifs (axe 1 du plan) :
- en permettant à la population d'évoluer dans des milieux de vie diversifiés et sécuritaires qui favorisent un sentiment d'appartenance et une cohabitation sociale positive (résultat 1.4 du plan).
- Offrir des milieux de vie sains et durables (axe 2 du plan) :
- en permettant à la population de se déplacer de façon plus active grâce à des aménagements accessibles et sécuritaires. (résultat 2.2 du plan)

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Contribution au changement des habitudes de vie, notamment en faisant la promotion des saines habitudes de vie ainsi que la consommation et des loisirs à plus faible empreinte écologique.
Augmentation de la part modale du vélo dans l'arrondissement en favorisant le transport actif pour l'ensemble des citoyens.
Augmentation de l'inclusion sociale de certaines populations

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Article dans la Citoyenne
Publications sur les médias sociaux
Publications et partage dans les réseaux sociaux des partenaires

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Marie-Claire DUBE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Nicolas SOULIERE, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Yolande MOREAU
Conseillère - Transition écologique

Tél : 514-220-7541
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-03-20

Pascal TROTTIER
chef(fe) de division - etudes techniques en arrondissement

Tél : 514-206-0495
Télécop. :



1255284004_Convention_Vélorution.pdf



1255284004 Demande de soutien financier Vélorution CDN-NDG 2025.pdf

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant une adresse au 5160, boulevard Décarie, 6e étage, Montréal, Québec, H3X 2H9, agissant et représentée par la secrétaire d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce dûment autorisée aux fins des présentes en vertu du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires et employés RCA04 17044, article 5 ;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

ET : **SOCIÉTÉ D'ÉDUCATION POUR LE CYCLISME À MONTRÉAL (CYCLO NORD-SUD),** personne morale, organisme de bienfaisance (No 13096 4786 RR0001) régie par la Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif, dont l'adresse principale est le 8717, 8ème Avenue, Montréal (Québec) H1Z 2X4, agissant et représenté par son coordonnateur général, Monsieur Rémi Laurent, dûment autorisé aux fins de la présente convention tel qu'il le déclare;

Numéro d'organisme de charité : 130964786RP0001
Numéro d'inscription TPS : 130964786RT0001
Numéro d'inscription TVQ : : 1009722943DQ0001

Ci-après, appelé(e) l'« **Organisme** »

La Ville et l'Organisme sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de récupérer et revaloriser des vélos inutilisés au profit de communautés vulnérables à travers différentes initiatives solidaires locales et internationales ainsi que de sensibiliser et outiller la population de quartiers locaux à l'utilisation quotidienne du vélo. Ils proposent des initiations au vélo et à sa pratique, des formations en mécanique vélo, des sorties sur route et de nombreux autres services;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation de son Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti;

ATTENDU QUE le *Règlement sur la gestion contractuelle* adopté par la Ville en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* s'applique à la présente convention et qu'il est disponible pour consultation sur le site de la Ville.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

« **Annexe 1** » :	désigne la description du Projet;
« **Annexe 2** » :	désigne le protocole de visibilité mentionné au paragraphe 4.4 de la présente convention, le cas échéant;
« **Annexe 3** » :	désigne les éléments de Reddition de compte attendus dans le cadre de la présente convention;
« **Annexe 4** » :	désigne les installations et l'équipement mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;
« **Projet** » :	désigne le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
« **Rapport annuel** » :	désigne le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;
« **Reddition de compte** » :	désigne les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées;

	de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document ou information exigés par le Responsable dans le cadre du Projet;
« **Responsable** » :	désigne le Directeur de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé ;
« **Unité administrative** » :	désigne la division des études techniques de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser son Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution financière versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts, incluant tout dépassement et risques associés à la réalisation du Projet, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la contribution financière prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention;

4.2 **Autorisations et permis**

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 **Respect des lois**

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment l'affichage de l'Organisme sur toute propriété de la Ville, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de ses installations, le cas échéant;

4.3.3 dans la mesure où l'Organisme traiterait ou aurait accès à des renseignements personnels pendant la durée de la présente convention, traiter de manière confidentielle ces renseignements personnels et se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, étant toutefois expressément convenu par les Parties que tout tel traitement par l'Organisme sera fait exclusivement pour son propre compte et non pour celui de la Ville et que celle-ci n'encourra aucune responsabilité à cet égard;

4.4 **Promotion et publicité**

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention, et faire en sorte que ceux-ci reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville, notamment par rapport aux autres partenaires au Projet, étant entendu qu'ils doivent être préalablement approuvés par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet et respecter toute autre modalité prévue au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant;

4.5 **Aspects financiers**

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable; cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera et comprendra notamment les informations indiquées à l'Annexe 3 jointe à la présente convention, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité du Projet distincte de celle concernant les autres projets ou secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout

document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 transmettre au Responsable, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où la contribution financière ou le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif :

- transmettre au Responsable, ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers vérifiés au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

  La transmission au Vérificateur général de la Ville doit être faite par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1);

- consentir, et par la présente consent, à ce que son Rapport annuel soit publié sur le site de la Ville;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Remise de documents et conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7 **Responsabilité**

4.7.1 tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de la présente convention;

4.7.2 prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre eux par des tiers et indemniser la Ville en capital, intérêts et frais de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre eux ainsi que de toute somme qu'elle aura dû débourser pour défendre leurs intérêts avant ou après un tel jugement en raison de la présente convention;

4.7.3 malgré ce qui précède, l'Organisme n'est pas tenu d'indemniser la Ville ou de prendre son fait et cause lorsque cette obligation découlerait directement d'une faute lourde ou intentionnelle commise par la Ville ou ses employés, représentants et mandataires;

4.8 **Séance du conseil d'arrondissement**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville convient de lui verser une contribution financière maximale de soixante-cinq mille dollars (65 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 **Versements**

La contribution financière sera remise à l'Organisme en trois versements :

5.2.1 un premier versement au montant de trente-deux mille-cinq-cent dollars (32 500 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

5.2.2 un deuxième versement au montant de vignt-six mille dollars (26 000 $) dans les 30 jours de la remise du dépôt du rapport d'étape le 24 juillet;

5.2.3 un troisième versement au montant de six-mille-cinq-cents dollars (6 500 $) dans les 30 jours de la remise de la Reddition de comptes finale à la satisfaction du Responsable.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 **Ajustement de la contribution financière**

Toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet doit être remise à la Ville à la fin de la présente convention sauf si une résolution dûment adoptée par l'instance compétente de la Ville autorise l'Organisme à la conserver. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts, notamment dans le cas des situations décrites au paragraphe 6.3 de la présente convention, et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit informer le Responsable, sans délai et par écrit, de l'existence de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent, dont, notamment :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du *Règlement sur la gestion contractuelle* de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier

directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux sous-paragraphes 6.3.1 à 6.3.3.

6.4 L'Organisme doit utiliser toute somme versée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, la contribution financière ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Organisme déclare et garantit :

7.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

7.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

7.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et, notamment, ceux lui permettant de consentir la licence prévue au paragraphe 9.2 de la présente convention;

7.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 8
ASSURANCES

8.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme assurée additionnelle. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne doit être applicable à la Ville.

8.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur.

8.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 9
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

9.1 Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents, photos, vidéos, données et autres remis à la Ville dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

9.2 L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à reproduire, à adapter, à modifier, à communiquer, à publier, à diffuser, à traduire, à conserver et à copier les Rapports en tout ou en partie, sous quelque forme ou support que ce soit à des fins municipales.

ARTICLE 10
DÉFAUT

10.1 Il y a défaut :

10.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

10.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

10.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

10.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme à but non lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

10.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 10.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

10.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 10.1.2, 10.1.3 ou 10.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

10.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des paragraphes 10.2 ou 10.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou

partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

ARTICLE 11
DURÉE

Nonobstant sa date de signature, la présente convention prend effet le 9 avril 2025 et se termine, sous réserve des articles 10 et 12, au plus tard le 15 novembre 2025

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 12
RÉSILIATION ET SUSPENSION

12.1 La Ville peut résilier la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Le Responsable avise l'Organisme par écrit de son intention de présenter à l'instance compétente de la Ville une recommandation à cet effet. À la réception de cet avis, l'Organisme doit soumettre dans un délai de dix (10) jours tous les rapports et documents exigés par le Responsable en joignant toutes les pièces justificatives requises.

12.2 Lorsque l'avis d'intention fait état d'une résiliation de la présente convention, l'Organisme doit, dès réception de cet avis, cesser immédiatement l'exécution de toutes activités pouvant engager des coûts à être financés à même la contribution financière versée par la Ville, en attendant la décision de l'instance compétente de la Ville et, dans l'intervalle, respecter les instructions émises par le Responsable. La Ville n'acquittera que le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet en date de l'avis d'intention.

12.3 En cas de résiliation, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

12.4 Le Responsable peut suspendre l'exécution de la présente convention, en tout temps, pourvu qu'il avise par écrit l'Organisme de cette suspension. Ce dernier doit se conformer aux instructions émises par le Responsable à ce sujet.

12.5 Lorsque le Responsable informe l'Organisme qu'il peut reprendre la réalisation du Projet, celui-ci doit le faire selon les conditions et le délai convenus avec le Responsable.

12.6 La résiliation ou la suspension de la présente convention ne donnent droit à l'Organisme à aucune compensation ou indemnité et celui-ci convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation ou de la suspension de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 **Représentations de l'Organisme**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 8717, 8e avenue, Montréal, Québec, H1Z 2X4 et tout avis doit être adressé à l'attention de Rémi Laurent, et tout avis doit être adressé à l'attention du (inscrire le titre du destinataire). Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 5160, boulevard Décarie, 6e étage, Montréal, Québec, H3X 2H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

[Les signatures sont à la page suivante]

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AU LIEU ET À LA DATE INDIQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20_____

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Geneviève Reeves,
Secrétaire d'arrondissement

Signé à _____Montréal_____

Le _24__e jour de _Mars_ 2025____

CYCLO NORD-SUD

Par : ___
_____
Rémi Laurent,
Directeur général

Cette Convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal, le ……e jour de ……2024 (Résolution …….……).

ANNEXE 1

PROJET

voir document pdf (1255284007 Demande de soutien financier Vélorution CDN-NDG 2025)

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

L'Organisme s'engage à :

- Faire état de la contribution de l'Arrondissement dans toutes ses communications relatives au projet ou à l'activité.
- Mentionner la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Lors d'une mention du soutien offert par la Ville de Montréal, le libellé sera le suivant :
  « Fier partenaire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce »

- Apposer le logo de l'Arrondissement et l'hyperlien vers le site Internet de l'arrondissement sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques.

ANNEXE 3

REDDITION DE COMPTES

La reddition de comptes finale doit comporter les éléments suivants :

- Le programme final du Projet;
- Le bilan financier du projet;
- Les résultats finaux du projet : (*démontrez que le Projet a atteint ses objectifs)*, par exemple :
  - Liste de distribution du programme Premières Roues
  - Liste des activités du Service mobile tenues
  - Liste des cours d'initiation au vélo donnés
  - Liste des nouveaux partenariats établis
  - Liste des communications effectuées

- Les bénéfices ou les retombées du Projet pour la Ville;
- Portrait de la clientèle rejointe;
- Les améliorations constatées par rapport aux bénéfices et retombées obtenus au cours de l'année précédente, s'il y a lieu;
- Si un sondage a été réalisé auprès du public, nous le transmettre le cas échéant;
- Une revue de presse (le cas échéant);
- Les points forts du Projet;
- Les difficultés rencontrées;
- Photographies de bonne qualité (des fichiers photo libres de droits par licence).

Remettre des photographies et/ ou vidéos officiels au Responsable, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur le site Internet de la Ville ou tout autre support média]

TABLEAU DES VERSEMENTS DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE À L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR LA RÉALISATION DU PROJET

Versement		**Livrable**	**Date prévue**
%	**$**		
50 %	32 500 $	À la signature de la présente convention	avril 2025
40 %	26 000 $	Rapport d'étape comprenant : Plan de distribution dans le cadre du programme Premières Roues Calendrier estival du Service mobile Liste et description des partenariats établis Plan de communications pour la saison estivale	24 juillet 2025
10 %	6 500 $	Rapport final	15 novembre 2025
total	65 000 $		

ANNEXE 4

INSTALLATIONS ET L'ÉQUIPEMENT MIS À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR PERMETTRE À L'ORGANISME DE RÉALISER SON PROJET

A – Conditions générales

Sujet aux conditions énoncées ci-dessous, la Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites dans la partie B de la présente annexe :

1. L'Organisme ne doit effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Installations sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Responsable;

2. L'Organisme doit informer le Responsable sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans les Installations ainsi que de toutes défectuosités, fuites, bris ou dommages causés de quelque façon que ce soit aux Installations;

3. L'Organisme ne doit placer aucun équipement lourd affiches, bannières, pancartes ou autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur des Installations sans obtenir au préalable le consentement écrit du Responsable;
L'Organisme doit également respecter les normes de la Ville concernant l'identification des lieux prêtés, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la Ville.

4. L'Organisme ne doit ni entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans les Installations;

5. L'Organisme doit veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans les installations. Lorsqu'il y a utilisation du système d'amplification ou d'éclairage, l'Organisme devra affecter une personne fiable à cette tâche et faire connaître le nom de celle-ci à la Ville au moins une semaine à l'avance. Aucune modification à ce système ne peut être faite sans l'autorisation écrite de la Ville;

6. L'Organisme doit veiller à ce que ne soient pas troublées la jouissance normale des Installations par les autres occupants ni celle des occupants des immeubles voisins;

7. L'Organisme doit s'assurer que les installations sont utilisées de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Ainsi, dans les cas où l'usage d'accessoires ou de matériel est compris dans la présente convention, la Ville n'est pas responsable de tout accident pouvant survenir suite au mauvais usage, défectuosité et vice caché du matériel et des accessoires;
L'Organisme doit notamment collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d'évacuation en cas de situation d'urgence.

B- ÉQUIPEMENTS PRÊTÉS À L'ORGANISME

Article	N° Inventaire	Quantité
Conteneur – Parc Martin-Luther-King	n/a	1
Conteneur – Parc Confédération	n/a	1
Cadenas et clés	n/a	2

Demande de soutien financier 2025
Fonds de développement social – DCSLDS

1. IDENTIFICATION

Nom de l'organisme (Nom du fiduciaire): Cyclo Nord Sud

Répondant de l'organisme : Julien AGUADO-MILLAN

Adresse : 8717 8e Avenue , H1Z2X4, Montréal, QC

Téléphone : 514 843 007 poste 208 **Cell. :**

Courriel : julien.aguado@cyclonordsud.org

Titre du projet ou du volet: Vélorution Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (CDN-NDG)

Période visée pour le projet ou volet : Printemps - Été - Automne

Date de début : 10 Avril 2025

Date de fin : 15 Novembre 2025

Date de la remise du rapport mi-étape : 24 juillet 2025

Date de la remise du rapport final : 13 novembre 2025

Information sur le promoteur (<u>si différent du fiduciaire</u>) : Similaire au fiduciaire

Répondant de l'organisme :

Adresse :

Téléphone : **Cell. :**

Courriel :

Montant demandé : 67967.7$

Montant accordé :

Demande de soutien financier 2025

Fonds de développement social – DCSLDS

2. BRÈVE DESCRIPTION DE LA MISSION DU PROMOTEUR

Mission Cyclo Nord-Sud: Revaloriser les vélos. Transformer des vies.
Cyclo Nord-Sud a pour mission de récupérer et revaloriser des vélos inutilisés au profit de communautés vulnérables à travers différentes initiatives solidaires locales et internationales. Notre objectif est de rendre accessible ce moyen de transport pour tous, de façon équitable, et de l'utiliser comme un outil de changement, de développement social et économique, dans une perspective environnementale.

Vélorution est le nom du programme porté par cette demande de soutien. Ce programme s'inscrit en continuité de la mission de Cyclo Nord-Sud et s'adresse principalement aux personnes en situation de précarité dans l'arrondissement de Côte-Des-Neiges Notre-Dame-De-Grâce.

Vous souhaitez mieux comprendre pourquoi le vélo est un outil formidable pour relever les défis sociaux et environnementaux de votre arrondissement ?
Sur le plan économique, le vélo, 20 à 50 fois moins cher qu'une voiture à l'achat et à l'entretien, est un levier extraordinaire pour relever les défis d'accès à la mobilité alors que l'arrondissement comporte plusieurs zones de forte défavorisation.
Sous le prisme environnemental, le vélo est par exemple 500 fois moins polluant qu'une voiture à sa fabrication et ses émissions en dioxyde de carbone sont quasi nulles lors de son utilisation. Il est donc un formidable outil afin de lutter collectivement contre le réchauffement climatique à une époque où cela représente un défi majeur.
La bicyclette est également un formidable levier d'émancipation en permettant à ses usagers d'aller chercher plus d'autonomie et plus de bien-être. Pouvant transporter 10 fois son propre poids, le vélo est également plus rapide qu'une voiture sur un parcours citadin de moins de 5 kilomètres.
Précisons aussi qu'il élimine les problèmes de stationnement en offrant des déplacements faciles de « porte-à-porte ». Ce formidable outil de déplacement est aussi et surtout un outil de bien-être physique et mental. Pour le bien-être du corps et alors que près de 60% des Québécois n'atteignent pas les recommandations en matière d'activité physique, le vélo permet facilement d'atteindre les 30 minutes d'activité physique quotidiennes recommandées par les instances publiques. Cette pratique permet de diviser par 5 les risques cardiovasculaires sans oublier tous les bienfaits sur la santé mentale. Par rebond, cette pratique sportive offre une meilleure oxygénation du cerveau et améliore la qualité du sommeil qui est un élément précieux pour la mémoire, la concentration et la productivité. Au niveau de la scolarité, notons par exemple que les étudiants sont plus enclins à abandonner en cours d'études lorsqu'ils éprouvent des difficultés à se déplacer. Les effets positifs se ressentent également au niveau de la « cité », car des études (Pilon, A-C. (2020, juin). Favoriser l'adoption du vélo comme mode de déplacement utilitaire à Sherbrooke.) prouvent que l'occupation de l'espace public par les cyclistes favorise les rencontres et démultiplie l'implication des citoyens dans la vie du quartier.
Pour terminer sur les bienfaits les plus « criants » du vélo, on soulignera une étude de Harvard ayant montré que l'accès à différentes options de mobilité était un facteur primordial pour sortir du cycle de la pauvreté.

3. DESCRIPTION DU PROJET OU VOLET SOUTENU

Demande de soutien financier 2025

Fonds de développement social – DCSLDS

1) DESCRIPTION DU PROJET

Décrivez brièvement la nature des activités (qui, quoi).

Orientations pour 2025

Depuis 2019, Cyclo Nord-Sud, avec le soutien de la mairie de Côte-Des-Neiges Notre-Dame-de-Grâce développe la culture vélo et le pouvoir d'agir des citoyens dans l'arrondissement. Fort de ces nombreuses années d'expérience, en 2025, le programme poursuivra ses actions de terrain tout en soutenant les ateliers communautaires investis dans le secteur.

La suite de cette offre mettra en lumière deux grands objectifs visant à pérenniser et developper de nouvelles actions de terrain (sensibilisation, formation, accès au vélo, pérennisation de la pratique) et à maintenir le soutien aux initiatives locales les plus prometteuses (ateliers communautaires).

Il est essentiel de noter que les deux axes suivants ne sont pas traités de manière isolée. Une synergie existe entre ces deux objectifs spécifiques, permettant ainsi de renforcer l'impact global du programme.

1. Le premier objectif spécifique du programme Vélorution 2025 est la pérennisation d'activités éprouvées et le développement de nouvelles activités à fort impact qui déploieront la culture vélo afin d'améliorer la qualité de vie des riverains. Cet objectif s'articulera autour de 4 axes que sont: la sensibilisation, la formation, l'accès au vélo et l'entretien du vélo.

- Accroître l'accessibilité du vélo

Les bienfaits du vélo ne sont plus à prouver, et Montréal souhaite en faire sa marque. Cependant, pour pouvoir pratiquer le vélo, il est nécessaire de posséder ou d'avoir accès à un vélo. Afin de répondre à ce besoin, nous allons poursuivre nos engagements passés.

Tout d'abord nous allons pérenniser l'offre de dons de vélos enfants et adolescents (Petites Roues), qui avait doublé son impact en 2023. L'objectif annuel est de fournir plus de 100 vélos et casques à des jeunes ciblés par les organismes locaux partenaires. Notons que cette année, nous intégrerons le Centre Communautaire MountainSight comme 5ème collaborateur pour idenfier les bénéficiaires. Pour la distribution de ces vélos aux enfants, nous maintiendrons l'utilisation de deux vélos cargos électriques avec remorques. En complément d'une ou deux distributions de grande ampleur appuyées par une logistique motorisée, cette méthode permettra de rester en cohérence avec les valeurs du projet tout en offrant une vitrine de la culture cyclable et ainsi faire de la sensibilisation.

Le programme 2025 pérennisera également la vente de vélos à prix modique, avec les conteneurs mis à disposition par la mairie comme points de vente. Après la validation en 2024 des types de vélos répondant aux besoins des résidents, les modèles mis en vente seront sélectionnés pour leur polyvalence et leur utilité.

Enfin, dès mi-juin, nous mettrons 4 vélos à dispositions des anciennes participantes de "Toutes à vélo" dans chacun des conteneurs et pendant les heures d'ouverture des ateliers dans les parcs, afin qu'elles puissent développer leurs apprentissages des années passées.

-Offrir des services de pérennisation de la pratique au travers d'offre d'entretien des vélos accessibles

Les actions proposées en 2025 pour péréniser la culture vélo sont les suivantes :

- Offrir un service de réparation de vélos accessible financièrement et géographiquement pour les

résident-e-s de l'arrondissement. Concrètement, Vélorution reconduira son activité phare en ouvrant deux ateliers de réparation, symbolisés par deux conteneurs gracieusement prêtés par l'arrondissement. Ces ateliers reprendront leurs fonctions en 2025 dans les parcs Martin Luther-King et Confédération. Cette initiative se concentrera à nouveau sur les réparations de base. Pour les réparations plus complexes, les cyclistes seront orientés vers les ateliers communautaires ou les magasins locaux, afin de renforcer la culture vélo à l'échelle locale.

-Nouveauté 2025 : Vélorution s'associera au Corridor Écologique Darlington et à Multicaf pour offrir des réparations de vélos lors des Marchés qui auront lieu les premiers samedis des mois de juin, juillet et août entre 10h et 12h sur la place Darlington.

<u>Sensibiliser aux bienfaits du vélo</u>

Sensibiliser, c'est enraciner les pratiques de manière durable et sécuritaire en favorisant une compréhension individuelle de la "culture vélo". Une personne convaincue devient une alliée des programmes de démocratisation du vélo. Une personne qui comprend les avantages du vélo est une personne qui apprendra plus facilement à faire du vélo. Pour sensibiliser les jeunes et moins jeunes aux bienfaits d'une pratique cycliste sécuritaire, voici les axes de travail choisis :

- La sensibilisation dans les parcs, en parallèle des ateliers de réparation. Ainsi, le personnel pourra échanger avec les citoyens sur place pour les sensibiliser aux vertus de la pratique du vélo. En plus de cette sensibilisation, des dépliants seront mis en libre-service près des espaces de réparation et dans les locaux des organismes partenaires. En 2025, un effort sera fait afin de pérenniser une équipe de quatre employés d'été. En 2024 cet effectif a permis d'assurer avec efficacité l'accueil et la sensibilisation des usagers. En effet, les ateliers attirent des personnes curieuses et génèrent un environnement propice aux échanges, tout en permettant de sortir de la dichotomie "automobile vs vélo".

-Des dépliants feront partie d'un package "communication" qui sera complété par la diffusion de 4 publications ludiques autour des bienfaits du vélo (relayées par le biais des réseaux sociaux sur les pages locales liées au projet : page Facebook de Vélorution CDN-NDG et pages des partenaires) ainsi que l'affichage dans l'arondisssement de 4 nouvelles affiches de sensibilisation aux avantages de la bicyclette.

<u>Former à une pratique sécuritaire et à la Vélonomie (Autonomie et résilience des cyclistes)</u>

Plusieurs axes de travail permettront de former de nouveaux cyclistes en 2025. Les voici :

-Afin de former les résidents de l'arrondissement à la pratique cycliste, Cyclo Nord-Sud va une nouvelle fois s'associer à Vélo-Québec afin de soutenir la partie opérationnelle du programme Toutes à Vélo. <u>12 nouveaux Vélos seront collectés, réparés et mis à disposition du programme</u> pour compléter la flotte actuelle de 24 vélos dédiés à cette activité et ainsi éviter à Vélo Québéc de mobiliser une de ses flottes de vélos comme cela a été fait en 2024. Ce sont alors 36 vélos qui seront mis à disposion du programme pour 2025 et les années futures. Ils seront complétés de casques, gilets pour les apprenantes ainsi que de kits d'ajustement des vélos (réglage hauteur de selle ...). Tous ces éléments seront stockés et entretenus tout au long de la réalisation du projet.

- Nouveauté 2025 : Cette année, nous lancerons et testerons le programme <u>"Construis Ton Vélo en 1 jour"</u> dans l'arrondissement. Cette initiative permettra d'évaluer l'accueil de cet atelier, qui consistera à accompagner trois jeunes adolescent-e-s, identifié-e-s par nos partenaires locaux. Durant une journée, le groupe recevra un soutien personnalisé de la part des mécanicien-e-s et bénévoles pour réparer un vélo qui leur sera offert. En fin de journée, le groupe participera à une balade pour se familiariser avec les bonnes pratiques cyclistes et découvrir le potentiel du vélo. Proposée sur les conseils de la mairie, cette activité vise à mieux cibler le public adolescent, une tranche d'âge particulièrement difficile à mobiliser. Cyclo Nord-Sud s'appuiera sur ses deux années d'expérience dans la mise en œuvre de cette activité sur d'autres territoires.

Demande de soutien financier 2025

Fonds de développement social – DCSLDS

2. Le second objectif spécifique de 2025 continuera de soutenir les actions spécifiques de 2024 concernant le développement de la « Culture vélo » de manière autonome (non-dépendante de CNS ou d'un autre organisme) dans une dynamique d'ancrage local.

Pour soutenir des initiatives gagnantes et prometteuses, Vélorution vise à offrir un appui franc et ciblé aux ateliers communautaires ayant adhéré en 2023 et poursuivi leur engagement en 2024. Ces acteurs locaux sont en première ligne de la solidarité cycliste, offrant chaque année un service aux résidents de l'arrondissement. Ces projets, complémentaires à l'offre de Cyclo Nord-Sud, seront soutenus sur 3 axes :

-Vélorution encouragera la collaboration entre plusieurs organismes locaux qui ont commencé à travailler ensemble ou qui ont le potentiel de le faire. Un accent particulier sera mis sur le partenariat entre la Coop Bécik et le Baobab Familial pour pérenniser leur collaboration et les rendre indépendants de Vélorution.

-Vélorution fournira au moins 25 vélos aux ateliers communautaires pour qu'ils disposent des ressources matérielles nécessaires à leur fonctionnement.

-Vélorution orientera les potentiels bénéficiaires vers les ateliers communautaires partenaires dès que possible, afin de soutenir l'autonomisation du territoire.

4. CLIENTÈLE(S) VISÉE(S)

Notre programme est conçu pour soutenir et habiliter les citoyens les plus démunis de l'arrondissement de Côte-des-Neiges et Notre-Dame-de-Grâce, à Montréal. Nous nous concentrons sur les groupes suivants, qui représentent une diversité de besoins et de défis au sein de notre communauté :

- Résidents des Zones à Forte Défavorisation : Nous visons en priorité les habitants des zones densément peuplées et fortement défavorisées de l'arrondissement, où les besoins en soutien et en ressources sont les plus criants.
- Enfants et adolescents sans Accès au Vélo : Particulièrement ceux issus de zones défavorisées, pour qui l'accès aux loisirs sains et à des moyens de transport abordables est limité.
- Population Générale peu Active : En visant les 60% de Québécois qui n'atteignent pas les recommandations en matière d'activité physique, nous espérons promouvoir un mode de vie plus actif et sain.
- Demandeurs d'Emploi : Personnes en recherche active d'emploi, souvent confrontées à des défis de mobilité et d'accès aux opportunités.
- Travailleurs à Mobilité Réduite : Ceux ayant des emplois mais éprouvant des difficultés en termes de mobilité, limitant leur capacité à se maintenir ou progresser professionnellement.

- Étudiants à Budget Limité : Nous reconnaissons les défis financiers auxquels sont confrontés les étudiants, limitant leur accès à des ressources essentielles, y compris les transports.
- Personnes Peu Sensibilisées aux Enjeux Environnementaux : Notre programme vise à éduquer et à engager ceux qui ne sont pas ou peu informés sur l'importance de la durabilité et de la protection de l'environnement.
- Personnes à Faible Revenu : Individus ayant des difficultés économiques, ce qui réduit leur pouvoir d'achat et l'accès à des services de base.
- Communautés Immigrantes et Minorités Visibles : Ces groupes font souvent face à des obstacles supplémentaires en matière d'emploi, d'intégration sociale et de mobilité.
- Personnes en Insertion et à Bas Niveau de Qualification : Ceux cherchant à intégrer le marché du travail ou ayant des emplois peu qualifiés, souvent pénalisés par leur mobilité réduite.
- Femmes : Reconnaissant les inégalités de mobilité entre les genres, notre programme cherche à offrir des solutions adaptées aux besoins spécifiques des femmes.
- Personnes en Situation d'Isolement : Notre objectif est d'inclure ceux qui, en raison de leur isolement social ou géographique, ont moins accès à des opportunités de développement personnel et professionnel.
- Enfants: Enfants de tous les groupes mentionnés ci-dessus, en particulier ceux qui rencontrent des obstacles supplémentaires à leur épanouissement.

Notre programme aspire à créer un environnement inclusif, offrant des opportunités égales à tous, et à briser les barrières qui limitent le potentiel des individus et des communautés dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges et Notre-Dame-de-Grâce.

5. LISTE DES PARTENAIRES ET COLLABORATION PRÉVUE :

Mairie de l'arrondissement (soutien financier et logistique)

___

Parents Engagés pour la Petite enfance (Partenariat dans le cadre du sous-programme Petites Roues – Identification des enfants et adolescents bénéficiaires)
Baobab Famillial (Partenariat dans le cadre du sous-programme Petites Roues et Construis Ton Vélo – Identification des enfants et adolescents bénéficiaires)
Walkley Center (Partenariat dans le cadre du sous-programme Petites Roues et Construis Ton Vélo – Identification des enfants et adolescents bénéficiaires)
Association des parents de Côte-Des-Neiges (Joujouthèque) (Partenariat dans le cadre du sous-programme Petites Roues – Identification des enfants et adolescents bénéficiaires)
Nouveau Centre Communautaire MountainSight (Partenariat dans le cadre du sous-programme Petites Roues – Identification des enfants et adolescents bénéficiaires)

___

Nouveau Bibliothèque Benny (partenariat de sensibilisation)

___

Nouveau Conseil Communautaire de NDG (partenariat de déploiement)
Nouveau Chalet Kent (partenariat de déploiement)

Demande de soutien financier 2025

Fonds de développement social – DCSLDS

Coop Bécik (partenariat de revalorisation et de dons de vélos à l'échelle locale + montée en compétences des bénévoles concernant la mécanique cycliste par le biais de formations dispensées dans le cadre de Vélorution)
Le petit Vélo Rouge (partenariat de revalorisation et de dons de vélos à l'échelle locale + montée en compétences des bénévoles concernant la mécanique cycliste par le biais de formations dispensées dans le cadre de Vélorution)
Cyclo Chrome (Organisme de formation à la mécanique vélo dispensant les formations pour les ateliers communautaires participants)

Vélo Québec (Partenaire opérationnel dans le cadre du programme Toutes À Vélos)

Solon (Partenaire de développement de la culture vélo dans l'arrondissement, promotion de l'offre Locomotion.)
Nouveau CHU Sainte-Justine (Partenaire de développement et de représentativité de la culture vélo dans l'arrondissement)

Valiquette Academie Foundation (mobilisation, sensibilisation, ...)
Corridor écologique Darlington (mobilisation, sensibilisation, ...)
CSDM (Centre de services scolaire de Montréal) (mobilisation, sensibilisation, ...)
Université McGll (Richatd Shearmur) (mobilisation, sensibilisation, ...)
CJE NDG (mobilisation, sensibilisation, ...)

Decathlon (possible partenaire matériel - à confirmer)
Outdoor Gear Canada (possible partenaire matériel - à confirmer)

Demande de soutien financier 2025

Fonds de développement social – DCSLDS

6. OBJECTIFS, ACTIVITÉS ET RÉSULTATS ATTENDUS DU PROJET OU VOLET

Objectif général :

Offrir plus d'autonomie et de pouvoir d'agir aux citoyen-ne-s de Côte-Des-Neiges et Notre-Dame-de-Grâce grâce au vélo et dans une dynamique de développement durable.

Objectifs spécifiques	Activités prévues	Résultats attendus (qualitatifs et quantitatifs)
1-) Pérenniser les actions à fort impact qui développent la culture vélo et améliorent améliorer la qualité de vie des riverains	● <u>Activités prévues concernant l'accessibilité au vélo et la distribution de bicyclettes :</u> -Identification de 100 enfants et adolescents issus de milieux défavorisés et ne possédant pas de vélos avec des acteurs de l'arrondissement -Plusieurs événements de distributions gratuites de vélos+casques enfants et adolescents sont organisées avec le soutien d'acteurs de CDN-NDG - Des vélos adultes revalorisés sont vendus à prix modique dans CDN-NDG - Transport d'une partie des vélos enfants et adolescents distribués à l'aide de vélos cargos + remorques - Mise à disposition des vélos « Toutes à vélo » aux apprenantes et anciennes apprenantes du programme voulant se perfectionner lors des temps d'ouverture des ateliers (conteneurs présents dans les parcs Confédération et Martin Luther-King) dès la mi-juin	● <u>Résultats attendus concernant l'accessibilité au vélo et la distribution de bicyclettes :</u> -100 vélos + casques sont distribuées gratuitement à des enfants et adolescents identifiés par les partenaires de terrain (Petites Roues). - 10 vélos sont revalorisés et vendus à prix modique à des résidents de l'arrondissement. - Un système de distribution des vélos enfants à l'aide de 2 vélos cargos électriques et remorques est pérennisé afin de diminuer l'usage du camion et de rester cohérent avec l'image du projet. - 4 vélos « Toutes à vélo » sont disponibles dans chaque conteneur pour les apprenantes et anciennes apprenantes voulant se perfectionner lors des temps d'ouverture des ateliers (conteneurs présents dans les parcs Confédération et Martin Luther-King) hors des temps de formation TAV et dès la mi-juin. <u>Résultats attendus concernant la sensibilisation/éducation :</u>

Demande de soutien financier 2025
Fonds de développement social – DCSLDS

	● <u>Activités prévues concernant la sensibilisation/éducation :</u> - Sensibilisations orales et à l'aide des supports de communication (dépliant...)des citoyens de CDN-NDG en parallèle des ateliers de réparations de vélos dans les parcs - Création et diffusion de 4 affiches de sensibilisation à la pratique du vélo dans l'arrondissement - Impression et diffusion de dépliants de sensibilisation à la pratique du vélo dans l'arrondissement - Diffusion de 4 publications de sensibilisation à la pratique du vélo sur groupes locaux des réseaux sociaux	- 200 personnes sont sensibilisées à la pratique du vélo en parallèle des ateliers de réparation dans les parcs. - 4 nouvelles affiches de sensibilisation à la pratique du vélo sont diffusées dans l'arrondissement pendant l'hiver 2025-26 - 200 dépliants sont imprimés et distribués à des citoyens de l'arrondissement. - 4 nouvelles publications de sensibilisation à la pratique du vélo sont diffusées sur les groupes sociaux locaux et touchent 600 personnes.
	● <u>Activités prévues concernant la formation à une pratique sécuritaire du cyclisme et à la Vélonomie :</u> - Entretien et réparation des 24 vélos mis à disposition du programme Toutes À Vélo (TAV) en 2024. - Addition de 12 vélos pour le programme Toutes À Vélos pour compléter la flotte et assurer les besoins de deux cohortes. - Stockage de la flotte de vélos destinée au programme Toutes à vélo dans les conteneurs des parcs Martin Luther King et Confédération -Mise en place d'un projet pilote "Construis	● <u>Résultats attendus concernant la formation à la pratique du vélo :</u> - 24 vélos sont entretenus et réparés et mis à disposition des apprenantes du programme Toutes À Vélo (TAV). - 12 vélos dont 8 de 24po viennent compléter la flotte des vélos Toutes À Vélos - Cyclo Nord-Sud s'assure du stockage de la flotte de vélos destinée au programme Toutes à vélo - Cyclo Nord-Sud fournis les outils pour le réglage des vélos TAV ainsi que les gilets et casques pour le programme -3 adolescent-e-s de l'arrondissement sont accompagné-e-s pendant une journée afin de réparer un vélo qui leur est donné avec

Demande de soutien financier 2025
Fonds de développement social – DCSLDS

	Ton Vélo” pour 3 adolescent-e-s de l’arrondissement ● <u>Activités prévues concernant les offres de réparation et de pérennisation de la culture vélo dans le quartier :</u> -Mise en place et tenue de 2 ateliers de réparation de vélos dans les parcs MLK et Confédération -Tenue d’ateliers de réparation pendant les marchés tenus place Darlington - Diffusion du planning des ateliers de réparations sur les réseaux sociaux et de manière physique sur les conteneurs. -Diffusion d’une affiche de promotion des ateliers de réparations dans l’arrondissement. -Collecte de données auprès des bénéficiaires des ateliers de réparations au travers d’une analyse d'impact	un casque et un gilet. Une balade éducative et collective clôture la journée. ● <u>Résultats attendus concernant les offres de réparation et de pérennisation de la culture vélo dans le quartier :</u> - 2 ateliers vélos avec service gratuit (participation libre sur les pièces) offrent leurs services 3 fois par semaine dans l’arrondissement sur les mois de juin et juillet. -Des réparations de vélos sont offertes les premiers samedis de juin, juillet et aout lors des marchés sur la place Darlington - Un calendrier des réparations est diffusé sur les réseaux sociaux et affiché sur les conteneurs. - Un support de communication de type affiche est imprimé et diffusé dans l’arrondissement pour promouvoir les services de réparations. - 300 vélos sont réparés grâce aux ateliers dans les parcs. -Une analyse d’impact est réalisée auprès des bénéficiaires des ateliers de réparations permets de valider la nécessité de l’offre.

Demande de soutien financier 2025		
Fonds de développement social – DCSLDS		
2-) Soutenir les actions spécifiques de 2024 concernant le développement de la « Culture vélo » de manière autonome (non-dépendante de CNS ou d'un autre organisme) dans une dynamique d'ancrage local.	● <u>Activités prévues autour de l'autonomisation du quartier :</u> - Maintien de l'outil de gestion logistique à destination de la coop Bécik et du Baobab Familial afin de pérenniser leur collaboration et leur autonomie dans la réparation et la distribution de vélos à l'échelle locale. -Distributions de vélos aux ateliers communautaires -Création et envois de 2 infolettres aux partenaires actifs du programme -Les bénéficiaires sont informés des ateliers complémentaires à Vélorution	● <u>Résultats attendus autour de l'autonomisation du quartier :</u> - Mise à jour de l'outil de gestion logistique partagé à la coop Bécik et au Baobab Familial afin de renforcer leur collaboration et leur autonomie dans la réparation et la distribution de vélos à l'échelle locale. - 25 vélos sont distribués aux ateliers communautaires pour les aider dans leurs démarches. -2 infolettres sont envoyées aux partenaires actifs du programme. -Un document informatif est créé et imprimé afin de rediriger des bénéficiaires vers les ateliers communautaires et "Bikes Shops" de l'arrondissement.

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Demande de soutien financier 2025
Fonds de développement social – DCSLDS

7. PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES :

Poste budgétaire	Arrond.	Autres part. financiers		TOTAL
		Partenaire financier en cours de recherche	Auto-financement	
A-Personnel lié au projet ou volet				
titre : Gestionnaire du projet				
1 $/h. hrs./sem $avant sociaux/sem # sem # poste Total	21340.8			21340.8
43.2 26 1123.2 19 1 21340.8				
titre : Employés d'été (mécaniciens, sensibilisateurs, livreurs ...)				
2 $/h. hrs./sem $avant sociaux/sem. # sem # poste Total	26611.2			26611.2
23.1 32 739.2 9 4 26611.2				
titre : Graphiste				
3 $/h. hrs./sem $avant sociaux/sem. # sem # poste Total	415.8			415.8
39.6 21 831.6 0.5 1 415.8				
titre : Coordinatrice des bénévoles				
4 $/h. hrs./sem $avant sociaux/sem. # sem # poste Total	1080.0			1080.0
43.2 25 1080 1 1 1080.0				
Sous-Total Section A	49447.8			49447.8
B-Ressources matérielles (maximum 20%)				
Outils pour le service mobile de réparation de vélos : remplacement des outils brisés	120.0			120.0
Inventaire (pièces et consommables) pour les réparations dans les parcs	900.0		400.0	1300.0
Collecte, revalorisation et distribution de 128 vélos + distribution de 25 vélos non revalorisés		24560.0	1000.0	25560.0
Casques pour les enfants	4958.8			4958.8
Antivols/Cadenas pour les adolescents	1435.0			1435.0
Déplacements	600.0			600.0
Forfait entretiens des vélos et remorques de transport / logistique	200.0			200.0
Impressions de outils de communication :	850.0			850.0
Sous-Total Section B	9063.8	24560.0	1400.0	35023.8
C-Frais d'administration (maximum 15%)				
Frais administratifs du projet ou volet (**11%**)	6436.3	2701.6	154.0	9291.9

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Demande de soutien financier 2025

Fonds de développement social – DCSLDS

Sous-Total Section C	6436.3	2701.6	154.0	9291.9
TOTAL DES CONTRIBUTIONS	64947.9	27261.6	1554.0	93763.5

Demande de soutien financier 2025

Fonds de développement social – DCSLDS

MONTANT TOTAL ACCORDÉ PAR L'ARRONDISSEMENT :

INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES :

Pour toute question ou informtaion supplémentaire, merci de contacter :

- Julien Aguado-Millan, Coordonateur du programme Vélorution : julien.aguado@cyclonordsud.org , 514-843-0077 poste 208

- Rémi Laurent , Directeur Général de Cyclo Nord-Sud : remi.laurent@cyclonordsud.org, 514-843-0077 poste 210

8. SIGNATURE :

Signature du fiduciaire :



Demande de soutien financier 2025
Fonds de développement social – DCSLDS

Nom : Rémi Laurent

Fonction : Directeur Général

Date : 20/03/2025

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1255284004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Objet :	Accorder une contribution financière de 65 000 $, incluant les taxes si applicables, à Cyclo Nord-Sud pour la réalisation du projet Vélorution CDN-NDG, pour la saison 2025, et approuver le projet de convention à cette fin.



1255284005-Mtl-2030.pdf



2024-11-15_Bilan Vélorution CDN-NDG 2024_VF.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Yolande MOREAU
Conseillère - Transition écologique

Tél : 514-220-7541
Télécop. :

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1*255284004*
Unité administrative responsable : *Études techniques*
Projet : *Vélorution CDN-NDG*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	*X*		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

Priorité 3. Accroître et diversifier l'**offre de transport** en fournissant des options de mobilité durable (active, partagée, collective et sobre en carbone) intégrées, abordables et accessibles pour toutes et tous

Priorité 4. Développer une **économie plus verte et inclusive** en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat local et écoresponsable, et la création de nouveaux emplois écologiques de qualité

Priorité 9. Consolider un **filet social fort**, favoriser le **lien social** et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Priorité 3. Accroissement de la mobilité active en rendant l'activité du vélo abordable et accessible pour toutes et tous.

Priorité 4. La remise en état et la réparation de vélos pour enfants accroît la réutilisation de matériel. Les mécaniciens locaux sont formés et pourront utiliser leur expérience pour travailler dans le milieu de réparation de vélos.

Priorité 9. Les dons de vélos aux enfants, via le programme Premières roues, et les activités entourant ceux-ci, accentue les liens dans la communauté via les organismes communautaires partenaires.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**X**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?	**X**		

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**

2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	**X**		

VÉLORUTION
CDN-NDG

BILAN 2024

LA PUISSANCE DU VÉLO AU SERVICE DE CÔTE-DES-NEIGES NOTRE-DAME-DE-GRÂCE







Retour sur l'exercice 2024

Préparé par : Julien Aguado-Millan

Le programme **Vélorution, lancé en mars 2019, s'est imposé comme une force transformatrice dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges Notre-Dame-de-Grâce** (CDN–NDG). Bien au-delà de la simple promotion du vélo comme mode de transport, il est devenu un symbole de résilience et d'autonomie pour les communautés locales. Porté par l'engagement en faveur de la justice économique, sociale et environnementale, Vélorution a permis de lutter contre les inégalités et de soutenir les quartiers les plus marginalisés du territoire.

En 2023, Vélorution CDN-NDG a marqué une étape essentielle dans le processus de passation de ce programme emblématique, avec pour objectif de renforcer l'autonomisation des acteurs locaux et citoyens. Articulée autour de trois ateliers d'intelligence collective, 2023 a permis d'initier un mouvement vers une auto-gestion locale des actions de terrain en initiant des partenariats solides, comme celui entre la coopérative Bécik et le Baobab Familia.

En réponse aux nouvelles orientations demandées par l'arrondissement, Vélorution CDN-NDG a réorienté ses actions pour 2024. **Cette année, Cyclo Nord-Sud s'est concentré sur des initiatives de terrain** pour soutenir la culture vélo, sans chercher à transférer le programme sans pour autant délaisser les acteurs communautaires existants et ayant démontré leur volonté de développer la culture vélo à l'échelle locale.

Le programme 2024 s'est donc structuré autour de deux grands objectifs interconnectés. Le premier, représentant le 2/3 des efforts visait la pérennisation des actions à fort impact : sensibilisation, formation, accès et entretien du vélo, autant de leviers pour enrichir la culture vélo et améliorer la qualité de vie des résidents. Le second axe concernait le soutien aux initiatives communautaires locales et actives et activées par Vélorution depuis ses débuts dans l'arrondissement.

Ce bilan vous est proposé sous un format qui exposera les résultats obtenus en parallèle des objectifs visés dans l'offre de service. Ces objectifs sont classés dans les 2 Objectifs spécifiques et sont abordés avec une approche à la fois quantitative et qualitative. **Lorsque nécessaire ces objectifs seront complétés avec des apprentissages de l'année et/ou perspectives d'évolution pour les années futures.**

Bonne lecture!

TABLE DES MATIÈRES

Résumé par résultats attendus 4

Premier objectif spécifique : pérennisation des actions à fort impact qui développeront la culture vélo et pourront ainsi améliorer la qualité de vie des riverains

Accessibilité au vélo et distribution de bicyclettes

- Distribution de 105 Vélos et équipements pour Enfants et Adolescent-e-s 6
- Vente de 10 vélos revalorisés au prix accessible de 100$ 6
- Pérennisation d'un système de livraison à l'aide de vélos cargos 7

Sensibilisation/éducation

- Sensibilisation de 200 personnes à la pratique du vélo 8
- Diffusion de 4 affiches de sensibilisation à la pratique du vélo dans l'arrondissement. 8
- Distribution de 200 flyers de sensibilisation à des citoyens de l'arrondissement. 8
- Diffusion de 4 publications de sensibilisation sur les groupes sociaux locaux 9
- Formation d'un groupe de 12 jeunes sur les bases de l'autonomie à vélo 9

Formation à la pratique du vélo

- 26 vélos mis à disposition des apprenantes du programme Toutes à vélo (TAV) 10
- Mise à disposition d'une flotte de 10 Vélos pour les anciennes apprenantes du programme Toutes à Vélo 10
- Stockage de la flotte de vélos destinée au programme Toutes à vélo 10
- Mise à disposition des outils nécessaires au réglage des vélos TAV ainsi que des gilets et casques utiles au programme 11

Offres de réparation et de pérennisation de la culture vélo dans le quartier

- Tenue de 2 ateliers de réparation de vélos dans les parcs Martin Luther-King et Confédération, 3 jours par semaine 12
- Diffusion d'un calendrier des dates d'ouverture des ateliers de réparation de vélos 12
- Promotion des services de réparations à l'aide d'affiches physiques 12
- 2023 : réparation de 431 vélos dans l'arrondissement 13
- Création de deux "flammes" publicitaires pour renforcer la signalétique existants 13
- Réalisation d'une analyse d'impact des ateliers de réparation "gratuits" 13

Deuxième objectif spécifique : soutenir des actions spécifiques de 2023 concernant le développement de la « Culture vélo » de manière autonome dans l'arrondissement

- Formation professionnalisante à la mécanique vélo de 12 individus investis localement 15
- Partage d'un outil d'autonomisation logistique à la Coop Bécik et au Baobab Familial 15
- Création d'un lien entre Le Petit Vélo Rouge et l'association Papa et Moi 16
- Envois de 2 infolettres aux partenaires du programme 16

Éléments complémentaires

- La fête du Vélo 2024 17
- Éléments additionnels importants 18
- Les principaux partenaires du programme en 2024 20
- Bilan financier du projet 21

Conclusion 22

Résultat attendu	Objectif à atteindre	Résultat obtenu	Statut
1. Distribution gratuite de vélos + casques	**100 vélos distribués à des enfants et adolescents**	105 vélos distribués	**Terminé (105%)**
2. Vente de vélos revalorisés à prix modique	**10 vélos vendus à des résidents**	12 vélos vendus	**Terminé (120%)**
3. Pérennisation du système de distribution écologique	**Mise en place d'un système avec 2 vélos cargos électriques et remorques**	Système opérationnel à 100 %	**Terminé (100%)**

1. Sensibilisation lors des ateliers de réparation	**200 personnes sensibilisées**	362 personnes sensibilisées	**Terminé (181 %)**
2. Diffusion d'affiches de sensibilisation	**4 affiches diffusées**	Diffusion prévue hiver 2024-2025	**À venir (0 %)** **Détails page 8**
3. Distribution de flyers aux citoyens	**200 flyers distribués**	160 flyers distribués à la date du 14-11-2024	**En cours (80 %)** **Détails page 8**
4. Publications sur les réseaux sociaux touchant 600 personnes	**4 publications diffusées, 600 personnes touchées**	664 personnes touchées	**Terminé (111 %)**
5. Participation à l'atelier avec 6 familles	**6 familles participent à l'atelier**	Objectif atteint via autre événement	**Terminé (100 %)**

1. Vélos mis à disposition pour TAV	**20 vélos préparés et mis à disposition**	26 vélos mis à disposition	**Terminé (130 %)**
2. Disponibilité des vélos pour apprenantes et anciennes	**Vélos TAV disponibles hors des formations**	10 vélos révisés et disponibles	**Terminé (100 %)**
3. Stockage de la flotte de vélos TAV	**Assurer le stockage des vélos**	Logistique mise en place et déployée	**Terminé (100 %)**
4. Fourniture d'équipements pour le programme TAV	**Fournir outils, gilets et casques**	Équipements fournis dans chaque conteneur	**Terminé (100 %)**

1. Ateliers vélos offrant leurs services 3 fois par semaine	**2 ateliers gratuits ouverts 3 fois par semaine de fin mai à début août**	Ateliers opérationnels selon les horaires	**Terminé (100 %)**
2. Diffusion du calendrier des réparations	**Calendrier diffusé sur les réseaux sociaux et affiché sur les conteneurs**	Calendrier diffusé physiquement et en ligne	**Terminé (100 %)**
3. Supports de communication imprimés et diffusés	**Affiches imprimées et diffusées dans l'arrondissement**	3 rondes d'affichage effectuées	**Terminé (100 %)**
4. Réparation de 300 vélos dans les ateliers	**300 vélos réparés grâce aux ateliers dans les parcs**	431 vélos réparés	**Terminé (144 %)**
5. Mise en place de 2 "flammes" publicitaires	**2 "flammes" installées pour identifier les services**	"Flammes" publicitaires installées sur chaque atelier	**Terminé (100 %)**
6. Réalisation d'une analyse d'impact auprès des bénéficiaires	**Analyse d'impact réalisée pour valider la nécessité de l'offre**	Analyse effectuée auprès de 359 bénéficiaires	**Terminé (100 %)**

1. Formation de 12 individus actifs sur CDN-NDG à la mécanique vélo	**12 individus formés par CycloChrome**	13 individus formés	**Terminé (108 %)**
2. Partage d'un outil de gestion logistique	**Outil partagé avec la Coop Bécik et le Baobab Familial**	Outil partagé et en cours d'amélioration	**Terminé (100 %)**
3. Création d'un lien entre Le Petit Vélo Rouge et Papa et Moi	**Organiser des collectes de vélos in situ**	Objectif adapté avec formation à 12 jeunes du Bloc Net	**Adapté (100%)**
4. Envoi de 2 infolettres aux partenaires	**2 infolettres envoyées**	1 infolettre envoyée, 1 prévue le 27/11/2024	**En cours (50 %)** **Détails page 16**



1 Pérennisation et renforcement des actions de terrain pour continuer à développer la culture vélo et améliorer la qualité de vie des riverains.

OBJECTIF ARTICULÉ AUTOUR DE 4 AXES QUE SONT :

- L'accès au vélo,
- La sensibilisation aux bienfaits du vélo
- La formation à la pratique cycliste
- La pérennisation de la culture vélo au travers d'ateliers d'entretiens et de réparations de bicyclettes

Accessibilité au vélo et distribution de bicyclettes

.

100 vélos + casques sont distribués gratuitement à des enfants et adolescents identifiés par les partenaires de terrain (Petites Roues).

Résultat obtenu : Terminé (105%) - 105 vélos enfants et adolescents distribués

Nous avons distribué 115 vélos, soit 115 % de l'objectif initial. Parmi ceux-ci, 95 vélos ont été remis par Cyclo Nord-Sud grâce à quatre partenaires ayant identifié les bénéficiaires, incluant 13 vélos adultes pour de grands adolescents et 82 vélos enfants. Lors de la Fête du vélo du 25 mai, 88 vélos ont été distribués, créant un événement communautaire fort. Les 7 vélos restants ont été livrés aux bénéficiaires à l'aide du vélo cargo et de la remorque. De plus, 10 vélos ont été donnés à des adolescent-e-s via le partenariat entre le Baobab Familial, la Coopérative Bécik et Cyclo Nord-Sud.

Réussites : La distribution massive lors de la Fête du vélo a fluidifié le programme pour le reste de la saison. En concentrant 80 % des distributions en début de saison, les jeunes ont pu profiter de leur vélo tout l'été, libérant des ressources pour d'autres actions de Vélorution.

Apprentissages et améliorations : Des défis ont émergé pour les familles sans voiture, notamment celles de Côte-des-Neiges qui devaient aller récupérer un vélo enfant à la fête du vélo se faisant dans NDG. Certains organismes ont hésité à envoyer leurs bénéficiaires à cet événement, craignant des difficultés pour ramener les vélos en transport en commun, après que des familles aient dû abandonner des vélos en station de bus suite à des refus de transport de vélo de la STM en 2023. Cela a complexifié la logistique, bien que tous les vélos aient été remis. À l'avenir, il sera essentiel de trouver des solutions adaptées pour ces familles afin d'assurer une accessibilité équitable.

---

10 vélos sont revalorisés et vendus à prix modique à des résidents de l'arrondissement.

Résultat obtenu : Terminé (120%) - 12 vélos vendus à prix modique au prix de 100 $

Nous avons vendu 12 vélos revalorisés à 100 $ chacun, atteignant 120 % de l'objectif. Les ventes, concentrées sur un mois, témoignent d'une forte demande pour des vélos abordables. Contrairement à l'année précédente, où les vélos à guidon courbé n'ont pas trouvé preneurs, nous avons cette année proposé des vélos hybrides, rapidement écoulés. De plus, 80 % des acheteurs ont choisi d'acheter des cadenas à prix coûtant, renforçant la sécurité de leur investissement.

Réussites : Le succès confirme que le type de vélo proposé est crucial pour répondre aux besoins des résidents. L'offre de vélos hybrides a efficacement comblé la demande locale.

Apprentissages et améliorations : Simplifier les contrats de vente améliorerait la fluidité du processus et l'expérience des acheteurs. Une simplification administrative contribuera à une efficacité accrue pour les prochaines éditions.
Trouver une solution pour rentabiliser ce genre d'action, car chaque vélo revalorisé coûtait en moyenne 340$.

Un système de distribution des vélos enfants à l'aide de 2 vélos cargos électriques et remorques est pérennisé afin de diminuer l'usage du camion et de rester cohérent avec l'image du projet.

Résultat obtenu : Terminé (100%) - Système fonctionnel et opérationnel à 100%

Le système utilisant deux vélos cargos électriques et remorques est pleinement opérationnel. Il a permis de transporter les vélos à donner et à vendre, ainsi que les pièces pour les ateliers de réparation. Cette année, environ 20% des vélos redistribués ont été transportés grâce à ce système écologique.

Réussites : Ce mode de distribution réduit l'usage du camion, aligné avec l'image verte du projet, tout en offrant une solution logistique efficace pour la distribution des vélos et des équipements.

Apprentissages et améliorations : Aucun point majeur d'amélioration n'a été relevé; le système a fonctionné de manière optimale et sera maintenu pour les prochaines saisons.







Sensibilisation et éducation à la pratique du vélo

.

200 personnes sont sensibilisées à la pratique du vélo en parallèle des ateliers de réparation dans les parcs

Résultat obtenu : Terminé (181%) - 362 personnes sensibilisées en 2024

Nous avons dépassé l'objectif en sensibilisant 362 personnes, soit 181% de la cible initiale. Cela inclut :

- 223 personnes directement sensibilisées aux abords des ateliers de réparation.
- 51 personnes interrogées et sensibilisées dans le métro de Côte-des-Neiges.
- 88 personnes lors de la Fête du vélo et de l'événement du 26 mai organisé par le Chalet Kent.

Réussites : La diversité des lieux de sensibilisation a permis de toucher un public plus large, renforçant l'impact du programme sur la communauté. Cette année, des compteurs manuels ont été utilisés pour évaluer cet objectif.

Apprentissages et améliorations : Poursuivre cette approche multi-sites pour maximiser la portée des actions de sensibilisation.

---

4 affiches de sensibilisation à la pratique du vélo sont diffusées dans l'arrondissement.

Résultat obtenu : À venir

La diffusion des **4 affiches** est prévue pour l'hiver **2024-2025**. Ce choix stratégique vise à ancrer durablement la culture vélo en montrant que le vélo est une pratique annuelle. En effet, pour la plupart des citoyens et citoyennes le vélo n'est qu'une pratique estivale et pour changer cette croyance, il faut par tous les moyens montrer le vélo tout au long de l'année. Les affiches seront un moyen pour atteindre cet objectif. Elles feront la promotion du vélo d'hiver ou encore les économies réalisables grâce à la bicyclette. Elles seront soumises à l'arrondissement avant impression et diffusion.

---

200 flyers sont distribués à des citoyens de l'arrondissement.

Résultat obtenu : En cours (80%) - 160 flyers distribués

À ce jour, 160 flyers ont été distribués tout au long de la saison, soit 80% de l'objectif. Les 40 flyers restants seront distribués à Caroline Brunet de la Bibliothèque Benny de NDG fin novembre, en même temps que des affiches de sensibilisation.

Apprentissages et améliorations : Coordonner la distribution des flyers avec d'autres supports de communication pour renforcer le message.

4 publications de sensibilisation à la pratique du vélo sont diffusées sur les groupes sociaux locaux et touchent 600 personnes.

Résultat obtenu : Terminé (111%) - 664 personnes touchées

Nous avons atteint et dépassé l'objectif en touchant 664 personnes, soit 111% de la cible. Les 4 publications ont été diffusées les 3 juin, 15 juillet, 22 août et 16 septembre sur Facebook et Instagram.

- Facebook : 604 personnes atteintes, 712 impressions.
- Instagram : 60 personnes atteintes, 63 impressions.
- Total : 664 personnes atteintes, 775 impressions.

Réussites : Les réseaux sociaux ont été efficaces pour diffuser le message et atteindre un large public local.

Apprentissages et améliorations : Augmenter l'engagement sur Instagram pour élargir l'audience, cibler un public plus jeune et explorer d'autres plateformes locales.

---

6 familles participent à l'atelier donné à l'organisme Papa et Moi.

Résultat obtenu : Terminé (100%)

Suite à la dissolution de l'organisme Papa et Moi, nous avons réorienté l'objectif en participant à l'événement du Chalet Kent le 26 juillet. Les 4 mécaniciens étaient présents pour sensibiliser les jeunes participants et réparer leurs vélos.

Réussites : La participation à cet événement a renforcé notre présence communautaire et permis d'atteindre l'objectif malgré le changement de contexte. De plus cela à permis de renforcer l'ancrage de Vélorution dans le tissu associatif local.

Apprentissages et améliorations : Rester flexible et adapter les actions en fonction des évolutions du milieu associatif pour maintenir l'engagement communautaire.







Formation à la pratique du vélo

20 vélos sont préparés et mis à disposition des apprenantes du programme Toutes À Vélo (TAV).

Résultat obtenu : Terminé (130 %) - 26 vélos mis à disposition

Nous avons dépassé l'objectif initial en préparant et mettant à disposition 26 vélos, soit 130 % de la cible visée. La répartition des vélos est la suivante :

- Côte-des-Neiges (Parc Martin Luther-King) : 13 vélos
- Notre-Dame-de-Grâce (Parc de la Confédération) : 13 vélos

Réussites : La mise à disposition d'un plus grand nombre de vélos a permis d'accueillir davantage d'apprenantes, répondant ainsi à une demande importante cette année pour le programme TAV.

Apprentissages et améliorations : Fournir plus de vélos 24pouces pour les apprenantes de petite taille.

Les vélos « Toutes à vélo » sont disponibles pour les apprenantes et anciennes apprenantes voulant se perfectionner lors des temps d'ouverture des ateliers (conteneurs présents dans les parcs Confédération et Martin Luther-King) hors des temps de formation TAV.

Résultat obtenu : Terminé (100 %) - 10 vélos révisés et disponibles

Nous avons mis à disposition 10 vélos révisés pour les anciennes apprenantes souhaitant se perfectionner en dehors des sessions TAV. Un courriel de confirmation a été envoyé le 2 juillet à Vélo-Québec pour informer de la disponibilité des vélos.

Réussites : Cette initiative a encourage les anciennes apprenantes à poursuivre leur pratique du vélo, renforçant leur autonomie et leur confiance.

Apprentissages et améliorations : Assurer une communication régulière avec les apprenantes pour optimiser l'utilisation des vélos disponibles et recueillir leurs retours pour améliorer le programme.

Cyclo Nord-Sud s'assure du stockage de la flotte de vélos destinée au programme Toutes à vélo.

Résultat obtenu : Terminé (100 %) - Logistique mise en place et déployée

Une logistique efficace a été mise en place pour le stockage sécurisé des vélos du programme TAV dans les conteneurs situés aux parcs de la Confédération et Martin Luther-King.

Réussites : En accord avec Vélo Québec, il a été décidé d'offrir le service Toute À Vélo au début de l'automne. Ceci à permis le non chevauchement des activités de réparation et de l'activité TAV, facilitant ainsi le stockage des vélos dans les conteneurs et la logistique des activités.

Apprentissages et améliorations : Continuer à surveiller et à maintenir les conditions de stockage pour garantir la longévité des vélos.

Cyclo Nord-Sud fournit les outils pour le réglage des vélos TAV ainsi que les gilets et casques pour le programme.

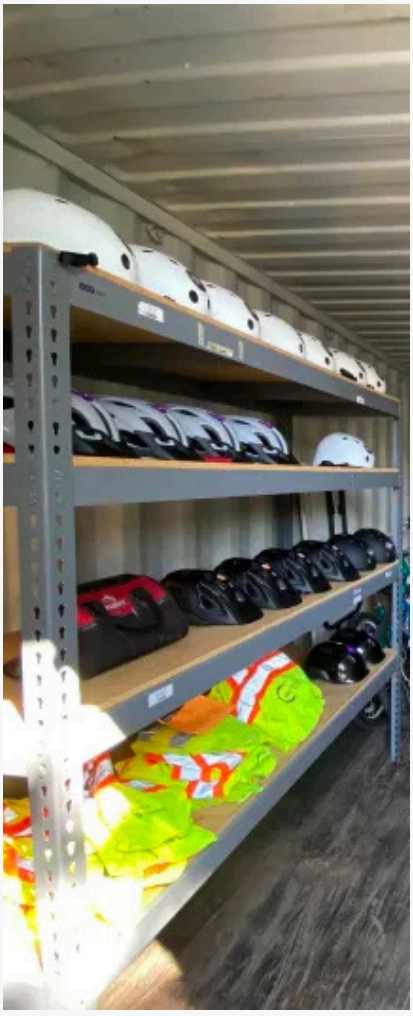
Résultat obtenu : Terminé (100%) - Équipements fournis dans chaque conteneur

Dans chacun des deux conteneurs de stockage, nous avons déposé :

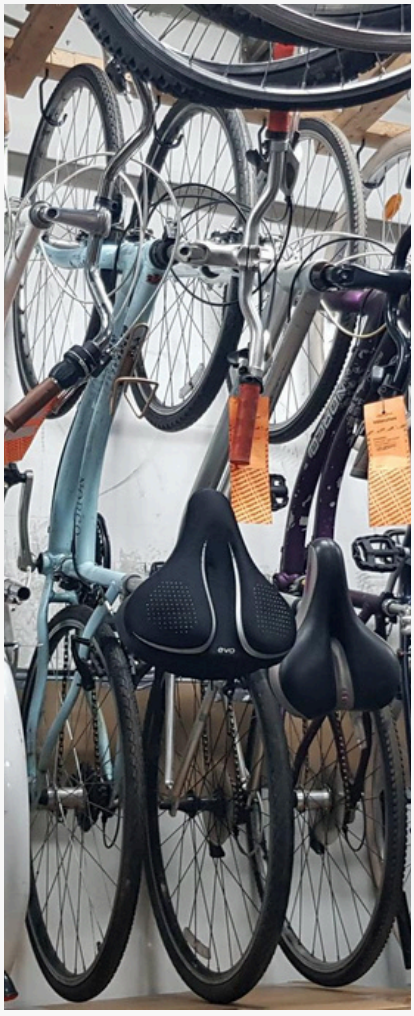
- 16 dossards
- 20 casques
- 2 pompes à air
- 1 kit d'outils

Réussites : La fourniture de ces équipements a assuré la sécurité des apprenantes et facilité les ajustements nécessaires, améliorant l'efficacité des formations.

Apprentissages et améliorations : Évaluer régulièrement l'état et la quantité des équipements pour s'assurer qu'ils répondent aux besoins des participantes.







Offres de réparation et de pérennisation de la culture vélo dans le quartier

2 ateliers vélos avec service gratuit offrent leurs services 3 fois par semaine de fin mai à début août.
Résultat obtenu : Terminé (100%)

Les deux ateliers ont fonctionné comme prévu, offrant des services de réparation gratuits trois fois par semaine du 25 mai (lancement lors de la Fête du vélo) au 4 août. Les horaires étaient :

- Samedi : Parc de la Confédération, 12h à 17h
- Dimanche : Parc Martin Luther King, 12h à 17h
- Jeudi : Alternance entre les deux parcs, 14h à 18h30

Réussites : La présence régulière des ateliers a facilité l'accès des résidents aux services de réparation, renforçant la visibilité du programme dans l'arrondissement.

Un calendrier des réparations est diffusé sur les réseaux sociaux et affiché sur les conteneurs.
Résultat obtenu : Terminé (100%)

Le calendrier a été diffusé physiquement sur les conteneurs et numériquement sur les réseaux sociaux, où il est resté en tête de page et a généré un fort engagement. Seules 3 journées ont été annulées en raison des intempéries.

Réussites : La clarté et la régularité du planning ont entraîné une forte affluence, avec des bénéficiaires arrivant parfois 30 minutes avant l'ouverture.

Apprentissages et améliorations : Créer des supports distribuables, tels que des cartes de visite avec les horaires, pour élargir la diffusion de l'information est a envisager pour le futur.

Un support de communication de type affiche est imprimé et diffusé dans l'arrondissement pour promouvoir les services de réparations.
Résultat obtenu : Terminé (100%)

Trois rondes d'affichage ont été réalisées, ciblant les conteneurs de réparation, les babillards publics, les lieux publics (piscines, bibliothèques, CLSC) et les panneaux des partenaires.

Réussites : Cette diffusion a augmenté la visibilité des services et attiré davantage de bénéficiaires.

Apprentissages et améliorations : Imprimer des affiches plus petites pour s'adapter aux espaces limités des babillards et des partenaires.

300 vélos sont réparés grâce aux ateliers dans les parcs.
Résultat obtenu : Terminé (144%) - 431 réparations effectuées

Nous avons dépassé l'objectif en réparant 431 vélos, soit 144% de la cible fixée.

Réussites : L'utilisation de ceintures "porte-outils" a amélioré l'efficacité des mécaniciens. L'engagement de jeunes mineurs souhaitant aider aux réparations témoigne de l'impact communautaire du programme.

Apprentissages et améliorations : Des difficultés avec le système Square pour le paiement des pièces ont été notées, affectant le suivi des stocks. Une formation accrue du personnel sur cet outil est nécessaire pour améliorer la gestion des pièces et l'approvisionnement.

---

2 "flammes" publicitaires renforcent la signalétique et permettent aux bénéficiaires d'identifier le service.
Résultat obtenu : Terminé (100%)

Chaque atelier dispose désormais d'une "flamme" publicitaires, améliorant la visibilité et servant de point de repère pour les usagers.

Réussites : Ces "flammes" ont non seulement attiré plus de bénéficiaires, mais ont aussi renforcé la présence du vélo dans l'arrondissement, favorisant son acceptation.

Une analyse d'impact est réalisée auprès des bénéficiaires des ateliers de réparation pour valider la nécessité de l'offre.
Résultat obtenu : Terminé (100%)

Un sondage a été réalisé auprès de 359 bénéficiaires des ateliers de réparation, avec 72 personnes supplémentaires ayant fait réparer leur vélo sans répondre au sondage.

- 84% font plus de vélo grâce au service.
- 86% ont gagné en autonomie.
- 95% réalisent des économies.
- 72% utiliseront moins la voiture, soit une augmentation de 5% par rapport à l'an passé.

Les usagers ont exprimé des besoins pour :

- Plus de pistes cyclables (57%).
- Plus d'ateliers de réparation à proximité (44%).
- Un nouveau vélo pour eux ou leurs proches (42%).
- Plus d'endroits sécuritaires pour garer leur vélo (36%).
- Leçons de cyclisme (16%), avec une demande notable chez les hommes (46% des répondants).

Réussites : L'analyse confirme l'impact positif du programme sur la communauté et identifie les besoins futurs pour renforcer la culture vélo.

Apprentissages et améliorations : Continuer à adapter les services en fonction des retours des usagers et envisager de nouvelles initiatives pour répondre aux besoins exprimés.



2 Soutenir des actions spécifiques de 2023 concernant le développement de la « Culture vélo » de manière autonome dans l'arrondissement

- Formation professionnalisante à la mécanique vélo de 12 individus investis localement
- Partage d'un outil d'autonomisation logistique à la Coop Bécik et au Baobab Familial
- Création d'un lien entre Le Petit Vélo Rouge et l'association Papa et Moi
- Envois de 2 infolettres aux partenaires du programme

12 individus investis dans les ateliers communautaires de l'arrondissement bénéficient d'une formation professionnalisante de 2 jours à la mécanique vélo, distribuée par CycloChrome.

Résultat obtenu : Terminé (108 %) - 13 individus formés

Nous avons dépassé l'objectif en formant 13 individus impliqués dans la culture vélo de CDN-NDG, soit 108 % de la cible. Les participants étaient :

- 6 bénévoles de la Coop Bécik
- 4 bénévoles du Petit Vélo Rouge
- 3 bénévoles ou employés des ateliers saisonniers Vélorution

Cette formation de deux jours, dispensée par CycloChrome, a offert aux participant-e-s d'améliorer leurs compétences en mécanique vélo, leur permettant d'offrir un service de meilleure qualité et plus efficace au sein de leurs organisations respectives.
Résultats des participant-e-s :

- Nombre de répondants : 11 sur 12 apprenant-e-s
- Note globale de satisfaction : 4,3 / 5
- Réutilisation des compétences dans les ateliers communautaires de CDN-NDG : 4,6 / 5
- Qualité du contenu de la formation : 4,5 / 5
- Qualité de l'animation et de la préparation : 4,5 / 5

Réussites : La formation a renforcé les compétences des acteurs locaux, améliorant ainsi la qualité des services offerts dans l'arrondissement. Le haut niveau de satisfaction reflète l'efficacité de la formation. De plus, 10 vélos ont été réparés et redistribués gratuitement par la Coop Bécik aux bénéficiaires du Baobab Familial en 2024.

Apprentissages et améliorations : Continuer à proposer ce type de formation pour soutenir l'autonomie des ateliers communautaires et envisager d'élargir le programme à d'autres organismes intéressés.

Un outil de gestion logistique est partagé à la Coop Bécik et au Baobab Familial afin de renforcer leur collaboration et leur autonomie dans la réparation et la distribution de vélos à l'échelle locale.

Résultat obtenu : Terminé (100 %) - Outil partagé et en cours d'amélioration

Un outil de gestion logistique a été développé et partagé avec la Coop Bécik et le Baobab Familial. Une seconde version est actuellement en phase d'essai, intégrant des améliorations pour une meilleure expérience utilisateur.

Réussites : Cet outil facilite la coordination entre les organismes, optimisant l'efficacité dans la réparation et la distribution de vélos.

Apprentissages et améliorations : Collecter régulièrement les retours des utilisateurs pour continuer à améliorer l'outil et assurer son adoption à long terme.

Un lien est créé entre Le Petit Vélo Rouge et l'association Papa et Moi afin d'organiser des collectes de vélos de manière in situ.

Résultat obtenu : Adapté - Formation offerte à 12 jeunes du Centre Communautaire de NDG

Suite à la dissolution de l'association Papa et Moi, nous avons réorienté l'objectif en offrant une formation sur la réparation de crevaisons à 12 jeunes du groupe Bloc Net du Centre Communautaire de NDG.
Par ailleurs, en recevant des demandes de dons via la communauté et la page Facebook de Vélorution CDN-NDG, nous avons redirigé ces dons vers l'atelier communautaire Le Petit Vélo Rouge. Cela a permis de renforcer leur visibilité et de leur fournir des vélos en circuit court.

Réussites : Malgré l'annulation initiale, nous avons su adapter l'action pour continuer à soutenir l'autonomie des jeunes et renforcer les ateliers locaux.

Apprentissages et améliorations : Rester flexible face aux changements dans le milieu associatif et identifier rapidement des alternatives pour atteindre les objectifs fixés.

---

2 infolettres sont envoyées aux partenaires actifs du programme.

Résultat obtenu : En cours (50%) - 1 infolettre envoyée - 1 infolettre prévue pour le 27 novembre

Une première infolettre de lancement de la saison 2024 a été diffusée le 22 avril 2024. La seconde infolettre est programmée pour le 27 novembre 2024 afin de faire le bilan de l'année et préparer les partenaires pour la saison 2025. Cette infolettre inclura les affiches de sensibilisation à la culture vélo, qui seront également diffusées physiquement dans l'arrondissement pendant l'hiver.

Réussites : La première infolettre a permis de mobiliser les partenaires dès le début de la saison.

Apprentissages et améliorations : Assurer l'envoi de la seconde infolettre comme prévu et envisager une fréquence plus régulière pour maintenir l'engagement des partenaires.







Retour sur la Fête du Vélo 2024

Tous les objectifs annoncés ont été atteints lors de la Fête du vélo, qui s'est déroulée sous un beau soleil printanier le 25 mai 2024. Cet événement a été un franc succès, **mobilisant 28 employés et bénévoles de Cyclo Nord-Sud** pour offrir une journée riche en activités aux résidents de l'arrondissement.

Contributions de Cyclo Nord-Sud lors de l'événement :

- Ateliers de réparation : **Quatre ateliers autonomes**, tenus par cinq mécaniciens, ont accueilli les cyclistes pour ajuster leur bicyclette à prix modique (service gratuit, pièces à prix coûtant). Plus de 40 vélos ont été réparés au cours de l'après-midi, permettant aux participants de reprendre la route en toute sécurité.

- **Zone d'apprentissage** : Une zone balisée et sécuritaire, comprenant deux secteurs d'apprentissage, a été mise en place pour initier les enfants aux savoir-faire et savoir-être cyclistes. Encadrés par des collaborateurs de Cyclo Nord-Sud, le premier secteur était dédié aux enfants débutants, tandis que le second permettait aux plus expérimentés d'appréhender le code de la route.

- **Distribution de vélos aux enfants et adolescents : Bien que non budgétée spécifiquement pour la Fête du vélo**, la distribution de près de 80 vélos a été organisée, attirant plus de 200 personnes. Les enfants, accompagnés de leurs parents et souvent de leurs frères et sœurs, ont pu recevoir une bicyclette, renforçant ainsi l'engagement communautaire autour de l'événement.

- **Essai de vélos utilitaires et atypiques** : Pour élargir les horizons des citoyens sur les multiples possibilités qu'offre le vélo, nous avons fait découvrir et essayer trois vélos utilitaires (cargos, cargos avec remorque) ainsi que des vélos atypiques. Cette initiative a suscité curiosité et enthousiasme parmi les participants.

- **Sensibilisation à la pratique du vélo** : Tout au long de la journée, notre équipe a échangé avec les familles des jeunes bénéficiaires pour développer la culture vélo au sein des foyers. Au total, ce sont 88 personnes avec lesquelles nous avons pu dialoguer, partageant conseils et informations pour encourager une pratique régulière du vélo.

La Fête du vélo 2024 a donc été une réussite majeure, renforçant la présence de la culture vélo dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce et témoignant de l'impact positif des actions menées par Cyclo Nord-Sud dans le cadre du programme Vélorution CDN-NDG



Éléments additionnels importants

Enquête auprès des résidents : un point clé

Cette année, l'équipe est allée à la rencontre de potentiels bénéficiaires pour sonder leurs besoins et envies concernant le vélo dans l'arrondissement de CDN-NDG. À l'aide d'un concept innovant de "Featuring Sorting Cards", 25 personnes ont été interrogées. Chaque participant pouvait choisir parmi plus de 15 cartes représentant différentes activités cyclistes répondant à divers enjeux locaux.
Les résultats sont révélateurs :

- 12 personnes (soit près de 50 % des sondés) souhaitent compléter les actions locales par un service d'accès facilité au vélo, prenant la forme de prêt, de location ou de don.
- 5 résidents expriment le désir de gagner en autonomie et aimeraient accéder à des formations d'autonomisation ainsi qu'à des bornes de réparation en libre-service.
- Les votes restants soutiennent les actions déjà en place, demandant plus d'ateliers de réparation, davantage de cours de cyclisme et la mise en place d'initiatives autour de la sécurité à vélo.
- Le souhait d'organiser des sorties découvertes de l'arrondissement à vélo a également été mentionné.
- Enfin, 3 personnes ont indiqué ne pas vouloir faire de vélo.

Cette enquête met en lumière les attentes des résidents et offre des pistes concrètes pour orienter les futures actions de Vélorution CDN-NDG. Elle souligne l'importance de diversifier les services proposés pour répondre au mieux aux besoins de la communauté.

En somme, ces éléments témoignent de la vitalité du programme Vélorution et de son impact positif sur l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce. L'engagement de l'équipe saisonnière, le soutien des bénévoles et l'écoute active des besoins des résidents renforcent notre mission de promouvoir la culture vélo et d'améliorer la qualité de vie des citoyens.

Engagement de l'équipe saisonnière

L'équipe saisonnière de Vélorution CDN-NDG, composée de membres dont certains sont avec nous depuis quatre ans, a démontré un engagement exceptionnel envers les valeurs et les bienfaits visibles du projet. Cette cohésion a facilité l'embauche d'un nouvel employé cet été grâce au bouche-à-oreille, renforçant ainsi l'autonomie de l'équipe et l'accompagnement des bénévoles lors des ateliers de réparation dans les parcs. L'expérience et l'historique de ces membres ont contribué à améliorer l'accueil et la qualité du service offert aux bénéficiaires.
La joie et l'enthousiasme de l'équipe saisonnière sont palpables lors des événements, diffusant une image positive de Vélorution et du vélo dans l'arrondissement. Leur dévouement a également attiré le soutien de 5 bénévoles investis dans la mission Vélorution, qui viennent régulièrement aider lors des réparations dans les parcs.

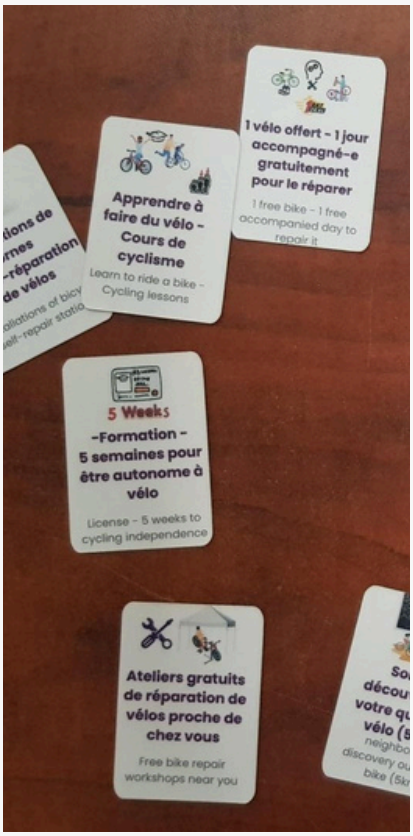
Éléments additionnels importants

Transmission des savoirs et formations futures

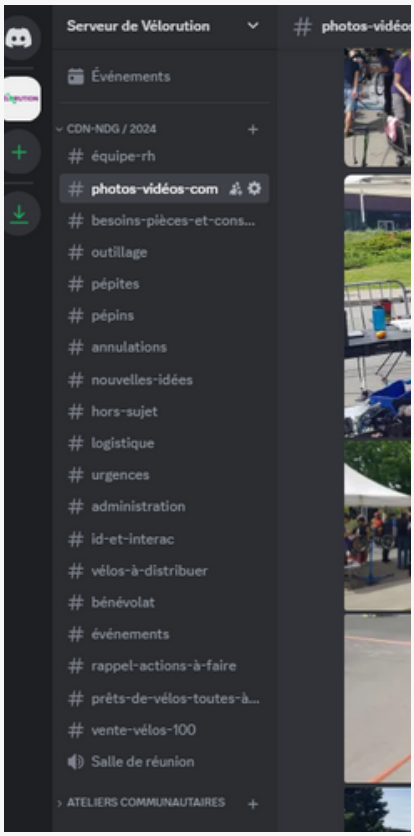
Les quatre jeunes mécaniciens saisonniers apprécient particulièrement les moments de transmission de savoir. Qu'il s'agisse d'ateliers avec les jeunes de Bloc Net ou de séances pédagogiques lors des réparations de vélos, l'équipe a exprimé le désir de dédier des journées spécifiques pour transformer les ateliers en espaces de formation à l'autonomie cycliste. Ces sessions, sur inscription, seraient ouvertes au public et représentent une piste prometteuse pour l'avenir du programme.

Perspectives pour 2025

L'équipe saisonnière est non seulement investie et passionnée par la mission de Vélorution, mais elle exprime également le souhait de revenir au complet en 2025, idéalement avec plus d'heures de travail. L'ajout d'une personne supplémentaire en 2024 a permis d'offrir un service de meilleure qualité avec moins d'attente, tout en absorbant plus aisément les périodes de vacances des travailleurs saisonniers qui s'absentent généralement deux semaines durant l'été.









Mise en lumière des principaux partenaires

- Mairie de l'arrondissement

- Decathlon
- Outdoor Gear Canada (OGC)

- Parents Engagés pour la Petite enfance
- Baobab Famillial
- Walkley Center
- Association des parents de Côte-Des-Neiges (Joujouthèque)
- CHU Sainte-Justine
- Papa et Moi (organisme n'existant plus)
- CCNDG
- CJE NDG
- Valiquette Academie Foundation

- Coop Bécik
- Le petit Vélo Rouge

- Vélo Québec
- Cyclo Chrome

- Université McGll (Richatd Shearmur)

Le bilan financier du projet

Lignes bugétaire		
Salaires		
Coordination/Animation projet	$	35,006.40
Couts Animateurs mécaniciens x4	$	5,989.40
Intervention ponctuelles / Support Logistique	$	2,880.00
Coordinatrice bénévoles	$	1,530.00
Communications / Graphiste	$	1,209.00
Frais de déplacements		
Voyages Camion et autres	$	261.87
Entretient des vélos cargos électriques + Vélos classique electrique + remorques	$	239.99
Matériel et fournitures		
Divers consommables pour les ateliers (pneus, caa, roues-libres, cables, patins ...)	$	1,095.90
Surcouts dus à la revalorisation de 95 vélos	$	5,972.00
Outils pour le service mobile de réparations		
Outils de remplacement des outils cassés/brisés en 2023	$	164.50
Assurance		
Dans Admin		
Autres		
Part non remboursée des vélos vendus	$	2,880.00
Frais événements hos fête du vélo	$	562.70
Fournitures spécifiques		
Pieds de canalisation	$	630.00
Communications		
impressions de supports de communication	$	1,202.10
Prévisionnel impression des 4 affiches sensibilisation Hiver	$	200.00
Ventes		
Ventes vélos 100$	$	-1,200.00
Accessoires	$	-565.50
Sous-Total	$	58,058.36
Frais d'administration (+11%)	$	6,386.42
TOTAL	$	64,444.78

Conclusion

L'année 2024 a été marquante pour le programme Vélorution CDN-NDG. Les objectifs ont été non seulement atteints, mais souvent surpassés, grâce à l'engagement de Cyclo Nord-Sud et de tous les acteurs impliqués. La distribution de 105 vélos aux jeunes, la réparation de 431 vélos dans les parcs et la formation de 13 individus à la mécanique vélo illustrent notre impact positif sur la communauté de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce.

La Fête du vélo du 25 mai 2024 a rassemblé plus de 200 personnes autour de des activités Vélorution, renforçant les liens communautaires et promouvant la culture vélo. Les enquêtes auprès des résidents ont mis en évidence une forte demande pour un accès facilité au vélo, des formations et des infrastructures sécuritaires, confirmant la pertinence de nos actions.

Malgré quelques défis, comme l'amélioration de la logistique pour les familles sans voiture, nous avons su nous adapter et tirer des enseignements pour optimiser nos services. L'équipe saisonnière, passionnée et expérimentée, a exprimé son souhait de revenir en 2025, ce qui est un atout pour la continuité du programme.

Nous tenons à remercier sincèrement la Mairie de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce pour son soutien et son engagement essentiel. Ce bilan positif renforce notre conviction que Vélorution CDN-NDG contribue significativement à améliorer la qualité de vie des résidents et à promouvoir la mobilité durable.

En regardant vers l'avenir, nous sommes déterminés à poursuivre nos efforts, à innover et à répondre toujours mieux aux besoins de la communauté. Nous espérons que ce bilan reflète l'impact de nos initiatives et qu'il contribuera à renouveler votre confiance en notre programme.



Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1255284004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Objet :	Accorder une contribution financière de 65 000 $, incluant les taxes si applicables, à Cyclo Nord-Sud pour la réalisation du projet Vélorution CDN-NDG, pour la saison 2025, et approuver le projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

Ce dossier vise à accorder une contribution financière de 65 000 $, incluant les taxes si applicables, à Cyclo Nord-Sud pour la réalisation du projet Vélorution CDN-NDG, pour la saison 2025.

Cette dépense sera financée par le surplus libre de l'arrondissement.

Les détails financiers se retrouvent dans le fichier joint:.

FICHIERS JOINTS

GDD 1255284004 Certification de fonds Vélorution.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Claire DUBE
Agente de gestion en ressources financières et matérielles
Tél : 514-868-4016

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-03-27

Guylaine GAUDREAULT
Directrice - Services administratifs en arrondissements
Tél : (438) 920-3612
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs, du greffe et de la gestion immobilière

GDD 1255284004

Ce dossier vise à :
Accorder une contribution financière de 65 000 $, incluant les taxes si applicables, à Cyclo Nord-Sud pour la réalisation du projet Vélorution CDN-NDG, pour la saison 2025.

Calcul de la dépense

Calcul des dépenses						
	Montant avant taxes	TPS	TVQ	Montant toutes taxes comprises	Ristournes	Montant net de ristourne
Contribution financière	65 000,00 $			65 000,00 $		65 000,00 $
Total des dépenses	**65 000,00 $**	**- $**	**- $**	**65 000,00 $**	**- $**	**65 000,00 $**

	Montant	%
CDN NDG	65 000,00 $	100,0%
Total des dépenses	65 000,00 $	100,0%

Demande d'écriture de journal - Réel (A)

Demandeur : Marie-Claire Dubé Téléphone : 514 868-4016
Service/Arrondissement : Arrondissement CDN NDG

Période : MAR Année : 2025 Type d'écriture : Réel (A)

Date de l'écriture : Nom d'écriture : GDD 1255284004_projet Vélorution 2025_Cyclo Nord-Sud

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	S.-objet	Inter.	Projet	Autre	C. actif	Futur	Débit	Crédit	Description de ligne
1	2406	0000000	000000	00000	31025	000000	0000	000000	000000	00000	00000	65 000,00		GDD 1255284004_surplus libre
2	2406	0012000	300701	41000	71120	000000	0000	000000	000000	00000	00000		65 000,00	GDD 1255284004_affectation de surplus libre
3														
4														
5														
6														
7														
8														
9														
10														
11														
12														
13														
14														
15														
16														
17														
18														
19														
20														
21														
22														
23														
24														
25														
Total de l'écriture :												**65 000,00**	**65 000,00**	

Remarques

Veuillez enregistrer ce formulaire vierge sur votre poste de travail, le remplir et le transmettre à votre approbateur, s'il y a lieu.

SIMON
Système intégré Montréal

Demande de virement de crédits

Activités d'investissement

Les virements de crédits reliés à un dossier décisionnel (GDD) AVEC INTERVENTION DE LA COMPTABILITÉ seront effectués sans que vous ne complétiez ce formulaire. Ils seront effectués à la réception de la résolution à la Direction de la comptabilité.

Avertissement !

Demandeur : Marie-Claire Dubé Téléphone : 514 868-4016
Service/Arrondissement : Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce

Période : MAR Année : 2025 **MAR-25** Description de l'écriture : GDD 1255284004_projet Vélorution 2025_Cyclo Nord-Sud

Virement de crédits demandé en vertu de : ○ La délégation de pouvoir du Service dont le montant maximum est de
● L'entente cadre autorisée par le dossier décisionnel no.

Veuillez expliquer dans l'espace "Remarques" toute demande de virement de moins de 10 000$.

#	Entité	Source	C.R.	Activité	Objet	S.-objet	Inter.	Projet	Autre	C. actif	Futur	Débit	Crédit	Description de ligne
2	2406	0012000	300701	41000	71120	000000	0000	000000	000000	00000	00000		65 000,00	GDD 1255284004_affectation de surplus libre
5	2406	0012000	300701	05803	61900	016491	0000	000000	000000	00000	00000	65 000,00		GDD 1255284004_projet Vélorution 2025_Cyclo Nord-Sud
14														
15														
Total de l'écriture :												**65 000,00**	**65 000,00**	

Remarques

Une fois complété, veuillez enregistrer ce formulaire sur votre poste de travail et le transmettre par la suite à l'utilisateur autorisé de votre service ou arrondissement.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.05

2025/04/07
19:00

Dossier # : 1259223003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 e) favoriser la prise en charge de leur milieu par les citoyennes et les citoyens en vue d'améliorer la vie économique et sociale des collectivités
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière maximale de 25 000$ à la SDC Côte-des-Neiges en appui au projet de piétonnisation de l'avenue Lacombe et édicter une ordonnance à cet effet permettant de déroger à l'article 7 du Règlement sur les subventions aux sociétés développement commercial (RCA17 17285).

IL EST RECOMMANDÉ :
D'édicter une ordonnance afin d'augmenter de 25 000 $ le maximum de contribution pouvant être accordé à la Société de développement commercial Expérience Côte-des-Neiges pour l'exercice financier 2025, passant de 60 000 $ à 85 000$, conformément à l'article 7 du Règlement sur les subventions aux Sociétés de développement commercial (RCA17 17285);

D'autoriser le versement d'une contribution financière non récurrente de 25 000 $ à la Société de développement commercial Côte-des-Neiges en appui à son projet de piétonnisation prévue en septembre 2025.

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2025-04-01 15:57

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

directeur(-trice) - arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1259223003**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 e) favoriser la prise en charge de leur milieu par les citoyennes et les citoyens en vue d'améliorer la vie économique et sociale des collectivités
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière maximale de 25 000$ à la SDC Côte-des-Neiges en appui au projet de piétonnisation de l'avenue Lacombe et édicter une ordonnance à cet effet permettant de déroger à l'article 7 du Règlement sur les subventions aux sociétés développement commercial (RCA17 17285).

CONTENU

CONTEXTE

Après la réalisation avec succès du projet les trois dernières années, la SDC Côte-des-Neiges souhaite réitérer l'expérience de son projet *Lacombe Piétonne* en 2025 afin de souligner la rentrée scolaire et la fin de l'été à Côte-des-Neiges.
Pour cette édition, la SDC Côte-des-Neiges piétonnisera l'avenue Lacombe entre le chemin de la Côte-des-Neiges et l'avenue Gatineau_pour une durée totale de 4 jours consécutifs lors d'un week-end du mois de septembre. Les dates finales seront déterminées de concert avec l'Arrondissement d'ici le mois d'avril 2025. Les résidents, travailleurs et étudiants du quartier pourront profiter d'une programmation spéciale ainsi que du mobilier urbain installé pour l'occasion sur la rue, le tout dans une ambiance à la fois reposante et festive.

Le document complet de demande de subvention adressée à l'Arrondissement pour 2025 par la SDC Côte-des-Neiges est disponible sous la rubrique « pièce jointe » du présent sommaire décisionnel.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA24 170040 - Autoriser le versement d'une contribution financière non récurrente de 30 000 $ à la Société de développement commercial Côte-des-Neiges en appui à son projet de piétonnisation prévue en septembre 2024 (1249943005)

- CA17 17285 - 1er mai 2023 - Autoriser le versement d'une contribution financière non récurrente de 20 000 $ à la Société de développement commercial Côte-des-Neiges en appui à son projet de piétonnisation prévue en septembre 2023 (1239943003).
- CA23 170011 - 7 février 2023 - Accorder une contribution financière à la Société de développement commercial Côte-des-Neiges, totalisant 60 000 $, toutes taxes

incluses si applicables, pour l'année 2023 et approuver le projet de convention à cette fin.

- CA22 170178 - 20 juin 2022 - Accorder une contribution financière maximale de 15 000$ à la SDC Côte-des-Neiges en appui au projet de piétonnisation de l'avenue Lacombe et édicter une ordonnance à cet effet permettant de déroger à l'article 7 du Règlement sur les subventions aux sociétés développement commercial (RCA17 17285).
- CA17 17285 - 7 juin 2022 - Autoriser le versement d'une contribution financière non récurrente de 8 400,00 $ à la Société de développement commercial Côte-des-Neiges en appui à son projet de jardinières suspendues et édicter une ordonnance à cet effet permettant de déroger à l'article 7 du Règlement sur les subventions aux sociétés développement commercial (RCA17 17285).
- CA22 170073 - 4 avril 2022 - Le CA approuve la convention à intervenir avec la Société de développement commercial Côte-des-Neiges et l'octroi d'une contribution financière de 60 000 $.

DESCRIPTION

Dans la foulée du succès des trois éditions précédentes de Lacombe piétonne en 2022, 2023 et 2024, la SDC Côte-des-Neiges reviendra avec une 4e édition de son projet signature afin de poursuivre ses efforts pour animer le territoire en soulignant la rentrée et la fin de l'été à Côte-des-Neiges.
Tous les détails sur l'animation prévue lors de l'événement de 4 jours se retrouvent dans le document de demande de subvention à l'Arrondissement qui est fourni en pièce jointe du présent sommaire décisionnel.

JUSTIFICATION

Pour cette édition 2025 de *Lacombe piétonne!* la SDC CDN souhaite rassembler les meilleurs côtés des dernières éditions, c'est-à-dire un format sur 4 jours, mais cette fois-ci aussi avec 4 journées complètes d'animation et d'activités et ainsi bonifier l'expérience de visite des journées les plus populaires. En 2022, la SDC avait offert 2 jours d'animation sur 4 jours de piétonnisation et en 2023, 3 jours d'animation sur 6 jours de piétonnisation. Après analyse, la SDC CDN a déterminé que les journées les plus populaires étaient principalement du jeudi au dimanche et que les citoyens étaient très enthousiastes pour les activités. C'est pourquoi la SDC CDN propose d'offrir 4 jours de piétonnisation avec animations.
L'Arrondissement par sa participation financière, pourra contribuer significativement :

- À la mise en place d'un projet dont la démarche s'inscrit dans une optique de réappropriation de l'espace public par les piétons.

Également en partenariat avec la SDC Côte-des-Neiges, l'arrondissement :

- Encouragera l'achat local auprès des citoyen.ne.s qui fréquentent le quartier (étudiants, travailleurs, résidents, visiteurs et entrepreneurs détenant une place d'affaires dans le secteur);
- Favorisera l'accueil des étudiants à l'occasion de la rentrée scolaire;
- Permettra d'offrir une expérience de visite sécuritaire et inclusive et qui encourage des pratiques durables.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La contribution financière de l'arrondissement pour l'édition 2025 de l'événement est fixée à 25 000$ (sur un budget total de 75 000$ de l'événement).
La dépense maximale de 25 000$ sera financée par le budget de fonctionnement 2025 de la

Direction de l'arrondissement dédié au développement économique.

Les informations financières et comptables se retrouvent dans la certification de fonds de la Direction des services administratifs, du greffe et de la gestion immobilière.

Le soutien accordé par de l'arrondissement par le passé :
En 2022 : 15 000$ sur un budget total de 55 000$ de l'événement;
En 2023 : 20 000$ sur un budget total de 70 000$ de l'événement;
En 2024 : 30 000$ sur un budget total de 70 000$ de l'événement

L'arrondissement appui également annuellement l'événement sous forme de services rendus: prêt de matériel (blocs de béton, mobilier), fermeture de la rue par les équipes des travaux publics, coordination de rencontre de planifications pour l'implication des services publics, accompagnement de la SDC dans la planification de l'événement, nettoyage quotidien, etc.

MONTRÉAL 2030

Voir grille en pièce jointe.
De plus, ce dossier contribue à l'atteinte du plan stratégique 2023-2030 de l'Arrondissement.

Offrir des milieux de vie à l'économie dynamique (Axe 3 du plan) :

- En permettant aux acteurs économiques d'être plus satisfaits des services de soutien et d'accompagnement offerts par l'Arrondissement (résultat 3.1 du plan).
- En permettant à la population et les commerçants d'être plus satisfaits de la qualité et de la vitalité des artères commerciales de l'arrondissement. (résultat 3.2 du plan).

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements pour la mise en oeuvre d'une vision de développement économique à long terme tout en soutenant le commerce de proximité. Il s'applique aux orientations en lien avec le renforcement de la solidarité, l'équité, l'inclusion, la démocratie et la participation. Il permet de promouvoir le développement des affaires et de contribuer au rayonnement commercial du secteur visé.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

N/A

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

L'arrondissement sera identifié comme partenaire d'importance dans les communications visant à promouvoir le projet.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Les ordonnances liées à la promotion commerciale relative cet événement et à la fermeture de rue seront adoptées lors du conseil d'arrondissement du 7 avril 2025.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

L'article 137 de la Charte de la Ville de Montréal prévoit que le conseil d'arrondissement peut soutenir financièrement un organisme qui exerce ses activités dans l'arrondissement et a pour mission le développement économique local, communautaire, culturel ou social. Seuls les organismes à but non lucratif sont visés par l'article précité et peuvent bénéficier d'une contribution financière.

La SDC Côte-des-Neiges est un organisme à but non lucratif, et que celui-ci exerce ses activités dans l'arrondissement et a pour mission principale le développement économique local.

En conséquence, nous sommes d'avis que le conseil d'arrondissement peut soutenir la présente demande de soutien financier. Pour ce faire, le conseil d'arrondissement peut déroger à certains règlements par ordonnance.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Marie-Claire DUBE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR** Le : 2025-03-21
Thierno DIALLO commissaire - developpement economique	Fimba TANKOANO Directeur
Tél : 438-867-4510 **Télécop. :**	**Tél :** 514 237-6916 **Télécop. :**

RÈGLEMENT SUR LES SUBVENTIONS AUX SOCIÉTÉS DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL

(RCA17 17285, article 7)

Ordonnance relative au montant total des subventions pouvant être accordées à une société de développement commercial

À la séance ordinaire du 7 avril 2025, le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce décrète :

Le montant total des subventions pouvant être accordées à une société de développement commercial, fixé à un maximum de 60 000 $ en vertu de l'article 7 du règlement RCA17 17285, est augmenté à 85 000$ pour l'exercice financier 2025.

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1259223003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Objet :	Accorder une contribution financière maximale de 25 000$ à la SDC Côte-des-Neiges en appui au projet de piétonnisation de l'avenue Lacombe et édicter une ordonnance à cet effet permettant de déroger à l'article 7 du Règlement sur les subventions aux sociétés développement commercial (RCA17 17285).

SDCCDN2025_LacombePietonne_DemandeSubvention-ArrCDNNDG.pdf

Convention contribution financière_Piétonnisation 25k 2025.pdf

Grille d'analyse Montréal 2030 - 1259223004.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Thierno DIALLO
commissaire - developpement economique

Tél : 438-867-4510
Télécop. :



SDC
Côte-des-Neiges

Lacombe Piétonne !

Édition 2025

Demande de subvention

Adressée à :
Arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce

Présentée par :
SDC Côte-des-Neiges

Demande en date de :
Mars 2025

Lacombe Piétonne !
Demande de subvention



Sommaire

01 Mise en contexte

02 Proposition de partenariat et demande de subvention

03 Budget prévisionnel du projet

04 Programmation et aménagement

05 Annexe

SDC
Côte-des-Neiges

01

Mise en contexte

SDC
Côte-des-Neiges

À propos de la SDC Côte-des-Neiges

La société de développement commercial (SDC) Côte-des-Neiges a pour mission de contribuer au dynamisme économique et commercial, au rayonnement et à l'expérience de visite du territoire afin de contribuer à l'essor économique, culturel et social du quartier en collaboration avec les partenaires du milieu.

Organisme à but non-lucratif créé en 2018, la SDC Côte-des-Neiges regroupe 230 commerçants et professionnels. Véritable pionnière, elle est la toute première société de développement commercial à avoir vu le jour dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce.

Son territoire couvre le chemin de la Côte-des-Neiges entre le chemin de la Côte-Ste-Catherine et la rue du Frère-André, incluant les secteurs commerciaux des avenues Gatineau, Lacombe, Jean-Brillant et Swail. Au cœur de la métropole, le territoire de la SDC Côte-des-Neiges est bordé des plus grandes institutions en santé et en éducation, en plus d'être située à quelques pas d'attraits majeurs dont l'Oratoire St-Joseph et le Mont-Royal.

Introduction

Dans la foulée du succès des trois premières éditions de Lacombe piétonne, la SDC Côte-des-Neiges reviendra avec une 4e édition de son projet signature **Lacombe Piétonne** afin de poursuivre ses efforts pour animer le territoire en soulignant la rentrée et la fin de l'été à Côte-des-Neiges !

Du **11 au 14 septembre 2025**, les résidents, travailleurs et étudiants du territoire pourront profiter d'une expérience de visite renouvelée avec une programmation culturelle dynamique, du mobilier urbain ludique, des offres spéciales des commerçants, le tout dans une ambiance à la fois reposante et festive.



02

Proposition de partenariat et demande de subvention

SDC
Côte-des-Neiges

Soutenir un projet porteur pour la communauté de Côte-des-Neiges

Afin de pouvoir pérenniser ce projet d'envergure de piétonnisation initié par la SDC Côte-des-Neiges et d'augmenter son impact sur la communauté, la SDC Côte-des-Neiges souhaite proposer à l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce de renouveler son partenariat afin d'appuyer le projet financièrement et en services.

En appuyant ce projet, l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce contribuera concrètement aux axes suivants :

- Encourager l'achat local auprès des citoyen.ne.s qui fréquentent le quartier (étudiants, travailleurs, résidents, visiteurs et entrepreneurs détenant une place d'affaires dans le secteur) ;
- Favoriser l'accueil des étudiants à l'occasion de la rentrée scolaire ;
- Positionner Côte-des-Neiges comme un quartier culturel où il fait bon vivre ;
- Développer les sentiments d'appartenance des personnes qui fréquentent le quartier ;
- Offrir une expérience de visite sécuritaire et inclusive et qui encourage des pratiques durables ;
- Permettre d'offrir un rendez-vous annuel aux citoyen.ne.s ;
- Favoriser la notoriété du quartier auprès des clientèles touristiques locales et internationales.



Demande de subvention pour Lacombe piétonne 2025

Madame la mairesse,
Mesdames et messieurs les élu.e.s,

Par la présente, nous proposons à l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce de renouveler notre partenariat pour le projet de Lacombe piétonne pour une quatrième année consécutive. En ce sens, nous sollicitons votre appui pour une subvention permettant de contribuer concrètement à l'expérience de visite de l'avenue Lacombe à l'occasion de l'édition 2025 de Lacombe piétonne qui se déroulera en septembre prochain.

Le succès de Lacombe piétonne n'est plus à faire. Depuis 2022, cet événement rassembleur fait partie du paysage culturel et commercial de Côte-des-Neiges. Dans les années à venir, nous sommes convaincus que ce projet continuera d'offrir aux citoyennes et citoyens la possibilité de s'approprier l'espace public, de favoriser le maillage entre les communautés du quartier et d'augmenter les occasions d'échange avec celles-ci. Lacombe piétonne est aussi l'occasion idéale d'offrir une expérience d'achat local renouvelée et de positionner le quartier de Côte-des-Neiges comme étant un pôle culturel important au sein de la Ville de Montréal, auprès des clientèles locales et internationales.

Afin de poursuivre nos efforts conjoints de pérennisation d'embellissement et d'animation des espaces publics, la SDC Côte-des-Neiges propose à l'arrondissement d'appuyer financièrement le projet en contribuant à hauteur de 35 000 $. Grâce à ce soutien, la SDC Côte-des-Neiges pourra non seulement continuer de déployer un projet dynamique pour les citoyen.e.s, mais pourra aussi bonifier la programmation et les aménagements. Nous vous invitons à consulter le budget prévisionnel du projet disponible à la section 3 de ce document.

Depuis les tous débuts de la création de notre SDC, l'arrondissement représente un partenaire clé dans le développement du territoire et ensemble nous contribuons au développement économique, culturel et social du quartier Côte-des-Neiges. Encore une fois cette année, grâce à votre collaboration, nous pourrons offrir une expérience de visite et d'animation dynamique dans un cadre agréable pour toutes et tous. Nous vous remercions sincèrement de prendre en considération notre demande qui permettra de contribuer concrètement à la réalisation de la 4e édition de ce rendez-vous annuel incontournable pour les personnes qui habitent, travaillent et étudient à Côte-des-Neiges.

Veuillez agréer nos salutations les plus distinguées,

Felicia Balzano, Directrice générale de la SDC Côte-des-Neiges

03

Budget prévisionnel du projet

SDC
Côte-des-Neiges

Budget prévisionnel du projet

SDC Côte-des-Neiges	
BUDGET PRÉVISIONNEL	
PROJET : Lacombe piétonne !	
ÉDITION : 2025	
DÉPENSES	
Gestion de projet, production, opérations, logistique	**15 000 $**
Décoration et aménagement	**22 000 $**
Programmation (animation, activités et performances)	**22 000 $**
Services	**8 000 $**
Communications	**8 000 $**
TOTAL DÉPENSES	**75 000 $**
REVENUS	
Subvention	
Arrondissement - subvention piétonnisation	35 000 $
Total	**35 000 $**
Commandites / ventes	
Commandites et activations	10 000 $
Total	**10 000 $**
Autres	
Budget de la SDC Côte-des-Neiges	30 000 $
Total	**30 000 $**
TOTAL REVENUS	**75 000 $**

SDC
Côte-des-Neiges

04

Programmation et aménagement

SDC
Côte-des-Neiges

LE rendez-vous par excellence pour célébrer la fin de l'été et la rentrée !

Véritable rendez-vous par excellence pour souligner la rentrée et la fin de l'été, Lacombe Piétonne fera son retour à Côte-des-Neiges en septembre 2025 dans une ambiance de dernier jour de plage ! Les résidents, familles, travailleurs, étudiants et visiteurs du territoire pourront profiter de la piétonnisation de leur Avenue Lacombe, pour se divertir, se reposer, s'amuser et profiter des commerces et aménagements :



Faire des découvertes culturelles



S'amuser en famille et entre amis



Profiter des aménagements



S'approprier l'espace public pour toutes et tous



Favoriser l'offre commerciale locale



Favoriser les maillages entre la communauté

SDC
Côte-des-Neiges

À quoi s’attendre pour la 4e édition en 2025 ?

Suite à l’analyse des trois précédentes éditions, Lacombe piétonne se poursuit avec un format optimal de 4 journées complètes d’animation offertes aux citoyen.ne.s :



Aménagement ludique de l’avenue Lacombe :

- Mobilier de détente afin de d’augmenter la qualité et la durée de l’expérience de visite.
- Décorations lumineuses pour illuminer l’espace en soirée afin d’améliorer l’expérience des visiteurs et mettre en évidence les commerçants.
- Décorations thématiques.
- Ambiance musicale pour dynamiser la rue.
- Jeux classiques grands formats.
- Installations artistiques et participatives.
- Kiosques gourmands en partenariat avec les commerces de Lacombe et du reste du territoire.



Animation de la rue

- Retour des journées thématiques JEUDREDI et FAMILIA les jeudis et samedis.
- Performances musicales et artistiques (tous les jours).
- Kiosque d’information de la rentrée (tous les jours).
- Grand concours de la rentrée.
- Activités créatives participatives (tous les jours).
- Ateliers créatifs et de mise en forme.
- Kiosque de découvertes de l’offre locale en partenariats avec les commerces.

05

Annexe

SDC
Côte-des-Neiges

Revoyez les deux dernières

ÉDITION 2023

Page de l'événement 2023 sur le site web de la SDC Côte-des-Neiges :

https://sdc-cotedesneiges.ca/evenements/lacombe-pietonne-2e-edition/

Galerie photo de l'édition 2023 sur le blogue de la SDC Côte-des-Neiges :

https://sdc-cotedesneiges.ca/retour-en-image-sur-lacombe-pietonne-2e-edition/

Vidéo récapitulative de l'édition 2023 sur la page Youtube de la SDC Côte-des-Neiges :

https://www.youtube.com/watch?v=xqq__8onWWo

ÉDITION 2024

Page de l'événement 2024 sur le site web de la SDC Côte-des-Neiges :

https://sdc-cotedesneiges.ca/evenements/lacombe-pietonne-troisieme-edition/

Galerie photo de l'édition 2024 sur le blogue de la SDC Côte-des-Neiges :

https://sdc-cotedesneiges.ca/retour-en-images-sur-lacombe-pietonne-3e-edition/

Vidéo récapitulative de l'édition 2024 sur la page Youtube de la SDC Côte-des-Neiges :

https://www.instagram.com/reel/DAY-N9URNJf/?igsh=dDZ6ZDBtZjRwdnQ5

Communiquez avec nous

Félicia Balzano

DIRECTRICE GÉNÉRALE

direction@sdc-cotedesneiges.ca

514 735-0204

Louise Massol

CHARGÉE DE PROJETS

projets@sdc-cotedesneiges.ca

514 735-0204

SDC
Côte-des-Neiges

SDC Côte-des-Neiges

Merci !

@sdc.cotedesneiges
sdc-cotedesneiges.ca
In @sdc.cotedesneiges
#JaimeCDN

CONVENTION DE CONTRIBUTION
FINANCIÈRE SDC CÔTE-DES-NEIGES 2025

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, ayant une adresse au 5160, boulevard Décarie, 6e étage, Montréal (Québec) H3X 2H9, agissant et représentée par le secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de l'article 5 du règlement RCA04 17044*;*

CI-APRÈS APPELÉE LA «VILLE»

ET : **SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL CÔTE-DES-NEIGES,** personne morale légalement constituée, en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies, ayant une place d'affaires au 5450, chemin de la Côte-des-Neiges, suite 424, Montréal, Québec, H3T 1Y6, agissant et représentée par madame Félicia Balzano, directrice générale, dûment autorisée par résolution de son conseil d'administration.

CI-APRÈS APPELÉE LA «SDC»

ATTENDU QUE l'objectif principal poursuivi par la SDC est de participer au développement économique du secteur qu'elle couvre;

ATTENDU QUE la SDC souhaite réaliser son projet « Lacombe piétonne! » sur l'avenue Lacombe entre le Chemin de la Côte-des-Neiges et l'avenue Gatineau en septembre 2025.

ATTENDU QUE la SDC sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE la VILLE dispose d'un règlement sur les subventions aux sociétés de développement commercial;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique au cocontractant;

Le préambule fait partie intégrante de la présente convention.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.2 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.3 « **Responsable** » : Le directeur d'arrondissement ou son représentant dûment autorisé.

2.4 « **Unité administrative** » : Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, Direction de l'arrondissement.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA SDC

La SDC s'engage à :

4.1 utiliser la contribution financière versée par la VILLE aux seules fins visées par la présente convention;

4.2 mener à terme les activités prévues à la présente convention et remettre au directeur un rapport sommaire des activités réalisées durant l'année 2025 ;

4.3 tenir un registre comptable distinct faisant état de l'affectation des sommes versées par la VILLE;

4.4 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « Protocole de visibilité ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « Publication ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.5 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet ;

4.6 conserver toutes les pièces justificatives reliées aux dépenses effectuées ;

4.7 donner accès à ses livres et registres comptables au directeur ou à son représentant autorisé durant les heures normales d'affaires, et lui laisser prendre gratuitement toute copie des pièces justificatives ;

4.8 prendre toutes les mesures requises pour éviter des situations de conflit d'intérêt et, à cette fin, notamment informer, par écrit, le directeur de tout contrat conclu ou devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la SDC ;

4.9 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, une police d'assurance-responsabilité civile, accordant une protection pour dommages corporels et dommages matériels d'au moins cinq millions de dollars (5 000 000 $) par accident ou événement, sans franchise applicable à la VILLE, dans laquelle la VILLE est désignée coassurée et comportant un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la VILLE, par courrier recommandé, un préavis de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police ;

4.10 prendre fait et cause pour la VILLE dans toute poursuite ou réclamation découlant directement ou indirectement de la présente convention et la tenir indemne de tout jugement ou décision qui pourrait être prononcé à son encontre, en capital, intérêts et frais;

4.11 renoncer, et elle y renonce par les présentes, à tout recours à l'encontre de la VILLE en cas de résiliation de la présente convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 En considération des obligations assumées par la SDC conformément à la présente convention, la VILLE s'engage à lui verser la somme maximale de vingt cinq mille dollars (25 000 $) incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Cette somme sera versée en une seule fois.

5.3 la responsabilité financière de la VILLE ne peut en aucun cas excéder la somme maximale prévue à l'article 5.1;

5.4 le directeur peut requérir de la SDC tout document et information jugés utiles pour s'assurer de la bonne exécution de la convention. La SDC doit collaborer à cette fin avec le directeur et répondre avec célérité aux demandes de ce dernier. La SDC accepte également de participer, à la demande du directeur, à toute rencontre avec des représentants de la VILLE pour faire le point sur les activités à réaliser pour éviter d'être en défaut.

ARTICLE 6
DÉFAUT

Advenant que la SDC soit en défaut de remplir l'une des obligations qui lui incombent en vertu de la présente convention, le directeur en avise par écrit la SDC et lui demande de remédier au défaut dans le délai qu'il détermine.

Le directeur peut retenir toute somme à être versée à la SDC tant que celle-ci n'a pas remédié au défaut. Si, à l'échéance de ce délai, la SDC n'a pas remédié à ce défaut, la VILLE pourra, à sa discrétion, résilier la présente convention et exiger le remboursement des sommes déjà versées.

ARTICLE 7
INCESSIBILITÉ

Les droits et obligations de la SDC ne peuvent être cédés, vendus ou transportés, en tout ou en partie, sans l'accord préalable de la VILLE.

ARTICLE 8
MODIFICATIONS

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

ARTICLE 9
RÉSILIATION

8.1 La VILLE peut, en tout temps, sur avis écrit, résilier la présente convention ;

8.2 Advenant une telle résiliation, la VILLE ne sera pas tenue de verser l'aide financière prévue à la présente convention, ni de compenser ou d'indemniser la SDC.

ARTICLE 10
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature par les deux (2) parties et prend fin, sous réserve des articles 2, 3, 5 et 8, le 31 décembre 2025.

ARTICLE 11
REPRÉSENTATIONS ET GARANTIES

La SDC garantit qu'elle a le pouvoir et l'autorité de conclure et d'exécuter toutes et chacune des obligations de la présente convention.

ARTICLE 12
ÉLECTION DE DOMICILE

Aux fins de la présente convention, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

ARTICLE 13
VALIDITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

ARTICLE 14
LOIS APPLICABLES

La présente convention est régie par les lois de la province de Québec et toute procédure doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

ARTICLE 15
CLAUSE LINGUISTIQUE

Toute communication de la SDC devra être adressée en français. Il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de la SDC dans les locaux de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en termes de visibilité.

ARTICLE 16
POLITIQUE DE GESTION CONTRACTUELLE

Le Contractant déclare qu'il a pris connaissance de la *Politique*, qu'il en comprend les termes et la portée et fait toutes les affirmations solennelles requises en application de la *Politique* comme si elles étaient reproduites au long à la présente convention et prend les engagements prévus au paragraphe 6 de la *Politique."*

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de avril 2025

VILLE DE MONTRÉAL

Par :

_____

Geneviève Reeves
Secrétaire d'arrondissement

Le e jour de avril 2025

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL CÔTE-DES-NEIGES

Par :

_____
Félicia Balzano
Directrice générale

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, le 7 avril 2025 (résolution à venir). GDD 1259223003

ANNEXE 1

Description du PROJET

L'annexe 1 est constituée du document « Lacombe piétonne Demande subvention SDC CDN 2025 » inclut dans le GDD1259223003 et attaché en version électronique à la présente convention.

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Inclure dans toutes les communications concernant le projet « Lacombe piétonne! » 2025 sur le logo de l'Arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, et sur tout autre support ou moyen permettant d'assurer la visibilité de l'arrondissement pour que la publication reflète l'importance de l'aide accordée par la Ville en tant que partenaire d'importance hiérarchique et principal de l'événement.

Tout matériel visuel affichant le logo de l'arrondissement doit être validé par l'arrondissement avant sa diffusion.

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1*259223004*
Unité administrative responsable : *Développement économique*
Projet : *Piétonnisation Lacombe 2025*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	*X*		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Priorité 14. Appuyer l'**innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations** pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Offrir des milieux de vie à l'économie dynamique (Axe 3 du plan): - En permettant aux acteurs économiques d'être plus satisfaits des services de soutien et d'accompagnement offerts par l'Arrondissement (résultat 3.1 du plan). - En permettant à la population et les commerçants d'être plus satisfaits de la qualité et de la vitalité des artères commerciales de l'arrondissement. (résultat 3.2 du plan.)			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1259223003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Objet :	Accorder une contribution financière maximale de 25 000$ à la SDC Côte-des-Neiges en appui au projet de piétonnisation de l'avenue Lacombe et édicter une ordonnance à cet effet permettant de déroger à l'article 7 du Règlement sur les subventions aux sociétés développement commercial (RCA17 17285).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

Ce dossier vise à accorder une contribution financière maximale de 25 000$ à la SDC Côte-des-Neiges en appui au projet de piétonnisation de l'avenue Lacombe.

Cette dépense sera assumée par le budget de fonctionnement 2025 de la Direction de l'arrondissement dédié au développement économique.

Le détail des informations financières est présenté dans le document joint.

FICHIERS JOINTS

GDD 1259223003 Certification de fonds.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Claire DUBE
Agente de gestion en ressources financières et matérielles
Tél : 514-868-4016

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-03-25

Guylaine GAUDREAULT
Directrice - Services administratifs en arrondissements
Tél : (438) 920-3612
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs, du greffe et de la gestion immobilière

No. de dossier	**1259223003**
Nature du dossier	**Contribution financière**
Financement	**Budget de fonctionnement**

Ce dossier vise à :
Accorder une contribution financière maximale de 25 000$ à la SDC Côte-des-Neiges en appui au projet de piétonnisation de l'avenue Lacombe et édicter une ordonnance à cet effet permettant de déroger à l'article 7 du Règlement sur les subventions aux sociétés développement commercial (RCA17 17285).

Cette dépense est entièrement assumée par le budget de fonctionnement dédié au développement économique et sera imputée comme suit :

Imputation	2025
2406.0010000.300700.06501.61900.016216.0000.002991.000000.00000.00000 Centre de responsabilité : CDN - Direction Activité : Industries et commerces - Prom. et dév.écon. Objet : Contribution à d'autres organismes Sous-objet : Société de développement commercial Projet : Programme soutien SDC	25 000 $
Total	**25 000 $**

Le bon de commande requis sera préparé à la suite de l'approbation du dossier par le conseil d'arrondissement.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.06

2025/04/07
19:00

Dossier # : 1258159003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 c) favoriser l'accessibilité aux activités et aux équipements collectifs
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière au carrefour jeunesse emploi NDG totalisant 30 000 $, incluant les taxes si applicables, pour le projet « Créer des milieux sécuritaires dans les camps de jour à NDG » pour la période du 2 juin 2025 au 22 août 2025 dans le cadre du programme Prévention Montréal et approuver le projet de convention à cette fin.

IL EST RECOMMANDÉ:
D'accorder une contribution financière au Carrefour jeunesse emploi NDG totalisant 30 000 $, incluant les taxes si applicables, pour le projet « Créer des milieux sécuritaires dans les camps de jour à NDG » pour la période du 2 juin 2025 au 22 août 2025 dans le cadre du programme Prévention Montréal et approuver le projet de convention à cette fin.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2025-04-02 10:11

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1258159003**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 c) favoriser l'accessibilité aux activités et aux équipements collectifs
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière au carrefour jeunesse emploi NDG totalisant 30 000 $, incluant les taxes si applicables, pour le projet « Créer des milieux sécuritaires dans les camps de jour à NDG » pour la période du 2 juin 2025 au 22 août 2025 dans le cadre du programme Prévention Montréal et approuver le projet de convention à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

L'année 2022 voit la convergence de quatre initiatives de financement (Fonds diversité et inclusion en faveur des enfants et des familles vulnérables, Programme d'intervention de milieu pour les jeunes (PIMJ), Programme de prévention de la violence commise et subie chez les jeunes (PPVJ) et l'Action citoyenne et communautaire en sécurité urbaine (ACCSU) au sein du nouveau programme Prévention Montréal.
Le programme Prévention Montréal vise à offrir des milieux de vie de qualité et sécuritaires dans lesquels les obstacles sont levés et les opportunités sont accessibles aux enfants et aux jeunes de moins de 30 ans ainsi qu'à leur famille en situation de vulnérabilité.

Avec ce nouveau programme, la Ville amorce une nouvelle façon d'aborder les enjeux en matière de prévention en sécurité urbaine et de développement du plein potentiel des enfants et des jeunes. Il est doté d'un budget sur trois ans et bénéficie de nouveaux fonds provenant du ministère de la Sécurité publique. Il est constitué de deux axes:

- Axe 1: Développement du plein potentiel de l'enfant et du jeune en situation de vulnérabilité
- Axe 2: Prévention en sécurité urbaine

Les stratégies, les actions et les projets qui découlent du programme s'adressent prioritairement aux enfants et aux jeunes de moins de 30 ans et s'emploient à agir sur les facteurs qui influencent la sécurité des personnes et des milieux de vie, tout en misant sur les forces vives et transformationnelles de l'action communautaire dans les quartiers.

Ainsi, le programme Prévention Montréal vise, à court terme, à favoriser, soutenir et renforcer :

- la mobilisation, l'engagement, la connaissance et la capacité de la population et des partenaires à offrir des milieux de vie de qualité et sécuritaires pour les enfants, les jeunes et leur famille;
- la mise en place d'initiatives visant le développement du plein potentiel des enfants, des jeunes et de leur famille;
- le déploiement de projets en prévention de la violence qui améliore la sécurité vécue et perçue des enfants, des jeunes et de leur famille, ainsi que des milieux susceptibles de connaître le plus d'insécurité.

Le présent sommaire vise à offrir du soutien aux jeunes aux prises avec des enjeux de violence ainsi qu'aux animateurs.rices et coordonnateurs.rices des camps de jour afin d'offrir des environnements sécuritaires et épanouissants pour tous.tes.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA23 170299 du 4 décembre 2024
Accorder une contribution financière à dix OBNL, totalisant la somme de 983 114 $, toutes taxes incluses si applicables, en provenance du budget du Service de la diversité et l'inclusion sociale dans le cadre du programme Prévention Montréal pour la période du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2025. Approuver les projets de convention à cette fin.

CA23 170044 du 8 mars 2023
Accorder une contribution financière totalisant 174 287 $, toutes taxes comprises si applicables, pour l'année 2023, aux organismes désignés, pour la période et le montant indiqué en regard de chacun d'eux, dans le cadre du programme Prévention Montréal

CA23 170044 du 8 mars 2023
Accorder une contribution financière totalisant 174 287 $, toutes taxes comprises si applicables, pour l'année 2023, aux organismes désignés, pour la période et le montant indiqué en regard de chacun d'eux, dans le cadre du programme Prévention Montréal

CA23 170013 du 7 février 2023
Accorder un soutien financier totalisant 159 329 $, aux organismes ci-après désignés, pour la période et le montant indiqués en regard de chacun d'eux, du budget 2023 du Service de la diversité et de l'inclusion sociale;

CE22 2148 du 21 décembre 2022
Approuver le cadre de référence du programme Prévention Montréal 2023-2025, doté d'un budget totalisant 42 446 420 $ sur trois ans / Approuver la répartition budgétaire entre les 19 arrondissements d'une somme de 26 429 464 $ attribuée au volet local dudit programme pour les années 2023, 2024, 2025 / Autoriser le virement d'une somme de 19 453 143 $ pour 2023, 2024 et 2025, à raison de 6 484 381 $ par année, en provenance du Service de la diversité et de l'inclusion sociale vers les 19 arrondissements (1229703001)

CA22170011 du 7 février 2022
Accorder un soutien financier totalisant la somme de 170 309 $, toutes taxes comprises si applicables, pour l'année 2022, aux organismes ci-après désignés, pour la période et le montant indiqué en regard de chacun d'eux, en provenance du budget du Service de la diversité et l'inclusion sociale en faveur des enfants et des familles vulnérables. Approuver les neuf (9) projets de convention à cet effet.

CA21170044 du 8 mars 2021
Accorder un soutien financier totalisant la somme de 217 526 $,(toutes taxes comprises si

applicables), pour l'année 2021, aux organismes ci-après désignés, pour la période et le montant indiqué en regard de chacun d'eux, en provenance du budget 2021 du Service de la diversité et l'inclusion sociale en faveur des enfants et des familles vulnérables. Approuver les onze (11) projets de convention à cet effet.

CE19 0419 du 13 mars 2019
Approuver la répartition budgétaire entre les 19 arrondissements d'une somme de 2 103 062 $ du budget prévu pour la Politique de l'enfant / Autoriser les virements des montants répartis en provenance du Service de la diversité et de l'inclusion sociale vers les arrondissements respectifs.

DESCRIPTION

Les camps de jour soutenus par l'arrondissement accueillent plusieurs centaines d'enfants pour une bonne partie issus des secteurs vulnérables du quartier de Notre-Dame-de-Grâce chaque été.
Depuis plusieurs années, les animateurs, coordonnateurs et directions de camps de jour soulèvent combien l'enjeu de la violence est de plus en plus présent et difficile à gérer. Plusieurs enfants ont des comportements violents non seulement entre eux, mais également envers les équipes d'animation et de gestion ce qui a un impact négatif sur la gestion de l'ensemble du camp de jour.
La Table de concertation jeunesse NDG souhaite donc répondre à cette problématique en créant deux postes d'intervenants en prévention de la violence et gestion des émotions qui seront déployés à travers les camps du quartier dont l'organisme responsable est membre de la Table jeunesse.

JUSTIFICATION

Le projet permettra aux équipes d'animation d'être mieux formées pour être en mesure d'offrir des interventions directes auprès d'enfants ayant des comportements problématiques et ultimement de constater une baisse d'événements de violence rapportés entre les enfants et avec les animateurs et coordonnateurs des camps de jour.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Une contribution financière de 30 000 $ incluant toutes les taxes si applicables prévu au budget du Service de la diversité et de l'inclusion sociale dans le cadre du programme fédéral Bâtir des communautés plus sécuritaires provenant du Ministère de la sécurité publique.

Organisme	Nom du projet	Montant 2024	Montant recommandé 2025	Axe	Numéro de DA
Carrefour jeunesse emploi Notre-Dame-de-Grâce	Créer des milieux sécuritaires dans les camps de jour à NDG	0 $	30 000 $	2 MSP	865788

L'imputation comptable pour le financement en provenance du Ministère de la Sécurité publique est: 2101.0014000.101550.05803.61900.016491.0000.004672.052131.00000.00000 .

MONTRÉAL 2030

Voir le document joint à la section Pièces jointes.
Ce dossier contribue également à l'atteinte du plan stratégique 2023-2030 de l'arrondissement CDN-NDG dans l'axe 1.

Axe 1 Milieux de vie plus équitables et plus inclusifs
L'Arrondissement vise à créer des conditions qui vont réduire certaines conséquences de la pauvreté qui affectent une grande partie de la population, améliorer l'accès aux services municipaux offerts et favoriser une meilleure cohabitation sociale dans les différents voisinages.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les camps de jour sont des opportunités pour les jeunes de continuer à se développer et à s'épanouir en dehors du temps scolaire dans lequel des mesures d'adaptations sont offertes. Les ressources mises à dispositions par ce projet permettront aux jeunes qui vivent des enjeux d'avoir des outils et un soutien adapté à leurs besoins et d'offrir à l'ensemble des jeunes et du personnel du camp un cadre sécuritaire et épanouissant.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S/O

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Un rapport final est requis au plus tard le mois suivant la date de fin du projet.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Mohand Ou Achou LAOUCHE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Gabrielle LALIBERTE, Service de la diversité et de l'inclusion sociale

Lecture :

Gabrielle LALIBERTE, 12 mars 2025

RESPONSABLE DU DOSSIER

Françoise CHARNIGUET
Conseillière en développement communautaire

Tél : 438-838-5256
Télécop. : 514-872-4585

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-03-12

Jean-Francois LABADIE
Chef de service développement social et vitalité communautaire

Tél : 438 865-5611
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Fimba TANKOANO
Directeur
Tél :
Approuvé le : 2025-03-21

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1258159003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Objet :	Accorder une contribution financière au carrefour jeunesse emploi NDG totalisant 30 000 $, incluant les taxes si applicables, pour le projet « Créer des milieux sécuritaires dans les camps de jour à NDG » pour la période du 2 juin 2025 au 22 août 2025 dans le cadre du programme Prévention Montréal et approuver le projet de convention à cette fin.



GDD1257570003_Grille d'analyse Montréal 2030.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Françoise CHARNIGUET
Conseillière en développement communautaire

Tél : 438-838-5256
Télécop. : 514-872-4585

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : **1258159003**
Unité administrative responsable : **Arrondissement Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce – DCSLDS – Division Développement social et vitalité communautaire**
Projet : Accorder une contribution financière au carrefour jeunesse emploi NDG totalisant 30 000 $, incluant les taxes si applicables, pour le projet « Créer des milieux sécuritaires dans les camps de jour à NDG » pour la période du 2 juin 2025 au 22 août 2025 dans le cadre du programme Prévention Montréal et approuver le projet de convention à cette fin.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	**X**		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? 19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Résultats attendus: favoriser le lien social, encourager la participation citoyenne des aînés et des personnes les plus vulnérables de l'arrondissement.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+* (Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle)

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		**X**	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? Ce dossier contribue aux engagements en matière d'inclusion, d'équité ou d'accessibilité universelle L'appel de projets a été élaboré en explicitant la nécessité de concevoir des propositions répondant aux besoins de l'ensemble de la population incluant les groupes sociaux vivant des discriminations, en ayant recours à de l'expertise en ADS+ et en intégrant la prise en compte de l'ADS+ dans les critères de sélection. Des cartes présentant les caractéristiques de la population et permettant de cibler les secteurs les plus vulnérables ont été développées et ainsi rejoindre des zones à forte concentration de personnes vulnérables.	**X**		



conv msp CJE NDG TJ 2025 signee.pdf

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
PRÉVENTION MONTRÉAL : PROGRAMME DE PRÉVENTION EN SÉCURITÉ URBAINE POUR LES ENFANTS ET LES JEUNES EN SITUATION DE VULNÉRABILITÉ

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, ayant une adresse au 5160, boulevard Décarie, bureau 600, Montréal (Québec) H3X 2H9, agissant et représentée par le secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CA04 1704, du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **CARREFOUR JEUNESSE-EMPLOI NOTRE-DAME-DE-GRÂCE (CJE NDG)** personne morale légalement constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi des compagnies, dont l'adresse principale est 6370, rue Sherbrooke Ouest, Montréal (Québec) H4B 1M9, agissant et représenté par M. Hans Heisinger, directeur, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 872 775 754 RT 0001
Numéro d'inscription T.V.Q. : S/O
Numéro d'inscription d'organisme de charité : 8727784 SYRR 0001

Ci-après, appelé l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la sécurité et le sentiment de sécurité sont des conditions essentielles à l'inclusion, au bien-être et au développement du plein potentiel des jeunes montréalais;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le programme Prévention Montréal dont l'objectif est d'offrir des milieux de vie solidaires, inclusifs et sécuritaires dans lesquels les obstacles sont levés et les opportunités sont accessibles aux enfants, aux jeunes ainsi qu'à leur famille en situation de vulnérabilité (ci-après le « **Programme** »);

ATTENDU QUE le gouvernement du Canada a créé le Fonds pour bâtir des communautés plus sécuritaires (FBCS) pour appuyer les municipalités et les communautés autochtones dans la réalisation d'initiatives de prévention et de lutte contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs;

ATTENDU QUE le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec ont conclu l'Entente Canada-Québec pour le financement relatif au fonds pour bâtir des communautés plus sécuritaires, approuvée par le décret n°2022-2013 du 28 juin 2022;

ATTENDU QUE, conformément à cette entente, le gouvernement du Québec peut conclure, avec un tiers admissible, une entente de financement afin de redistribuer la contribution reçue par le gouvernement du Canada, pour la réalisation de projets de prévention et de lutte contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs;

ATTENDU QUE, conformément à cette entente, ministère de la Sécurité publique (ci-après le « **MSP** ») et la Ville ont conclu une entente de subvention pour la réalisation d'actions concertées visant à améliorer la sécurité urbaine et à agir sur les conditions et les facteurs de risque favorisant la commission d'actes délinquants, dont des actes de violence par armes à feu;

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission d'offrir des programmes éducatifs, culturels, récréatifs, sociaux et communautaires aux enfants, adolescents et jeunes adultes de la communauté. Notre objectif est de s'assurer que les besoins de la communauté sont comblés par l'accès à une programmation de qualité, offert en partenariat avec les établissements d'enseignement, les organismes communautaires et les programmes et services des divers paliers de gouvernement;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville dans le cadre du Programme pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement, à même l'aide financière reçue du MSP;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

ATTENDU QUE la Ville a remis à l'Organisme une copie du Programme et que les conditions prévues à ce programme s'appliquent de façon supplétive à la présente Convention.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet et des dépenses admissibles;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : Le directeur de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet et pour les dépenses admissibles, telles que décrites dans l'Annexe 1. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, il est entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention.

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs au Projet et les activités qui y sont reliées.

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les installations de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en termes de visibilité.

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** »), et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements relatifs au Projet.

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition

de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, il est entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

[NOTE : POUR UN TERME D'UN AN]

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant ainsi que tout représentant du MSP à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville à l'adresse courriel suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif,

transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.5.8 conserver à des fins de vérifications les pièces justificatives, les factures, les reçus, de même que les comptes, les registres et les renseignements concernant les dépenses admissibles jusqu'à la date la plus éloignée entre six (6) ans suivant la Date de terminaison et le 31 décembre 2033.

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention.

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

Lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 Communications des informations

Fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente Convention, doivent être conservés par l'Organisme et

demeurer disponibles afin que toute personne autorisée par la Ville puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie jusqu'à la date la plus éloignée entre six (6) ans suivant la Date de terminaison et le 31 décembre 2033.

4.10 Sous-traitance

Ne pas faire exécuter par des tiers, notamment en sous-traitance, toute partie du Projet prévu selon les modalités définies à la présente Convention sans avoir préalablement obtenu l'autorisation écrite du Responsable.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de trente mille dollars (30 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à l'Organisme en deux versements :

- un premier versement au montant de vingt-quatre mille dollars (24 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention,

- un deuxième versement au montant de six mille dollars (6 000 $), à la remise du rapport final, au plus tard un mois après la fin du projet,

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale. L'Organisme devra rembourser à la Ville toute somme utilisée à des fins autres que celles prévues à la présente Convention.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente Convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.3.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme a présenté à la Ville des renseignements faux ou trompeurs ou lui a fait de fausses représentations;

7.1.3 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.4 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.5 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse

d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente Convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3, 7.1.4 ou 7.1.5, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention, que ce soit en vertu de l'article 8.1 ou de tout autre article de la présente Convention.

8.3 Sous réserve de l'article 8.1, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

8.4 Nonobstant l'article 8.3, la Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes versées à l'Organisme si elle résilie la Présente Convention parce qu'elle est d'avis qu'il se produit une situation qui, pour un motif d'intérêt public, remet en cause les fins pour lesquelles la contribution financière a été octroyée dans le cadre de la présente Convention.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous

réserve des articles 7 et 8, au plus tard le 22 octobre 2025.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme assurée additionnelle.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET DE PROPRIÉTÉ MATÉRIELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente Convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

Les rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente Convention (ci-après les « **Rapports** ») deviendront la propriété entière et exclusive de la Ville et elle pourra en disposer à son gré. L'Organisme cède à la Ville tous ses droits de propriété intellectuelle se rapportant aux Rapports et renonce à ses droits moraux.

ARTICLE 12
CONFIDENTIALITÉ

L'Organisme s'engage à ce que ni lui ni aucun de ses employés ne divulgue, sans y être dûment autorisé par la Ville, les données, analyses ou résultats inclus dans les Rapports ou quoi que ce soit dont il aurait eu connaissance dans le cadre de l'exécution de la

présente Convention.

ARTICLE 13
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

13.1 L'Organisme déclare et garantit :

13.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

13.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle relatifs au Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

13.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

13.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci;

13.1.5 que la présente Convention doit être soumise pour approbation au MSP et que celui-ci peut en remettre copie au gouvernement du Canada;

13.1.6 sans limiter ce qui est prévu à l'article 11, que le Rapport annuel, la Reddition de comptes et tout autre document, pièce justificative, facture, reçu, compte, registre et renseignement remis à la Ville pour faire un suivi administratif et financier du Projet peut être remis par la Ville au MSP et que celui-ci peut en remettre copie au gouvernement du Canada.

ARTICLE 14
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

14.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

14.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

14.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

14.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

14.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

14.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

14.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

14.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

14.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 6370, rue Sherbrooke Ouest, Montréal (Québec) H4B 1M9, et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 5160, boulevard Décarie, 6^{e} étage, Montréal, Québec, H3X 2H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

14.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Secrétaire d'arrondissement

Le 20e jour de mars 20 25

CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI NOTRE-DAME-DE-GRÂCE

Par : Hans Heisinger _____
Hans Heisinger, directeur

Digitally signed by Hans Heisinger
DN: cn=Hans Heisinger, o=Carrefour jeunesse-emploi NDG, ou, email=hans.heisinger@cje-ndg.com, c=CA
Date: 2025.03.20 12:37:33 -04'00'

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal, le 7e jour d'avril 2025

ANNEXE 1
PROJET ET DÉPENSES ADMISSIBLES

#13172 - Créer des milieux sécuritaires dans les camps de jour à NDG - Demande de soutien financier (envoyée le 11 mars 2025 à 09:42)

Nom de l'organisme	Mission
Carrefour jeunesse-emploi Notre-Dame-de-Grâce	Le CJE NDG favorise l'intégration socioprofessionnelle des personnes âgées de 16 ans et plus en leur offrant un accompagnement personnalisé, enrichi par l'expertise et le dynamisme de notre équipe pluridisciplinaire et multilingue. Nous développons des projets novateurs axés sur les besoins spécifiques de notre clientèle. Nos interventions visent la réussite de nos participants sur le marché du travail, notamment par le biais d'un retour aux études, et mettent à leur disposition des outils adéquats pour leur développement personnel.

Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
Appel de projet sur invitation Prévention Montréal projet concerté (Prévention Montréal)

Informations générales

Nom du projet: Créer des milieux sécuritaires dans les camps de jour à NDG
Numéro de projet GSS: 13172

Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Non

Prénom: Anne
Nom: Dupont-Huot
Fonction: Coordonnateur(trice)
Numéro de téléphone: (514) 482-6665
Numéro de télécopieur: (514) 482-8185
Courriel: concertationjeunesse@ndg.ca

Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Hans
Nom: Heisinger
Fonction: Directeur(trice) exécutif(ve)

Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

Période du projet		
	Date de début	Date de fin
Prévue	2025-06-02	2025-08-22

Date limite de réception du rapport final
2025-09-22

Résumé du projet

Les camps de jour à NDG accueillent plusieurs centaines d'enfants du quartier. Depuis plusieurs années, les animateurs, coordonnateurs et directions de camps soulèvent combien l'enjeu de la violence est de plus en plus présent. Les enfants ont des comportements violents non seulement entre eux, mais également envers les équipes d'animation et de gestion. La Table de concertation jeunesse NDG souhaite donc répondre à cette problématique en créant 2 postes d'intervenants en prévention de la violence et gestion des émotions qui seraient déployés à travers les camps du quartier dont l'organisme responsable est membre de la Table. Au fil des étés passés, les équipes d'animation ont du intervenir physiquement pour séparer des enfants en bagarre à de multiples reprises. De plus, certains animateurs ont subi de la violence physique de la part des enfants (coups, tapes) comme de la violence verbale (insultes). Puis, les équipes constatent que, de plus en plus, les conflits étrangers sont importés dans les camps: les enfants reprennent des discours de haine dont ils ne saisissent pas les fondements et impacts. C'est justement pour cela que les intervenants spécialisés seront amenés non seulement à faire des interventions ciblées avec des enfants dont les comportements sont violents, mais ils animeront également des ateliers sur la gestion des émotions qui permettra de mieux communiquer. Par exemple, il sera question de la colère, de l'anxiété, de l'excitation et de l'empathie. Le discours sur la tolérance des différences sera omniprésent.

Impacts, résultats, activités

IMPACT(S) VISÉ(S)

Milieux sécuritaires dans les camps de jour

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Moins d'événements de violence rapportés entre les enfants

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Ateliers de gestion des émotions avec les enfants

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par mois	2	2	1	40	15

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Formations auprès des équipes d'animation

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par mois	2	2	2	5	15

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Interventions directes auprès d'enfants ayant des comportements problématiques

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par semaine	8	5	1	20	3

Mesures des résultats	Précision
Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Les équipes d'animation se sentent soutenues et apprécient leur travail

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Séances de debrief avec les équipes d'animation

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par semaine	8	1	1	5	15

Mesures des résultats	Précision
Par une enquête de satisfaction auprès de la population cible (incluant les groupes de discussions)	

Lieu(x) où se déroule le projet

Nom du lieu: Jeunesse Loyola
No civique: 6975
Rue: Avenue Chester
Code postal: H4V 2H9
Ville ou arrondissement: Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
Ville précision:

Nom du lieu: Centre Walkley
No civique: 6650
Rue: Chemin Côte-Saint-Luc
Code postal: H4V 1G6
Ville ou arrondissement: Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
Ville précision:

Nom du lieu: Centre Saint-Raymond
No civique: 5600
Rue: Chemin Upper Lachine
Code postal: H4A 2A6
Ville ou arrondissement: Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
Ville précision:

Nom du lieu: Centre Westhaven
No civique: 7409
Rue: Avenue Harley
Code postal: H4B 1L5
Ville ou arrondissement: Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
Ville précision:

Nom du lieu: Jeunesse Benny
No civique: 6440
Rue: De Terrebonne
Code postal: H4B 1B1
Ville ou arrondissement: Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
Ville précision:

Priorités d'intervention

- **Axe 2 - Objectif 2.2 : Appuyer la mise en place d'initiatives ciblées en prévention de la violence chez les enfants et les jeunes à risque de commettre ou de subir la violence - Prévention Montréal**:
  Développer les compétences et les habiletés sociales
- **Axe 2 - Objectif 2.2 : Appuyer la mise en place d'initiatives ciblées en prévention de la violence chez les enfants et les jeunes à risque de commettre ou de subir la violence - Prévention Montréal**: Accompagnement et interventions ciblés

Personnes différentes bénéficiant des activités du projet

	Nb. hommes	Nb. femmes	Autres identités de genre	Total (H + F + Autres)
Prévu	340	340	20	700

Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Enfants (6 – 11 ans)
- Adolescents (12 – 17 ans)

Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Ne s'applique pas à ce projet

Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet

- Personnes à faible revenu
- Personnes issues de l'immigration
- Jeunes à risque

Personnes issues de l'immigration

- Immigrants récents (moins de 5 ans)
- Immigrants depuis plus de 5 ans
- Réfugiés et demandeurs d'asile

Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?
Oui

Informations complémentaires: Dans le cadre des camps de jour, plusieurs enfants issus de culture différentes sont réunis. Il va de soit que les idéaux concernant les rôles sexués varient, et les animateurs, ainsi que les nouveaux intervenants qui seront en place, s'assurent d'offrir un lieu sécuritaire et accueillant pour tous les sexes. De plus, les lieux sont identifiés comme étant inclusifs et les animateurs agissent rapidement dès que des commentaires néfastes sur la diversité sexuelle sont entendus. De ce fait, les camps proposent un code de vie qui prône d'abord et avant tout le respect de chacun, de ses différences. L'objectif est de créer un lieu sûr dans lequel les jeunes peuvent évoluer tout en étant eux-mêmes.

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OBNL) / Organisme sans but lucratif (OSBL)
Précision: Jeunesse Loyola

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Participation au comité aviseur / Concertation		Oui
Expertise-conseil		Oui
Prêt de local		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 6975 avenue Chester
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H4V 2H9

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OBNL) / Organisme sans but lucratif (OSBL)
Précision: Jeunesse Benny

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Participation au comité aviseur / Concertation		Oui
Expertise-conseil		Oui
Prêt de local		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 6440 Terrebonne
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H4B 1B1

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OBNL) / Organisme sans but lucratif (OSBL)
Précision: Centre Walkley

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Participation au comité aviseur / Concertation		Oui
Expertise-conseil		Oui
Prêt de local		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 6650 Côte-Saint-Luc
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OBNL) / Organisme sans but lucratif (OSBL)
Précision: Centre Saint-Raymond

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Offre des stages / des emplois		Oui
Expertise-conseil		Oui
Prêt de local		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 5600 Upper Lachine
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H4A 2A6

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OBNL) / Organisme sans but lucratif (OSBL)
Précision: Centre Westhaven

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Participation au comité aviseur / Concertation		Oui
Expertise-conseil		Oui
Prêt de local		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 7405 Harley
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H4B 1L5

Nom du partenaire: Table de concertation / Table de quartier
Précision: Table de concertation jeunesse NDG

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Participation au comité aviseur / Concertation		Oui
Ressources humaines		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 6370 rue Sherbrooke Ouest
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H4B 1M9

Budget pour le personnel lié au projet

Poste(s) à taux horaire régulier	Taux horaire régulier	Nombre d'heures par semaine	Taux des avantages sociaux par semaine	Nombre de semaines prévu	Nombre de postes prévu	Budget total prévu
Intervenant(e)	27,00 $	35,00	170,10 $	12	2	26 762,40 $
Coordonnateur(trice)	33,83 $	2,00	12,17 $	13	1	1 037,79 $
Directeur(trice)	28,00 $	1,00	5,04 $	7	5	1 156,40 $
Total						**28 956,59 $**

Budget prévisionnel global

	Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant de l'autofinancement	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	
	Prévention Montréal	Somme de tous les $ «Autofinancement»	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	
	0,00 $	0,00 $	0,00 $	

Budget pour le personnel lié au projet				Total	Frais liés au personnel du projet
Intervenant(e)	26 762,40 $	0,00 $	0,00 $	**26 762,40 $**	26 762,40 $
Coordonnateur(trice)	1 037,79 $	0,00 $	0,00 $	**1 037,79 $**	1 037,79 $
Directeur(trice)	1 156,40 $	0,00 $	0,00 $	**1 156,40 $**	1 156,40 $
Total	**28 956,59 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**28 956,59 $**	**28 956,59 $**

Frais d'activités				Total
Équipement: achat ou location	100,00 $	0,00 $	0,00 $	**100,00 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Photocopies, publicité	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Déplacements	200,00 $	0,00 $	0,00 $	**200,00 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Assurances (frais supplémentaires)	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Autres	243,00 $	0,00 $	0,00 $	**243,00 $**
Total	**543,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**543,00 $**
% maximum =	20 %			
% atteint =	**1,81 %**			
Frais administratifs	**500,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**500,00 $**
% maximum =	10 %			
% atteint =	**1,67 %**			
Total	**29 999,59 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**29 999,59 $**
Montants non dépensés	**—**	**0,00 $**	**0,00 $**	**—**

Informations complémentaires

Au besoin, ajouter des informations complémentaires sur le projet

À chaque fin de saison estivale, la coordonnatrice de la Table de concertation jeunesse NDG rencontre les directions et coordinations de camps dont l'organisme est membre de la Table. Ces rencontres servent à dresser un bilan de l'été et proposer des avenues pour l'an prochain. C'est l'occasion pour les équipes de mettre en commun leurs enjeux et de partager des pistes de solution. C'est aussi, en quelque sorte, un espace de co-développement ponctuel. Par ailleurs, depuis plusieurs étés, un des thèmes qui revient de manière récurrente est la violence. Puis, celle-ci semble s'être exacerbée depuis les 2 dernières années particulièrement. Ce sujet accapare une grande partie des réunions et les personnes impliquées dans le «comité», à la fin de l'été 2024, se sont dotées d'un mandat collectif pour trouver une solution face à la violence grandissante dans ses camps. À titre d'exemple, 2 camps ont du faire appel à la police pour des situations qui dépassaient largement leurs compétences. Les directions et coordinations veulent éviter à tout prix que ce genre de situation arrive à nouveau. Avec la coordonnatrice de la Table jeunesse, elles ont donc décidé de développer un projet collectif qui pourrait répondre à la violence dans les camps, sur le même modèle qu'un projet dans lequel elles sont déjà impliquées depuis 3 ans: les intervenantes communautaires en persévérance scolaire (aide aux devoirs pendant les programmes après l'école).

Documents spécifiques au projet

Budget détaillé du projet

Nom du fichier	Périodes
Budget projet Intervenants prévention violence - Feuille 1.pdf	*Non applicable*

Bilan de la dernière édition du projet (si complété hors GSS)

—

Tous autres documents pertinents au projet (lettre d'intention, d'appui, dépliant, revue de presse, etc.)

—

Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer la (les) convention(s) avec la Ville de Montréal.

Nom du fichier	Périodes
CJE_NDG_résolution_signature_du protocole_d'ententes_CJE_NDG_2024_2025.pdf	*Non applicable*



Diversité et inclusion sociale Montréal

Document d'engagement

Je, soussigné **Hans Heisinger** est délégué et autorisé à déposer cette demande de soutien financier pour le projet **Créer des milieux sécuritaires dans les camps de jour à NDG** pour Carrefour jeunesse-emploi Notre-Dame-de-Grâce.

J'atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, la Ville de Montréal sera informée sans délais.

Hans Heisinger

Digitally signed by Hans Heisinger
DN: cn=Hans Heisinger, o=Carrefour jeunesse-emploi NDG, ou, email=hans.heisinger@cje-ndg.com, c=CA
Date: 2025.02.20 13:58:21 -05'00'

Hans Heisinger — **Date**

Directeur(trice) exécutif(ve)

2 – Dépenses admissibles

Dépenses admissibles

Sont considérées admissibles les dépenses liées à la réalisation du Projet dans le cadre du Programme.

Dépenses non admissibles

Certains frais ou activités ne peuvent faire l'objet d'un financement par la subvention prévue à la présente Convention :

- Les dépenses engagées avant la signature de la présente Convention par les Parties ou après la Date de terminaison;
- Les dépenses ayant d'autres fins que celles directement liées au Projet;
- Les dépenses courantes ou d'opérations, des frais d'intérêt, des coûts d'emprunt ou de l'amortissement;
- Le financement de la dette ou le remboursement d'emprunts déjà conclus ou à venir;
- Les activités déjà financées dans le cadre d'un autre programme de subvention;
- Rémunération, traitements et avantages sociaux destinés à du personnel ne travaillant pas directement à la réalisation du Projet. Pour plus de certitude, seule la rémunération des heures travaillées directement à la réalisation du Projet est une dépense admissible et les traitements et les avantages sociaux seront considérés comme des dépenses admissibles seulement pour la portion correspondant au pourcentage du nombre d'heures travaillées directement à la réalisation du Projet;
- Les bonis;
- Les frais liés aux absences pour lésions professionnelles;
- Les congés octroyés en vertu des dispositions relatives aux droits parentaux;
- Les coûts d'achat ou de location d'équipements ou de véhicules autres que ceux servant exclusivement à la réalisation du Projet;
- Tous biens capitalisables ainsi que les frais d'amortissement;
- Les dépenses d'immobilisation ou d'aménagement;
- Les coûts d'entretien ou de réparation de véhicules;
- Les dépenses liées aux projets qui ne correspondent pas à l'esprit et aux objectifs du Programme, dont celles liées à la protection des biens, la surveillance et l'embauche d'agents de sécurité et l'activité policière, incluant les services réguliers ou courants des corps de police;
- Les dépenses qui ne relèvent pas des champs de compétences de la Ville, notamment l'aide au loyer et la prestation de soins de santé, physique ou mentale;
- Le soutien à la mission globale de l'Organisme.

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

[Non applicable]

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1258159003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Objet :	Accorder une contribution financière au carrefour jeunesse emploi NDG totalisant 30 000 $, incluant les taxes si applicables, pour le projet « Créer des milieux sécuritaires dans les camps de jour à NDG » pour la période du 2 juin 2025 au 22 août 2025 dans le cadre du programme Prévention Montréal et approuver le projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1258159003 - CDN Prévention MTL.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mohand Ou Achou LAOUCHE
Préposé au budget
Tél : 514-872-0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-03-31

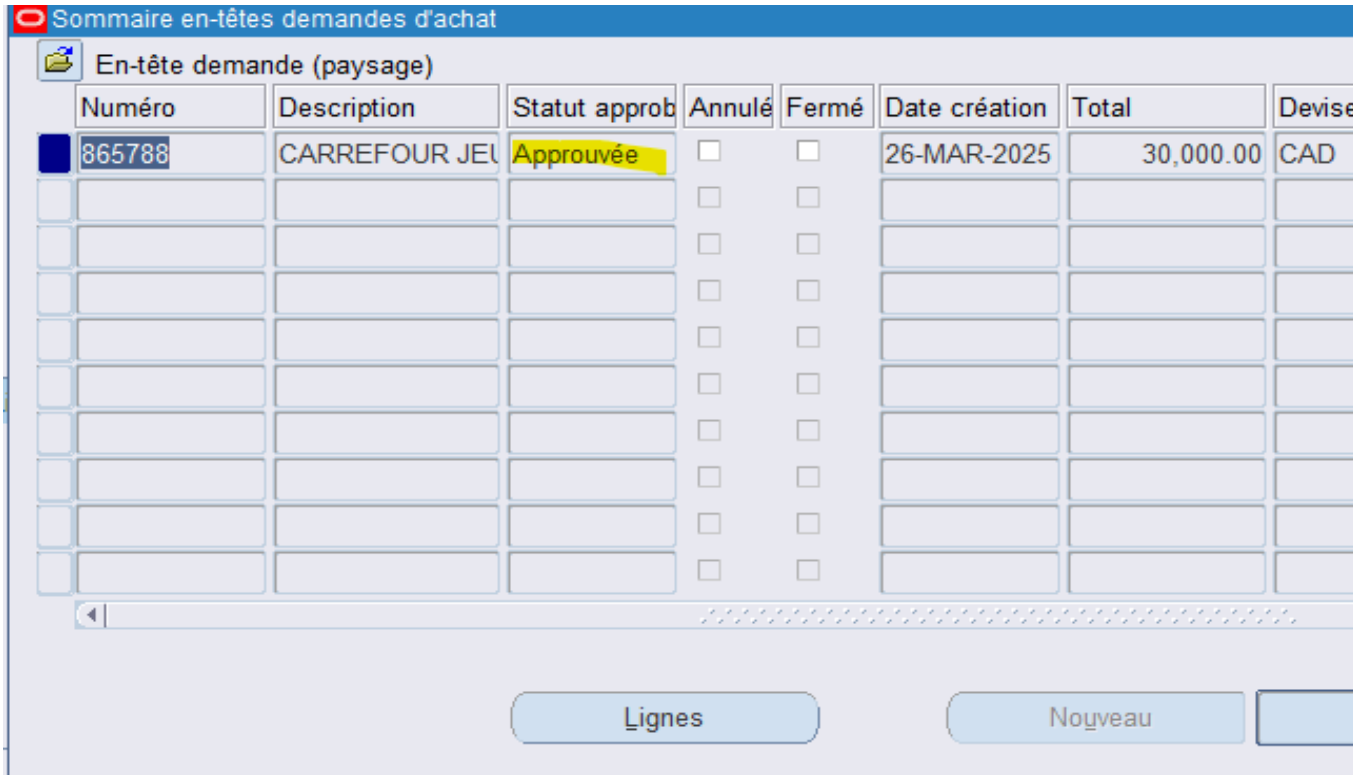
Jed BEN AOUN
Agent de gestion des ressources financieres
Tél : 514-872-0766
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

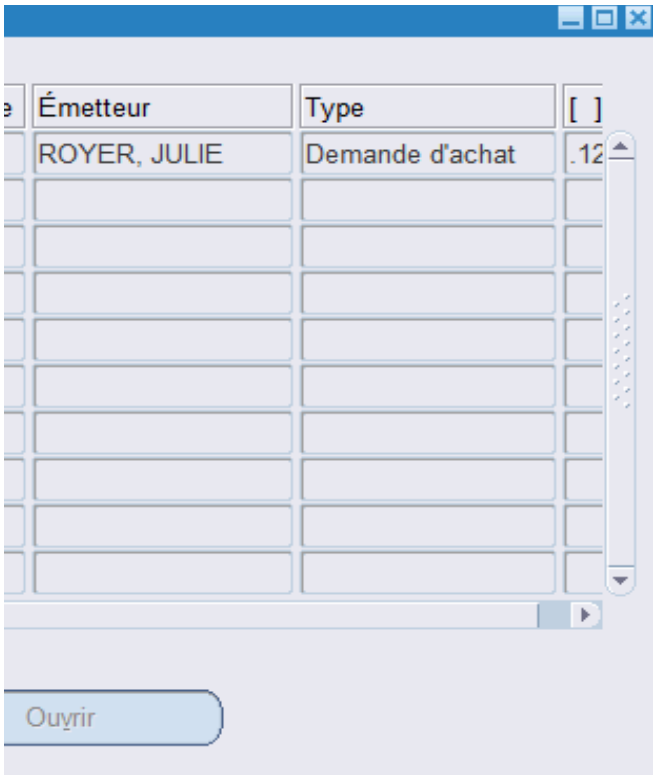
NO GDD : 1258159003

Accorder une contribution financière au carrefour jeunesse emploi NDG totalisant 30 000 $, incluant les taxes si applicables, pour le projet « Créer des milieux sécuritaires dans les camps de jour à NDG » pour la période du 2 juin 2025 au 22 août 2025 dans le c
Montréal et approuver le projet de convention à cette fin.

Imputation de la dépense

Numéro d'imputation	Libellé textuel	Nom de l'organisme	Titre du projet
2101.0014000.101550.05803.61900.016491.0000.004672.052131.00000.00000	AF - Général - Ville de Montréal * Crédits associés à des revenus dédiés * MSP - Bâtir des communautés plus sécuritaires * Développement social * Contribution financière* Autre organisme * – * Axe 2 - Sécurité urbaine * Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce	Carrefour jeunesse emploi Notre-Dame-de-Grâce	Créer des milieux sécuritaires dans les camps de jour à NDG
Total			


Sommaire en-têtes demandes d'achat
En-tête demande (paysage)
Numéro
Description
Statut approb
Annulé
Fermé
Date création
Total
Devise
865788
CARREFOUR JEU
Approuvée
26-MAR-2025
30,000.00
CAD
Lignes
Nouveau


Émetteur
Type
[ ]
ROYER, JULIE
Demande d'achat
.12
Ouvrir

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.07

2025/04/07
19:00

Dossier # : 1258159002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 ee) prendre des mesures adéquates, avec l'appui des partenaires, pour prévenir et contrer la pauvreté et l'exclusion sociale
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière à Club Ami la santé mentale par l'entraide et l'intégration socio-professionnelle Inc. totalisant 75 000 $, incluant les taxes si applicables, pour la coordination de la table itinérance, pour la période du 18 avril 2025 au 30 avril 2027 dans le cadre du Fonds en développement social local et approuver le projet de convention à cette fin.

IL EST RECOMMANDÉ :
D'accorder une contribution financière à Club Ami la santé mentale par l'entraide et l'intégration socio-professionnelle Inc. totalisant 75 000 $, incluant les taxes si applicables, pour la coordination de la table itinérance, pour la période du 18 avril 2025 au 30 avril 2027 dans le cadre du Fonds en développement social local et approuver le projet de convention à cette fin.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2025-04-02 10:10

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1258159002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 ee) prendre des mesures adéquates, avec l'appui des partenaires, pour prévenir et contrer la pauvreté et l'exclusion sociale
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière à Club Ami la santé mentale par l'entraide et l'intégration socio-professionnelle Inc. totalisant 75 000 $, incluant les taxes si applicables, pour la coordination de la table itinérance, pour la période du 18 avril 2025 au 30 avril 2027 dans le cadre du Fonds en développement social local et approuver le projet de convention à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

La table de concertation en itinérance à Côte-des-Neiges, a été créée en 2016 à la suite du forum Les visages de l'itinérance et de l'instabilité résidentielle. Cependant, pendant et après la crise sanitaire de la COVID-19 les besoins des personnes itinérantes et les services ont évolué rendant la nécessité d'un espace de concertation plus inclusif et mieux organisé plus prégnante. On constate notamment avec la pérennisation des services de la Halte de chaleur durant la période hivernale (de décembre à avril) de nouveaux visages ainsi que des enjeux de cohabitation dans plusieurs secteurs de l'arrondissement. L'itinérance visible et cachée ainsi que l'instabilité résidentielle sont des enjeux de plus en plus présents sur notre territoire.
Depuis 2022, les partenaires communautaires et institutionnels se sont lancés dans un exercice de réflexion sur la gouvernance et les priorités de la table. Cette démarche a évolué vers une restructuration complète de la table qui s'est dotée d'une gouvernance renforcée par un comité de coordination et de nouveaux mandats afin de rendre cohérente l'offre de service sur le territoire et aussi pousser la réflexion sur les causes de l'itinérance et de l'instabilité résidentielle. La table oriente maintenant ses travaux autour de trois objectifs :
1. Les causes de l'itinérance
2. Les enjeux de cohabitation
3. Une offre et un arrimage des services

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

S/O

DESCRIPTION

Pour faire face aux nouvelles réalités de l'itinérance (notamment en ce qui concerne l'itinérance cachée), pour développer le secteur de l'intervention et pour consolider les partenariats et la recherche, les membres de la table ont décidé de se pourvoir d'une ressource humaine pour coordonner la table. Ainsi, il sera plus aisé de développer une vision commune des enjeux d'itinérance dans le quartier CDN incluant des services à NDG, mais aussi d'assurer un meilleur arrimage entre les ressources existantes, développer de nouveaux projets, assurer la mise en oeuvre du plan d'action.

JUSTIFICATION

Le besoin de formaliser une instance de concertation réunissant un large éventail de partenaires communautaires et institutionnels est essentiel à la fois pour offrir un continuum de services aux personnes concernées, pour imaginer des leviers efficaces pour prévenir ces phénomènes et aussi pour agir de façon coordonnée quand des enjeux de cohabitation sociale se présentent. Par ailleurs, la participation financière de Centraide et le cadre de référence de soutien aux OBNL adopté en 2023 permettent de reconnaître ce soutien aux activités de concertation.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Une contribution financière de 75 000 $ incluant toutes les taxes si applicables sur trois ans au budget de fonctionnement allouée pour des contributions aux organismes du milieu, rubrique développement sociale de la DCSLDS.

Organisme	Nom du projet	Montant 2024	Montant recommandé 2025	Montant recommandé 2026	Montant recommandé 2027
Club Ami par l'entraide et l'intégration socio-professionelle Inc	Coordination de la table de concertation en itinérance	0 $	25 000 $	25 000 $	25 000 $

L'imputation budgétaire utilisée est la suivante:
2406.0010000.300775.05803.61900.16491.0000.000000.000000.00000.0000

Les renseignements relatifs à la certification des fonds sont indiqués dans l'intervention de la Direction des services administratifs, du greffe et de la gestion immobilière.

MONTRÉAL 2030

Voir le document joint à la section Pièces jointes.
Ce dossier contribue également à l'atteinte du plan stratégique 2023-2030 de l'arrondissement CDN-NDG dans l'axe 1.

Axe 1 Milieux de vie plus équitables et plus inclusifs
L'Arrondissement vise à créer des conditions qui vont réduire certaines conséquences de la pauvreté qui affectent une grande partie de la population, améliorer l'accès aux services municipaux offerts et favoriser une meilleure cohabitation sociale d

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Avoir une concertation bien organisée autour d'organismes capables de se mobiliser assure une meilleure prise en charge de l'enjeu et de meilleurs résultats sur le court, moyen et long terme pour les personnes itinérantes, pour les enjeux de cohabitation et pour prévenir les risques d'itinérance et ce sur l'ensemble du territoire de l'arrondissement.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S/O

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Un rapport d'étape sera transmis après chaque année de financement et un rapport final est requis au plus tard le mois suivant la date de fin du projet en 2027.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Othmane CHERRAD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Françoise CHARNIGUET
Conseillière en développement communautaire

Tél : 438-838-5256
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-03-12

Jean-Francois LABADIE
Chef de service développement social et vitalité communautaire

Tél : 438 865-5611
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Fimba TANKOANO
Directeur
Tél :
Approuvé le : 2025-03-21

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1258159002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Objet :	Accorder une contribution financière à Club Ami la santé mentale par l'entraide et l'intégration socio-professionnelle Inc. totalisant 75 000 $, incluant les taxes si applicables, pour la coordination de la table itinérance, pour la période du 18 avril 2025 au 30 avril 2027 dans le cadre du Fonds en développement social local et approuver le projet de convention à cette fin.



GDD1257570002_Grille d'analyse Montréal 2030.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Françoise CHARNIGUET
Conseillière en développement communautaire

Tél : 438-838-5256
Télécop. :

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : **1258159002**
Unité administrative responsable : **Arrondissement Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce – DCSLDS – Division Développement social et vitalité communautaire**
Projet : Accorder une contribution financière à Club Amil la santé mentale par l'entraide et l'intégration socio-professionelle Inc. totalisant 75 000 $, incluant les taxes si applicables, pour la coordination de la table itinérance, pour la période du 18 avril 2025 au 30 avril 2027 dans le cadre du Fonds en développement social local et approuver le projet de convention à cette fin.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	**X**		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? 19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Résultats attendus: favoriser le lien social, encourager la participation citoyenne des aînés et des personnes les plus vulnérables de l'arrondissement.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+* (Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle)

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		**X**	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? Ce dossier contribue aux engagements en matière d'inclusion, d'équité ou d'accessibilité universelle L'appel de projets a été élaboré en explicitant la nécessité de concevoir des propositions répondant aux besoins de l'ensemble de la population incluant les groupes sociaux vivant des discriminations, en ayant recours à de l'expertise en ADS+ et en intégrant la prise en compte de l'ADS+ dans les critères de sélection. Des cartes présentant les caractéristiques de la population et permettant de cibler les secteurs les plus vulnérables ont été développées et ainsi rejoindre des zones à forte concentration de personnes vulnérables.	**X**		



CLUB AMI 2025 signée.pdf

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
Soutien financier dans le cadre du Fonds en développement social local
GDD 1258159002

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, ayant une adresse au 5160, boulevard Décarie, bureau 600, Montréal (Québec) H3X 2H9, agissant et représentée par le secrétaire d'arrondissement, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CA04 1704, du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **CLUB AMI, LA SANTÉ MENTALE PAR L'ENTRAIDE ET L'INTÉGRATION SOCIO-PROFESSIONNELLE INC.** personne morale légalement constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi des compagnies, dont l'adresse principale est le 6767, chemin de la Côte-des-Neiges, bureau 596, Montréal (Québec) H3S 2T6, agissant et représentée par William Delisle, directeur général dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 893445478
Numéro d'inscription TVQ : 1006481473
Numéro d'inscription d'organisme de charité : 893445478RR0001

ci-après appelée l'« **Organisme** »

La Ville et l'Organisme sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme d'offrir des programmes éducatifs, culturels, récréatifs, sociaux et communautaires aux enfants, adolescents et jeunes adultes de la communauté. Notre objectif est de s'assurer que les besoins de la communauté sont comblés par l'accès à une programmation de qualité, offert en partenariat avec les établissements d'enseignement, les organismes communautaires et les programmes et services des divers paliers de gouvernement;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation de son Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti;

ATTENDU QUE le *Règlement sur la gestion contractuelle* adopté par la Ville en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* s'applique à la présente convention et qu'il est disponible pour consultation sur le site de la Ville.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

2.1 « Annexe 1 » : la demande de soutien financier déposée par l'Organisme décrivant le Projet, les activités proposées, les résultats escomptés, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement de ces activités;

2.2 « Annexe 2 » : Modèle de gouvernance;

2.3 « Projet » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « Rapport annuel » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « Reddition de compte » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « Responsable » : Directeur de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « Unité administrative » : Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser son Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution financière versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet.

4.1.2 assumer tous les coûts, incluant tout dépassement et risques associés à la réalisation du Projet, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la contribution financière prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention.

4.2 **Autorisations et permis**

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées.

4.3 **Respect des lois**

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment l'affichage de l'Organisme sur

toute propriété de la Ville, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de ses installations, le cas échéant;

4.3.3 dans la mesure où l'Organisme traiterait ou aurait accès à des renseignements personnels pendant la durée de la présente convention, traiter de manière confidentielle ces renseignements personnels et se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, étant toutefois expressément convenu par les Parties que tout tel traitement par l'Organisme sera fait exclusivement pour son propre compte et non pour celui de la Ville et que celle-ci n'encourra aucune responsabilité à cet égard.

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention, et faire en sorte que ceux-ci reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville, notamment par rapport aux autres partenaires au Projet, étant entendu qu'ils doivent être préalablement approuvés par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet et respecter toute autre modalité prévue au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant.

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable; cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 30 janvier de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente convention et le 31 décembre 2025 pour la première année et la période du 1er janvier d'une année au 31 décembre de l'année suivante pour les années subséquentes;

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « Date de terminaison »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité du Projet distincte de celle concernant les autres projets ou secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 transmettre au Responsable, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre au Responsable, ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers vérifiés au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

La transmission au Vérificateur général de la Ville doit être faite par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1);

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet.

4.6 **Remise de documents et conseil d'administration**

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7 **Responsabilité**

4.7.1 tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de la présente convention;

4.7.2 prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre eux par des tiers et indemniser la Ville en capital, intérêts et frais de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre eux ainsi que de toute somme qu'elle aura dû débourser pour défendre leurs intérêts avant ou après un tel jugement en raison de la présente convention;

4.7.3 malgré ce qui précède, l'Organisme n'est pas tenu d'indemniser la Ville ou de prendre son fait et cause lorsque cette obligation découlerait directement d'une faute lourde ou intentionnelle commise par la Ville ou ses employés, représentants et mandataires.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville convient de lui verser une contribution financière maximale de soixante-quinze mille dollars (75 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 **Versements**

La contribution financière sera versée à l'Organisme comme suit :

5.2.1 Pour l'année 2025 :

5.2.1.1 une somme maximale de vingt-cinq mille dollars (25 000 $) à la signature de la convention;

5.2.2 Pour l'année 2026 :

5.2.2.1 une somme maximale de vingt-cinq mille dollars (25 000 $) dans les 30 jours de la remise d'un rapport d'étape à la satisfaction du Responsable);

5.2.3 Pour l'année 2027 :

5.2.3.1 une somme maximale de dollars vingt-cinq mille dollars (25 000 $) dans les 30 jours de la remise d'un rapport final à la satisfaction du Responsable);

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 **Ajustement de la contribution financière**

Toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet doit être remise à la Ville à la fin de la présente convention sauf si une résolution dûment adoptée par l'instance compétente de la Ville autorise l'Organisme à la conserver. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit informer le Responsable, sans délai et par écrit, de l'existence de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent, dont, notamment :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du *Règlement sur la gestion contractuelle* de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux sous-paragraphes 6.3.1 à 6.3.3.

6.4 L'Organisme doit utiliser toute somme versée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, la contribution financière ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Organisme déclare et garantit :

7.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

7.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

7.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et, notamment, ceux lui permettant de consentir la licence prévue au paragraphe 9.2 de la présente convention;

7.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 8
ASSURANCES

8.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de (inscrire le montant en lettres – minimum de deux millions) de dollars ((inscrire le montant en chiffres) $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme assurée additionnelle.

Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne doit être applicable à la Ville.

8.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur.

8.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 9
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

9.1 Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents, photos, vidéos, données et autres remis à la Ville dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

9.2 L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à reproduire, à adapter, à modifier, à communiquer, à publier, à diffuser, à traduire, à conserver et à copier les Rapports en tout ou en partie, sous quelque forme ou support que ce soit à des fins municipales.

ARTICLE 10
DÉFAUT

10.1 Il y a défaut :

10.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

10.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

10.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

10.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

10.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 10.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

10.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 10.1.2, 10.1.3 ou 10.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

10.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des paragraphes 10.2 ou 10.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

ARTICLE 11
DURÉE

La présente convention prend effet à la date de sa dernière signature et se termine, sous réserve des articles 10 et 12, au plus tard le 31 janvier 2028.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 12
RÉSILIATION ET SUSPENSION

12.1 La Ville peut résilier la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Le Responsable avise l'Organisme par écrit de son intention de présenter à l'instance compétente de la Ville une recommandation à cet effet. À la réception de cet avis, l'Organisme doit soumettre dans un délai de dix (10) jours tous les rapports et documents exigés par le Responsable en joignant toutes les pièces justificatives requises.

12.2 Lorsque l'avis d'intention fait état d'une résiliation de la présente convention, l'Organisme doit, dès réception de cet avis, cesser immédiatement l'exécution de toutes activités pouvant engager des coûts à être financés à même la contribution financière versée par la Ville, en attendant la décision de l'instance compétente de la Ville et, dans l'intervalle, respecter les instructions émises par le Responsable. La Ville n'acquittera que le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet en date de l'avis d'intention.

12.3 En cas de résiliation, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

12.4 Le Responsable peut suspendre l'exécution de la présente convention, en tout temps, pourvu qu'il avise par écrit l'Organisme de cette suspension. Ce dernier doit se conformer aux instructions émises par le Responsable à ce sujet.

12.5 Lorsque le Responsable informe l'Organisme qu'il peut reprendre la réalisation du Projet, celui-ci doit le faire selon les conditions et le délai convenus avec le Responsable.

12.6 La résiliation ou la suspension de la présente convention ne donnent droit à l'Organisme à aucune compensation ou indemnité et celui-ci convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation ou de la suspension de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 **Représentations de l'Organisme**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 6767, chemin de la Côte-des-Neiges, bureau 596, Montréal (Québec) H3S 2T6, et tout avis doit être adressé à l'attention du directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 5160, boulevard Décarie, 6e étage, Montréal, Québec, H3X 2H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement,

ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AU LIEU ET À LA DATE INDIQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20____

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____

Secrétaire d'arrondissement

Signé à Montréal

Le 24e jour de mars 2025

CLUB AMI, LASANTÉ MENTALE PAR L'ENTRAIDE ET L'INTÉGRATION SOCIO-PROFESSIONNELLE INC.

Par : _____

William Delisle (directeur général)

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal, le 7e jour d'avril 2025 (Résolution _____).

ANNEXE 1 PROJET

#13198 - Coordination de la Table de concertation en itinérance de Côte-des-Neiges - Demande de soutien financier (envoyée le 7 mars 2025 à 10:56)

Nom de l'organisme	Mission
CLUB AMI, LA SANTÉ MENTALE PAR L'ENTRAIDE ET L'INTÉGRATION SOCIO-PROFESSIONNELLE INC.	Club Ami est un organisme communautaire à but non lucratif, situé dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges, visant à améliorer la qualité de vie de ceux et celles qui sont aux prises avec des problèmes sévères et persistants de santé mentale. Notre organisme se donne comme objectif de rompre l'isolement social trop souvent vécu par les personnes les plus fragilisées de notre société. Dans un climat chaleureux, Club Ami propose une gamme d'activités variées et propices à la création. Nous préparons également divers ateliers traitant de sujets qui concernent nos membres. Nos objectifs : Participer à l'intégration locale et communautaire Promouvoir la liberté de parole Encourager l'expression artistique et intellectuelle Favoriser l'échange et le partage des expériences singulières Développer un milieu de vie inclusif

Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
Appel sur invitation Fonds en développement social local table de concertation itinérance (Autre)

Informations générales

Nom du projet: Coordination de la Table de concertation en itinérance de Côte-des-Neiges
Numéro de projet GSS: 13198

Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Non

Prénom: William
Nom: Delisle
Fonction: Directeur(trice) général(e)
Numéro de téléphone: (514) 651-3004
Numéro de télécopieur:
Courriel: w.delisle@clubami.qc.ca

Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: William
Nom: Delisle
Fonction: Directeur(trice) général(e)

Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

Période du projet		
	Date de début	Date de fin
Prévue	2025-04-18	2027-03-31

Date limite de réception du rapport final
2027-05-01

Résumé du projet

Depuis la création de la table de concertation en itinérance à Côte-des-Neiges en 2016, à la suite du forum **Les visages de l'itinérance et de l'instabilité résidentielle**, ses membres se sont engagé·es dans plusieurs projets novateurs au cours des années (halte chaleur, cantine mobile, cohabitation sociale, etc.). Alimentant les réflexions et les pistes de solution, construisant des partenariats et augmentant la force d'intervention du quartier et ses alentours dans la prévention, la consolidation des services et le travail direct avec la population en situation d'itinérance et d'instabilité résidentielle, cet espace de concertation a évolué vers une restructuration complète en 2023.

Dotée depuis d'une nouvelle gouvernance (comité de coordination composé d'un·e représentant·e de MultiCaf, Prévention CDN-NDG, Club Ami et la CDC de CDN) et de nouveaux mandats (afin de rendre cohérent l'offre de service sur le territoire et aussi de pousser la réflexion sur les causes de l'itinérance et de l'instabilité résidentielle et sur les différentes approches d'intervention), la table de concertation en itinérance oriente maintenant ses travaux à travers trois objectifs concrets :

1. Causes de l'itinérance

2. Enjeux de cohabitation

3. Offre et arrimage des services

(voir les documents en annexe)

Pour faire face aux nouvelles réalités de l'itinérance à Côte-des-Neiges et ses alentours (notamment en ce qui concerne l'itinérance cachée et les nouvelles vagues de demandeur·deresses d'asile), pour développer le secteur d'intervention et pour consolider les partenariats et la recherche dans le domaine, les membres de la table ont décidé de se pourvoir d'une ressource humaine qui coordonnerait la table dans son ensemble, menant à bien ses objectifs. Ce nouveau poste de coordination de la table, nécessaire afin de développer une vision commune des enjeux d'itinérance sur le territoire, mais aussi d'assurer un meilleur arrimage entre les ressources et de développer de nouveaux projets et potentiellement de nouvelles ressources, servira aussi à faire reconnaître et à alimenter l'expertise de la table sur les plans régional et national.

Pour finir, la coordination de la table aura le rôle actif de planifier, organiser et animer les rencontres régulières des membres. Elle aura un rôle très important dans la mise sur pied d'un plan d'action territorial et concerté ainsi que dans l'activation de potentiels projets structures d'intervention et de sensibilisation (cohabitation). En lien avec le plan d'action qui sera prochainement adopté, la table pourra porter des projets d'information et de sensibilisation auprès d'un large public ainsi que la réalisation d'activités pour soutenir la création de nouvelles ressources comme : cartographie des possibilités de subventions, sondage sur les possibilités de développement de ressource, assurer un suivi des projets dans le quartier. Le tout, à des fins de pérennisation du projet.

Impacts, résultats, activités

IMPACT(S) VISÉ(S)

Développer un secteur d'intervention large et structurant

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Développer une meilleure compréhension de la réalité de l'itinérance sur le territoire et développer une vision commune des enjeux d'itinérance

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Planifier, organiser et animer les réunions régulières de la table itinérance dans l'optique d'une mise en commun d'informations et de données

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par trimestre	12	1	3	1	30

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Mobiliser les membres des quartiers Côte-des-Neiges et Notre-Dame-de-Grâce

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants

Mesures des résultats	Précision
Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Assurer une meilleure coordination entre les ressources du quartier

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Développer des outils permettant une communication et un arrimage entre les différentes ressources

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants

Mesures des résultats	Précision
Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Outiller le milieu pour développer les connaissances et agrandir l'expertise des équipes

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Création d'une programmation de formations offerte gratuitement pour le milieu sur des thématiques répondant aux besoins, par exemple la dépendance, la consommation et la santé mentale

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Bimensuel	18	18	3	1	20

Mesures des résultats	Précision
Par des questionnaires remplis avant et après par les participants	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Rétention des savoirs et expertises en termes d'intervention dans le quartier Côte-des-Neiges

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Base de données et documentations

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants

Mesures des résultats	Précision
Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)	

IMPACT(S) VISÉ(S)

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Développer un plan d'action territorial et concerté, des nouveaux projets de sensibilisation et contribuer à la création de nouvelles ressources

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Porter des projets d'information et de sensibilisation auprès d'un large public ainsi que la réalisation d'activités pour soutenir la création de nouvelles ressources

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Développer un plan d'action territorial et concerté sur les enjeux d'itinérance et d'instabilité résidentielle

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants

Mesures des résultats	Précision
Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)	

IMPACT(S) VISÉ(S)

Promouvoir et alimenter l'expertise du quartier Côte-des-Neiges en intervention/recherche sur le phénomène de l'itinérance et de l'instabilité résidentielle

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Participer au comité des intervenant-es de première ligne

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Comité des intervenant-es de première ligne (communauté de pratique locale)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par mois	36	36	2	1	20

Mesures des résultats	Précision
Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)	

Représenter les enjeux de Côte-des-Neiges sur différentes instances régionales et nationales

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Inscrire Côte-des-Neiges et ses partenaires dans l'écosystème de l'itinérance montréalais et québécois

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Ambassadeur·trice de Côte-des-Neiges dans les regroupements régionaux et nationaux

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants

Mesures des résultats	Précision
Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Retour d'informations et connaissances essentielles dans l'intervention en itinérance

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Alimenter la base de données et la documentation

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants

Mesures des résultats	Précision
Dans le cadre d'une évaluation du projet (à l'interne ou par un tiers)	

Lieu(x) où se déroule le projet

Même adresse que l'organisme
No civique: 6767
Rue: Côte-des-Neiges
Numéro de bureau: 596
Code postal: H3S 2T6
Ville: Ville de Montréal
Ville précision:

Nom du lieu: Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce et ses alentours

Priorités d'intervention

- **Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Autre**: Vivre-ensemble
- **Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Autre**: Lutte contre la pauvreté
- **S'engager dans un partenariat social et économique - Autre**: Partenariats interréseaux

Personnes différentes bénéficiant des activités du projet

	Nb. hommes	Nb. femmes	Autres identités de genre	Total (H + F + Autres)
Prévu	50	50	25	125

Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Jeunes adultes (18 – 35 ans)
- Adultes (36 – 64 ans)
- Personnes aînées (65 ans et plus)

Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Tous les types de ménage

Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet

- Personne en situation d'itinérance

Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?
Non

Informations complémentaires:
La table de concertation en itinérance à Côte-des-Neiges veut se doter d'outils d'analyse transversaux concernant les enjeux d'itinérance et d'instabilité résidentielle. Le projet de coordination permettra d'aller chercher les meilleures pratiques en ce qui concerne l'ADS+, mais aussi pour ce qui est des outils d'analyse de la diversité et de l'inclusion plus adéquats pour ces enjeux. Ces outils serviront aussi aux membres de la table dans l'idéation et la mise en place de projets structurants.

La participation des personnes concernées reste une priorité dans l'ensemble des projets soutenus par la table. La coordination aura l'occasion de développer des ressources inclusives et adaptées afin d'avoir le plus d'informations possibles sur les réalités du quartier, sur la faisabilité des projets et sur la réponse aux besoins des personnes en situation d'itinérance ou d'instabilité résidentielle.

Contributions des partenaires

Nom du partenaire: Centraide
Précision: Projet unique

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	50 000,00 $	Oui
Expertise-conseil		Oui
Appui financier	100 000,00 $	Non

Nom de la personne ressource: Valérie Fortin
Adresse courriel: fortinv@centraide-mtl.org
Numéro de téléphone: (514) 288-1261
Adresse postale: 493, rue Sherbrooke Ouest
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H3A 1B6

Nom du partenaire: Autre partenaire : veuillez l'identifier
Précision: MultiCaf

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Soutien administratif		Oui

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 3591, avenue Appleton
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H3S 1K4

Nom du partenaire: Poste de quartier (PDQ), SPVM
Précision: PDQ 26

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Participation au comité aviseur / Concertation		Oui

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 7405 Ave. Mountain Sights
Ville: Ville de Montréal

Nom du partenaire: Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS)
Précision: (Centre-Ouest) Équipe Connexion, Équipe organisation communautaire, Santé mentale et dépendance

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Formation		Oui
Participation au comité aviseur / Concertation		Oui

Nom de la personne ressource:
Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 5700, chemin de la Côte-des-Neiges
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H3T 2A8

Budget pour le personnel lié au projet

Poste(s) à taux horaire régulier	Taux horaire régulier	Nombre d'heures par semaine	Taux des avantages sociaux par semaine	Nombre de semaines prévu	Nombre de postes prévu	Budget total prévu
Coordonnateur(trice)	28,93 $	35,00	151,90 $	156	1	181 654,20 $
Total						**181 654,20 $**

Budget prévisionnel global

	Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant de l'autofinancement	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	
	Autre: Fonds en développement social local	Somme de tous les $ «Autofinancement»	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	
	0,00 $	0,00 $	150 000,00 $	

Budget pour le personnel lié au projet				Total	Frais liés au personnel du projet
Coordonnateur(trice)	48 360,00 $	0,00 $	133 294,20 $	**181 654,20 $**	181 654,20 $
Total	**48 360,00 $**	**0,00 $**	**133 294,20 $**	**181 654,20 $**	**181 654,20 $**

Frais d'activités				Total
Équipement: achat ou location	2 500,00 $	0,00 $	0,00 $	**2 500,00 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Photocopies, publicité	1 500,00 $	0,00 $	0,00 $	**1 500,00 $**
Déplacements	4 140,00 $	0,00 $	0,00 $	**4 140,00 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Assurances (frais supplémentaires)	0,00 $	0,00 $	1 908,00 $	**1 908,00 $**
Autres	18 500,00 $	0,00 $	0,00 $	**18 500,00 $**
Total	**26 640,00 $**	**0,00 $**	**1 908,00 $**	**28 548,00 $**
% maximum =	20 %			
% atteint =	**12,69 %**			
Frais administratifs	**0,00 $**	**0,00 $**	**14 736,96 $**	**14 736,96 $**
% maximum =	10 %			
% atteint =	**6,55 %**			
Total	**75 000,00 $**	**0,00 $**	**149 939,16 $**	**224 939,16 $**
Montants non dépensés	—	**0,00 $**	**60,84 $**	—

Informations complémentaires

Au besoin, ajouter des informations complémentaires sur le projet

CENTRAIDE

Centraide s'est engagé à subventionner ce projet à la hauteur de 50 000$ pour l'année 2025-2026, avec possibilité de reconduction sur deux ou trois ans (pour un total de 100 000$ supplémentaire). Un des rôles de la coordination et du fiduciaire sera de trouver des pistes de pérennisation du projet sur le long terme.

SALAIRE

Les conditions salariales à Club Ami évolue selon une politique qui avantage les employé-es selon leur ancienneté. Une année complète travaillée à Club Ami permet de se déplacer dans la grille salariale décidée par le conseil d'administration. Dans un souci d'équité et un désir de retenir les acteur·trices du milieu au sein de la communauté, il est donc primordial que la coordination de la table itinérance soit soumise aux mêmes avantages. C'est pourquoi chaque année du projet a son salaire (voir le budget détaillé).

EMBAUCHE

En tant qu'organisme fiduciaire du projet, Club Ami compte sur la participation du comité de coordination de la table pour mettre sur pied un comité d'embauche composé d'acteur·trices du milieu et ce, dès le 18 mars. L'offre d'emploi sera publiée à partir de cette date et plusieurs stratégies de ciblage de candidat·es potentiel·les seront activées.

TERRITOIRE

La table de concertation en itinérance de Côte-des-Neiges regroupe plusieurs organismes de plusieurs quartiers (Côte-des-Neiges, Notre-Dame-de-Grâce, Centre-Ville, etc.) (voir la liste des membres actuels en annexe). Tout dépendamment des enjeux d'itinérance et d'instabilité résidentielle, la table est ouverte aux groupes oeuvrant dans les quartiers limitrophes à Côte-des-Neiges.

PLAN D'ACTION 2025-2030

Depuis janvier 2025, la table de concertation en itinérance s'est attelée à la construction d'un plan d'action et ce, en plusieurs étapes : sondage aux membres concernant les enjeux actuels sur le territoire (pour ce qui est des causes, de l'arrimage des services et de la cohabitation), une rencontre réflexive avec les membres afin de prioriser les enjeux pertinents et les actions pour répondre à ces enjeux, le tout avec un souci de cohérence, une rencontre finale de bilan et d'adoption du nouveau plan d'action 2025-2030. Le plan d'action sera disponible après le 12 mars 2025 (voir annexe).

Documents spécifiques au projet

Budget détaillé du projet

Nom du fichier	Périodes
Budget_détaillé_CLUBAMI_Table_itinérance.xlsx	*Non applicable*

Bilan de la dernière édition du projet (si complété hors GSS)

—

Tous autres documents pertinents au projet (lettre d'intention, d'appui, dépliant, revue de presse, etc.)

Nom du fichier	Périodes
Offre d'emploi _ Coordination de la table itinérance de Côte-des-Neiges.pdf	*Non applicable*
One pager - Table itinérance de Côte-des-Neiges.pdf	*Non applicable*
Statuts et reglements - Table itinerance.pdf	*Non applicable*
Gouvernance Table itinérance.pdf	*Non applicable*
Liste des membres Table itinérance CDN.pdf	*Non applicable*

Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer la (les) convention(s) avec la Ville de Montréal.

Nom du fichier	Périodes
Extrait PV 27225.pdf	Validité du 2025-02-27

Engagement du répondant

Nom du fichier
CCF_000331.pdf

inclusion sociale
Montréal

Document d'engagement

Je, soussigné **William Delisle** est délégué et autorisé à déposer cette demande de soutien financier pour le projet **Coordination de la Table de concertation en itinérance de Côte-des-Neiges** pour CLUB AMI, LA SANTÉ MENTALE PAR L'ENTRAIDE ET L'INTÉGRATION SOCIO-PROFESSIONNELLE INC..

J'atteste que les renseignements qui figurent sur ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, la Ville de Montréal sera informée sans délais.

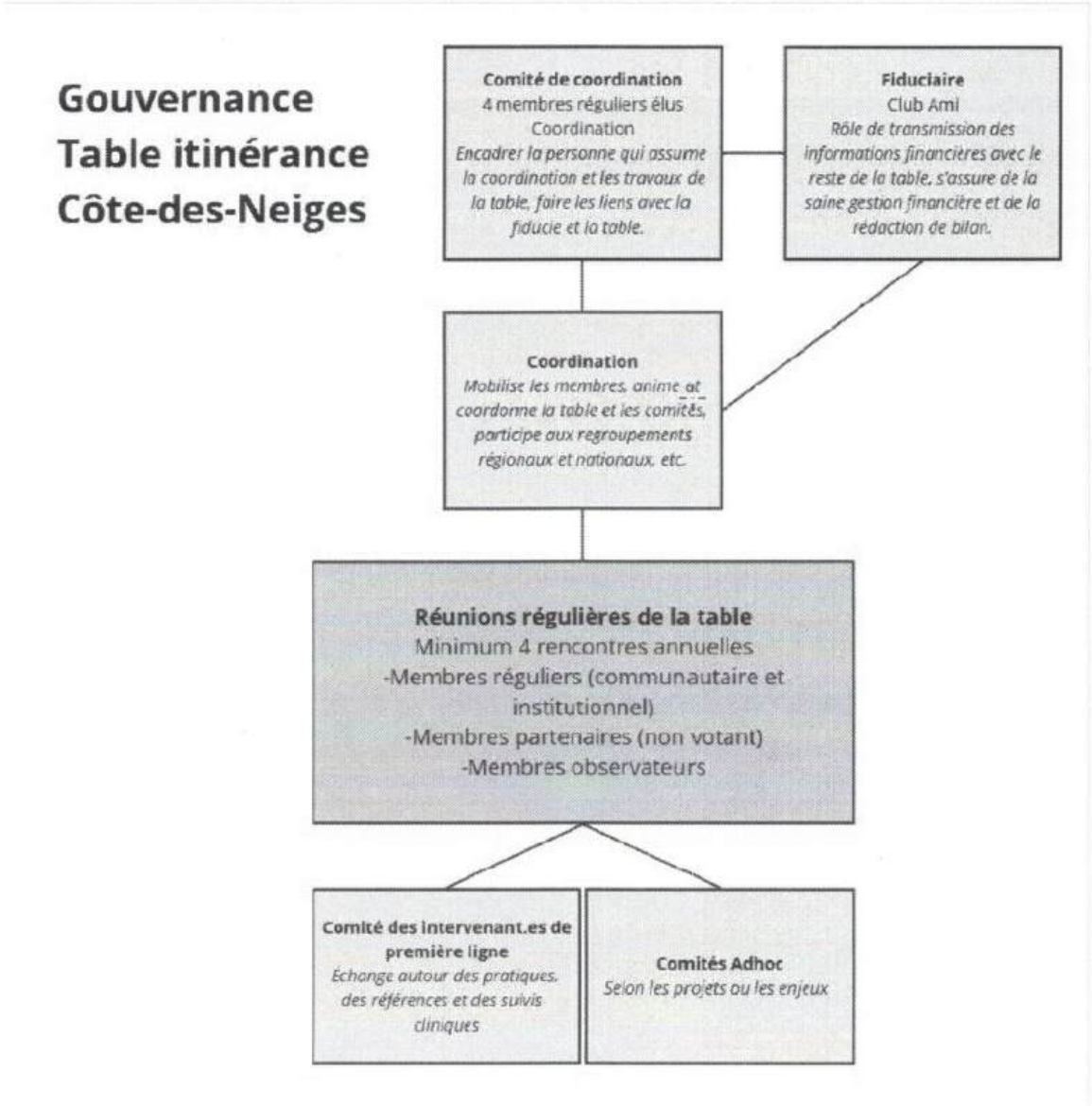
William Delisle

Directeur(trice) général(e)

06 mars 2025.

Date

ANNEXE 2 MODELE DE GOUVERNANCE



Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1258159002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Direction
Objet :	Accorder une contribution financière à Club Ami la santé mentale par l'entraide et l'intégration socio-professionnelle Inc. totalisant 75 000 $, incluant les taxes si applicables, pour la coordination de la table itinérance, pour la période du 18 avril 2025 au 30 avril 2027 dans le cadre du Fonds en développement social local et approuver le projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1258159002 - Certification de fonds.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Othmane CHERRAD
Conseiller en gestion des ressources financières

Tél : 514-868-3230

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-03-13

Roxanne BOUDREAULT
Directrice des services administratifs , du greffe et de la gestion immobilière (Par interim)
Tél : 514-299-3924
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs , du greffe et de la gestion immobilière

No. du dossier	1258159002
Nature du dossier	**Contribution financière**
Financement	**Budget de fonctionnement**

Ce dossier vise à :
Accorder une contribution financière à Club Amil la santé mentale par l'entraide et l'intégration socio-professionelle Inc. totalisant 75 000 $, incluant les taxes si applicables, pour la coordination de la table itinérance, pour la période du 18 avril 2025 au 30 avril 2027 dans le cadre du Fonds en développement social local et approuver le projet de convention à cette fin.

Organisme	Nom du projet	Montant recommandé 2025	Montant recommandé 2026	Montant Recommandé 2027
Club Ami par l'entraide et l'intégration socio-professionelle Inc	Coordination de la table de concertation en itinérance	25 000 $	25 000 $	25 000 $

Cette dépense est financée par le budget de fonctionnement de la DCSLDS et sera imputée comme suit :

IMPUTATION	2025
2406.0010000.300775.05803.61900.16491.0000.000000.000000.00000.0000 CR: CDN - Développement social A: Développement social O: Contribution à d'autres organismes SO: Autres organismes	25 000 $

La demandes d'achats #863839 a été préparée afin de réserver les fonds dans le système comptable.

Le bon de commande requis sera préparé à la suite de l'approbation du dossier par le conseil d'arrondissement.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.08

2025/04/07
19:00

Dossier # : 1250055001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division du développement social et vitalité communautaire
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière à deux OBNL, pour deux projets, totalisant la somme de 239 951 $, toutes taxes incluses si applicable, pour la période du 1e avril 2025 au 31 mars 2026, dans le cadre du Programme de Soutien à la Concertation et aux Enjeux Sociaux Émergents (PSCESE) - Volet logement. Approuver les projets de convention à cette fin.

IL EST RECOMMANDÉ :
1. D'accorder une contribution financière de : 119 986$ $ (toutes taxes incluses si applicable) à LogisAction pour le projet « Ensemble pour des logements plus sains à NDG » pour la période du 1er avril 2025 au 31 mars 2026;

2. D'accorder une contribution financière de : 119 965$ (toutes taxes incluses si applicable) à Projet Genèse pour le projet « RénoActions solidaires dans les rénovictions », pour la période du 1er avril 2025 au 31 mars 2026;

3. D'approuver les projets de convention à cet effet;

4. D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2025-04-01 16:12

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

directeur(-trice) - arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1250055001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division du développement social et vitalité communautaire
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière à deux OBNL, pour deux projets, totalisant la somme de 239 951 $, toutes taxes incluses si applicable, pour la période du 1e avril 2025 au 31 mars 2026, dans le cadre du Programme de Soutien à la Concertation et aux Enjeux Sociaux Émergents (PSCESE) - Volet logement. Approuver les projets de convention à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

L'enjeu du logement a été identifié comme prioritaire par les organismes et la population de notre territoire lors des consultations du plan stratégique d'arrondissement et à l'occasion des planifications stratégiques de quartiers.
L'arrondissement a fait de l'amélioration des conditions de logement l'un de ses principaux résultats dans le cadre de son Plan stratégique 2023-2030 (Plan stratégique). Le volet logement du programme de financement Soutien à la concertation et aux enjeux sociaux émergents, a été adopté le 4 décembre 2025. Celui-ci servira de levier à des OBNL ou à des concertations pour la mise en œuvre de certaines interventions prévues dans ces plans et d'en améliorer la portée.

En 2016, la Table de quartier de CDN a amorcé une démarche de planification stratégique du quartier qui a mené à l'adoption d'un plan stratégique en 2018. Parmi les priorités énoncées, celles visant l'accès à un logement salubre et à un logement abordable sont accompagnées de stratégies d'actions qui ont été déployées depuis leur adoption. Ainsi, deux chantiers ont été mis en place, l'un sur le logement social et abordable et l'autre sur la salubrité.

En 2024, la Table de quartier de NDG a finalisé une planification stratégique, l'une des priorités retenues porte sur le logement. Trois axes ont été élaborés sur cette priorité, soit l'accès au logement, l'abordabilité et un axe sur le maintien d'un logement sain.

Les intervenants engagés dans les réflexions de ces deux tables de quartier ont rapporté que les locataires avaient de la difficulté à défendre leurs droits. La faible disponibilité de logements sur le marché privé met en compétition les personnes à faible revenu et modeste avec les travailleurs bénéficiant d'un revenu plus avantageux. Les personnes immigrantes à Montréal font face à des défis particuliers en matière de droits des locataires. Ces enjeux sont souvent liés à une combinaison de facteurs, notamment la barrière linguistique, la méconnaissance des lois et règlements en vigueur, la discrimination et la précarité financière et l'isolement social.

Dans le cadre du programme (PSCESE - Volet logement), un appel à projet sur invitation a été lancé du 10 janvier au 11 février 2025.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA24 170265 : Adopter un programme de soutien à la concertation et aux enjeux sociaux émergents - volet logement 2025-2026.

CA24 170072 : Accorder une contribution financière à deux OBNL, pour trois projets, totalisant la somme de 127 263 $, toutes taxes incluses si applicable, pour la période du 8 avril au 31 décembre 2024, en provenance du budget du Fonds de développement social local. Approuver les projets de convention à cet effet.

CA24 17240 : Accorder une contribution financière de 80 000 $, incluant toutes les taxes si applicables, à la Corporation de développement communautaire de Côte-des-Neiges, pour la réalisation des activités de la « Table habitation sociale et du Chantier salubrité de Côte-des-Neiges », pour la période du 1er décembre 2024 au 31 décembre 2025 et approuver le projet de convention à cette fin.

CA24 170069 : Accorder une contribution financière de 332 722,89 $, incluant toutes les taxes si applicables à l'Organisation d'Éducation et d'Information Logement de Côte-des-Neiges pour la réalisation du projet « Escouade salubrité Côte-des-Neiges », du 1er avril 2024 au 31 mars 2027 et approuver le projet de convention à cette fin.

CA24 170158 : Accorder une contribution financière au Conseil communautaire Notre-Dame-de-Grâce et à la Corporation de développement communautaire de Côte-des-Neiges, totalisant 73 743,10 $, incluant toutes les taxes si applicables, pour la réalisation des activités « Table de quartier » conformément au Cadre de référence de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local, pour la période du 2 juillet 2024 au 31 mai 2025. Approuver les projets de convention à cette fin.

CA23 170147 : Adopter les surplus de gestion dégagés de l'exercice financier 2022, d'une somme de 5 652 400 $, de réaffecter divers surplus affectés non utilisés pour un montant de 1 140 600 $ et d'affecter 6 793 000 $ à la réalisation de divers projets.

DESCRIPTION

Nom de l'organisme : LogisAction
Nom du projet : Ensemble pour des logements plus sains à NDG
Montant de la contribution financière recommandé : 119 986 $
Brève description :
Le projet aidera à accompagner les locataires de NDG de manière inclusive pour trouver des solutions aux problèmes de l'insalubrité.

Voici les activités principales du projet :

1) **Informer les locataires** de leurs droits et responsabilités en organisant des rencontres individuelles et des ateliers . Les locataires sont informés de la problématique de l'insalubrité ainsi que des différents recours associés. Un accompagnement soutenu et de bonne qualité est offert par la suite aux locataires.

2) **Travailler en partenariats** avec différents organismes et acteurs du quartier pour rejoindre les populations isolées et vulnérables . Un point de service dans des organismes qui travaillent avec des populations vulnérables telles que les aînés (Centre Eva Mars den), les immigrants (Bienvenue à NDG) et les locataires à faible revenu (le Dépôt) seront planifiés. Un

accompagnement inclusif et complet en collaboration avec le CIUSSS et l'arrondissement complétera l'intervention.

3) **Faire du porte-à-porte** dans le quartier, en particulier dans les secteurs prioritaires désignés par le Conseil communautaire de NDG ainsi que les secteurs qui ont un Indice d'équité des milieux de vie 2023 élevé selon la Ville de Montréal. Plusieurs de ces secteurs comptent également de nombreuses populations vulnérables comme les personnes âgées , les immigrants, et les allophones (Ville de Montréal, 2023).

4) **Assurer de la continuité** du projet pour soutenir les populations vulnérables du quartier.

Nom de l'organisme : Projet Genèse
Nom du projet : RénovAction
Montant de la contribution financière recommandé : 119 965 $

Brève description :
1 . **Prévention** – Avant même que les locataires vulnérables ne subissent des pressions de rénoviction de la part de leur propriétaire, les immeubles à risque seront identifiés grâce à des sources d'informations impliquant les ventes immobilières et les permis de rénovation. Des dépliants sont distribués pour informer les locataires de leurs droits et responsabilités .

2 . **Repérage** – Une campagne de sensibilisation avec affiches et dépliants aux organismes locaux sera déployée, en utilisant nos services d'accompagnement individualisés pour identifier les immeubles sous pression. Une campagne de porte-à-porte sera déployée simultanément dans le quartier.

3. **RénovAction** – Une fois l'immeuble identifié, les locataires seront sensibilités à leurs droits et des actions collectives seront organisées. Ces interventions renforceront le pouvoir d'agir des locataires en favorisant la solidarité et l'entraide. Les locataires visés développeront une conscience sociale de leurs problèmes personnels et de leurs droits et responsabilités lors de l'action collective.

JUSTIFICATION

Ce soutien permet de renforcer les capacités collectives des organismes et d'agir sur des enjeux sociaux émergents pour la réalisation d'activités liées à la salubrité dans les logements et aux rénovictions par un soutien aux locataires vulnérabilités de CDN-NDG.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le versement des contributions dans le cadre de ce programme est assumé par l'Arrondissement.

Le montant alloué au Programme de soutien à la concertation et aux enjeux sociaux émergents- volet logement 2025-2026 est de 500 000$ et proviendra du surplus de l'arrondissement affecté à la sécurité urbaine (GDD 1246290008)

Organisme	Nom du projet	Montant recommandé 2025-2026
LogisAction	Ensemble pour des logements plus sains à NDG.	119 986 $
Projet Genèse	RénovActions	119 965 $

L'imputation budgétaire utilisée est la suivante:

Les renseignements relatifs à la certification des fonds sont indiqués dans l'intervention de la Direction des services administratifs, du greffe et la gestion immobilière

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue également à l'atteinte du Plan stratégique 2023-2030 de l'Arrondissement :
- Offrir des milieux de vie plus équitables et plus inclusifs (axe 1 du plan), en permettant à la population d'accéder à du logement social, abordable, salubre et adapté à ses besoins ainsi qu'à des services de soutien (résultat 1.2 du plan)

IMPACT(S) MAJEUR(S)

En agissant sur l'accès au logement social, abordable et salubre, l'Administration contribue à l'amélioration de la qualité de vie des citoyens et citoyennes de l'Arrondissement.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

S/O

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Un rapport final est requis au plus tard le mois suivant la date de fin du projet.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Othmane CHERRAD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Julie L LANGLOIS
Conseillère en aménagement (profil habitation)

Tél : 438 837-0312
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-03-20

Jean-Francois LABADIE
Chef de service développement social et vitalité communautaire

Tél : 438 865-5611
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Fimba TANKOANO
Directeur
Tél :
Approuvé le : 2025-03-21

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1250055001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division du développement social et vitalité communautaire
Objet :	Accorder une contribution financière à deux OBNL, pour deux projets, totalisant la somme de 239 951 $, toutes taxes incluses si applicable, pour la période du 1e avril 2025 au 31 mars 2026, dans le cadre du Programme de Soutien à la Concertation et aux Enjeux Sociaux Émergents (PSCESE) - Volet logement. Approuver les projets de convention à cette fin.

PROJET-13120-VERSION-32550-2025-02-17.pdf

PROJET-13122-VERSION-32560-2025-02-17.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Julie L LANGLOIS
Conseillère en aménagement (profil habitation)

Tél : 438 837-0312
Télécop. :

#13120 - RénovAction: Solidaire contre les rénovictions - Demande de soutien financier (envoyée le 11 février 2025 à 13:10)

Nom de l'organisme	Mission
Projet Genèse / Project Genesis	Le Projet Genèse est un organisme communautaire voué à la défense de la justice sociale, à la prise de contrôle des gens sur leur vie, et à l'égalité. Avec nos membres, nous travaillons en faveur du changement social, dans la perspective d'améliorer les conditions de vie des personnes défavorisées. De façon plus spécifique, nos objectifs sont : ● d'améliorer l'accès aux services sociaux, communautaires et gouvernementaux pour les personnes défavorisées (qu'elles le soient en raison de leur faible revenu, de leur âge, de leur faible scolarisation, de leur statut, etc.); ● de fournir des services d'organisation communautaire sur des enjeux qui préoccupent la population du quartier; ● de promouvoir la participation des gens au Projet Genèse, de même que dans les autres organismes qui ont un impact sur leur vie.

Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
APPEL sur INVITATION : Soutien à la concertation et aux enjeux sociaux émergents - volet logement CDN-NDG (Autre)

Informations générales

Nom du projet: RénovAction: Solidaire contre les rénovictions

Numéro de projet GSS: 13120

Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Gary
Nom: Saxe
Fonction: Directeur(trice) général(e)
Numéro de téléphone: (514) 738-2036
Numéro de télécopieur:
Courriel: direction@genese.qc.ca

Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Gary
Nom: Saxe
Fonction: Directeur(trice) général(e)

Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

Période du projet		
	Date de début	**Date de fin**
Prévue	2025-04-01	2026-03-31

Date limite de réception du rapport final ℹ
2026-05-01

Résumé du projet

Depuis plus de 45 ans, **Projet Genèse** développe une expertise en droit au logement et en soutien aux personnes vulnérables de Côte-des-Neiges. L'an dernier, nous avons réalisé 11 850 interventions individuelles, dont 4 273 liées au logement. Notre expérience nous permet de comprendre les réalités, les obstacles, les défis et les besoins des locataires à faible revenu. Notre bureau, situé en face du métro Côte-Sainte-Catherine, est facilement accessible.

De plus en plus, nous accompagnons les locataires à faible revenu face aux **rénovictions**, où des propriétaires invoquent des rénovations pour les pousser à quitter les lieux et ensuite hausser considérablement les loyers. Parfois, des travaux sont réellement prévus, mais souvent, il s'agit de simple prétexte pour forcer un départ. Dans tous les cas, les locataires vulnérables doivent être informés et accompagnés pour défendre leurs droits.

Les rénovictions surviennent souvent après l'achat d'un immeuble. Il est donc essentiel d'identifier rapidement les immeubles à risque avant que le nouveau propriétaire ne puisse manipuler des locataires vulnérables pour les faire déménager. Ces évictions aggravent la crise du logement, forçant des locataires déjà précaires à payer plus cher pour un logement inadéquat, tout en réduisant le nombre de logements abordables.

Notre projet **RenovAction** comporte trois volets :

1. Prévention – Avant même que les locataires vulnérables ne subissent des pressions de rénoviction de la part de leur propriétaire, nous identifions les immeubles à risque grâce aux ventes immobilières et aux permis de rénovation. Des dépliants sont distribués pour informer les locataires de leurs droits.

2. Repérage – Nous menons une campagne de sensibilisation avec affiches et dépliants aux organismes locaux, tout en utilisant nos services d'accompagnement individualisés pour identifier les immeubles sous pression. Une campagne de porte-à-porte est aussi menée dans le quartier.

3. RenovAction – Une fois l'immeuble identifié, nous sensibilisons les locataires à leurs droits et les aidons à s'organiser collectivement. Ce travail va au-delà du simple accompagnement : il renforce le pouvoir collectif des locataires en les outillant pour agir ensemble. Les locataires passent de l'idée que leur situation n'est qu'un problème personnel à la reconnaissance que leurs voisin-e-s peuvent être confrontés au même défi, et qu'ils sont plus forts ensemble.

À long terme, **RenovAction** enverra un message clair : dans notre arrondissement, les propriétaires feront face à des locataires informés, organisés et prêts à défendre leurs droits.

Impacts, résultats, activités

IMPACT(S) VISÉ(S)

Les logements abordables de Côte-des-Neiges–NDG soient protéger des rénovictions grâce à des locataires informés, organisés et soutenus par un réseau de partenaires communautaires.

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Prévention des rénovictions

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Recherche et identification des immeubles à vendre et des immeubles avec permis de rénovations approuvé par l'arrondissement.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par mois	12	2	2		

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Développer des dépliants et des affiches pour sensibiliser les locataires des bâtiments à risque de rénoviction.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par année	1	1	35		

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Porte-à-porte et distribution de dépliants dans les immeubles ciblés.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par mois	12	4	4		

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Partager des renseignements et coordonner avec L'OEIL et LogisAction NDG en regard des immeubles à vendre et des immeubles avec des permis de rénovation approuvés.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par mois	12	1	2		

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Repérage en temps utile des bâtiments en cours de rénoviction.

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Développer une campagne de sensibilisation avec des dépliants et des affiches pour informer les organismes communautaires et les partenaires.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par année	1	1	70		

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Offrir des séances de sensibilisation aux partenaires communautaires pour identifier et référer les cas de rénoviction parmi leurs membres, usagers et usagères.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par mois	12	1	2	3	5

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Relancer une campagne de sensibilisation/porte-à-porte pour sensibiliser les résident-e-s à leurs droits, les orienter vers les services et repérer les cas de rénoviction.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par semaine	52	1	4		

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Rapport sur le progrès et discussion sur la stratégie avec les partenaires communautaires du Chantier salubrité et de la Table Habitation Sociale Cote-Des Neiges

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par année	1	4	1		

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
RenovAction – Informer, défendre les droits, accompagner et soutenir l'organisation des locataires dans les immeubles repérés en rénoviction.

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Porte-à-porte dans les immeubles repérés en rénoviction pour identifier tous les locataires menacés et les inviter à des réunions d'organisation des locataires.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par mois	12	2	4		

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Accompagnement individuel et défense des droits des victimes en cours de rénoviction.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par mois	12	10	4		

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Tenir des réunions d'organisation et de stratégie avec les locataires victimes de rénoviction vivant dans le même immeuble ou ayant le même propriétaire.

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par mois	12	2	2		

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Suivi et soutien de l'organisation des locataires avec les groupes de victimes de rénoviction et partenaires communautaires (ex. action au TAL, travail médiatique, mobilisation, lobbying).

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

Lieu(x) où se déroule le projet

Nom du lieu: Au Projet Genèse, dans les immeubles de Côte-des-Neiges et dans d'autres organismes communautaires du quartier..

Priorités d'intervention

- **Aménager une ville et des quartiers à échelle humaine - Autre**: Habitation
- **Soutenir la participation citoyenne et l'engagement social - Autre**: Action citoyenne
- **S'engager dans un partenariat social et économique - Autre**: Partenariats communautaires

Personnes différentes bénéficiant des activités du projet

	Nb. hommes	Nb. femmes	Autres identités de genre	Total (H + F + Autres)
Prévu	395	595	10	1000

Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Tous les groupes d'âge

Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Tous les types de ménage

Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet

- Personnes à faible revenu
- Minorités ethniques
- Personnes issues de l'immigration

Personnes issues de l'immigration

- Immigrants récents (moins de 5 ans)
- Immigrants depuis plus de 5 ans
- Réfugiés et demandeurs d'asile
- Autres
- **Précision:** Migrants à statut précaire et sans papiers

Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?
Oui

Informations complémentaires:
Côte-des-Neiges est l'un des quartiers les plus diversifiés du Canada. En 2021, 61 % de sa population était composée d'immigrants de première génération et près de 85 % d'immigrants de première et deuxième génération. On y retrouve des personnes de 181 origines ethniques. Le quartier affiche un taux élevé de pauvreté et de chômage comparé au reste de Montréal. En 2014, 79 % des ménages étaient locataires, et cette proportion reste élevée. Plusieurs consacrent une grande part de leur revenu au logement, vivent une précarité résidentielle ou risquent l'éviction.

Côte-des-Neiges est donc fortement touché par la crise du logement. Les personnes qui cherchent du soutien à Projet Genèse font face à plusieurs formes d'exclusion : genre, faible revenu, racialisation, âge, handicap, statut migratoire, analphabétisme, etc. Elles se retrouvent à l'intersection de multiples discriminations. Par exemple, une mère monoparentale noire sans papiers, avec des enfants, et parlant peu le français, rencontrera des obstacles spécifiques pour se loger.

Le recrutement du personnel évaluera la capacité des candidats à appliquer une approche ADS+ dans le projet en tenant compte des discriminations croisées. Une formation continue et une évaluation assureront cette approche. Les activités prévoiront : matériel en plusieurs langues, invitations précisant que personne n'est exclu selon son statut migratoire, bénévoles sensibilisés aux craintes liées aux visites inattendues, réunions accessibles, etc.

Contributions des partenaires

Nom du partenaire: Autre partenaire : veuillez l'identifier
Précision: Federation CJA

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	25 342,72 $	Oui

Nom de la personne ressource: Abba Brodt
Adresse courriel: abba.brodt@federationcja.org
Numéro de téléphone: (514) 734-1524
Adresse postale: 1 Carré Cummings Square
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H3W 1M6

Nom du partenaire: Autofinancement
Précision: Projet Genèse

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Appui financier	6 000,00 $	Oui

Nom de la personne ressource: Gary Saxe
Adresse courriel: direction@genese.qc.ca
Numéro de téléphone: (514) 738-2036
Adresse postale: 4735 Côte-Sainte-Catherine
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H3W 1M1

Budget pour le personnel lié au projet

Poste(s) à taux horaire régulier	Taux horaire régulier	Nombre d'heures par semaine	Taux des avantages sociaux par semaine	Nombre de semaines prévu	Nombre de postes prévu	Budget total prévu
Organisateur(trice)	26,50 $	35,00	129,85 $	52	1	54 982,20 $
Intervenant(e)	26,50 $	35,00	129,85 $	52	1	54 982,20 $
Spécialiste	30,50 $	7,50	32,03 $	52	1	13 560,56 $
Organisateur(trice)	26,50 $	7,50	27,83 $	52	1	11 782,16 $
Total						**135 307,12 $**

Budget prévisionnel global

	Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant de l'autofinancement	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	
	Autre: Soutien à la Concertation en habitation et aux locataires	Somme de tous les $ «Autofinancement»	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	
	0,00 $	**6 000,00 $**	**25 342,72 $**	

Budget pour le personnel lié au projet				**Total**	**Frais liés au personnel du projet**
Organisateur(trice)	54 982,20 $	0,00 $	0,00 $	**54 982,20 $**	54 982,20 $
Intervenant(e)	54 982,20 $	0,00 $	0,00 $	**54 982,20 $**	54 982,20 $
Spécialiste	0,00 $	0,00 $	13 560,56 $	**13 560,56 $**	13 560,56 $
Organisateur(trice)	0,00 $	0,00 $	11 782,16 $	**11 782,16 $**	11 782,16 $
Total	**109 964,40 $**	**0,00 $**	**25 342,72 $**	**135 307,12 $**	**135 307,12 $**

Frais d'activités				**Total**
Équipement: achat ou location	0,00 $	2 000,00 $	0,00 $	**2 000,00 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation	0,00 $	500,00 $	0,00 $	**500,00 $**
Photocopies, publicité	0,00 $	3 000,00 $	0,00 $	**3 000,00 $**
Déplacements	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Assurances (frais supplémentaires)	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Autres	0,00 $	500,00 $	0,00 $	**500,00 $**
Total	**0,00 $**	**6 000,00 $**	**0,00 $**	**6 000,00 $**
% maximum =	20 %			
% atteint =	**3,97 %**			
Frais administratifs	**10 000,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**10 000,00 $**
% maximum =	10 %			
% atteint =	**6,61 %**			
Total	**119 964,40 $**	**6 000,00 $**	**25 342,72 $**	**151 307,12 $**
Montants non dépensés	**—**	**0,00 $**	**0,00 $**	**—**

Informations complémentaires

Au besoin, ajouter des informations complémentaires sur le projet

Montréal traverse une crise du logement sans précédent. La flambée des loyers, la pénurie criant de logements abordables et sociaux, ainsi que les problèmes de salubrité touchent particulièrement les populations les plus vulnérables de l'arrondissement.

Plusieurs locataires subissent des pressions indues pour quitter leur logement, notamment par des tactiques de rénoviction : coupures d'électricité et de chauffage, menaces, intimidation et travaux abusifs visant à expulser les ménages à faible revenu pour augmenter les loyers.

Dans ce contexte, **Projet Genèse** propose **RenovAction**, une initiative pour protéger les locataires vulnérables et lutter efficacement contre la crise du logement.

Le projet vise à:

1. Préserver le parc locatif en soutenant les locataires menacés de rénoviction, ce qui contribue au maintien de logements abordables et à la stabilité résidentielle du quartier.

2- Prévenir la rénoviction dans certains cas avant que l'intimidation ou le harcèlement ne commence

3. Accompagner les locataires vulnérables par des interventions directes, de l'information juridique et du soutien à la mobilisation afin de renforcer leur pouvoir d'agir.

4. Favoriser l'action collective et concertée en collaborant avec LogisAction NDG, L'OEIL et d'autres partenaires communautaires.

Grâce au soutien de l'arrondissement, **RenovAction** peut contribuer directement à préserver le parc locatif et à renforcer le droit au logement des résident-e-s en réponse aux priorités identifiées par la communauté.

Documents spécifiques au projet

Budget détaillé du projet

Nom du fichier	Périodes
Budget détaillé - PSCESE volet logement.xlsx	*Non applicable*

Bilan de la dernière édition du projet (si complété hors GSS)

—

Tous autres documents pertinents au projet (lettre d'intention, d'appui, dépliant, revue de presse, etc.)

Nom du fichier	Périodes
20250206_lettre Appui_Projet Genese - CCOMTL.pdf	*Non applicable*
Letter of Support - Programme de soutien à la concertation et aux enjeux sociaux émergents - FCJA.pdf	*Non applicable*
Lettre d'appui- Projet Genèse.pdf	*Non applicable*
Rapport Annuel 2023-2024 FR.pdf	*Non applicable*
PROJECT GENESIS - FINAL signed 2024 French Financial statements.pdf	*Non applicable*
2024 Registraire des entreprises - declaration.pdf	*Non applicable*
Lettre-Appui-RA-Genesis-25.pdf	*Non applicable*
Lettres patentes.pdf	*Non applicable*

Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer la (les) convention(s) avec la Ville de Montréal.

Nom du fichier	Périodes
2024 25-003 BR 4 - Ville de Montréal - 3 February 2025.pdf	*Non applicable*

Engagement du répondant

Nom du fichier
Document d'engagement - Projet Genèse.pdf

Atteste que les renseignements qui figurent dans ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, nous nous engageons à informer sans délai la Ville de Montréal.

Oui

#13122 - Ensemble pour des logements plus sains à NDG - Demande de soutien financier (envoyée le 8 février 2025 à 18:28)

Nom de l'organisme	Mission
LogisAction Notre-dame-de-Grâce	Notre mission est d'offrir un service d'aide aux locataires vivant dans la région de Notre-Dame-de-Grâce. Notre travail consiste à trouver des solutions aux problèmes liés à leur situation locative ou les accompagner dans le processus de recherche de logement. Nous offrons des services de consultation, d'éducation et d'information quant aux démarches et ressources pouvant améliorer leurs conditions de logement. Nous avons des objectifs précis afin de réaliser notre mission.

Nature de la demande

Demande de soutien financier formulée dans le cadre de l'appel de projet:
APPEL sur INVITATION : Soutien à la concertation et aux enjeux sociaux émergents - volet logement CDN-NDG (Autre)

Informations générales

Nom du projet: Ensemble pour des logements plus sains à NDG

Numéro de projet GSS: 13122

Répondant du projet

Le répondant du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Fahimeh
Nom: Delavar
Fonction: Directeur(trice)
Numéro de téléphone: (514) 484-1471
Numéro de télécopieur:
Courriel: logement@ndg.ca

Signataire du projet

Le signataire du projet est-il également le responsable de l'organisme?
Oui

Prénom: Fahimeh
Nom: Delavar
Fonction: Directeur(trice)

Échéancier du projet

Quel est l'échéancier du projet?

Période du projet		
	Date de début	**Date de fin**
Prévue	2025-04-01	2026-03-31

Date limite de réception du rapport final
2026-05-01

Résumé du projet

Le Plan stratégique 2024-2029 du Conseil communautaire de NDG a été présenté l'an dernier. Dans ce document, la communauté a constaté que la salubrité était un enjeu important à aborder en concertation. Cet objectif, nommé « Soutenir des conditions de vie saines et sûres sur le marché du logement », s'inscrit dans ce Plan Stratégique (CCNDG, 2024). La question de salubrité est aussi l'une des activités nommées dans notre plan d'action 2024-2025. Dans notre travail sur le terrain et avec nos interventions, on constate beaucoup de ménages qui vivent dans les logements insalubres. Cependant, nous ne sommes pas en mesure d'offrir un accompagnement soutenu en raison du manque de ressources. Ce financement nous aidera pour avoir des membres de l'équipe dédiés exclusivement sur les problèmes de l'insalubrité. Avec l'appui de Projet Genèse et l'Organisation d'Éducation et d'Information Logement de Côte-des-neiges (ŒIL), les membres du Chantier Salubrité et la Table Logement NDG, nous aimerions offrir un accompagnement similaire à celui de l'Escouade Salubrité de l'OEIL CDN. Ce projet permettra à LogisAction NDG et à l'OEIL CDN de travailler ensemble sur l'enjeu de la salubrité dans l'arrondissement. Nous espérons aussi bénéficier de l'expertise de l'Escouade Salubrité avec leur travail ces dernières années. Ce projet nous aidera à accompagner les locataires de NDG de façon inclusive et en partenariat pour trouver des solutions aux problèmes de l'insalubrité à travers les activités suivantes : 1) Informer les locataires sur leurs droits en faisant des rencontres individuelles et en faisant des ateliers. L'information est le point de départ. On informe les locataires sur leurs problèmes. De plus, nous voulons offrir un accompagnement soutenu et de bonne qualité auprès des locataires afin d'encourager la résolution réussie de leurs problèmes d'insalubrité. 2) Travailler en partenariats avec différents organismes et acteurs du quartier pour rejoindre les populations isolées et vulnérables. Nous planifions d'avoir un point de service dans des organismes qui travaillent avec des populations vulnérables telles que les aînés (Centre Eva Marsden), les immigrants (Bienvenue à NDG) et les locataires à faible revenu (le Dépot). Nous planifions aussi un accompagnement inclusif et complet en collaboration avec le CIUSSS du quartier et l'arrondissement. 3) Faire du porte-à-porte dans le quartier, en particulier dans les secteurs prioritaires désignés par le Conseil communautaire de NDG ainsi que les secteurs qui ont un Indice d'équité des milieux de vie 2023 élevé selon la Ville de Montréal Plusieurs de ces secteurs comptent également de nombreuses populations vulnérables comme les personnes âgées, les immigrants, et les allophones (Ville de Montréal, 2023).4) Finalement, nous allons nous assurer de la continuité du projet pour soutenir les populations vulnérables du quartier.

Impacts, résultats, activités

IMPACT(S) VISÉ(S)

Améliorer la condition de vie des locataires qui vivent dans des logements insalubres à NDG

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Distribuer plus que 1000 pamphlets sur la salubrité et visiter au moins 50 bâtiments problématiques

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Collaborer avec Bienvenue à NDG pour créer un nouveau dépliant bilingue et dans les langues les plus parlées à NDG

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par année				1	0

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Programmer du porte- à-porte hebdomadaire pour distribuer nos dépliants et les dépliants de la Ville de Montréal sur la salubrité

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par semaine	2	2	3		

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Documenter les conditions des immeubles et des appartements insalubres et faire un questionnaire avec les locataires des bâtiments

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par année					50

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Prévoir d'être présent lors des exterminations et des inspections d'immeubles à la demande des locataires ou des inspecteurs

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par année					30

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

IMPACT(S) VISÉ(S)

Informer les locataires sur les procédures et les démarches à suivre pour résoudre les problèmes d'insalubrité dans leurs logements

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Accompagner au moins 150 locataires avec des problèmes d'insalubrité et informer environ 200 locataires lors de nos ateliers

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Faire des rendez-vous personnalisés avec des locataires qui ont des problèmes de salubrité à notre bureau, ou pour faciliter l'accès à notre service à nos points de services

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par année					150

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Si possible, planifier de rencontrer les locataires qui vivent dans des immeubles problématiques virtuellement ou en présentiel

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par année	3		2		

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Bien informer les locataires qui doivent préparer leur appartement pour une extermination afin de garantir des résultats positifs et de prévenir les problèmes

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par année					30

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Offrir des ateliers sur la salubrité qui sont inclusifs, en plusieurs langues, avec des horaires flexibles et des services complémentaires gratuits tels que la garderie

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par mois	1	2	2		15

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Offrir des ateliers aux intervenants communautaires sur la salubrité pour assurer une orientation et une résolution rapides des problèmes de salubrité

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par année	3		2		15

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

IMPACT(S) VISÉ(S)

Réunir les partenaires communautaires pour travailler de manière collaborative sur les enjeux de salubrité

RÉSULTAT(S) ATTENDU(S)
Collaborer avec au moins 15 partenaires communautaires et quatre comités pour travailler ensemble et trouver une solution sur les problématiques de salubrité

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Tenir des réunions mensuelles avec l'arrondissement et d'autres comités de logement pour partager des cas spécifiques et faire des suivis

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par mois	1	1	2		5

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Assurer un point régulier de l'ordre du jour sur ce projet lors des rencontres de la Table Logement NDG, la Table Ronde, le Chantier Salubrité, et Comité Stratégique Alliance

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par trimestre	8	8			

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Orienter les locataires vers d'autres services communautaires en fonction de leurs besoins (ex. CLSC, Bienvenue à NDG, etc.)

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par année					60

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Travailler avec Bienvenue à NDG pour s'assurer que les documents sont traduits en plusieurs langues et qu'ils sont en mesure de nous soutenir avec la traduction lorsqu'un locataire en a besoin

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par année			0	1	

ACTIVITÉ(S) PRÉVUE(S)
Un événement d'une journée qui réunira les différents acteurs locaux, municipales, et communautaires pour discuter des enjeux de salubrité et présenter les constats de ce projet

Fréquence de l'activité	Nombre de fréquences	Nombre de fois par fréquence	Durée en heures de l'activité	Nombre de groupes	Nombre de participants
Par année	1	1	6	15	

Mesures des résultats	Précision
Par des données administratives et des indicateurs de rendement collectés dans le cadre du projet (ex : nombre de participant.e.s, nombre d'interventions, de plaintes, etc.)	

Lieu(x) où se déroule le projet

Même adresse que l'organisme
No civique: 5964
Rue: Notre-Dame-de-Grâce
Numéro de bureau: 204
Code postal: H4A 1N1
Ville: Ville de Montréal
Ville précision:

Priorités d'intervention

- **Aménager une ville et des quartiers à échelle humaine - Autre**: Habitation
- **Favoriser la cohésion sociale et le vivre-ensemble - Autre**: Lutte contre la pauvreté
- **S'engager dans un partenariat social et économique - Autre**: Partenariats interréseaux

Personnes différentes bénéficiant des activités du projet

	Nb. hommes	Nb. femmes	Autres identités de genre	Total (H + F + Autres)
Prévu	60	87	3	150

Groupes d'âge auxquels s'adresse directement le projet

- Jeunes adultes (18 – 35 ans)
- Adultes (36 – 64 ans)
- Personnes aînées (65 ans et plus)

Type(s) de ménage(s) auxquels s'adresse directement le projet

- Tous les types de ménage

Autres caractéristiques de la population directement ciblée par le projet

- Personnes à faible revenu
- Minorités visibles
- Personnes issues de l'immigration

Analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)

Le projet a-t-il fait l'objet d'une analyse différenciée selon les sexes et intersectionnelle (ADS+)?
Oui

Informations complémentaires:
Planification : Nous planifierons de faire du porte à porte pour nous assurer que les locataires isolés, vulnérables et difficiles à joindre sont atteints. Nous nous adapterons également si nous rencontrons des obstacles, tels que des barrières linguistiques, qui pourraient empêcher les locataires de bien comprendre leurs droits en matière de salubrité. Nous prioriserons les locaux qui répondent aux critères d'accès universel afin de favoriser l'inclusivité. Nous réduirons autant que possible les obstacles à l'accès à nos activités en offrant des services de garde et en programmant les activités pendant les périodes où la majorité des gens sont disponibles.

Mise en œuvre : Notre base de données contient déjà des questions intégrées qui nous permettent de faire une analyse ADS+. Nous travaillons à ajuster notre base de données afin de répondre aux mesures nécessaires pour mesurer les résultats de ce projet. Pour nos activités, nous fournirons des informations en anglais et français et nous collaborerons avec les intervenants de Bienvenue à NDG pour nous assurer que nous avons un traducteur en cas de besoin.

Évaluation : Nous analyserons les informations recueillies au cours du projet pour voir combien de locataires nous avons pu aider et combien d'interventions nous avons faits. Nous recouperons les indicateurs sociodémographiques pour savoir combien de locataires présentant de multiples facteurs de vulnérabilité nous avons servis.

Contributions des partenaires

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OBNL) / Organisme sans but lucratif (OSBL)
Précision: Organisation d'Éducation et d'Information Logement de Côte-des-neiges (ŒIL)

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Expertise-conseil		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 3600 Avenue Barclay, bureau 344
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H3S 1K5

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OBNL) / Organisme sans but lucratif (OSBL)
Précision: Projet Genèse

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Expertise-conseil		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 4735 ch. de la Côte-Ste-Catherine
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H3W 1M1

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OBNL) / Organisme sans but lucratif (OSBL)
Précision: Le Dépôt

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Promotion / Sensibilisation		Oui
Références		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 6450 Somerled Avenue
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H4V 1S5

Nom du partenaire: Table de concertation / Table de quartier
Précision: Table Logement NDG

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Participation au comité aviseur / Concertation		Oui
Références		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 5964 Notre-Dame-de-Grâce, #206
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H4A 1N1

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OBNL) / Organisme sans but lucratif (OSBL)
Précision: Bienvenue à Notre-Dame-de-Grâce

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Références		Oui
Promotion / Sensibilisation		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 2180 Belgrave
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H4A 2L8

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OBNL) / Organisme sans but lucratif (OSBL)
Précision: Centre Eva Marsden

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Références		Oui
Promotion / Sensibilisation		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 88 Av. Ballantyne Nord
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H4X 2B8

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OBNL) / Organisme sans but lucratif (OSBL)
Précision: Association communautaire de loisirs de Westhaven Elmhurst

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Promotion / Sensibilisation		Oui
Références		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 7405 Harley Ave
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H4B 1L5

Nom du partenaire: Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS)
Précision: CIUSSS Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Expertise-conseil		Oui
Références		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 6484 Monkland Avenue
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H4B 1H3

Nom du partenaire: Député / Élu provincial
Précision: Désirée McGraw

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Promotion / Sensibilisation		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 5890, avenue Monkland, bureau 406
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H4A 1G2

Nom du partenaire: Organisme à but non lucratif (OBNL) / Organisme sans but lucratif (OSBL)
Précision: Centre communautaire Walkley

Type de soutien	Montant	Soutien confirmé
Références		Oui
Promotion / Sensibilisation		Oui

Adresse courriel:
Numéro de téléphone:
Adresse postale: 6650 Ch Côte St-Luc
Ville: Ville de Montréal
Province: Québec
Code postal: H4V 1G8

Budget pour le personnel lié au projet

Poste(s) à taux horaire régulier	Taux horaire régulier	Nombre d'heures par semaine	Taux des avantages sociaux par semaine	Nombre de semaines prévu	Nombre de postes prévu	Budget total prévu
Intervenant(e)	23,00 $	35,00	120,57 $	52	2	96 259,28 $
Total						**96 259,28 $**

Budget prévisionnel global

	Montant demandé à la Ville dans le cadre de l'appel de projet	Montant de l'autofinancement	Montant demandé au(x) partenaire(s) financier(s)	
	Autre: Soutien à la Concertation en habitation et aux locataires	Somme de tous les $ «Autofinancement»	Somme de tous les $ appuis financiers SAUF «Autofinancement»	
	0,00 $	**0,00 $**	**0,00 $**	

Budget pour le personnel lié au projet				**Total**	**Frais liés au personnel du projet**
Intervenant(e)	96 259,28 $	0,00 $	0,00 $	**96 259,28 $**	96 259,28 $
Total	**96 259,28 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**96 259,28 $**	**96 259,28 $**

Frais d'activités				**Total**
Équipement: achat ou location	2 000,00 $	0,00 $	0,00 $	**2 000,00 $**
Fournitures de bureau, matériel d'animation	550,00 $	0,00 $	0,00 $	**550,00 $**
Photocopies, publicité	2 500,00 $	0,00 $	0,00 $	**2 500,00 $**
Déplacements	3 000,00 $	0,00 $	0,00 $	**3 000,00 $**
Locaux, conciergerie ou surveillance	500,00 $	0,00 $	0,00 $	**500,00 $**
Assurances (frais supplémentaires)	0,00 $	0,00 $	0,00 $	**0,00 $**
Autres	3 176,48 $	0,00 $	0,00 $	**3 176,48 $**
Total	**11 726,48 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**11 726,48 $**
% maximum =	20 %			
% atteint =	**9,77 %**			

Frais administratifs	**12 000,00 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**12 000,00 $**
% maximum =	10 %			
% atteint =	**10 %**			

Total	**119 985,76 $**	**0,00 $**	**0,00 $**	**119 985,76 $**
Montants non dépensés	**—**	**0,00 $**	**0,00 $**	**—**

Informations complémentaires

Au besoin, ajouter des informations complémentaires sur le projet

En collaboration avec les services d'inspection de l'arrondissement : Nous souhaitons renforcer notre partenariat avec les services d'inspection de notre arrondissement ainsi qu'avec l'Agente de liaison volet intervention sociale. Ensemble, nous pourrons travailler à l'atteinte d'un des résultats du premier axe du Plan stratégique 2023-2030 de l'arrondissement.

Des actions concertées avec un changement positif et durable: Ce projet sera réalisé en collaboration avec des organismes communautaires qui offrent des services à différentes populations vulnérables. Leurs observations, leur expertise et leurs recommandations alimenteront le projet et ensemble nous prendront des mesures qui réduira les impacts négatifs des problèmes d'insalubrité.

En tant que communauté, nous souhaitons que nos populations les plus vulnérables non seulement survivent, mais prospèrent et vivent dans des environnements sains. En mettant l'accent sur la prévention et la résolution des problèmes d'insalubrité, nous nous assurons que la santé et le bien-être général des populations les plus vulnérables sont protégés et en mesure de s'épanouir.

Les résultats précis, réalistes et concrets : Bien que notre projet mette en œuvre des mesures quantitatives pour pouvoir évaluer notre travail, il est important de penser au résultat non quantifiable comme une meilleure condition de vie pour les locataires. Nous viserons non seulement à atteindre les chiffres de notre demande de projet, mais nous travaillerons également pour améliorer véritablement la vie des locataires qui seront touchés par ce projet.

Il est particulièrement important dans cette crise du logement de veiller à ce que les locataires vivent dans des logements propres, il est également important que les locataires se sentent responsabilisés avec les informations qu'ils apprendront et qu'ils défendront. Ainsi, cela créera un effet boule de neige qui affectera positivement leurs voisins. Cet aspect collectif entre les locataires est également important dans ce projet.

Parfois les problèmes d'insalubrité ne peuvent pas être résolue dans un court délai, notre objectif est de faire un accompagnement et un suivi continu et efficace auprès des locataires.

La pérennité de ce projet : Nous allons discuter avec nos principaux bailleurs de fonds pour voir si nous pouvons augmenter notre financement afin d'assurer la continuité de ce projet. Nous allons approcher différents types de bailleurs de fonds pour présenter cet enjeu important. Nous allons essayer de voir si nous pouvons collaborer avec les comités logement de l'arrondissement pour un projet collaboratif sur les enjeux d'insalubrité.

Sur la gouvernance organisationnelle de LogisAction NDG: Nous avons des locataires âgés, femmes, hommes et même autochtone dans notre conseil d'administration. Leur diversité est une source de richesse. Nous avons aussi un membre qui travaille dans le secteur communautaire sur l'itinérance. Aussi, nous avons un membre qui a de l'expertise dans le secteur des finances.

Contribution financière de l'organisme : LogisAction NDG planifie de contribuer 2000$ dans le cadre de ce projet.

Documents spécifiques au projet

Budget détaillé du projet

Nom du fichier	Périodes
Budget LogisAction 2025-2026.xlsx	*Non applicable*

Bilan de la dernière édition du projet (si complété hors GSS)

—

Tous autres documents pertinents au projet (lettre d'intention, d'appui, dépliant, revue de presse, etc.)

Nom du fichier	Périodes
Lettre d'appui-LogisAction NDG-2025-1.pdf	*Non applicable*
2024-2029-NDG-Plan-Strategique-Strategic-plan.pdf	*Non applicable*

Résolution de votre conseil d'administration désignant une personne habilitée à signer la (les) convention(s) avec la Ville de Montréal.

Nom du fichier	Périodes
Résolution-Arrondissement.PDF	*Non applicable*

Engagement du répondant

Nom du fichier
Engagement-LogisAction NDG.PDF

Atteste que les renseignements qui figurent dans ce formulaire sont exacts et complets et qu'en cas de modification, nous nous engageons à informer sans délai la Ville de Montréal.

Oui



ConventionPG.pdf



ConventionLoA.pdf

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
« RénoActions solidaires dans les rénovictions »

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL, Arrondissement Côte-des-Neiges et Notre-Dame-de-Grâce,** personne morale de droit public, ayant une adresse au 5160, boulevard Décarie, 6° étage, Montréal (Québec) H3X 2H9, agissant et représentée par Me Geneviève Reeves, secrétaire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, dûment autorisée aux fins des présentations en vertu du Règlement intérieur de l'arrondissement RCA04 17044, article 5.;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ENTRE : **ET : PROJET GENÈSE,** personne morale constituée sous l'autorité de la partie III, de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38), ayant sa place d'affaires au, 4735, chemin de la Côte-Sainte-Catherine, Montréal, QC, H3N 1N1, agissant et représentée par, M. Gary Saxe, directeur général, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription TPS :
Numéro d'inscription TVQ :

L'organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « Partie » ou les « Parties ».

ATTENDU QUE l'Organisme a le mandat d'informer les résident.e.s de leurs droits et recours en matière d'habitation, sollicite la participation financière de la Ville afin de permettre son implication dans le projet visant à soutenir les personnes vulnérables du quartier de Côte-des-Neiges dans un contexte de crise du logement qui exacerbe le phénomène de rénovictions;

ATTENDU QUE l'Organisme a présenté le projet RénoActions solidaires dans les rénovictions du Chantier salubrité CDN-NDG.

ATTENDU QUE l'Arrondissement a adopté un Cadre de référence en soutien aux OBNL.

ATTENDU QUE l'Arrondissement a adopté un plan stratégique en 2023.

ATTENDU QUE le projet RénActions solidaires dans les rénovictions contribue à l'atteinte du plan stratégique 2023-2030 de l'Arrondissement en permettant à la population de demeurer dans des logements abordables et adaptés à ses besoins ainsi qu'à des services de soutien.

ATTENDU QU'un sondage a été mené en 2023 pour paramétrer les résultats du Plan stratégique.

ATTENDU QUE le sondage fait ressortir que plus de la moitié (53%) des locataires de l'arrondissement ont eu ou plusieurs problèmes associés au logement au cours des 3 dernières années.

ATTENDU QUE ce sondage indique que les personnes de minorités visibles ou ethniques de même que celles qui habitent le quartier de CDN font partie des groupes qui sont plus nombreux à avoir vécu un ou plusieurs de problèmes de logement.

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à consolider et à poursuivre le Projet.

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir des conditions s'y rattachant (ci-après « Convention»);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme**;**

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « Annexe 1 » : la description du Projet;

2.2 « Annexe 2 » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant**;**

2.3 « Projet » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « Rapport annuel » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « Reddition de compte » : les rapports d'activités issus d'un outil de reddition de compte, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « Responsable » : Direction de la Culture, du Sport, des Loisirs et Développement Social (DCSLDS)

2.7 « Unité administrative » : Direction de la Culture, du Sport, des Loisirs et Développement Social (DCSLDS) de l'arrondissement de Côte-des-Neiges et Notre-Dame de Grâce de la Ville de Montréal.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 Utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme

4.1.2 Assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, il est entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention.

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 Obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 Payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs au Projet et les activités qui y sont reliées.

4.3 Respect des lois

4.3.1 Se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 Adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les locaux de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en termes de visibilité.

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 Faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 Associer et inviter la Ville aux différents événements relatifs au Projet.

4.5 Aspects financiers

4.5.1 Déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

4.5.2

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme annuel c'est-à-dire le 31 mars 2025, 31 mars 2026 et 31 mars 2027, la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « Date de terminaison »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.3 Tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.4 Autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.5 Déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville à l'adresse courriel suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de

moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.8 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet.

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 Garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, toutes demandes, tous recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, toute demande, tout recours ou toute poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 Assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention.

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

Lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de cent dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-six dollars (119 965 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

5.2.1 Pour l'année 2025-2026

5.2.1.1 une somme maximale de soixante-onze mille neuf cent quatre-vingt-onze dollars et soixante cents (71 979$) dans les trente (30) jours suivants le début de l'année financière du projet soit le 1er avril 2025.

Un deuxième versement au montant de quarante-sept mille neuf cent quatre-vingt-six dollars (47 986$) lors de la remise du rapport final, dans les trente jours maximums suivant la fin de l'année financière soit le 31 mars 2026.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme ;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente Convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, au plus tard le 31 mars 2027.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de

dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle relatif au Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droits liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droits respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 4735, chemin de la Côte-Sainte-Catherine, Montréal, QC, H3N 1N1, agissant et représentée par, et tout avis doit être adressé à l'attention de M. Gary Saxe, directeur général de Projet Genèse. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 5160, boulevard Décarie, 6° étage, Montréal (Québec) H3X 2H9, agissant et représentée par, et tout avis doit être adressé à l'attention de Me Geneviève Reeves, secrétaire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Geneviève Reeves

Le .....e jour de ..... 20__

Projet Genèse

Par :_____
Gary Saxe, directeur général

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 20__ (Résolution (CA …….).

ANNEXE 1
PROJET

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Projet Genèse s'engage à :

- Mentionner la participation financière lors des activités publiques qui impliquent une certaine visibilité, organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Lors d'une mention du soutien offert par la Ville de Montréal, le libellé sera le suivant :
  « Fier partenaire de l'arrondissement Côte-des-Neiges et Notre-Dame-de-Grâce »
- Apposer le logo de l'arrondissement et l'hyperlien vers le site Internet de l'arrondissement sur les documents officiels du projet.

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
« Ensemble pour des logements sains à NDG »

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL, Arrondissement Côte-des-Neiges et Notre-Dame-de-Grâce,** personne morale de droit public, ayant une adresse au 5160, boulevard Décarie, 6° étage, Montréal (Québec) H3X 2H9, agissant et représentée par Me Geneviève Reeves, secrétaire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, dûment autorisée aux fins des présentations en vertu du Règlement intérieur de l'arrondissement RCA04 17044, article 5.;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **LOGISACTION,** personne morale constituée sous l'autorité de la partie III, de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38), ayant sa place d'affaires au, 5960, avenue Notre-Dame-de-Grâce, Montréal, QC, H4N 1N1, agissant et représentée par, Mme Amy Lord présidente du Conseil d'administration, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription TPS :
Numéro d'inscription TVQ :

L'organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « Partie » ou les « Parties ».

ATTENDU QUE l'Organisme a le mandat d'informer les résident.e.s de leurs droits et recours en matière d'habitation, sollicite la participation financière de la Ville afin de permettre son implication dans le projet visant à soutenir les personnes vulnérables en agissant contre la détérioration et l'insalubrité des logements dans le quartier de Notre-Dame-de-Grâce et ce rôle est essentiel dans un contexte de crise de logement;

ATTENDU QUE l'Organisme, a présenté le projet Ensemble pour des logements plus sains à Notre-Dame-de-Grâce à la Table logement NDG pour assurer la collaboration de plusieurs acteurs multisectoriels dans le cadre de la planification stratégique du quartier Notre-Dame-de-Grâce;

ATTENDU QUE l'Arrondissement a adopté un Cadre de référence en soutien aux OBNL.

ATTENDU QUE l'Arrondissement a adopté un plan stratégique en 2023.

ATTENDU QUE le projet Ensemble pour des logements sains à NDG contribue à l'atteinte du plan stratégique 2023-2030 de l'Arrondissement en permettant à la population d'accéder à du logement salubre et adapté à ses besoins ainsi qu'à des services de soutien.

ATTENDU QU'un sondage a été mené en 2023 pour paramétrer les résultats du Plan stratégique.

ATTENDU QUE le sondage fait ressortir que plus de la moitié (53%) des locataires de l'arrondissement ont eu ou plusieurs problèmes associés au logement au cours des 3 dernières années et que le problème le plus souvent rencontre (34%) est celui relié à l'insalubrité dans le logement.

ATTENDU QUE ce sondage indique que les personnes de minorités visibles ou ethniques de même que celles qui habitent le quartier de CDN font partie des groupes qui sont plus nombreux à avoir vécu un ou plusieurs de problèmes de logement.

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à consolider et à poursuivre le Projet.

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir des conditions s'y rattachant (ci-après « Convention»);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme**;**

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « Annexe 1 » : la description du Projet;

2.2 « Annexe 2 » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant**;**

2.3 « Projet » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « Rapport annuel » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « Reddition de compte » : les rapports d'activités issus d'un outil de reddition de compte, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « Responsable » : Direction de la Culture, du Sport, des Loisirs et Développement Social (DCSLDS)

2.7 « Unité administrative » : Direction de la Culture, des Sports, des Loisirs et du Développement Social (DCSLDS) de l'arrondissement de Côte-des-Neiges et Notre-Dame de Grâce de la Ville de Montréal.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 Utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme

4.1.2 Assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, il est entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention.

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 Obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 Payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs au Projet et les activités qui y sont reliées.

4.3 Respect des lois

4.3.1 Se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 Adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les locaux de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en termes de visibilité.

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 Faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 Associer et inviter la Ville aux différents événements relatifs au Projet.

4.5 Aspects financiers

4.5.1 Déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

4.5.2

Au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme annuel c'est-à-dire le 31 mars 2025, 31 mars 2026 et 31 mars 2027, la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « Date de terminaison »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.3 Tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.4 Autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.5 Déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville à l'adresse courriel suivante : conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de

moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.8 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet.

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 Garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, toutes demandes, tous recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, toute demande, tout recours ou toute poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 Assumer seul toute la responsabilité à l'égard des tiers et assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention.

4.8 Séance du conseil d'arrondissement

Lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de cent dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-six dollars (119 986 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

5.2.1 Pour l'année 2025-2026

5.2.1.1 une somme maximale de soixante-onze mille neuf cent quatre-vingt-onze dollars et soixante cents (71 991, 60$) dans les trente (30) jours suivants le début de l'année financière du projet soit le 1er avril 2025.

- Un deuxième versement au montant de quarante-sept mille neuf cent quatre-vingt-quatorze dollars et quarante cents (47 994,40 $) lors de la remise du rapport final, dans les trente jours maximums suivant la fin de l'année financière soit le 31 mars 2026.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme ;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente Convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 ou 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, au plus tard le 31 mars 2027.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents et produits à livrer préparés dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Rapports en tout ou en partie.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle relatif au Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droits liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droits respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 5960, avenue Notre-Dame-de-Grâce, Montréal, QC, H4N 1N1, agissant et représentée par, et tout avis doit être adressé à l'attention de Mme Amy Lord présidente du Conseil d'administration. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 5160, boulevard Décarie, 6° étage, Montréal (Québec) H3X 2H9, agissant et représentée par, et tout avis doit être adressé à l'attention de Me Geneviève Reeves, secrétaire de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Geneviève Reeves

Le .....e jour de ..... 20__

LogisAction

Par :_____
Amy Lord, présidente du Conseil d'administration

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de la Ville de Montréal, le e jour de ..... 20__ (Résolution (CA …….).

ANNEXE 1
PROJET

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

LogisAction s'engage à :

- Mentionner la participation financière lors des activités publiques qui impliquent une certaine visibilité, organisées dans le cadre du projet et lors du bilan.
- Lors d'une mention du soutien offert par la Ville de Montréal, le libellé sera le suivant :
  « Fier partenaire de l'arrondissement Côte-des-Neiges et Notre-Dame-de-Grâce »
- Apposer le logo de l'arrondissement et l'hyperlien vers le site Internet de l'arrondissement sur les documents officiels du projet.

Système de gestion des décisions des instances
NOTE ADDITIONNELLE au sommaire décisionnel

Dossier # : 1250055001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division du développement social et vitalité communautaire
Objet :	Accorder une contribution financière à deux OBNL, pour deux projets, totalisant la somme de 239 951 $, toutes taxes incluses si applicable, pour la période du 1e avril 2025 au 31 mars 2026, dans le cadre du Programme de Soutien à la Concertation et aux Enjeux Sociaux Émergents (PSCESE) - Volet logement. Approuver les projets de convention à cette fin.



Grille203025.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Julie L LANGLOIS
Conseillère en aménagement (profil habitation)

Tél : 438 837-0312
Télécop. :

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1*226290048*
Unité administrative responsable : *Direction Aménagement Urbain et Services aux Entreprises*
Projet : *Escouade salubrité Côte-des-Neiges*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	*X*		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Priorité 7 : Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Les locataires vulnérables de Côte-des -Neiges et Notre-Dame-de-Grâce vivent dans de meilleures conditions d'habitation saines et sécuritaires. Les locataires assistés ont une meilleure connaissance de leurs droits liés au logement et un sentiment plus important d'empowerment''. Le projet RénoActions solidaires dans les rénovictions de Côte-des-Neiges et Ensemble pour des logements plus sains à Notre-Dame-de-Grâce permettent de répondre aux besoins de locataires vulnérabilisés.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	**X**		

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1250055001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division du développement social et vitalité communautaire
Objet :	Accorder une contribution financière à deux OBNL, pour deux projets, totalisant la somme de 239 951 $, toutes taxes incluses si applicable, pour la période du 1e avril 2025 au 31 mars 2026, dans le cadre du Programme de Soutien à la Concertation et aux Enjeux Sociaux Émergents (PSCESE) - Volet logement. Approuver les projets de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1250055001 - Certification de fonds.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Othmane CHERRAD
Conseiller en gestion des ressources financières
Tél : 514-868-3230

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-03-27

Guylaine GAUDREAULT
Directrice des services administratifs, du greffe et de la gestion immobilière
Tél : 438-867-4472
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs, du greffe et de la gestion immobilière

No. du dossier	1250055001
Nature du dossier	**Contribution financière**
Financement	**Surplus de l'arrondissement affecté à la sécurité urbaine**

Ce dossier vise à :
Accorder une contribution financière à deux OBNL, pour deux projets, totalisant la somme de 239 951 $, toutes taxes incluses si applicable, pour la période du 1 avril 2025 au 31 mars 2026, dans le cadre du Programme de Soutien à la Concertation et aux Enjeux Sociaux Émergents (PSCESE) - Volet logement. Approuver les projets de convention à cette fin.

La somme nécessaire à ce dossier proviendra du surplus de l'arrondissement affecté à la sécurité urbaine.

Organisme	Nom du projet	Montant recommandé 2025-2026
LogisAction	Ensemble pour des logements plus sains à NDG.	119 986 $
Projet Genèse	RénovActions	119 965 $
	Total	**239 951 $**

L'écriture de journal et le virement seront effectués.

Écriture de journal:

PROVENANCE	**2025**
2406.0000000.000000.00000.31025.000000.0000.000000.000000.00000.00000	239 951 $
IMPUTATION	
2406.0012000.300728.41000.71120.000000.0000.000000.000000.00000.00000	239 951 $

Virement budgétaire:

PROVENANCE	**2025**
2406.0012000.300728.41000.71120.000000.0000.000000.000000.00000.00000 Entité : AF - Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce Source: Affectation de surplus - arrondissement Centre de responsabilité : CDN - Surplus libre 2002 - CSLDS. Activité : Affectations Objet : Affectations - Surplus affecté	239 951 $

IMPUTATION	
2406.0012000.300728.05803.61900.000000.0000.000000.950256.00000.00000 Entité : AF - Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce Source: Affectation de surplus - arrondissement Centre de responsabilité : CDN - Surplus libre 2002 - CSLDS A: Développement social O: Contribution à d'autres organismes	239 951 $

Les bons de commande requis seront préparés à la suite de l'approbation du dossier par le conseil d'arrondissement.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.09

2025/04/07
19:00

Dossier # : 1257570001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division du développement social et vitalité communautaire
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Compétence d'agglomération :	Lutte à la pauvreté
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière à onze OBNL, totalisant 2 444 543 $, toutes taxes incluses si applicables, pour la réalisation des projets, pour la période du 1er avril 2025 au 31 mars 2029, dans le cadre de la Convention d'aide financière provenant du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale - Alliance pour la solidarité et la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales (MESS-Ville 2024-2029). Approuver les projets de conventions à cette fin.

IL EST RECOMMANDÉ:
1. D'accorder une contribution financière à onze OBNL, totalisant 2 444 543 $ (toutes taxes incluses si applicables), pour la réalisation des projets, pour la période du 1er avril 2025 au 31 mars 2029, dans le cadre de la Convention d'aide financière provenant du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale - Alliance pour la solidarité et la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales (MESS-Ville 2024-2029).

2. D'approuver les projets de convention à cet effet;

3. D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2025-04-01 16:01

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

directeur(-trice) - arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1257570001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division du développement social et vitalité communautaire
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Compétence d'agglomération :	Lutte à la pauvreté
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière à onze OBNL, totalisant 2 444 543 $, toutes taxes incluses si applicables, pour la réalisation des projets, pour la période du 1er avril 2025 au 31 mars 2029, dans le cadre de la Convention d'aide financière provenant du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale - Alliance pour la solidarité et la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales (MESS-Ville 2024-2029). Approuver les projets de conventions à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

Le 21 juin 2024, le gouvernement du Québec dévoilait son 4e plan d'Action de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, 2024-2029 *Mobiliser. Accompagner. Participer.* , où il s'engage à poursuivre et à bonifier les Alliances pour la solidarité. Les Alliances se déploient au moyen d'ententes qui visent à confier aux partenaires désignés la gestion d'une enveloppe provenant du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS) en vue d'un financement de projets. Ceux-ci peuvent intervenir à la fois sur les causes et les conséquences de la pauvreté et de l'exclusion sociale.

L'aide financière du ministère de l'Emploi et de la Solidarité Sociale (MESS) constitue un important levier financier pour le milieu communautaire, dont l'action vise le développement des potentiels individuels et collectifs et l'amélioration des conditions de vie et du tissu social. La contribution financière du MESS pour la période précédente 2018-2023 a permis de financer annuellement plus de 350 projets réalisés par 280 organismes. Le Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS), les arrondissements et les villes liées ne font pas que soutenir financièrement les organismes communautaires, ils créent des liens et recourent à leur savoir-faire pour mieux cerner les enjeux sociaux de leurs milieux respectifs et envisager les meilleures actions sur le terrain.

La Ville a élaboré un Cadre de référence 2025-2029 Agir ensemble. Ce cadre, combiné avec le Plan d'action solidarité, équité et inclusion 2022-2025, permettent d'orienter l'action à mener par les partenaires et les bénéficiaires de la nouvelle convention. Le Cadre de référence 2025-2029 présente la vision et les objectifs communs ainsi que les mécanismes de mise en œuvre qui guideront les partenaires dans la planification et la réalisation des projets de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. La vision proposée repose sur les valeurs de dignité, de tolérance, d'inclusion et d'égalité promues par la Charte montréalaise. La vision s'inscrit en continuité avec le plan stratégique Montréal 2030 de la Ville qui réaffirme son engagement en faveur des droits de la personne. Cette vision souligne l'importance d'assurer un accès équitable aux différents services et au soutien de la communauté pour lutter contre les inégalités, la pauvreté et l'exclusion sociale. Elle oriente l'action en faveur du respect des droits et de la dignité des personnes pour ainsi assurer une meilleure cohésion sociale. Cela donne aussi la possibilité à chacun de développer son potentiel et de participer pleinement à la société.

La convention d'aide financière MESS-Ville remplace celle couvrant la période 2018-2023. Elle établit les modalités et conditions de versement de cette aide financière de 55 M$. L'aide financière du MESS vise à soutenir financièrement des initiatives pouvant intervenir à la fois sur les causes et les conséquences de la pauvreté et l'exclusion sociale sur le

territoire de l'agglomération de Montréal et contribuer, dans le respect de l'autonomie des milieux, au développement de projets diversifiés, notamment sur les priorités nationales suivantes :

- la sécurité alimentaire;
- la prévention de la pauvreté et de l'exclusion sociale;
- la lutte contre les préjugés visant les personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale;
- les réalités et les enjeux propres aux centres-villes, notamment, au regard de la situation de l'itinérance.

À l'échelle de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (CDN-NDG), cet appel résonne également avec les orientations du plan stratégique 2023-2030, ainsi que le cadre de référence pour le soutien aux organismes à but non lucratif (OBNL) adopté en décembre 2023. Le cadre de référence vient définir les différentes balises qui guident l'action de l'arrondissement de CDN-NDG dans ses démarches de soutien des organismes à but non lucratif. L'arrondissement CDN-NDG reconnaît l'engagement des OBNL et leur rôle central dans l'établissement d'un tissu communautaire structurant. Il reconnaît également le rôle des OBNL dans l'établissement d'une programmation d'activités de toutes sortes qui animent les différents quartiers et voisinages, participent au plein épanouissement de la population, réduisent les inégalités, favorisent une meilleure cohésion sociale et l'acquisition de saines habitudes de vie.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Décisions antérieures - Ville-Centre :
CE24 2017 du 11 décembre 2024
Autoriser la réception d'une aide financière totalisant 55 000 000 $ provenant du ministère de l'Emploi et de la Solidarité Sociale (MESS) pour lutter contre la pauvreté et l'Exclusion sociale dans le cadre de l'Alliance pour la solidarité et de la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales pour la période du 1e avril 2024 au 31 mars 2029 / Approuver un projet de convention financière entre la ministre de la Solidarité et de l'Action communautaire et la Ville de Montréal, établissant les modalités et conditions de versement de cette aide financière

CG24 0551 du 24 octobre 2024
Approuver le projet d'avenant modifiant l'entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la solidarité intervenue entre la ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire et la Ville de Montréal (CG24 0210), établissant les modalités et conditions d'octroi d'un premier versement de 5 M$, pour la période se terminant le 31 octobre 2024

CG24 0210 du 18 avril 2024
Autoriser la réception d'une subvention de 11M$ provenant du ministère responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire pour la prolongation de l'Entente entre la Ville de Montréal et la ministre responsable de la Solidarité sociale et de l'Action communautaire dans une perspective de transition entre les ententes administratives sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la période du 1er avril 2024 au 31 mars 2025 et autoriser un budget additionnel de dépenses équivalent au revenu additionnel correspondant / Approuver un projet d'avenant à cet effet

CG19 0325 du 20 juin 2019
Approuver une nouvelle approche de répartition des fonds basée sur la mesure du panier de consommation dans le cadre de l'Entente administrative de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale destinée aux arrondissements et aux villes liées / Approuver un scénario permettant de ne pas réduire les budgets actuels des arrondissements et des villes liées pour les années 2020, 2021 et 2022 / Approuver l'application d'un seuil minimal de 15 000 $ pour octroyer des fonds aux arrondissements et aux villes liées

Arrondissement CDN-NDG :

CA24 170098 du 6 mai 2024
Accorder une contribution financière à 13 OBNL, totalisant la somme de 734 256 $ (toutes taxes incluses si applicable), pour la réalisation de 16 projets, pour la période du 1er avril 2024 au 31 mars 2025 dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2024). Approuver les projets de convention à cet effet. (GDD 1247570001).

CA23 170201 du 5 septembre 2023
Accorder une contribution financière à la Corporation de développement communautaire de Côte-des-Neiges, totalisant la somme de 126 570 $ (toutes taxes incluses si applicables), en provenance du budget du Service de la diversité et l'inclusion sociale dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023) pour prolonger les projets en 2023-2024 et du budget de l'Arrondissement (DCSLDS - Fonds social en développement social) et approuver le projet de convention à cette fin. (GDD 1238159010)

CA23 170140 du 5 juin 2023
Accorder une contribution financière à 13 OBNL, totalisant la somme de 607 686 $ (toutes taxes incluses si applicables), en provenance du budget du Service de la diversité et l'inclusion sociale dans le cadre de l'Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2018-2023) pour prolonger les projets en 2023-2024. Approuver les projets de convention à cet effet. (GDD 1238159007).

DESCRIPTION

À la suite de l'appel de projets *Agir ensemble* pour l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, *dans le cadre de la Convention d'aide financière provenant du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale - Alliance pour la solidarité et la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales (MESS-Ville 2024-2029)* , qui a été ouvert du 13 décembre 2024 au 7 février 2025, trente (30) organismes ont déposé au total trente-et-une (31) demandes de soutien financier représentant la somme globale de 8 284 244,39 $ (huit millions deux cent quatre-vingt-quatre mille deux cent quarante-quatre dollars et trente-neuf cents).

Conformément aux recommandations du comité de sélection qui a évalué les projets selon les critères déterminés dans la *Convention d'aide financière provenant du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale - Alliance pour la solidarité et la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales (MESS-Ville 2024-2029)* , le budget disponible de 2 843 964 $ a été réparti comme suit :

1. **Nom de l'organisme**: Association communautaire Westhaven Elmhurst - Westhaven Elmhurst Community Recreation Association
Nom du projet: Intervenante ou intervenant de milieu - Dynamisation et engagement au Centre communautaire Westhaven
Durée du financement: 1 avril 2025 au 31 mars 2029
Montant total de la contribution recommandée: 177 262 $
Brève description du projet: Un projet d'intervention de milieu visant à renforcer l'engagement des résidents du secteur en développant des liens de confiance, en facilitant l'accès aux services du Centre communautaire Westhaven, en dynamisant les activités communautaires et en intégrant un axe d'alimentation avec une cuisine collective pour favoriser la sécurité alimentaire et l'autonomie des résidents.

2. **Nom de l'organisme**: Baobab Familial
Nom du projet: La Ruche de Côte-des-Neiges
Durée du financement: 1 avril 2025 au 31 mars 2029
Montant total de la contribution recommandée: 120 746 $
Brève description du projet: Des résidentes et des résidents du quartier Côte-des-Neiges sont formés et outillés pour aller à la rencontre des familles isolées et vulnérables du quartier, et ainsi les diriger et/ou les accompagner vers les ressources du quartier, appropriées à leurs besoins.

3. **Nom de l'organisme**: Bienvenue à Notre-Dame-de-Grâce
Nom du projet: Élan vers l'intégration professionnelle : Ateliers pour une intégration professionnelle réussie
Durée du financement: 1 avril 2025 au 31 mars 2029
Montant total de la contribution recommandée: 251 418 $
Brève description du projet: Un programme composé d'une série d'ateliers hebdomadaires et de formations ciblées visant à favoriser l'intégration professionnelle des immigrants avec statut d'immigration temporaire à CDN-NDG.

4. **Nom de l'organisme**: Centre communautaire MADA inc.
Nom du projet: Ateliers inclusifs sur les saines habitudes alimentaires pour les personnes aînées vulnérables

Durée du financement: 1 avril 2025 au 31 mars 2029
Montant total de la contribution recommandée: 206 081 $
Brève description du projet: Des ateliers bilingues, en personne et virtuels, sur les saines habitudes alimentaires, adaptés aux besoins des populations aînés vulnérables à CDN-NDG, en partenariat avec le département de nutrition humaine de l'université McGill.

5. **Nom de l'organisme**: Centre communautaire Mountain Sights
Nom du projet: La sécurité alimentaire passe à l'échelon supérieur au CCMS et dans le Triangle!
Durée du financement: 1 avril 2025 au 31 mars 2029
Montant total de la contribution recommandée: 204 020 $
Brève description du projet: Renforcer la sécurité alimentaire et l'agriculture urbaine dans le secteur du Triangle à Côte-des-Neiges, en développant des infrastructures et des programmes durables pour améliorer l'accès à une alimentation saine, favoriser l'autonomie alimentaire et renforcer le tissu social grâce à des actions participatives et inclusives.

6. **Nom de l'organisme**: Conseil des éducateurs noirs du Québec inc - Québec Board of Black Educators inc.
Nom du projet: Élévation académique : Soutien familial pour la jeunesse marginalisée de Montréal
Durée du financement : 1 avril 2025 au 31 mars 2029
Montant total de la contribution recommandée: 206 081 $
Brève description du projet: Offre un soutien académique familial culturellement adapté, visant l'autonomisation et l'inclusion sociale des jeunes marginalisés de la communauté noire anglophone de Montréal.

7. **Nom de l'organisme**: Femmes du monde à Côte-des-Neiges
Nom du projet: Itinérance cachée, réalité éclairée
Durée du financement: 1 avril 2025 au 31 mars 2027
Montant total de la contribution recommandée: 141 400 $
Brève description du projet: Briser l'invisibilité de l'itinérance cachée à Côte-des-Neiges en offrant un soutien direct aux femmes cis et trans ainsi qu'aux personnes non binaires en situation de précarité, tout en sensibilisant la communauté à cette réalité méconnue.

8. **Nom de l'organisme**: La Cafétéria communautaire MultiCaf
Nom du projet: Cultiver l'avenir : Insertion au marché du travail par la sécurité alimentaire
Durée du financement: 1 avril 2025 au 31 mars 2029
Montant total de la contribution recommandée: 466 216 $
Brève description du projet: Un projet qui favorise l'insertion au marché du travail en impliquant des participants dans des initiatives liées à la sécurité alimentaire, telles que la production, la transformation et la distribution d'aliments sains et accessibles.

9. **Nom de l'organisme**: Les Maisons Transitionnelles 03
Nom du projet: Mieux cuisiner ensemble
Durée du financement: 1 avril 2025 au 31 mars 2029
Montant total de la contribution recommandée: 92 324 $
Brève description du projet: Des cuisines collectives hebdomadaires pour les résidents permettant de mettre en pratique les compétences alimentaires qu'ils ont acquises, tout cela pour lutter contre l'insécurité alimentaire.

10. **Nom de l'organisme**: Parents engagés pour la petite enfance
Nom du projet: Des mini-jardins collectifs et un programme de jardins urbains pour les parents de CDN-NDG
Durée du financement: 1 avril 2025 au 31 mars 2029
Montant total de la contribution recommandée: 166 834 $
Brève description du projet: Outiller les parents d'enfants de 0-5 ans aux pratiques de jardinage et de saines habitudes alimentaires en réduisant les impacts psychosociaux liés à l'isolement et en favorisant le sentiment d'appartenance des familles à la communauté.

11. **Nom de l'organisme**: Service d'Interprète, d'Aide et de Référence aux Immigrants (SIARI)
Nom du projet: Je suis un ATOUT !
Durée du financement: 1 avril 2025 au 31 mars 2029

Montant total de la contribution recommandée: 412 161 $
Brève description du projet: Des jeunes en classes d'accueil du quartier sont formés pour devenir interprètes et médiateurs culturels dans leur école et se sentent acteurs pour leur propre intégration scolaire et sociale.

Un nouveau processus d'appels à projet sera lancé prochainement pour attribuer les sommes résiduelles de l'enveloppe. Ces projets devront répondre aux thématiques et aux vulnérabilités qui ne sont pas couvertes par les projets présentés dans ce sommaire.

JUSTIFICATION

Ces projets sont conformes aux objectifs poursuivis en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale dans le cadre de la planification stratégique de l'arrondissement 2023-2030 de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, plus particulièrement à l'Axe 1 qui vise à contribuer à la réduction des inégalités sociales et aux balises de la *Convention d'aide financière provenant du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale - Alliance pour la solidarité et la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales (MESS-Ville 2024-2029).*
Finalement, il est à noter que la date de début de ces projets est antérieure à l'adoption de ce dossier par les instances décisionnelles. Toutefois, un montage financier auquel s'ajoutent d'autres sources de financement a permis de débuter les projets au 1er avril 2025.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération parce qu'elle concerne la lutte à la pauvreté qui est une compétence d'agglomération en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.*
La somme nécessaire à ce dossier, soit 2 444 543 $, est prévue au budget du Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS) et financée *dans le cadre de la Convention d'aide financière provenant du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale - Alliance pour la solidarité et la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales (MESS-Ville 2024-2029)* .
Conséquemment, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville.

Le soutien financier que la Ville a accordé à ces organismes au cours des dernières années pour les **mêmes projets** se résume comme suit :

Organisme	Nom du projet	Soutien accordé	Soutien recommandé année 1	Soutien recommandé année 2	Soutien recommandé année 3	Soutien recommandé année 4	Soutien recommandé total	Budget global du projet
		2022-2025	2025-2026	2026-2027	2027-2028	2028-2029	2025-2029	%
Association communautaire Westhaven Elmhurst / Westhaven Elmhurst Community Recreation Association	Intervenant(e) de milieu – Dynamisation et engagement au Centre communautaire Westhaven		43 008 $	43 868,16 $	44 745,52 $	45 640,31 $	177 262 $	100 %
Baobab Familial	La Ruche de Côte-des-Neiges	60 770 $	29 295,84 $	29 881,76 $	30 479,39 $	31 089,01 $	120 746 $	77 %
Bienvenue à Notre-Dame-de-Grâce	Élan vers l'intégration professionnelle : Ateliers pour une intégration professionnelle		61 000 $	62 220 $	63 464,40 $	64 733,60 $	251 418 $	92 %

	réussie							
Centre Communautaire Mada Inc.	Ateliers inclusifs sur les saines habitudes alimentaires pour les personnes aînés vulnérables		50 000 $	51 000 $	52 020 $	53 061 $	206 081 $	80 %
Centre communautaire Mountain Sights	La sécurité alimentaire passe à l'échelon supérieur au CCMS et dans le Triangle !		49 500 $	50 490 $	51 499,80 $	52 530,20 $	204 020 $	70 %
Conseil des Educateurs Noirs du Québec / Quebec Board of Black Educators (QBBE)	Élévation académique: Soutien familial pour la jeunesse marginalisée de Montréal		50 000 $	51 000 $	52 020 $	53 061 $	206 081 $	38 %
Femmes du monde à Côte-des-Neiges	Itinérance cachée, réalité éclairée		70 000 $	71 400 $	-	-	141 400 $	89 %
La Cafétéria communautaire MultiCaf	Cultiver l'avenir : Insertion au marché du travail par la sécurité alimentaire		113 115 $	115 377,30 $	117 684,85 $	120 038,85 $	466 216 $	13 %
Les Maisons Transitionnelles 03	Mieux cuisiner ensemble		22 400 $	22 848 $	23 304,96 $	23 771,04 $	92 324 $	64 %
Parents engagés pour la petite enfance (PEP)	Des mini jardins collectifs et un programme de jardins urbains pour les parents de CDN-NDG	115 956 $	40 478 $	41 287,56 $	42 113,31 $	42 955,13 $	166 834 $	62 %
Service d'Interprète, d'Aide et de Référence aux Immigrants	Je suis un ATOUT !		100 000 $	102 000 $	104 040 $	106 121 $	412 161 $	85 %
	Total		**628 796,84 $**	**641 372,78 $**	**581 372,23 $**	**593 001,15 $**	**2 444 543,00 $**	

Cette dépense doit être est imputée à la clé comptable suivante:
1001.0014000.101579.05803.61900.016491.0000.003664.052131.00000.00000
Les fonds ont été réservés par la Demande d'achat # **864166** - Enveloppe Alliances pour la solidarité (Ville-MESS)

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats en lien avec les priorités Montréal 2030 suivantes :

6. Tendre vers l'élimination de la faim et améliorer l'accès à des aliments abordables et nutritifs sur l'ensemble du territoire;

9. Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire;

19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins

Test climat ne s'applique pas:
Le dossier n'est pas susceptible d'accroître, maintenir ou réduire les émissions de GES.

ADS+:
Ce dossier contribue aux engagements en matière d'inclusion, d'équité ou d'accessibilité universelle
L'appel de projets a été élaboré en explicitant la nécessité de concevoir des propositions répondant aux besoins de l'ensemble de la population incluant les groupes sociaux vivant des discriminations, en ayant recours à de l'expertise en ADS+ et en intégrant la prise en compte de l'ADS+ dans les critères de sélection.
Des cartes présentant les caractéristiques de la population et permettant de cibler les secteurs les plus vulnérables ont été développées et permettent ainsi de rejoindre des zones à forte concentration de personnes vulnérables.

Finalement, ce dossier contribue à l'atteinte du plan stratégique 2023-2030 de l'arrondissement CDN-NDG pour l'action: Offrir des milieux de vie plus équitables et plus inclusifs (axe 1 du plan), en permettant à la population d'évoluer dans des milieux de vie diversifiés et sécuritaires qui favorisent un sentiment d'appartenance et une cohabitation sociale positive (résultat 1.4 du plan).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les projets soutenus s'adressent tous à des populations vulnérables qui sont touchées de près par la pauvreté et l'exclusion sociale que ce soit des jeunes, des personnes itinérantes ou des personnes nouvellement arrivées au Québec. Plusieurs projets ont pour objectifs la sécurité alimentaire qui est un besoin de base de plus en plus difficile à combler pour une partie de la population vulnérable. La connaissance des ressources communautaires pour bâtir un filet social fort est un objectif poursuivi par plusieurs projets qui selon nous contribue aussi à lutter contre la pauvreté et l'exclusion.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Deux protocoles de visibilité en annexe au projet de convention sont en vigueur et doivent être appliqués par l'organisme partenaire.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conforme au calendrier de réalisation du projet ou de chacun des projets.
Les projets se finiront au plus tard le 31 mars 2029.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Othmane CHERRAD)

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Yvette MUNEZERO)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Isabelle LÉPINE, Service de la diversité et de l'inclusion sociale

Lecture :

Isabelle LÉPINE, 17 mars 2025

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sophie BOUCHER
Conseillère en développement communautaire

Tél : 438 354-3772
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-03-20

Jean-Francois LABADIE
Chef de division - Développement social et vitalité communautaire

Tél : 438 865-5611
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Fimba TANKOANO
Directeur
Tél :
Approuvé le : 2025-03-21

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1257570001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division du développement social et vitalité communautaire
Objet :	Accorder une contribution financière à onze OBNL, totalisant 2 444 543 $, toutes taxes incluses si applicables, pour la réalisation des projets, pour la période du 1er avril 2025 au 31 mars 2029, dans le cadre de la Convention d'aide financière provenant du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale - Alliance pour la solidarité et la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales (MESS-Ville 2024-2029). Approuver les projets de conventions à cette fin.

a. Grille Montréal 2030

GDD1257570001 Grille analyse Montréal 2030.pdf

b. Description des projets (format pdf)

Description des projets recommandés 2025-2029.pdf

c. Les documents suivants sont consignés dans les dossiers de l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce :

- Les paramètres du programme/entente;
- Les critères d'évaluation retenus;
- Les résolutions des CA des organismes
- Les lettres patentes de l'organisme ou l'information disponible au Registre des entreprises du gouvernement du Québec ou s'il s'agit d'un premier soutien;

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sophie BOUCHER
Conseillère en développement communautaire

Tél : 438 354-3772
Télécop. :

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : **GDD 1257570001**

Unité administrative responsable : **Arrondissement Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce – DCSLDS – Division Développement social et vitalité communautaire**

Projet : **Accorder une contribution financière à onze OBNL, totalisant 2 444 543 $ (toutes taxes incluses si applicables), pour la réalisation des projets, pour la période du 1er avril 2025 au 31 mars 2029, dans le cadre de la Convention d'aide financière provenant du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale - Alliance pour la solidarité et la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales (MESS-Ville 2024-2029). Approuver les projets de conventions à cette fin.**

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

6. Tendre vers l'élimination de la faim et améliorer l'accès à des aliments abordables et nutritifs sur l'ensemble du territoire;

9. Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire;

19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Priorité #6 Résultat attendu : Par l'octroi de financement aux organismes dont la mission et l'expertise est la sécurité alimentaire, favoriser la réponse autant aux besoins de base qu'à l'acquisition de compétences (savoir-faire).

Priorité #9 Résultat attendu : Par le financement pour des projets concertés, permettre la consolidation du milieu communautaire et la pérennité de projets concerts avec un impact local fort, en sachant que ce financement est rarement disponible dans certains milieux ou pour certaines problématiques.

Priorité #19 Résultat attendu : Favoriser le lien social des personnes les plus vulnérables de l'arrondissement (femmes, nouveaux arrivants, personnes demandeuses d'asile, personnes en situation d'itinérance, etc.).

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		**X**	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier? Ce dossier contribue aux engagements en matière d'inclusion et d'équité. Les organismes financés sont formés à l'aprroche ADS+ qui est appliqué autant que possible dans le programme (recrutement du personnel, approche auprès des personnes vulnérables, appel aux experts de la vulnérabilité ou aux personnes résidant dans des secteurs visés, etc.) Le comité d'analyse a été sensibilisés aux enjeux de l'ADS+ lors du choix des projets.	**X**		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Descriptions des projets recommandés 2025-2029
Entente Ville-MESS
GDD 1257570001

Conformément aux recommandations du comité de sélection qui a évalué les projets selon les critères déterminés dans la Convention d'aide financière provenant du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale - Alliance pour la solidarité et la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales (MESS-Ville 2024-2029), le budget disponible de 2 843 964 $ a été réparti comme suit :

1. **Nom de l'organisme**: Association communautaire Westhaven Elmhurst - Westhaven Elmhurst Community Recreation Association
   Nom du projet: Intervenante ou intervenant de milieu - Dynamisation et engagement au Centre communautaire Westhaven
   Durée du financement: 1 avril 2025 au 31 mars 2029
   Montant total de la contribution recommandée: 177 262 $
   Brève description du projet: Un projet d'intervention de milieu visant à renforcer l'engagement des résidents du secteur en développant des liens de confiance, en facilitant l'accès aux services du Centre communautaire Westhaven, en dynamisant les activités communautaires et en intégrant un axe alimentation avec une cuisine collective pour favoriser la sécurité alimentaire et l'autonomie des résidents.

2. **Nom de l'organisme**: Baobab Familial
   Nom du projet: La Ruche de Côte-des-Neiges
   Durée du financement: 1 avril 2025 au 31 mars 2029
   Montant total de la contribution recommandée: 120 746 $
   Brève description du projet: Des résidentes et des résidents du quartier Côte-des-Neiges sont formées et formés et outillées et outillés pour aller à la rencontre des familles isolées et vulnérables du quartier, et ainsi les diriger et/ou les accompagner vers les ressources du quartier, appropriées à leurs besoins.

3. **Nom de l'organisme**: Bienvenue à Notre-Dame-de-Grâce
   Nom du projet: Élan vers l'intégration professionnelle : Ateliers pour une intégration professionnelle réussie
   Durée du financement: 1 avril 2025 au 31 mars 2029
   Montant total de la contribution recommandée: 251 418 $
   Brève description du projet: Un programme composé d'une série d'ateliers hebdomadaires et de formations ciblées visant à favoriser l'intégration professionnelle des immigrants avec statut d'immigration temporaire à CDN-NDG.

4. **Nom de l'organisme**: Centre communautaire MADA inc.
   Nom du projet: Ateliers inclusifs sur les saines habitudes alimentaires pour les personnes aînées vulnérables
   Durée du financement: 1 avril 2025 au 31 mars 2029
   Montant total de la contribution recommandée: 206 081 $
   Brève description du projet: Des ateliers bilingues, en personne et virtuels, sur les saines habitudes alimentaires, adaptés aux besoins des populations aînés vulnérables à CDN-NDG, en partenariat avec le département de nutrition humaine de l'université McGill.

5. **Nom de l'organisme**: Centre communautaire Mountain Sights
   Nom du projet: La sécurité alimentaire passe à l'échelon supérieur au CCMS et dans le Triangle!

Durée du financement: 1 avril 2025 au 31 mars 2029
Montant total de la contribution recommandée: 204 020 $
Brève description du projet: Renforcer la sécurité alimentaire et l'agriculture urbaine dans le secteur du Triangle à Côte-des-Neiges, en développant des infrastructures et des programmes durables pour améliorer l'accès à une alimentation saine, favoriser l'autonomie alimentaire et renforcer le tissu social grâce à des actions participatives et inclusives.

6. **Nom de l'organisme**: Conseil des éducateurs noirs du Québec inc - Québec Board of Black Educators inc.
   Nom du projet: Élévation académique : Soutien familial pour la jeunesse marginalisée de Montréal
   Durée du financement : 1 avril 2025 au 31 mars 2029
   Montant total de la contribution recommandée: 206 081 $
   Brève description du projet: Offre un soutien académique familial culturellement adapté, visant l'autonomisation et l'inclusion sociale des jeunes marginalisés de la communauté noire anglophone de Montréal.

7. **Nom de l'organisme**: Femmes du monde à Côte-des-Neiges
   Nom du projet: Itinérance cachée, réalité éclairée
   Durée du financement: 1 avril 2025 au 31 mars 2027
   Montant total de la contribution recommandée: 141 400 $
   Brève description du projet: Briser l'invisibilité de l'itinérance cachée à Côte-des-Neiges en offrant un soutien direct aux femmes cis et trans ainsi qu'aux personnes non binaires en situation de précarité, tout en sensibilisant la communauté à cette réalité méconnue.

8. **Nom de l'organisme**: La Cafétéria communautaire MultiCaf
   Nom du projet: Cultiver l'avenir : Insertion au marché du travail par la sécurité alimentaire **Durée du financement**: 1 avril 2025 au 31 mars 2029
   Montant total de la contribution recommandée: 466 216 $
   Brève description du projet: Un projet qui favorise l'insertion au marché du travail en impliquant des participants dans des initiatives liées à la sécurité alimentaire, telles que la production, la transformation et la distribution d'aliments sains et accessibles.

9. **Nom de l'organisme**: Les Maisons Transitionnelles 03
   Nom du projet: Mieux cuisiner ensemble
   Durée du financement: 1 avril 2025 au 31 mars 2029
   Montant total de la contribution recommandée: 92 324 $
   Brève description du projet: Des cuisines collectives hebdomadaires pour les résidents de mettre en pratique les compétences alimentaires qu'ils ont acquises, tout cela pour lutter contre l'insécurité alimentaire.

10. **Nom de l'organisme**: Parents engagés pour la petite enfance
    Nom du projet: Des mini-jardins collectifs et un programme de jardins urbains pour les parents de CDN-NDG Durée du financement: 1 avril 2025 au 31 mars 2029
    Montant total de la contribution recommandée: 166 834 $
    Brève description du projet: Outiller les parents d'enfants de 0-5 ans aux pratiques de jardinage et de saines habitudes alimentaires en réduisant les impacts psychosociaux liés à l'isolement et en favorisant le sentiment d'appartenance des familles à la communauté.

11. **Nom de l’organisme**: Service d'Interprète, d'Aide et de Référence aux Immigrants (SIARI)
    Nom du projet: Je suis un ATOUT !
    Durée du financement: 1 avril 2025 au 31 mars 2029
    Montant total de la contribution recommandée: 412 161 $
    Brève description du projet: Des jeunes en classes d'accueil du quartier sont formés pour devenir interprètes et médiateurs culturels dans leur école et se sentent acteurs pour leur propre intégration scolaire et sociale.

Organisme	Nom du projet	Convention
Association communautaire Westhaven Elmhurst	Intervenant(e) de Milieu – Dynamisation et Engagement au Centre Communautaire Westhaven	 Convention Association Westhaven Elmhurst 2025-2029.pdf
Baobab Familial	La Ruche de Côte-des-Neiges	 Convention Baobab Familial 2025-2029.pdf
Bienvenue à Notre-Dame-de-Grâce	Élan vers l'intégration professionnelle : Ateliers pour une intégration professionnelle réussie	 Convention Bienvenue a NDG 2025-2029.pdf
Centre Communautaire Mada Inc.	Ateliers inclusifs sur les saines habitudes alimentaires pour les personnes aînés vulnérables	 Convention MADA inc 2025-2029.pdf
Centre communautaire Mountain Sights	La sécurité alimentaire passe à l'échelon supérieur au CCMS et dans le Triangle !	 Convention CC Mountain Sights 2025-2029.pdf
Conseil des Educateurs Noirs du Québec inc.	Élévation Académique: Soutien Familial pour la Jeunesse Marginalisée de Montréal	 Convention Conseil des éducateurs du QC 2025-2029.pdf
Femmes du monde à Côte-des-Neiges	Itinérance cachée, réalité éclairée	 Convention Femmes du monde CDN 2025-2027.pdf
La Cafétéria communautaire MultiCaf	Cultiver l'Avenir : Insertion au Marché du Travail par la Sécurité Alimentaire	 Convention Cafétéria MultiCaf 2025-2029.pdf

Les Maisons Transitionnelles 03	Mieux Cuisiner Ensemble	 Convention Les Maisons 03 2025-2029.pdf
Parents engagés pour la petite enfance (PEP)	Des mini jardins collectifs et un programme de jardins urbains pour les parents de CDN-NDG	 Convention Parents engagés petite enfance 2025-2029.pdf
Service d'Interprète, d'Aide et de Référence aux Immigrants (SIARI)	Je suis un ATOUT !	 Convention SIARI 2025-2029.pdf

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
ALLIANCE POUR LA SOLIDARITÉ
DANS LE CADRE DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
Sommaire décisionnel # 1257570001

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, **ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES—NOTRE-DAME-DE-GRÂCE**, personne morale de droit public ayant son bureau d'arrondissement au 5160, boulevard Décarie, bureau 600, Montréal (Québec) H3X 2H9, agissant et représentée par Geneviève Reeves, secrétaire d'arrondissement dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la résolution CA04 1704, du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **ASSOCIATION COMMUNAUTAIRE WESTHHAVEN ELMHURST,** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, c. C38), dont l'adresse principale est le 7405 Ave Harley, Montréal, Québec, H4B 1L5, agissant et représentée par Emily Cuellar-Villeneuve, Directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374
Numéro de charité : 141179424RR0001

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale* (RLRQ, c. L-7) institue une Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ainsi que le Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS), lequel vise à soutenir financièrement la réalisation de projets, d'actions et d'initiatives afin d'atteindre les buts de la Stratégie nationale;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec a dévoilé le 21 juin 2024 le Plan d'action gouvernemental visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024-2029 - Mobiliser - Accompagner - Participer, dans lequel il est prévu à la mesure 3.1.1.1 de poursuivre et de bonifier les Alliances pour la solidarité sur l'ensemble du territoire québécois, y compris avec des organisations autochtones afin que les acteurs locaux ou régionaux puissent investir les ressources disponibles selon les priorités établies en concertation avec leurs milieux;

ATTENDU QUE la Ville et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (ci-après le « **MESS** ») ont conclu une convention d'aide financière pour l'Alliance pour la solidarité dans le cadre du Fonds québécois d'initiatives sociales, pour la période du 1er avril 2024 au 31 mars 2029 pour le territoire de l'agglomération de Montréal (ci-après la « **Convention Ville-MESS** »), laquelle prévoit une aide financière totale de 55 M$ accordée à la Ville sur cinq (5) ans;

ATTENDU QUE le MESS et la Ville ont convenu que cette dernière assume la gestion de la Convention Ville-MESS et l'octroi des aides financières sur son territoire;

ATTENDU QUE l'Organisme souhaite intervenir par des actions et initiatives de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale;

ATTENDU QUE l'Organisme a comme mission d'aider la communauté locale à répondre à ses besoins sociaux et récréatifs;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation de son Projet tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti;

ATTENDU QUE le *Règlement sur la gestion contractuelle* adopté par la Ville en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* s'applique à la présente convention et qu'il est disponible pour consultation sur le site de la Ville.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

« **Annexe 1** » :	désigne la description du Projet (demande de soutien);
« **Annexe 2** » :	désigne le protocole de visibilité du MESS, tel que mentionné au paragraphe 4.4.1 de la présente convention;

« **Annexe 3** » :	désigne le protocole de visibilité de la Ville, tel que mentionné au paragraphe 4.4.1 de la présente convention, le cas échéant;
« **Projet** » :	désigne le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
« **Rapport annuel** » :	désigne le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;
« **Reddition de compte** » :	désigne les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées; de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document ou information exigés par le Responsable dans le cadre du Projet;
« **Responsable** » :	désigne le directeur de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;
« **Unité administrative** » :	désigne la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser son Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue au paragraphe de la présente convention;

4.2 **Autorisations et permis**

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs au Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 **Respect des lois**

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment l'affichage de l'Organisme sur toute propriété de la Ville, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de ses installations, le cas échéant;

4.3.3 dans la mesure où l'Organisme traiterait ou aurait accès à des renseignements personnels pendant la durée de la présente convention, traiter de manière confidentielle ces renseignements personnels et se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, étant toutefois expressément convenu par les Parties que tout tel traitement par l'Organisme sera fait exclusivement pour son propre compte et non pour celui de la Ville et que celle-ci n'encourra aucune responsabilité à cet égard.

4.4 **Promotion et publicité**

4.4.1 faire état de la participation financière du MESS, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, et de la Ville, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 3, le cas échéant, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention, et faire en sorte que ceux-ci reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MESS, notamment par rapport aux autres partenaires au Projet, étant entendu qu'ils doivent être préalablement approuvés par écrit par le Responsable et par le MESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MESS aux différents événements concernant le Projet et respecter toute autre modalité prévue aux protocoles de visibilité, joints aux annexe 2 et 3, le cas échéant;

4.5 **Aspects financiers**

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, il est entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 30 avril de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente convention et le 31 mars 2026 pour la première année et la période du 1er avril d'une année au 31 mars de l'année suivante pour les années subséquentes;

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité du Projet distincte de celle concernant les autres projets ou secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville et le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du Vérificateur général du Québec ou de leurs représentants, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et leur fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et

registres comptables et de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les cent vingt (120) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 transmettre au Responsable, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers au plus tard cent vingt (120) jours suivant la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre au Responsable, ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers vérifiés au plus tard cent vingt (120) jours suivant la fin de son exercice financier;

La transmission au Vérificateur général de la Ville doit être faite par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1);

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 **Remise de documents**

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7 **Responsabilité**

4.7.1 tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de la présente convention;

4.7.2 prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre eux par des tiers et indemniser la Ville en capital, intérêts et frais de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre eux ainsi que de toute somme qu'elle aura dû débourser pour défendre leurs intérêts avant ou après un tel jugement en raison de la présente convention;

4.7.3 malgré ce qui précède, l'Organisme n'est pas tenu d'indemniser la Ville ou de prendre son fait et cause lorsque cette obligation découlerait

directement d'une faute lourde ou intentionnelle commise par la Ville ou ses employés, représentants et mandataires.

4.8 Communications des informations

4.8.1 fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de la demande;

4.8.2 autoriser la Ville à transmettre au MESS, aux ministères et aux organismes du gouvernement du Québec qui peuvent être concernés par la présente convention une copie de la présente convention ainsi que sur demande, toute information, document ou autre concernant l'Organisme ou la présente convention.

4.9 **Séance du conseil d'arrondissement**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

Sous réserve de l'obtention des crédits par la Ville du MESS en vertu de la convention Ville-MESS, la Ville s'engage à ce qui suit.

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville convient de lui verser une contribution financière maximale de cent soixante-dix-sept mille deux cent soixante-deux dollars (177 262 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 **Versements**

La contribution financière sera remise à l'Organisme en huit versements :

5.2.1 Pour l'année 2025-2026 :

5.2.1.1. une somme maximale de trente-huit mille sept cent sept dollars et vingt cents (38 707,20 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

5.2.1.2. une somme maximale de quatre mille trois cents dollars et quatre-vingt cents (4 300,80$) dans les trente (30) jours de la remise du rapport annuel 2025-2026 à la satisfaction du Responsable;

5.2.2 Pour l'année 2026-2027 :

5.2.2.1. une somme maximale de trente-neuf mille quatre cent quatre-vingt-un dollars et trente-quatre cents (39 481,34 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

5.2.2.2. une somme maximale de quatre mille trois cent quatre-vingt-six dollars et quatre-vingt-deux cents (4 386, 82 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport annuel 2026-2027 à la satisfaction du Responsable;

5.2.3 Pour l'année 2027-2028 :

5.2.3.1. une somme maximale de quarante mille deux cent soixante-dix dollars et quatre-vingt-dix-sept cents (40 270, 97 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

5.2.3.2. une somme maximale de quatre mille quatre cent soixante-quatorze dollars et cinquante-cinq cents (4 474,55 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport annuel 2027-2028 à la satisfaction du Responsable;

5.2.4 Pour l'année 2028-2029 :

5.2.4.1. une somme maximale de quarante et un mille soixante-seize dollars et vingt-huit cents (41 076,28 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

5.2.4.2. une somme maximale de quatre mille cinq cent soixante-quatre dollars et quatre cents (4 564,04 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport annuel 2028-2029 à la satisfaction du Responsable;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 **Ajustement de la contribution financière**

Toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet doit être remise à la Ville à la fin de la présente convention sauf si une résolution dûment adoptée par l'instance compétente de la Ville autorise l'Organisme à la conserver. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, sans délai et par écrit, de l'existence de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent, dont, notamment :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du *Règlement sur la gestion contractuelle* de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux sous-paragraphes 6.3.1 à 6.3.3.

6.4 L'Organisme doit utiliser toute somme versée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, la contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Organisme déclare et garantit :

7.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

7.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

7.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et, notamment, ceux lui permettant de consentir la licence prévue au paragraphe 9.2 de la présente convention;

7.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 8
ASSURANCES

8.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme assurée additionnelle. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne doit être applicable à la Ville.

8.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur.

8.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 9
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

9.1 Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents, photos, vidéos, données et autres remis à la Ville dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

9.2 L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à reproduire, à adapter, à modifier, à communiquer, à publier, à diffuser, à traduire, à conserver et à copier les Rapports en tout ou en partie, sous quelque forme ou support que ce soit à des fins municipales.

ARTICLE 10
DÉFAUT

10.1 Il y a défaut :

10.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

10.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

10.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

10.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

10.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 10.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

10.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 10.1.2, 10.1.3 ou 10.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

10.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 10.2 ou 10.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

ARTICLE 11
DURÉE

La présente convention prend effet à la date de sa dernière signature et se termine, sous réserve des articles 10 et 12, au plus tard le 31 mars 2029.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 12
RÉSILIATION ET SUSPENSION

12.1 La Ville peut résilier la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Le Responsable avise l'Organisme par écrit de son intention de présenter à l'instance compétente de la Ville une recommandation à cet effet. À la réception de cet avis, l'Organisme doit soumettre dans un délai de dix (10) jours tous les rapports et documents exigés par le Responsable en joignant toutes les pièces justificatives requises.

12.2 Lorsque l'avis d'intention fait état d'une résiliation de la présente convention, l'Organisme doit, dès réception de cet avis, cesser immédiatement l'exécution de toutes activités pouvant engager des coûts à être financés à même la contribution financière versée par la Ville, en attendant la décision de l'instance compétente de la Ville et, dans l'intervalle, respecter les instructions émises par le Responsable. La Ville n'acquittera que le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet en date de l'avis d'intention.

12.3 En cas de résiliation, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

12.4 Le Responsable peut suspendre l'exécution de la présente convention, en tout temps, pourvu qu'il avise par écrit l'Organisme de cette suspension. Ce dernier doit se conformer aux instructions émises par le Responsable à ce sujet.

12.5 Lorsque le Responsable informe l'Organisme qu'il peut reprendre la réalisation du Projet, celui-ci doit le faire selon les conditions et le délai convenus avec le Responsable.

12.6 La résiliation ou la suspension de la présente convention ne donnent droit à l'Organisme à aucune compensation ou indemnité et celui-ci convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation ou de la suspension de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 **Représentations de l'Organisme**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

<u>Élection de domicile de l'Organisme</u>

L'Organisme fait élection de domicile au 7405 Ave Harley, Montréal, Québec, H4B 1L5 et tout avis doit être adressé à l'attention de la Directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 5160, boulevard Décarie, bureau 600, Montréal (Québec) H3X 2H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AU LIEU ET À LA DATE INDIQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20___

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Geneviève Reeves
Secrétaire d'arrondissement

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20___

ASSOCIATION COMMUNAUTAIRE WESTHAVEN ELMHURST

Par : _____
Emily Cuellar-Villeneuve
Directrice générale

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal, le _____e jour de _____ 2025

(Résolution CA_____).

ANNEXE 1

PROJET

Montréal

001404-Intervenant(e) de Milieu – Dynamisation et Engagement au Centre Communautaire Westhaven

Identification du projet

Nom de l'organisme : Centre Communataire Westhaven - Westhaven Elmhurst Community Recreation Association

Appel à projet : Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce - Appel de projets Agir Ensemble - Entente Ville-MESS 2025-2029

Titre de la demande : Intervenant(e) de Milieu – Dynamisation et Engagement au Centre Communautaire Westhaven

Durée du projet :

Année	Date début période réalisation	Date fin période réalisation	Édition
An 1	2025-04-01	2026-03-31	1
An 2	2026-04-01	2027-03-31	2
An 3	2027-04-01	2028-03-31	3
An 4	2028-04-01	2029-03-31	4

Correspondance avec le programme

Axe parent	*Axe*
1. Soutenir la réponse aux besoins de base	1.1 Un meilleur accès à une alimentation saine, nutritive, abordable et adaptée
2. Miser sur le pouvoir d'agir	2.1 Une plus grande capacité d'agir individuelle et collective pour améliorer la qualité de vie des personnes
2. Miser sur le pouvoir d'agir	2.2 Une participation active des personnes et des communautés dans les processus

	de décision et les actions qui les concernent
3. Renforcer le tissu social	3.1 Des réseaux d'entraide et de solidarité renforcés
3. Renforcer le tissu social	3.2 Des communautés inclusives où chaque personne se sent valorisée, respectée et incluse, indépendamment de sa situation et de son identité

Signataire et convention

Responsable de l'organisme : Emily Cuellar-Villeneuve

Contact associé à l'organisme :

Autre :

Description et planification

Description du projet (qui, quoi, quand, où, comment) :

Le projet repose sur l'implication d'un intervenant de milieu dédié, qui jouera un rôle clé dans l'accompagnement et la mobilisation des résidents de Westhaven. Il assurera une présence régulière sur le terrain pour établir des liens de confiance, identifier les besoins et faciliter l'accès aux services du Centre Communautaire Westhaven. Son action visera à renforcer l'engagement des résidents à travers des rencontres individuelles, des initiatives de cuisine collectives et des collaborations avec les partenaires locaux.

En plus d'offrir un soutien direct aux habitants, l'intervenant de milieu animera des activités favorisant la cohésion sociale et l'autonomie, notamment en encadrant une cuisine collective. Il accompagnera les participants dans l'apprentissage de nouvelles compétences, encouragera l'implication citoyenne et veillera à ce que le projet réponde aux réalités du quartier. Son rôle sera également d'assurer un suivi auprès des résidents et d'adapter les actions en fonction des besoins émergents, garantissant ainsi une intervention flexible et efficace. 'axe alimentation occupe une place centrale dans le projet. Une cuisine collective sera mise en place pour offrir aux résidents un espace où ils pourront apprendre, cuisiner ensemble et partager des repas, favorisant ainsi l'entraide et l'autonomie alimentaire. L'espace communautaire servira également de lieu de rencontre, permettant aux habitants de se réunir, d'échanger et de s'impliquer

activement dans la vie du quartier. Le projet s'étend sur quatre ans afin d'assurer une implantation durable au sein de la communauté. La première année sera consacrée à l'établissement de liens de confiance avec les résidents, à la sensibilisation aux services du Centre Communautaire Westhaven et au démarrage des premières activités communautaires, incluant des ateliers exploratoires en alimentation. L'intervenant communautaire jouera un rôle clé dans cette phase en assurant une présence régulière et en identifiant les besoins du quartier.

La deuxième année visera à structurer et consolider les initiatives, notamment par le développement de la cuisine collective et l'appropriation des espaces par les résidents. Des collaborations avec des partenaires locaux seront renforcées pour assurer la viabilité du projet. La troisième année se concentrera sur l'autonomisation des participants, avec la formation de leaders communautaires et une gouvernance participative. Enfin, la quatrième année marquera l'ancrage définitif du projet, avec un transfert progressif des responsabilités aux résidents et une autonomie accrue des initiatives mises en place, assurant ainsi leur pérennité au-delà de la durée du projet.

Quels sont les résultats attendus à la fin du projet ? De quelle façon le projet pourra-t-il répondre aux enjeux ?

À la fin des quatre années du projet, les résidents du quartier de Westhaven bénéficieront d'un meilleur accès aux services, d'une autonomie accrue et d'un cadre de vie plus inclusif et solidaire. En soutenant la réponse aux besoins de base, le projet aura permis de réduire l'insécurité alimentaire grâce à la mise en place d'une cuisine collective où les habitants auront appris à cuisiner, partager des repas et développer des compétences alimentaires essentielles. L'intervenant de milieu aura joué un rôle clé dans l'accompagnement des résidents, facilitant leur accès aux ressources locales et créant des liens de confiance qui auront renforcé leur engagement dans la communauté.

Le projet aura aussi permis de miser sur le pouvoir d'agir des résidents en favorisant leur implication active dans la gestion et l'animation des activités du centre communautaire. Grâce à des ateliers pratiques et à des formations, les habitants auront développé des compétences qui renforceront leur autonomie et leur capacité à organiser des initiatives collectives. L'espace communautaire deviendra un lieu vivant et inclusif, où les résidents pourront se réunir, échanger et bâtir des liens durables, réduisant ainsi l'isolement et favorisant un sentiment d'appartenance au quartier.

En répondant aux défis liés à la précarité, à la mobilité et à l'exclusion sociale, ce projet transformera la dynamique du quartier en un environnement plus solidaire et engagé. À long terme, les initiatives mises en place seront progressivement autonomisées par les résidents eux-mêmes, assurant ainsi leur pérennité et leur impact durable. En ancrant le projet dans une approche participative et inclusive, Westhaven deviendra un modèle d'engagement communautaire où chaque résident pourra jouer un rôle actif dans l'amélioration de son milieu de vie.

Personnes ciblées par le projet

Année	Groupe d'âge	Femmes	Hommes	Autres identités de genre	Total personnes
An 4	Tous les groupes d'âge	50	50	5	105
An 1	Tous les groupes d'âge	1 000	1 000	0	2 000
An 3	Tous les groupes d'âge	50	50	5	105
An 2	Tous les groupes d'âge	50	50	5	105
An 1	Tous les groupes d'âge	50	50	5	105
An 4	Tous les groupes d'âge	1 000	1 000	0	2 000
An 2	Tous les groupes d'âge	1 000	1 000	0	2 000
An 3	Tous les groupes d'âge	1 000	1 000	0	2 000

Nombre de personnes différentes ciblées directement par le projet

Principales caractéristiques des personnes ciblées directement

Les personnes à faible revenu
Les personnes immigrantes
Les personnes ayant des limitations fonctionnelles ou en situation de handicap
Les personnes vivant avec des enjeux de santé mentale
Les personnes victimes de violence (conjugale, sexuelle, etc.)
L'ensemble de la population
Les personnes en situation d'itinérance
Les personnes autochtones
Les personnes racisées
Les personnes nouvelles arrivantes (moins de 5 ans)
Les personnes migrantes à statut précaire incluant les personnes demandeuses d'asile ou sans statut
Les personnes LGBTQ2IA+
Les personnes résidentes de logements sociaux
Les personnes utilisatrices de drogues
Les personnes vivant de l'isolement ou à risque de l'être

Nombre d'organisations différentes ciblées directement par le projet :

Année	Total organisations
An 2	12
An 3	14
An 4	16
An 1	10

Année	Montant demandé initial	Montant demandé ajusté	Autofinancement	Contributions partenaires	Coût par édition
An 2	43 008	43 868	0	0	43 868
An 3	43 008	44 745	0	0	44 745
An 1	43 008		0	0	43 008
An 4	43 008	45 640	0	0	45 640

Budget global du projet

Résumé de la prévision budgétaire du projet

Attestation d'intégrité :

En soumettant la présente demande, l'organisme reconnaît s'être assuré de l'exactitude des informations et que la personne responsable a approuvé le dépôt de celle-ci.

Oui

L'unité administrative responsable du sommaire décisionnel a en sa possession la version intégrale de cette demande de soutien financier.

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ DU MESS

Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
Québec

PROTOCOLE DE COMMUNICATION PUBLIQUE DE LA CONVENTION D'AIDE FINANCIÈRE 2024-2029 – ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ DANS LE CADRE DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES

Ce document s'adresse aux partenaires des Alliances pour la solidarité et aux organismes subventionnés.

1. CONTEXTE

Le présent protocole de communication publique vise à indiquer les principes et les modalités de communication qui guideront les partenaires signataires (ci-après, « Partenaires ») de la Convention.

En effet, la Convention d'aide financière 2024-2029 – Alliances pour la solidarité dans le cadre du Fonds québécois d'initiatives sociales (ci-après, « Convention ») contient la clause 9 sur les communications qui indique que « Les Parties conviennent que toute annonce publique issue de l'Alliance, dont l'annonce de la signature de la Convention ou de toute autre initiative du Partenaire dans le cadre de l'Alliance, doit respecter les modalités du Protocole de communication publique de la Convention d'aide financière 2024-2029 – Alliances pour la solidarité dans le cadre du Fonds québécois d'initiatives sociales. »

2. PRINCIPES DIRECTEURS

Le présent protocole de communication publique s'applique à l'ensemble des Partenaires avec qui le gouvernement du Québec a signé la Convention.

2.1 Les Partenaires conviennent que toute annonce publique relative à la Convention doit respecter les modalités du présent Protocole de communication publique.

2.2 Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale doit être informé au préalable de l'ensemble des annonces publiques liées aux projets financés dans le cadre de la Convention et avoir l'opportunité de participer à ladite annonce, incluant la diffusion d'un communiqué.

2.3 Tous les outils de communication utilisés doivent faire connaître au minimum :

- le titre du ou des projets;
- la mention minimale, la mention complète ou la mention officielle, selon le cas, prévue au tableau, en annexe;
- la contribution financière du Fonds québécois d'initiatives sociales;
- la nature du ou des projets;
- les partenaires de la Convention, dont le Ministère.

Les moyens utilisés doivent respecter le Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec et être approuvés par le Ministère. Pour vous guider, consultez le tableau ci-après.

Tous les outils de communication produits dans le cadre des Alliances pour la solidarité doivent être déposés à la Direction générale de Services Québec concernée pour qu'elle les valide[1]. Le niveau de validation ministérielle sera déterminé selon l'outil utilisé et le contenu véhiculé.

[1] La validation concerne, entre autres, la conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec, la visibilité gouvernementale et la politique linguistique ministérielle. Par ailleurs, toute anomalie (ex. : image discordante) est signalée.

3. MODALITÉS DE COMMUNICATION

3.1 Les Partenaires doivent, 15 jours ouvrables avant toute annonce publique liée à la Convention, transmettre au Ministère l'information relative au projet soutenu et à l'annonce qui en découle. Cette information doit être transmise à la Direction générale de Services Québec concernée[2].

3.2 Dans le cas où le ou les projets soutenus donnent lieu à une annonce publique, celle-ci est organisée en collaboration entre la Direction générale des communications du Ministère, la Direction générale de Services Québec, le Partenaire et l'organisme impliqué.

4. CLAUSE DE VISIBILITÉ LIANT LES ORGANISMES SUBVENTIONNÉS

4.1 Les lettres d'entente, les contrats ou les protocoles relatifs à des subventions accordées à des organismes subventionnés dans le cadre de cette Convention doivent comporter une clause de visibilité, agréée par les Partenaires. Les Partenaires des Conventions sont responsables d'insérer cette clause de visibilité à l'intérieur des lettres d'ententes, des contrats ou des protocoles qu'ils signent avec les organismes subventionnés dans le cadre de cette convention.

4.2 Le libellé de la clause de visibilité reprendra les éléments suivants :

- lorsqu'ils produisent des documents, quel qu'en soit le support, les organismes subventionnés dans le cadre de cette convention, ou rémunérés à la suite d'un contrat réalisé pour le compte des partenaires, doivent mentionner sur le document que celui-ci, ou le projet auquel il se réfère, a été financé par le Fonds québécois d'initiatives sociales, administré par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale;
- de plus, lorsqu'il s'agit de documents promotionnels (affiche, dépliant, brochure, publicité, stand, site Web, etc.), de documents d'information ou de rapports de recherche, la participation du Ministère doit être mentionnée et des éléments de visibilité doivent y être apposés pour faire connaître la contribution du gouvernement du Québec, conformément aux exigences du Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec.
- par ailleurs, si le projet d'un organisme subventionné donne lieu à un événement public, l'organisme doit convier le Ministère à y participer, et ce, au moins 15 jours ouvrables à l'avance;
- la visibilité accordée aux partenaires de la Convention n'exclut pas qu'une visibilité soit consentie à tout autre partenaire au projet subventionné, sur accord du Ministère et du Partenaire signataire de la Convention.

Visibilité requise et conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec

Pour vous guider en matière de visibilité requise au regard de la contribution du gouvernement du Québec, le tableau suivant a été produit. L'emplacement conforme du logo est quant à lui expliqué à la section 2.

Les Partenaires sont responsables de transmettre aux organismes qu'ils subventionnent les informations relatives à la visibilité requise et à la conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec.

[2] Minimalement, la Direction générale de Services Québec doit être informée de toute annonce publique. Celle-ci effectuera les liens avec la Direction générale des communications et le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales.

1. Visibilité requise selon l'outil de communication utilisé

Le tableau suivant présente les éléments qui doivent apparaître dans les outils de communication pour que les normes de visibilité gouvernementale soient respectées.

Outil de communication	Élément assurant la visibilité gouvernementale			
	Logo officiel : 	**Mention minimale :** **« En partenariat avec les Alliances pour la solidarité et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale »**	**Mention complète :** **« Le — *nom du projet* — est réalisé par les Alliances pour la solidarité, en collaboration avec le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. »**	**Mention officielle :** **« Le — nom du projet — est réalisé grâce à une aide financière issue du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS), dans le cadre de l'Alliance pour la solidarité, en collaboration avec le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. »**
Communiqué de presse et conférence de presse (Rappel : l'organisme doit aviser le Ministère 15 jours ouvrables à l'avance pour permettre une possible participation ministérielle ou l'ajout d'une citation).	S. O.[3]	S. O.	S. O.	**Oui** Dans ce cas, la mention ci-dessus doit obligatoirement apparaître **dans le préambule** (« lead ») du communiqué.
Entrevue ciblée avec les médias (ex : article avec les médias)	S. O.	**Oui**	S. O.	S. O.
Publicité imprimée ou numérique dans les journaux ou dans les hebdomadaires locaux, régionaux ou nationaux.	**Oui**	**Oui**	La mention complète peut être utilisée en remplacement de la mention minimale.	S. O.
Section du site Web des organismes subventionnés et des mandataires traitant de l'Alliance pour la solidarité.	**Oui**	S. O.	**Oui**	S. O.
Article dans une infolettre ou courriel traitant de l'Alliance pour la solidarité.	**Oui**	**Oui**	La mention complète peut être utilisée en remplacement de la mention minimale.	S. O.
Autres publicités, vidéos ou informations sur le Web et dans les médias sociaux.	**Oui**			S. O.
Imprimé (Affiche, dépliant).	**Oui**			S. O.
Matériel événementiel (invitation, papillon officiel et kiosque).	**Oui**			S. O.
Radio (lors d'entrevue ou de publicité).	S. O.	**Oui**	S. O.	S. O.
Documentation officielle des organismes signataires et des mandataires concernant les projets (ex. : rapport, document d'appels de projets).	**Oui**	S. O.	**Oui**	S. O.

[3] S. O. : sans objet

2. Conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec

a. Emplacement du logo officiel pour les outils de communication

Le logo à utiliser dans le cadre des Alliances pour la solidarité est celui du gouvernement du Québec. Le logo doit figurer en bas à gauche de la page. Les logos des organismes signataires ou mandataires et ceux des autres partenaires des Alliances pour la solidarité peuvent aussi être ajoutés sous le logo gouvernemental.



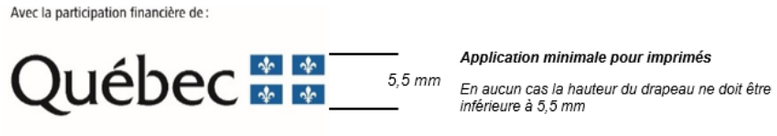
b. Zone de protection et taille minimale du logo officiel

Afin d'assurer une visibilité convenable pour la signature, il faut toujours laisser autour de celle-ci une zone de protection exempte de texte ou de tout autre élément graphique, et ce, que le média soit imprimé ou électronique.

La largeur des zones de protection correspond à la largeur d'un rectangle du drapeau du Québec.



La hauteur du drapeau du Québec ne doit pas être inférieure à 5,5 mm. La signature doit être facilement reconnaissable et lisible. Il ne faut pas déformer la signature en l'étirant horizontalement ou verticalement.



c. Emplacement de la mention minimale ou de la mention complète

Dans un communiqué, la mention officielle (voir tableau) doit obligatoirement apparaître dans le préambule (« lead »).

Dans les autres cas, la mention minimale ou la mention complète doit être placée à l'intérieur du document, à l'intérieur de la page couverture du document ou à la toute fin de l'outil de communication concerné.

3. Pour plus d'information

Pour obtenir plus d'information sur la visibilité requise et la conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec :

Pour le Partenaire

Contacter le communicateur régional de la Direction générale de Services Québec concernée.

Pour l’organisme subventionné

Contacter l’agente ou l’agent régional de liaison des Alliances pour la solidarité.

ANNEXE 3

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ GÉNÉRAL

Ce protocole définit les dispositions que l'**Association communautaire Westhaven Elmhurst** (ci-après l'« **Organisme** ») doit respecter afin d'accorder une visibilité à la Ville dans le cadre de la présente convention relativement au projet intitulé *Intervenant(e) de Milieu – Dynamisation et Engagement au Centre Communautaire Westhaven* (ci-après le « **Projet** »).

1. ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

1.1 Présenter et faire approuver un plan de communication visant à fournir une visibilité à la mesure du soutien de la Ville; ce plan devra énumérer les moyens que l'Organisme utilisera pour communiquer des renseignements sur le Projet, et la fréquence prévue de ces communications.

1.2 Faire approuver tous les outils de communication, à l'exception des publications sur les réseaux sociaux, selon les exigences, les modalités et les délais prévus au présent protocole de visibilité.

1.3 S'assurer que les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations prévues au présent protocole de visibilité.

1.4 Offrir à la Ville la possibilité de participer aux événements médiatiques et publics, comme défini au paragraphe 2.2 du présent protocole de visibilité.

1.5 Ne pas diffuser une première communication publique avant d'avoir obtenu l'autorisation du Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention.

2. COMMUNICATIONS

2.1 **Reconnaissance de la Ville**

2.1.1 Faire état de la contribution de la Ville lors des communications publiques et des communications écrites au moment le plus opportun, tel qu'au lancement ou à la clôture du Projet, à la signature de la convention, etc.

2.1.2 Apposer le logo de la Ville sur tous les outils de communication imprimés, numériques ou électroniques, selon les modalités décrites à l'article 3 du présent protocole de visibilité :

S'assurer que ce logo est mis en évidence si la Ville est l'unique ou le principal partenaire;

Inclure le logo de la Ville parmi ceux des autres partenaires du Projet, s'il y a lieu;

S'assurer de reconnaître équitablement l'ensemble de la contribution de la Ville dans la réalisation du Projet advenant la présence de plusieurs partenaires;

Ajouter l'une des mentions définies au sous-paragraphe 2.1.3 du présent protocole de visibilité, lorsque l'insertion du logo n'est pas possible.

2.1.3 Inclure l'une des mentions suivantes, selon la nature de la convention, minimalement une fois pour chacun des supports écrits, tels que les réseaux sociaux, le site Web, les communiqués de presse ou le programme d'activités :

« Le projet [Nom du Projet] est réalisé avec le soutien de la Ville de Montréal dans le cadre de l'entente [nom de l'Entente] »;

« [Nom de l'Organisme] remercie la Ville de Montréal pour sa contribution dans la réalisation du projet [nom du Projet] »;

« Le projet [Nom du Projet] est offert avec la collaboration de la Ville de Montréal »;

« Le projet « [Nom du projet] » est réalisé en partenariat avec la Ville de Montréal ».

2.2 Relations médias et événements publics

2.2.1 Lors d'une annonce importante ou d'un événement public :

Mentionner verbalement la contribution de la Ville en employant l'une des mentions définies au sous-paragraphe 2.1.2 du présent protocole de visibilité;

Inviter par écrit un représentant ou une représentante politique de la mairie de Montréal ou du comité exécutif **au moins vingt (20) jours ouvrables** à l'avance, comme défini au sous-paragraphe 3.3.2 du présent protocole de visibilité;

Advenant la participation d'un représentant ou d'une représentante politique de la mairie de Montréal et du comité exécutif :

en informer le Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention;

coordonner et effectuer le suivi avec le cabinet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance et valider les règles protocolaires en matière d'événements publics;

Assurer l'accréditation média des personnes représentant la Ville ainsi que de celles qu'elles ont mandatées (photographe, vidéaste, relationniste, etc.);

Prendre en charge la gestion des droits des photos, des vidéos et de tout autre matériel qui pourraient être diffusés sur les plateformes de la Ville à des fins strictement promotionnelles et non commerciales;

Lors d'une captation visuelle (télédiffusion, webdiffusion, etc.), s'assurer que :

le logo de la Ville apparaît dans le champ de vision;

les personnes présentes sont informées, par écrit ou verbalement, que l'événement fait l'objet d'une captation et que celles qui pourraient être reconnaissables dans la vidéo ont autorisé l'utilisation de leur image.

2.2.2 Offrir par écrit à la mairie de Montréal la possibilité d'inclure un message officiel dans le programme de l'Organisme, **au moins trente (30) jours ouvrables** avant la date de la diffusion ou de l'impression, et informer le Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention advenant l'acceptation de l'offre.

2.3 Publicité et promotion

2.3.1 Diffuser sur les réseaux sociaux une publication servant exclusivement à reconnaître la contribution de la Ville en s'assurant d'y inclure l'une des mentions définies au sous-paragraphe 2.1.3 du présent protocole de visibilité et un lien vers les plateformes appropriées, soit :

Pour une publication sur LinkedIn : https://www.linkedin.com/company/ville-de-montr-al/;

Pour une publication sur Instagram : @mtl_ville;

Pour une publication sur Facebook :

@AffairesEconomieInnovationMTL pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique;

@mtlville pour les autres types de projets;

Pour une publication sur X :

@AffairesMtl pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique;

@mtl_ville pour les autres types de projets.

2.3.2 Mentionner le Projet dans le site Web de l'Organisme et ajouter un hyperlien vers le site de la Ville, montreal.ca, si applicable.

2.3.3 Lorsque des vidéos ou des animations sont réalisées dans le cadre du Projet, s'assurer d'intégrer le logo de la Ville, conformément aux modalités définies à l'article 3 du présent protocole de visibilité.

2.3.4 Convenir des visuels pertinents (vidéo, photo, etc.) avec la personne responsable des communications de la Ville et, si applicable, les lui remettre libres de droits avant le lancement de la campagne de communication, afin que la Ville puisse les utiliser pour promouvoir son engagement si elle le souhaite.

2.3.5 **Lors d'un événement public ou d'activités sur un site** et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables** à l'avance :

La diffusion gratuite d'une vidéo de 15 à 30 secondes produite par la Ville afin de promouvoir l'engagement de celle-ci auprès de la population;

La diffusion d'un message rédigé par la Ville et destiné aux participants, advenant la présence d'un animateur sur le site;

La possibilité d'installer des bannières promotionnelles ou un kiosque (d'une dimension maximale de 10 pi x 20 pi, alimenté en électricité et situé à un emplacement gratuit dans un secteur fréquenté ou tout autre support jugé pertinent par les organisateurs et la personne responsable des communications à la Ville afin que celle-ci puisse avoir une visibilité sur le site ou interagir avec le public.

2.3.6 Fournir un espace publicitaire gratuit dans le programme imprimé ou numérique, **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance; le matériel sera fourni par la Ville, sur demande envoyée à visibilite@montreal.ca.

2.4 Bilan de visibilité

2.4.1 Remettre un bilan au Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention **au plus tard trente (30) jours ouvrables** après la fin du Projet. Y inclure :

une courte description du projet (30-50 mots);

une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied;

une revue de presse couvrant le Projet;

des photos du Projet libres de droits afin que la Ville puisse les utiliser pour promouvoir sa contribution au Projet si elle le souhaite;

toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participants;

des statistiques pour chacun des médias utilisés, dont :

le nombre d'abonnés;

le nombre de publications ou de vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci;

la portée ou fréquence des publications ou des vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celleci;

le nombre d'impressions et de clics pour les autres médias numériques;

le nombre de visiteurs uniques pour les pages du site Web où la Ville a une visibilité (grâce à un logo ou à une mention);

le taux PEB/nombre d'occasions (radio, télé, affichage, quotidien) si la Ville a une visibilité dans ces médias (grâce à un logo ou à une mention).

3. MODALITÉS

3.1 Normes graphiques et linguistiques

3.1.1 Respecter les directives sur l'utilisation du logo définies dans le Complément au Protocole de visibilité de la Ville.

3.1.2 Respecter l'ordre convenu pour le positionnement des logos de la Ville et des autres partenaires sur tous les outils de communication.

3.1.3 Ne pas utiliser le nom ou le logo de la Ville, en tout ou en partie, en dehors du contexte de la convention sans l'autorisation de la Ville.

3.2 Approbations

3.2.1 Soumettre pour approbation au Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention :

le plan de communication défini au sous-paragraphe 1.1 du présent protocole de visibilité **dans un délai raisonnable** pour lui permettre de l'évaluer et de fournir une rétroaction;

le communiqué de presse, tout document média et les textes soulignant la contribution de la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables** avant leur diffusion.

3.2.2 Soumettre pour approbation à la Direction des communications corporatives de la Ville le positionnement des logos sur toutes les communications imprimées, numériques et électroniques du Projet, **au moins quinze (15) jours ouvrables** avant leur impression ou diffusion.

3.2.3 Advenant la participation d'un représentant ou d'une représentante politique à un événement médiatique, soumettre pour approbation à la **mairie de Montréal** le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance.

3.3 **Contacts**

3.3.1 **Direction des communications corporatives de la Ville**

Écrire à visibilite@montreal.ca pour :

offrir l'un ou l'ensemble des éléments de visibilité spécifiés dans le présent protocole de visibilité;

faire la demande pour obtenir les versions officielles et téléchargeables du logo de la Ville;

faire approuver l'utilisation et le positionnement des logos sur les outils de communication en s'assurant de joindre une copie de ces outils en basse résolution.

3.3.2 **Mairie de Montréal**

Pour rejoindre la mairie de Montréal afin d'offrir ou de faire approuver un élément de visibilité concernant un représentant ou une représentante politique, écrire à mairesse@montreal.ca.

IMPORTANT :
Lors de toute communication avec la mairie de Montréal ou la Direction des communications corporatives de la Ville, s'assurer de préciser dans sa demande que le Projet est subventionné par le biais de la convention et du programme Alliance pour la solidarité dans le cadre du Fonds québécois d'initiatives sociales.

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
ALLIANCE POUR LA SOLIDARITÉ
DANS LE CADRE DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
Sommaire décisionnel # 1257570001

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, **ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES—NOTRE-DAME-DE-GRÂCE**, personne morale de droit public ayant son bureau d'arrondissement au 5160, boulevard Décarie, bureau 600, Montréal (Québec) H3X 2H9, agissant et représentée par Geneviève Reeves, secrétaire d'arrondissement dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la résolution CA04 1704, du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **BAOBAB FAMILIAL,** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, c. C38), dont l'adresse principale est le 6767, Chemin de la Côte-des-Neiges, bureau 599, Montréal (Québec) H3S 2T6, agissant et représentée par Julie Ledoux, Directrice, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 893582825
Numéro d'inscription TVQ : 4294967295
Numéro de charité : 893582825RR0001

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale* (RLRQ, c. L-7) institue une Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ainsi que le Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS), lequel vise à soutenir financièrement la réalisation de projets, d'actions et d'initiatives afin d'atteindre les buts de la Stratégie nationale;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec a dévoilé le 21 juin 2024 le Plan d'action gouvernemental visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024-2029 - Mobiliser - Accompagner - Participer, dans lequel il est prévu à la mesure 3.1.1.1 de poursuivre et de bonifier les Alliances pour la solidarité sur l'ensemble du territoire québécois, y compris avec des organisations autochtones afin que les acteurs locaux ou régionaux puissent investir les ressources disponibles selon les priorités établies en concertation avec leurs milieux;

ATTENDU QUE la Ville et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (ci-après le « **MESS** ») ont conclu une convention d'aide financière pour l'Alliance pour la solidarité dans le cadre du Fonds québécois d'initiatives sociales, pour la période du 1er avril 2024 au 31 mars 2029 pour le territoire de l'agglomération de Montréal (ci-après la « **Convention Ville-MESS** »), laquelle prévoit une aide financière totale de 55 M$ accordée à la Ville sur cinq (5) ans;

ATTENDU QUE le MESS et la Ville ont convenu que cette dernière assume la gestion de la Convention Ville-MESS et l'octroi des aides financières sur son territoire;

ATTENDU QUE l'Organisme souhaite intervenir par des actions et initiatives de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale;

ATTENDU QUE l'Organisme a comme mission en tant que maison de familles de Côte-des-Neiges, d'offrir un milieu de vie qui favorise l'entraide, l'échange et le sentiment d'appartenance à son quartier et sa ville.;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation de son Projet tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti;

ATTENDU QUE le *Règlement sur la gestion contractuelle* adopté par la Ville en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* s'applique à la présente convention et qu'il est disponible pour consultation sur le site de la Ville.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

« **Annexe 1** » :	désigne la description du Projet (demande de soutien);

« **Annexe 2** » :	désigne le protocole de visibilité du MESS, tel que mentionné au paragraphe 4.4.1 de la présente convention;
« **Annexe 3** » :	désigne le protocole de visibilité de la Ville, tel que mentionné au paragraphe 4.4.1 de la présente convention, le cas échéant;
« **Projet** » :	désigne le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
« **Rapport annuel** » :	désigne le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;
« **Reddition de compte** » :	désigne les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées; de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document ou information exigés par le Responsable dans le cadre du Projet;
« **Responsable** » :	désigne le directeur de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;
« **Unité administrative** » :	désigne la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser son Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue au paragraphe de la présente convention;

4.2 **Autorisations et permis**

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs au Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 **Respect des lois**

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment l'affichage de l'Organisme sur toute propriété de la Ville, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de ses installations, le cas échéant;

4.3.3 dans la mesure où l'Organisme traiterait ou aurait accès à des renseignements personnels pendant la durée de la présente convention, traiter de manière confidentielle ces renseignements personnels et se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, étant toutefois expressément convenu par les Parties que tout tel traitement par l'Organisme sera fait exclusivement pour son propre compte et non pour celui de la Ville et que celle-ci n'encourra aucune responsabilité à cet égard.

4.4 **Promotion et publicité**

4.4.1 faire état de la participation financière du MESS, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, et de la Ville, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 3, le cas échéant, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention, et faire en sorte que ceux-ci reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MESS, notamment par rapport aux autres partenaires au Projet, étant entendu qu'ils doivent être préalablement approuvés par écrit par le Responsable et par le MESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MESS aux différents événements concernant le Projet et respecter toute autre modalité prévue aux protocoles de visibilité, joints aux annexe 2 et 3, le cas échéant;

4.5 **Aspects financiers**

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, il est entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 30 avril de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente convention et le 31 mars 2026 pour la première année et la période du 1er avril d'une année au 31 mars de l'année suivante pour les années subséquentes;

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité du Projet distincte de celle concernant les autres projets ou secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville et le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du Vérificateur général du Québec ou de leurs représentants, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et leur fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et

registres comptables et de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les cent vingt (120) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 transmettre au Responsable, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers au plus tard cent vingt (120) jours suivant la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre au Responsable, ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers vérifiés au plus tard cent vingt (120) jours suivant la fin de son exercice financier;

La transmission au Vérificateur général de la Ville doit être faite par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1);

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 **Remise de documents**

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7 **Responsabilité**

4.7.1 tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de la présente convention;

4.7.2 prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre eux par des tiers et indemniser la Ville en capital, intérêts et frais de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre eux ainsi que de toute somme qu'elle aura dû débourser pour défendre leurs intérêts avant ou après un tel jugement en raison de la présente convention;

4.7.3 malgré ce qui précède, l'Organisme n'est pas tenu d'indemniser la Ville ou de prendre son fait et cause lorsque cette obligation découlerait directement d'une faute lourde ou intentionnelle commise par la Ville ou ses employés, représentants et mandataires.

4.8 Communications des informations

4.8.1 fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de la demande;

4.8.2 autoriser la Ville à transmettre au MESS, aux ministères et aux organismes du gouvernement du Québec qui peuvent être concernés par la présente convention une copie de la présente convention ainsi que sur demande, toute information, document ou autre concernant l'Organisme ou la présente convention.

4.9 **Séance du conseil d'arrondissement**

Lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

Sous réserve de l'obtention des crédits par la Ville du MESS en vertu de la convention Ville-MESS, la Ville s'engage à ce qui suit.

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville convient de lui verser une contribution financière maximale de cent vingt mille sept cent quarante-six dollars (120 746 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 **Versements**

La contribution financière sera remise à l'Organisme en huit versements :

5.2.1 Pour l'année 2025-2026 :

5.2.1.1. une somme maximale de vingt-six mille trois cent soixante-six dollars et vingt-six cents (26 366,26 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

5.2.1.2. une somme maximale de deux mille neuf cent vingt-neuf dollars et cinquante-huit cents (2 929,58 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport annuel 2025-2026 à la satisfaction du Responsable;

5.2.2 Pour l'année 2026-2027 :

5.2.2.1. une somme maximale de vingt-six mille huit cent quatre-vingt-treize dollars et cinquante-huit cents (26 893,58 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

5.2.2.2. une somme maximale de deux mille neuf cent quatre-vingt-huit dollars et dix-huit cents (2 988,18 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport annuel 2026-2027 à la satisfaction du Responsable;

5.2.3 Pour l'année 2027-2028 :

5.2.3.1. une somme maximale de vingt-sept mille quatre cent trente et un dollars et quarante-cinq cents (27 431,45 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

5.2.3.2. une somme maximale de trois mille quarante-sept dollars et quatre-vingt-quatorze cents (3 047,94 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport annuel 2027-2028 à la satisfaction du Responsable;

5.2.4 Pour l'année 2028-2029 :

5.2.4.1. une somme maximale de vingt-sept mille neuf cent quatre-vingts dollars et onze cents (27 980,11 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

5.2.4.2. une somme maximale de trois mille cent-huit dollars et quatre-vingt-dix cents (3 108,90 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport annuel 2028-2029 à la satisfaction du Responsable;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 **Ajustement de la contribution financière**

Toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet doit être remise à la Ville à la fin de la présente convention sauf si une résolution dûment adoptée par l'instance compétente de la Ville autorise l'Organisme à la conserver. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, sans délai et par écrit, de l'existence de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent, dont, notamment :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du *Règlement sur la gestion contractuelle* de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux sous-paragraphes 6.3.1 à 6.3.3.

6.4 L'Organisme doit utiliser toute somme versée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, la contribution ne pouvant en aucun cas

servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Organisme déclare et garantit :

7.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

7.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

7.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et, notamment, ceux lui permettant de consentir la licence prévue au paragraphe 9.2 de la présente convention;

7.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 8
ASSURANCES

8.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme assurée additionnelle. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne doit être applicable à la Ville.

8.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur.

8.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 9
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

9.1 Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents, photos, vidéos, données et autres remis à la Ville dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

9.2 L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à reproduire, à adapter, à modifier, à communiquer, à publier, à diffuser, à traduire, à conserver et à copier les Rapports en tout ou en partie, sous quelque forme ou support que ce soit à des fins municipales.

ARTICLE 10
DÉFAUT

10.1 Il y a défaut :

10.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

10.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

10.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

10.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

10.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 10.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

10.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 10.1.2, 10.1.3 ou 10.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

10.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 10.2 ou 10.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

ARTICLE 11
DURÉE

La présente convention prend effet à la date de sa dernière signature et se termine, sous réserve des articles 10 et 12, au plus tard le 31 mars 2029.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 12
RÉSILIATION ET SUSPENSION

12.1 La Ville peut résilier la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Le Responsable avise l'Organisme par écrit de son intention de présenter à l'instance compétente de la Ville une recommandation à cet effet. À la réception de cet avis, l'Organisme doit soumettre dans un délai de dix (10) jours tous les rapports et documents exigés par le Responsable en joignant toutes les pièces justificatives requises.

12.2 Lorsque l'avis d'intention fait état d'une résiliation de la présente convention, l'Organisme doit, dès réception de cet avis, cesser immédiatement l'exécution de toutes activités pouvant engager des coûts à être financés à même la contribution financière versée par la Ville, en attendant la décision de l'instance compétente de la Ville et, dans l'intervalle, respecter les instructions émises par le Responsable. La Ville n'acquittera que le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet en date de l'avis d'intention.

12.3 En cas de résiliation, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

12.4 Le Responsable peut suspendre l'exécution de la présente convention, en tout temps, pourvu qu'il avise par écrit l'Organisme de cette suspension. Ce dernier doit se conformer aux instructions émises par le Responsable à ce sujet.

12.5 Lorsque le Responsable informe l'Organisme qu'il peut reprendre la réalisation du Projet, celui-ci doit le faire selon les conditions et le délai convenus avec le Responsable.

12.6 La résiliation ou la suspension de la présente convention ne donnent droit à l'Organisme à aucune compensation ou indemnité et celui-ci convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation ou de la suspension de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 **Représentations de l'Organisme**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de

communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 6767, chemin de la Côte-des-Neiges, bureau 599, Montréal (Québec) H3S 2T6, et tout avis doit être adressé à l'attention de la Directrice. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 5160, boulevard Décarie, bureau 600, Montréal (Québec) H3X 2H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AU LIEU ET À LA DATE INDIQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20___

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Geneviève Reeves
Secrétaire d'arrondissement

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20___

BAOBAB FAMILIAL

Par : _____
Julie Ledoux
Directrice

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal, le _____e jour de _____ 2025

(Résolution CA_____).

ANNEXE 1

PROJET

Montréal

001420-La Ruche de Côte-des-Neiges

Identification du projet

Nom de l'organisme : Baobab Familial

Appel à projet : Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce - Appel de projets Agir Ensemble - Entente Ville-MESS 2025-2029

Titre de la demande : La Ruche de Côte-des-Neiges

Durée du projet :

Année	Date début période réalisation	Date fin période réalisation	Édition
An 1	2025-04-01	2026-03-31	La Ruche CDN - An 1
An 2	2026-04-01	2027-03-31	La Ruche CDN - An 2
An 3	2027-04-01	2028-03-31	La Ruche CDN - An 3
An 4	2028-04-01	2029-03-31	La Ruche CDN - An 4

Correspondance avec le programme

Axe parent	*Axe*
3. Renforcer le tissu social	3.1 Des réseaux d'entraide et de solidarité renforcés
3. Renforcer le tissu social	3.2 Des communautés inclusives où chaque personne se sent valorisée, respectée et incluse, indépendamment de sa situation et de son identité

Signataire et convention

Responsable de l'organisme : Julie Ledoux

Contact associé à l'organisme :

Autre :

Description et planification

Description du projet (qui, quoi, quand, où, comment) :

Ce projet consiste à former des parents-relais ou agents-relais («Abeilles »), résidents du quartier CDN - ou le fréquentant assidûment -, qui aideront d'autres familles en situation d'isolement en leur offrant des références, voire un accompagnement dans certains cas, vers les ressources du quartier, selon leurs besoins. Les familles qui se sont vues offrir des références par les parents ou agents relais poursuivront ensuite le travail dans leur communauté, une fois informées et outillées, et ainsi de suite.

La Ruche est constituée de résident.e.s du quartier CDN: pères ou mères ou adultes du quartier qui n'ont pas nécessairement d'enfants, mais qui ont à cœur leur développement et les environnements sains et sécuritaires dans lesquels ils grandissent. Les parents ou agents relais sont épaulés par des intervenantes d'organismes partenaires pour comprendre le processus et s'engager dans celui-ci. Ce processus implique notamment de suivre des ateliers et formations, de rejoindre les familles vulnérables en situation d'isolement dans Côte-des-Neiges, et d'accompagner ou diriger ces familles vers les ressources appropriées pour leurs besoins.

Ces parents et agents relais sont recrutés par les Abeilles ou par les intervenants des organismes partenaires du comité aviseur, de la Table Famille, de la Table Jeunesse et/ou de la Corporation de développement communautaire de CDN. Chaque organisme membre du comité aviseur de La Ruche (5 à 8 organismes), ainsi que d'autres organismes partenaires du quartier hors comité, mobilise des parents et/ou des résidents qui forment le groupe et le réseau d'Abeilles.

Quels sont les résultats attendus à la fin du projet ? De quelle façon le projet pourra-t-il répondre aux enjeux ?

Les familles rejointes connaissent les ressources du quartier et fréquentent les organismes vers lesquels les Abeilles les ont dirigées.

Les Abeilles rejoignent, réfèrent, informent et accompagnent annuellement environ 400 familles de CDN (bonification annuelle, selon le recrutement et la mobilisation des Abeilles).
Les Abeilles participent aux ateliers et formations offerts pour La Ruche.
Les Abeilles sont en mesure d'animer des activités ou des kiosques d'information pour La Ruche.
Des Abeilles utilisent leurs compétences et connaissances acquises dans La Ruche pour soutenir leur développement et leur intégration.
La participation à La Ruche facilite l'intégration en emploi des Abeilles et/ou la prise en charge de projets collectifs pour le quartier.
Une aile «jeunesse» de La Ruche est développée.
Des partenariats sont développés entre La Ruche de CDN, le CSSDM, le CIUSSS et d'autres organismes du quartier, membres de multiples tables de concertation et/ou regroupements.
Les familles rejointes par les Abeilles développent un sentiment d'autonomie et d'appartenance au quartier.

Personnes ciblées par le projet

Année	Groupe d'âge	Femmes	Hommes	Autres identités de genre	Total personnes
An 2	Tous les groupes d'âge	1 000	800	15	1 815
An 1	Tous les groupes d'âge	800	600	10	1 410
An 3	Tous les groupes d'âge	1 000	800	15	1 815
An 4	Tous les groupes d'âge	1 200	1 000	20	2 220

Nombre de personnes différentes ciblées directement par le projet

Principales caractéristiques des personnes ciblées directement

Les personnes à faible revenu
Les personnes immigrantes

Les personnes ayant des limitations fonctionnelles ou en situation de handicap **Les personnes vivant avec des enjeux de santé mentale** **Les personnes victimes de violence (conjugale, sexuelle, etc.)** **Les personnes racisées** **Les personnes nouvelles arrivantes (moins de 5 ans)** **Les personnes migrantes à statut précaire incluant les personnes demandeuses d'asile ou sans statut** **Les personnes résidentes de logements sociaux** **Les personnes vivant de l'isolement ou à risque de l'être**

Nombre d'organisations différentes ciblées directement par le projet :

Année	Total organisations
An 4	25
An 1	15
An 2	20
An 3	20

Année	Montant demandé initial	Montant demandé ajusté	Autofinancement	Contributions partenaires	Coût par édition
An 3	36 008	30 479	1 013	8 000	39 492
An 1	29 296		1 395	8 000	38 691
An 2	33 944	29 882	928	8 000	38 810
An 4	43 869	31 089	1 099	8 000	40 188

Budget global du projet

Résumé de la prévision budgétaire du projet

Attestation d'intégrité :

En soumettant la présente demande, l'organisme reconnaît s'être assuré de l'exactitude des informations et que la personne responsable a approuvé le dépôt de celle-ci.

Oui

L'unité administrative responsable du sommaire décisionnel a en sa possession la version intégrale de cette demande de soutien financier.

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ DU MESS

Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
Québec

PROTOCOLE DE COMMUNICATION PUBLIQUE DE LA CONVENTION D'AIDE FINANCIÈRE 2024-2029 – ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ DANS LE CADRE DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES

Ce document s'adresse aux partenaires des Alliances pour la solidarité et aux organismes subventionnés.

1. CONTEXTE

Le présent protocole de communication publique vise à indiquer les principes et les modalités de communication qui guideront les partenaires signataires (ci-après, « Partenaires ») de la Convention.

En effet, la Convention d'aide financière 2024-2029 – Alliances pour la solidarité dans le cadre du Fonds québécois d'initiatives sociales (ci-après, « Convention ») contient la clause 9 sur les communications qui indique que « Les Parties conviennent que toute annonce publique issue de l'Alliance, dont l'annonce de la signature de la Convention ou de toute autre initiative du Partenaire dans le cadre de l'Alliance, doit respecter les modalités du Protocole de communication publique de la Convention d'aide financière 2024-2029 – Alliances pour la solidarité dans le cadre du Fonds québécois d'initiatives sociales. »

2. PRINCIPES DIRECTEURS

Le présent protocole de communication publique s'applique à l'ensemble des Partenaires avec qui le gouvernement du Québec a signé la Convention.

2.1 Les Partenaires conviennent que toute annonce publique relative à la Convention doit respecter les modalités du présent Protocole de communication publique.

2.2 Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale doit être informé au préalable de l'ensemble des annonces publiques liées aux projets financés dans le cadre de la Convention et avoir l'opportunité de participer à ladite annonce, incluant la diffusion d'un communiqué.

2.3 Tous les outils de communication utilisés doivent faire connaître au minimum :

- le titre du ou des projets;
- la mention minimale, la mention complète ou la mention officielle, selon le cas, prévue au tableau, en annexe;
- la contribution financière du Fonds québécois d'initiatives sociales;
- la nature du ou des projets;
- les partenaires de la Convention, dont le Ministère.

Les moyens utilisés doivent respecter le Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec et être approuvés par le Ministère. Pour vous guider, consultez le tableau ci-après.

Tous les outils de communication produits dans le cadre des Alliances pour la solidarité doivent être déposés à la Direction générale de Services Québec concernée pour qu'elle les valide[1]. Le niveau de validation ministérielle sera déterminé selon l'outil utilisé et le contenu véhiculé.

[1] La validation concerne, entre autres, la conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec, la visibilité gouvernementale et la politique linguistique ministérielle. Par ailleurs, toute anomalie (ex. : image discordante) est signalée.

3. MODALITÉS DE COMMUNICATION

3.1 Les Partenaires doivent, 15 jours ouvrables avant toute annonce publique liée à la Convention, transmettre au Ministère l'information relative au projet soutenu et à l'annonce qui en découle. Cette information doit être transmise à la Direction générale de Services Québec concernée[2].

3.2 Dans le cas où le ou les projets soutenus donnent lieu à une annonce publique, celle-ci est organisée en collaboration entre la Direction générale des communications du Ministère, la Direction générale de Services Québec, le Partenaire et l'organisme impliqué.

4. CLAUSE DE VISIBILITÉ LIANT LES ORGANISMES SUBVENTIONNÉS

4.1 Les lettres d'entente, les contrats ou les protocoles relatifs à des subventions accordées à des organismes subventionnés dans le cadre de cette Convention doivent comporter une clause de visibilité, agréée par les Partenaires. Les Partenaires des Conventions sont responsables d'insérer cette clause de visibilité à l'intérieur des lettres d'ententes, des contrats ou des protocoles qu'ils signent avec les organismes subventionnés dans le cadre de cette convention.

4.2 Le libellé de la clause de visibilité reprendra les éléments suivants :

- lorsqu'ils produisent des documents, quel qu'en soit le support, les organismes subventionnés dans le cadre de cette convention, ou rémunérés à la suite d'un contrat réalisé pour le compte des partenaires, doivent mentionner sur le document que celui-ci, ou le projet auquel il se réfère, a été financé par le Fonds québécois d'initiatives sociales, administré par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale;
- de plus, lorsqu'il s'agit de documents promotionnels (affiche, dépliant, brochure, publicité, stand, site Web, etc.), de documents d'information ou de rapports de recherche, la participation du Ministère doit être mentionnée et des éléments de visibilité doivent y être apposés pour faire connaître la contribution du gouvernement du Québec, conformément aux exigences du Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec.
- par ailleurs, si le projet d'un organisme subventionné donne lieu à un événement public, l'organisme doit convier le Ministère à y participer, et ce, au moins 15 jours ouvrables à l'avance;
- la visibilité accordée aux partenaires de la Convention n'exclut pas qu'une visibilité soit consentie à tout autre partenaire au projet subventionné, sur accord du Ministère et du Partenaire signataire de la Convention.

Visibilité requise et conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec

Pour vous guider en matière de visibilité requise au regard de la contribution du gouvernement du Québec, le tableau suivant a été produit. L'emplacement conforme du logo est quant à lui expliqué à la section 2.

Les Partenaires sont responsables de transmettre aux organismes qu'ils subventionnent les informations relatives à la visibilité requise et à la conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec.

[2] Minimalement, la Direction générale de Services Québec doit être informée de toute annonce publique. Celle-ci effectuera les liens avec la Direction générale des communications et le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales.

1. Visibilité requise selon l'outil de communication utilisé

Le tableau suivant présente les éléments qui doivent apparaître dans les outils de communication pour que les normes de visibilité gouvernementale soient respectées.

Outil de communication	Élément assurant la visibilité gouvernementale			
	Logo officiel : 	**Mention minimale :** **« En partenariat avec les Alliances pour la solidarité et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale »**	**Mention complète :** **« Le — *nom du projet* — est réalisé par les Alliances pour la solidarité, en collaboration avec le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. »**	**Mention officielle :** **« Le — nom du projet — est réalisé grâce à une aide financière issue du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS), dans le cadre de l'Alliance pour la solidarité, en collaboration avec le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. »**
Communiqué de presse et conférence de presse (Rappel : l'organisme doit aviser le Ministère 15 jours ouvrables à l'avance pour permettre une possible participation ministérielle ou l'ajout d'une citation).	S. O.[3]	S. O.	S. O.	**Oui** Dans ce cas, la mention ci-dessus doit obligatoirement apparaître **dans le préambule** (« lead ») du communiqué.
Entrevue ciblée avec les médias (ex : article avec les médias)	S. O.	**Oui**	S. O.	S. O.
Publicité imprimée ou numérique dans les journaux ou dans les hebdomadaires locaux, régionaux ou nationaux.	**Oui**	**Oui**	La mention complète peut être utilisée en remplacement de la mention minimale.	S. O.
Section du site Web des organismes subventionnés et des mandataires traitant de l'Alliance pour la solidarité.	**Oui**	S. O.	**Oui**	S. O.
Article dans une infolettre ou courriel traitant de l'Alliance pour la solidarité.	**Oui**	**Oui**	La mention complète peut être utilisée en remplacement de la mention minimale.	S. O.
Autres publicités, vidéos ou informations sur le Web et dans les médias sociaux.	**Oui**			S. O.
Imprimé (Affiche, dépliant).	**Oui**			S. O.
Matériel événementiel (invitation, papillon officiel et kiosque).	**Oui**			S. O.
Radio (lors d'entrevue ou de publicité).	S. O.	**Oui**	S. O.	S. O.
Documentation officielle des organismes signataires et des mandataires concernant les projets (ex. : rapport, document d'appels de projets).	**Oui**	S. O.	**Oui**	S. O.

[3] S. O. : sans objet

2. Conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec

a. Emplacement du logo officiel pour les outils de communication

Le logo à utiliser dans le cadre des Alliances pour la solidarité est celui du gouvernement du Québec. Le logo doit figurer en bas à gauche de la page. Les logos des organismes signataires ou mandataires et ceux des autres partenaires des Alliances pour la solidarité peuvent aussi être ajoutés sous le logo gouvernemental.



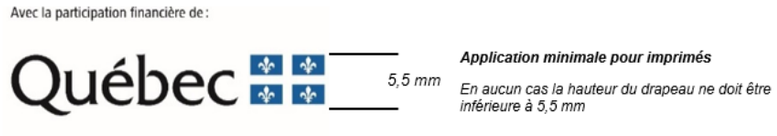
b. Zone de protection et taille minimale du logo officiel

Afin d'assurer une visibilité convenable pour la signature, il faut toujours laisser autour de celle-ci une zone de protection exempte de texte ou de tout autre élément graphique, et ce, que le média soit imprimé ou électronique.

La largeur des zones de protection correspond à la largeur d'un rectangle du drapeau du Québec.



La hauteur du drapeau du Québec ne doit pas être inférieure à 5,5 mm. La signature doit être facilement reconnaissable et lisible. Il ne faut pas déformer la signature en l'étirant horizontalement ou verticalement.



c. Emplacement de la mention minimale ou de la mention complète

Dans un communiqué, la mention officielle (voir tableau) doit obligatoirement apparaître dans le préambule (« lead »).

Dans les autres cas, la mention minimale ou la mention complète doit être placée à l'intérieur du document, à l'intérieur de la page couverture du document ou à la toute fin de l'outil de communication concerné.

3. Pour plus d'information

Pour obtenir plus d'information sur la visibilité requise et la conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec :

Pour le Partenaire

Contacter le communicateur régional de la Direction générale de Services Québec concernée.

Pour l’organisme subventionné

Contacter l’agente ou l’agent régional de liaison des Alliances pour la solidarité.

ANNEXE 3

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ GÉNÉRAL

Ce protocole définit les dispositions que le **Baobab Familial** (ci-après l'« **Organisme** ») doit respecter afin d'accorder une visibilité à la Ville dans le cadre de la présente convention relativement au projet intitulé *La Ruche de Côte-des-Neiges* (ci-après le « **Projet** »).

1. ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

1.1 Présenter et faire approuver un plan de communication visant à fournir une visibilité à la mesure du soutien de la Ville; ce plan devra énumérer les moyens que l'Organisme utilisera pour communiquer des renseignements sur le Projet, et la fréquence prévue de ces communications.

1.2 Faire approuver tous les outils de communication, à l'exception des publications sur les réseaux sociaux, selon les exigences, les modalités et les délais prévus au présent protocole de visibilité.

1.3 S'assurer que les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations prévues au présent protocole de visibilité.

1.4 Offrir à la Ville la possibilité de participer aux événements médiatiques et publics, comme défini au paragraphe 2.2 du présent protocole de visibilité.

1.5 Ne pas diffuser une première communication publique avant d'avoir obtenu l'autorisation du Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention.

2. COMMUNICATIONS

2.1 Reconnaissance de la Ville

2.1.1 Faire état de la contribution de la Ville lors des communications publiques et des communications écrites au moment le plus opportun, tel qu'au lancement ou à la clôture du Projet, à la signature de la convention, etc.

2.1.2 Apposer le logo de la Ville sur tous les outils de communication imprimés, numériques ou électroniques, selon les modalités décrites à l'article 3 du présent protocole de visibilité :

S'assurer que ce logo est mis en évidence si la Ville est l'unique ou le principal partenaire;

Inclure le logo de la Ville parmi ceux des autres partenaires du Projet, s'il y a lieu;

S'assurer de reconnaître équitablement l'ensemble de la contribution de la Ville dans la réalisation du Projet advenant la présence de plusieurs partenaires;

Ajouter l'une des mentions définies au sous-paragraphe 2.1.3 du présent protocole de visibilité, lorsque l'insertion du logo n'est pas possible.

2.1.3 Inclure l'une des mentions suivantes, selon la nature de la convention, minimalement une fois pour chacun des supports écrits, tels que les réseaux sociaux, le site Web, les communiqués de presse ou le programme d'activités :

« Le projet [Nom du Projet] est réalisé avec le soutien de la Ville de Montréal dans le cadre de l'entente [nom de l'Entente] »;

« [Nom de l'Organisme] remercie la Ville de Montréal pour sa contribution dans la réalisation du projet [nom du Projet] »;

« Le projet [Nom du Projet] est offert avec la collaboration de la Ville de Montréal »;

« Le projet « [Nom du projet] » est réalisé en partenariat avec la Ville de Montréal ».

2.2 Relations médias et événements publics

2.2.1 Lors d'une annonce importante ou d'un événement public :

Mentionner verbalement la contribution de la Ville en employant l'une des mentions définies au sous-paragraphe 2.1.2 du présent protocole de visibilité;

Inviter par écrit un représentant ou une représentante politique de la mairie de Montréal ou du comité exécutif **au moins vingt (20) jours ouvrables** à l'avance, comme défini au sous-paragraphe 3.3.2 du présent protocole de visibilité;

Advenant la participation d'un représentant ou d'une représentante politique de la mairie de Montréal et du comité exécutif :

en informer le Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention;

coordonner et effectuer le suivi avec le cabinet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance et valider les règles protocolaires en matière d'événements publics;

Assurer l'accréditation média des personnes représentant la Ville ainsi que de celles qu'elles ont mandatées (photographe, vidéaste, relationniste, etc.);

Prendre en charge la gestion des droits des photos, des vidéos et de tout autre matériel qui pourraient être diffusés sur les plateformes de la Ville à des fins strictement promotionnelles et non commerciales;

Lors d'une captation visuelle (télédiffusion, webdiffusion, etc.), s'assurer que :

le logo de la Ville apparaît dans le champ de vision;

les personnes présentes sont informées, par écrit ou verbalement, que l'événement fait l'objet d'une captation et que celles qui pourraient être reconnaissables dans la vidéo ont autorisé l'utilisation de leur image.

2.2.2 Offrir par écrit à la mairie de Montréal la possibilité d'inclure un message officiel dans le programme de l'Organisme, **au moins trente (30) jours ouvrables** avant la date de la diffusion ou de l'impression, et informer le Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention advenant l'acceptation de l'offre.

2.3 Publicité et promotion

2.3.1 Diffuser sur les réseaux sociaux une publication servant exclusivement à reconnaître la contribution de la Ville en s'assurant d'y inclure l'une des mentions définies au sous-paragraphe 2.1.3 du présent protocole de visibilité et un lien vers les plateformes appropriées, soit :

Pour une publication sur LinkedIn :
https://www.linkedin.com/company/ville-de-montr-al/;

Pour une publication sur Instagram : @mtl_ville;

Pour une publication sur Facebook :

@AffairesEconomieInnovationMTL pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique;

@mtlville pour les autres types de projets;

Pour une publication sur X :

@AffairesMtl pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique;

@mtl_ville pour les autres types de projets.

2.3.2 Mentionner le Projet dans le site Web de l'Organisme et ajouter un hyperlien vers le site de la Ville, montreal.ca, si applicable.

2.3.3 Lorsque des vidéos ou des animations sont réalisées dans le cadre du Projet, s'assurer d'intégrer le logo de la Ville, conformément aux modalités définies à l'article 3 du présent protocole de visibilité.

2.3.4 Convenir des visuels pertinents (vidéo, photo, etc.) avec la personne responsable des communications de la Ville et, si applicable, les lui remettre libres de droits avant le lancement de la campagne de communication, afin que la Ville puisse les utiliser pour promouvoir son engagement si elle le souhaite.

2.3.5 **Lors d'un événement public ou d'activités sur un site** et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables** à l'avance :

La diffusion gratuite d'une vidéo de 15 à 30 secondes produite par la Ville afin de promouvoir l'engagement de celle-ci auprès de la population;

La diffusion d'un message rédigé par la Ville et destiné aux participants, advenant la présence d'un animateur sur le site;

La possibilité d'installer des bannières promotionnelles ou un kiosque (d'une dimension maximale de 10 pi x 20 pi, alimenté en électricité et situé à un emplacement gratuit dans un secteur fréquenté ou tout autre support jugé pertinent par les organisateurs et la personne responsable des communications à la Ville afin que celle-ci puisse avoir une visibilité sur le site ou interagir avec le public.

2.3.6 Fournir un espace publicitaire gratuit dans le programme imprimé ou numérique, **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance; le matériel sera fourni par la Ville, sur demande envoyée à visibilite@montreal.ca.

2.4 Bilan de visibilité

2.4.1 Remettre un bilan au Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention **au plus tard trente (30) jours ouvrables** après la fin du Projet. Y inclure :

une courte description du projet (30-50 mots);

une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied;

une revue de presse couvrant le Projet;

des photos du Projet libres de droits afin que la Ville puisse les utiliser pour promouvoir sa contribution au Projet si elle le souhaite;

toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participants;

des statistiques pour chacun des médias utilisés, dont :

le nombre d'abonnés;

le nombre de publications ou de vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci;

la portée ou fréquence des publications ou des vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celleci;

le nombre d'impressions et de clics pour les autres médias numériques;

le nombre de visiteurs uniques pour les pages du site Web où la Ville a une visibilité (grâce à un logo ou à une mention);

le taux PEB/nombre d'occasions (radio, télé, affichage, quotidien) si la Ville a une visibilité dans ces médias (grâce à un logo ou à une mention).

3. MODALITÉS

3.1 Normes graphiques et linguistiques

3.1.1 Respecter les directives sur l'utilisation du logo définies dans le Complément au Protocole de visibilité de la Ville.

3.1.2 Respecter l'ordre convenu pour le positionnement des logos de la Ville et des autres partenaires sur tous les outils de communication.

3.1.3 Ne pas utiliser le nom ou le logo de la Ville, en tout ou en partie, en dehors du contexte de la convention sans l'autorisation de la Ville.

3.2 Approbations

3.2.1 Soumettre pour approbation au Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention :

le plan de communication défini au sous-paragraphe 1.1 du présent protocole de visibilité **dans un délai raisonnable** pour lui permettre de l'évaluer et de fournir une rétroaction;

le communiqué de presse, tout document média et les textes soulignant la contribution de la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables** avant leur diffusion.

3.2.2 Soumettre pour approbation à la Direction des communications corporatives de la Ville le positionnement des logos sur toutes les communications imprimées, numériques et électroniques du Projet, **au moins quinze (15) jours ouvrables** avant leur impression ou diffusion.

3.2.3 Advenant la participation d'un représentant ou d'une représentante politique à un événement médiatique, soumettre pour approbation à la **mairie de Montréal** le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance.

3.3 Contacts

3.3.1 Direction des communications corporatives de la Ville

Écrire à visibilite@montreal.ca pour :

offrir l'un ou l'ensemble des éléments de visibilité spécifiés dans le présent protocole de visibilité;

faire la demande pour obtenir les versions officielles et téléchargeables du logo de la Ville;

faire approuver l'utilisation et le positionnement des logos sur les outils de communication en s'assurant de joindre une copie de ces outils en basse résolution.

3.3.2 Mairie de Montréal

Pour rejoindre la mairie de Montréal afin d'offrir ou de faire approuver un élément de visibilité concernant un représentant ou une représentante politique, écrire à mairesse@montreal.ca.

IMPORTANT :
Lors de toute communication avec la mairie de Montréal ou la Direction des communications corporatives de la Ville, s'assurer de préciser dans sa demande que le Projet est subventionné par le biais de la convention et du programme Alliance pour la solidarité dans le cadre du Fonds québécois d'initiatives sociales.

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
ALLIANCE POUR LA SOLIDARITÉ
DANS LE CADRE DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
Sommaire décisionnel # 1257570001

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, **ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES—NOTRE-DAME-DE-GRÂCE**, personne morale de droit public ayant son bureau d'arrondissement au 5160, boulevard Décarie, bureau 600, Montréal (Québec) H3X 2H9, agissant et représentée par Geneviève Reeves, secrétaire d'arrondissement dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la résolution CA04 1704, du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **BIENVENUE À NOTRE-DAME-DE-GRÂCE**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi sur l*es compagnies* (RLRQ, c. C38), dont l'adresse principale est le 2180 avenue Belgrave, Montréal, Québec, H4A 2L8, agissant et représentée par Luis Miguel Cristancho, Directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription TPS : S/O
Numéro d'inscription TVQ : S/O
Numéro de charité : 810207530RR0001

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale* (RLRQ, c. L-7) institue une Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ainsi que le Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS), lequel vise à soutenir financièrement la réalisation de projets, d'actions et d'initiatives afin d'atteindre les buts de la Stratégie nationale;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec a dévoilé le 21 juin 2024 le Plan d'action gouvernemental visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024-2029 - Mobiliser - Accompagner - Participer, dans lequel il est prévu à la mesure 3.1.1.1 de poursuivre et de bonifier les Alliances pour la solidarité sur l'ensemble du territoire québécois, y compris avec des organisations autochtones afin que les acteurs locaux ou régionaux puissent investir les ressources disponibles selon les priorités établies en concertation avec leurs milieux;

ATTENDU QUE la Ville et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (ci-après le « **MESS** ») ont conclu une convention d'aide financière pour l'Alliance pour la solidarité dans le cadre du Fonds québécois d'initiatives sociales, pour la période du 1er avril 2024 au 31 mars 2029 pour le territoire de l'agglomération de Montréal (ci-après la « **Convention Ville-MESS** »), laquelle prévoit une aide financière totale de 55 M$ accordée à la Ville sur cinq (5) ans;

ATTENDU QUE le MESS et la Ville ont convenu que cette dernière assume la gestion de la Convention Ville-MESS et l'octroi des aides financières sur son territoire;

ATTENDU QUE l'Organisme souhaite intervenir par des actions et initiatives de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale;

ATTENDU QUE l'Organisme a comme mission de faciliter l'intégration des personnes immigrantes (nouvellement arrivées ou autres) à la vie communautaire de Notre-Dame-de-Grâce ainsi qu'à la société d'accueil et de favoriser les relations interculturelles;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation de son Projet tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti;

ATTENDU QUE le *Règlement sur la gestion contractuelle* adopté par la Ville en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* s'applique à la présente convention et qu'il est disponible pour consultation sur le site de la Ville.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

« **Annexe 1** » :	désigne la description du Projet (demande de soutien);

« **Annexe 2** » :	désigne le protocole de visibilité du MESS, tel que mentionné au paragraphe 4.4.1 de la présente convention;
« **Annexe 3** » :	désigne le protocole de visibilité de la Ville, tel que mentionné au paragraphe 4.4.1 de la présente convention, le cas échéant;
« **Projet** » :	désigne le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
« **Rapport annuel** » :	désigne le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;
« **Reddition de compte** » :	désigne les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées; de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document ou information exigés par le Responsable dans le cadre du Projet;
« **Responsable** » :	désigne le directeur de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;
« **Unité administrative** » :	désigne la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser son Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue au paragraphe de la présente convention;

4.2 **Autorisations et permis**

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs au Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 **Respect des lois**

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment l'affichage de l'Organisme sur toute propriété de la Ville, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de ses installations, le cas échéant;

4.3.3 dans la mesure où l'Organisme traiterait ou aurait accès à des renseignements personnels pendant la durée de la présente convention, traiter de manière confidentielle ces renseignements personnels et se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, étant toutefois expressément convenu par les Parties que tout tel traitement par l'Organisme sera fait exclusivement pour son propre compte et non pour celui de la Ville et que celle-ci n'encourra aucune responsabilité à cet égard.

4.4 **Promotion et publicité**

4.4.1 faire état de la participation financière du MESS, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, et de la Ville, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 3, le cas échéant, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention, et faire en sorte que ceux-ci reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MESS, notamment par rapport aux autres partenaires au Projet, étant entendu qu'ils doivent être préalablement approuvés par écrit par le Responsable et par le MESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MESS aux différents événements concernant le Projet et respecter toute autre modalité prévue aux protocoles de visibilité, joints aux annexe 2 et 3, le cas échéant;

4.5 **Aspects financiers**

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, il est entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 30 avril de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente convention et le 31 mars 2026 pour la première année et la période du 1er avril d'une année au 31 mars de l'année suivante pour les années subséquentes;

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité du Projet distincte de celle concernant les autres projets ou secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville et le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du Vérificateur général du Québec ou de leurs représentants, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et leur fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et

registres comptables et de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les cent vingt (120) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 transmettre au Responsable, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers au plus tard cent vingt (120) jours suivant la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre au Responsable, ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers vérifiés au plus tard cent vingt (120) jours suivant la fin de son exercice financier;

La transmission au Vérificateur général de la Ville doit être faite par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1);

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 **Remise de documents**

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7 **Responsabilité**

4.7.1 tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de la présente convention;

4.7.2 prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre eux par des tiers et indemniser la Ville en capital, intérêts et frais de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre eux ainsi que de toute somme qu'elle aura dû débourser pour défendre leurs intérêts avant ou après un tel jugement en raison de la présente convention;

4.7.3 malgré ce qui précède, l'Organisme n'est pas tenu d'indemniser la Ville ou de prendre son fait et cause lorsque cette obligation découlerait

directement d'une faute lourde ou intentionnelle commise par la Ville ou ses employés, représentants et mandataires.

4.8 Communications des informations

4.8.1 fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de la demande;

4.8.2 autoriser la Ville à transmettre au MESS, aux ministères et aux organismes du gouvernement du Québec qui peuvent être concernés par la présente convention une copie de la présente convention ainsi que sur demande, toute information, document ou autre concernant l'Organisme ou la présente convention.

4.9 **Séance du conseil d'arrondissement**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

Sous réserve de l'obtention des crédits par la Ville du MESS en vertu de la convention Ville-MESS, la Ville s'engage à ce qui suit.

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville convient de lui verser une contribution financière maximale de deux cent cinquante et un mille quatre cent dix-huit dollars (251 418 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 **Versements**

La contribution financière sera remise à l'Organisme en huit versements :

5.2.1 Pour l'année 2025-2026 :

5.2.1.1. une somme maximale de cinquante-quatre mille neuf cents dollars (54 900 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

5.2.1.2. une somme maximale de six mille cent dollars (6 100 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport annuel 2025-2026 à la satisfaction du Responsable;

5.2.2 Pour l'année 2026-2027 :

5.2.2.1. une somme maximale de cinquante-cinq mille neuf cent quatre-vingt-dix-huit dollars (55 998 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

5.2.2.2. une somme maximale de six mille deux cent vingt-deux dollars (6 222 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport annuel 2026-2027 à la satisfaction du Responsable;

5.2.3 Pour l'année 2027-2028 :

5.2.3.1. une somme maximale de cinquante-sept mille cent dix-sept dollars et quatre-vingt-seize cents (57 117,96 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

5.2.3.2. une somme maximale de six mille trois cent quarante-six dollars et quarante-quatre cents (6 346,44 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport annuel 2027-2028 à la satisfaction du Responsable;

5.2.4 Pour l'année 2028-2029 :

5.2.4.1. une somme maximale de cinquante-huit mille deux cent soixante dollars et vingt-quatre cents (58 260,24 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

5.2.4.2. une somme maximale de six mille quatre cent soixante-treize dollars et trente-six cents (6 473,36 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport annuel 2028-2029 à la satisfaction du Responsable;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet doit être remise à la Ville à la fin de la présente convention sauf si une résolution dûment adoptée par l'instance compétente de la Ville autorise l'Organisme à la conserver. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, sans délai et par écrit, de l'existence de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent, dont, notamment :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du *Règlement sur la gestion contractuelle* de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux sous-paragraphes 6.3.1 à 6.3.3.

6.4 L'Organisme doit utiliser toute somme versée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, la contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Organisme déclare et garantit :

7.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

7.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

7.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et, notamment, ceux lui permettant de consentir la licence prévue au paragraphe 9.2 de la présente convention;

7.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 8
ASSURANCES

8.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme assurée additionnelle. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne doit être applicable à la Ville.

8.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur.

8.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 9
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

9.1 Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents, photos, vidéos, données et autres remis à la Ville dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

9.2 L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à reproduire, à adapter, à modifier, à communiquer, à publier, à diffuser, à traduire, à conserver et à copier les Rapports en tout ou en partie, sous quelque forme ou support que ce soit à des fins municipales.

ARTICLE 10
DÉFAUT

10.1 Il y a défaut :

10.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

10.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

10.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

10.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

10.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 10.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

10.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 10.1.2, 10.1.3 ou 10.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

10.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 10.2 ou 10.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

ARTICLE 11
DURÉE

La présente convention prend effet à la date de sa dernière signature et se termine, sous réserve des articles 10 et 12, au plus tard le 31 mars 2029.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 12
RÉSILIATION ET SUSPENSION

12.1 La Ville peut résilier la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Le Responsable avise l'Organisme par écrit de son intention de présenter à l'instance compétente de la Ville une recommandation à cet effet. À la réception de cet avis, l'Organisme doit soumettre dans un délai de dix (10) jours tous les rapports et documents exigés par le Responsable en joignant toutes les pièces justificatives requises.

12.2 Lorsque l'avis d'intention fait état d'une résiliation de la présente convention, l'Organisme doit, dès réception de cet avis, cesser immédiatement l'exécution de toutes activités pouvant engager des coûts à être financés à même la contribution financière versée par la Ville, en attendant la décision de l'instance compétente de la Ville et, dans l'intervalle, respecter les instructions émises par le Responsable. La Ville n'acquittera que le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet en date de l'avis d'intention.

12.3 En cas de résiliation, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

12.4 Le Responsable peut suspendre l'exécution de la présente convention, en tout temps, pourvu qu'il avise par écrit l'Organisme de cette suspension. Ce dernier doit se conformer aux instructions émises par le Responsable à ce sujet.

12.5 Lorsque le Responsable informe l'Organisme qu'il peut reprendre la réalisation du Projet, celui-ci doit le faire selon les conditions et le délai convenus avec le Responsable.

12.6 La résiliation ou la suspension de la présente convention ne donnent droit à l'Organisme à aucune compensation ou indemnité et celui-ci convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation ou de la suspension de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 **Représentations de l'Organisme**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

<u>Élection de domicile de l'Organisme</u>

L'Organisme fait élection de domicile au 2180 avenue Belgrave, Montréal, Québec, H3A 2L8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 5160, boulevard Décarie, bureau 600, Montréal (Québec) H3X 2H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AU LIEU ET À LA DATE INDIQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20___

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Geneviève Reeves
Secrétaire d'arrondissement

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20___

BIENVENUE À NOTRE-DAME-DE-GRÂCE

Par : _____
Luis Miguel Cristancho
Directeur général

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal, le _____e jour de _____ 2025

(Résolution CA_____).

ANNEXE 1

PROJET

Montréal

001133-Élan vers l'intégration professionnelle : Ateliers pour une intégration professionnelle réussie

Identification du projet

Nom de l'organisme : Bienvenue à Notre-Dame-de-Grâce

Appel à projet : Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce - Appel de projets Agir Ensemble - Entente Ville-MESS 2025-2029

Titre de la demande : Élan vers l'intégration professionnelle : Ateliers pour une intégration professionnelle réussie

Durée du projet :

Année	Date début période réalisation	Date fin période réalisation	Édition
An 4	2028-04-01	2029-03-31	4
An 1	2025-04-01	2026-03-31	1
An 2	2026-04-01	2027-03-31	2
An 3	2027-04-01	2028-03-31	3

Correspondance avec le programme

Axe parent	*Axe*
2. Miser sur le pouvoir d'agir	2.1 Une plus grande capacité d'agir individuelle et collective pour améliorer la qualité de vie des personnes
2. Miser sur le pouvoir d'agir	2.2 Une participation active des personnes et des communautés dans les processus de décision et les actions qui les concernent
3. Renforcer le tissu social	3.1 Des réseaux d'entraide et de solidarité renforcés
3. Renforcer le tissu social	3.2 Des communautés inclusives où chaque personne se sent valorisée,

	respectée et incluse, indépendamment de sa situation et de son identité

Signataire et convention

Responsable de l'organisme : Luis Miguel Cristancho

Contact associé à l'organisme :

Autre :

Description et planification

Description du projet (qui, quoi, quand, où, comment) :

Qui : Le projet est destiné aux personnes immigrantes ayant un statut d'immigration temporaire et une maîtrise limitée de la langue française, résidant principalement dans le quartier de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (CDN-NDG). Ces participants peuvent être des travailleurs temporaires, des étudiants étrangers et leurs familles, des demandeurs d'asile ou toute autre personne se trouvant dans une situation similaire et cherchant à améliorer ses perspectives d'emploi et à s'intégrer professionnellement et socialement dans la société québécoise.
Quoi:
Ateliers en groupe : le projet consiste d'une série d'ateliers hebdomadaires d'une durée de 12 semaines, avec un atelier toutes les deux semaines, soit 6 ateliers par cohorte.
Accompagnement individuel : seront disponibles en continu tout au long de la cohorte.
Chaque atelier comprendra de 8 à 10 participants et les sujets suivants seront abordés lors des ateliers:
- Compétences interpersonnelles : prise de parole en public, travail en équipe multiculturelle, gestion des pauses, comportements appropriés en milieu de travail.
- Communication en milieu multiculturel : surmonter les préjugés et renforcer la collaboration interculturelle.
- Pratique des langues : activités pour améliorer le français et l'anglais professionnel.
- Entrepreneuriat : développement d'idées d'affaires adaptées à leurs réalités.
- Réseautage: rencontres décontractées avec des employeurs potentiels pour

connaitre leur point de vue sur le recrutement des personnes issues de l'immigration.
En complément, le projet inclut également une orientation vocationnelle individualisée, permettant aux participants d'identifier ses aspirations professionnelles et ses besoins de formations adaptées. Ainsi, cela pourrait aboutir à un soutien financier pour accéder à des certifications essentielles, telles que : Hygiène et salubrité alimentaire, Formation pour aidants naturels, Formation pour le nettoyage professionnel, entre autres. Ces formations visent à améliorer l'employablité des participants dans des secteurs en demande.
Quand: Le programme se déroulera sur 12 semaines, avec deux sessions mensuelles. Chaque année, trois cohortes seront organisées, offrant ainsi une possibilité d'intégration continue au programme.
Où: Les ateliers se tiendront dans des espaces communautaires qui accueillent des immigrants afin d'assurer l'accéssibilité. Un environnement inclusif et convivial sera privilégié pour encourager les échanges interculturels et favoriser un sentiment de communauté.
Comment: Le projet sera mis en oeuvre par une équipe composée de formateurs en langue française, de professionnels du milieu de travail, de conseillers en intégration multilingues ainsi que des partenaires communautaires afin d'assurer des opportunités de réseautage. De plus, un suivi individuel sera effectué avec chaque participant afin de mesurer le progrès, évaluer les obstacles et ajuster l'accompagnement, si besoin.

Quels sont les résultats attendus à la fin du projet ? De quelle façon le projet pourra-t-il répondre aux enjeux ?

Ce projet vise principalement à améliorer les compétences linguistiques, professionnelles et interpersonnelles des participants, tout en renforçant leur confiance et leur employabilité. À long terme, il contribuera à une meilleure intégration socio-économique des immigrants et réduira les inégalités dans l’accès à l’emploi.
Résultats attendus à la fin du projet : Amélioration des compétences linguistiques et professionnelles : Les participants auront acquis des compétences en français et en anglais professionnel, ainsi que des certifications reconnues (hygiène alimentaire, soins, nettoyage professionnel) qui renforceront leur employabilité.
Renforcement de la confiance et des compétences interpersonnelles : Les ateliers favoriseront la prise de parole en public, le travail d’équipe, et la capacité à évoluer dans un environnement multiculturel.
Accès accru à l’emploi : Les participants seront mieux préparés à répondre aux

exigences du marché du travail québécois, augmentant ainsi leurs opportunités d'emploi durable.
Implication communautaire : Les bénéficiaires auront participé activement à la conception et à l'évaluation du projet, renforçant leur sentiment d'appartenance et d'autonomisation.
Réponse aux enjeux grâce au projet :
Réduction des barrières linguistiques et professionnelles : Les ateliers et les formations ciblées fourniront des outils pratiques pour surmonter les défis liés à la langue et aux compétences requises.
Lutte contre la discrimination : En promouvant des environnements inclusifs et une meilleure compréhension interculturelle, le projet aidera à réduire les préjugés en milieu de travail.
Soutien aux groupes souvent marginalisés : Le projet prend en compte les besoins différenciés des populations discriminées, comme les femmes et les minorités visibles, en offrant des solutions adaptées et accessibles.

Personnes ciblées par le projet

Année	Groupe d'âge	Femmes	Hommes	Autres identités de genre	Total personnes
An 1	Adultes (31-64 ans)	12	12	0	24
An 2	Adultes (31-64 ans)	12	12	0	24
An 3	Adultes (31-64 ans)	12	12	0	24
An 4	Adultes (31-64 ans)	12	12	0	24

Nombre de personnes différentes ciblées directement par le projet

Principales caractéristiques des personnes ciblées directement

Les personnes migrantes à statut précaire incluant les personnes demandeuses d'asile ou sans statut
Les personnes nouvelles arrivantes (moins de 5 ans)

Nombre d'organisations différentes ciblées directement par le projet :

Année	Total organisations

Année	Montant demandé initial	Montant demandé ajusté	Autofinancement	Contributions partenaires	Coût par édition
An 1	67 777	61 000	8 168	4 675	73 843
An 2	69 029	62 220	8 413	4 675	75 308
An 3	71 484	63 464	8 663	5 390	77 517
An 4	74 282	64 733	8 925	6 183	79 841

Budget global du projet

Résumé de la prévision budgétaire du projet

Attestation d'intégrité :

En soumettant la présente demande, l'organisme reconnaît s'être assuré de l'exactitude des informations et que la personne responsable a approuvé le dépôt de celle-ci.

Oui

L'unité administrative responsable du sommaire décisionnel a en sa possession la version intégrale de cette demande de soutien financier.

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ DU MESS

Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales dans le cadre des Alliances pour la solidarité

Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
Québec

PROTOCOLE DE COMMUNICATION PUBLIQUE DE LA CONVENTION D'AIDE FINANCIÈRE 2024-2029 – ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ DANS LE CADRE DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES

Ce document s'adresse aux partenaires des Alliances pour la solidarité et aux organismes subventionnés.

1. CONTEXTE

Le présent protocole de communication publique vise à indiquer les principes et les modalités de communication qui guideront les partenaires signataires (ci-après, « Partenaires ») de la Convention.

En effet, la Convention d'aide financière 2024-2029 – Alliances pour la solidarité dans le cadre du Fonds québécois d'initiatives sociales (ci-après, « Convention ») contient la clause 9 sur les communications qui indique que « Les Parties conviennent que toute annonce publique issue de l'Alliance, dont l'annonce de la signature de la Convention ou de toute autre initiative du Partenaire dans le cadre de l'Alliance, doit respecter les modalités du Protocole de communication publique de la Convention d'aide financière 2024-2029 – Alliances pour la solidarité dans le cadre du Fonds québécois d'initiatives sociales. »

2. PRINCIPES DIRECTEURS

Le présent protocole de communication publique s'applique à l'ensemble des Partenaires avec qui le gouvernement du Québec a signé la Convention.

2.1 Les Partenaires conviennent que toute annonce publique relative à la Convention doit respecter les modalités du présent Protocole de communication publique.

2.2 Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale doit être informé au préalable de l'ensemble des annonces publiques liées aux projets financés dans le cadre de la Convention et avoir l'opportunité de participer à ladite annonce, incluant la diffusion d'un communiqué.

2.3 Tous les outils de communication utilisés doivent faire connaître au minimum :

- le titre du ou des projets;
- la mention minimale, la mention complète ou la mention officielle, selon le cas, prévue au tableau, en annexe;
- la contribution financière du Fonds québécois d'initiatives sociales;
- la nature du ou des projets;
- les partenaires de la Convention, dont le Ministère.

Les moyens utilisés doivent respecter le Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec et être approuvés par le Ministère. Pour vous guider, consultez le tableau ci-après.

Tous les outils de communication produits dans le cadre des Alliances pour la solidarité doivent être déposés à la Direction générale de Services Québec concernée pour qu'elle les valide[1]. Le niveau de validation ministérielle sera déterminé selon l'outil utilisé et le contenu véhiculé.

[1] La validation concerne, entre autres, la conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec, la visibilité gouvernementale et la politique linguistique ministérielle. Par ailleurs, toute anomalie (ex. : image discordante) est signalée.

3. MODALITÉS DE COMMUNICATION

3.1 Les Partenaires doivent, 15 jours ouvrables avant toute annonce publique liée à la Convention, transmettre au Ministère l'information relative au projet soutenu et à l'annonce qui en découle. Cette information doit être transmise à la Direction générale de Services Québec concernée[2].

3.2 Dans le cas où le ou les projets soutenus donnent lieu à une annonce publique, celle-ci est organisée en collaboration entre la Direction générale des communications du Ministère, la Direction générale de Services Québec, le Partenaire et l'organisme impliqué.

4. CLAUSE DE VISIBILITÉ LIANT LES ORGANISMES SUBVENTIONNÉS

4.1 Les lettres d'entente, les contrats ou les protocoles relatifs à des subventions accordées à des organismes subventionnés dans le cadre de cette Convention doivent comporter une clause de visibilité, agréée par les Partenaires. Les Partenaires des Conventions sont responsables d'insérer cette clause de visibilité à l'intérieur des lettres d'ententes, des contrats ou des protocoles qu'ils signent avec les organismes subventionnés dans le cadre de cette convention.

4.2 Le libellé de la clause de visibilité reprendra les éléments suivants :

- lorsqu'ils produisent des documents, quel qu'en soit le support, les organismes subventionnés dans le cadre de cette convention, ou rémunérés à la suite d'un contrat réalisé pour le compte des partenaires, doivent mentionner sur le document que celui-ci, ou le projet auquel il se réfère, a été financé par le Fonds québécois d'initiatives sociales, administré par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale;
- de plus, lorsqu'il s'agit de documents promotionnels (affiche, dépliant, brochure, publicité, stand, site Web, etc.), de documents d'information ou de rapports de recherche, la participation du Ministère doit être mentionnée et des éléments de visibilité doivent y être apposés pour faire connaître la contribution du gouvernement du Québec, conformément aux exigences du Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec.
- par ailleurs, si le projet d'un organisme subventionné donne lieu à un événement public, l'organisme doit convier le Ministère à y participer, et ce, au moins 15 jours ouvrables à l'avance;
- la visibilité accordée aux partenaires de la Convention n'exclut pas qu'une visibilité soit consentie à tout autre partenaire au projet subventionné, sur accord du Ministère et du Partenaire signataire de la Convention.

Visibilité requise et conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec

Pour vous guider en matière de visibilité requise au regard de la contribution du gouvernement du Québec, le tableau suivant a été produit. L'emplacement conforme du logo est quant à lui expliqué à la section 2.

Les Partenaires sont responsables de transmettre aux organismes qu'ils subventionnent les informations relatives à la visibilité requise et à la conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec.

[2] Minimalement, la Direction générale de Services Québec doit être informée de toute annonce publique. Celle-ci effectuera les liens avec la Direction générale des communications et le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales.

1. Visibilité requise selon l'outil de communication utilisé

Le tableau suivant présente les éléments qui doivent apparaître dans les outils de communication pour que les normes de visibilité gouvernementale soient respectées.

Outil de communication	Élément assurant la visibilité gouvernementale			
	Logo officiel : 	**Mention minimale :** **« En partenariat avec les Alliances pour la solidarité et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale »**	**Mention complète :** **« Le — *nom du projet* — est réalisé par les Alliances pour la solidarité, en collaboration avec le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. »**	**Mention officielle :** **« Le — nom du projet — est réalisé grâce à une aide financière issue du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS), dans le cadre de l'Alliance pour la solidarité, en collaboration avec le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. »**
Communiqué de presse et conférence de presse (Rappel : l'organisme doit aviser le Ministère 15 jours ouvrables à l'avance pour permettre une possible participation ministérielle ou l'ajout d'une citation).	S. O.[3]	S. O.	S. O.	**Oui** Dans ce cas, la mention ci-dessus doit obligatoirement apparaître **dans le préambule** (« lead ») du communiqué.
Entrevue ciblée avec les médias (ex : article avec les médias)	S. O.	**Oui**	S. O.	S. O.
Publicité imprimée ou numérique dans les journaux ou dans les hebdomadaires locaux, régionaux ou nationaux.	**Oui**	**Oui**	La mention complète peut être utilisée en remplacement de la mention minimale.	S. O.
Section du site Web des organismes subventionnés et des mandataires traitant de l'Alliance pour la solidarité.	**Oui**	S. O.	**Oui**	S. O.
Article dans une infolettre ou courriel traitant de l'Alliance pour la solidarité.	**Oui**	**Oui**	La mention complète peut être utilisée en remplacement de la mention minimale.	S. O.
Autres publicités, vidéos ou informations sur le Web et dans les médias sociaux.	**Oui**			S. O.
Imprimé (Affiche, dépliant).	**Oui**			S. O.
Matériel événementiel (invitation, papillon officiel et kiosque).	**Oui**			S. O.
Radio (lors d'entrevue ou de publicité).	S. O.	**Oui**	S. O.	S. O.
Documentation officielle des organismes signataires et des mandataires concernant les projets (ex. : rapport, document d'appels de projets).	**Oui**	S. O.	**Oui**	S. O.

[3] S. O. : sans objet

2. Conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec

a. Emplacement du logo officiel pour les outils de communication

Le logo à utiliser dans le cadre des Alliances pour la solidarité est celui du gouvernement du Québec. Le logo doit figurer en bas à gauche de la page. Les logos des organismes signataires ou mandataires et ceux des autres partenaires des Alliances pour la solidarité peuvent aussi être ajoutés sous le logo gouvernemental.



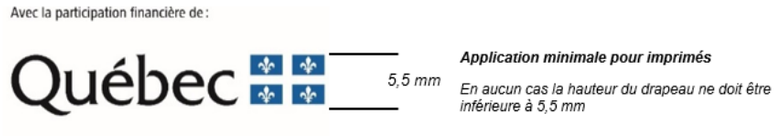
b. Zone de protection et taille minimale du logo officiel

Afin d'assurer une visibilité convenable pour la signature, il faut toujours laisser autour de celle-ci une zone de protection exempte de texte ou de tout autre élément graphique, et ce, que le média soit imprimé ou électronique.

La largeur des zones de protection correspond à la largeur d'un rectangle du drapeau du Québec.



La hauteur du drapeau du Québec ne doit pas être inférieure à 5,5 mm. La signature doit être facilement reconnaissable et lisible. Il ne faut pas déformer la signature en l'étirant horizontalement ou verticalement.



c. Emplacement de la mention minimale ou de la mention complète

Dans un communiqué, la mention officielle (voir tableau) doit obligatoirement apparaître dans le préambule (« lead »).

Dans les autres cas, la mention minimale ou la mention complète doit être placée à l'intérieur du document, à l'intérieur de la page couverture du document ou à la toute fin de l'outil de communication concerné.

3. Pour plus d'information

Pour obtenir plus d'information sur la visibilité requise et la conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec :

Pour le Partenaire

Contacter le communicateur régional de la Direction générale de Services Québec concernée.

Pour l’organisme subventionné

Contacter l’agente ou l’agent régional de liaison des Alliances pour la solidarité.

ANNEXE 3

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ GÉNÉRAL

Ce protocole définit les dispositions que Bienvenue à **Notre-Dame-de-Grâce** (ci-après l'« **Organisme** ») doit respecter afin d'accorder une visibilité à la Ville dans le cadre de la présente convention relativement au projet intitulé *Élan vers l'intégration professionnelle : Ateliers pour une intégration professionnelle réussie (*ci-après le « **Projet** »).

1. ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

1.1 Présenter et faire approuver un plan de communication visant à fournir une visibilité à la mesure du soutien de la Ville; ce plan devra énumérer les moyens que l'Organisme utilisera pour communiquer des renseignements sur le Projet, et la fréquence prévue de ces communications.

1.2 Faire approuver tous les outils de communication, à l'exception des publications sur les réseaux sociaux, selon les exigences, les modalités et les délais prévus au présent protocole de visibilité.

1.3 S'assurer que les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations prévues au présent protocole de visibilité.

1.4 Offrir à la Ville la possibilité de participer aux événements médiatiques et publics, comme défini au paragraphe 2.2 du présent protocole de visibilité.

1.5 Ne pas diffuser une première communication publique avant d'avoir obtenu l'autorisation du Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention.

2. COMMUNICATIONS

2.1 **Reconnaissance de la Ville**

2.1.1 Faire état de la contribution de la Ville lors des communications publiques et des communications écrites au moment le plus opportun, tel qu'au lancement ou à la clôture du Projet, à la signature de la convention, etc.

2.1.2 Apposer le logo de la Ville sur tous les outils de communication imprimés, numériques ou électroniques, selon les modalités décrites à l'article 3 du présent protocole de visibilité :

S'assurer que ce logo est mis en évidence si la Ville est l'unique ou le principal partenaire;

Inclure le logo de la Ville parmi ceux des autres partenaires du Projet, s'il y a lieu;

S'assurer de reconnaître équitablement l'ensemble de la contribution de la Ville dans la réalisation du Projet advenant la présence de plusieurs partenaires;

Ajouter l'une des mentions définies au sous-paragraphe 2.1.3 du présent protocole de visibilité, lorsque l'insertion du logo n'est pas possible.

2.1.3 Inclure l'une des mentions suivantes, selon la nature de la convention, minimalement une fois pour chacun des supports écrits, tels que les réseaux sociaux, le site Web, les communiqués de presse ou le programme d'activités :

« Le projet [Nom du Projet] est réalisé avec le soutien de la Ville de Montréal dans le cadre de l'entente [nom de l'Entente] »;

« [Nom de l'Organisme] remercie la Ville de Montréal pour sa contribution dans la réalisation du projet [nom du Projet] »;

« Le projet [Nom du Projet] est offert avec la collaboration de la Ville de Montréal »;

« Le projet « [Nom du projet] » est réalisé en partenariat avec la Ville de Montréal ».

2.2 Relations médias et événements publics

2.2.1 Lors d'une annonce importante ou d'un événement public :

Mentionner verbalement la contribution de la Ville en employant l'une des mentions définies au sous-paragraphe 2.1.2 du présent protocole de visibilité;

Inviter par écrit un représentant ou une représentante politique de la mairie de Montréal ou du comité exécutif **au moins vingt (20) jours ouvrables** à l'avance, comme défini au sous-paragraphe 3.3.2 du présent protocole de visibilité;

Advenant la participation d'un représentant ou d'une représentante politique de la mairie de Montréal et du comité exécutif :

en informer le Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention;

coordonner et effectuer le suivi avec le cabinet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance et valider les règles protocolaires en matière d'événements publics;

Assurer l'accréditation média des personnes représentant la Ville ainsi que de celles qu'elles ont mandatées (photographe, vidéaste, relationniste, etc.);

Prendre en charge la gestion des droits des photos, des vidéos et de tout autre matériel qui pourraient être diffusés sur les plateformes de la Ville à des fins strictement promotionnelles et non commerciales;

Lors d'une captation visuelle (télédiffusion, webdiffusion, etc.), s'assurer que :

le logo de la Ville apparaît dans le champ de vision;

les personnes présentes sont informées, par écrit ou verbalement, que l'événement fait l'objet d'une captation et que celles qui pourraient être reconnaissables dans la vidéo ont autorisé l'utilisation de leur image.

2.2.2 Offrir par écrit à la mairie de Montréal la possibilité d'inclure un message officiel dans le programme de l'Organisme, **au moins trente (30) jours ouvrables** avant la date de la diffusion ou de l'impression, et informer le Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention advenant l'acceptation de l'offre.

2.3 **Publicité et promotion**

2.3.1 Diffuser sur les réseaux sociaux une publication servant exclusivement à reconnaître la contribution de la Ville en s'assurant d'y inclure l'une des mentions définies au sous-paragraphe 2.1.3 du présent protocole de visibilité et un lien vers les plateformes appropriées, soit :

Pour une publication sur LinkedIn : https://www.linkedin.com/company/ville-de-montr-al/;

Pour une publication sur Instagram : @mtl_ville;

Pour une publication sur Facebook :

@AffairesEconomieInnovationMTL pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique;

@mtlville pour les autres types de projets;

Pour une publication sur X :

@AffairesMtl pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique;

@mtl_ville pour les autres types de projets.

2.3.2 Mentionner le Projet dans le site Web de l'Organisme et ajouter un hyperlien vers le site de la Ville, montreal.ca, si applicable.

2.3.3 Lorsque des vidéos ou des animations sont réalisées dans le cadre du Projet, s'assurer d'intégrer le logo de la Ville, conformément aux modalités définies à l'article 3 du présent protocole de visibilité.

2.3.4 Convenir des visuels pertinents (vidéo, photo, etc.) avec la personne responsable des communications de la Ville et, si applicable, les lui remettre libres de droits avant le lancement de la

campagne de communication, afin que la Ville puisse les utiliser pour promouvoir son engagement si elle le souhaite.

2.3.5 **Lors d'un événement public ou d'activités sur un site** et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables** à l'avance :

La diffusion gratuite d'une vidéo de 15 à 30 secondes produite par la Ville afin de promouvoir l'engagement de celle-ci auprès de la population;

La diffusion d'un message rédigé par la Ville et destiné aux participants, advenant la présence d'un animateur sur le site;

La possibilité d'installer des bannières promotionnelles ou un kiosque (d'une dimension maximale de 10 pi x 20 pi, alimenté en électricité et situé à un emplacement gratuit dans un secteur fréquenté ou tout autre support jugé pertinent par les organisateurs et la personne responsable des communications à la Ville afin que celle-ci puisse avoir une visibilité sur le site ou interagir avec le public.

2.3.6 Fournir un espace publicitaire gratuit dans le programme imprimé ou numérique, **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance; le matériel sera fourni par la Ville, sur demande envoyée à visibilite@montreal.ca.

2.4 Bilan de visibilité

2.4.1 Remettre un bilan au Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention **au plus tard trente (30) jours ouvrables** après la fin du Projet. Y inclure :

une courte description du projet (30-50 mots);

une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied;

une revue de presse couvrant le Projet;

des photos du Projet libres de droits afin que la Ville puisse les utiliser pour promouvoir sa contribution au Projet si elle le souhaite;

toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participants;

des statistiques pour chacun des médias utilisés, dont :

le nombre d'abonnés;

le nombre de publications ou de vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci;

la portée ou fréquence des publications ou des vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci;

le nombre d'impressions et de clics pour les autres médias numériques;

le nombre de visiteurs uniques pour les pages du site Web où la Ville a une visibilité (grâce à un logo ou à une mention);

le taux PEB/nombre d'occasions (radio, télé, affichage, quotidien) si la Ville a une visibilité dans ces médias (grâce à un logo ou à une mention).

3. MODALITÉS

3.1 Normes graphiques et linguistiques

3.1.1 Respecter les directives sur l'utilisation du logo définies dans le Complément au Protocole de visibilité de la Ville.

3.1.2 Respecter l'ordre convenu pour le positionnement des logos de la Ville et des autres partenaires sur tous les outils de communication.

3.1.3 Ne pas utiliser le nom ou le logo de la Ville, en tout ou en partie, en dehors du contexte de la convention sans l'autorisation de la Ville.

3.2 Approbations

3.2.1 Soumettre pour approbation au Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention :

le plan de communication défini au sous-paragraphe 1.1 du présent protocole de visibilité **dans un délai raisonnable** pour lui permettre de l'évaluer et de fournir une rétroaction;

le communiqué de presse, tout document média et les textes soulignant la contribution de la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables** avant leur diffusion.

3.2.2 Soumettre pour approbation à la Direction des communications corporatives de la Ville le positionnement des logos sur toutes les communications imprimées, numériques et électroniques du Projet, **au moins quinze (15) jours ouvrables** avant leur impression ou diffusion.

3.2.3 Advenant la participation d'un représentant ou d'une représentante politique à un événement médiatique, soumettre pour approbation à la **mairie de Montréal** le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance.

3.3 Contacts

3.3.1 Direction des communications corporatives de la Ville

Écrire à visibilite@montreal.ca pour :

offrir l'un ou l'ensemble des éléments de visibilité spécifiés dans le présent protocole de visibilité;

faire la demande pour obtenir les versions officielles et téléchargeables du logo de la Ville;

faire approuver l'utilisation et le positionnement des logos sur les outils de communication en s'assurant de joindre une copie de ces outils en basse résolution.

3.3.2 Mairie de Montréal

Pour rejoindre la mairie de Montréal afin d'offrir ou de faire approuver un élément de visibilité concernant un représentant ou une représentante politique, écrire à mairesse@montreal.ca.

IMPORTANT :
Lors de toute communication avec la mairie de Montréal ou la Direction des communications corporatives de la Ville, s'assurer de préciser dans sa demande que le Projet est subventionné par le biais de la convention et du programme Alliance pour la solidarité dans le cadre du Fonds québécois d'initiatives sociales.

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
ALLIANCE POUR LA SOLIDARITÉ
DANS LE CADRE DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
Sommaire décisionnel # 1257570001

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, **ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES—NOTRE-DAME-DE-GRÂCE**, personne morale de droit public ayant son bureau d'arrondissement au 5160, boulevard Décarie, bureau 600, Montréal (Québec) H3X 2H9, agissant et représentée par Geneviève Reeves, secrétaire d'arrondissement dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la résolution CA04 1704, du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **CENTRE COMMUNAUTAIRE MADA INC.**, personne morale, régie par la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif* (L.C. 2009, ch. 23), dont l'adresse principale est le 6875, boulevard Décarie, Montréal, Québec, H3W 3E4, agissant et représentée par Chaim S. Cohen, Président et directeur exécutif, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 856356068 RT0001
Numéro d'inscription TVQ : 1215778831TQ0001
Numéro de charité : 856356068RR0001

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale* (RLRQ, c. L-7) institue une Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ainsi que le Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS), lequel vise à soutenir financièrement la réalisation de projets, d'actions et d'initiatives afin d'atteindre les buts de la Stratégie nationale;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec a dévoilé le 21 juin 2024 le Plan d'action gouvernemental visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024-2029 - Mobiliser - Accompagner - Participer, dans lequel il est prévu à la mesure 3.1.1.1 de poursuivre et de bonifier les Alliances pour la solidarité sur l'ensemble du territoire québécois, y compris avec des organisations autochtones afin que les acteurs locaux ou régionaux puissent investir les ressources disponibles selon les priorités établies en concertation avec leurs milieux;

ATTENDU QUE la Ville et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (ci-après le « **MESS** ») ont conclu une convention d'aide financière pour l'Alliance pour la solidarité dans le cadre du Fonds québécois d'initiatives sociales, pour la période du 1er avril 2024 au 31 mars 2029 pour le territoire de l'agglomération de Montréal (ci-après la « **Convention Ville-MESS** »), laquelle prévoit une aide financière totale de 55 M$ accordée à la Ville sur cinq (5) ans;

ATTENDU QUE le MESS et la Ville ont convenu que cette dernière assume la gestion de la Convention Ville-MESS et l'octroi des aides financières sur son territoire;

ATTENDU QUE l'Organisme souhaite intervenir par des actions et initiatives de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale;

ATTENDU QUE l'Organisme a comme mission de soutenir les Montréalais dans le besoin en leur fournissant gratuitement des aliments nutritifs ainsi que des services de soutien annexes, en toute dignité.;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation de son Projet tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti;

ATTENDU QUE le *Règlement sur la gestion contractuelle* adopté par la Ville en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* s'applique à la présente convention et qu'il est disponible pour consultation sur le site de la Ville.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

« **Annexe 1** » :	désigne la description du Projet (demande de soutien);
« **Annexe 2** » :	désigne le protocole de visibilité du MESS, tel que mentionné au paragraphe 4.4.1 de la présente convention;
« **Annexe 3** » :	désigne le protocole de visibilité de la Ville, tel que mentionné au paragraphe 4.4.1 de la présente convention, le cas échéant;
« **Projet** » :	désigne le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
« **Rapport annuel** » :	désigne le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;
« **Reddition de compte** » :	désigne les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées; de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document ou information exigés par le Responsable dans le cadre du Projet;
« **Responsable** » :	désigne le directeur de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;
« **Unité administrative** » :	désigne la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser son Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue au paragraphe de la présente convention;

4.2 **Autorisations et permis**

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs au Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 **Respect des lois**

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment l'affichage de l'Organisme sur toute propriété de la Ville, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de ses installations, le cas échéant;

4.3.3 dans la mesure où l'Organisme traiterait ou aurait accès à des renseignements personnels pendant la durée de la présente convention, traiter de manière confidentielle ces renseignements personnels et se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, étant toutefois expressément convenu par les Parties que tout tel traitement par l'Organisme sera fait exclusivement pour son propre compte et non pour celui de la Ville et que celle-ci n'encourra aucune responsabilité à cet égard.

4.4 **Promotion et publicité**

4.4.1 faire état de la participation financière du MESS, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, et de la Ville, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 3, le cas échéant, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention, et faire en sorte que ceux-ci reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MESS, notamment par rapport aux autres partenaires au Projet, étant entendu qu'ils doivent être préalablement approuvés par écrit par le Responsable et par le MESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MESS aux différents événements concernant le Projet et respecter toute autre modalité prévue aux protocoles de visibilité, joints aux annexe 2 et 3, le cas échéant;

4.5 **Aspects financiers**

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, il est entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 30 avril de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente convention et le 31 mars 2026 pour la première année et la période du 1er avril d'une année au 31 mars de l'année suivante pour les années subséquentes;

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité du Projet distincte de celle concernant les autres projets ou secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville et le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du Vérificateur général du Québec ou de leurs représentants, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et leur fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et

registres comptables et de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les cent vingt (120) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 transmettre au Responsable, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers au plus tard cent vingt (120) jours suivant la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre au Responsable, ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers vérifiés au plus tard cent vingt (120) jours suivant la fin de son exercice financier;

La transmission au Vérificateur général de la Ville doit être faite par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1);

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 **Remise de documents**

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7 **Responsabilité**

4.7.1 tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de la présente convention;

4.7.2 prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre eux par des tiers et indemniser la Ville en capital, intérêts et frais de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre eux ainsi que de toute somme qu'elle aura dû débourser pour défendre leurs intérêts avant ou après un tel jugement en raison de la présente convention;

4.7.3 malgré ce qui précède, l'Organisme n'est pas tenu d'indemniser la Ville ou de prendre son fait et cause lorsque cette obligation découlerait

directement d'une faute lourde ou intentionnelle commise par la Ville ou ses employés, représentants et mandataires.

4.8 Communications des informations

4.8.1 fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de la demande;

4.8.2 autoriser la Ville à transmettre au MESS, aux ministères et aux organismes du gouvernement du Québec qui peuvent être concernés par la présente convention une copie de la présente convention ainsi que sur demande, toute information, document ou autre concernant l'Organisme ou la présente convention.

4.9 **Séance du conseil d'arrondissement**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

Sous réserve de l'obtention des crédits par la Ville du MESS en vertu de la convention Ville-MESS, la Ville s'engage à ce qui suit.

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville convient de lui verser une contribution financière maximale de deux cent six mille et quatre-vingt-un dollars (206 081 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 **Versements**

La contribution financière sera remise à l'Organisme en huit versements :

5.2.1 Pour l'année 2025-2026 :

5.2.1.1. une somme maximale de quarante-cinq mille dollars (45 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

5.2.1.2. une somme maximale de cinq mille dollars (5 000 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport annuel 2025-2026 à la satisfaction du Responsable;

5.2.2 Pour l'année 2026-2027 :

5.2.2.1. une somme maximale de quarante-cinq mille neuf cents dollars (45 900 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

5.2.2.2. une somme maximale de cinq mille cent dollars (5 100 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport annuel 2026-2027 à la satisfaction du Responsable;

5.2.3 Pour l'année 2027-2028 :

5.2.3.1. une somme maximale de quarante-six mille huit cent dix-huit dollars (46 818 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

5.2.3.2. une somme maximale de cinq mille deux cent deux dollars (5 202 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport annuel 2027-2028 à la satisfaction du Responsable;

5.2.4 Pour l'année 2028-2029 :

5.2.4.1. une somme maximale de quarante-sept mille sept cent cinquante-quatre dollars et quatre-vingt-dix cents (47 754,90 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

5.2.4.2. une somme maximale de cinq mille trois cent six dollars et dix cents (5 306,10 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport annuel 2028-2029 à la satisfaction du Responsable;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet doit être remise à la Ville à la fin de la présente convention sauf si une résolution dûment adoptée par l'instance compétente de la Ville autorise l'Organisme à la conserver. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, sans délai et par écrit, de l'existence de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent, dont, notamment :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du *Règlement sur la gestion contractuelle* de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux sous-paragraphes 6.3.1 à 6.3.3.

6.4 L'Organisme doit utiliser toute somme versée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, la contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Organisme déclare et garantit :

7.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

7.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

7.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et, notamment, ceux lui permettant de consentir la licence prévue au paragraphe 9.2 de la présente convention;

7.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 8
ASSURANCES

8.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme assurée additionnelle. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne doit être applicable à la Ville.

8.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur.

8.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 9
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

9.1 Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents, photos, vidéos, données et autres remis à la Ville dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

9.2 L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à reproduire, à adapter, à modifier, à communiquer, à publier, à diffuser, à traduire, à conserver et à copier les Rapports en tout ou en partie, sous quelque forme ou support que ce soit à des fins municipales.

ARTICLE 10
DÉFAUT

10.1 Il y a défaut :

10.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

10.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

10.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

10.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

10.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 10.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

10.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 10.1.2, 10.1.3 ou 10.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

10.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 10.2 ou 10.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

ARTICLE 11
DURÉE

La présente convention prend effet à la date de sa dernière signature et se termine, sous réserve des articles 10 et 12, au plus tard le 31 mars 2029.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 12
RÉSILIATION ET SUSPENSION

12.1 La Ville peut résilier la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Le Responsable avise l'Organisme par écrit de son intention de présenter à l'instance compétente de la Ville une recommandation à cet effet. À la réception de cet avis, l'Organisme doit soumettre dans un délai de dix (10) jours tous les rapports et documents exigés par le Responsable en joignant toutes les pièces justificatives requises.

12.2 Lorsque l'avis d'intention fait état d'une résiliation de la présente convention, l'Organisme doit, dès réception de cet avis, cesser immédiatement l'exécution de toutes activités pouvant engager des coûts à être financés à même la contribution financière versée par la Ville, en attendant la décision de l'instance compétente de la Ville et, dans l'intervalle, respecter les instructions émises par le Responsable. La Ville n'acquittera que le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet en date de l'avis d'intention.

12.3 En cas de résiliation, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

12.4 Le Responsable peut suspendre l'exécution de la présente convention, en tout temps, pourvu qu'il avise par écrit l'Organisme de cette suspension. Ce dernier doit se conformer aux instructions émises par le Responsable à ce sujet.

12.5 Lorsque le Responsable informe l'Organisme qu'il peut reprendre la réalisation du Projet, celui-ci doit le faire selon les conditions et le délai convenus avec le Responsable.

12.6 La résiliation ou la suspension de la présente convention ne donnent droit à l'Organisme à aucune compensation ou indemnité et celui-ci convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation ou de la suspension de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 **Représentations de l'Organisme**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

<u>Élection de domicile de l'Organisme</u>

L'Organisme fait élection de domicile au 6875, boulevard Décarie, Montréal, Québec, H3W 3E4 et tout avis doit être adressé à l'attention du Président et directeur exécutif. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 5160, boulevard Décarie, bureau 600, Montréal (Québec) H3X 2H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AU LIEU ET À LA DATE INDIQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20___

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Geneviève Reeves
Secrétaire d'arrondissement

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20___

CENTRE COMMUNAUTAIRE MADA INC.

Par : _____
Chaim S. Cohen
Président et directeur exécutif

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal, le _____e jour de _____ 2025

(Résolution CA_____).

ANNEXE 1

PROJET

Montréal

001089-Ateliers inclusifs sur les saines habitudes alimentaires pour les personnes aînés vulnérables

Identification du projet

Nom de l'organisme : Centre Communautaire Mada Inc.

Appel à projet : Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce - Appel de projets Agir Ensemble - Entente Ville-MESS 2025-2029

Titre de la demande : Ateliers inclusifs sur les saines habitudes alimentaires pour les personnes aînés vulnérables

Durée du projet :

Année	Date début période réalisation	Date fin période réalisation	Édition
An 1	2025-04-01	2026-03-31	
An 3	2028-04-01	2029-03-31	
An 2	2026-04-01	2027-03-31	
An 3	2027-04-01	2028-03-31	

Correspondance avec le programme

Axe parent	*Axe*
1. Soutenir la réponse aux besoins de base	1.1 Un meilleur accès à une alimentation saine, nutritive, abordable et adaptée
2. Miser sur le pouvoir d'agir	2.1 Une plus grande capacité d'agir individuelle et collective pour améliorer la qualité de vie des personnes
2. Miser sur le pouvoir d'agir	2.2 Une participation active des personnes et des communautés dans les processus de décision et les actions qui les concernent

3. Renforcer le tissu social	3.1 Des réseaux d'entraide et de solidarité renforcés
3. Renforcer le tissu social	3.2 Des communautés inclusives où chaque personne se sent valorisée, respectée et incluse, indépendamment de sa situation et de son identité

Signataire et convention

Responsable de l'organisme :

Contact associé à l'organisme :

Autre : Chaim Cohen

Description et planification

Description du projet (qui, quoi, quand, où, comment) :

Le projet propose une série d'ateliers bilingues (français et anglais) axés sur les saines habitudes alimentaires, spécifiquement conçus pour les populations aînés vulnérables de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (CDN-NDG). Ces ateliers abordent, entre autres, les défis liés à l'accès à des aliments frais et nutritifs en contexte de pauvreté, de mobilité réduite, de problèmes de mastication et de déglutition, diète spécialisé, ou de barrières linguistiques et culturelles. Les ateliers seront adaptés aux besoins culturels et linguistiques, intégrant des recettes de différentes origines pour répondre à la diversité de la population de CDN-NDG.
Exemples de contenu des ateliers :
*Manger sainement avec un budget limité,
*Conservation des aliments à long terme :
*Connaissance des ressources communautaires
*Cours sur la nutrition et la guide alimentaire
*Stations de nourriture interactives où les participants apprennent à préparer des repas économiques et sains avec des ingrédients accessibles.
Ces ateliers, offerts en présentiel et en virtuel, permettent d'intégrer les personnes aînées vulnérables et/ou à mobilité réduite assurant ainsi une inclusivité maximale. Les ateliers seront ouverts à toutes les personnes aînées vulnérables de l'arrondissement. Les participants pourront aussi demander accès aux programmes alimentaires existants de Mada.
Les ateliers seront prioritairement offerts dans notre lieu situé à proximité des

zones les plus vulnérables de Côte-des-Neiges, en utilisant des locaux accessibles physiquement et bien desservis par les transports en commun pour éliminer les obstacles à la participation. Nous avons une capacité de 50 personnes par atelier.
Les collaborations avec un partenaire académique tel que le département de nutrition humaine de McGill renforcent la crédibilité du projet et attirent l'attention sur CDN-NDG comme un lieu d'innovation sociale et de mobilisation pour la santé. Les stagiaires du programme vont aider avec le développement et présentation du cours ainsi que la validation des brochures éducatives qui seront distribuées pour assurer un effet à long terme.

Quels sont les résultats attendus à la fin du projet ? De quelle façon le projet pourra-t-il répondre aux enjeux ?

L'amélioration des connaissances nutritionnelles représente un des objectifs clés du projet. En quatre ans, nous estimons que 400 participants unique bénéficieront des ateliers bilingues et interactifs qui fourniront des outils concrets pour mieux comprendre et appliquer des habitudes alimentaires saines. Les participants peuvent venir a une ou plusieurs ateliers selon leurs besoin.
Une augmentation de l'accès aux repas nutritifs pour la population aînée vulnérable de CDN-NDG est un autre résultat fondamental du projet.
L'Introduction aux ressources communautaires va aider les personnes aînées vulnérables ayant un accès limité aux aliments frais. En complément, les participants auront la possibilité de s'inscrire aux programmes alimentaires existants du Centre Communautaire Mada. Cette initiative vise à combler les écarts d'accès aux aliments frais et nutritifs.
Le projet vise également à favoriser le renforcement des réseaux d'entraide communautaire. Les ateliers créeront un espace inclusif où les participants pourront échanger leurs expériences, leurs connaissances et leurs astuces. Des activités interactives encourageront les participants à collaborer et à tisser des liens entre eux brisant ainsi l'isolement souvent ressenti par les populations aînés.
L'autonomisation des participants est un autre objectif central. Les ateliers les outillant pour qu'ils soient capables de préparer des repas sains et économiques de manière autonome, en fonction de leurs besoins spécifiques.
Enfin, le projet contribuera activement à la réduction du gaspillage alimentaire grâce aux techniques de conservation enseignées lors des ateliers. En comprenant l'impact économique et environnemental du gaspillage, les participants adopteront des comportements plus responsables et durables dans leur gestion quotidienne des aliments.

En somme, ce projet vise à bâtir des solutions durables qui auront un impact positif à long terme sur la qualité de vie des résidents.

Personnes ciblées par le projet

Année	Groupe d'âge	Femmes	Hommes	Autres identités de genre	Total personnes
An 1	Personnes aînées (65 ans et plus)	50	50	0	100
An 2	Personnes aînées (65 ans et plus)	50	50	0	100
An 3	Personnes aînées (65 ans et plus)	50	50	0	100
An 4	Personnes aînées (65 ans et plus)	50	50	0	100

Nombre de personnes différentes ciblées directement par le projet

Principales caractéristiques des personnes ciblées directement

Les personnes à faible revenu
Les personnes ayant des limitations fonctionnelles ou en situation de handicap
Les personnes vivant de l'isolement ou à risque de l'être

Nombre d'organisations différentes ciblées directement par le projet :

Année	Total organisations

Année	Montant demandé initial	Montant demandé ajusté	Autofinancement	Contributions partenaires	Coût par édition

An 3	51 840	52 020	3 000	10 000	65 020
An 1	51 840	50 000	3 000	10 000	63 000
An 4	51 840	53 061	3 000	10 000	66 061
An 2	51 840	51 000	3 000	10 000	64 000

Budget global du projet

Résumé de la prévision budgétaire du projet

Attestation d'intégrité :

En soumettant la présente demande, l'organisme reconnaît s'être assuré de l'exactitude des informations et que la personne responsable a approuvé le dépôt de celle-ci.

Oui

L'unité administrative responsable du sommaire décisionnel a en sa possession la version intégrale de cette demande de soutien financier.

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ DU MESS

Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
Québec

PROTOCOLE DE COMMUNICATION PUBLIQUE DE LA CONVENTION D'AIDE FINANCIÈRE 2024-2029 – ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ DANS LE CADRE DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES

Ce document s'adresse aux partenaires des Alliances pour la solidarité et aux organismes subventionnés.

1. CONTEXTE

Le présent protocole de communication publique vise à indiquer les principes et les modalités de communication qui guideront les partenaires signataires (ci-après, « Partenaires ») de la Convention.

En effet, la Convention d'aide financière 2024-2029 – Alliances pour la solidarité dans le cadre du Fonds québécois d'initiatives sociales (ci-après, « Convention ») contient la clause 9 sur les communications qui indique que « Les Parties conviennent que toute annonce publique issue de l'Alliance, dont l'annonce de la signature de la Convention ou de toute autre initiative du Partenaire dans le cadre de l'Alliance, doit respecter les modalités du Protocole de communication publique de la Convention d'aide financière 2024-2029 – Alliances pour la solidarité dans le cadre du Fonds québécois d'initiatives sociales. »

2. PRINCIPES DIRECTEURS

Le présent protocole de communication publique s'applique à l'ensemble des Partenaires avec qui le gouvernement du Québec a signé la Convention.

2.1 Les Partenaires conviennent que toute annonce publique relative à la Convention doit respecter les modalités du présent Protocole de communication publique.

2.2 Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale doit être informé au préalable de l'ensemble des annonces publiques liées aux projets financés dans le cadre de la Convention et avoir l'opportunité de participer à ladite annonce, incluant la diffusion d'un communiqué.

2.3 Tous les outils de communication utilisés doivent faire connaître au minimum :

- le titre du ou des projets;
- la mention minimale, la mention complète ou la mention officielle, selon le cas, prévue au tableau, en annexe;
- la contribution financière du Fonds québécois d'initiatives sociales;
- la nature du ou des projets;
- les partenaires de la Convention, dont le Ministère.

Les moyens utilisés doivent respecter le Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec et être approuvés par le Ministère. Pour vous guider, consultez le tableau ci-après.

Tous les outils de communication produits dans le cadre des Alliances pour la solidarité doivent être déposés à la Direction générale de Services Québec concernée pour qu'elle les valide[1]. Le niveau de validation ministérielle sera déterminé selon l'outil utilisé et le contenu véhiculé.

[1] La validation concerne, entre autres, la conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec, la visibilité gouvernementale et la politique linguistique ministérielle. Par ailleurs, toute anomalie (ex. : image discordante) est signalée.

3. MODALITÉS DE COMMUNICATION

3.1 Les Partenaires doivent, 15 jours ouvrables avant toute annonce publique liée à la Convention, transmettre au Ministère l'information relative au projet soutenu et à l'annonce qui en découle. Cette information doit être transmise à la Direction générale de Services Québec concernée[2].

3.2 Dans le cas où le ou les projets soutenus donnent lieu à une annonce publique, celle-ci est organisée en collaboration entre la Direction générale des communications du Ministère, la Direction générale de Services Québec, le Partenaire et l'organisme impliqué.

4. CLAUSE DE VISIBILITÉ LIANT LES ORGANISMES SUBVENTIONNÉS

4.1 Les lettres d'entente, les contrats ou les protocoles relatifs à des subventions accordées à des organismes subventionnés dans le cadre de cette Convention doivent comporter une clause de visibilité, agréée par les Partenaires. Les Partenaires des Conventions sont responsables d'insérer cette clause de visibilité à l'intérieur des lettres d'ententes, des contrats ou des protocoles qu'ils signent avec les organismes subventionnés dans le cadre de cette convention.

4.2 Le libellé de la clause de visibilité reprendra les éléments suivants :

- lorsqu'ils produisent des documents, quel qu'en soit le support, les organismes subventionnés dans le cadre de cette convention, ou rémunérés à la suite d'un contrat réalisé pour le compte des partenaires, doivent mentionner sur le document que celui-ci, ou le projet auquel il se réfère, a été financé par le Fonds québécois d'initiatives sociales, administré par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale;
- de plus, lorsqu'il s'agit de documents promotionnels (affiche, dépliant, brochure, publicité, stand, site Web, etc.), de documents d'information ou de rapports de recherche, la participation du Ministère doit être mentionnée et des éléments de visibilité doivent y être apposés pour faire connaître la contribution du gouvernement du Québec, conformément aux exigences du Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec.
- par ailleurs, si le projet d'un organisme subventionné donne lieu à un événement public, l'organisme doit convier le Ministère à y participer, et ce, au moins 15 jours ouvrables à l'avance;
- la visibilité accordée aux partenaires de la Convention n'exclut pas qu'une visibilité soit consentie à tout autre partenaire au projet subventionné, sur accord du Ministère et du Partenaire signataire de la Convention.

Visibilité requise et conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec

Pour vous guider en matière de visibilité requise au regard de la contribution du gouvernement du Québec, le tableau suivant a été produit. L'emplacement conforme du logo est quant à lui expliqué à la section 2.

Les Partenaires sont responsables de transmettre aux organismes qu'ils subventionnent les informations relatives à la visibilité requise et à la conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec.

[2] Minimalement, la Direction générale de Services Québec doit être informée de toute annonce publique. Celle-ci effectuera les liens avec la Direction générale des communications et le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales.

1. Visibilité requise selon l'outil de communication utilisé

Le tableau suivant présente les éléments qui doivent apparaître dans les outils de communication pour que les normes de visibilité gouvernementale soient respectées.

Outil de communication	Élément assurant la visibilité gouvernementale			
	Logo officiel : Avec la participation financière de : Québec	**Mention minimale :** **« En partenariat avec les Alliances pour la solidarité et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale »**	**Mention complète :** **« Le — *nom du projet* — est réalisé par les Alliances pour la solidarité, en collaboration avec le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. »**	**Mention officielle :** **« Le — nom du projet — est réalisé grâce à une aide financière issue du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS), dans le cadre de l'Alliance pour la solidarité, en collaboration avec le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. »**
Communiqué de presse et conférence de presse (Rappel : l'organisme doit aviser le Ministère 15 jours ouvrables à l'avance pour permettre une possible participation ministérielle ou l'ajout d'une citation).	S. O.[3]	S. O.	S. O.	**Oui** Dans ce cas, la mention ci-dessus doit obligatoirement apparaître **dans le préambule** (« lead ») du communiqué.
Entrevue ciblée avec les médias (ex : article avec les médias)	S. O.	**Oui**	S. O.	S. O.
Publicité imprimée ou numérique dans les journaux ou dans les hebdomadaires locaux, régionaux ou nationaux.	**Oui**	**Oui**	La mention complète peut être utilisée en remplacement de la mention minimale.	S. O.
Section du site Web des organismes subventionnés et des mandataires traitant de l'Alliance pour la solidarité.	**Oui**	S. O.	**Oui**	S. O.
Article dans une infolettre ou courriel traitant de l'Alliance pour la solidarité.	**Oui**	**Oui**	La mention complète peut être utilisée en remplacement de la mention minimale.	S. O.
Autres publicités, vidéos ou informations sur le Web et dans les médias sociaux.	**Oui**			S. O.
Imprimé (Affiche, dépliant).	**Oui**			S. O.
Matériel événementiel (invitation, papillon officiel et kiosque).	**Oui**			S. O.
Radio (lors d'entrevue ou de publicité).	S. O.	**Oui**	S. O.	S. O.
Documentation officielle des organismes signataires et des mandataires concernant les projets (ex. : rapport, document d'appels de projets).	**Oui**	S. O.	**Oui**	S. O.

[3] S. O. : sans objet

2. Conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec

a. Emplacement du logo officiel pour les outils de communication

Le logo à utiliser dans le cadre des Alliances pour la solidarité est celui du gouvernement du Québec. Le logo doit figurer en bas à gauche de la page. Les logos des organismes signataires ou mandataires et ceux des autres partenaires des Alliances pour la solidarité peuvent aussi être ajoutés sous le logo gouvernemental.



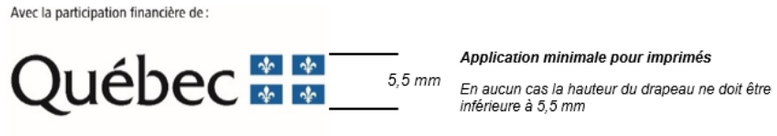
b. Zone de protection et taille minimale du logo officiel

Afin d'assurer une visibilité convenable pour la signature, il faut toujours laisser autour de celle-ci une zone de protection exempte de texte ou de tout autre élément graphique, et ce, que le média soit imprimé ou électronique.

La largeur des zones de protection correspond à la largeur d'un rectangle du drapeau du Québec.



La hauteur du drapeau du Québec ne doit pas être inférieure à 5,5 mm. La signature doit être facilement reconnaissable et lisible. Il ne faut pas déformer la signature en l'étirant horizontalement ou verticalement.



c. Emplacement de la mention minimale ou de la mention complète

Dans un communiqué, la mention officielle (voir tableau) doit obligatoirement apparaître dans le préambule (« lead »).

Dans les autres cas, la mention minimale ou la mention complète doit être placée à l'intérieur du document, à l'intérieur de la page couverture du document ou à la toute fin de l'outil de communication concerné.

3. Pour plus d'information

Pour obtenir plus d'information sur la visibilité requise et la conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec :

Pour le Partenaire

Contacter le communicateur régional de la Direction générale de Services Québec concernée.

Pour l’organisme subventionné

Contacter l’agente ou l’agent régional de liaison des Alliances pour la solidarité.

ANNEXE 3

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ GÉNÉRAL

Ce protocole définit les dispositions que le **Centre communautaire MADA inc.** (ci-après l'« **Organisme** ») doit respecter afin d'accorder une visibilité à la Ville dans le cadre de la présente convention relativement au projet intitulé *Ateliers inclusifs sur les saines habitudes alimentaires pour les personnes aînés vulnérables* (ci-après le « **Projet** »).

1. ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

1.1 Présenter et faire approuver un plan de communication visant à fournir une visibilité à la mesure du soutien de la Ville; ce plan devra énumérer les moyens que l'Organisme utilisera pour communiquer des renseignements sur le Projet, et la fréquence prévue de ces communications.

1.2 Faire approuver tous les outils de communication, à l'exception des publications sur les réseaux sociaux, selon les exigences, les modalités et les délais prévus au présent protocole de visibilité.

1.3 S'assurer que les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations prévues au présent protocole de visibilité.

1.4 Offrir à la Ville la possibilité de participer aux événements médiatiques et publics, comme défini au paragraphe 2.2 du présent protocole de visibilité.

1.5 Ne pas diffuser une première communication publique avant d'avoir obtenu l'autorisation du Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention.

2. COMMUNICATIONS

2.1 **Reconnaissance de la Ville**

2.1.1 Faire état de la contribution de la Ville lors des communications publiques et des communications écrites au moment le plus opportun, tel qu'au lancement ou à la clôture du Projet, à la signature de la convention, etc.

2.1.2 Apposer le logo de la Ville sur tous les outils de communication imprimés, numériques ou électroniques, selon les modalités décrites à l'article 3 du présent protocole de visibilité :

S'assurer que ce logo est mis en évidence si la Ville est l'unique ou le principal partenaire;

Inclure le logo de la Ville parmi ceux des autres partenaires du Projet, s'il y a lieu;

S'assurer de reconnaître équitablement l'ensemble de la contribution de la Ville dans la réalisation du Projet advenant la présence de plusieurs partenaires;

Ajouter l'une des mentions définies au sous-paragraphe 2.1.3 du présent protocole de visibilité, lorsque l'insertion du logo n'est pas possible.

2.1.3 Inclure l'une des mentions suivantes, selon la nature de la convention, minimalement une fois pour chacun des supports écrits, tels que les réseaux sociaux, le site Web, les communiqués de presse ou le programme d'activités :

« Le projet [Nom du Projet] est réalisé avec le soutien de la Ville de Montréal dans le cadre de l'entente [nom de l'Entente] »;

« [Nom de l'Organisme] remercie la Ville de Montréal pour sa contribution dans la réalisation du projet [nom du Projet] »;

« Le projet [Nom du Projet] est offert avec la collaboration de la Ville de Montréal »;

« Le projet « [Nom du projet] » est réalisé en partenariat avec la Ville de Montréal ».

2.2 Relations médias et événements publics

2.2.1 Lors d'une annonce importante ou d'un événement public :

Mentionner verbalement la contribution de la Ville en employant l'une des mentions définies au sous-paragraphe 2.1.2 du présent protocole de visibilité;

Inviter par écrit un représentant ou une représentante politique de la mairie de Montréal ou du comité exécutif **au moins vingt (20) jours ouvrables** à l'avance, comme défini au sous-paragraphe 3.3.2 du présent protocole de visibilité;

Advenant la participation d'un représentant ou d'une représentante politique de la mairie de Montréal et du comité exécutif :

en informer le Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention;

coordonner et effectuer le suivi avec le cabinet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance et valider les règles protocolaires en matière d'événements publics;

Assurer l'accréditation média des personnes représentant la Ville ainsi que de celles qu'elles ont mandatées (photographe, vidéaste, relationniste, etc.);

Prendre en charge la gestion des droits des photos, des vidéos et de tout autre matériel qui pourraient être diffusés sur les plateformes de la Ville à des fins strictement promotionnelles et non commerciales;

Lors d'une captation visuelle (télédiffusion, webdiffusion, etc.), s'assurer que :

le logo de la Ville apparaît dans le champ de vision;

les personnes présentes sont informées, par écrit ou verbalement, que l'événement fait l'objet d'une captation et que celles qui pourraient être reconnaissables dans la vidéo ont autorisé l'utilisation de leur image.

2.2.2 Offrir par écrit à la mairie de Montréal la possibilité d'inclure un message officiel dans le programme de l'Organisme, **au moins trente (30) jours ouvrables** avant la date de la diffusion ou de l'impression, et informer le Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention advenant l'acceptation de l'offre.

2.3 Publicité et promotion

2.3.1 Diffuser sur les réseaux sociaux une publication servant exclusivement à reconnaître la contribution de la Ville en s'assurant d'y inclure l'une des mentions définies au sous-paragraphe 2.1.3 du présent protocole de visibilité et un lien vers les plateformes appropriées, soit :

Pour une publication sur LinkedIn : https://www.linkedin.com/company/ville-de-montr-al/;

Pour une publication sur Instagram : @mtl_ville;

Pour une publication sur Facebook :

@AffairesEconomieInnovationMTL pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique;

@mtlville pour les autres types de projets;

Pour une publication sur X :

@AffairesMtl pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique;

@mtl_ville pour les autres types de projets.

2.3.2 Mentionner le Projet dans le site Web de l'Organisme et ajouter un hyperlien vers le site de la Ville, montreal.ca, si applicable.

2.3.3 Lorsque des vidéos ou des animations sont réalisées dans le cadre du Projet, s'assurer d'intégrer le logo de la Ville, conformément aux modalités définies à l'article 3 du présent protocole de visibilité.

2.3.4 Convenir des visuels pertinents (vidéo, photo, etc.) avec la personne responsable des communications de la Ville et, si applicable, les lui remettre libres de droits avant le lancement de la

campagne de communication, afin que la Ville puisse les utiliser pour promouvoir son engagement si elle le souhaite.

2.3.5 **Lors d'un événement public ou d'activités sur un site** et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables** à l'avance :

La diffusion gratuite d'une vidéo de 15 à 30 secondes produite par la Ville afin de promouvoir l'engagement de celle-ci auprès de la population;

La diffusion d'un message rédigé par la Ville et destiné aux participants, advenant la présence d'un animateur sur le site;

La possibilité d'installer des bannières promotionnelles ou un kiosque (d'une dimension maximale de 10 pi x 20 pi, alimenté en électricité et situé à un emplacement gratuit dans un secteur fréquenté ou tout autre support jugé pertinent par les organisateurs et la personne responsable des communications à la Ville afin que celle-ci puisse avoir une visibilité sur le site ou interagir avec le public.

2.3.6 Fournir un espace publicitaire gratuit dans le programme imprimé ou numérique, **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance; le matériel sera fourni par la Ville, sur demande envoyée à visibilite@montreal.ca.

2.4 Bilan de visibilité

2.4.1 Remettre un bilan au Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention **au plus tard trente (30) jours ouvrables** après la fin du Projet. Y inclure :

une courte description du projet (30-50 mots);

une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied;

une revue de presse couvrant le Projet;

des photos du Projet libres de droits afin que la Ville puisse les utiliser pour promouvoir sa contribution au Projet si elle le souhaite;

toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participants;

des statistiques pour chacun des médias utilisés, dont :

le nombre d'abonnés;

le nombre de publications ou de vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci;

la portée ou fréquence des publications ou des vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci;

le nombre d'impressions et de clics pour les autres médias numériques;

le nombre de visiteurs uniques pour les pages du site Web où la Ville a une visibilité (grâce à un logo ou à une mention);

le taux PEB/nombre d'occasions (radio, télé, affichage, quotidien) si la Ville a une visibilité dans ces médias (grâce à un logo ou à une mention).

3. MODALITÉS

3.1 Normes graphiques et linguistiques

3.1.1 Respecter les directives sur l'utilisation du logo définies dans le Complément au Protocole de visibilité de la Ville.

3.1.2 Respecter l'ordre convenu pour le positionnement des logos de la Ville et des autres partenaires sur tous les outils de communication.

3.1.3 Ne pas utiliser le nom ou le logo de la Ville, en tout ou en partie, en dehors du contexte de la convention sans l'autorisation de la Ville.

3.2 Approbations

3.2.1 Soumettre pour approbation au Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention :

le plan de communication défini au sous-paragraphe 1.1 du présent protocole de visibilité **dans un délai raisonnable** pour lui permettre de l'évaluer et de fournir une rétroaction;

le communiqué de presse, tout document média et les textes soulignant la contribution de la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables** avant leur diffusion.

3.2.2 Soumettre pour approbation à la Direction des communications corporatives de la Ville le positionnement des logos sur toutes les communications imprimées, numériques et électroniques du Projet, **au moins quinze (15) jours ouvrables** avant leur impression ou diffusion.

3.2.3 Advenant la participation d'un représentant ou d'une représentante politique à un événement médiatique, soumettre pour approbation à la **mairie de Montréal** le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance.

3.3 Contacts

3.3.1 Direction des communications corporatives de la Ville

Écrire à visibilite@montreal.ca pour :

offrir l'un ou l'ensemble des éléments de visibilité spécifiés dans le présent protocole de visibilité;

faire la demande pour obtenir les versions officielles et téléchargeables du logo de la Ville;

faire approuver l'utilisation et le positionnement des logos sur les outils de communication en s'assurant de joindre une copie de ces outils en basse résolution.

3.3.2 Mairie de Montréal

Pour rejoindre la mairie de Montréal afin d'offrir ou de faire approuver un élément de visibilité concernant un représentant ou une représentante politique, écrire à mairesse@montreal.ca.

IMPORTANT :
Lors de toute communication avec la mairie de Montréal ou la Direction des communications corporatives de la Ville, s'assurer de préciser dans sa demande que le Projet est subventionné par le biais de la convention et du programme Alliance pour la solidarité dans le cadre du Fonds québécois d'initiatives sociales.

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
ALLIANCE POUR LA SOLIDARITÉ
DANS LE CADRE DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
Sommaire décisionnel # 1257570001

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, **ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES—NOTRE-DAME-DE-GRÂCE**, personne morale de droit public ayant son bureau d'arrondissement au 5160, boulevard Décarie, bureau 600, Montréal (Québec) H3X 2H9, agissant et représentée par Geneviève Reeves, secrétaire d'arrondissement dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la résolution CA04 1704, du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **CENTRE COMMUNAUTAIRE MOUNTAIN SIGHTS,** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38), dont l'adresse principale est le 7802, avenue Mountain Sights, Montréal (Québec) H4P 2B2, agissant et représentée par Vanessa Sykes Tremblay, Directrice, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription TPS : S/O
Numéro d'inscription TVQ : S/O
Numéro de charité : 14442 8190 RR0001

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale* (RLRQ, c. L-7) institue une Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ainsi que le Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS), lequel vise à soutenir financièrement la réalisation de projets, d'actions et d'initiatives afin d'atteindre les buts de la Stratégie nationale;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec a dévoilé le 21 juin 2024 le Plan d'action gouvernemental visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024-2029 - Mobiliser - Accompagner - Participer, dans lequel il est prévu à la mesure 3.1.1.1 de poursuivre et de bonifier les Alliances pour la solidarité sur l'ensemble du territoire québécois, y compris avec des organisations autochtones afin que les acteurs locaux ou régionaux puissent investir les ressources disponibles selon les priorités établies en concertation avec leurs milieux;

ATTENDU QUE la Ville et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (ci-après le « **MESS** ») ont conclu une convention d'aide financière pour l'Alliance pour la solidarité dans le cadre du Fonds québécois d'initiatives sociales, pour la période du 1er avril 2024 au 31 mars 2029 pour le territoire de l'agglomération de Montréal (ci-après la « **Convention Ville-MESS** »), laquelle prévoit une aide financière totale de 55 M$ accordée à la Ville sur cinq (5) ans;

ATTENDU QUE le MESS et la Ville ont convenu que cette dernière assume la gestion de la Convention Ville-MESS et l'octroi des aides financières sur son territoire;

ATTENDU QUE l'Organisme souhaite intervenir par des actions et initiatives de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale;

ATTENDU QUE l'Organisme a comme mission d'améliorer la qualité de vie de ses résidents (secteur du Triangle) en favorisant l'épanouissement personnel, l'intégration sociale et le sentiment d'appartenance à son milieu de vie;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation de son Projet tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti;

ATTENDU QUE le *Règlement sur la gestion contractuelle* adopté par la Ville en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* s'applique à la présente convention et qu'il est disponible pour consultation sur le site de la Ville.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

« **Annexe 1** » :	désigne la description du Projet (demande de soutien);

« **Annexe 2** » :	désigne le protocole de visibilité du MESS, tel que mentionné au paragraphe 4.4.1 de la présente convention;
« **Annexe 3** » :	désigne le protocole de visibilité de la Ville, tel que mentionné au paragraphe 4.4.1 de la présente convention, le cas échéant;
« **Projet** » :	désigne le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
« **Rapport annuel** » :	désigne le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;
« **Reddition de compte** » :	désigne les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées; de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document ou information exigés par le Responsable dans le cadre du Projet;
« **Responsable** » :	désigne le directeur de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;
« **Unité administrative** » :	désigne la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser son Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue au paragraphe de la présente convention;

4.2 **Autorisations et permis**

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs au Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 **Respect des lois**

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment l'affichage de l'Organisme sur toute propriété de la Ville, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de ses installations, le cas échéant;

4.3.3 dans la mesure où l'Organisme traiterait ou aurait accès à des renseignements personnels pendant la durée de la présente convention, traiter de manière confidentielle ces renseignements personnels et se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, étant toutefois expressément convenu par les Parties que tout tel traitement par l'Organisme sera fait exclusivement pour

son propre compte et non pour celui de la Ville et que celle-ci n'encourra aucune responsabilité à cet égard.

4.4 **Promotion et publicité**

4.4.1 faire état de la participation financière du MESS, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, et de la Ville, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 3, le cas échéant, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention, et faire en sorte que ceux-ci reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MESS, notamment par rapport aux autres partenaires au Projet, étant entendu qu'ils doivent être préalablement approuvés par écrit par le Responsable et par le MESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MESS aux différents événements concernant le Projet et respecter toute autre modalité prévue aux protocoles de visibilité, joints aux annexe 2 et 3, le cas échéant;

4.5 **Aspects financiers**

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, il est entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 30 avril de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente convention et le 31 mars 2026 pour la première année et la période du 1er avril d'une année au 31 mars de l'année suivante pour les années subséquentes;

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité du Projet distincte de celle concernant les autres projets ou secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville et le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du Vérificateur général du Québec ou de leurs représentants, durant les

heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et leur fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les cent vingt (120) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 transmettre au Responsable, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers au plus tard cent vingt (120) jours suivant la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre au Responsable, ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers vérifiés au plus tard cent vingt (120) jours suivant la fin de son exercice financier;

La transmission au Vérificateur général de la Ville doit être faite par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1);

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 **Remise de documents**

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7 **Responsabilité**

4.7.1 tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de la présente convention;

4.7.2 prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre eux par des tiers et indemniser la Ville en capital, intérêts et frais de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre eux ainsi que de toute somme qu'elle aura dû débourser pour défendre leurs intérêts avant ou après un tel jugement en raison de la présente convention;

4.7.3 malgré ce qui précède, l'Organisme n'est pas tenu d'indemniser la Ville ou de prendre son fait et cause lorsque cette obligation découlerait directement d'une faute lourde ou intentionnelle commise par la Ville ou ses employés, représentants et mandataires.

4.8 Communications des informations

4.8.1 fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de la demande;

4.8.2 autoriser la Ville à transmettre au MESS, aux ministères et aux organismes du gouvernement du Québec qui peuvent être concernés par la présente convention une copie de la présente convention ainsi que sur demande, toute information, document ou autre concernant l'Organisme ou la présente convention.

4.9 **Séance du conseil d'arrondissement**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

Sous réserve de l'obtention des crédits par la Ville du MESS en vertu de la convention Ville-MESS, la Ville s'engage à ce qui suit.

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville convient de lui verser une contribution financière maximale de deux cent quatre mille vingt dollars (204 020 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 **Versements**

La contribution financière sera remise à l'Organisme en huit versements :

5.2.1 Pour l'année 2025-2026 :

5.2.1.1. une somme maximale de quarante-quatre mille cinq cent cinquante dollars (44 550 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

5.2.1.2. une somme maximale de quatre mille neuf cent cinquante dollars (4 950 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport annuel 2025-2026 à la satisfaction du Responsable;

5.2.2 Pour l'année 2026-2027 :

5.2.2.1. une somme maximale de quarante-cinq mille quatre cent quarante-un dollar (45 441 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

5.2.2.2. une somme maximale de cinq mille quarante-neuf dollars (5 049 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport annuel 2026-2027 à la satisfaction du Responsable;

5.2.3 Pour l'année 2027-2028 :

5.2.3.1. une somme maximale de quarante-six mille trois cent quarante-neuf dollars et quatre-vingt-deux cents (46 349,82 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

5.2.3.2. une somme maximale de cinq mille cent quarante-neuf dollars et quatre-vingt-dix-huit cents (5 149,98 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport annuel 2027-2028 à la satisfaction du Responsable;

5.2.4 Pour l'année 2028-2029 :

5.2.4.1. une somme maximale de quarante-sept mille deux cent soixante-dix-sept dollars et dix-huit cents (47 277,18 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

5.2.4.2. une somme maximale de cinq mille deux cent cinquante-trois dollars et deux cents (5 253,02 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport annuel 2028-2029 à la satisfaction du Responsable;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 **Ajustement de la contribution financière**

Toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet doit être remise à la Ville à la fin de la présente convention sauf si une résolution dûment adoptée par l'instance compétente de la Ville autorise l'Organisme à la conserver. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, sans délai et par écrit, de l'existence de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent, dont, notamment :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du *Règlement sur la gestion contractuelle* de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux sous-paragraphes 6.3.1 à 6.3.3.

6.4 L'Organisme doit utiliser toute somme versée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, la contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Organisme déclare et garantit :

7.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

7.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet

ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

7.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et, notamment, ceux lui permettant de consentir la licence prévue au paragraphe 9.2 de la présente convention;

7.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 8
ASSURANCES

8.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme assurée additionnelle. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne doit être applicable à la Ville.

8.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur.

8.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 9
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

9.1 Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents, photos, vidéos, données et autres remis à la Ville dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

9.2 L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à reproduire, à adapter, à modifier, à communiquer, à publier, à diffuser, à traduire, à conserver et à copier les Rapports en tout ou en partie, sous quelque forme ou support que ce soit à des fins municipales.

ARTICLE 10
DÉFAUT

10.1 Il y a défaut :

10.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

10.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

10.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

10.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

10.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 10.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

10.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 10.1.2, 10.1.3 ou 10.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

10.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 10.2 ou 10.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

ARTICLE 11
DURÉE

La présente convention prend effet à la date de sa dernière signature et se termine, sous réserve des articles 10 et 12, au plus tard le 31 mars 2029.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 12
RÉSILIATION ET SUSPENSION

12.1 La Ville peut résilier la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Le Responsable avise l'Organisme par écrit de son intention de présenter à l'instance compétente de la Ville une recommandation à cet effet. À la réception de cet avis, l'Organisme doit soumettre dans un délai de dix (10) jours tous les rapports et documents exigés par le Responsable en joignant toutes les pièces justificatives requises.

12.2 Lorsque l'avis d'intention fait état d'une résiliation de la présente convention, l'Organisme doit, dès réception de cet avis, cesser immédiatement l'exécution de toutes activités pouvant engager des coûts à être financés à même la contribution financière versée par la Ville, en attendant la décision de l'instance compétente de la Ville et, dans l'intervalle, respecter les instructions émises par le Responsable. La Ville n'acquittera que le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet en date de l'avis d'intention.

12.3 En cas de résiliation, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

12.4 Le Responsable peut suspendre l'exécution de la présente convention, en tout temps, pourvu qu'il avise par écrit l'Organisme de cette suspension. Ce dernier doit se conformer aux instructions émises par le Responsable à ce sujet.

12.5 Lorsque le Responsable informe l'Organisme qu'il peut reprendre la réalisation du Projet, celui-ci doit le faire selon les conditions et le délai convenus avec le Responsable.

12.6 La résiliation ou la suspension de la présente convention ne donnent droit à l'Organisme à aucune compensation ou indemnité et celui-ci convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation ou de la suspension de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 **Représentations de l'Organisme**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

<u>Élection de domicile de l'Organisme</u>

L'Organisme fait élection de domicile au 7802, avenue Mountain Sights, Montréal (Québec) H4P 2B2, et tout avis doit être adressé à l'attention de la Directrice. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 5160, boulevard Décarie, bureau 600, Montréal (Québec) H3X 2H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AU LIEU ET À LA DATE INDIQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20___

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Geneviève REEVES
Secrétaire d'arrondissement

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20___

CENTRE COMMUNAUTAIRE MOUNTAIN SIGHTS

Par : _____
Vanessa Sykes Tremblay
Directrice

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal, le _____e jour de _____ 2025

(Résolution CA_____).

ANNEXE 1

PROJET

Montréal

001377-La sécurité alimentaire passe à l'échelon supérieur au CCMS et dans le Triangle !

Identification du projet

Nom de l'organisme : Centre communautaire Mountain Sights

Appel à projet : Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce - Appel de projets Agir Ensemble - Entente Ville-MESS 2025-2029

Titre de la demande : La sécurité alimentaire passe à l'échelon supérieur au CCMS et dans le Triangle !

Durée du projet :

Année	Date début période réalisation	Date fin période réalisation	Édition
An 2	2026-04-01	2027-03-31	On amplifie et diversifie les activités et on évalue.
An 1	2025-04-01	2026-03-31	On consulte la communauté et on recrute une ressource en sécurité

			alimentaire
An 3	2027-04-01	2028-03-31	Même projet qui s'ajuste à la lumière de l'évaluation de l'an 2
An 4	2028-04-01	2029-03-31	Même projet qui est bien implanté

Correspondance avec le programme

Axe parent	*Axe*
1. Soutenir la réponse aux besoins de base	1.1 Un meilleur accès à une alimentation saine, nutritive, abordable et adaptée

Signataire et convention

Responsable de l'organisme : Vanessa Sykes Tremblay

Contact associé à l'organisme :

Autre :

Description et planification

Description du projet (qui, quoi, quand, où, comment) :

Présentement et au-delà du dépannage alimentaire, le CCMS organise des ateliers culinaires de petite envergure (10 participant.es max) et exploite 2 parcelles dans les jardins communautaires (12 personnes). Les deux activités sont sous-exploitées. Le projet a pour objectif d'augmenter l'autonomie alimentaire des résident.es, de réduire le gaspillage alimentaire, de produire localement, tout en contribuant à la cohésion sociale du Triangle.
Pour ce faire il s'agit de :
-Consulter la population locale pour connaitre leurs besoins et co-construire les activités avec eux (par et pour)
-Former un noyau de résident.es engagé.es qui ont à cœur l'agriculture urbaine et

élaborer le mandat de ce comité aviseur
-Recruter une ressource humaine en sécurité alimentaire et agriculture urbaine
-Diversifier les activités offertes dans le secteur en partenariat avec les acteurs locaux
-Mettre en place des infrastructures pérennes (bacs, ruelle verte, frigo, serre) qui vont bénéficier à la population
-Monter un programme complet en sécurité alimentaire et agriculture urbaine en complémentarité et en partenariat des autres actions de Côte-des-Neiges

Le potentiel du secteur est grand et nous avons l'ambition de monter un programme complet en sécurité alimentaire et agriculture urbaine allant de la production à la transformation. Avec les 2 locaux du CCMS et les environs, il y aurait la possibilité de :
-Avoir un frigo communautaire
-Développer l'agriculture urbaine dans des bacs parfois surélevés et toucher différentes tranches d'âge (de nos enfants de la halte aux ainée.s)
-Exploiter davantage les jardins collectifs du CCMS
-Offrir des cuisines collectives et ateliers Boite à lunch
-Élargir nos ateliers culinaires à d'autres groupes d'âge (6-12 ans, ados, 18-25 ans, ainés)
-Annualiser le marché offert par Multicaf
Sur un plus long terme (3-4 ans), on pourrait également envisager une ruelle verte, une serre 3 saisons et une mesure alimentaire avec la nouvelle école du Triangle. Les idées ne manquent pas mais nous voulons avant tout entendre la population.

Aussi, bien que l'objectif principal soit de répondre aux besoins de base en alimentation, il viendra renforcer les deux autres axes (augmenter le pouvoir d'agir & renforcer le tissu social) par notre approche. Nos services sont développés pour et par la communauté. Les activités ne sont pas une fin en soi mais un moyen de garder la personne en mouvement, de lui permettre de cheminer, de trouver des solutions aux obstacles rencontrés et donc d'augmenter son pouvoir d'agir. De plus, le CCMS a comme mission de favoriser le vivre-ensemble.

Quels sont les résultats attendus à la fin du projet ? De quelle façon le projet pourra-t-il répondre aux enjeux ?

En mars 2029, la population du quartier du Triangle aura un accès élargi à une alimentation saine, abordable et plus locale. Grâce aux efforts concertés de

l'arrondissement, des organismes communautaires, des résidents et des partenaires, des infrastructures pérennes seront en place : plus d'espace pour faire de l'agriculture urbaine, un frigo communautaire, davantage de cuisines collectives de plus grande envergure et touchant un large public ainsi qu'un marché solidaire fonctionnant toute l'année, ...

Les différentes communautés se seront approprié les espaces publics pour favoriser la production alimentaire et le partage des savoirs. Les habitants cultiveront des aliments dans des espaces dédiés, auront des occasions de cuisiner de grande quantité de nourriture, de découvrir des aliments, réduisant ou tout du moins complétant ainsi leur dépendance aux banques alimentaires. Cela réduira aussi le gaspillage alimentaire. Des activités collectives régulières, telles que des ateliers culinaires, des cuisines collectives et des repas partagés, auront renforcé le lien social et le sentiment d'appartenance.

Les personnes les plus vulnérables du quartier – aînés isolés, familles à faible revenu, nouveaux arrivants – bénéficieront d'un réseau de soutien structuré leur permettant de mieux faire face aux défis du quotidien. Grâce à ces actions, il est possible de lutter durablement contre la précarité et l'exclusion tout en construisant une communauté plus solidaire, résiliente et épanouie.

Personnes ciblées par le projet

Année	Groupe d'âge	Femmes	Hommes	Autres identités de genre	Total personnes
An 1	Tous les groupes d'âge	150	110	0	260
An 4	Tous les groupes d'âge	215	160	0	375
An 2	0 Tous les groupes d'âge	190	140	0	330
An 3	Tous les groupes d'âge	200	150	0	350

Nombre de personnes différentes ciblées directement par le projet

Principales caractéristiques des personnes ciblées directement

Les personnes à faible revenu
Les personnes immigrantes
Les personnes vivant avec des enjeux de santé mentale
Les personnes victimes de violence (conjugale, sexuelle, etc.)
Les personnes racisées
Les personnes nouvelles arrivantes (moins de 5 ans)
Les personnes migrantes à statut précaire incluant les personnes demandeuses d'asile ou sans statut
Les personnes ayant des limitations fonctionnelles ou en situation de handicap
Les personnes résidentes de logements sociaux
Les personnes utilisatrices de drogues
Les personnes vivant de l'isolement ou à risque de l'être

Nombre d'organisations différentes ciblées directement par le projet :

Année	Total organisations
An 1	2
An 2	3
An 3	3
An 4	4

Année	Montant demandé initial	Montant demandé ajusté	Autofinancement	Contributions partenaires	Coût par édition
An 2	50 985	50 490	20 680	0	71 170
An 1	49 500		18 572	0	68 072
An 3	52 516	51 500	22 920	0	74 420
An 4	54 090	52 530	24 368	0	76 898

Budget global du projet

Résumé de la prévision budgétaire du projet

Attestation d'intégrité :

En soumettant la présente demande, l’organisme reconnaît s’être assuré de l’exactitude des informations et que la personne responsable a approuvé le dépôt de celle-ci.

Oui

L’unité administrative responsable du sommaire décisionnel a en sa possession la version intégrale de cette demande de soutien financier.

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ DU MESS

Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
Québec

PROTOCOLE DE COMMUNICATION PUBLIQUE DE LA CONVENTION D'AIDE FINANCIÈRE 2024-2029 – ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ DANS LE CADRE DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES

Ce document s'adresse aux partenaires des Alliances pour la solidarité et aux organismes subventionnés.

1. CONTEXTE

Le présent protocole de communication publique vise à indiquer les principes et les modalités de communication qui guideront les partenaires signataires (ci-après, « Partenaires ») de la Convention.

En effet, la Convention d'aide financière 2024-2029 – Alliances pour la solidarité dans le cadre du Fonds québécois d'initiatives sociales (ci-après, « Convention ») contient la clause 9 sur les communications qui indique que « Les Parties conviennent que toute annonce publique issue de l'Alliance, dont l'annonce de la signature de la Convention ou de toute autre initiative du Partenaire dans le cadre de l'Alliance, doit respecter les modalités du Protocole de communication publique de la Convention d'aide financière 2024-2029 – Alliances pour la solidarité dans le cadre du Fonds québécois d'initiatives sociales. »

2. PRINCIPES DIRECTEURS

Le présent protocole de communication publique s'applique à l'ensemble des Partenaires avec qui le gouvernement du Québec a signé la Convention.

2.1 Les Partenaires conviennent que toute annonce publique relative à la Convention doit respecter les modalités du présent Protocole de communication publique.

2.2 Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale doit être informé au préalable de l'ensemble des annonces publiques liées aux projets financés dans le cadre de la Convention et avoir l'opportunité de participer à ladite annonce, incluant la diffusion d'un communiqué.

2.3 Tous les outils de communication utilisés doivent faire connaître au minimum :

- le titre du ou des projets;
- la mention minimale, la mention complète ou la mention officielle, selon le cas, prévue au tableau, en annexe;
- la contribution financière du Fonds québécois d'initiatives sociales;
- la nature du ou des projets;
- les partenaires de la Convention, dont le Ministère.

Les moyens utilisés doivent respecter le Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec et être approuvés par le Ministère. Pour vous guider, consultez le tableau ci-après.

Tous les outils de communication produits dans le cadre des Alliances pour la solidarité doivent être déposés à la Direction générale de Services Québec concernée pour qu'elle les valide[1]. Le niveau de validation ministérielle sera déterminé selon l'outil utilisé et le contenu véhiculé.

[1] La validation concerne, entre autres, la conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec, la visibilité gouvernementale et la politique linguistique ministérielle. Par ailleurs, toute anomalie (ex. : image discordante) est signalée.

3. MODALITÉS DE COMMUNICATION

3.1 Les Partenaires doivent, 15 jours ouvrables avant toute annonce publique liée à la Convention, transmettre au Ministère l'information relative au projet soutenu et à l'annonce qui en découle. Cette information doit être transmise à la Direction générale de Services Québec concernée[2].

3.2 Dans le cas où le ou les projets soutenus donnent lieu à une annonce publique, celle-ci est organisée en collaboration entre la Direction générale des communications du Ministère, la Direction générale de Services Québec, le Partenaire et l'organisme impliqué.

4. CLAUSE DE VISIBILITÉ LIANT LES ORGANISMES SUBVENTIONNÉS

4.1 Les lettres d'entente, les contrats ou les protocoles relatifs à des subventions accordées à des organismes subventionnés dans le cadre de cette Convention doivent comporter une clause de visibilité, agréée par les Partenaires. Les Partenaires des Conventions sont responsables d'insérer cette clause de visibilité à l'intérieur des lettres d'ententes, des contrats ou des protocoles qu'ils signent avec les organismes subventionnés dans le cadre de cette convention.

4.2 Le libellé de la clause de visibilité reprendra les éléments suivants :

- lorsqu'ils produisent des documents, quel qu'en soit le support, les organismes subventionnés dans le cadre de cette convention, ou rémunérés à la suite d'un contrat réalisé pour le compte des partenaires, doivent mentionner sur le document que celui-ci, ou le projet auquel il se réfère, a été financé par le Fonds québécois d'initiatives sociales, administré par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale;
- de plus, lorsqu'il s'agit de documents promotionnels (affiche, dépliant, brochure, publicité, stand, site Web, etc.), de documents d'information ou de rapports de recherche, la participation du Ministère doit être mentionnée et des éléments de visibilité doivent y être apposés pour faire connaître la contribution du gouvernement du Québec, conformément aux exigences du Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec.
- par ailleurs, si le projet d'un organisme subventionné donne lieu à un événement public, l'organisme doit convier le Ministère à y participer, et ce, au moins 15 jours ouvrables à l'avance;
- la visibilité accordée aux partenaires de la Convention n'exclut pas qu'une visibilité soit consentie à tout autre partenaire au projet subventionné, sur accord du Ministère et du Partenaire signataire de la Convention.

Visibilité requise et conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec

Pour vous guider en matière de visibilité requise au regard de la contribution du gouvernement du Québec, le tableau suivant a été produit. L'emplacement conforme du logo est quant à lui expliqué à la section 2.

Les Partenaires sont responsables de transmettre aux organismes qu'ils subventionnent les informations relatives à la visibilité requise et à la conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec.

[2] Minimalement, la Direction générale de Services Québec doit être informée de toute annonce publique. Celle-ci effectuera les liens avec la Direction générale des communications et le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales.

1. Visibilité requise selon l'outil de communication utilisé

Le tableau suivant présente les éléments qui doivent apparaître dans les outils de communication pour que les normes de visibilité gouvernementale soient respectées.

Outil de communication	Élément assurant la visibilité gouvernementale			
	Logo officiel : 	**Mention minimale :** **« En partenariat avec les Alliances pour la solidarité et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale »**	**Mention complète :** **« Le — *nom du projet* — est réalisé par les Alliances pour la solidarité, en collaboration avec le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. »**	**Mention officielle :** **« Le — nom du projet — est réalisé grâce à une aide financière issue du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS), dans le cadre de l'Alliance pour la solidarité, en collaboration avec le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. »**
Communiqué de presse et conférence de presse (Rappel : l'organisme doit aviser le Ministère 15 jours ouvrables à l'avance pour permettre une possible participation ministérielle ou l'ajout d'une citation).	S. O.[3]	S. O.	S. O.	**Oui** Dans ce cas, la mention ci-dessus doit obligatoirement apparaître **dans le préambule** (« lead ») du communiqué.
Entrevue ciblée avec les médias (ex : article avec les médias)	S. O.	**Oui**	S. O.	S. O.
Publicité imprimée ou numérique dans les journaux ou dans les hebdomadaires locaux, régionaux ou nationaux.	**Oui**	**Oui**	La mention complète peut être utilisée en remplacement de la mention minimale.	S. O.
Section du site Web des organismes subventionnés et des mandataires traitant de l'Alliance pour la solidarité.	**Oui**	S. O.	**Oui**	S. O.
Article dans une infolettre ou courriel traitant de l'Alliance pour la solidarité.	**Oui**	**Oui**	La mention complète peut être utilisée en remplacement de la mention minimale.	S. O.
Autres publicités, vidéos ou informations sur le Web et dans les médias sociaux.	**Oui**			S. O.
Imprimé (Affiche, dépliant).	**Oui**			S. O.
Matériel événementiel (invitation, papillon officiel et kiosque).	**Oui**			S. O.
Radio (lors d'entrevue ou de publicité).	S. O.	**Oui**	S. O.	S. O.
Documentation officielle des organismes signataires et des mandataires concernant les projets (ex. : rapport, document d'appels de projets).	**Oui**	S. O.	**Oui**	S. O.

[3] S. O. : sans objet

2. Conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec

a. Emplacement du logo officiel pour les outils de communication

Le logo à utiliser dans le cadre des Alliances pour la solidarité est celui du gouvernement du Québec. Le logo doit figurer en bas à gauche de la page. Les logos des organismes signataires ou mandataires et ceux des autres partenaires des Alliances pour la solidarité peuvent aussi être ajoutés sous le logo gouvernemental.



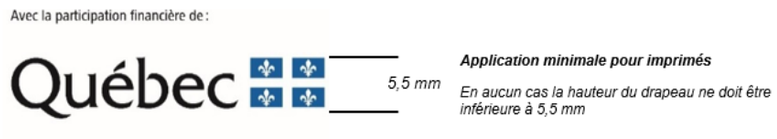
b. Zone de protection et taille minimale du logo officiel

Afin d'assurer une visibilité convenable pour la signature, il faut toujours laisser autour de celle-ci une zone de protection exempte de texte ou de tout autre élément graphique, et ce, que le média soit imprimé ou électronique.

La largeur des zones de protection correspond à la largeur d'un rectangle du drapeau du Québec.



La hauteur du drapeau du Québec ne doit pas être inférieure à 5,5 mm. La signature doit être facilement reconnaissable et lisible. Il ne faut pas déformer la signature en l'étirant horizontalement ou verticalement.



c. Emplacement de la mention minimale ou de la mention complète

Dans un communiqué, la mention officielle (voir tableau) doit obligatoirement apparaître dans le préambule (« lead »).

Dans les autres cas, la mention minimale ou la mention complète doit être placée à l'intérieur du document, à l'intérieur de la page couverture du document ou à la toute fin de l'outil de communication concerné.

3. Pour plus d'information

Pour obtenir plus d'information sur la visibilité requise et la conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec :

Pour le Partenaire

Contacter le communicateur régional de la Direction générale de Services Québec concernée.

Pour l’organisme subventionné

Contacter l’agente ou l’agent régional de liaison des Alliances pour la solidarité.

ANNEXE 3

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ GÉNÉRAL

Ce protocole définit les dispositions que le **Centre communautaire Mountain Sights** (ci-après l'« **Organisme** ») doit respecter afin d'accorder une visibilité à la Ville dans le cadre de la présente convention relativement au projet intitulé *La sécurité alimentaire passe à l'échelon supérieur au CCMS et dans le Triangle ! (*ci-après le « **Projet** »).

1. ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

1.1 Présenter et faire approuver un plan de communication visant à fournir une visibilité à la mesure du soutien de la Ville; ce plan devra énumérer les moyens que l'Organisme utilisera pour communiquer des renseignements sur le Projet, et la fréquence prévue de ces communications.

1.2 Faire approuver tous les outils de communication, à l'exception des publications sur les réseaux sociaux, selon les exigences, les modalités et les délais prévus au présent protocole de visibilité.

1.3 S'assurer que les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations prévues au présent protocole de visibilité.

1.4 Offrir à la Ville la possibilité de participer aux événements médiatiques et publics, comme défini au paragraphe 2.2 du présent protocole de visibilité.

1.5 Ne pas diffuser une première communication publique avant d'avoir obtenu l'autorisation du Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention.

2. COMMUNICATIONS

2.1 Reconnaissance de la Ville

2.1.1 Faire état de la contribution de la Ville lors des communications publiques et des communications écrites au moment le plus opportun, tel qu'au lancement ou à la clôture du Projet, à la signature de la convention, etc.

2.1.2 Apposer le logo de la Ville sur tous les outils de communication imprimés, numériques ou électroniques, selon les modalités décrites à l'article 3 du présent protocole de visibilité :

S'assurer que ce logo est mis en évidence si la Ville est l'unique ou le principal partenaire;

Inclure le logo de la Ville parmi ceux des autres partenaires du Projet, s'il y a lieu;

S'assurer de reconnaître équitablement l'ensemble de la contribution de la Ville dans la réalisation du Projet advenant la présence de plusieurs partenaires;

Ajouter l'une des mentions définies au sous-paragraphe 2.1.3 du présent protocole de visibilité, lorsque l'insertion du logo n'est pas possible.

2.1.3 Inclure l'une des mentions suivantes, selon la nature de la convention, minimalement une fois pour chacun des supports écrits, tels que les réseaux sociaux, le site Web, les communiqués de presse ou le programme d'activités :

« Le projet [Nom du Projet] est réalisé avec le soutien de la Ville de Montréal dans le cadre de l'entente [nom de l'Entente] »;

« [Nom de l'Organisme] remercie la Ville de Montréal pour sa contribution dans la réalisation du projet [nom du Projet] »;

« Le projet [Nom du Projet] est offert avec la collaboration de la Ville de Montréal »;

« Le projet « [Nom du projet] » est réalisé en partenariat avec la Ville de Montréal ».

2.2 Relations médias et événements publics

2.2.1 Lors d'une annonce importante ou d'un événement public :

Mentionner verbalement la contribution de la Ville en employant l'une des mentions définies au sous-paragraphe 2.1.2 du présent protocole de visibilité;

Inviter par écrit un représentant ou une représentante politique de la mairie de Montréal ou du comité exécutif **au moins vingt (20) jours ouvrables** à l'avance, comme défini au sous-paragraphe 3.3.2 du présent protocole de visibilité;

Advenant la participation d'un représentant ou d'une représentante politique de la mairie de Montréal et du comité exécutif :

en informer le Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention;

coordonner et effectuer le suivi avec le cabinet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance et valider les règles protocolaires en matière d'événements publics;

Assurer l'accréditation média des personnes représentant la Ville ainsi que de celles qu'elles ont mandatées (photographe, vidéaste, relationniste, etc.);

Prendre en charge la gestion des droits des photos, des vidéos et de tout autre matériel qui pourraient être diffusés sur les plateformes de la Ville à des fins strictement promotionnelles et non commerciales;

Lors d'une captation visuelle (télédiffusion, webdiffusion, etc.), s'assurer que :

le logo de la Ville apparaît dans le champ de vision;

les personnes présentes sont informées, par écrit ou verbalement, que l'événement fait l'objet d'une captation et que celles qui pourraient être reconnaissables dans la vidéo ont autorisé l'utilisation de leur image.

2.2.2 Offrir par écrit à la mairie de Montréal la possibilité d'inclure un message officiel dans le programme de l'Organisme, **au moins trente (30) jours ouvrables** avant la date de la diffusion ou de l'impression, et informer le Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention advenant l'acceptation de l'offre.

2.3 Publicité et promotion

2.3.1 Diffuser sur les réseaux sociaux une publication servant exclusivement à reconnaître la contribution de la Ville en s'assurant d'y inclure l'une des mentions définies au sous-paragraphe 2.1.3 du présent protocole de visibilité et un lien vers les plateformes appropriées, soit :

Pour une publication sur LinkedIn : https://www.linkedin.com/company/ville-de-montr-al/;

Pour une publication sur Instagram : @mtl_ville;

Pour une publication sur Facebook :

@AffairesEconomieInnovationMTL pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique;

@mtlville pour les autres types de projets;

Pour une publication sur X :

@AffairesMtl pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique;

@mtl_ville pour les autres types de projets.

2.3.2 Mentionner le Projet dans le site Web de l'Organisme et ajouter un hyperlien vers le site de la Ville, montreal.ca, si applicable.

2.3.3 Lorsque des vidéos ou des animations sont réalisées dans le cadre du Projet, s'assurer d'intégrer le logo de la Ville, conformément aux modalités définies à l'article 3 du présent protocole de visibilité.

2.3.4 Convenir des visuels pertinents (vidéo, photo, etc.) avec la personne responsable des communications de la Ville et, si applicable, les lui remettre libres de droits avant le lancement de la

campagne de communication, afin que la Ville puisse les utiliser pour promouvoir son engagement si elle le souhaite.

2.3.5 **Lors d'un événement public ou d'activités sur un site** et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables** à l'avance :

La diffusion gratuite d'une vidéo de 15 à 30 secondes produite par la Ville afin de promouvoir l'engagement de celle-ci auprès de la population;

La diffusion d'un message rédigé par la Ville et destiné aux participants, advenant la présence d'un animateur sur le site;

La possibilité d'installer des bannières promotionnelles ou un kiosque (d'une dimension maximale de 10 pi x 20 pi, alimenté en électricité et situé à un emplacement gratuit dans un secteur fréquenté ou tout autre support jugé pertinent par les organisateurs et la personne responsable des communications à la Ville afin que celle-ci puisse avoir une visibilité sur le site ou interagir avec le public.

2.3.6 Fournir un espace publicitaire gratuit dans le programme imprimé ou numérique, **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance; le matériel sera fourni par la Ville, sur demande envoyée à visibilite@montreal.ca.

2.4 Bilan de visibilité

2.4.1 Remettre un bilan au Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention **au plus tard trente (30) jours ouvrables** après la fin du Projet. Y inclure :

une courte description du projet (30-50 mots);

une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied;

une revue de presse couvrant le Projet;

des photos du Projet libres de droits afin que la Ville puisse les utiliser pour promouvoir sa contribution au Projet si elle le souhaite;

toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participants;

des statistiques pour chacun des médias utilisés, dont :

le nombre d'abonnés;

le nombre de publications ou de vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci;

la portée ou fréquence des publications ou des vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci;

le nombre d'impressions et de clics pour les autres médias numériques;

le nombre de visiteurs uniques pour les pages du site Web où la Ville a une visibilité (grâce à un logo ou à une mention);

le taux PEB/nombre d'occasions (radio, télé, affichage, quotidien) si la Ville a une visibilité dans ces médias (grâce à un logo ou à une mention).

3. MODALITÉS

3.1 Normes graphiques et linguistiques

3.1.1 Respecter les directives sur l'utilisation du logo définies dans le Complément au Protocole de visibilité de la Ville.

3.1.2 Respecter l'ordre convenu pour le positionnement des logos de la Ville et des autres partenaires sur tous les outils de communication.

3.1.3 Ne pas utiliser le nom ou le logo de la Ville, en tout ou en partie, en dehors du contexte de la convention sans l'autorisation de la Ville.

3.2 Approbations

3.2.1 Soumettre pour approbation au Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention :

le plan de communication défini au sous-paragraphe 1.1 du présent protocole de visibilité **dans un délai raisonnable** pour lui permettre de l'évaluer et de fournir une rétroaction;

le communiqué de presse, tout document média et les textes soulignant la contribution de la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables** avant leur diffusion.

3.2.2 Soumettre pour approbation à la Direction des communications corporatives de la Ville le positionnement des logos sur toutes les communications imprimées, numériques et électroniques du Projet, **au moins quinze (15) jours ouvrables** avant leur impression ou diffusion.

3.2.3 Advenant la participation d'un représentant ou d'une représentante politique à un événement médiatique, soumettre pour approbation à la **mairie de Montréal** le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance.

3.3 Contacts

3.3.1 Direction des communications corporatives de la Ville

Écrire à visibilite@montreal.ca pour :

offrir l'un ou l'ensemble des éléments de visibilité spécifiés dans le présent protocole de visibilité;

faire la demande pour obtenir les versions officielles et téléchargeables du logo de la Ville;

faire approuver l'utilisation et le positionnement des logos sur les outils de communication en s'assurant de joindre une copie de ces outils en basse résolution.

3.3.2 Mairie de Montréal

Pour rejoindre la mairie de Montréal afin d'offrir ou de faire approuver un élément de visibilité concernant un représentant ou une représentante politique, écrire à mairesse@montreal.ca.

IMPORTANT :
Lors de toute communication avec la mairie de Montréal ou la Direction des communications corporatives de la Ville, s'assurer de préciser dans sa demande que le Projet est subventionné par le biais de la convention et du programme Alliance pour la solidarité dans le cadre du Fonds québécois d'initiatives sociales.

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
ALLIANCE POUR LA SOLIDARITÉ
DANS LE CADRE DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
Sommaire décisionnel # 1257570001

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, **ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES—NOTRE-DAME-DE-GRÂCE**, personne morale de droit public ayant son bureau d'arrondissement au 5160, boulevard Décarie, bureau 600, Montréal (Québec) H3X 2H9, agissant et représentée par Geneviève Reeves, secrétaire d'arrondissement dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la résolution CA04 1704, du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **CONSEIL DES ÉDUCATEURS NOIRS DU QUÉBEC INC**., personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38), dont l'adresse principale est le 5165, rue Sherbrooke Ouest, Montréal (Québec) H4A 1T6, agissant et représentée par Alix Adrien, Président dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 893447466
Numéro d'inscription TVQ : 1006112508
Numéro de charité : S/O

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale* (RLRQ, c. L-7) institue une Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ainsi que le Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS), lequel vise à soutenir financièrement la réalisation de projets, d'actions et d'initiatives afin d'atteindre les buts de la Stratégie nationale;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec a dévoilé le 21 juin 2024 le Plan d'action gouvernemental visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024-2029 - Mobiliser - Accompagner - Participer, dans lequel il est prévu à la mesure 3.1.1.1 de poursuivre et de bonifier les Alliances pour la solidarité sur l'ensemble du territoire québécois, y compris avec des organisations autochtones afin que les acteurs locaux ou régionaux puissent investir les ressources disponibles selon les priorités établies en concertation avec leurs milieux;

ATTENDU QUE la Ville et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (ci-après le « **MESS** ») ont conclu une convention d'aide financière pour l'Alliance pour la solidarité dans le cadre du Fonds québécois d'initiatives sociales, pour la période du 1er avril 2024 au 31 mars 2029 pour le territoire de l'agglomération de Montréal (ci-après la « **Convention Ville-MESS** »), laquelle prévoit une aide financière totale de 55 M$ accordée à la Ville sur cinq (5) ans;

ATTENDU QUE le MESS et la Ville ont convenu que cette dernière assume la gestion de la Convention Ville-MESS et l'octroi des aides financières sur son territoire;

ATTENDU QUE l'Organisme souhaite intervenir par des actions et initiatives de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale;

ATTENDU QUE l'Organisme a comme mission d'encourager et de soutenir l'amélioration continue du système d'éducation du Québec et la répartition équitable de ses avantages aux communautés de couleur, de sorte que les programmes offriront les meilleures opportunités pour poursuivre des études qui auront un impact sur leurs réalisations sociales et économiques;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation de son Projet tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti;

ATTENDU QUE le *Règlement sur la gestion contractuelle* adopté par la Ville en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* s'applique à la présente convention et qu'il est disponible pour consultation sur le site de la Ville.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

« **Annexe 1** » :	désigne la description du Projet (demande de soutien);
« **Annexe 2** » :	désigne le protocole de visibilité du MESS, tel que mentionné au paragraphe 4.4.1 de la présente convention;
« **Annexe 3** » :	désigne le protocole de visibilité de la Ville, tel que mentionné au paragraphe 4.4.1 de la présente convention, le cas échéant;
« **Projet** » :	désigne le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
« **Rapport annuel** » :	désigne le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;
« **Reddition de compte** » :	désigne les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées; de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document ou information exigés par le Responsable dans le cadre du Projet;
« **Responsable** » :	désigne le directeur de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

« **Unité administrative** » :	désigne la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser son Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue au paragraphe de la présente convention;

4.2 **Autorisations et permis**

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs au Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 **Respect des lois**

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment l'affichage de l'Organisme sur toute propriété de la Ville, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de ses installations, le cas échéant;

4.3.3 dans la mesure où l'Organisme traiterait ou aurait accès à des renseignements personnels pendant la durée de la présente convention,

traiter de manière confidentielle ces renseignements personnels et se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, étant toutefois expressément convenu par les Parties que tout tel traitement par l'Organisme sera fait exclusivement pour son propre compte et non pour celui de la Ville et que celle-ci n'encourra aucune responsabilité à cet égard.

4.4 **Promotion et publicité**

4.4.1 faire état de la participation financière du MESS, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, et de la Ville, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 3, le cas échéant, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention, et faire en sorte que ceux-ci reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MESS, notamment par rapport aux autres partenaires au Projet, étant entendu qu'ils doivent être préalablement approuvés par écrit par le Responsable et par le MESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MESS aux différents événements concernant le Projet et respecter toute autre modalité prévue aux protocoles de visibilité, joints aux annexe 2 et 3, le cas échéant;

4.5 **Aspects financiers**

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, il est entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 30 avril de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente convention et le 31 mars 2026 pour la première année et la période du 1er avril d'une année au 31 mars de l'année suivante pour les années subséquentes;

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité du Projet distincte de celle concernant les autres projets ou secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville et le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et

les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du Vérificateur général du Québec ou de leurs représentants, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et leur fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les cent vingt (120) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 transmettre au Responsable, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers au plus tard cent vingt (120) jours suivant la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre au Responsable, ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers vérifiés au plus tard cent vingt (120) jours suivant la fin de son exercice financier;

La transmission au Vérificateur général de la Ville doit être faite par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1);

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 **Remise de documents**

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7 **Responsabilité**

4.7.1 tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de la présente convention;

4.7.2 prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre eux par des tiers et indemniser la Ville en capital, intérêts et frais de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre eux ainsi que de toute somme qu'elle aura

dû débourser pour défendre leurs intérêts avant ou après un tel jugement en raison de la présente convention;

4.7.3 malgré ce qui précède, l'Organisme n'est pas tenu d'indemniser la Ville ou de prendre son fait et cause lorsque cette obligation découlerait directement d'une faute lourde ou intentionnelle commise par la Ville ou ses employés, représentants et mandataires.

4.8 Communications des informations

4.8.1 fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de la demande;

4.8.2 autoriser la Ville à transmettre au MESS, aux ministères et aux organismes du gouvernement du Québec qui peuvent être concernés par la présente convention une copie de la présente convention ainsi que sur demande, toute information, document ou autre concernant l'Organisme ou la présente convention.

4.9 **Séance du conseil d'arrondissement**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

Sous réserve de l'obtention des crédits par la Ville du MESS en vertu de la convention Ville-MESS, la Ville s'engage à ce qui suit.

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville convient de lui verser une contribution financière maximale de deux cent six mille et quatre-vingt-un dollars (206 081 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 **Versements**

La contribution financière sera remise à l'Organisme en huit versements :

5.2.1 Pour l'année 2025-2026 :

5.2.1.1. une somme maximale de quarante-cinq mille dollars (45 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

5.2.1.2. une somme maximale de cinq mille dollars (5 000 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport annuel 2025-2026 à la satisfaction du Responsable;

5.2.2 Pour l'année 2026-2027 :

5.2.2.1. une somme maximale de quarante-cinq mille neuf cents dollars (45 900 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

5.2.2.2. une somme maximale de cinq mille cent dollars (5 100 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport annuel 2026-2027 à la satisfaction du Responsable;

5.2.3 Pour l'année 2027-2028 :

5.2.3.1. une somme maximale de quarante-six mille huit cent dix-huit dollars (46 818 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

5.2.3.2. une somme maximale de cinq mille deux cent deux dollars (5 202 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport annuel 2027-2028 à la satisfaction du Responsable;

5.2.4 Pour l'année 2028-2029 :

5.2.4.1. une somme maximale de quarante-sept mille sept cent cinquante-quatre dollars et quatre-vingt-dix cents (47 754,90 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

5.2.4.2. une somme maximale de cinq mille trois cent six dollars et dix cents (5 306,10 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport annuel 2028-2029 à la satisfaction du Responsable;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 **Ajustement de la contribution financière**

Toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet doit être remise à la Ville à la fin de la présente convention sauf si une résolution dûment adoptée par l'instance compétente de la Ville autorise l'Organisme à la conserver. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, sans délai et par écrit, de l'existence de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent, dont, notamment :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du *Règlement sur la gestion contractuelle* de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux sous-paragraphes 6.3.1 à 6.3.3.

6.4 L'Organisme doit utiliser toute somme versée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, la contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Organisme déclare et garantit :

7.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

7.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet

ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

7.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et, notamment, ceux lui permettant de consentir la licence prévue au paragraphe 9.2 de la présente convention;

7.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 8
ASSURANCES

8.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de (inscrire le montant en lettres – minimum de deux millions) de dollars ((inscrire le montant en chiffres) $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme assurée additionnelle. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne doit être applicable à la Ville.

8.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur.

8.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 9
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

9.1 Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents, photos, vidéos, données et autres remis à la Ville dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

9.2 L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à reproduire, à adapter, à modifier, à communiquer, à publier, à diffuser, à traduire, à conserver et à copier les Rapports en tout ou en partie, sous quelque forme ou support que ce soit à des fins municipales.

ARTICLE 10
DÉFAUT

10.1 Il y a défaut :

10.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

10.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

10.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

10.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

10.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 10.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

10.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 10.1.2, 10.1.3 ou 10.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

10.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 10.2 ou 10.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

ARTICLE 11
DURÉE

La présente convention prend effet à la date de sa dernière signature et se termine, sous réserve des articles 10 et 12, au plus tard le 31 mars 2029.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 12
RÉSILIATION ET SUSPENSION

12.1 La Ville peut résilier la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Le Responsable avise l'Organisme par écrit de son intention de présenter à l'instance compétente de la Ville une recommandation à cet effet. À la réception de cet avis, l'Organisme doit soumettre dans un délai de dix (10) jours tous les rapports et documents exigés par le Responsable en joignant toutes les pièces justificatives requises.

12.2 Lorsque l'avis d'intention fait état d'une résiliation de la présente convention, l'Organisme doit, dès réception de cet avis, cesser immédiatement l'exécution de toutes activités pouvant engager des coûts à être financés à même la contribution financière versée par la Ville, en attendant la décision de l'instance compétente de la Ville et, dans l'intervalle, respecter les instructions émises par le Responsable. La Ville n'acquittera que le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet en date de l'avis d'intention.

12.3 En cas de résiliation, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

12.4 Le Responsable peut suspendre l'exécution de la présente convention, en tout temps, pourvu qu'il avise par écrit l'Organisme de cette suspension. Ce dernier doit se conformer aux instructions émises par le Responsable à ce sujet.

12.5 Lorsque le Responsable informe l'Organisme qu'il peut reprendre la réalisation du Projet, celui-ci doit le faire selon les conditions et le délai convenus avec le Responsable.

12.6 La résiliation ou la suspension de la présente convention ne donnent droit à l'Organisme à aucune compensation ou indemnité et celui-ci convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation ou de la suspension de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 **Représentations de l'Organisme**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

<u>Élection de domicile de l'Organisme</u>

L'Organisme fait élection de domicile au 5165, rue Sherbrooke Ouest, Montréal (Québec) H4A 1T6, et tout avis doit être adressé à l'attention du Président. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 5160, boulevard Décarie, bureau 600, Montréal (Québec) H3X 2H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AU LIEU ET À LA DATE INDIQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20___

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Geneviève Reeves
Secrétaire d'arrondissement

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20___

CONSEIL DES ÉDUCATEURS NOIRS DU QUÉBEC INC.

Par : _____
Alix Adrien
Président

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal, le _____e jour de _____ 2025

(Résolution CA_____).

ANNEXE 1

PROJET

Montréal

001334-Élévation Académique: Soutien Familial pour la Jeunesse Marginalisée de Montréal

Identification du projet

Nom de l'organisme : Conseil des Educateurs Noirs du Québec / Quebec Board of Black Educators (QBBE)

Appel à projet : Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce - Appel de projets Agir Ensemble - Entente Ville-MESS 2025-2029

Titre de la demande : Élévation Académique: Soutien Familial pour la Jeunesse Marginalisée de Montréal

Durée du projet :

Année	Date début période réalisation	Date fin période réalisation	Édition
An 2	2026-04-01	2027-03-31	
An 1	2025-04-01	2026-03-31	
An 3	2027-04-01	2028-03-31	
An 4	2028-04-01	2029-03-31	

Correspondance avec le programme

Axe parent	*Axe*
1. Soutenir la réponse aux besoins de base	1.1 Un meilleur accès à une alimentation saine, nutritive, abordable et adaptée
2. Miser sur le pouvoir d'agir	2.1 Une plus grande capacité d'agir individuelle et collective pour améliorer la qualité de vie des personnes
3. Renforcer le tissu social	3.1 Des réseaux d'entraide et de solidarité renforcés
3. Renforcer le tissu social	3.2 Des communautés inclusives où chaque personne se sent valorisée,

	respectée et incluse, indépendamment de sa situation et de son identité

Signataire et convention

Responsable de l'organisme :

Contact associé à l'organisme :

Autre : Alix Adrien

Description et planification

Description du projet (qui, quoi, quand, où, comment) :

Le projet de soutien académique familial de QBBE vise à accompagner les jeunes marginalisés de la communauté noire anglophone de Montréal en leur offrant un encadrement éducatif adapté à leur réalité culturelle et sociale.

Qui ?
Le projet est porté par QBBE, un organisme engagé dans l'éducation et l'accompagnement des jeunes issus de communautés marginalisées.

Quoi ?
Un programme de soutien académique familial visant à renforcer la réussite scolaire des jeunes tout en impliquant leurs familles pour favoriser un environnement propice à l'apprentissage et à l'autonomie.

Pour qui ?
Les jeunes marginalisés de la communauté noire anglophone de Montréal, confrontés à des défis socio-économiques et éducatifs qui limitent leurs opportunités.

Quand ?
La mise en œuvre du programme est prévue pour la période 2025-2029.

Où ?
Le projet se déroulera à Montréal, au sein des quartiers où les besoins en soutien éducatif sont les plus criants.

Comment ?

Le programme repose sur plusieurs axes d'intervention :
1) Un soutien académique culturellement adapté, prenant en compte les réalités et les besoins spécifiques des jeunes issus de la communauté noire anglophone.
2) Une approche familiale globale, impliquant les parents et les proches pour renforcer le cadre éducatif des jeunes.
3) L'autonomisation des jeunes et de leurs familles, en les dotant des outils nécessaires pour favoriser leur inclusion sociale et leur réussite éducative.
4) Le renforcement du tissu social communautaire, en créant des espaces d'échange et d'entraide entre les familles et les partenaires locaux.
5) Une approche intersectionnelle (ADS+), qui prend en compte les multiples formes de discrimination auxquelles ces jeunes et leurs familles peuvent être confrontés, afin d'adapter les interventions en conséquence.
6) Des partenariats avec d'autres organismes communautaires, permettant une action concertée et efficace pour lutter contre les inégalités et l'exclusion sociale.

Ce projet s'inscrit dans une démarche globale visant à réduire la pauvreté et à promouvoir l'équité en matière d'éducation et d'opportunités pour les jeunes marginalisés de Montréal.

Quels sont les résultats attendus à la fin du projet ? De quelle façon le projet pourra-t-il répondre aux enjeux ?

Le projet a pour objectif d'améliorer la situation des familles marginalisées, en particulier celles des communautés noires et racisées à Montréal, en s'attaquant à des problématiques telles que l'inégalité éducative, la pauvreté, la discrimination et l'exclusion sociale. Les résultats attendus incluent :

1. Renforcement des relations familiales: Amélioration de la communication, gestion du stress et résolution de conflits pour des liens familiaux plus solides.
2. Soutien éducatif et professionnel: Accès à des ressources académiques pour les enfants et conseils pour les parents afin de soutenir l'éducation et le développement personnel.
3. Amélioration de la santé mentale: Meilleure gestion des émotions et sensibilisation à la santé mentale pour un environnement familial serein.
4. Autonomisation économique : Ateliers de littératie financière et préparation à l'emploi pour favoriser l'indépendance économique.
5. Accessibilité aux ressources communautaires: Meilleur accès à des ressources sociales essentielles.

Le programme répond aux défis des familles en luttant contre la pauvreté par l'éducation financière, en réduisant les discriminations grâce à une approche intersectionnelle, en renforçant le tissu social par la collaboration avec les ressources communautaires, et en promouvant l'éducation inclusive. Il vise à créer un impact durable avec des stratégies d'amélioration continue basées sur les retours des participants. En somme, le projet aspire à rendre les familles plus résilientes, autonomes et mieux préparées à faire face aux défis sociaux et éducatifs, tout en renforçant l'inclusion et l'équité dans la communauté.

Personnes ciblées par le projet

Année	Groupe d'âge	Femmes	Hommes	Autres identités de genre	Total personnes
An 1	Enfants (6-11 ans)	60	55	2	117
An 2	Enfants (6-11 ans)	40	35	3	78
An 3	Enfants (6-11 ans)	40	37	4	81
An 4	Enfants (6-11 ans)	110	85	10	205
An 1	Adolescents (12-17 ans)	75	60	3	138
An 2	Adolescents (12-17 ans)	50	40	4	94
An 3	Adolescents (12-17 ans)	45	40	3	88
An 4	Adolescents (12-17 ans)	135	120	15	270
An 1	Jeunes adultes (18-30 ans)	80	70	5	155
An 1	Adultes (31-64 ans)	100	80	10	190
An 2	Jeunes adultes (18-30 ans)	59	42	6	107

An 2	Adultes (31-64 ans)	63	50	8	121
An 3	Jeunes adultes (18-30 ans)	58	45	10	113
An 3	Adultes (31-64 ans)	63	48	7	118
An 4	Jeunes adultes (18-30 ans)	150	145	25	320
An 4	Adultes (31-64 ans)	200	175	30	405

Nombre de personnes différentes ciblées directement par le projet

Principales caractéristiques des personnes ciblées directement

Les personnes racisées
Les personnes migrantes à statut précaire incluant les personnes demandeuses d'asile ou sans statut
Les personnes résidentes de logements sociaux
Les personnes LGBTQ2IA+
Les personnes vivant de l'isolement ou à risque de l'être

Nombre d'organisations différentes ciblées directement par le projet :

Année	Total organisations
An 1	4
An 2	6
An 3	8
An 4	9

Année	Montant demandé initial	Montant demandé ajusté	Autofinancement	Contributions partenaires	Coût par édition
An 1	50 000		15 000	57 196	122 196
An 2	50 000	51 000	15 000	62 196	128 196
An 3	50 000	52 020	15 000	72 196	139 216
An 4	50 000	53 060	15 000	77 196	145 256

Budget global du projet

Résumé de la prévision budgétaire du projet

Attestation d'intégrité :

En soumettant la présente demande, l'organisme reconnaît s'être assuré de l'exactitude des informations et que la personne responsable a approuvé le dépôt de celle-ci.

Oui

L'unité administrative responsable du sommaire décisionnel a en sa possession la version intégrale de cette demande de soutien financier.

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ DU MESS

Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
Québec

PROTOCOLE DE COMMUNICATION PUBLIQUE DE LA CONVENTION D'AIDE FINANCIÈRE 2024-2029 – ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ DANS LE CADRE DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES

Ce document s'adresse aux partenaires des Alliances pour la solidarité et aux organismes subventionnés.

1. CONTEXTE

Le présent protocole de communication publique vise à indiquer les principes et les modalités de communication qui guideront les partenaires signataires (ci-après, « Partenaires ») de la Convention.

En effet, la Convention d'aide financière 2024-2029 – Alliances pour la solidarité dans le cadre du Fonds québécois d'initiatives sociales (ci-après, « Convention ») contient la clause 9 sur les communications qui indique que « Les Parties conviennent que toute annonce publique issue de l'Alliance, dont l'annonce de la signature de la Convention ou de toute autre initiative du Partenaire dans le cadre de l'Alliance, doit respecter les modalités du Protocole de communication publique de la Convention d'aide financière 2024-2029 – Alliances pour la solidarité dans le cadre du Fonds québécois d'initiatives sociales. »

2. PRINCIPES DIRECTEURS

Le présent protocole de communication publique s'applique à l'ensemble des Partenaires avec qui le gouvernement du Québec a signé la Convention.

2.1 Les Partenaires conviennent que toute annonce publique relative à la Convention doit respecter les modalités du présent Protocole de communication publique.

2.2 Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale doit être informé au préalable de l'ensemble des annonces publiques liées aux projets financés dans le cadre de la Convention et avoir l'opportunité de participer à ladite annonce, incluant la diffusion d'un communiqué.

2.3 Tous les outils de communication utilisés doivent faire connaître au minimum :

- le titre du ou des projets;
- la mention minimale, la mention complète ou la mention officielle, selon le cas, prévue au tableau, en annexe;
- la contribution financière du Fonds québécois d'initiatives sociales;
- la nature du ou des projets;
- les partenaires de la Convention, dont le Ministère.

Les moyens utilisés doivent respecter le Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec et être approuvés par le Ministère. Pour vous guider, consultez le tableau ci-après.

Tous les outils de communication produits dans le cadre des Alliances pour la solidarité doivent être déposés à la Direction générale de Services Québec concernée pour qu'elle les valide[1]. Le niveau de validation ministérielle sera déterminé selon l'outil utilisé et le contenu véhiculé.

[1] La validation concerne, entre autres, la conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec, la visibilité gouvernementale et la politique linguistique ministérielle. Par ailleurs, toute anomalie (ex. : image discordante) est signalée.

3. MODALITÉS DE COMMUNICATION

3.1 Les Partenaires doivent, 15 jours ouvrables avant toute annonce publique liée à la Convention, transmettre au Ministère l'information relative au projet soutenu et à l'annonce qui en découle. Cette information doit être transmise à la Direction générale de Services Québec concernée[2].

3.2 Dans le cas où le ou les projets soutenus donnent lieu à une annonce publique, celle-ci est organisée en collaboration entre la Direction générale des communications du Ministère, la Direction générale de Services Québec, le Partenaire et l'organisme impliqué.

4. CLAUSE DE VISIBILITÉ LIANT LES ORGANISMES SUBVENTIONNÉS

4.1 Les lettres d'entente, les contrats ou les protocoles relatifs à des subventions accordées à des organismes subventionnés dans le cadre de cette Convention doivent comporter une clause de visibilité, agréée par les Partenaires. Les Partenaires des Conventions sont responsables d'insérer cette clause de visibilité à l'intérieur des lettres d'ententes, des contrats ou des protocoles qu'ils signent avec les organismes subventionnés dans le cadre de cette convention.

4.2 Le libellé de la clause de visibilité reprendra les éléments suivants :

- lorsqu'ils produisent des documents, quel qu'en soit le support, les organismes subventionnés dans le cadre de cette convention, ou rémunérés à la suite d'un contrat réalisé pour le compte des partenaires, doivent mentionner sur le document que celui-ci, ou le projet auquel il se réfère, a été financé par le Fonds québécois d'initiatives sociales, administré par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale;
- de plus, lorsqu'il s'agit de documents promotionnels (affiche, dépliant, brochure, publicité, stand, site Web, etc.), de documents d'information ou de rapports de recherche, la participation du Ministère doit être mentionnée et des éléments de visibilité doivent y être apposés pour faire connaître la contribution du gouvernement du Québec, conformément aux exigences du Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec.
- par ailleurs, si le projet d'un organisme subventionné donne lieu à un événement public, l'organisme doit convier le Ministère à y participer, et ce, au moins 15 jours ouvrables à l'avance;
- la visibilité accordée aux partenaires de la Convention n'exclut pas qu'une visibilité soit consentie à tout autre partenaire au projet subventionné, sur accord du Ministère et du Partenaire signataire de la Convention.

Visibilité requise et conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec

Pour vous guider en matière de visibilité requise au regard de la contribution du gouvernement du Québec, le tableau suivant a été produit. L'emplacement conforme du logo est quant à lui expliqué à la section 2.

Les Partenaires sont responsables de transmettre aux organismes qu'ils subventionnent les informations relatives à la visibilité requise et à la conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec.

[2] Minimalement, la Direction générale de Services Québec doit être informée de toute annonce publique. Celle-ci effectuera les liens avec la Direction générale des communications et le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales.

1. Visibilité requise selon l'outil de communication utilisé

Le tableau suivant présente les éléments qui doivent apparaître dans les outils de communication pour que les normes de visibilité gouvernementale soient respectées.

Outil de communication	Élément assurant la visibilité gouvernementale			
	Logo officiel : 	**Mention minimale :** **« En partenariat avec les Alliances pour la solidarité et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale »**	**Mention complète :** **« Le — *nom du projet* — est réalisé par les Alliances pour la solidarité, en collaboration avec le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. »**	**Mention officielle :** **« Le — nom du projet — est réalisé grâce à une aide financière issue du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS), dans le cadre de l'Alliance pour la solidarité, en collaboration avec le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. »**
Communiqué de presse et conférence de presse (Rappel : l'organisme doit aviser le Ministère 15 jours ouvrables à l'avance pour permettre une possible participation ministérielle ou l'ajout d'une citation).	S. O.[3]	S. O.	S. O.	**Oui** Dans ce cas, la mention ci-dessus doit obligatoirement apparaître **dans le préambule** (« lead ») du communiqué.
Entrevue ciblée avec les médias (ex : article avec les médias)	S. O.	**Oui**	S. O.	S. O.
Publicité imprimée ou numérique dans les journaux ou dans les hebdomadaires locaux, régionaux ou nationaux.	**Oui**	**Oui**	La mention complète peut être utilisée en remplacement de la mention minimale.	S. O.
Section du site Web des organismes subventionnés et des mandataires traitant de l'Alliance pour la solidarité.	**Oui**	S. O.	**Oui**	S. O.
Article dans une infolettre ou courriel traitant de l'Alliance pour la solidarité.	**Oui**	**Oui**	La mention complète peut être utilisée en remplacement de la mention minimale.	S. O.
Autres publicités, vidéos ou informations sur le Web et dans les médias sociaux.	**Oui**			S. O.
Imprimé (Affiche, dépliant).	**Oui**			S. O.
Matériel événementiel (invitation, papillon officiel et kiosque).	**Oui**			S. O.
Radio (lors d'entrevue ou de publicité).	S. O.	**Oui**	S. O.	S. O.
Documentation officielle des organismes signataires et des mandataires concernant les projets (ex. : rapport, document d'appels de projets).	**Oui**	S. O.	**Oui**	S. O.

[3] S. O. : sans objet

2. Conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec

a. Emplacement du logo officiel pour les outils de communication

Le logo à utiliser dans le cadre des Alliances pour la solidarité est celui du gouvernement du Québec. Le logo doit figurer en bas à gauche de la page. Les logos des organismes signataires ou mandataires et ceux des autres partenaires des Alliances pour la solidarité peuvent aussi être ajoutés sous le logo gouvernemental.



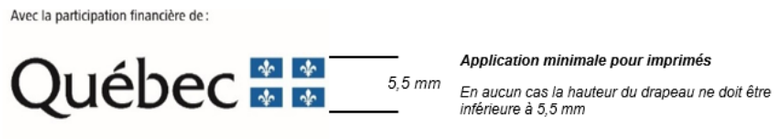
b. Zone de protection et taille minimale du logo officiel

Afin d'assurer une visibilité convenable pour la signature, il faut toujours laisser autour de celle-ci une zone de protection exempte de texte ou de tout autre élément graphique, et ce, que le média soit imprimé ou électronique.

La largeur des zones de protection correspond à la largeur d'un rectangle du drapeau du Québec.



La hauteur du drapeau du Québec ne doit pas être inférieure à 5,5 mm. La signature doit être facilement reconnaissable et lisible. Il ne faut pas déformer la signature en l'étirant horizontalement ou verticalement.



c. Emplacement de la mention minimale ou de la mention complète

Dans un communiqué, la mention officielle (voir tableau) doit obligatoirement apparaître dans le préambule (« lead »).

Dans les autres cas, la mention minimale ou la mention complète doit être placée à l'intérieur du document, à l'intérieur de la page couverture du document ou à la toute fin de l'outil de communication concerné.

3. Pour plus d'information

Pour obtenir plus d'information sur la visibilité requise et la conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec :

Pour le Partenaire

Contacter le communicateur régional de la Direction générale de Services Québec concernée.

Pour l’organisme subventionné

Contacter l’agente ou l’agent régional de liaison des Alliances pour la solidarité.

ANNEXE 3

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ GÉNÉRAL

Ce protocole définit les dispositions que le **Conseil des éducateurs noirs du Québec inc.** (ci-après l'« **Organisme** ») doit respecter afin d'accorder une visibilité à la Ville dans le cadre de la présente convention relativement au projet intitulé *Élévation académique: Soutien familial pour la jeunesse marginalisée de Montréal (*ci-après le « **Projet** »).

1. ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

1.1 Présenter et faire approuver un plan de communication visant à fournir une visibilité à la mesure du soutien de la Ville; ce plan devra énumérer les moyens que l'Organisme utilisera pour communiquer des renseignements sur le Projet, et la fréquence prévue de ces communications.

1.2 Faire approuver tous les outils de communication, à l'exception des publications sur les réseaux sociaux, selon les exigences, les modalités et les délais prévus au présent protocole de visibilité.

1.3 S'assurer que les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations prévues au présent protocole de visibilité.

1.4 Offrir à la Ville la possibilité de participer aux événements médiatiques et publics, comme défini au paragraphe 2.2 du présent protocole de visibilité.

1.5 Ne pas diffuser une première communication publique avant d'avoir obtenu l'autorisation du Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention.

2. COMMUNICATIONS

2.1 Reconnaissance de la Ville

2.1.1 Faire état de la contribution de la Ville lors des communications publiques et des communications écrites au moment le plus opportun, tel qu'au lancement ou à la clôture du Projet, à la signature de la convention, etc.

2.1.2 Apposer le logo de la Ville sur tous les outils de communication imprimés, numériques ou électroniques, selon les modalités décrites à l'article 3 du présent protocole de visibilité :

S'assurer que ce logo est mis en évidence si la Ville est l'unique ou le principal partenaire;

Inclure le logo de la Ville parmi ceux des autres partenaires du Projet, s'il y a lieu;

S'assurer de reconnaître équitablement l'ensemble de la contribution de la Ville dans la réalisation du Projet advenant la présence de plusieurs partenaires;

Ajouter l'une des mentions définies au sous-paragraphe 2.1.3 du présent protocole de visibilité, lorsque l'insertion du logo n'est pas possible.

2.1.3 Inclure l'une des mentions suivantes, selon la nature de la convention, minimalement une fois pour chacun des supports écrits, tels que les réseaux sociaux, le site Web, les communiqués de presse ou le programme d'activités :

« Le projet [Nom du Projet] est réalisé avec le soutien de la Ville de Montréal dans le cadre de l'entente [nom de l'Entente] »;

« [Nom de l'Organisme] remercie la Ville de Montréal pour sa contribution dans la réalisation du projet [nom du Projet] »;

« Le projet [Nom du Projet] est offert avec la collaboration de la Ville de Montréal »;

« Le projet « [Nom du projet] » est réalisé en partenariat avec la Ville de Montréal ».

2.2 Relations médias et événements publics

2.2.1 Lors d'une annonce importante ou d'un événement public :

Mentionner verbalement la contribution de la Ville en employant l'une des mentions définies au sous-paragraphe 2.1.2 du présent protocole de visibilité;

Inviter par écrit un représentant ou une représentante politique de la mairie de Montréal ou du comité exécutif **au moins vingt (20) jours ouvrables** à l'avance, comme défini au sous-paragraphe 3.3.2 du présent protocole de visibilité;

Advenant la participation d'un représentant ou d'une représentante politique de la mairie de Montréal et du comité exécutif :

en informer le Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention;

coordonner et effectuer le suivi avec le cabinet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance et valider les règles protocolaires en matière d'événements publics;

Assurer l'accréditation média des personnes représentant la Ville ainsi que de celles qu'elles ont mandatées (photographe, vidéaste, relationniste, etc.);

Prendre en charge la gestion des droits des photos, des vidéos et de tout autre matériel qui pourraient être diffusés sur les plateformes de la Ville à des fins strictement promotionnelles et non commerciales;

Lors d'une captation visuelle (télédiffusion, webdiffusion, etc.), s'assurer que :

le logo de la Ville apparaît dans le champ de vision;

les personnes présentes sont informées, par écrit ou verbalement, que l'événement fait l'objet d'une captation et que celles qui pourraient être reconnaissables dans la vidéo ont autorisé l'utilisation de leur image.

2.2.2 Offrir par écrit à la mairie de Montréal la possibilité d'inclure un message officiel dans le programme de l'Organisme, **au moins trente (30) jours ouvrables** avant la date de la diffusion ou de l'impression, et informer le Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention advenant l'acceptation de l'offre.

2.3 **Publicité et promotion**

2.3.1 Diffuser sur les réseaux sociaux une publication servant exclusivement à reconnaître la contribution de la Ville en s'assurant d'y inclure l'une des mentions définies au sous-paragraphe 2.1.3 du présent protocole de visibilité et un lien vers les plateformes appropriées, soit :

Pour une publication sur LinkedIn : https://www.linkedin.com/company/ville-de-montr-al/;

Pour une publication sur Instagram : @mtl_ville;

Pour une publication sur Facebook :

@AffairesEconomieInnovationMTL pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique;

@mtlville pour les autres types de projets;

Pour une publication sur X :

@AffairesMtl pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique;

@mtl_ville pour les autres types de projets.

2.3.2 Mentionner le Projet dans le site Web de l'Organisme et ajouter un hyperlien vers le site de la Ville, montreal.ca, si applicable.

2.3.3 Lorsque des vidéos ou des animations sont réalisées dans le cadre du Projet, s'assurer d'intégrer le logo de la Ville, conformément aux modalités définies à l'article 3 du présent protocole de visibilité.

2.3.4 Convenir des visuels pertinents (vidéo, photo, etc.) avec la personne responsable des communications de la Ville et, si applicable, les lui remettre libres de droits avant le lancement de la

campagne de communication, afin que la Ville puisse les utiliser pour promouvoir son engagement si elle le souhaite.

2.3.5 **Lors d'un événement public ou d'activités sur un site** et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables** à l'avance :

La diffusion gratuite d'une vidéo de 15 à 30 secondes produite par la Ville afin de promouvoir l'engagement de celle-ci auprès de la population;

La diffusion d'un message rédigé par la Ville et destiné aux participants, advenant la présence d'un animateur sur le site;

La possibilité d'installer des bannières promotionnelles ou un kiosque (d'une dimension maximale de 10 pi x 20 pi, alimenté en électricité et situé à un emplacement gratuit dans un secteur fréquenté ou tout autre support jugé pertinent par les organisateurs et la personne responsable des communications à la Ville afin que celle-ci puisse avoir une visibilité sur le site ou interagir avec le public.

2.3.6 Fournir un espace publicitaire gratuit dans le programme imprimé ou numérique, **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance; le matériel sera fourni par la Ville, sur demande envoyée à visibilite@montreal.ca.

2.4 **Bilan de visibilité**

2.4.1 Remettre un bilan au Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention **au plus tard trente (30) jours ouvrables** après la fin du Projet. Y inclure :

une courte description du projet (30-50 mots);

une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied;

une revue de presse couvrant le Projet;

des photos du Projet libres de droits afin que la Ville puisse les utiliser pour promouvoir sa contribution au Projet si elle le souhaite;

toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participants;

des statistiques pour chacun des médias utilisés, dont :

le nombre d'abonnés;

le nombre de publications ou de vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci;

la portée ou fréquence des publications ou des vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci;

le nombre d'impressions et de clics pour les autres médias numériques;

le nombre de visiteurs uniques pour les pages du site Web où la Ville a une visibilité (grâce à un logo ou à une mention);

le taux PEB/nombre d'occasions (radio, télé, affichage, quotidien) si la Ville a une visibilité dans ces médias (grâce à un logo ou à une mention).

3. MODALITÉS

3.1 Normes graphiques et linguistiques

3.1.1 Respecter les directives sur l'utilisation du logo définies dans le Complément au Protocole de visibilité de la Ville.

3.1.2 Respecter l'ordre convenu pour le positionnement des logos de la Ville et des autres partenaires sur tous les outils de communication.

3.1.3 Ne pas utiliser le nom ou le logo de la Ville, en tout ou en partie, en dehors du contexte de la convention sans l'autorisation de la Ville.

3.2 Approbations

3.2.1 Soumettre pour approbation au Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention :

le plan de communication défini au sous-paragraphe 1.1 du présent protocole de visibilité **dans un délai raisonnable** pour lui permettre de l'évaluer et de fournir une rétroaction;

le communiqué de presse, tout document média et les textes soulignant la contribution de la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables** avant leur diffusion.

3.2.2 Soumettre pour approbation à la Direction des communications corporatives de la Ville le positionnement des logos sur toutes les communications imprimées, numériques et électroniques du Projet, **au moins quinze (15) jours ouvrables** avant leur impression ou diffusion.

3.2.3 Advenant la participation d'un représentant ou d'une représentante politique à un événement médiatique, soumettre pour approbation à la **mairie de Montréal** le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance.

3.3 Contacts

3.3.1 Direction des communications corporatives de la Ville

Écrire à visibilite@montreal.ca pour :

offrir l'un ou l'ensemble des éléments de visibilité spécifiés dans le présent protocole de visibilité;

faire la demande pour obtenir les versions officielles et téléchargeables du logo de la Ville;

faire approuver l'utilisation et le positionnement des logos sur les outils de communication en s'assurant de joindre une copie de ces outils en basse résolution.

3.3.2 Mairie de Montréal

Pour rejoindre la mairie de Montréal afin d'offrir ou de faire approuver un élément de visibilité concernant un représentant ou une représentante politique, écrire à mairesse@montreal.ca.

IMPORTANT :
Lors de toute communication avec la mairie de Montréal ou la Direction des communications corporatives de la Ville, s'assurer de préciser dans sa demande que le Projet est subventionné par le biais de la convention et du programme Alliance pour la solidarité dans le cadre du Fonds québécois d'initiatives sociales.

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
ALLIANCE POUR LA SOLIDARITÉ
DANS LE CADRE DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
Sommaire décisionnel # 1257570001

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, **ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES—NOTRE-DAME-DE-GRÂCE**, personne morale de droit public ayant son bureau d'arrondissement au 5160, boulevard Décarie, bureau 600, Montréal (Québec) H3X 2H9, agissant et représentée par Geneviève Reeves, secrétaire d'arrondissement dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la résolution CA04 1704, du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **FEMME DU MONDE À CÔTE-DES-NEIGES**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38), dont l'adresse principale est le 6767, chemin de la Côte-des-Neiges, bureau 597, Montréal (Québec) H3S 2T6, agissant et représentée par Amira Bensahli, coordonnatrice dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 68686767RT0001
Numéro d'inscription TVQ : 1146204533
Numéro de charité : 868686767RR0001

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale* (RLRQ, c. L-7) institue une Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ainsi que le Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS), lequel vise à soutenir financièrement la réalisation de projets, d'actions et d'initiatives afin d'atteindre les buts de la Stratégie nationale;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec a dévoilé le 21 juin 2024 le Plan d'action gouvernemental visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024-2029 - Mobiliser - Accompagner - Participer, dans lequel il est prévu à la mesure 3.1.1.1 de poursuivre et de bonifier les Alliances pour la solidarité sur l'ensemble du territoire québécois, y compris avec des organisations autochtones afin que les acteurs locaux ou régionaux puissent investir les ressources disponibles selon les priorités établies en concertation avec leurs milieux;

ATTENDU QUE la Ville et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (ci-après le « **MESS** ») ont conclu une convention d'aide financière pour l'Alliance pour la solidarité dans le cadre du Fonds québécois d'initiatives sociales, pour la période du 1er avril 2024 au 31 mars 2029 pour le territoire de l'agglomération de Montréal (ci-après la « **Convention Ville-MESS** »), laquelle prévoit une aide financière totale de 55 M$ accordée à la Ville sur cinq (5) ans ;

ATTENDU QUE le MESS et la Ville ont convenu que cette dernière assume la gestion de la Convention Ville-MESS et l'octroi des aides financières sur son territoire;

ATTENDU QUE l'Organisme souhaite intervenir par des actions et initiatives de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale;

ATTENDU QUE l'Organisme a comme mission de briser l'isolement des femmes, de les accompagner dans la (re)découverte de leur potentiel et la reprise de leur pouvoir dans une perspective féministe intersectionnelle, décoloniale et de justice sociale;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation de son Projet tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti;

ATTENDU QUE le *Règlement sur la gestion contractuelle* adopté par la Ville en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* s'applique à la présente convention et qu'il est disponible pour consultation sur le site de la Ville.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

« **Annexe 1** » :	désigne la description du Projet (demande de soutien);

« **Annexe 2** » :	désigne le protocole de visibilité du MESS, tel que mentionné au paragraphe 4.4.1 de la présente convention;
« **Annexe 3** » :	désigne le protocole de visibilité de la Ville, tel que mentionné au paragraphe 4.4.1 de la présente convention, le cas échéant;
« **Projet** » :	désigne le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
« **Rapport annuel** » :	désigne le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;
« **Reddition de compte** » :	désigne les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées; de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document ou information exigés par le Responsable dans le cadre du Projet;
« **Responsable** » :	désigne le directeur de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;
« **Unité administrative** » :	désigne la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser son Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue au paragraphe de la présente convention;

4.2 **Autorisations et permis**

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs au Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 **Respect des lois**

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment l'affichage de l'Organisme sur toute propriété de la Ville, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de ses installations, le cas échéant;

4.3.3 dans la mesure où l'Organisme traiterait ou aurait accès à des renseignements personnels pendant la durée de la présente convention, traiter de manière confidentielle ces renseignements personnels et se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, étant toutefois expressément convenu par les Parties que tout tel traitement par l'Organisme sera fait exclusivement pour son propre compte et non pour celui de la Ville et que celle-ci n'encourra aucune responsabilité à cet égard.

4.4 **Promotion et publicité**

4.4.1 faire état de la participation financière du MESS, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, et de la Ville, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 3, le cas échéant, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention, et faire en sorte que ceux-ci reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MESS, notamment par rapport aux autres partenaires au Projet, étant entendu qu'ils doivent être préalablement approuvés par écrit par le Responsable et par le MESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MESS aux différents événements concernant le Projet et respecter toute autre modalité prévue aux protocoles de visibilité, joints aux annexe 2 et 3, le cas échéant;

4.5 **Aspects financiers**

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, il est entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 30 avril de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente convention et le 31 mars 2026 pour la première année et la période du 1er avril d'une année au 31 mars de l'année suivante pour les années subséquentes;

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité du Projet distincte de celle concernant les autres projets ou secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville et le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du Vérificateur général du Québec ou de leurs représentants, durant les heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et leur fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les cent vingt (120) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 transmettre au Responsable, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers au plus tard cent vingt (120) jours suivant la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle

contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre au Responsable, ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers vérifiés au plus tard cent vingt (120) jours suivant la fin de son exercice financier;

La transmission au Vérificateur général de la Ville doit être faite par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1);

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 **Remise de documents**

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7 **Responsabilité**

4.7.1 tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de la présente convention;

4.7.2 prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre eux par des tiers et indemniser la Ville en capital, intérêts et frais de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre eux ainsi que de toute somme qu'elle aura dû débourser pour défendre leurs intérêts avant ou après un tel jugement en raison de la présente convention;

4.7.3 malgré ce qui précède, l'Organisme n'est pas tenu d'indemniser la Ville ou de prendre son fait et cause lorsque cette obligation découlerait directement d'une faute lourde ou intentionnelle commise par la Ville ou ses employés, représentants et mandataires.

4.8 Communications des informations

4.8.1 fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de la demande;

4.8.2 autoriser la Ville à transmettre au MESS, aux ministères et aux organismes du gouvernement du Québec qui peuvent être concernés par la présente convention une copie de la présente convention ainsi que sur demande,

toute information, document ou autre concernant l'Organisme ou la présente convention.

4.9 **Séance du conseil d'arrondissement**

Lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

Sous réserve de l'obtention des crédits par la Ville du MESS en vertu de la convention Ville-MESS, la Ville s'engage à ce qui suit.

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville convient de lui verser une contribution financière maximale de cent quarante un mille quatre cents dollars (141 400 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 **Versements**

La contribution financière sera remise à l'Organisme en quatre versements :

5.2.1 Pour l'année 2025-2026 :

5.2.1.1. une somme maximale de soixante-trois mille dollars (63 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

5.2.1.2. une somme maximale de sept mille dollars (7 000 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport annuel 2025-2026 à la satisfaction du Responsable;

5.2.2 Pour l'année 2026-2027 :

5.2.2.1. une somme maximale de soixante-quatre mille deux cent soixante dollars (64 260 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

5.2.2.2. une somme maximale de sept mille cent quarante dollars (7 140 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport annuel 2026-2027 à la satisfaction du Responsable;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 **Ajustement de la contribution financière**

Toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet doit être remise à la Ville à la fin de la présente convention sauf si une résolution dûment adoptée par l'instance compétente de la Ville autorise l'Organisme à la conserver. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, sans délai et par écrit, de l'existence de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent, dont, notamment :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du *Règlement sur la gestion contractuelle* de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux sous-paragraphes 6.3.1 à 6.3.3.

6.4 L'Organisme doit utiliser toute somme versée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, la contribution ne pouvant en aucun cas

servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Organisme déclare et garantit :

7.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

7.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

7.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et, notamment, ceux lui permettant de consentir la licence prévue au paragraphe 9.2 de la présente convention;

7.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 8
ASSURANCES

8.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme assurée additionnelle. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne doit être applicable à la Ville.

8.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur.

8.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 9
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

9.1 Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents, photos, vidéos, données et autres remis à la Ville dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

9.2 L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à reproduire, à adapter, à modifier, à communiquer, à publier, à diffuser, à traduire, à conserver et à copier les Rapports en tout ou en partie, sous quelque forme ou support que ce soit à des fins municipales.

ARTICLE 10
DÉFAUT

10.1 Il y a défaut :

10.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

10.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

10.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

10.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

10.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 10.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

10.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 10.1.2, 10.1.3 ou 10.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

10.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 10.2 ou 10.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

ARTICLE 11
DURÉE

La présente convention prend effet à la date de sa dernière signature et se termine, sous réserve des articles 10 et 12, au plus tard le 31 mars 2027.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 12
RÉSILIATION ET SUSPENSION

12.1 La Ville peut résilier la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Le Responsable avise l'Organisme par écrit de son intention de présenter à l'instance compétente de la Ville une recommandation à cet effet. À la réception de cet avis, l'Organisme doit soumettre dans un délai de dix (10) jours tous les rapports et documents exigés par le Responsable en joignant toutes les pièces justificatives requises.

12.2 Lorsque l'avis d'intention fait état d'une résiliation de la présente convention, l'Organisme doit, dès réception de cet avis, cesser immédiatement l'exécution de toutes activités pouvant engager des coûts à être financés à même la contribution financière versée par la Ville, en attendant la décision de l'instance compétente de la Ville et, dans l'intervalle, respecter les instructions émises par le Responsable. La Ville n'acquittera que le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet en date de l'avis d'intention.

12.3 En cas de résiliation, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

12.4 Le Responsable peut suspendre l'exécution de la présente convention, en tout temps, pourvu qu'il avise par écrit l'Organisme de cette suspension. Ce dernier doit se conformer aux instructions émises par le Responsable à ce sujet.

12.5 Lorsque le Responsable informe l'Organisme qu'il peut reprendre la réalisation du Projet, celui-ci doit le faire selon les conditions et le délai convenus avec le Responsable.

12.6 La résiliation ou la suspension de la présente convention ne donnent droit à l'Organisme à aucune compensation ou indemnité et celui-ci convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation ou de la suspension de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 **Représentations de l'Organisme**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de

communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 6767, chemin de la Côte-des-Neiges, bureau 597, Montréal (Québec) H3S 2T6, et tout avis doit être adressé à l'attention du Amira Bensahli, coordonnatrice. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 5160, boulevard Décarie, bureau 600, Montréal (Québec) H3X 2H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AU LIEU ET À LA DATE INDIQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20___

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Geneviève REEVES
Secrétaire d'arrondissement

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20___

FEMME DU MONDE À CÔTE-DES-NEIGES

Par : _____
Amira Bensahli, Coordonnatrice

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal, le _____e jour de _____ 2025

(Résolution CA_____).

ANNEXE 1

PROJET

Montréal

001076-Itinérance cachée, réalité éclairée

Identification du projet

Nom de l'organisme : Femmes du monde à Côte-des-Neiges

Appel à projet : Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce - Appel de projets Agir Ensemble - Entente Ville-MESS 2025-2029

Titre de la demande : Itinérance cachée, réalité éclairée

Durée du projet :

Année	Date début période réalisation	Date fin période réalisation	Édition
An 1	2025-04-01	2026-03-31	
An 2	2026-04-01	2027-03-31	

Correspondance avec le programme

Axe parent	*Axe*
2. Miser sur le pouvoir d'agir	2.1 Une plus grande capacité d'agir individuelle et collective pour améliorer la qualité de vie des personnes
3. Renforcer le tissu social	3.1 Des réseaux d'entraide et de solidarité renforcés
3. Renforcer le tissu social	3.2 Des communautés inclusives où chaque personne se sent valorisée, respectée et incluse, indépendamment de sa situation et de son identité

Signataire et convention

Responsable de l'organisme : Amira Bensahli

Contact associé à l'organisme :

Autre :

Description et planification

Description du projet (qui, quoi, quand, où, comment) :

Le projet est porté par Femmes du monde à Côte-des-Neiges, en collaboration avec des partenaires stratégiques tels que Prévention CDN-NDG, la Table itinérance et l'organisme l'Anonyme. Il s'agit de sensibiliser la communauté, d'offrir un soutien direct et de renforcer la cohabitation sociale. En s'appuyant sur une approche inclusive et intersectionnelle, le projet cible principalement les femmes et les personnes non binaires en situation d'itinérance cachée, incluant celles vivant avec un statut migratoire précaire ou subissant des violences genrées, tout en mobilisant les résidentes et les membres de la communauté locale pour favoriser une meilleure compréhension de ces réalités souvent invisibilisées.
Le projet repose sur plusieurs volets complémentaires. Une recherche approfondie permettra de documenter les besoins et les défis liés à l'itinérance cachée dans le quartier. Cette recherche sera réalisée grâce à une revue de la littérature, aux recommandations d'un comité aviseur composé de professionnel·le·s du domaine, et à l'expertise d'un comité consultatif regroupant des personnes ayant vécu ou vivant de l'itinérance cachée. Ce travail sera crucial pour orienter les actions du projet et proposer des solutions adaptées aux réalités locales.
En parallèle, des activités de proximité seront mises en place pour rejoindre directement les personnes en situation d'itinérance cachée et leur offrir un soutien concret et adapté. Ces actions incluront des visites de terrain, la distribution de ressources essentielles comme des trousses d'urgence, et l'organisation de groupes de soutien pour favoriser le partage d'expériences et briser l'isolement.
Afin de réduire les préjugés et d'encourager une cohabitation sociale harmonieuse, des ateliers de sensibilisation seront organisés pour les résident·e·s et les acteur·ices locaux. Ces ateliers permettront de démystifier l'itinérance cachée, de faire le lien avec les enjeux de statut migratoire et de violences genrées, et de réfléchir collectivement à des moyens de bâtir un environnement plus inclusif. Ces efforts seront complétés par une campagne de communication qui mettra en lumière les récits et les témoignages anonymes de personnes concernées, afin de briser les stéréotypes et de promouvoir une

meilleure compréhension des réalités vécues.
Tout au long du projet, une évaluation continue sera réalisée pour mesurer l'impact des activités et adapter les approches si nécessaire. À la fin des quatre années, un rapport final sera produit, incluant des recommandations claires pour orienter les décideurs locaux et les futures interventions dans le quartier.
Ce projet a pour ambition de transformer la perception de l'itinérance cachée à Côte-des-Neiges, de renforcer l'accès aux ressources pour les personnes les plus vulnérables et de sensibiliser la communauté à l'importance d'une cohabitation sociale inclusive.

Quels sont les résultats attendus à la fin du projet ? De quelle façon le projet pourra-t-il répondre aux enjeux ?

À la fin du projet, nous prévoyons plusieurs résultats concrets qui répondront directement aux enjeux liés à l'itinérance cachée. La recherche effectuée permettra de brosser un portrait détaillé et nuancé des réalités de l'itinérance cachée dans l'arrondissement. Grâce à la revue de la littérature, aux sondages et aux contributions des comités aviseur et consultatif, ces données approfondiront la compréhension des défis structurels et sociaux auxquels ces populations sont confrontées, tout en informant les futures interventions locales et décisions politiques. Les activités de proximité offriront un soutien direct aux personnes concernées. Le projet leur fournira des ressources essentielles d'urgences tout en organisant des groupes de soutien pour briser leur isolement. Ces espaces sécuritaires favoriseront la résilience et offriront des solutions concrètes à leurs besoins immédiats.
En parallèle, les ateliers de sensibilisation permettront de déconstruire les préjugés associés à l'itinérance cachée. Cette sensibilisation encouragera la solidarité et une cohabitation sociale plus harmonieuse dans l'arrondissement.
De plus, le projet produira des recommandations claires et des outils pratiques pour orienter les politiques locales et les initiatives futures. Ces recommandations, fondées sur les données recueillies et les expériences du projet, serviront de référence pour des actions durables visant à répondre aux défis spécifiques de l'itinérance cachée.
Ce projet comblera le manque de données et de reconnaissance autour de l'itinérance cachée, tout en offrant un soutien direct aux personnes concernées. En impliquant activement les résident·e·s de l'arrondissement, il encouragera une meilleure compréhension collective et réduira les discriminations. Enfin, il renforcera l'accès aux services pour les populations marginalisées tout en établissant une base solide pour des actions futures et une cohabitation sociale inclusive.

Personnes ciblées par le projet

Année	Groupe d'âge	Femmes	Hommes	Autres identités de genre	Total personnes
An 1	Adultes (31-64 ans)	40	10	10	60
An 2	Adultes (31-64 ans)	50	10	5	65

Nombre de personnes différentes ciblées directement par le projet

Principales caractéristiques des personnes ciblées directement

Les personnes à faible revenu
Les personnes immigrantes
Les personnes vivant avec des enjeux de santé mentale
Les personnes victimes de violence (conjugale, sexuelle, etc.)
Les personnes en situation d'itinérance
Les personnes racisées
Les personnes nouvelles arrivantes (moins de 5 ans)
Les personnes migrantes à statut précaire incluant les personnes demandeuses d'asile ou sans statut
Les personnes LGBTQ2IA+
Les personnes utilisatrices de drogues
Les personnes vivant de l'isolement ou à risque de l'être

Nombre d'organisations différentes ciblées directement par le projet :

Année	Total organisations
An 1	30
An 2	15

Année	Montant demandé initial	Montant demandé ajusté	Autofinancement	Contributions partenaires	Coût par édition
An 1	71 210	70 000	7 600	0	77 600
An 2	76 087	71 400	7 600	0	79 000

Budget global du projet

Résumé de la prévision budgétaire du projet

Attestation d’intégrité :

En soumettant la présente demande, l’organisme reconnaît s’être assuré de l’exactitude des informations et que la personne responsable a approuvé le dépôt de celle-ci.

Oui

L’unité administrative responsable du sommaire décisionnel a en sa possession la version intégrale de cette demande de soutien financier.

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ DU MESS

Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
Québec

PROTOCOLE DE COMMUNICATION PUBLIQUE DE LA CONVENTION D'AIDE FINANCIÈRE 2024-2029 – ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ DANS LE CADRE DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES

Ce document s'adresse aux partenaires des Alliances pour la solidarité et aux organismes subventionnés.

1. CONTEXTE

Le présent protocole de communication publique vise à indiquer les principes et les modalités de communication qui guideront les partenaires signataires (ci-après, « Partenaires ») de la Convention.

En effet, la Convention d'aide financière 2024-2029 – Alliances pour la solidarité dans le cadre du Fonds québécois d'initiatives sociales (ci-après, « Convention ») contient la clause 9 sur les communications qui indique que « Les Parties conviennent que toute annonce publique issue de l'Alliance, dont l'annonce de la signature de la Convention ou de toute autre initiative du Partenaire dans le cadre de l'Alliance, doit respecter les modalités du Protocole de communication publique de la Convention d'aide financière 2024-2029 – Alliances pour la solidarité dans le cadre du Fonds québécois d'initiatives sociales. »

2. PRINCIPES DIRECTEURS

Le présent protocole de communication publique s'applique à l'ensemble des Partenaires avec qui le gouvernement du Québec a signé la Convention.

2.1 Les Partenaires conviennent que toute annonce publique relative à la Convention doit respecter les modalités du présent Protocole de communication publique.

2.2 Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale doit être informé au préalable de l'ensemble des annonces publiques liées aux projets financés dans le cadre de la Convention et avoir l'opportunité de participer à ladite annonce, incluant la diffusion d'un communiqué.

2.3 Tous les outils de communication utilisés doivent faire connaître au minimum :

- le titre du ou des projets;
- la mention minimale, la mention complète ou la mention officielle, selon le cas, prévue au tableau, en annexe;
- la contribution financière du Fonds québécois d'initiatives sociales;
- la nature du ou des projets;
- les partenaires de la Convention, dont le Ministère.

Les moyens utilisés doivent respecter le Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec et être approuvés par le Ministère. Pour vous guider, consultez le tableau ci-après.

Tous les outils de communication produits dans le cadre des Alliances pour la solidarité doivent être déposés à la Direction générale de Services Québec concernée pour qu'elle les valide[1]. Le niveau de validation ministérielle sera déterminé selon l'outil utilisé et le contenu véhiculé.

[1] La validation concerne, entre autres, la conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec, la visibilité gouvernementale et la politique linguistique ministérielle. Par ailleurs, toute anomalie (ex. : image discordante) est signalée.

3. MODALITÉS DE COMMUNICATION

3.1 Les Partenaires doivent, 15 jours ouvrables avant toute annonce publique liée à la Convention, transmettre au Ministère l'information relative au projet soutenu et à l'annonce qui en découle. Cette information doit être transmise à la Direction générale de Services Québec concernée[2].

3.2 Dans le cas où le ou les projets soutenus donnent lieu à une annonce publique, celle-ci est organisée en collaboration entre la Direction générale des communications du Ministère, la Direction générale de Services Québec, le Partenaire et l'organisme impliqué.

4. CLAUSE DE VISIBILITÉ LIANT LES ORGANISMES SUBVENTIONNÉS

4.1 Les lettres d'entente, les contrats ou les protocoles relatifs à des subventions accordées à des organismes subventionnés dans le cadre de cette Convention doivent comporter une clause de visibilité, agréée par les Partenaires. Les Partenaires des Conventions sont responsables d'insérer cette clause de visibilité à l'intérieur des lettres d'ententes, des contrats ou des protocoles qu'ils signent avec les organismes subventionnés dans le cadre de cette convention.

4.2 Le libellé de la clause de visibilité reprendra les éléments suivants :

- lorsqu'ils produisent des documents, quel qu'en soit le support, les organismes subventionnés dans le cadre de cette convention, ou rémunérés à la suite d'un contrat réalisé pour le compte des partenaires, doivent mentionner sur le document que celui-ci, ou le projet auquel il se réfère, a été financé par le Fonds québécois d'initiatives sociales, administré par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale;
- de plus, lorsqu'il s'agit de documents promotionnels (affiche, dépliant, brochure, publicité, stand, site Web, etc.), de documents d'information ou de rapports de recherche, la participation du Ministère doit être mentionnée et des éléments de visibilité doivent y être apposés pour faire connaître la contribution du gouvernement du Québec, conformément aux exigences du Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec.
- par ailleurs, si le projet d'un organisme subventionné donne lieu à un événement public, l'organisme doit convier le Ministère à y participer, et ce, au moins 15 jours ouvrables à l'avance;
- la visibilité accordée aux partenaires de la Convention n'exclut pas qu'une visibilité soit consentie à tout autre partenaire au projet subventionné, sur accord du Ministère et du Partenaire signataire de la Convention.

Visibilité requise et conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec

Pour vous guider en matière de visibilité requise au regard de la contribution du gouvernement du Québec, le tableau suivant a été produit. L'emplacement conforme du logo est quant à lui expliqué à la section 2.

Les Partenaires sont responsables de transmettre aux organismes qu'ils subventionnent les informations relatives à la visibilité requise et à la conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec.

[2] Minimalement, la Direction générale de Services Québec doit être informée de toute annonce publique. Celle-ci effectuera les liens avec la Direction générale des communications et le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales.

1. Visibilité requise selon l'outil de communication utilisé

Le tableau suivant présente les éléments qui doivent apparaître dans les outils de communication pour que les normes de visibilité gouvernementale soient respectées.

Outil de communication	Élément assurant la visibilité gouvernementale			
	Logo officiel : 	**Mention minimale :** **« En partenariat avec les Alliances pour la solidarité et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale »**	**Mention complète :** **« Le — *nom du projet* — est réalisé par les Alliances pour la solidarité, en collaboration avec le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. »**	**Mention officielle :** **« Le — nom du projet — est réalisé grâce à une aide financière issue du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS), dans le cadre de l'Alliance pour la solidarité, en collaboration avec le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. »**
Communiqué de presse et conférence de presse (Rappel : l'organisme doit aviser le Ministère 15 jours ouvrables à l'avance pour permettre une possible participation ministérielle ou l'ajout d'une citation).	S. O.[3]	S. O.	S. O.	**Oui** Dans ce cas, la mention ci-dessus doit obligatoirement apparaître **dans le préambule** (« lead ») du communiqué.
Entrevue ciblée avec les médias (ex : article avec les médias)	S. O.	**Oui**	S. O.	S. O.
Publicité imprimée ou numérique dans les journaux ou dans les hebdomadaires locaux, régionaux ou nationaux.	**Oui**	**Oui**	La mention complète peut être utilisée en remplacement de la mention minimale.	S. O.
Section du site Web des organismes subventionnés et des mandataires traitant de l'Alliance pour la solidarité.	**Oui**	S. O.	**Oui**	S. O.
Article dans une infolettre ou courriel traitant de l'Alliance pour la solidarité.	**Oui**	**Oui**	La mention complète peut être utilisée en remplacement de la mention minimale.	S. O.
Autres publicités, vidéos ou informations sur le Web et dans les médias sociaux.	**Oui**			S. O.
Imprimé (Affiche, dépliant).	**Oui**			S. O.
Matériel événementiel (invitation, papillon officiel et kiosque).	**Oui**			S. O.
Radio (lors d'entrevue ou de publicité).	S. O.	**Oui**	S. O.	S. O.
Documentation officielle des organismes signataires et des mandataires concernant les projets (ex. : rapport, document d'appels de projets).	**Oui**	S. O.	**Oui**	S. O.

[3] S. O. : sans objet

2. Conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec

a. Emplacement du logo officiel pour les outils de communication

Le logo à utiliser dans le cadre des Alliances pour la solidarité est celui du gouvernement du Québec. Le logo doit figurer en bas à gauche de la page. Les logos des organismes signataires ou mandataires et ceux des autres partenaires des Alliances pour la solidarité peuvent aussi être ajoutés sous le logo gouvernemental.



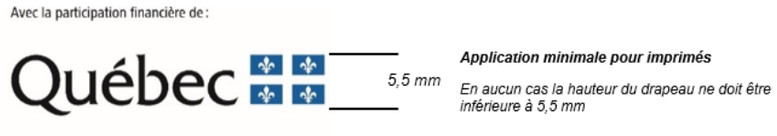
b. Zone de protection et taille minimale du logo officiel

Afin d'assurer une visibilité convenable pour la signature, il faut toujours laisser autour de celle-ci une zone de protection exempte de texte ou de tout autre élément graphique, et ce, que le média soit imprimé ou électronique.

La largeur des zones de protection correspond à la largeur d'un rectangle du drapeau du Québec.



La hauteur du drapeau du Québec ne doit pas être inférieure à 5,5 mm. La signature doit être facilement reconnaissable et lisible. Il ne faut pas déformer la signature en l'étirant horizontalement ou verticalement.



c. Emplacement de la mention minimale ou de la mention complète

Dans un communiqué, la mention officielle (voir tableau) doit obligatoirement apparaître dans le préambule (« lead »).

Dans les autres cas, la mention minimale ou la mention complète doit être placée à l'intérieur du document, à l'intérieur de la page couverture du document ou à la toute fin de l'outil de communication concerné.

3. Pour plus d'information

Pour obtenir plus d'information sur la visibilité requise et la conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec :

Pour le Partenaire

Contacter le communicateur régional de la Direction générale de Services Québec concernée.

Pour l’organisme subventionné

Contacter l’agente ou l’agent régional de liaison des Alliances pour la solidarité.

ANNEXE 3

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ GÉNÉRAL

Ce protocole définit les dispositions que **Femmes du monde à Côte-des-Neiges** (ci-après l'« **Organisme** ») doit respecter afin d'accorder une visibilité à la Ville dans le cadre de la présente convention relativement au projet intitulé *Itinérance cachée, réalité éclairée* (ci-après le « **Projet** »).

1. ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

1.1 Présenter et faire approuver un plan de communication visant à fournir une visibilité à la mesure du soutien de la Ville; ce plan devra énumérer les moyens que l'Organisme utilisera pour communiquer des renseignements sur le Projet, et la fréquence prévue de ces communications.

1.2 Faire approuver tous les outils de communication, à l'exception des publications sur les réseaux sociaux, selon les exigences, les modalités et les délais prévus au présent protocole de visibilité.

1.3 S'assurer que les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations prévues au présent protocole de visibilité.

1.4 Offrir à la Ville la possibilité de participer aux événements médiatiques et publics, comme défini au paragraphe 2.2 du présent protocole de visibilité.

1.5 Ne pas diffuser une première communication publique avant d'avoir obtenu l'autorisation du Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention.

2. COMMUNICATIONS

2.1 Reconnaissance de la Ville

2.1.1 Faire état de la contribution de la Ville lors des communications publiques et des communications écrites au moment le plus opportun, tel qu'au lancement ou à la clôture du Projet, à la signature de la convention, etc.

2.1.2 Apposer le logo de la Ville sur tous les outils de communication imprimés, numériques ou électroniques, selon les modalités décrites à l'article 3 du présent protocole de visibilité :

S'assurer que ce logo est mis en évidence si la Ville est l'unique ou le principal partenaire;

Inclure le logo de la Ville parmi ceux des autres partenaires du Projet, s'il y a lieu;

S'assurer de reconnaître équitablement l'ensemble de la contribution de la Ville dans la réalisation du Projet advenant la présence de plusieurs partenaires;

Ajouter l'une des mentions définies au sous-paragraphe 2.1.3 du présent protocole de visibilité, lorsque l'insertion du logo n'est pas possible.

2.1.3 Inclure l'une des mentions suivantes, selon la nature de la convention, minimalement une fois pour chacun des supports écrits, tels que les réseaux sociaux, le site Web, les communiqués de presse ou le programme d'activités :

« Le projet [Nom du Projet] est réalisé avec le soutien de la Ville de Montréal dans le cadre de l'entente [nom de l'Entente] »;

« [Nom de l'Organisme] remercie la Ville de Montréal pour sa contribution dans la réalisation du projet [nom du Projet] »;

« Le projet [Nom du Projet] est offert avec la collaboration de la Ville de Montréal »;

« Le projet « [Nom du projet] » est réalisé en partenariat avec la Ville de Montréal ».

2.2 Relations médias et événements publics

2.2.1 Lors d'une annonce importante ou d'un événement public :

Mentionner verbalement la contribution de la Ville en employant l'une des mentions définies au sous-paragraphe 2.1.2 du présent protocole de visibilité;

Inviter par écrit un représentant ou une représentante politique de la mairie de Montréal ou du comité exécutif **au moins vingt (20) jours ouvrables** à l'avance, comme défini au sous-paragraphe 3.3.2 du présent protocole de visibilité;

Advenant la participation d'un représentant ou d'une représentante politique de la mairie de Montréal et du comité exécutif :

en informer le Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention;

coordonner et effectuer le suivi avec le cabinet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance et valider les règles protocolaires en matière d'événements publics;

Assurer l'accréditation média des personnes représentant la Ville ainsi que de celles qu'elles ont mandatées (photographe, vidéaste, relationniste, etc.);

Prendre en charge la gestion des droits des photos, des vidéos et de tout autre matériel qui pourraient être diffusés sur les plateformes de la Ville à des fins strictement promotionnelles et non commerciales;

Lors d'une captation visuelle (télédiffusion, webdiffusion, etc.), s'assurer que :

le logo de la Ville apparaît dans le champ de vision;

les personnes présentes sont informées, par écrit ou verbalement, que l'événement fait l'objet d'une captation et que celles qui pourraient être reconnaissables dans la vidéo ont autorisé l'utilisation de leur image.

2.2.2 Offrir par écrit à la mairie de Montréal la possibilité d'inclure un message officiel dans le programme de l'Organisme, **au moins trente (30) jours ouvrables** avant la date de la diffusion ou de l'impression, et informer le Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention advenant l'acceptation de l'offre.

2.3 **Publicité et promotion**

2.3.1 Diffuser sur les réseaux sociaux une publication servant exclusivement à reconnaître la contribution de la Ville en s'assurant d'y inclure l'une des mentions définies au sous-paragraphe 2.1.3 du présent protocole de visibilité et un lien vers les plateformes appropriées, soit :

Pour une publication sur LinkedIn : https://www.linkedin.com/company/ville-de-montr-al/;

Pour une publication sur Instagram : @mtl_ville;

Pour une publication sur Facebook :

@AffairesEconomieInnovationMTL pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique;

@mtlville pour les autres types de projets;

Pour une publication sur X :

@AffairesMtl pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique;

@mtl_ville pour les autres types de projets.

2.3.2 Mentionner le Projet dans le site Web de l'Organisme et ajouter un hyperlien vers le site de la Ville, montreal.ca, si applicable.

2.3.3 Lorsque des vidéos ou des animations sont réalisées dans le cadre du Projet, s'assurer d'intégrer le logo de la Ville, conformément aux modalités définies à l'article 3 du présent protocole de visibilité.

2.3.4 Convenir des visuels pertinents (vidéo, photo, etc.) avec la personne responsable des communications de la Ville et, si applicable, les lui remettre libres de droits avant le lancement de la

campagne de communication, afin que la Ville puisse les utiliser pour promouvoir son engagement si elle le souhaite.

2.3.5 **Lors d'un événement public ou d'activités sur un site** et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables** à l'avance :

La diffusion gratuite d'une vidéo de 15 à 30 secondes produite par la Ville afin de promouvoir l'engagement de celle-ci auprès de la population;

La diffusion d'un message rédigé par la Ville et destiné aux participants, advenant la présence d'un animateur sur le site;

La possibilité d'installer des bannières promotionnelles ou un kiosque (d'une dimension maximale de 10 pi x 20 pi, alimenté en électricité et situé à un emplacement gratuit dans un secteur fréquenté ou tout autre support jugé pertinent par les organisateurs et la personne responsable des communications à la Ville afin que celle-ci puisse avoir une visibilité sur le site ou interagir avec le public.

2.3.6 Fournir un espace publicitaire gratuit dans le programme imprimé ou numérique, **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance; le matériel sera fourni par la Ville, sur demande envoyée à visibilite@montreal.ca.

2.4 Bilan de visibilité

2.4.1 Remettre un bilan au Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention **au plus tard trente (30) jours ouvrables** après la fin du Projet. Y inclure :

une courte description du projet (30-50 mots);

une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied;

une revue de presse couvrant le Projet;

des photos du Projet libres de droits afin que la Ville puisse les utiliser pour promouvoir sa contribution au Projet si elle le souhaite;

toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participants;

des statistiques pour chacun des médias utilisés, dont :

le nombre d'abonnés;

le nombre de publications ou de vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci;

la portée ou fréquence des publications ou des vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celleci;

le nombre d'impressions et de clics pour les autres médias numériques;

le nombre de visiteurs uniques pour les pages du site Web où la Ville a une visibilité (grâce à un logo ou à une mention);

le taux PEB/nombre d'occasions (radio, télé, affichage, quotidien) si la Ville a une visibilité dans ces médias (grâce à un logo ou à une mention).

3. MODALITÉS

3.1 Normes graphiques et linguistiques

3.1.1 Respecter les directives sur l'utilisation du logo définies dans le Complément au Protocole de visibilité de la Ville.

3.1.2 Respecter l'ordre convenu pour le positionnement des logos de la Ville et des autres partenaires sur tous les outils de communication.

3.1.3 Ne pas utiliser le nom ou le logo de la Ville, en tout ou en partie, en dehors du contexte de la convention sans l'autorisation de la Ville.

3.2 Approbations

3.2.1 Soumettre pour approbation au Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention :

le plan de communication défini au sous-paragraphe 1.1 du présent protocole de visibilité **dans un délai raisonnable** pour lui permettre de l'évaluer et de fournir une rétroaction;

le communiqué de presse, tout document média et les textes soulignant la contribution de la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables** avant leur diffusion.

3.2.2 Soumettre pour approbation à la Direction des communications corporatives de la Ville le positionnement des logos sur toutes les communications imprimées, numériques et électroniques du Projet, **au moins quinze (15) jours ouvrables** avant leur impression ou diffusion.

3.2.3 Advenant la participation d'un représentant ou d'une représentante politique à un événement médiatique, soumettre pour approbation à la **mairie de Montréal** le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance.

3.3 Contacts

3.3.1 Direction des communications corporatives de la Ville

Écrire à visibilite@montreal.ca pour :

offrir l'un ou l'ensemble des éléments de visibilité spécifiés dans le présent protocole de visibilité;

faire la demande pour obtenir les versions officielles et téléchargeables du logo de la Ville;

faire approuver l'utilisation et le positionnement des logos sur les outils de communication en s'assurant de joindre une copie de ces outils en basse résolution.

3.3.2 Mairie de Montréal

Pour rejoindre la mairie de Montréal afin d'offrir ou de faire approuver un élément de visibilité concernant un représentant ou une représentante politique, écrire à mairesse@montreal.ca.

IMPORTANT :
Lors de toute communication avec la mairie de Montréal ou la Direction des communications corporatives de la Ville, s'assurer de préciser dans sa demande que le Projet est subventionné par le biais de la convention et du programme Alliance pour la solidarité dans le cadre du Fonds québécois d'initiatives sociales.

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
ALLIANCE POUR LA SOLIDARITÉ
DANS LE CADRE DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
Sommaire décisionnel # 1257570001

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, **ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES—NOTRE-DAME-DE-GRÂCE**, personne morale de droit public ayant son bureau d'arrondissement au 5160, boulevard Décarie, bureau 600, Montréal (Québec) H3X 2H9, agissant et représentée par Geneviève Reeves, secrétaire d'arrondissement dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la résolution CA04 1704, du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **LA CAFÉTÉRIA COMMUNAUTAIRE MULTICAF,** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38), dont l'adresse principale est le 3600, avenue Barclay, bureau 320, Montréal (Québec) H3S 1K5, agissant et représentée par Jean-Sébastien Patrice, Directeur, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 133112821RP0001
Numéro d'inscription TVQ : 1143699263
Numéro de charité : 113112821RR0001

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale* (RLRQ, c. L-7) institue une Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ainsi que le Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS), lequel vise à soutenir financièrement la réalisation de projets, d'actions et d'initiatives afin d'atteindre les buts de la Stratégie nationale;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec a dévoilé le 21 juin 2024 le Plan d'action gouvernemental visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024-2029 - Mobiliser - Accompagner - Participer, dans lequel il est prévu à la mesure 3.1.1.1 de poursuivre et de bonifier les Alliances pour la solidarité sur l'ensemble du territoire québécois, y compris avec des organisations autochtones afin que les acteurs locaux ou régionaux puissent investir les ressources disponibles selon les priorités établies en concertation avec leurs milieux;

ATTENDU QUE la Ville et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (ci-après le « **MESS** ») ont conclu une convention d'aide financière pour l'Alliance pour la solidarité dans le cadre du Fonds québécois d'initiatives sociales, pour la période du 1er avril 2024 au 31 mars 2029 pour le territoire de l'agglomération de Montréal (ci-après la « **Convention Ville-MESS** »), laquelle prévoit une aide financière totale de 55 M$ accordée à la Ville sur cinq (5) ans;

ATTENDU QUE le MESS et la Ville ont convenu que cette dernière assume la gestion de la Convention Ville-MESS et l'octroi des aides financières sur son territoire;

ATTENDU QUE l'Organisme souhaite intervenir par des actions et initiatives de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale;

ATTENDU QUE l'Organisme a comme mission d'être un milieu d'accueil, au service des personnes démunies et vulnérables, orienté vers la construction de partenariats visant à faciliter pour sa clientèle l'accès à des ressources adaptées à leurs besoins, conditions et aspirations.;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation de son Projet tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti;

ATTENDU QUE le *Règlement sur la gestion contractuelle* adopté par la Ville en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* s'applique à la présente convention et qu'il est disponible pour consultation sur le site de la Ville.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

« **Annexe 1** » :	désigne la description du Projet (demande de soutien);

« **Annexe 2** » :	désigne le protocole de visibilité du MESS, tel que mentionné au paragraphe 4.4.1 de la présente convention;
« **Annexe 3** » :	désigne le protocole de visibilité de la Ville, tel que mentionné au paragraphe 4.4.1 de la présente convention, le cas échéant;
« **Projet** » :	désigne le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
« **Rapport annuel** » :	désigne le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;
« **Reddition de compte** » :	désigne les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées; de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document ou information exigés par le Responsable dans le cadre du Projet;
« **Responsable** » :	désigne le directeur de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;
« **Unité administrative** » :	désigne la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser son Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue au paragraphe de la présente convention;

4.2 **Autorisations et permis**

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs au Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 **Respect des lois**

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment l'affichage de l'Organisme sur toute propriété de la Ville, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de ses installations, le cas échéant;

4.3.3 dans la mesure où l'Organisme traiterait ou aurait accès à des renseignements personnels pendant la durée de la présente convention, traiter de manière confidentielle ces renseignements personnels et se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, étant toutefois expressément convenu par les Parties que tout tel traitement par l'Organisme sera fait exclusivement pour

son propre compte et non pour celui de la Ville et que celle-ci n'encourra aucune responsabilité à cet égard.

4.4 **Promotion et publicité**

4.4.1 faire état de la participation financière du MESS, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, et de la Ville, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 3, le cas échéant, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention, et faire en sorte que ceux-ci reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MESS, notamment par rapport aux autres partenaires au Projet, étant entendu qu'ils doivent être préalablement approuvés par écrit par le Responsable et par le MESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MESS aux différents événements concernant le Projet et respecter toute autre modalité prévue aux protocoles de visibilité, joints aux annexe 2 et 3, le cas échéant;

4.5 **Aspects financiers**

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, il est entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 30 avril de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente convention et le 31 mars 2026 pour la première année et la période du 1er avril d'une année au 31 mars de l'année suivante pour les années subséquentes;

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité du Projet distincte de celle concernant les autres projets ou secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville et le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du Vérificateur général du Québec ou de leurs représentants, durant les

heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et leur fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les cent vingt (120) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 transmettre au Responsable, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers au plus tard cent vingt (120) jours suivant la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre au Responsable, ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers vérifiés au plus tard cent vingt (120) jours suivant la fin de son exercice financier;

La transmission au Vérificateur général de la Ville doit être faite par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1);

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 **Remise de documents**

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7 **Responsabilité**

4.7.1 tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de la présente convention;

4.7.2 prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre eux par des tiers et indemniser la Ville en capital, intérêts et frais de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre eux ainsi que de toute somme qu'elle aura dû débourser pour défendre leurs intérêts avant ou après un tel jugement en raison de la présente convention;

4.7.3 malgré ce qui précède, l'Organisme n'est pas tenu d'indemniser la Ville ou de prendre son fait et cause lorsque cette obligation découlerait directement d'une faute lourde ou intentionnelle commise par la Ville ou ses employés, représentants et mandataires.

4.8 Communications des informations

4.8.1 fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de la demande;

4.8.2 autoriser la Ville à transmettre au MESS, aux ministères et aux organismes du gouvernement du Québec qui peuvent être concernés par la présente convention une copie de la présente convention ainsi que sur demande, toute information, document ou autre concernant l'Organisme ou la présente convention.

4.9 **Séance du conseil d'arrondissement**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

Sous réserve de l'obtention des crédits par la Ville du MESS en vertu de la convention Ville-MESS, la Ville s'engage à ce qui suit.

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville convient de lui verser une contribution financière maximale de quatre cent soixante-six mille deux cent seize dollars (466 216$), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 **Versements**

La contribution financière sera remise à l'Organisme en huit versements :

5.2.1 Pour l'année 2025-2026 :

5.2.1.1. une somme maximale de cent un mille huit cent trois dollars et cinquante cents (101 803,50 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

5.2.1.2. une somme maximale de onze mille trois cent onze dollars et cinquante cents (11 311,50 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport annuel 2025-2026 à la satisfaction du Responsable;

5.2.2 Pour l'année 2026-2027 :

5.2.2.1. une somme maximale de cent trois mille huit cent trente-neuf dollars et cinquante-sept cents (103 839,57 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

5.2.2.2. une somme maximale de onze mille cinq cent trente-sept dollars et soixante-treize cents (11 537,73 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport annuel 2026-2027 à la satisfaction du Responsable;

5.2.3 Pour l'année 2027-2028 :

5.2.3.1. une somme maximale de cent cinq mille neuf cent seize dollars et trente-six cents (105 916,36 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

5.2.3.2. une somme maximale de onze mille sept cent soixante-huit dollars et quarante-neuf cents (11 768,49 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport annuel 2027-2028 à la satisfaction du Responsable;

5.2.4 Pour l'année 2028-2029 :

5.2.4.1. une somme maximale de cent huit mille trente-quatre dollars et quatre-vingt-dix-sept (108 034,97 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

5.2.4.2. une somme maximale de douze mille trois dollars et quatre-vingt-huit cents (12 003,88 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport annuel 2028-2029 à la satisfaction du Responsable;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 **Ajustement de la contribution financière**

Toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet doit être remise à la Ville à la fin de la présente convention sauf si une résolution dûment adoptée par l'instance compétente de la Ville autorise l'Organisme à la conserver. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, sans délai et par écrit, de l'existence de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent, dont, notamment :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du *Règlement sur la gestion contractuelle* de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux sous-paragraphes 6.3.1 à 6.3.3.

6.4 L'Organisme doit utiliser toute somme versée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, la contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Organisme déclare et garantit :

7.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

7.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

7.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et, notamment, ceux lui permettant de consentir la licence prévue au paragraphe 9.2 de la présente convention;

7.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 8
ASSURANCES

8.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme assurée additionnelle. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne doit être applicable à la Ville.

8.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur.

8.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 9
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

9.1 Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents, photos, vidéos, données et autres remis à la Ville dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

9.2 L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à reproduire, à adapter, à modifier, à communiquer, à publier, à diffuser, à traduire, à conserver et à copier les Rapports en tout ou en partie, sous quelque forme ou support que ce soit à des fins municipales.

ARTICLE 10
DÉFAUT

10.1 Il y a défaut :

10.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

10.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

10.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

10.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

10.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 10.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

10.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 10.1.2, 10.1.3 ou 10.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

10.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 10.2 ou 10.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

ARTICLE 11
DURÉE

La présente convention prend effet à la date de sa dernière signature et se termine, sous réserve des articles 10 et 12, au plus tard le 31 mars 2029.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 12
RÉSILIATION ET SUSPENSION

12.1 La Ville peut résilier la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Le Responsable avise l'Organisme par écrit de son intention de présenter à l'instance compétente de la Ville une recommandation à cet effet. À la réception de cet avis, l'Organisme doit soumettre dans un délai de dix (10) jours tous les rapports et documents exigés par le Responsable en joignant toutes les pièces justificatives requises.

12.2 Lorsque l'avis d'intention fait état d'une résiliation de la présente convention, l'Organisme doit, dès réception de cet avis, cesser immédiatement l'exécution de toutes activités pouvant engager des coûts à être financés à même la contribution financière versée par la Ville, en attendant la décision de l'instance compétente de la Ville et, dans l'intervalle, respecter les instructions émises par le Responsable. La Ville n'acquittera que le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet en date de l'avis d'intention.

12.3 En cas de résiliation, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

12.4 Le Responsable peut suspendre l'exécution de la présente convention, en tout temps, pourvu qu'il avise par écrit l'Organisme de cette suspension. Ce dernier doit se conformer aux instructions émises par le Responsable à ce sujet.

12.5 Lorsque le Responsable informe l'Organisme qu'il peut reprendre la réalisation du Projet, celui-ci doit le faire selon les conditions et le délai convenus avec le Responsable.

12.6 La résiliation ou la suspension de la présente convention ne donnent droit à l'Organisme à aucune compensation ou indemnité et celui-ci convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation ou de la suspension de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 **Représentations de l'Organisme**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

<u>Élection de domicile de l'Organisme</u>

L'Organisme fait élection de domicile au 3600, avenue Barclay, bureau 320, Montréal (Québec) H3S 1K5, et tout avis doit être adressé à l'attention du Directeur. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 5160, boulevard Décarie, bureau 600, Montréal (Québec) H3X 2H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AU LIEU ET À LA DATE INDIQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20___

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Geneviève REEVES
Secrétaire d'arrondissement

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20___

LA CAFÉTÉRIA COMMUNAUTAIRE MULTICAF

Par : _____
Jean-Sébastien Patrice
Directeur

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal, le _____e jour de _____ 2025

(Résolution CA_____).

ANNEXE 1

PROJET

Montréal

001085-Cultiver l'Avenir : Insertion au Marché du Travail par la Sécurité Alimentaire

Identification du projet

Nom de l'organisme : La Cafétéria communautaire MultiCaf

Appel à projet : Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce - Appel de projets Agir Ensemble - Entente Ville-MESS 2025-2029

Titre de la demande : Cultiver l'Avenir : Insertion au Marché du Travail par la Sécurité Alimentaire

Durée du projet :

Année	Date début période réalisation	Date fin période réalisation	Édition
An 4	2028-04-01	2029-03-31	
An 1	2025-04-01	2026-03-31	
An 2	2026-04-01	2027-03-31	
An 3	2027-04-01	2028-03-31	

Correspondance avec le programme

Axe parent	*Axe*
1. Soutenir la réponse aux besoins de base	1.1 Un meilleur accès à une alimentation saine, nutritive, abordable et adaptée
2. Miser sur le pouvoir d'agir	2.1 Une plus grande capacité d'agir individuelle et collective pour améliorer la qualité de vie des personnes
3. Renforcer le tissu social	3.2 Des communautés inclusives où chaque personne se sent valorisée, respectée et incluse, indépendamment de sa situation et de son identité

Signataire et convention

Responsable de l'organisme : Jean-Sébastien Patrice

Contact associé à l'organisme :

Autre :

Description et planification

Description du projet (qui, quoi, quand, où, comment) :

Le projet se fixe plusieurs objectifs principaux :

- L'insertion professionnelle : En créant des opportunités d'emploi dans le secteur de la sécurité alimentaire, le projet permet aux participants d'acquérir des compétences pratiques dans un domaine en plein essor.
- La formation et l'autonomisation : Nous offrons des formations pratiques en production alimentaire (jardinage urbain, agriculture locale), en transformation des aliments (cuisine, conservation) et en gestion de la distribution (logistique, gestion de stocks).
- L'amélioration de l'accès à la nourriture : En travaillant directement sur des solutions de sécurité alimentaire, le projet vise à fournir des produits alimentaires locaux, sains et accessibles aux résidents du quartier.
- Le renforcement de la cohésion sociale : Le projet crée des espaces de collaboration et d'interaction entre différentes communautés, ce qui renforce la solidarité et les liens sociaux.

La production alimentaire constitue la première étape clé du projet. Elle repose sur l'utilisation d'espaces communautaires, tels que des le site de l'hippodrome et le toit vert à la bibliothèque, pour cultiver des fruits et légumes à être redistribués localement. Les participants sont formés à des techniques agricoles durables, comme l'agriculture urbaine, le jardinage en bacs, et l'hydroponie, afin de maximiser la production tout en préservant l'environnement. Ce modèle de production vise à être à la fois écologique et économiquement viable. En intégrant la communauté locale dans le processus de production, le projet permet de renforcer l'engagement des participants et de créer des liens durables avec les résidents, qui sont non seulement bénéficiaires des produits, mais aussi acteurs de la transformation du quartier.

Une autre composante essentielle du projet est la transformation des aliments. En permettant aux participants de s'impliquer dans des ateliers de transformation (préparation de conserves, de plats cuisinés, de produits dérivés comme les confitures ou les jus), le projet leur enseigne des compétences pratiques qui peuvent être utilisées pour travailler dans des entreprises locales ou même pour développer leurs propres entreprises.

Les formations sont dispensées en collaboration avec des experts en transformation alimentaire, qui veillent à la qualité des produits et à leur sécurité, tout en mettant l'accent sur les méthodes traditionnelles et durables de transformation alimentaire. L'objectif est de créer des produits qui répondent aux besoins alimentaires locaux tout en apportant une valeur ajoutée aux produits de la région.

Quels sont les résultats attendus à la fin du projet ? De quelle façon le projet pourra-t-il répondre aux enjeux ?

Résultats attendus :
1- Insertion au marché du travail :
Formation et compétences : Acquisition de compétences pratiques et transférables dans les domaines de la production, transformation et distribution alimentaire, telles que la gestion de cultures, le traitement des aliments, la logistique et la vente pour trois cohortes de 24 participants par année pour un total de 288 participants durant le programme.
Emploi : Placement direct dans les secteurs de la sécurité alimentaire, de la restauration, ou de la gestion de petites entreprises pour 80% des participants.
2- Sécurité alimentaire :
Production locale accrue : Augmentation de la disponibilité d'aliments sains, accessibles et produits localement de 3000 kg actuellement à 15 000 kg à la fin du programme.
Distribution équitable : Renforcement de circuits courts (marchés locaux, paniers solidaires, etc.) pour offrir des aliments abordables aux résidents et ainsi soutenir 500 familles durant la saison estival avec des produits cultivés localement à plus de 75%.
Éducation alimentaire : Sensibilisation de la communauté à une alimentation équilibrée et aux techniques de production alimentaire durable.
3- Impact communautaire et social :
Cohésion sociale : Renforcement des liens entre les participants et la communauté par l'entremise de plus de 10 activités collaboratives par année.
Empowerment : Augmentation de l'autonomie des résidents en leur offrant des

outils pour répondre à leurs propres besoins alimentaires.
Réduction des inégalités : Contribution à diminuer les écarts sociaux et économiques dans le quartier.
4- Contribution aux objectifs stratégiques :
Alignement avec le Plan de développement d'une communauté nourricière 2024-2030 et le Plan stratégique de l'arrondissement 2023-2030.

Personnes ciblées par le projet

Année	Groupe d'âge	Femmes	Hommes	Autres identités de genre	Total personnes
An 1	Jeunes adultes (18-30 ans)	15	55	2	72
An 1	Personnes aînées (65 ans et plus)	5	12	0	17
An 2	Adolescents (12-17 ans)	15	30	3	48
An 2	Adultes (31-64 ans)	15	55	2	72
An 2	Personnes aînées (65 ans et plus)	3	14	0	17
An 3	Adolescents (12-17 ans)	15	30	3	48
An 3	Adultes (31-64 ans)	20	50	2	72
An 3	Personnes aînées (65 ans et plus)	7	10	0	17
An 4	Adolescents (12-17 ans)	6	15	3	24
An 4	Jeunes adultes (18-30 ans)	20	50	2	72

An 4	Personnes aînées (65 ans et plus)	7	10	0	17

Nombre de personnes différentes ciblées directement par le projet

Principales caractéristiques des personnes ciblées directement

Les personnes à faible revenu
Les personnes immigrantes
Les personnes ayant des limitations fonctionnelles ou en situation de handicap
Les personnes vivant avec des enjeux de santé mentale
Les personnes victimes de violence (conjugale, sexuelle, etc.)
L'ensemble de la population
Les personnes en situation d'itinérance
Les personnes autochtones
Les personnes racisées
Les personnes nouvelles arrivantes (moins de 5 ans)
Les personnes migrantes à statut précaire incluant les personnes demandeuses d'asile ou sans statut
Les personnes LGBTQ2IA+
Les personnes résidentes de logements sociaux
Les personnes utilisatrices de drogues
Les personnes vivant de l'isolement ou à risque de l'être

Nombre d'organisations différentes ciblées directement par le projet :

Année	Total organisations
An 1	5
An 2	15
An 3	20
An 4	25

Année	Montant demandé initial	Montant demandé ajusté	Autofinancement	Contributions partenaires	Coût par édition
An 1	133 115	113 115	165 000	645 634	923 749
An 2	133 115	115 377	192 737	574 263	882 377
An 3	133 115	117 684	240 431	531 429	889 544

An 4	133 115	120 038	238 077	524 749	882 864

Budget global du projet

Résumé de la prévision budgétaire du projet

Attestation d'intégrité :

En soumettant la présente demande, l'organisme reconnaît s'être assuré de l'exactitude des informations et que la personne responsable a approuvé le dépôt de celle-ci.

Oui

L'unité administrative responsable du sommaire décisionnel a en sa possession la version intégrale de cette demande de soutien financier.

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ DU MESS

Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
Québec

PROTOCOLE DE COMMUNICATION PUBLIQUE DE LA CONVENTION D'AIDE FINANCIÈRE 2024-2029 – ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ DANS LE CADRE DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES

Ce document s'adresse aux partenaires des Alliances pour la solidarité et aux organismes subventionnés.

1. CONTEXTE

Le présent protocole de communication publique vise à indiquer les principes et les modalités de communication qui guideront les partenaires signataires (ci-après, « Partenaires ») de la Convention.

En effet, la Convention d'aide financière 2024-2029 – Alliances pour la solidarité dans le cadre du Fonds québécois d'initiatives sociales (ci-après, « Convention ») contient la clause 9 sur les communications qui indique que « Les Parties conviennent que toute annonce publique issue de l'Alliance, dont l'annonce de la signature de la Convention ou de toute autre initiative du Partenaire dans le cadre de l'Alliance, doit respecter les modalités du Protocole de communication publique de la Convention d'aide financière 2024-2029 – Alliances pour la solidarité dans le cadre du Fonds québécois d'initiatives sociales. »

2. PRINCIPES DIRECTEURS

Le présent protocole de communication publique s'applique à l'ensemble des Partenaires avec qui le gouvernement du Québec a signé la Convention.

2.1 Les Partenaires conviennent que toute annonce publique relative à la Convention doit respecter les modalités du présent Protocole de communication publique.

2.2 Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale doit être informé au préalable de l'ensemble des annonces publiques liées aux projets financés dans le cadre de la Convention et avoir l'opportunité de participer à ladite annonce, incluant la diffusion d'un communiqué.

2.3 Tous les outils de communication utilisés doivent faire connaître au minimum :

- le titre du ou des projets;
- la mention minimale, la mention complète ou la mention officielle, selon le cas, prévue au tableau, en annexe;
- la contribution financière du Fonds québécois d'initiatives sociales;
- la nature du ou des projets;
- les partenaires de la Convention, dont le Ministère.

Les moyens utilisés doivent respecter le Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec et être approuvés par le Ministère. Pour vous guider, consultez le tableau ci-après.

Tous les outils de communication produits dans le cadre des Alliances pour la solidarité doivent être déposés à la Direction générale de Services Québec concernée pour qu'elle les valide[1]. Le niveau de validation ministérielle sera déterminé selon l'outil utilisé et le contenu véhiculé.

[1] La validation concerne, entre autres, la conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec, la visibilité gouvernementale et la politique linguistique ministérielle. Par ailleurs, toute anomalie (ex. : image discordante) est signalée.

3. MODALITÉS DE COMMUNICATION

3.1 Les Partenaires doivent, 15 jours ouvrables avant toute annonce publique liée à la Convention, transmettre au Ministère l'information relative au projet soutenu et à l'annonce qui en découle. Cette information doit être transmise à la Direction générale de Services Québec concernée[2].

3.2 Dans le cas où le ou les projets soutenus donnent lieu à une annonce publique, celle-ci est organisée en collaboration entre la Direction générale des communications du Ministère, la Direction générale de Services Québec, le Partenaire et l'organisme impliqué.

4. CLAUSE DE VISIBILITÉ LIANT LES ORGANISMES SUBVENTIONNÉS

4.1 Les lettres d'entente, les contrats ou les protocoles relatifs à des subventions accordées à des organismes subventionnés dans le cadre de cette Convention doivent comporter une clause de visibilité, agréée par les Partenaires. Les Partenaires des Conventions sont responsables d'insérer cette clause de visibilité à l'intérieur des lettres d'ententes, des contrats ou des protocoles qu'ils signent avec les organismes subventionnés dans le cadre de cette convention.

4.2 Le libellé de la clause de visibilité reprendra les éléments suivants :

- lorsqu'ils produisent des documents, quel qu'en soit le support, les organismes subventionnés dans le cadre de cette convention, ou rémunérés à la suite d'un contrat réalisé pour le compte des partenaires, doivent mentionner sur le document que celui-ci, ou le projet auquel il se réfère, a été financé par le Fonds québécois d'initiatives sociales, administré par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale;
- de plus, lorsqu'il s'agit de documents promotionnels (affiche, dépliant, brochure, publicité, stand, site Web, etc.), de documents d'information ou de rapports de recherche, la participation du Ministère doit être mentionnée et des éléments de visibilité doivent y être apposés pour faire connaître la contribution du gouvernement du Québec, conformément aux exigences du Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec.
- par ailleurs, si le projet d'un organisme subventionné donne lieu à un événement public, l'organisme doit convier le Ministère à y participer, et ce, au moins 15 jours ouvrables à l'avance;
- la visibilité accordée aux partenaires de la Convention n'exclut pas qu'une visibilité soit consentie à tout autre partenaire au projet subventionné, sur accord du Ministère et du Partenaire signataire de la Convention.

Visibilité requise et conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec

Pour vous guider en matière de visibilité requise au regard de la contribution du gouvernement du Québec, le tableau suivant a été produit. L'emplacement conforme du logo est quant à lui expliqué à la section 2.

Les Partenaires sont responsables de transmettre aux organismes qu'ils subventionnent les informations relatives à la visibilité requise et à la conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec.

[2] Minimalement, la Direction générale de Services Québec doit être informée de toute annonce publique. Celle-ci effectuera les liens avec la Direction générale des communications et le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales.

1. Visibilité requise selon l'outil de communication utilisé

Le tableau suivant présente les éléments qui doivent apparaître dans les outils de communication pour que les normes de visibilité gouvernementale soient respectées.

Outil de communication	Élément assurant la visibilité gouvernementale			
	Logo officiel : 	**Mention minimale :** **« En partenariat avec les Alliances pour la solidarité et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale »**	**Mention complète :** **« Le — *nom du projet* — est réalisé par les Alliances pour la solidarité, en collaboration avec le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. »**	**Mention officielle :** **« Le — nom du projet — est réalisé grâce à une aide financière issue du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS), dans le cadre de l'Alliance pour la solidarité, en collaboration avec le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. »**
Communiqué de presse et conférence de presse (Rappel : l'organisme doit aviser le Ministère 15 jours ouvrables à l'avance pour permettre une possible participation ministérielle ou l'ajout d'une citation).	S. O.[3]	S. O.	S. O.	**Oui** Dans ce cas, la mention ci-dessus doit obligatoirement apparaître **dans le préambule** (« lead ») du communiqué.
Entrevue ciblée avec les médias (ex : article avec les médias)	S. O.	**Oui**	S. O.	S. O.
Publicité imprimée ou numérique dans les journaux ou dans les hebdomadaires locaux, régionaux ou nationaux.	**Oui**	**Oui**	La mention complète peut être utilisée en remplacement de la mention minimale.	S. O.
Section du site Web des organismes subventionnés et des mandataires traitant de l'Alliance pour la solidarité.	**Oui**	S. O.	**Oui**	S. O.
Article dans une infolettre ou courriel traitant de l'Alliance pour la solidarité.	**Oui**	**Oui**	La mention complète peut être utilisée en remplacement de la mention minimale.	S. O.
Autres publicités, vidéos ou informations sur le Web et dans les médias sociaux.	**Oui**			S. O.
Imprimé (Affiche, dépliant).	**Oui**			S. O.
Matériel événementiel (invitation, papillon officiel et kiosque).	**Oui**			S. O.
Radio (lors d'entrevue ou de publicité).	S. O.	**Oui**	S. O.	S. O.
Documentation officielle des organismes signataires et des mandataires concernant les projets (ex. : rapport, document d'appels de projets).	**Oui**	S. O.	**Oui**	S. O.

[3] S. O. : sans objet

2. Conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec

a. Emplacement du logo officiel pour les outils de communication

Le logo à utiliser dans le cadre des Alliances pour la solidarité est celui du gouvernement du Québec. Le logo doit figurer en bas à gauche de la page. Les logos des organismes signataires ou mandataires et ceux des autres partenaires des Alliances pour la solidarité peuvent aussi être ajoutés sous le logo gouvernemental.



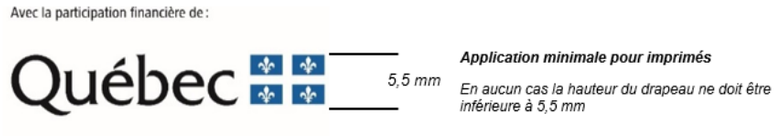
b. Zone de protection et taille minimale du logo officiel

Afin d'assurer une visibilité convenable pour la signature, il faut toujours laisser autour de celle-ci une zone de protection exempte de texte ou de tout autre élément graphique, et ce, que le média soit imprimé ou électronique.

La largeur des zones de protection correspond à la largeur d'un rectangle du drapeau du Québec.



La hauteur du drapeau du Québec ne doit pas être inférieure à 5,5 mm. La signature doit être facilement reconnaissable et lisible. Il ne faut pas déformer la signature en l'étirant horizontalement ou verticalement.



c. Emplacement de la mention minimale ou de la mention complète

Dans un communiqué, la mention officielle (voir tableau) doit obligatoirement apparaître dans le préambule (« lead »).

Dans les autres cas, la mention minimale ou la mention complète doit être placée à l'intérieur du document, à l'intérieur de la page couverture du document ou à la toute fin de l'outil de communication concerné.

3. Pour plus d'information

Pour obtenir plus d'information sur la visibilité requise et la conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec :

Pour le Partenaire

Contacter le communicateur régional de la Direction générale de Services Québec concernée.

Pour l’organisme subventionné

Contacter l’agente ou l’agent régional de liaison des Alliances pour la solidarité.

ANNEXE 3

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ GÉNÉRAL

Ce protocole définit les dispositions que la **Cafétéria communautaire MultiCaf** (ci-après l'« **Organisme** ») doit respecter afin d'accorder une visibilité à la Ville dans le cadre de la présente convention relativement au projet intitulé *Cultiver l'Avenir : Insertion au marché du travail par la sécurité alimentaire (*ci-après le « **Projet** »).

1. ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

1.1 Présenter et faire approuver un plan de communication visant à fournir une visibilité à la mesure du soutien de la Ville; ce plan devra énumérer les moyens que l'Organisme utilisera pour communiquer des renseignements sur le Projet, et la fréquence prévue de ces communications.

1.2 Faire approuver tous les outils de communication, à l'exception des publications sur les réseaux sociaux, selon les exigences, les modalités et les délais prévus au présent protocole de visibilité.

1.3 S'assurer que les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations prévues au présent protocole de visibilité.

1.4 Offrir à la Ville la possibilité de participer aux événements médiatiques et publics, comme défini au paragraphe 2.2 du présent protocole de visibilité.

1.5 Ne pas diffuser une première communication publique avant d'avoir obtenu l'autorisation du Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention.

2. COMMUNICATIONS

2.1 Reconnaissance de la Ville

2.1.1 Faire état de la contribution de la Ville lors des communications publiques et des communications écrites au moment le plus opportun, tel qu'au lancement ou à la clôture du Projet, à la signature de la convention, etc.

2.1.2 Apposer le logo de la Ville sur tous les outils de communication imprimés, numériques ou électroniques, selon les modalités décrites à l'article 3 du présent protocole de visibilité :

S'assurer que ce logo est mis en évidence si la Ville est l'unique ou le principal partenaire;

Inclure le logo de la Ville parmi ceux des autres partenaires du Projet, s'il y a lieu;

S'assurer de reconnaître équitablement l'ensemble de la contribution de la Ville dans la réalisation du Projet advenant la présence de plusieurs partenaires;

Ajouter l'une des mentions définies au sous-paragraphe 2.1.3 du présent protocole de visibilité, lorsque l'insertion du logo n'est pas possible.

2.1.3 Inclure l'une des mentions suivantes, selon la nature de la convention, minimalement une fois pour chacun des supports écrits, tels que les réseaux sociaux, le site Web, les communiqués de presse ou le programme d'activités :

« Le projet [Nom du Projet] est réalisé avec le soutien de la Ville de Montréal dans le cadre de l'entente [nom de l'Entente] »;

« [Nom de l'Organisme] remercie la Ville de Montréal pour sa contribution dans la réalisation du projet [nom du Projet] »;

« Le projet [Nom du Projet] est offert avec la collaboration de la Ville de Montréal »;

« Le projet « [Nom du projet] » est réalisé en partenariat avec la Ville de Montréal ».

2.2 Relations médias et événements publics

2.2.1 Lors d'une annonce importante ou d'un événement public :

Mentionner verbalement la contribution de la Ville en employant l'une des mentions définies au sous-paragraphe 2.1.2 du présent protocole de visibilité;

Inviter par écrit un représentant ou une représentante politique de la mairie de Montréal ou du comité exécutif **au moins vingt (20) jours ouvrables** à l'avance, comme défini au sous-paragraphe 3.3.2 du présent protocole de visibilité;

Advenant la participation d'un représentant ou d'une représentante politique de la mairie de Montréal et du comité exécutif :

en informer le Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention;

coordonner et effectuer le suivi avec le cabinet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance et valider les règles protocolaires en matière d'événements publics;

Assurer l'accréditation média des personnes représentant la Ville ainsi que de celles qu'elles ont mandatées (photographe, vidéaste, relationniste, etc.);

Prendre en charge la gestion des droits des photos, des vidéos et de tout autre matériel qui pourraient être diffusés sur les plateformes de la Ville à des fins strictement promotionnelles et non commerciales;

Lors d'une captation visuelle (télédiffusion, webdiffusion, etc.), s'assurer que :

le logo de la Ville apparaît dans le champ de vision;

les personnes présentes sont informées, par écrit ou verbalement, que l'événement fait l'objet d'une captation et que celles qui pourraient être reconnaissables dans la vidéo ont autorisé l'utilisation de leur image.

2.2.2 Offrir par écrit à la mairie de Montréal la possibilité d'inclure un message officiel dans le programme de l'Organisme, **au moins trente (30) jours ouvrables** avant la date de la diffusion ou de l'impression, et informer le Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention advenant l'acceptation de l'offre.

2.3 **Publicité et promotion**

2.3.1 Diffuser sur les réseaux sociaux une publication servant exclusivement à reconnaître la contribution de la Ville en s'assurant d'y inclure l'une des mentions définies au sous-paragraphe 2.1.3 du présent protocole de visibilité et un lien vers les plateformes appropriées, soit :

Pour une publication sur LinkedIn : https://www.linkedin.com/company/ville-de-montr-al/;

Pour une publication sur Instagram : @mtl_ville;

Pour une publication sur Facebook :

@AffairesEconomieInnovationMTL pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique;

@mtlville pour les autres types de projets;

Pour une publication sur X :

@AffairesMtl pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique;

@mtl_ville pour les autres types de projets.

2.3.2 Mentionner le Projet dans le site Web de l'Organisme et ajouter un hyperlien vers le site de la Ville, montreal.ca, si applicable.

2.3.3 Lorsque des vidéos ou des animations sont réalisées dans le cadre du Projet, s'assurer d'intégrer le logo de la Ville, conformément aux modalités définies à l'article 3 du présent protocole de visibilité.

2.3.4 Convenir des visuels pertinents (vidéo, photo, etc.) avec la personne responsable des communications de la Ville et, si applicable, les lui remettre libres de droits avant le lancement de la

campagne de communication, afin que la Ville puisse les utiliser pour promouvoir son engagement si elle le souhaite.

2.3.5 **Lors d'un événement public ou d'activités sur un site** et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables** à l'avance :

La diffusion gratuite d'une vidéo de 15 à 30 secondes produite par la Ville afin de promouvoir l'engagement de celle-ci auprès de la population;

La diffusion d'un message rédigé par la Ville et destiné aux participants, advenant la présence d'un animateur sur le site;

La possibilité d'installer des bannières promotionnelles ou un kiosque (d'une dimension maximale de 10 pi x 20 pi, alimenté en électricité et situé à un emplacement gratuit dans un secteur fréquenté ou tout autre support jugé pertinent par les organisateurs et la personne responsable des communications à la Ville afin que celle-ci puisse avoir une visibilité sur le site ou interagir avec le public.

2.3.6 Fournir un espace publicitaire gratuit dans le programme imprimé ou numérique, **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance; le matériel sera fourni par la Ville, sur demande envoyée à visibilite@montreal.ca.

2.4 Bilan de visibilité

2.4.1 Remettre un bilan au Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention **au plus tard trente (30) jours ouvrables** après la fin du Projet. Y inclure :

une courte description du projet (30-50 mots);

une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied;

une revue de presse couvrant le Projet;

des photos du Projet libres de droits afin que la Ville puisse les utiliser pour promouvoir sa contribution au Projet si elle le souhaite;

toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participants;

des statistiques pour chacun des médias utilisés, dont :

le nombre d'abonnés;

le nombre de publications ou de vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci;

la portée ou fréquence des publications ou des vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci;

le nombre d'impressions et de clics pour les autres médias numériques;

le nombre de visiteurs uniques pour les pages du site Web où la Ville a une visibilité (grâce à un logo ou à une mention);

le taux PEB/nombre d'occasions (radio, télé, affichage, quotidien) si la Ville a une visibilité dans ces médias (grâce à un logo ou à une mention).

3. MODALITÉS

3.1 Normes graphiques et linguistiques

3.1.1 Respecter les directives sur l'utilisation du logo définies dans le Complément au Protocole de visibilité de la Ville.

3.1.2 Respecter l'ordre convenu pour le positionnement des logos de la Ville et des autres partenaires sur tous les outils de communication.

3.1.3 Ne pas utiliser le nom ou le logo de la Ville, en tout ou en partie, en dehors du contexte de la convention sans l'autorisation de la Ville.

3.2 Approbations

3.2.1 Soumettre pour approbation au Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention :

le plan de communication défini au sous-paragraphe 1.1 du présent protocole de visibilité **dans un délai raisonnable** pour lui permettre de l'évaluer et de fournir une rétroaction;

le communiqué de presse, tout document média et les textes soulignant la contribution de la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables** avant leur diffusion.

3.2.2 Soumettre pour approbation à la Direction des communications corporatives de la Ville le positionnement des logos sur toutes les communications imprimées, numériques et électroniques du Projet, **au moins quinze (15) jours ouvrables** avant leur impression ou diffusion.

3.2.3 Advenant la participation d'un représentant ou d'une représentante politique à un événement médiatique, soumettre pour approbation à la **mairie de Montréal** le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance.

3.3 Contacts

3.3.1 Direction des communications corporatives de la Ville

Écrire à visibilite@montreal.ca pour :

offrir l'un ou l'ensemble des éléments de visibilité spécifiés dans le présent protocole de visibilité;

faire la demande pour obtenir les versions officielles et téléchargeables du logo de la Ville;

faire approuver l'utilisation et le positionnement des logos sur les outils de communication en s'assurant de joindre une copie de ces outils en basse résolution.

3.3.2 Mairie de Montréal

Pour rejoindre la mairie de Montréal afin d'offrir ou de faire approuver un élément de visibilité concernant un représentant ou une représentante politique, écrire à mairesse@montreal.ca.

IMPORTANT :
Lors de toute communication avec la mairie de Montréal ou la Direction des communications corporatives de la Ville, s'assurer de préciser dans sa demande que le Projet est subventionné par le biais de la convention et du programme Alliance pour la solidarité dans le cadre du Fonds québécois d'initiatives sociales.

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
ALLIANCE POUR LA SOLIDARITÉ
DANS LE CADRE DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
Sommaire décisionnel # 1257570001

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, **ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES—NOTRE-DAME-DE-GRÂCE**, personne morale de droit public ayant son bureau d'arrondissement au 5160, boulevard Décarie, bureau 600, Montréal (Québec) H3X 2H9, agissant et représentée par Geneviève Reeves, secrétaire d'arrondissement dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la résolution CA04 1704, du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **LES MAISONS TRANSITIONNELLES 03,** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38), dont l'adresse principale est le 3970, boulevard Cavendish, bureau 1, Montréal (Québec) H4B 2N3, agissant et représentée par Amanda Murphy, Directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription TPS : S/O
Numéro d'inscription TVQ : S/O
Numéro de charité : 859542805RR0001

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale* (RLRQ, c. L-7) institue une Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ainsi que le Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS), lequel vise à soutenir financièrement la réalisation de projets, d'actions et d'initiatives afin d'atteindre les buts de la Stratégie nationale;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec a dévoilé le 21 juin 2024 le Plan d'action gouvernemental visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024-2029 - Mobiliser - Accompagner - Participer, dans lequel il est prévu à la mesure 3.1.1.1 de poursuivre et de bonifier les Alliances pour la solidarité sur l'ensemble du territoire québécois, y compris avec des organisations autochtones afin que les acteurs locaux ou régionaux puissent investir les ressources disponibles selon les priorités établies en concertation avec leurs milieux;

ATTENDU QUE la Ville et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (ci-après le « **MESS** ») ont conclu une convention d'aide financière pour l'Alliance pour la solidarité dans le cadre du Fonds québécois d'initiatives sociales, pour la période du 1er avril 2024 au 31 mars 2029 pour le territoire de l'agglomération de Montréal (ci-après la « **Convention Ville-MESS** »), laquelle prévoit une aide financière totale de 55 M$ accordée à la Ville sur cinq (5) ans;

ATTENDU QUE le MESS et la Ville ont convenu que cette dernière assume la gestion de la Convention Ville-MESS et l'octroi des aides financières sur son territoire;

ATTENDU QUE l'Organisme souhaite intervenir par des actions et initiatives de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale;

ATTENDU QUE l'Organisme a comme mission d'offrir des services de soutien et des logements transitionnels subventionnés aux jeunes parents vulnérables (âgés de 16 à 30 ans) ayant au moins un enfant (de 0 à 5 ans) et confrontés à d'importantes barrières socio-économiques;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation de son Projet tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti;

ATTENDU QUE le *Règlement sur la gestion contractuelle* adopté par la Ville en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* s'applique à la présente convention et qu'il est disponible pour consultation sur le site de la Ville.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

« **Annexe 1** » :	désigne la description du Projet (demande de soutien);

« **Annexe 2** » :	désigne le protocole de visibilité du MESS, tel que mentionné au paragraphe 4.4.1 de la présente convention;
« **Annexe 3** » :	désigne le protocole de visibilité de la Ville, tel que mentionné au paragraphe 4.4.1 de la présente convention, le cas échéant;
« **Projet** » :	désigne le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
« **Rapport annuel** » :	désigne le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;
« **Reddition de compte** » :	désigne les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées; de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document ou information exigés par le Responsable dans le cadre du Projet;
« **Responsable** » :	désigne le directeur de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;
« **Unité administrative** » :	désigne la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser son Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue au paragraphe de la présente convention;

4.2 **Autorisations et permis**

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs au Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 **Respect des lois**

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment l'affichage de l'Organisme sur toute propriété de la Ville, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de ses installations, le cas échéant;

4.3.3 dans la mesure où l'Organisme traiterait ou aurait accès à des renseignements personnels pendant la durée de la présente convention, traiter de manière confidentielle ces renseignements personnels et se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, étant toutefois expressément convenu par les Parties que tout tel traitement par l'Organisme sera fait exclusivement pour

son propre compte et non pour celui de la Ville et que celle-ci n'encourra aucune responsabilité à cet égard.

4.4 **Promotion et publicité**

4.4.1 faire état de la participation financière du MESS, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, et de la Ville, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 3, le cas échéant, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention, et faire en sorte que ceux-ci reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MESS, notamment par rapport aux autres partenaires au Projet, étant entendu qu'ils doivent être préalablement approuvés par écrit par le Responsable et par le MESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MESS aux différents événements concernant le Projet et respecter toute autre modalité prévue aux protocoles de visibilité, joints aux annexe 2 et 3, le cas échéant;

4.5 **Aspects financiers**

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, il est entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 30 avril de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente convention et le 31 mars 2026 pour la première année et la période du 1er avril d'une année au 31 mars de l'année suivante pour les années subséquentes;

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité du Projet distincte de celle concernant les autres projets ou secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville et le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du Vérificateur général du Québec ou de leurs représentants, durant les

heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et leur fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les cent vingt (120) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 transmettre au Responsable, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers au plus tard cent vingt (120) jours suivant la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre au Responsable, ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers vérifiés au plus tard cent vingt (120) jours suivant la fin de son exercice financier;

La transmission au Vérificateur général de la Ville doit être faite par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1);

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 **Remise de documents**

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7 **Responsabilité**

4.7.1 tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de la présente convention;

4.7.2 prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre eux par des tiers et indemniser la Ville en capital, intérêts et frais de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre eux ainsi que de toute somme qu'elle aura dû débourser pour défendre leurs intérêts avant ou après un tel jugement en raison de la présente convention;

4.7.3 malgré ce qui précède, l'Organisme n'est pas tenu d'indemniser la Ville ou de prendre son fait et cause lorsque cette obligation découlerait directement d'une faute lourde ou intentionnelle commise par la Ville ou ses employés, représentants et mandataires.

4.8 Communications des informations

4.8.1 fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de la demande;

4.8.2 autoriser la Ville à transmettre au MESS, aux ministères et aux organismes du gouvernement du Québec qui peuvent être concernés par la présente convention une copie de la présente convention ainsi que sur demande, toute information, document ou autre concernant l'Organisme ou la présente convention.

4.9 **Séance du conseil d'arrondissement**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

Sous réserve de l'obtention des crédits par la Ville du MESS en vertu de la convention Ville-MESS, la Ville s'engage à ce qui suit.

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville convient de lui verser une contribution financière maximale de quatre-vingt-douze mille trois cent vingt-quatre dollars (92 324 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 **Versements**

La contribution financière sera remise à l'Organisme en huit versements :

5.2.1 Pour l'année 2025-2026 :

5.2.1.1. une somme maximale de vingt mille cent soixante dollars (20 160 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

5.2.1.2. une somme maximale de deux mille deux cent quarante dollars (2 240 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport annuel 2025-2026 à la satisfaction du Responsable;

5.2.2 Pour l'année 2026-2027 :

5.2.2.1. une somme maximale de vingt mille cinq cent soixante-trois dollars et vingt cents (20 563,20 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

5.2.2.2. une somme maximale de deux mille deux cent quatre-vingt-quatre dollars et quatre-vingt cents (2 284,80$) dans les trente (30) jours de la remise du rapport annuel 2026-2027 à la satisfaction du Responsable;

5.2.3 Pour l'année 2027-2028 :

5.2.3.1. une somme maximale de vingt mille neuf cent soixante-quatorze dollars et quarante-six cents (20 974,46 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

5.2.3.2. une somme maximale de deux mille trois cent trente dollars et cinquante cents (2 330,50 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport annuel 2027-2028 à la satisfaction du Responsable;

5.2.4 Pour l'année 2028-2029 :

5.2.4.1. une somme maximale de vingt et un mille trois cent quatre-vingt-treize dollars et quatre-vingt-quatorze cents (21 393,94 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

5.2.4.2. une somme maximale de deux mille trois cent soixante-dix-sept dollars et dix cents (2 377, 10 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport annuel 2028-2029 à la satisfaction du Responsable;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 **Ajustement de la contribution financière**

Toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet doit être remise à la Ville à la fin de la présente convention sauf si une résolution dûment adoptée par l'instance compétente de la Ville autorise l'Organisme à la conserver. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, sans délai et par écrit, de l'existence de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent, dont, notamment :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du *Règlement sur la gestion contractuelle* de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux sous-paragraphes 6.3.1 à 6.3.3.

6.4 L'Organisme doit utiliser toute somme versée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, la contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Organisme déclare et garantit :

7.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

7.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

7.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et, notamment, ceux lui permettant de consentir la licence prévue au paragraphe 9.2 de la présente convention;

7.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 8
ASSURANCES

8.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme assurée additionnelle. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne doit être applicable à la Ville.

8.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur.

8.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 9
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

9.1 Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents, photos, vidéos, données et autres remis à la Ville dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

9.2 L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à reproduire, à adapter, à modifier, à communiquer, à publier, à diffuser, à traduire, à conserver et à copier les Rapports en tout ou en partie, sous quelque forme ou support que ce soit à des fins municipales.

ARTICLE 10
DÉFAUT

10.1 Il y a défaut :

10.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

10.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

10.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

10.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

10.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 10.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

10.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 10.1.2, 10.1.3 ou 10.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

10.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 10.2 ou 10.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

ARTICLE 11
DURÉE

La présente convention prend effet à la date de sa dernière signature et se termine, sous réserve des articles 10 et 12, au plus tard le 31 mars 2029.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 12
RÉSILIATION ET SUSPENSION

12.1 La Ville peut résilier la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Le Responsable avise l'Organisme par écrit de son intention de présenter à l'instance compétente de la Ville une recommandation à cet effet. À la réception de cet avis, l'Organisme doit soumettre dans un délai de dix (10) jours tous les rapports et documents exigés par le Responsable en joignant toutes les pièces justificatives requises.

12.2 Lorsque l'avis d'intention fait état d'une résiliation de la présente convention, l'Organisme doit, dès réception de cet avis, cesser immédiatement l'exécution de toutes activités pouvant engager des coûts à être financés à même la contribution financière versée par la Ville, en attendant la décision de l'instance compétente de la Ville et, dans l'intervalle, respecter les instructions émises par le Responsable. La Ville n'acquittera que le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet en date de l'avis d'intention.

12.3 En cas de résiliation, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

12.4 Le Responsable peut suspendre l'exécution de la présente convention, en tout temps, pourvu qu'il avise par écrit l'Organisme de cette suspension. Ce dernier doit se conformer aux instructions émises par le Responsable à ce sujet.

12.5 Lorsque le Responsable informe l'Organisme qu'il peut reprendre la réalisation du Projet, celui-ci doit le faire selon les conditions et le délai convenus avec le Responsable.

12.6 La résiliation ou la suspension de la présente convention ne donnent droit à l'Organisme à aucune compensation ou indemnité et celui-ci convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation ou de la suspension de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 **Représentations de l'Organisme**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

<u>Élection de domicile de l'Organisme</u>

L'Organisme fait élection de domicile au 3970, boulevard Cavendish, bureau 1, Montréal (Québec) H4B 2N3, et tout avis doit être adressé à l'attention de la Directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 5160, boulevard Décarie, bureau 600, Montréal (Québec) H3X 2H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AU LIEU ET À LA DATE INDIQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20___

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Geneviève REEVES
Secrétaire d'arrondissement

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20___

LES MAISONS TRANSITIONNELLES 03

Par : _____
Amanda Murphy
Directrice générale

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal, le _____e jour de _____ 2025

(Résolution CA_____).

ANNEXE 1

PROJET

Montréal

001389-Mieux Cuisiner Ensemble

Identification du projet

Nom de l'organisme : Les Maisons Transitionnelles O3

Appel à projet : Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce - Appel de projets Agir Ensemble - Entente Ville-MESS 2025-2029

Titre de la demande : Mieux Cuisiner Ensemble

Durée du projet :

Année	Date début période réalisation	Date fin période réalisation	Édition
An 1	2025-04-01	2026-03-31	
An 2	2026-04-01	2027-03-31	
An 3	2027-04-01	2028-03-31	
An 4	2028-04-01	2029-03-31	

Correspondance avec le programme

Axe parent	*Axe*
1. Soutenir la réponse aux besoins de base	1.1 Un meilleur accès à une alimentation saine, nutritive, abordable et adaptée

Signataire et convention

Responsable de l'organisme : Amanda Murphy

Contact associé à l'organisme :

Autre :

Description et planification

Description du projet (qui, quoi, quand, où, comment) :

L'activité principale de ce projet consiste à organiser des cuisines collectives hebdomadaires dans notre cuisine communautaire. Un animateur dirige le groupe dans la préparation d'un repas sain et nourrissant, que les familles mangent ensemble. Nous essayons également de préparer suffisamment de nourriture pour que chaque famille puisse emporter les restes chez elle. Chaque semaine aura un thème différent, qui sera développé pour introduire différentes compétences alimentaires et connaissances nutritionnelles. Par exemple, une semaine, nous pourrions nous concentrer sur les protéines, en apprenant pourquoi elles sont importantes et quels sont les aliments riches en protéines. Nous donnerons la priorité au partage des connaissances nutritionnelles d'une manière décontractée et basée sur la discussion, plus accessible à nos participants résidents. L'objectif principal de cette activité est de rassembler les familles afin de rompre l'isolement social, de fournir un accès à une alimentation de qualité et de créer un déclin durable de l'insécurité alimentaire en améliorant les compétences des résidents en matière d'alimentation.

Nous organisons d'autres ateliers pour nos résidentes plusieurs fois par semaine (par exemple, des ateliers portant sur la parentalité). Un repas sain est offert aux participantes lors de chacune de ces activités. Pour chacun de ces repas, nous versons une allocation à une résidente pour qu'elle cuisine (et qu'elle nourrisse également sa famille). Cela permet aux résidentes de mettre en pratique les compétences qu'elles ont acquises lors de la cuisine collective, servant ainsi de programme de pré-emploi où elles mettent en pratique des compétences professionnelles (par exemple, la gestion du temps) tout en gagnant de l'argent et de la confiance en leurs capacités.

Parce que nous sommes une organisation qui offre des logements de transition où les familles peuvent rester jusqu'à 5 ans, il y a toujours des parents qui entrent et sortent de notre programme. Bien que nous proposions les mêmes activités chaque année, la trajectoire d'apprentissage et le changement durable de ce projet peuvent être observés au niveau de chaque participant. Lorsque les parents intègrent le programme pour la première fois, ils sont souvent timides et jouent un rôle d'observateurs dans la programmation communautaire. Grâce à une participation continue à notre programme de sécurité alimentaire, les parents peuvent passer d'un rôle d'observateur à une collaboration plus active et à un rôle de leader.

Notre projet de cuisine collective contribue à renforcer l’esprit d’une communauté marginalisée, en plus d’outiller ses participantes afin qu’elles s’émancipent

lorsqu'elles auront terminé leur séjour. En effet, la cuisine collective n'est pas uniquement un projet culinaire; c'est un projet d'apprentissage, d'accompagnement, d'amitié, de leadership, d'échange, de solidarité, et d'insertion économique et sociale.

Quels sont les résultats attendus à la fin du projet ? De quelle façon le projet pourra-t-il répondre aux enjeux ?

Voici les résultats que nous prévoyons au sein de la communauté O3:

- Des compétences alimentaires accrues
- Une diminution de l'insécurité alimentaire pour nos familles vulnérables
- Amélioration de capacité à faire des repas sains avec un budget limité
- Une confiance en soi accrue pour nos jeunes parents
- Amélioration du leadership de nos résidentes
- Augmentation du sentiment d'appartenance communautaire en visant le développement individuel au sein de la communauté
- Amélioration des liens parent-enfant grâce au ateliers offerts dans le cadre de la cuisine collective
- Développement social et de la motricité fine chez les jeunes enfants qui participent aux activités liées à la cuisine collective
- Développement de compétences d'employabilité telles que la ponctualité, la planification, la budgétisation et les compétences de communication, qui sont construits lorsque les résidents participent à des quarts de travail de cuisine pour les autres activités de notre programmation

Ce projet répond à l'enjeu de l'insécurité alimentaire des familles marginalisées et à faibles revenus. Elle s'inscrit toutefois dans un modèle d'adaptation sociale holistique qui tient compte de l'ensemble des aspects de la vie de nos résidentes. Ce projet répond à cet enjeu en permettant aux parents et aux enfants d'apprendre et de mettre en pratique des compétences alimentaires, de développer un sens de la communauté et d'accroître leur estime de soi, et aux parents de mettre en pratique à la fois des compétences alimentaires et des compétences en matière d'employabilité.

Personnes ciblées par le projet

Année	Groupe d'âge	Femmes	Hommes	Autres identités de genre	Total personnes

An 1	Jeunes adultes (18-30 ans)	27	3	0	30
An 2	Jeunes adultes (18-30 ans)	27	3	0	30
An 3	Jeunes adultes (18-30 ans)	27	3	0	30
An 4	Jeunes adultes (18-30 ans)	27	3	0	30
An 1	Enfants (6-11 ans)	3	3	0	6
An 2	Enfants (6-11 ans)	3	3	0	6
An 3	Enfants (6-11 ans)	3	3	0	6
An 4	Enfants (6-11 ans)	3	3	0	6
An 1	Petite enfance (0-5 ans)	5	5	0	10
An 2	Petite enfance (0-5 ans)	5	5	0	10
An 3	Petite enfance (0-5 ans)	5	5	0	10
An 4	Petite enfance (0-5 ans)	5	5	0	10

Nombre de personnes différentes ciblées directement par le projet

Principales caractéristiques des personnes ciblées directement

Les personnes à faible revenu
Les personnes immigrantes
Les personnes vivant avec des enjeux de santé mentale
Les personnes victimes de violence (conjugale, sexuelle, etc.)
Les personnes racisées

Les personnes résidentes de logements sociaux

Nombre d’organisations différentes ciblées directement par le projet :

Année	Total organisations

Année	Montant demandé initial	Montant demandé ajusté	Autofinancement	Contributions partenaires	Coût par édition
An 1	22 400		9 953	3 000	35 353
An 2	24 000	22 848	10 151	3 000	35 999
An 3	22 400	23 305	10 354	3 000	36 659
An 4	22 400	23 771	10 562	3 000	37 333

Budget global du projet

Résumé de la prévision budgétaire du projet

Attestation d’intégrité :

En soumettant la présente demande, l’organisme reconnaît s’être assuré de l’exactitude des informations et que la personne responsable a approuvé le dépôt de celle-ci.

Oui

L’unité administrative responsable du sommaire décisionnel a en sa possession la version intégrale de cette demande de soutien financier.

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ DU MESS

Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
Québec

PROTOCOLE DE COMMUNICATION PUBLIQUE DE LA CONVENTION D'AIDE FINANCIÈRE 2024-2029 – ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ DANS LE CADRE DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES

Ce document s'adresse aux partenaires des Alliances pour la solidarité et aux organismes subventionnés.

1. CONTEXTE

Le présent protocole de communication publique vise à indiquer les principes et les modalités de communication qui guideront les partenaires signataires (ci-après, « Partenaires ») de la Convention.

En effet, la Convention d'aide financière 2024-2029 – Alliances pour la solidarité dans le cadre du Fonds québécois d'initiatives sociales (ci-après, « Convention ») contient la clause 9 sur les communications qui indique que « Les Parties conviennent que toute annonce publique issue de l'Alliance, dont l'annonce de la signature de la Convention ou de toute autre initiative du Partenaire dans le cadre de l'Alliance, doit respecter les modalités du Protocole de communication publique de la Convention d'aide financière 2024-2029 – Alliances pour la solidarité dans le cadre du Fonds québécois d'initiatives sociales. »

2. PRINCIPES DIRECTEURS

Le présent protocole de communication publique s'applique à l'ensemble des Partenaires avec qui le gouvernement du Québec a signé la Convention.

2.1 Les Partenaires conviennent que toute annonce publique relative à la Convention doit respecter les modalités du présent Protocole de communication publique.

2.2 Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale doit être informé au préalable de l'ensemble des annonces publiques liées aux projets financés dans le cadre de la Convention et avoir l'opportunité de participer à ladite annonce, incluant la diffusion d'un communiqué.

2.3 Tous les outils de communication utilisés doivent faire connaître au minimum :

- le titre du ou des projets;
- la mention minimale, la mention complète ou la mention officielle, selon le cas, prévue au tableau, en annexe;
- la contribution financière du Fonds québécois d'initiatives sociales;
- la nature du ou des projets;
- les partenaires de la Convention, dont le Ministère.

Les moyens utilisés doivent respecter le Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec et être approuvés par le Ministère. Pour vous guider, consultez le tableau ci-après.

Tous les outils de communication produits dans le cadre des Alliances pour la solidarité doivent être déposés à la Direction générale de Services Québec concernée pour qu'elle les valide[1]. Le niveau de validation ministérielle sera déterminé selon l'outil utilisé et le contenu véhiculé.

[1] La validation concerne, entre autres, la conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec, la visibilité gouvernementale et la politique linguistique ministérielle. Par ailleurs, toute anomalie (ex. : image discordante) est signalée.

3. MODALITÉS DE COMMUNICATION

3.1 Les Partenaires doivent, 15 jours ouvrables avant toute annonce publique liée à la Convention, transmettre au Ministère l'information relative au projet soutenu et à l'annonce qui en découle. Cette information doit être transmise à la Direction générale de Services Québec concernée[2].

3.2 Dans le cas où le ou les projets soutenus donnent lieu à une annonce publique, celle-ci est organisée en collaboration entre la Direction générale des communications du Ministère, la Direction générale de Services Québec, le Partenaire et l'organisme impliqué.

4. CLAUSE DE VISIBILITÉ LIANT LES ORGANISMES SUBVENTIONNÉS

4.1 Les lettres d'entente, les contrats ou les protocoles relatifs à des subventions accordées à des organismes subventionnés dans le cadre de cette Convention doivent comporter une clause de visibilité, agréée par les Partenaires. Les Partenaires des Conventions sont responsables d'insérer cette clause de visibilité à l'intérieur des lettres d'ententes, des contrats ou des protocoles qu'ils signent avec les organismes subventionnés dans le cadre de cette convention.

4.2 Le libellé de la clause de visibilité reprendra les éléments suivants :

- lorsqu'ils produisent des documents, quel qu'en soit le support, les organismes subventionnés dans le cadre de cette convention, ou rémunérés à la suite d'un contrat réalisé pour le compte des partenaires, doivent mentionner sur le document que celui-ci, ou le projet auquel il se réfère, a été financé par le Fonds québécois d'initiatives sociales, administré par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale;
- de plus, lorsqu'il s'agit de documents promotionnels (affiche, dépliant, brochure, publicité, stand, site Web, etc.), de documents d'information ou de rapports de recherche, la participation du Ministère doit être mentionnée et des éléments de visibilité doivent y être apposés pour faire connaître la contribution du gouvernement du Québec, conformément aux exigences du Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec.
- par ailleurs, si le projet d'un organisme subventionné donne lieu à un événement public, l'organisme doit convier le Ministère à y participer, et ce, au moins 15 jours ouvrables à l'avance;
- la visibilité accordée aux partenaires de la Convention n'exclut pas qu'une visibilité soit consentie à tout autre partenaire au projet subventionné, sur accord du Ministère et du Partenaire signataire de la Convention.

Visibilité requise et conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec

Pour vous guider en matière de visibilité requise au regard de la contribution du gouvernement du Québec, le tableau suivant a été produit. L'emplacement conforme du logo est quant à lui expliqué à la section 2.

Les Partenaires sont responsables de transmettre aux organismes qu'ils subventionnent les informations relatives à la visibilité requise et à la conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec.

[2] Minimalement, la Direction générale de Services Québec doit être informée de toute annonce publique. Celle-ci effectuera les liens avec la Direction générale des communications et le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales.

1. Visibilité requise selon l'outil de communication utilisé

Le tableau suivant présente les éléments qui doivent apparaître dans les outils de communication pour que les normes de visibilité gouvernementale soient respectées.

Outil de communication	Élément assurant la visibilité gouvernementale			
	Logo officiel : 	**Mention minimale :** **« En partenariat avec les Alliances pour la solidarité et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale »**	**Mention complète :** **« Le — *nom du projet* — est réalisé par les Alliances pour la solidarité, en collaboration avec le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. »**	**Mention officielle :** **« Le — nom du projet — est réalisé grâce à une aide financière issue du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS), dans le cadre de l'Alliance pour la solidarité, en collaboration avec le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. »**
Communiqué de presse et conférence de presse (Rappel : l'organisme doit aviser le Ministère 15 jours ouvrables à l'avance pour permettre une possible participation ministérielle ou l'ajout d'une citation).	S. O.[3]	S. O.	S. O.	**Oui** Dans ce cas, la mention ci-dessus doit obligatoirement apparaître **dans le préambule** (« lead ») du communiqué.
Entrevue ciblée avec les médias (ex : article avec les médias)	S. O.	**Oui**	S. O.	S. O.
Publicité imprimée ou numérique dans les journaux ou dans les hebdomadaires locaux, régionaux ou nationaux.	**Oui**	**Oui**	La mention complète peut être utilisée en remplacement de la mention minimale.	S. O.
Section du site Web des organismes subventionnés et des mandataires traitant de l'Alliance pour la solidarité.	**Oui**	S. O.	**Oui**	S. O.
Article dans une infolettre ou courriel traitant de l'Alliance pour la solidarité.	**Oui**	**Oui**	La mention complète peut être utilisée en remplacement de la mention minimale.	S. O.
Autres publicités, vidéos ou informations sur le Web et dans les médias sociaux.	**Oui**			S. O.
Imprimé (Affiche, dépliant).	**Oui**			S. O.
Matériel événementiel (invitation, papillon officiel et kiosque).	**Oui**			S. O.
Radio (lors d'entrevue ou de publicité).	S. O.	**Oui**	S. O.	S. O.
Documentation officielle des organismes signataires et des mandataires concernant les projets (ex. : rapport, document d'appels de projets).	**Oui**	S. O.	**Oui**	S. O.

[3] S. O. : sans objet

2. Conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec

a. Emplacement du logo officiel pour les outils de communication

Le logo à utiliser dans le cadre des Alliances pour la solidarité est celui du gouvernement du Québec. Le logo doit figurer en bas à gauche de la page. Les logos des organismes signataires ou mandataires et ceux des autres partenaires des Alliances pour la solidarité peuvent aussi être ajoutés sous le logo gouvernemental.



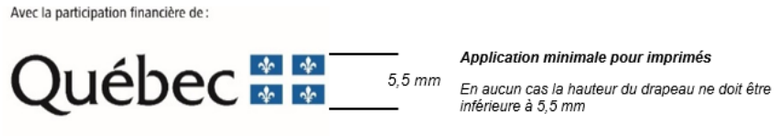
b. Zone de protection et taille minimale du logo officiel

Afin d'assurer une visibilité convenable pour la signature, il faut toujours laisser autour de celle-ci une zone de protection exempte de texte ou de tout autre élément graphique, et ce, que le média soit imprimé ou électronique.

La largeur des zones de protection correspond à la largeur d'un rectangle du drapeau du Québec.



La hauteur du drapeau du Québec ne doit pas être inférieure à 5,5 mm. La signature doit être facilement reconnaissable et lisible. Il ne faut pas déformer la signature en l'étirant horizontalement ou verticalement.



c. Emplacement de la mention minimale ou de la mention complète

Dans un communiqué, la mention officielle (voir tableau) doit obligatoirement apparaître dans le préambule (« lead »).

Dans les autres cas, la mention minimale ou la mention complète doit être placée à l'intérieur du document, à l'intérieur de la page couverture du document ou à la toute fin de l'outil de communication concerné.

3. Pour plus d'information

Pour obtenir plus d'information sur la visibilité requise et la conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec :

Pour le Partenaire

Contacter le communicateur régional de la Direction générale de Services Québec concernée.

Pour l’organisme subventionné

Contacter l’agente ou l’agent régional de liaison des Alliances pour la solidarité.

ANNEXE 3

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ GÉNÉRAL

Ce protocole définit les dispositions que **Les Maisons transitionnelles 03** (ci-après l'« **Organisme** ») doit respecter afin d'accorder une visibilité à la Ville dans le cadre de la présente convention relativement au projet intitulé *Mieux cuisiner ensemble (*ci-après le « **Projet** »).

1. ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

1.1 Présenter et faire approuver un plan de communication visant à fournir une visibilité à la mesure du soutien de la Ville; ce plan devra énumérer les moyens que l'Organisme utilisera pour communiquer des renseignements sur le Projet, et la fréquence prévue de ces communications.

1.2 Faire approuver tous les outils de communication, à l'exception des publications sur les réseaux sociaux, selon les exigences, les modalités et les délais prévus au présent protocole de visibilité.

1.3 S'assurer que les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations prévues au présent protocole de visibilité.

1.4 Offrir à la Ville la possibilité de participer aux événements médiatiques et publics, comme défini au paragraphe 2.2 du présent protocole de visibilité.

1.5 Ne pas diffuser une première communication publique avant d'avoir obtenu l'autorisation du Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention.

2. COMMUNICATIONS

2.1 Reconnaissance de la Ville

2.1.1 Faire état de la contribution de la Ville lors des communications publiques et des communications écrites au moment le plus opportun, tel qu'au lancement ou à la clôture du Projet, à la signature de la convention, etc.

2.1.2 Apposer le logo de la Ville sur tous les outils de communication imprimés, numériques ou électroniques, selon les modalités décrites à l'article 3 du présent protocole de visibilité :

S'assurer que ce logo est mis en évidence si la Ville est l'unique ou le principal partenaire;

Inclure le logo de la Ville parmi ceux des autres partenaires du Projet, s'il y a lieu;

S'assurer de reconnaître équitablement l'ensemble de la contribution de la Ville dans la réalisation du Projet advenant la présence de plusieurs partenaires;

Ajouter l'une des mentions définies au sous-paragraphe 2.1.3 du présent protocole de visibilité, lorsque l'insertion du logo n'est pas possible.

2.1.3 Inclure l'une des mentions suivantes, selon la nature de la convention, minimalement une fois pour chacun des supports écrits, tels que les réseaux sociaux, le site Web, les communiqués de presse ou le programme d'activités :

« Le projet [Nom du Projet] est réalisé avec le soutien de la Ville de Montréal dans le cadre de l'entente [nom de l'Entente] »;

« [Nom de l'Organisme] remercie la Ville de Montréal pour sa contribution dans la réalisation du projet [nom du Projet] »;

« Le projet [Nom du Projet] est offert avec la collaboration de la Ville de Montréal »;

« Le projet « [Nom du projet] » est réalisé en partenariat avec la Ville de Montréal ».

2.2 Relations médias et événements publics

2.2.1 Lors d'une annonce importante ou d'un événement public :

Mentionner verbalement la contribution de la Ville en employant l'une des mentions définies au sous-paragraphe 2.1.2 du présent protocole de visibilité;

Inviter par écrit un représentant ou une représentante politique de la mairie de Montréal ou du comité exécutif **au moins vingt (20) jours ouvrables** à l'avance, comme défini au sous-paragraphe 3.3.2 du présent protocole de visibilité;

Advenant la participation d'un représentant ou d'une représentante politique de la mairie de Montréal et du comité exécutif :

en informer le Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention;

coordonner et effectuer le suivi avec le cabinet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance et valider les règles protocolaires en matière d'événements publics;

Assurer l'accréditation média des personnes représentant la Ville ainsi que de celles qu'elles ont mandatées (photographe, vidéaste, relationniste, etc.);

Prendre en charge la gestion des droits des photos, des vidéos et de tout autre matériel qui pourraient être diffusés sur les plateformes de la Ville à des fins strictement promotionnelles et non commerciales;

Lors d'une captation visuelle (télédiffusion, webdiffusion, etc.), s'assurer que :

le logo de la Ville apparaît dans le champ de vision;

les personnes présentes sont informées, par écrit ou verbalement, que l'événement fait l'objet d'une captation et que celles qui pourraient être reconnaissables dans la vidéo ont autorisé l'utilisation de leur image.

2.2.2 Offrir par écrit à la mairie de Montréal la possibilité d'inclure un message officiel dans le programme de l'Organisme, **au moins trente (30) jours ouvrables** avant la date de la diffusion ou de l'impression, et informer le Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention advenant l'acceptation de l'offre.

2.3 **Publicité et promotion**

2.3.1 Diffuser sur les réseaux sociaux une publication servant exclusivement à reconnaître la contribution de la Ville en s'assurant d'y inclure l'une des mentions définies au sous-paragraphe 2.1.3 du présent protocole de visibilité et un lien vers les plateformes appropriées, soit :

Pour une publication sur LinkedIn : https://www.linkedin.com/company/ville-de-montr-al/;

Pour une publication sur Instagram : @mtl_ville;

Pour une publication sur Facebook :

@AffairesEconomieInnovationMTL pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique;

@mtlville pour les autres types de projets;

Pour une publication sur X :

@AffairesMtl pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique;

@mtl_ville pour les autres types de projets.

2.3.2 Mentionner le Projet dans le site Web de l'Organisme et ajouter un hyperlien vers le site de la Ville, montreal.ca, si applicable.

2.3.3 Lorsque des vidéos ou des animations sont réalisées dans le cadre du Projet, s'assurer d'intégrer le logo de la Ville, conformément aux modalités définies à l'article 3 du présent protocole de visibilité.

2.3.4 Convenir des visuels pertinents (vidéo, photo, etc.) avec la personne responsable des communications de la Ville et, si applicable, les lui remettre libres de droits avant le lancement de la

campagne de communication, afin que la Ville puisse les utiliser pour promouvoir son engagement si elle le souhaite.

2.3.5 **Lors d'un événement public ou d'activités sur un site** et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables** à l'avance :

La diffusion gratuite d'une vidéo de 15 à 30 secondes produite par la Ville afin de promouvoir l'engagement de celle-ci auprès de la population;

La diffusion d'un message rédigé par la Ville et destiné aux participants, advenant la présence d'un animateur sur le site;

La possibilité d'installer des bannières promotionnelles ou un kiosque (d'une dimension maximale de 10 pi x 20 pi, alimenté en électricité et situé à un emplacement gratuit dans un secteur fréquenté ou tout autre support jugé pertinent par les organisateurs et la personne responsable des communications à la Ville afin que celle-ci puisse avoir une visibilité sur le site ou interagir avec le public.

2.3.6 Fournir un espace publicitaire gratuit dans le programme imprimé ou numérique, **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance; le matériel sera fourni par la Ville, sur demande envoyée à visibilite@montreal.ca.

2.4 Bilan de visibilité

2.4.1 Remettre un bilan au Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention **au plus tard trente (30) jours ouvrables** après la fin du Projet. Y inclure :

une courte description du projet (30-50 mots);

une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied;

une revue de presse couvrant le Projet;

des photos du Projet libres de droits afin que la Ville puisse les utiliser pour promouvoir sa contribution au Projet si elle le souhaite;

toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participants;

des statistiques pour chacun des médias utilisés, dont :

le nombre d'abonnés;

le nombre de publications ou de vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci;

la portée ou fréquence des publications ou des vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci;

le nombre d'impressions et de clics pour les autres médias numériques;

le nombre de visiteurs uniques pour les pages du site Web où la Ville a une visibilité (grâce à un logo ou à une mention);

le taux PEB/nombre d'occasions (radio, télé, affichage, quotidien) si la Ville a une visibilité dans ces médias (grâce à un logo ou à une mention).

3. MODALITÉS

3.1 Normes graphiques et linguistiques

3.1.1 Respecter les directives sur l'utilisation du logo définies dans le Complément au Protocole de visibilité de la Ville.

3.1.2 Respecter l'ordre convenu pour le positionnement des logos de la Ville et des autres partenaires sur tous les outils de communication.

3.1.3 Ne pas utiliser le nom ou le logo de la Ville, en tout ou en partie, en dehors du contexte de la convention sans l'autorisation de la Ville.

3.2 Approbations

3.2.1 Soumettre pour approbation au Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention :

le plan de communication défini au sous-paragraphe 1.1 du présent protocole de visibilité **dans un délai raisonnable** pour lui permettre de l'évaluer et de fournir une rétroaction;

le communiqué de presse, tout document média et les textes soulignant la contribution de la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables** avant leur diffusion.

3.2.2 Soumettre pour approbation à la Direction des communications corporatives de la Ville le positionnement des logos sur toutes les communications imprimées, numériques et électroniques du Projet, **au moins quinze (15) jours ouvrables** avant leur impression ou diffusion.

3.2.3 Advenant la participation d'un représentant ou d'une représentante politique à un événement médiatique, soumettre pour approbation à la **mairie de Montréal** le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance.

3.3 Contacts

3.3.1 Direction des communications corporatives de la Ville

Écrire à visibilite@montreal.ca pour :

offrir l'un ou l'ensemble des éléments de visibilité spécifiés dans le présent protocole de visibilité;

faire la demande pour obtenir les versions officielles et téléchargeables du logo de la Ville;

faire approuver l'utilisation et le positionnement des logos sur les outils de communication en s'assurant de joindre une copie de ces outils en basse résolution.

3.3.2 Mairie de Montréal

Pour rejoindre la mairie de Montréal afin d'offrir ou de faire approuver un élément de visibilité concernant un représentant ou une représentante politique, écrire à mairesse@montreal.ca.

IMPORTANT :
Lors de toute communication avec la mairie de Montréal ou la Direction des communications corporatives de la Ville, s'assurer de préciser dans sa demande que le Projet est subventionné par le biais de la convention et du programme Alliance pour la solidarité dans le cadre du Fonds québécois d'initiatives sociales.

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
ALLIANCE POUR LA SOLIDARITÉ
DANS LE CADRE DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
Sommaire décisionnel # 1257570001

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, **ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES—NOTRE-DAME-DE-GRÂCE**, personne morale de droit public ayant son bureau d'arrondissement au 5160, boulevard Décarie, bureau 600, Montréal (Québec) H3X 2H9, agissant et représentée par Geneviève Reeves, secrétaire d'arrondissement dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la résolution CA04 1704, du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **PARENTS ENGAGÉS POUR LA PETITE ENFANCE (PEP),** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38), dont l'adresse principale est le 5964, avenue Notre-Dame-de-Grâce, bureau 208, Montréal (Québec) H4A 1N1, agissant et représentée par Marie-Josée Perreault, Directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription TPS : S/O
Numéro d'inscription TVQ : S/O
Numéro de charité : 832624662RR001

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale* (RLRQ, c. L-7) institue une Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ainsi que le Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS), lequel vise à soutenir financièrement la réalisation de projets, d'actions et d'initiatives afin d'atteindre les buts de la Stratégie nationale;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec a dévoilé le 21 juin 2024 le Plan d'action gouvernemental visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024-2029 - Mobiliser - Accompagner - Participer, dans lequel il est prévu à la mesure 3.1.1.1 de poursuivre et de bonifier les Alliances pour la solidarité sur l'ensemble du territoire québécois, y compris avec des organisations autochtones afin que les acteurs locaux ou régionaux puissent investir les ressources disponibles selon les priorités établies en concertation avec leurs milieux;

ATTENDU QUE la Ville et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (ci-après le « **MESS** ») ont conclu une convention d'aide financière pour l'Alliance pour la solidarité dans le cadre du Fonds québécois d'initiatives sociales, pour la période du 1er avril 2024 au 31 mars 2029 pour le territoire de l'agglomération de Montréal (ci-après la « **Convention Ville-MESS** »), laquelle prévoit une aide financière totale de 55 M$ accordée à la Ville sur cinq (5) ans;

ATTENDU QUE le MESS et la Ville ont convenu que cette dernière assume la gestion de la Convention Ville-MESS et l'octroi des aides financières sur son territoire;

ATTENDU QUE l'Organisme souhaite intervenir par des actions et initiatives de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale;

ATTENDU QUE l'Organisme a comme mission d'offrir, d'élaborer et de soutenir, particulièrement au Québec, des programmes principalement à domicile, visant à améliorer l'aptitude des parents immigrants et issus de milieux défavorisés à renforcer la capacité d'apprendre de leurs enfants en bas âge ainsi qu'à mieux préparer ces derniers à l'école;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation de son Projet tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti;

ATTENDU QUE le *Règlement sur la gestion contractuelle* adopté par la Ville en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* s'applique à la présente convention et qu'il est disponible pour consultation sur le site de la Ville.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

« **Annexe 1** » :	désigne la description du Projet (demande de soutien);

« **Annexe 2** » :	désigne le protocole de visibilité du MESS, tel que mentionné au paragraphe 4.4.1 de la présente convention;
« **Annexe 3** » :	désigne le protocole de visibilité de la Ville, tel que mentionné au paragraphe 4.4.1 de la présente convention, le cas échéant;
« **Projet** » :	désigne le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
« **Rapport annuel** » :	désigne le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;
« **Reddition de compte** » :	désigne les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées; de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document ou information exigés par le Responsable dans le cadre du Projet;
« **Responsable** » :	désigne le directeur de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;
« **Unité administrative** » :	désigne la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser son Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue au paragraphe de la présente convention;

4.2 **Autorisations et permis**

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs au Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 **Respect des lois**

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment l'affichage de l'Organisme sur toute propriété de la Ville, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de ses installations, le cas échéant;

4.3.3 dans la mesure où l'Organisme traiterait ou aurait accès à des renseignements personnels pendant la durée de la présente convention, traiter de manière confidentielle ces renseignements personnels et se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, étant toutefois expressément convenu par les Parties que tout tel traitement par l'Organisme sera fait exclusivement pour

son propre compte et non pour celui de la Ville et que celle-ci n'encourra aucune responsabilité à cet égard.

4.4 **Promotion et publicité**

4.4.1 faire état de la participation financière du MESS, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, et de la Ville, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 3, le cas échéant, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention, et faire en sorte que ceux-ci reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MESS, notamment par rapport aux autres partenaires au Projet, étant entendu qu'ils doivent être préalablement approuvés par écrit par le Responsable et par le MESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MESS aux différents événements concernant le Projet et respecter toute autre modalité prévue aux protocoles de visibilité, joints aux annexe 2 et 3, le cas échéant;

4.5 **Aspects financiers**

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, il est entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 30 avril de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente convention et le 31 mars 2026 pour la première année et la période du 1er avril d'une année au 31 mars de l'année suivante pour les années subséquentes;

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité du Projet distincte de celle concernant les autres projets ou secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville et le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du Vérificateur général du Québec ou de leurs représentants, durant les

heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et leur fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les cent vingt (120) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 transmettre au Responsable, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers au plus tard cent vingt (120) jours suivant la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre au Responsable, ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers vérifiés au plus tard cent vingt (120) jours suivant la fin de son exercice financier;

La transmission au Vérificateur général de la Ville doit être faite par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1);

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 **Remise de documents**

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7 **Responsabilité**

4.7.1 tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de la présente convention;

4.7.2 prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre eux par des tiers et indemniser la Ville en capital, intérêts et frais de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre eux ainsi que de toute somme qu'elle aura dû débourser pour défendre leurs intérêts avant ou après un tel jugement en raison de la présente convention;

4.7.3 malgré ce qui précède, l'Organisme n'est pas tenu d'indemniser la Ville ou de prendre son fait et cause lorsque cette obligation découlerait directement d'une faute lourde ou intentionnelle commise par la Ville ou ses employés, représentants et mandataires.

4.8 Communications des informations

4.8.1 fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de la demande;

4.8.2 autoriser la Ville à transmettre au MESS, aux ministères et aux organismes du gouvernement du Québec qui peuvent être concernés par la présente convention une copie de la présente convention ainsi que sur demande, toute information, document ou autre concernant l'Organisme ou la présente convention.

4.9 **Séance du conseil d'arrondissement**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

Sous réserve de l'obtention des crédits par la Ville du MESS en vertu de la convention Ville-MESS, la Ville s'engage à ce qui suit.

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville convient de lui verser une contribution financière maximale de cent soixante-six mille huit cent trente-quatre dollars (166 834 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 **Versements**

La contribution financière sera remise à l'Organisme en huit versements :

5.2.1 Pour l'année 2025-2026 :

5.2.1.1. une somme maximale de trente-six mille quatre cent trente dollars et vingt cents (36 430, 20 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

5.2.1.2. une somme maximale de quatre mille quarante-sept dollars et quatre-vingt cents (4 047,80 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport annuel 2025-2026 à la satisfaction du Responsable;

5.2.2 Pour l'année 2026-2027 :

5.2.2.1. une somme maximale de trente-sept mille cent cinquante-huit dollars et quatre-vingt cents (37 158,80 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

5.2.2.2. une somme maximale de quatre mille cent vingt-huit dollars et soixante-seize cents (4 128,76 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport annuel 2026-2027 à la satisfaction du Responsable;

5.2.3 Pour l'année 2027-2028 :

5.2.3.1. une somme maximale de trente-sept mille neuf cent-un dollars et quatre-vingt-dix-huit cents (37 901,98 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

5.2.3.2. une somme maximale de quatre mille deux cent onze dollars et trente-trois cents (4 211,33 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport annuel 2027-2028 à la satisfaction du Responsable;

5.2.4 Pour l'année 2028-2029 :

5.2.4.1. une somme maximale de trente-huit mille six cent cinquante-neuf dollars et soixante et un cents (38 659,61 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

5.2.4.2. une somme maximale de quatre mille deux cent quatre-vingt-quinze dollars et cinquante et deux cents (4 295,52 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport annuel 2028-2029 à la satisfaction du Responsable;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 **Ajustement de la contribution financière**

Toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet doit être remise à la Ville à la fin de la présente convention sauf si une résolution dûment adoptée par l'instance compétente de la Ville autorise l'Organisme à la conserver. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, sans délai et par écrit, de l'existence de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent, dont, notamment :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du *Règlement sur la gestion contractuelle* de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux sous-paragraphes 6.3.1 à 6.3.3.

6.4 L'Organisme doit utiliser toute somme versée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, la contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Organisme déclare et garantit :

7.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

7.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

7.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et, notamment, ceux lui permettant de consentir la licence prévue au paragraphe 9.2 de la présente convention;

7.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 8
ASSURANCES

8.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme assurée additionnelle. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne doit être applicable à la Ville.

8.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur.

8.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 9
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

9.1 Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents, photos, vidéos, données et autres remis à la Ville dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

9.2 L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à reproduire, à adapter, à modifier, à communiquer, à publier, à diffuser, à traduire, à conserver et à copier les Rapports en tout ou en partie, sous quelque forme ou support que ce soit à des fins municipales.

ARTICLE 10
DÉFAUT

10.1 Il y a défaut :

10.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

10.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

10.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

10.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

10.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 10.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

10.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 10.1.2, 10.1.3 ou 10.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

10.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 10.2 ou 10.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

ARTICLE 11
DURÉE

La présente convention prend effet à la date de sa dernière signature et se termine, sous réserve des articles 10 et 12, au plus tard le 31 mars 2029.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 12
RÉSILIATION ET SUSPENSION

12.1 La Ville peut résilier la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Le Responsable avise l'Organisme par écrit de son intention de présenter à l'instance compétente de la Ville une recommandation à cet effet. À la réception de cet avis, l'Organisme doit soumettre dans un délai de dix (10) jours tous les rapports et documents exigés par le Responsable en joignant toutes les pièces justificatives requises.

12.2 Lorsque l'avis d'intention fait état d'une résiliation de la présente convention, l'Organisme doit, dès réception de cet avis, cesser immédiatement l'exécution de toutes activités pouvant engager des coûts à être financés à même la contribution financière versée par la Ville, en attendant la décision de l'instance compétente de la Ville et, dans l'intervalle, respecter les instructions émises par le Responsable. La Ville n'acquittera que le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet en date de l'avis d'intention.

12.3 En cas de résiliation, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

12.4 Le Responsable peut suspendre l'exécution de la présente convention, en tout temps, pourvu qu'il avise par écrit l'Organisme de cette suspension. Ce dernier doit se conformer aux instructions émises par le Responsable à ce sujet.

12.5 Lorsque le Responsable informe l'Organisme qu'il peut reprendre la réalisation du Projet, celui-ci doit le faire selon les conditions et le délai convenus avec le Responsable.

12.6 La résiliation ou la suspension de la présente convention ne donnent droit à l'Organisme à aucune compensation ou indemnité et celui-ci convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation ou de la suspension de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 **Représentations de l'Organisme**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

<u>Élection de domicile de l'Organisme</u>

L'Organisme fait élection de domicile au 5964, avenue Notre-Dame-de-Grâce, bureau 208, Montréal (Québec) H4A 1N1, et tout avis doit être adressé à l'attention de la Directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 5160, boulevard Décarie, bureau 600, Montréal (Québec) H3X 2H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AU LIEU ET À LA DATE INDIQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20___

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Geneviève REEVES
Secrétaire d'arrondissement

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20___

PARENTS ENGAGÉS POUR LA PETITE ENFANCE (PEP)

Par : _____
Marie-Josée Perreault
Directrice générale

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal, le _____e jour de _____ 2025

(Résolution CA_____).

ANNEXE 1

PROJET

Montréal

001196-Des mini jardins collectifs et un programme de jardins urbains pour les parents de CDN-NDG

Identification du projet

Nom de l'organisme : Parents engagés pour la petite enfance (PEP)

Appel à projet : Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce - Appel de projets Agir Ensemble - Entente Ville-MESS 2025-2029

Titre de la demande : Des mini jardins collectifs et un programme de jardins urbains pour les parents de CDN-NDG

Durée du projet :

Année	Date début période réalisation	Date fin période réalisation	Édition
An 4	2028-04-01	2029-03-31	2025-2029
An 3	2027-04-01	2028-03-31	2025-2029
An 2	2026-04-01	2027-03-31	2025-2029
An 1	2025-04-01	2026-03-31	2025-2029

Correspondance avec le programme

Axe parent	*Axe*
1. Soutenir la réponse aux besoins de base	1.1 Un meilleur accès à une alimentation saine, nutritive, abordable et adaptée
2. Miser sur le pouvoir d'agir	2.1 Une plus grande capacité d'agir individuelle et collective pour améliorer la qualité de vie des personnes

3. Renforcer le tissu social	3.1 Des réseaux d'entraide et de solidarité renforcés

Signataire et convention

Responsable de l'organisme : Marie-Josée Perreault

Contact associé à l'organisme :

Autre :

Description et planification

Description du projet (qui, quoi, quand, où, comment) :

Notre projet consiste à revoir les activités individuelles autour du jardinage, mais aussi à continuer d'opérer six mini-jardins collectifs, ainsi qu'un programme à domicile de jardins urbains extérieurs et sur les balcons. Ce programme comprend actuellement 15 jardins, mais nous arrivons toujours à en faire au moins 18, et 24 ateliers culinaires familiaux avec des recettes utilisant les produits récoltés. Nous souhaitons conserver les espaces de jardinage collectif qui sont déjà bien présents pour les parents de CDN-NDG. Notre chargée de projet, qui a efficacement géré le projet l'année dernière, continuera de le faire, en plus de repérer de nouveaux sites pour deux mini-jardins collectifs. Elle élaborera également les horaires des activités qui permettront aux familles de jardiner en toute sécurité, développera le programme de jardins urbains et organisera des ateliers culinaires. Nous fournirons les outils nécessaires, et nous nous assurerons que les mesures sanitaires en vigueur soient respectées. Nous collaborerons avec les intervenants du milieu, en cherchant à identifier les secteurs prioritaires et les organismes qui répondent aux besoins des personnes les plus vulnérables de notre quartier. En ce qui concerne les mini-jardins, nos partenariats sont avec La Maison Bleue de CDN, ça pousse, qui est une initiative du Dépôt sur le terrain de l'école Judith-Jasmin, ainsi qu'avec l'école Marc Favreau et Mackay Centre School, le CC NDG dans le secteur Grand Boulevard, le Centre communautaire Westhaven et À deux mains. Chaque mini-jardin organisera une activité hebdomadaire en groupe, qui sera axée sur une activité parent-enfant. Ces séances viseront à stimuler le développement des compétences des tout-petits grâce à des activités ludiques centrées sur le thème du jardinage. Par le fait même, tous les participants seront invités à entretenir et récolter les jardins. Ces activités se dérouleront de la mi-mai au début octobre.

En ce qui concerne les ateliers de cuisine, nous en organiserons 12 par an, soit un par mois, à CDN en utilisant l'espace de Multicaf, et la même formule sera appliquée au Centre communautaire Westhaven dans NDG. Nous proposons une recette facile à réaliser avec des ingrédients saisonniers que les parents sont encouragés à cuisiner avec leur enfant. Nous fournissons tous les ingrédients nécessaires. Nous encourageons les parents à suggérer des recettes et à animer des ateliers en collaboration avec notre équipe. Les fiches d'activité seront révisées tout au long de l'année, et de nouvelles seront ajoutées en fonction des besoins émergents. Les jardins sur balcons sont réservés, pour l'instant à la population participante aux programmes du PEP, car nous avons toujours un minimum de 15 parents qui veulent participer. L'élaboration des jardins sur balcons se fera avec la participation des familles, chez les familles.

Quels sont les résultats attendus à la fin du projet ? De quelle façon le projet pourra-t-il répondre aux enjeux ?

Résultat 1: Contribuer à renforcer la sécurité alimentaire des familles vulnérables de Notre-Dame-de-Grâce et de Côte-des-Neiges. Participation de 20 personnes différentes à au moins une activité par jardin.
Résultat 2 : Combattre l'isolement social et l'exclusion sociale en favorisant l'intégration dans la communauté grâce à des espaces inclusifs.
Résultat 3 : Favoriser l'autonomisation des parents dans l'acquisition de nouvelles compétences en jardinage ou en cuisine, et renforcer les liens familiaux et communautaires chez 120 enfants qui participent à nos programmes réguliers ainsi que leurs parents.

Personnes ciblées par le projet

Année	Groupe d'âge	Femmes	Hommes	Autres identités de genre	Total personnes
An 4	Petite enfance (0-5 ans)	175	175	0	350
An 1	Petite enfance (0-5 ans)	175	175	0	350
An 2	Petite enfance (0-5 ans)	175	175	0	350

An 3	Petite enfance (0-5 ans)	175	175	0	350

Nombre de personnes différentes ciblées directement par le projet

Principales caractéristiques des personnes ciblées directement

Les personnes immigrantes
Les personnes à faible revenu
Les personnes ayant des limitations fonctionnelles ou en situation de handicap
Les personnes vivant avec des enjeux de santé mentale
Les personnes victimes de violence (conjugale, sexuelle, etc.)
Les personnes autochtones
Les personnes racisées
Les personnes nouvelles arrivantes (moins de 5 ans)
Les personnes migrantes à statut précaire incluant les personnes demandeuses d'asile ou sans statut
Les personnes résidentes de logements sociaux
Les personnes LGBTQ2IA+
Les personnes vivant de l'isolement ou à risque de l'être

Nombre d'organisations différentes ciblées directement par le projet :

Année	Total organisations
An 2	10
An 3	10
An 4	10
An 1	8

Année	Montant demandé initial	Montant demandé ajusté	Autofinancement	Contributions partenaires	Coût par édition
An 3	40 478	42 113	0	25 900	68 013
An 2	40 478	41 288	0	25 900	67 188
An 1	40 478		0	25 900	66 378
An 4	40 478	42 955	0	25 900	68 855

Budget global du projet

Résumé de la prévision budgétaire du projet

Attestation d’intégrité :

En soumettant la présente demande, l’organisme reconnaît s’être assuré de l’exactitude des informations et que la personne responsable a approuvé le dépôt de celle-ci.

Oui

L’unité administrative responsable du sommaire décisionnel a en sa possession la version intégrale de cette demande de soutien financier.

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ DU MESS

Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
Québec

PROTOCOLE DE COMMUNICATION PUBLIQUE DE LA CONVENTION D'AIDE FINANCIÈRE 2024-2029 – ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ DANS LE CADRE DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES

Ce document s'adresse aux partenaires des Alliances pour la solidarité et aux organismes subventionnés.

1. CONTEXTE

Le présent protocole de communication publique vise à indiquer les principes et les modalités de communication qui guideront les partenaires signataires (ci-après, « Partenaires ») de la Convention.

En effet, la Convention d'aide financière 2024-2029 – Alliances pour la solidarité dans le cadre du Fonds québécois d'initiatives sociales (ci-après, « Convention ») contient la clause 9 sur les communications qui indique que « Les Parties conviennent que toute annonce publique issue de l'Alliance, dont l'annonce de la signature de la Convention ou de toute autre initiative du Partenaire dans le cadre de l'Alliance, doit respecter les modalités du Protocole de communication publique de la Convention d'aide financière 2024-2029 – Alliances pour la solidarité dans le cadre du Fonds québécois d'initiatives sociales. »

2. PRINCIPES DIRECTEURS

Le présent protocole de communication publique s'applique à l'ensemble des Partenaires avec qui le gouvernement du Québec a signé la Convention.

2.1 Les Partenaires conviennent que toute annonce publique relative à la Convention doit respecter les modalités du présent Protocole de communication publique.

2.2 Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale doit être informé au préalable de l'ensemble des annonces publiques liées aux projets financés dans le cadre de la Convention et avoir l'opportunité de participer à ladite annonce, incluant la diffusion d'un communiqué.

2.3 Tous les outils de communication utilisés doivent faire connaître au minimum :

- le titre du ou des projets;
- la mention minimale, la mention complète ou la mention officielle, selon le cas, prévue au tableau, en annexe;
- la contribution financière du Fonds québécois d'initiatives sociales;
- la nature du ou des projets;
- les partenaires de la Convention, dont le Ministère.

Les moyens utilisés doivent respecter le Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec et être approuvés par le Ministère. Pour vous guider, consultez le tableau ci-après.

Tous les outils de communication produits dans le cadre des Alliances pour la solidarité doivent être déposés à la Direction générale de Services Québec concernée pour qu'elle les valide[1]. Le niveau de validation ministérielle sera déterminé selon l'outil utilisé et le contenu véhiculé.

[1] La validation concerne, entre autres, la conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec, la visibilité gouvernementale et la politique linguistique ministérielle. Par ailleurs, toute anomalie (ex. : image discordante) est signalée.

3. MODALITÉS DE COMMUNICATION

3.1 Les Partenaires doivent, 15 jours ouvrables avant toute annonce publique liée à la Convention, transmettre au Ministère l'information relative au projet soutenu et à l'annonce qui en découle. Cette information doit être transmise à la Direction générale de Services Québec concernée[2].

3.2 Dans le cas où le ou les projets soutenus donnent lieu à une annonce publique, celle-ci est organisée en collaboration entre la Direction générale des communications du Ministère, la Direction générale de Services Québec, le Partenaire et l'organisme impliqué.

4. CLAUSE DE VISIBILITÉ LIANT LES ORGANISMES SUBVENTIONNÉS

4.1 Les lettres d'entente, les contrats ou les protocoles relatifs à des subventions accordées à des organismes subventionnés dans le cadre de cette Convention doivent comporter une clause de visibilité, agréée par les Partenaires. Les Partenaires des Conventions sont responsables d'insérer cette clause de visibilité à l'intérieur des lettres d'ententes, des contrats ou des protocoles qu'ils signent avec les organismes subventionnés dans le cadre de cette convention.

4.2 Le libellé de la clause de visibilité reprendra les éléments suivants :

- lorsqu'ils produisent des documents, quel qu'en soit le support, les organismes subventionnés dans le cadre de cette convention, ou rémunérés à la suite d'un contrat réalisé pour le compte des partenaires, doivent mentionner sur le document que celui-ci, ou le projet auquel il se réfère, a été financé par le Fonds québécois d'initiatives sociales, administré par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale;
- de plus, lorsqu'il s'agit de documents promotionnels (affiche, dépliant, brochure, publicité, stand, site Web, etc.), de documents d'information ou de rapports de recherche, la participation du Ministère doit être mentionnée et des éléments de visibilité doivent y être apposés pour faire connaître la contribution du gouvernement du Québec, conformément aux exigences du Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec.
- par ailleurs, si le projet d'un organisme subventionné donne lieu à un événement public, l'organisme doit convier le Ministère à y participer, et ce, au moins 15 jours ouvrables à l'avance;
- la visibilité accordée aux partenaires de la Convention n'exclut pas qu'une visibilité soit consentie à tout autre partenaire au projet subventionné, sur accord du Ministère et du Partenaire signataire de la Convention.

Visibilité requise et conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec

Pour vous guider en matière de visibilité requise au regard de la contribution du gouvernement du Québec, le tableau suivant a été produit. L'emplacement conforme du logo est quant à lui expliqué à la section 2.

Les Partenaires sont responsables de transmettre aux organismes qu'ils subventionnent les informations relatives à la visibilité requise et à la conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec.

[2] Minimalement, la Direction générale de Services Québec doit être informée de toute annonce publique. Celle-ci effectuera les liens avec la Direction générale des communications et le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales.

1. Visibilité requise selon l'outil de communication utilisé

Le tableau suivant présente les éléments qui doivent apparaître dans les outils de communication pour que les normes de visibilité gouvernementale soient respectées.

Outil de communication	Élément assurant la visibilité gouvernementale			
	Logo officiel : Avec la participation financière de : Québec	**Mention minimale :** **« En partenariat avec les Alliances pour la solidarité et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale »**	**Mention complète :** **« Le — *nom du projet* — est réalisé par les Alliances pour la solidarité, en collaboration avec le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. »**	**Mention officielle :** **« Le — nom du projet — est réalisé grâce à une aide financière issue du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS), dans le cadre de l'Alliance pour la solidarité, en collaboration avec le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. »**
Communiqué de presse et conférence de presse (Rappel : l'organisme doit aviser le Ministère 15 jours ouvrables à l'avance pour permettre une possible participation ministérielle ou l'ajout d'une citation).	S. O.[3]	S. O.	S. O.	**Oui** Dans ce cas, la mention ci-dessus doit obligatoirement apparaître **dans le préambule** (« lead ») du communiqué.
Entrevue ciblée avec les médias (ex : article avec les médias)	S. O.	**Oui**	S. O.	S. O.
Publicité imprimée ou numérique dans les journaux ou dans les hebdomadaires locaux, régionaux ou nationaux.	**Oui**	**Oui**	La mention complète peut être utilisée en remplacement de la mention minimale.	S. O.
Section du site Web des organismes subventionnés et des mandataires traitant de l'Alliance pour la solidarité.	**Oui**	S. O.	**Oui**	S. O.
Article dans une infolettre ou courriel traitant de l'Alliance pour la solidarité.	**Oui**	**Oui**	La mention complète peut être utilisée en remplacement de la mention minimale.	S. O.
Autres publicités, vidéos ou informations sur le Web et dans les médias sociaux.	**Oui**			S. O.
Imprimé (Affiche, dépliant).	**Oui**			S. O.
Matériel événementiel (invitation, papillon officiel et kiosque).	**Oui**			S. O.
Radio (lors d'entrevue ou de publicité).	S. O.	**Oui**	S. O.	S. O.
Documentation officielle des organismes signataires et des mandataires concernant les projets (ex. : rapport, document d'appels de projets).	**Oui**	S. O.	**Oui**	S. O.

[3] S. O. : sans objet

2. Conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec

a. Emplacement du logo officiel pour les outils de communication

Le logo à utiliser dans le cadre des Alliances pour la solidarité est celui du gouvernement du Québec. Le logo doit figurer en bas à gauche de la page. Les logos des organismes signataires ou mandataires et ceux des autres partenaires des Alliances pour la solidarité peuvent aussi être ajoutés sous le logo gouvernemental.



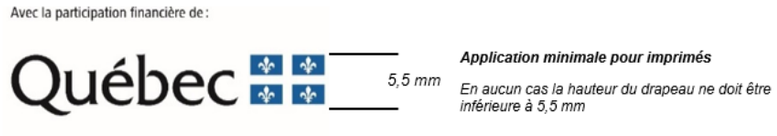
b. Zone de protection et taille minimale du logo officiel

Afin d'assurer une visibilité convenable pour la signature, il faut toujours laisser autour de celle-ci une zone de protection exempte de texte ou de tout autre élément graphique, et ce, que le média soit imprimé ou électronique.

La largeur des zones de protection correspond à la largeur d'un rectangle du drapeau du Québec.



La hauteur du drapeau du Québec ne doit pas être inférieure à 5,5 mm. La signature doit être facilement reconnaissable et lisible. Il ne faut pas déformer la signature en l'étirant horizontalement ou verticalement.



c. Emplacement de la mention minimale ou de la mention complète

Dans un communiqué, la mention officielle (voir tableau) doit obligatoirement apparaître dans le préambule (« lead »).

Dans les autres cas, la mention minimale ou la mention complète doit être placée à l'intérieur du document, à l'intérieur de la page couverture du document ou à la toute fin de l'outil de communication concerné.

3. Pour plus d'information

Pour obtenir plus d'information sur la visibilité requise et la conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec :

Pour le Partenaire

Contacter le communicateur régional de la Direction générale de Services Québec concernée.

Pour l’organisme subventionné

Contacter l’agente ou l’agent régional de liaison des Alliances pour la solidarité.

ANNEXE 3

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ GÉNÉRAL

Ce protocole définit les dispositions que **Parents engagés pour la petite enfance (PEP)** (ci-après l'« **Organisme** ») doit respecter afin d'accorder une visibilité à la Ville dans le cadre de la présente convention relativement au projet intitulé *Des mini jardins collectifs et un programme de jardins urbains pour les parents de CDN-NDG (*ci-après le « **Projet** »).

1. ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

1.1 Présenter et faire approuver un plan de communication visant à fournir une visibilité à la mesure du soutien de la Ville; ce plan devra énumérer les moyens que l'Organisme utilisera pour communiquer des renseignements sur le Projet, et la fréquence prévue de ces communications.

1.2 Faire approuver tous les outils de communication, à l'exception des publications sur les réseaux sociaux, selon les exigences, les modalités et les délais prévus au présent protocole de visibilité.

1.3 S'assurer que les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations prévues au présent protocole de visibilité.

1.4 Offrir à la Ville la possibilité de participer aux événements médiatiques et publics, comme défini au paragraphe 2.2 du présent protocole de visibilité.

1.5 Ne pas diffuser une première communication publique avant d'avoir obtenu l'autorisation du Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention.

2. COMMUNICATIONS

2.1 Reconnaissance de la Ville

2.1.1 Faire état de la contribution de la Ville lors des communications publiques et des communications écrites au moment le plus opportun, tel qu'au lancement ou à la clôture du Projet, à la signature de la convention, etc.

2.1.2 Apposer le logo de la Ville sur tous les outils de communication imprimés, numériques ou électroniques, selon les modalités décrites à l'article 3 du présent protocole de visibilité :

S'assurer que ce logo est mis en évidence si la Ville est l'unique ou le principal partenaire;

Inclure le logo de la Ville parmi ceux des autres partenaires du Projet, s'il y a lieu;

S'assurer de reconnaître équitablement l'ensemble de la contribution de la Ville dans la réalisation du Projet advenant la présence de plusieurs partenaires;

Ajouter l'une des mentions définies au sous-paragraphe 2.1.3 du présent protocole de visibilité, lorsque l'insertion du logo n'est pas possible.

2.1.3 Inclure l'une des mentions suivantes, selon la nature de la convention, minimalement une fois pour chacun des supports écrits, tels que les réseaux sociaux, le site Web, les communiqués de presse ou le programme d'activités :

« Le projet [Nom du Projet] est réalisé avec le soutien de la Ville de Montréal dans le cadre de l'entente [nom de l'Entente] »;

« [Nom de l'Organisme] remercie la Ville de Montréal pour sa contribution dans la réalisation du projet [nom du Projet] »;

« Le projet [Nom du Projet] est offert avec la collaboration de la Ville de Montréal »;

« Le projet « [Nom du projet] » est réalisé en partenariat avec la Ville de Montréal ».

2.2 Relations médias et événements publics

2.2.1 Lors d'une annonce importante ou d'un événement public :

Mentionner verbalement la contribution de la Ville en employant l'une des mentions définies au sous-paragraphe 2.1.2 du présent protocole de visibilité;

Inviter par écrit un représentant ou une représentante politique de la mairie de Montréal ou du comité exécutif **au moins vingt (20) jours ouvrables** à l'avance, comme défini au sous-paragraphe 3.3.2 du présent protocole de visibilité;

Advenant la participation d'un représentant ou d'une représentante politique de la mairie de Montréal et du comité exécutif :

en informer le Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention;

coordonner et effectuer le suivi avec le cabinet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance et valider les règles protocolaires en matière d'événements publics;

Assurer l'accréditation média des personnes représentant la Ville ainsi que de celles qu'elles ont mandatées (photographe, vidéaste, relationniste, etc.);

Prendre en charge la gestion des droits des photos, des vidéos et de tout autre matériel qui pourraient être diffusés sur les plateformes de la Ville à des fins strictement promotionnelles et non commerciales;

Lors d'une captation visuelle (télédiffusion, webdiffusion, etc.), s'assurer que :

le logo de la Ville apparaît dans le champ de vision;

les personnes présentes sont informées, par écrit ou verbalement, que l'événement fait l'objet d'une captation et que celles qui pourraient être reconnaissables dans la vidéo ont autorisé l'utilisation de leur image.

2.2.2 Offrir par écrit à la mairie de Montréal la possibilité d'inclure un message officiel dans le programme de l'Organisme, **au moins trente (30) jours ouvrables** avant la date de la diffusion ou de l'impression, et informer le Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention advenant l'acceptation de l'offre.

2.3 **Publicité et promotion**

2.3.1 Diffuser sur les réseaux sociaux une publication servant exclusivement à reconnaître la contribution de la Ville en s'assurant d'y inclure l'une des mentions définies au sous-paragraphe 2.1.3 du présent protocole de visibilité et un lien vers les plateformes appropriées, soit :

Pour une publication sur LinkedIn : https://www.linkedin.com/company/ville-de-montr-al/;

Pour une publication sur Instagram : @mtl_ville;

Pour une publication sur Facebook :

@AffairesEconomieInnovationMTL pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique;

@mtlville pour les autres types de projets;

Pour une publication sur X :

@AffairesMtl pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique;

@mtl_ville pour les autres types de projets.

2.3.2 Mentionner le Projet dans le site Web de l'Organisme et ajouter un hyperlien vers le site de la Ville, montreal.ca, si applicable.

2.3.3 Lorsque des vidéos ou des animations sont réalisées dans le cadre du Projet, s'assurer d'intégrer le logo de la Ville, conformément aux modalités définies à l'article 3 du présent protocole de visibilité.

2.3.4 Convenir des visuels pertinents (vidéo, photo, etc.) avec la personne responsable des communications de la Ville et, si applicable, les lui remettre libres de droits avant le lancement de la

campagne de communication, afin que la Ville puisse les utiliser pour promouvoir son engagement si elle le souhaite.

2.3.5 **Lors d'un événement public ou d'activités sur un site** et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables** à l'avance :

La diffusion gratuite d'une vidéo de 15 à 30 secondes produite par la Ville afin de promouvoir l'engagement de celle-ci auprès de la population;

La diffusion d'un message rédigé par la Ville et destiné aux participants, advenant la présence d'un animateur sur le site;

La possibilité d'installer des bannières promotionnelles ou un kiosque (d'une dimension maximale de 10 pi x 20 pi, alimenté en électricité et situé à un emplacement gratuit dans un secteur fréquenté ou tout autre support jugé pertinent par les organisateurs et la personne responsable des communications à la Ville afin que celle-ci puisse avoir une visibilité sur le site ou interagir avec le public.

2.3.6 Fournir un espace publicitaire gratuit dans le programme imprimé ou numérique, **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance; le matériel sera fourni par la Ville, sur demande envoyée à visibilite@montreal.ca.

2.4 **Bilan de visibilité**

2.4.1 Remettre un bilan au Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention **au plus tard trente (30) jours ouvrables** après la fin du Projet. Y inclure :

une courte description du projet (30-50 mots);

une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied;

une revue de presse couvrant le Projet;

des photos du Projet libres de droits afin que la Ville puisse les utiliser pour promouvoir sa contribution au Projet si elle le souhaite;

toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participants;

des statistiques pour chacun des médias utilisés, dont :

le nombre d'abonnés;

le nombre de publications ou de vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci;

la portée ou fréquence des publications ou des vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci;

le nombre d'impressions et de clics pour les autres médias numériques;

le nombre de visiteurs uniques pour les pages du site Web où la Ville a une visibilité (grâce à un logo ou à une mention);

le taux PEB/nombre d'occasions (radio, télé, affichage, quotidien) si la Ville a une visibilité dans ces médias (grâce à un logo ou à une mention).

3. MODALITÉS

3.1 Normes graphiques et linguistiques

3.1.1 Respecter les directives sur l'utilisation du logo définies dans le Complément au Protocole de visibilité de la Ville.

3.1.2 Respecter l'ordre convenu pour le positionnement des logos de la Ville et des autres partenaires sur tous les outils de communication.

3.1.3 Ne pas utiliser le nom ou le logo de la Ville, en tout ou en partie, en dehors du contexte de la convention sans l'autorisation de la Ville.

3.2 Approbations

3.2.1 Soumettre pour approbation au Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention :

le plan de communication défini au sous-paragraphe 1.1 du présent protocole de visibilité **dans un délai raisonnable** pour lui permettre de l'évaluer et de fournir une rétroaction;

le communiqué de presse, tout document média et les textes soulignant la contribution de la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables** avant leur diffusion.

3.2.2 Soumettre pour approbation à la Direction des communications corporatives de la Ville le positionnement des logos sur toutes les communications imprimées, numériques et électroniques du Projet, **au moins quinze (15) jours ouvrables** avant leur impression ou diffusion.

3.2.3 Advenant la participation d'un représentant ou d'une représentante politique à un événement médiatique, soumettre pour approbation à la **mairie de Montréal** le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance.

3.3 Contacts

3.3.1 Direction des communications corporatives de la Ville

Écrire à visibilite@montreal.ca pour :

offrir l'un ou l'ensemble des éléments de visibilité spécifiés dans le présent protocole de visibilité;

faire la demande pour obtenir les versions officielles et téléchargeables du logo de la Ville;

faire approuver l'utilisation et le positionnement des logos sur les outils de communication en s'assurant de joindre une copie de ces outils en basse résolution.

3.3.2 Mairie de Montréal

Pour rejoindre la mairie de Montréal afin d'offrir ou de faire approuver un élément de visibilité concernant un représentant ou une représentante politique, écrire à mairesse@montreal.ca.

IMPORTANT :
Lors de toute communication avec la mairie de Montréal ou la Direction des communications corporatives de la Ville, s'assurer de préciser dans sa demande que le Projet est subventionné par le biais de la convention et du programme Alliance pour la solidarité dans le cadre du Fonds québécois d'initiatives sociales.

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
ALLIANCE POUR LA SOLIDARITÉ
DANS LE CADRE DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
Sommaire décisionnel # 1257570001

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, **ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES—NOTRE-DAME-DE-GRÂCE**, personne morale de droit public ayant son bureau d'arrondissement au 5160, boulevard Décarie, bureau 600, Montréal (Québec) H3X 2H9, agissant et représentée par Geneviève Reeves, secrétaire d'arrondissement dûment autorisée aux fins des présentes en vertu de la résolution CA04 1704, du conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **SERVICE D'INTERPRÈTE, D'AIDE ET DE RÉFÉRENCE AUX IMMIGRANTS**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38), dont l'adresse principale est le 6767, chemin de la Côte-des-Neiges, bureau 499, Montréal (Québec) H3S 2T6, agissant et représentée par Fatma Djebbar, Directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 104795018RT0001
Numéro d'inscription TVQ : 1010266447
Numéro de charité : 104795018RR0001

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale* (RLRQ, c. L-7) institue une Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ainsi que le Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS), lequel vise à soutenir financièrement la réalisation de projets, d'actions et d'initiatives afin d'atteindre les buts de la Stratégie nationale;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec a dévoilé le 21 juin 2024 le Plan d'action gouvernemental visant la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale 2024-2029 - Mobiliser - Accompagner - Participer, dans lequel il est prévu à la mesure 3.1.1.1 de poursuivre et de bonifier les Alliances pour la solidarité sur l'ensemble du territoire québécois, y compris avec des organisations autochtones afin que les acteurs locaux ou régionaux puissent investir les ressources disponibles selon les priorités établies en concertation avec leurs milieux;

ATTENDU QUE la Ville et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (ci-après le « **MESS** ») ont conclu une convention d'aide financière pour l'Alliance pour la solidarité dans le cadre du Fonds québécois d'initiatives sociales, pour la période du 1er avril 2024 au 31 mars 2029 pour le territoire de l'agglomération de Montréal (ci-après la « **Convention Ville-MESS** »), laquelle prévoit une aide financière totale de 55 M$ accordée à la Ville sur cinq (5) ans;

ATTENDU QUE le MESS et la Ville ont convenu que cette dernière assume la gestion de la Convention Ville-MESS et l'octroi des aides financières sur son territoire;

ATTENDU QUE l'Organisme souhaite intervenir par des actions et initiatives de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale;

ATTENDU QUE l'Organisme a comme mission dans plus d'une cinquantaine de langues, de soutenir et d'accompagner les nouveaux immigrants, les réfugiés et leur famille, dans leur intégration sociale, culturelle et linguistique afin qu'ils fassent partie intégrante de la société québécoise;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation de son Projet tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti;

ATTENDU QUE le *Règlement sur la gestion contractuelle* adopté par la Ville en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* s'applique à la présente convention et qu'il est disponible pour consultation sur le site de la Ville.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

« **Annexe 1** » :	désigne la description du Projet (demande de soutien);

« **Annexe 2** » :	désigne le protocole de visibilité du MESS, tel que mentionné au paragraphe 4.4.1 de la présente convention;
« **Annexe 3** » :	désigne le protocole de visibilité de la Ville, tel que mentionné au paragraphe 4.4.1 de la présente convention, le cas échéant;
« **Projet** » :	désigne le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
« **Rapport annuel** » :	désigne le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;
« **Reddition de compte** » :	désigne les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées; de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document ou information exigés par le Responsable dans le cadre du Projet;
« **Responsable** » :	désigne le directeur de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;
« **Unité administrative** » :	désigne la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser son Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue au paragraphe de la présente convention;

4.2 **Autorisations et permis**

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés relatifs au Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 **Respect des lois**

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment l'affichage de l'Organisme sur toute propriété de la Ville, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de ses installations, le cas échéant;

4.3.3 dans la mesure où l'Organisme traiterait ou aurait accès à des renseignements personnels pendant la durée de la présente convention, traiter de manière confidentielle ces renseignements personnels et se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, étant toutefois expressément convenu par les Parties que tout tel traitement par l'Organisme sera fait exclusivement pour

son propre compte et non pour celui de la Ville et que celle-ci n'encourra aucune responsabilité à cet égard.

4.4 **Promotion et publicité**

4.4.1 faire état de la participation financière du MESS, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, et de la Ville, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 3, le cas échéant, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention, et faire en sorte que ceux-ci reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville et par le MESS, notamment par rapport aux autres partenaires au Projet, étant entendu qu'ils doivent être préalablement approuvés par écrit par le Responsable et par le MESS avant diffusion;

4.4.2 associer et inviter la Ville et le MESS aux différents événements concernant le Projet et respecter toute autre modalité prévue aux protocoles de visibilité, joints aux annexe 2 et 3, le cas échéant;

4.5 **Aspects financiers**

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, il est entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 30 avril de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente convention et le 31 mars 2026 pour la première année et la période du 1er avril d'une année au 31 mars de l'année suivante pour les années subséquentes;

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité du Projet distincte de celle concernant les autres projets ou secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville et le Vérificateur général du Québec ou leurs représentants, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville et du Vérificateur général du Québec ou de leurs représentants, durant les

heures normales de bureau, pour répondre à leurs questions et leur fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives leur permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les cent vingt (120) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 transmettre au Responsable, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers au plus tard cent vingt (120) jours suivant la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre au Responsable, ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers vérifiés au plus tard cent vingt (120) jours suivant la fin de son exercice financier;

La transmission au Vérificateur général de la Ville doit être faite par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1);

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 **Remise de documents**

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7 **Responsabilité**

4.7.1 tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de la présente convention;

4.7.2 prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre eux par des tiers et indemniser la Ville en capital, intérêts et frais de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre eux ainsi que de toute somme qu'elle aura dû débourser pour défendre leurs intérêts avant ou après un tel jugement en raison de la présente convention;

4.7.3 malgré ce qui précède, l'Organisme n'est pas tenu d'indemniser la Ville ou de prendre son fait et cause lorsque cette obligation découlerait directement d'une faute lourde ou intentionnelle commise par la Ville ou ses employés, représentants et mandataires.

4.8 Communications des informations

4.8.1 fournir, sur demande, tous les comptes, dossiers ou documents de toute nature, relatifs à la présente convention, à toute personne autorisée par la Ville afin qu'elle puisse les examiner, les vérifier et en prendre copie. Ces documents doivent demeurer disponibles pendant six (6) ans suivant la date de la demande;

4.8.2 autoriser la Ville à transmettre au MESS, aux ministères et aux organismes du gouvernement du Québec qui peuvent être concernés par la présente convention une copie de la présente convention ainsi que sur demande, toute information, document ou autre concernant l'Organisme ou la présente convention.

4.9 **Séance du conseil d'arrondissement**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil d'arrondissement, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil d'arrondissement, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

Sous réserve de l'obtention des crédits par la Ville du MESS en vertu de la convention Ville-MESS, la Ville s'engage à ce qui suit.

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville convient de lui verser une contribution financière maximale de quatre cent douze mille cent soixante et un dollars (412 161 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 **Versements**

La contribution financière sera remise à l'Organisme en huit versements :

5.2.1 Pour l'année 2025-2026 :

5.2.1.1. une somme maximale de quatre-vingt-dix mille dollars (90 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

5.2.1.2. une somme maximale de dix mille dollars (10 000 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport annuel 2025-2026 à la satisfaction du Responsable;

5.2.2 Pour l'année 2026-2027 :

5.2.2.1. une somme maximale de quatre-vingt-onze mille huit cents dollars (91 800$) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

5.2.2.2. une somme maximale de dix mille deux cents dollars (10 200 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport annuel 2026-2027 à la satisfaction du Responsable;

5.2.3 Pour l'année 2027-2028 :

5.2.3.1. une somme maximale de quatre-vingt-treize mille six cent trente-six dollars (93 636 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

5.2.3.2. une somme maximale de dix mille quatre cent quatre dollars (10 404 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport annuel 2027-2028 à la satisfaction du Responsable;

5.2.4 Pour l'année 2028-2029 :

5.2.4.1. une somme maximale de quatre-vingt-quinze mille cinq cent huit dollars et quatre-vingt-dix cents (95 508,90 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

5.2.4.2. une somme maximale de dix mille six cent douze dollars et dix cents (10 612,10 $) dans les trente (30) jours de la remise du rapport annuel 2028-2029 à la satisfaction du Responsable;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 **Ajustement de la contribution financière**

Toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet doit être remise à la Ville à la fin de la présente convention sauf si une résolution dûment adoptée par l'instance compétente de la Ville autorise l'Organisme à la conserver. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, sans délai et par écrit, de l'existence de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent, dont, notamment :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du *Règlement sur la gestion contractuelle* de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versé à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux sous-paragraphes 6.3.1 à 6.3.3.

6.4 L'Organisme doit utiliser toute somme versée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, la contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Organisme déclare et garantit :

7.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

7.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

7.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et, notamment, ceux lui permettant de consentir la licence prévue au paragraphe 9.2 de la présente convention;

7.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 8
ASSURANCES

8.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme assurée additionnelle. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne doit être applicable à la Ville.

8.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur.

8.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 9
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

9.1 Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents, photos, vidéos, données et autres remis à la Ville dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

9.2 L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à reproduire, à adapter, à modifier, à communiquer, à publier, à diffuser, à traduire, à conserver et à copier les Rapports en tout ou en partie, sous quelque forme ou support que ce soit à des fins municipales.

ARTICLE 10
DÉFAUT

10.1 Il y a défaut :

10.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

10.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

10.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

10.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif.

10.2 Dans le cas prévu au sous-paragraphe 10.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut réviser le niveau de la contribution financière en avisant par écrit l'Organisme ou retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

10.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 10.1.2, 10.1.3 ou 10.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

10.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 10.2 ou 10.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

ARTICLE 11
DURÉE

La présente convention prend effet à la date de sa dernière signature et se termine, sous réserve des articles 10 et 12, au plus tard le 31 mars 2029.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 12
RÉSILIATION ET SUSPENSION

12.1 La Ville peut résilier la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Le Responsable avise l'Organisme par écrit de son intention de présenter à l'instance compétente de la Ville une recommandation à cet effet. À la réception de cet avis, l'Organisme doit soumettre dans un délai de dix (10) jours tous les rapports et documents exigés par le Responsable en joignant toutes les pièces justificatives requises.

12.2 Lorsque l'avis d'intention fait état d'une résiliation de la présente convention, l'Organisme doit, dès réception de cet avis, cesser immédiatement l'exécution de toutes activités pouvant engager des coûts à être financés à même la contribution financière versée par la Ville, en attendant la décision de l'instance compétente de la Ville et, dans l'intervalle, respecter les instructions émises par le Responsable. La Ville n'acquittera que le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet en date de l'avis d'intention.

12.3 En cas de résiliation, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

12.4 Le Responsable peut suspendre l'exécution de la présente convention, en tout temps, pourvu qu'il avise par écrit l'Organisme de cette suspension. Ce dernier doit se conformer aux instructions émises par le Responsable à ce sujet.

12.5 Lorsque le Responsable informe l'Organisme qu'il peut reprendre la réalisation du Projet, celui-ci doit le faire selon les conditions et le délai convenus avec le Responsable.

12.6 La résiliation ou la suspension de la présente convention ne donnent droit à l'Organisme à aucune compensation ou indemnité et celui-ci convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation ou de la suspension de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 **Représentations de l'Organisme**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

<u>Élection de domicile de l'Organisme</u>

L'Organisme fait élection de domicile au 6767, chemin de la Côte-des-Neiges, bureau 499, Montréal (Québec) H3S 2T6, et tout avis doit être adressé à l'attention de la Directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 5160, boulevard Décarie, bureau 600, Montréal (Québec) H3X 2H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AU LIEU ET À LA DATE INDIQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20___

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Geneviève REEVES
Secrétaire d'arrondissement

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20___

SERVICE D'INTERPRÈTE, D'AIDE ET DE RÉFÉRENCE AUX IMMIGRANTS

Par : _____
Fatma Djebbar
Directrice générale

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal, le _____e jour de _____ 2025

(Résolution CA_____).

ANNEXE 1

PROJET

Montréal

001333-Je suis un ATOUT !

Identification du projet

Nom de l'organisme : Service d'Interprète, d'Aide et de Référence aux Immigrants

Appel à projet : Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce - Appel de projets Agir Ensemble - Entente Ville-MESS 2025-2029

Titre de la demande : Je suis un ATOUT !

Durée du projet :

Année	Date début période réalisation	Date fin période réalisation	Édition
An 1	2025-04-01	2026-03-31	2025
An 2	2026-04-01	2027-03-31	2026
An 3	2027-04-01	2028-03-31	2027
An 4	2028-04-01	2029-03-31	2028

Correspondance avec le programme

Axe parent	*Axe*
2. Miser sur le pouvoir d'agir	2.1 Une plus grande capacité d'agir individuelle et collective pour améliorer la qualité de vie des personnes
2. Miser sur le pouvoir d'agir	2.2 Une participation active des personnes et des communautés dans les processus de décision et les actions qui les concernent
3. Renforcer le tissu social	3.1 Des réseaux d'entraide et de solidarité renforcés
3. Renforcer le tissu social	3.2 Des communautés inclusives où chaque personne se sent valorisée, respectée et incluse, indépendamment de sa situation et de son identité

Signataire et convention

Responsable de l'organisme : Fatma Djebbar

Contact associé à l'organisme :

Autre :

Description et planification

Description du projet (qui, quoi, quand, où, comment) :

Face à ces nombreux défis, le projet propose une solution sous forme de formation d'interprètes pour les jeunes issus de l'immigration, fréquentant des classes d'accueil de niveaux primaire et secondaire. Nous désirons leur offrir la possibilité de devenir des interprètes au sein de l'école, dans des situations simples. Ce projet permettra de valoriser leur multilinguisme, tout en les impliquant activement à la vie scolaire. En jouant le rôle de médiateurs linguistiques et culturels, ces jeunes pourraient non seulement surmonter la barrière de la langue, mais aussi renforcer leur sentiment d'appartenance à la communauté scolaire. Cela leur offrira un moyen de s'intégrer plus facilement, de se sentir utile et important, d'enrichir leur vocabulaire et de se sentir reconnus, tout en leur donnant l'opportunité d'exercer un rôle de leadership à école.
Nous désirons développer chez les jeunes du quartier des compétences en traduction et en interprétariat, de valoriser leurs langues d'origines comme un atout, tout en renforçant leur estime de soi et le sentiment d'appartenance à leur communauté par des activités valorisantes et stimulantes. Nous sommes convaincus que nous les sensibiliserons au rôle important qu'ils peuvent jouer dans leur société d'adoption.
Concrètement, nous allons leur offrir:

1. Une formation linguistique et technique, en les initiant aux principes de base de la traduction et de l'interprétariat. Ils y apprendront du vocabulaire clé en lien avec le système scolaire Québécois
2. Des ateliers pratiques, où ils seront stimulés avec des mises en scène et des scénarios réels. Ils perfectionneront la traduction collaborative, avec un projet de traduction de brochures ou de supports scolaires en différentes langues maternelles des élèves
3. Des rencontres inspirantes où nous inviterons des professionnels du domaine (interprètes et traducteurs) avec un parcours similaire pour partager leur expérience. Ils seront sensibilisés grâce aux témoignages d'anciens élèves ayant réussi grâce à leur multilinguisme

4. Une cérémonie de clôture, qui sera un événement majeur où les élèves présenteront leurs compétences en interprétariat et traduction et seront valorisée publiquement de leurs contributions par des certificats de reconnaissances formelles
5. Des ateliers d'estime de soi qui favoriseront la confiance en soi de ces jeunes et une bonne gestion de leur stress, tout en créant un espace de partage pour partager les défis qu'ils rencontrent et leurs réussites.

Quels sont les résultats attendus à la fin du projet ? De quelle façon le projet pourra-t-il répondre aux enjeux ?

Les résultats attendus à la fin du projet sont multiples et visent à répondre de manière concrète aux défis rencontrés par les jeunes élèves en classes d'accueil. De par notre projet, les jeunes issus de l'immigration vont :
- Acquérir des compétences en traduction et interprétariat : Par année, une centaine de jeunes acquerront des compétences pratiques en traduction et en interprétariat, en particulier dans un contexte scolaire. Ces compétences les aideront à surmonter la barrière linguistique qu'ils rencontrent en arrivant au Québec, Ils élargiront leur vocabulaire. Ils seront capables de remplir des rôles d'interprètes ou de traducteurs dans des situations simples, comme lors de rencontres des parents avec des enseignants, des conseillers scolaires, des orthophonistes ou des élèves non francophones.
- Renforcer l'estime de soi et le sentiment d'appartenance à leur école et à leur pays d'accueil : Les jeunes participants verront leur estime de soi se renforcer à travers des activités valorisantes et un rôle de leadership au sein de l'école. Ils auront la possibilité de prendre des responsabilités en tant qu'interprètes ou traducteurs, ce qui renforcera leur confiance en eux.
- En facilitant leur intégration au sein de l'école, notre projet leur permettra de se sentir plus inclus, de tisser des liens avec leurs pairs et d'accéder à des ressources éducatives, réduisant ainsi leur isolement social et scolaire.

Personnes ciblées par le projet

Année	Groupe d'âge	Femmes	Hommes	Autres identités de genre	Total personnes
An 1	Adolescents (12-17 ans)	75	75	0	150

An 2	Adolescents (12-17 ans)	75	75	0	150
An 3	Adolescents (12-17 ans)	120	120	0	240
An 4	Adolescents (12-17 ans)	120	120	0	240

Nombre de personnes différentes ciblées directement par le projet

Principales caractéristiques des personnes ciblées directement

Les personnes immigrantes
Les personnes à faible revenu
Les personnes nouvelles arrivantes (moins de 5 ans)
Les personnes migrantes à statut précaire incluant les personnes demandeuses d'asile ou sans statut

Nombre d'organisations différentes ciblées directement par le projet :

Année	Total organisations

Année	Montant demandé initial	Montant demandé ajusté	Autofinancement	Contributions partenaires	Coût par édition
An 1	119 265	100 000	15 000	0	115 000
An 2	119 265	102 000	15 000	0	117 000
An 3	119 265	104 040	20 000	0	124 040
An 4	119 265	106 121	20 000	0	126 121

Budget global du projet

Résumé de la prévision budgétaire du projet

Attestation d’intégrité :

En soumettant la présente demande, l’organisme reconnaît s’être assuré de l’exactitude des informations et que la personne responsable a approuvé le dépôt de celle-ci.

Oui

L’unité administrative responsable du sommaire décisionnel a en sa possession la version intégrale de cette demande de soutien financier.

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ DU MESS

Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
Québec

PROTOCOLE DE COMMUNICATION PUBLIQUE DE LA CONVENTION D'AIDE FINANCIÈRE 2024-2029 – ALLIANCES POUR LA SOLIDARITÉ DANS LE CADRE DU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES

Ce document s'adresse aux partenaires des Alliances pour la solidarité et aux organismes subventionnés.

1. CONTEXTE

Le présent protocole de communication publique vise à indiquer les principes et les modalités de communication qui guideront les partenaires signataires (ci-après, « Partenaires ») de la Convention.

En effet, la Convention d'aide financière 2024-2029 – Alliances pour la solidarité dans le cadre du Fonds québécois d'initiatives sociales (ci-après, « Convention ») contient la clause 9 sur les communications qui indique que « Les Parties conviennent que toute annonce publique issue de l'Alliance, dont l'annonce de la signature de la Convention ou de toute autre initiative du Partenaire dans le cadre de l'Alliance, doit respecter les modalités du Protocole de communication publique de la Convention d'aide financière 2024-2029 – Alliances pour la solidarité dans le cadre du Fonds québécois d'initiatives sociales. »

2. PRINCIPES DIRECTEURS

Le présent protocole de communication publique s'applique à l'ensemble des Partenaires avec qui le gouvernement du Québec a signé la Convention.

2.1 Les Partenaires conviennent que toute annonce publique relative à la Convention doit respecter les modalités du présent Protocole de communication publique.

2.2 Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale doit être informé au préalable de l'ensemble des annonces publiques liées aux projets financés dans le cadre de la Convention et avoir l'opportunité de participer à ladite annonce, incluant la diffusion d'un communiqué.

2.3 Tous les outils de communication utilisés doivent faire connaître au minimum :

- le titre du ou des projets;
- la mention minimale, la mention complète ou la mention officielle, selon le cas, prévue au tableau, en annexe;
- la contribution financière du Fonds québécois d'initiatives sociales;
- la nature du ou des projets;
- les partenaires de la Convention, dont le Ministère.

Les moyens utilisés doivent respecter le Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec et être approuvés par le Ministère. Pour vous guider, consultez le tableau ci-après.

Tous les outils de communication produits dans le cadre des Alliances pour la solidarité doivent être déposés à la Direction générale de Services Québec concernée pour qu'elle les valide[1]. Le niveau de validation ministérielle sera déterminé selon l'outil utilisé et le contenu véhiculé.

[1] La validation concerne, entre autres, la conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec, la visibilité gouvernementale et la politique linguistique ministérielle. Par ailleurs, toute anomalie (ex. : image discordante) est signalée.

3. MODALITÉS DE COMMUNICATION

3.1 Les Partenaires doivent, 15 jours ouvrables avant toute annonce publique liée à la Convention, transmettre au Ministère l'information relative au projet soutenu et à l'annonce qui en découle. Cette information doit être transmise à la Direction générale de Services Québec concernée[2].

3.2 Dans le cas où le ou les projets soutenus donnent lieu à une annonce publique, celle-ci est organisée en collaboration entre la Direction générale des communications du Ministère, la Direction générale de Services Québec, le Partenaire et l'organisme impliqué.

4. CLAUSE DE VISIBILITÉ LIANT LES ORGANISMES SUBVENTIONNÉS

4.1 Les lettres d'entente, les contrats ou les protocoles relatifs à des subventions accordées à des organismes subventionnés dans le cadre de cette Convention doivent comporter une clause de visibilité, agréée par les Partenaires. Les Partenaires des Conventions sont responsables d'insérer cette clause de visibilité à l'intérieur des lettres d'ententes, des contrats ou des protocoles qu'ils signent avec les organismes subventionnés dans le cadre de cette convention.

4.2 Le libellé de la clause de visibilité reprendra les éléments suivants :

- lorsqu'ils produisent des documents, quel qu'en soit le support, les organismes subventionnés dans le cadre de cette convention, ou rémunérés à la suite d'un contrat réalisé pour le compte des partenaires, doivent mentionner sur le document que celui-ci, ou le projet auquel il se réfère, a été financé par le Fonds québécois d'initiatives sociales, administré par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale;
- de plus, lorsqu'il s'agit de documents promotionnels (affiche, dépliant, brochure, publicité, stand, site Web, etc.), de documents d'information ou de rapports de recherche, la participation du Ministère doit être mentionnée et des éléments de visibilité doivent y être apposés pour faire connaître la contribution du gouvernement du Québec, conformément aux exigences du Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec.
- par ailleurs, si le projet d'un organisme subventionné donne lieu à un événement public, l'organisme doit convier le Ministère à y participer, et ce, au moins 15 jours ouvrables à l'avance;
- la visibilité accordée aux partenaires de la Convention n'exclut pas qu'une visibilité soit consentie à tout autre partenaire au projet subventionné, sur accord du Ministère et du Partenaire signataire de la Convention.

Visibilité requise et conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec

Pour vous guider en matière de visibilité requise au regard de la contribution du gouvernement du Québec, le tableau suivant a été produit. L'emplacement conforme du logo est quant à lui expliqué à la section 2.

Les Partenaires sont responsables de transmettre aux organismes qu'ils subventionnent les informations relatives à la visibilité requise et à la conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec.

[2] Minimalement, la Direction générale de Services Québec doit être informée de toute annonce publique. Celle-ci effectuera les liens avec la Direction générale des communications et le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales.

1. Visibilité requise selon l'outil de communication utilisé

Le tableau suivant présente les éléments qui doivent apparaître dans les outils de communication pour que les normes de visibilité gouvernementale soient respectées.

Outil de communication	Élément assurant la visibilité gouvernementale			
	Logo officiel : 	**Mention minimale :** **« En partenariat avec les Alliances pour la solidarité et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale »**	**Mention complète :** **« Le — *nom du projet* — est réalisé par les Alliances pour la solidarité, en collaboration avec le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. »**	**Mention officielle :** **« Le — nom du projet — est réalisé grâce à une aide financière issue du Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS), dans le cadre de l'Alliance pour la solidarité, en collaboration avec le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. »**
Communiqué de presse et conférence de presse (Rappel : l'organisme doit aviser le Ministère 15 jours ouvrables à l'avance pour permettre une possible participation ministérielle ou l'ajout d'une citation).	S. O.[3]	S. O.	S. O.	**Oui** Dans ce cas, la mention ci-dessus doit obligatoirement apparaître **dans le préambule** (« lead ») du communiqué.
Entrevue ciblée avec les médias (ex : article avec les médias)	S. O.	**Oui**	S. O.	S. O.
Publicité imprimée ou numérique dans les journaux ou dans les hebdomadaires locaux, régionaux ou nationaux.	**Oui**	**Oui**	La mention complète peut être utilisée en remplacement de la mention minimale.	S. O.
Section du site Web des organismes subventionnés et des mandataires traitant de l'Alliance pour la solidarité.	**Oui**	S. O.	**Oui**	S. O.
Article dans une infolettre ou courriel traitant de l'Alliance pour la solidarité.	**Oui**	**Oui**	La mention complète peut être utilisée en remplacement de la mention minimale.	S. O.
Autres publicités, vidéos ou informations sur le Web et dans les médias sociaux.	**Oui**			S. O.
Imprimé (Affiche, dépliant).	**Oui**			S. O.
Matériel événementiel (invitation, papillon officiel et kiosque).	**Oui**			S. O.
Radio (lors d'entrevue ou de publicité).	S. O.	**Oui**	S. O.	S. O.
Documentation officielle des organismes signataires et des mandataires concernant les projets (ex. : rapport, document d'appels de projets).	**Oui**	S. O.	**Oui**	S. O.

[3] S. O. : sans objet

2. Conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec

a. Emplacement du logo officiel pour les outils de communication

Le logo à utiliser dans le cadre des Alliances pour la solidarité est celui du gouvernement du Québec. Le logo doit figurer en bas à gauche de la page. Les logos des organismes signataires ou mandataires et ceux des autres partenaires des Alliances pour la solidarité peuvent aussi être ajoutés sous le logo gouvernemental.



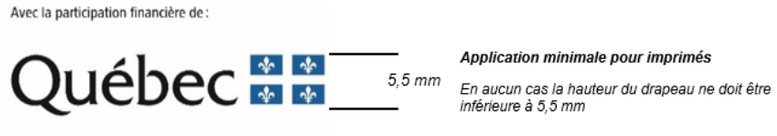
b. Zone de protection et taille minimale du logo officiel

Afin d'assurer une visibilité convenable pour la signature, il faut toujours laisser autour de celle-ci une zone de protection exempte de texte ou de tout autre élément graphique, et ce, que le média soit imprimé ou électronique.

La largeur des zones de protection correspond à la largeur d'un rectangle du drapeau du Québec.



La hauteur du drapeau du Québec ne doit pas être inférieure à 5,5 mm. La signature doit être facilement reconnaissable et lisible. Il ne faut pas déformer la signature en l'étirant horizontalement ou verticalement.



c. Emplacement de la mention minimale ou de la mention complète

Dans un communiqué, la mention officielle (voir tableau) doit obligatoirement apparaître dans le préambule (« lead »).

Dans les autres cas, la mention minimale ou la mention complète doit être placée à l'intérieur du document, à l'intérieur de la page couverture du document ou à la toute fin de l'outil de communication concerné.

3. Pour plus d'information

Pour obtenir plus d'information sur la visibilité requise et la conformité au Programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec :

Pour le Partenaire

Contacter le communicateur régional de la Direction générale de Services Québec concernée.

Pour l’organisme subventionné

Contacter l’agente ou l’agent régional de liaison des Alliances pour la solidarité.

ANNEXE 3

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ GÉNÉRAL

Ce protocole définit les dispositions que le **Service d'interprète, d'aide et de référence aux immigrants (SIARI)** (ci-après l'« **Organisme** ») doit respecter afin d'accorder une visibilité à la Ville dans le cadre de la présente convention relativement au projet intitulé *Je suis un ATOUT! (*ci-après le « **Projet** »).

1. ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

1.1 Présenter et faire approuver un plan de communication visant à fournir une visibilité à la mesure du soutien de la Ville; ce plan devra énumérer les moyens que l'Organisme utilisera pour communiquer des renseignements sur le Projet, et la fréquence prévue de ces communications.

1.2 Faire approuver tous les outils de communication, à l'exception des publications sur les réseaux sociaux, selon les exigences, les modalités et les délais prévus au présent protocole de visibilité.

1.3 S'assurer que les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations prévues au présent protocole de visibilité.

1.4 Offrir à la Ville la possibilité de participer aux événements médiatiques et publics, comme défini au paragraphe 2.2 du présent protocole de visibilité.

1.5 Ne pas diffuser une première communication publique avant d'avoir obtenu l'autorisation du Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention.

2. COMMUNICATIONS

2.1 Reconnaissance de la Ville

2.1.1 Faire état de la contribution de la Ville lors des communications publiques et des communications écrites au moment le plus opportun, tel qu'au lancement ou à la clôture du Projet, à la signature de la convention, etc.

2.1.2 Apposer le logo de la Ville sur tous les outils de communication imprimés, numériques ou électroniques, selon les modalités décrites à l'article 3 du présent protocole de visibilité :

S'assurer que ce logo est mis en évidence si la Ville est l'unique ou le principal partenaire;

Inclure le logo de la Ville parmi ceux des autres partenaires du Projet, s'il y a lieu;

S'assurer de reconnaître équitablement l'ensemble de la contribution de la Ville dans la réalisation du Projet advenant la présence de plusieurs partenaires;

Ajouter l'une des mentions définies au sous-paragraphe 2.1.3 du présent protocole de visibilité, lorsque l'insertion du logo n'est pas possible.

2.1.3 Inclure l'une des mentions suivantes, selon la nature de la convention, minimalement une fois pour chacun des supports écrits, tels que les réseaux sociaux, le site Web, les communiqués de presse ou le programme d'activités :

« Le projet [Nom du Projet] est réalisé avec le soutien de la Ville de Montréal dans le cadre de l'entente [nom de l'Entente] »;

« [Nom de l'Organisme] remercie la Ville de Montréal pour sa contribution dans la réalisation du projet [nom du Projet] »;

« Le projet [Nom du Projet] est offert avec la collaboration de la Ville de Montréal »;

« Le projet « [Nom du projet] » est réalisé en partenariat avec la Ville de Montréal ».

2.2 Relations médias et événements publics

2.2.1 Lors d'une annonce importante ou d'un événement public :

Mentionner verbalement la contribution de la Ville en employant l'une des mentions définies au sous-paragraphe 2.1.2 du présent protocole de visibilité;

Inviter par écrit un représentant ou une représentante politique de la mairie de Montréal ou du comité exécutif **au moins vingt (20) jours ouvrables** à l'avance, comme défini au sous-paragraphe 3.3.2 du présent protocole de visibilité;

Advenant la participation d'un représentant ou d'une représentante politique de la mairie de Montréal et du comité exécutif :

en informer le Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention;

coordonner et effectuer le suivi avec le cabinet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance et valider les règles protocolaires en matière d'événements publics;

Assurer l'accréditation média des personnes représentant la Ville ainsi que de celles qu'elles ont mandatées (photographe, vidéaste, relationniste, etc.);

Prendre en charge la gestion des droits des photos, des vidéos et de tout autre matériel qui pourraient être diffusés sur les plateformes de la Ville à des fins strictement promotionnelles et non commerciales;

Lors d'une captation visuelle (télédiffusion, webdiffusion, etc.), s'assurer que :

le logo de la Ville apparaît dans le champ de vision;

les personnes présentes sont informées, par écrit ou verbalement, que l'événement fait l'objet d'une captation et que celles qui pourraient être reconnaissables dans la vidéo ont autorisé l'utilisation de leur image.

2.2.2 Offrir par écrit à la mairie de Montréal la possibilité d'inclure un message officiel dans le programme de l'Organisme, **au moins trente (30) jours ouvrables** avant la date de la diffusion ou de l'impression, et informer le Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention advenant l'acceptation de l'offre.

2.3 **Publicité et promotion**

2.3.1 Diffuser sur les réseaux sociaux une publication servant exclusivement à reconnaître la contribution de la Ville en s'assurant d'y inclure l'une des mentions définies au sous-paragraphe 2.1.3 du présent protocole de visibilité et un lien vers les plateformes appropriées, soit :

Pour une publication sur LinkedIn : https://www.linkedin.com/company/ville-de-montr-al/;

Pour une publication sur Instagram : @mtl_ville;

Pour une publication sur Facebook :

@AffairesEconomieInnovationMTL pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique;

@mtlville pour les autres types de projets;

Pour une publication sur X :

@AffairesMtl pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique;

@mtl_ville pour les autres types de projets.

2.3.2 Mentionner le Projet dans le site Web de l'Organisme et ajouter un hyperlien vers le site de la Ville, montreal.ca, si applicable.

2.3.3 Lorsque des vidéos ou des animations sont réalisées dans le cadre du Projet, s'assurer d'intégrer le logo de la Ville, conformément aux modalités définies à l'article 3 du présent protocole de visibilité.

2.3.4 Convenir des visuels pertinents (vidéo, photo, etc.) avec la personne responsable des communications de la Ville et, si applicable, les lui remettre libres de droits avant le lancement de la

campagne de communication, afin que la Ville puisse les utiliser pour promouvoir son engagement si elle le souhaite.

2.3.5 **Lors d'un événement public ou d'activités sur un site** et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables** à l'avance :

La diffusion gratuite d'une vidéo de 15 à 30 secondes produite par la Ville afin de promouvoir l'engagement de celle-ci auprès de la population;

La diffusion d'un message rédigé par la Ville et destiné aux participants, advenant la présence d'un animateur sur le site;

La possibilité d'installer des bannières promotionnelles ou un kiosque (d'une dimension maximale de 10 pi x 20 pi, alimenté en électricité et situé à un emplacement gratuit dans un secteur fréquenté ou tout autre support jugé pertinent par les organisateurs et la personne responsable des communications à la Ville afin que celle-ci puisse avoir une visibilité sur le site ou interagir avec le public.

2.3.6 Fournir un espace publicitaire gratuit dans le programme imprimé ou numérique, **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance; le matériel sera fourni par la Ville, sur demande envoyée à visibilite@montreal.ca.

2.4 Bilan de visibilité

2.4.1 Remettre un bilan au Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention **au plus tard trente (30) jours ouvrables** après la fin du Projet. Y inclure :

une courte description du projet (30-50 mots);

une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied;

une revue de presse couvrant le Projet;

des photos du Projet libres de droits afin que la Ville puisse les utiliser pour promouvoir sa contribution au Projet si elle le souhaite;

toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participants;

des statistiques pour chacun des médias utilisés, dont :

le nombre d'abonnés;

le nombre de publications ou de vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci;

la portée ou fréquence des publications ou des vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci;

le nombre d'impressions et de clics pour les autres médias numériques;

le nombre de visiteurs uniques pour les pages du site Web où la Ville a une visibilité (grâce à un logo ou à une mention);

le taux PEB/nombre d'occasions (radio, télé, affichage, quotidien) si la Ville a une visibilité dans ces médias (grâce à un logo ou à une mention).

3. MODALITÉS

3.1 Normes graphiques et linguistiques

3.1.1 Respecter les directives sur l'utilisation du logo définies dans le Complément au Protocole de visibilité de la Ville.

3.1.2 Respecter l'ordre convenu pour le positionnement des logos de la Ville et des autres partenaires sur tous les outils de communication.

3.1.3 Ne pas utiliser le nom ou le logo de la Ville, en tout ou en partie, en dehors du contexte de la convention sans l'autorisation de la Ville.

3.2 Approbations

3.2.1 Soumettre pour approbation au Responsable du Projet de la Ville indiqué à la convention :

le plan de communication défini au sous-paragraphe 1.1 du présent protocole de visibilité **dans un délai raisonnable** pour lui permettre de l'évaluer et de fournir une rétroaction;

le communiqué de presse, tout document média et les textes soulignant la contribution de la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables** avant leur diffusion.

3.2.2 Soumettre pour approbation à la Direction des communications corporatives de la Ville le positionnement des logos sur toutes les communications imprimées, numériques et électroniques du Projet, **au moins quinze (15) jours ouvrables** avant leur impression ou diffusion.

3.2.3 Advenant la participation d'un représentant ou d'une représentante politique à un événement médiatique, soumettre pour approbation à la **mairie de Montréal** le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance.

3.3 Contacts

3.3.1 Direction des communications corporatives de la Ville

Écrire à visibilite@montreal.ca pour :

offrir l'un ou l'ensemble des éléments de visibilité spécifiés dans le présent protocole de visibilité;

faire la demande pour obtenir les versions officielles et téléchargeables du logo de la Ville;

faire approuver l'utilisation et le positionnement des logos sur les outils de communication en s'assurant de joindre une copie de ces outils en basse résolution.

3.3.2 Mairie de Montréal

Pour rejoindre la mairie de Montréal afin d'offrir ou de faire approuver un élément de visibilité concernant un représentant ou une représentante politique, écrire à mairesse@montreal.ca.

IMPORTANT :
Lors de toute communication avec la mairie de Montréal ou la Direction des communications corporatives de la Ville, s'assurer de préciser dans sa demande que le Projet est subventionné par le biais de la convention et du programme Alliance pour la solidarité dans le cadre du Fonds québécois d'initiatives sociales.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1257570001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division du développement social et vitalité communautaire
Objet :	Accorder une contribution financière à onze OBNL, totalisant 2 444 543 $, toutes taxes incluses si applicables, pour la réalisation des projets, pour la période du 1er avril 2025 au 31 mars 2029, dans le cadre de la Convention d'aide financière provenant du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale - Alliance pour la solidarité et la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales (MESS-Ville 2024-2029). Approuver les projets de conventions à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1257570001 - Certification de fonds.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Othmane CHERRAD
Conseiller en gestion des ressources financières
Tél : 514-868-3230

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-03-28

Guylaine GAUDREAULT
Directrice des services administratifs, du greffe et de la gestion immobilière
Tél : 438-867-4472
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs, du greffe et de la gestion immobilière

No. du dossier	1257570001
Nature du dossier	**Contribution financière**
Financement	**- Entente administrative sur la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales - Alliances pour la solidarité (Ville-MTESS 2024-2029**

Ce dossier vise à :
Accorder une contribution financière à onze OBNL, totalisant 2 444 543 $, toutes taxes incluses si applicables, pour la réalisation des projets, pour la période du 1er avril 2025 au 31 mars 2029, dans le cadre de la Convention d'aide financière provenant du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale - Alliance pour la solidarité et la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales (MESS-Ville 2024-2029). Approuver les projets de conventions à cette fin.

La somme nécessaire à ce dossier est prévue au budget du Service de la diversité et de l'inclusion sociale (SDIS) et financée *dans le cadre de la Convention d'aide financière provenant du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale - Alliance pour la solidarité et la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales (MESS-Ville 2024-2029)*.

Organisme	Nom du projet	Soutien recommandé année 1	Soutien recommandé année 2	Soutien recommandé année 3	Soutien recommandé année 4	Soutien recommandé total
		2025-2026	2026-2027	2027-2028	2028-2029	2025-2029
Association communautaire Westhaven Elmhurst / Westhaven Elmhurst Community Recreation Association	Intervenant(e) de milieu – Dynamisation et engagement au Centre communautaire Westhaven	43 008 $	43 868,16 $	44 745,52 $	45 640,32 $	177 262 $
Baobab Familial	La Ruche de Côte-des-Neiges	29 295,84 $	29 881,76 $	30 479,39 $	31 089,01 $	120 746 $
Bienvenue à Notre-Dame-de-Grâce	Élan vers l'intégration professionnelle : Ateliers pour une intégration professionnelle réussie	61 000 $	62 220 $	63 464,40 $	64 733,60 $	251 418 $
Centre Communautaire Mada Inc.	Ateliers inclusifs sur les saines habitudes alimentaires pour les personnes aînés vulnérables	50 000 $	51 000 $	52 020 $	53 061 $	206 081 $
Centre communautaire Mountain Sights	La sécurité alimentaire passe à l'échelon supérieur au CCMS et dans le Triangle !	49 500 $	50 490 $	51 499,80 $	52 530,20 $	204 020 $
Conseil des Educateurs Noirs du Québec / Quebec Board of Black Educators (QBBE)	Élévation académique: Soutien familial pour la jeunesse marginalisée de Montréal	50 000 $	51 000 $	52 020 $	53 061 $	206 081 $
Femmes du monde à Côte-des-Neiges	Itinérance cachée, réalité éclairée	70 000 $	71 400 $	-	-	141 400 $
La Cafétéria communautaire MultiCaf	Cultiver l'avenir : Insertion au marché du travail par la sécurité alimentaire	113 115 $	115 377,30 $	117 684,85 $	120 038,85 $	466 216 $
Les Maisons Transitionnelles 03	Mieux cuisiner ensemble	22 400 $	22 848 $	23 304,96 $	23 771,04 $	92 324 $
Parents engagés pour la petite enfance (PEP)	Des mini jardins collectifs et un programme de jardins urbains pour les parents de CDN-NDG	40 478 $	41 287,56 $	42 113,31 $	42 955,13 $	166 834 $
Service d'Interprète, d'Aide et de Référence aux Immigrants	Je suis un ATOUT !	100 000 $	102 000 $	104 040 $	106 121 $	412 161 $
	Total	**628 796,84 $**	**641 372,78 $**	**581 372,23 $**	**593 001,15 $**	**2 444 543,00 $**

La demande d'achat # **864166** a été préparée afin de réserver les fonds dans le système comptable.

Les bons de commande requis seront préparés à la suite de l'approbation du dossier par le conseil d'arrondissement.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1257570001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division du développement social et vitalité communautaire
Objet :	Accorder une contribution financière à onze OBNL, totalisant 2 444 543 $, toutes taxes incluses si applicables, pour la réalisation des projets, pour la période du 1er avril 2025 au 31 mars 2029, dans le cadre de la Convention d'aide financière provenant du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale - Alliance pour la solidarité et la gestion du Fonds québécois d'initiatives sociales (MESS-Ville 2024-2029). Approuver les projets de conventions à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification de fonds 1257570001.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Yvette MUNEZERO
Préposée au budget
Tél : 514 872 0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-03-27

Jed BEN AOUN
Agent de gestion de ressources financières
Tél : 514-872-0766
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Accorder une contribution financière à onze OBNL, totalisant 2 444 543 $, toutes taxes incluses si applicables, pour la réalisation des projets, pour la période du 1er avril 2025 au 31 mars 2029, dans le cadre de la Convention d'aide financière pr d'initiatives sociales (MESS-Ville 2024-2029). Approuver les projets de conventions à cette fin.

Clé comptable / Numéro d'imputation	Libellé textuel	Nom de l'organisme	Titre du projet
1001.0014000.101579.05803.61900.016491.0000.003664.052131.00000.00000	AF - Général - Agglomération/Crédits associés à des revenus dédiés/Entente MESS 2024-2029/Développement social/Contribution à d'autres organismes/Autres organismes/⁻/Tables de quartier/Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce/Général/	Association communautaire Westhaven Elmhurst / Westhaven Elmhurst Community Recreation Association	Intervenant(e) de milieu – Dynamisation et engagement au Centre communautaire Westhaven
1001.0014000.101579.05803.61900.016491.0000.003664.052131.00000.00000	AF - Général - Agglomération/Crédits associés à des revenus dédiés/Entente MESS 2024-2029/Développement social/Contribution à d'autres organismes/Autres organismes/⁻/Tables de quartier/Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce/Général/	Baobab Familial	La Ruche de Côte-des-Neiges
1001.0014000.101579.05803.61900.016491.0000.003664.052131.00000.00000	AF - Général - Agglomération/Crédits associés à des revenus dédiés/Entente MESS 2024-2029/Développement social/Contribution à d'autres organismes/Autres organismes/⁻/Tables de quartier/Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce/Général/	Bienvenue à Notre-Dame-de-Grâce	Élan vers l'intégration professionnelle : Ateliers pour une intégration professionnelle réussie
1001.0014000.101579.05803.61900.016491.0000.003664.052131.00000.00000	AF - Général - Agglomération/Crédits associés à des revenus dédiés/Entente MESS 2024-2029/Développement social/Contribution à d'autres organismes/Autres organismes/⁻/Tables de quartier/Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce/Général/	Centre Communautaire Mada Inc.	Ateliers inclusifs sur les saines habitudes alimentaires pour les personnes aînés vulnérables
1001.0014000.101579.05803.61900.016491.0000.003664.052131.00000.00000	AF - Général - Agglomération/Crédits associés à des revenus dédiés/Entente MESS 2024-2029/Développement social/Contribution à d'autres organismes/Autres organismes/⁻/Tables de quartier/Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce/Général/	Centre communautaire Mountain Sights	La sécurité alimentaire passe à l'échelon supérieur au CCMS et dans le Triangle !
1001.0014000.101579.05803.61900.016491.0000.003664.052131.00000.00000	AF - Général - Agglomération/Crédits associés à des revenus dédiés/Entente MESS 2024-2029/Développement social/Contribution à d'autres organismes/Autres organismes/⁻/Tables de quartier/Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce/Général/	Conseil des Educateurs Noirs du Québec / Quebec Board of Black Educators (QBBE	Élévation académique: Soutien familial pour la jeunesse marginalisée de Montréal

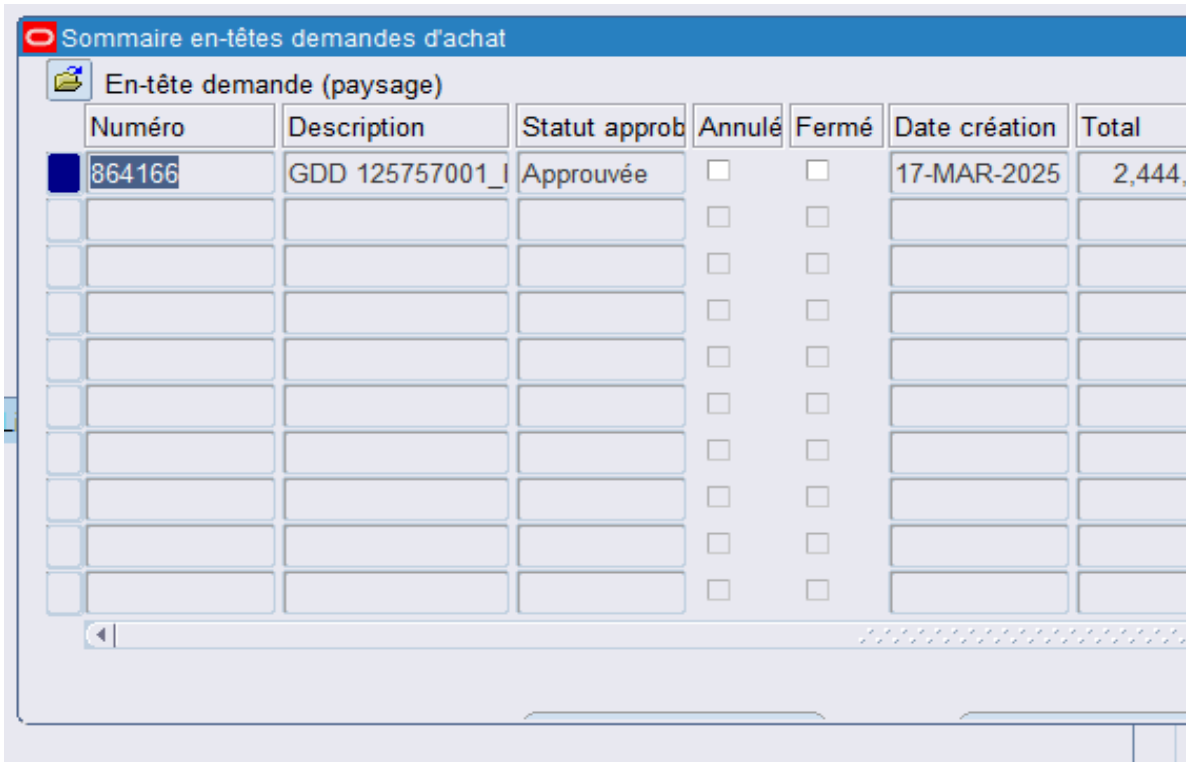
Clé comptable / Numéro d'imputation	Libellé textuel	Nom de l'organisme	Titre du projet
1001.0014000.101579.05803.61900.016491.0000.003664.052131.00000.00000	AF - Général - Agglomération/Crédits associés à des revenus dédiés/Entente MESS 2024-2029/Développement social/Contribution à d'autres organismes/Autres organismes/⁻/Tables de quartier/Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce/Général/	Femmes du monde à Côte-des-Neiges	Itinérance cachée, réalité éclairée
1001.0014000.101579.05803.61900.016491.0000.003664.052131.00000.00000	AF - Général - Agglomération/Crédits associés à des revenus dédiés/Entente MESS 2024-2029/Développement social/Contribution à d'autres organismes/Autres organismes/⁻/Tables de quartier/Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce/Général/	La Cafétéria communautaire MultiCaf	Cultiver l'avenir : Insertion au marché du travail par la sécurité alimentaire
1001.0014000.101579.05803.61900.016491.0000.003664.052131.00000.00000	AF - Général - Agglomération/Crédits associés à des revenus dédiés/Entente MESS 2024-2029/Développement social/Contribution à d'autres organismes/Autres organismes/⁻/Tables de quartier/Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce/Général/	Les Maisons Transitionnelles 03	Mieux cuisiner ensemble
1001.0014000.101579.05803.61900.016491.0000.003664.052131.00000.00000	AF - Général - Agglomération/Crédits associés à des revenus dédiés/Entente MESS 2024-2029/Développement social/Contribution à d'autres organismes/Autres organismes/⁻/Tables de quartier/Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce/Général/	Parents engagés pour la petite enfance (PEP)	Des mini jardins collectifs et un programme de jardins urbains pour les parents de CDN-NDG
1001.0014000.101579.05803.61900.016491.0000.003664.052131.00000.00000	AF - Général - Agglomération/Crédits associés à des revenus dédiés/Entente MESS 2024-2029/Développement social/Contribution à d'autres organismes/Autres organismes/⁻/Tables de quartier/Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce/Général/	Service d'Interprète, d'Aide et de Référence aux Immigrants	Je suis un ATOUT !
Total			

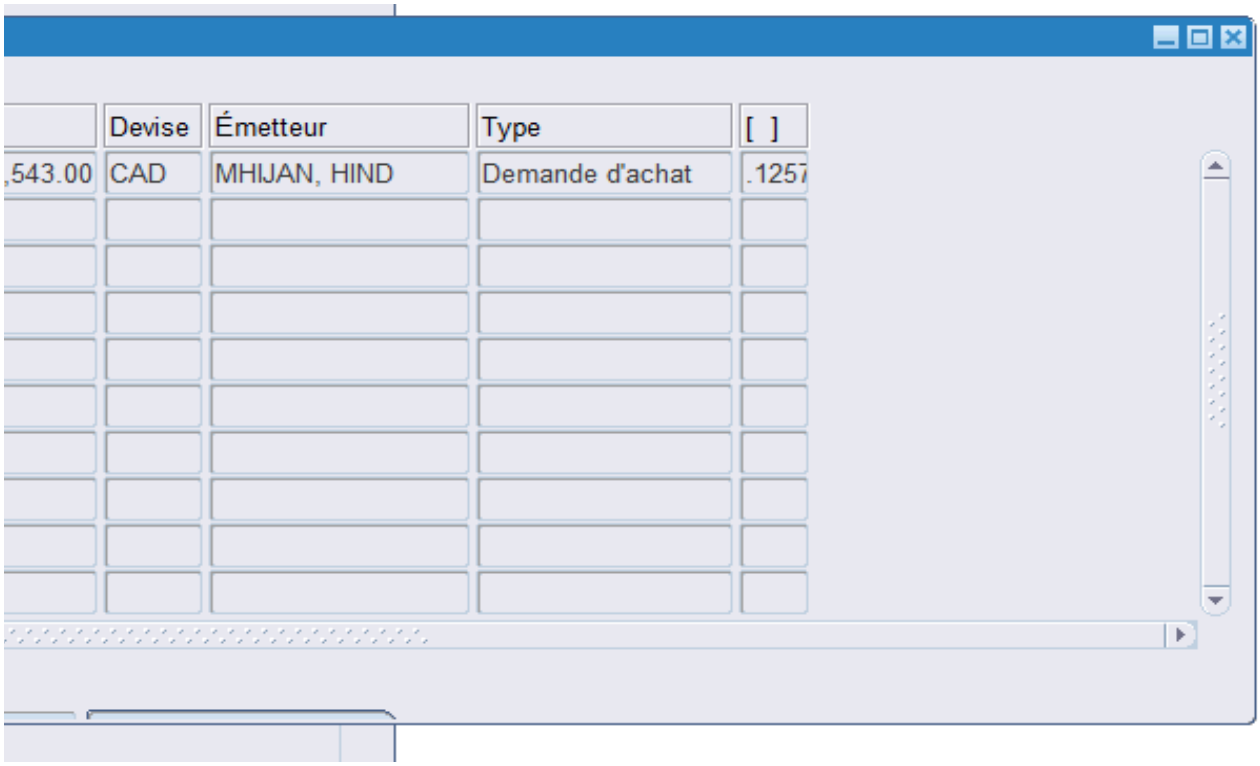
ovenant du ministère de l'

Montant 2025-2026
43,008.00 $
29,295.84 $
61,000.00 $
50,000.00 $
49,500.00 $
50,000 $

Montant 2025-2026
70,000 $
113,115 $
22,400.00 $
40,478.00 $
100,000.00 $
628,796.84 $

Les fonds ont été réservés par la demande d'achat suivante : DA 864166




Devise
Émetteur
Type
[ ]
,543.00
CAD
MHIJAN, HIND
Demande d'achat
.1257

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.10

2025/04/07
19:00

Dossier # : 1259982003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 ff) préserver la biodiversité et favoriser son accroissement dans les parcs et les espaces verts
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière de 17 377,42 $ incluant les taxes si applicables, à Polliflora - Coopérative de Solidarité pour la réalisation d'un projet temporaire de protection des pollinisateurs sur le site de l'ancien hippodrome. Approuver le projet de convention à cette fin.

Il est recommandé :
D'accorder une contribution financière de 17 377,42$ toutes taxes incluses, financé à même le surplus libre de l'arrondissement, à Polliflora - Coopérative de Solidarité pour la réalisation d'un projet temporaire de protection des pollinisateurs sur le site de l'ancien hippodrome. Approuver le projet de convention à cette fin. Le tout est conditionnel à la signature d'une entente d'occupation du site avec le Service de la stratégie immobilière de la Ville de Montréal.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2025-04-02 10:12

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

directeur(-trice) - arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1259982003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 ff) préserver la biodiversité et favoriser son accroissement dans les parcs et les espaces verts
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière de 17 377,42 $ incluant les taxes si applicables, à Polliflora - Coopérative de Solidarité pour la réalisation d'un projet temporaire de protection des pollinisateurs sur le site de l'ancien hippodrome. Approuver le projet de convention à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

Polliflora fait partie des organismes présents sur le site de l'hippodrome depuis 2019. Elle entretient les ruches présentes sur place et assure la diversification des plantations bénéfiques aux insectes pollinisateurs. Pour sa 7e année, le projet 2024 vise à poursuivre ces activités en assurant la vitalité des plantations installées ces dernières années ainsi que l'entretien des ruches.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA19 170 135 - 6 mai 2019 : Accorder une contribution financière de 28 758,70 $ incluant les taxes si applicables, à Miel Montréal - Coopérative de Solidarité pour la réalisation du projet temporaire d'agriculture urbaine à réaliser en 2019 sur le site de l'ancien Hippodrome, pour la période du 6 mai au 31 décembre et autoriser la signature d'une convention à cette fin.
CA20 170109 - 4 mai 2020 : Accorder une contribution financière de 13 222,13 $ incluant les taxes si applicables, à Miel Montréal pour la réalisation des activités minimales d'apiculture urbaine à réaliser en 2020 sur le site de l'ancien Hippodrome, pour la période du 4 mai au 31 décembre et autoriser la signature d'une convention à cette fin.
CA21 170128 - 3 mai 2021 : Accorder un contrat de services de 10 459,28, toutes taxes incluses, à Miel Montréal - Coopérative de Solidarité pour la réalisation d'un projet temporaire d'agriculture urbaine (volet apiculture et biodiversité) sur le site de l'ancien Hippodrome, pour la période du 6 avril au 31 décembre 2021, et autoriser la signature d'une convention à cette fin.
CA22 170103 - 2 mai 2022 : Accorder un contrat de services de 14 998,61 $ toutes taxes incluses, à Miel Montréal - Coopérative de Solidarité pour la réalisation du projet temporaire d'agriculture urbaine (volet apiculture et biodiversité) sur le site de l'ancien Hippodrome, pour la période du 5 avril au 31 décembre 2022. Approuver le projet de convention à cette fin.

CA23 170086 - 3 avril 2023 : D'accorder un contrat de services de 25 000,00 $ toutes taxes incluses, à Polliflora - Coopérative de Solidarité pour la réalisation du projet temporaire d'agriculture urbaine (volet apiculture et biodiversité) sur le site de l'ancien Hippodrome, pour la période du 4 avril au 31 décembre 2023. Approuver le projet de convention à cette fin.

DESCRIPTION

Ce projet transitoire consiste à poursuivre les activités apicoles démarrées en 2019 avec l'aménagement d'un milieu de vie propice aux insectes pollinisateurs - avec une plantation abondante de fleurs mellifères et autres végétaux. Les insectes pollinisateurs peuvent disposer d'une nourriture abondante qui contribue à augmenter la biodiversité sur ce site plutôt aride. Une prairie mellifère d'environ 250 mètres carrés a été aménagée au centre de l'allée. Un sentier inséré entre des plantations de tilleuls a aussi été largement planté de fleurs. Enfin, en 2022, un autre site de 50 m2 a aussi été planté de végétaux favorables aux insectes pollinisateurs. Deux ruches ont été installées lors du démarrage du projet. Deux autres ruches ont été ajoutées depuis.
En 2025, de nouveaux conteneurs seront installés sur le site afin de maximiser les espaces de stockage.
Ainsi, pour 2025, Polliflora prendra en charge les éléments suivants:
Volet apicole: gestion et entretien des quatre ruches; livraison de la récolte de miel; communications mensuelles sur l'état des ruches; activité de sensibilisation
Volet verdissement: entretien écologique des aménagements mellifères; entretien des sentiers; animation du kiosque de sensibilisation avec distribution de végétaux pour la fête des récoltes, gestion des conteneurs loués.

JUSTIFICATION

Cette contribution financière permettra la poursuite des activités déjà entamées depuis 5 ans. Ce projet favorise le développement d'un sentiment d'appartenance sur ce site isolé de l'arrondissement. Il permet également d'occuper le site de manière transitoire en attendant l'arrivée des autres projets. Les plantations permettent aussi aux insectes pollinisateurs de contribuer à la biodiversité du site et profitent aux cultures de Multicaf.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense de 17 377,42 $ sera financée par le budget de fonctionnement 2025 de la Direction de l'arrondissement dédié à la transition écologique.

MONTRÉAL 2030

Voir pièces jointes
Ce projet contribue à la réalisation du résultat 1.1 "La population est en mesure de se nourrir de manière abordable, saine et locale" de l'axe 1 - Milieux de vie plus équitables et plus inclusifs du Plan stratégique de l'arrondissement..

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

1. Réouverture des activités sur le site : début mai 2024
2. Activités d'entretien et de démarrage du nouveau jardin mellifère : juin
3. Première récolte du miel : juillet

4. Seconde récolte du miel : début septembre
5. Animation du kiosque à la fête des récoltes et distribution de végétaux: fin septembre
6. Transmission du miel et remise du rapport final rédigé par l'organisme : novembre
7. Entretien écologique des aménagements mellifères et des sentiers. Gestion des conteneurs loués : du début à la fin de la saison.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Marie-Claire DUBE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Isabelle BERUBE
conseillère transition écologique

Tél : 438-864-4678
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-03-25

Stephane P PLANTE
directeur(-trice) - arrondissement

Tél : 514-872-8428
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1259982003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Objet :	Accorder une contribution financière de 17 377,42 $ incluant les taxes si applicables, à Polliflora - Coopérative de Solidarité pour la réalisation d'un projet temporaire de protection des pollinisateurs sur le site de l'ancien hippodrome. Approuver le projet de convention à cette fin.


Grille_Analyse_2030.pdf


Cont_Polliflora_2025vf.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Isabelle BERUBE
conseillère transition écologique

Tél : 438-864-4678
Télécop. :

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1246290003*
Unité administrative responsable : *Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises*
Projet : *Financement d'un projet de création d'habitats propices aux pollinisateurs et installations de ruches et jardins mellifères*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

Transition écologique

Priorité 2 : Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Ajout d'une superficie d'environ 250 m2 de jardins mellifères, de diverses plantations, de systèmes de gestion de l'eau de pluie destinés à soutenir la biodiversité sur le site vacant de l'hippodrome.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**X**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? *Le projet permettra la plantation de nouveaux jardins et la gestion de ceux déjà plantés afin que ceux-ci puissent, à terme, contribuer à capter le carbone, à créer des îlots de fraicheur. Un projet pilote de gestion des eaux pluviales contribue déjà à favoriser le cycle naturel de l'eau.*	**X**		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**X**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		**X**	
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		**X**	

c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		**X**	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**X**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant une adresse au 5160, boulevard Décarie, 6e étage, Montréal, Québec, H3X 2H9, agissant et représentée par le secrétaire d'arrondissement de Côte-des Neiges—Notre-Dame-de-Grâce dûment autorisée aux fins des présentes en vertu du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires et employés RCA04 17044, article 5;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **POLLIFLORA – COOPÉRATIVE DE SOLIDARITÉ**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 5455, avenue de Gaspé, bureau 200, Montréal, Québec, H2T 3B3, agissant et représentée par Kamala Balu, directrice générale, personne dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 838787372 RT0001
Numéro d'inscription TVQ : 1219230270

ci-après appelée l'« **Organisme** »

La Ville et l'Organisme sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit dans le domaine de l'apiculture urbaine et la sensibilisation aux rôles des insectes pollinisateurs;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation de son Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti;

ATTENDU QUE le *Règlement sur la gestion contractuelle* adopté par la Ville en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* s'applique à la présente convention et qu'il est disponible pour consultation sur le site de la Ville.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

« **Annexe 1** » :	désigne la description du Projet;
« **Annexe 2** » :	désigne le protocole de visibilité mentionné au paragraphe 4.4 de la présente convention, le cas échéant;
« **Annexe 3** » :	désigne les éléments de Reddition de compte attendus dans le cadre de la présente convention;
« **Projet** » :	désigne le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
« **Rapport annuel** » :	désigne le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;
« **Reddition de compte** » :	désigne les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées; de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document ou information exigés par le Responsable dans le cadre du Projet;

« **Responsable** » :	désigne la conseillère en transition écologique de la direction d'arrondissement de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;
« **Unité administrative** » :	désigne la direction de l'arrondissement de Côte-des-Neiges Notre-Dame-de-Grâce de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser son Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution financière versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

4.1.2 assumer tous les coûts, incluant tout dépassement et risques associés à la réalisation du Projet, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la contribution financière prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention;

4.2 **Autorisations et permis**

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 **Respect des lois**

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment l'affichage de l'Organisme sur toute propriété de la Ville, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de ses installations, le cas échéant;

4.3.3 dans la mesure où l'Organisme traiterait ou aurait accès à des renseignements personnels pendant la durée de la présente convention, traiter de manière confidentielle ces renseignements personnels et se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, étant toutefois expressément convenu par les Parties que tout tel traitement par l'Organisme sera fait exclusivement pour son propre compte et non pour celui de la Ville et que celle-ci n'encourra aucune responsabilité à cet égard;

4.4 **Promotion et publicité**

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention, et faire en sorte que ceux-ci reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville, notamment par rapport aux autres partenaires au Projet, étant entendu qu'ils doivent être préalablement approuvés par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet et respecter toute autre modalité prévue au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant;

4.5 **Aspects financiers**

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable; cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera et comprendra notamment les informations indiquées à l'Annexe 3 jointe à la présente convention, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité du Projet distincte de celle concernant les autres projets ou secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du

personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 transmettre au Responsable, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où la contribution financière ou le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif :

- transmettre au Responsable, ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers vérifiés au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

  La transmission au Vérificateur général de la Ville doit être faite par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1);

- consentir, et par la présente consent, à ce que son Rapport annuel soit publié sur le site de la Ville;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 **Remise de documents**

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7 **Responsabilité**

4.7.1 tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de la présente convention;

4.7.2 prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre eux par des tiers et indemniser la Ville en capital, intérêts et frais de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre eux ainsi que de toute somme qu'elle aura dû débourser pour défendre leurs intérêts avant ou après un tel jugement en raison de la présente convention;

4.7.3 malgré ce qui précède, l'Organisme n'est pas tenu d'indemniser la Ville ou de prendre son fait et cause lorsque cette obligation découlerait directement d'une faute lourde ou intentionnelle commise par la Ville ou ses employés, représentants et mandataires;

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville convient de lui verser une contribution financière maximale de dix-sept mille trois cent soixante-dix-sept dollars et quarante-deux cents (17 377,42 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 **Versements**

La contribution financière sera remise à l'Organisme en trois versements :

5.2.1 un premier versement au montant de cinq mille dollars (5 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention;

5.2.2 un deuxième versement au montant de dix mille six cent quarante dollars (10 640 $) dans les trente jours suivant la récolte de miel et la remise des pots à un organisme œuvrant en sécurité alimentaire;

5.2.3 un troisième versement au montant de mille sept cent trente-sept dollars et quarante-deux cents (1737,42 $) dans les 30 jours de la remise suivant le dépôt du rapport final à la satisfaction du Responsable.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 **Ajustement de la contribution financière**

Toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet doit être remise à la Ville à la fin de la présente convention sauf si une résolution dûment adoptée par l'instance compétente de la Ville autorise l'Organisme à la conserver. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts, notamment dans le cas des situations décrites au paragraphe 6.3 de la présente convention, et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit informer le Responsable, sans délai et par écrit, de l'existence de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent, dont, notamment :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du *Règlement sur la gestion contractuelle* de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux sous-paragraphes 6.3.1 à 6.3.3.

6.4 L'Organisme doit utiliser toute somme versée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, la contribution financière ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Organisme déclare et garantit :

7.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

7.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

7.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et, notamment, ceux lui permettant de consentir la licence prévue au paragraphe 9.2 de la présente convention;

7.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 8
ASSURANCES

8.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de cinq millions de dollars (5 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme assurée additionnelle. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne doit être applicable à la Ville.

8.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur.

8.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 9
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

9.1 Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents, photos, vidéos, données et autres remis à la Ville dans le cadre de la présente convention

(ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

9.2 L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à reproduire, à adapter, à modifier, à communiquer, à publier, à diffuser, à traduire, à conserver et à copier les Rapports en tout ou en partie, sous quelque forme ou support que ce soit à des fins municipales.

ARTICLE 10
DÉFAUT

10.1 Il y a défaut :

10.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

10.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

10.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

10.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme à but non lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

10.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 10.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

10.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 10.1.2, 10.1.3 ou 10.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

10.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des paragraphes 10.2 ou 10.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

ARTICLE 11
DURÉE

La présente convention prend effet à la date de sa dernière signature et se termine, sous réserve des articles 10 et 12, au plus tard le 31 décembre.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 12
RÉSILIATION ET SUSPENSION

12.1 La Ville peut résilier la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Le Responsable avise l'Organisme par écrit de son intention de présenter à l'instance compétente de la Ville une recommandation à cet effet. À la réception de cet avis, l'Organisme doit soumettre dans un délai de dix (10) jours tous les rapports et documents exigés par le Responsable en joignant toutes les pièces justificatives requises.

12.2 Lorsque l'avis d'intention fait état d'une résiliation de la présente convention, l'Organisme doit, dès réception de cet avis, cesser immédiatement l'exécution de toutes activités pouvant engager des coûts à être financés à même la contribution financière versée par la Ville, en attendant la décision de l'instance compétente de la Ville et, dans l'intervalle, respecter les instructions émises par le Responsable. La Ville n'acquittera que le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet en date de l'avis d'intention.

12.3 En cas de résiliation, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

12.4 Le Responsable peut suspendre l'exécution de la présente convention, en tout temps, pourvu qu'il avise par écrit l'Organisme de cette suspension. Ce dernier doit se conformer aux instructions émises par le Responsable à ce sujet.

12.5 Lorsque le Responsable informe l'Organisme qu'il peut reprendre la réalisation du Projet, celui-ci doit le faire selon les conditions et le délai convenus avec le Responsable.

12.6 La résiliation ou la suspension de la présente convention ne donnent droit à l'Organisme à aucune compensation ou indemnité et celui-ci convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation ou de la suspension de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 **Représentations de l'Organisme**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 5455, avenue de Gaspé, bureau 200, Montréal, Québec, H2T 3B3, et tout avis doit être adressé à l'attention de madame Kamala Balu, directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 5160 boulevard Décarie, 6e étage, Montréal, Québec, H3X 2H9, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

[Les signatures sont à la page suivante].

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AU LIEU ET À LA DATE INDIQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20_____

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Geneviève Reeves, secrétaire d'arrondissement

Signé à
__Montréal_____

Le ___26_e jour de __Mars_____
20__25__

Polliflora, Coopérative de solidarité

Par : _____
Kamala Balu

Cette convention a été approuvée par le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges Notre-Dame-de-Grâce, le __7____e jour de _____avril_____ 2025___ (Résolution _____).

ANNEXE 1

PROJET

Ce projet transitoire consiste à poursuivre les activités apicoles grâce à l'aménagement d'un milieu de vie propice aux insectes pollinisateurs qui disposent d'une nourriture abondante qui contribue à augmenter la biodiversité sur ce site plutôt aride.

Ce projet permet à Polliflora d'entretenir et de bonifier la prairie mellifère d'environ 300 mètres carrés de même que les sentiers insérés entre des plantations. Le projet compte quatre ruches d'abeilles qui produisent du miel.

En 2025, de nouveaux conteneurs seront installés sur le site afin de maximiser les espaces de stockage.

Ainsi, pour 2025, Polliflora prendra en charge les éléments suivants:

Volet apicole :

- Gestion et entretien de 4 ruches
- Livraison de la récolte de miel
- Communications mensuelles nous informant de l'état des ruches
- Une activité de sensibilisation

Volet verdissement :

- Entretien écologique des aménagements mellifères
- Entretien des sentiers
- Animation du kiosque de sensibilisation avec distribution de végétaux pour la fête des récoltes
- Gestion des conteneurs loués

DESCRIPTION	QTÉ	TAUX	MONTANT
Gestion et entretien de 4 ruches (incluant 1 activité de sensibilisation)	1	9 685,97	9 685,97
Entretien écologique des aménagements mellifères	1	3 778,10	3 778,10
Kiosque de distribution de végétaux (3h et 50 végétaux de 1L)	1	850,00	850,00
Location container	1	800,00	800,00

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

[Non applicable]

ANNEXE 3

REDDITION DE COMPTES

Remise du rapport final décrivant les activités, les problèmes encourus et l'atteinte des résultats avant le 31 décembre 2025.

Communications mensuelles sur l'état des ruches et le volume de miel prélevé lorsqu'applicable.

Confirmation par courriel de la livraison de la récolte de miel à un organisme en sécurité alimentaire lorsque celle-ci sera terminée.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1259982003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Objet :	Accorder une contribution financière de 17 377,42 $ incluant les taxes si applicables, à Polliflora - Coopérative de Solidarité pour la réalisation d'un projet temporaire de protection des pollinisateurs sur le site de l'ancien hippodrome. Approuver le projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

Ce dossier vise à accorder un contribution financière de 17 377,42$ incluant les taxes si applicables, à Polliflora - Coopérative de Solidarité pour la réalisation d'un projet temporaire de protection des pollinisateurs sur le site de l'ancien hippodrome.

La dépense sera financée par le budget de fonctionnement 2025 de la Direction de l'arrondissement dédié à la transition écologique.

Compte d'imputation:
2406.0010000.300700.05803.61900.016491.0000.000000.012153.00000.00000

FICHIERS JOINTS

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Claire DUBE
Agente de gestion en ressources financières et matérielles
Tél : 514-868-4016

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-03-28

Guylaine GAUDREAULT
Directrice - Services administratifs en arrondissements
Tél : 438-867-4472
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs, du greffe et de la gestion immobilière

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 20.11

2025/04/07
19:00

Dossier # : 1256290001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser le versement de contributions financières non récurrentes à divers organismes totalisant 8 000 $.

IL EST RECOMMANDÉ :
D'autoriser le versement de contributions financières non récurrentes à divers organismes totalisant la somme de 8 000 $;

Organisme	Justification	Montant et Donateur
Les Scouts du Montréal Métropolitain 1147600986 89021 CSP Malec Montréal (Québec) H9C 2Z3 Éloïse Cantin	Le 12e groupe scout Notre-Dame-de-Grâce, actif depuis plus de 90 ans, joue un rôle essentiel dans l'épanouissement des jeunes du quartier. Le groupe scout contribue ainsi activement au cheminement de ses membres vers un avenir prometteur.	**TOTAL: 800 $** Gracia Kasoki Katahwa 300 $ Peter McQueen 500 $
Les Voix de la montagne 11162437132 4300, ch. Queen Mary, Montréal (Québec) H3V 1A6 Geneviève Cournoyer-Proulx	Un chœur mixte à quatre voix, formé d'une soixantaine d'amoureux du chant choral. Financement pour un concert, qui a eu lui dans l'église Saint-Enfant Jésus.	**TOTAL: 500 $** Gracia Kasoki Katahwa 100 $ Magda Popeanu 400 $
Fabrique paroisse Notre-Dame de Grâce, Comité d'entraide	Depuis 1997, la paroisse Notre-Dame-de-Grâce soutient les familles démunies en finançant, partiellement ou totalement, les	**TOTAL: 1 000 $** Gracia Kasoki Katahwa 500 $ Peter McQueen 500 $

1149167521 5333, ave Notre-Dame de Grâce Montréal (Québec) H4A 1L2 Louise Bernier	frais de camps pour les enfants identifiés par l'école et la paroisse.	
Les Petits Frères 1141027285 4624, rue Garnier Montréal (Québec) H2J 3S7 Laurent Ropers	Yann Ibouldo, résident de Côte-des-Neiges, est bénévole pour l'organisation Les Petits Frères de CDN/NDG. Il sollicite une subvention afin de couvrir certains frais logistiques.	**TOTAL 500 $** Gracia Kasoki Katahwa 200 $ Magda Popeanu 300 $
Maison de l'innovation sociale 1172107626 2069, Rue Parthenais – Édifice Grover, Montréal (Québec) H2K 3T2 Marie-Christine Ladouceur-Girard	Le 15 mai 2025, la MIS, en collaboration avec HEC Montréal, tiendra sa première grande Soirée-bénéfice au 3000 chemin de la Côte-Sainte-Catherine, Montréal.	**TOTAL 500 $** Gracia Kasoki Katahwa 200 $ Magda Popeanu 300 $
Communauté sépharade unifiée du Québec 1144503910 216-5151, Chemin de la Cote Ste Catherine. Montréal (Québec) H3W 1M6 Benjamin Bitton	Le festival met en valeur l'évolution du patrimoine sépharade tout en garantissant l'accessibilité grâce à des prix abordables, favorisant ainsi une large participation.	**TOTAL: 900 $** Gracia Kasoki Katahwa 500 $ Magda Popeanu 400 $
Fédération des Associations Canado-Philippines du Québec INC. 1148213201 4645, rue De La Peltrie Montréal (Québec) H3W1K4	Cette année marque la 4e année de la Fêtes de Printemps organisée par la FFCAQ.	**TOTAL: 1 500 $** Gracia Kasoki Katahwa 500 $ Sonny Moroz 500 $ Stéphanie Valenzuela 500 $

Cristy Hunter		
Association des locataires HLM de la rue Walkley 1172901572 5411, avenue Walkley app 03 (Québec) H4V 2M6 Adel Ben Mabrouk	Le projet en cours, Habitation propre, s'étend sur 11 mois, de février 2025 à décembre 2025. Diverses activités sont prévues pour l'occasion.	**TOTAL: 2 000 $** Gracia Kasoki Katahwa 1 000 $ Despina Sourias 1 000 $
Ensemble vocal Katimavik 1161268488 4300 ch. Queen-Mary Montréal (Québec) H3V1A6 Élisabeth Rousseau	Présentation de deux oeuvres chorales de Brahms, le Requiem allemand et Nänie, à l'Église St-Jean- Baptiste le samedi 7 juin 2025.	**TOTAL: 300 $** Gracia Kasoki Katahwa 300 $

D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2025-04-03 11:01

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1256290001**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Autoriser le versement de contributions financières non récurrentes à divers organismes totalisant 8 000 $.

CONTENU

CONTEXTE

À la demande de Gracia Kasoki Katahwa, mairesse d'arrondissement, Magda Popeanu, conseillère du district de Côte-des-Neiges, Peter McQueen, conseiller du district de Notre-Dame-de-Grâce, Despina Sourias, conseillère du district de Loyola, Sonny Moroz, conseiller du district de Snowdon et de Stephanie Valenzuela, conseillère du district de Darlington, autoriser le versement de contributions financières non récurrentes de 8 000 $ à divers organismes sportifs, communautaires ou bénévoles qui ont comme objectifs d'encourager, de récompenser, de souligner ou de permettre la participation des citoyens de notre arrondissement à des événements ou de mettre en valeur et de faire connaître notre patrimoine. Ces contributions totalisant 8 000 $ proviennent des budgets discrétionnaires des élus et élues.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Sans objet

DESCRIPTION

Les fonds serviront à financer :

Organisme	Justification	Montant et Donateur
Les Scouts du Montréal Métropolitain 1147600986 89021 CSP Malec Montréal (Québec) H9C 2Z3 Éloïse Cantin	Le 12e groupe scout Notre-Dame-de-Grâce, actif depuis plus de 90 ans, joue un rôle essentiel dans l'épanouissement des jeunes du quartier. À travers ses activités, il favorise le développement de qualités telles que le leadership, l'autonomie, la responsabilité et le travail d'équipe. Chaque semaine, l'unité se réunit pendant deux heures pour préparer diverses initiatives : activités de financement,	**TOTAL: 800 $** Gracia Kasoki Katahwa 300 $ Peter McQueen 500 $

	planification de camps, ateliers de formation et renforcement de l'esprit d'équipe. Elle organise également des activités destinées à encourager les jeunes à découvrir de nouveaux centres d'intérêt et à sortir de leur zone de confort. Le groupe scout contribue ainsi activement au cheminement de ses membres vers un avenir prometteur.	
Les Voix de la montagne 11162437132 4300, ch. Queen Mary, Montréal (Québec) H3V 1A6 Geneviève Cournoyer-Proulx	Un chœur mixte à quatre voix, formé d'une soixantaine d'amoureux du chant choral. D'abord mis sur pied en août 2002 par le Service des activités culturelles de l'Université de Montréal, ce chœur vole de ses propres ailes depuis juin 2004. Il accueille des passionnés du chant choral de tous âges et de tous horizons. Financement pour un concert, qui a eu lui dans l'église Saint-Enfant Jésus.	**TOTAL: 500 $** Gracia Kasoki Katahwa 100 $ Magda Popeanu 400 $
Fabrique paroisse Notre-Dame de Grâce, Comité d'entraide 1149167521 5333, ave Notre-Dame de Grâce Montréal (Québec) H4A 1L2 Louise Bernier	Depuis 1997, la paroisse Notre-Dame-de-Grâce soutient les familles démunies en finançant, partiellement ou totalement, les frais de camps pour les enfants identifiés par l'école et la paroisse. Plus de 100 enfants âgés de 6 à 16 ans bénéficient de cette aide, leur permettant de profiter des activités estivales dans des camps de jour ou à la campagne. Ces expériences enrichissantes incluent sports, socialisation, visites de Montréal et amélioration de leur français. Ce projet repose sur le soutien de généreux donateurs tels que les paroissiens, la Congrégation Notre-Dame, la Caisse Populaire des Versants du Mont-Royal et la Fondation Villa Maria. Les partenaires comme les camps La Marmaille, Olier, l'Académie Trevor Williams et les camps municipaux offrent des tarifs réduits.	**TOTAL: 1 000 $** Gracia Kasoki Katahwa 500 $ Peter McQueen 500 $
Les Petits Frères 1141027285	Yann Ibouldo, résident de Côte-des-Neiges, est bénévole pour l'organisation Les Petits Frères	**TOTAL 500 $** Gracia Kasoki Katahwa 200 $

4624, rue Garnier Montréal (Québec) H2J 3S7 Laurent Ropers	de CDN/NDG. Il sollicite une subvention afin de couvrir certains frais logistiques. Grâce à son engagement, les aînés de l'arrondissement bénéficient d'un espace chaleureux où ils peuvent socialiser, participer à diverses activités et rompre l'isolement. Yann met un point d'honneur à répondre aux besoins de cette population vulnérable, tout en favorisant le bien-être collectif et l'intégration sociale. Son travail reflète une véritable dévotion envers la communauté.	Magda Popeanu 300 $
Maison de l'innovation sociale 1172107626 2069, Rue Parthenais – Édifice Grover, Montréal (Québec) H2K 3T2 Marie-Christine Ladouceur-Girard	Le 15 mai 2025, la MIS, en collaboration avec HEC Montréal, tiendra sa première grande Soirée-bénéfice au 3000 chemin de la Côte-Sainte-Catherine, Montréal. Cet événement vise à soutenir l'objectif ambitieux d'accompagner 1 000 nouveaux innovateurs sociaux chaque année. La soirée inclura le dévoilement des premiers prix Personnalités de l'innovation sociale de l'année, une initiative honorant des personnalités influentes.	**TOTAL 500 $** Gracia Kasoki Katahwa 200 $ Magda Popeanu 300 $
Communauté sépharade unifiée du Québec 1144503910 216-5151, Chemin de la Cote Ste Catherine. Montréal (Québec) H3W 1M6 Benjamin Bitton	Le Festival Séfarade de Montréal constitue un véritable joyau au cœur de la communauté, offrant une vitrine exceptionnelle de l'identité et des passions qui la caractérisent. À travers cet événement annuel, le Festival Séfarade de Montréal s'engage à célébrer et à promouvoir cette richesse culturelle. Le festival met en valeur l'évolution du patrimoine sépharade tout en garantissant l'accessibilité grâce à des prix abordables, favorisant ainsi une large participation.	**TOTAL: 900 $** Gracia Kasoki Katahwa 500 $ Magda Popeanu 400 $
Fédération des Associations Canado-Philippines du Québec INC. 1148213201	Cette année marque la 4e année de la Fêtes de Printemps organisée par la FFCAQ. L'événement comprendra un large éventail d'activités et d'attractions, notamment des spectacles, structures gonflables, peinture de visage,	**TOTAL: 1 500 $** Gracia Kasoki Katahwa 500 $ Sonny Moroz 500 $ Stéphanie Valenzuela 500 $

4645, rue De La Peltrie Montréal (Québec) H3W1K4 Cristy Hunter	animation, des jeux, d'artisanat, du fitness et la plus célèbre chasse aux oeufs pour les enfants, et autres activités conviviales pour les familles. Avec quelque chose pour tout le monde, nous prévoyons un taux de participation élevée et un impact positif sur la communauté. Cet événement promet d'être une journée remplie de plaisir, de rires et d'engagement communautaire.	
Association des locataires HLM de la rue Walkley 1172901572 5411, avenue Walkley app 03 (Québec) H4V 2M6 Adel Ben Mabrouk	Le projet en cours, Habitation propre, s'étend sur 11 mois, de février 2025 à décembre 2025. La première activité est une sortie à la cabane à sucre prévue pour le 15 avril 2025. Ensuite, une fête de printemps aura lieu fin juin 2025, avec des animations et de la musique pour les enfants et les familles, incluant la présence d'un clown. Lors de cette fête, il y aura distribution de pop-corn, barbe à papa et hot-dogs, ainsi que des maquillages pour les enfants et les femmes présents. Des jeux seront organisés avec des petits cadeaux pour les gagnants, et des cadeaux seront distribués aux finissants de la première et secondaire. À la fin de l'activité, un tirage de cartes cadeaux sera effectué pour les participants présents. La troisième activité consiste en la distribution de paniers alimentaires. En octobre 2025, une sortie de pommes est prévue, suivie par une fête d'Halloween et, enfin, une fête de Noël pour clôturer l'année. .	**TOTAL: 2 000 $** Gracia Kasoki Katahwa 1 000 $ Despina Sourias 1 000 $
Ensemble vocal Katimavik 1161268488 4300 ch. Queen-Mary Montréal (Québec) H3V1A6 Élisabeth Rousseau	Présentation de deux oeuvres chorales de Brahms, le Requiem allemand et Nänie, à l'Église St-Jean- Baptiste le samedi 7 juin 2025. Le choeur de 65 choristes se produira avec un orchestre formé d'instrumentistes et des solistes professionnels.	**TOTAL: 300 $** Gracia Kasoki Katahwa 300 $

JUSTIFICATION

Autoriser aux divers organismes les contributions financières totalisant la somme de 8 000 $.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le dossier vise à autoriser le versement d'une contribution financière non récurrente à différents organismes pour un montant total de 8 000 $. La dépense totale est imputée aux budgets des élus et élues, tel que décrit dans la certification des fonds.

MONTRÉAL 2030

Sans objet

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Marie-Claire DUBE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Isabel TARDIF, Service de l'approvisionnement

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève REEVES

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-02

Guylaine GAUDREAULT

secretaire d'arrondissement

Tél : - -
Télécop. : -

directeur(-trice)-services administratifs en arrondissements

Tél : 438-920-3612
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1256290001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Objet :	Autoriser le versement de contributions financières non récurrentes à divers organismes totalisant 8 000 $.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

Ce dossier vise à autoriser le versement de contributions financières non récurrentes à divers organismes totalisant 8 000 $.

Les fonds requis sont disponibles dans le budget de fonctionnement de la division du Bureau des conseillers municipaux.

FICHIERS JOINTS

GDD 1256290001 Certification de fonds (1).pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Claire DUBE
Agente de gestion en ressources financières et matérielles
Tél : 514-868-4016

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-03

Guylaine GAUDREAULT
Directrice - Services administratifs en arrondissements
Tél : 438-920-3612
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs, du greffe et de la gestion immobilière

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Numéro de dossier	**1256290001**
Nature du dossier	**Contributions financières**
Financement	**Budget de fonctionnement**

Ce dossier vise à autoriser le versement d'une contribution financière non récurrente à différents organismes pour un montant total de 8 000 $ comme suit :

Organisme	Magda Popeanu	Peter McQueen	Gracia Kasoki Katahwa	Despina Sourias	Stephanie Valenzuela	Sonny Moroz	Total général
Les Scouts du Montréal Métropolitain		500 $	300 $				800 $
Les Voix de la montagne ***voir note**	400 $		100 $				500 $
Fabrique paroisse Notre-Dame de Grâce, Comité d'entraide		500 $	500 $				1 000 $
Les Petits Frères	300 $		200 $				500 $
Maison de l'innovation sociale	300 $		200 $				500 $
Communauté sépharade unifiée du Québec	400 $		500 $				900 $
Fédération des Associations Canado-Philippines du Québec inc.			500 $		500 $	500 $	1 500 $
Association des locataires HLM de la rue Walkley			1 000 $	1 000 $			2 000 $

Ensemble vocal Katimavik ***voir note**			300 $				300 $
Total général	**1 400 $**	**1 000 $**	**3 600 $**	**1 000 $**	**500 $**	**500 $**	**8 000 $**

La dépense totale est imputée au budget des élu(e)s comme suit :

Donateur	**Imputation**	**Total**
Magda Popeanu	2406.0010000.300714.01101.61900.016491.0000.001577.000000.00000.00000	1 400 $
Peter McQueen	2406.0010000.300714.01101.61900.016491.0000.000558.000000.00000.00000	1 000 $
Gracia Kasoki Katahwa	2406.0010000.300714.01101.61900.016491.0000.004464.000000.00000.00000	3 600 $
Despina Sourias	2406.0010000.300714.01101.61900.016491.0000.004465.000000.00000.00000	1 000 $
Stephanie Valenzuela	2406.0010000.300714.01101.61900.016491.0000.004466.000000.00000.00000	500 $
Sonny Moroz	2406.0010000.300714.01101.61900.016491.0000.004467.000000.00000.00000	500 $
Total général		**8 000 $**

Les fonds ont été réservés par la demande d'achat 866795 et les bons de commande seront préparés une fois que le dossier sera approuvé par le conseil d'arrondissement.

***** Les fournisseurs pour lesquels aucune demande d'achat n'a été préparée ne sont pas inscrits au fichier des fournisseurs. La demande d'achat pour ceux-ci sera préparée suite à leur inscription.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.01

2025/04/07
19:00

Dossier # : 1255676002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports et loisirs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 c) favoriser l'accessibilité aux activités et aux équipements collectifs
Projet :	-
Objet :	Autoriser l'occupation du domaine public selon le site et l'horaire prévus pour chaque événement identifié au tableau intitulé « Liste des événements publics pour le conseil d'arrondissement du 7 avril 2025 » joint au sommaire décisionnel et édicter les ordonnances autorisant, le cas échéant, le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur, la vente d'articles promotionnels, d'aliments et de boissons alcoolisées ou non, la consommation de boissons alcoolisées et la fermeture de rues.

IL EST RECOMMANDÉ :
D'autoriser l'occupation du domaine public selon le site et l'horaire prévus pour chaque événement identifié au tableau intitulé « Liste des événements publics pour le conseil d'arrondissement du **7 avril 2025** joint au sommaire décisionnel et édicter les ordonnances autorisant, le cas échéant, le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur, la vente d'articles promotionnels, d'aliments et de boissons alcoolisées ou non, la consommation de boissons alcoolisées et la fermeture de rues.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2025-04-01 16:03

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

directeur(-trice) - arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1255676002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports et loisirs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 c) favoriser l'accessibilité aux activités et aux équipements collectifs
Projet :	-
Objet :	Autoriser l'occupation du domaine public selon le site et l'horaire prévus pour chaque événement identifié au tableau intitulé « Liste des événements publics pour le conseil d'arrondissement du 7 avril 2025 » joint au sommaire décisionnel et édicter les ordonnances autorisant, le cas échéant, le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur, la vente d'articles promotionnels, d'aliments et de boissons alcoolisées ou non, la consommation de boissons alcoolisées et la fermeture de rues.

CONTENU

CONTEXTE

Des organismes et promoteurs de l'arrondissement de Côte-Des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (CDN-NDG) organisent différents événements sur le domaine public depuis plusieurs années. La Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social (DCSLDS) soumet au conseil d'arrondissement un dossier comportant des événements publics, identifiés en annexe I, dont le déroulement est prévu dans l'arrondissement.
Sous réserve de l'obtention de tous les documents officiels requis pour l'émission des permis nécessaires à la tenue de chacun des événements identifiés à l'annexe I, au plus tard 72 heures avant la date prévue de l'événement, la DCSLDS sollicite l'aval du conseil d'arrondissement pour autoriser l'occupation du domaine public pour une période temporaire et déroger aux règlements suivants de la Ville de Montréal, s'il y a lieu :

· règlement sur le bruit (RCA 23 17389, article 45);
· règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1, article 3, alinéa 8);
· règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre P-1 article 8 (vente) et article 3 (consommation).

Les ordonnances n'ont pas pour effet d'autoriser la tenue de l'événement, elles n'ont que pour objet d'accorder une autorisation dans la mesure où l'événement ou l'activité peut par ailleurs avoir lieu.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA25 170021: Autoriser l'occupation du domaine public selon le site et l'horaire prévus pour chaque événement identifié au tableau intitulé « Liste des événements publics pour le conseil d'arrondissement du 3 février 2025 » joint au sommaire décisionnel et édicter les ordonnances autorisant, le cas échéant, le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur, la vente d'articles promotionnels, d'aliments et de boissons alcoolisées ou non, la consommation de boissons alcoolisées et la fermeture de rues.
CA24 170285: Autoriser l'occupation du domaine public selon le site et l'horaire prévus pour chaque événement identifié au tableau intitulé « Liste des événements publics pour le conseil d'arrondissement du 2 décembre 2024 » joint au sommaire décisionnel et édicter les ordonnances autorisant, le cas échéant, le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur, la vente d'articles promotionnels, d'aliments et de boissons alcoolisées ou non, la consommation de boissons alcoolisées et la fermeture de rues.

DESCRIPTION

Les événements sont de différentes catégories. Ils peuvent être de nature communautaire, sociale, sportive, éducative, multiculturelle, civique, commémorative et festive ou encore constituer des collectes de fonds. Les événements se déroulant sur le territoire de l'arrondissement sont d'ampleur locale.
L'occupation du domaine public peut se traduire de différentes façons : l'occupation en tout ou en partie d'un square, d'une place, d'un parc; la fermeture d'une ou de plusieurs rues ou de plusieurs artères formant un circuit; ou alors par l'occupation d'une combinaison de lieux telle l'occupation simultanée d'un parc et d'une rue.

JUSTIFICATION

La présentation d'événements sur le domaine public s'inscrit dans une perspective d'amélioration de la qualité de vie des citoyennes et citoyens. Ces événements contribuent à l'épanouissement des communautés en offrant des opportunités de se rencontrer et d'établir des contacts humains dans un cadre convivial. Ces événements permettent à la population de découvrir un arrondissement dynamique et chaleureux. Les événements sur le domaine public sont gratuits et accessibles à tous.
Afin de les réaliser, plusieurs autorisations peuvent être nécessaires, par exemple :
1. le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur permettra la présentation de divers spectacles favorisant la familiarisation avec les autres cultures;
2. la vente d'aliments et d'articles promotionnels, de boissons alcoolisées ou non, permet aux organismes d'autofinancer les événements.

Conformément aux procédures établies par l'arrondissement, les organismes ont fourni tous les documents et informations nécessaires pour obtenir le soutien de l'arrondissement pour la réalisation des événements publics inscrits sur les listes en annexe.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les dépenses des directions interpellées pour le soutien à la réalisation des événements sont assumées à même les budgets de fonctionnement. Les coûts additionnels reliés aux événements sont assumés par les promoteurs

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 :
· Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire;
· Accroître la participation et l'engagement des citoyennes et citoyens;
· Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de

qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.

Ce dossier contribue également à l'atteinte des résultats du plan stratégique 2023-2030 de l'Arrondissement :

· Offrir des milieux de vie plus équitables et plus inclusifs (axe 1 du plan), en permettant à la population de participer à des activités qui répondent à leurs attentes et matières de culture, sports et loisirs (objectif 1.3 du plan).
Offrir des milieux de vie sains et durables (axe 2 du plan) en permettant à la population, aux institutions et aux organismes de bénéficier d'un meilleur accompagnement pour réduire la quantité de déchets envoyés à l'enfouissement (objectif 2.3 du plan).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Impacts importants et positifs pour la population et les organismes promoteur d'événements.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

La promotion et la diffusion des événements extérieurs doivent se conformer aux exigences émises par la Ville de Montréal.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Les événements listés en annexe 1 seront soumis pour avis aux différents services et intervenants concernés pour négociation des parcours et approbations des mesures de sécurité et des plans d'installation. Ils seront balisés en conformité avec la réglementation municipale et gouvernementale de même qu'avec les encadrements administratifs d'usage. Une « autorisation de présentation d'un événement sur le domaine public » sera remise à chacun des promoteurs sur réception, au plus tard 72 heures avant la date de l'événement, de l'avenant d'assurance responsabilité civile et de tout autre document requis conformément aux règles de l'arrondissement.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des recommandations effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Andre OPZOOMER
Agent de projets--Événements spéciaux

Tél : 438-833-8489
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-03-20

Sonia ST-LAURENT
chef(fe) de division - culture, sports, developpement social

Tél : (514) 239-4917
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Fimba TANKOANO
Directeur
Tél : 514-237-6916
Approuvé le : 2025-03-21

RÈGLEMENT SUR LE BRUIT

(RCA 23 17389, article 45)

Ordonnance relative à l'événement

Programmation d'événements publics
dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce

À la séance du **7 avril 2025**, le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal décrète, dans le cadre de la « Programmation des événements de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce » :

1. Le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur ou, selon le cas, le bruit de percussion est exceptionnellement permis sur le site identifié aux tableaux : Liste des événements publics destinée au conseil d'arrondissement du **7 avril 2025** (voir en pièce jointe);

2. Le niveau de pression acoustique maximal autorisé est de 80 dBA mesuré à 35 m des appareils sonores installés sur le site identifié aux tableaux : Liste des événements publics destinée au conseil d'arrondissement du **7 avril 2025** (voir en pièce jointe);

3. L'autorisation visée à l'article 1 est valable selon le site, la date et l'horaire de l'événement indiqué aux tableaux : Liste des événements publics destinée au conseil d'arrondissement du **7 avril 2025** (Voir en pièce jointe).

RÈGLEMENT SUR LA CIRCULATION ET LE STATIONNEMENT
(R.R.V.M., chapitre C-4.1, article 3, alinéa 8)

Ordonnance relative à l'événement

Programmation d'événements publics
dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce

À la séance du **7 avril 2025**, le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal décrète, dans le cadre de la « Programmation des événements publics de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce »:

1. La fermeture des rues ou le ralentissement de la circulation tel que décrit au tableau : Liste des événements publics destinée au conseil d'arrondissement du **7 avril 2025** (voir en pièce jointe);

2. L'autorisation est valable selon la date et les heures identifiées au tableau : Liste des événements publics destinée au conseil d'arrondissement du **7 avril 2025** (voir en pièce jointe)

RÈGLEMENT CONCERNANT LA PAIX ET L'ORDRE SUR LE DOMAINE PUBLIC
(R.R.V.M., chapitre P-1, articles 3 et 8)

Ordonnance relative à l'événement

Programmation des événements publics
dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce

À la séance du **7 avril 2025**, le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal décrète, dans le cadre de la « Programmation des événements de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce » :

1. Il est permis de vendre des articles promotionnels reliés à ces événements, de la nourriture et des boissons alcoolisées ou non ainsi que de consommer des boissons alcoolisées, sur le site identifié au tableau : Liste des événements publics destinée au conseil d'arrondissement du **7 avril 2025**, (voir en pièce jointe). Les boissons alcoolisées doivent être servies et consommées dans des contenants en plastique, sur ce site exclusivement;

2. Les autorisations visées à l'article 1 sont valables selon le site, la date de présentation et l'horaire de l'événement identifié au tableau : Liste des événements publics destinée au conseil d'arrondissement du **7 avril 2025** , (voir en pièce jointe);

3. L'article 1 ne doit pas être interprété comme autorisant un usage ou une chose incompatible avec les règlements de la Communauté urbaine de Montréal, notamment, le Règlement sur les aliments (93, modifié).

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1255676002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de la culture_des sports_des loisirs et du développement social , Division des sports et loisirs
Objet :	Autoriser l'occupation du domaine public selon le site et l'horaire prévus pour chaque événement identifié au tableau intitulé « Liste des événements publics pour le conseil d'arrondissement du 7 avril 2025 » joint au sommaire décisionnel et édicter les ordonnances autorisant, le cas échéant, le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur, la vente d'articles promotionnels, d'aliments et de boissons alcoolisées ou non, la consommation de boissons alcoolisées et la fermeture de rues.

Gdd_grille_analyse_montreal_2030 GDD 1243982002.pdf

Liste des événements publics au CA du 7 avril 2025.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Andre OPZOOMER
Agent de projets--Événements spéciaux

Tél : 438-833-8489
Télécop. :

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *GDD* **12343982002**

Unité administrative responsable: Direction de la culture des sports, des loisirs et du développement social de l'arrondissement de CDN/NDG

Projet: Autoriser l'occupation du domaine public selon le site et l'horaire prévus pour chaque événement identifié au tableau intitulé « Liste des événements publics pour le conseil d'arrondissement du 4 novembre 2024 » joint au sommaire décisionnel et édicter les ordonnances autorisant, le cas échéant, le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur, la vente d'articles promotionnels, d'aliments et de boissons alcoolisées ou non, la consommation de boissons alcoolisées et la fermeture de rues.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	X		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

9. Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire;

19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire: *Le mandat des organismes partenaires consiste à offrir des activités de loisirs et communautaires de proximité. Les attentes de l'arrondissement envers ces organismes sont de développer une programmation qui répond aux besoins exprimés par les citoyens et faire en sorte que les activités soient adaptées en conséquence. Dans l'analyse des services proposés dans le cadre de divers programmes dont: animation dans les centres communautaires et sportifs, animation de loisirs (incluant Jeunesse 2000 et Maison des jeunes), animation de jardins communautaires, animation de camps de jour et programme de soutien à la concertation locale pour une clientèle diversifiée (enfants, adolescents, adultes et aînés), l'arrondissement veille à une répartition des contributions le plus équitablement possible sur le territoire. Le souci d'offrir des services de façon équitable est au cœur des préoccupations de l'arrondissement.*

Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins: *Ce dossier contribue à déployer une offre de services en adéquation avec les besoins des populations locales, en collaboration avec les partenaires locaux de l'arrondissement. Il contribue à améliorer le sentiment d'appartenance des citoyens par des lieux accueillants et sécuritaires. Pour se faire, un responsable de l'arrondissement fait un suivi continu pendant la durée du mandat qui permet de confirmer l'atteinte de cette priorité.*

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		X	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		X	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		X	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	X		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	X		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	X		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		X	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Liste des événements publics pour le conseil d'arrondissement du 7 avril 2025

Événement	Requérant	Description de l'événement	Endroit	Date	Occupation	vente de produits promotionnels	Camion bouffe de rue	Vente et Consommation d'alcool	Bruit	Marquage sur la chaussée	Nombre de participants prévu	Fermeture de rue
Cabane à sucre Walkley	Conseil communautaire NDG	Cabane à sucre urbaine	Centre Walkley-stationnement (6650 Cote-St-Luc)	13 avril 2025	12h00 à 16h00	N/A	N/A	N/A	12h00 à 15h00	N/A	300	N/A
Procession epitaph	Communauté hellénique du grand Montréal	Procession religieuse pour la pâque orthodoxe	Départ de chemin de la Côte Sainte-Catherine, Avenue de Sterling (direction sud), avenue Willowdale (direction ouest), avenue Wilderton (direction nord), arrivée chemin de la Côte Sainte-Catherine	18 avril 2025	20h00 à 23h00	N/A	N/A	N/A	20h45 à 22h15	N/A	1000	Ralentissement de la circulation
Chemin de la croix	Paroisse Saint-Kevin	Procession religieuse sur trottoir	Départ Chemin Côte-des-Neiges (direction nord), rue Dupuis (direction ouest), Légaré (direction nord), Édouard-Montpetit (direction ouest), av Westbury (direction nord), rue Saint-Kevin (direction est), rue Beaucourt (direction est) et arrivée ch de la Côte-Sainte-Catherine (direction est)	18 avril 2025	10h00 à 12h00	N/A	N/A	N/A	10h00 à 12h00	N/A	150	Ralentissement de la circulation
Messe de la ressurection	Communauté hellénique du grand Montréal	Procession religieuse pour la pâque orthodoxe	Devant le 2455 rue Côte Saint-Catherine	19 au 20 avril 2025	23h00 à 24h45	N/A	N/A	N/A	23h30 à 24h30	N/A	1000	Une voie de circulation bloqué devant le 2455 Côte Sainte-Catherine
Spring Fun Day	Fédérations des associations Canado-Philippines du Québec INC FCAQ	Événement conviviale pour tous les familles du quartier	Parc Mackenzie-King	26 avril 2025	9h00 à 19h00	N/A	N/A	N/A	11h00 à 17h00	N/A	500	N/A

Célébration d'Israël	Division Festival et événements	Marche et fête pour célébrer l'indépendance d'Israël	Parc Van Horne	30 avril (montage) et 1ier mai (événement)	15h00 à 24h00 6h30 à 16h00	N/A	N/A	N/A	10h00 à 16h00	N/A	2000	N/A
Célébration d'Israël	Division Festival et événements	Marche et fête pour célébrer l'indépendance d'Israël	Parc Mcdonald	1ier mai 2025	6h30 à 16h00	N/A	N/A	N/A	6h30 à 13h30	N/A	2000	N/A
Célébration d'Israël	Division Festival et événements	Marche et fête pour célébrer l'indépendance d'Israël	Départ du Parc Mcdonald, avenue Dupuis (direction est), Décarie (direction nord), avenue Plamondon (direction est), rue de Westbury (direction sud) et arrivée au Parc Van Horne	1 mai 2025	10h00 à 12h00	0	0	0	10h00 à 12h00	0	2000	Ralentissement de la circulation
Marche de la dignité	Maison de soins palliatifs et centre de jour Saint-Raphaël	Marche annuel du centre de soins palliatifs	1 Km: Outremont , avenue Lajoie (direction ouest), avenue du Boisé (direction ouest), avenue Wilderton (direction nord), avenue Van Horne (direction est), avenue Deacon (direction sud), MSR, avenue de Vimy (direction sud), avenue Lajoie (direction est), arrivée au parc de Vimy 5 km: Départ parc Pratt, CDN: avenue Kelvin (direction ouest), avenue Robert (direction nord), avenue du Boisé (direction ouest), avenue Wilderton (direction nord), avenue Van Horne (direction est), avenue Deacon (direction sud), MSR, avenue de Vimy (direction sud), avenue Lajoie (direction est) et arrivée au parc Pratt	4 mai 2025	8h00 à 18h00	N/A	N/A	N/A	N/A	N/A	500	N/A

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.02

2025/04/07
19:00

Dossier # : 1259223004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 e) favoriser la prise en charge de leur milieu par les citoyennes et les citoyens en vue d'améliorer la vie économique et sociale des collectivités
Projet :	-
Objet :	Autoriser la tenue d'un projet d'offre alimentaire/café-terrasse jumelée à une programmation d'animations au pavillon du parc Notre-Dame-de-Grâce pour la période d'avril à décembre 2025 et édicter les ordonnances à cet effet.

IL EST RECOMMANDÉ :
D'autoriser la tenue d'un projet d'offre alimentaire/café-terrasse jumelée à une programmation d'animations au pavillon du parc Notre-Dame-de-Grâce pour la période d'avril à décembre 2025 et édicter les ordonnances à cet effet.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2025-04-01 15:58

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

directeur(-trice) - arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1259223004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 e) favoriser la prise en charge de leur milieu par les citoyennes et les citoyens en vue d'améliorer la vie économique et sociale des collectivités
Projet :	-
Objet :	Autoriser la tenue d'un projet d'offre alimentaire/café-terrasse jumelée à une programmation d'animations au pavillon du parc Notre-Dame-de-Grâce pour la période d'avril à décembre 2025 et édicter les ordonnances à cet effet.

CONTENU

CONTEXTE

À la suite d'un premier appel de proposition au printemps 2024, un projet d'offre alimentaire, de café-terrasse et d'animations a pris forme au pavillon du parc NDG. Baptisé le *Rendez-vous* et réalisé via un mandat confié à l'OBNL local Rendez-vous NDG, l'initiative a connu un succès immédiat, et ce, dès ses premiers jours d'existence.
Avec son achalandage total estimé de plus de 20 000 visiteurs et plus de 40 jours d'animations musicales offerts du jeudi au dimanche du juillet à octobre 2024, le Rendez-vous a contribué à la vitalité culturelle et sociale du cœur du quartier Notre-Dame-de-Grâce.

Actuellement, la rue Sherbrooke O. fait partie du territoire de l'Association de gens d'affaires Biz NDG. Il n'y a pas d'association de marchands exclusive à la rue. Les marchands sont invités de temps à autre à participer à des activités (braderies commerciales à rues ouvertes, activités d'animations de Noël). L'Arrondissement collabore et oeuvre sur divers projets en cours d'année en appui au commerce local et à la dynamisation de la rue Sherbrooke. Ce projet d'animation du pavillon du parc Notre-Dame-de-Grâce est en lien avec la volonté de l'arrondissement de contribuer à la dynamisation de l'artère commerciale.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

- CA24 170220 - De prolonger la tenue du projet d'offre alimentaire/café-terrasse jumelée à une programmation d'animations au pavillon du parc Notre-Dame-de-Grâce pour la période allant du 14 octobre 2024 au 15 mars 2025 et édicter les ordonnances OCA24 17067 et OCA24 17068 à cet effet. (1249223004).

- CA24 170166 - D'autoriser la tenue d'un projet d'offre alimentaire/café-terrasse jumelée à une programmation d'animations au pavillon du parc Notre-Dame-de-Grâce pour la période été/automne 2024 et édicter les ordonnances OCA24 17049 et OCA24 17050 à cet effet. (1249223001).

DESCRIPTION

L'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce souhaite édicter les ordonnances nécessaires afin de rendre possible en 2025 le retour pour une deuxième année du projet Rendez-vous d'offre alimentaire et d'un café-terrasse avec consommation d'alcool (voir esquisses ci-jointes) jumelé à une programmation d'animations culturelles au pavillon du parc Notre-Dame-de-Grâce.
Afin de favoriser le succès de ce projet auprès de la population de l'arrondissement, l'organisme en charge de ce mandat collaborera avec les divisions des sports et loisirs, des parcs, des communications ainsi qu'avec les commissaires au développement économique.

JUSTIFICATION

Les pouvoirs dont dispose la Ville de Montréal permettent de répondre aux demandes ponctuelles d'organismes, notamment dans le cadre de projets spécifiques. Cet appui permet d'établir des conditions propices de façon à assurer la vitalité économique du secteur et d'une offre culturelle bonifiée aux citoyens.
Le Rendez-vous a permis, en quelques mois en 2024, de créer :

- Un lieu naturel de rencontres pour la communauté;
- Un lieu de diffusion pour les artistes locaux;
- Une nouvelle terrasse conviviale et intergénérationnelle dont chacun peut profiter;
- Un lieu propice aux rencontres et qui combat l'isolement social;
- Un lieu de célébration qui rend d'autres quartiers envieux;
- Un sentiment d'appartenance pour le lieu développé par les citoyens et citoyennes.

L'organisme OBNL mandataire pourra, à condition de se conformer à toute exigence réglementaire applicable, préparer et servir des aliments à l'intérieur du Pavillon du parc NDG et à l'extérieur de celui-ci pourvu que ce soit dans les limites du café-terrasse aménagé à l'extérieur du pavillon dans la cadre de ce projet.

Le service des boissons alcoolisées sera autorisé pour consommation sur place, dans le pavillon et dans les limites du café terrasse aménagé à l'extérieur du pavillon, et ce, en vertu du permis requis par la loi, permis qui devra être obtenu par l'organisme mandaté dans le cadre de la réalisation de ce projet.

Le tout sera jumelé à une programmation d'animations musicales et culturelles, de diffusion de musique et de prestations d'artistes.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

S.O

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des objectifs du Plan stratégique Montréal 2030 en respectant les orientations de transition écologique, de solidarité, d'équité et d'inclusion ainsi qu'en termes de démocratie et de participation citoyenne à l'échelle du quartier.
Offrir des milieux de vie plus équitables et plus inclusifs (axe 1 du plan) :

- en permettant à la population de participer à des activités qui répondent à leurs attentes en matière de sports, de loisirs et de culture (résultat 1.3 du plan);
- en permettant à la population d'évoluer dans des milieux de vie diversifiés et

sécuritaires qui favorisent un sentiment d'appartenance et une cohabitation sociale positive (résultat 1.4 du plan).

Offrir des milieux de vie à l'économie dynamique (Axe 3 du plan) :

- En permettant aux acteurs économiques d'être plus satisfaits des services de soutien et d'accompagnement offerts par l'Arrondissement (résultat 3.1 du plan).
- En permettant à la population et les commerçants d'être plus satisfaits de la qualité et de la vitalité des artères commerciales de l'arrondissement. (résultat 3.2 du plan).

Voir la Grille d'analyse Montréal 2030 en annexe.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ce projet permet de rehausser l'offre de services de l'arrondissement dans ce parc. Les installations offertes seront plus achalandées, sécuritaires et offriront des services divers aux résidents et aux usagers en plus de bonifier l'expérience client et l'activité récréative, culturelle et sportive pour tous.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une collaboration est prévue entre la division des communications et l'organisme mandataire afin de promouvoir ce projet auprès de la population et d'en mousser la popularité.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

S.O

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Thierno DIALLO
commissaire - developpement economique

Tél : 438-867-4510
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-03-25

Stephane P PLANTE
directeur(-trice) - arrondissement

Tél : 514-872-8428
Télécop. : -

Identification du document :

RÈGLEMENT CONCERNANT LA PAIX ET L'ORDRE SUR LE DOMAINE PUBLIC
(R.R.V.M., chapitre P-1, articles 3 et 8)

Ordonnance relative à l'événement
« projet d'offre alimentaire/café-terrasse et d'animations au parc Notre-Dame-de-Grâce - Organisme Bienvenue NDG »

À la séance ordinaire du 07 avril 2025, le conseil de l'arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce décrète :

À l'occasion du « projet d'offre alimentaire/café-terrasse et d'animations au parc Notre-Dame-de-Grâce - Organisme Bienvenue NDG », il est permis de vendre des articles promotionnels reliés à cet événement et de la nourriture à l'emplacement et conditions indiquées ci-dessous :

Offre alimentaire et café-terrasse avec consommation d'alcool

- Lundi au samedi de 10h00 AM à 22h00
- Dimanche: de 12h00 PM (midi) à 19h00
- Dans le pavillon et dans les limites du café terrasse aménagé à l'extérieur du pavillon du lundi 14 avril au mercredi 31 décembre 2025 inclusivement.
- Les boissons alcoolisées doivent être servies et consommées dans des contenants en plastique ou en carton, sur ce site exclusivement.

Les articles 1 et 2 ne doivent pas être interprétés comme autorisant un usage ou une chose incompatible avec la Loi sur les produits alimentaires (L.R.Q., c. P-29), la Loi sur les permis d'alcool (L.R.Q., c. P-9.1) ou tout règlement adopté en vertu de celles-ci.

RÈGLEMENT SUR LE BRUIT (RCA23 17389, article 45)

Ordonnance relative à la tenue d'un projet d'offre alimentaire/café-terrasse et d'animations au parc Notre-Dame-de-Grâce

À la séance du 07 avril 2025, le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce de la Ville de Montréal décrète :

1. À l'occasion de la tenue d'un projet d'offre alimentaire/café-terrasse et d'animations au parc Notre-Dame-de-Grâce, le bruit d'appareils sonores diffusant à l'extérieur est exceptionnellement permis sur le site du Parc aux heures et conditions suivantes :

Heures

- Animations musicales et culturelles: du lundi au samedi de 12h00 PM (midi) à 21h00.
- Dimanche: de 12h00 PM (midi) à 19h00

Dates

- Du lundi 14 avril au mercredi 31 décembre 2025 inclusivement.

L'utilisation des mégaphones est cependant prohibée sauf à des fins de sécurité.

2. Le niveau de pression acoustique maximal autorisé est de 80 dBA mesuré à 20 mètres des appareils sonores.

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1259223004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Objet :	Autoriser la tenue d'un projet d'offre alimentaire/café-terrasse jumelée à une programmation d'animations au pavillon du parc Notre-Dame-de-Grâce pour la période d'avril à décembre 2025 et édicter les ordonnances à cet effet.

Grille d'analyse de Montréal 2030 - 1259223004.pdf



Esquisse 25 mars RV NDG pour GDD beu.jpg

RESPONSABLE DU DOSSIER

Thierno DIALLO
commissaire - developpement economique

Tél : 438-867-4510
Télécop. :

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1259223004*
Unité administrative responsable : *Direction de l'arrondissement*
Projet : *Autoriser la tenue d'un projet d'offre alimentaire/café-terrasse jumelée à une programmation d'animations au pavillon du parc Notre-Dame-de-Grâce pour la période été/automne 2024 et édicter les ordonnances à cet effet.*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	X		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

15. Soutenir la **vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif**, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire

19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des **milieux de vie sécuritaires et de qualité**, et une **réponse de proximité** à leurs besoins

20. Accroître l'**attractivité**, la **prospérité** et le **rayonnement** de la métropole.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Offrir des milieux de vie à l'économie dynamique (Axe 3 du plan):

- En permettant aux acteurs économiques d'être plus satisfaits des services de soutien et d'accompagnement offerts par l'Arrondissement (résultat 3.1 du plan).

- En permettant à la population et les commerçants d'être plus satisfaits de la qualité et de la vitalité des artères commerciales de l'arrondissement. (résultat 3.2 du plan.)

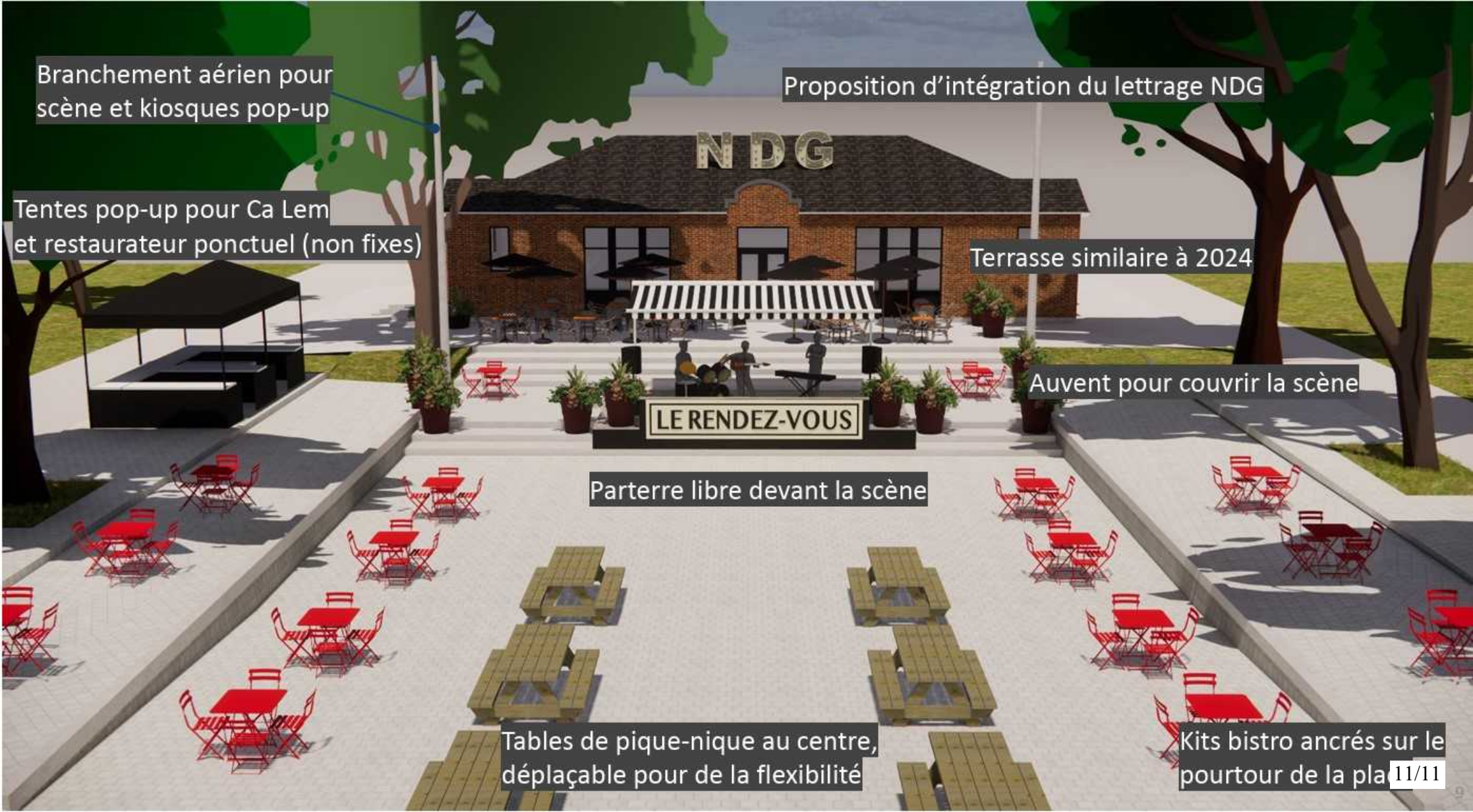
Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	X		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			X
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			X

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	X		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			X
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	X		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			X

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle


Branchement aérien pour scène et kiosques pop-up
Proposition d'intégration du lettrage NDG
NDG
Tentes pop-up pour Ca Lem et restaurateur ponctuel (non fixes)
Terrasse similaire à 2024
Auvent pour couvrir la scène
LE RENDEZ-VOUS
Parterre libre devant la scène
Tables de pique-nique au centre, déplaçable pour de la flexibilité
Kits bistro ancrés sur le pourtour de la pla

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CA : 40.03

2025/04/07
19:00

Dossier # : 1245626002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), le Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017) et le Règlement sur les usages conditionnels (RCA06 17097) afin d'assurer des milieux de vie durables et résilients.

ATTENDU QUE le projet de règlement RCA25 17415 modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), le Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017) et le Règlement sur les usages conditionnels (RCA06 17097) afin d'assurer des milieux de vie durables et résilients a été précédé d'un avis de motion conformément à l'article 356 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19) et a été adopté à la séance ordinaire du conseil tenue le 3 février 2025, conformément à l'article 124 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1) ci-après désignée « la LAU » ;
ATTENDU QU'une assemblée publique de consultation sur le projet de règlement RCA25 17415 a été tenue le 19 février 2025 conformément à l'article 125 de la LAU et que les personnes et organismes désirant s'exprimer ont été entendus.

ATTENDU QUE le second projet de règlement a été adopté à la séance ordinaire du conseil tenue le 10 mars 2025 et qu'au terme de la période de réception des demandes de participation à un référendum, aucune demande n'a été reçue.

ATTENDU QUE dès le début de la séance de ce jour, des copies du projet de règlement ont été mises à la disposition du public.

IL EST RECOMMANDÉ :

D'adopter, tel que soumis, le Règlement RCA25 17415 modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), le Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017) et le Règlement sur les usages conditionnels (RCA06 17097) afin d'assurer des milieux de vie durables et résilients.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2025-04-02 15:03

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

directeur(-trice) - arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1245626002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), le Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017) et le Règlement sur les usages conditionnels (RCA06 17097) afin d'assurer des milieux de vie durables et résilients.

CONTENU

CONTEXTE

Contenu	

Une assemblée publique de consultation sur le projet de règlement a été tenue le 19 février 2025. Voir le compte rendu en pièce-jointe pour plus de détail.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sara YAHYAOUI
agent(e) de recherche

514-367-6000
Tél :
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES ADDENDA AU DOSSIER

Dossier # : 1245626002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de l'urbanisme
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), le Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017) et le Règlement sur les usages conditionnels (RCA06 17097) afin d'assurer des milieux de vie durables et résilients.

Compte rendu + présentation ACP - 19 février 2025

Extrait CP - RCA25 17415 avec annexe.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sara YAHYAOUI
agent(e) de recherche

Tél : 514-367-6000
Télécop. : 000-0000

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

CONSULTATION PUBLIQUE DU 19 FÉVRIER 2025

PROJET	**RÈGLEMENT RCA25 17415**
OBJET DU RÈGLEMENT:	**PROJET DE RÈGLEMENT RCA25 17415 MODIFIANT LE *RÈGLEMENT D'URBANISME DE L'ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES—NOTRE-DAME-DE-GRÂCE* (01-276), LE *RÈGLEMENT SUR LES PROJETS PARTICULIERS DE CONSTRUCTION, DE MODIFICATION OU D'OCCUPATION D'UN IMMEUBLE* (RCA02 17017) ET LE *RÈGLEMENT SUR LES USAGES CONDITIONNELS* (RCA06 17097) AFIN D'ASSURER DES MILIEUX DE VIE DURABLES ET RÉSILIENTS**
DOSSIER :	**1245626002**
ASSISTANCE :	**4 personnes**

EXTRAIT DE L'ASSEMBLÉE PUBLIQUE DE CONSULTATION TENUE LE 19 FÉVRIER 2025, À 18 H 30, AU 5160, BOULEVARD DÉCARIE, REZ-DE-CHAUSSÉE, SALLE DU CONSEIL, À MONTRÉAL, PRÉSIDÉE PAR MADAME MAGDA POPEANU

8. Présentation par Sébastien Manseau, chef de division – urbanisme, du projet de règlement RCA25 17415 modifiant le *Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce* (01-276), le *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017) et le *Règlement sur les usages conditionnels* (RCA06 17097) afin d'assurer des milieux de vie durables et résilients.

M. Manseau indique que le projet de règlement propose la modification de trois règlements d'arrondissement, en donne le détail et présente le processus d'adoption du projet de règlement.

M. Manseau explique le contexte d'adoption du règlement, soit la fréquence et l'intensité des pluies récentes, liées aux changements climatiques, et leur impact sur les immeubles. Certains facteurs peuvent contribuer au risque qu'un bâtiment se fasse inonder, notamment les entrées de garage en sous-sol. De façon plus générale, la topographie fait en sorte que certains secteurs sont plus bas et s'apparentent à des cuvettes. Les anciennes rivières et ruisseaux ont été canalisés et sont dans les endroits les plus bas : les bâtiments situés dans ces secteurs sont plus vulnérables.

Le deuxième enjeu de la modification réglementaire est la gestion des matières résiduelles. Pour une ville efficace, la densification est une réponse à plusieurs enjeux. Par contre, la densification entraîne une complexification de la gestion urbaine, notamment en matière de gestion des matières résiduelles.

Les enjeux liés aux fortes pluies sont intégrés dans les documents d'orientation de la ville. M. Manseau présente le résumé de la proposition réglementaire. L'arrondissement a établi deux grands types de logements. Il est proposé, pour les résidentes unifamiliales, duplex et triplex, d'interdire l'aménagement d'un logement

indépendant et entièrement au sous-sol, à moins qu'il soit en partie au rez-de-chaussée. Le deuxième type de bâtiment est celui de plus de 3 logements. Les logements en sous-sol seraient interdits, sauf par usages conditionnels. Ils seraient ainsi autorisés au cas par cas par le conseil d'arrondissement. L'usage conditionnel devra aussi être utilisé pour les logements en sous-sol des maisons de chambres ainsi que pour des maisons de soin. On vient ainsi mettre des critères qualitatifs pour évaluer la possibilité d'accorder le droit d'aménager un logement en sous-sol et s'assurer que l'aménagement proposé assure la résilience du cadre bâti, la protection du patrimoine, la création de logements de qualité et le maintien des espaces fonctionnels et techniques.

Le deuxième volet du projet de règlement vise la gestion des matières résiduelles. Le règlement ne comportait pas de superficie minimale pour assurer la gestion des matières résiduelles, ce qui est corrigé. On vient également autoriser une aire extérieure pour le dépôt des bacs lors des jours de collecte. De plus, la modification réglementaire prévoit l'obligation de fournir un plan de gestion des matières résiduelles pour les projets particuliers.

9. Présentation du processus d'approbation référendaire applicable au projet de règlement RCA25 17415

Mme Faraldo-Boulet explique que le processus d'approbation référendaire applicable au projet présenté au point 8, lequel se fait en 3 étapes: le dépôt des pétitions, la tenue du registre puis le référendum. Après l'adoption du second projet de règlement, un avis sera publié pour inviter les citoyens de la zone visée et des zones contiguës à déposer une pétition pour demander la tenue d'un référendum. Chaque zone peut faire l'objet d'une pétition et chaque pétition doit contenir au moins 12 signatures, ou la majorité d'entre elles si la zone est des moins de 21 personnes habiles à voter. Si une ou plusieurs pétitions ont été déposées, les citoyens qui résident dans les zones concernées pourront signer un registre après l'adoption de la résolution approuvant le projet particulier. Si le nombre de signatures est atteint à l'étape du registre, un référendum sera tenu à moins que le conseil ne décide de retirer le projet.

10. Période de questions et commentaires du public

Mme Popeanu rappelle l'historique de ce dossier et remercie les services pour leur travail dans ce dossier.

ANNEXE

PRÉSENTATION

PROJET DE RÈGLEMENT RCA25 17415 MODIFIANT LE *RÈGLEMENT D'URBANISME DE L'ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES—NOTRE-DAME-DE-GRÂCE* (01-276), LE *RÈGLEMENT SUR LES PROJETS PARTICULIERS DE CONSTRUCTION, DE MODIFICATION OU D'OCCUPATION D'UN IMMEUBLE* (RCA02 17017) ET LE *RÈGLEMENT SUR LES USAGES CONDITIONNELS* (RCA06 17097) AFIN D'ASSURER DES MILIEUX DE VIE DURABLES ET RÉSILIENTS

ASSEMBLÉE DE CONSULTATION PUBLIQUE

PROJET DE RÈGLEMENT

Règlement (RCA25 17415) modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), le Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017) et le règlement sur les usages conditionnels (RCA06 17097) afin d'assurer des **milieux de vie durables et résilients.**

2025/02/19
5160, boul. Décarie

PROCÉDURE DE LA MODIFICATION RÈGLEMENTAIRE

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

/ PROCÉDURE

PROCESSUS D'ADOPTION DU RÈGLEMENTATION

Avis du comité consultatif d'urbanisme (CCU)	15 janvier 2025
Avis de motion et adoption d'un projet de règlement par le conseil d'arrondissement (CA)	3 février 2025
Assemblée de consultation publique	**19 février 2025**
Adoption, avec ou sans changement, du second projet de règlement par le conseil d'arrondissement (CA)	10 mars 2025
Période pour demande d'approbation référendaire	8 jours
Adoption finale du règlement par le conseil d'arrondissement (CA)	7 avril 2025
Processus référendaire, si requis	à venir
Examen de conformité et entrée en vigueur du règlement	à venir

MISE EN CONTEXTE DU PROJET DE RÈGLEMENT

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

/ LES ENJEUX LIÉS AUX FORTES PLUIES

MISE EN CONTEXTE

Avec l'accentuation des changements climatiques – Défis environnementaux d'une intensité et d'une fréquence sans précédent.

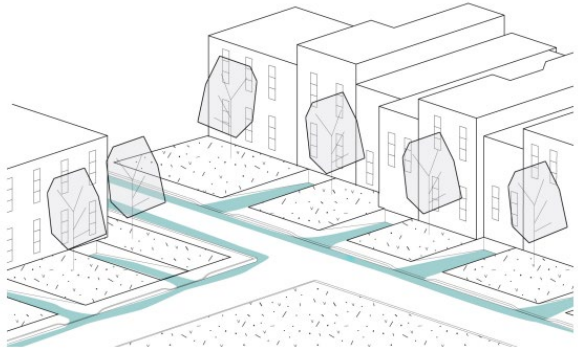
- 13 juillet 2023 : 62 mm en 2 heures (pluie millénaire)
- 10 juillet 2024 (les restes de Beryl)
- 9 août 2024 (les restes de Debby)

L'arrondissement souhaite s'inscrire dans une démarche de adaptation climatique afin de rendre le parc immobilier plus résilient.

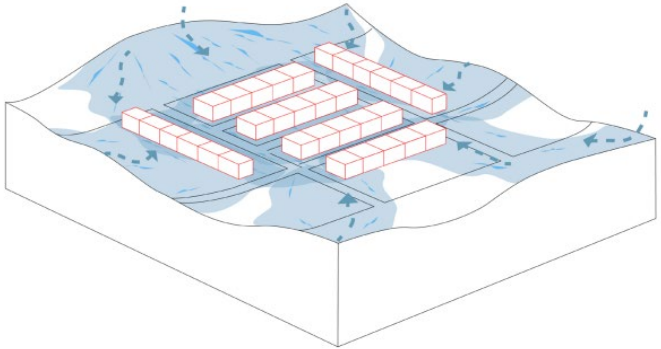


Source : Radio-Canada – La Facture

Immeubles a risque - Entrées en contre-bas



Secteurs à risque - Cuvettes



/ GESTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES

MISE EN CONTEXTE

- De nombreux bâtiments densément peuplés ont été construits sans évaluation adéquate de la GMR.
- Transformation d'espaces techniques en logements sans obligation de prévoir des zones pour la GMR.
- Encombrement des espaces publics, affectant la qualité de vie, la sécurité des piétons et l'esthétique urbaine.
- Pouvoir habilitant partagé entre différents règlements.
- Plusieurs variables qui sont hors de notre contrôle et qui sont réversibles dans le temps.
- **Le Règlement sur la construction 11-018, prévoit des exigences sur la conception des salles de déchet (12 logements et +, commercial avec nourriture) mais ne prévoit pas de dimensions minimales pour ces locaux d'entreposage;**



/ LES ENJEUX LIÉS AUX FORTES PLUIES

OBJECTIFS GÉNÉRAUX

Montréal 2030

✓ Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable.

Plan stratégique 2023-2030 de l'arrondissement

✓ Offrir des milieux de vie plus équitables et plus inclusifs en permettant à la population un accès à du logement social, abordable, salubre et adapté à ses besoins ainsi qu'à des services de soutien.

Plan d'urbanisme et de mobilité 2050 (Projet)

✓ Réduction de la vulnérabilité aux inondations de surface

✓ Intégration architecturale et paysagère des espaces d'entreposage de matières résiduelles







PROJET DE RÈGLEMENT

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

/ LES ENJEUX LIÉS AUX FORTES PLUIES

RÉSUMÉ DE LA PROPOSITION RÈGLEMENTAIRE

Logements sous le niveau du rez-de-chaussée

- Règlement d'urbanisme: Un usage de la famille « habitation » sous le niveau de rez-de-chaussée est interdit, sauf pour un usage de la catégorie H.1 à H.3 où le prolongement est autorisé.

- Règlement sur les usages conditionnels: Dans les zones où les usages H.4 à H.7 sont permis, ces usages peuvent être autorisés en sous-sol à condition qu'ils soient liés à un bâtiment avec au moins 4 logements, une maison de chambres ou une habitation collective de soins et de services.

  - Les critères d'analyse ont pour objectifs :
    1. Assurer la résilience du cadre bâti.
    2. Assurer la protection du patrimoine bâti.
    3. Assurer la création de logements de qualité, agréables ainsi que le maintien des espaces fonctionnels et techniques.

H1 à H3 (1 à 3 logements)



H4 à H7 (4 logements et +)

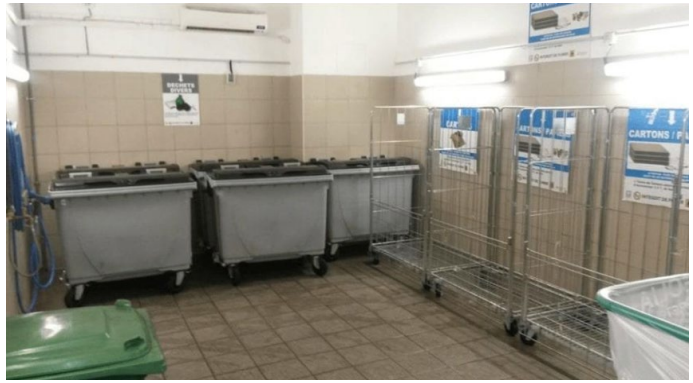


/ GESTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES

RÉSUMÉ DE LA PROPOSITION RÈGLEMENTAIRE

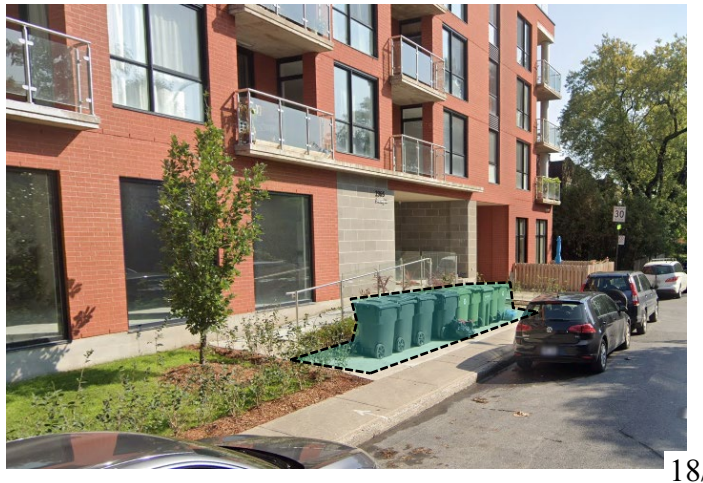
Gestion des matières résiduelles

1. Obligation d'une aire d'entreposage dédiée au tri et à l'entreposage provisoire des matières résiduelles (intérieur):
   - ✓ pour un bâtiment de 12 logements et plus;
   - ✓ pour un établissement commercial d'une superficie égale ou supérieure à 100 m^2;



La disposition s'applique aux bâtiments construits ou modifiés après le 23 janvier 2020. Cela inclut les nouvelles constructions, les bâtiments dont l'usage est modifié pour un usage résidentiel et les bâtiments transformés augmentant leur hauteur ou superficie.

2. Autorisation d'une aire de dépôt extérieure pour les contenants à matières résiduelles en vue de la collecte (extérieur) ;



3. Obligation de fournir un plan de gestion des matières résiduelles, dans le cas d'un projet résidentiel de 9 logements et plus effectué en PPCMOI.

/ LES ENJEUX LIÉS AUX FORTES PLUIES

PROPOSITION RÈGLEMENTAIRE

RÈGLEMENT D'URBANISME	
MODIFICATION	**RÉSUMÉ**
137.1 Le nombre de logements dans un bâtiment existant ne peut pas être réduit, malgré le nombre minimal ou maximal de logements prescrit. ~~Malgré le premier alinéa, le nombre de logements dans un bâtiment de 2 ou 3 logements peut être réduit sans égard au nombre minimal de logements prescrit.~~ Malgré le premier alinéa, le nombre de logements peut être réduit sans égard au nombre minimal de logements prescrit dans les cas suivants : 1. lorsque le bâtiment comporte 2 ou 3 logements; 2. lorsque que la réduction concerne un logement aménagé complètement sous le niveau du rez-de-chaussée. Le premier alinéa ne s'applique pas à un bâtiment de logements sociaux ou communautaires.	Il est proposé de modifier l'article qui interdit de réduire le nombre de logements dans un bâtiment, afin d'ajouter une exception, soit : lorsque la réduction concerne un logement situé en tout ou en partie sous le niveau du rez-de-chaussée.
145. ~~Dans une zone où est autorisée la catégorie H.2 ou H.3, l'aménagement d'**un seul logement supplémentaire en sous-sol** est autorisé pour un usage des catégories H.1 à H.3.~~ Un usage de la famille « habitation » sous le niveau de rez-de-chaussée est interdit. Malgré le premier alinéa, le prolongement d'un logement sous le niveau du rez-de-chaussée pour un usage de la catégorie H.1 à H. 3 est autorisé.	Il est proposé de supprimer la disposition autorisant l'ajout d'un logement supplémentaire en sous-sol pour les bâtiments de 3 logements et moins. Il est toutefois permis l'aménagement d'une partie de logement en sous-sol pour les bâtiments de 3 logements et moins (H.1 à H.3). Il est proposé d'interdire l'aménagement de logements entier pour les bâtiments de trois logements et moins (H.1 à H.3). Pour les bâtiments de quatre logements et plus, l'usage résidentiel sera permis sous réserve d'une autorisation réglementaire de type usage conditionnel.

/ LES ENJEUX LIÉS AUX FORTES PLUIES

PROPOSITION RÈGLEMENTAIRE

RÈGLEMENT SUR LES USAGES CONDITIONNELS	
MODIFICATION	**RÉSUMÉ**
1. « **cuvette de rétention d'eau de ruissellement** » : ce sont des dépressions topographiques où l'eau de ruissellement tend à s'accumuler lorsque la capacité de rétention d'eau est atteinte;	Il est proposé d'ajouter une nouvelle définition : cuvette de rétention d'eau de ruissellement.
12.21. Dans une zone où est autorisée la catégorie d'usages H.4, H5, H6 ou H.7, les usages de cette catégorie peuvent être autorisés sous le niveau du rez-de-chaussée comme usage conditionnel. L'autorisation d'exercer un usage conditionnel sous le niveau du rez-de-chaussée peut être approuvé conformément au présent règlement s'il est exercé dans un bâtiment comportant 4 logements ou plus, une maison de chambres ou une habitation collective de soins et de services.	Il est proposé d'autoriser par usage conditionnel l'aménagement d'un logement ou d'une partie de logement en sous-sol pour les bâtiments de 4 logements et plus (H.4 à H.7).

/ LES ENJEUX LIÉS AUX FORTES PLUIES

PROPOSITION RÈGLEMENTAIRE

RÈGLEMENT SUR LES USAGES CONDITIONNELS

MODIFICATION	RÉSUMÉ
12.22. Les critères d'évaluation pour une demande d'autorisation pour un usage conditionnel visé à l'article 12.21 sont les suivants : **La résilience du bâtiment accueillant l'usage est assurée en tenant compte des éléments suivants :** a) les niveaux des ouvertures et du plancher tiennent compte de la situation topographique du bâtiment et sont conçus pour minimiser les risques d'infiltration d'eau, particulièrement lorsqu'en présence de zones de cuvette de rétention d'eau de ruissellement; b) la topographie du terrain évite l'écoulement de l'eau vers le bâtiment et vers les terrains adjacents; c) les surfaces non construites sont généralement perméables et aménagées de façon à favoriser la gestion des eaux de pluie, notamment grâce à des noues végétalisées et des jardins de pluie; d) le bâtiment démontre une protection efficace contre les inondations en proposant, par exemple, des dispositifs tels qu'un clapet antiretour, un drain français, ainsi que des systèmes pour détourner l'eau de pluie vers des zones perméables; e) les accès au logement sont aménagés de façon à limiter le risque d'inondation, par exemple, avec des dispositifs de protection autour des issues de secours et des petits murets.	Il est proposé de prescrire des critères d'évaluation pour assurer la sécurité, la qualité de vie et la durabilité des logements en sous-sol. Ces critères incluent des protections contre les inondations, des surfaces perméables, des équipements de gestion des eaux pluviales, ainsi que des espaces de vie et extérieurs bien aménagés.

/ LES ENJEUX LIÉS AUX FORTES PLUIES

PROPOSITION RÈGLEMENTAIRE

RÈGLEMENT SUR LES USAGES CONDITIONNELS	
MODIFICATION	**RÉSUMÉ**
L'usage contribue à la protection du patrimoine bâti en tenant compte des éléments suivants : a) l'intégration de l'usage favorise la conservation des composantes architecturales significatives de la façade; b) l'accès au logement sous le niveau du rez-de-chaussée se fait principalement par une entrée existante; c) un nouvel accès est de préférence situé à l'arrière du bâtiment.	Il est proposé de prescrire des critères d'évaluation pour assurer la sécurité, la qualité de vie et la durabilité des logements en sous-sol. Ces critères incluent des protections contre les inondations, des surfaces perméables, des équipements de gestion des eaux pluviales, ainsi que des espaces de vie et extérieurs bien aménagés.

/ LES ENJEUX LIÉS AUX FORTES PLUIES

PROPOSITION RÈGLEMENTAIRE

RÈGLEMENT SUR LES USAGES CONDITIONNELS

MODIFICATION	RÉSUMÉ
L'usage assure la création de logements de qualité, agréables ainsi que le maintien des espaces fonctionnels et techniques en tenant compte des éléments suivants : a) les unités de stationnement sont situées à une distance appropriée des ouvertures du logement sous le niveau du rez-de-chaussée; b) le logement garantit une qualité d'aménagement, notamment en termes de hauteur sous le plafond, d'éclairage naturel, ainsi que de ventilation naturelle et mécanique; c) l'usage projeté n'affecte pas la gestion des matières résiduelles, tant intérieure qu'extérieure, laquelle doit demeurer fonctionnelle et adaptée au nombre de logements du bâtiment et minimiser les impacts sur le domaine public; d) l'usage projeté n'affecte pas les commodités mises à la disposition des occupants de l'immeuble, telles que les espaces de rangement et de buanderie; e) les aménagements paysagers proposés dans le cadre de l'intégration de l'usage rehaussent les caractéristiques naturelles et végétales du site et favorisent leur appropriation par les occupants; f) la qualité d'intégration de l'usage projeté au milieu d'insertion, au regard de l'occupation et l'aménagement des espaces extérieurs est assurée par notamment une cour anglaise présentant une profondeur adéquate, un dégagement au-dessus et une gradation de la dénivellation appropriée.	Il est proposé de prescrire des critères d'évaluation pour assurer la sécurité, la qualité de vie et la durabilité des logements en sous-sol. Ces critères incluent des protections contre les inondations, des surfaces perméables, des équipements de gestion des eaux pluviales, ainsi que des espaces de vie et extérieurs bien aménagés.

/ GESTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES

PROPOSITION RÈGLEMENTAIRE

RÈGLEMENT D'URBANISME

MODIFICATION

SECTION XI – AIRE D'ENTREPOSAGE PROVISOIRE DES MATIÈRES RÉSIDUELLES

153.1 Pour un bâtiment de 12 logements et plus, une aire d'entreposage dédiée au tri et à l'entreposage provisoire des matières résiduelles, incluant les déchets domestiques, les matières recyclables et les résidus alimentaires doit avoir une superficie de plancher minimale correspondant à :

Nombre de logements dans le bâtiment	Superficie minimale lorsque les déchets domestiques et les matières recyclables ne sont pas compactés	Superficie minimale lorsque les déchet domestiques et les matières recyclables sont compactés mécaniquement
12 à 35 logements	0,50m²/logement	-
36 à moins de 150 logements	0,45m²/logement	0,30m²/logement
150 logements et plus	0,40m²/logement	0,25m²/logement

La superficie d'entreposage visée au premier alinéa peut être divisée en plusieurs aires dédiées à l'intérieur du bâtiment.

RÉSUMÉ

Il est proposé d'exiger des superficies minimales pour les espaces d'entreposage intérieur des matières résiduelles, en fonction du nombre de logements. Ces superficies sont déterminées par les dimensions des bacs et un facteur de compression, et incluent l'espace nécessaire pour déplacer les bacs.

La disposition s'applique aux bâtiments construits ou modifiés après le 23 janvier 2020. Cela inclut les nouvelles constructions, les bâtiments dont l'usage est modifié pour un usage résidentiel et les bâtiments transformés augmentant leur hauteur ou superficie.

/ GESTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES

PROPOSITION RÈGLEMENTAIRE

RÈGLEMENT D'URBANISME

MODIFICATION	RÉSUMÉ
SECTION XII – AIRE D'ENTREPOSAGE PROVISOIRE DES MATIÈRES RÉSIDUELLES **245.2** Pour un établissement où sont préparés, consommés, vendus ou entreposés des aliments produisant des déchets organiques et qui a une superficie de plancher égale ou supérieure à 100 m2, l'aire d'entreposage destinée à l'entreposage provisoire des matières résiduelles doit avoir une superficie minimale correspondant à la plus élevée des superficies suivantes : • 1,6m^2 ; • 2 % de la superficie de plancher de l'établissement occupée aux fins de la consommation d'aliments.	Il est proposé d'exiger des superficies minimales pour les espaces d'entreposage intérieur des matières résiduelles.
340. **OCCUPATIONS ET CONSTRUCTIONS** / **COUR AVANT** / **AUTRES COURS** **13. Une aire de dépôt extérieure pour les contenants à matières résiduelles en vue de la collecte.** / Oui / Oui	Il est proposé d'autoriser les aires de dépôts extérieurs temporaires des matières résiduelles en vue de la collecte dans toutes les cours.

/ GESTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES

PROPOSITION RÈGLEMENTAIRE

RÈGLEMENT SUR LES PROJETS PARTICULIERS DE CONSTRUCTION, DE MODIFICATION OU D'OCCUPATION D'UN IMMEUBLE	
MODIFICATION	**RÉSUMÉ**
19.1° dans le cas d'un projet comportant un usage résidentiel de neuf logements et plus, un plan de gestion des matières résiduelles comprenant : • la génération hebdomadaire anticipée, en litres, pour les trois voies; • le système de gestion des matières résiduelles jusqu'à l'extérieur de l'immeuble; • une description de l'entreposage intérieur et extérieur des matières résiduelles; • une orientation du point de collecte (notamment la localisation et la taille).	Il est proposé d'exiger un plan de gestion des matières résiduelles dans le cas d'un projet particulier (PPCMOI). Ce document doit démontrer que le système d'entreposage prévu est adéquat par rapport à la génération hebdomadaire anticipée de matières résiduelles recyclables.
AUTRE PROPOSITON	
9. 1° l) Le projet ne compromet pas les opportunités futures d'un ensemble à transformer par phases successives.	Il est proposé d'ajouter un critère pour assurer la coordination des différentes phases d'un projet de développement.

PRÉSENTATION PROCESSUS RÉFÉRENDAIRE

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

/ PROCESSUS RÉFÉRENDAIRE

ÉTAPES D'ADOPTION

Avis du comité consultatif d'urbanisme (CCU)	15 janvier 2025
Avis de motion et adoption d'un projet de règlement par le conseil d'arrondissement (CA)	3 février 2025
Assemblée de consultation publique	**19 février 2025**
Adoption, avec ou sans changement, du second projet de règlement par le conseil d'arrondissement (CA)	10 mars 2025
Période pour demande d'approbation référendaire	8 jours
Adoption finale du règlement par le conseil d'arrondissement (CA)	7 avril 2025
Processus référendaire, si requis	à venir
Examen de conformité et entrée en vigueur du règlement	à venir

/ PROCESSUS RÉFÉRENDAIRE

RÉSUMÉ SIMPLIFIÉ DE LA DÉMARCHE

1. Réception de demandes pour la tenue d'un registre

- Avis public publié sur le site internet de l'arrondissement concernant la demande de registre;
- Dépôt de pétitions dans les 8 jours de la publication de l'avis public;
- Pour les zones de plus de 21 PHV : si 12 personnes habiles à voter d'une même zone ont signé une pétition = ouverture du registre pour cette zone (inclura également la zone visée);
- Pour les zones de 21 PHV ou moins : si la majorité d'entre elles signe une a signé une pétition = ouverture du registre pour cette zone (inclura également la zone visée)

/ PROCESSUS RÉFÉRENDAIRE

RÉSUMÉ SIMPLIFIÉ DE LA DÉMARCHE

2. Tenue du registre pour demander un référendum

- Avis public publié sur le site internet de l'arrondissement annonçant la date de la tenue du registre après l'adoption du règlement. La tenue de registre doit avoir lieu dans les 45 jours suivant l'adoption du règlement;
- Provoquer la tenue d'un référendum, le nombre de signatures doit être supérieur à un calcul établi à partir du nombre de PHV issues des zones ayant déposé une demande valide pour la tenue d'un registre et de la zone concernée, le cas échéant:
- Lorsque le nombre de PHV est de 25 ou moins : 50 % de ce nombre;
- Lorsque le nombre de PHV est de plus de 25 mais de moins de 5 000 : le moins élevé entre 500 et le nombre obtenu par le calcul suivant = 13 + 10% du (PHV - 25);
- Dépôt du certificat du greffier à la séance du conseil d'arrondissement qui suit;
- Si le résultat du registre est positif, le CA adoptera une résolution annonçant le scrutin référendaire ou le retrait du dossier.

/ PROCESSUS RÉFÉRENDAIRE

RÉSUMÉ SIMPLIFIÉ DE LA DÉMARCHE

3. Tenue d’un référendum

- Avis public publié sur le site internet de l’arrondissement annonçant la date de la tenue d’un référendum. Le référendum doit se tenir dans les 120 jours suivant l'adoption du règlement;
- Une majorité simple, pour ou contre la proposition, est considérée.

/ PROCESSUS RÉFÉRENDAIRE

ARTICLES DE LA RÉSOLUTION SUSCEPTIBLES D'APPROBATION RÉFÉRENDAIRE

- Article 1
- Article 2
- Article 3
- Article 4
- Article 9

PÉRIODE DE QUESTIONS ET COMMENTAIRES DU PUBLIC

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1245626002**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), le Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017) et le Règlement sur les usages conditionnels (RCA06 17097) afin d'assurer des milieux de vie durables et résilients.

CONTENU

CONTEXTE

Le présent projet de règlement vise à modifier le Règlement d'urbanisme, le Règlement sur les usages conditionnels et le Règlement sur les PPCMOI afin de mieux encadrer les logements sous le niveau du rez-de-chaussée (en sous-sol) et la gestion des matières résiduelles. Cette modification s'aligne avec les objectifs du projet de Plan d'urbanisme et de mobilité (PUM), notamment en ce qui concerne la réduction de la vulnérabilité aux inondations de surface et la gestion des matières résiduelles. Les nouvelles dispositions réglementaires introduisent des normes pour l'entreposage intérieur et extérieur des matières résiduelles, et encadrent les logements sous le niveau du rez-de-chaussée en tant qu'usage conditionnel afin d'en assurer la qualité et la résilience.

Le conseil d'arrondissement peut adopter un tel règlement en vertu et selon la procédure prévue à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (c. A-19.1).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Dernières modifications réglementaires :

- **RCA23 17391** : Règlement modifiant le règlement d'urbanisme (01-276) sur les établissements d'hébergement touristique, **adopté le 18 janvier 2024.**
- **CA22 17371** : Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme (01-276), le Règlement d'urbanisme d'une partie du territoire de l'arrondissement Mont-Royal (01-281) et le Règlement sur les usages conditionnels (RCA06 17097) afin d'encadrer la conversion des habitations collectives de soins et de services et les maisons de chambres, **adopté le 7 février 2023**.
- **RCA23 17398** : Règlement modifiant le Règlement sur les PPCMOI (RCA02 17017) afin d'augmenter la contribution des projets particuliers à la qualité des milieux de vie, **adopté le 5 février 2024.**

DESCRIPTION

Les détails des modifications proposées sont présentés exhaustivement dans le document intitulé « modifications commentées » et joint au présent dossier décisionnel.
Voici un résumé des modifications apportées au règlement :

· **Logements au sous-sol :**

- Règlement d'urbanisme: Un logement sous le niveau du rez-de-chaussée est interdit, sauf pour un usage de la catégorie H.1 à H.3 où le prolongement est autorisé.
- Règlement sur les usages conditionnels: Dans une zone où les usages H.4 à H.7 sont autorisés, les usages de cette catégorie peuvent être autorisés sous le niveau du rez-de-chaussée comme usage conditionnel, à condition qu'il soit rattaché à un bâtiment comportant au moins 4 logements, une maison de chambres ou une habitation collective de soins et de services.

  - Les critères d'analyse ont pour objectifs :

    1. Assurer la résilience du cadre bâti.

    2. Assurer la protection du patrimoine bâti.

    3. Assurer la création de logements de qualité, agréables ainsi que le maintien des espaces fonctionnels et techniques.

· **Gestion des matières résiduelles :**

- Obligation d'une aire d'entreposage dédiée au tri et à l'entreposage provisoire des matières résiduelles :

  - pour un bâtiment de 12 logements et plus;

  - pour un établissement commercial d'une superficie égale ou supérieure à 100 m^2;

- Autorisation d'une aire de dépôt temporaire extérieure pour les contenants à matières résiduelles en vue de la collecte;
- Obligation de fournir un plan de gestion des matières résiduelles, dans le cas d'un projet résidentiel de 9 logements et plus effectué en PPCMOI.

Ce règlement contient des dispositions propres à un règlement susceptible d'approbation référendaire.

JUSTIFICATION

La direction recommande l'adoption du présent règlement pour les raisons suivantes:

· Considérant que cette modification est conforme aux orientations du projet de plan d'urbanisme et de mobilité de la Ville de Montréal en matière de transition écologique;

· Considérant que l'encadrement des logements sous le niveau du rez-de-chaussée permet d'optimiser la sécurité, la résilience et la qualité des logements;

· Considérant que l'amélioration de la gestion des matières résiduelles contribue à la propreté et à la qualité de vie des résidents;

· Considérant que ce dossier contribue aux besoins des citoyens en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable;

· Considérant que ce dossier soutient le plan stratégique de l'arrondissement, en offrant des milieux de vie plus équitables et inclusifs, et en facilitant l'accès à des logements abordables et salubres.

Le 15 janvier 2025, le Comité consultatif d'urbanisme (CCU) a recommandé l'adoption du projet de règlement - voir extrait du procès-verbal en pièce jointe.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

s.o

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, notamment à la priorité 7 - Solidarité, équité et inclusion :

- Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable.

Ce dossier contribue également à l'atteinte du plan stratégique 2023-2030 de l'arrondissement;

- Offrir des milieux de vie plus équitables et plus inclusifs (axe 1 du plan), en permettant à la population un accès à du logement social, abordable, salubre et adapté à ses besoins ainsi qu'à des services de soutien. (Résultat 2 du plan).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s.o

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Publication d'avis publics et tenue d'une assemblée publique de consultation conformément à la loi.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion et adoption du projet de règlement par le conseil d'arrondissement;

- Avis public et assemblée de consultation;
- Dépôt du rapport de consultation et adoption, le cas échéant, avec ou sans changement, du second projet de règlement par le conseil d'arrondissement;
- Avis public et processus d'approbation référendaire, le cas échéant;
- Adoption, le cas échéant, du règlement par le conseil d'arrondissement;
- Certificat de conformité et entrée en vigueur du règlement, le cas échéant.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Ce projet de règlement est conforme à la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ., c. C-11.4) et à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ., c. A-19.1). À

la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sara YAHYAOUI
Conseillère en planification

Tél : 514-367-6000
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-01-21

Sébastien MANSEAU
chef(fe) de division - urbanisme (arrondissement)

Tél : 514-872-1832
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Samir ADMO
directeur(-trice)-amenag.urbain et serv. entreprises (arr.)
Tél : 514-924-6071
Approuvé le : 2025-01-21

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1245626002

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de l'urbanisme
Objet :	Adopter un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), le Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017) et le Règlement sur les usages conditionnels (RCA06 17097) afin d'assurer des milieux de vie durables et résilients.

Recommandation CCU 15 janvier 2025

2025-01-15_4.03_Extrait PV_HC_Ensemble du territoire - Modification règlementaire.pdf

Tableau des modifications commentées

2025-01-21_Modifications_commentées.pdf

Montréal 2030

Section_Montreal2030_Grille_analyse_Montreal_2030.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sara YAHYAOUI
Conseillère en planification

Tél : 514-367-6000
Télécop. :

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

Séance huis clos, mercredi le 15 janvier 2025

5160, boul. Décarie, 6e étage, salle Côte-des-Neiges

Extrait du procès-verbal

4.3 Ensemble du territoire - Modification règlementaire

Règlement modifiant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), le Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017) et le Règlement sur les usages conditionnels (RCA06 17097) afin d'assurer des milieux de vie durables et résilients.

Présentation : Sara Yahyaoui, conseillère en planification

DESCRIPTION DU PROJET

Le présent projet de règlement vise à modifier le Règlement d'urbanisme et le Règlement sur les usages conditionnels et le Règlement sur les PPCMOI afin de mieux encadrer les logements sous le niveau du rez-de- chaussée et la gestion des matières résiduelles.

Cette modification s'aligne avec les objectifs du projet de Plan d'urbanisme et de mobilité (PUM), notamment en ce qui concerne la réduction de la vulnérabilité aux inondations de surface et la gestion des matières résiduelles. Les nouvelles dispositions réglementaires introduisent des exigences pour l'entreposage intérieur et extérieur des matières résiduelles, et encadrent les logements sous le niveau du rez-de-chaussée en tant qu'usage conditionnel afin d'en assurer la qualité, la durabilité et la résilience.

Voici un résumé des modifications apportées au règlement :

- **Logements au sous-sol :**
  - Règlement d'urbanisme : Un logement sous le niveau du rez-de-chaussée est interdit, sauf pour un usage de la catégorie H.1 à H.3 où le prolongement est autorisé.
  - Règlement sur les usages conditionnels : Dans une zone où les usages H.4 à H.7 sont autorisés, l'usage « habitation » sous le niveau du rez-de-chaussée peut être approuvé comme usage conditionnel, à condition qu'il soit rattaché à un bâtiment comportant au moins 4 logements.

Les critères d'analyse ont pour objectifs :

1. Assurer la résilience du cadre bâti.
2. Assurer la protection du patrimoine bâti.
3. Assurer la création de logements de qualité, agréables ainsi que le maintien des espaces fonctionnels et techniques.

MISE EN GARDE : Le présent extrait est produit pour la commodité du lecteur et son contenu est passible de changements lors de l'approbation du procès-verbal par le comité.

- **Gestion des matières résiduelles :**

  - obligation d'une aire d'entreposage dédiée au tri et à l'entreposage provisoire des matières résiduelles
    - pour un bâtiment de 12 logements et plus;
    - pour un établissement commercial d'une superficie égale ou supérieure à 100 m2;
  - autorisation d'une aire de dépôt temporaire extérieure pour les contenants à matières résiduelles en vue de la collecte;
  - obligation de fournir un plan de gestion des matières résiduelles, dans le cas d'un projet résidentiel de 9 logements et plus effectué en PPCMOI.

Les détails du projet sont disponibles à même les documents d'analyse et de présentation utilisés par la Division.

ANALYSE DE LA DIVISION

La direction recommande l'adoption du présent règlement pour les raisons suivantes:

- Considérant que cette modification est conforme aux orientations du projet de Plan d'urbanisme et de mobilité (PUM) de la Ville de Montréal en matière de transition écologique;
- Considérant que l'amélioration de la gestion des matières résiduelles contribue à la propreté et à la qualité de vie des résidents;
- Considérant que l'encadrement des logements au sous-sol permet d'optimiser la sécurité et la qualité des logements;
- Considérant que ce dossier contribue aux besoins des citoyens en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable;
- Considérant que ce dossier soutient le plan stratégique de l'arrondissement, en offrant des milieux de vie plus équitables et inclusifs, et en facilitant l'accès à des logements abordables et salubres.

DÉLIBÉRATION DU COMITÉ

Les questions envoyées par écrit par mme Popeanu sont posées par Mme Sourias. Elle s'interroge sur l'application des superficies minimales d'espace dédié à la gestion des matières résiduelles à l'intérieur des bâtiments. On lui répond que cette disposition s'applique aux bâtiments construits ou modifiés après le 23 janvier 2020. Cela inclut les nouvelles constructions, les bâtiments dont l'usage est modifié pour un usage résidentiel, les bâtiments transformés augmentant leur hauteur ou superficie, et les établissements de plus de 100 m² où des aliments sont préparés ou consommés, sous certaines conditions.

Le règlement sur la construction oblige l'aménagement des espaces. Quant à la modification du règlement, elle sera complémentaire et fixera des superficies minimales pour l'entreposage. Il est précisé que le règlement de construction relève du conseil municipal.

Les membres du comité sont en accord avec les observations et les conclusions de l'analyse présentées par la Division de l'urbanisme.

RECOMMANDATION DU COMITÉ

Le comité recommande d'approuver le projet de règlement.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

MISE EN GARDE : Le présent extrait est produit pour la commodité du lecteur et son contenu est passible de changements lors de l'approbation du procès-verbal par le comité.

Légende : Texte original
~~Texte supprimé~~
Texte ajouté

MODIFICATIONS PROPOSÉES AU RÈGLEMENT D'URBANISME (01-276)

Article	Objet	Modification proposée	Commentaire
137.1	Réduction du nombre de logement	Le nombre de logements dans un bâtiment existant ne peut pas être réduit, malgré le nombre minimal ou maximal de logements prescrit. ~~Malgré le premier alinéa, le nombre de logements dans un bâtiment de 2 ou 3 logements peut être réduit sans égard au nombre minimal de logements prescrit.~~ Malgré le premier alinéa, le nombre de logements peut être réduit sans égard au nombre minimal de logements prescrit dans les cas suivants : 1° lorsque le bâtiment comporte 2 ou 3 logements; 2° lorsque que la réduction concerne un logement aménagé complètement sous le niveau du rez-de-chaussée. Le premier alinéa ne s'applique pas à un bâtiment de logements sociaux ou communautaires.	Il est proposé de modifier l'article qui interdit de réduire le nombre de logements dans un bâtiment, afin d'ajouter une exception, soit : lorsque la réduction concerne un logement situé en tout ou en partie sous le niveau du rez-de-chaussée.
145	Interdiction logement sous-sol	~~Dans une zone où est autorisée la catégorie H.2 ou H.3, l'aménagement d'**un seul logement supplémentaire en sous-sol** est autorisé pour un usage des catégories H.1 à H.3.~~ Un usage de la famille « habitation » sous le niveau de rez-de-chaussée est interdit. Malgré le premier alinéa, le prolongement d'un logement sous le niveau du rez-de-chaussée pour un usage de la catégorie H.1 à H. 3 est autorisé.	Il est proposé de supprimer la disposition autorisant l'ajout d'un logement supplémentaire en sous-sol pour les bâtiments de 3 logements et moins. Il est toutefois permis l'aménagement d'une partie de logement en sous-sol pour les bâtiments de 3 logements et moins (H.1 à H.3). Il est proposé d'interdire l'aménagement de logements entier pour les bâtiments de trois logements et moins (H.1 à H.3). Pour les bâtiments de quatre logements et plus, l'usage résidentiel sera permis sous réserve d'une autorisation réglementaire de type usage conditionnel.
CHAPITRE III - FAMILLE D'HABITATION **SECTION XI** – AIRE D'ENTREPOSAGE PROVISOIRE DES MATIÈRES RÉSIDUELLES			Il est proposé d'ajouter une nouvelle sous-section dédiée à la gestion des matières résiduelles pour la famille habitation.
153.1	Entreposage intérieur matières résiduelles	Pour un bâtiment de 12 logements et plus, une aire d'entreposage dédiée au tri et à l'entreposage provisoire des matières résiduelles, incluant les déchets domestiques, les matières recyclables et les résidus alimentaires doit avoir une superficie de plancher minimale correspondant à : **Nombre de logements dans le bâtiment** / **Superficie minimale lorsque les déchets domestiques et les matières recyclables ne sont pas compactés** / **Superficie minimale lorsque les déchet domestiques et les matières recyclables sont compactés mécaniquement** **12 à 35 logements** / 0,50m²/logement / - **36 à moins de 150 logements** / 0,45m²/logement / 0,30m²/logement **150 logements et plus** / 0,40m²/logement / 0,25m²/logement La superficie d'entreposage visée au premier alinéa peut être divisée en plusieurs aires dédiées à l'intérieur du bâtiment.	Il est proposé d'exiger des superficies minimales pour les espaces d'entreposage intérieur des matières résiduelles, en fonction du nombre de logements. Ces superficies sont déterminées par les dimensions des bacs et un facteur de compression, et incluent l'espace nécessaire pour déplacer les bacs.
CHAPITRE IV - FAMILLE COMMERCE **SECTION XII –** AIRE D'ENTREPOSAGE PROVISOIRE DES MATIÈRES RÉSIDUELLES			Il est proposé d'ajouter une nouvelle sous-section dédiée à la gestion des matières résiduelles pour la famille commerciale.
245.2	Local GMR	Pour un établissement où sont préparés, consommés, vendus ou entreposés des aliments produisant des déchets organiques et qui a une superficie de plancher égale ou supérieure à 100 m2, l'aire d'entreposage destinée à l'entreposage provisoire des matières résiduelles doit avoir une superficie minimale correspondant à la plus élevée des superficies suivantes : a. 1,6m² ; b. 2 % de la superficie de plancher de l'établissement occupée aux fins de la consommation d'aliments.	Il est proposé d'exiger des superficies minimales pour les espaces d'entreposage intérieur des matières résiduelles.

340	Occupation et construction dans une cour	À moins d'indication contraire, les normes énoncées au tableau suivant s'appliquent à tous les usages, sauf ceux de la catégorie E.1 : **OCCUPATIONS ET CONSTRUCTIONS** / **COUR AVANT** / **AUTRES COURS** **13° Une aire de dépôt temporaire extérieure pour les contenants à matières résiduelles en vue de la collecte.** / Oui / Oui	Il est proposé d'autoriser les aires de dépôts extérieurs temporaires des matières résiduelles en vue de la collecte dans toutes les cours.

MODIFICATIONS PROPOSÉES AU RÈGLEMENT SUR LES USAGES CONDITIONNELS (RCA06 17097)

Article	Objet	Modification proposée	Commentaire
1.	Définition	« **cuvette de rétention d'eau de ruissellement** » : ce sont des dépressions topographiques où l'eau de ruissellement tend à s'accumuler lorsque la capacité de rétention d'eau est atteinte;	Il est proposé d'ajouter une nouvelle définition : cuvette de rétention d'eau de ruissellement.
SOUS-SECTION IX – HABITATION SOUS LE REZ-DE-CHAUSSÉE			Il est proposé d'ajouter une nouvelle sous-section pour encadrer les habitations sous le niveau du rez-de-chaussée.
12.21.	Usage autorisé	Dans une zone où est autorisée la catégorie d'usages H.4, H5, H6 ou H.7, les usages de cette catégorie peuvent être autorisés sous le niveau du rez-de-chaussée comme usage conditionnel. L'autorisation d'exercer un usage conditionnel sous le niveau du rez-de-chaussée peut être approuvé conformément au présent règlement s'il est exercé dans un bâtiment comportant 4 logements ou plus, une maison de chambres ou une habitation collective de soins et de services.	Il est proposé d'autoriser par usage conditionnel l'aménagement d'un logement ou d'une partie de logement en sous-sol pour les bâtiments de 4 logements et plus (H.4 à H.7). À noter que dans le cas d'un bâtiment autorisant de l'habitation **et** une maison de chambres ou une habitation collective de soins et de services, la sous-section VIII du règlement sur les usages conditionnels sera également applicable.
12.22.	Critères	Les critères d'évaluation pour une demande d'autorisation pour un usage conditionnel visé à l'article 12.21 sont les suivants : **1. La résilience du bâtiment accueillant l'usage est assurée en tenant compte des éléments suivants :** a. les niveaux des ouvertures et du plancher tiennent compte de la situation topographique du bâtiment et sont conçus pour minimiser les risques d'infiltration d'eau, particulièrement lorsqu'en présence de zones de cuvette de rétention d'eau de ruissellement; b. la topographie du terrain évite l'écoulement de l'eau vers le bâtiment et vers les terrains adjacents; c. les surfaces non construites sont généralement perméables et aménagées de façon à favoriser la gestion des eaux de pluie, notamment grâce à des noues végétalisées et des jardins de pluie; d. le bâtiment démontre une protection efficace contre les inondations en proposant, par exemple, des dispositifs tels qu'un clapet antiretour, un drain français, ainsi que des systèmes pour détourner l'eau de pluie vers des zones perméables; e. les accès au logement sont aménagés de façon à limiter le risque d'inondation, par exemple, avec des dispositifs de protection autour des issues de secours et des petits murets. **2. L'usage contribue à la protection du patrimoine bâti en tenant compte des éléments suivants :** a. l'intégration de l'usage favorise la conservation des composantes architecturales significatives de la façade; b. l'accès au logement sous le niveau du rez-de-chaussée se fait principalement par une entrée existante; c. un nouvel accès est de préférence situé à l'arrière du bâtiment. **3. L'usage assure la création de logements de qualité, agréables ainsi que le maintien des espaces fonctionnels et techniques en tenant compte des éléments suivants :** a. les unités de stationnement sont situées à une distance appropriée des ouvertures du logement sous le niveau du rez-de-chaussée; b. le logement garantit une qualité d'aménagement, notamment en termes de hauteur sous le plafond, d'éclairage naturel, ainsi que de ventilation naturelle et mécanique; c. l'usage projeté n'affecte pas la gestion des matières résiduelles, tant intérieure qu'extérieure, laquelle doit demeurer fonctionnelle et adaptée au nombre de logements du bâtiment et minimiser les impacts sur le domaine public; d. l'usage projeté n'affecte pas les commodités mises à la disposition des occupants de l'immeuble, telles que les espaces de rangement et de buanderie; e. les aménagements paysagers proposés dans le cadre de l'intégration de l'usage rehaussent les caractéristiques naturelles et végétales du site et favorisent leur appropriation par les occupants; f. la qualité d'intégration de l'usage projeté au milieu d'insertion, en lien avec l'occupation et l'aménagement des espaces extérieurs, est assurée notamment par une cour anglaise d'une profondeur permettant d'établir une relation visuelle et fonctionnelle optimale avec l'espace de la rue, ainsi qu'un dégagement en hauteur et une gradation appropriée de la dénivellation.	Il est proposé de prescrire des critères d'évaluation pour assurer la sécurité, la qualité de vie et la durabilité des logements en sous-sol. Ces critères incluent des protections contre les inondations, des surfaces perméables, des équipements de gestion des eaux pluviales, ainsi que des espaces de vie et extérieurs bien aménagés.

MODIFICATIONS PROPOSÉES AU RÈGLEMENT SUR LES PROJETS PARTICULIERS DE CONSTRUCTION, DE MODIFICATION OU D'OCCUPATION D'UN IMMEUBLE (RCA02 17017)

Article	Objet	Modification proposée	Commentaire
7.	Document exigé GMR	**19.1°** dans le cas d'un projet comportant un usage résidentiel de neuf logements et plus, un plan de gestion des matières résiduelles comprenant : a) la génération hebdomadaire anticipée, en litres, pour les trois voies; b) le système de gestion des matières résiduelles utilisées pour assurer le cheminement des matières résiduelles jusqu'à l'extérieur de l'immeuble; c) une description de l'entreposage intérieur et extérieur des matières résiduelles; d) une orientation du point de collecte (notamment la localisation et la taille).	Il est proposé d'exiger un plan de gestion des matières résiduelles dans le cas d'un projet particulier (PPCMOI). Ce document doit démontrer que le système d'entreposage prévu est adéquat par rapport à la génération hebdomadaire anticipée de matières résiduelles recyclables.
9. 1°	Critères	l) Le projet ne compromet pas les opportunités futures d'un ensemble à transformer par phases successives.	Il est proposé d'ajouter un critère pour assurer la coordination des différentes phases d'un projet de développement.

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1245626002
Unité administrative responsable : 59-07-03
Projet : Adopter un règlement modifiant le Règlement d'urbanisme (01-276) et le Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017) de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, afin d'assurer des milieux de vie durables et résilients.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030 ?	***x***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

Solidarité, équité et exclusion

Priorité 7 : Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Un meilleur encadrement règlementaire pour les logements en sous-sol afin de réduire les risques de vulnérabilité aux inondations des logements.

Section B - Test climat	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse) ?	**x**		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**



2025-01-21_Projet de règlement milieux de vie.docx

VILLE DE MONTRÉAL
ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES—NOTRE-DAME-DE-GRÂCE
RCA-XXXXXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT D'URBANISME DE L'ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES—NOTRE-DAME-DE-GRÂCE (01-276), LE RÈGLEMENT SUR LES PROJETS PARTICULIERS DE CONSTRUCTION, DE MODIFICATION OU D'OCCUPATION D'UN IMMEUBLE (RCA02 17017) ET LE RÈGLEMENT SUR LES USAGES CONDITIONNELS (RCA06 17097) AFIN D'ASSURER DES MILIEUX DE VIE DURABLES ET RÉSILIENTS

Vu les articles 130 et 131 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4) et l'article 155 de l'annexe C de cette Charte;

Vu les articles 113, 145.31, 145.32, 145.36 et 145.37 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, chapitre A-19.1);

À la séance du _____, le conseil de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce décrète :

1. L'article 137.1 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de- Grâce (1-276) est remplacé par le suivant :

« **137.1** Le nombre de logements dans un bâtiment existant ne peut pas être réduit, malgré le nombre minimal ou maximal de logements prescrit.

Malgré le premier alinéa, le nombre de logements peut être réduit sans égard au nombre minimal de logements prescrit dans les cas suivants :

1° lorsque le bâtiment comporte 2 ou 3 logements;
2° lorsque que la réduction concerne un logement aménagé complètement sous le niveau du rez-de-chaussée.

Le premier alinéa ne s'applique pas à un bâtiment de logements sociaux ou communautaires. ».

2. L'article 145 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« **145.** Un usage de la famille « habitation » sous le niveau de rez-de-chaussée est interdit.

Malgré le premier alinéa, le prolongement d'un logement sous le niveau du rez-de-chaussée pour un usage de la catégorie H.1 à H. 3 est autorisé. ».

3. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 153, de la section suivante :

« SECTION XI
AIRE D'ENTREPOSAGE PROVISOIRE DES MATIÈRES RÉSIDUELLES

153.1 Pour un bâtiment de 12 logements et plus, une aire d'entreposage dédiée au tri et à l'entreposage provisoire des matières résiduelles, incluant les déchets domestiques, les

matières recyclables et les résidus alimentaires doit avoir une superficie de plancher minimale correspondant à :

Nombre de logements dans le bâtiment	Superficie minimale lorsque les déchets domestiques et les matières recyclables ne sont pas compactés	Superficie minimale lorsque les déchets domestiques et les matières recyclables sont compactés mécaniquement
12 à 35 logements	0,50m^2/logement	-
36 à moins de 150 logements	0,45m^2/logement	0,30m^2/logement
150 logements et plus	0,40m^2/logement	0,25m^2/logement

La superficie d'entreposage visée au premier alinéa peut être divisée en plusieurs aires dédiées à cette fin à l'intérieur du bâtiment. ».

4. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 245.1, de la section suivante :

« SECTION XII
AIRE D'ENTREPOSAGE PROVISOIRE DES MATIÈRES RÉSIDUELLES

245.2 Pour un établissement où sont préparés, consommés, vendus ou entreposés des aliments produisant des déchets organiques et qui a une superficie de plancher égale ou supérieure à 100 m^2, l'aire d'entreposage destinée à l'entreposage provisoire des matières résiduelles doit avoir une superficie minimale correspondant à la plus élevée des superficies suivantes :

1° 1,6 m^2;
2° 2 % de la superficie de plancher de l'établissement occupée aux fins de la consommation d'aliments. ».

5. L'article 340 de ce règlement est modifié par l'ajout, dans le tableau, de la ligne suivante :

OCCUPATIONS ET CONSTRUCTIONS	COUR AVANT	AUTRES COURS
13° Une aire de dépôt temporaire extérieure pour les contenants à matières résiduelles en vue de la collecte.	Oui	Oui

6. L'article 7 du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017) est modifié par l'insertion, après le paragraphe 19°, du paragraphe suivant :

«**19.1°** dans le cas d'un projet comportant un usage résidentiel de neuf logements et plus, un plan de gestion des matières résiduelles comprenant :

a) la génération hebdomadaire anticipée, en litres, pour les trois voies;
b) le système de gestion des matières résiduelles utilisées pour assurer le cheminement des matières résiduelles jusqu'à l'extérieur de l'immeuble;

c) une description de l'entreposage intérieur et extérieur des matières résiduelles;
d) une orientation du point de collecte (notamment la localisation et la taille). ».

7. Le paragraphe 1° de l'article 9 de ce règlement est modifié par l'ajout° du sous-paragraphe suivant :

« l) le projet ne compromet pas les opportunités futures d'un ensemble à transformer par phases successives. ».

8. Le Règlement sur les usages conditionnels (RCA06 17097) est modifié par l'insertion, après la définition de « conseil », de la définition suivante :

« « **cuvette de rétention d'eau de ruissellement** » : une dépression topographique où l'eau de ruissellement tend à s'accumuler lorsque la capacité de rétention d'eau est atteinte; ».

9. Ce règlement est modifié par l'ajout, après l'article 12.20, de la sous-section suivante :

« **SOUS-SECTION IX HABITATION SOUS LE REZ-DE-CHAUSSÉE**

12.21. Dans une zone où est autorisée la catégorie d'usages H.4, H5, H6 ou H.7, les usages de cette catégorie peuvent être autorisés sous le niveau du rez-de-chaussée comme usage conditionnel.

L'autorisation d'exercer un usage conditionnel sous le niveau du rez-de-chaussée peut être approuvé conformément au présent règlement s'il est exercé dans un bâtiment comportant 4 logements ou plus, une maison de chambres ou une habitation collective de soins et de services.

12.22. Les critères d'évaluation pour une demande d'autorisation pour un usage conditionnel visé à l'article 12.21 sont les suivants :

1. **La résilience du bâtiment accueillant l'usage est assurée en tenant compte des éléments suivants :**
   a) les niveaux des ouvertures et du plancher tiennent compte de la situation topographique du bâtiment et sont conçus pour minimiser les risques d'infiltration d'eau, particulièrement lorsqu'en présence de zones de cuvette de rétention d'eau de ruissellement;
   b) la topographie du terrain évite l'écoulement de l'eau vers le bâtiment et vers les terrains adjacents;
   c) les surfaces non construites sont généralement perméables et aménagées de façon à favoriser la gestion des eaux de pluie, notamment grâce à des noues végétalisées et des jardins de pluie;
   d) le bâtiment démontre une protection efficace contre les inondations en proposant, par exemple, des dispositifs tels qu'un clapet antiretour, un drain français, ainsi que des systèmes pour détourner l'eau de pluie vers des zones perméables;
   e) les accès au logement sont aménagés de façon à limiter le risque d'inondation, par exemple, avec des dispositifs de protection autour des issues de secours et des petits murets.

2. **L’usage contribue à la protection du patrimoine bâti en tenant compte des éléments suivants :**
   a) l’intégration de l’usage favorise la conservation des composantes architecturales significatives de la façade;
   b) l'accès au logement sous le niveau du rez-de-chaussée se fait principalement par une entrée existante;
   c) un nouvel accès est de préférence situé à l'arrière du bâtiment.

3. **L’usage assure la création de logements de qualité, agréables ainsi que le maintien des espaces fonctionnels et techniques en tenant compte des éléments suivants :**
   a) les unités de stationnement respectent un dégagement approprié par rapport aux ouvertures du logement sous le niveau du rez-de-chaussée;
   b) le logement garantit une qualité d'aménagement, notamment en termes de hauteur sous le plafond, d'éclairage naturel, ainsi que de ventilation naturelle et mécanique;
   c) l’usage projeté n’affecte pas la gestion des matières résiduelles, tant intérieure qu’extérieure, laquelle doit demeurer fonctionnelle et adaptée au nombre de logements du bâtiment et minimiser les impacts sur le domaine public;
   d) l’usage projeté n’affecte pas les commodités mises à la disposition des occupants de l'immeuble, telles que les espaces de rangement et de buanderie;
   e) les aménagements paysagers proposés dans le cadre de l’intégration de l’usage rehaussent les caractéristiques naturelles et végétales du site et favorisent leur appropriation par les occupants;
   f) la qualité d’intégration de l’usage projeté au milieu d’insertion, en lien avec l’occupation et l’aménagement des espaces extérieurs, est assurée notamment par une cour anglaise d'une profondeur permettant d'établir une relation visuelle et fonctionnelle optimale avec l'espace de la rue, ainsi qu'un dégagement en hauteur et une gradation appropriée de la dénivellation. ».

GDD : 1245626002

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CA : 40.04

2025/04/07
19:00

Dossier # : 1254570007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement sur l'occupation permanente du domaine public par une cour attenante à l'école Saint-Pascal-Baylon

ATTENDU QUE le règlement sur l'occupation permanente du domaine du domaine public par une cour attenante à l'école Saint-Pascal-Baylon a été précédé d'un avis de motion et a été déposé à la séance ordinaire du conseil tenue le 10 mars 2025, conformément à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19);
ATTENDU QUE dès le début de la séance de ce jour, des copies du projet de règlement ont été mises à la disposition du public.

IL EST RECOMMANDÉ :

D'adopter, tel que soumis, le règlement sur l'occupation permanente du domaine public par une cour attenante à l'école Saint-Pascal-Baylon.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2025-04-02 12:27

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

directeur(-trice) - arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1254570007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter un règlement sur l'occupation permanente du domaine public par une cour attenante à l'école Saint-Pascal-Baylon

CONTENU

CONTEXTE

Depuis 2005, la Ville de Montréal occupe une parcelle de terrain devant l'école Notre-Dame-des-Neiges ainsi que devant l'école Saint-Pascal-Baylon à des fins d'aire de détente, en vertu de deux ententes signées avec la Commission scolaire de Montréal. Le terme initial de ces ententes était de 20 ans, avec option de renouvellement de 20 ans. Le terme initial des deux ententes vient à échéance en 2025 et l'arrondissement désire se prévaloir de l'option de renouvellement. Un sommaire décisionnel a été préparé à cette fin à être présenté au conseil d'arrondissement à sa séance du 10 mars 2025 (sommaire décisionnel 1254570006). En contrepartie, la CSDM a demandé la permission d'occuper gratuitement une partie de l'emprise de la rue Carlton, adjacente à l'école St-Pascal-Baylon, afin d'y aménager la cour réservée aux élèves du niveau préscolaire. L'occupation du domaine public a été autorisée par règlement selon les mêmes termes que les projets d'entente entre la CSDM et la Ville de Montréal, soit pour une période initiale de 20 ans, renouvelable pour une période supplémentaire de 20 ans.

Le terme initial du Règlement vient à échéance en 2025 et l'arrondissement souhaite renouveler cette permission accordée au Centre de services scolaire de Montréal (CSSDM) anciennement CSDM, d'occuper gratuitement le domaine public pour un autre terme de 20 ans.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA05 170228 - 1050815002 - 22 juin 2005
Permission pour l'occupation permanente du domaine public à titre gratuit, pour un terme de vingt ans, à des fins d'aménagement de la cour réservée aux élèves du pré-scolaire et/ou du primaire de l'école Saint-Pascal-Baylon dans l'emprise de la rue Carlton.

DESCRIPTION

Adopter le Règlement sur la permission d'occuper le domaine public pour une partie de l'emprise de la rue Carlton à titre gratuit, telle que montrée sur le plan C-122 Côte-des-Neiges, préparé par Sylvie Gauthier, arpenteure-géomètre, le 21 avril 2005, sous le numéro 966 de ses minutes, dossier 20155-1 pour une période supplémentaire de 20 ans.

JUSTIFICATION

Les travaux d'aménagement de lieux publics le long du chemin de la Côte-des-Neiges, s'inscrivent dans le cadre du Programme de renouveau urbain. Ce Programme vise à améliorer la qualité de vie dans certains secteurs plus défavorisés et à soutenir et encourager les résidants et partenaires œuvrant dans ces secteurs à s'engager davantage dans la prise en charge de l'avenir de leur quartier.
La permission accordée au Centre de services scolaire de Montréal (CSSDM) anciennement CSDM, en regard de l'école St-Pascal-Baylon, permet l'aménagement d'une cour réservée à l'usage exclusif des élèves du niveau pré-scolaire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Conformément aux dispositions du Règlement sur l'occupations du domaine public (R.R.V.M., c. O-0.1) et du règlement sur les tarifs 2025 de l'arrondissement (RCA24 17412), le tarif applicable pour l'occupation permanente du domaine public par la CSSDM aurait été de 4 760,20 $ en 2025.

MONTRÉAL 2030

Sans objet

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans objet

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Sans objet

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Adoption du règlement prochaine séance ou à une séance subséquente.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Conforme aux politiques, règlements et encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Pascal TROTTIER, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Samir ADMO, Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Lecture :

Samir ADMO, 19 février 2025
Pascal TROTTIER, 18 février 2025

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève REEVES
secretaire d'arrondissement

Tél : 514 770-8766
Télécop. : -

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-02-12

Guylaine GAUDREAULT
Directrice des services administratifs, du greffe et de la gestion immobilière

Tél : 514-868-3644
Télécop. :



Projet de règlement.pdf



Annexe A - Description technique.pdf



Annexe B - Plan numéro C-122.pdf

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

RCA25 17XXX **RÈGLEMENT SUR L'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC PAR UNE COUR ATTENANTE À L'ÉCOLE ST-PASCAL-BAYLON**

VU les articles 67 et 67.1 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4) ;

Le conseil de l'arrondissement Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce décrète :

1. Le Centre des services scolaire de Montréal est autorisée à occuper, aux fins d'une cour d'école, une partie du domaine public attenante à l'école St-Pascal-Baylon, soit le terrain décrit à la Description technique dont copie est jointe comme annexe A et délimité au plan joint comme annexe B, identifié par le greffier de la Ville.

Cette autorisation est accordée pour une période de 20 ans.

2. L'occupation autorisée en vertu de l'article 1 est assujettie aux dispositions du Règlement sur l'occupation du domaine public de l'ancienne Ville de Montréal (R.R.V.M., chapitre O-0.1, modifié), sauf à celles qui ont pour objet d'exiger le paiement d'un tarif en compensation de cette occupation et pour l'émission du permis requis et les frais d'étude s'y rapportant.

3. Le présent règlement remplace le règlement RCA05 17074.

_____

ANNEXE A - Description technique

ANNEXE B - Plan numéro C-122 Côte-des-Neiges, identifié par le greffier de la Ville

GDD 1254570007

_____

ADOPTÉ PAR LE CONSEIL D'ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES—NOTRE-DAME-DE-GRÂCE LORS DE SA SÉANCE SPÉCIALE TENUE LE XX XXX 2025.

_____
La mairesse d'arrondissement,
Gracia Kasoki Katahwa

_____
La secrétaire d'arrondissement,
Geneviève Reeves, avocate

DESCRIPTION TECHNIQUE

CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE	:	MONTRÉAL
CADASTRE	:	QUÉBEC
LOT	:	UNE PARTIE DU LOT 2 652 125
MUNICIPALITÉ	:	VILLE DE MONTRÉAL

Ce terrain faisant partie de l'avenue Carlton situé au sud-ouest du chemin de la Côte-des-Neiges est montré sur le plan C-122 Côte-des-Neiges préparé par l'arpenteure-géomètre soussignée en date du 1er avril 2005.

Il se décrit comme suit et le numéro d'article inscrit en marge de la description correspond à celui qui apparaît sur le susdit plan :

1.- Une partie du lot DEUX MILLION SIX CENT CINQUANTE-DEUX MILLE CENT VINGT-CINQ (2 652 125 ptie) dudit cadastre :

de figure rectangulaire;

bornée vers le nord-est, le sud-est et le sud-ouest par la partie restante du lot 2 652 125, faisant partie de l'avenue Carlton et vers le nord-ouest le lot 2 649 149;

mesurant trois mètres et vingt-cinq centièmes (3,25 m) au nord-est et au sud-ouest et treize mètres (13,00 m) au sud-est et au nord-ouest;

contenant en superficie quarante-deux mètres carrés et deux dixièmes (42,2 m²).

L'intersection des limites nord-ouest et nord-est de cette partie de lot se situe à une distance de neuf mètres et dix-huit centièmes (9,18 m) de l'intersection des limites nord-ouest et

SYLVIE BAUTHIER A.G. 1998

Annexe A
RCA05 17074

nord-est du lot 2 652 125, étant la rue Carlton, avec la limite sud-ouest du lot 2 652 329, étant le chemin De la Côte-des-Neiges. Cette distance est mesurée dans une direction sud-ouest le long de la limite nord-ouest du lot 2 652 125.

Les unités de mesure utilisées dans la présente description technique sont celles du Système International (SI).

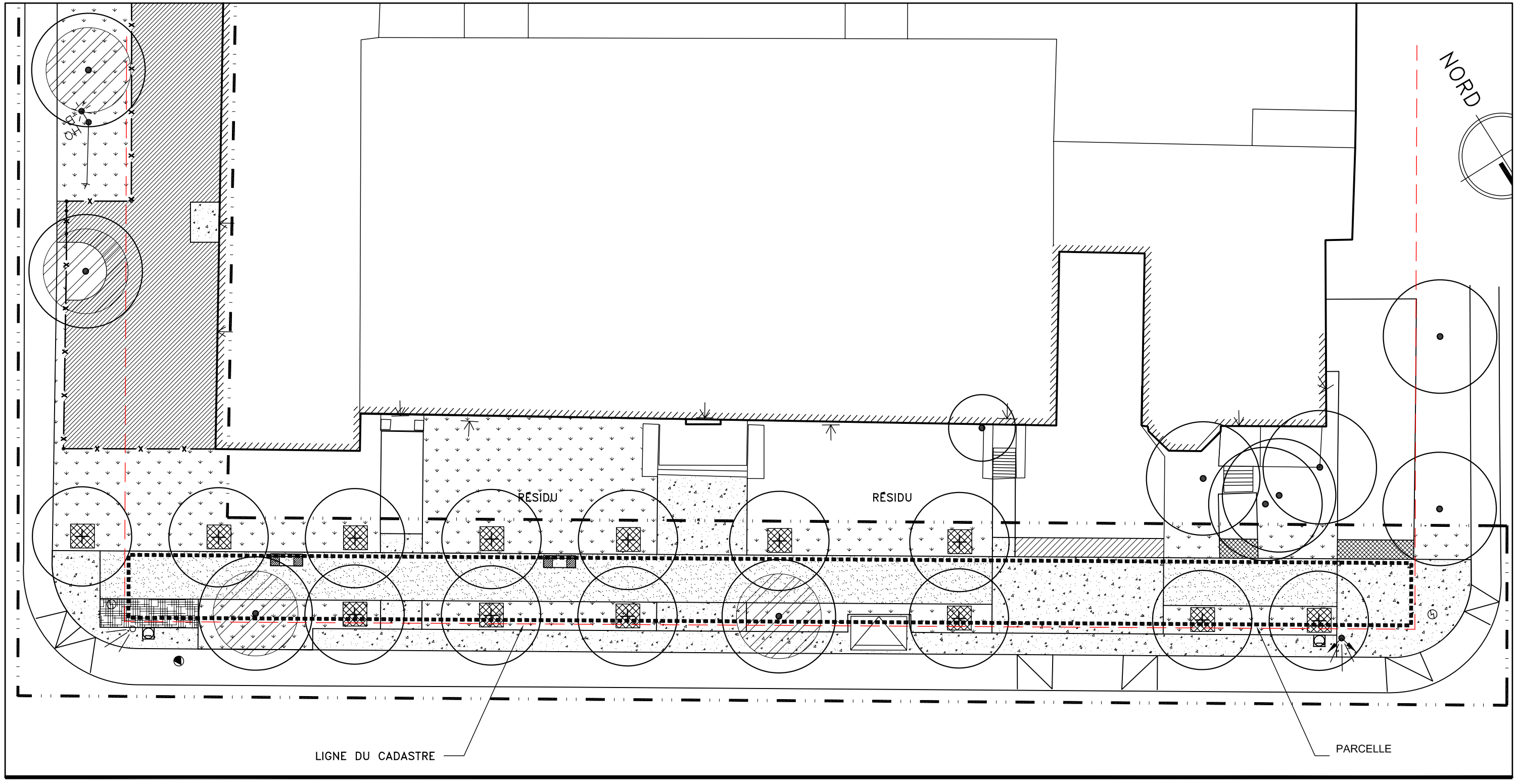
Préparé à Montréal, le premier jour du mois d'avril de l'an deux mille cinq sous le numéro 966 de mes minutes au dossier 20155-1 du greffe commun des arpenteurs(es)-géomètres de la Ville.

(SIGNÉ) SYLVIE GAUTHIER
SYLVIE GAUTHIER
Arpenteure-géomètre

/cc

Dossier : 20155-1

Copie conforme à l'original
Montréal, le 21 avril 2005
Sylvie Gauthier
Arpenteure-géomètre



Projet: Chemin de la Côte-des-Neiges

Dessin: Plan – École Saint-Pascal-Baylon

Page:

Date: 2005-02-04

Échelle: 1/200

Schème
architecture aménagement 7071, rue Saint-Urbain, 2e étage, Montréal (Québec) H2S 3H4 ☎ (514) 278-4364 🖷 (514) 278-4981 www.scheme.qc.ca info@scheme.qc.ca

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1254570007

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Division du greffe
Objet :	Adopter un règlement sur l'occupation permanente du domaine public par une cour attenante à l'école Saint-Pascal-Baylon

RCA05 17074-Règlement occupation domaine public École St-Pascal-Bayon.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève REEVES
secretaire d'arrondissement

Tél : 514 770-8766
Télécop. : -

RCA05 17074 – RÈGLEMENT SUR L'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC PAR UNE COUR ATTENANTE À L'ÉCOLE ST-PASCAL-BAYLON

VU les articles 67 et 67.1 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., chapitre C-11.4) ;

Le conseil de l'arrondissement Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce décrète :

1. La Commission scolaire de Montréal est autorisée à occuper, aux fins d'une cour d'école, une partie du domaine public attenante à l'école St-Pascal-Baylon, soit le terrain décrit à la Description technique dont copie est jointe comme annexe A et délimité au plan joint comme annexe B, identifié par le greffier de la Ville.

Cette autorisation est accordée pour une période initiale de 20 ans, renouvelable pour une période supplémentaire de 20 ans.

2. L'occupation autorisée en vertu de l'article 1 est assujettie aux dispositions du Règlement sur l'occupation du domaine public de l'ancienne Ville de Montréal (R.R.V.M., chapitre O-0.1, modifié), sauf à celles qui ont pour objet d'exiger le paiement d'un tarif en compensation de cette occupation et pour l'émission du permis requis et les frais d'étude s'y rapportant.

_____

ANNEXE A - Description technique

ANNEXE B - Plan numéro C-122 Côte-des-Neiges, identifié par le greffier de la Ville

ADOPTÉ PAR LE CONSEIL D'ARRONDISSEMENT DE CÔTE-DES-NEIGES—NOTRE-DAME-DE-GRÂCE LORS DE SA SÉANCE SPÉCIALE TENUE LE 22 JUIN 2005.

Le maire d'arrondissement,
Michael APPLEBAUM

Le secrétaire d'arrondissement,
Elaine Doyle, avocate

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 40.05

2025/04/07
19:00

Dossier # : 1253751012

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder conformément au Règlement sur les dérogations mineures (RCA02 17006), une demande de dérogation à la hauteur du rez-de-chaussée, prescrit par l'article 14 du PP-93, afin de permettre la construction d'un nouveau bâtiment commercial/résidentiel (multifamilial) implanté en mode isolé situé au 2601 à 2607, avenue Van Horne (lot 6 174 199) - dossier relatif à la demande d'autorisation 3003470494.

ATTENDU que le comité consultatif d'urbanisme a recommandé favorablement, à sa séance du 19 mars 2025, la demande de dérogation mineure en vertu du Règlement sur les dérogations mineures (RCA02 17006);

ATTENDU qu'un avis relatif à la demande de dérogation mineure a été publié sur le site internet de la Ville le 21 mars 2025 afin de statuer sur la demande de dérogation mineure, conformément à l'article 145.6 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ, c. A-19.1).

IL EST RECOMMANDÉ :

D'accorder une dérogation mineure à la hauteur du rez-de-chaussée du bâtiment principal situé au 2601 à 2607, avenue Van Horne (lot 6 174 199), tel que présenté aux plans P-1 à P-3 préparés par ACDF architecture, et estampillés par la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises le 18 mars 2025, afin de permettre une hauteur de rez-de-chaussée à 97.3 m. avec une variation de ± 0.5 m. au-dessus du niveau de la mer et ce, malgré l'article 14 du projet particuler PP-93, qui spécifie que la hauteur maximale du rez-de-chaussée pour la phase 3 du projet est limitée à 95.3 m avec une variation de ± 0.5 m. au-dessus du niveau de la mer.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2025-04-01 16:08

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

directeur(-trice) - arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur

d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1253751012**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Accorder conformément au Règlement sur les dérogations mineures (RCA02 17006), une demande de dérogation à la hauteur du rez-de-chaussée, prescrit par l'article 14 du PP-93, afin de permettre la construction d'un nouveau bâtiment commercial/résidentiel (multifamilial) implanté en mode isolé situé au 2601 à 2607, avenue Van Horne (lot 6 174 199) - dossier relatif à la demande d'autorisation 3003470494.

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de dérogation pour la construction d'un bâtiment implanté en mode isolé sis au 2601 à 2607, avenue Van Horne (projet Wilderton phase 3) a été déposée à la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises.

La hauteur du rez-de-chaussée du bâtiment principal déroge à l'article 14 du projet particulier PP-93 visant à autoriser la démolition des bâtiments situés au 2615 à 2865, avenue Van Horne, et la construction d'un développement mixte, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017), puisque le projet propose un bâtiment dont la hauteur du rez-de-chaussée serait située à 97.3 m par rapport au niveau de la rue.

Une demande de permis de construire assujettie au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA22 17379) et au PP-93 est traitée en parallèle - voir demande 3003470494. Le conseil d'arrondissement peut accorder une telle dérogation conformément au Règlement sur les dérogations mineures (RCA02 17006).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA17 170147 : Résolution approuvant le projet particulier PP-93 visant à autoriser la démolition des bâtiments situés au 2615 à 2865, avenue Van Horne, et la construction d'un développement mixte, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017) - (1160415001).

DESCRIPTION

Le bâtiment concerné est situé au 2601 à 2607 avenue, Van Horne sur le lot 6 174 199 dans une zone autorisant l'usage C.4B (Commerces et services en secteur de moyenne intensité) et H (habitation), et déroge la hauteur maximale autorisée pour un rez-de-chaussée prescrit par l'article 14 du PP-93 établi à 95.3 m. avec une variation de 0.5 m. au-dessus du niveau

de la mer
Dans le cadre du PP-93, qui autorise le redéveloppement du centre commercial Wilderton, des niveaux ont été établis pour les rez-de-chaussée des futurs bâtiments. L'intention derrière cette mesure était qu'une fois complétée, il serait possible de maintenir une continuité commerciale entre les 3 phases du projet bien qu'il s'agisse de 3 bâtiments autonomes. Cependant, le terrain possède la caractéristique distinctive d'être fortement en pente. Pour le site de la phase 3, la cote altimétrique la plus basse se situe à 93.75 m. au-dessus du niveau de la mer, alors que la plus haute se trouve à 97.13 m., soit une différence de 3.38 m. Pour mettre les choses en perspective, un étage résidentiel conventionnel possède une hauteur de 3,05 m.

Conséquemment, le seuil ciblé au PP-93 pour la totalité du rez-de-chaussée (95.3 m. ± 0.5 m. au dessus du niveau de la mer) crée des conditions inadaptées au site, car il entre en conflit avec la topographie réelle du terrain.

La dérogation vise à autoriser une hauteur du rez-de-chaussée à 97.3 m avec une variation de ± 0.5 m. au-dessus du niveau de la mer.

En vue de déterminer si le projet est recevable, la demande de dérogation mineure doit remplir les conditions énumérées à l'article 3 du Règlement sur les dérogations mineures (RCA02 17006) que l'on retrouve dans le tableau suivant:

CONDITIONS	COMMENTAIRES
1. L'application des dispositions visées par la demande de dérogation mineure a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant de la demande	La cote altimétrique la plus basse se situe à 93.75 m et la plus haute se trouve à 97.13 m.,au-dessus du niveau de la mer soit une différence de 3.38. Conséquemment, le seuil ciblé par le PP-93 pour la totalité du site (95.3 m ± 0.5 m au-dessus du niveau de la mer) crée des conditions inadéquates puisqu'il entre en conflit avec la topographie réelle du site.
2. La demande doit respecter les objectifs du plan d'urbanisme	La demande respecte les objectifs du plan d'urbanisme.
3. La dérogation mineure ne porte pas atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété	La demande ne porte pas atteinte à la jouissance par les propriétaires voisins, de leur droit de propriété.
4. Dans le cas où les travaux sont en cours ou déjà exécutés, le requérant a obtenu un permis de construire pour ces travaux et les a effectués de bonne foi.	Les travaux de construction du nouveau bâtiment n'ont pas débutés.

JUSTIFICATION

La direction est favorable pour les raisons suivantes:

- Considérant que l'application de la norme rendrait certains logements non conforme puisqu'ils seraient considérés aménagés au sous-sol et dégrade considérablement la qualité des logements;
- Considérant que la demande rencontre les conditions selon lesquelles une dérogation mineure peut être accordée;
- Considérant que lors de sa séance du 19 mars 2025, le CCU a formulé une recommandation favorable à la demande de dérogation mineure.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ne s'applique pas

MONTRÉAL 2030

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne s'applique pas

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

21 mars 2025: Publication de l'avis sur le site internet de l'arrondissement

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

21 mars 2025: Publication de l'avis sur le site internet de l'arrondissement
7 avril 2025: Adoption de la résolution autorisant la dérogation mineure, par le conseil d'arrondissement

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérification effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlement et aux encadrements administratif.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dino CREDICO
conseiller(-ere) en amenagement

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-03-27

Sébastien MANSEAU
chef(fe) de division - urbanisme (arrondissement)

Tél :	514-868-4463	**Tél :**	514-872-1832
Télécop. :	-	**Télécop. :**	000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Samir ADMO
directeur(-trice)-amenag.urbain et serv. entreprises (arr.)
Tél : 514-924-6071
Approuvé le : 2025-03-27

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1253751012

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Direction
Objet :	Accorder conformément au Règlement sur les dérogations mineures (RCA02 17006), une demande de dérogation à la hauteur du rez-de-chaussée, prescrit par l'article 14 du PP-93, afin de permettre la construction d'un nouveau bâtiment commercial/résidentiel (multifamilial) implanté en mode isolé situé au 2601 à 2607, avenue Van Horne (lot 6 174 199) - dossier relatif à la demande d'autorisation 3003470494.

Plans approuvés

Plans_P-1_P-3.pdf

Analyse de la Division

4.10_Van_Horne_2601_présentation.pdf

Procès verbal de la séance du CCU du 19 mars 2025

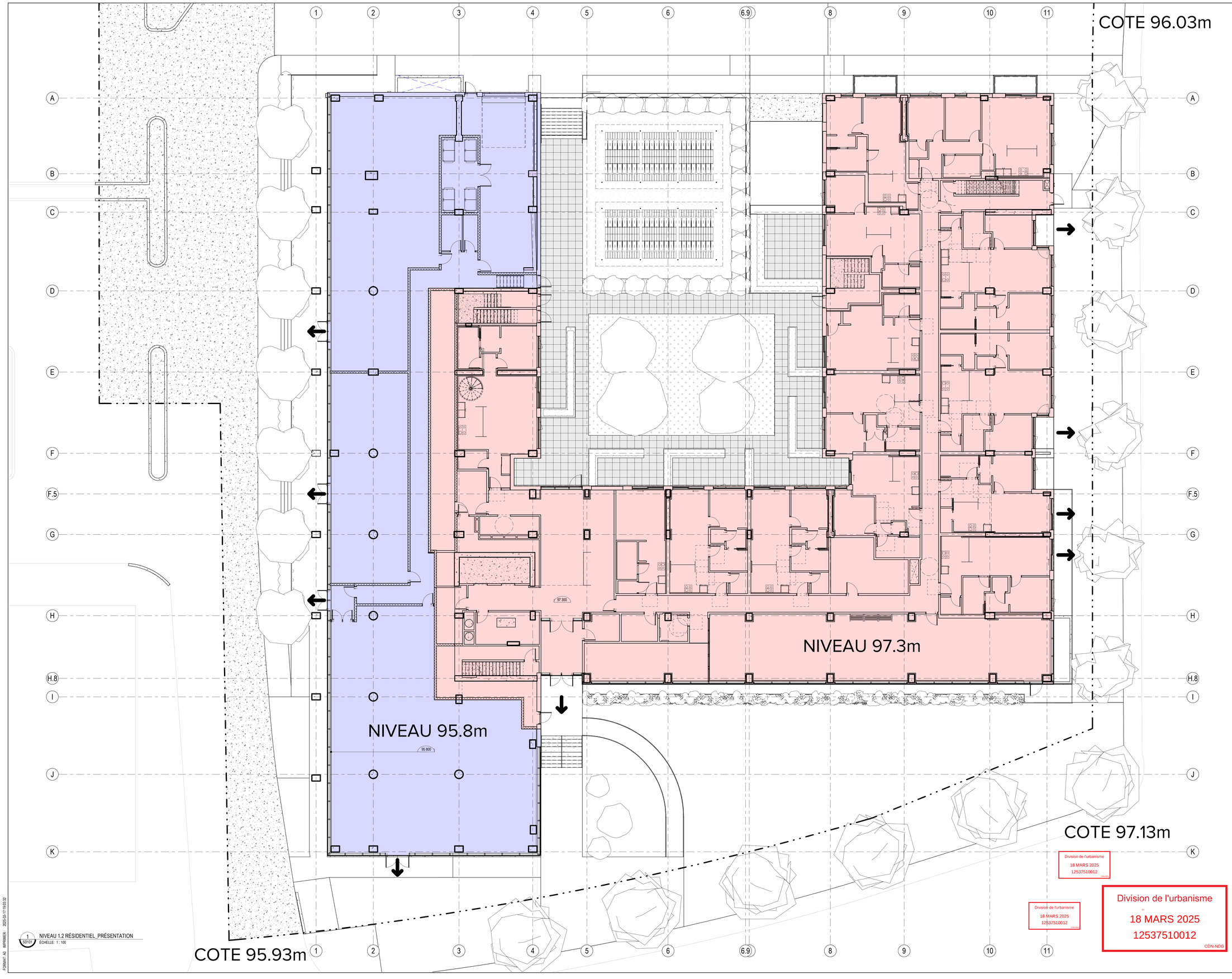
2025-03-19_4.10_Extrait PV_2601-2607, avenue Van Horne.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dino CREDICO
conseiller(-ere) en amenagement

Tél : 514-868-4463
Télécop. : -

PLAN P-1



1 SD101 NIVEAU 1.2 RÉSIDENTIEL_PRÉSENTATION
ÉCHELLE: 1 : 100

FORMAT : A0 IMPRIMER : 2025-03-17 15:03:32

L'ENTREPRENEUR EST RESPONSABLE DE LA VÉRIFICATION ET DE LA COORDINATION DE TOUTES LES DIMENSIONS DE CONSTRUCTION ET D'IMPLANTATION SUR LE SITE. CELUI-CI DEVRA AVISER L'ARCHITECTE DE TOUTE IRRÉGULARITÉ, OMISSION OU DIVERGENCE ENTRE CES DOCUMENTS, CEUX DES AUTRES PROFESSIONNELS ET LES CONDITIONS RELEVÉES AU CHANTIER. AUCUNE DIMENSION NE DOIT ÊTRE MESURÉE À L'ÉCHELLE SUR LES DESSINS.

TOUS LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DEVRONT ÊTRE CONFORMES À L'ÉDITION EN VIGUEUR DU CODE DE CONSTRUCTION DU QUÉBEC.

NOTE SUR LE DROIT D'AUTEUR : CE DOCUMENT D'ARCHITECTURE EST LA PROPRIÉTÉ DE ACDF ET EST DESTINÉ EXCLUSIVEMENT AUX FINS QU'Y SONT MENTIONNÉES. TOUTE REPRODUCTION OU ADAPTATION, PARTIELLE OU TOTALE, EST STRICTEMENT INTERDITE SANS LE CONSENTEMENT ÉCRIT DE ACDF."

CE DOCUMENT NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉ À DES FINS DE CONSTRUCTION

NOTES GÉNÉRALES

ENTREPRENEUR

Axxys construction

PROTECTION INCENDIE

www.fprotectionincendie.com
Protection Incendie
514-442-3242 / info@fprotectionincendie.com

ARCHITECTE DU PAYSAGE

Archi Paysage

MÉCANIQUE / ÉLECTRICITÉ / CIVIL

INFRASTRUCTEL

STRUCTURE

sylvain Parr & associés inc.
555, René-Lévesque O. Suite 1800
Montréal (Québec) H2Z 1B1
Téléphone: 514.271.2464
www.sylvainparr.com
spa@sylvainparr.com

NO.	ÉMISSION	DATE	PAR

ARCHITECTURE

ACDF
ARCHITECTURE
Montréal
6250, rue Hutchison, suite 201
QC H2V 4C5
T : 514 456-1151
F : 514 288-0418
St-Hyacinthe
1690, rue Girouard Ouest
QC J2S 2Z7
T : 450 778-1151
F : 450 778-1594

PROJET

Axxys construction

Wilderton

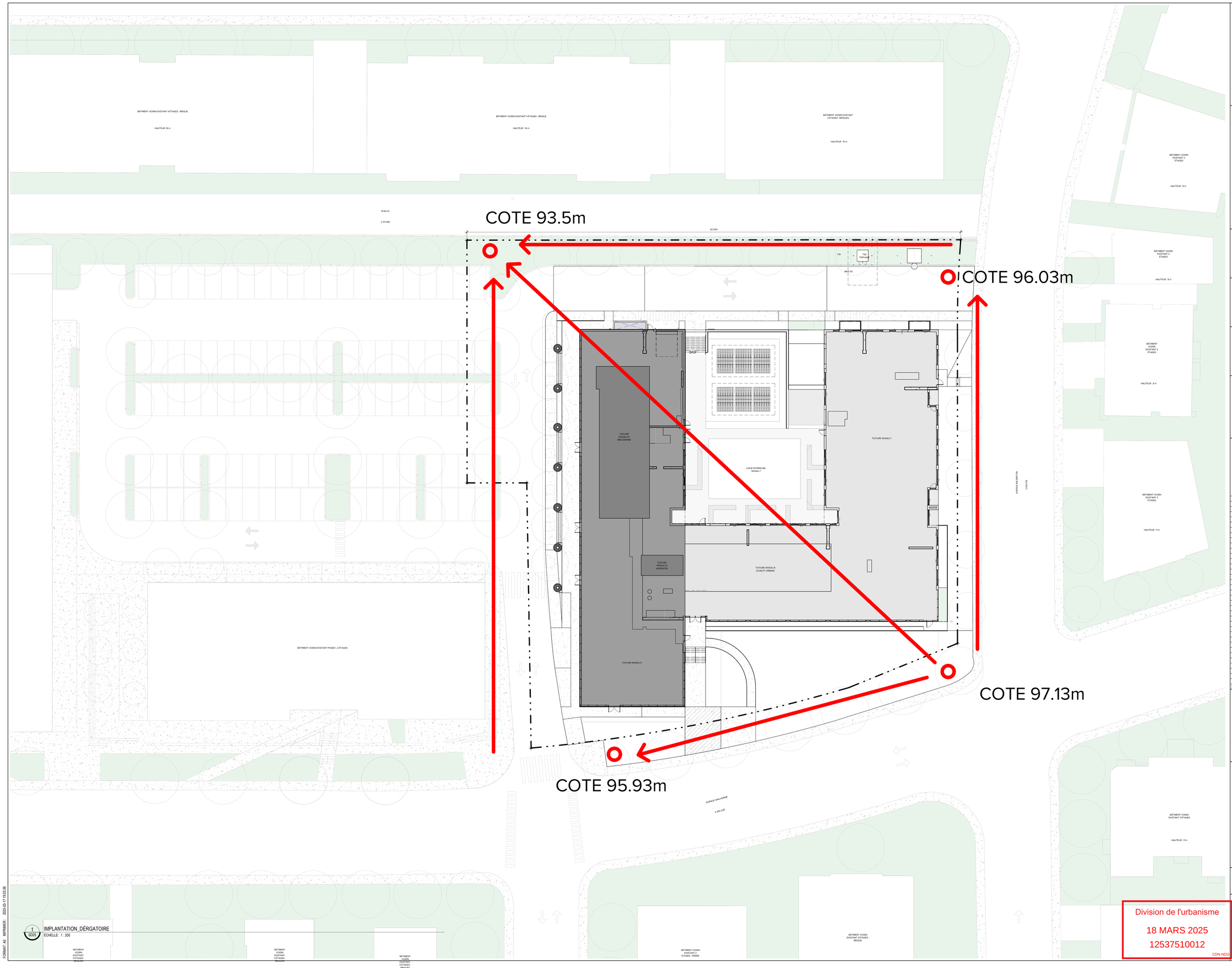
LOT 6 174 199

DESSIN
PLAN - NIVEAU 1

SCEAU

DOSSIER	
23-1738	
DESSIN NO	RÉV. NO.
SD101	
DATE	
26 AVRIL 2024	
ÉCHELLE	
1 : 100	
DESSINÉ PAR	VÉRIFIÉ PAR
Auteur	Vérificateur

PLAN P-2



1 / SD25 IMPLANTATION_DÉRGATOIRE
ÉCHELLE: 1 : 200

FORMAT : A0 IMPRIMER : 2025-03-17 9:03:36

L'ENTREPRENEUR EST RESPONSABLE DE LA VÉRIFICATION ET DE LA COORDINATION DE TOUTES LES DIMENSIONS DE CONSTRUCTION ET D'IMPLANTATION SUR LE SITE. CELLE-CI DEVRA AVISER L'ARCHITECTE DE TOUTE IRRÉGULARITÉ, OMISSION OU DIVERGENCE ENTRE CES DOCUMENTS, CEUX DES AUTRES PROFESSIONNELS ET LES CONDITIONS RELEVÉES AU CHANTIER. AUCUNE DIMENSION NE DOIT ÊTRE MESURÉE À L'ÉCHELLE SUR LES DESSINS.

TOUS LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DEVRONT ÊTRE CONFORMES À L'ÉDITION EN VIGUEUR DU CODE DE CONSTRUCTION DU QUÉBEC.

NOTE SUR LE DROIT D'AUTEUR : CE DOCUMENT D'ARCHITECTURE EST LA PROPRIÉTÉ DE ACDF ET EST DESTINÉ EXCLUSIVEMENT AUX FINS QUI Y SONT MENTIONNÉES . TOUTE REPRODUCTION OU ADAPTATION, PARTIELLE OU TOTALE, EST STRICTEMENT INTERDITE SANS LE CONSENTEMENT ÉCRIT DE ACDF."

CE DOCUMENT NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉ À DES FINS DE CONSTRUCTION

NOTES GÉNÉRALES

ENTREPRENEUR
Axxys construction

PROTECTION INCENDIE
www.fprotectionincendie.com
Protection Incendie
514-442-3242 / info@fprotectionincendie.com

ARCHITECTE DU PAYSAGE
Archi Paysage

MÉCANIQUE / ÉLECTRICITÉ / CIVIL
INFRASTRUCTEL

STRUCTURE
sylvain Parr & associés inc.
555, René-Lévesque O. Suite 1800
Montréal (Québec) H2Z 1B1
Téléphone: 514.271.2464
www.sylvainparr.com
spa@sylvainparr.com

NO	ÉMISSION	DATE	PAR

ARCHITECTURE
ACDF ARCHITECTURE
Montréal
6250, rue Hutchison, suite 201
QC H2V 4C5
T : **514 456-1151**
F : 514 288-0418
St-Hyacinthe
1690, rue Girouard Ouest
QC J2S 2Z7
T : **450 778-1151**
F : 450 778-1594

PROJET
Axxys construction

Wilderton

LOT 6 174 199

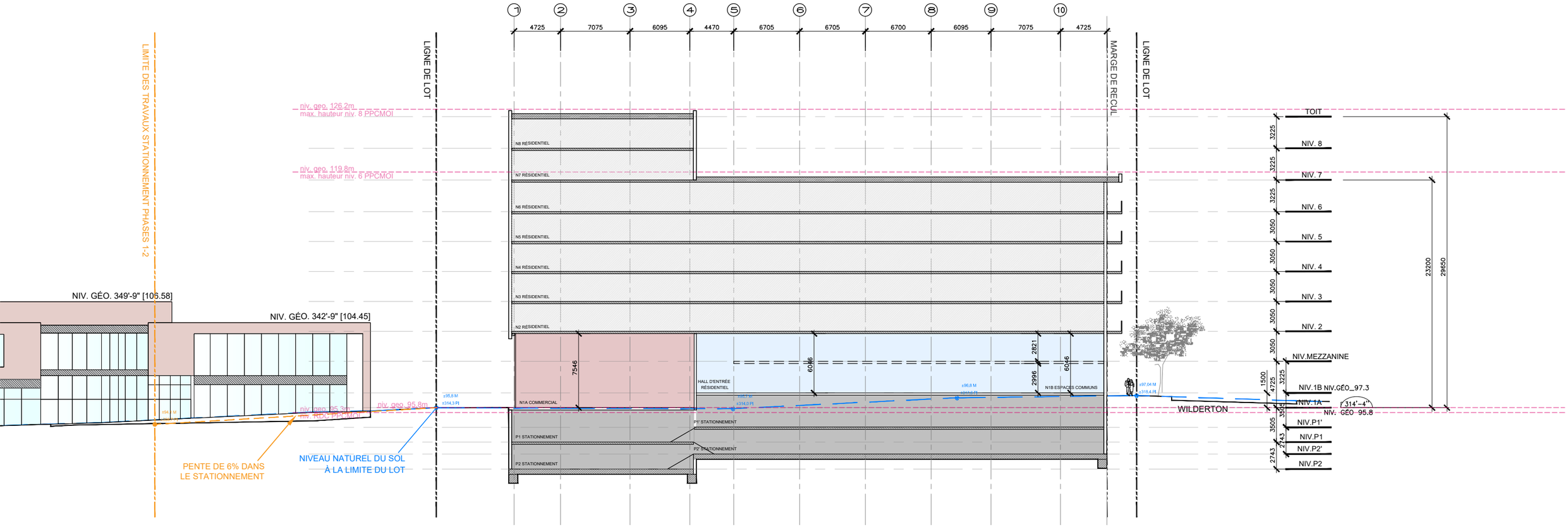
DESSIN
PLAN - IMPLANTATION

SCEAU

Division de l'urbanisme
18 MARS 2025
12537510012
CDN-NDG

DOSSIER 23-1738
DESSIN NO SD25
RÉV. NO.
DATE 26 AVRIL 2024
ÉCHELLE 1 : 200
DESSINÉ PAR Auteur
VÉRIFIÉ PAR Vérificateur

PLAN P-3



COUPE VAN HORNE

ESQUISSE PROPOSÉE

0' 0
20' 6m
40' 12m
80' 32m

Division de l'urbanisme
18 MARS 2025
1253751012
CDN-NDG

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

DEMANDE DE DÉROGATION MINEURE – **Adresse 2601-2607, avenue Van Horne (6 174 199)**

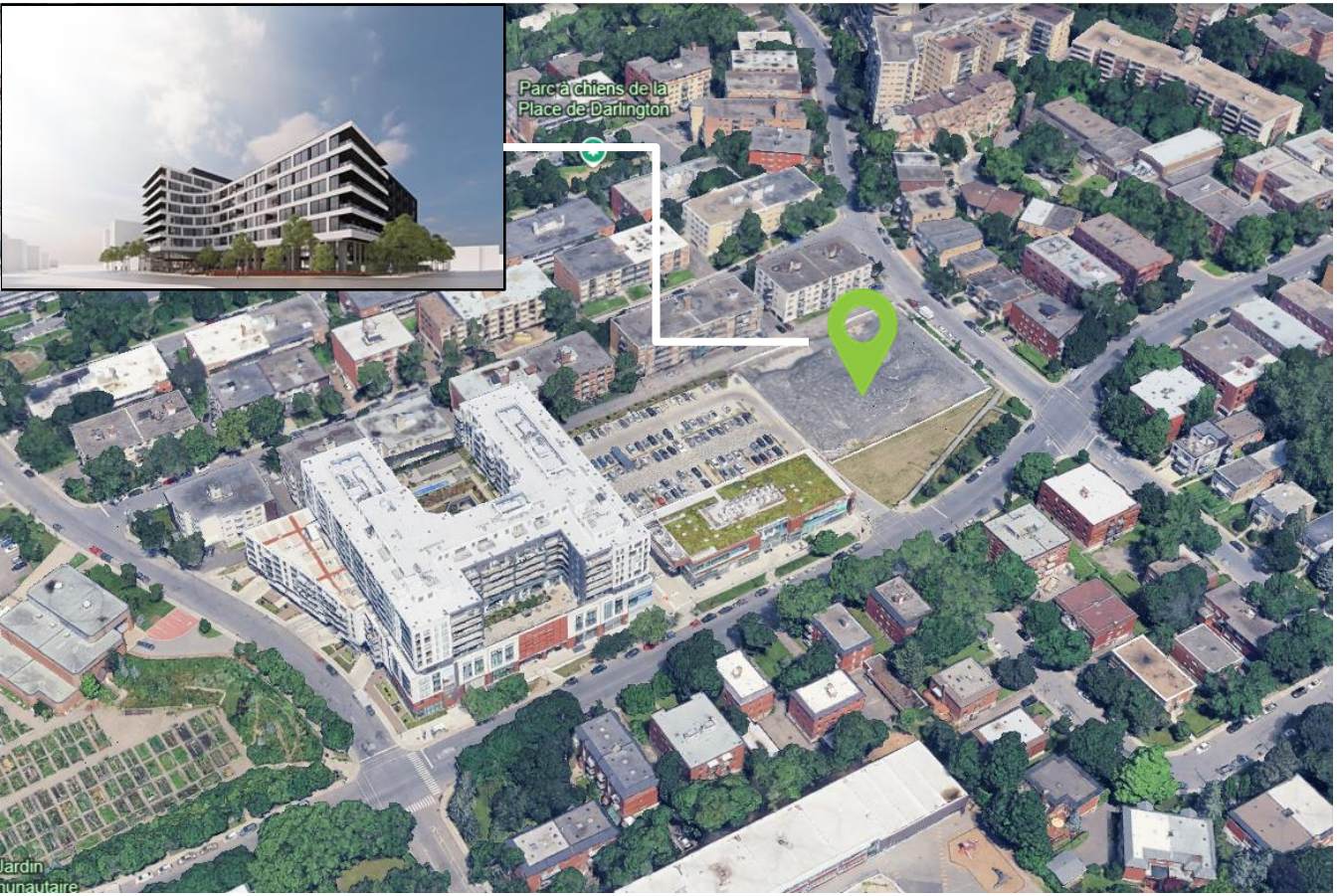
Étudier conformément au Règlement sur les dérogations mineures (RCA02 17006), une demande de dérogation à la hauteur du rez-de-chaussée, prescrit par l'article 14 du PP-93, afin de permettre la construction d'un nouveau bâtiment commercial/résidentiel (multifamilial) de 8 étages et 199 logements implanté en mode isolé situé au 2601 à 2607, avenue Van Horne - dossier relatif à la demande d'autorisation 3003470494.

2025/03/19

ÉTUDE DU DOSSIER

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

CONTEXTE URBAIN



- District : Darlington
- Zone: C.4B (Commerces et services en secteur de moyenne intensité commerciale), H (habitation)
- Secteur: Aucun

Construction autorisée en vertu du PP-93 (CA17 170147) – Phase III

ARTICLE AUQUEL LE PROJET DÉROGE

Les travaux proposés déroge à l'article 14 du PP-93 visant à autoriser la démolition des bâtiments situés au 2615 à 2865, avenue Van Horne, et la construction d'un développement mixte, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017). qui stipule que:

Article 14.
Sans limiter la portée de l'article 5 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce (01-276), pour les fins de la présente résolution, **la définition de « rez-de-chaussée»** est la suivante :

*« niveaux comprenant des espaces situés au **niveau altimétrique 95.3 pour les phases 1 et 3** et au niveau altimétrique 93.5 pour la phase 2, **avec une variation de 0.5 mètre. »***

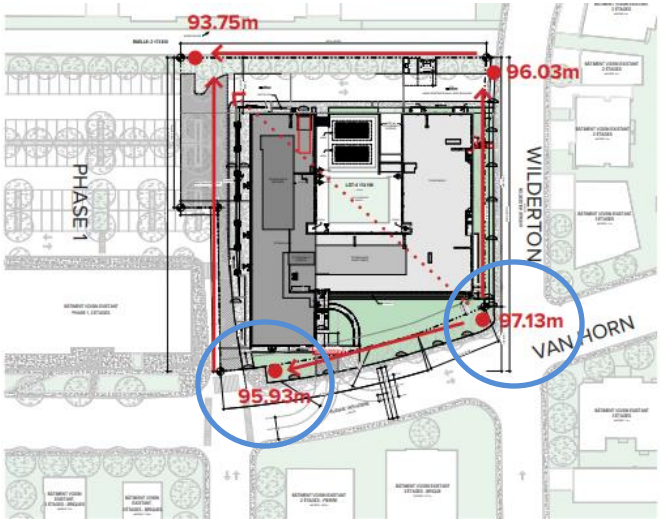
L'intention derrière cette mesure était qu'une fois complétée, il serait possible de maintenir une continuité commerciale entre les 3 phases du projet bien qu'il s'agisse de 3 bâtiments autonomes.

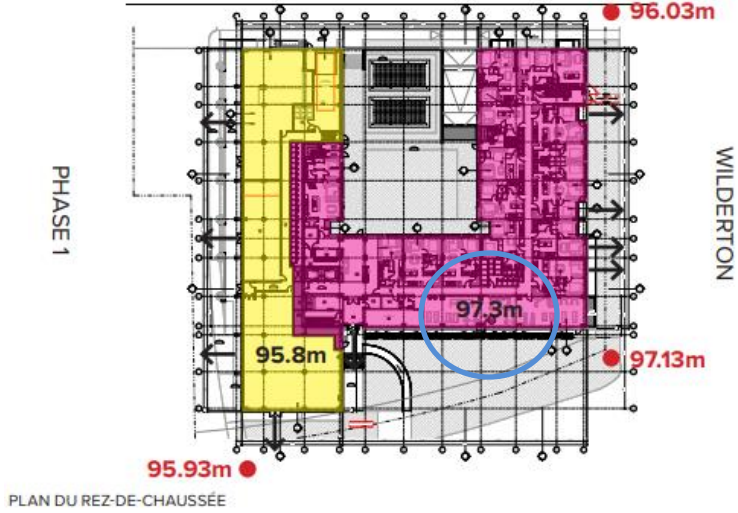
Toutefois, pour le site de la phase 3, la cote altimétrique la plus basse se situe à 93.75 m. au-dessus du niveau de la mer, alors que la plus haute se trouve à 97.13 m., soit une différence de 3.38 m.

PROJET

- Article 14 = 95,3 + 0.5 = 95.8 m = Hauteur du rdc à respecter
- Le rez-de-chaussée, sur Van Horne, rencontre cette exigence
- Toutefois, si ce niveau est maintenu, pour toute la surface du rdc, cette dalle se situerait sous le niveau normal du sol à l'intersection de Van Horne et Wilderton là où la cote a été mesurée à 97.13 m
- Ceci voudrait dire que certaines sections du bâtiment se trouveraient à 1.33 m (97.13 m - 95.8 m) sous le niveau du sol, où selon le règlement certain logement seraient considérés en sous-sol

Il apparait cohérent d'avoir établi la hauteur du rez-de-chaussée des commerces en adéquation avec le niveau de la rue. Un niveau de dalle de 97,3 m pour la fonction résidentielle apparait optimal pour une meilleure intégration au site.

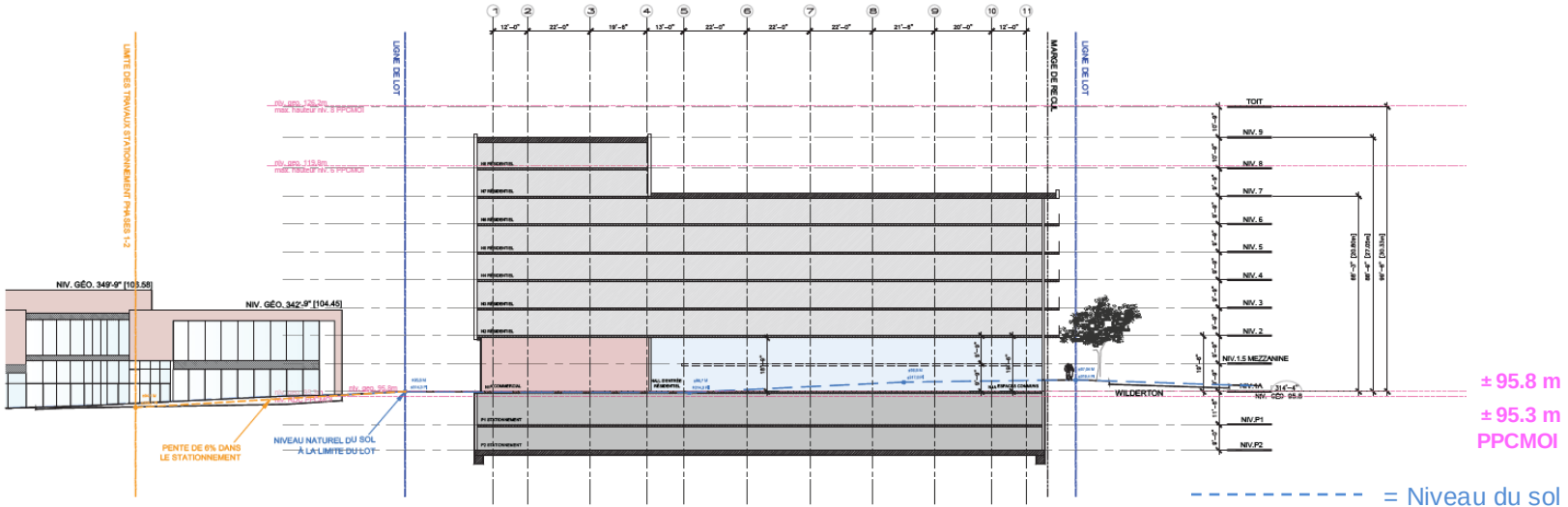




ÉLÉVATION – ARTICLE 14 DU PP-93

SCENARIO ANTERIEUR

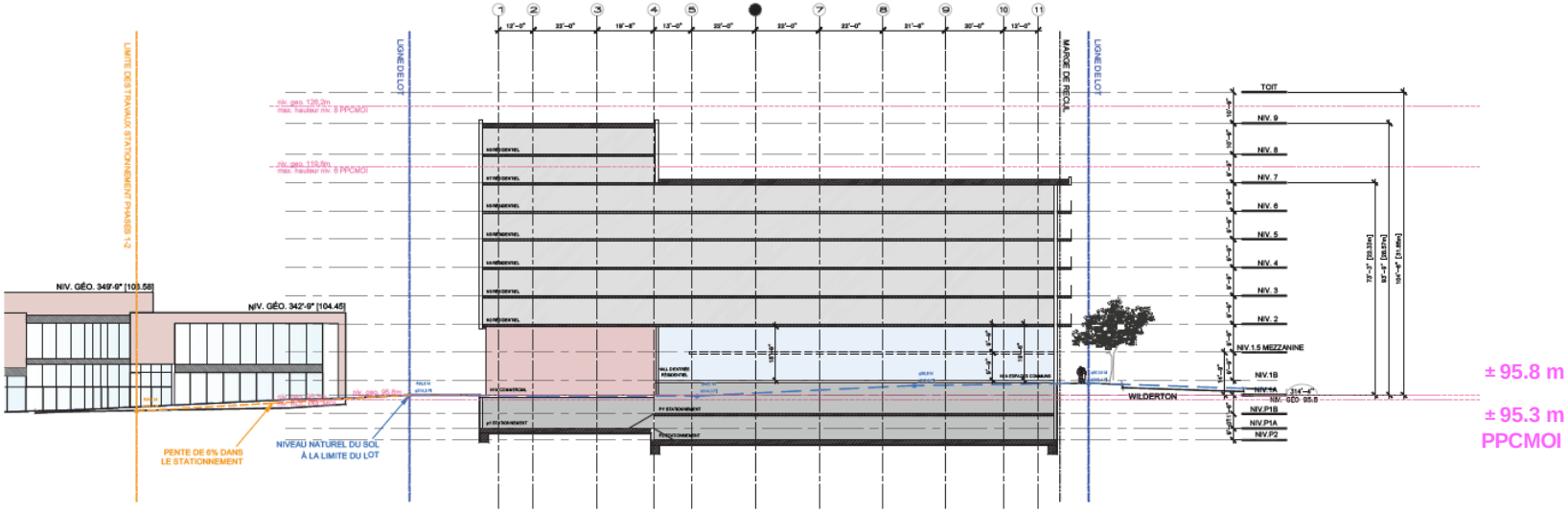
Le niveau du rez-de-chaussée suit le niveau géodésique de 95.8 m (95.3 + 0.5 m)
tel que prescrit par le PP-93



ÉLÉVATION – ARTICLE 14 DU PP-93

SCENARIO ACTUEL

Le niveau du rez-de-chaussée suit le niveau du sol et/ou le niveau demandé par la dérogation mineure soit 97.3 m



ANALYSE DAUM

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

CRITÈRES D'ANALYSE

Règlement RCA02 17006 (Article 3)

Une dérogation mineure à ces règlements ne peut être accordée que si toutes les conditions suivantes sont respectées :

	Conditions	O/N	Commentaires
a)	Supprimé		S/O
b)	application des dispositions visées par la demande de dérogation mineure a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant de la demande;	O	La cote altimétrique la plus basse se situe à 93.75 m au-dessus du niveau de la mer, alors que la plus haute se trouve à 97.13 m, soit une différence de 3.38. Conséquemment, le seuil ciblé par le PP-93 pour la totalité du site (95.8 m) crée des conditions inadéquates puisqu'il entre en conflit avec la topographie réelle du site.
c)	la demande doit respecter les objectifs du plan d'urbanisme;	O	La demande respecte les objectifs du plan d'urbanisme.
d)	la dérogation mineure ne porte pas atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;	O	La demande ne porte pas atteinte à la jouissance par les propriétaires voisins, de leur droit de propriété.
e)	Supprimé		S/O
f)	dans le cas où les travaux sont en cours ou déjà exécutés, le requérant a obtenu un permis de construction pour ces travaux et les a effectués de bonne foi.	O	Les travaux de construction du nouveau bâtiment n'ont pas débutés.

RECOMMANDATION

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

La direction est FAVORABLE pour les raisons suivantes :

- Considérant que l'application de la norme rendrait certains logements non conformes puisqu'ils seraient considérés aménagés au niveau du sous-sol;
- Considérant que des logements de plain-pied offrent une résilience et une qualité supérieure;
- Considérant que la demande rencontre les conditions selon lesquelles une dérogation mineure peut être accordées.

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

Séance publique, mercredi le 19 mars 2025

5160, boul. Décarie, 6e étage, salle Côte-des-Neiges

Extrait du procès-verbal

4.10 2601-2607, avenue Van Horne (lot 6 174 199) - Dérogation mineure

Étudier conformément au Règlement sur les dérogations mineures (RCA02 17006), une demande de dérogation à la hauteur du rez-de-chaussée, prescrit par l'article 14 du PP-93, afin de permettre la construction d'un bâtiment mixte isolé de 8 étages et 199 logements situé au 2601-2607, avenue Van Horne - dossier relatif à la demande d'autorisation 3003470494.

Présentation : Patrick Bouffard, chef d'équipe – conseiller en aménagement

DESCRIPTION DU PROJET

Une demande de dérogation mineure, visant à autoriser la construction d'un bâtiment de 8 étages, dont la hauteur du rez-de-chaussée déroge à la hauteur maximale autorisée par le PP-93 a été déposée à la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité le 2024-09-23.

Le bâtiment concerné est situé au 2601 à 2607 avenue, Van Horne sur le lot 6 174 199 dans une zone autorisant l'usage C.4B (Commerces et services en secteur de moyenne intensité) et H (habitation), et déroge la hauteur maximale autorisée pour un rez-de-chaussée prescrit par l'article 14 du PP-93 établi à 95.3 m. avec une variation de 0.5 m. au-dessus du niveau de la mer.

Dans le cadre du PP-93, qui autorise le redéveloppement du centre commercial Wilderton, des niveaux ont été établis pour les rez-de-chaussée des futurs bâtiments.

L'intention derrière cette mesure était qu'une fois complétée, il serait possible de maintenir une continuité commerciale entre les 3 phases du projet bien qu'il s'agisse de 3 bâtiments autonomes. Cependant, le terrain possède la caractéristique distinctive d'être fortement en pente. Pour le site de la phase 3, la cote altimétrique la plus basse se situe à 93.75 m. au-dessus du niveau de la mer, alors que la plus haute se trouve à 97.13 m., soit une différence de 3.38 m.

Conséquemment, le seuil ciblé au PP-93 pour la totalité du rez-de-chaussée (95.3 m. ± 0.5 m. au-dessus du niveau de la mer) crée des conditions inadaptées au site, car il entre en conflit avec la topographie réelle du terrain.

La dérogation vise à autoriser une hauteur du rez-de-chaussée à 97.3 m, avec une variation de ± 0.5 m, au-dessus du niveau de la mer.

Les détails du projet sont disponibles à même les documents d'analyse et de présentation utilisés par la Division.

MISE EN GARDE : Le présent extrait est produit pour la commodité du lecteur et son contenu est passible de changements lors de l'approbation du procès-verbal par le comité.

ANALYSE DE LA DIVISION

Après étude des documents présentés, la Division de l'urbanisme conclut que la proposition est conforme aux conditions du Règlement sur les dérogations mineures (RCA02 17006), et formule un avis favorable au projet pour les raisons suivantes:

- L'application de la norme rendrait certains logements non conformes puisqu'ils seraient considérés comme aménagés au niveau du sous-sol;
- Des logements de plain-pied offrent une résilience et une qualité supérieure;
- La demande rencontre les conditions selon lesquelles une dérogation mineure peut être accordée.

DÉLIBÉRATION DU COMITÉ

Les membres du comité sont en accord avec les observations et les conclusions de l'analyse présentées par la Division de l'urbanisme.

RECOMMANDATION DU COMITÉ

Le comité recommande d'approuver la demande.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

MISE EN GARDE : Le présent extrait est produit pour la commodité du lecteur et son contenu est passible de changements lors de l'approbation du procès-verbal par le comité.

Dossier # : 1253751013

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution visant à autoriser l'agrandissement sur un étage de la résidence unifamiliale jumelée située au 7325, avenue Dieppe, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

IL EST RECOMMANDÉ :

D'adopter, tel que soumis, le projet de résolution visant à autoriser l'agrandissement sur un étage de la résidence unifamiliale jumelée situé au 7325, avenue Dieppe, en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017).

De mandater la secrétaire d'arrondissement pour tenir une séance publique de consultation.

CHAPITRE I
TERRITOIRE D'APPLICATION

La présente résolution s'applique à la propriété située au 7325, avenue Dieppe et correspondant au lot # 2 174 686 du cadastre du Québec, tel qu'il est illustré sur le plan intitulé « Territoire d'application » de l'annexe A de la présente résolution.

CHAPITRE II
AUTORISATIONS

Malgré la réglementation d'urbanisme applicable au territoire décrit à l'article 1, l'agrandissement du bâtiment est autorisé sur une superficie maximale de 100 m^2, sur une hauteur de 1 étage.

À cette fin, il est notamment permis de déroger à l'article 9, alinéa 2° suivant du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-276).

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues à la présente

résolution continue de s’appliquer.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2025-04-01 16:04

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

directeur(-trice) - arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1253751013

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution visant à autoriser l'agrandissement sur un étage de la résidence unifamiliale jumelée située au 7325, avenue Dieppe, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de projet particulier visant à autoriser l'agrandissement d'une résidence unifamiliale jumelée sur un étage pour l'immeuble situé au 7325, avenue Dieppe a été déposée à la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité le 27 février 2025. L'immeuble est situé dans le district Darlington et dans un secteur de valeur patrimoniale. Le projet est présenté en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017) puisque les travaux dérogent au nombre d'étage minimal prescrit au Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grace.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

N/A

DESCRIPTION

Mise en contexte
L'agrandissement proposé, d'une superficie d'environ 85 m², comprendra un garage, un vestibule, une salle de bain et une salle familiale avec accès direct à la cour arrière. L'objectif principal de ce projet est de répondre aux besoins d'espaces des occupants. L'agrandissement permettra d'améliorer la fonctionnalité et l'esthétique du bâtiment, tout en s'intégrant harmonieusement dans le paysage urbain environnant. Actuellement, la hauteur minimale exigée de la zone 0988 est de 2 étages. L'agrandissement proposé nécessite donc une autorisation pour permettre la construction d'un seul étage.

Architecture
Le projet sera examiné à une étape ultérieure du processus, après l'adoption du PPCMOI. L'analyse de la conception architecturale et de ses composantes sera effectuée conformément au règlement sur les Plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA). Cette analyse approfondie permettra de garantir que le projet respecte les normes esthétiques et fonctionnelles établies, tout en s'intégrant harmonieusement dans son environnement urbain.

Aménagement extérieur
Comme pour l'analyse de la conception architecturale, l'évaluation de l'aménagement extérieur sera effectuée conformément au règlement sur les Plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA). Cette analyse approfondie garantira que l'aménagement respecte les normes esthétiques et de verdissement établies, tout en s'intégrant harmonieusement dans son environnement urbain.

Dérogation au règlement d'urbanisme (01-276)

	PLAN D'URBANISME	ZONAGE ACTUEL	PROPOSÉ
SECTEUR / ZONE	16-05	0988	
AFFECTATION / USAGE	Résidentiel	Habitation (h1)	
HAUTEUR	-	- / Max 9m	
MARGES AVANT		Règles d'insertion	
ÉTAGES		Min 2 / max 2	1 étage (agrandissement)
DENSITÉ		Min 1.0 / max 3.0	
VERDISSEMENT		35 % de verdissement en pleine terre	

Les détails du projet sont inclus dans le document de présentation joint au présent dossier décisionnel.

JUSTIFICATION

La Direction recommande l'adoption de ce projet de résolution pour les raisons suivantes :

- le projet respecte les objectifs du plan d'urbanisme;
- le projet contribue à bonifier la qualité du milieu dans lequel il s'insère et respecte les critères d'évaluation applicables.

Le 2025-03-19, le comité consultatif d'urbanisme (CCU) a recommandé d'approuver le projet - voir l'extrait du procès-verbal ci-joint.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

N/A

MONTRÉAL 2030

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

N/A

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Tenue d'une assemblée publique de consultation annoncée par une affiche sur l'immeuble et publication d'un avis sur le site internet de l'arrondissement, conformément à la Loi.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis du comité consultatif d'urbanisme (CCU)	
Adoption du projet de résolution par le conseil d'arrondissement (CA)	
Consultation	
Adoption, avec ou sans changement, du second projet de résolution par le conseil d'arrondissement (CA)	
Période pour demande d'approbation référendaire	
Adoption finale de la résolution par le conseil d'arrondissement (CA)	
Processus référendaire, si requis, ou entrée en vigueur de la résolution	

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Ce projet de règlement est conforme à la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4) et à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (RLRQ., c. A-19.1). À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Isabelle S GAUTHIER
conseiller(-ere) en amenagement

Tél : - -
Télécop. : -

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-03-20

Sébastien MANSEAU
chef(fe) de division - urbanisme (arrondissement)

Tél : 514-872-1832
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Samir ADMO

directeur(-trice)-amenag.urbain et serv. entreprises (arr.)
Tél : 514-924-6071
Approuvé le : 2025-03-24

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1253751013

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Direction
Objet :	Adopter une résolution visant à autoriser l'agrandissement sur un étage de la résidence unifamiliale jumelée située au 7325, avenue Dieppe, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

ANNEXE A
TERRITOIRE D'APPLICATION

1253751013_Dieppe_7325_Annexe A.pdf

EXTRAIT DU PV DU CCU du 19 mars 2025

2025-03-19_4.05_Extrait PV_7325, avenue de Dieppe.pdf

ANALYSE DE LA DAUM

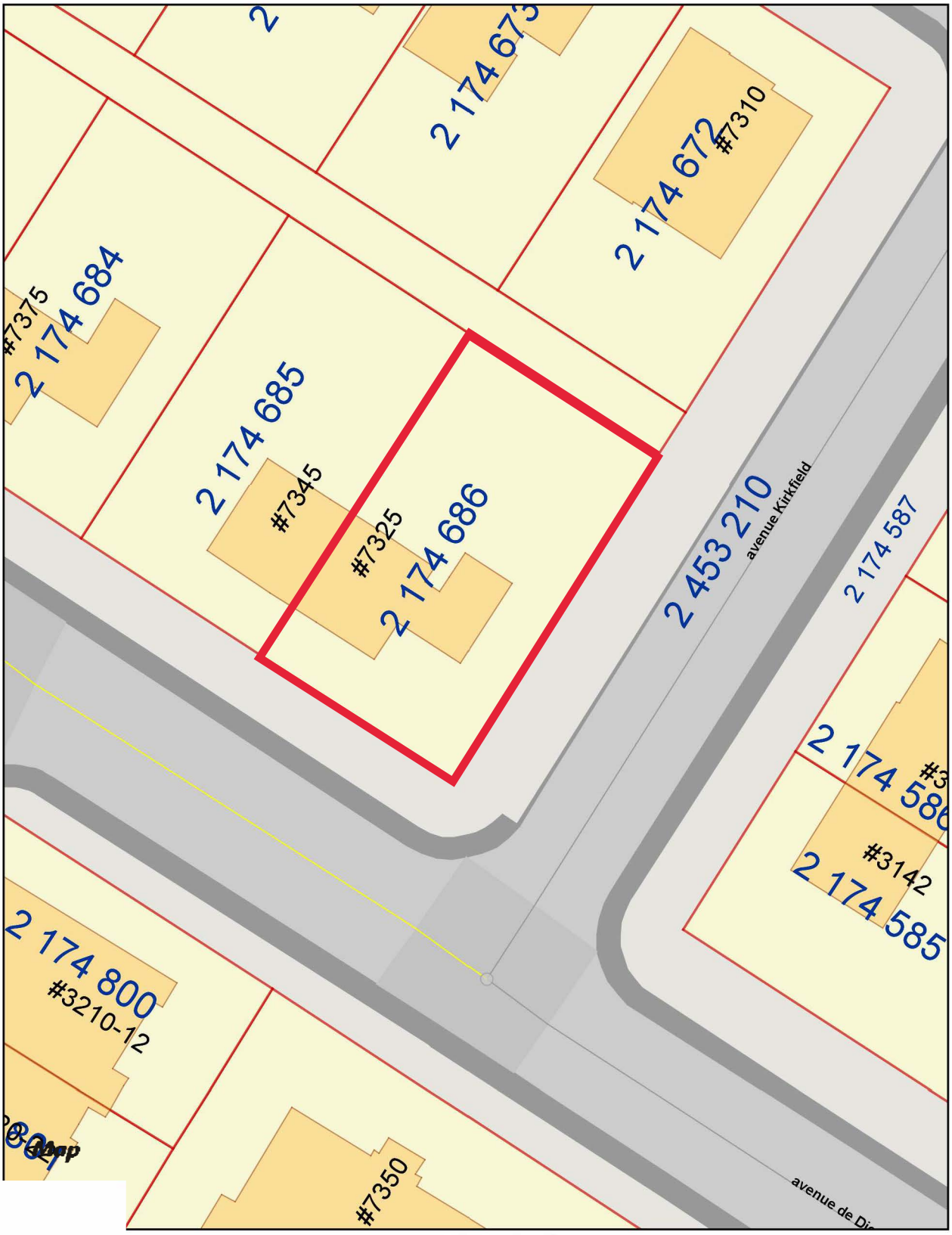
1253751013_Dieppe_7325_Analyse.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Isabelle S GAUTHIER
conseiller(-ere) en amenagement

Tél : - -
Télécop. : -

ANNEXE A - TERRITOIRE D'APPLICATION
DOSSIER 1253751013



Territoire d'application:

Limite d'arrondissement :

1:420

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

Séance publique, mercredi le 19 mars 2025

5160, boul. Décarie, 6e étage, salle Côte-des-Neiges

Extrait du procès-verbal

4.5 7325, avenue de Dieppe - PPCMOI

Étudier, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017), une demande de projet particulier visant à autoriser l'agrandissement du bâtiment résidentiel jumelé sur un étage pour l'immeuble situé au 7325, avenue de Dieppe - dossier relatif à la demande 3003504837.

Présentation : Isabelle Gauthier, conseillère en aménagement

DESCRIPTION DU PROJET

Une demande de projet particulier visant à autoriser l'agrandissement d'un bâtiment résidentiel jumelé sur un étage pour l'immeuble situé au 7325, avenue Dieppe a été déposée à la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité le 27 février 2025. L'immeuble est situé dans le district Darlington et est soumis à des normes B. Le projet est présenté en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017) puisque les travaux dérogent au nombre d'étage minimal prescrit au Règlement d'urbanisme (01-276).

Les détails du projet sont disponibles à même les documents d'analyse et de présentation utilisés par la Division.

ANALYSE DE LA DIVISION

Après étude des documents présentés, la direction conclut que le projet est conforme au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA 02 17017) de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce et formule un avis favorable.

DÉLIBÉRATION DU COMITÉ

Les membres du comité sont en accord avec les observations et les conclusions de l'analyse présentées par la Division de l'urbanisme.

MISE EN GARDE : Le présent extrait est produit pour la commodité du lecteur et son contenu est passible de changements lors de l'approbation du procès-verbal par le comité.

RECOMMANDATION DU COMITÉ

Le comité recommande d’approuver la demande.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

MISE EN GARDE : Le présent extrait est produit pour la commodité du lecteur et son contenu est passible de changements lors de l'approbation du procès-verbal par le comité.

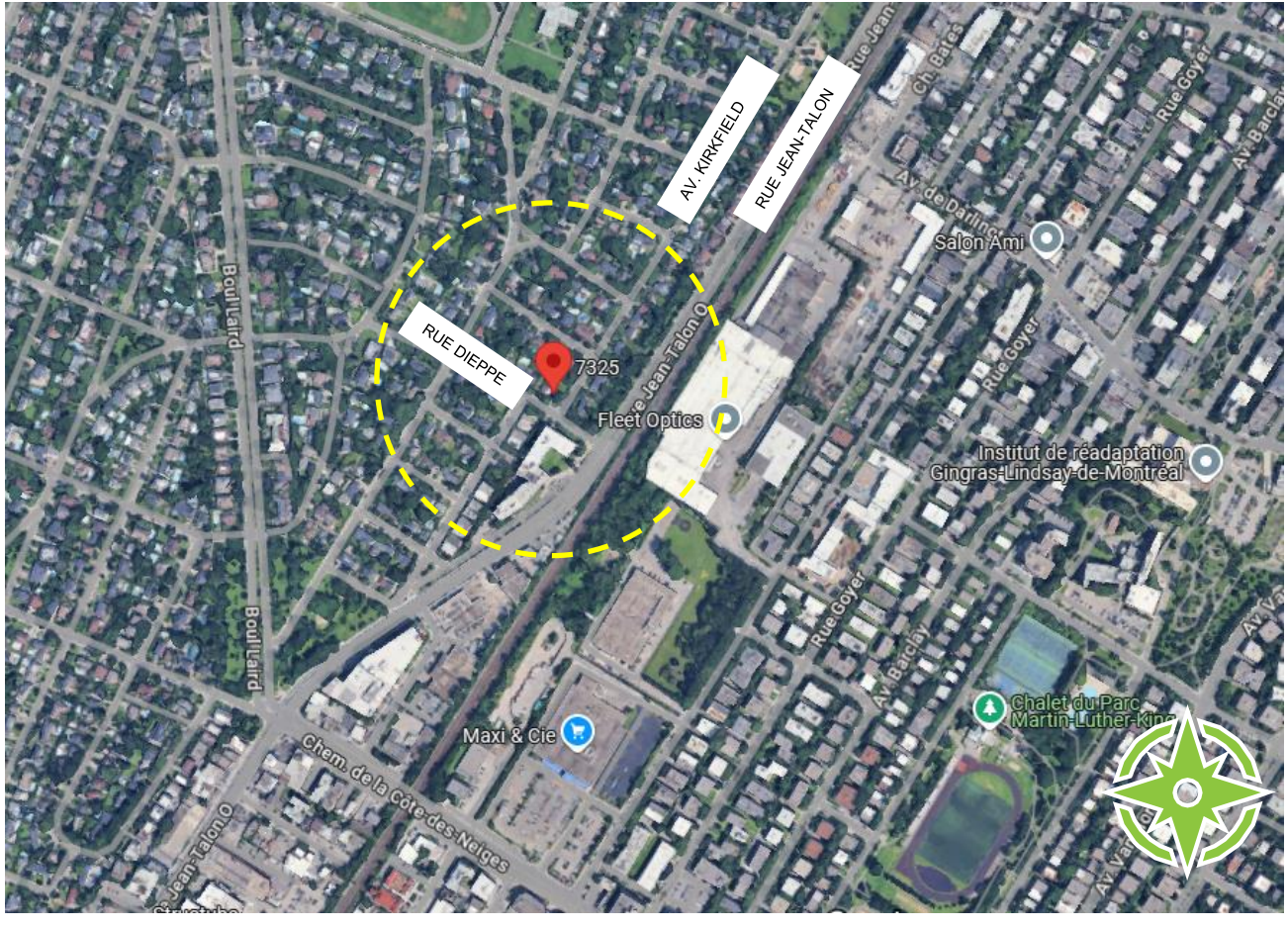
COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

DEMANDE D'APPROBATION PAR PPCMOI – **7325 DIEPPE** (LOT 2174686)

Étudier, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017), une demande de projet particulier visant à autoriser l'agrandissement du bâtiment résidentiel jumelé sur un étage pour l'immeuble situé au 7325, avenue Dieppe - dossier relatif à la demande 3003504837.

2024/03/19

LOCALISATION



- District Darlington
- Zonage 0988
- Secteur à normes B
- Construction 1947

IMMEUBLE

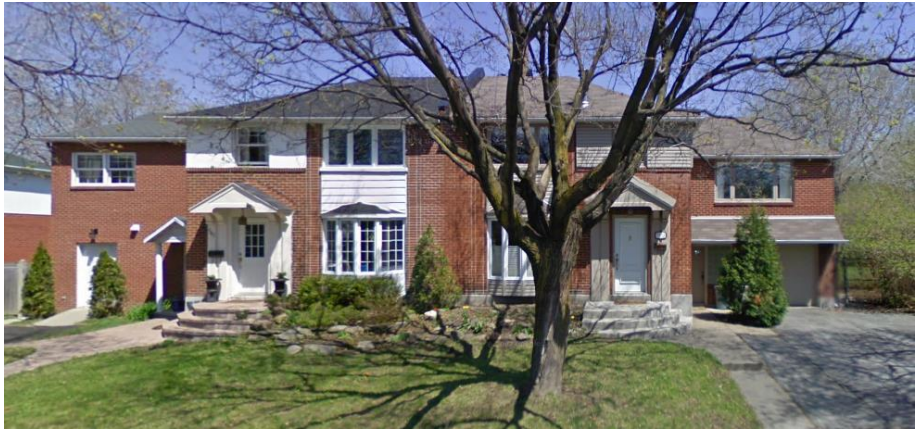


7325, avenue de Dieppe

7325 DIEPPE (lot 2174686)

- Bâtiment jumelé deux étages construit en 1947.
- Revêtement extérieur : Brique
- Occupation : résidentiel

BÂTIMENTS VOISINS



7385, 7375 avenue de Dieppe



7345, 7325 avenue de Dieppe



avenue de Dieppe et Kirkfield

BÂTIMENTS VOISINS

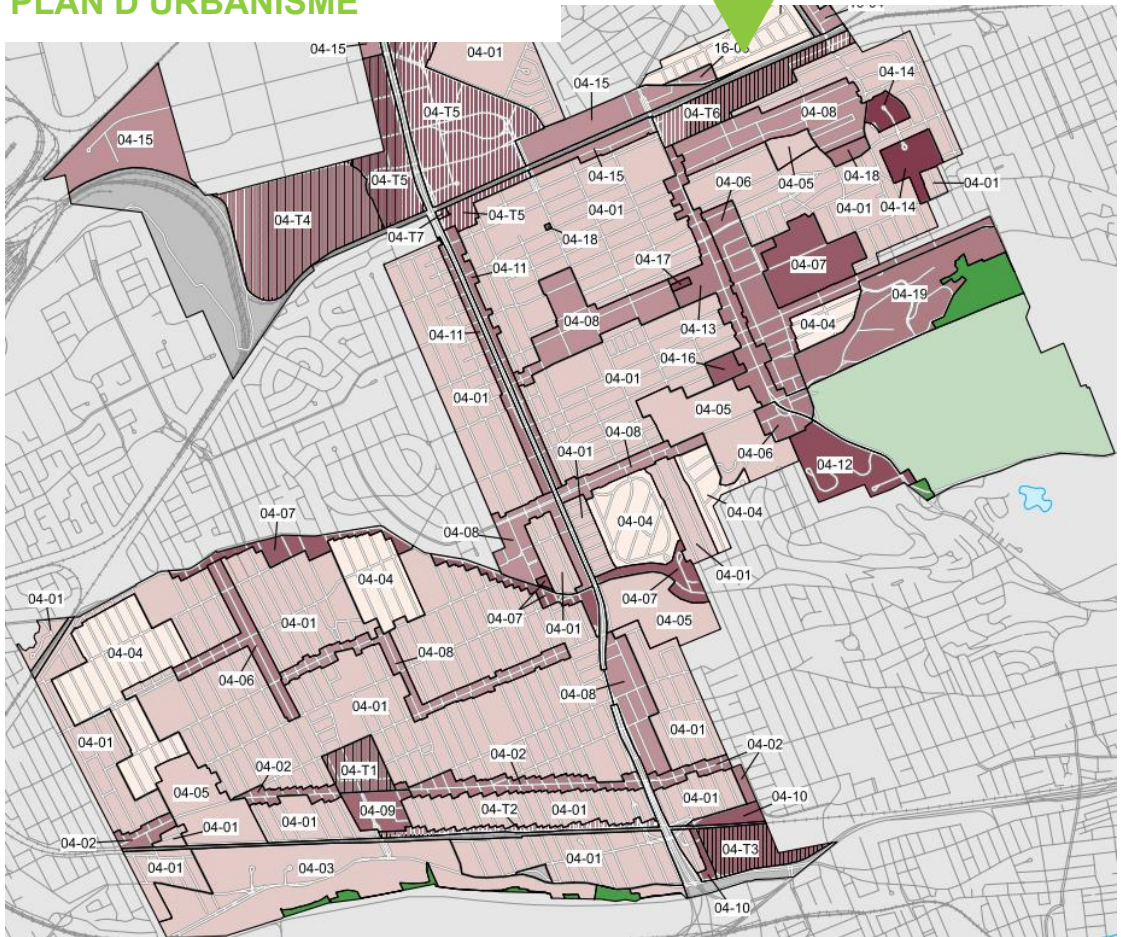


7350 avenue de Dieppe



3210 avenue de Falaise

CONTEXTE RÈGLEMENTAIRE - PLAN D'URBANISME



Secteur 16-05 :

- bâti de un à trois étages hors-sol;
- implantation isolée ou jumelée;
- taux d'implantation au sol faible ou moyen.

La densité de construction

Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce

Densité
Forte
Faible

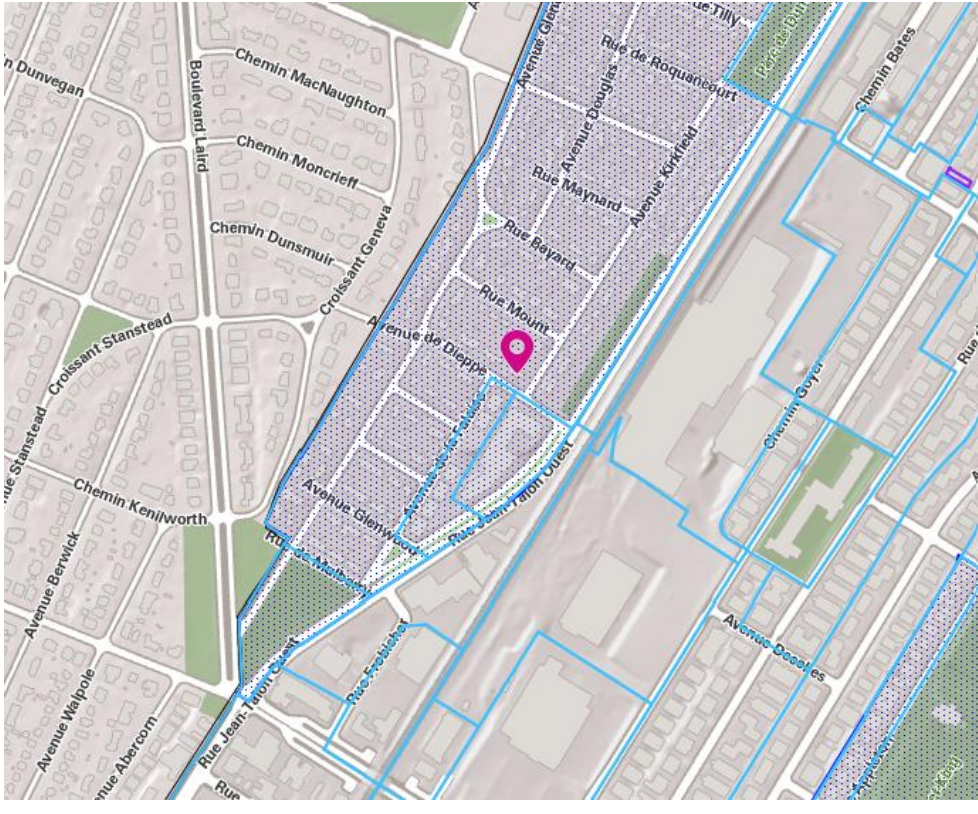
Non applicable
Conservation
Grand espace vert ou parc riverain
04-01 Numéro du secteur
Secteur à transformer ou à construire
Limite d'arrondissement

Plan d'urbanisme

Montréal

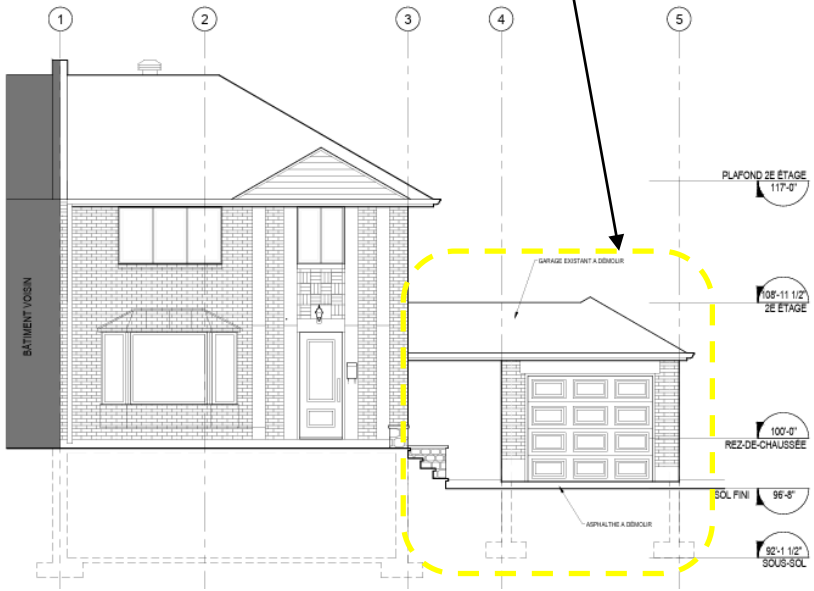
CONTEXTE RÈGLEMENTAIRE - RÈGLEMENT 01-276

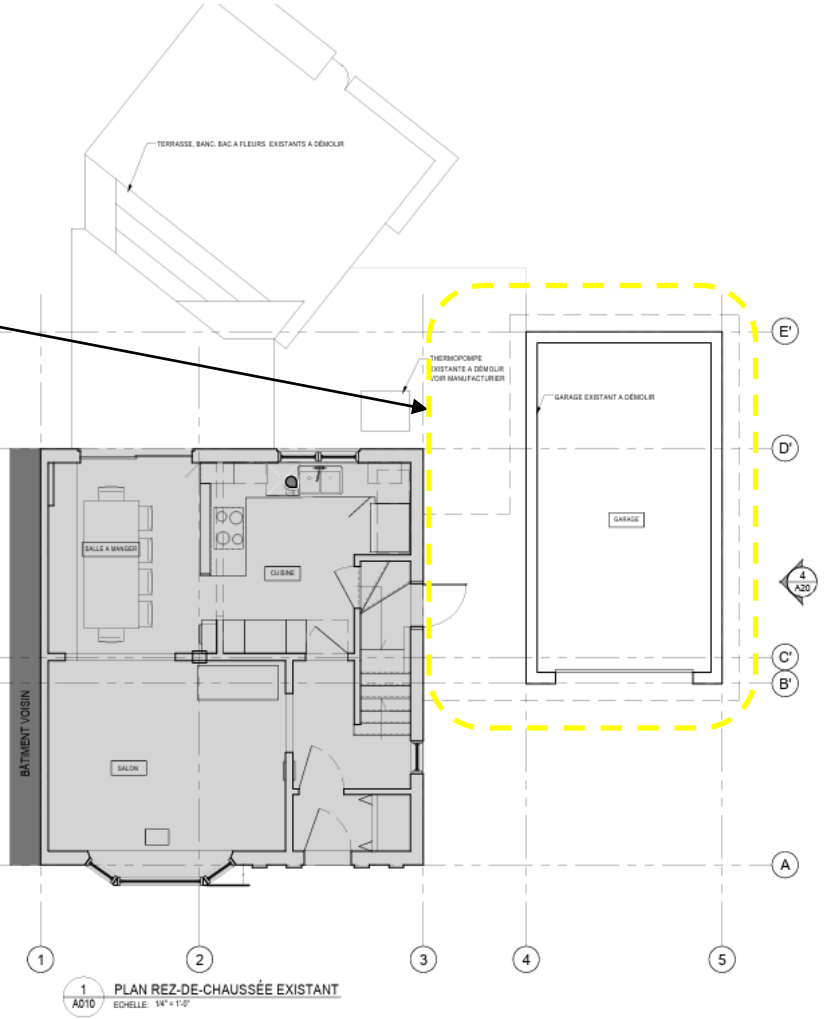
Zone :	0988
Usage :	Usage principal : H1
Hauteur :	Étage min. 2 – max. 2 (9 m. max.)
Mode d'implantation :	isolé, jumelé
Taux d'implantation :	min : - / max : 50 %
Densité	min : - / max : -
Taux verdissement (pleine terre)	35% min
Marges requises	-marge avant : - -marge latérale : 1,5 m -marge arrière : 3 m
Proximité transport commun structurant	oui
Secteur significatif :	Normes B



IMMEUBLE EXISTANT

PARTIE À DÉMOLIR
SUPERFICIE : 23M²
HAUTEUR : 3,7M





PROJET – PERSPECTIVE PROPOSÉE



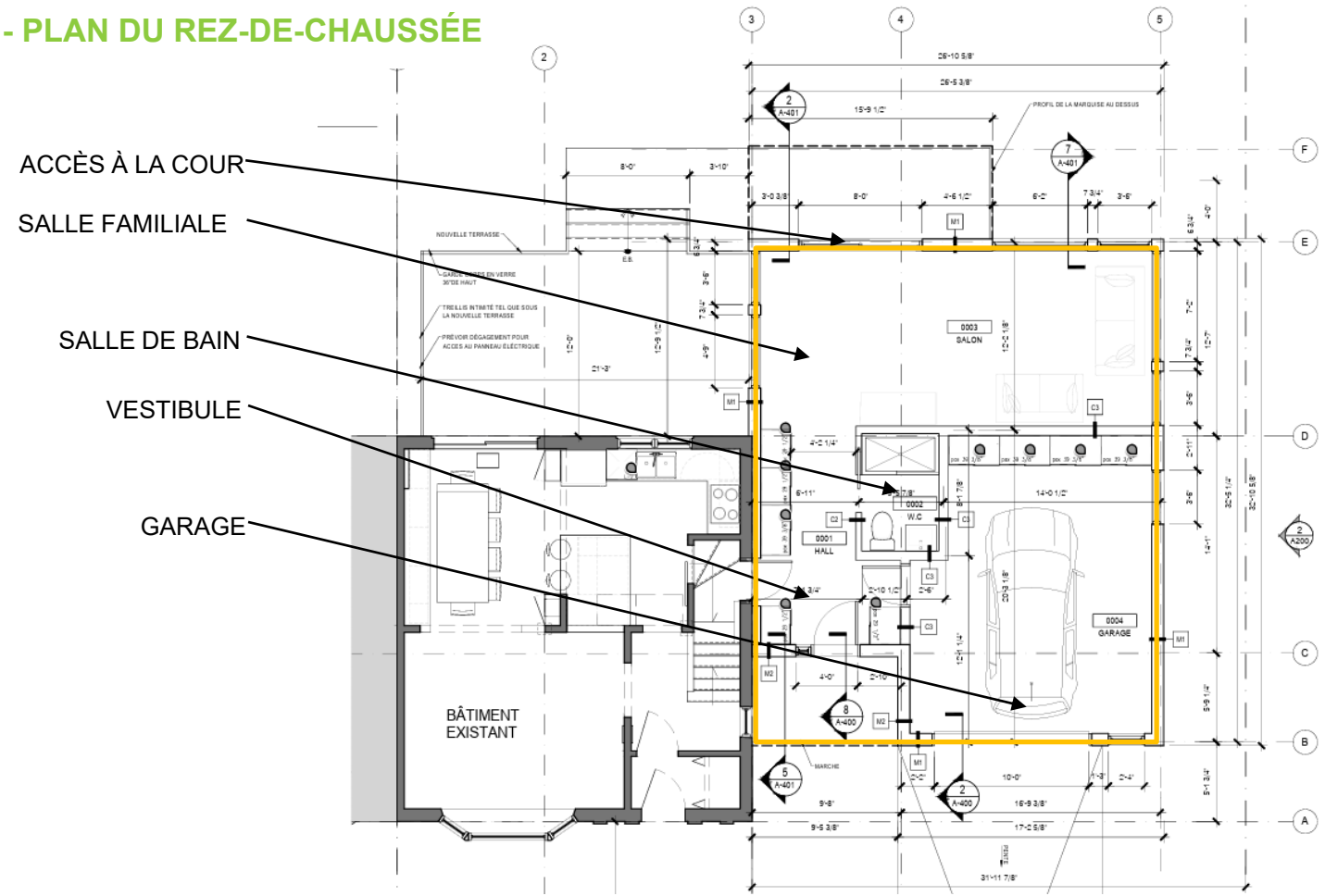
VUE AVANT

AGRANDISSEMENT D'UN ÉTAGE
SUPERFICIE: 80M²
HAUTEUR: 4,6M

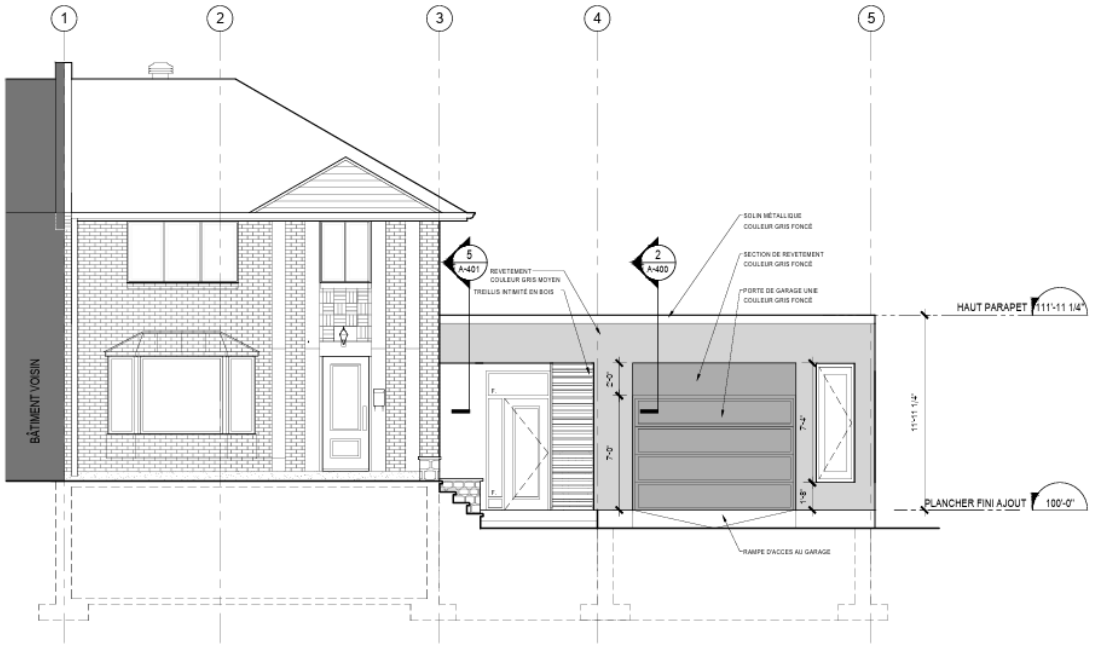


VUE ARRIÈRE

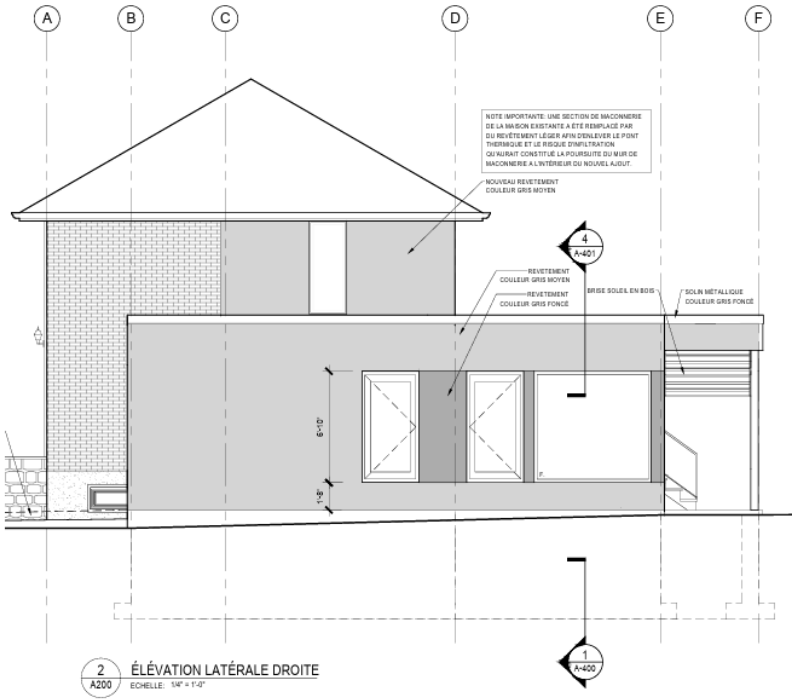
PROJET - PLAN DU REZ-DE-CHAUSSÉE



PROJET - ÉLÉVATION VUE DE LA RUE



4 A200 ÉLÉVATION PRINCIPALE
ÉCHELLE: 1/4" = 1'-0"



2 A200 ÉLÉVATION LATÉRALE DROITE
ÉCHELLE: 1/4" = 1'-0"

DÉROGATIONS

	PLAN D'URBANISME	ZONAGE ACTUEL	PROPOSÉ
SECTEUR / ZONE	16-05	0988	
AFFECTATION / USAGE	RÉSIDENTIEL	**Habitation (H1)**	
HAUTEUR	-	- / Max 9m	
MARGES AVANT		Règles d'insertion	
ÉTAGES		Min 2 / Max 2	1 étage (agrandissement)
DENSITÉ		Min 1.0 / Max 3.0	
VERDISSEMENT		35 % de verdissement en pleine terre	

ANALYSE DAUSE

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

ANALYSE SELON LES CRITÈRES PPCMOI

CRITÈRES	ANALYSE	COMMENTAIRES
SECTION IV **Article 9**		
1° Participer à la création d'un quartier complet		
a) le projet propose une densité en adéquation avec l'offre existante et projetée du quartier en équipements, infrastructures et institutions;	**Respecté**	
b) le projet est structurant et participe au rayonnement du quartier en cohérence avec les orientations municipales pour le secteur;	**Respecté**	
2° Contribuer à rehausser la qualité du paysage		
a) le projet renforce la cohérence morphologique de la trame de rue, du cadre bâti et des modes d'implantation existants;	**Respecté**	Situé sur un coin de rue, l'agrandissement d'un seul étage s'intègre parfaitement dans cette situation. En optant pour une structure d'un étage plutôt que deux, le projet maintient la prédominance du volume principal du bâtiment. Cette approche permet de préserver l'ouverture et la convivialité de l'espace public, tout en offrant aux résidents et aux passants une transition douce entre l'intérieur et l'extérieur.
b) le projet assure une intégration paysagère et architecturale harmonieuse avec les caractéristiques significatives de son contexte d'insertion;	**Respecté**	
d) le projet saisit les opportunités particulières du site en établissant un dialogue avec l'espace public et en favorisant l'appropriation des lieux extérieurs;	**Respecté**	
e) le projet met à contribution l'aménagement paysager pour assurer l'organisation et l'intégration d'une aire de stationnement, de chargement, d'entreposage ou de manutention;	**Respecté**	
f) le projet préserve et met en valeur les caractéristiques significatives du cadre naturel, notamment celles rattachées à la topographie, à l'hydrographie et au couvert végétal, et évite ou minimise l'abattage d'arbres;	**Respecté**	

POINT FORT DU PROJET

- **Intégration harmonieuse dans le quartier** : Le projet propose un agrandissement d'un seul étage, remplaçant une construction existante qui faisait déjà un étage. Celui-ci s'intègre parfaitement dans le tissu urbain existant.

- **Parti architectural et formes géométriques** : Le parti architectural contemporain de l'agrandissement se manifeste par l'intégration de grandes baies vitrées et de formes géométriques simples. Les lignes épurées et les formes géométriques confèrent une esthétique moderne et élégante. Cette approche permet de moderniser l'apparence de la maison tout en respectant son caractère d'origine.

RECOMMANDATION

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Après étude des documents présentés, la direction conclut que le projet est conforme au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017) de l'arrondissement de Côte-des-Neiges—Notre-Dame-de-Grâce et formule un avis **FAVORABLE**.

Dossier # : 1253751003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution approuvant un projet particulier visant à autoriser la fusion de deux logements situés au 4528 et 4530 avenue Mayfair, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

ATTENDU QUE le projet de résolution approuvant le projet particulier PP-146 visant à autoriser la fusion de deux logements situés au 4528 et 4530 avenue Mayfair, a été adopté à la séance ordinaire tenue le 10 mars 2025, conformément aux articles 124 et 145.38 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (RLRQ, c. A-19.1) ci-après désignée « la LAU »;

ATTENDU QU'une affiche a été placée le 18 mars 2025 dans un endroit bien en vue sur l'emplacement visé par la demande, de manière à annoncer la nature de celle-ci et le lieu où toute personne intéressée peut obtenir les renseignements relatifs au projet particulier, conformément à l'article 145.39 de la LAU;

ATTENDU QU'une assemblée publique de consultation sur le projet de résolution a été tenue le 25 mars 2025, conformément aux articles 125 et 145.38 de la LAU et que les personnes et organismes désirant s'exprimer ont été entendus.

ATTENDU QUE la correction des articles 3 et 4 a été effectuée afin de modifier une coquille et de préciser une condition relative au projet de transformation et d'occupation d'un immeuble.

IL EST RECOMMANDÉ :

D'adopter, avec changement, le second projet de résolution approuvant le projet particulier PP-146 visant à autoriser la fusion de deux logements situés au 4528 et 4530 avenue Mayfair, en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017).

CHAPITRE I

TERRITOIRE D'APPLICATION

1. La présente résolution s'applique à la propriété située au 4528 & 4530, avenue Mayfair correspondant aux lots 3 320 368 & 3 320 369 du cadastre du Québec, tel qu'il est illustré

sur le plan intitulé « Territoire d'application » de l'annexe A de la présente résolution.

CHAPITRE II

AUTORISATIONS

2. Malgré la réglementation d'urbanisme applicable au territoire décrit à l'article 1, la transformation des bâtiments est autorisée conformément aux conditions énoncées à la présente résolution.

3. À cette fin, il est notamment permis de déroger à l'article 137.1 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-276), afin d'autoriser la fusion de deux bâtiments unifamiliaux jumelés.

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues à la présente résolution continue de s'appliquer.

CHAPITRE III

CONDITIONS RELATIVES AU PROJET DE TRANSFORMATION ET D'OCCUPATION D'UN IMMEUBLE

4. La réalisation du projet de transformation et d'occupation de l'immeuble soit soumise au respect des conditions suivantes :

a) Le délai pour déposer une demande de permis de transformation complète et conforme à la réglementation et à la présente résolution est de 24 mois à partir de son entrée en vigueur. Passé ce délai, la résolution est réputée nulle et non avenue.
b) Une demande de permis de lotissement afin de remembrer en un seul lot les propriétés décrites à l'annexe A doit être délivrée avant que le permis de transformation ne soit délivré.
c) L'allée d'accès et le stationnement sur la propriété située au 4530, Mayfair doivent être retirés et remplacés par du verdissement et/ou des plantations, incluant au moins un arbre à grand déploiement.
d) L'entrée charretière doit être désaffectée.
e) L'ensemble des fenêtres coulissantes sur les façades et les murs latéraux doivent être remplacées afin de s'harmoniser avec les fenêtres à guillotine.

ANNEXE A

Territoire d'application

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2025-04-02 10:09

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

directeur(-trice) - arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1253751003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution approuvant un projet particulier visant à autoriser la fusion de deux logements situés au 4528 et 4530 avenue Mayfair, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

CONTENU

CONTEXTE

Les corrections suivantes ont été apportées aux articles 3 et 4 du projet de règlement. Ces modifications visent des corrections de coquilles et une précision sur une condition aux conditions.

Article 3

« 3. À cette fin, il est notamment permis de déroger à l'article 137.1 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-276), afin d'autoriser la fusion de deux bâtiments unifamiliales jumelés. »

On devrait corriger le paragraphe visé et lire le texte comme suit :

« À cette fin, il est notamment permis de déroger à l'article 137.1 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-276), afin d'autoriser la fusion de deux bâtime nts unifamiliaux ju melés. »

Article 4, paragraphe e)

Proposition d'ajouter le paragraphe 5 à la suite du paragraphe 4 et lire le texte comme suit :

« e) L'ensemble des fenêtres coulissantes doit être remplacé afin de s'harmoniser avec les fenêtres à guillotine. »

On devrait corriger le paragraphe visé et lire le texte comme suit :

« L'ensemble des fenêtres coulissante s sur les façades et les murs latéraux doivent être remplacées af in de s'harmoniser avec les fenêtres à guillotine. »

À la suite de la consultation, aucune modification n'a été apportée à la résolution.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mathieu LETARTE
conseiller(-ere) en amenagement

000-0000
Tél :
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES ADDENDA AU DOSSIER

Dossier # : 1253751003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de l'urbanisme
Objet :	Adopter une résolution approuvant un projet particulier visant à autoriser la fusion de deux logements situés au 4528 et 4530 avenue Mayfair, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

Extrait de l'assemblée de consultation publique tenue le 26 mars 2025

Extrait CP - PP-146.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mathieu LETARTE
conseiller(-ere) en amenagement

Tél : 000-0000
Télécop. : 000-0000

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

CONSULTATION PUBLIQUE DU 26 MARS 2025

PROJET	**PROJET DE RÉSOLUTION CA25 170054**
OBJET DU RÈGLEMENT:	**Projet de résolution CA25 170054 approuvant le projet particulier PP-146 visant à autoriser la fusion de deux logements situés au 4528 et 4530 avenue Mayfair, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).**
DOSSIER :	**1253751003**
ASSISTANCE :	**1 personne**

EXTRAIT DE L'ASSEMBLÉE PUBLIQUE DE CONSULTATION TENUE LE 26 MARS 2025, À 18 H 30, AU 5160, BOULEVARD DÉCARIE, REZ-DE-CHAUSSÉE, SALLE DU CONSEIL, À MONTRÉAL, PRÉSIDÉE PAR MADAME MAGDA POPEANU

8. Présentation par Mathieu Letarte, conseiller en aménagement, du projet de résolution approuvant le projet particulier PP-146 visant à autoriser la fusion de deux logements situés au 4528 et 4530 avenue Mayfair, en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017).

La présentation est jointe en annexe du présent compte rendu.

9. Période de questions et commentaires du public

Aucune question, aucun commentaire.

ANNEXE

PRÉSENTATION

Projet de résolution approuvant le projet particulier PP-146 visant à autoriser la fusion de deux logements situés au 4528 et 4530 avenue Mayfair, en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017).

ASEEMBLÉE PUBLIQUE DE CONSULTATION

PP-146

PPCMOI – **4528-4530, avenue Mayfair**

Étudier, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017), une demande de projet particulier visant à autoriser la fusion de 2 immeubles situés au 4528 et 4530, avenue Mayfair - dossier relatif à la demande 3003491580.

2025/03/26

Salle du Conseil - 5160, boulevard Décarie RDC

PROCÉDURE DE PROJET PARTICULIER (PPCMOI)

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

QU'EST-CE QU'UN PPCMOI?

PPCMOI pour **P**rojet **P**articulier de **C**onstruction, de **M**odification ou d'**O**ccupation d'un **I**mmeuble

C'est une **résolution** du Conseil d'arrondissement qui autorise les paramètres dérogatoires d'un projet **à certaines conditions**

AVANTAGES DE CETTE APPROCHE

Permet d'exiger toute condition, eu égard aux compétences de la Ville, qui devront être remplies relativement à la réalisation du projet

Permet d'atteindre les objectifs du Plan d'urbanisme qui ne sont pas autrement imposés par des mesures réglementaires

Permet de soumettre le projet à un processus **d'approbation citoyenne**

CHEMINEMENT GÉNÉRAL DU PROJET

1. PROJET PARTICULIER (PPCMOI)

ÉTAPE PRÉSENTEMENT EN COURS

Le Conseil d'arrondissement détermine les paramètres du projet par résolution suite à une consultation publique et un processus d'approbation citoyenne.

2. APPROBATION DES PLANS (PIIA)

NON-REQUIS

Le comité consultatif d'urbanisme évalue les plans de construction selon les objectifs et les critères d'analyse prévu au PPCMOI, au règlement d'urbanisme et au plan d'implantation et d'intégration architecturale.

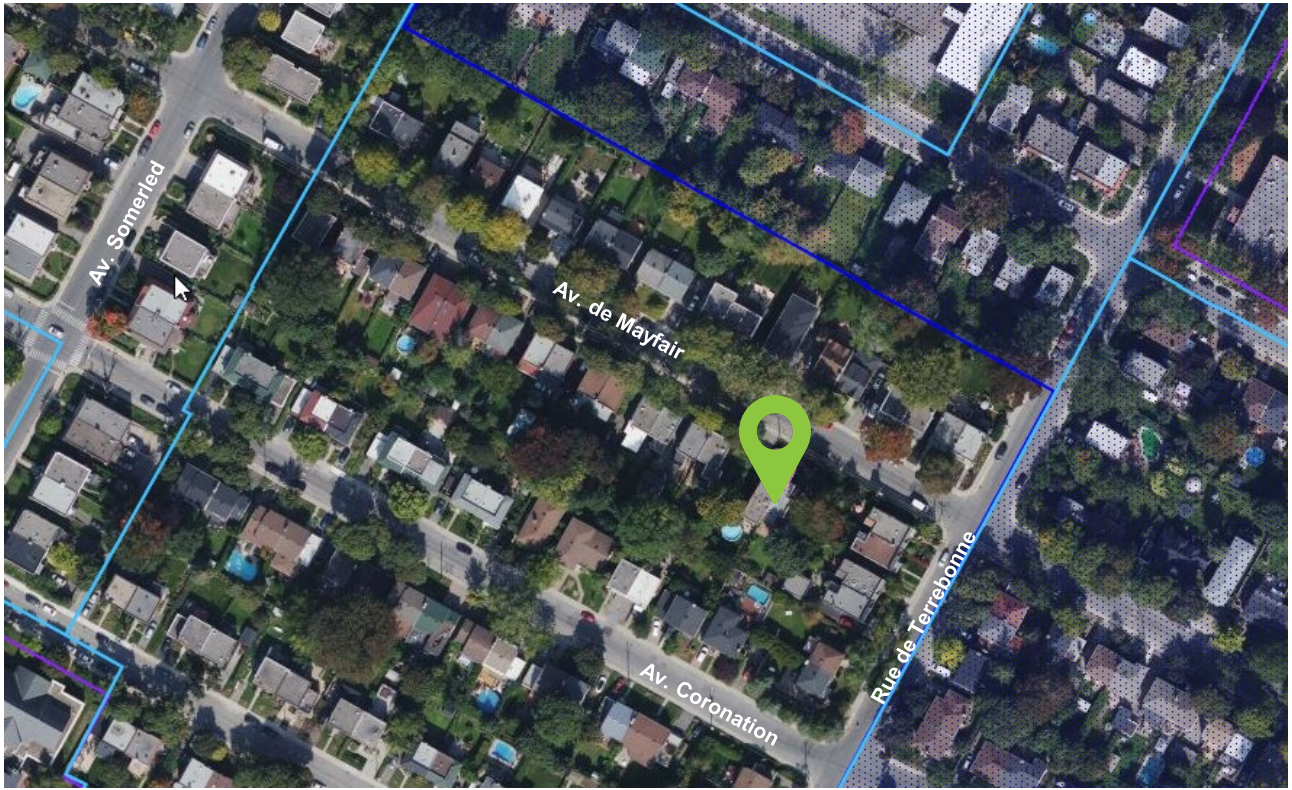
3. DÉLIVRANCE DES PERMIS

Les travaux peuvent débuter suite à la délivrance des permis requis.

ÉTUDE DU DOSSIER

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

CONTEXTE URBAIN



- District Loyola;
- Zone: 0972
- Bâtiment construit en 1910;
- Premier bâtiment construit dans le secteur;
- À l'extérieur d'un secteur significatif;
- <u>Objectifs de la demande:</u>
  Régulariser la situation d'un bâtiment qui a été construit en 1910 et ayant l'apparence d'une habitation unifamiliale isolé en brique rouge, avec corniche et balcon en bois. Or, il s'agit de deux habitations unifamiliales jumelés comportant une entrée principale en façade et une autre en ret

BÂTIMENTS EXISTANTS





Propriété en apparence d'une maison unifamiliale isolé, mais il s'agit de deux unifamiliales jumelés

BÂTIMENTS VOISINS



6951-6957, de Terrebonne (1 700 pi2)



4544-4446, de Terrebonne (1 800 pi2)

VOISINAGE

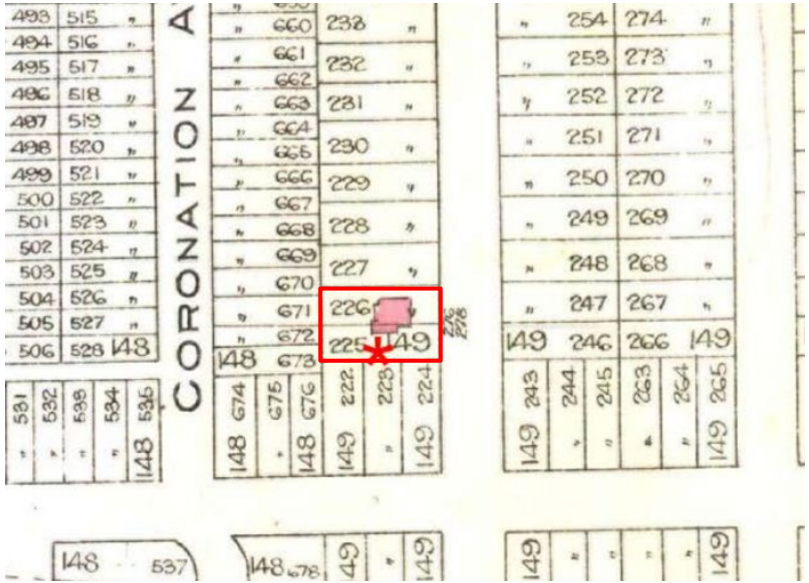


4525-4535, Mayfair (1 800 pi2)

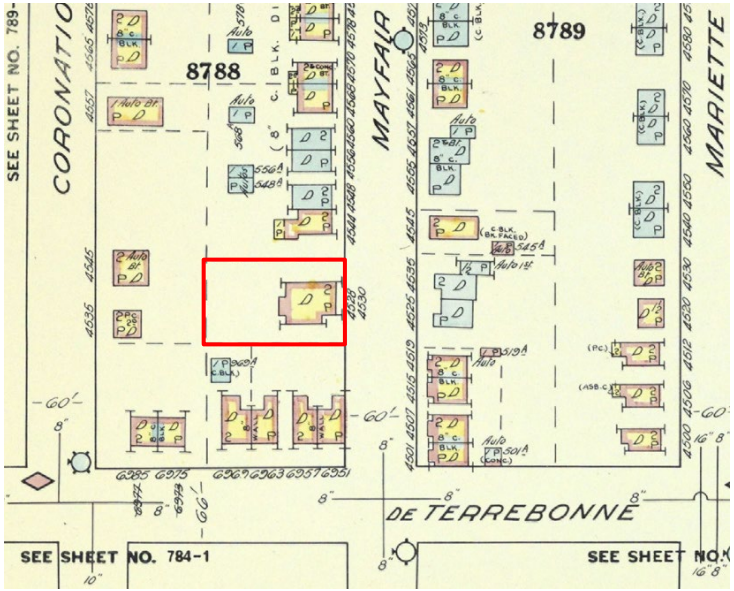


4545, Mayfair (3 100 pi2)

HISTORIQUE DE LA PROPRIÉTÉ

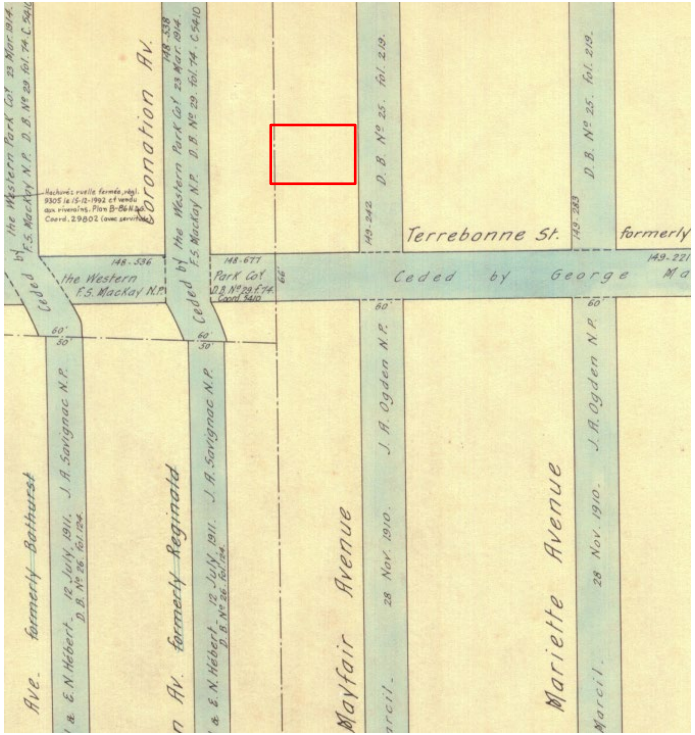


Plan assurance incendie de 1912



Plan assurance incendie de 1954

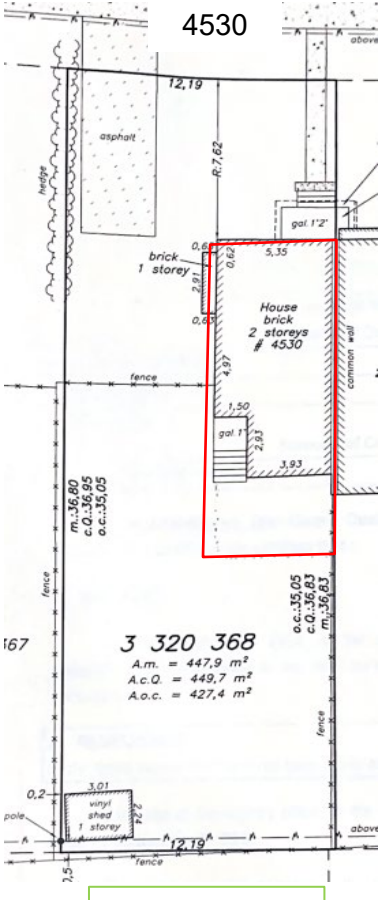
HISTORIQUE DE LA PROPRIÉTÉ

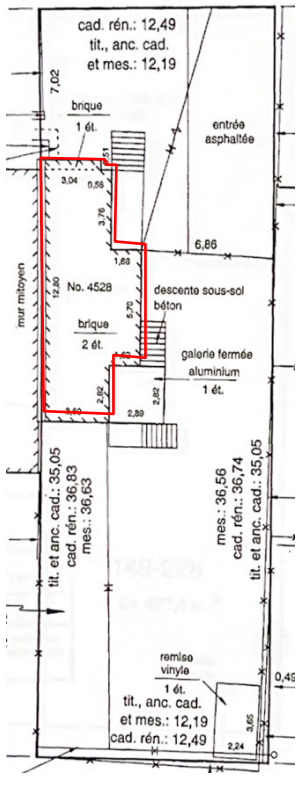


Plan des voies publiques daté de 1924, l'avenue Mayfair a été cédé le 28 novembre 1910 à la Ville par M. George Marcil

LOTISSEMENT







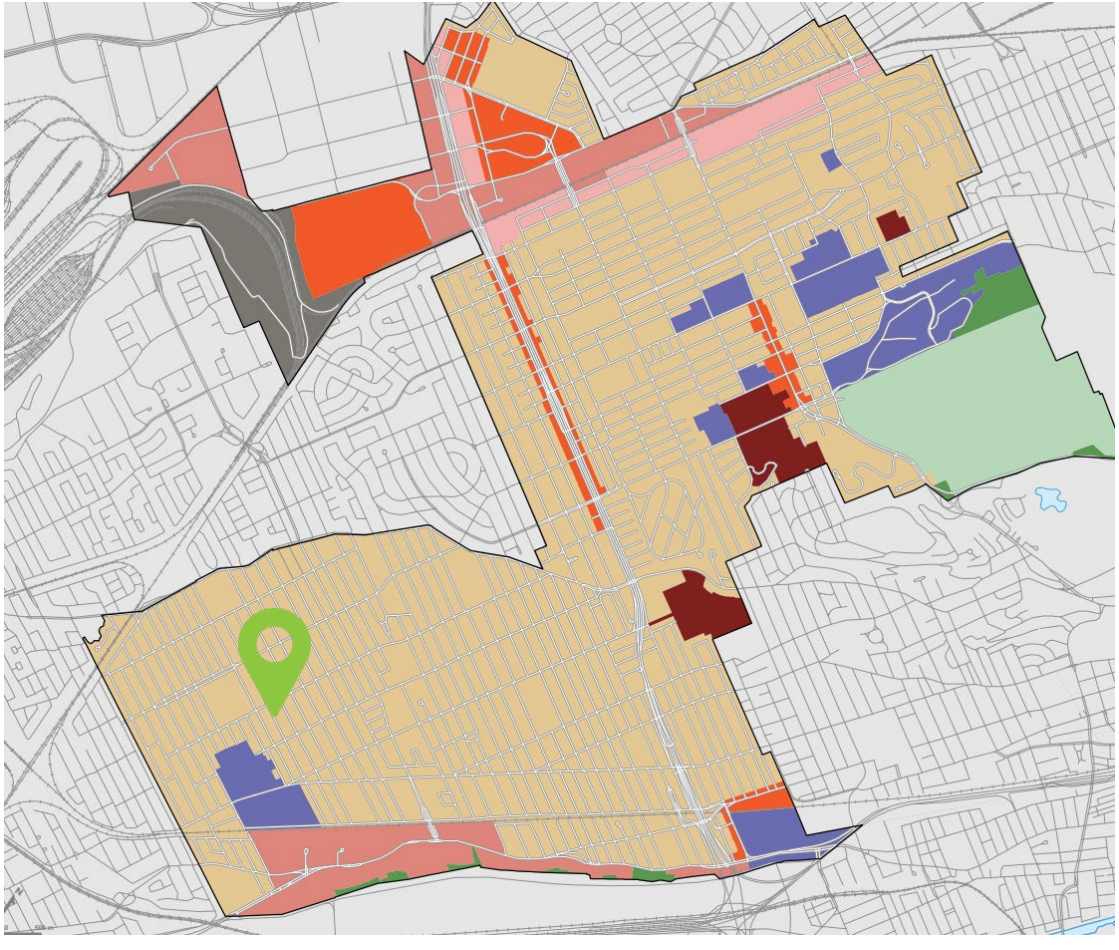
Total: 1416 pi²

Total: 944 pi²

HISTORIQUE DU DOSSIER

DATE	HISTORIQUE
1910	Construction du bâtiment et cession des voies publics
1912	Première division cadastrale du secteur
2010	Achat du 4530 par les requérants
2022	Achat du 4528 à la suite du décès du propriétaire, vacant depuis.
Mars 2023	Modification règlementaire afin de ne plus permettre de réduire le nombre de logement, sauf pour un duplex et triplex.
Avril 2023	Demande d'opération cadastrale afin de remembrer 2 lots sous une même unité foncière, désistement puisque non requis.
Nov. 2024	Demande de permis de transformation pour unir les deux lots
Déc. 2024	Demande d'Avis préliminaire PPCMOI

CONTEXTE RÈGLEMENTAIRE - PLAN D'URBANISME



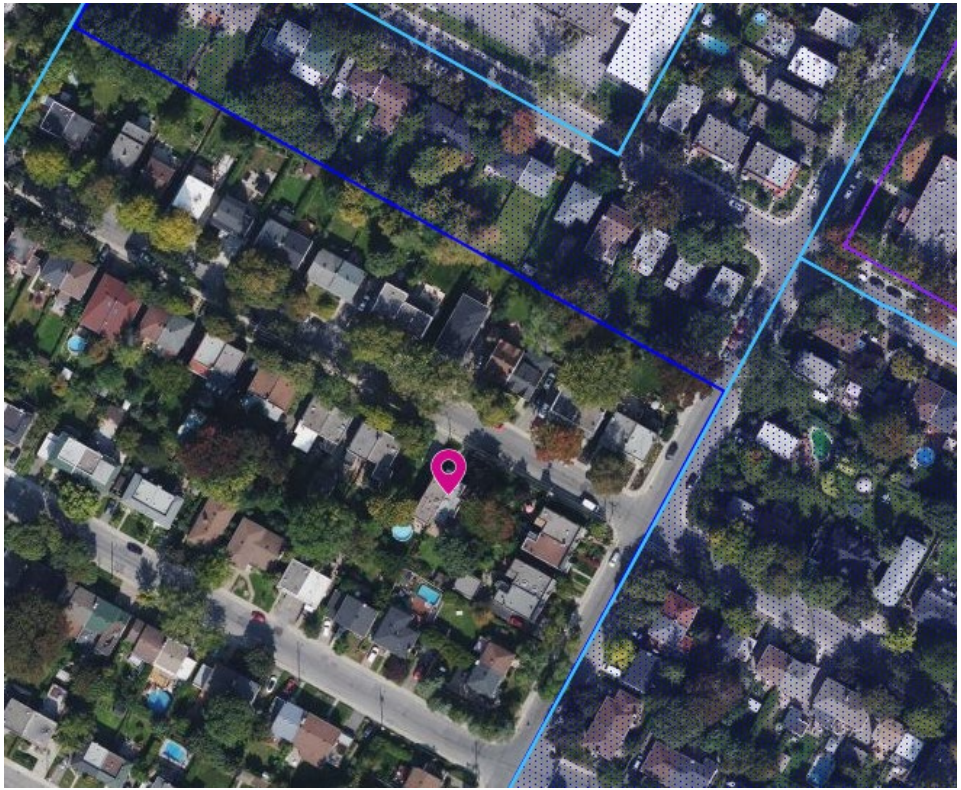
[Lien - Détail des affectations]

AFFECTATION	Résidentiel
SECTEUR	0972
HAUTEUR	2 étages
MODE D'IMPLANTATION	-
TAUX D'IMPLANTATION	Moyen

- Secteur résidentiel
- Secteur mixte
- Secteur d'activités diversifiées
- Secteur d'emplois
- Grand équipement institutionnel
- Couvent, monastère ou lieu de culte
- Agricole
- Conservation
- Grand espace vert ou parc riverain
- Grande emprise ou grande infrastructure publique

CONTEXTE RÈGLEMENTAIRE - RÈGLEMENT 01-276

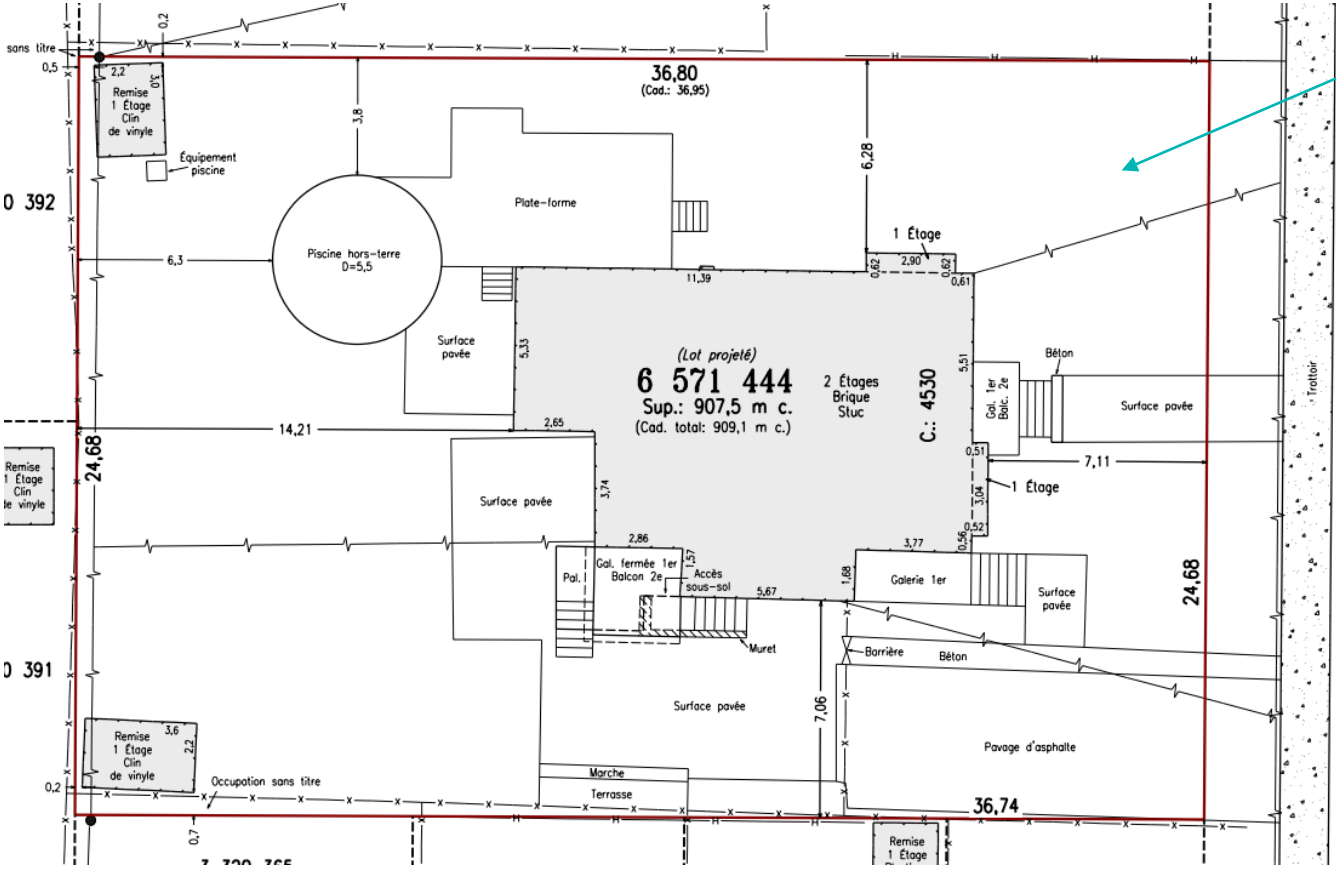
Zone :	0972
Usage :	Usage principal : H.1 (1 logement)
Hauteur :	2 à 2 étages (9 mètres)
Mode d'implantation :	isolé, jumelé
Taux d'implantation :	min : N/A / max : 50 %
Taux verdissement (pleine terre)	25% min
Marges requises	-marge avant : N/A -marge latérale : 1,5 m -marge arrière : 3 m
Proximité transport commun structurant	Non
Secteur significatif :	Non
Subdivision	137.1: Le nombre de logement dans un bâtiment ne peut être réduit sauf pour un duplex ou un triplex.



LE PROJET

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

MODIFICATION EXTÉRIEUR



Verdissement et désaffectation de la voie d'accès

MODIFICATION EXTÉRIEUR

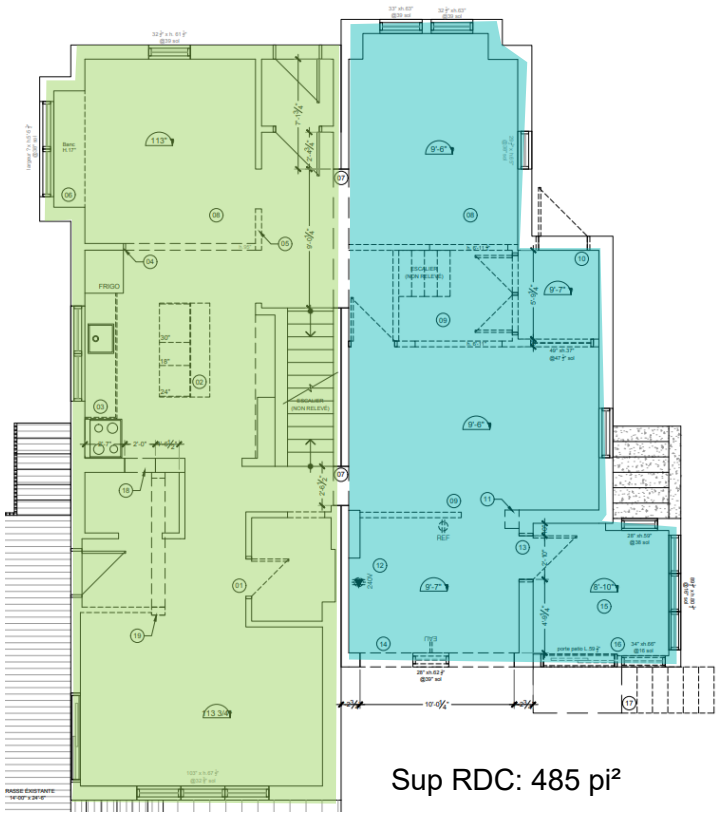
Propriété d'apparence d'une maison unifamiliale

Remplacer les fenêtres coulissantes

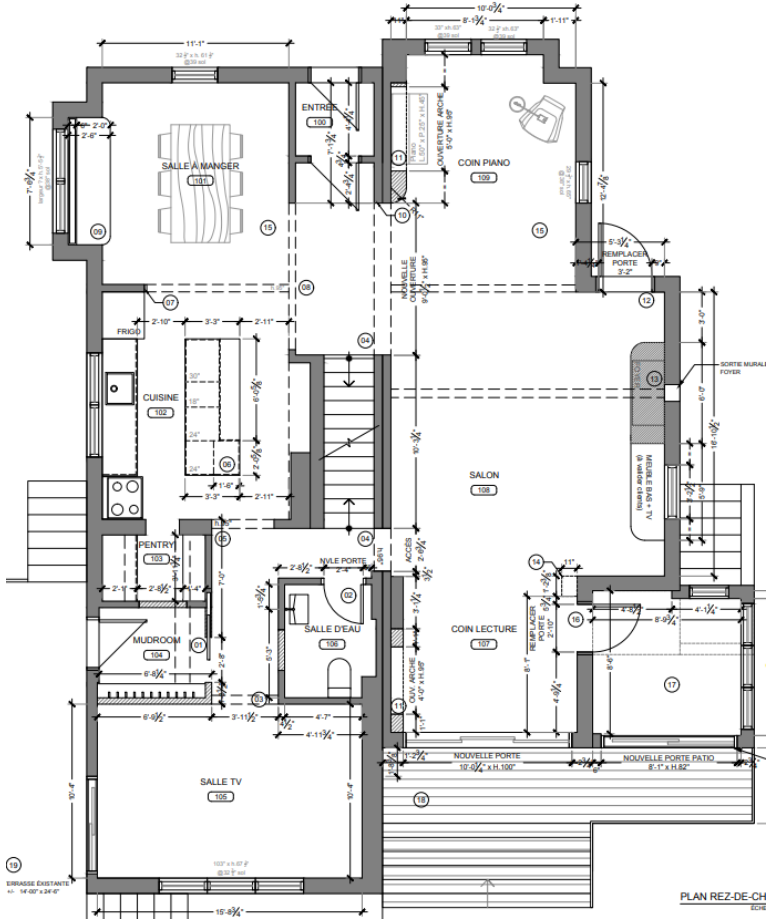
Remplacer la porte secondaire



PLAN DU REZ-DE-CHAUSSÉE

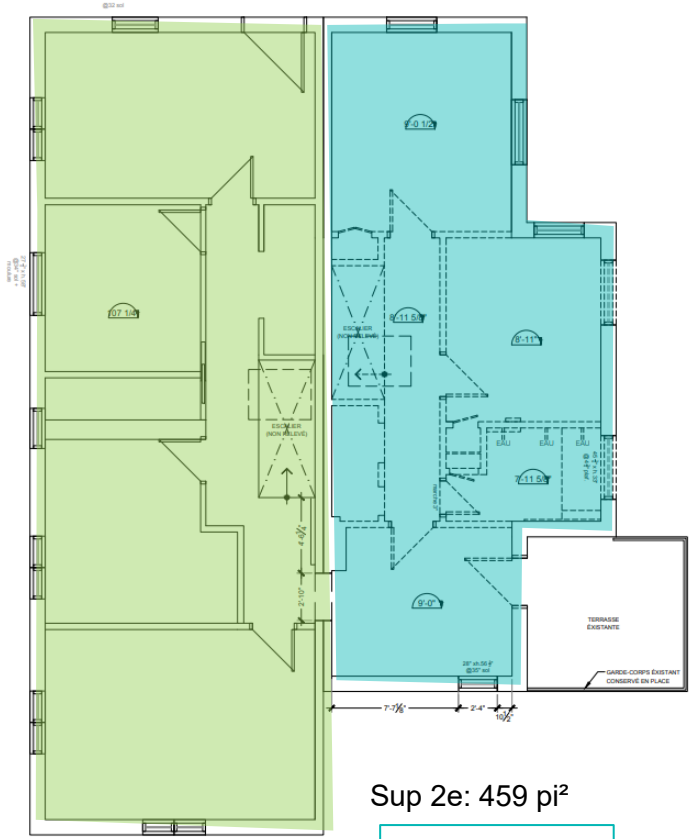


Sup RDC: 485 pi²



Sup RDC: 713 pi²

PLAN DE L'ÉTAGE

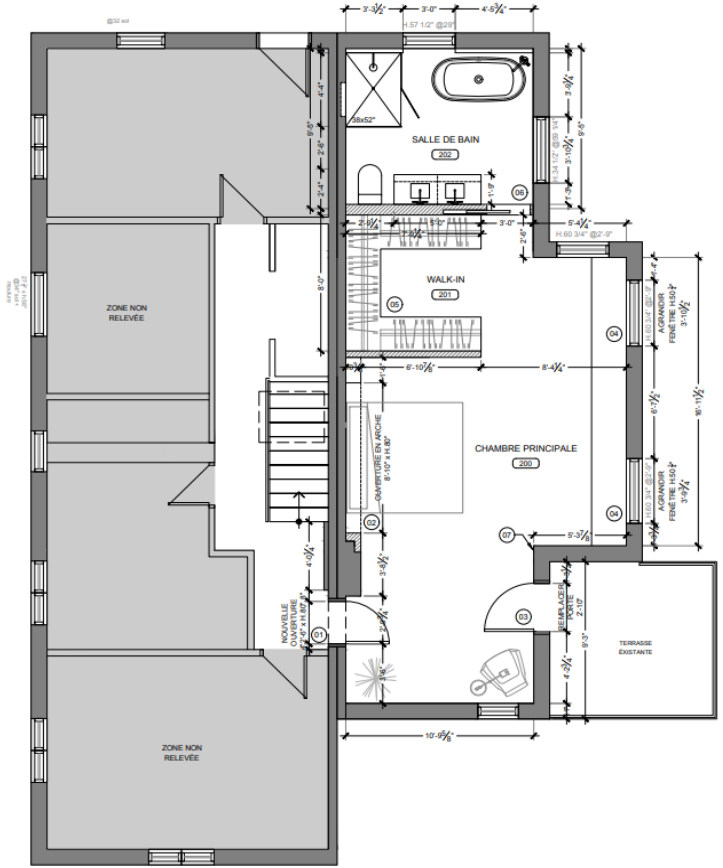


Sup 2e: 703 pi²

Total: 1416 pi²

Sup 2e: 459 pi²

Total: 944 pi²

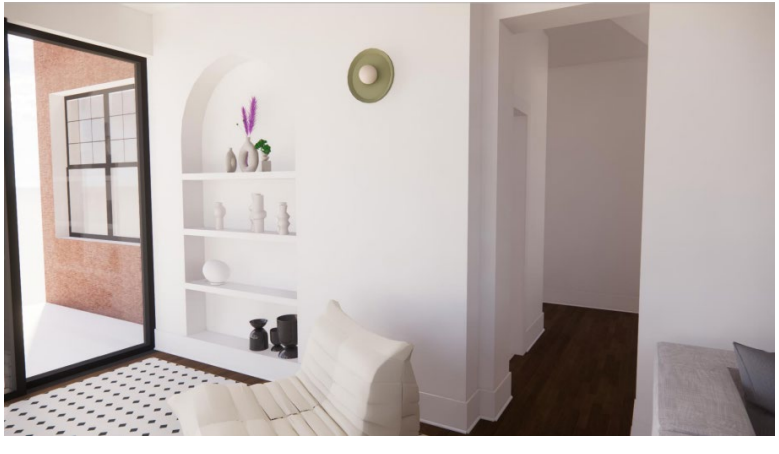


PERSPECTIVE INTÉRIEUR









DÉROGATIONS

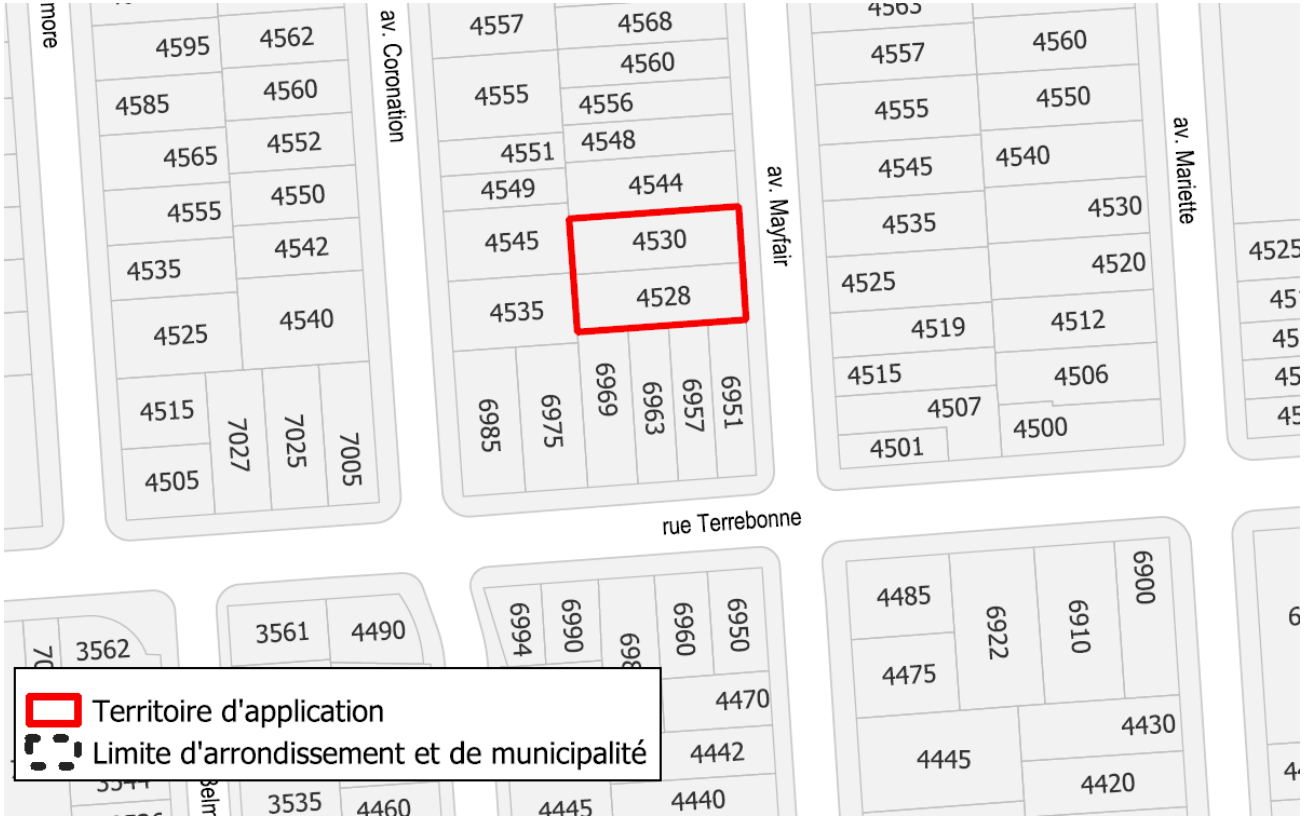
	PLAN D'URBANISME	ZONAGE ACTUEL	PROPOSÉ
SECTEUR / ZONE	04-T5	0034 -	
AFFECTATION / USAGE	Mixte	**Commerces** lourds (C.6), de gros et entreposage (C.7) et d'appoint (C.1(2)) **Industrie** Légère (I.2C)	Habitation (H.7)
HAUTEUR	-	Min 7m / Max 16m	plus que 16 m
MARGES AVANT		Règles d'insertion	0 mètre
ÉTAGES	Min 2 / Max 12	-	5 à 12 étages
DENSITÉ	Min 1.0 / Max 6.0	Min 1.0 / Max 3.0	Approx. 4,9
VERDISSEMENT		15 % de verdissement en pleine terre	15%
RETRAIT			137.1: Le nombre de logement dans un bâtiment ne peut être réduit sauf pour un duplex ou un triplex.

RECOMMANDATION

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

RÉSOLUTION PPCMOI

Territoire d'application :



RÉSOLUTION PPCMOI

Dérogations :

2. Malgré la réglementation d'urbanisme applicable au territoire décrit à l'article 1, la transformation des bâtiments est autorisée conformément aux conditions énoncées à la présente résolution.

3. À cette fin, il est notamment permis de déroger à l'article 137.1 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-276), afin d'autoriser la fusion de deux bâtiments unifamiliaux jumelés.

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues à la présente résolution continue de s'appliquer.

137.1 Le nombre de logements dans un bâtiment existant ne peut pas être réduit, malgré le nombre minimal ou maximal de logements prescrit.

Malgré le premier alinéa, le nombre de logements dans un bâtiment de 2 ou 3 logements peut être réduit sans égard au nombre minimal de logements prescrit.

Le premier alinéa ne s'applique pas à un bâtiment de logements sociaux ou communautaires.

RÉSOLUTION PPCMOI

Conditions :

4. La réalisation du projet de transformation et d'occupation de l'immeuble soit soumis au respect des conditions suivantes :

a) Le délai pour déposer une demande de permis de transformation complète et conforme à la réglementation et à la présente résolution est de 24 mois à partir de son entrée en vigueur. Passé ce délai, la résolution est réputée nulle et non avenue.
b) Une demande de permis de lotissement afin de remembrer en un seul lot les propriétés décrites à l'annexe A doit être délivré avant que le permis de transformation ne soit délivré.
c) L'allée d'accès et le stationnement sur la propriété située au 4530, Mayfair doivent être retirés et remplacés par du verdissement et/ou des plantations, incluant au moins un arbre à grand déploiement.
d) L'entrée charretière doit être désaffectée.
e) L'ensemble des fenêtres coulissantes sur les façades et les murs latéraux doivent être remplacées afin de s'harmoniser avec les fenêtres à guillotine.

PRÉSENTATION PROCESSUS RÉFÉRENDAIRE

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

ÉTAPES D'ADOPTION

RESPONSABLE	ÉTAPES	DATE
CCU	Avis formel PPCMOI	12 février 2024
Conseil d'arrondissement	Adoption du projet de résolution (1ere lecture)	10 mars 2025
Consultation	**Assemblé publique de consultation**	**26 mars 2025**
Conseil d'arrondissement	Adoption de la résolution (2e lecture)	7 avril 2025
Greffe	Période pour demande d'approbation référendaire	8 jours
Conseil d'arrondissement	Adoption de la résolution (3e lecture)	5 mai 2025
Greffe	Processus référendaire, si requis, ou en vigueur de la résolution	10 juillet 2024

RÉSUMÉ SIMPLIFIÉ DE LA DÉMARCHE

1. Réception de demandes pour la tenue d'un registre

- Avis public publié sur le site internet de l'arrondissement concernant la demande de registre;
- Dépôt de pétitions dans les 8 jours de la publication de l'avis public;
- Pour les zones de plus de 21 PHV : si 12 personnes habiles à voter d'une même zone ont signé une pétition = ouverture du registre pour cette zone (inclura également la zone visée);
- Pour les zones de 21 PHV ou moins : si la majorité d'entre elles signe une a signé une pétition = ouverture du registre pour cette zone (inclura également la zone visée)

RÉSUMÉ SIMPLIFIÉ DE LA DÉMARCHE

2. Tenue du registre pour demander un référendum

- Avis public publié sur le site internet de l'arrondissement annonçant la date de la tenue du registre après l'adoption du règlement;
- provoquer la tenue d'un référendum, le nombre de signatures doit être supérieur à un calcul établi à partir du nombre de PHV issues des zones ayant déposé une demande valide pour la tenue d'un registre et de la zone concernée, le cas échéant:
- Lorsque le nombre de PHV est de 25 ou moins : 50 % de ce nombre;
- Lorsque le nombre de PHV est de plus de 25 mais de moins de 5 000 : le moins élevé entre 500 et le nombre obtenu par le calcul suivant = 13 + 10% du (PHV - 25);
- Dépôt du certificat du greffier à la séance du conseil d'arrondissement qui suit;
- Si le résultat du registre est positif, le CA adoptera une résolution annonçant le scrutin référendaire ou le retrait du dossier.

RÉSUMÉ SIMPLIFIÉ DE LA DÉMARCHE

3. Tenue d’un référendum

- Avis public publié sur le site internet de l’arrondissement annonçant la date de la tenue d’un référendum;
- Une majorité simple, pour ou contre la proposition, est considérée.

ARTICLES DE LA RÉSOLUTION SUSCEPTIBLES D'APPROBATION RÉFÉRENDAIRE

- Article 2 & 3

CARTE DE LA ZONE VISÉE ET DES ZONES CONTIGUËS



Zone visée
Zones contiguës
Limite d'arrondissement et de municipalité

PÉRIODE DE QUESTIONS ET COMMENTAIRES

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1253751003**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution approuvant un projet particulier visant à autoriser la fusion de deux logements situés au 4528 et 4530 avenue Mayfair, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

CONTENU

CONTEXTE

Une demande de projet particulier visant à autoriser la fusion de deux logements a été déposée à la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité le 23 janvier 2025.
Cette demande vise un bâtiment qui a été construit en 1910, séparé en deux propriétés totalement distinctes, mais qui a l'apparence d'une habitation unifamiliale isolée. Or, selon l'article 137.1 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (01-276), le nombre de logements dans un bâtiment ne peut pas être réduit sauf pour un duplex ou un triplex. Or, le bâtiment en question, bien qu'il comporte deux logements, n'est pas un duplex, mais plutôt deux résidences unifamiliales jumelées.

Le conseil d'arrondissement peut autoriser un tel projet conformément à la procédure prévue au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017) et à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (c. A-19.1).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Non-applicable.

DESCRIPTION

La propriété a été construite en apparence comme une habitation unifamiliale isolée, mais on y trouve deux logements, dont un plus petit. C'est le premier bâtiment à avoir été construit dans le secteur en 1910. Lors de la première désignation cadastrale, en 1912, le bâtiment a été scindé en deux pour en faire deux habitations unifamiliales jumelées, comme les autres immeubles dans le voisinage. La superficie de plancher est de 1416 pi² pour le 4530 Mayfair et de 944 pi² pour le 4528 Mayfair, alors que les habitations dans le secteur ont plutôt des superficies de 1800 à 3000 pi². Malgré quelques éléments hétérogènes comme les fenêtres, le bâtiment a conservé ses caractéristiques d'origine.
Les propriétaires du 4530, avenue Mayfair, ont acheté la propriété en 2010. En 2022, le propriétaire de l'immeuble adjacent (4528) est décédé, laissant la propriété vacante. Le projet consiste à fusionner les deux immeubles unifamiliaux jumelés afin de créer un seul logement unifamilial.

Or, selon l'article 137.1 du Règlement d'urbanisme 01-276, le nombre de logements dans un bâtiment existant ne peut pas être réduit, sauf dans un bâtiment de 2 ou 3 logements. Dans ce cas spécifique, il ne s'agit plus d'un bâtiment de deux logements, bien qu'il ait été construit dans cette typologie à l'origine.

Autoriser la dérogation ne créerait pas de précédent ni de préjudice pour le voisinage. Il s'agit d'un cas unique dans le secteur. Aucune autre propriété à proximité n'a la même configuration.

Recommandation du Comité consultatif d'urbanisme (CCU)
Le 12 février 2025, le CCU a émis un avis favorable avec les conditions de résolution émises par la Division - voir ci-joint.

JUSTIFICATION

La direction est FAVORABLE pour les raisons suivantes :

- Le projet est conforme au plan d'urbanisme;
- Le projet est conforme aux critères d'évaluation d'une demande puisque le projet contribue à bonifier la qualité du milieu de vie, qu'il contribue à rehausser la qualité du paysage et qu'il favorise une transition écologique et la résilience climatique;
- Le projet favorise la conservation et la restauration d'un bâtiment ayant une valeur patrimoniale;
- Le projet vise le verdissement d'un espace de stationnement extérieur;
- Le projet vise la création d'un grand logement pour une famille.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Non-applicable.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue également à l'atteinte du plan stratégique 2023-2030 de l'Arrondissement;

- Offrir des milieux de vie sains et durables (axe 2 du plan), en permettant à la population de vivre dans des voisinages sains où il y a beaucoup de verdure et moins d'îlots de chaleur (résultat 2.1 du plan).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Non-applicable.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Tenue d'une consultation en arrondissement, préalablement annoncée par un avis public qui comprendra :

- la description du projet de résolution ;
- l'adresse de la tenue de séance de consultation publique.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Adoption du projet de résolution au Conseil d'arrondissement;

- Consultation publique par la DAUM de l'arrondissement;
- Dépôt du rapport de consultation et adoption du second projet de résolution par le conseil d'arrondissement, avec ou sans changement;
- Processus référendaire, le cas échéant;
- Adoption de la résolution au Conseil d'arrondissement;
- Certificat de conformité et entrée en vigueur.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mathieu LETARTE
conseiller(-ere) en amenagement

Tél : 000-0000
Télécop. : 000-0000

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-02-21

Sébastien MANSEAU
chef(fe) de division - urbanisme (arrondissement)

Tél : 514-872-1832
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Samir ADMO
directeur(-trice)-amenag.urbain et serv. entreprises (arr.)
Tél : 514-924-6071
Approuvé le : 2025-02-26

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1253751003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de l'urbanisme
Objet :	Adopter une résolution approuvant un projet particulier visant à autoriser la fusion de deux logements situés au 4528 et 4530 avenue Mayfair, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

ANNEXE A
Territoire d'application

1253751003_TA.pdf

Procès verbal de la séance du CCU du 12 février 2025

2025-02-12_4.01_Extrait PV_4528 et 4530, avenue Mayfair.pdf

Analyse de la Division

4.01_Mayfair_4528-4530_présentation.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mathieu LETARTE
conseiller(-ere) en amenagement

Tél : 000-0000
Télécop. : 000-0000

ANNEXE A - TERRITOIRE D'APPLICATION

Dossier 1253751003



Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité - CDN-NDG

2025-02-17

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

Séance publique, mercredi le 12 février 2025

5160, boul. Décarie, 6e étage, salle Côte-des-Neiges

Extrait du procès-verbal

4.1 4528 et 4530, avenue Mayfair - PPCMOI

Étudier, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017), une demande de projet particulier visant à autoriser la fusion de 2 immeubles situés au 4528 et 4530, avenue Mayfair - dossier relatif à la demande 3003491580.

Présentation : Mathieu Letarte, conseiller en aménagement

DESCRIPTION DU PROJET

Une demande de projet particulier visant à autoriser la fusion de 2 immeubles unifamiliaux jumelés a été déposée à la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité le 23 janvier 2025.

Cette demande vise à régulariser la situation d'un bâtiment qui a été construit en 1910 et ayant l'apparence d'une habitation unifamiliale isolée. Or, selon l'article 137.1 du Règlement d'urbanisme 01-276, le nombre de logements dans un bâtiment ne peut être réduit sauf pour un duplex ou un triplex.

Les détails du projet sont disponibles à même les documents d'analyse et de présentation utilisés par la Division.

ANALYSE DE LA DIVISION

La direction est FAVORABLE pour les raisons suivantes :

- Le projet est conforme au plan d'urbanisme;
- Le projet est conforme aux critères d'évaluation d'une demande puisque le projet contribue à bonifier la qualité du milieu de vie, qu'il contribue à rehausser la qualité du paysage et qu'il favorise une transition écologique et la résilience climatique;
- Le projet favorise la conservation et la restauration d'un bâtiment ayant une valeur patrimoniale;
- Le projet vise le verdissement d'un espace de stationnement extérieur;
- Le projet vise la création d'un logement pour une grande famille.

MISE EN GARDE : Le présent extrait est produit pour la commodité du lecteur et son contenu est passible de changements lors de l'approbation du procès-verbal par le comité.

DÉLIBÉRATION DU COMITÉ

Un membre propose que l'arbre qui devra être planté soit à grand déploiement.

Les membres du comité sont en accord avec les observations et les conclusions de l'analyse présentées par la Division de l'urbanisme.

RECOMMANDATION DU COMITÉ

Le comité recommande d'approuver la demande à la condition suivante :

- Que l'arbre qui devra être planté soit à grand déploiement.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

MISE EN GARDE : Le présent extrait est produit pour la commodité du lecteur et son contenu est passible de changements lors de l'approbation du procès-verbal par le comité.

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

PP-XXX

PPCMOI – **4528-4530, avenue Mayfair**

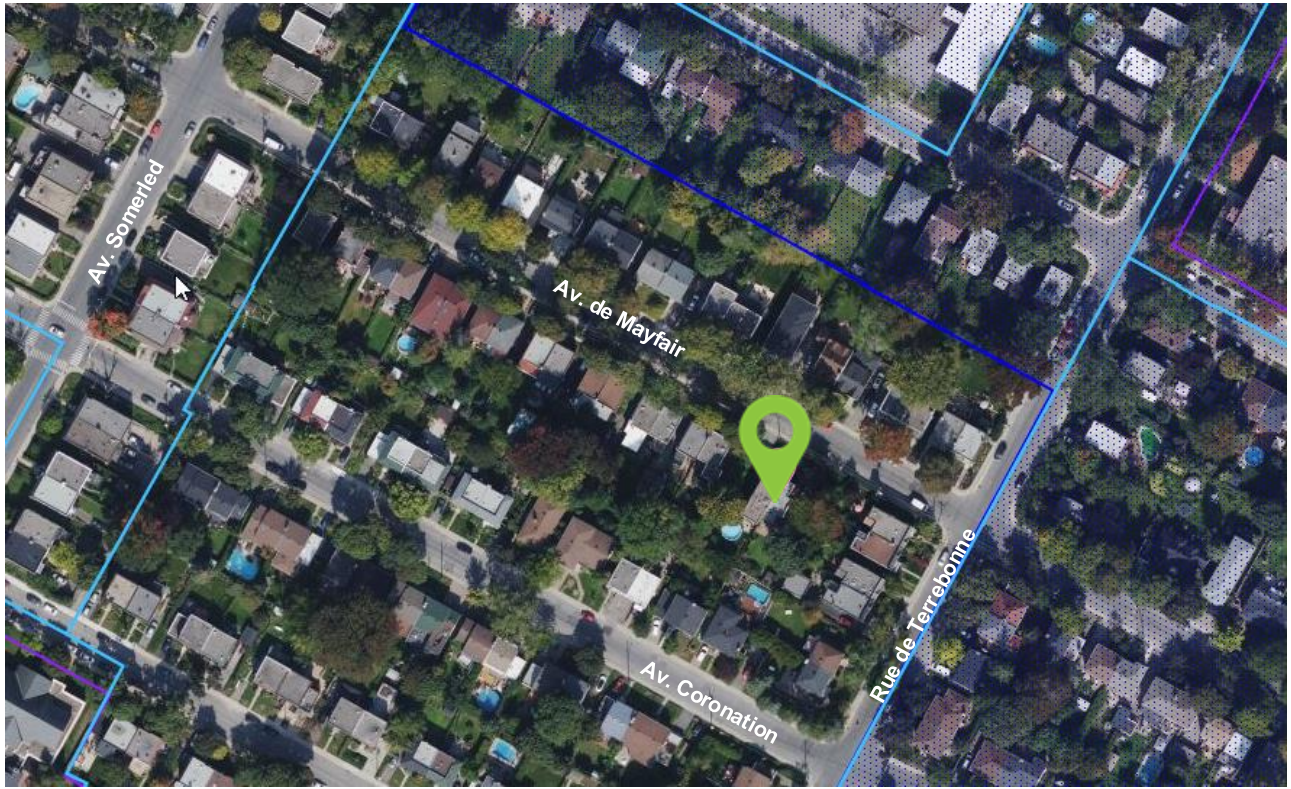
Étudier, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017), une demande de projet particulier visant à autoriser la fusion de 2 immeubles situés au 4528 et 4530, avenue Mayfair - dossier relatif à la demande 3003491580.

2025/02/12

ÉTUDE DU DOSSIER

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

CONTEXTE URBAIN



- District Loyola;
- Zone: 0972
- Bâtiment construit en 1910;
- Premier bâtiment construit dans le secteur;
- À l'extérieur d'un secteur significatif;
- <u>Objectifs de la demande:</u>
  Régulariser la situation d'un bâtiment qui a été construit en 1910 et ayant l'apparence d'une habitation unifamiliale isolé en brique rouge, avec corniche et balcon en bois. Or, il s'agit de deux habitations unifamiliales jumelés comportant une entrée principale en façade et une autre en rel

BÂTIMENTS EXISTANTS



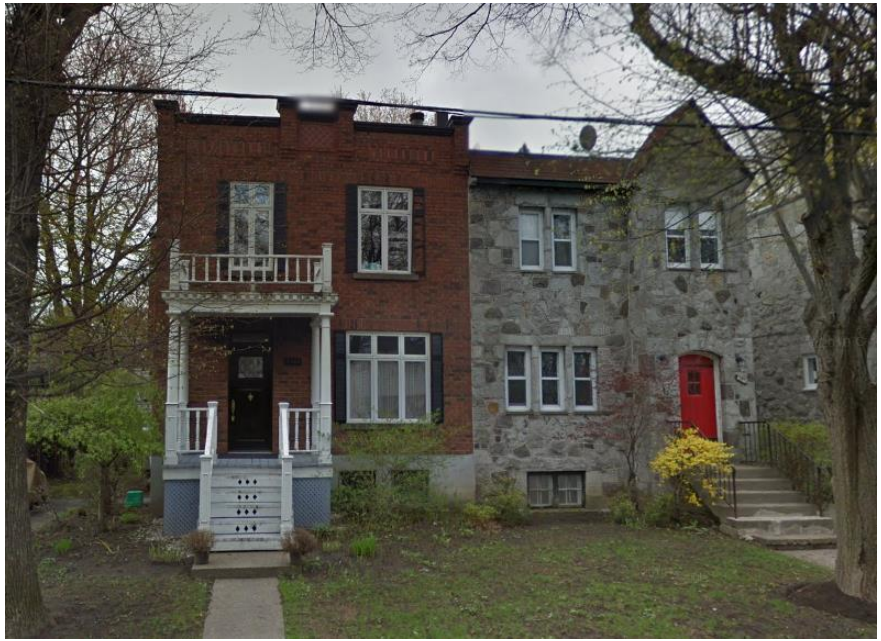


Propriété en apparence d'une maison unifamiliale isolé, mais il s'agit de deux unifamiliales jumelés

BÂTIMENTS VOISINS



6951-6957, de Terrebonne (1 700 pi2)

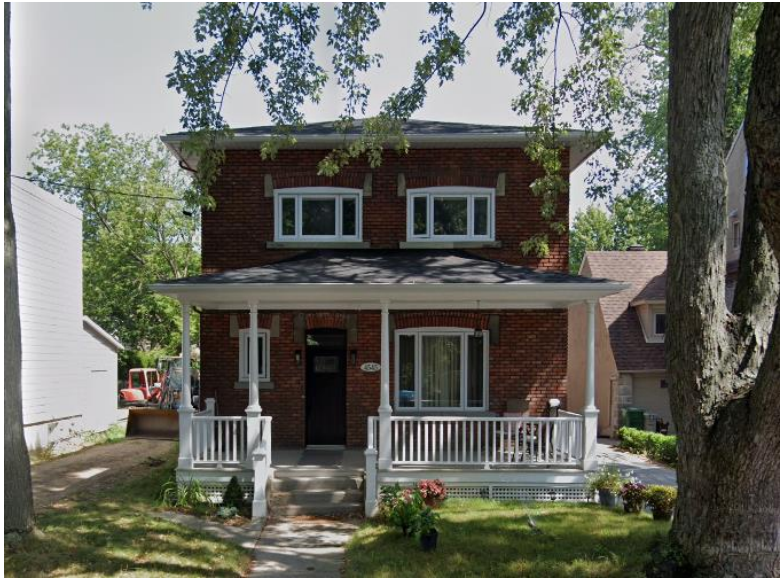


4544-4446, de Terrebonne (1 800 pi2)

VOISINAGE

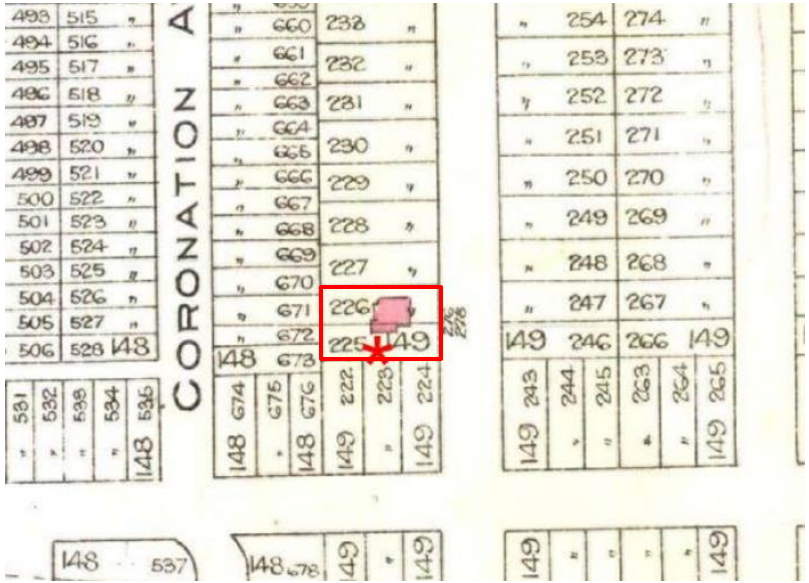


4525-4535, Mayfair (1 800 pi2)

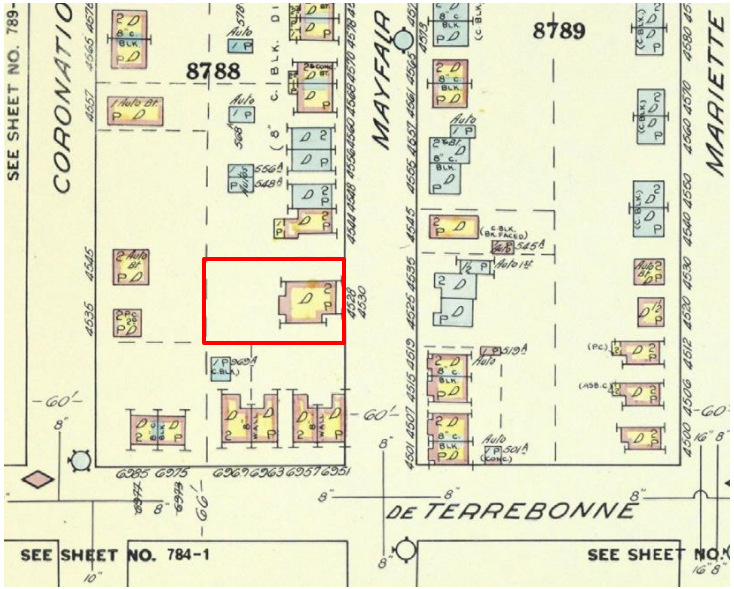


4545, Mayfair (3 100 pi2)

HISTORIQUE DE LA PROPRIÉTÉ

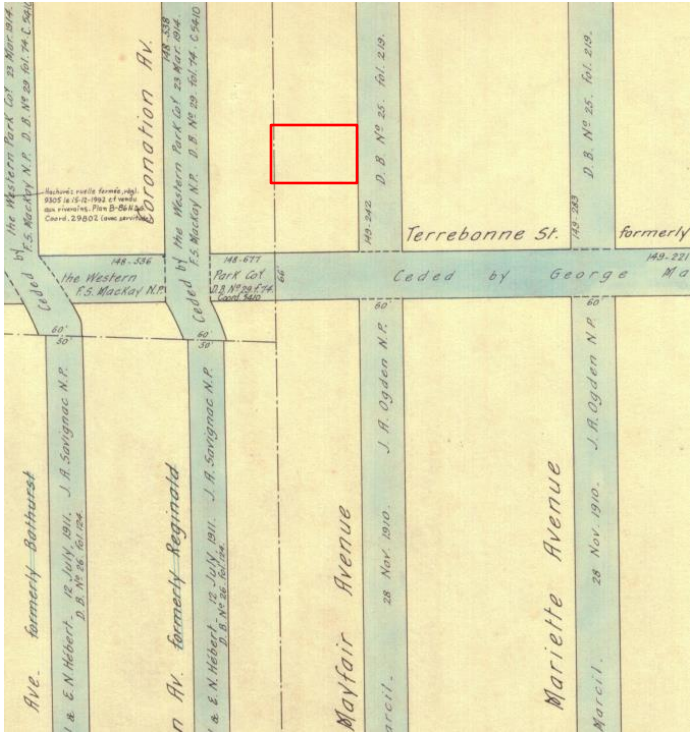


Plan assurance incendie de 1912



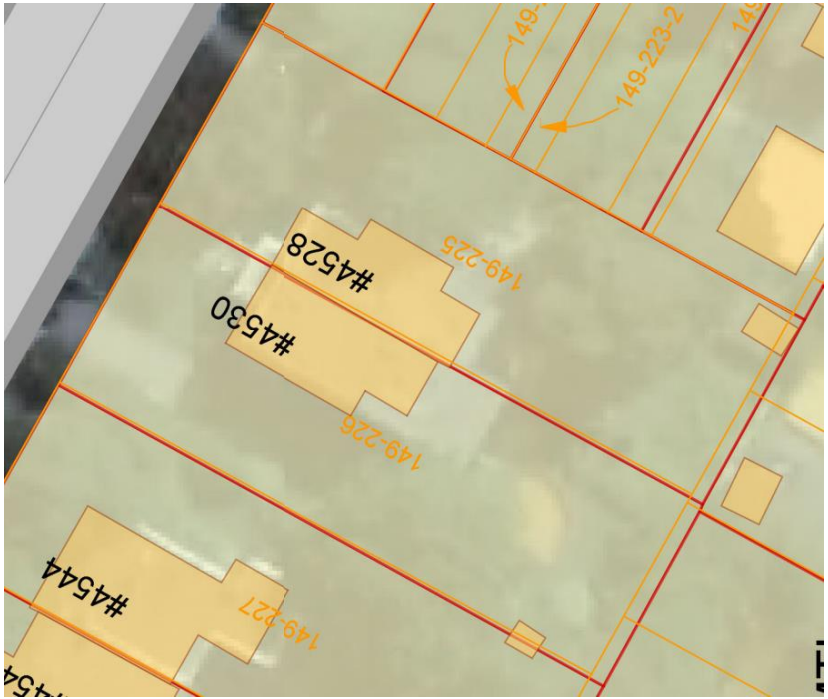
Plan assurance incendie de 1954

HISTORIQUE DE LA PROPRIÉTÉ

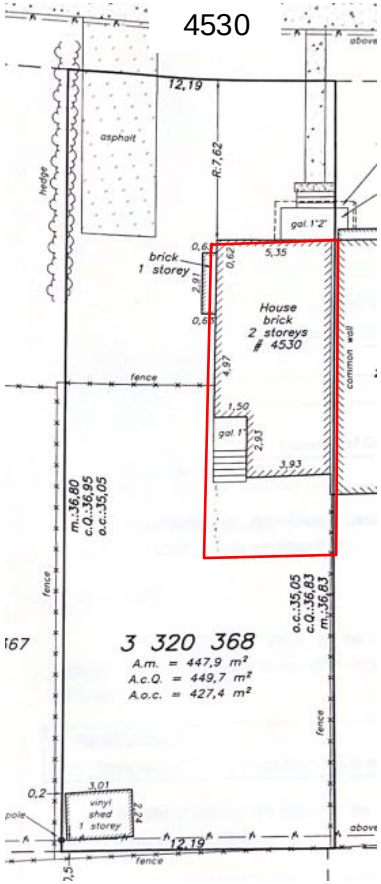


Plan des voies publiques daté de 1924, l'avenue Mayfair a été cédé le 28 novembre 1910 à la Ville par M. George Marcil

LOTISSEMENT

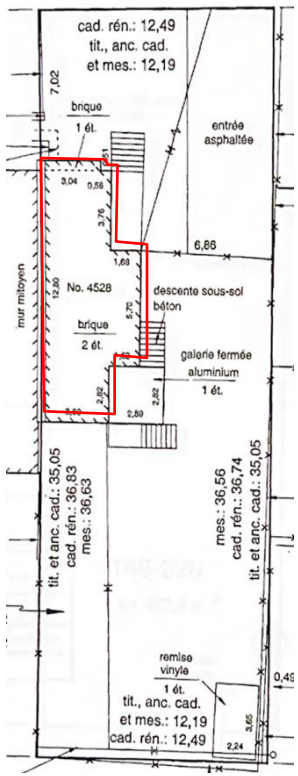


4530



Total: 1416 pi²

4528



Total: 944 pi²

HISTORIQUE DU DOSSIER

DATE	HISTORIQUE
1910	Construction du bâtiment et cession des voies publics
1912	Première division cadastrale du secteur
2010	Achat du 4530 par les requérants
2022	Achat du 4528 à la suite du décès du propriétaire, vacant depuis.
Mars 2023	Modification règlementaire afin de ne plus permettre de réduire le nombre de logement, sauf pour un duplex et triplex.
Avril 2023	Demande d'opération cadastrale afin de remembrer 2 lots sous une même unité foncière, désistement puisque non requis.
Nov. 2024	Demande de permis de transformation pour unir les deux lots
Déc. 2024	Demande d'Avis préliminaire PPCMOI

CONTEXTE RÈGLEMENTAIRE - PLAN D'URBANISME



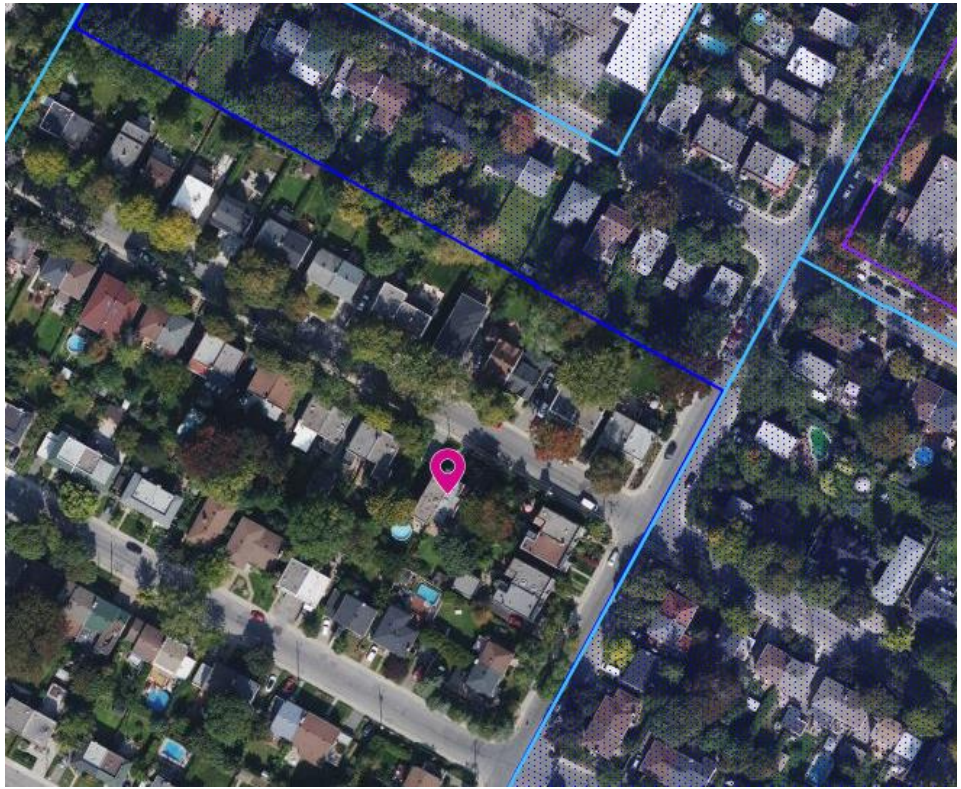
[Lien - Détail des affectations]

AFFECTATION	Résidentiel
SECTEUR	0972
HAUTEUR	2 étages
MODE D'IMPLANTATION	-
TAUX D'IMPLANTATION	Moyen

- Secteur résidentiel
- Secteur mixte
- Secteur d'activités diversifiées
- Secteur d'emplois
- Grand équipement institutionnel
- Couvent, monastère ou lieu de culte
- Agricole
- Conservation
- Grand espace vert ou parc riverain
- Grande emprise ou grande infrastructure publique

CONTEXTE RÈGLEMENTAIRE - RÈGLEMENT 01-276

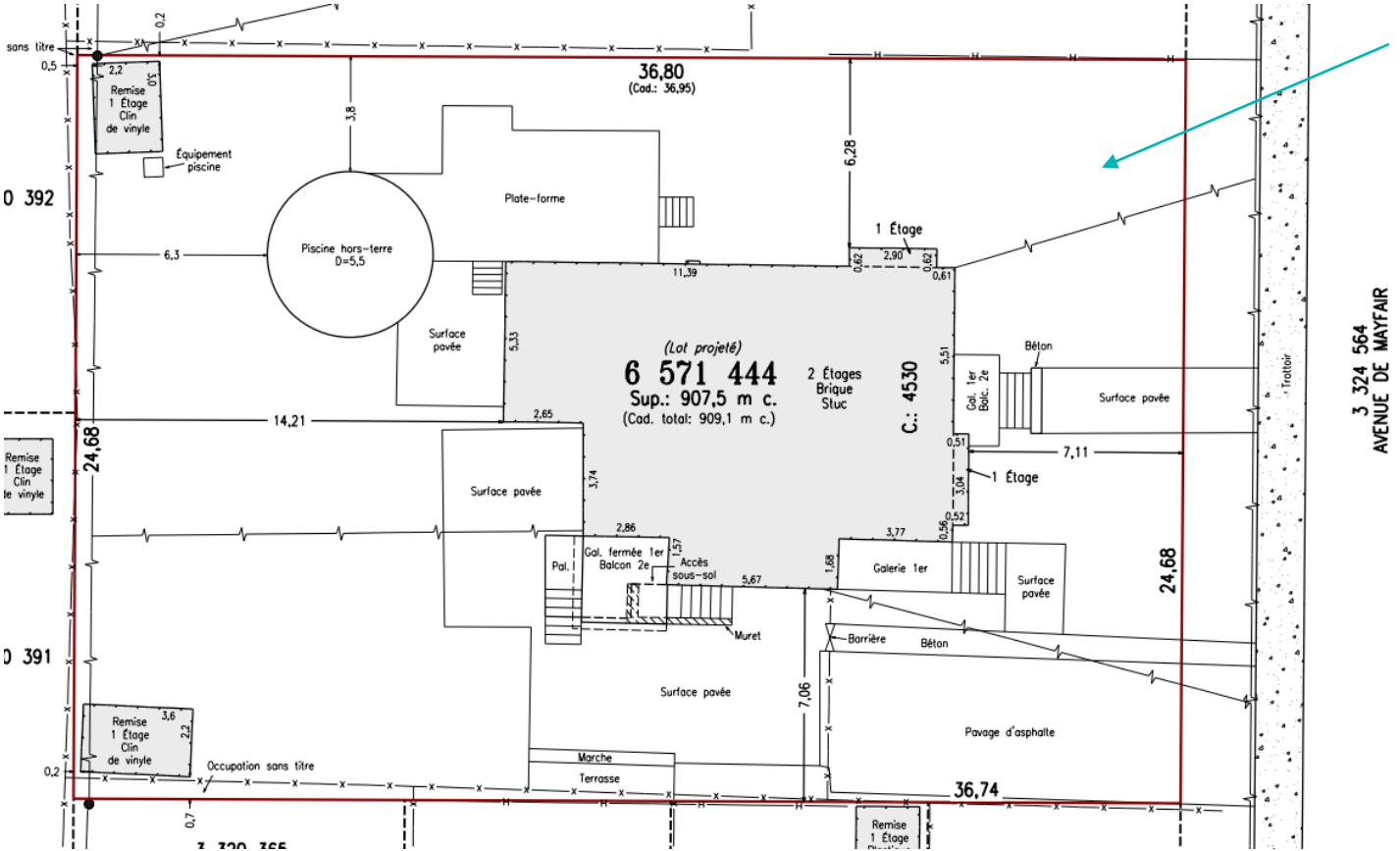
Zone :	0972
Usage :	Usage principal : H.1 (1 logement)
Hauteur :	2 à 2 étages (9 mètres)
Mode d'implantation :	isolé, jumelé
Taux d'implantation :	min : N/A / max : 50 %
Taux verdissement (pleine terre)	25% min
Marges requises	-marge avant : N/A -marge latérale : 1,5 m -marge arrière : 3 m
Proximité transport commun structurant	Non
Secteur significatif :	Non
Subdivision	137.1: Le nombre de logement dans un bâtiment ne peut être réduit sauf pour un duplex ou un triplex.



LE PROJET

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

MODIFICATION EXTÉRIEUR



Verdissement et désaffectation de la voie d'accès

MODIFICATION EXTÉRIEUR

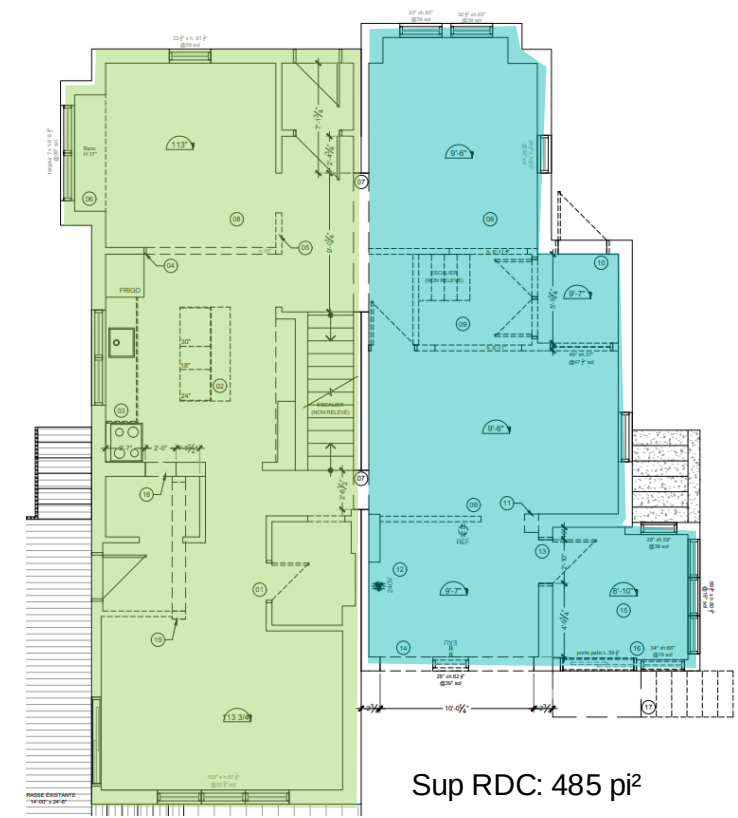
Propriété d'apparence d'une maison unifamiliale

Remplacer les fenêtres coulissantes

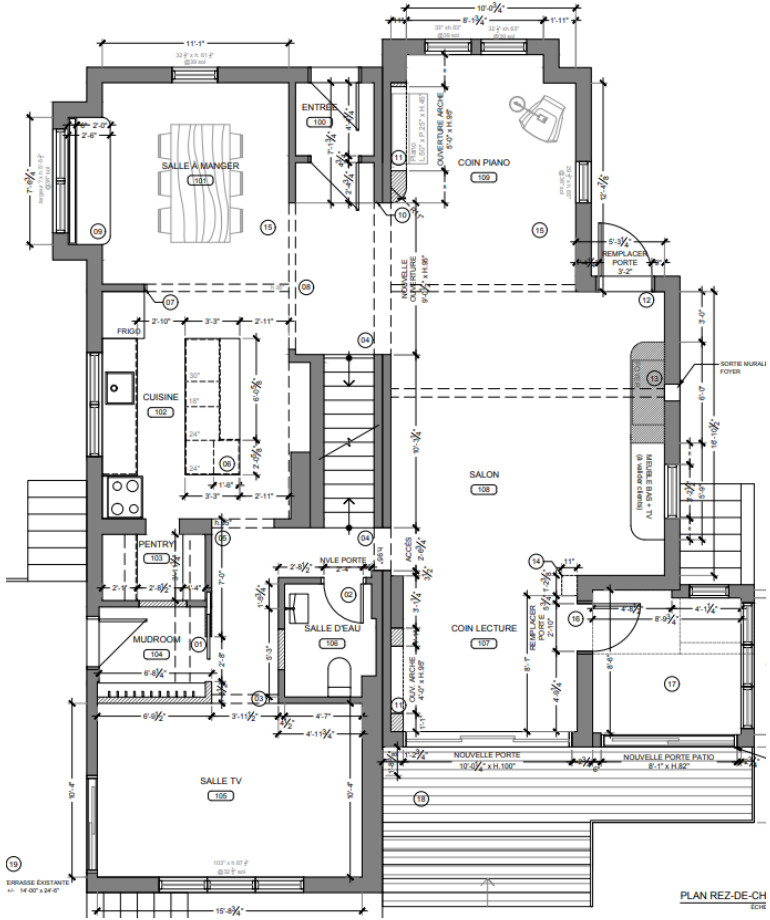
Remplacer la porte secondaire



PLAN DU REZ-DE-CHAUSSÉE

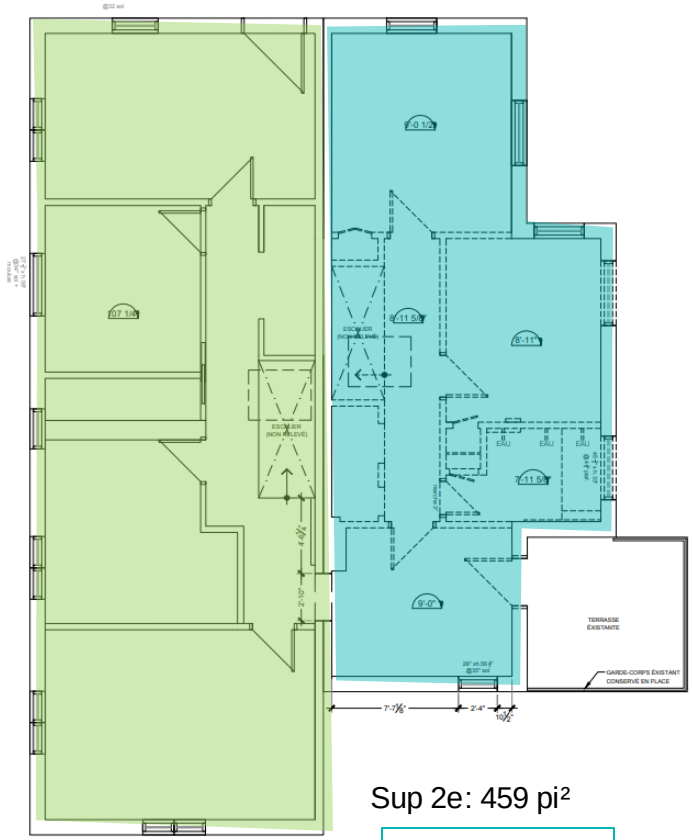


Sup RDC: 485 pi²



Sup RDC: 713 pi²

PLAN DE L'ÉTAGE

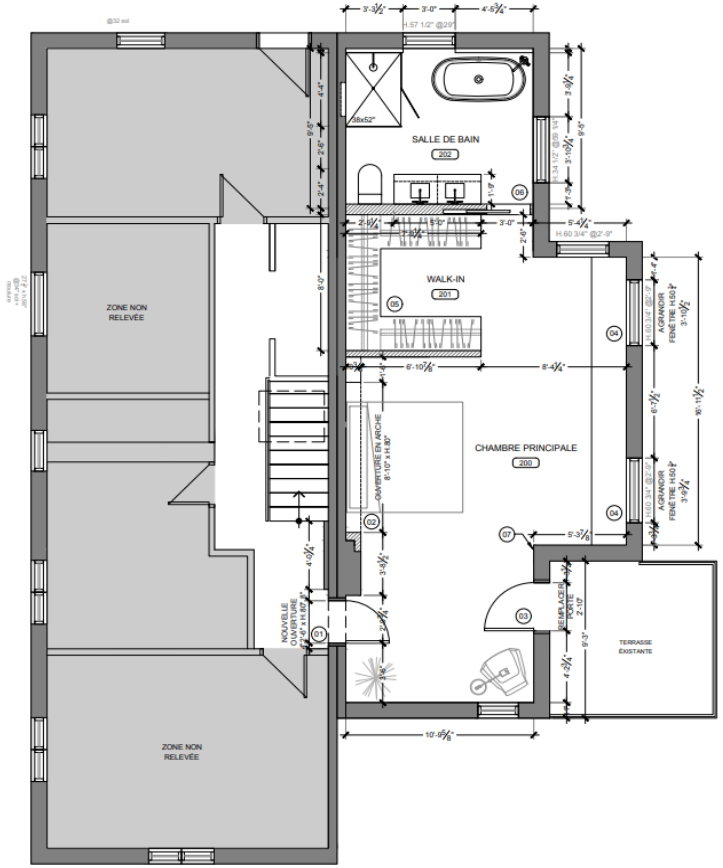


Sup 2e: 703 pi²

Total: 1416 pi²

Sup 2e: 459 pi²

Total: 944 pi²



PERSPECTIVE INTÉRIEUR









DÉROGATIONS

	PLAN D'URBANISME	ZONAGE ACTUEL	PROPOSÉ
SECTEUR / ZONE	04-T5	0034 -	
AFFECTATION / USAGE	Mixte	**Commerces** lourds (C.6), de gros et entreposage (C.7) et d'appoint (C.1(2)) **Industrie** Légère (I.2C)	Habitation (H.7)
HAUTEUR	-	Min 7m / Max 16m	plus que 16 m
MARGES AVANT		Règles d'insertion	0 mètre
ÉTAGES	Min 2 / Max 12	-	5 à 12 étages
DENSITÉ	Min 1.0 / Max 6.0	Min 1.0 / Max 3.0	Approx. 4,9
VERDISSEMENT		15 % de verdissement en pleine terre	15%
RETRAIT			137.1: Le nombre de logement dans un bâtiment ne peut être réduit sauf pour un duplex ou un triplex.

ANALYSE DAUSE

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

ANALYSE SELON LES CRITÈRES DE PPCMOI

Analyse des critères selon le sur les Projet particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017)

DOSSIER : PP-XXX

ADRESSE : 4528-4530, avenue Mayfair

CRITÈRES	ANALYSE	COMMENTAIRES
SECTION IV **Article 9**		
1° Participer à la création d'un quartier complet		
a) le projet propose une densité en adéquation avec l'offre existante et projetée du quartier en équipements, infrastructures et institutions;	Respecté	Le projet propose une maison unifamiliale, conforme au zonage.
b) le projet est structurant et participe au rayonnement du quartier en cohérence avec les orientations municipales pour le secteur;	Respecté	Bien qu'il s'agisse d'un projet de plus petite envergure, la construction fait rayonner le secteur par son caractère et son histoire unique dans cet arrondissement.
c) dans le cas d'un projet commercial, il participe à l'instauration d'une offre de commerces et de services de proximité qui répond aux besoins de la communauté, sans compromettre la structure commerciale ou économique existante;	Non applicable	
d) dans le cas d'un projet résidentiel, il propose une offre de logements diversifiés et une proportion adéquate d'unités adaptables, en vue de répondre aux besoins particuliers de la communauté;	Respecté	Le projet vise à répondre aux besoins d'une famille de trois enfants, et la propriété actuelle ne répond plus à leurs besoins. Les requérants souhaitent conserver les accès pour qu'un jour les travaux puissent être réversibles ou encore permettre un logement bigénérationnel.
e) dans le cas d'un projet résidentiel, il propose des logements sécuritaires, qui favorisent un éclairage et une ventilation naturels et qui donnent accès à un espace extérieur privé ou semi-privé;	Respecté	
f) le projet minimise les impacts sur les locataires occupants et prévoit des mesures de relocalisation appropriées, le cas échéant;	Respecté	Les requérants souhaitaient quitter leur immeuble, mais le propriétaire voisin est décédé et la famille a mis en vente le bâtiment. Ils ont donc profité de l'occasion pour unir les deux logements afin de redonner sa pleine valeur à la propriété, celle-ci ayant initialement été construite en premier dans le lotissement. Il y avait initialement deux logements dans le bâtiment, mais on l'identifierait plutôt à un duplex.
g) le projet favorise la mutualisation de services ou d'installations afin d'optimiser l'utilisation de l'espace;	Respecté	
h) le projet favorise l'utilisation des modes de déplacements actifs et collectifs, l'électrification des transports et la mutualisation des équipements de recharge;	Respecté	Le projet vise la désaffectation d'une des entrée charretière afin de favoriser le stationnement sur rue et d'augmenter les plantations et le verdissement sur el terrain.
i) le projet assure la connectivité et la continuité paysagère des parcours piétons;	Respecté	
j) dans le cas d'une grande propriété à caractère institutionnel ou d'un lieu de culte d'intérêt patrimonial, le projet assure le maintien de la fonction d'origine ou, à défaut, d'une vocation d'équipement collectif ou institutionnel;	Non applicable	

ANALYSE SELON LES CRITÈRES DE PPCMOI

k) le projet intègre les principes du design universel à l'aménagement du site et des principaux accès au bâtiment. À cette fin, il favorise un parcours sans obstacle pour desservir les espaces collectifs, il propose des sentiers sécuritaires et éclairés, il réduit la différence de hauteur entre une voie publique et un étage du bâtiment et il réserve aux personnes à mobilité réduite un nombre adéquat de cases de stationnement à proximité des accès;	Non applicable	Le bâtiment est existant et il n'est pas prévu de modifier les accès à celui-ci.
2° Contribuer à rehausser la qualité du paysage		
a) le projet renforce la cohérence morphologique de la trame de rue, du cadre bâti et des modes d'implantation existants;	Respecté	L'implantation du bâtiment n'est pas modifiée. Le projet vise la conservation et la mise en valeur d'un bâtiment patrimonial. Bien que situé à l'extérieur d'un secteur significatif, il est évident que le projet offre un caractère patrimonial. Dans le but de le conserver et de le mettre en valeur, la proposition se veut recevable. De plus, aucun autre bâtiment ne se trouve dans la même situation, ayant l'apparence d'une habitation unifamiliale ou d'un duplex.
b) le projet assure une intégration paysagère et architecturale harmonieuse avec les caractéristiques significatives de son contexte d'insertion;	Respecté	
c) le projet favorise la cohérence des interventions de manière à préserver l'effet d'ensemble lorsque le site comprend plusieurs bâtiments ou constructions;	Respecté	Le projet vise spécifiquement à favoriser la cohérence de la construction initiale. Le bâtiment a été construit avec l'apparence d'une habitation principale avec une entrée secondaire. Le projet vise donc à conserver cet effet d'ensemble, notamment par le retrait d'un accès véhiculaire et le remplacement des fenêtres coulissantes. Ne pas soutenir le projet aurait plutôt un effet néfaste sur l'authenticité de cette propriété patrimoniale.
d) le projet saisit les opportunités particulières du site en établissant un dialogue avec l'espace public et en favorisant l'appropriation des lieux extérieurs;	Respecté	L'unicité de cette construction demande une attention particulière. Non seulement elle n'est pas assimilable aux autres jumelés dans le secteur, mais elle est le point d'ancrage du développement du secteur. Sa conservation et sa mise en valeur devraient être une priorité. Par ailleurs, la superficie de plancher du 4528 est très petite pour une famille, et donc une transformation d'une partie du bâtiment serait à prévoir et devrait être évitée.
e) le projet met à contribution l'aménagement paysager pour assurer l'organisation et l'intégration d'une aire de stationnement, de chargement, d'entreposage ou de manutention;	Respecté	Le projet vise a améliorer l'aménagement paysager par le retrait d'une allée d'accès.
f) le projet préserve et met en valeur les caractéristiques significatives du cadre naturel, notamment celles rattachées à la topographie, à l'hydrographie et au couvert végétal, et évite ou minimise l'abattage d'arbres;	Respecté	
g) le projet privilégie la préservation, la restauration, la réhabilitation ou la mise en valeur des composantes architecturales d'intérêt;	Respecté	
h) le projet assure l'intégrité, la protection et la mise en valeur du patrimoine archéologique;	Non applicable	
i) le projet participe à la commémoration des valeurs patrimoniales ou à la reconnaissance de l'identité de la communauté locale;	Respecté	Le projet souligne l'histoire de ce secteur, dont la première construction est encore en bon état et devrait être conservée. L'histoire devrait être soulignée soit par une plaque, soit par une affiche.
j) l'affichage s'intègre de manière sobre et harmonieuse en considérant le milieu d'insertion, l'architecture et la volumétrie du bâtiment, les usages exercés ainsi que l'échelle de la rue;	Non applicable	
3° Favoriser la transition écologique et la résilience climatique		

ANALYSE SELON LES CRITÈRES DE PPCMOI

a) le projet minimise son empreinte écologique, qui se traduit par l'économie des ressources et de l'énergie durant tout son cycle de vie, en misant notamment sur l'efficacité énergétique, la réhabilitation de structures existantes, la récupération des déchets de construction et l'utilisation de matériaux reconnus pour leur durabilité;	Respecté	Le projet vise à conserver la structure du bâtiment, mais une rénovation de certains espaces intérieurs est prévue pour améliorer notamment l'efficacité énergétique.
b) dans le cas de la construction d'un nouveau bâtiment, le projet vise l'obtention d'une certification reconnue en matière de performance écologique, telle que LEED, BOMA ou WELL;	Non applicable	
c) le projet participe à la biodiversité et à la résilience urbaine, notamment par des toitures intensives, l'agriculture urbaine, le déploiement des arbres et une diversité de végétaux, et assure une gestion naturelle des eaux de pluie;	Respecté	Le retrait de l'allée d'accès et l'ajout d'arbres et de verdissement permettent d'améliorer la résilience de la propriété..
d) le projet propose une gestion optimale des matières résiduelles et évite l'encombrement du domaine public;	Respecté	
e) le projet propose, notamment durant le chantier, une réduction à la source et un contrôle adapté des nuisances qu'il pourrait occasionner telles que le bruit, la poussière, les odeurs, le vent, la circulation, la chaleur et la lumière. ».		à valider

RECOMMANDATION

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

La direction est FAVORABLE pour les raisons suivantes :

- Considérant que le projet est conforme au plan d'urbanisme;
- Considérant que le projet est conforme aux critères d'évaluation d'une demande puisque le projet contribue à bonifier la qualité du milieu de vie, qu'il contribue à rehausser la qualité du paysage et qu'il favorise une transition écologique et la résilience climatique;
- Considérant que le projet favorise la conservation et la restauration d'un bâtiment ayant une valeur patrimoniale dans le paysage bâti;
- Considérant que le projet vise au verdissement d'un espace de stationnement extérieur;
- Considérant que le projet vise la création d'un logement pour grande famille.

RÉSOLUTION PPCMOI

Dérogations :

2. Malgré la réglementation d'urbanisme applicable au territoire décrit à l'article 1, la transformation des bâtiments est autorisée conformément aux conditions énoncées à la présente résolution.

3. À cette fin, il est notamment permis de déroger à l'article 137.1 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-276), afin d'autoriser la fusion de deux bâtiments unifamiliales jumelés.

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues à la présente résolution continue de s'appliquer.

137.1 Le nombre de logements dans un bâtiment existant ne peut pas être réduit, malgré le nombre minimal ou maximal de logements prescrit.

Malgré le premier alinéa, le nombre de logements dans un bâtiment de 2 ou 3 logements peut être réduit sans égard au nombre minimal de logements prescrit.

Le premier alinéa ne s'applique pas à un bâtiment de logements sociaux ou communautaires.

RÉSOLUTION PPCMOI

Conditions :

4. La réalisation du projet de transformation et d'occupation de l'immeuble soit soumis au respect des conditions suivantes :

a) Les travaux de construction visés par la présente résolution doivent débuter dans les 24 mois suivant l'entrée en vigueur de la présente résolution. À défaut, l'autorisation prévue à la présente résolution est nulle et sans effet.
b) La demande d'approbation d'opération cadastrale afin de remembrer en un seul lot les propriétés décrient à l'annexe A doit être déposée avant ou au même moment que la demande de permis de construction.
c) Que l'allée d'accès et le stationnement sur la propriété située au 4530, Mayfair soient retirés et remplacés par du verdissement et/ou des plantations, incluant au moins un arbre.
d) Que l'entrée charretière soit désaffectée.
e) Que l'ensemble des fenêtres coulissantes soit remplacé afin de s'harmoniser avec les fenêtres à guillotine.

PÉRIODE DE QUESTIONS ET COMMENTAIRES

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Dossier # : 1243751004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution approuvant un projet particulier visant à autoriser la construction d'un bâtiment résidentiel de 23 logements sur un terrain vacant situé sur l'avenue Lajoie (lot projeté 6 651 796), en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

ATTENDU QU'UNE ligne d'alimentation électrique locale d'Hydro-Québec doit être déplacée et une servitude à cet effet devra être prévue;
ATTENDU QU'UNE servitude de passage en faveur de la Ville de Montréal pour accéder au parc Marie-Gérin-Lajoie devra être convenue préalablement à l'adoption finale de la présente résolution.

ATTENDU QUE le projet de résolution approuvant le projet particulier PP-147 visant à autoriser la construction d'un bâtiment résidentiel de 23 logements sur un terrain vacant situé sur l'avenue Lajoie (lot 6 651 796), a été adopté à la séance ordinaire tenue le 10 mars 2025, conformément aux articles 124 et 145.38 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (RLRQ, c. A-19.1) ci-après désignée « la LAU »;

ATTENDU QUE deux (2) affiches ont été placées le 18 mars 2025 dans un endroit bien en vue sur l'emplacement visé par la demande, de manière à annoncer la nature de celle-ci et le lieu où toute personne intéressée peut obtenir les renseignements relatifs au projet particulier, conformément à l'article 145.39 de la LAU;

ATTENDU QU'une assemblée publique de consultation sur le projet de résolution a été tenue le 25 mars 2025, conformément aux articles 125 et 145.38 de la LAU et que les personnes et organismes désirant s'exprimer ont été entendus tel qu'indiqué dans le procès-verbal.

ATTENDU QUE la correction des articles 1 et 7 a été effectuée afin de retirer la notion de lot projeté, puisque le lot a été enregistré au cadastre du Québec, et de supprimer une répétition dans un des documents nécessaires au dépôt de la demande de permis de construire.

IL EST RECOMMANDÉ :

D'adopter, tel que soumis, le second projet de résolution approuvant un projet particulier

PP-147 visant à autoriser la construction d'un bâtiment résidentiel de 23 logements sur un terrain vacant situé sur l'avenue Lajoie (lot 6 651 796), en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

CHAPITRE I

TERRITOIRE D'APPLICATION

1. La présente résolution s'applique à la propriété située sur l'avenue Lajoie correspondant au lot 6 651 796 du cadastre du Québec, tel qu'il est illustré sur le plan intitulé « Territoire d'application » de l'annexe A de la présente résolution.

CHAPITRE II

AUTORISATIONS

2. Malgré la réglementation d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce applicable au territoire décrit à l'article 1, la construction d'un bâtiment résidentiel et les travaux d'aménagement sont autorisés conformément aux conditions énoncées à la présente résolution.

3. À cette fin, il est notamment permis de déroger aux articles suivants du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-276) :

1. à l'article 123 afin de déroger aux usages;

2. à l'article 21 afin de déroger au retrait pour une cage d'ascenseur, les dispositifs accessoires d'un équipement mécanique permettant le contrôle des nuisances associées ainsi que les terrasses et ses composantes;

3. à l'article 22 afin de déroger au retrait en façade pour une mezzanine.

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues à la présente résolution continue de s'appliquer.

CHAPITRE III

CONDITIONS

SOUS-SECTION 1

CONDITIONS RELATIVES AUX USAGES

4. En plus des usages déjà autorisés, seule la catégorie d'usage « H.6 12 à 36 logements » est également autorisé.

SOUS-SECTION 2
CONDITIONS RELATIVES AU CADRE BÂTI

5. La construction doit respecter les conditions suivantes :

1. Le taux d'implantation maximum est de 63 %;

2. Les marges minimales suivantes :

a. Avant: 1,5 mètre, à l'exception d'une saillie, à partir du 2e étage, d'au plus 20 mètres de large et 1 mètre de profond, au-dessus de l'entrée principale;

b. Latérale face au parc Marie-Gérin-Lajoie: 6 mètres;

c. Arrière : 5 mètres.

3. Un maximum de 20 % des garde-corps au toit du 3e étage ne peut avoir aucun retrait minimal par rapport à une façade ou un mur arrière.

4. Au moins 2 unités de stationnement doivent comporter une installation de recharge électrique pour véhicule de niveau 2;

5. Toutes les unités de stationnement doivent être pourvues d'un branchement qui peut accueillir une installation de recharge électrique pour véhicule;

6. Aucun condenseur ne doit être visible de la rue.

7. L'implantation d'un bâtiment ou d'une ligne électrique ne doit pas nécessiter l'abattage d'un arbre situé dans l'enceinte du parc Marie-Gérin-Lajoie qui empiète en partie sur le site visé.

SOUS-SECTION 3

CONDITIONS RELATIVES À L'OCCUPATION ET À L'AMÉNAGEMENT DES ESPACES EXTÉRIEURS ET DU TOIT

6. L'occupation et l'aménagement des cours et du toit doivent respecter les conditions suivantes :

1. Le pourcentage de verdissement doit être d'au moins 30 %;
2. Six (6) bacs d'agriculture urbaine avec un accès à l'eau et un espace fermé pour ranger le matériel sont aménagés au toit;
3. Un accès piéton doit être prévu, d'une largeur d'au moins 1,2 mètre à partir de l'accès du Parc Marie-Gérin-Lajoie jusqu'au trottoir de l'avenue Lajoie.

CHAPITRE IV

DOCUMENTS NÉCESSAIRES AU DÉPÔT DE LA DEMANDE DU PERMIS DE CONSTRUIRE

7. En plus de tout autre document exigible, une demande de permis de construire déposée en vertu de la présente résolution doit être accompagnée :

1. d'un plan de gestion des matières résiduelles comprenant les éléments suivants:
   a. les méthodes utilisées pour la gestion des matières résiduelles (déchets, recyclage, compostage);

   b. les espaces intérieurs qui sont destinés à trier et entreposer les matières résiduelles (ex. : conteneurs, bacs, salle réfrigérée, salle ventilée, compacteurs, etc.);

   c. les espaces extérieurs utilisés le jour de la collecte et la méthode utilisée pour le déplacement des matières résiduelles (entrée et sortie du bâtiment);

d. la méthode d'entretien de ces espaces extérieurs;

e. la méthode de collecte privée ou publique;

f. s'il y a lieu, la circulation des véhicules de collecte sur le terrain et la fréquence des collectes.

2. Un plan de gestion et de mitigation des impacts nuisibles du chantier proposant, le cas échéant, des mesures permettant de réduire les nuisances.

3. Un plan d'aménagement paysager qui prévoit des mesures de protection utilisées pour protéger les arbres publics sur rue et dans le domaine public comme prévu dans le document « Normes et devis pour la conservation et la protection des arbres » joint en annexe B ainsi que les limites et techniques d'excavation qui assurent la conservation des arbres dans la voie et le domaine public.

4. Un plan permettant de localiser le déplacement de la ligne électrique et ses composantes.

CHAPITRE V

DÉLAI DE RÉALISATION

8. Aux fins de la délivrance d'un permis de construction, de transformation ou de l'aménagement des espaces extérieurs relatifs à un bâtiment autorisé :

1. Une demande de permis complète pour la construction d'un projet conforme à la réglementation et à la présente résolution doit être déposée dans les 24 mois suivant l'entrée en vigueur de la présente résolution.

CHAPITRE VI

PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE

9. Aux fins de la délivrance d'un permis de construction, de transformation ou de l'aménagement des espaces extérieurs relatifs à un bâtiment autorisé par la présente résolution, en plus des critères prévus au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA22 17379), les objectifs et critères de la présente section sont applicables.

Objectif 1 : L'implantation d'un bâtiment ou d'une ligne électrique doit tendre à diminuer son impact sur les arbres dans le domaine privé et public.
Les critères permettant d'évaluer l'atteinte de cet objectif sont les suivants :

1. L'implantation d'un bâtiment ou d'une nouvelle partie de ligne électrique doit limiter son impact sur le système racinaire et la canopée des arbres.
2. La conservation des arbres doit être priorisée dans le choix du tracé de la ligne électrique.
3. Lorsque le système racinaire d'un arbre peut être affecté, des mesures de mitigation, notamment par des techniques d'excavation appropriées, doivent être prévues afin de limiter cet impact.
4. Lorsque la canopée pourrait être affectée lors de la construction, un élagage préventif devrait être prévu afin de limiter les impacts sur les arbres.
5. L'aménagement du sentier prévu entre le parc Marie-Gérin-Lajoie et l'avenue Lajoie ne devrait pas entraîner l'abattage d'arbres et doit être conçu dans la continuité du sentier existant du parc.

ANNEXE A

Territoire d'application

ANNEXE B

Normes et devis pour la conservation et la protection des arbres

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2025-04-02 10:07

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

directeur(-trice) - arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1243751004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution approuvant un projet particulier visant à autoriser la construction d'un bâtiment résidentiel de 23 logements sur un terrain vacant situé sur l'avenue Lajoie (lot projeté 6 651 796), en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

CONTENU

CONTEXTE

Les corrections suivantes ont été apportées à l'article 1 et 7 du projet de règlement. Cette modification vise la correction du lot qui a été enregistré dans le Cadastre du Québec et une répétition dans un document à fournir.

Article 1

*« **1.** La présente résolution s'applique à la propriété située sur l'avenue Lajoie correspondant au lot projeté 6 651 796 du cadastre du Québec, tel qu'il est illustré sur le plan intitulé « Territoire d'application » de l'annexe A de la présente résolution . »*

On devrait corriger le paragraphe visé par le retrait du mot « projeté » et lire le texte comme suit :

« **1.** La présente résolution s'applique à la propriété située sur l'avenue Lajoie correspondant au lot 6 651 796 du cadastre du Québec, tel qu'il est illustré sur le plan intitulé « Territoire d'application » de l'annexe A de la présente résolution. ».

Article 7, paragraphe 4

*« **4.** Un plan permettant de localiser le déplacement de la servitude d'Hydro-Québec et de Bell ainsi que de la servitude de la ligne électrique et ses composantes. . »*

On devrait corriger le paragraphe visé par le retrait des mots « projeté » et lire le texte comme suit :

« **4.** Un plan permettant de localiser le déplacement de la servitude de la ligne électrique et ses composantes. »

À la suite de la consultation, aucune modification de la résolution n'a été apportée.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mathieu LETARTE
conseiller(-ere) en amenagement

000-0000
Tél :
Télécop. : 000-0000

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES ADDENDA AU DOSSIER

Dossier # : 1243751004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de l'urbanisme
Objet :	Adopter une résolution approuvant un projet particulier visant à autoriser la construction d'un bâtiment résidentiel de 23 logements sur un terrain vacant situé sur l'avenue Lajoie (lot projeté 6 651 796), en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

Extrait de l'assemblée de consultation publique tenue le 26 mars 2025

Extrait CP - PP-147.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mathieu LETARTE
conseiller(-ere) en amenagement

Tél : 000-0000
Télécop. : 000-0000

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

CONSULTATION PUBLIQUE DU 26 MARS 2025

PROJET	**PROJET DE RÉSOLUTION CA25 170055**
OBJET DU RÈGLEMENT:	**Projet de résolution CA25 17055 approuvant le projet particulier PP-147 à autoriser la construction d'un bâtiment résidentiel de 23 logements sur un terrain vacant situé sur l'avenue Lajoie (lot projeté 6 651 796), en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).**
DOSSIER :	**1243751004**
ASSISTANCE :	**30 personnes**

EXTRAIT DE L'ASSEMBLÉE PUBLIQUE DE CONSULTATION TENUE LE 26 MARS 2025, À 18 H 30, AU 5160, BOULEVARD DÉCARIE, REZ-DE-CHAUSSÉE, SALLE DU CONSEIL, À MONTRÉAL, PRÉSIDÉE PAR MADAME MAGDA POPEANU

6. Présentation par Mathieu Letarte, conseiller en aménagement, du projet de résolution approuvant le projet particulier PP-147 à autoriser la construction d'un bâtiment résidentiel de 23 logements sur un terrain vacant situé sur l'avenue Lajoie (lot projeté 6 651 796), en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017).

La présentation est jointe en annexe du présent compte rendu.

7. Période de questions et commentaires du public

Une résidente s'interroge à savoir si le bâtiment compte 3 ou 4 étages. M. Letarte indique que le bâtiment compte trois étages et une mezzanine, laquelle ne compte pas pour un étage suivant le Règlement d'urbanisme de l'arrondissement. Le volume de cette construction hors toit représente 40% du volume total de l'étage inférieur. Pour ce projet, la mezzanine est implantée à l'avant du bâtiment plutôt qu'à l'arrière (dérogation quant au retrait) pour préserver l'intimité des voisins immédiats.

M. Letarte explique à une citoyenne qu'à ce jour, aucun changement n'est prévu quant aux voies de circulation aux abords du site. Des mesures de mitigation seront toutefois prises durant la construction du bâtiment.

M. Letarte confirme à une citoyenne que le terrain n'a pas été vendu et qu'il appartient toujours à l'Archevêché. La citoyenne demande le nom du promoteur. Mme Popeanu lui demande de faire une demande d'accès aux documents. Sans commenter précisément la transaction pour le présent dossier, M. Manseau explique que le propriétaire a vraisemblablement autorisé le promoteur à faire une demande de changement de zonage pour ce terrain. La vente serait ainsi conditionnelle au changement de zonage.

La citoyenne s'interroge sur la possibilité pour Hydro-Québec d'enfouir les fils électriques. M. Letarte indique que c'est le souhait de l'arrondissement, mais qu'Hydro-Québec n'a pas accédé à cette demande car cela ne fait pas partie de leur pratique d'enfouir les fils sur une petite portion de territoire. Quant au filage de Bell, il se trouve sur le poteau d'Hydro-Québec et fait partie de la même servitude.

La citoyenne demande un échéancier des étapes à suivre. M. Manseau explique qu'en général pour des projets de cette envergure, une fois les étapes précédant l'entrée en vigueur du projet particulier terminées, une transaction immobilière doit être conclue avec le propriétaire avant de déposer une demande de permis. Après la délivrance du permis, la construction peut s'échelonner sur une période d'un an ou deux. M. Letarte explique que la demande de permis doit être déposée au plus tard deux ans après l'entrée en vigueur du projet particulier, faute de quoi le projet particulier est caduc.

Un citoyen s'interroge sur le fait que le projet compte moins de places de stationnement que de logements, soit 22 cases pour 23 logements. Qu'en est-il des résidents qui n'auront pas de place de stationnement et des visiteurs? Vont-ils se stationner dans la rue? M. Letarte explique que le maximum autorisé par la réglementation est de 26 cases, mais qu'aucun minimum n'est exigé. Il ajoute que les transports en commun sont accessibles dans un rayon de 500 mètres. Le citoyen considère que le manque de stationnement à même le projet va augmenter la pression quant aux places accessibles sur rue et à la circulation. Mme Popeanu mentionne qu'au besoin, des vignettes de stationnement sur rue peuvent être délivrées dans le secteur.

La gestionnaire du 6100, chemin Deacon, qui fait partie du complexe Le sanctuaire, se désole que la présentation ne fasse pas état de l'impact du projet sur le voisinage quant au stationnement. Elle mentionne que 25 à 30 automobilistes se garent sur le terrain vacant et devront se stationner sur rue lorsque le terrain ne sera plus accessible, sans compter les futurs visiteurs et les propriétaires du bâtiment à construire qui disposeront de plus d'une voiture. Elle ajoute que l'école située à proximité dispose déjà des places de stationnement qui lui sont réservées.

Une citoyenne s'interroge à savoir si des condos ou des logements locatifs sont prévus dans ce complexe. Mme Popeanu explique que l'arrondissement ne dispose pas de cette information.

La directrice des opérations et des ressources humaines et directrice générale intérimaire de la Maison Saint-Raphaël, fait part de ses préoccupations, et compte déposer un document à cet égard qui détaille son intervention. Il est joint en annexe du présent compte rendu. Elle ajoute qu'elle aimerait entamer des discussions avec le promoteur dans une logique de bon voisinage. Elle demande à la ville d'assurer un suivi à cet égard auprès de la Maison Saint-Raphaël d'ici au 7 avril. Mme Popeanu qui était présidente du CCU à l'époque, rappelle que le processus lié à la création de la Maison Saint-Raphaël a lui aussi suscité beaucoup d'inquiétude pour le voisinage, et qu'elle comprend ses préoccupations.

Un résident du 6100, chemin Deacon, s'inquiète de l'impact du projet sur l'augmentation de la circulation, le manque de places de stationnement et la sécurité des citoyens. M. Jonathan Leduc explique qu'une étude de circulation a été déposée par le promoteur : il est question d'une quinzaine de véhicules en heure de pointe le matin et de 20-22 véhicules en heure de pointe l'après-midi. Quant au stationnement on est près du « un pour un », et l'orientation de la Ville de Montréal est de limiter le taux de possession de véhicules. Il ajoute que l'augmentation de places de stationnement augmente par le fait même le flux véhiculaire. Mme Popeanu ajoute que l'arrondissement est très sensible à l'enjeu de sécurité au coin des avenues Lajoie et de Vimy et que des saillies seront installées pour sécuriser l'intersection.

Le propriétaire de la maison William Saint-Pierre indique qu'il faudra compter de nombreuses vues illégales sur son terrain et sur les terrains voisins si le projet est complété tel que présenté. Il conteste la hauteur et le volume du bâtiment à construire. Il s'interroge sur la nature du sol et se demande si une étude a été déposée à cet égard par le promoteur. M. Letarte indique qu'une demande sera faite en ce sens lors de l'analyse de la demande de permis.

Une résidente explique que le sol dans ce secteur contient du granite qu'en ce sens, il faudra prévoir du dynamitage. M. Letarte précise que le promoteur devra déposer un plan de gestion et mitigation des impacts nuisibles du chantier pour limiter les nuisances, et que les impacts d'un dynamitage possible seront pris en compte lors de l'analyse de la demande de permis. M. Manseau donne des précisions à la citoyenne quant à la carte de densité jointe à la présentation : il est question de cibles de densification à atteindre à long terme à

la Ville de Montréal pour les projets de développement situés à proximité de stations de métro.

M. Letarte confirme à une citoyenne que le projet ne comprendra pas de logements sociaux et abordables et que le promoteur compte plutôt fournir une contribution financière conformément à la réglementation municipale. Il ajoute qu'une étude de circulation a été fournie par le promoteur. La résidente s'inquiète pour ses enfants de l'augmentation éventuelle de la circulation de transit sur l'axe de Vimy - Côte-Ste-Catherine.

Un citoyen est préoccupé par la lourdeur de l'installation pour avoir accès au stationnement en sous-sol, et du fait que cela puisse décourager les usagers de l'utiliser. Les parcs et le secteur étant déjà très fréquentés, et la circulation étant dense aux abords du Sanctuaire, il aurait également souhaité que l'entrée du projet soit décalée à l'est plutôt qu'à l'entrée du stationnement du Sanctuaire, d'autant que la visibilité y est moindre en raison de la végétation.

M. Letarte explique à un citoyen l'endroit où sera situé l'entrée du stationnement, soit du côté de l'avenue Lajoie. Le citoyen s'interroge à savoir où se stationneront les propriétaires des véhicules qui utilisent le terrain vacant. Mme Popeanu ne peut répondre à cette question et confirme que ce sont les employés et visiteurs de la Maison Saint-Raphaël qui l'utilisent. Le citoyen s'inquiète de la circulation sur de Vimy en raison des sens uniques mis en place par Outremont pour détourner le trafic.

M. Manseau explique à ce citoyen que le bâtiment compte trois étages et une construction hors toit à l'usage du logement inférieur. La dérogation vise ici l'alignement de la mezzanine à la façade avant plutôt que son retrait. M. Manseau précise que le projet pourra être adopté par le conseil avec ou sans changement en fonction des interventions lors de la consultation de ce soir, ou ne pas être adopté.

Un citoyen demande à la conseillère municipale de revoir la notion de « maximum de places de stationnement » et d'envisager plutôt un minimum. D'après lui, décréter un maximum ne réglera en rien le problème de circulation. Mme Popeanu considère que l'augmentation de places de stationnement va de pair avec l'augmentation des véhicules et de la circulation.

Mme Reeves donne des précisions sur la qualification des personnes habiles à voter, lesquelles seront détaillées dans les avis publics : les personnes habiles à voter des secteurs visés pourront voter tout comme les personnes morales et les propriétaires non domiciliés. M. Manseau confirme que les citoyens qui ne résident pas dans les zones ne pourront pas faire partie du processus, et que le découpage des zones n'est pas arbitraire : il correspond aux paramètres de zonage qui sont les mêmes pour chacune des zones.

Le 27 mars 2025

Assemblée publique de consultation
PP-147
PPCMOI – avenue Lajoie (lot projeté 6 651 796)
A/S Me Geneviève Reeves

Objet : Présentation de la Maison de soins palliatifs et centre de jour St-Raphaël

L'OBNL Maison Saint-Raphaël occupe un lot situé dans la zone visée par le projet (référence diap 79 du document PPT afférent à l'APC), en façade du bâtiment projeté, sur le côté nord de la rue Lajoie.

Notre adresse civique est 6005, chemin Deacon et qui correspond à l'entrée principale de la Maison Saint-Raphaël.

Cependant, la porte de l'ancienne église Saint-Raphaël ouvrant sur l'ancien parvis, sur la rue Lajoie, est la porte secondaire utilisée quotidiennement par les résident.e.s, les employé.e.s de la Maison St-Raphaël ainsi que par les services funéraires pour le ramassage des dépouilles.

À l'examen du projet, plusieurs préoccupations ont surgi que nous avons énoncées lors de l'APC du 26 mars 2025 :

- Notre accès par la rue Lajoie pour le transport des dépouilles devra rester absolument intact, y compris durant la période de travaux de construction
- Un espace réservé de stationnement (équivalent à min. 3 voitures) pour les véhicules funéraires sur la rue Lajoie devra être préservé.
- La pression d'eau devra rester suffisante et constante, y compris durant la période de travaux de construction, aux fins d'approvisionnement de notre système de gicleurs.
- L'ancien parvis, en façade sur Lajoie, est utilisé comme une terrasse par nos résident.e.s. Ils.elles sont fréquemment emmené.e.s à l'extérieur dans leurs lits afin de leur permettre de profiter jusqu'à la fin de la vie, de la nature, de l'air, de la paisible animation de la rue. C'est un espace de réunion des proches. Certain.e.s résident.e.s y vont aussi pour fumer. Le respect de la privauté est primordial.
  Il est d'ailleurs possible que les prochains locataires puissent concevoir un malaise à observer des personnes en fin de vie de leur terrasse ou fenêtres.

- Nous soumettons des considérations concomitantes à l'égard de notre usage du parvis de la rue Lajoie :
    - La présence d'arbres en façade dans le projet actuel semble minimale (voir perspective principale, diapo 31 et Recommandation service d'horticulture, diapo 56)
    - La mezzanine sur le toit prévue au projet donnera à ses usager.ère.s une vue directe en surplomb sur le parvis et l'entrée de la rue Lajoie (utilisée par les services funéraires) (voir perspective principale, diapo 46).
    - Certains balcons prévus en façade pourraient aussi avoir cette vue directe ou en surplomb.
    - L'accès au stationnement intérieur ainsi que le plan de gestion des déchets du projet sont prévus par la rue Lajoie (voir perspective principale, diapo 45 et gestion des déchets, diapo 58), apparemment vis-à-vis notre allée menant au parvis. Nous nous inquiétons de la paisibilité et de la gestion des bruits et des odeurs.
    - De plus, en saison hivernale, le dégagement pour le virage des véhicules accédant au stationnement viendra-t-il empiéter sur l'espace réservé aux services funéraires? La MSR ne dispose pas de morgue, le transport des dépouilles doit être fait rapidement.

La présence d'arbres nous apparaît comme une des solutions de mitigation à considérer en priorité. La création d'un écran arboricole adapté sur le terrain de la Maison Saint-Raphaël, aux frais des promoteurs ou par la Ville, pourrait-elle être envisagée?

- Quelle gestion d'impact de la construction est-elle prévue pour le voisinage: horaire de chantier? bruit? vibrations? dynamitage pour excavation? enfoncement de pieux?
  Les fondations du bâtiment patrimonial sont de pierre. Il pourrait être nécessaire d'en vérifier la résistance au stress.
- En dépit des cases de stationnement prévues au projet, il est vraisemblable que l'addition des 23 unités locatives augmentera la pression sur le stationnement sur rue. La MSR fera prochainement des démarches auprès de l'arrondissement CDN-NDG pour examiner toutes les solutions possibles en vue d'améliorer les conditions de transport de ces 80+ employé.e.s. Pour rappel, dans un esprit de bon voisinage, l'Archidiocèse de Montréal avait consenti à la MSR l'usage du lot du projet depuis l'ouverture en 2019. Le stationnement gratuit a été une condition d'emploi fort appréciée, qui a contribué à l'attractivité d'employeur de la MSR durant les 5 dernières années.

Addenda suite à notre participation à l'APC

- Nous avons compris que pour obtenir le nom du promoteur du projet actuel, il nous faudra faire une demande en vertu de la Loi d'Accès à l'information.
- Nous aimerions connaître l'adresse web où nous pourrons faire le suivi des prochaines étapes.
- Nous apprécierions savoir si nos considérations auront été prises en compte en vue de l'adoption pour de la résolution 2e lecture par le conseil d'arrondissement. Une telle chose est-elle envisageable et comment faire?

Merci d'accueillir nos préoccupations et quelques suggestions.
Nous suivrons ce dossier avec attention.
Avec nos salutations respectueuses,



Hélène Lamarre CRHA
Directrice des opérations et des ressources humaines et directrice générale intérimaire
Maison St-Raphaël

ANNEXE

PRÉSENTATION

Projet de résolution approuvant le projet particulier PP-147 à autoriser la construction d'un bâtiment résidentiel de 23 logements sur un terrain vacant situé sur l'avenue Lajoie (lot projeté 6 651 796), en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

ASSEMBLÉE PUBLIQUE DE CONSULTATION

PP-147

PPCMOI – avenue Lajoie (lot projeté 6 651 796)

Étudier, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017), une demande de projet particulier visant à autoriser la construction d'un bâtiment résidentiel de 23 logements sur un terrain vacant situé sur l'avenue Lajoie (lot projeté 6 651 796 - dossier relatif à la demande 3003475378.

2025/03/26

Salle du Conseil - 5160, boulevard Décarie RDC

01 MISE EN CONTEXTE

02 ANALYSE DU SITE

03 LE PROJET

04 PÉRIODE DE QUESTIONS ET COMMENTAIRES

PROCÉDURE DE PROJET PARTICULIER (PPCMOI)

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

QU'EST-CE QU'UN PPCMOI?

PPCMOI pour **P**rojet **P**articulier de **C**onstruction, de **M**odification ou d'**O**ccupation d'un **I**mmeuble

C'est une **résolution** du Conseil d'arrondissement qui autorise les paramètres dérogatoires d'un projet **à certaines conditions**

AVANTAGES DE CETTE APPROCHE

Permet d'exiger toute condition, eu égard aux compétences de la Ville, qui devront être remplies relativement à la réalisation du projet

Permet d'atteindre les objectifs du Plan d'urbanisme qui ne sont pas autrement imposés par des mesures réglementaires

Permet de soumettre le projet à un processus **d'approbation citoyenne**

CHEMINEMENT GÉNÉRAL DU PROJET

1. PROJET PARTICULIER (PPCMOI)

ÉTAPE PRÉSENTEMENT EN COURS

Le Conseil d'arrondissement détermine les paramètres du projet par résolution suite à une consultation publique et un processus d'approbation citoyenne.

2. APPROBATION DES PLANS (PIIA)

Le comité consultatif d'urbanisme évalue les plans de construction selon les objectifs et les critères d'analyse prévu au PPCMOI, au règlement d'urbanisme et au plan d'implantation et d'intégration architecturale.

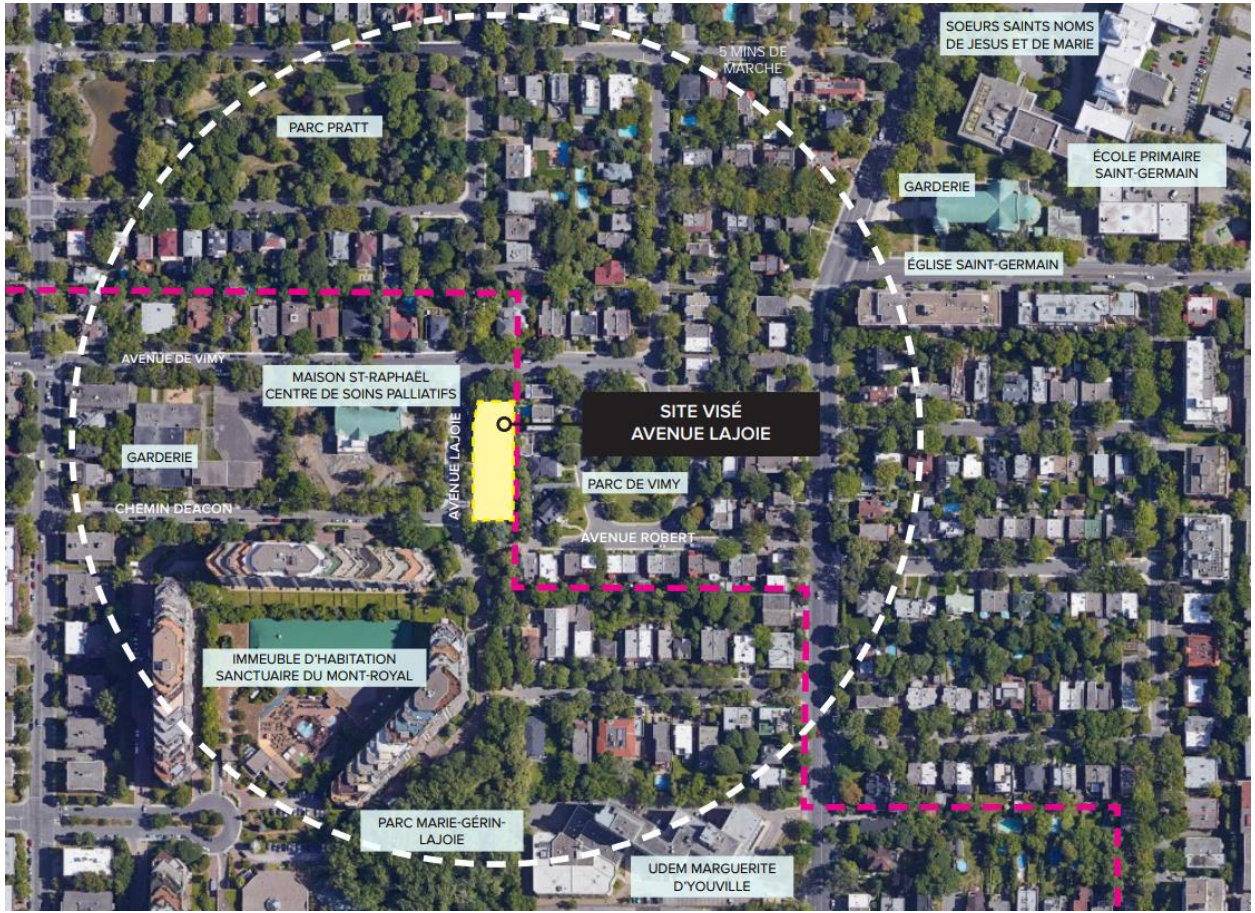
3. DÉLIVRANCE DES PERMIS

Les travaux peuvent débuter suite à la délivrance des permis requis.

01 | CONTEXTE

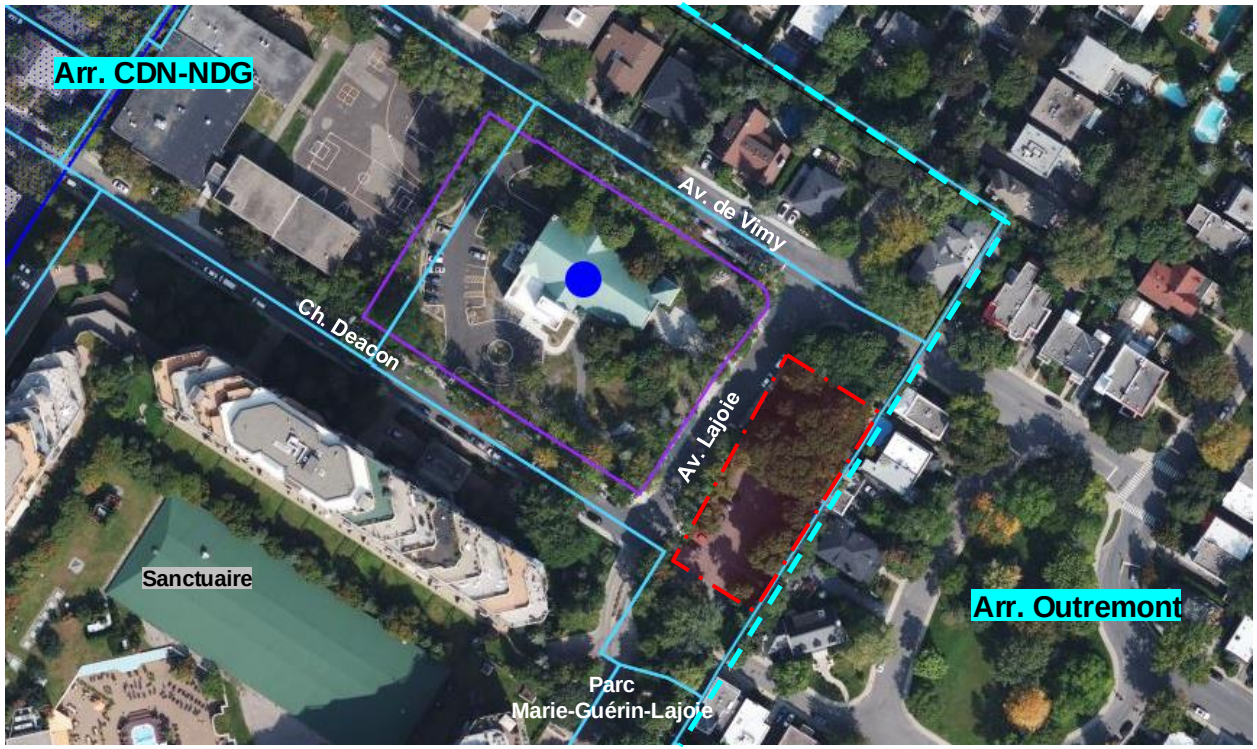
Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

LOCALISATION



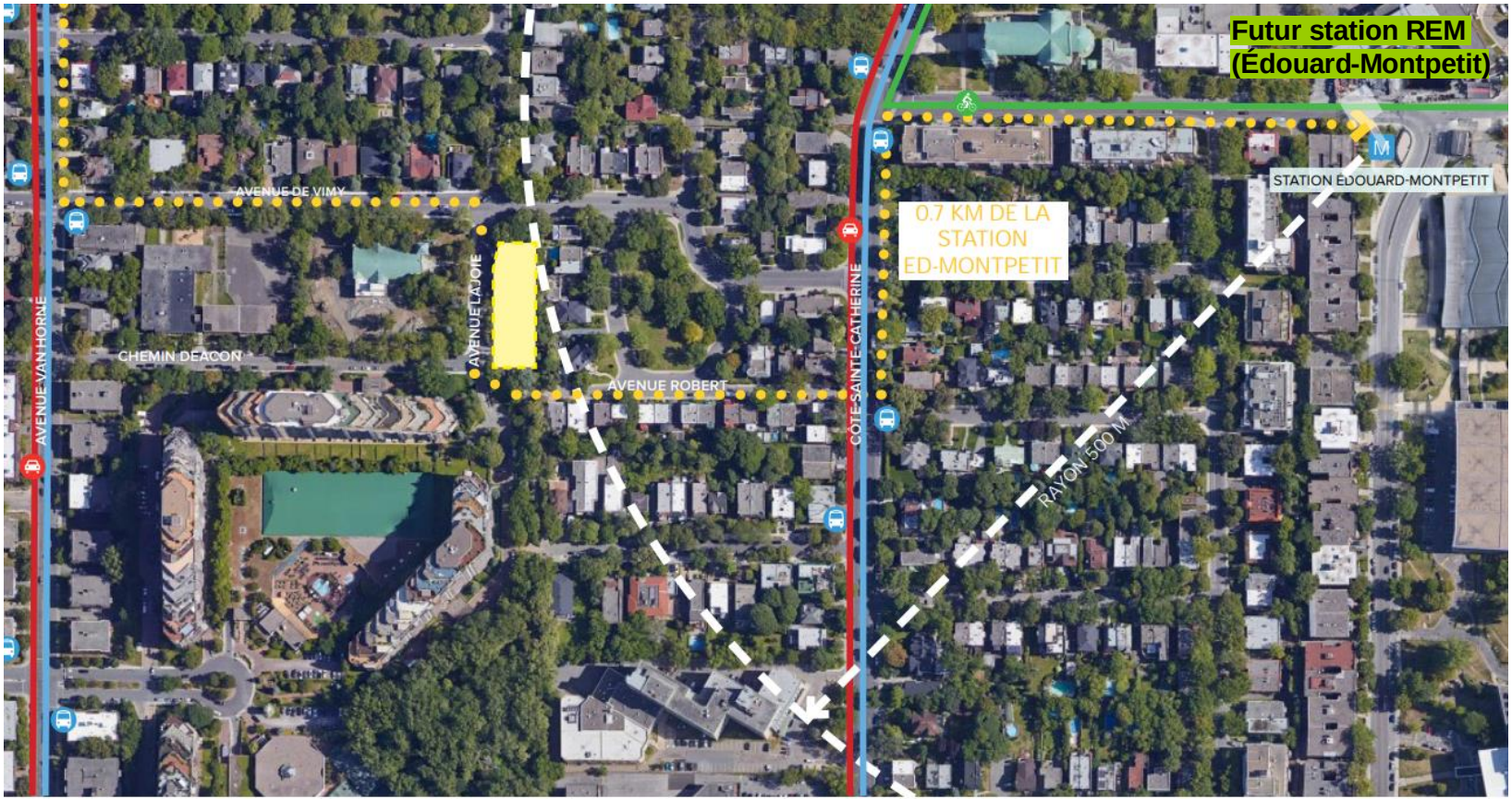
- District Côte-des-Neiges;
- Zone: 0628
- Terrain vacant appartenant aux Œuvres de Charité de l'Archevêque Romain de Montréal;
- Proximité du parc Marie-Guérin-Lajoie, du Sanctuaire et adjacent à l'Arr. Outremont;
- Actuellement stationnement pour la maison St-Raphael.

LOCALISATION



- District Côte-des-Neiges;
- Zone: 0628
- Terrain vacant appartenant aux Œuvres de Charité de l'Archevêque Romain de Montréal;
- Proximité du parc Marie-Guérin-Lajoie, du Sanctuaire et adjacent à l'Arr. Outremont;
- Actuellement stationnement pour la maison St-Raphael.

DÉPLACEMENT

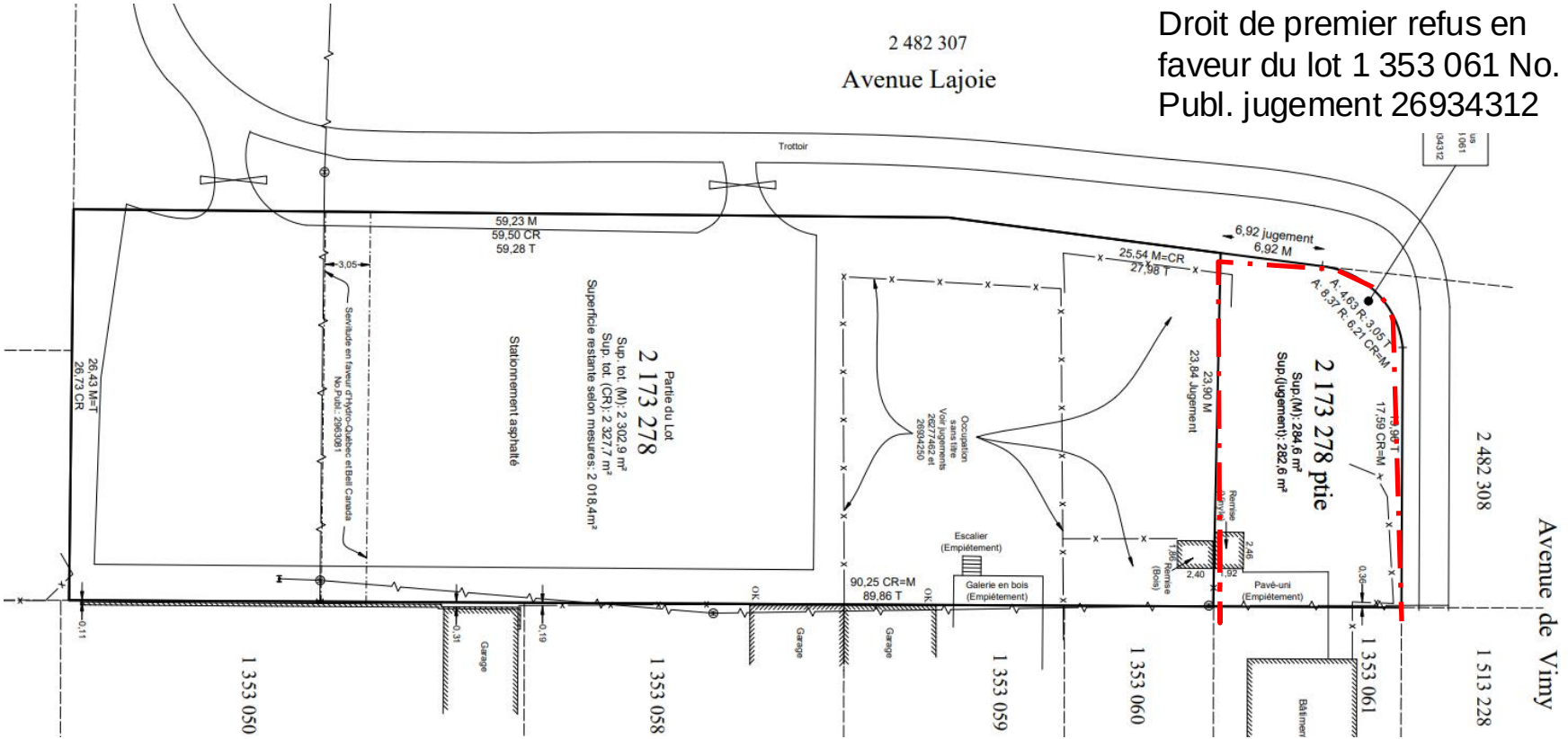


TOPOGRAPHIE



Dénivelé d'environ 2 mètres

CERTIFICAT DE LOCALISATION

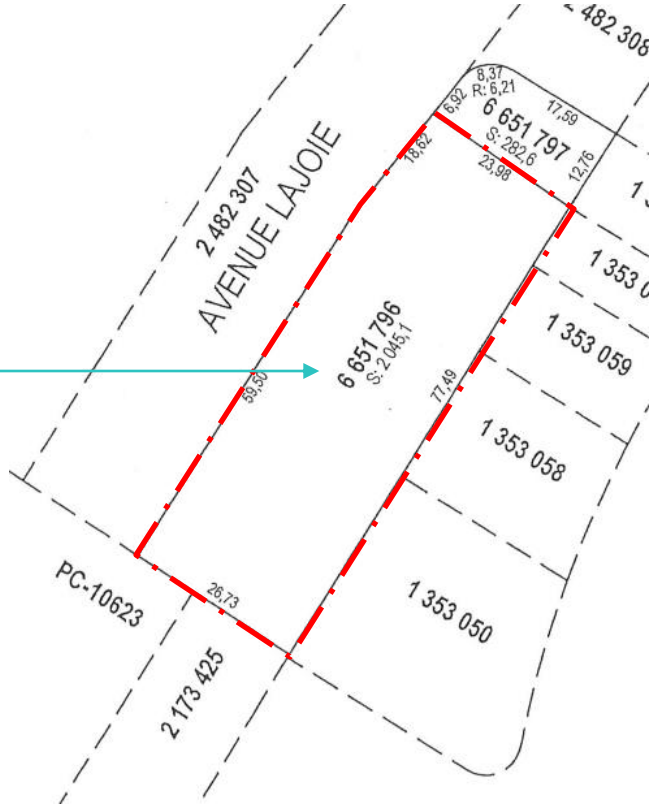


Droit de premier refus en faveur du lot 1 353 061 No. Publ. jugement 26934312

CERTIFICAT DE LOCALISATION

Une demande d'opération cadastrale a été effectué afin de scinder le lot en deux lots distincts.

Numéro de lot projeté: 6 651 796



LE SITE





LE SITE





LE SITE





LE SITE





LE SITE







LE VOISINAGE – LE SANCTUAIRE

SITE DU COMPLEXE LE SANCTUAIRE

Terrain de 100 000 mc où le développeur M. René Lépine a construit un développement de 5 bâtiments résidentiels de 11 à 15 étages dans les années 1983-1987 totalisant 725 unités.

L'image jointe montre en 1949 la présence d'un bâtiment mais les recherches ne nous ont pas permis de savoir quel était son usage. Appartenait-il à la communauté religieuse de l'église St-Raphael d'Archange? Des réponses suivront pour la phase suivante.

Les tracés montrent bien la présence d'un sentier dans le parc Marie-Gérin-Lajoie à la fin des lotissements résidentiels adossant le vaste terrain.





LE VOISINAGE – LA MAISON SAINT-RAPHAEL

RÉPERTOIRE DU PATRIMOINE CULTUREL DU QUÉBEC

Église construite entre 1932 et 1933.
Bâtiment de pierre selon les plans de l'architecte Gratton D. Thompson, son toit est recouvert de cuivre. L'église est léguée par le Archidiocèse de Montréal en 2009 et l'ouverture de la maison a lieu en 2019. La maison de soins palliatifs comprend 178 chambres.

Le site à l'étude est un site disponible. Le coin Est du site possède déjà une canopée.

En 1949, la rue de Vimy n'est pas encore construite. L'Église St-Raphael fait front à la front à l'avenue Lajoie.





LE VOISINAGE – MAISONS OUTREMONTOISES







PLAN D'URBANISME / ZONAGE - Affectation



Affectation PU

- Secteur résidentiel
- Secteur mixte
- Secteur d'activités diversifiées
- Secteur d'emplois
- Grand équipement institutionnel
- Couvent, monastère ou lieu de culte
- Agricole
- Conservation
- Grand espace vert ou parc riverain
- Grande emprise ou grande infrastructure publique

Affectation zonage: E.5 (1) / Équipements culturels, d'hébergement et de santé

- établissement cultuel, tels lieu de culte et couvent;
- activités communautaires ou socioculturelles;
- garderie;
- Bibliothèque;
- école préscolaire;
- école spécialisée.

PLAN D'URBANISME



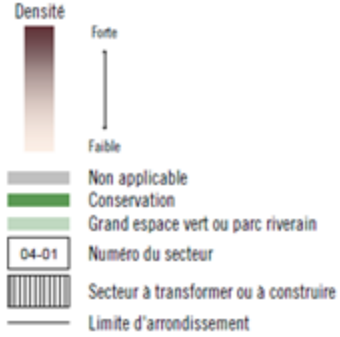
AFFECTATION Résidentiel

SECTEUR 04-01

HAUTEUR 2-3 étages

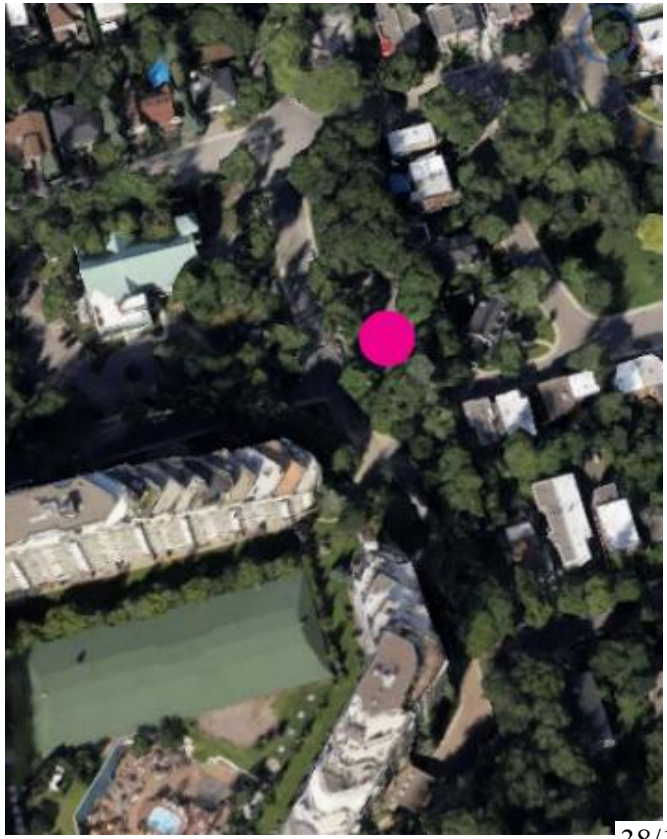
MODE D'IMPLANTATION

TAUX D'IMPLANTATION Moyen



CONTEXTE RÈGLEMENTAIRE - RÈGLEMENT 01-276

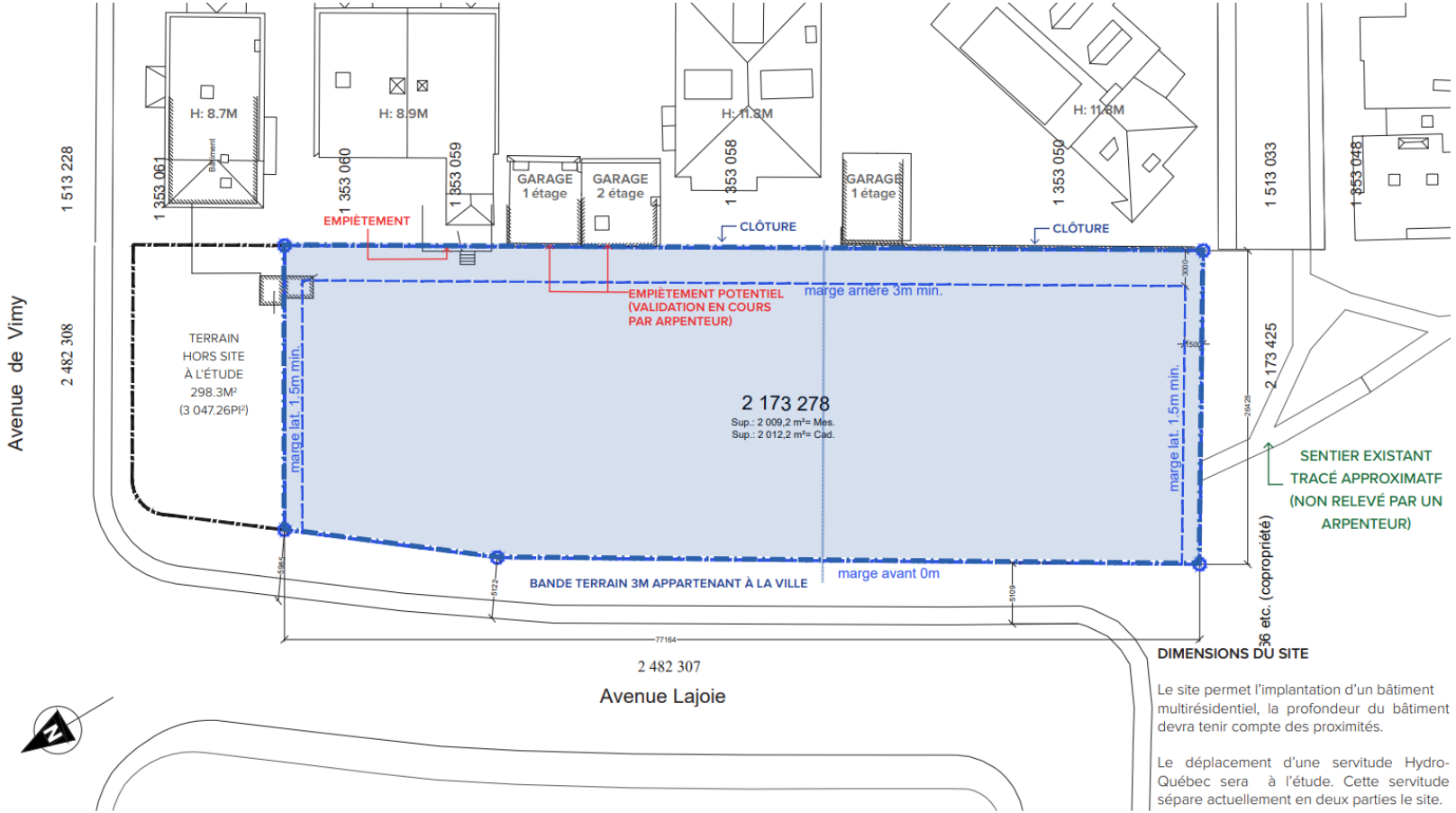
Zone :	0628
Usage :	E.5(1) 1. établissement cultuel, tels lieu de culte et couvent
Hauteur :	3 étages 12.5 mètres maximum
Mode d'implantation :	Règles d'insertion (PIIA)
Taux d'implantation :	Min: 35 %/ max : 70%
Taux verdissement (pleine terre)	25 % min
Marges requises	-marge avant : N/A -marge latérale : 1,5 m -marge arrière : 3 m
Case stationnement voiture	Max: 1/150m2
Unité vélo	Min: 1/70 m2
Secteur significatif :	Non



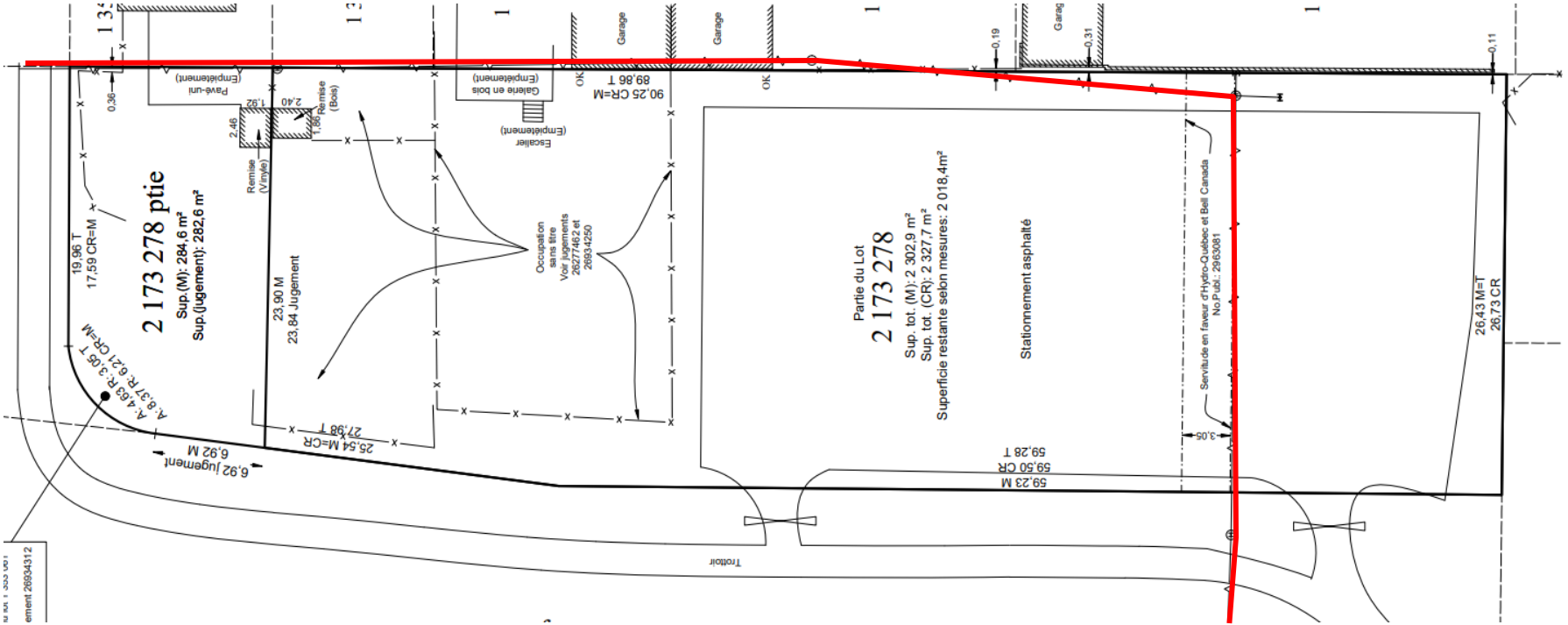
03 | LE PROJET

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

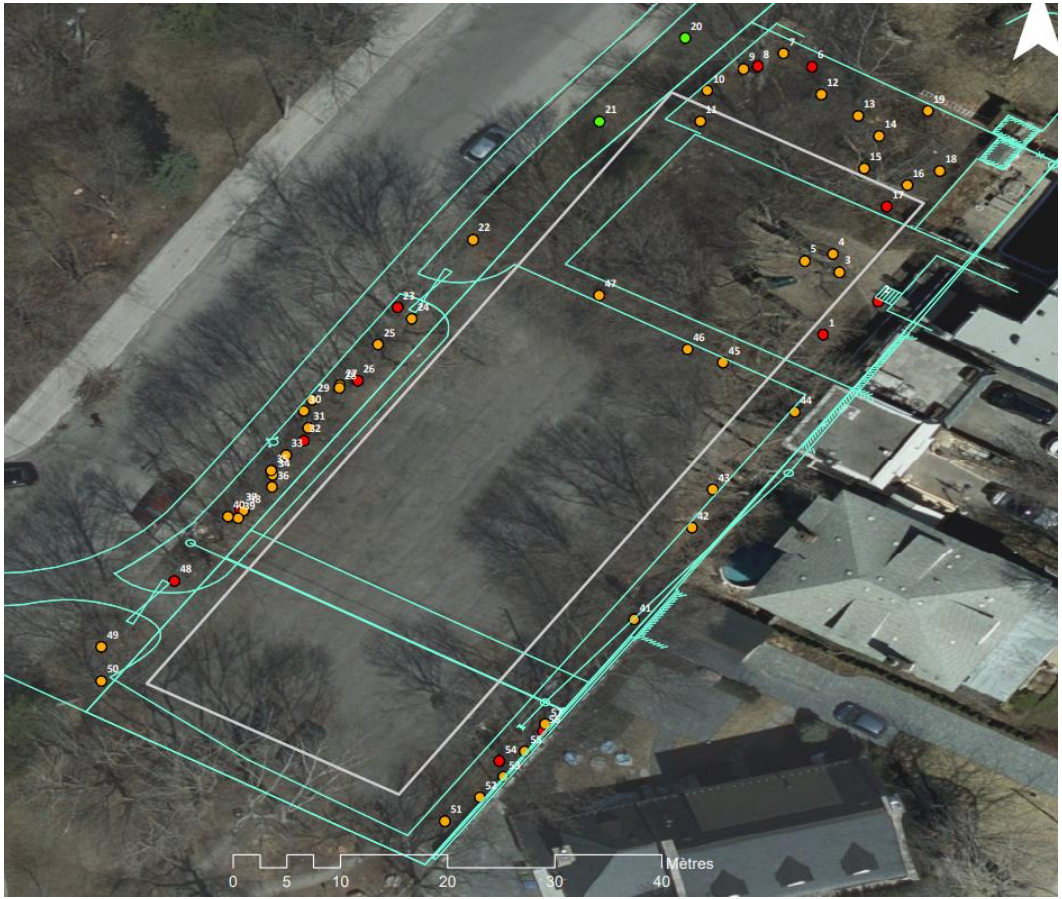
LES CONTRAINTES - PARC



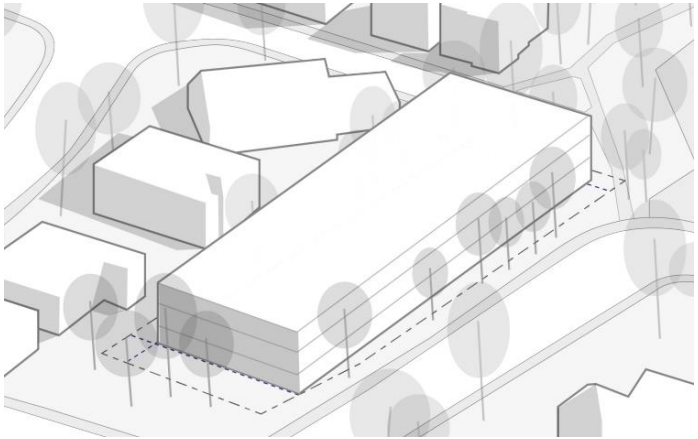
LES CONTRAINTES – Servitude Hydro-Québec et Bell

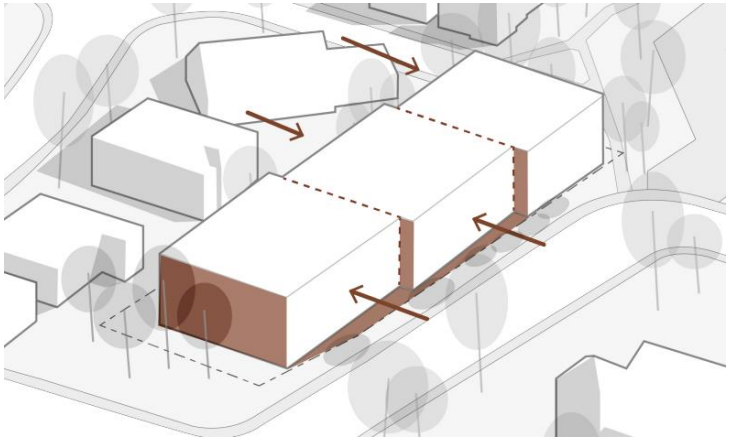


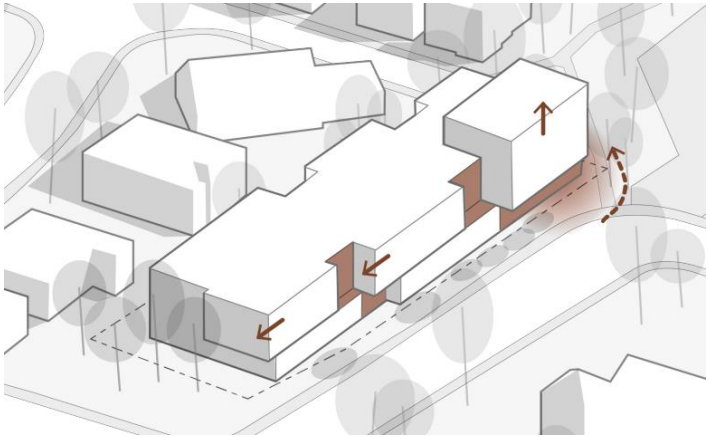
LES CONTRAINTES - ARBRES

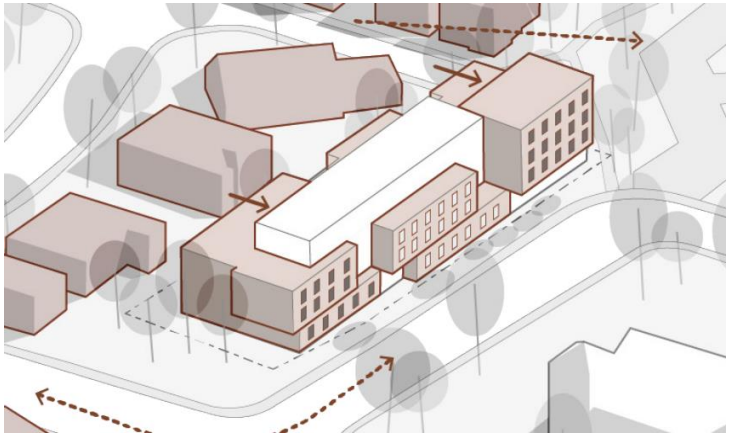


LA DÉMARCHE CONCEPTUELLE





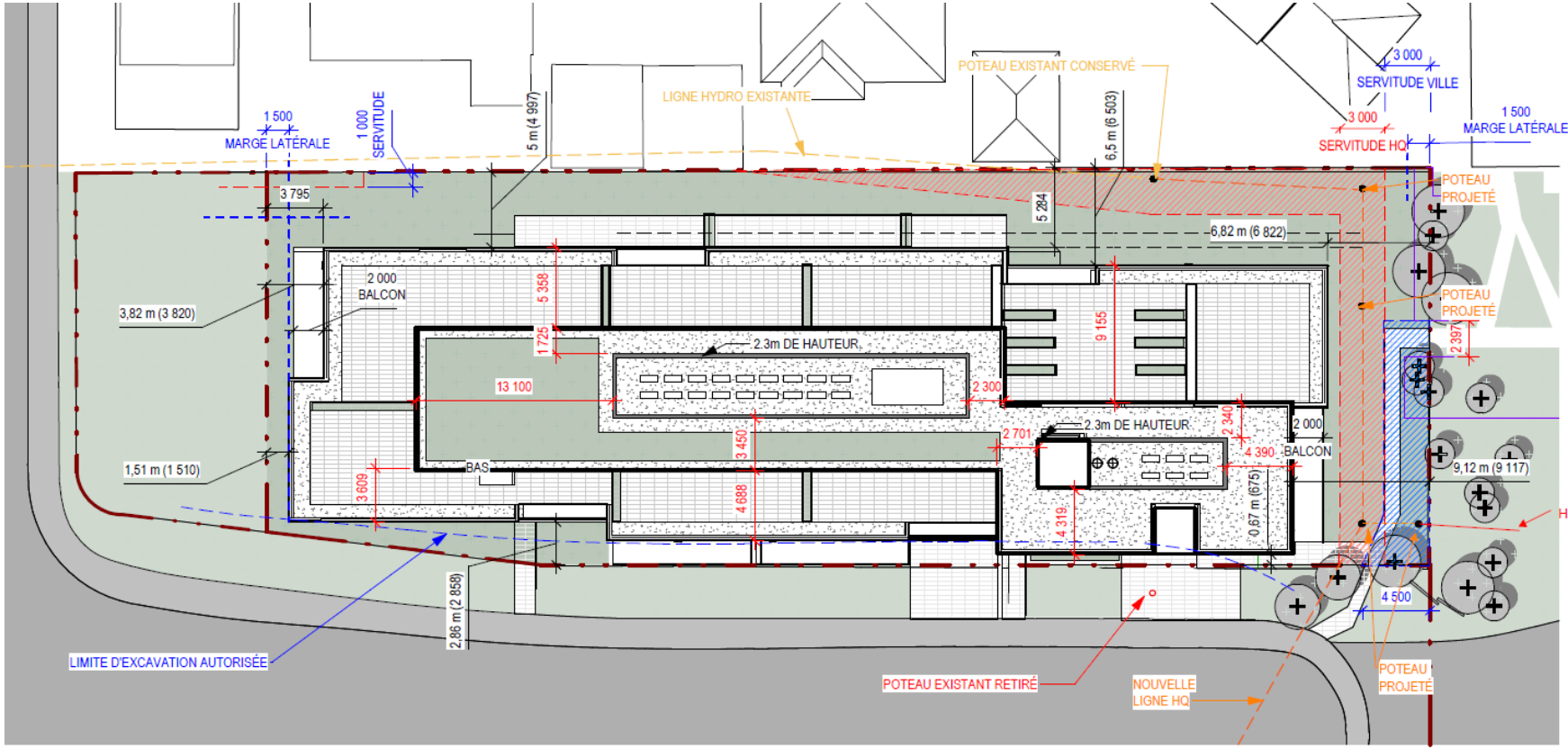




PERSPECTIVE PRINCIPALE



PLAN D'IMPLANTATION



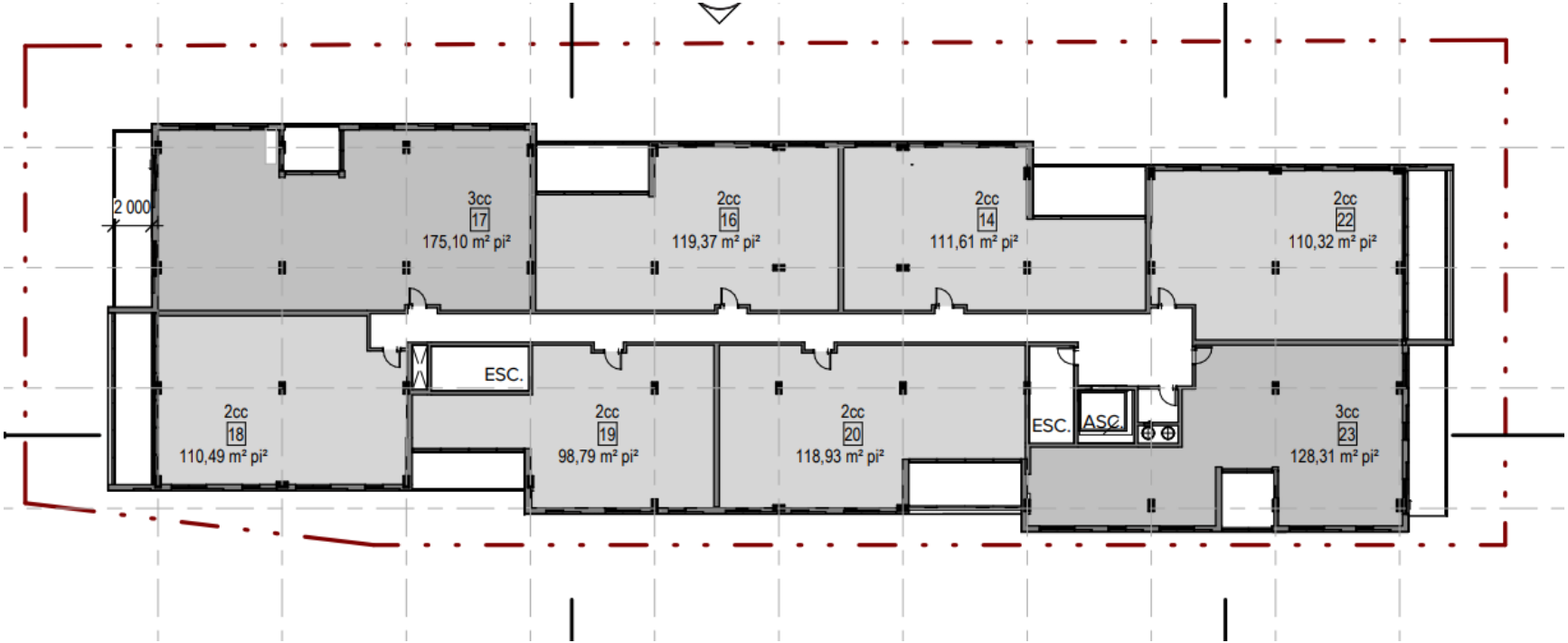
Taux d'implantation: 63% / COS: 1.86

PLAN RDC



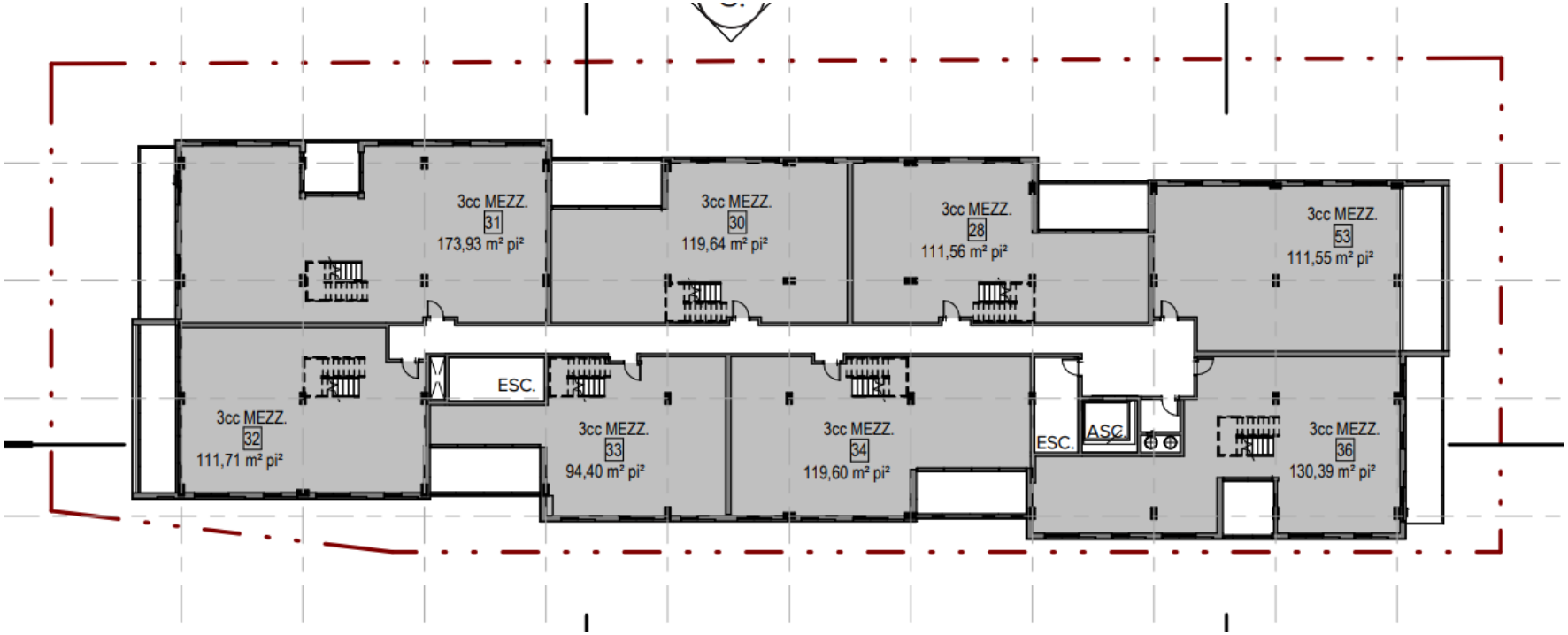
Total 23 logements: 12 logements de 2 c.-à-c. (6) / 11 logements de 2 c.-à-c. (2)

PLAN 2e ÉTAGE



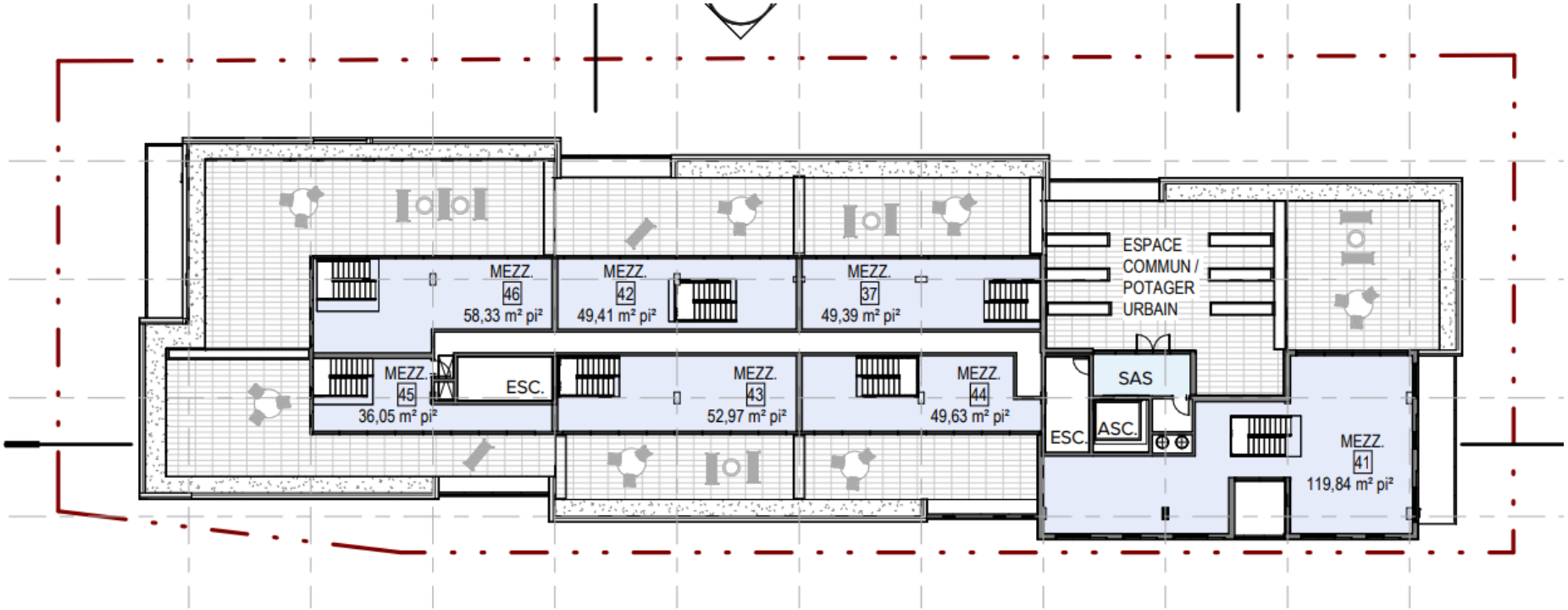
Total 23 logements: 12 logements de 2 c.-à-c. (6) / 11 logements de 2 c.-à-c. (2)

PLAN 3e ÉTAGE



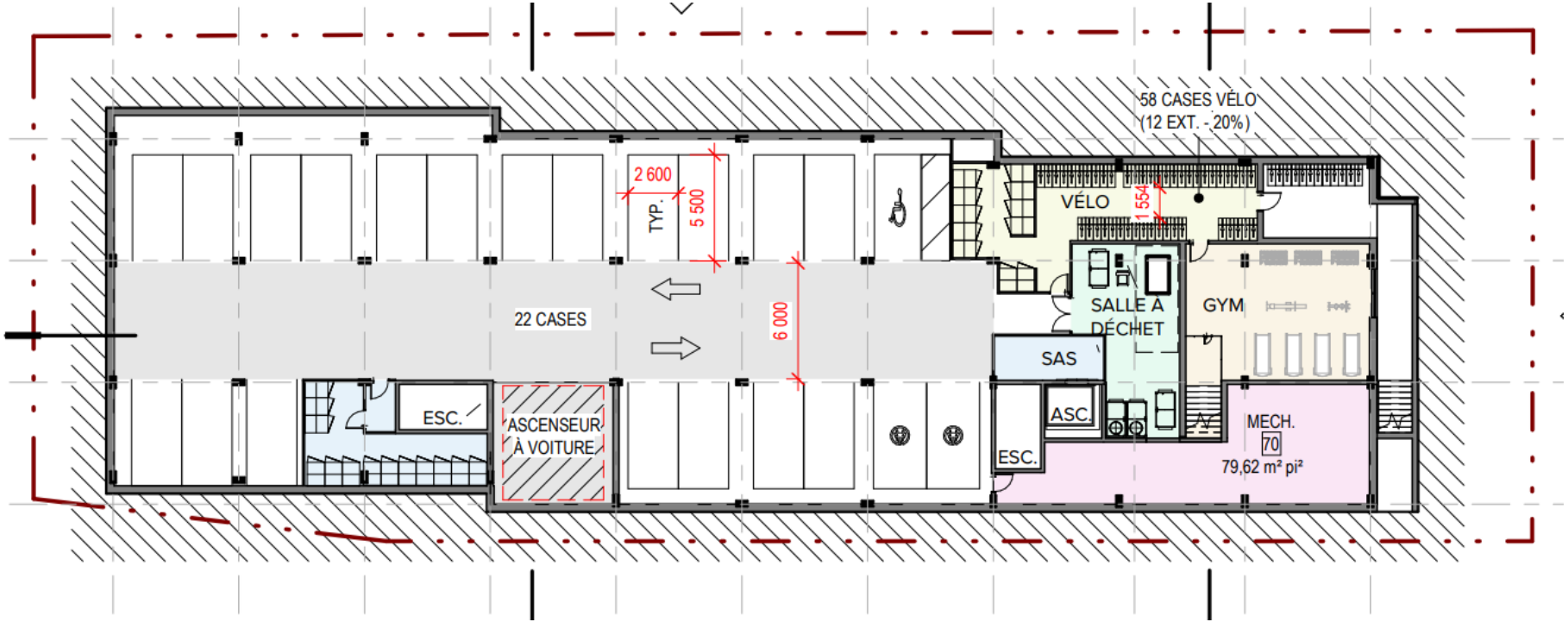
Total 23 logements: 12 logements de 2 c.-à-c. (6) / 11 logements de 2 c.-à-c. (2)

PLAN DU MEZZANINE & TOIT



Mezzanine avec terrasses privées au toit / terrasse commune au toit/ toiture verte

PLAN SOUS-SOL 1



22 cases / Services

ÉLÉVATIONS



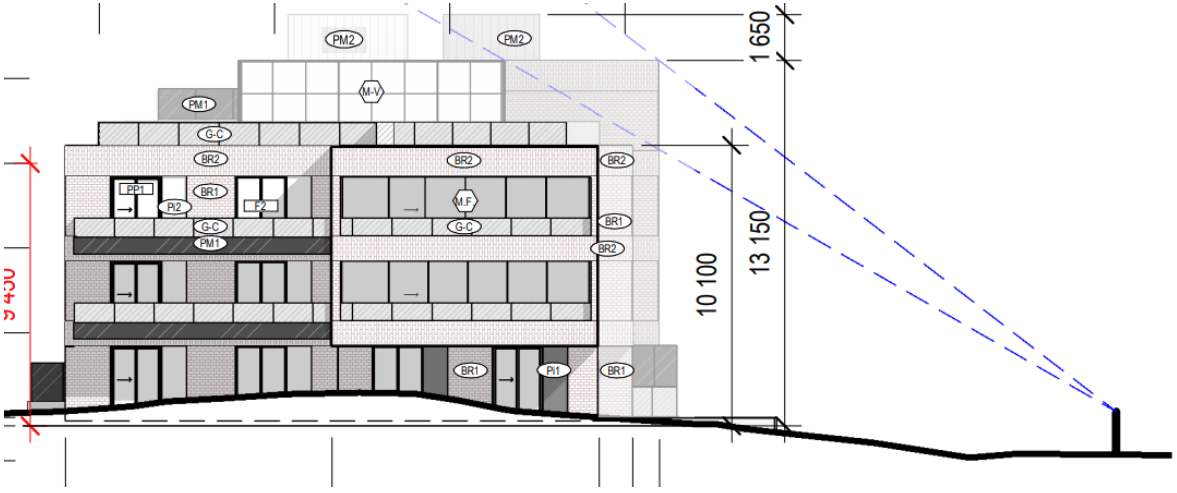
Façade avant

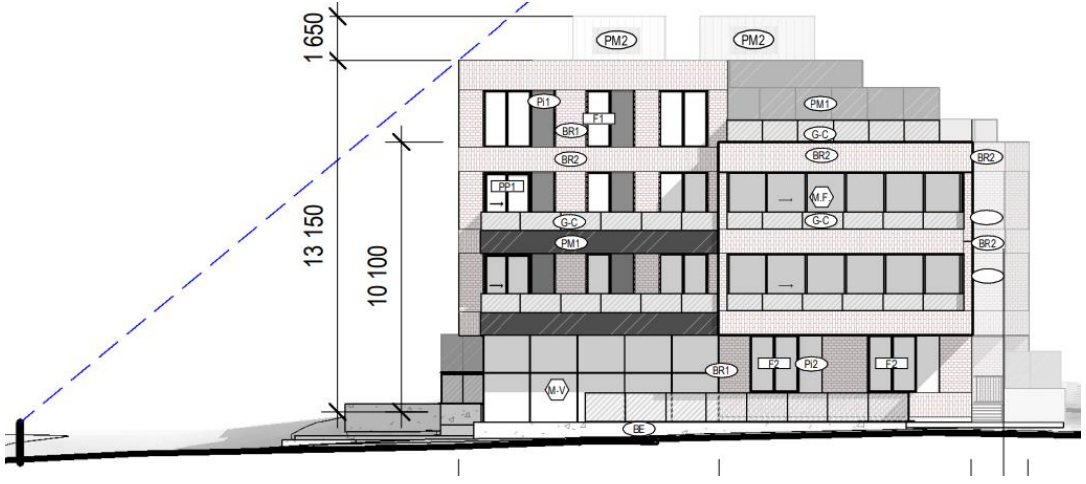


Mur arrière

ÉLÉVATIONS

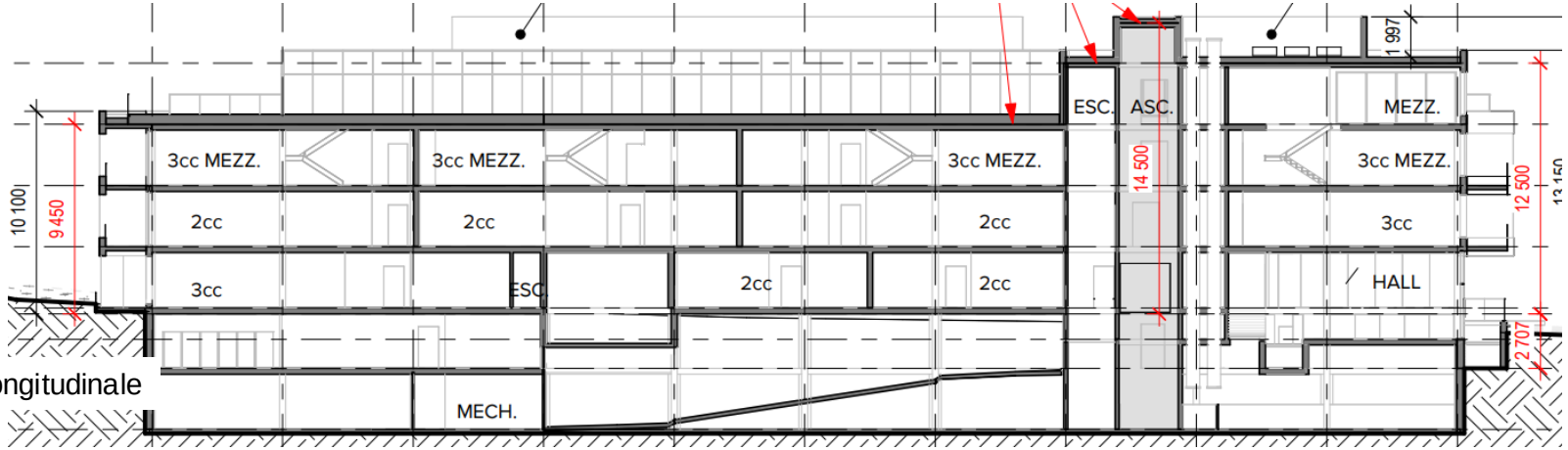
Mur latéral ouest (boisé)



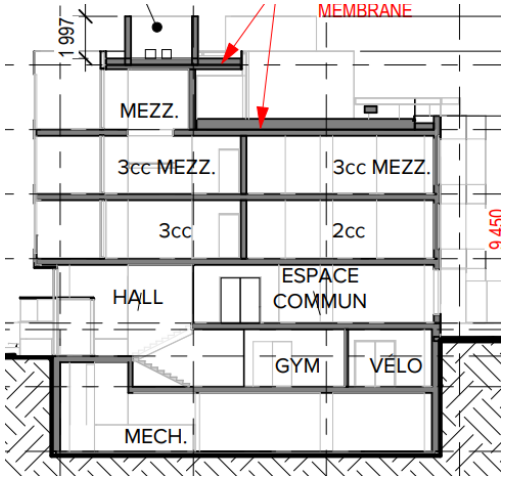


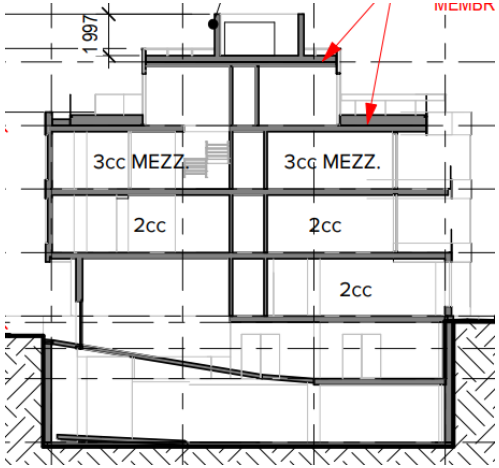
Mur latéral est (parc)

COUPES



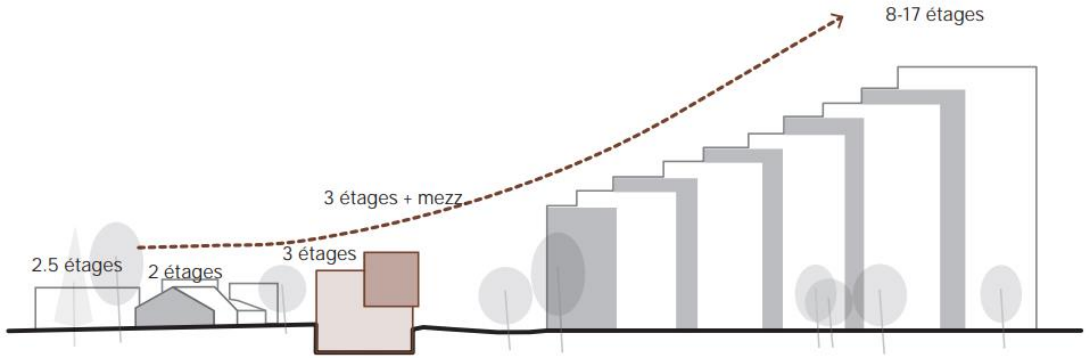
Coupe longitudinale

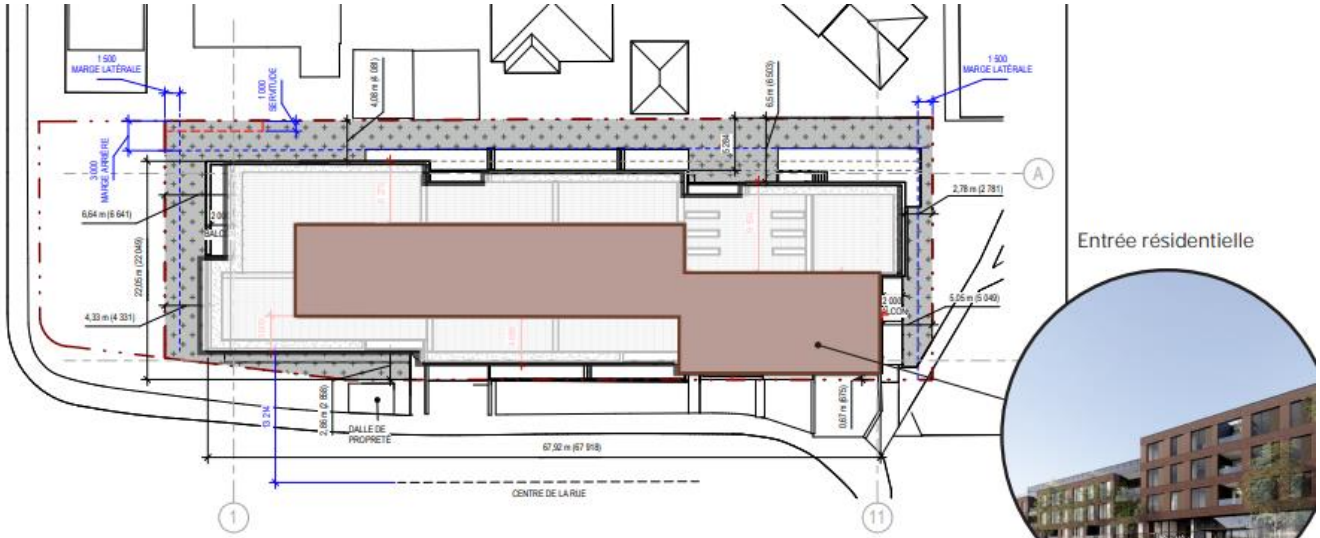




Coupes transversales

ÉVOLUTION DE LA DENSITÉ





MATÉRIALITÉ





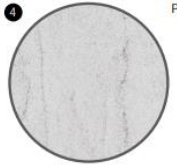
1 BRIQUE D'ARGILE ROUGE
FINI TALOCHÉ
MORTIER AGENCÉ
APPAREILLAGE EN PANERESSE, POSÉE VERTICALEMENT



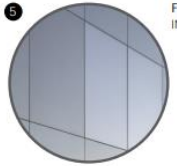
2 BRIQUE D'ARGILE ROUGE
FINI WIRECUT
MORTIER AGENCÉ
APPAREILLAGE EN PANERESSE



3 PAREMENT DE PIERRE NATURELLE NOIR



4 PAREMENT DE PIERRE NATURELLE GRIS-BLANC



5 FAÇADE DE VERRE CLAIR
INDICE DE RÉFLEXION INFÉRIEUR À 20%

MATÉRIALITÉ

Revêtement durable et de qualité
Brique sélectionnée pour ses qualité esthétique et de sa faible empreinte envrionnementale en tenant compte du cycle de vie

Linteau libre avec bris thermiques
Réduction des déperditions thermiques ponctuelles

Solins horizontaux continus
Qualité de la finition accrue

Ornementation dans le travail des détails de brique
Appareillage en paneresse vertical et horizontal
Contraste de texture, fini coupe-fil (Wirecut) et taloché (Artisan)
Périmètre des ouvertures en brick chenfrennées " Bullnose"





PERSPECTIVE



PERSPECTIVE



PERSPECTIVE



PERSPECTIVE



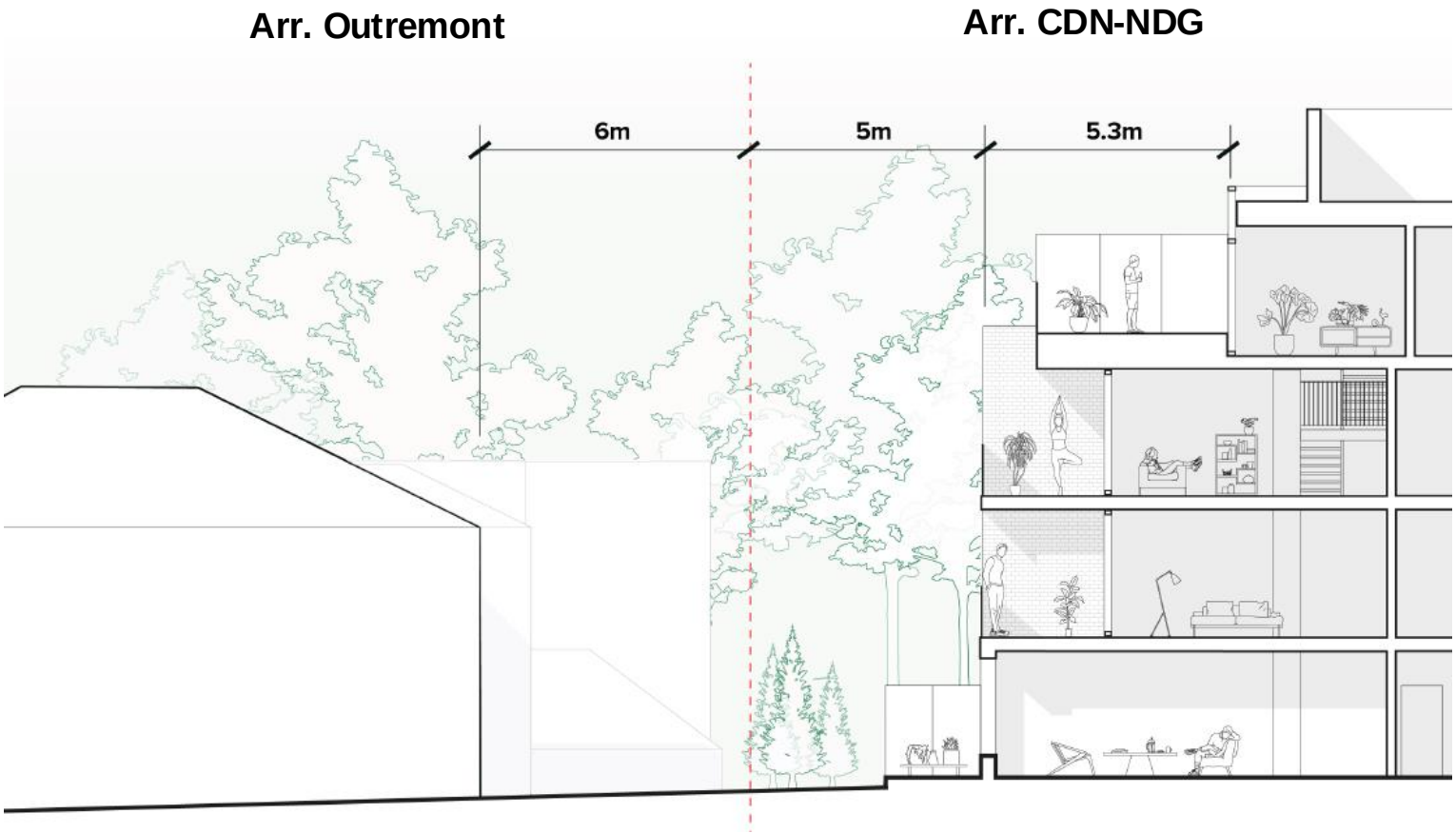
PERSPECTIVE



ÉLÉVATION RUE



ÉLÉVATION RUE



PERSPECTIVE ARRIÈRE

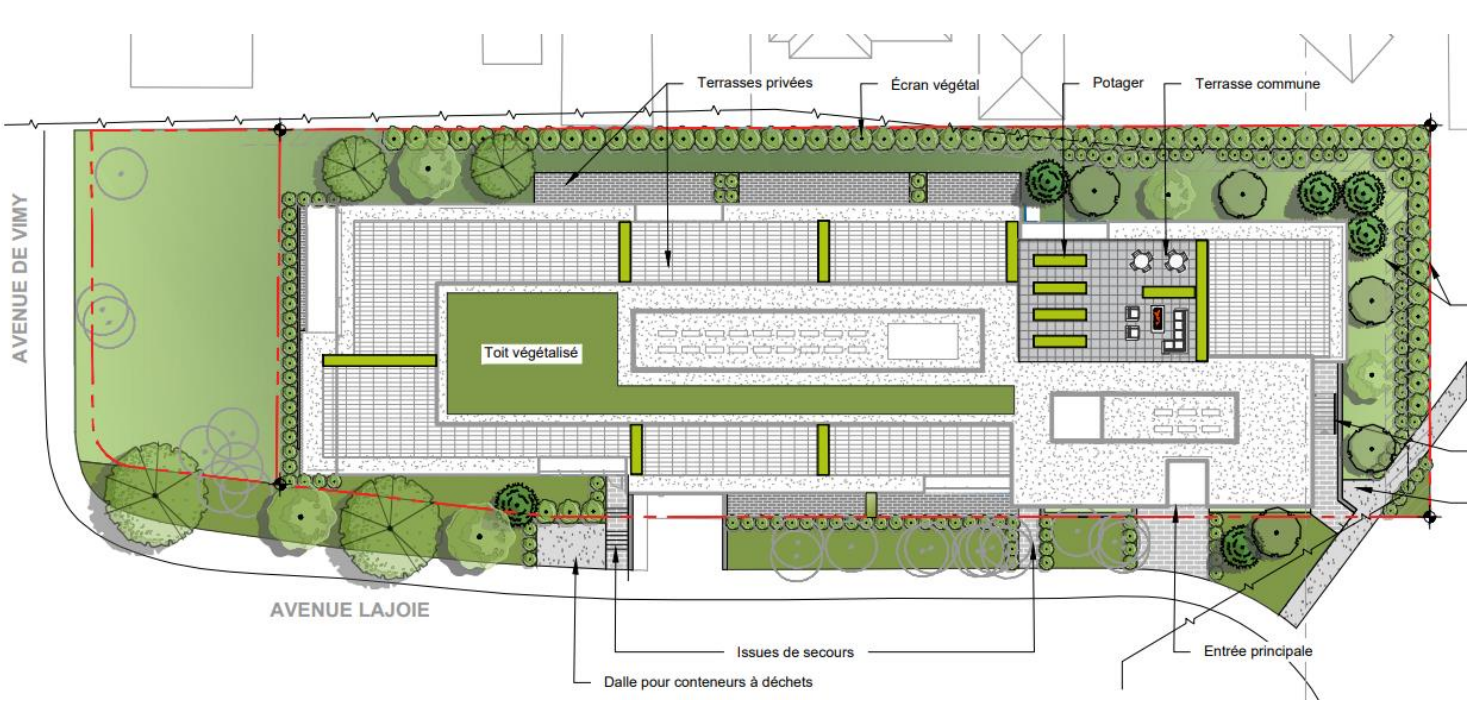




PERSPECTIVE PARC

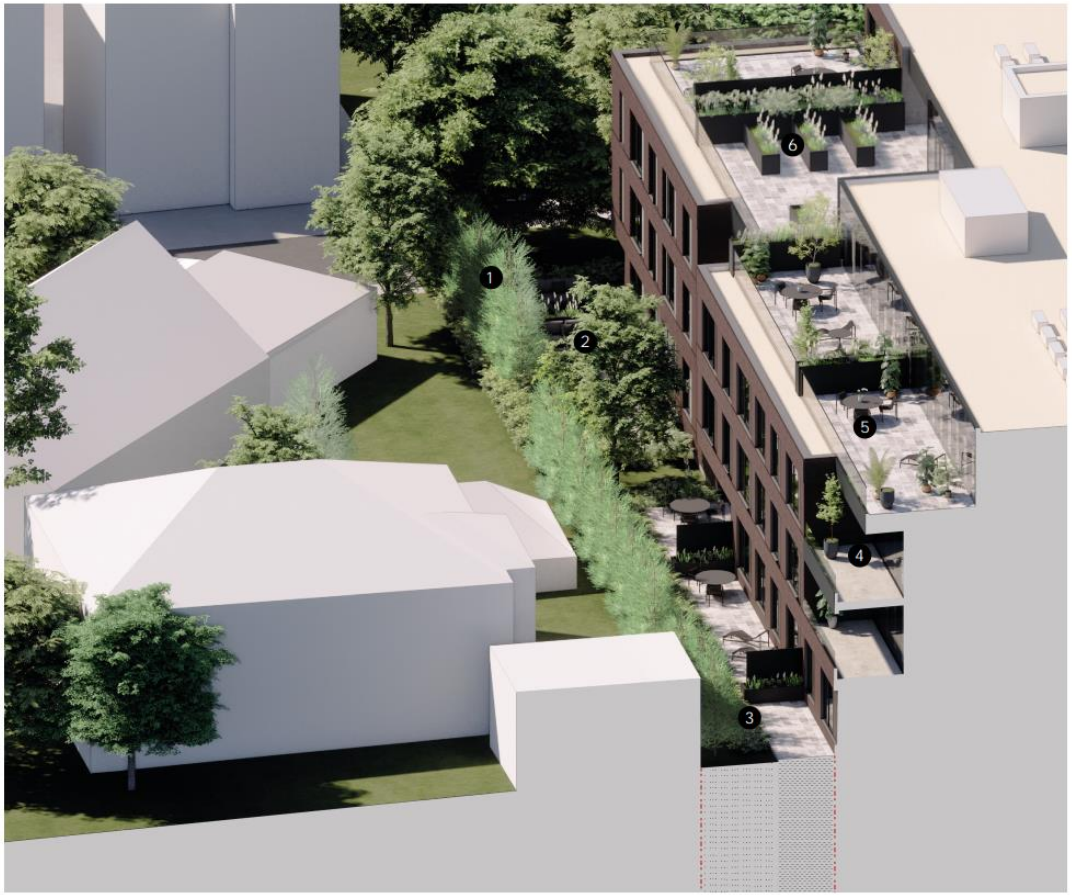


ARHITECTURE DE PAYSAGE





ARHITECTURE DE PAYSAGE



1. Plantation de connifères assurant un écran visuel et acoustique au pourtour de la terrasse commune.



2. Jardin de plantes nourissières, créant une expérience paysagère à la fois visuelle et olfactive, favorisant un rapport plus direct entre l'humain et son envrionnement.



3. Haie de cèdres et arbres à grand déploiement le long des terrasses privées au rez-de-chaussée



4. Balcons extérieurs en loggia plutôt qu'en projection afin d'assurer une meilleure privauté vis à vis des résidences voisines.



5. Terrasses privées en toiture avec de généreux bacs de plantation, contribuant à rédurie les ilôts de chaleur.



6. Terrasse commune en toiture avec aménagement d'un potager urbain pour contribuer à l'indépendance alimentaire des futurs résidents.



ARHITECTURE DE PAYSAGE



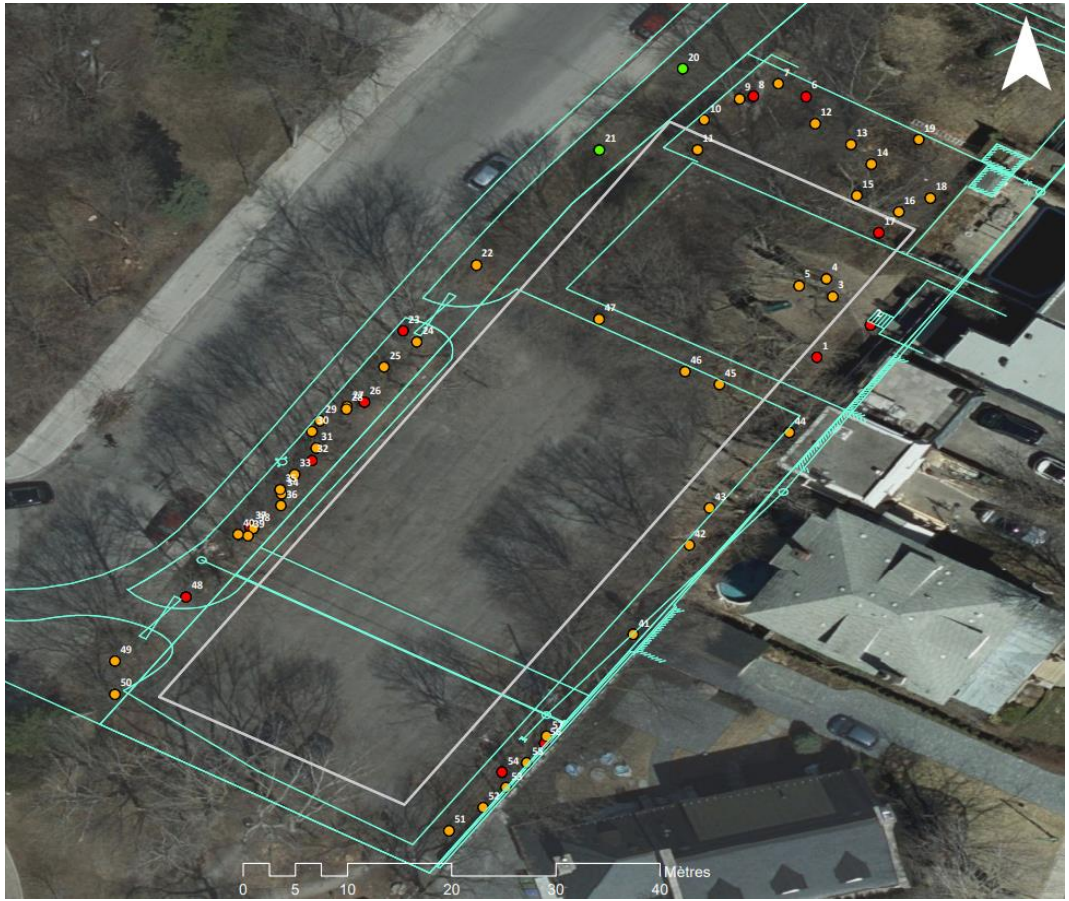








ARHITECTURE DE PAYSAGE



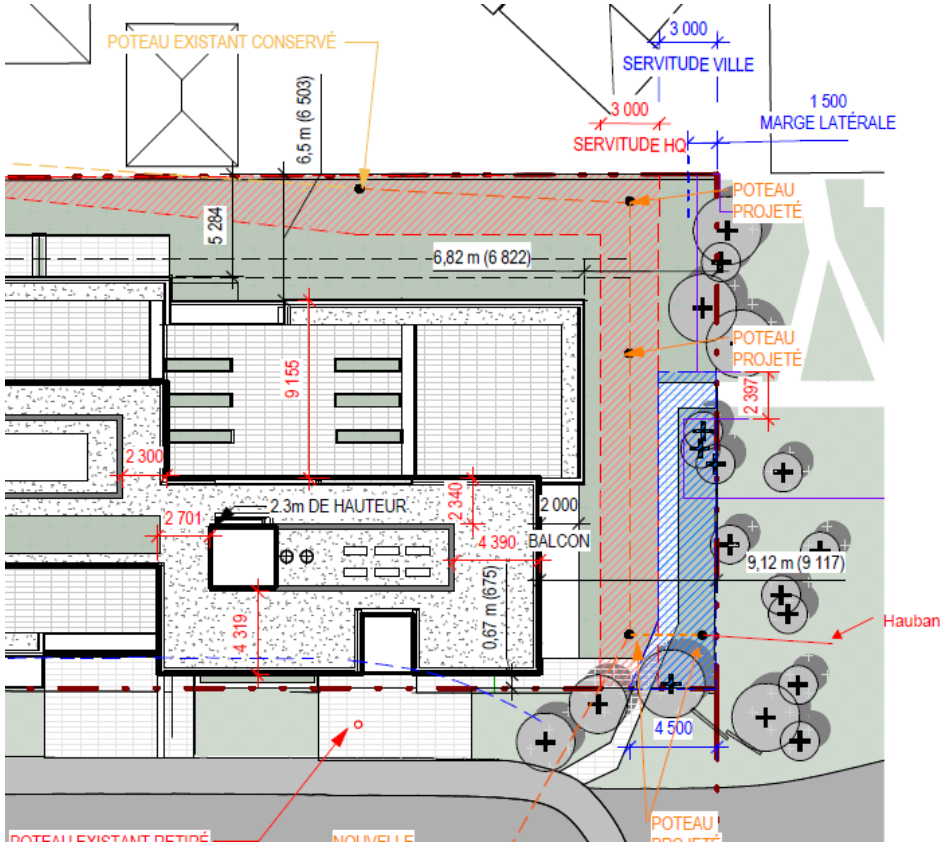
Plan des impacts anticipés sur les arbres

- Abattage (projet) / 43 arbres
- Abattage (état de santé) / 12 arbres
- Conservation / 2 arbres
- Bâtiment projeté
- Limites et périmètres

<u>Recommandation Service horticulture et arboriculture de la Ville:</u>

- Aucune construction à 3 mètres de la ligne de lot latérale avec le parc;
- Aucune construction à partir de 7 mètres de la ligne de la voie publique (début du trottoir) et le bâtiment;
- Les arbres en mauvais conditions sur le domaine publique pourront être abattu, les autres devrons être conservés;
- Un PIIA permettra d'analyser les arbres a abattre et à conserver.

ARHITECTURE DE PAYSAGE – Servitudes

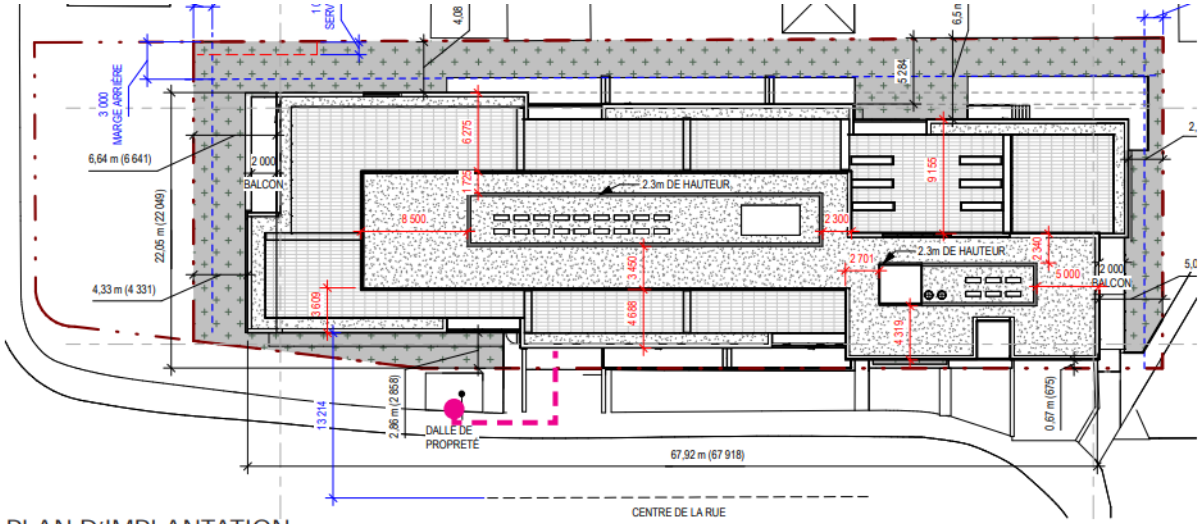


Discussion servitudes:

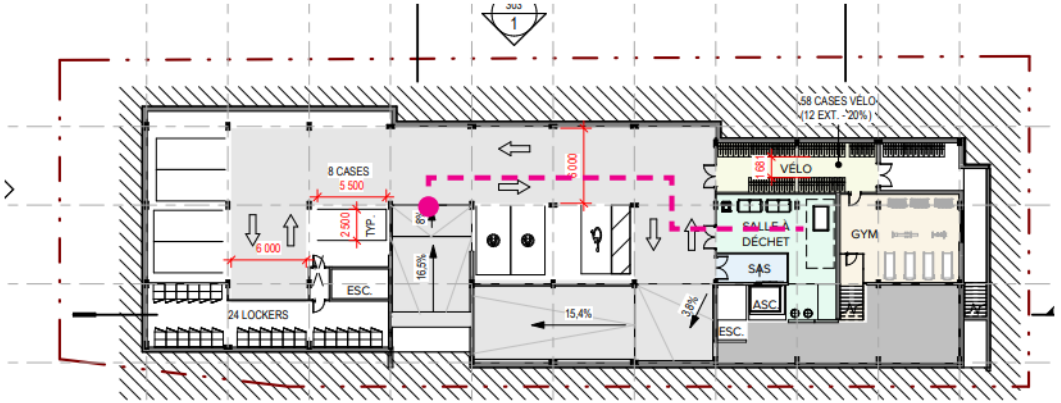
- La ligne électrique sera relocalisée à proximité du parc (servitude de 3 mètres);
- Relocalisation de la servitude à distance de la limite de propriété afin de protéger les arbres publics (3 mètres du parc);
- Aucun arbre à grand déploiement ne peut être planté sur cette servitude;
- Création d'une servitude de passage publique pour accéder au parc;
- Aménagement et entretiens fait par le requérant.

PLAN DE GMR

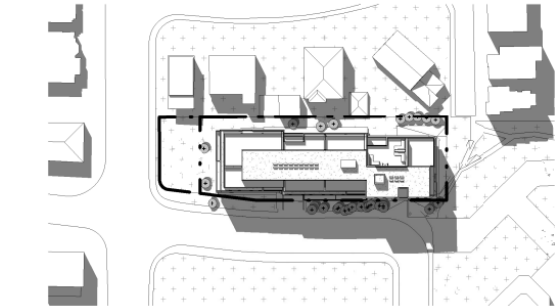
- Déchets et recyclage recueillis par chute à déchets;



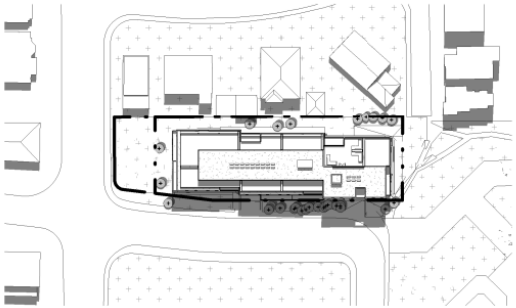
PLAN D'IMPLANTATION



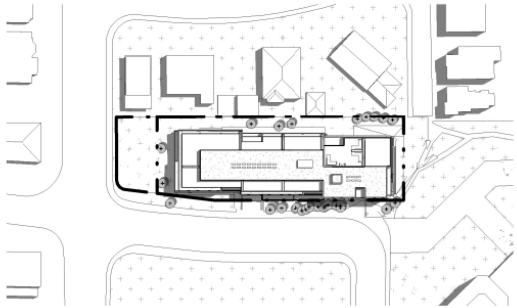
ÉTUDE D'ENSOLEILLEMENT – SOLSTICE D'ÉTÉ



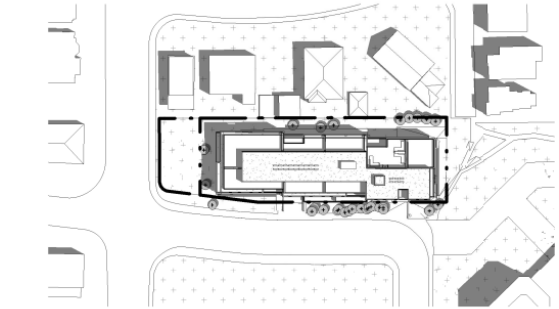
6 1000 ÉTÉ 8H
ÉCHELLE: 1 : 1000



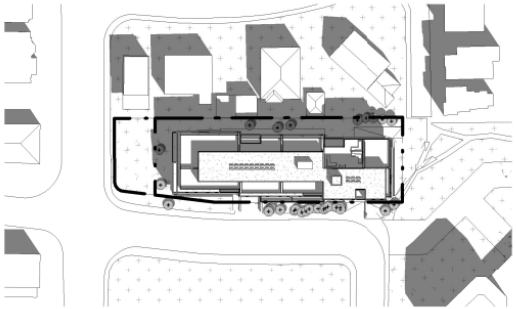
7 1000 ÉTÉ 10H
ÉCHELLE: 1 : 1000



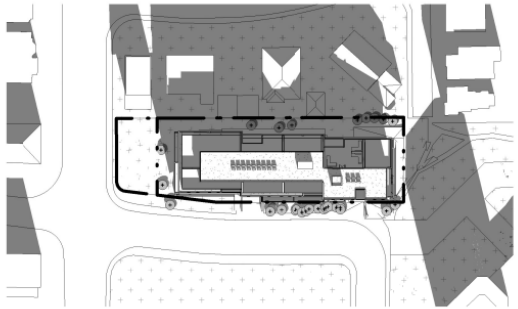
8 1000 ÉTÉ 12H
ÉCHELLE: 1 : 1000



9 1000 ÉTÉ 14H
ÉCHELLE: 1 : 1000

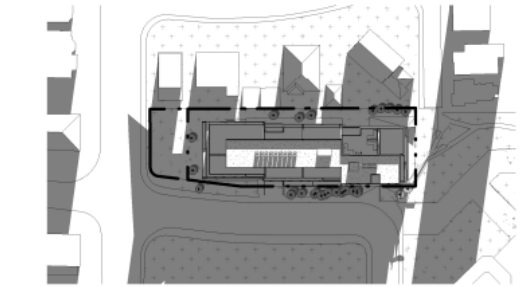


10 1000 ÉTÉ 16H
ÉCHELLE: 1 : 1000

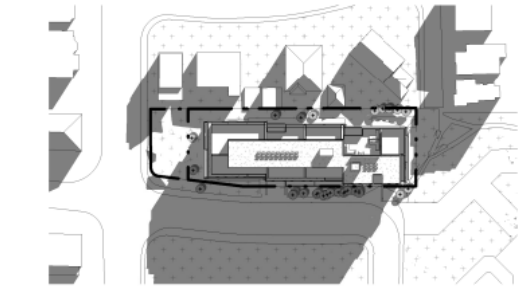


18 1000 ÉTÉ 18h
ÉCHELLE: 1 : 1000

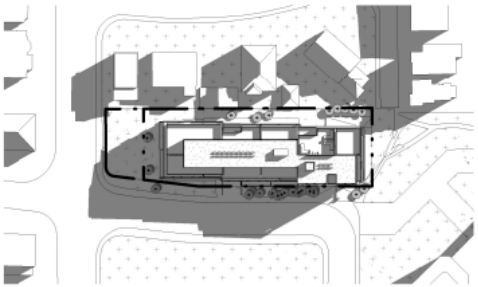
ÉTUDE D'ENSOLEILLEMENT – SOLSTICE D'HIVER



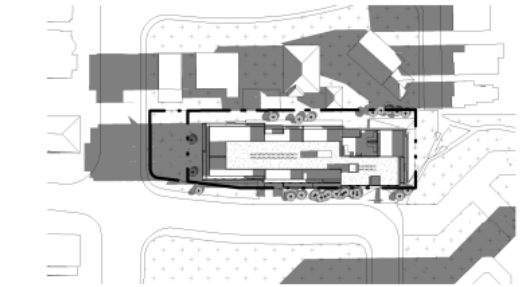
11 HIVER 8H
ÉCHELLE: 1 : 1000



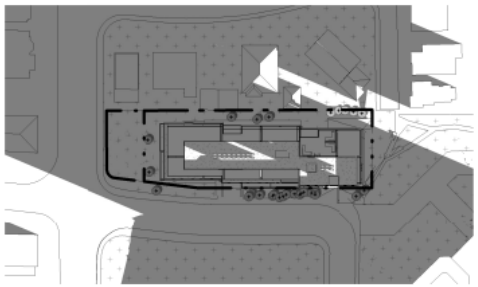
12 HIVER 10H
ÉCHELLE: 1 : 1000



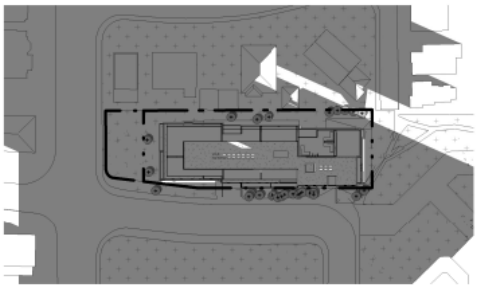
13 HIVER 12H
ÉCHELLE: 1 : 1000



14 HIVER 14H
ÉCHELLE: 1 : 1000



15 HIVER 16H
ÉCHELLE: 1 : 1000



17 HIVER 18H
ÉCHELLE: 1 : 1000

DÉROGATIONS

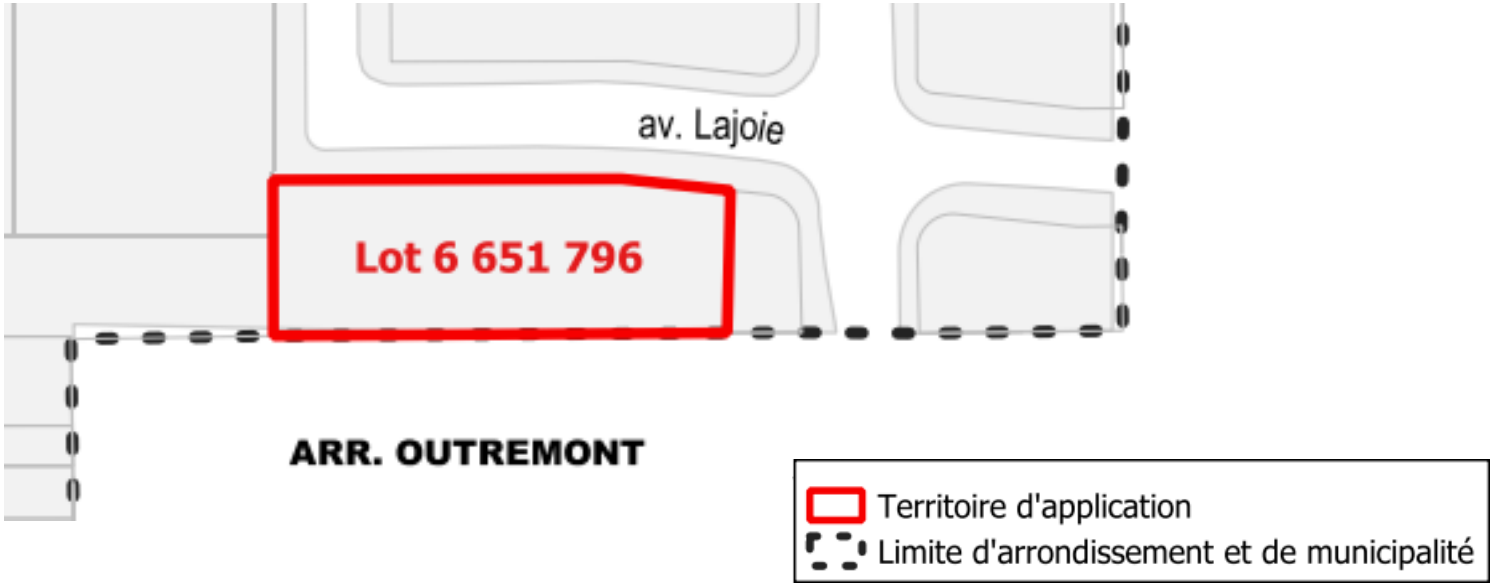
	PLAN D'URBANISME	ZONAGE ACTUEL	PROPOSÉ
SECTEUR / ZONE	04-01	0628	-
AFFECTATION / USAGE	Résidentiel	E.5 (1) **Équipements culturel d'hébergement et de santé**	**Habitation H.6 / 12 à 36 logements**
HAUTEUR	2-3 étages	Min 3 étages / Max 3 étages (12,5 mètres)	3 étages
MARGES	-	Latérale: 1,5 m ou jumelé; Arrière: 3 m	Latérale: 4,33 m et 2,78; Arrière: 3 m
TYPE IMPLANTATION	-	Isolé, jumelé	Isolé
TAUX D'IMPLANTATION	-	Min. 35% / Max. 70%	63%
VERDISSEMENT	-	25 % de verdissement	35%
CASES STATIONNEMENT	-	Max: 3 939 m2 / 150 = 26 cases	Proposé: 22 cases
MEZZANINE	-	Retrait de 2 fois la hauteur	**Aucun retrait**
CAGE ASCENSEUR	-	Retrait 2 fois la hauteur	**1,87 fois la hauteur**

RÉSOLUTION

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

RÉSOLUTION PPCMOI

Territoire d'application :



RÉSOLUTION PPCMOI

Dérogations :

2. Malgré la réglementation d'urbanisme de l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce applicable au territoire décrit à l'article 1, la construction d'un bâtiment résidentiel et les travaux d'aménagement sont autorisés conformément aux conditions énoncées à la présente résolution.

3. À cette fin, il est notamment permis de déroger aux articles suivants du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-276) :

1. à l'article 123 afin de déroger aux usages;
2. à l'article 21 afin de déroger au retrait pour une cage d'ascenseur, les dispositifs accessoires d'un équipement mécanique permettant le contrôle des nuisances associées ainsi que les terrasses et ses composantes;
3. à l'article 22 afin de déroger au retrait en façade pour une mezzanine.

RÉSOLUTION PPCMOI

CONDITIONS RELATIVES AUX USAGES

4. En plus des usages déjà autorisés, seule la catégorie d'usage « H.6 12 à 36 logements » est également autorisé.

CONDITIONS RELATIVES AU CADRE BÂTI

5. La construction doit respecter les conditions suivantes :

1. Le taux d'implantation maximum est de 63 %;
2. Les marges minimales suivantes :
   a. Avant: 1,5 mètre, à l'exception d'une saillie, à partir du 2e étage, d'au plus 20 mètres de large et 1 mètre de profond, au-dessus de l'entrée principale;
   b. Latérale face au parc Marie-Gérin-Lajoie: 6 mètres;
   c. Arrière : 5 mètres.
3. Un maximum de 20 % des garde-corps au toit du 3e étage peut n'avoir aucun retrait minimal par rapport à une façade ou un mur arrière.
4. Au moins 2 unités de stationnement doivent comporter une installation de recharge électrique pour véhicule;
5. Toutes les unités de stationnement doivent être pourvues d'un branchement qui peut accueillir une installation de recharge électrique pour véhicule;
6. Aucun condenseur ne doit être visible de la rue;
7. L'implantation d'un bâtiment ou d'une ligne électrique ne doit pas nécessiter l'abattage d'un arbre situé dans l'enceinte du parc Marie-Gérin-Lajoie qui empiète en partie sur le site visé.

CONDITIONS RELATIVES À L'OCCUPATION ET À L'AMÉNAGEMENT DES ESPACES EXTÉRIEURS ET DU TOIT

6. L'occupation et l'aménagement des cours et du toit doit respecter les conditions suivantes :

1. Le pourcentage de verdissement doit être d'au moins 30%;
2. Six (6) bacs d'agriculture urbaine avec un accès à l'eau et un espace fermé pour ranger le matériel est aménagé au toit;
3. 3. Un accès piéton doit être prévu, d'une largeur d'au moins 1,2 mètre à partir de l'accès du Parc Marie-Gérin-Lajoie jusqu'au trottoir de l'avenue Lajoie.

RÉSOLUTION PPCMOI

DOCUMENTS NÉCESSAIRES AU DÉPÔT DE LA DEMANDE DU PERMIS DE CONSTRUIRE

7. En plus de tout autre document exigible, une demande de permis de construire déposée en vertu de la présente résolution doit être accompagnée :

1. d'un plan de gestion des matières résiduelles comprenant les éléments suivants:
   a. les méthodes utilisées pour la gestion des matières résiduelles (déchets, recyclage, compostage);
   b. les espaces intérieurs qui sont destinés à trier et entreposer les matières résiduelles (ex. : conteneurs, bacs, salle réfrigérée, salle ventilée, compacteurs, etc.);
   c. les espaces extérieurs utilisés le jour de la collecte et la méthode utilisée pour le déplacement des matières résiduelles (entrée et sortie du bâtiment);
   d. la méthode d'entretien de ces espaces extérieurs;
   e. la méthode de collecte privée ou publique;
   f. s'il y a lieu, la circulation des véhicules de collecte sur le terrain et la fréquence des collectes.
2. Un plan de gestion et de mitigation des impacts nuisibles du chantier proposant, le cas échéant, des mesures permettant de réduire les nuisances.
3. Un plan d'aménagement paysager qui prévoit des mesures de protection utilisées pour protéger les arbres publics sur rue et dans le domaine public comme prévu dans le document « Normes et devis pour la conservation et la protection des arbres » joint en annexe B ainsi que les limites et techniques d'excavation qui assurent la conservation des arbres dans la voie et le domaine public.
4. Un plan permettant de localiser le déplacement de la servitude d'Hydro-Québec et de Bell ainsi que de la ligne électrique et ses composantes.

RÉSOLUTION PPCMOI

DÉLAI DE RÉALISATION

8. Aux fins de la délivrance d'un permis de construction, de transformation ou de l'aménagement des espaces extérieurs relatifs à un bâtiment autorisé :

1.Une demande de permis complète pour la construction d'un projet conforme à la réglementation et à la présente résolution doit être déposée dans les 24 mois suivants l'entrée en vigueur de la présente résolution.

PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE

9. Aux fins de la délivrance d'un permis de construction, de transformation ou de l'aménagement des espaces extérieurs relatifs à un bâtiment autorisé par la présente résolution, en plus des critères prévus au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA22 17379), les objectifs et critères de la présente section sont applicable.

Objectif 1 : L'implantation d'un bâtiment ou d'une ligne électrique doit tendre à diminuer son impact sur les arbres dans le domaine privé et public.

Les critères permettant d'évaluer l'atteinte de cet objectif sont les suivants :

1. 1. L'implantation d'un bâtiment ou d'une nouvelle partie de ligne électrique doit limiter son impact sur le système racinaire et la canopée des arbres.
2. La conservation des arbres doit être priorisée dans le choix du tracé de la ligne électrique.
3. Lorsque le système racinaire d'un arbre peut être affecté, des mesures de mitigation, notamment par des techniques d'excavation appropriées, doivent être prévues afin de limiter cet impact.
4. Lorsque la canopée pourrait être affectée lors de la construction, un élagage préventif devrait être prévu afin de limiter les impacts sur les arbres.
5. L'aménagement du sentier prévu entre le parc Marie-Gérin-Lajoie et l'avenue Lajoie ne devrait pas entraîner l'abattage d'arbres et doit être conçu dans la continuité du sentier existant du parc.

PRÉSENTATION PROCESSUS RÉFÉRENDAIRE

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

ÉTAPES D'ADOPTION

RESPONSABLE	ÉTAPES	DATE
CCU	Avis formel PPCMOI	11 décembre 2024
Conseil d'arrondissement	Adoption du projet de résolution (1ere lecture)	10 mars 2025
Consultation	**Assemblé publique de consultation**	**26 mars 2025**
Conseil d'arrondissement	Adoption de la résolution (2e lecture)	7 avril 2025
Greffe	Période pour demande d'approbation référendaire	8 jours
Conseil d'arrondissement	Adoption de la résolution (3e lecture)	5 mai 2025
Greffe	Processus référendaire, si requis, ou en vigueur de la résolution	10 juillet 2024

RÉSUMÉ SIMPLIFIÉ DE LA DÉMARCHE

1. Réception de demandes pour la tenue d'un registre

- Avis public publié sur le site internet de l'arrondissement concernant la demande de registre;
- Dépôt de pétitions dans les 8 jours de la publication de l'avis public;
- Pour les zones de plus de 21 PHV : si 12 personnes habiles à voter d'une même zone ont signé une pétition = ouverture du registre pour cette zone (inclura également la zone visée);
- Pour les zones de 21 PHV ou moins : si la majorité d'entre elles signe une a signé une pétition = ouverture du registre pour cette zone (inclura également la zone visée)

RÉSUMÉ SIMPLIFIÉ DE LA DÉMARCHE

2. Tenue du registre pour demander un référendum

- Avis public publié sur le site internet de l'arrondissement annonçant la date de la tenue du registre après l'adoption du règlement;
- provoquer la tenue d'un référendum, le nombre de signatures doit être supérieur à un calcul établi à partir du nombre de PHV issues des zones ayant déposé une demande valide pour la tenue d'un registre et de la zone concernée, le cas échéant:
- Lorsque le nombre de PHV est de 25 ou moins : 50 % de ce nombre;
- Lorsque le nombre de PHV est de plus de 25 mais de moins de 5 000 : le moins élevé entre 500 et le nombre obtenu par le calcul suivant = 13 + 10% du (PHV - 25);
- Dépôt du certificat du greffier à la séance du conseil d'arrondissement qui suit;
- Si le résultat du registre est positif, le CA adoptera une résolution annonçant le scrutin référendaire ou le retrait du dossier.

RÉSUMÉ SIMPLIFIÉ DE LA DÉMARCHE

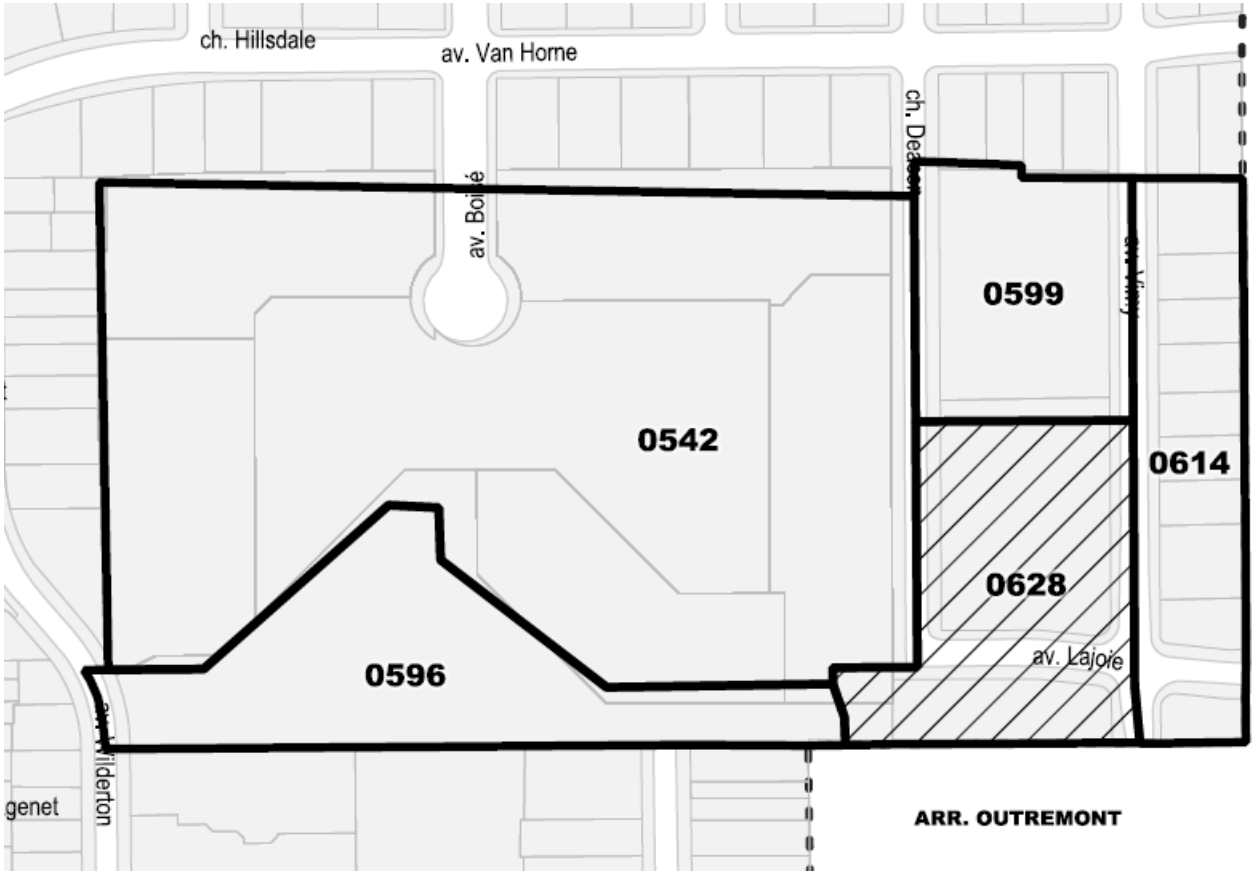
3. Tenue d'un référendum

- Avis public publié sur le site internet de l'arrondissement annonçant la date de la tenue d'un référendum;
- Une majorité simple, pour ou contre la proposition, est considérée.

ARTICLES DE LA RÉSOLUTION SUSCEPTIBLES D'APPROBATION RÉFÉRENDAIRE

- Article 2, 3, 4, 5 & 6.

CARTE DE LA ZONE VISÉE ET DES ZONES CONTIGUËS



PÉRIODE DE QUESTIONS ET COMMENTAIRES

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1243751004**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution approuvant un projet particulier visant à autoriser la construction d'un bâtiment résidentiel de 23 logements sur un terrain vacant situé sur l'avenue Lajoie (lot projeté 6 651 796), en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

CONTENU

CONTEXTE

Une demande visant à autoriser un projet particulier pour la construction d'un bâtiment résidentiel a été déposée à la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité le 25 octobre 2024.
Le projet prévoit la construction d'un bâtiment de 3 étages comprenant 23 logements sur un terrain vacant. Il déroge aux articles 123, 21 et 22 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (01-276), concernant l'usage autorisé, le retrait pour une cage d'ascenseur, les dispositifs accessoires d'un équipement mécanique permettant le contrôle des nuisances associées, ainsi que les terrasses et leurs composantes, et enfin, le retrait en façade pour une mezzanine.

Le conseil d'arrondissement peut autoriser un tel projet conformément à la procédure prévue au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017) et à la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (c. A-19.1).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Non-applicable.

DESCRIPTION

Le projet
Le projet consiste à construire un bâtiment résidentiel de 3 étages avec une mezzanine, destiné à accueillir 23 logements, dont 11 logements de 2 chambres à coucher et 12 logements familiaux de 3 chambres à coucher. La superficie brute de plancher serait d'environ 3 929,56 m² (COS de 1,86). Il s'agit d'un site greffé de plusieurs contraintes puisqu'il est adossé à des résidences de faible densité, il y a une végétation importante au pourtour du lot, le site est adjacent au Parc Marie-Gérin-Lajoie qui empiète légèrement sur la propriété, une ligne électrique le traverse et une servitude de passage pour accéder au parc doit être prévue.

Implantation
Actuellement, le site est occupé par un stationnement de surface. Une opération cadastrale est également en cours, et une partie du lot est visée par un jugement accordant un droit de premier refus en faveur du lot 1 353 061, situé dans l'arrondissement d'Outremont. Le projet sera réalisé sur la partie restante du lot, soit le lot projeté 6 651 796, d'une superficie de 2 045,1 m². Une servitude d'Hydro-Québec traverse actuellement le site et doit être déplacée à l'ouest de la propriété. Une servitude en faveur de la Ville est aussi à prévoir afin de conserver un accès au Parc Marie-Gérin-Lajoie, qui débouche actuellement dans le site visé.

Le taux d'implantation a été diminué afin d'atteindre un maximum de 63 %, bien qu'il soit conforme avec le taux d'implantation maximum autorisé par la Grille des usages soit de 70 %. Le bâtiment est adjacent à des résidences situées dans l'arrondissement d'Outremont. Une marge plus importante de 5 mètres est donc prévue à l'arrière afin de diminuer les impacts de la construction.

L'accès au stationnement souterrain et à l'entrée principale a été localisé dans les voies d'accès existantes afin de limiter leur impact sur les arbres existants.

Aménagement extérieur
Le site est pourvu d'une canopée naturelle et non entretenu. Bien que l'implantation ait été réduite, l'abattage de la majorité des arbres sera requis pour réaliser le projet. Afin de limiter leur coupe et de mieux comprendre le dénombrement des arbres, une étude de caractérisation arboricole ainsi que les impacts anticipés ont été réalisés. Des mesures de mitigation pour assurer le maintien des arbres ont été ajoutées en condition de la résolution de PPCMOI ainsi que des objectifs et critères dans le cadre d'un PIIA.

Un aménagement paysager devra donc être proposé afin de conserver le plus d'arbres possible avec un verdissement d'au moins 30 % et de proposer un sentier adapté aménagé de la fin du sentier du parc Marie-Gérin-Lajoie jusqu'au trottoir de l'avenue Lajoie. Un minimum de 8 arbres devra être planté et les plus grands efforts viseront la conservation des arbres sur le domaine public, notamment dans le parc.

Servitude (Ligne électrique et passage)
Une servitude en faveur d'Hydro-Québec et Bell traversant le site doit être déplacée afin de permettre l'implantation du bâtiment. Cette servitude permettra de poursuivre la desserte du réseau électrique. Plusieurs options ont été étudiées afin de permettre le déplacement de la servitude avec les parties prenantes, soit Hydro-Québec, la CSEM ainsi que l'Arrondissement. Le Service de la Stratégie Immobilière est impliqué pour convenir d'une servitude de passage pour le Parc Marie-Gérin-Lajoie afin de pérenniser l'accès informel existant.

Architecture
Le volume implanté se veut la jonction entre les habitations de faible densité qu'on retrouve à Outremont et le bâtiment du Sanctuaire. Le volume de la mezzanine crée une avancée en partie vers la façade avant du bâtiment, ce qui donne l'impression d'un 4e étage sur une partie du bâtiment dégageant l'arrière du bâtiment. Il y a un jeu de recul et de saillie afin de renforcer la fragmentation et conserver un plus grand recul avec les arbres existants le long du site. L'architecture proposée se veut de qualité avec des détails architecturaux distinctifs, notamment l'appareillage de la brique posée à la verticale et en panneresse, ainsi que les parements de pierre naturelle. Par ailleurs, des détails dans le périmètre de la brique en chanfreinées ''Bullnose'' ainsi que les grands balcons favorisent une cohérence avec l'architecture du secteur.

Le bâtiment vise la création de logements et d'espaces communs accessibles universellement. Pour ce faire, un ascenseur permet notamment d'accéder à la toiture. Des dépassements supérieurs au maximum autorisé sont donc prévus pour les cages d'escaliers

et la cage d'ascenseur. Malgré tout, ces dépassements sont peu visibles de la rue et ne dépassent pas la hauteur autorisée.

Analyse planification et réglementaire
Le projet répond aux objectifs du projet de Plan d'urbanisme et de mobilité, notamment en matière d'intensification urbaine, d'électrification des stationnements et d'amélioration de la résilience des milieux urbains et des bâtiments.

Les principales dérogations à la réglementation d'urbanisme (01-276) demandées sont présentées dans le tableau suivant:

	Paramètres du Plan d'urbanisme	**Normes du règlement d'urbanisme 01-276**	**Paramètres proposés du projet**
Usage	Affectation résidentielle	E.5(1) Équipements culturels d'hébergement et de santé	H.7 - 36 logements et plus
Retrait d'un garde-corps	-	Min 1 fois la hauteur	Aucun retrait sur maximum 20% de la façade et mur arrière
Retrait de la cage d'ascenseur	-	Min 2 fois la hauteur	1,87 fois la hauteur
Retrait d'une mezzanine	-	Min 2 fois la hauteur	Aucun retrait

Recommandation du Comité consultatif d'urbanisme (CCU)
Le 11 décembre 2024, le CCU a émis un avis favorable avec les conditions de résolution émises par la Division - voir ci-joint.

JUSTIFICATION

La direction est FAVORABLE pour les raisons suivantes :

- Considérant que le projet est conforme aux orientations, objectifs et politiques municipales ;
- Considérant une servitude d'Hydro-Québec à déplacer et une servitude d'accès à préparer en faveur de la Ville de Montréal ;
- Considérant que le projet répond aux commentaires émis lors de l'avis préliminaire du 12 juin 2024 ;
- Considérant que le projet est conforme aux critères d'évaluation d'une demande de PPCMOI, puisque le projet contribue à bonifier la qualité du milieu de vie, qu'il contribue à rehausser la qualité du paysage et qu'il favorise une transition écologique et la résilience climatique ;
- Considérant que le projet vise la construction de 23 logements de grande dimension ;
- Considérant que le projet propose 30 % de verdissement, ce qui est supérieur au minimum requis ;
- Considérant que le projet est respectueux des volumes à proximité du site tout en proposant une densité favorable à l'insertion d'un projet à proximité d'un transport structurant.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Non-Applicable.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue également à l'atteinte du plan stratégique 2023-2030 de l'Arrondissement;

- Offrir des milieux de vie sains et durables (axe 2 du plan), en permettant à la population de vivre dans des voisinages sains où il y a beaucoup de verdure et moins d'îlots de chaleur (résultat 2.1 du plan);
- Offrir des milieux de vie sains et durables (axe 2 du plan), en permettant à la population de se déplacer de façon plus active grâce à des aménagements accessibles et sécuritaires.(résultat 2.2 du plan).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Non-applicable.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Tenue d'une consultation en arrondissement, préalablement annoncée par un avis public qui comprendra :

- la description du projet de résolution ;
- l'adresse de la tenue de séance de consultation publique.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Adoption du projet de résolution au Conseil d'arrondissement;

- Consultation publique par la DAUM de l'arrondissement;
- Dépôt du rapport de consultation et adoption du second projet de résolution par le conseil d'arrondissement, avec ou sans changement;
- Processus référendaire, le cas échéant;
- Adoption de la résolution au Conseil d'arrondissement;
- Certificat de conformité et entrée en vigueur.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mathieu LETARTE
conseiller(-ere) en amenagement

Tél : 000-0000
Télécop. : 000-0000

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-02-20

Sébastien MANSEAU
chef(fe) de division - urbanisme (arrondissement)

Tél : 514-872-1832
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Samir ADMO
directeur(-trice)-amenag.urbain et serv. entreprises (arr.)
Tél : 514-924-6071
Approuvé le : 2025-02-26

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1243751004

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Division de l'urbanisme
Objet :	Adopter une résolution approuvant un projet particulier visant à autoriser la construction d'un bâtiment résidentiel de 23 logements sur un terrain vacant situé sur l'avenue Lajoie (lot projeté 6 651 796), en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

Plan d'implantation et servitude projetée



20250213_24-1800_planS servitudes_V02.pdf

Analyse de la Division



4.01_Lajoie_présentation.pdf

PV de la séance du CCU du 11 décembre 2025



2024-12-11_4.01_Extrait PV_99999, avenue Lajoie.pdf

ANNEXE A
Territoire d'application



Annexe A_1243751004_TA.pdf

ANNEXE B
Normes et devis pour la conservation et la protection des arbres

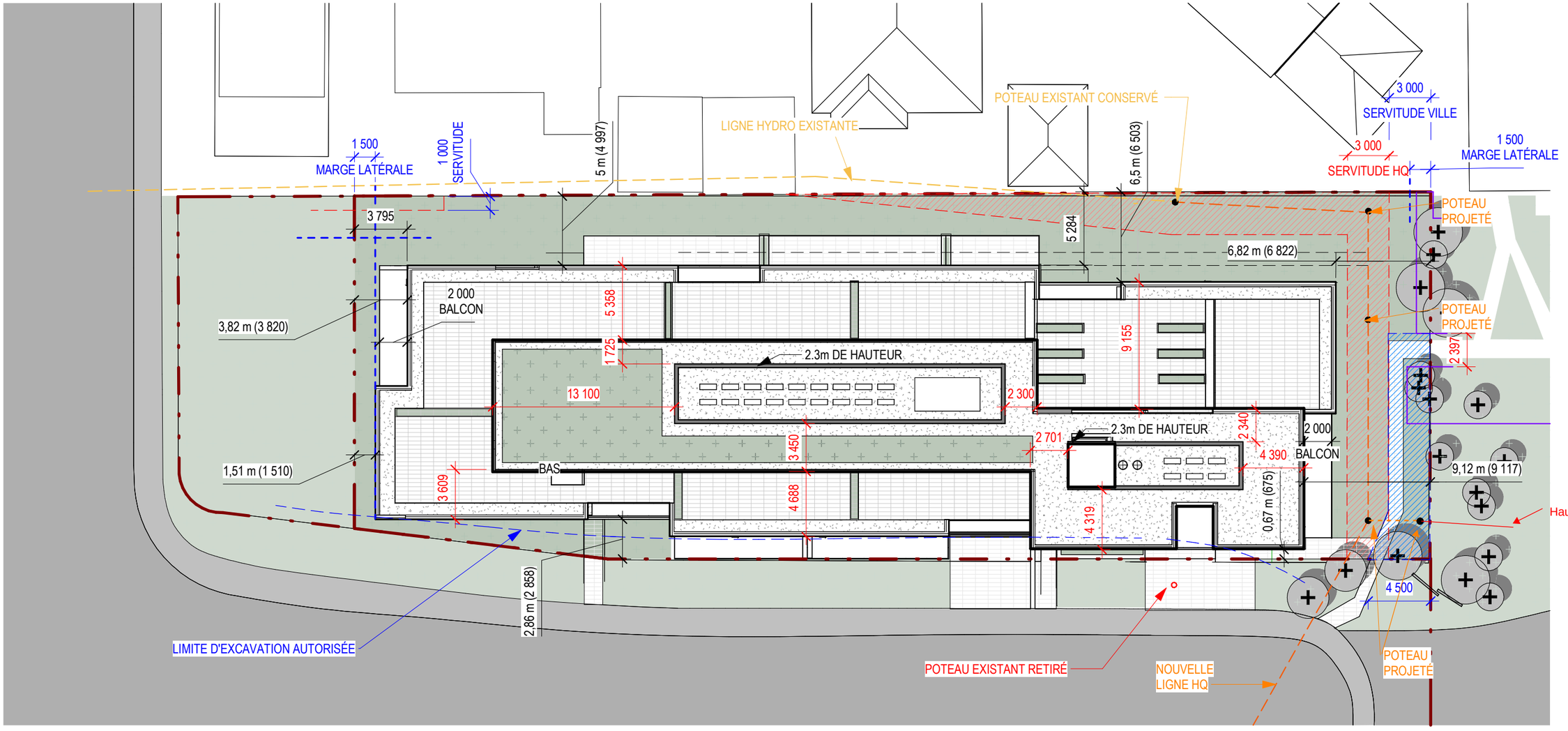


ANNEXE B_Normes et devis pour la conservation et la protection des arbres.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mathieu LETARTE
conseiller(-ere) en amenagement

Tél : 000-0000
Télécop. : 000-0000



ACDF
ARCHITECTURE

Montréal
6250, rue Hutchison, suite 201
QC H2V 4C5
T : 514 456-1151
F : 514 288-0418

St-Hyacinthe
1690, rue Girouard Ouest
QC J2S 2Z7
T : 450 778-1151
F : 450 778-1594

Client
SITE LAJOIE
ADRESSE DU PROJET
IMPLANTATION

FORMAT : 17 X 11

NUMÉRO :

ÉCHELLE : 1 : 300
DATE D'IMPRESSION : 08/30/24
NUMÉRO DE PROJET : 24-1800
DESSINÉ PAR : Auteur
VÉRIFIÉ PAR : Vérificateur

PAGE : 002

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

PPCMOI – avenue Lajoie (lot projeté 6 651 796)

Étudier, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017), une demande de projet particulier visant à autoriser la construction d'un bâtiment résidentiel de 23 logements sur un terrain vacant situé sur l'avenue Lajoie (lot projeté 6 651 796 - dossier relatif à la demande 3003475378.

2024/12/11

01 MISE EN CONTEXTE

02 ANALYSE DU SITE

03 LE PROJET

04 PÉRIODE DE QUESTIONS ET COMMENTAIRES

01 | CONTEXTE

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

PRÉSENTATION DES DÉVELOPPEURS



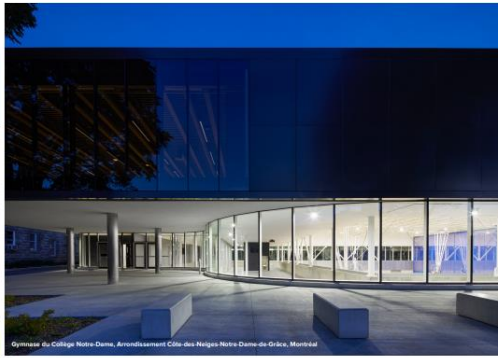


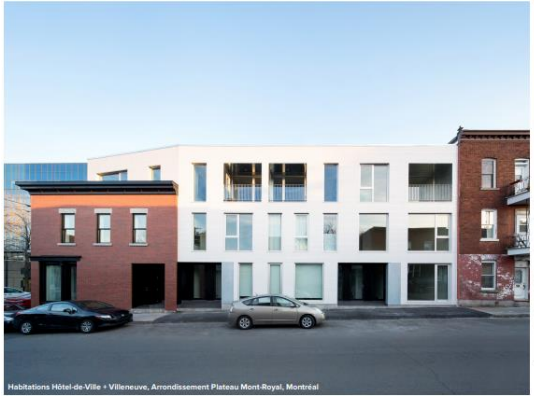


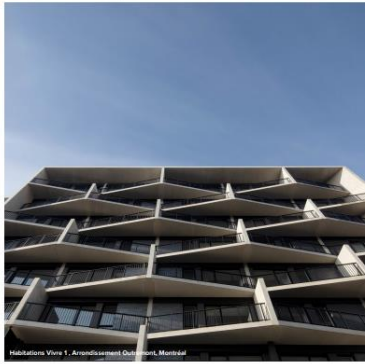


BERTONE – PROMOTEUR IMMOBILIER



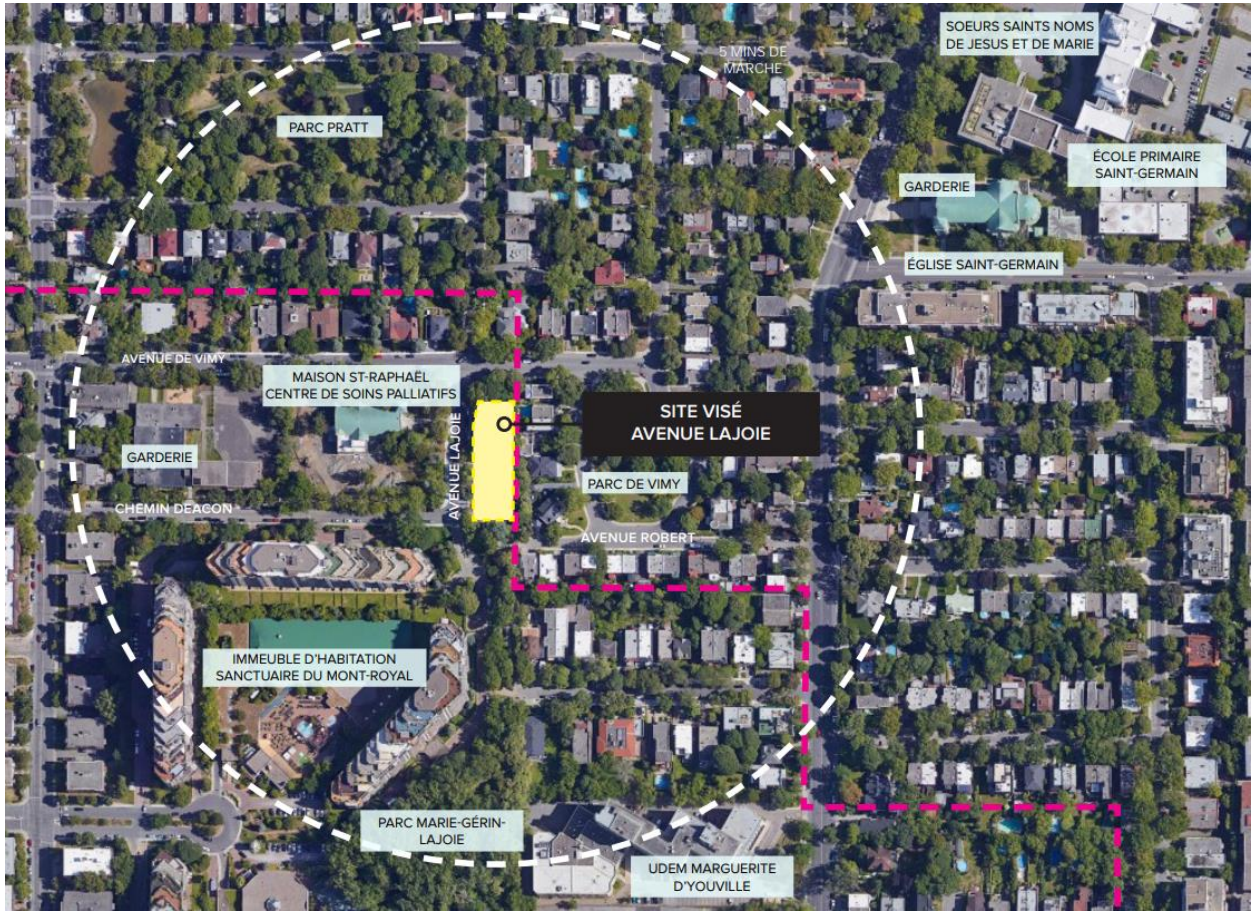






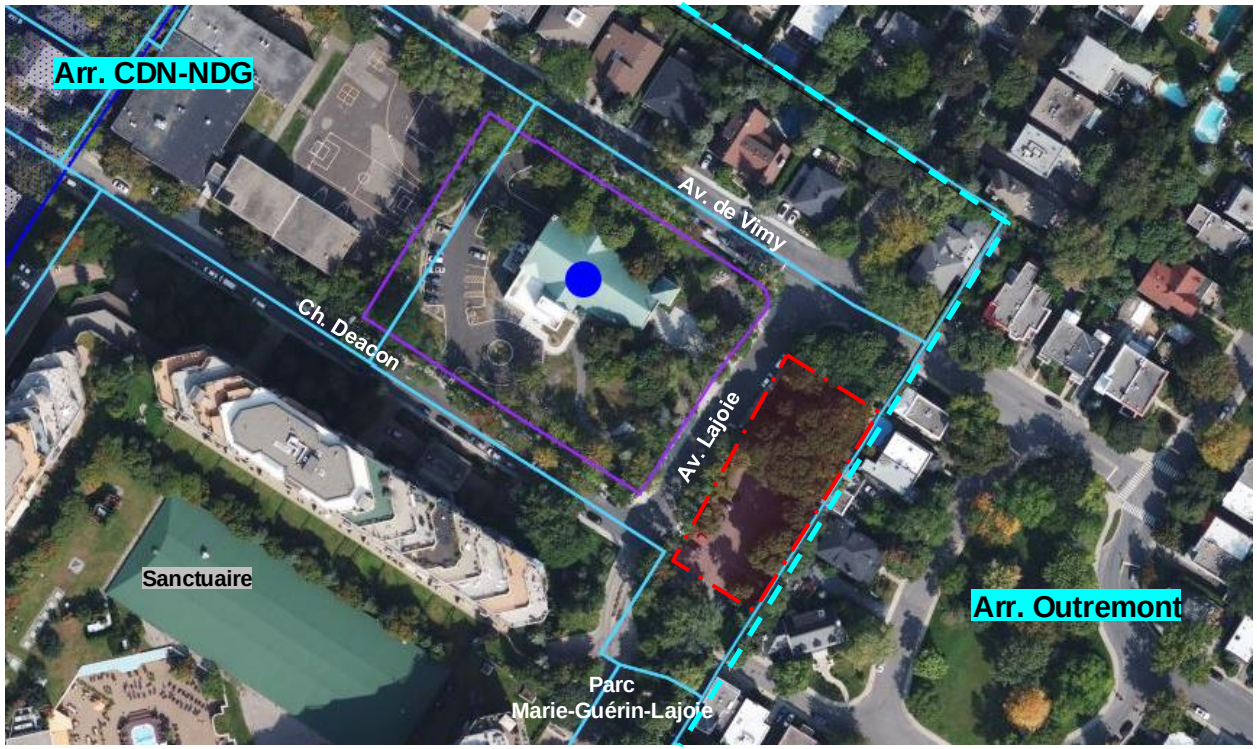
ACDF – ARCHITECTES

LOCALISATION



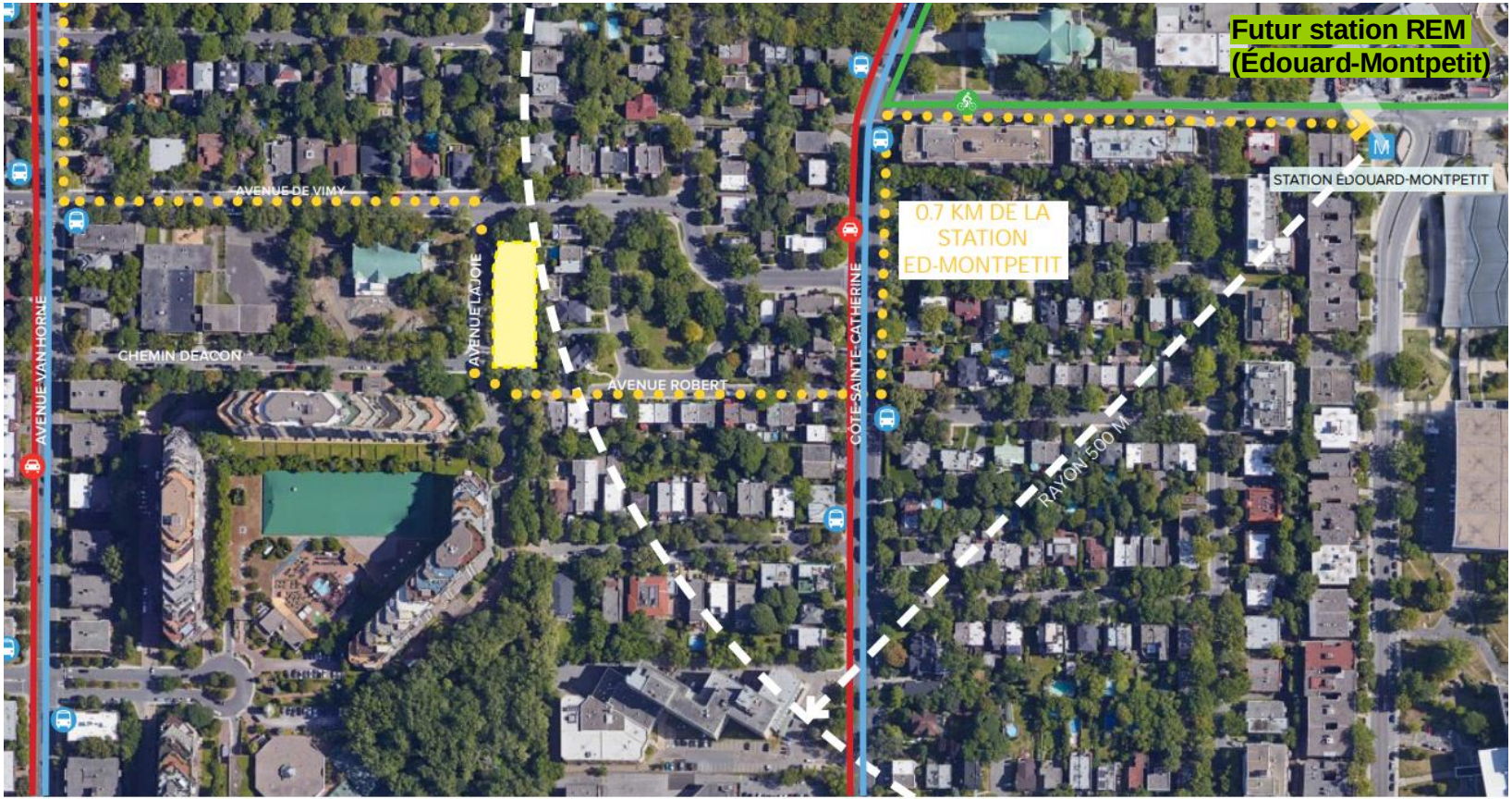
- District Côte-des-Neiges;
- Zone: 0628
- Terrain vacant appartenant aux Œuvres de Charité de l'Archevêque Romain de Montréal;
- Proximité du parc Marie-Guérin-Lajoie, du Sanctuaire et adjacent à l'Arr. Outremont;
- Actuellement entente de stationnement pour la maison St-Raphael.

LOCALISATION



- District Côte-des-Neiges;
- Zone: 0628
- Terrain vacant appartenant aux Œuvres de Charité de l'Archevèque Romain de Montréal;
- Proximité du parc Marie-Guérin-Lajoie, du Sanctuaire et adjacent à l'Arr. Outremont;
- Actuellement entente de stationnement pour la maison St-Raphael.

DÉPLACEMENT

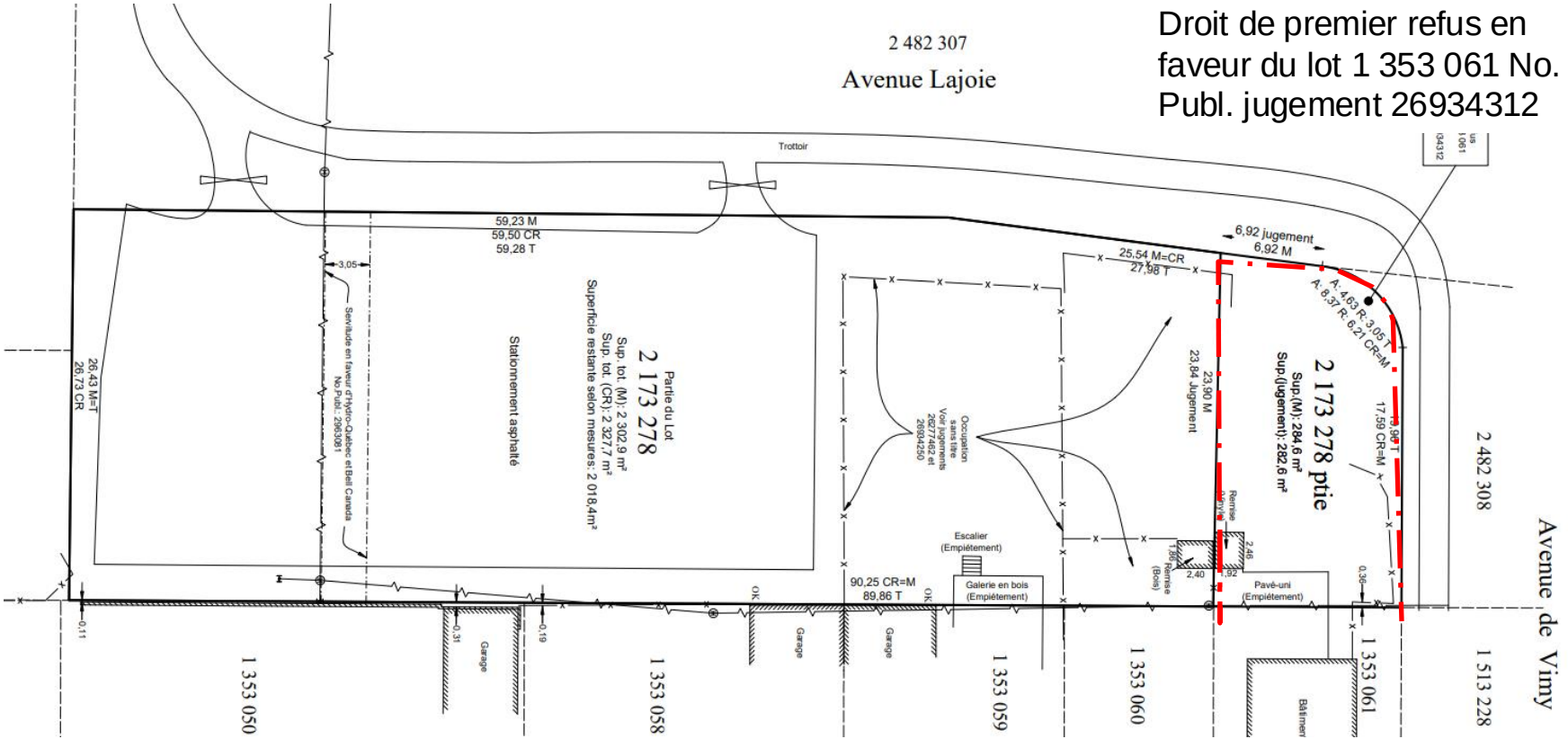


TOPOGRAPHIE



Dénivelé d'environ 2 mètres

CERTIFICAT DE LOCALISATION



Droit de premier refus en faveur du lot 1 353 061 No. Publ. jugement 26934312

CERTIFICAT DE LOCALISATION

Une demande d'opération cadastrale pour scinder le lot en deux lots distincts est en cour.

Numéro de lot projeté: 6 651 796



LE SITE





LE SITE





LE SITE





LE SITE





LE SITE







LE VOISINAGE – LE SANCTUAIRE

SITE DU COMPLEXE LE SANCTUAIRE

Terrain de 100 000 mc où le développeur M. René Lépine a construit un développement de 5 bâtiments résidentiels de 11 à 15 étages dans les années 1983-1987 totalisant 725 unités.

L'image jointe montre en 1949 la présence d'un bâtiment mais les recherches ne nous ont pas permis de savoir quel était son usage. Appartenait-il à la communauté religieuse de l'église St-Raphael d'Archange? Des réponses suivront pour la phase suivante.

Les tracés montrent bien la présence d'un sentier dans le parc Marie-Gérin-Lajoie à la fin des lotissements résidentiels adossant le vaste terrain.





LE VOISINAGE – LA MAISON SAINT-RAPHAEL

RÉPERTOIRE DU PATRIMOINE CULTUREL DU QUÉBEC

Église construite entre 1932 et 1933.
Bâtiment de pierre selon les plans de l'architecte Gratton D. Thompson, son toit est recouvert de cuivre. L'église est léguée par le Archidiocèse de Montréal en 2009 et l'ouverture de la maison a lieu en 2019. La maison de soins palliatifs comprend 178 chambres.

Le site à l'étude est un site disponible. Le coin Est du site possède déjà une canopée.

En 1949, la rue de Vimy n'est pas encore construite. L'Église St-Raphael fait front à la front à l'avenue Lajoie.





LE VOISINAGE – MAISONS OUTREMONTOISES







PLAN D'URBANISME / ZONAGE - Affectation



Affectation PU

- Secteur résidentiel
- Secteur mixte
- Secteur d'activités diversifiées
- Secteur d'emplois
- Grand équipement institutionnel
- Couvent, monastère ou lieu de culte
- Agricole
- Conservation
- Grand espace vert ou parc riverain
- Grande emprise ou grande infrastructure publique

Affectation zonage: E.5 (1) / Équipements culturels, d'hébergement et de santé

- établissement cultuel, tels lieu de culte et couvent;
- activités communautaires ou socioculturelles;
- garderie;
- Bibliothèque;
- école préscolaire;
- école spécialisée.

PLAN D'URBANISME



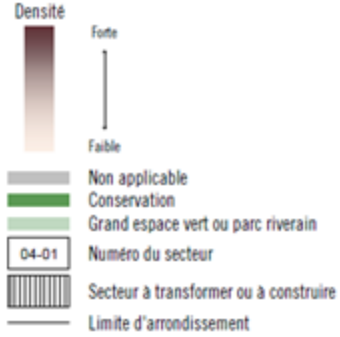
AFFECTATION Résidentiel

SECTEUR 04-01

HAUTEUR 2-3 étages

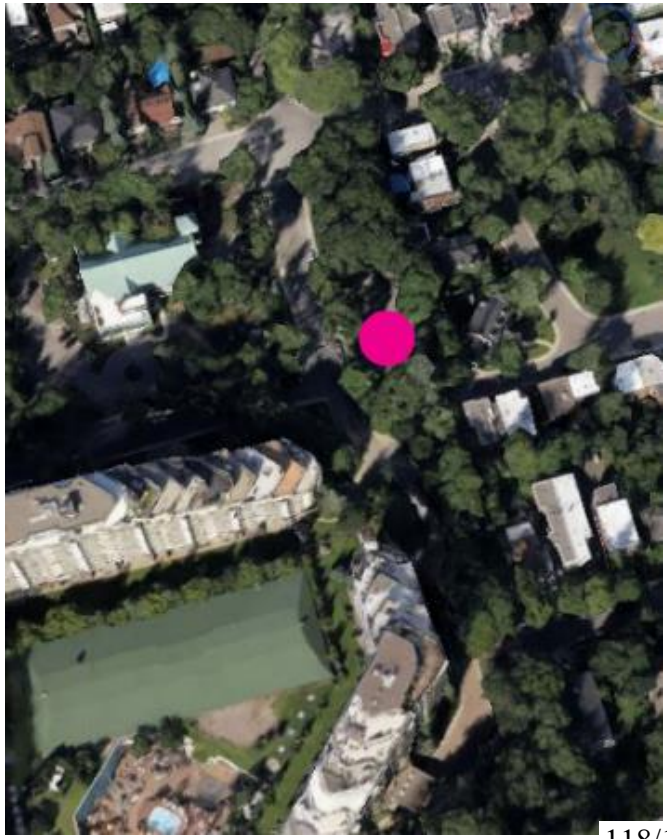
MODE D'IMPLANTATION

TAUX D'IMPLANTATION Moyen



CONTEXTE RÈGLEMENTAIRE - RÈGLEMENT 01-276

Zone :	0628
Usage :	E.5(1) 1. établissement cultuel, tels lieu de culte et couvent
Hauteur :	3 étages 12.5 mètres maximum
Mode d'implantation :	Règles d'insertion (PIIA)
Taux d'implantation :	Min: 35 %/ max : 70%
Taux verdissement (pleine terre)	25 % min
Marges requises	-marge avant : N/A -marge latérale : 1,5 m -marge arrière : 3 m
Case stationnement voiture	Max: 1/150m2
Unité vélo	Min: 1/70 m2
Secteur significatif :	Non



RETOUR SUR L'AVIS PRÉLIMINAIRE

COMMENTAIRES CCU	RÉPONSE
La conservation du couvert forestier est importante. Les arbres existants devront être protégés lors de la construction du bâtiment;	Un rapport permet de relever les conditions existantes des arbres et leur préservation.
Les constructions adjacentes sont très proches du site ou empiètent sur celui-ci, ce qui peut poser des problèmes;	Une opération cadastrale est en cours pour que la partie est du lot soit scindé, la partie boisée sera donc conservé en grande partie
Le projet propose un nombre de places de stationnement dépassant le maximum requis ce qui est contraire aux orientations de l'arrondissement;	Une étude de circulation a été réalisée et le nombre de case a été revu, passant de 43 à 22.
Les aménagements à l'entrée du parc devraient être améliorés;	L'emplacement de l'entrée a été revue afin de favoriser un pôle de circulation active pour l'accès au bâtiment et au parc.
Le projet devrait conserver les voies d'accès existantes au site.	Les voies d'accès au site sont conservées afin de ne pas impacter le couvert forestier inutilement.

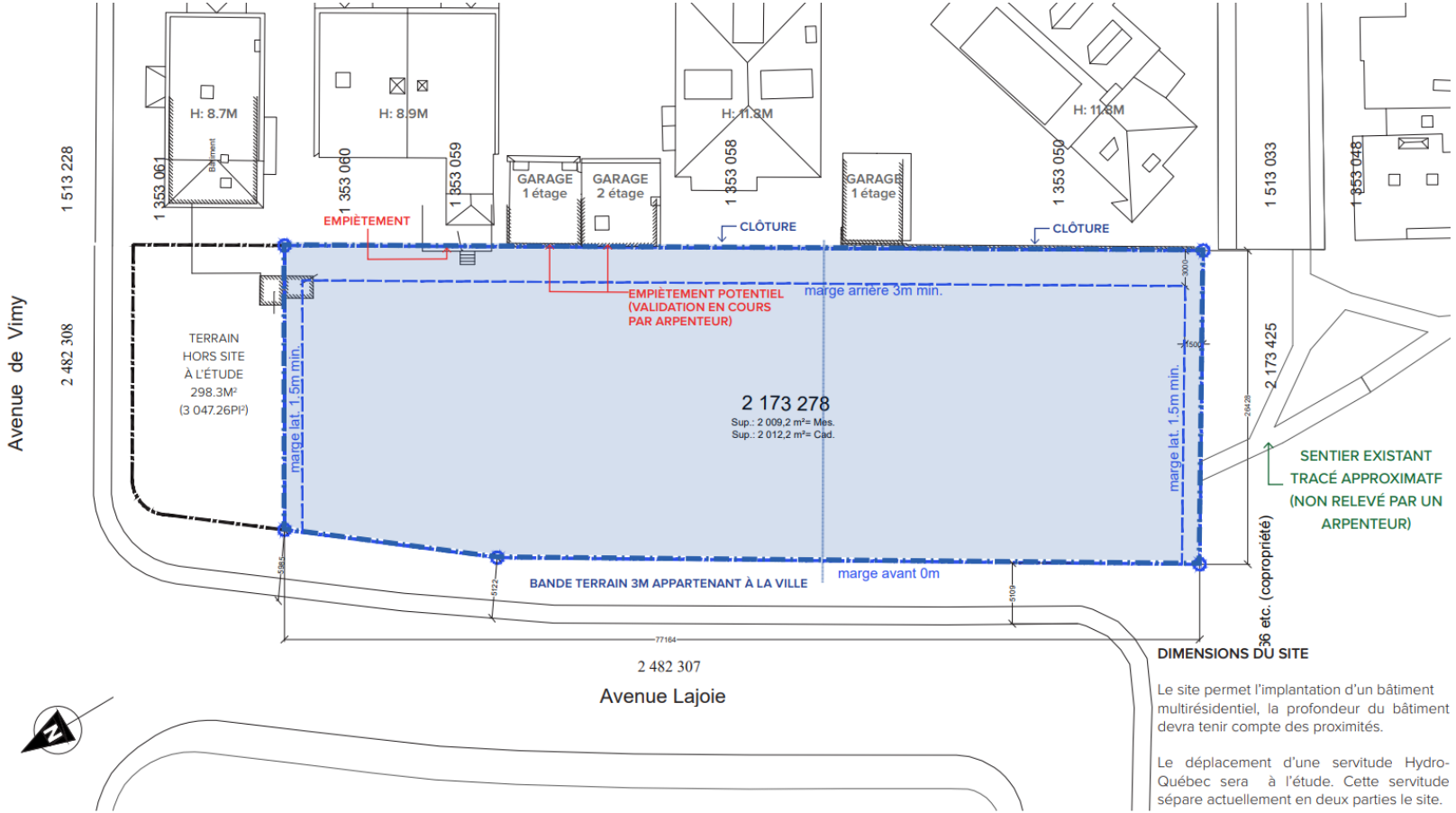




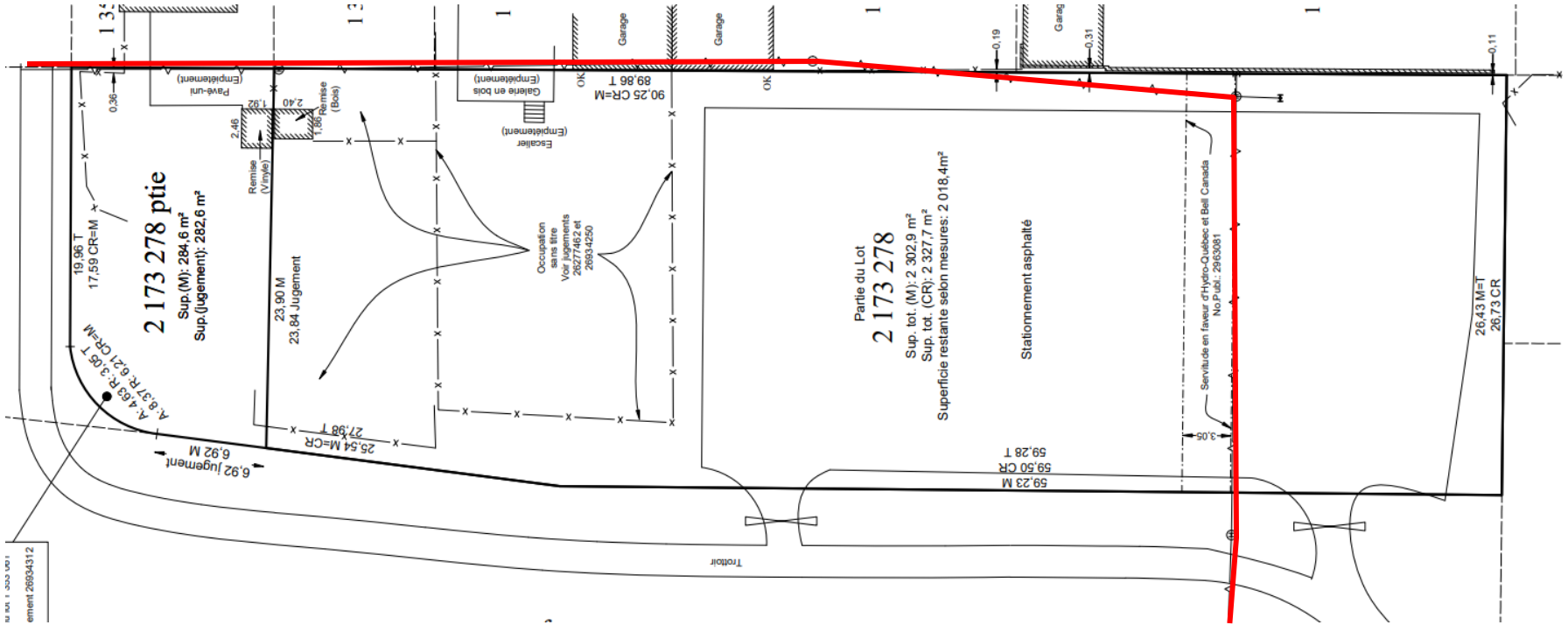
03 | LE PROJET

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

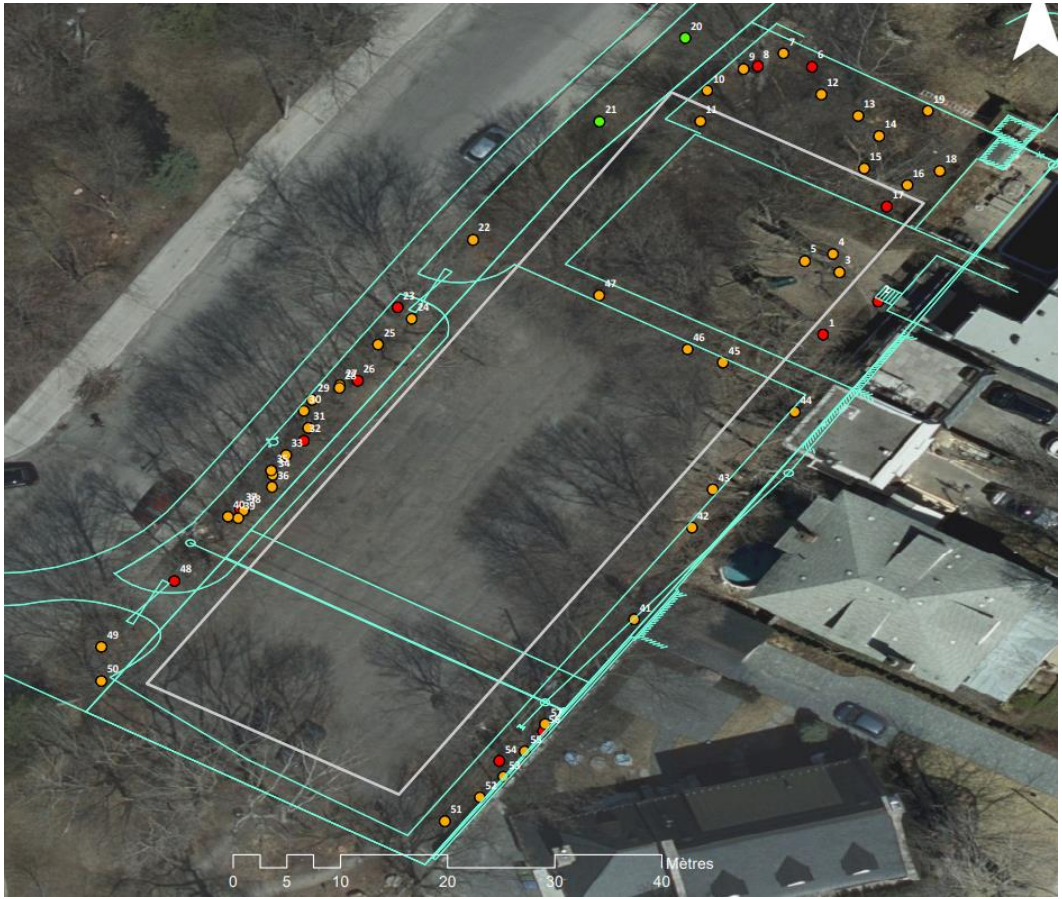
LES CONTRAINTES - PARC



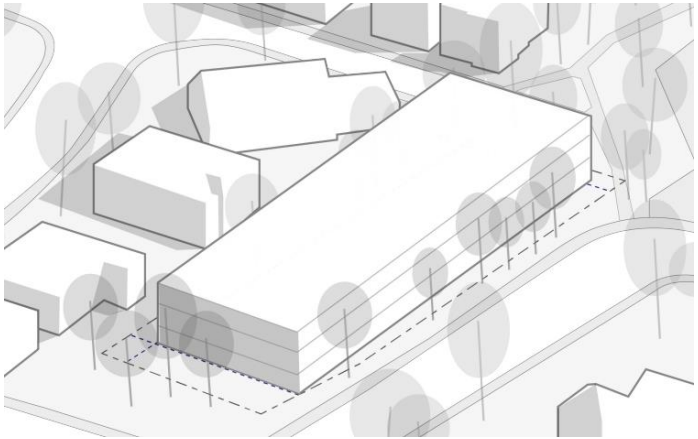
LES CONTRAINTES – Servitude Hydro-Québec et Bell

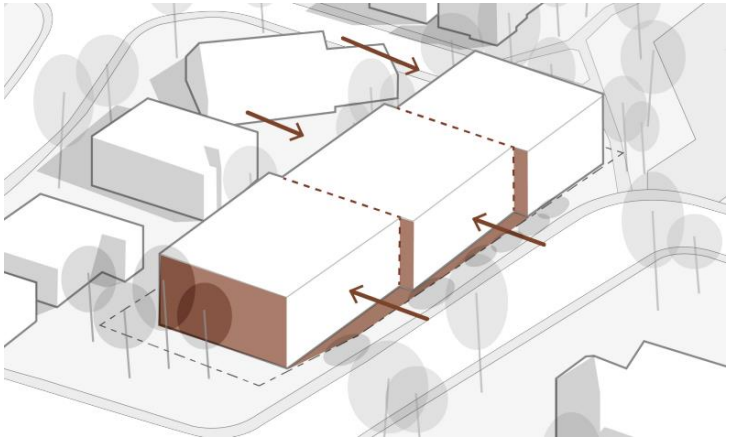


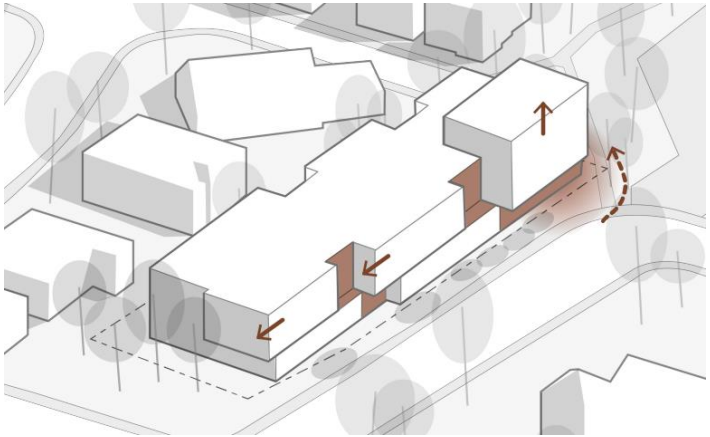
LES CONTRAINTES - ARBRES

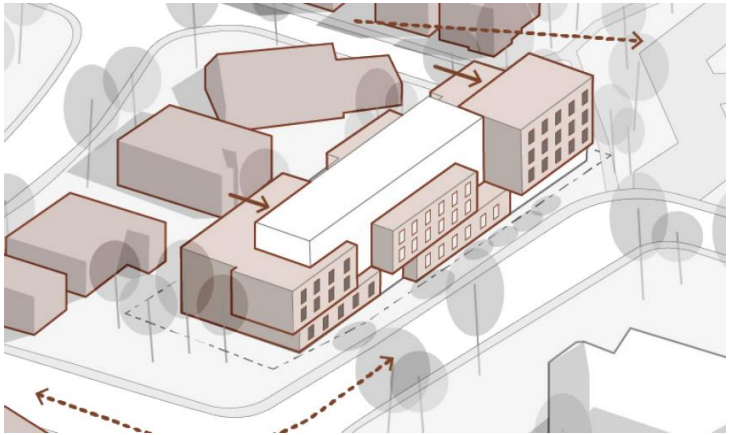


LA DÉMARCHE CONCEPTUELLE





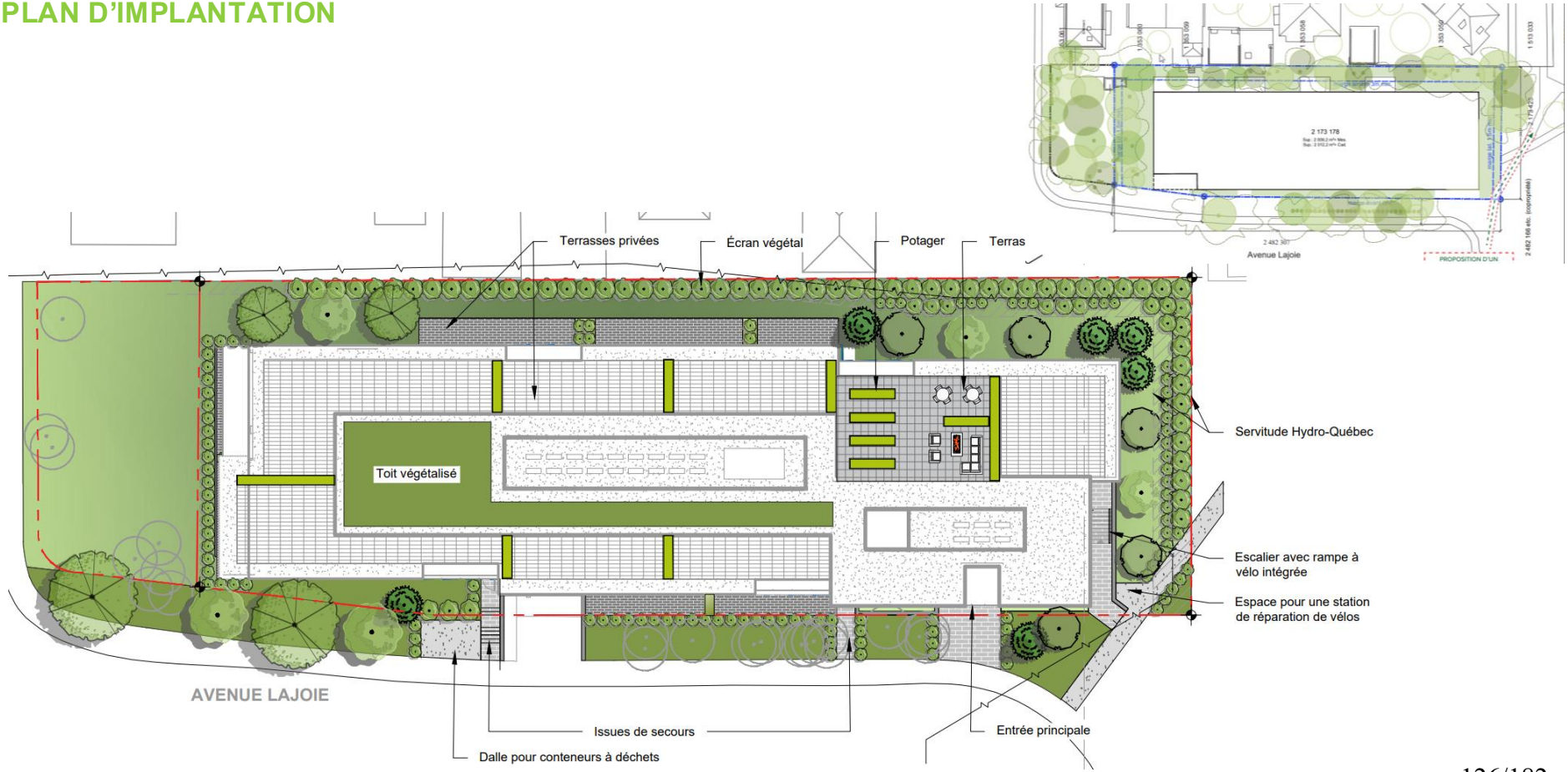




PERSPECTIVE PRINCIPALE

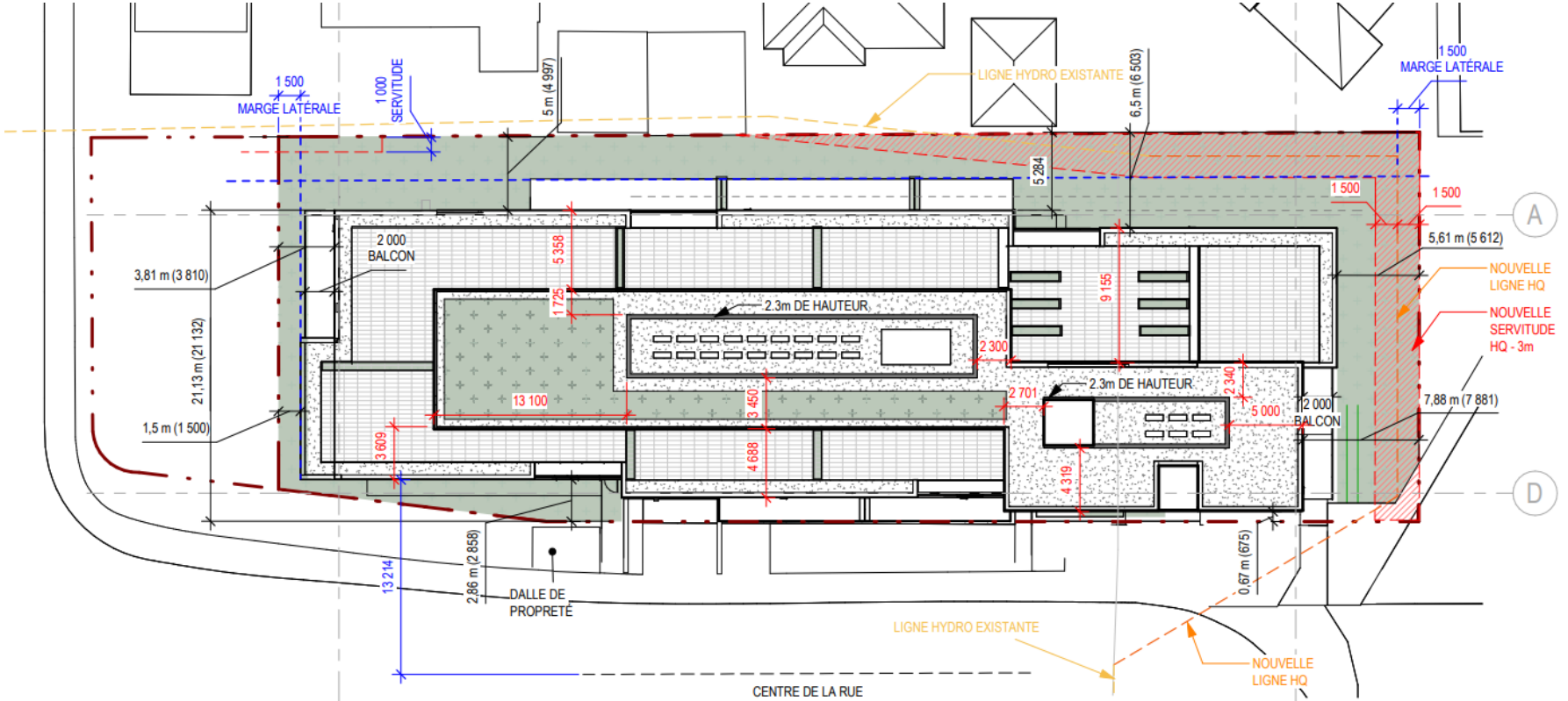


PLAN D'IMPLANTATION



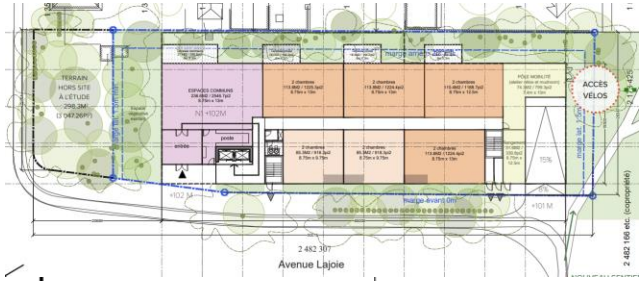
Taux d'implantation: 63% / COS: 1.86

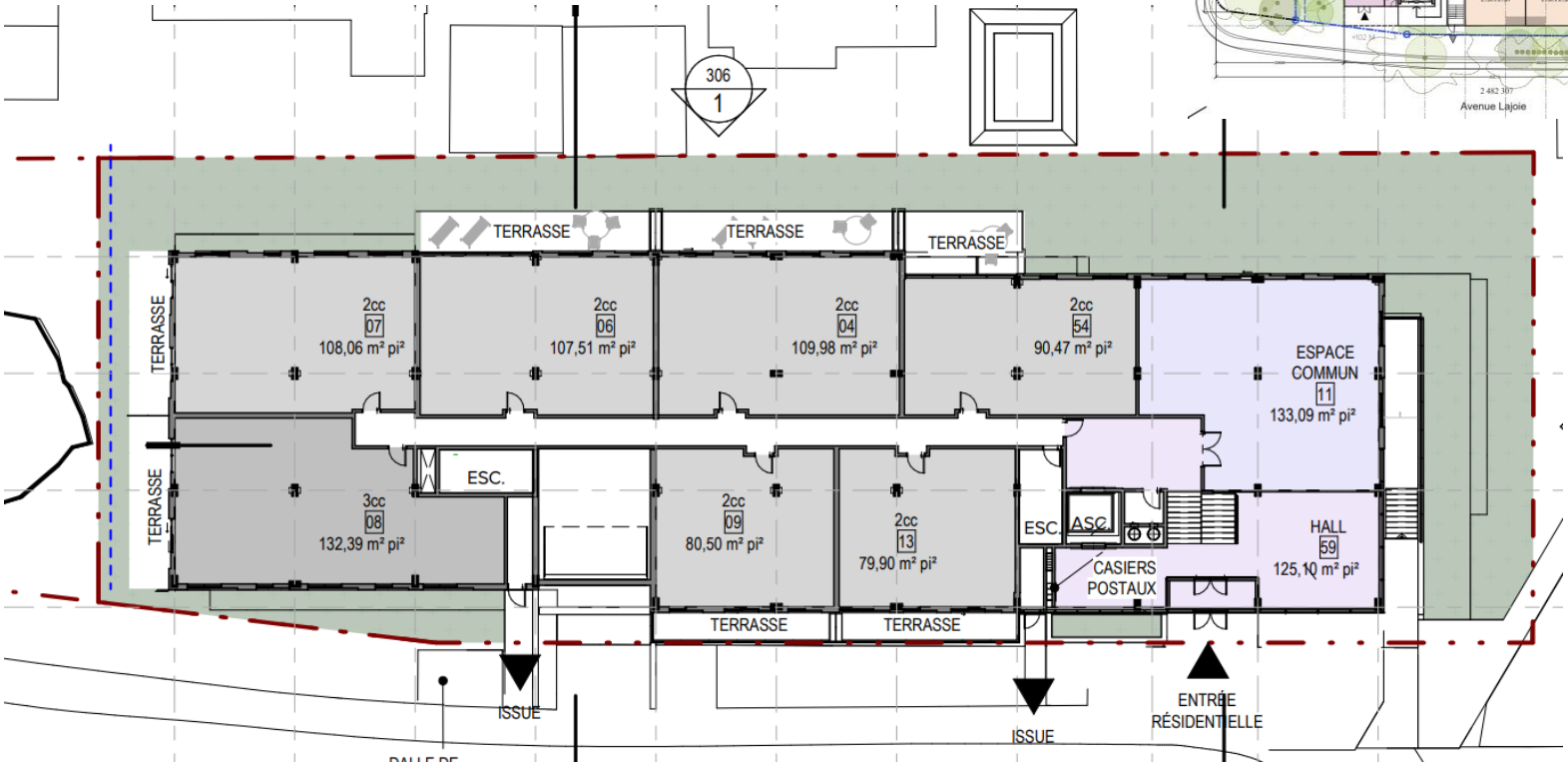
PLAN D'IMPLANTATION



Taux d'implantation: 63% / COS: 1.86

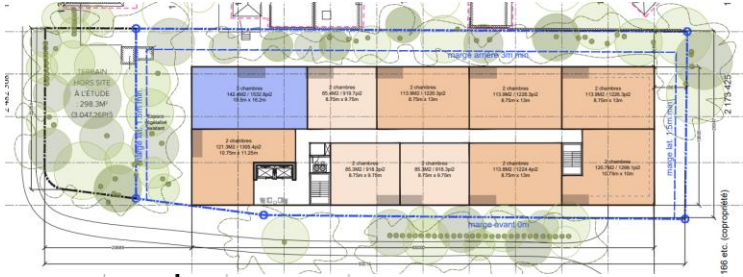
PLAN RDC

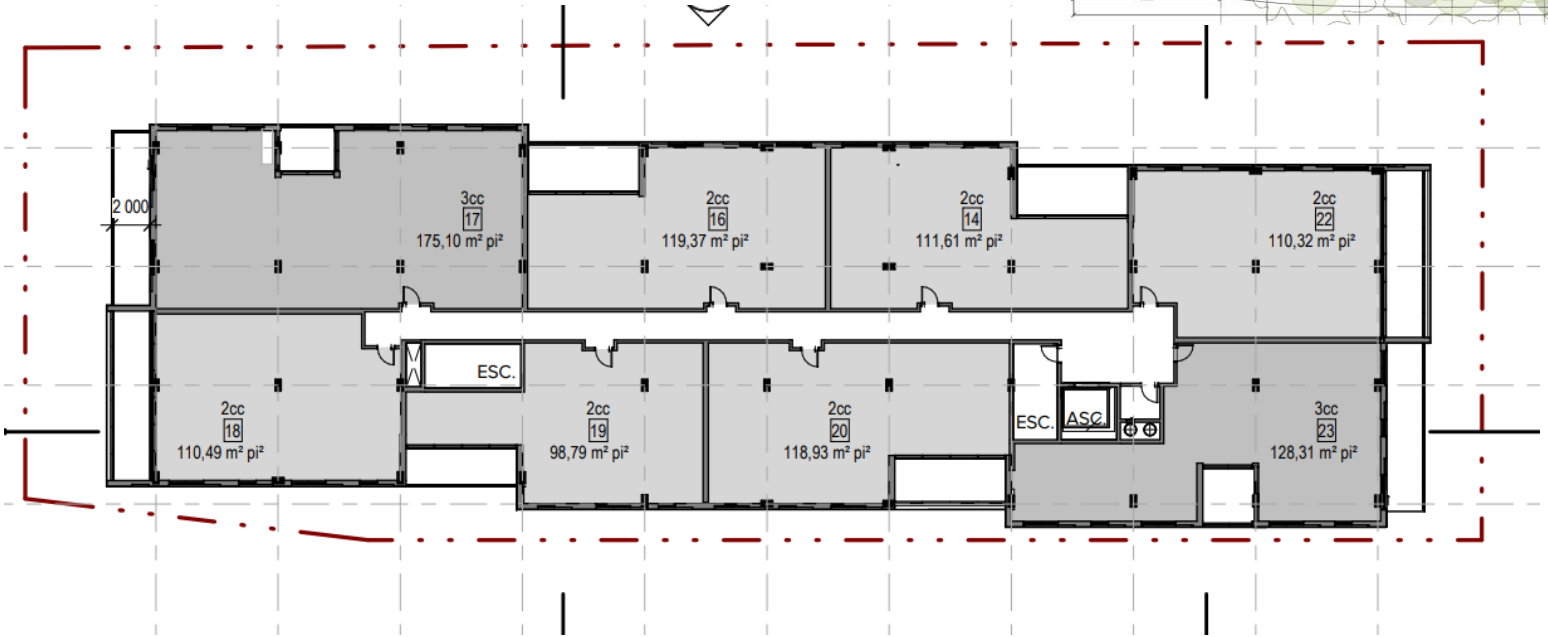




Total 23 logements: 12 logements de 2 c.-à-c. (6) / 11 logements de 2 c.-à-c. (1)

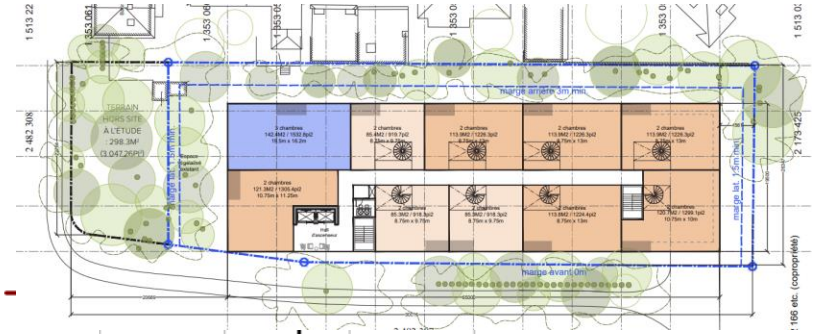
PLAN 2e ÉTAGE

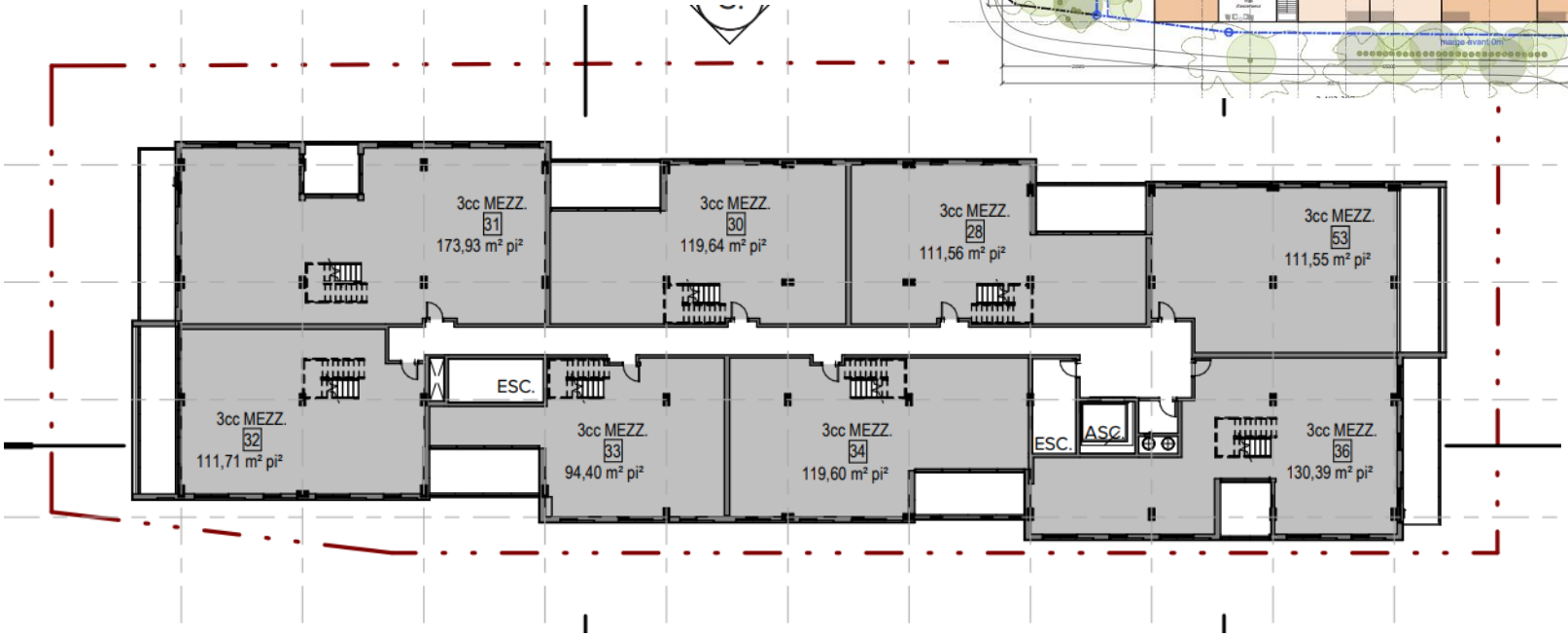




Total 23 logements: 12 logements de 2 c.-à-c. (6) / 11 logements de 2 c.-à-c. (2)

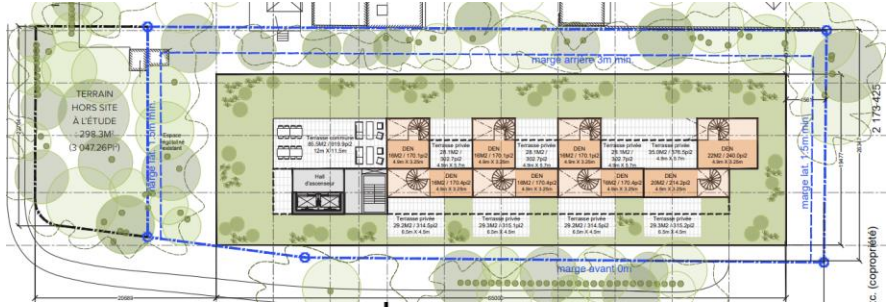
PLAN 3e ÉTAGE

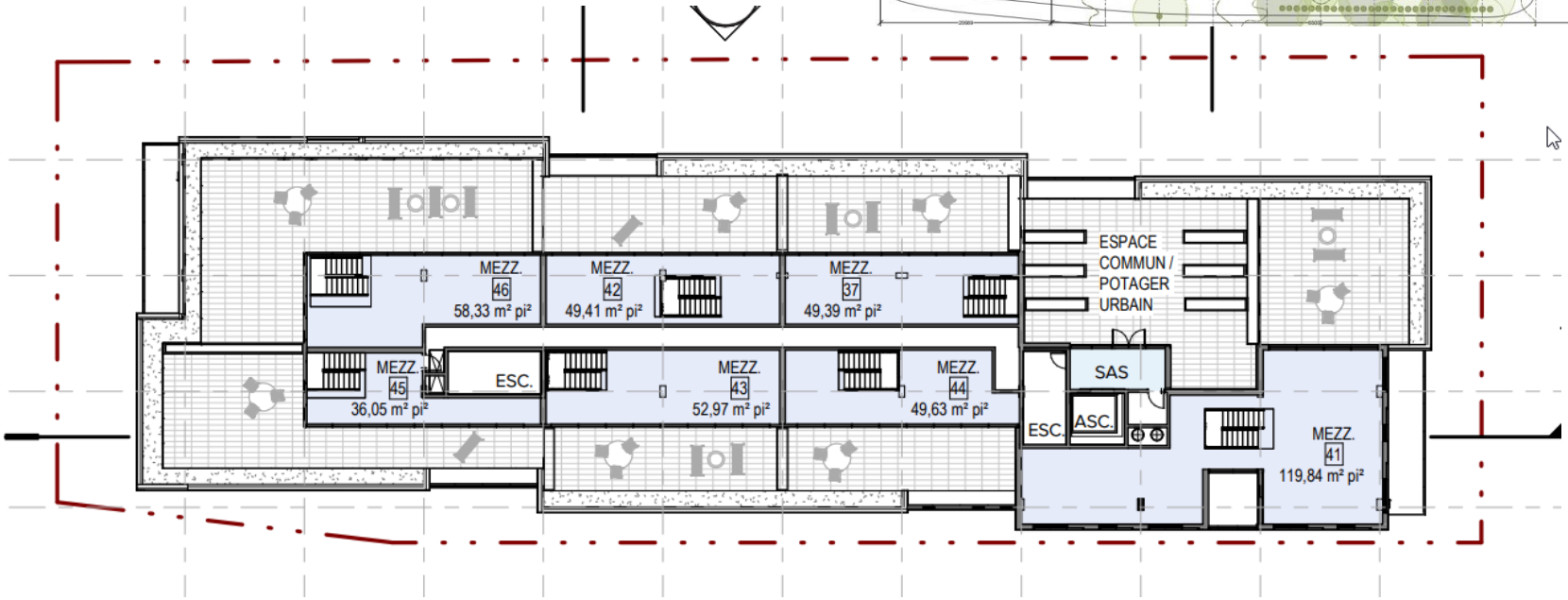




10 logements, 9 de 2 c.-à-c. et 1 de 3 c.-à-c. (total 26 cases)

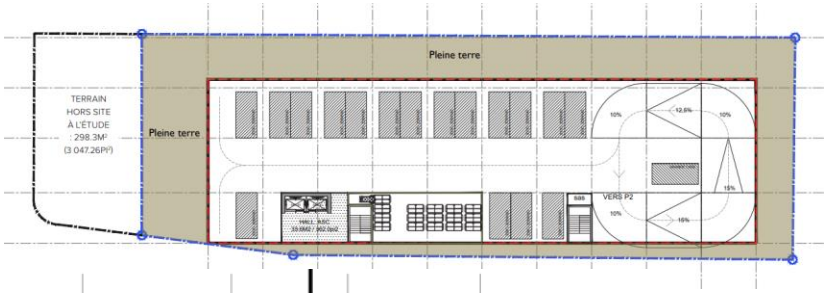
PLAN DU MEZZANINE & TOIT

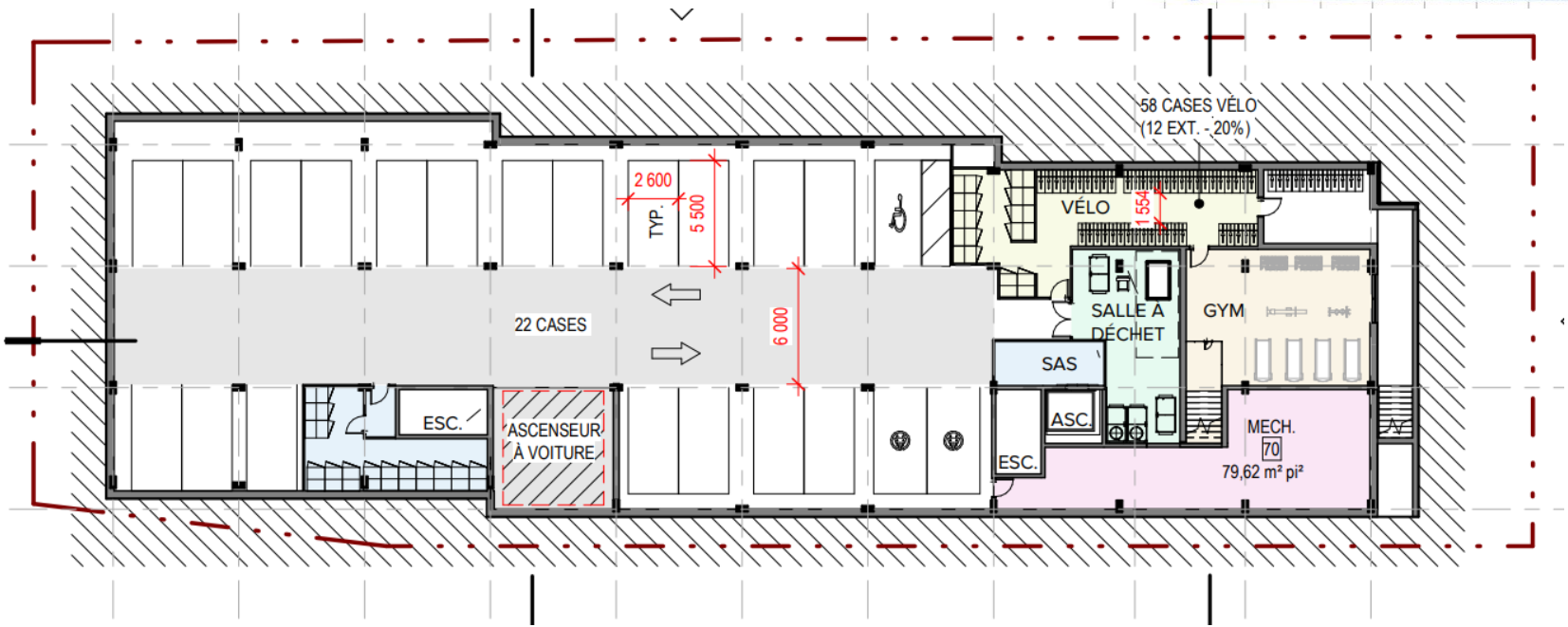




Mezzanine avec terrasses privées au toit / terrasse commune au toit/ toiture verte

PLAN SOUS-SOL 1





22 cases / Services

ÉLÉVATIONS



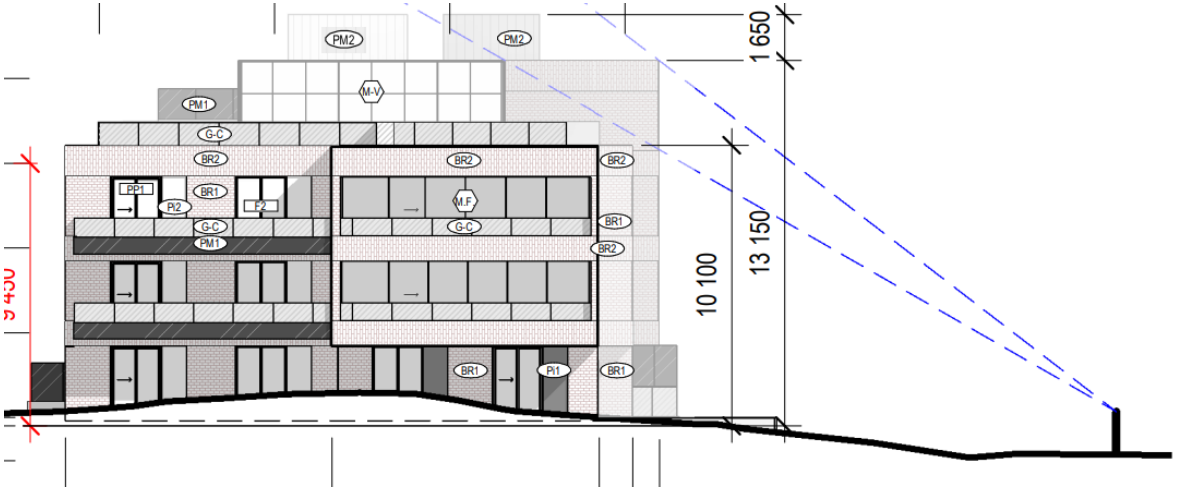
Façade avant

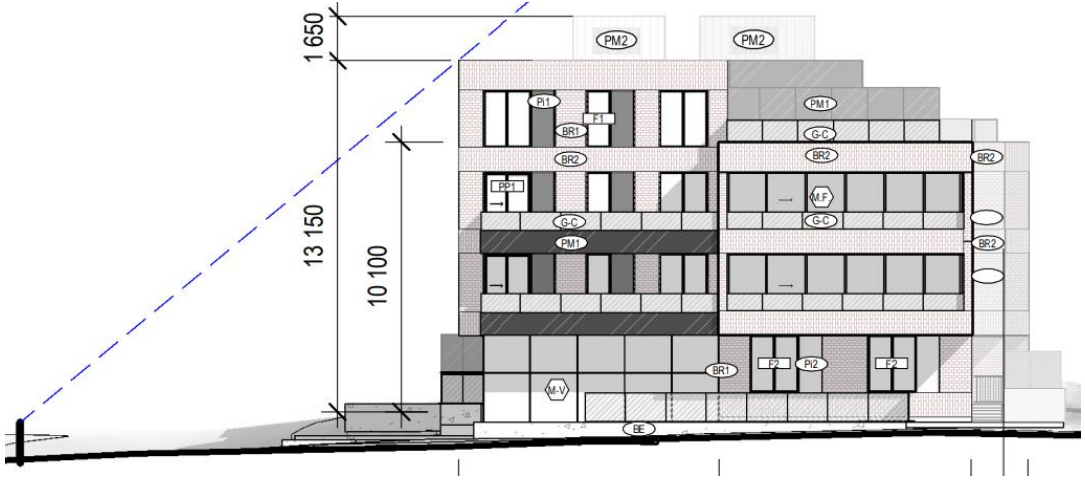


Mur arrière

ÉLÉVATIONS

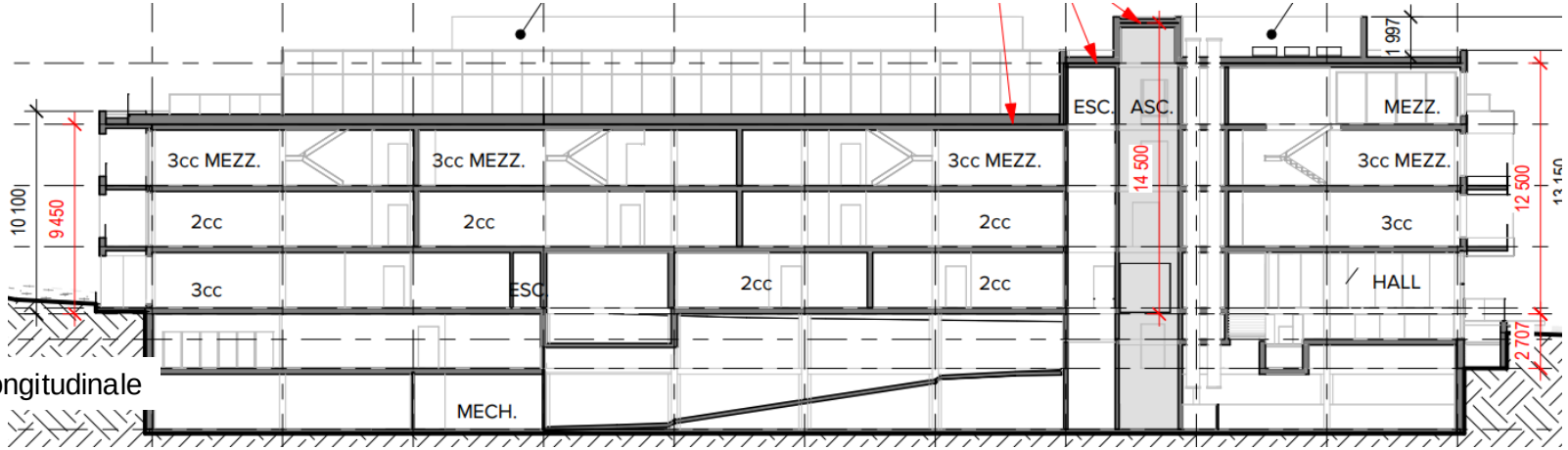
Mur latéral ouest (boisé)



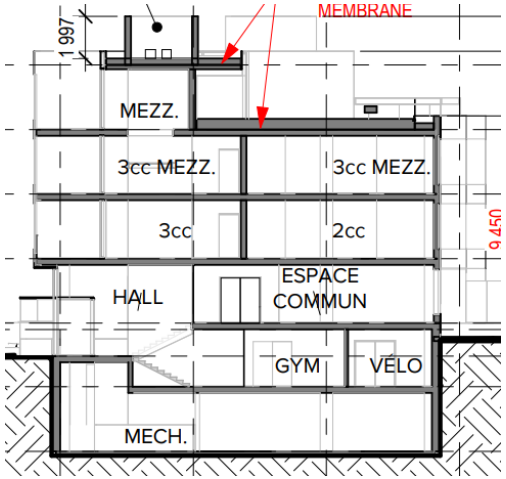


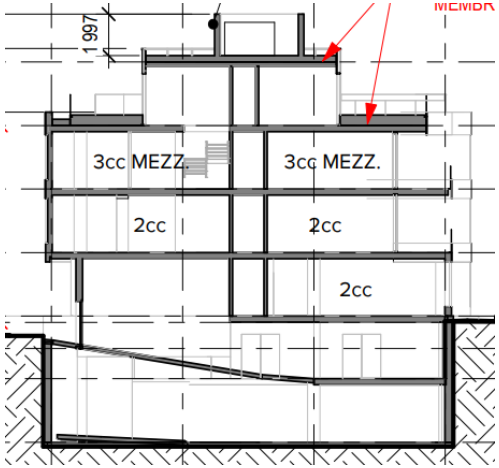
Mur latéral est (parc)

COUPES



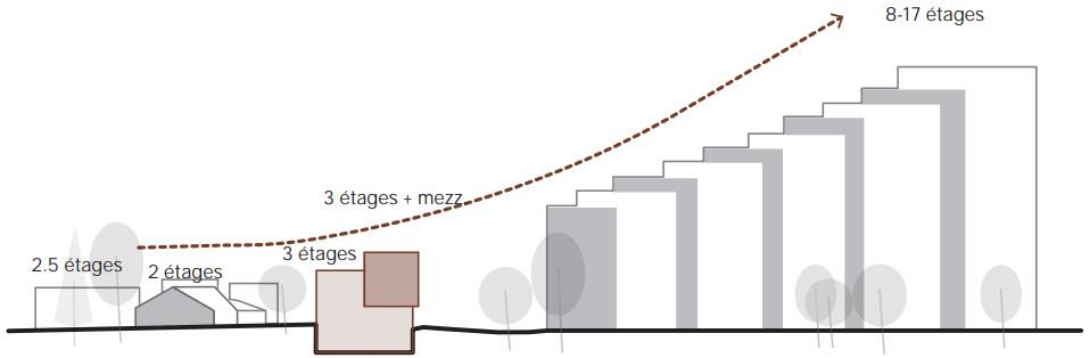
Coupe longitudinale

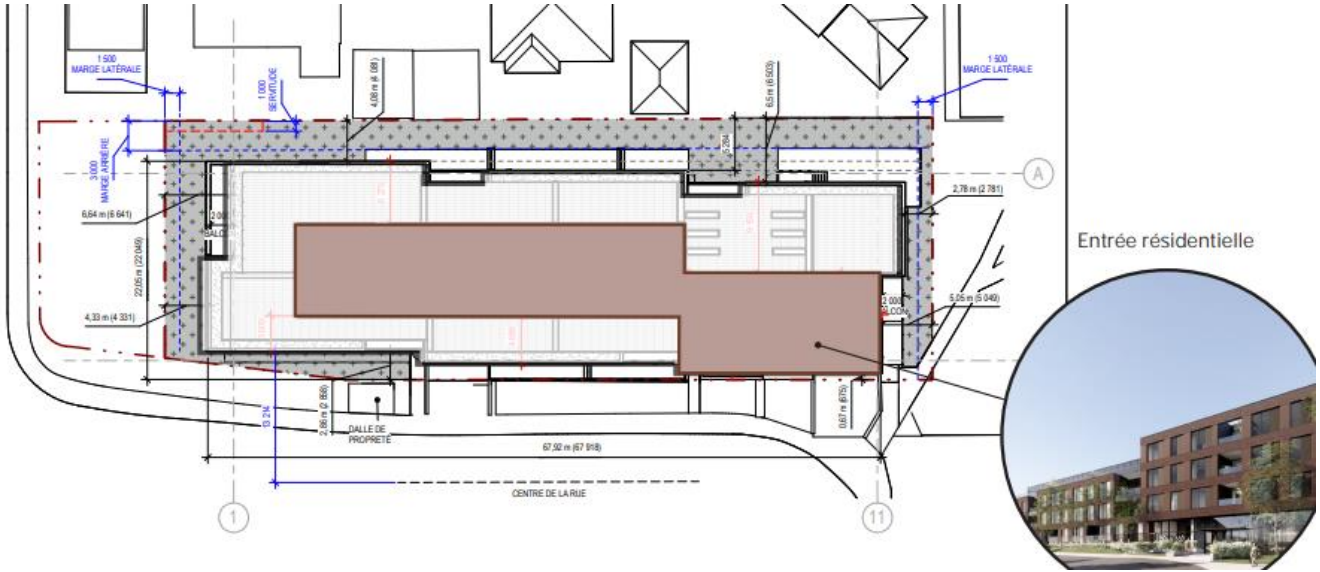




Coupes transversales

ÉVOLUTION DE LA DENSITÉ





MATÉRIALITÉ





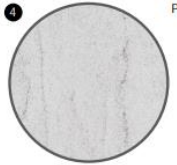
1 BRIQUE D'ARGILE ROUGE
FINI TALOCHÉ
MORTIER AGENCÉ
APPAREILLAGE EN PANERESSE, POSÉE VERTICALEMENT



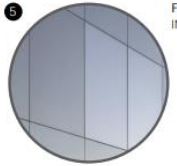
2 BRIQUE D'ARGILE ROUGE
FINI WIRECUT
MORTIER AGENCÉ
APPAREILLAGE EN PANERESSE



3 PAREMENT DE PIERRE NATURELLE NOIR



4 PAREMENT DE PIERRE NATURELLE GRIS-BLANC



5 FAÇADE DE VERRE CLAIR
INDICE DE RÉFLEXION INFÉRIEUR À 20%

MATÉRIALITÉ

Revêtement durable et de qualité
Brique sélectionnée pour ses qualité esthétique et de sa faible empreinte envrionnementale en tenant compte du cycle de vie

Linteau libre avec bris thermiques
Réduction des déperditions thermiques ponctuelles

Solins horizontaux continus
Qualité de la finition accrue

Ornementation dans le travail des détails de brique
Appareillage en paneresse vertical et horizontal
Contraste de texture, fini coupe-fil (Wirecut) et taloché (Artisan)
Périmètre des ouvertures en brick chenfrennées " Bullnose"





PERSPECTIVE



PERSPECTIVE



PERSPECTIVE



PERSPECTIVE



PERSPECTIVE



ÉLÉVATION RUE



PERSPECTIVE



1. Connexion à la piste cyclable bonifiée vers l'Av. Lajoie, animée par le nouveau lobby résidentiel y faisant directement face.



2. Station de réparation de vélo avec point d'eau accessible comme contribution du projet aux aménagements publics audjacents.

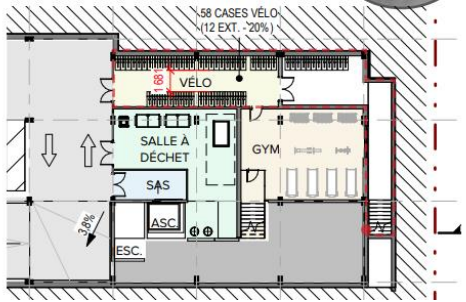
3. Rampe à vélo intégrée donnant accès aux espaces de rangements pour les résidents et les visiteurs. L'objectif ici est de réduire la friction à l'utilisation du vélo pour les déplacements quotidiens et ainsi encourager le transport actif.



4. Cases à vélo extérieur pour visiteurs, espace couvert, protégé et bien éclairé en tout temps. (20% des cases exigés)

5. Cases à vélo intérieurs sécurisée pour résidents.

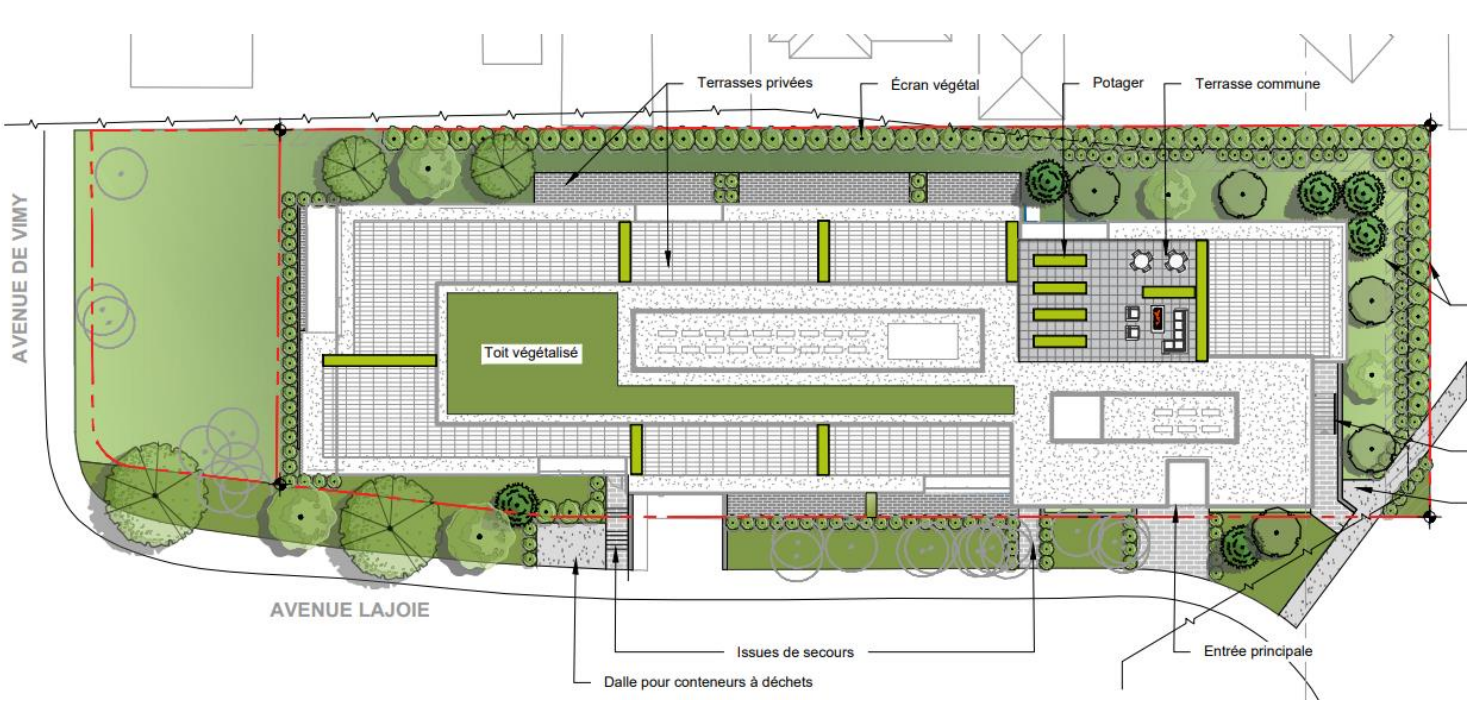




PERSPECTIVE

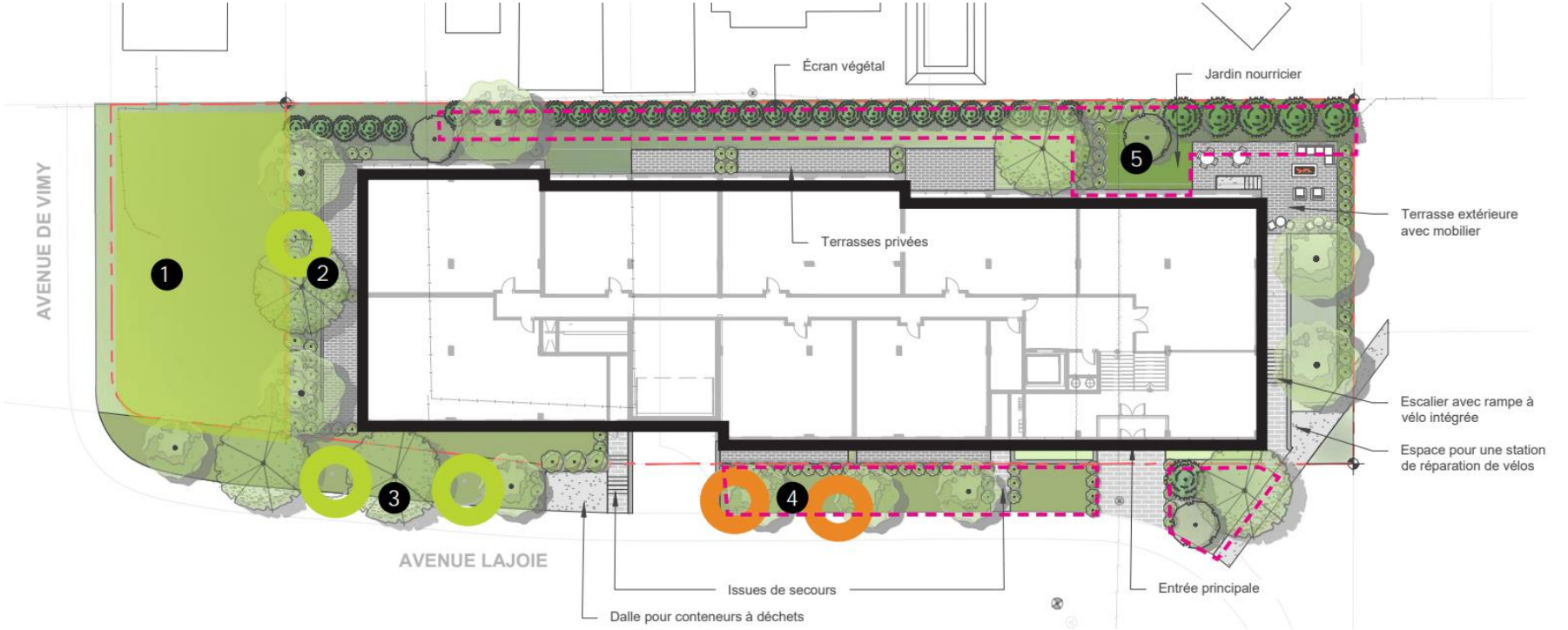


ARHITECTURE DE PAYSAGE



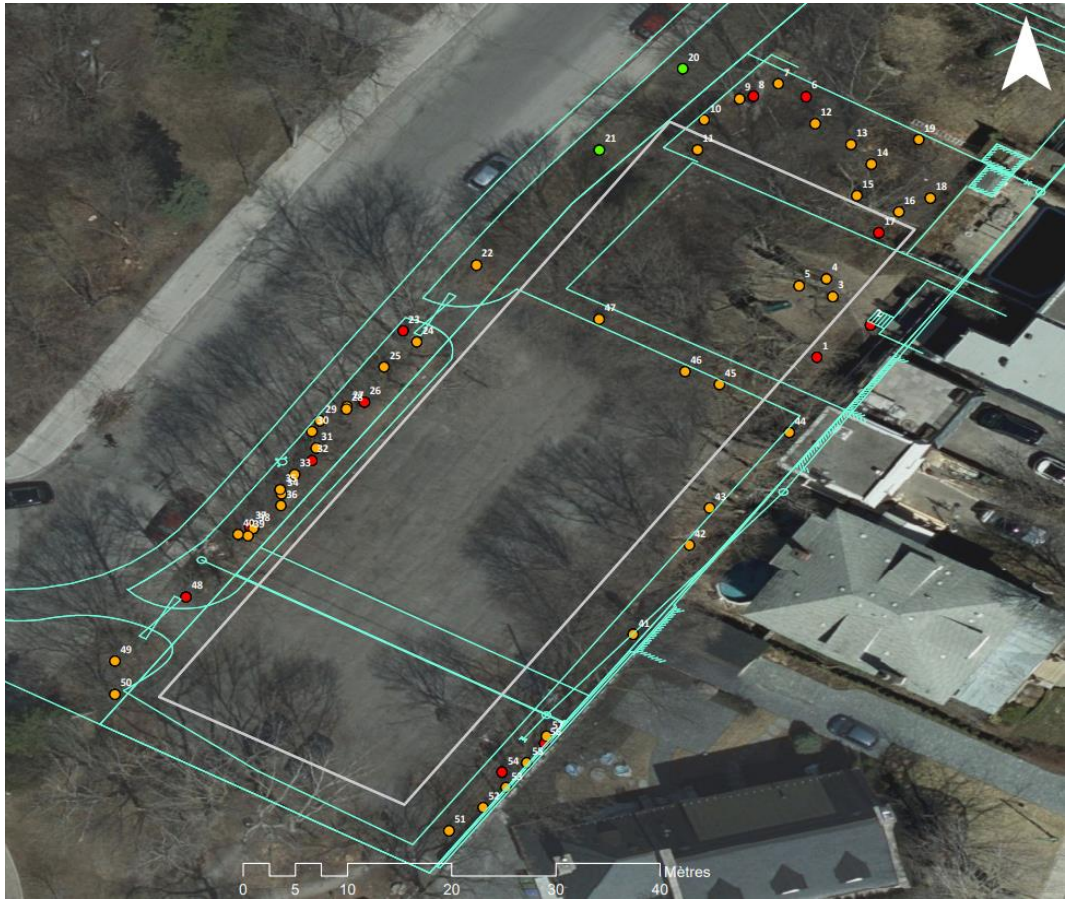


ARHITECTURE DE PAYSAGE



1. Zone non impactée par la construction. Conservation des arbres existants.
2. Zone de reboisement, terrain privé. Survie probable des arbres ciblés comme étant propices à la conservation.
3. Zone de reboisement, domaine public. Survie probable des arbres ciblés comme étant propices à la conservation.
4. Zone de reboisement, domaine public. Survie peu probable des arbres ciblés comme étant propices à la conservation.
5. Zone de reboisement, domaine privé. Conservation peu probable des certains arbres ciblés comme étant en bonne santé.

ARHITECTURE DE PAYSAGE – Relevé des arbres



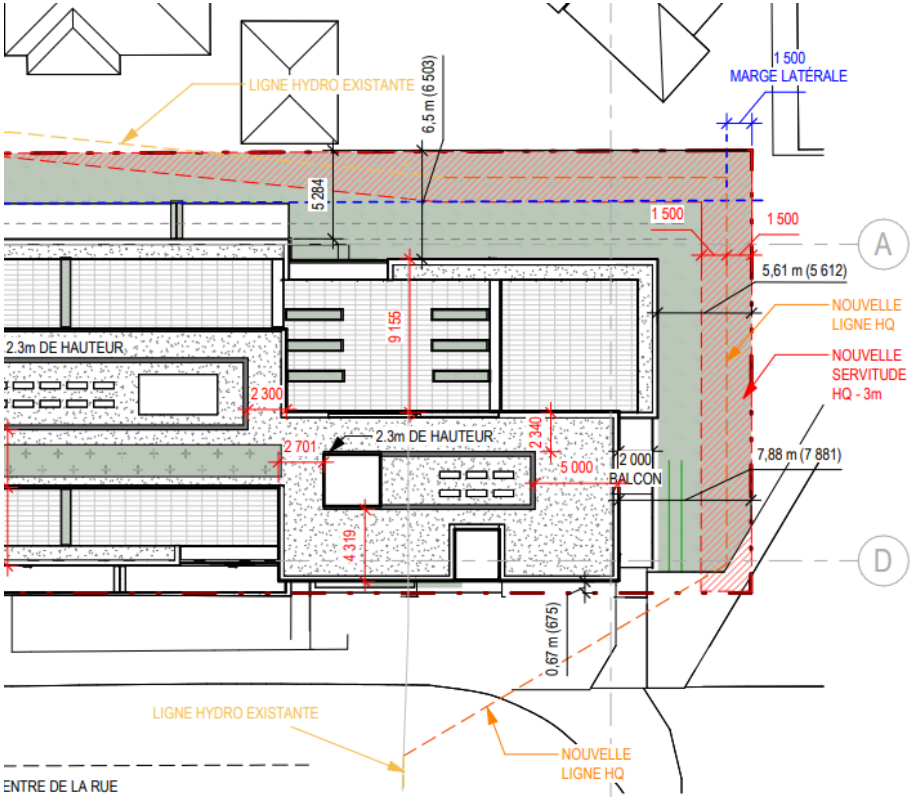
Plan des impacts anticipés sur les arbres

- Abattage (projet) / 43 arbres
- Abattage (état de santé) / 12 arbres
- Conservation / 2 arbres
- Bâtiment projeté
- Limites et périmètres

<u>Recommandation Service horticulture et arboriculture:</u>

- Aucune construction à 3 mètres de la ligne de lot latérale avec le parc;
- Aucune construction à partir de 7 mètres de la ligne de la voie publique (début du trottoir) et le bâtiment;
- Les arbres en mauvais conditions sur le domaine publique pourront être abattu, les autres devrons être conservés;

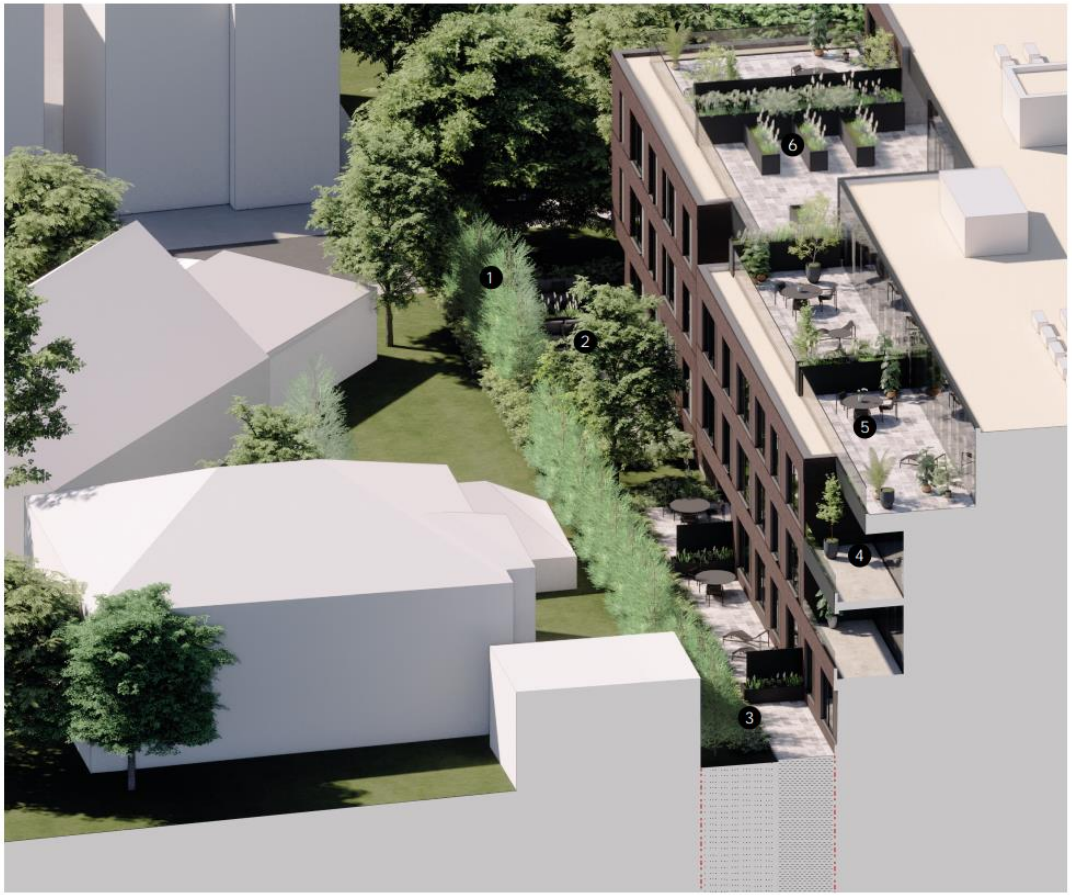
ARHITECTURE DE PAYSAGE – Relevé des arbres



Discussion avec CSEM:

- La ligne peut être localisée en souterrain dans un massif (2 conduits);
- Aucun arbre ne peut être planté sur cette servitude;
- 2e option, une qui passe à gauche du bâtiment, mais rapidement écartée considérant les arbres supplémentaires à couper;
- La servitude d'Hydro/Bell permet la servitude de passage de la Ville.
- Relocalisation de la servitude à distance de la limite de propriété afin de protéger les arbres publics.

ARHITECTURE DE PAYSAGE



1. Plantation de connifères assurant un écran visuel et acoustique au pourtour de la terrasse commune.



2. Jardin de plantes nourissières, créant une expérience paysagère à la fois visuelle et olfactive, favorisant un rapport plus direct entre l'humain et son envrionnement.



3. Haie de cèdres et arbres à grand déploiement le long des terrasses privées au rez-de-chaussée



4. Balcons extérieurs en loggia plutôt qu'en projection afin d'assurer une meilleure privauté vis à vis des résidences voisines.



5. Terrasses privées en toiture avec de généreux bacs de plantation, contribuant à rédurie les ilôts de chaleur.



6. Terrasse commune en toiture avec aménagement d'un potager urbain pour contribuer à l'indépendance alimentaire des futurs résidents.



ARHITECTURE DE PAYSAGE





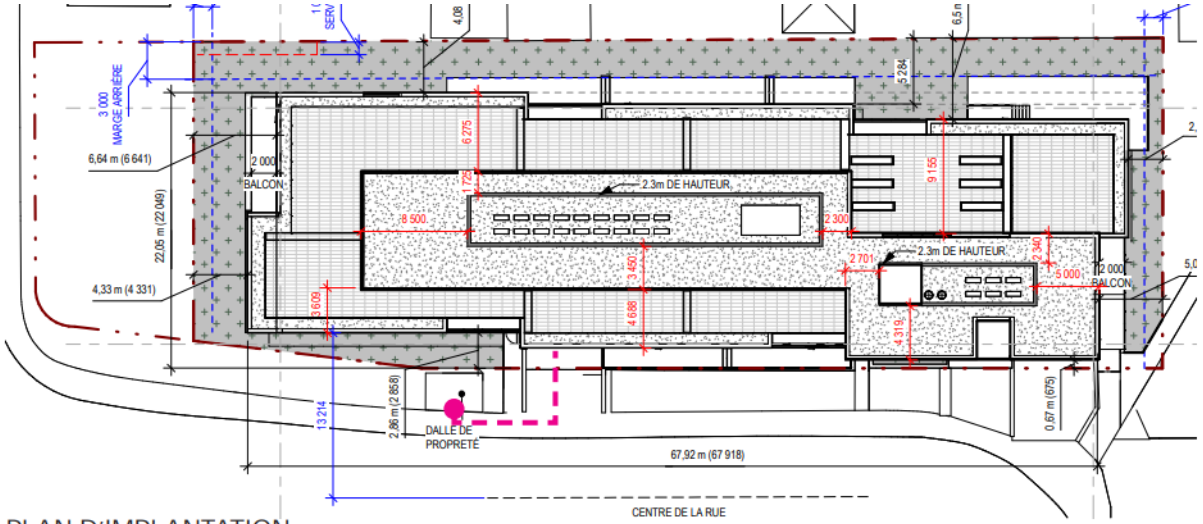




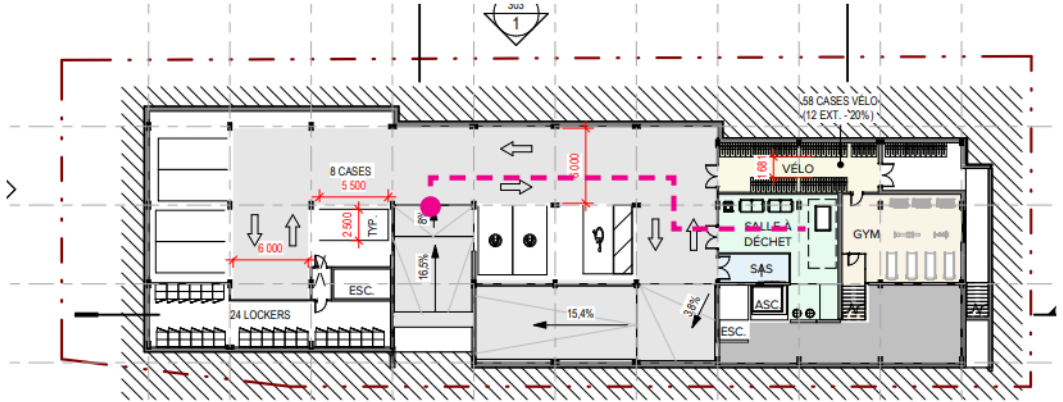


PLAN DE GMR

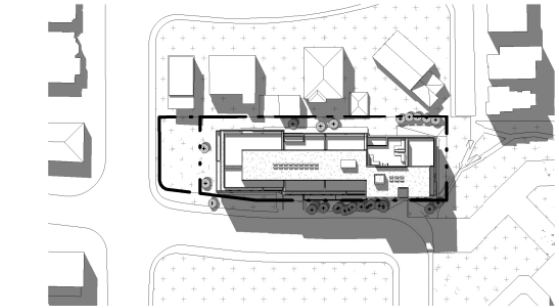
- Déchets et recyclage recueillis par chute à déchets;



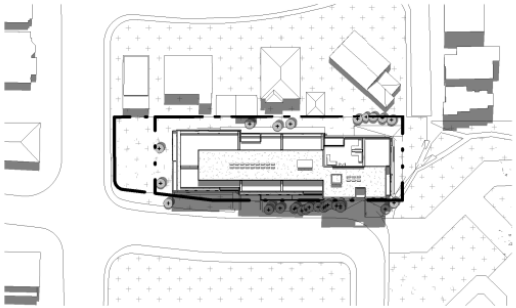
PLAN D'IMPLANTATION



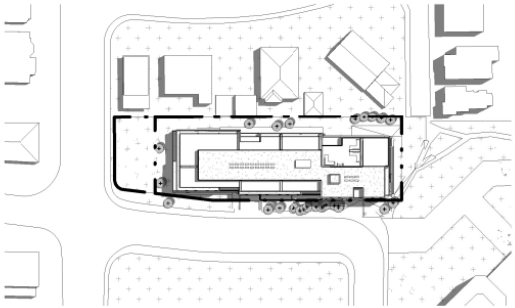
ÉTUDE D'ENSOLEILLEMENT – SOLSTICE D'ÉTÉ



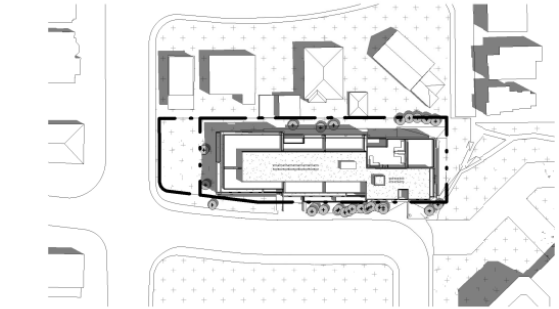
6 1000 ÉTÉ 8H
ÉCHELLE: 1 : 1000



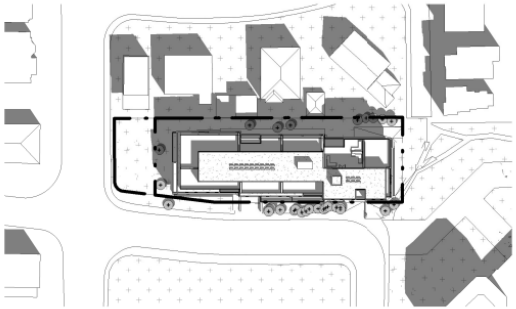
7 1000 ÉTÉ 10H
ÉCHELLE: 1 : 1000



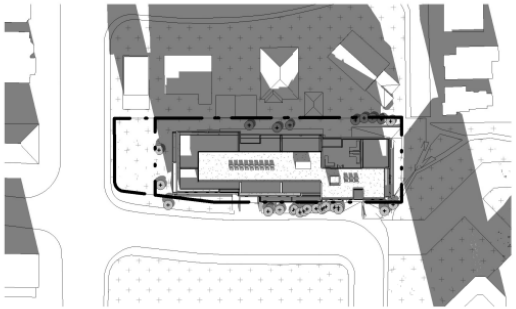
8 1000 ÉTÉ 12H
ÉCHELLE: 1 : 1000



9 1000 ÉTÉ 14H
ÉCHELLE: 1 : 1000

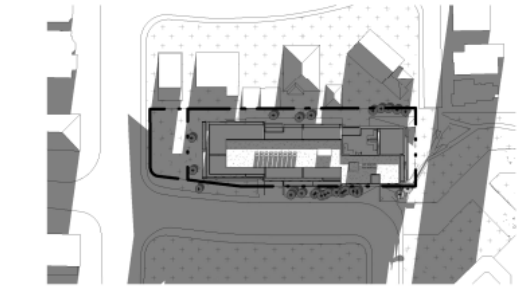


10 1000 ÉTÉ 16H
ÉCHELLE: 1 : 1000

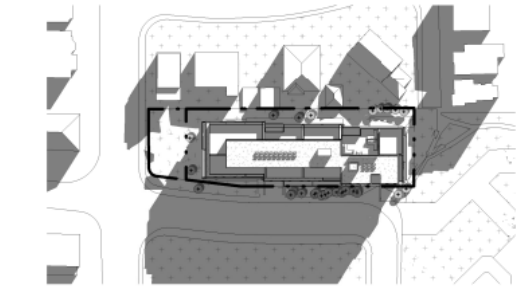


18 1000 ÉTÉ 18h
ÉCHELLE: 1 : 1000

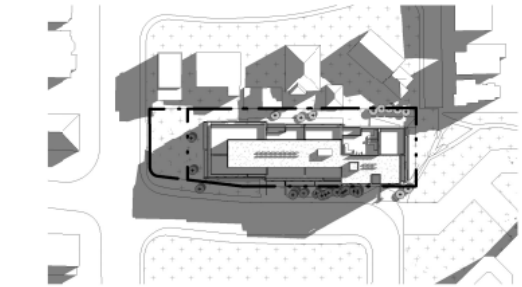
ÉTUDE D'ENSOLEILLEMENT – SOLSTICE D'HIVER



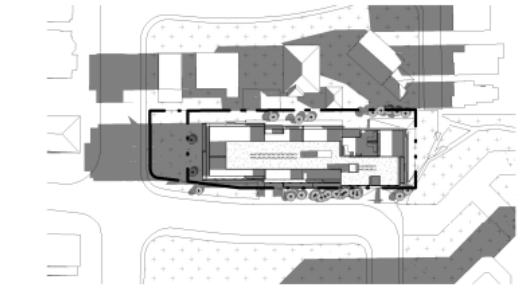
11 HIVER 8H
ÉCHELLE: 1 : 1000



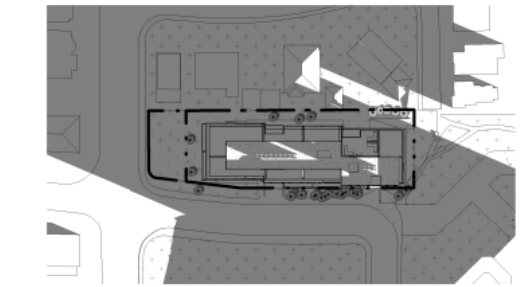
12 HIVER 10H
ÉCHELLE: 1 : 1000



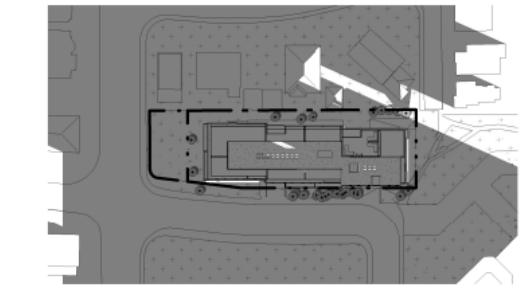
13 HIVER 12H
ÉCHELLE: 1 : 1000



14 HIVER 14H
ÉCHELLE: 1 : 1000



15 HIVER 16H
ÉCHELLE: 1 : 1000



17 HIVER 18H
ÉCHELLE: 1 : 1000

DÉROGATIONS

	PLAN D'URBANISME	ZONAGE ACTUEL	PROPOSÉ
SECTEUR / ZONE	04-01	0628	-
AFFECTATION / USAGE	Résidentiel	E.5 (1) **Équipements culturel d'hébergement et de santé**	**Habitation H.6 / 12 à 36 logements**
HAUTEUR	2-3 étages	Min 3 étages / Max 3 étages (12,5 mètres)	3 étages
MARGES	-	Latérale: 1,5 m ou jumelé; Arrière: 3 m	Latérale: 4,33 m et 2,78; Arrière: 3 m
TYPE IMPLANTATION	-	Isolé, jumelé	Isolé
TAUX D'IMPLANTATION	-	Min. 35% / Max. 70%	63%
VERDISSEMENT	-	25 % de verdissement	35%
CASES STATIONNEMENT	-	Max: 3 939 m2 / 150 = 26 cases	Proposé: 22 cases
MEZZANINE	-	Retrait de 2 fois la hauteur	**Aucun retrait**
CAGE ASCENSEUR	-	Retrait 2 fois la hauteur	**1,87 fois la hauteu**

ANALYSE DE LA DAUM

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

ANALYSE SELON CRITÈRE DE PPCMOI DE L'ARRONDISSEMENT

Analyse des critères selon le sur les Projet particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017)

DOSSIER : PP-XXX (3003475378)

ADRESSE : Lajoie

CRITÈRES	ANALYSE	COMMENTAIRES
SECTION IV **Article 9**		
1° Participer à la création d'un quartier complet		
a) le projet propose une densité en adéquation avec l'offre existante et projetée du quartier en équipements, infrastructures et institutions;	Respecté	On retrouve une école à proximtié, le REM et le métro. De plus, le site est tout près de l'UdM.
b) le projet est structurant et participe au rayonnement du quartier en cohérence avec les orientations municipales pour le secteur;	Respecté	Le projet est structurant, vient combler un stationnement de surface laissé vacant par la congrégation et utilisé temporairement par la maison de soins palliatif St-Raphael, qui nous a confirmé ne pas avoir besoin du site.
c) dans le cas d'un projet commercial, il participe à l'instauration d'une offre de commerces et de services de proximité qui répond aux besoins de la communauté, sans compromettre la structure commerciale ou économique existante;	Non applicable	
d) dans le cas d'un projet résidentiel, il propose une offre de logements diversifiés et une proportion adéquate d'unités adaptables, en vue de répondre aux besoins particuliers de la communauté;	Partiellement respecté	Les logements prévus sont accesisble aux personnes à mobilités réduites.
e) dans le cas d'un projet résidentiel, il propose des logements sécuritaires, qui favorisent un éclairage et une ventilation naturels et qui donnent accès à un espace extérieur privé ou semi-privé;	Respecté	Tous les logements sont sécuritaires, favorisé par de grandes ouvertures pour un ensoleillement et une ventillation naturel et donne accès à un espace privé et un espace communautaire au toit.
f) le projet minimise les impacts sur les locataires occupants et prévoit des mesures de relocalisation appropriées, le cas échéant;	Non applicable	Terrain vacant
g) le projet favorise la mutualisation de services ou d'installations afin d'optimiser l'utilisation de l'espace;	Respecté	Le site propose une servitude afin de poursuivre l'accès au parc, il propose aussi le déplacement d'une servtiude d'Hydro afin de partager l'accès au réseau électrique.
h) le projet favorise l'utilisation des modes de déplacements actifs et collectifs, l'électrification des transports et la mutualisation des équipements de recharge;	Partiellement respecté	Le projet favorise l'utilisation du transport actif, l'accès à l'espace de rangement pour vélo semble toutefois difficile pour une personne agées (escalier)
i) le projet assure la connectivité et la continuité paysagère des parcours piétons;	Respecté	Le projet popose une végétation bonifié afin de pousuivre le parcours piéton à aprtir du parc. Par ailleurs, un dégagement suffisant afin de conserver les arbres en cour avant est proposé.
j) dans le cas d'une grande propriété à caractère institutionnel ou d'un lieu de culte d'intérêt patrimonial, le projet assure le maintien de la fonction d'origine ou, à défaut, d'une vocation d'équipement collectif ou institutionnel;	Non applicable	
k) le projet intègre les principes du design universel à l'aménagement du site et des principaux accès au bâtiment. À cette fin, il favorise un parcours sans obstacle pour desservir les espaces collectifs, il propose des sentiers sécuritaires et éclairés, il réduit la différence de hauteur entre une voie publique et un étage du bâtiment et il réserve aux personnes à mobilité réduite un nombre adéquat de cases de stationnement à proximité des accès;	Respecté	Le projet favorise un design universel qui favorise des parcours sans obstacle, sécuritaire et bien éclairé.

ANALYSE SELON CRITÈRE DE PPCMOI DE L'ARRONDISSEMENT

2° Contribuer à rehausser la qualité du paysage		
a) le projet renforce la cohérence morphologique de la trame de rue, du cadre bâti et des modes d'implantation existants;	Respecté	Le projet encadre la trame de rue, mais il est respectueux des bâtiment de faible densité implanté à l'arrière du bâtiment. Le projet créer une densification vers l'avant du site, soit vers l'ancienne église et le sanctuaire qui sont deux bâtiment de plus grande hauteur dans le secteur.
b) le projet assure une intégration paysagère et architecturale harmonieuse avec les caractéristiques significatives de son contexte d'insertion;	Respecté	Le projet propose des qualités remarquable au niveau du détail d'Architecture avec notamment des briques texturés, des coins arrondis, des détails de balcons et de grandes fenestrations qui rappel certain éléments du contexte bati.
c) le projet favorise la cohérence des interventions de manière à préserver l'effet d'ensemble lorsque le site comprend plusieurs bâtiments ou constructions;	Non applicable	
d) le projet saisit les opportunités particulières du site en établissant un dialogue avec l'espace public et en favorisant l'appropriation des lieux extérieurs;	Respecté	Le projet vient avec plisieurs contraintes, mais la proposition permet une cohérence avec le milieu d'insertion en réponse à ces contraintes.
e) le projet met à contribution l'aménagement paysager pour assurer l'organisation et l'intégration d'une aire de stationnement, de chargement, d'entreposage ou de manutention;	Respecté	
f) le projet préserve et met en valeur les caractéristiques significatives du cadre naturel, notamment celles rattachées à la topographie, à l'hydrographie et au couvert végétal, et évite ou minimise l'abattage d'arbres;	Partiellement respecté	Le projet vise l'abattage de plusieurs arbres situé dans l'emprise de la construction, des conditions on été développer avec le promoteur afin de diminuer au maximum les son emprise et de ne pas avoir d'impact sur les arbres situé sur le domaine publique.
g) le projet privilégie la préservation, la restauration, la réhabilitation ou la mise en valeur des composantes architecturales d'intérêt;	Non applicable	Terrain vacant
h) le projet assure l'intégrité, la protection et la mise en valeur du patrimoine archéologique;	Non applicable	N'est pas situé dans un secteur à potentiel archéologique
i) le projet participe à la commémoration des valeurs patrimoniales ou à la reconnaissance de l'identité de la communauté locale;	Respecté	Le projet propose une réinterprétation du projet le Sanctuaire dans un gabarit à échelle humaine afin de s'harmoniser avec les maisons unifamiliales Outremontaise. Les grandes terrasses et fenestration permettent un écho à ce patrimoine arhcitectural.
j) l'affichage s'intègre de manière sobre et harmonieuse en considérant le milieu d'insertion, l'architecture et la volumétrie du bâtiment, les usages exercés ainsi que l'échelle de la rue;	Non applicable	
3° Favoriser la transition écologique et la résilience climatique		
a) le projet minimise son empreinte écologique, qui se traduit par l'économie des ressources et de l'énergie durant tout son cycle de vie, en misant notamment sur l'efficacité énergétique, la réhabilitation de structures existantes, la récupération des déchets de construction et l'utilisation de matériaux reconnus pour leur durabilité;	Respecté	Le projet propose des matériaux de qualité et durable.
b) dans le cas de la construction d'un nouveau bâtiment, le projet vise l'obtention d'une certification reconnue en matière de performance écologique, telle que LEED, BOMA ou WELL;	Partiellement respecté	LE projet ne propose pas le respect d'une certificattion, mais plutôt des éléments qui respecte plusieurs éléments de différentes certification.
c) le projet participe à la biodiversité et à la résilience urbaine, notamment par des toitures intensives, l'agriculture urbaine, le déploiement des arbres et une diversité de végétaux, et assure une gestion naturelle des eaux de pluie;	Respecté	Le projet popose une diversité de végétaux, des bacs d'Agriculture urbaine, des bac de plantation entourant les gardes corps et des plantations en pleine terre au sol soit plus de 34% de verdissement.
d) le projet propose une gestion optimale des matières résiduelles et évite l'encombrement du domaine public;	Partiellement respecté	Le projet propose une gestion des déchats par conteneur alors qu'il serait préférable d'utiliser des bacs dans le but de réduire l'espace perméable au sol et de proposer une collecte publique.
e) le projet propose, notamment durant le chantier, une réduction à la source et un contrôle adapté des nuisances qu'il pourrait occasionner telles que le bruit, la poussière, les odeurs, le vent, la circulation, la chaleur et la lumière. ».	Respecté	Un plan sera fournis à cet effet.

RECOMMANDATION ET RÉSOLUTION

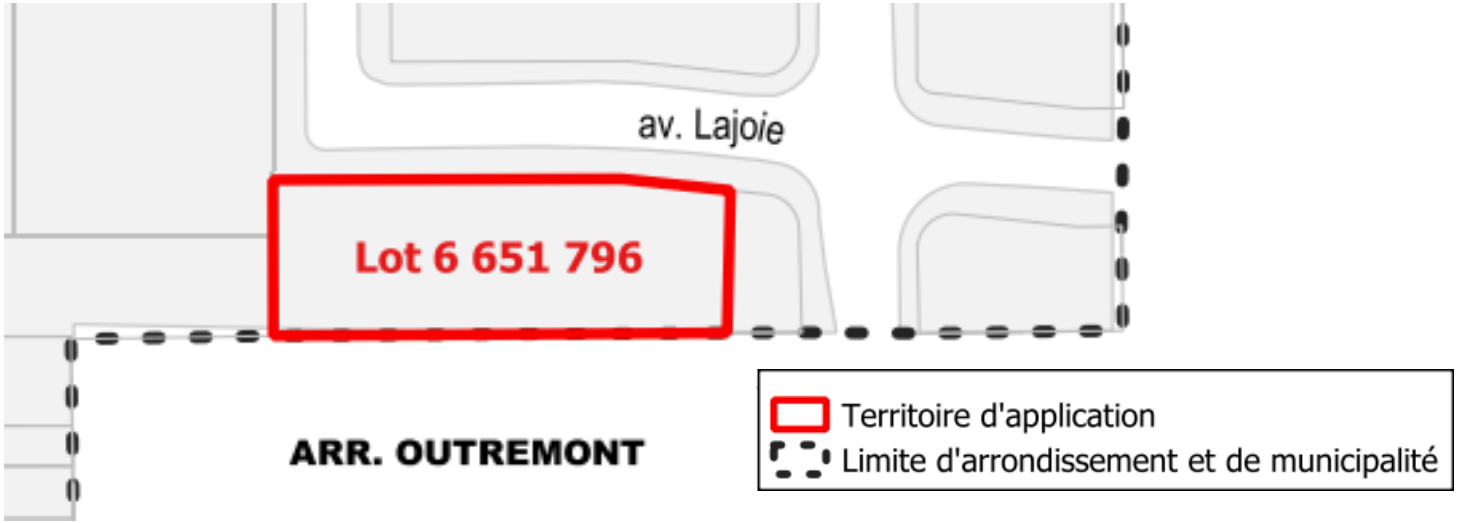
Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

La direction est FAVORABLE pour les raisons suivantes :

- Considérant que le projet est conforme aux orientations, objectifs et politiques municipales.
- Considérant une servitude d'Hydro-Québec à déplacer et une servitude d'accès à préparer en faveur de la Ville de Montréal;
- Considérant que le projet répond aux commentaires émis lors de l'avis préliminaire du 12 juin 2024;
- Considérant que le projet est conforme aux critères d'évaluation d'une demande de PPCMOI, puisque le projet contribue à bonifier la qualité du milieu de vie, qu'il contribue à rehausser la qualité du paysage et qu'il favorise une transition écologique et la résilience climatique;
- Considérant que le projet vise la construction de 23 logements de grande dimension;
- Considérant que le projet propose 30 % de verdissement, ce qui est supérieur au minimum requis;
- Considérant que le projet est respectueux des volumes à proximité du site tout en proposant une densité favorable à l'insertion d'un projet à proximité d'un transport structurant..

RÉSOLUTION PPCMOI

Territoire d'application :



RÉSOLUTION PPCMOI

Dérogations :

2. Malgré la réglementation d'urbanisme de l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce applicable au territoire décrit à l'article 1, la construction d'un bâtiment résidentiel et les travaux d'aménagement sont autorisés conformément aux conditions énoncées à la présente résolution.

3. À cette fin, il est notamment permis de déroger aux articles suivants du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-276) :

1.à l'article 123 afin de déroger aux usages;

2.à l'article 21 afin de déroger au retrait pour une cage d'ascenseur, les dispositifs accessoires d'un équipement mécanique permettant le contrôle des nuisances associées ainsi que les terrasses et ses composantes;

3.à l'article 22 afin de déroger au retrait en façade pour une mezzanine.

RÉSOLUTION PPCMOI

CONDITIONS RELATIVES AUX USAGES

4. En plus des usages déjà autorisés, seule la catégorie d'usage « H.6 12 à 36 logements » est également autorisé.

CONDITIONS RELATIVES AU CADRE BÂTI

5. La construction doit respecter les conditions suivantes :

1. Le taux d'implantation maximum est de 60 %;
2. Les marges minimales suivantes :
   a. Avant: 1,5 mètre;
   b. Latérale face au parc Marie-Guérin-Lajoie: 3 mètres;
   c. Arrière : 5 mètres.
3. Un maximum de 20 % des garde-corps au toit du 3e étage peut n'avoir aucun retrait minimal par rapport à une façade ou un mur arrière.
4. Au moins 2 unités de stationnement doivent comporter une installation de recharge électrique pour véhicule;
5. Toutes les unités de stationnement doivent être pourvues d'un branchement qui peut accueillir une installation de recharge électrique pour véhicule;
6. Aucun condenseur ne doit être visible de la rue.

RÉSOLUTION PPCMOI

CONDITIONS RELATIVES À L'OCCUPATION ET À L'AMÉNAGEMENT DES ESPACES EXTÉRIEURS ET DU TOIT

6. L'occupation et l'aménagement des cours et du toit doit respecter les conditions suivantes :

1. Le pourcentage de verdissement doit être d'au moins 30%;
2. 6 bacs d'agriculture urbaine avec un accès à l'eau et un espace fermé pour ranger le matériel est aménagé au toit.

RÉSOLUTION PPCMOI

DOCUMENTS NÉCESSAIRES AU DÉPÔT DE LA DEMANDE DU PERMIS DE CONSTRUIRE

7. En plus de tout autre document exigible, une demande de permis de construire déposée en vertu de la présente résolution doit être accompagnée :

1. d'un plan de gestion des matières résiduelles comprenant les éléments suivants:
   a. les méthodes utilisées pour la gestion des matières résiduelles (déchets, recyclage, compostage);
   b. les espaces intérieurs qui sont destinés à trier et entreposer les matières résiduelles (ex. : conteneurs, bacs, salle réfrigérée, salle ventilée, compacteurs, etc.);
   c. les espaces extérieurs utilisés le jour de la collecte et la méthode utilisée pour le déplacement des matières résiduelles (entrée et sortie du bâtiment);
   d. la méthode d'entretien de ces espaces extérieurs;
   e. la méthode de collecte privée ou publique;
   f. s'il y a lieu, la circulation des véhicules de collecte sur le terrain et la fréquence des collectes.
2. Un plan de gestion et de mitigation des impacts nuisibles du chantier proposant, le cas échéant, des mesures permettant de réduire les nuisances.
3. Un plan d'aménagement paysager qui prévoit des mesures de protection utilisées pour protéger les arbres publics sur rue et dans le domaine public comme prévu dans le document « Normes et devis pour la conservation et la protection des arbres » joint en annexe B ainsi que les limites et techniques d'excavation qui assure la conservation des arbres dans la voie et le domaine public.
4. Un plan permettant de localiser le déplacement de la servitude d'Hydro-Québec.

RÉSOLUTION PPCMOI

DÉLAI DE RÉALISATION

8. Aux fins de la délivrance d'un permis de construction, de transformation ou de l'aménagement des espaces extérieurs relatifs à un bâtiment autorisé :

1.Une demande de permis complète pour la construction d'un projet conforme à la réglementation et à la présente résolution doit être déposée dans les 24 mois suivants l'entrée en vigueur de la présente résolution.

PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE

9. Aux fins de la délivrance d'un permis de construction, de transformation ou de l'aménagement des espaces extérieurs relatifs à un bâtiment autorisé par la présente résolution, en plus des critères prévus au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA22 17379), les objectifs et critères de la présente section sont applicable.

Objectif 1 : L'implantation d'un bâtiment ou d'une ligne électrique doit tendre à diminuer son impact sur les arbres dans le domaine privé et public.

Les critères permettant d'évaluer l'atteinte de cet objectif sont les suivants :

1. L'implantation d'un bâtiment ou d'une ligne électrique doit limiter son impact sur le système racinaire et la canopée des arbres.
2. Lorsque le système racinaire d'un arbre peut être affecté, des mesures de mitigation, notamment par des techniques d'excavation appropriées, doivent être prévues afin de limiter cet impact.
3. Lorsque la canopée pourrait être affectée, un élagage doit être prévu afin de limiter les impacts sur les arbres.

PÉRIODE DE QUESTIONS ET COMMENTAIRES

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

Séance publique, mercredi le 11 décembre 2024

5160, boul. Décarie, 6e étage, salle Côte-des-Neiges

Extrait du procès-verbal

4.1 99999, avenue Lajoie - PPCMOI

Étudier, conformément au Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017), une demande de projet particulier visant à autoriser la construction d'un bâtiment résidentiel de 23 logements sur un terrain vacant situé sur l'avenue Lajoie (lot projeté 6 651 796) - dossier relatif à la demande 3003475378.

Présentation : Mathieu Letarte, conseiller en aménagement

DESCRIPTION DU PROJET

Une demande visant à autoriser un projet particulier pour la construction d'un bâtiment résidentiel a été déposée à la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité le 25 octobre 2024.

Le projet prévoit la construction d'un bâtiment de 3 étages comprenant 23 logements sur un terrain vacant. Il déroge aux articles 123, 21 et 22 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (01-276), concernant l'usage autorisé, le retrait pour une cage d'ascenseur, les dispositifs accessoires d'un équipement mécanique permettant le contrôle des nuisances associées ainsi que les terrasses et ses composantes et enfin, le retrait en façade pour une mezzanine.

Actuellement, le site est occupé par un stationnement de surface, une opération cadastrale est également en cours, une partie du lot est visée par un jugement accordant un droit de premier refus en faveur du lot 1 353 061, situé dans l'arrondissement d'Outremont. Le projet sera fait sur la partie de lot restant. Une servitude d'Hydro-Québec doit être déplacée et une servitude d'accès en faveur de la Ville de Montréal est à prévoir.

Les détails du projet sont disponibles à même les documents d'analyse et de présentation utilisés par la Division.

ANALYSE DE LA DIVISION

La direction est FAVORABLE pour les raisons suivantes :

- Considérant que le projet est conforme aux orientations, objectifs et politiques municipales;
- Considérant une servitude d'Hydro-Québec à déplacer et une servitude d'accès à préparer en faveur de la Ville de Montréal;
- Considérant que le projet répond aux commentaires émis lors de l'avis préliminaire du 12 juin 2024;

MISE EN GARDE : Le présent extrait est produit pour la commodité du lecteur et son contenu est passible de changements lors de l'approbation du procès-verbal par le comité.

- Considérant que le projet est conforme aux critères d'évaluation d'une demande de PPCMOI, puisque le projet contribue à bonifier la qualité du milieu de vie, qu'il contribue à rehausser la qualité du paysage et qu'il favorise une transition écologique et la résilience climatique;
- Considérant que le projet vise la construction de 23 logements de grande dimension;
- Considérant que le projet propose 30 % de verdissement, ce qui est supérieur au minimum requis;
- Considérant que le projet est respectueux des volumes à proximité du site tout en proposant une densité favorable à l'insertion d'un projet à proximité d'un transport structurant.

DÉLIBÉRATION DU COMITÉ

Les membres auraient aimé voir plus de détails du contexte, ainsi que des coupes permettant de voir l'intégration du projet à son milieu. Un membre indique qu'il aurait aimé voir une perspective de la façade arrière pour évaluer son intégration au voisinage. Les membres considèrent tout de même que le projet est de qualité. Les membres demandent des précisions sur le verdissement et la conservation des arbres. Le comité aurait aimé voir davantage d'arbres plantés. Le projet devrait viser le remplacement de chacun des arbres abattus. Des arbres pourraient être plantés sur les toits également. C'est aspect devrait être retravaillé en vue de l'approbation du PIIA.

Les membres du comité sont en accord avec les observations et les conclusions de l'analyse présentées par la Division de l'urbanisme.

RECOMMANDATION DU COMITÉ

Le comité recommande d'approuver la demande.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

MISE EN GARDE : Le présent extrait est produit pour la commodité du lecteur et son contenu est passible de changements lors de l'approbation du procès-verbal par le comité.

ANNEXE A - TERRITOIRE D'APPLICATION

Dossier 1243751004



Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité - CDN-NDG

2024-11-06

Montréal

NORMES ET DEVIS POUR LA CONSERVATION ET LA PROTECTION DES ARBRES

Pour tous travaux exigeant un permis ou effectués sur le domaine public, le demandeur du permis et l'entrepreneur responsable des travaux ont l'obligation de protéger et de supporter solidement tout arbre présent dans la zone du chantier et ce, avant même le début de ces travaux. Les mesures de protection et de support doivent être maintenues adéquatement en place durant toute la durée des travaux.

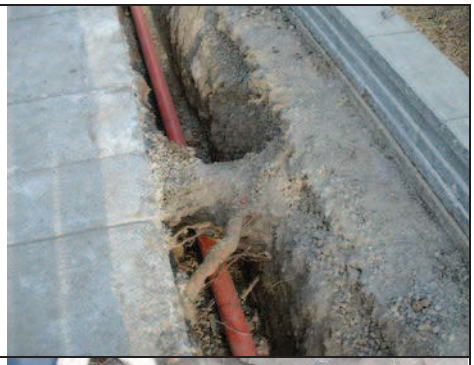
	1.	Dès que la date projetée des travaux sera connue, ou au plus tard 48 heures ouvrables avant le début de ceux-ci, veuillez en aviser l'une des personnes suivantes : Nom: Véronique Gauthier Téléphone: 514 893-0495 Courriel: veronique.gauthier@montreal.ca	Arrondissement: Côte-des-Neiges — Notre-Dame-de-Grâce
	2.	Aucun matériau ni équipement ne doivent être appuyés sur les arbres, déposés à leur pied ou dans la zone de protection du sol.	

	3.	À moins qu'ils ne soient isolés par une clôture telle que mentionnée au point 5, les troncs des arbres situés dans la zone de chantier doivent être recouverts, sur toute leur circonférence, par des pièces de bois (madriers 2'' x 4'') sur une hauteur de 1.8 depuis le sol. L**e demandeur du permis et l'entrepreneur responsable des travaux doivent disposer, entre les pièces de bois et le tronc, des bandes de caoutchouc ou toute autre matière matelassée** Les pièces de bois doivent être fixées solidement à au moins deux endroits au moyen de ceintures métalliques, de broches ou d'attaches autobloquantes.	 
	4.	Hormis la protection demandée, il est interdit d'installer quoi que ce soit dans ou sur les arbres.	

	5.	Des clôtures temporaires de protection, d'une hauteur minimale de 1.2 mètres doivent être installées autour de la zone de protection des arbres désignés (Voir note ci-contre). À l'intérieur de cette zone, aucune circulation de machinerie et d'ouvriers ni aucun entreposage de matériaux ne sont tolérés, même temporairement; des affiches doivent être installées sur les clôtures afin d'en aviser les travailleurs. Lors de l'installation des clôtures, le demandeur du permis et l'entrepreneur responsable des travaux ne doivent pas blesser les arbres. Note :_____	 
	6.	Une protection du sol sous la ramure des arbres doit être effectuée à l'aide de panneaux de contreplaqués posés directement sur le sol, dans un rayon de 4 m à mesuré partir de leur tronc.	

	7.	Une protection du sol sous la ramure des arbres doit être effectuée à l'aide d'une membrane géotextile de type Texel Géo-9 (ou équivalent à faire approuver) posée directement sur le sol et recouverte d'une couche minimale de 300 mm de pierre nette ou de copeaux de bois	 
	8.	Pour tout arbre localisé en bordure de rue, mesurant plus de 30 cm de diamètre à 1.4 m du sol, la bordure de rue doit être conservée sur une longueur minimale de 2 m, répartie également de part et d'autre de l'arbre.	

	9.	Le demandeur du permis et l'entrepreneur responsable des travaux doivent procéder à une précoupe des racines à la limite de toute excavation localisée sous la projection de la ramure des arbres. Cette opération est nécessaire afin d'éviter de déchirer les racines d'une part et afin d'éviter de mettre à nu, par le soulèvement du sol, des racines situées en dehors de la zone à excaver, d'autre part. L'appareil utilisé (scie à béton avec lame diamantée ou essoucheuse) doit permettre de couper proprement les racines à une profondeur minimale de 500 mm sous la surface.	 
	10.	Le demandeur du permis et l'entrepreneur responsable des travaux doivent excaver à l'aide d'une lance à air pulsée ou de façon hydraulique lorsque la zone à creuser est à moins de 2 m du tronc d'un arbre.	

	11.	Le demandeur du permis et l'entrepreneur responsable des travaux doivent conserver toutes les racines de plus de 50mm de diamètre qui croisent une tranchée ou la zone à excaver.	
	12.	Si malgré toutes les précautions prises, des racines de plus de 50 mm de diamètre sont cassées ou déchirées, elles doivent être sectionnées à l'aide d'un outil tranchant. L'Agent technique de arboriculture doit être informé et il doit autoriser la coupe.	
	13.	Les racines exposées suite aux travaux, doivent être maintenues humides afin d'en éviter la dessiccation.	

	14.	Lorsqu'une tranchée est prévue à moins de 2.5 mètres de la base d'un arbre, l'excavation se fait en tunnel. La longueur totale du tunnel, qui est répartie également de part et d'autre de l'arbre, doit respecter les spécifications suivantes, selon le diamètre des arbres, mesuré à 1.4 m du sol: Diamètre de l'arbre — Longueur du tunnel ▪ 0 à 10 cm — 1.5 m de long, ▪ 10 à 30 cm — 2.0 m de long, ▪ 30 à 50 cm — 2.5 m de long, ▪ 50 cm et plus — 3.0 m de long. L'excavation en tunnel doit être faite de manière à conserver en tout temps une épaisseur minimale de sol non remanié de 750 mm sous la surface.	
	15.	Une conduite poussée ou une conduite insérée en forage directionnel doit être installée afin de préserver le système racinaire du ou des arbres.	

	16.	Lors du remblaiement d'une excavation effectuée en parterre, terre-plein ou banquette, la terre de culture mélange #1 Ville de Montréal doit être utilisée. En aucune circonstance le remblai sans retrait ne doit être substitué au matériel organique excavé.	
	17.	Lors du remblaiement d'excavation sous le trottoir, dans une zone s'étendant à 2.5 m de part et d'autre du tronc des arbres ou des carrés de trottoirs inoccupés, la finition consistera à remblayer avec du mélange terre-pierre (CU-Sol Structural$^{MD)}$. Par ailleurs, dans le cas d'une fosse agrandie * on doit remettre de la terre mélange no.1 Ville de Montréal. **En aucune circonstance le remblai sans retrait ne doit être substitué au matériel organique excavé.** La fosse de plantation doit être reconstruite comme originalement.	

	18.	Une ou des transplantations sont nécessaires. Ces travaux doivent être effectués par la Ville et feront l'objet d'une facturation. Les périodes possibles de transplantation sont le printemps jusqu'au 31 mai et l'automne à compter du 1er octobre. Les transplantations peuvent être effectuées bien avant le début de vos travaux. Afin de coordonner les transplantations avec vos travaux, veuillez nous aviser d'avance de la date projetée du début de ceux-ci. (Se référer au point 1 pour connaître les personnes à contacter). Voir plan : _____ Note : _____	
	19.	Si des travaux d'élagage sont nécessaires pour permettre l'installation de câbles, ces travaux doivent être réaliser pour un entrepreneur autorisé, dans le cas contraire, l'élagage sera effectué par l'arrondissement et feront l'objet d'une facturation. Afin de coordonner les travaux, veuillez contacter les responsables de la ville (voir le point 1)	
	20.	Vous devez prendre les mesures nécessaires afin d'assurer l'arrosage de tous les arbres qui sont affectés par les travaux. Ces arbres doivent être arrosés aux 7 à 10 jours durant la période comprise entre le 1er mai et le 30 octobre. L'arrosage ne doit pas provoquer d'érosion du sol naturel près de l'arbre et doit être effectué de façon à humidifier le sol jusqu'à une profondeur minimale de 300 mm.	Pas de photo disponible

	21.	Vous devez aviser immédiatement le responsable de la Ville des dommages causés à un arbre et du danger qui a été occasionné par les travaux. Si un ou des arbres sont abîmés, le coût des dommages sera calculé selon la méthode de la Société Internationale d'Arboriculture du Québec (SIAQ). Les travaux correctifs requis seront effectués par la Ville aux frais du demandeur du permis et de l'entrepreneur responsable des travaux. Une facturation sera émise. (Se référer au point 1 pour connaître les personnes à contacter).	

Le demandeur du permis a attentivement pris connaissance de chacune des clauses des normes et devis pour la conservation et la protection des arbres et s'engage à les respecter ainsi que l'entrepreneur responsable des travaux à qui il communiquera l'ensemble de ces informations.

Dossier # : 1253751008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution approuvant la démolition d'un bâtiment d'un étage et la construction d'un bâtiment résidentiel de 18 étages, destiné à du logement abordable ou social, pour la propriété située au 7330 à 7380, chemin de la Côte-Saint-Luc / 5421 à 5499, rue Robert-Burns, en vertu de l'article 93 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation (L.Q.2024, ch. 2) - dossier relatif à la demande 3003508768.

ATTENDU que le projet sera développé par un organisme à but non lucratif (OBNL);
ATTENDU que l'OBNL, s'engage à déployer ses meilleurs efforts afin d'obtenir un engagement de financement dans le cadre d'un programme de logement social ou abordable;

ATTENDU QUE le projet est conforme aux balises d'encadrement adoptées par le conseil municipal et à la politique locale adoptée par le conseil d'arrondissement;

ATTENDU QUE le projet de résolution visant à autoriser la démolition d'un bâtiment commercial d'un étage et la construction d'un bâtiment résidentiel de 18 étages, destiné à du logement abordable ou social, pour l'immeuble situé au 7330 à 7380, chemin de la Côte Saint-Luc / 5421 à 5499, rue Robert-Burns en vertu de l'article 93 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation (LQ 2024, c 2) a été adopté à l'assemblée ordinaire tenue le lundi 10 mars 2025;

ATTENDU QU'un avis public a été publié le 18 mars 2025 pour annoncer l'assemblée publique de consultation sur le projet de résolution qui a été tenue le 26 mars 2025, conformément à l'article 93 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation (L.Q.2024, ch. 2) et que les personnes et organismes désirant s'exprimer ont été entendus.

IL EST RECOMMANDÉ :

D'adopter la résolution approuvant la démolition d'un bâtiment commercial d'un étage et la construction d'un bâtiment résidentiel de 18 étages, destiné à du logement abordable ou social, pour l'immeuble situé au 7330 à 7380 chemin de la Côte-Saint-Luc / 5421 à 5499 avenue Robert Burns, en vertu de l'article 93 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation (L.Q.2024, ch. 2).

CHAPITRE I

TERRITOIRE D'APPLICATION

1. La présente résolution s'applique à la propriété située au 7330 à 7380 chemin de la Côte Saint-Luc / 5421 à 5499 avenue Robert Burns, correspondant au lot 3 322 043 du cadastre du Québec, tel qu'il est illustré sur le plan intitulé « Territoire d'application » de l'annexe A de la présente résolution.

2. La présente résolution abroge et remplace la résolution CA23 170208 autorisant le projet particulier PP-137 visant la démolition de deux bâtiments commerciaux situés aux 7330-80, chemin de la Côte-Saint-Luc et 5421-99, rue Robert-Burns (lot 3 322 043) et la construction d'un bâtiment mixte (commercial et résidentiel) de 18 étages, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017).

CHAPITRE II

AUTORISATIONS

3. Malgré la réglementation d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges--Notre-Dame-de-Grâce et du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal applicable au territoire décrit à l'article 1, la démolition d'un bâtiment commercial existant et la construction d'un bâtiment résidentiel, ainsi que les travaux d'aménagement associés, sont autorisés conformément aux conditions énoncées à la présente résolution.

4. À cette fin, il est permis de déroger aux articles suivants du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-276) :

1. à l'article 9 afin de déroger à la hauteur prescrite en mètres et en étages;

2. à l'article 24 afin de déroger aux règles d'insertion;

3. à l'article 40 afin de déroger au taux d'implantation minimum prescrit;

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues à la présente résolution continue de s'appliquer.

CHAPITRE III

CONDITIONS

SOUS-SECTION 1

CONDITION RELATIVE AUX LOGEMENTS SOCIAUX OU ABORDABLES

5. La réalisation du projet de construction et d'occupation est soumise au respect de la condition suivante :

1. 100 % de la superficie résidentielle du projet vise la réalisation de logements sociaux ou de logements abordables, tels que définis dans le Règlement 20-041 visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial.

SOUS-SECTION 2

CONDITIONS RELATIVES AU CADRE BÂTI

6. La construction d'un bâtiment doit respecter les conditions suivantes :

1. La hauteur maximale est de 18 étages et de 60 m;

2. Un maximum de 203 unités d'habitation est autorisé;

3. Le taux d'implantation minimum est de 15%;

4. Le taux d'implantation maximum est de 18% ;

5. Au moins 5 unités de stationnement doivent comporter une installation de recharge électrique pour véhicule;

6. Des unités de stationnement doivent permettre l'installation de borne de recharge pour véhicule électrique, minimalement de niveau 2;

7. Des unités de stationnement doivent être réservées à des usages collectifs et partagés tels que l'autopartage, la livraison ou un débarcadère.

7. Malgré l'article 386.2 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges--Notre-Dame-des-Neiges (01-276), au moins 40% de la superficie du terrain doit être plantée de végétaux en pleine terre tels que des plantes couvre-sol, arbustes ou arbre.

SOUS-SECTION 3

CONDITIONS RELATIVES À L'OCCUPATION ET À L'AMÉNAGEMENT DU TOIT DU BASILAIRE

8. L'aménagement du toit du basilaire doit respecter les conditions suivantes :

1. L'aménagement doit intégrer une toiture végétalisée ;

2. Le toit du basilaire doit être directement accessible de l'intérieur pour l'entretien et une sortie d'eau extérieure doit être prévue à ce niveau.

CHAPITRE III

DOCUMENTS NÉCESSAIRES AU DÉPÔT DE LA DEMANDE DU PERMIS DE CONSTRUIRE

9. En plus de tout autre document exigible, une demande de permis de construire déposée en vertu de la présente résolution doit être accompagnée :

1. d'un plan de gestion des matières résiduelles comprenant les éléments suivants:

a. les méthodes utilisées pour la gestion des matières résiduelles (déchets, recyclage, compostage);

b. les espaces intérieurs qui sont destinés à trier et entreposer les matières résiduelles (ex. : conteneurs, bacs, salle réfrigérée, salle ventilée, compacteurs, etc.);

c. les espaces extérieurs utilisés le jour de la collecte et la méthode utilisée pour le déplacement des matières résiduelles (entrée et sortie du bâtiment);

d. la méthode d'entretien de ces espaces extérieurs;

e. la méthode de collecte privée ou publique;

f. s'il y a lieu, la circulation des véhicules de collecte sur le terrain et la fréquence des collectes.

2. un plan de gestion et de mitigation des impacts du chantier proposant, le cas échéant, des mesures permettant de réduire les nuisances;

3. Un plan de gestion des matériaux issus de la démolition réalisé par un expert dans le domaine;

4. Une étude préparée par un expert doit démontrer la conformité des niveaux sonore et vibratoire aux niveaux prescrits au chapitre VI de la présente résolution.

CHAPITRE V

DÉLAI DE RÉALISATION

10. Les demandes de permis visées ci-dessous doivent respecter les délais prescrits:

1. Une demande d'autorisation de démolition visée par la présente résolution doit être déposée auprès de la Direction de l'aménagement urbain et de mobilité dans les 12 mois suivant l'entrée en vigueur de la présente résolution.

2. Une demande de permis complète pour la construction d'un projet conforme à la réglementation et à la présente résolution doit être déposée avant la délivrance du certificat de démolition.

3. Les travaux de construction visés par la présente résolution doivent débuter dans les 24 mois suivants la fin des travaux de démolition.

4. Les travaux d'aménagement extérieur prévus à la présente résolution doivent être exécutés dans les 12 mois suivant la fin des travaux de construction.

5. À défaut des précédents délais, l'autorisation prévue à la présente résolution est nulle et sans effet. Le terrain doit alors être décontaminé, remblayé, nivelé et gazonné.

CHAPITRE VI

PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE

11. Aux fins de la délivrance d'un permis de construction, de transformation ou de l'aménagement des espaces extérieurs relatifs à un bâtiment autorisé par la présente résolution, en plus des critères prévus au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA22 17379), les objectifs et critères suivants sont applicables.

Objectif 1 : Assurer un bâtiment de qualité qui prend en considération les nuisances sonores et de vibration

Les critères permettant d'évaluer l'atteinte de cet objectif sont les suivants :

1. l'architecture d'un bâtiment est conçue de manière à minimiser les effets de réverbération sonores et les vibrations sur le milieu;

2. le rez-de-chaussée ou un basilaire compose un volume à l'échelle des espaces appropriables au niveau du sol.

Autres critères:

1. Les condenseurs prévus sur les balcons doivent être non visibles de la voie publique;

2. l'aménagement d'une placette proposée dans la cour avant doit être réalisé en coordination avec les interventions projetées sur le domaine public;

3. les aménagements projetés dans la cour située du côté de la voie ferrée intègrent une noue végétalisée ou un jardin de pluie qui participent à la stratégie de rétention des eaux de ruissellement;

4. Limiter l’implantation de l’empiétement de l’aire d’entreposage des matières résiduelles extérieures sur le domaine public.

ANNEXE A

Territoire d'application

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2025-04-02 10:06

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

directeur(-trice) - arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES ADDENDA AU DOSSIER

Dossier # : 1253751008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Direction
Objet :	Adopter une résolution approuvant la démolition d'un bâtiment d'un étage et la construction d'un bâtiment résidentiel de 18 étages, destiné à du logement abordable ou social, pour la propriété située au 7330 à 7380, chemin de la Côte-Saint-Luc / 5421 à 5499, rue Robert-Burns, en vertu de l'article 93 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation (L.Q.2024, ch. 2) - dossier relatif à la demande 3003508768.

Extrait de l'assemblée de consultation publique tenue le 26 mars 2025

Extrait CP - CA25 170056.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dino CREDICO
conseiller(-ere) en amenagement

Tél : 514-868-4463
Télécop. : -

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

CONSULTATION PUBLIQUE DU 26 MARS 2025

PROJET	**PROJET DE RÉSOLUTION CA25 170056**
OBJET DU RÈGLEMENT:	**Projet de résolution CA25 170056 approuvant la démolition d'un bâtiment d'un étage et la construction d'un bâtiment résidentiel de 18 étages, destiné à du logement abordable ou social, pour la propriété située au 7330 à 7380, chemin de la Côte-Saint-Luc / 5421 à 5499, rue Robert-Burns, en vertu de l'article 93 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation (L.Q.2024, ch. 2)**
DOSSIER :	**1253751008**
ASSISTANCE :	**30 personnes**

EXTRAIT DE L'ASSEMBLÉE PUBLIQUE DE CONSULTATION TENUE LE 26 MARS 2025, À 18 H 30, AU 5160, BOULEVARD DÉCARIE, REZ-DE-CHAUSSÉE, SALLE DU CONSEIL, À MONTRÉAL, PRÉSIDÉE PAR MADAME MAGDA POPEANU

2. Présentation par Sébastien Manseau, chef de division - urbanisme, du projet de résolution CA25 170056 approuvant la démolition d'un bâtiment d'un étage et la construction d'un bâtiment résidentiel de 18 étages, destiné à du logement abordable ou social, pour la propriété située au 7330 à 7380, chemin de la Côte-Saint-Luc / 5421 à 5499, rue Robert-Burns, en vertu de l'article 93 de la *Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation* (L.Q.2024, ch. 2) - dossier relatif à la demande 3003508768.

La présentation est jointe en annexe du présent compte rendu.

3. Période de questions et commentaires du public

Alexandre Blouin, architecte qui représente le promoteur, demande que l'on prenne en considération la possibilité d'installer l'équipement électrique (transformateur sur socle) en marge avant. Il dépose un croquis à cet égard pour analyse par le service.

À la demande d'un citoyen, M. Manseau indique que l'OBNL responsable du projet est Kehila.

Le citoyen s'interroge à savoir si l'OBNL a reçu le financement dans le cadre du programme de logement social et abordable. Mme Popeanu explique que la demande devra être faite auprès des gouvernements fédéral et provincial, et que le permis ne sera délivré que lorsque la demande de financement sera acceptée.

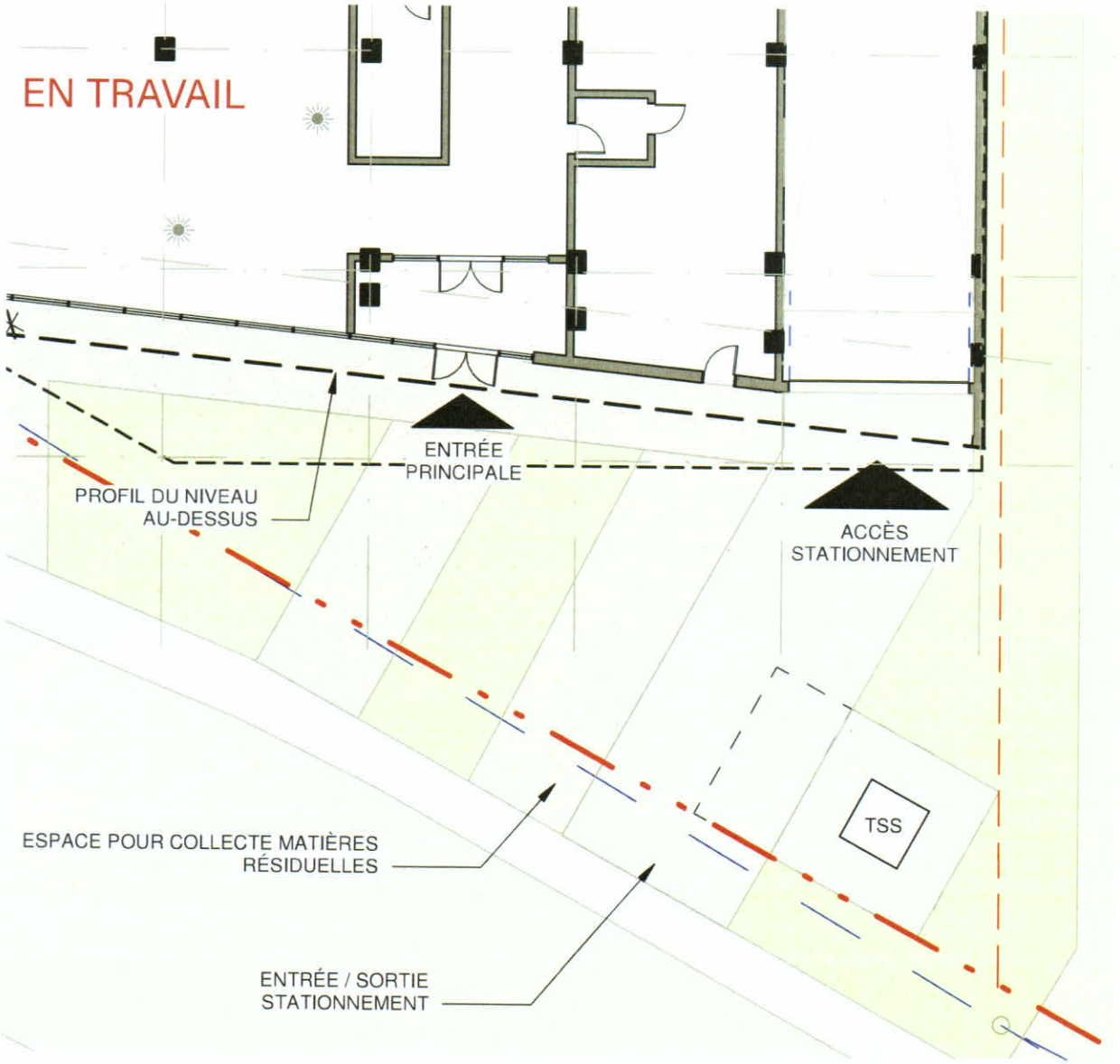
M. Manceau explique que le projet porte sur des logements sociaux ou abordables dont le nombre pourra varier pour chacune des catégories en fonction du financement que l'OBNL obtiendra.

Le citoyen s’interroge sur la définition de logement abordable. M. Manseau confirme que l’on se réfère à la définition prévue au Règlement sur la métropole mixte de la Ville de Montréal.

ANNEXE

PRÉSENTATION

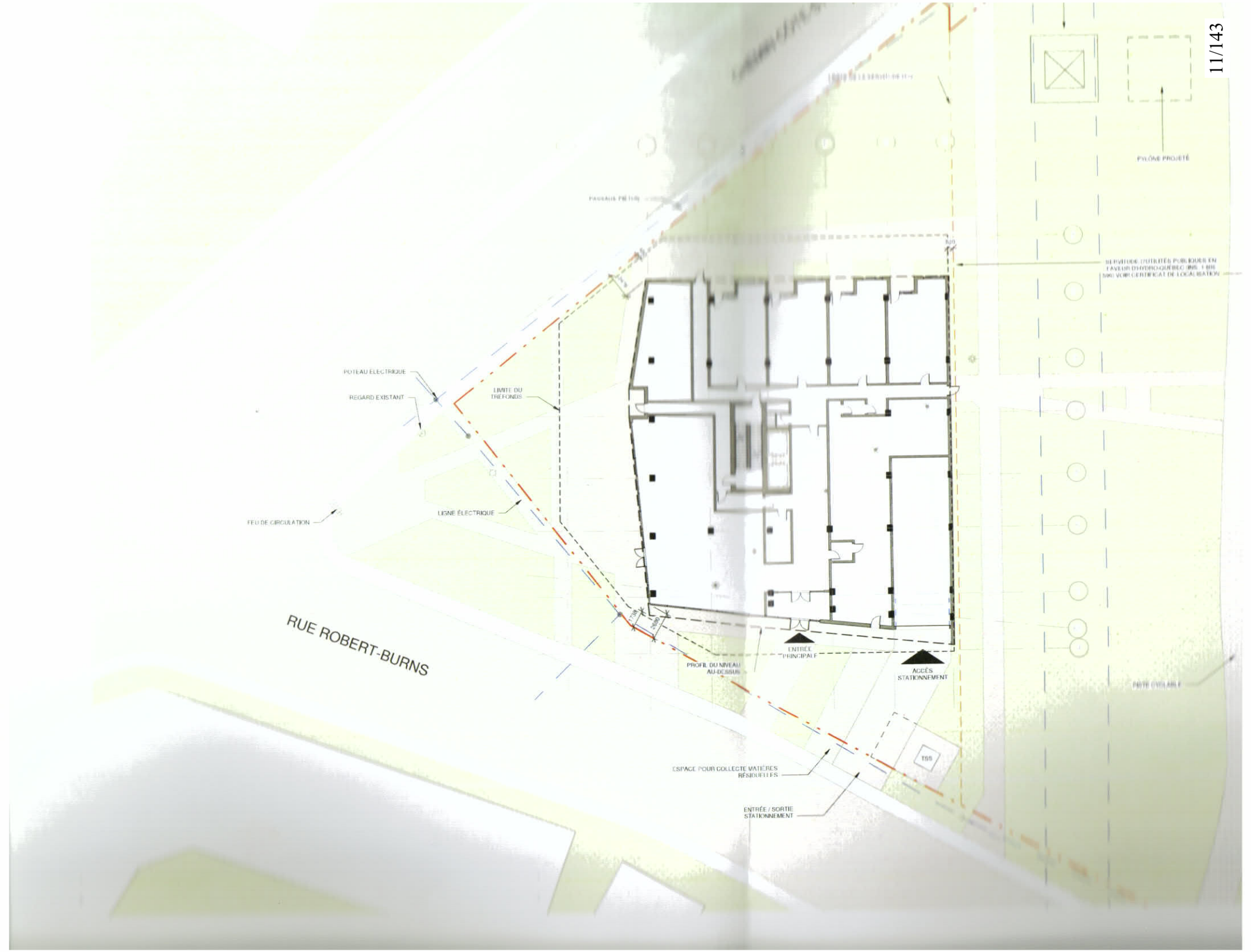
Projet de résolution CA25 170056 approuvant la démolition d'un bâtiment d'un étage et la construction d'un bâtiment résidentiel de 18 étages, destiné à du logement abordable ou social, pour la propriété située au 7330 à 7380, chemin de la Côte-Saint-Luc / 5421 à 5499, rue Robert-Burns, en vertu de l'article 93 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation (L.Q.2024, ch. 2)



BLOUIN BEAUCHAMP
ARCHITECTES

KEHILLA
MONTRÉAL

26 mars 2025


PYLÔNE PROJETÉ
POTEAU ÉLECTRIQUE
REGARD EXISTANT
LIMITE DU TRE FONDS
LIGNE ÉLECTRIQUE
FEU DE CIRCULATION
RUE ROBERT-BURNS
PROFIL DU NIVEAU AU-DESSUS
ENTRÉE PRINCIPALE
ACCÈS STATIONNEMENT
ESPACE POUR COLLECTE MATIÈRES RÉSIDUELLES
ENTRÉE / SORTIE STATIONNEMENT

CONSULTATION PUBLIQUE

7330-7380, chemin de la Côte-Saint-Luc / 5421 à 5499, avenue Robert Burns
(lot 3 322 043)

Adopter une résolution approuvant la démolition d'un bâtiment commercial d'un étage et la construction d'un bâtiment résidentiel de 18 étages, destiné à du logement abordable ou social, pour l'immeuble situé au 7330 à 7380 chemin de la Côte-Saint-Luc / 5421 à 5499 avenue Robert Burns, en vertu de l'article 93 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation (L.Q.2024, ch. 2) - dossier relatif à la demande 3003508768.

2025/03/26
5160, boulevard Décarie - RDC

PROCÉDURE DE LA LOI 31

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

QU'EST-CE QU'UN ARTICEL 93?

ARTICLE 93 de la L31 / Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation (L.Q.2024, ch. 2)

C'est une **résolution** du Conseil d'arrondissement ou du Conseil Municipal qui autorise les paramètres dérogatoires d'un projet **à certaines conditions.** La principale différence est que le projet de résolution n'est pas assujetti à l'approbation référendaire.

CONDITIONS DE LA LOI

Pour faciliter l'approbation de projets résidentiels, l'Assemblée nationale a donné de nouveaux pouvoirs aux municipalités afin de déroger aux différents règlements d'urbanisme (PU, Zonage, PIIA, etc.).

Conditions à l'article 93 de la L31

- Minimum de 3 logements;
- Ne doivent pas prévoir la démolition d'un immeuble patrimonial (au sens de la législation provinciale);
- Ne doivent pas prévoir la démolition d'un bâtiment où il y a des logements;
- Doivent être conforme au Schéma d'aménagement.

DÉLÉGATION DE POUVOIR

Le conseil municipal **adopte des balises d'encadrement de ce pouvoir** et délègue son application aux arrondissements.

Essentiellement, le nouveau pouvoir vise la construction de logements, mais le Conseil Municipal restreint les règlements auxquels il est possible de déroger

CONDITIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Conditions:

Respecter les règlements de construction, RMM et frais de parc;
Respecter les paramètres du PU (mais possibilité d'autorisation au CM).

POLITIQUE LOCALE

L'arrondissement se dote d'une **politique locale** afin d'encadrer le processus d'approbation des projets sur son territoire.

Utiliser ce pouvoir uniquement pour autoriser les projets :

- De **logements sociaux, abordables** et les résidences étudiantes (exempté de l'application du RMM)
- Cession d'un immeuble municipal;
- Situés dans un secteur planifié (tel que les secteurs Quartier Namur Hippodrome, le Triangle, Crowley-Décarie).

CONDITIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'autorisation doit:

- être préalablement assujettie à une évaluation qualitative selon les critères d'évaluation inscrits dans le Règlement sur les PPCMOI;
- faire préalablement l'objet d'un avis du CCU;
- assujettir les permis à l'approbation d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA).

PROCESSUS D'ADOPTION DU PL31

Avis du comité consultatif d'urbanisme (CCU)	12 février 2025
Adoption d'une résolution par le conseil d'arrondissement (CA) afin de demander au conseil municipal d'adopter la résolution	10 mars 2025
Publication d'un avis pour l'assemblée publique	18 mars 2025
Assemblée publique de consultation en arrondissement	26 mars 2025
Adoption finale de la résolution par le conseil municipal	7 avril 2025
Entrée en vigueur	Mai 2025

ÉTUDE DU DOSSIER

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

CONTEXTE URBAIN



- District: Loyola
- Zone: 0017
- Année de construction: 1965
- Terrain occupé par 1 bâtiment (1 bâtiment démoli par un incendie)
- Terrain d'angle de forme triangulaire
- Entrée ouest de l'arrondissement
- Adjacent à Ville Montréal ouest
- Ligne électrique d'Hydro-Québec
- Servitude à la faveur d'Hydro-Québec qui occupe près de 62% du terrain
- Bâtiment résidentiel mixte, de 18 étages, autorisé par le PP-137

BÂTIMENTS VOISINS



HISTORIQUE – SUIVI DES RECOMMANDATIONS DU CJV

4 juillet 2022: Avis du CJV:

- Modifier le secteur de densité (PU) 18 étages / TI min. 20%

03. Diversifier la typologie de logements, en ajoutant notamment de grandes unités destinées aux familles;

✓ Conformément au RMM, le promoteur devra signer une lettre d'entente avec le Service de l'habitation de la « Ville-Centre » dans le cadre de sa demande de permis de construction. *(Projet exclut du RMM puisqu'il s'agit de réaliser un projet de logement abordable).*

05. Étudier la possibilité de bonifier l'offre commerciale en ajoutant des commerces au rez-de-chaussée.

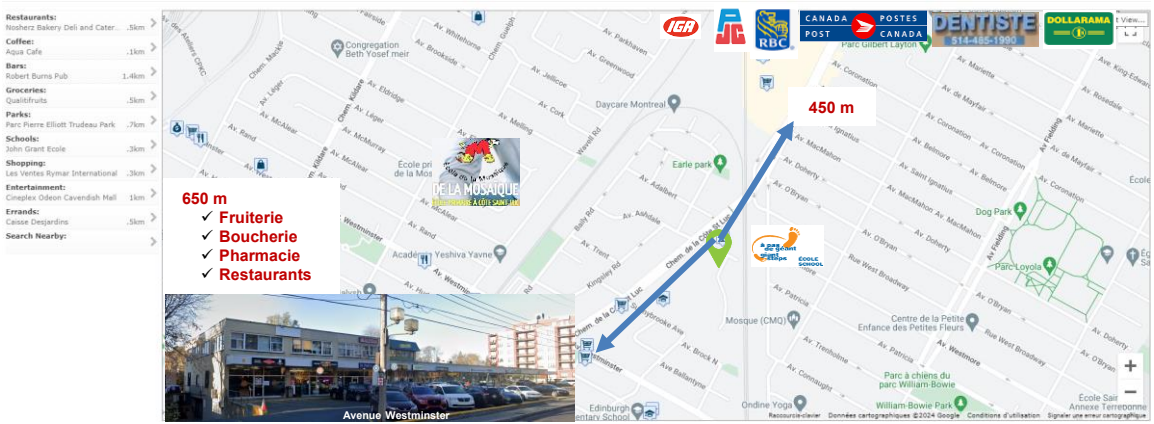
✓ Le plan du rez-de-chaussée a été revu de manière à agrandir au maximum possible les espaces dédiés aux commerces de proximité ;

✓ Une liaison physique entre la partie arrière du commerce et la partie avant est maintenant par ailleurs rendue possible ;

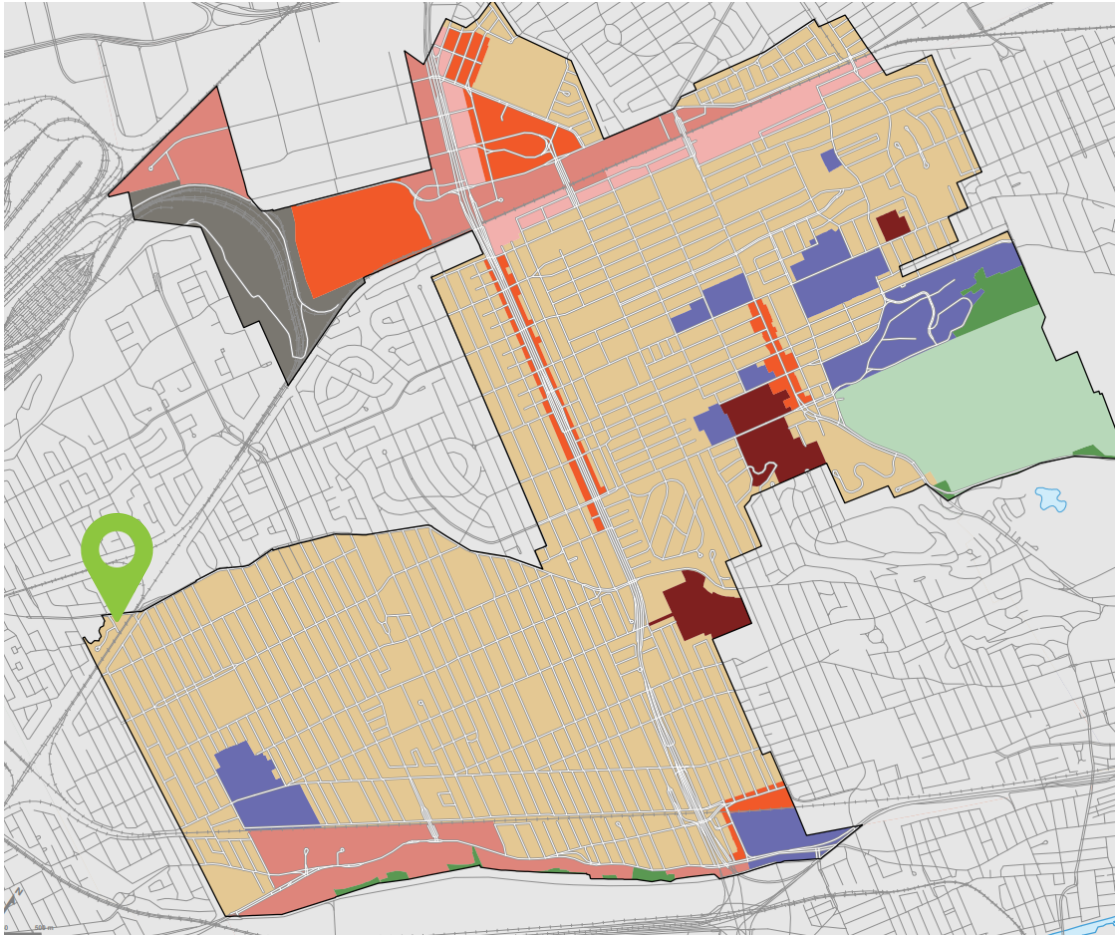
✓ Outre le hall d'entrée, les cages d'escaliers et d'ascenseurs, l'espace pour les vélos et la chambre annexes essentielles pour Hydro-Québec, tout l'espace restant est offert pour du commerce de proximité ;

✓ Disponibilité des services de proximité dans un rayon de 500 mètres du 7330, chemin de la Côte-Saint-Luc, un éventail important





CONTEXTE RÈGLEMENTAIRE - PLAN D'URBANISME

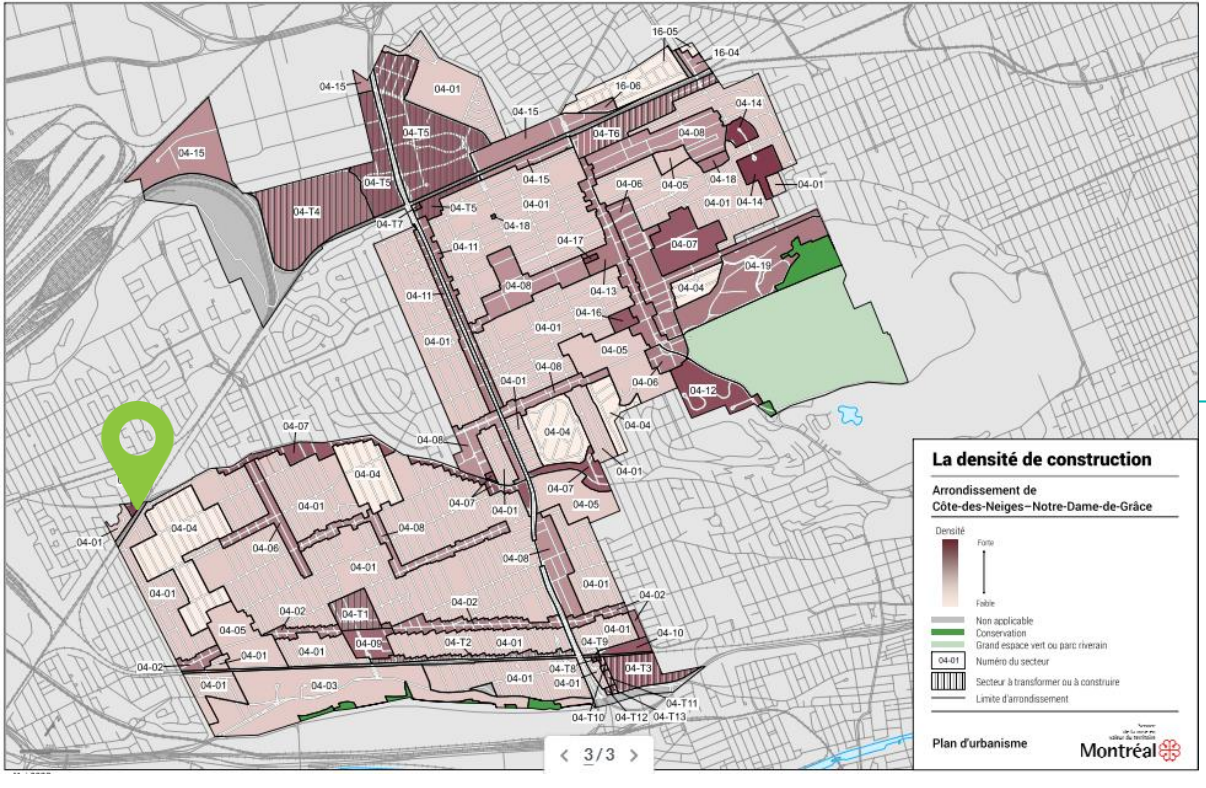


Lien - Détail des affectations

AFFECTATION	Résidentiel
SECTEUR	
HAUTEUR	
MODE D'IMPLANTATION	-
TAUX D'IMPLANTATION	Moyen

- Secteur résidentiel
- Secteur mixte
- Secteur d'activités diversifiées
- Secteur d'emplois
- Grand équipement institutionnel
- Couvent, monastère ou lieu de culte
- Agricole
- Conservation
- Grand espace vert ou parc riverain
- Grande emprise ou grande infrastructure publique

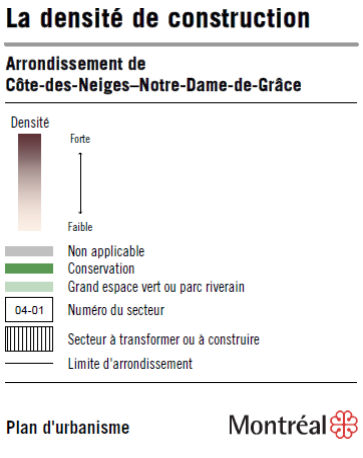
CONTEXTE RÈGLEMENTAIRE - PLAN D'URBANISME



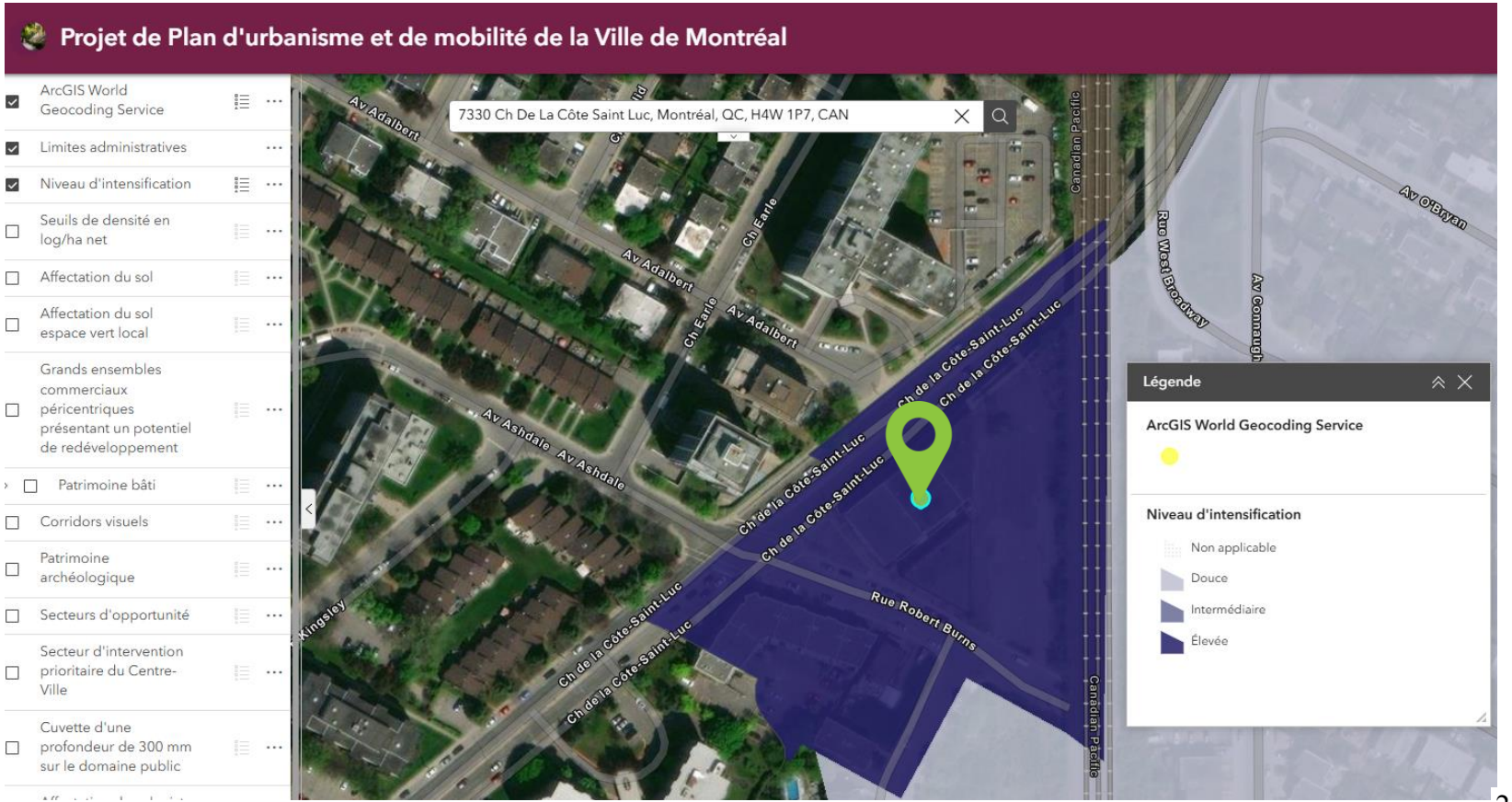
[Lien - Détail des secteurs]

Secteur 04-20 :

- bâti de deux à dix-huit étages hors-sol;
- taux d'implantation au sol faible.

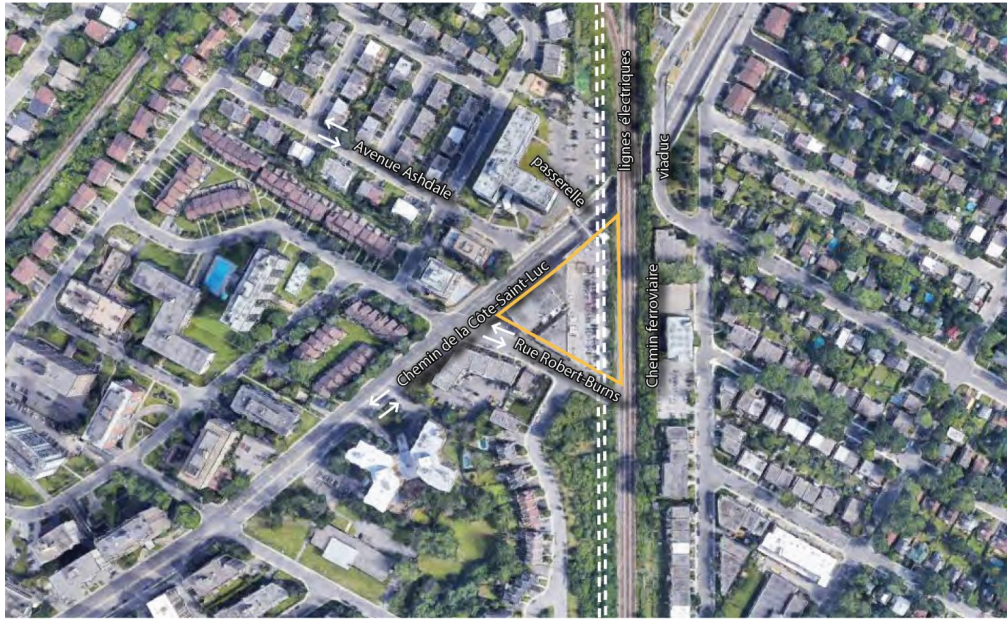


CONTEXTE RÈGLEMENTAIRE – PROJET DE PLAN D'URBANISME ET DE MOBILITÉ (PUM)



CONTEXTE RÈGLEMENTAIRE - RÈGLEMENT 01-276

Zone :	0017
Usage :	Usage principal : C.2(A) (commerces et services en secteur de faible intensité commerciale) Autres catégories d'usages : H (habitation)
Hauteur :	2 à 3 étages - 12.5 mètres max
Mode d'implantation :	Règles d'insertion (RI)
Taux d'implantation :	min : 35 % / max : 70 %
Densité	max : 3
Taux verdissement (pleine terre)	25% min
Marges requises	-marge avant : règle d'insertion -marge latérale : 1,5 m -marge arrière : 3 m
Proximité transport commun structurant	Non
Secteur significatif :	Non



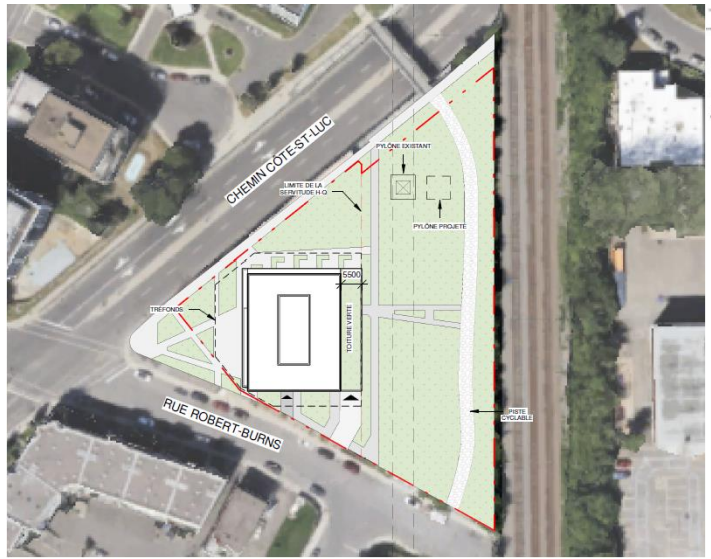
NOUVEAU PROJET (L31)
(Logements sociaux et abordables)

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

PROJET - STATISTIQUES

DONNÉES DU PROJET
LOT 3 322 043

	PROJET ACTUEL	CCU 2023
Superficie terrain:	60 181 pi²	60 181 pi²
Aire de bâtiment:	10 273 pi²	10 500 pi²
Hauteur (étage):	18	18
Superficie construite hors-sol:	148 349 pi²	163 595 pi²
Superficie construite locative:	122 268 pi²	122 588 pi²
Superficie construite tréfonds	15 450 pi²	22 985 pi²
% Implantation:	17,0%	17,4%
Taux de verdissement (incl. toiture):	65%	60%
Végétation en pleine-terre	59%	52%
Cos :	2,3	2,25
Nb. logement:	203	150
Nb. de stationnement (int.):	66	114





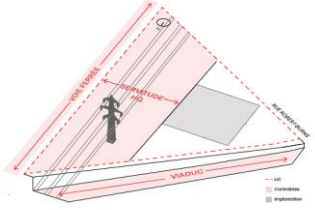
Implantation PP-137

RÉPARTITION DES UNTIÉS		
TYPE	NOMBRE	POURCENTAGE
0CC (STUDIO)	48	24%
1CC	90	44%
2CC	48	24%
3CC	12	6%
3CC (MDV)	5	2%
TOTAL: 203		

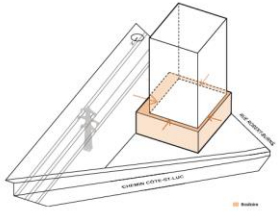
Composition Familiale	#	%
Aîné	222	27,97%
Célibataire	179	22,52%
Couple	38	4,78%
Couple Aîné	36	4,53%
Famille	109	13,71%
Famille Monoparentale	149	18,74%
Jeune Adulte	62	7,80%
Total	795	100%

Liste d'attente

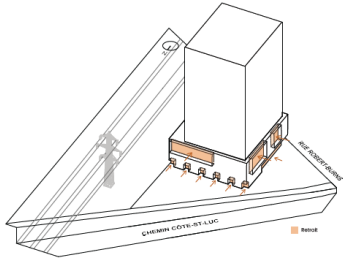
PROJET – PARTI ARCHITECTURAL



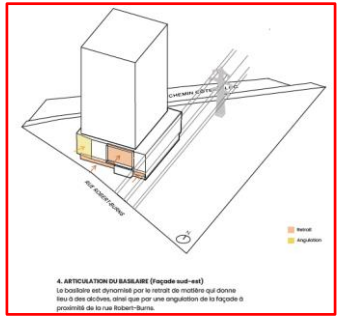
1. CONTRAINTES LIÉES AU CONTEXTE
L'implantation du bâtiment prend en compte le dégagement de la ligne hydroélectrique, de la voie ferrée et du viaduc.



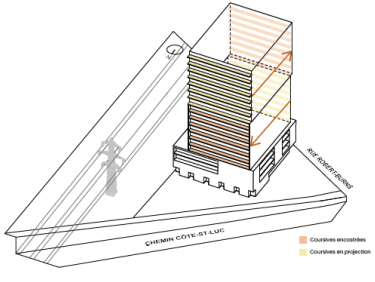
2. DÉGAGEMENT DU BASILAIRE
Le volumétrie du bâtiment s'articule à la base par un basilaire dont le dégagement se fait de chaque côté. Le dégagement est plus prononcé du côté du corridor hydroélectrique.



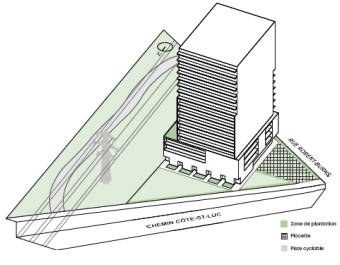
3. ARTICULATION DU BASILAIRE (Façade nord-ouest)
Le basilaire est dynamisé par le retrait de matière qui donne lieu à des alcôves.



4. ARTICULATION DU BASILAIRE (Façade sud-est)
Le basilaire est dynamisé par le retrait de matière qui donne lieu à des alcôves, ainsi que par une angulation de la façade à proximité de la rue Robert-Burns.



5. ARTICULATION DE LA TOUR
Dynamisation de la tour par l'ajout de coursives sur les façades nord et sud

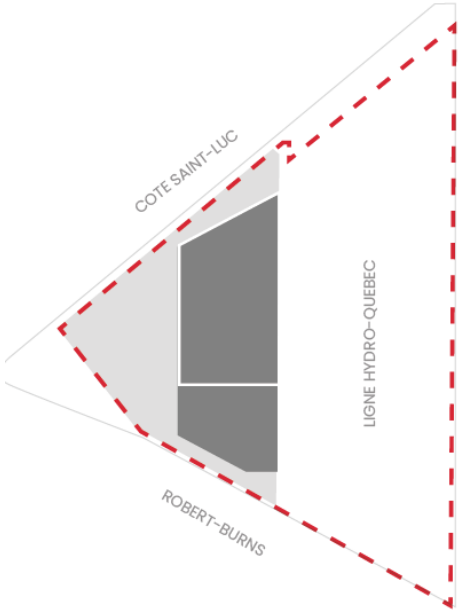


6. VERDISSEMENT ET PLACETTE PUBLIQUE
Ajout de zones de plantation sur le site et d'une placette publique en front de lot à l'intersection de la rue Robert-Burns et chemin Côte-St-Luc.

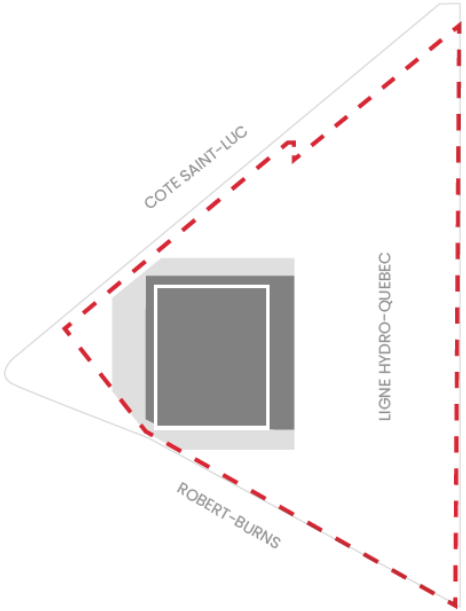


PROJET - IMPLANTATION

CCU 2023
PAR RUBIC ARCHITECTURE ET CHRISTIAN THIFFAULT ARCHITECTE



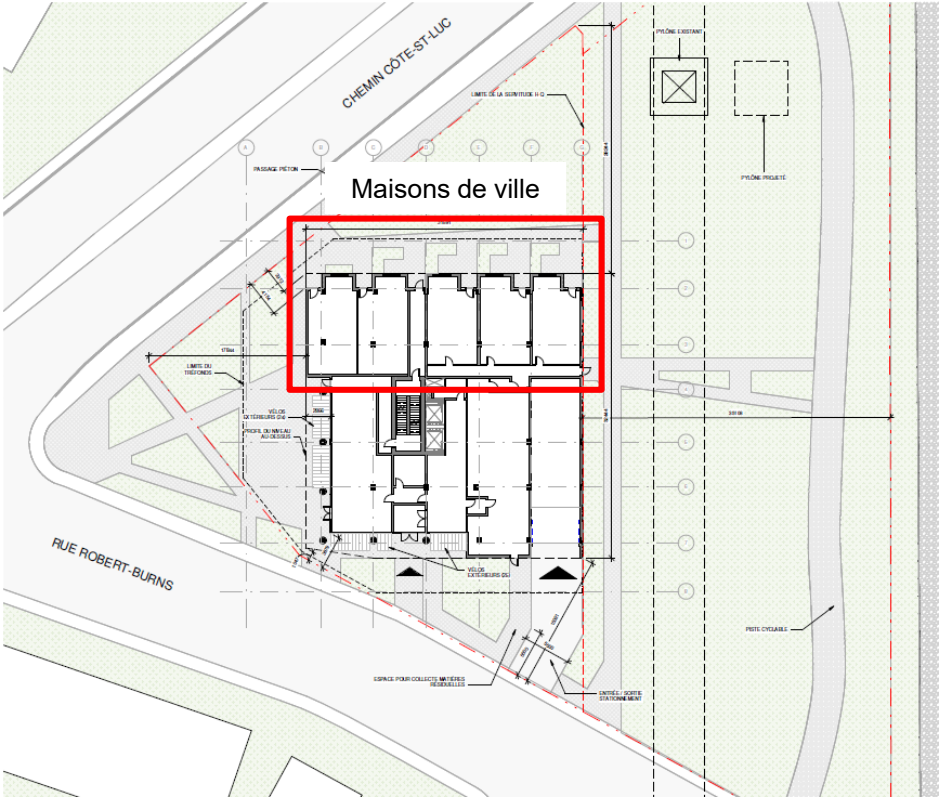
PROJET ACTUEL

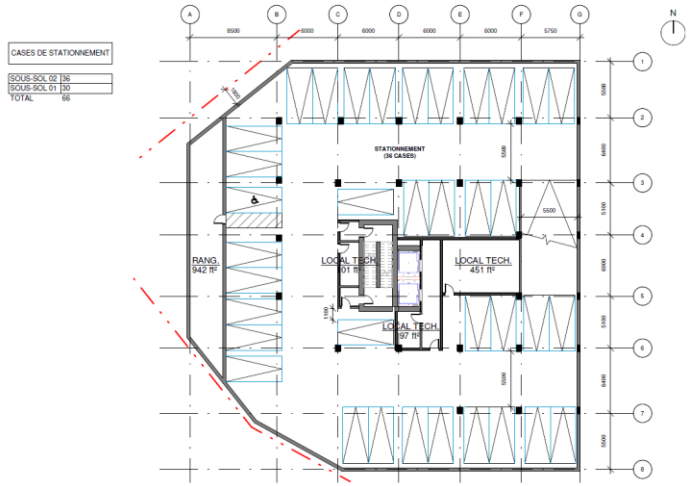


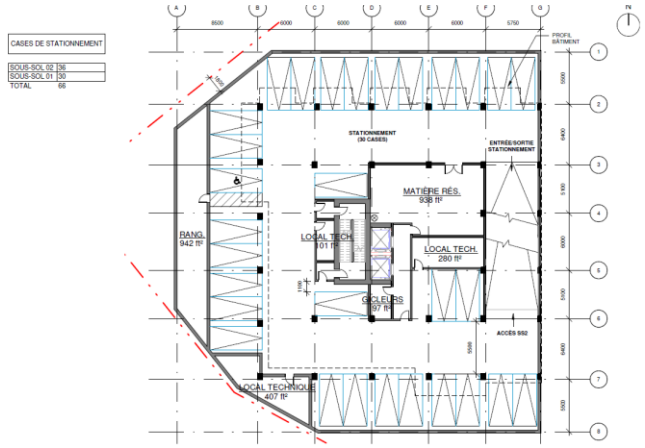
LÉGENDE
Empreinte du bâtiment
Empreinte du tréfonds

- Superficie du tréfonds réduite de 7535 pi2. Plantation en pleine terre plus importante.
- Implantation du bâtiment sur le terrain plus centrée ce qui libère le périmètre face aux rues
- Façade réduite face à la ligne H-Q, donc moins de logements donnant directement sur la ligne électrique et la voie ferrée
- Tour en recul de 5.5m par rapport au basilaire offrant un plus grand recul face à la ligne H-Q

PROJET – IMPLANTATION + SS







PROJET – Niveau 1 à 18



Niveau 1 (rdc)



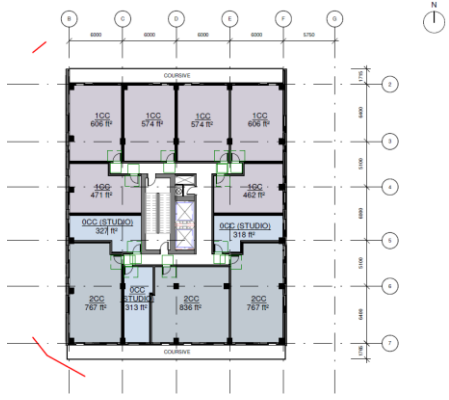
Niveau 2



Niveau 3 et 4



Niveau 5



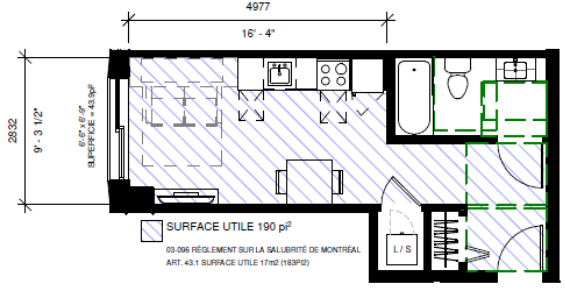
Niveau 6 à 18

Toit végétalisé (4e étage)

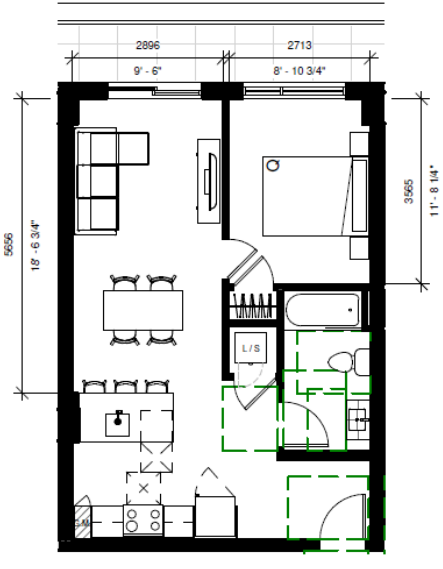


- **Système prévégétalisé installé par le couvreur**
- **0,178 m² = 1,92 p²**
- **100 mm d'épaisseur**
- **42 unités/palette**

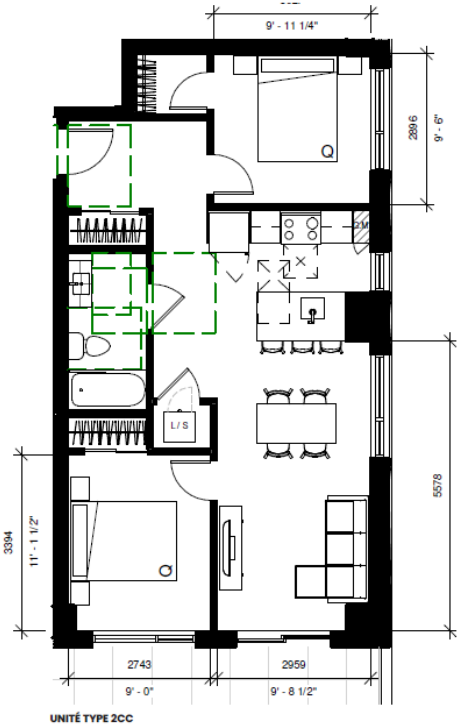
PROJET – PLANS D'UNITÉS TYPES



UNITÉ TYPE 0CC (STUDIO)



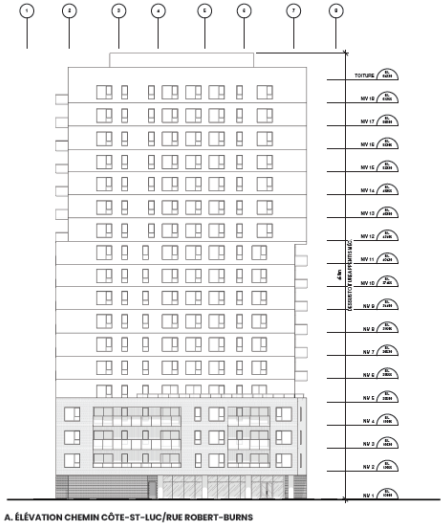
UNITÉ TYPE 1CC



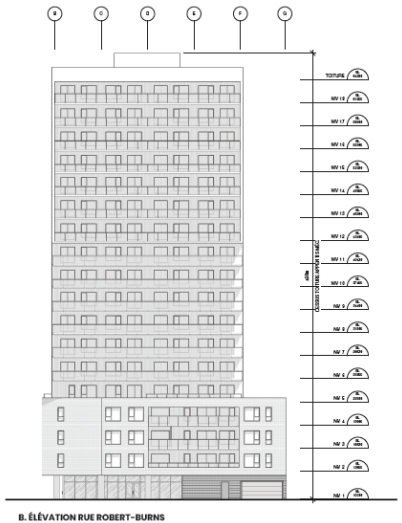
UNITÉ TYPE 2CC

PROJET – ÉLÉVATIONS

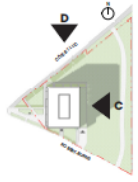


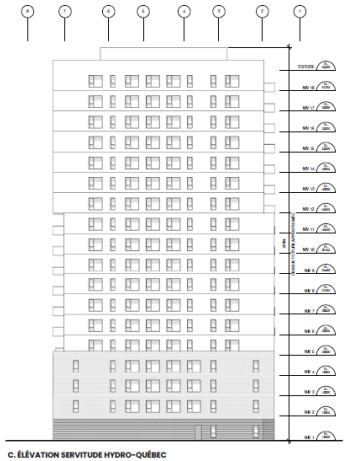


A. ÉLÉVATION CHEMIN CÔTE-ST-LUC/RUE ROBERT-BURNS

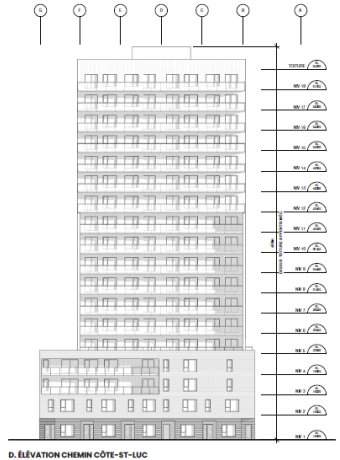


B. ÉLÉVATION RUE ROBERT-BURNS





C. ÉLÉVATION SERVITUDE HYDRO-QUÉBEC



D. ÉLÉVATION CHEMIN CÔTE-ST-LUC

PROJET – PERSPECTIVES











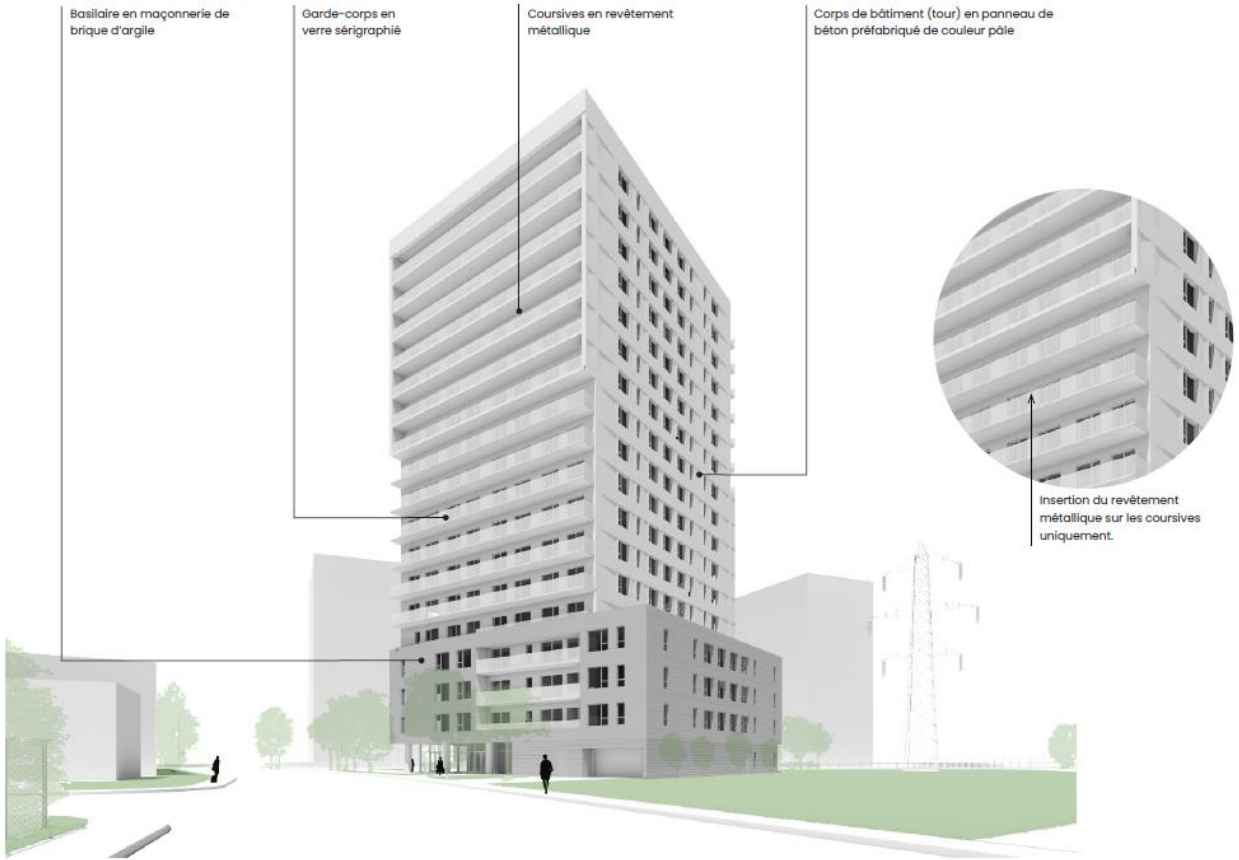


PROJET – PESRPECTIVES





PROJET – MATÉRIALITÉ

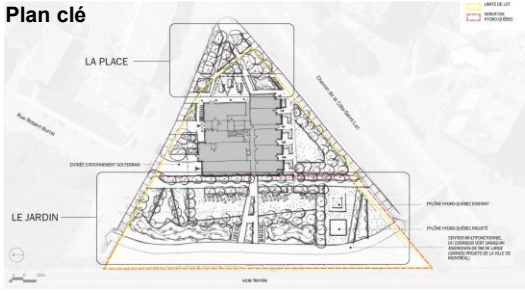


AMÉNAGEMENT PAYSAGER

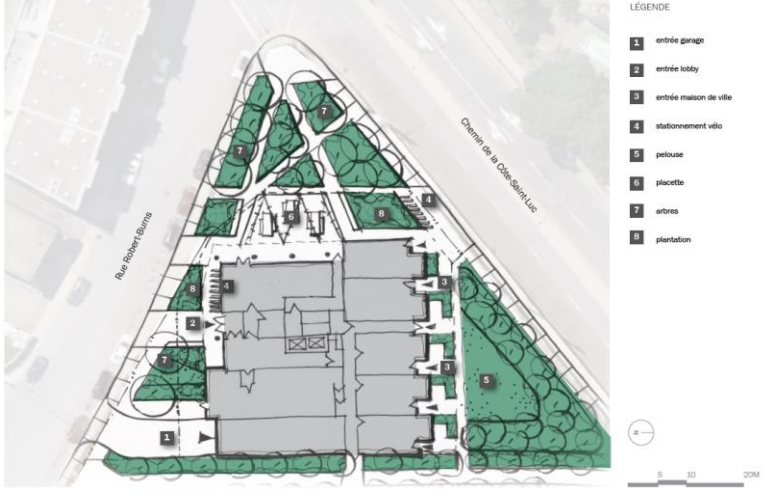
Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

PROJET – CONCEPT D'AMÉNAGEMENT PAYSAGER

Plan clé



Aménagement cour avant

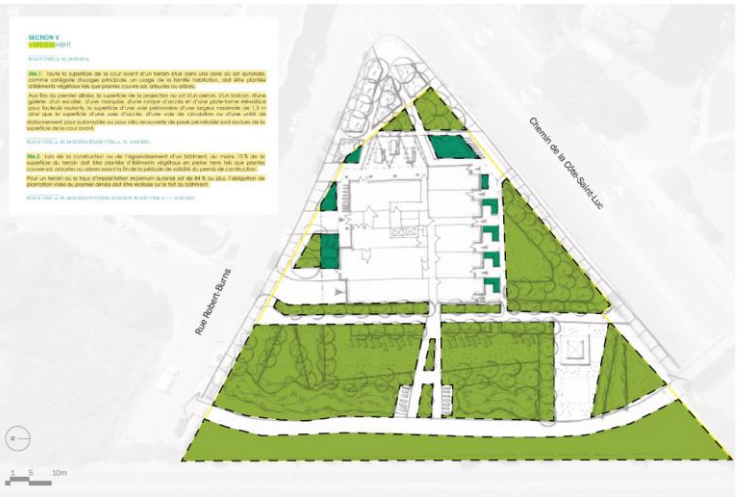




Aménagement cour arrière



PROJET – CALCUL DE VERDISSEMENT



SUPERFICIE DE SITE = 5603 M²

VÉGÉTAUX EN PLEINE TERRE = 3062 M²

VERDISSEMENT SUR TRÉFOND = 119 M²

VERDISSEMENT TOTAL = 3181 M²

CALCUL DE VERDISSEMENT:
ENSEMBLE DU SITE

(3181 M²/ 5603 M²) X 100 = **56,77%**

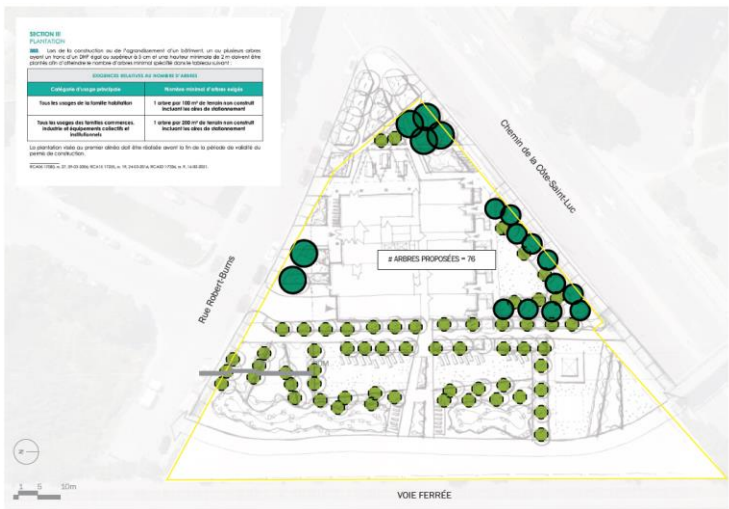
CALCUL DE VERDISSEMENT :
VÉGÉTAUX PLANTÉS EN PLEINE TERRE

(3062 M²/ 5603 M²) X 100 = **54,65%**

LIMITE DE LOT

VÉGÉTAUX EN PLEINE TERRE

VERDISSEMENT SUR TRÉFOND



SUPERFICIE DE SITE = 5603 M²
SUPERFICIE BÂTIMENT = 906 M²

SITE NON CONSTRUIT = 4697 M²

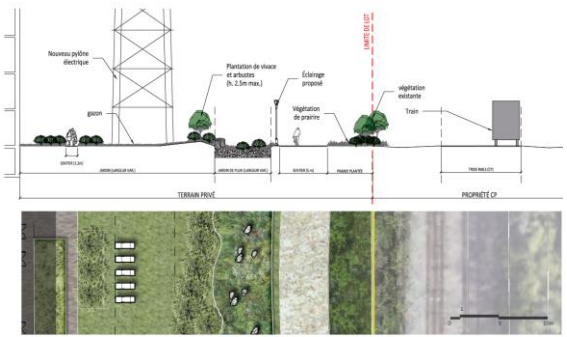
4697 / 100 = 47 ARBRES REQUIS

LIMITE DE LOT

ARBRES À MOYEN ET GRAND DÉPLOIEMENT(17)

ARBRES À PETIT DÉPLOIEMENT (59)

NOTE: L'ENSEMBLE DES ARBRES PROPOSÉS LES ARBRES SERONT PLANTÉS AVEC UN TRONC D'UN DHP ÉGALE OU SUPÉRIEUR À 5 CM ET UNE HAUTEUR MINIMALE DE 2 M AU MOMENT DE LA PLANTATION.

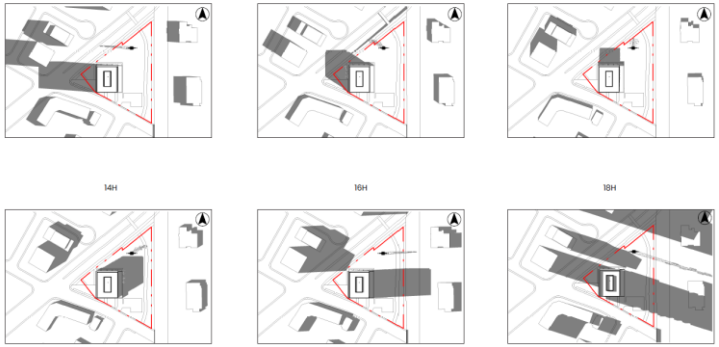


ÉTUDES

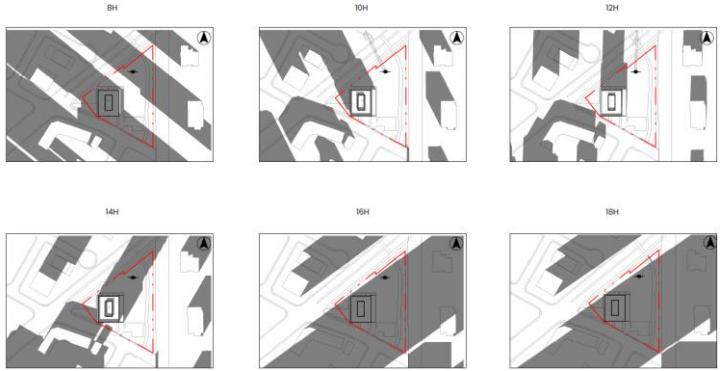
Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

PROJET – ÉTUDE D'ENSOLEILLEMENT

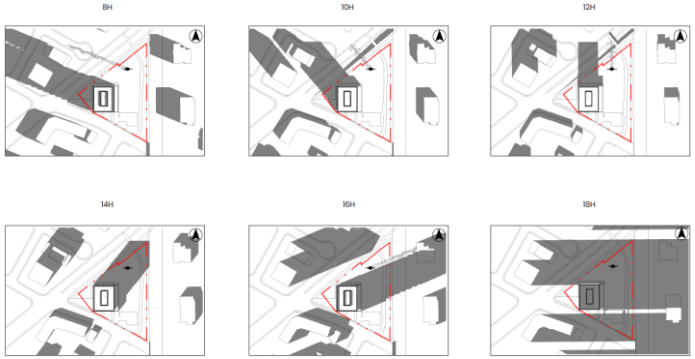
Solstice d'été



Solstice d'hiver



Équinoxe



PROJET – CIRCULATION

- L'étude de circulation que nous avons reçue est une mise à jour par rapport à l'ancienne version du projet;
- Sur le plan méthodologique semble conforme et l'étude respecte le guide sur les études d'impact de la ville de Montréal;
- Les comptages datent de mars 2023, donc ils sont d'actualités. La majorité de mes commentaires faits dans la précédente étude ont été pris en considération dans celle-ci;

- PP-137 = 150 unités de logement et 118 cases de stationnement souterrain et un commerce au RDC.
- Logements social et abordable = 203 unités de logement et 66 cases de stationnement souterrain, sans commerce au RDC.

Au niveau de la génération de déplacement automobile, la dernière version du projet génère légèrement moins de déplacement automobile que la version précédente. Cela s'explique par le nombre moins élevé de stationnement souterrain, ainsi que par l'enlèvement du commerce au RDC qui génère des déplacements de type ''pass-by'' selon le tableau plus bas.

La mise à jour de l'étude démontre que les impacts sur la circulation sont très faibles. Puisque l'arrondissement a émis un avis favorable au 1er projet (PP-137) et que la présente mouture semble générer moins de déplacement automobile, nous sommes toujours favorables.

Cependant, le fait d'avoir moins de stationnement souterrain (118 à 66 cases de stationnement) et un nombre un peu plus élevé de logement (150 à 203), qui sont maintenant ''sociaux et abordables'', on peut croire que le projet pourrait mettre davantage de pression sur le stationnement sur le domaine public.

Dans tous les cas, nous avions déjà quelques pistes d'interventions en cas d'enjeu de stationnement causé par ce nouveau projet immobilier.

Génération de déplacement
Ancien projet avec 150 unités de logement, 118 cases de stationnement et commerce au RDC

Déplacements	Heure de pointe du matin			Heure de pointe de l'après-midi		
	Attirés	Produits	Totaux	Attirés	Produits	Totaux
Déplacements-personne						
Tous modes (pers/h)	**28**	**51**	**78**	**34**	**19**	**53**
Automobile (pers/h)	18	36	**55**	23	13	**36**
Transport en commun (pers/h)	3	9	**12**	7	2	**9**
Autres motorisés (pers/h)	4	3	**7**	2	2	**5**
Non motorisés (pers/h)	2	2	**5**	2	1	**3**
Autres (pers/h)	0	0	**0**	0	0	**0**
Déplacements véhiculaires						
«Pass-by» (véh/h)	4	8	**12**	5	3	**8**
Nets (véh/h)	11	21	31	13	7	21

31 +21 = 52

Génération de déplacement
Nouveau projet avec 203 unités de logement, 66 cases de stationnement sans commerce au RDC

Tableau 4-2 : Bilan des déplacements induits par le projet de développement

	Heure de pointe AM			Heure de pointe PM		
	Attirés	Produits	Totaux	Attirés	Produits	Totaux
Déplacements-personne bruts (véh/h)						
Total (pers/h)	**12**	**38**	**50**	**29**	**10**	**39**
Automobile (pers/h)	8	28	36	20	7	27
Transport en commun (pers/h)	1	6	7	6	1	7
Autres motorisés (pers/h)	2	2	4	2	1	3
Non motorisés (pers/h)	1	2	3	1	1	2
Autres (pers/h)	0	0	0	0	0	0
Déplacements-automobile nets (véh/h)						
Automobile (véh/h)	6	22	28	16	6	22

28 +22 = 50

ÉTUDE ENVIRONNEMENTALE

Compte tenue que la recherche historique de la propriété a démontré que le local d'un des bâtiments a été occupé par un Nettoyeur, le terrain présente un potentiel de contamination.

Recommandation:
La phase II de l'étude - Caractérisation environnementale du site - est recommandée afin de vérifier la qualité environnementale du site .

DEC ENVIRO

Considering the historical documents consulted, interviews conducted, our visual observations of the studied Site and of neighboring properties, as well as the environmental inspection of the Site, **it is our opinion that the Site located at 7330-7380, de la Côte-Saint-Luc Road and 5449-5499 & 5423, Robert-Burns Street in the City of Montreal, represented by lot number 3 322 043 of the Quebec renovated cadaster, presents a potential for contamination due to the presence of a drycleaner in building A.**

Therefore, the realisation of a Phase II – Environmental Site Characterisation is recommended in order to verify the environmental quality of the Site.

ÉTUDE BRUITS, CHAMPS MAGNÉTIQUE ET VIBRATION

Pour le bruit acoustique

- Pour le bruit acoustique, le niveau sonore LAeq 24h a été établi à **45,4 dBA** pendant la période de mesure; le niveau sonore LAeq a été établi à **43,5 dBA entre 23 h et 7 h.**

- La réglementation de la Ville de Montréal au sujet du niveau sonore acceptable à proximité d'édifice résidentiel demande que le niveau sonore présent **la nuit dans les chambres à coucher soit inférieur à 35 dBA** (LAeq23h-07h). Pendant le jour, le niveau sonore doit être limité à 40 dBA (LAeq24h) pour l'intérieur de l'édifice et à 55 dBA (LAeq24h) pour les aires de détentes extérieures.

- *Par conséquent, il devrait être relativement simple, en aménageant adéquatement et en utilisant les matériaux appropriés, de concevoir le complexe immobilier de manière à maintenir le niveau sonore à l'intérieur du bâtiment sous les limites prescrites par la Ville de Montréal. Il en va de même pour les aires de détentes extérieures.*

Pour les champs électromagnétiques à 60 Hz

- Le champ magnétique total (de 30 Hz à 300 Hz) est inférieur à **1,37 micro-Tesla (µT).** Pour l'ensemble de la zone et est de l'ordre de **0,52 µT en moyenne** ;

- Pour le grand public, la limite d'exposition au champ magnétique de 60 Hz suggérée par la Commission internationale de proctection contre les rayonnements non ionisants (ICNIRP) est de 200 µT. L'Institute of Electrical and Electronics Engineers (IEEE) propose une limite de 904 µT ;

- Le champ électrique calculé à 10 m de la ligne électrique 120 kV est de l'ordre **0,5 kV/m** ;

- Pour le grand public, la limite d'exposition au champ électrique de 60 Hz suggérée par l'ICNIRP est de **4,2 kV/m**. L'IEEE propose une limite de **5 kV/m** (10 kV sous la ligne électrique) ;

ÉTUDE BRUITS, CHAMPS MAGNÉTIQUE ET VIBRATION

Confort pour les résidents (vibrations)

- Pour les vibrations se transmettant à l'édifice, nous avons établi que la vitesse particulaire résultante RMS (VPRRMS) moyenne par période de 24h est de l'ordre de **0,010 mm/s**. Lors du passage des trains de fret, la vitesse particulaire résultante RMS (VPRRMS) a atteint **0,095 mm/s** et lors du passage des trains de passager, VPRRMS a atteint **0.054 mm/s.** ;

- La réglementation de la Ville de Montréal au sujet des vibrations acceptables pour assurer le confort des résidents demande la vitesse particulaire résultante RMS soit inférieure à **0,14 mm/s RMS** ;

- En conséquence, même pendant le passage des trains de fret, ***la vitesse particulaire résultante RMS est inférieure à la limite de 0,14 mm/s RMS prescrite par la ville de Montréal.***

Dommages à la propriété (vibration)

- La vitesse particulaire résultante en crête moyenne par période 24h est de l'ordre de 0,052 mm/s. Lors du passage des trains de fret, la VPR en crête a atteint 0,649 mm/s et lors du passage des trains de passager, 0,467 mm/s. ;

- La comparaison des VPRs en crête maximales déterminées lors des mesures avec les critères de dommages fréquemment utilisés comme DIN 4150-3 ou SN 640 312A montre que les VPRs maximales enregistrées sont très inférieures aux limites prescrites par ces normes pour des structures fragiles (monuments historiques, édifices en mauvais état). ;

- En conséquence, il est très peu probable que le trafic ferroviaire ou la circulation automobile n'endommagent l'édifice projeté à moyen ou à long terme.

Il apparaît donc que le site est conforme aux exigences pour l'usage auquel il est dédié.

DÉROGATIONS

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

PROJET – DÉROGATIONS

	PUM 2050	Plan d'urbanisme	Normes du 01-276	Dérogations + conditions du PP-137	Dérogations + conditions du L31
Usage	Affectation Mixte	Affectation résidentielle	H = habitation	Habitation (150 logements)	Habitation (203 logements)
Hauteur	Niveau d'intensification élevé	2 à 18 étages	2 à 3 étages /12.5 m	18 étages / 67 m	18 étages /60 m
Taux d'implantation	-	-	35% à 70%	Max 20% (17.4%)	Proposé: 17% (Min 15% - max 20%)
Aménagement des toits	-	-	-	Toits du 11e et 18e étage soit entièrement aménagés d'une terrasse collective	Toit du 4e étage = Toiture verte avec accès à l'eau et espace d'entreposage
Verdissement	-	-	25%	35%	40%
Distribution des logements	-	-	-	2 c.a.c. et + = 48% min Studio = 11% max 3 c.a.c. = 2 salles de bains complète	-
Superficie des logements	-	-	-	2 c.a.c.= superficie minimale de 85 m^2 3 c.a.c. = superficie minimale de 96 m^2	-
Usage complémentaire	-	-	-	Café terrasse	-

La résolution est autorisée à la condition suivante:

- **100 % de la superficie résidentielle du projet vise la réalisation de logements sociaux ou de logements abordables, tels que définis dans le Règlement 20-041 visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial.**

TERRITOIRE D'APPLICATION

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

TERRITOIRE D'APPLICATION



PÉRIODE DE QUESTIONS ET COMMENTAIRES DU PUBLIC

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1253751008**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution approuvant la démolition d'un bâtiment d'un étage et la construction d'un bâtiment résidentiel de 18 étages, destiné à du logement abordable ou social, pour la propriété située au 7330 à 7380, chemin de la Côte-Saint-Luc / 5421 à 5499, rue Robert-Burns, en vertu de l'article 93 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation (L.Q.2024, ch. 2) - dossier relatif à la demande 3003508768.

CONTENU

CONTEXTE

Une demande visant à autoriser la démolition d'un bâtiment de 1 étage et la construction d'un bâtiment résidentiel de 18 étages, a été déposée à la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité le 6 février 2025.
Ce projet déroge au Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges--Notre-Dame-de-Grâce (01-276), eu égard, notamment à la hauteur et au taux d'implantation. Il déroge aussi au projet particulier PP-137 (CA23 170208), en vigueur sur le site et qui a été adopté dans le cadre d'un projet antérieur qui n'a pas été réalisé.

Il est admissible à la procédure d'autorisation accélérée prévue à l'article 93 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation (L.Q.2024, ch. 2), notamment car il s'agit d'un projet de construction résidentiel destiné à des logements sociaux ou abordables.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA23 170208 Adopter une résolution approuvant le projet particulier PP-137 visant à autoriser la démolition de deux bâtiments commerciaux situés aux 7330-80, chemin de la Côte-Saint-Luc et 5421-99, rue Robert-Burns (lot 3 322 043) et la construction d'un bâtiment mixte (commercial et résidentiel) de 18 étages, en vertu du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017) - (dossier 1236290013);
CA23 170024 : Adopter, tel que soumis, le projet de règlement modifiant le *Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047),* afin de créer un nouveau secteur de densité à même le secteur 04-01, pour la propriété sise au 7330, chemin de la Côte-Saint-Luc; Mandater la secrétaire d'arrondissement pour tenir une séance publique de consultation. (dossier 1226290067).

DESCRIPTION

Caractéristique du site

La propriété visée est située à l'intersection sud-est du chemin de la Côte-Saint-Luc et de la rue Robert Burns (7330, chemin de la Côte-Saint-Luc) aux limites de la Ville de Côte-Saint-Luc. Au sud, elle est bordée par une voie ferrée.

Le site est actuellement occupé par un bâtiment vacant à usage commercial d'un étage. Une partie considérable du site est grevée d'une servitude de non construction, à la faveur d'Hydro-Québec, qui occupe environ 62 % du terrain.

Corridor vert Angrignon - Saraguay
L'agglomération de Montréal, en collaboration avec Hydro-Québec, prévoit la création d'un corridor vert qui reliera le parc-nature du Bois-de-Saraguay au parc Angrignon. L'aménagement du corridor vert se fera parallèlement à la conversion de la ligne de transport électrique et inclura un lien cyclable, un sentier piétonnier et des aménagements paysagers favorables à la biodiversité.

À cet égard, le Service des grands parcs et l'arrondissement collaborent avec le requérant et Hydro-Québec afin de prévoir des mesures de transition entre la fin des travaux de construction du nouveau bâtiment et les travaux de conversion de la ligne haute tension pour l'aménagement définitive du site.

Le projet
Le projet consiste à démolir un bâtiment commercial d'un étage vacant situé sur le lot 3 322 043, et à construire un bâtiment résidentiel de 18 étages, destiné à accueillir 203 logements sociaux et abordables, dont 48 logements de type studio (24%), 90 logements de 1 chambre à coucher (44%), 48 logements de 2 chambres (24%) et 12 logements familiaux de 3 chambres (6%) ainsi que 5 maisons de ville de 3 chambres (2%). La superficie d'aire de plancher brute serait d'environ 13 782,1 m^2 (COS de 2.3). Finalement, un stationnement souterrain, aménagé sur 2 niveaux, prévoit 66 unités de stationnement pour véhicules routiers.

Implantation
L'implantation du bâtiment prend en compte le dégagement de la ligne haute tension d'Hydro-Québec, de la voie ferrée et du viaduc. Le bâtiment aura une implantation au sol présentant approximativement 17 % du terrain et sera implanté à une distance de la limite avant d'environ 17.84 mètres du chemin de la Côte-Saint-Luc et du viaduc, à une distance d'environ 10 m de la ligne haute tension existante (et environ 20 m une fois la ligne déplacée) et à une distance de 35.11 m. de la voie ferrée.

À cet égard, le rapport et la revue technique ont démontré qu'en considérant cette marge de recul par rapport à la voie ferrée, il est pratiquement impossible que du matériel roulant ferroviaire puisse entrer en contact avec le bâtiment projeté compte tenu de la vitesse maximale des trains sur ce rail (32 km/h). De plus, les deux voies ferrées principales sont en alignement droit sur un terrain plat et construites avec des longs rails soudés de calibre 115 lbs sans joints mécaniques reliant les rails. Ce type de construction assure un haut niveau de la sécurité des opérations et mouvements ferroviaires.

Compte tenu de ces éléments, le rapport et la revue technique arrivent à la conclusion qu'il n'y a pas lieu d'ajouter, pour les fins de la sécurité ferroviaire, une berne ou un mur anticollision. Toutefois, l'arrondissement pourrait exiger une telle mesure, en fonction du règlement sur les PIIA, si celle-ci contribue à bonifier l'aménagement paysager du site.

Finalement, les statistiques démontrent qu'aucun déraillement n'a été répertorié à cet endroit pour les 50 dernières années.

Architecture
Le concept architectural vise à réaliser un bâtiment de 18 étages dont la volumétrie du

bâtiment s'articule, à la base, par un basilaire dont le dégagement se fait de chaque côté du corps principal. Le dégagement est plus prononcé du côté du corridor de la ligne de haute tension et de la voie ferrée. La tour est dynamisée par l'ajout de coursive sur les façades nord et sud.

En résumé, la composition du bâtiment se définit comme suit :

- un basilaire de 4 étages;
- une tour de 14 étages en retrait du basilaire;
- la faible implantation au sol du bâtiment, dû entre autres à la servitude, ce qui permet de libérer de l'espace afin de bonifier le verdissement du site;
- une toiture végétalisée est prévue sur le toit du basilaire;
- les entrées, permettant d'accéder aux logements, sont situées sur le chemin de la Côte-Saint-Luc. La rampe d'accès menant au stationnement intérieur est aménagée sur la rue Robert-Burns.

Aménagement extérieur
Le terrain est présentement recouvert de surface minéralisée à 100% et est utilisé comme aire de stationnement.

À cet égard, le projet propose un taux de verdissement de 56 % du site. L'aménagement serait composé de végétaux en pleine terre tels que des plantes couvre-sol, arbustes et arbres. Il est important de noter que la plantation d'arbres est interdite dans la servitude d'Hydro-Québec.

Le concept paysager prévoit également l'aménagement d'un sentier multifonctionnel qui pourrait éventuellement faire partie du corridor vert Saraguay-Angrignon.

Il est important de noter que le projet sera soumis à une révision architecturale, en fonction du Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA) (RCA22 17379).

Impact sur la circulation et le stationnement dans le secteur
Le requérant propose 66 unités de stationnement pour véhicules routiers dans le stationnement souterrain de deux niveaux et respecte donc le maximum autorisé de 140 unités de stationnement (1 unité/150 m^2 de superficie de plancher).

Une mise à jour de l'étude d'impact sur la circulation, réalisée en 2022, a été produite par la firme AtkinsRéalis en date du 24 janvier 2025. Le Bureau des études techniques de l'arrondissement a été consulté relativement à cette étude et constate qu'elle respecte le guide sur les études d'impact de la ville de Montréal et tient compte des commentaires formulés pour l'étude réalisé en 2022:

- au niveau de la génération de déplacement automobile, la dernière version du projet génère légèrement moins de déplacement automobile que la version précédente. Cela s'explique principalement par l'enlèvement du commerce au RDC qui générait des déplacements de type ''pass-by'' ;.
- le fait d'avoir moins de stationnements souterrain (118 à 66 cases de stationnement) et un nombre plus élevé de logements (150 à 203), qui sont maintenant ''sociaux et abordables'', pourrait faire diminuer la part modale véhiculaire par rapport à l'ancien projet, mais pourrait également mettre davantage de pression sur le stationnement sur le domaine public ;

À cet égard, l'arrondissement pourra mettre en oeuvre différentes mesures d'optimisation du stationnement sur rue dans le secteur - voir la note administrative jointe au présent dossier

décisionnel.

Impact sur l'ensoleillement
Une étude d'impact sur l'ensoleillement a été réalisée afin d'évaluer l'impact de la nouvelle construction sur l'ensoleillement des immeubles voisins.

Solstice d'été (juin)
L'ombre produite par le nouveau bâtiment est projetée principalement sur le domaine public. À partir de 18h, l'ombre produite sera projetée sur l'avenue Connaught située à l'est de la propriété.

Équinoxe (mars et septembre)
L'ombre produite par le nouveau bâtiment est projetée, en avant-midi, vers le côté nord du chemin de la Côte-Saint-Luc et demeure modérée. C'est à partir de 16h que l'impact du nouveau bâtiment se fera le plus sentir sur les terrains situés sur l'avenue Connaught, à l'est du site.

Solstice d'hiver (décembre)
L'ombre produite par le nouveau bâtiment est projetée principalement sur le domaine public et sur certaines propriétés situées dans la Ville de Côte-Saint-Luc. À partir de 16h, l'ombre produite se confond à la pénombre et à 18h à la noirceur ambiante.

L'impact est donc minimal sur les propriétés situées à l'est du terrain, sur l'avenue Connaught et les secteurs environnants.

Impact éolien
La conclusion de l'étude sur les impacts éoliens réalisée par Lasalle nhc démontre que :
- De manière générale, le nouveau bâtiment agit comme obstacle sur les vents de direction OSO bien que le site du projet soit généralement protégé des vents par les bâtiments élevés situés au sud-ouest du site.
- Les résultats de modélisation démontrent que l'intégration du projet au quartier n'engendre pas d'impact majeur sur le régime des vents au niveau des piétons dans le quartier à l'étude.
- L'étude démontre que le critère général de ne pas dépasser, dans 25% du temps, les vitesses de vent moyennes au sol de 15 km/h en hiver et de 22 km/h en été, est respecté dans l'ensemble du domaine d'étude et ce, autant en conditions de référence qu'en conditions futures.
- La présence du bâtiment futur améliore les fréquences annuelles d'inconfort au-dessus des intersections entre les avenues O'Bryan et Connaught ainsi qu'entre l'avenue Sunnybrooke et la partie sud du chemin Westover.
- Des dépassements du critère de 10% sont toutefois observés à la limite nord-ouest de l'intersection du chemin de la Côte-Saint-Luc et de la rue Robert Burns. Ces fréquences d'inconfort sont causées par la présence de vents du NNE rabattus à cet endroit ainsi que de vents d'OSO soufflant sur cette section de la zone de détente.

Pour le dernier point, des éléments d'aménagement paysager peuvent ralentir les vents et ainsi réduire davantage les fréquences annuelles d'inconfort de façon locale. À cet égard, il est recommandé de bonifier l'aménagement paysager prévu à la limite nord-ouest de l'intersection du chemin de la Côte-Saint-Luc et de la rue Robert Burns. Cette mesure devrait vraisemblablement permettre de réduire les fréquences annuelles d'inconfort présentes au-dessus de la limite nord-ouest.

Dans l'ensemble, la construction du nouveau projet ne conduit à aucun impact significatif au niveau du confort éolien sur les voies publiques à proximité du site.

Conformité au plan et règlement d'urbanisme
Le projet répond aux objectifs du projet de Plan d'urbanisme et de mobilité (PUM) notamment

en matière d'habitation et d'abordabilité, de densité et d'intensification urbaine, d'électrification des stationnements, d'amélioration de la résilience des milieux urbains et des bâtiments ainsi qu'en la cohabitation harmonieuse d'usages sensibles situés à proximité de contraintes anthropiques.

Cette servitude se trouve sur une ligne de transport aérien de 120 kV (ligne haute tension) et une aire de stationnement en surface. À cet égard, Hydro-Québec prévoit moderniser le réseau, entre 2027-2030, et convertir cette ligne à une tension de 315 kV. Pour ce faire, Hydro-Québec prévoit rapprocher d'une dizaine de mètres la ligne vers la voie ferrée et augmenter la hauteur du pylône à environ 65 m.

Les principales dérogations à la réglementation d'urbanisme (01-276) demandées sont présentées dans le tableau suivant:

	Paramètres du PUM 2050	**Paramètres du Plan d'urbanisme**	**Normes du règlement d'urbanisme 01-276**	**Normes du projet particulier P-137**	**Paramètres proposés du projet**
Usage	Affectation mixte (Habitation autorisée)	Affectation résidentielle	C.2(A) = Commerces et services en secteur de faible intensité commercial H = Habitation	C.2(A) = Commerces et services en secteur de faible intensité commercial H = Habitation	H = Habitation
Hauteur	Intensification élevée	2 à 20 étages	2 à 3 étages Max.: 12.5 m	18 étages Max.: 67 m.	18 étages Max.: 60 m
Taux d'implantation	-	Faible	35%-70%	Max.: 21% (17.4%)	Proposé: 17% (min.: 15% - Max.: 20%)
Retrait de la cage d'ascenseur	-	-	2 fois la hauteur	Aucun retrait exigé	-
Aménagements des toits	-	-	-	Terrasse collective sur les toits du 11e et 18e étages	Verdissement du toit du basilaire
Taux de verdissement	-	-	Au moins 25%	Au moins 35%	Au moins 40%
Distribution des logements	-	-	-	48% de 2 c.a.c.et + 11% de type studio	-
Superficie des logements	-	-	-	2 c.a.c.= superficie minimale de 85 m^2 3 c.a.c. = superficie minimale de 96 m^2	-
Usages complémentaires	-	-	-	Café- terrasse	-

JUSTIFICATION

La Direction recommande l'adoption du projet de résolution pour les raisons suivantes:

- le projet permettrait de réaliser environ 200 nouvelles unités de logements sociaux ou abordables dans un secteur dépourvu de ce type d'habitation ;
- l'implantation et la forme du bâtiment proposées satisfont aux recommandations du Comité Jacques-Viger, en ce qui a trait notamment à la possibilité d'éloigner les logements exposés à la voie ferrée et à la ligne de transport à haute tension (ligne projeté 315 KV – 2030);
- le projet conserve un potentiel de verdissement élevé et participe à rehausser la qualité des aménagements du secteur;
- la propriété est à distance de marche des différents services dans le secteur (épicerie, pharmacie, fruiterie, boucherie, écoles, etc.);
- le projet est conforme aux critères d'évaluation d'une demande de PPCMOI puisqu'il contribue à bonifier la qualité de vie et à rehausser la qualité paysagère et qu'il favorise une transition écologique et la résilience climatique ;
- lors de sa rencontre du 12 février 2025 le Comité consultatif d'urbanisme (CCU) a formulé une recommandation favorable à la demande.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Sans objet.

MONTRÉAL 2030

Montréal 2030
Voir grille d'analyse en pièce jointe.

Plan stratégique 2023-2030 de l'arrondissement
Ce dossier contribue également à l'atteinte du Plan stratégique 2023-2030 de l'Arrondissement;

- Offrir des milieux de vie plus équitables et plus inclusifs (axe 1 du plan), en permettant à la population d'avoir accès à un logement social, abordable, salubre et adapté à ses besoins ainsi qu'à des services de soutien.
- Offrir des milieux de vie sains et durables (axe 2 du plan), en permettant à la population de vivre dans des voisinages sains où il y a beaucoup de verdure et moins d'îlots de chaleur (résultat 2.1 du plan).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans objet

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Publication d'un avis sur le site internet de l'arrondissement pour annoncer la tenue d'une assemblée publique de consultation ;

- Assemblée publique de consultation.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Adoption du projet de résolution par le conseil d'arrondissement;

- Assemblée publique de consultation
- Dépôt du rapport de consultation et adoption, avec ou sans changement, de la résolution par le conseil d'arrondissement;
- Certificat de conformité et entrée en vigueur de la résolution.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

CCU / FAVORABLE

Parties prenantes

Sylvain GARCIA, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Stéphane CHARBONNEAU, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Lucie CAREAU, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Caroline LÉPINE, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Annelise CARLE, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Clotilde TARDITI, Service de l'habitation

Lecture :

Sylvain GARCIA, 21 février 2025
Annelise CARLE, 20 février 2025
Lucie CAREAU, 20 février 2025

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dino CREDICO
conseiller(-ere) en amenagement

Tél : 514-868-4463
Télécop. : -

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-02-20

Sébastien MANSEAU
chef(fe) de division - urbanisme (arrondissement)

Tél : 514-872-1832
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Samir ADMO
directeur(-trice)-amenag.urbain et serv. entreprises (arr.)
Tél : 514-924-6071
Approuvé le : 2025-02-26

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1253751008

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité , Direction
Objet :	Adopter une résolution approuvant la démolition d'un bâtiment d'un étage et la construction d'un bâtiment résidentiel de 18 étages, destiné à du logement abordable ou social, pour la propriété située au 7330 à 7380, chemin de la Côte-Saint-Luc / 5421 à 5499, rue Robert-Burns, en vertu de l'article 93 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation (L.Q.2024, ch. 2) - dossier relatif à la demande 3003508768.

ANNEXE A Territoire d'application

1253751008_TA.pdf

Note administrative - circulation et stationnement

2024-12-18_Note administrative_5491_Robert-Burns.pdf

Procès verbal de la séance du CCU du 13 novembre 2024

2025-02-12_4.02_Extrait PV_7330-7380, chemin de la Côte-Saint-Luc.pdf

Analyse de la Division

4.02_Côte-Saint-Luc_7330_L31.pdf

Montréal 2030

Section_Montreal2030_CSL_7330_Grille_analyse_Montreal_2030.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dino CREDICO
conseiller(-ere) en amenagement

Tél : 514-868-4463
Télécop. : -

ANNEXE A - TERRITOIRE D'APPLICATION

Dossier 1253751008



Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité - CDN-NDG

2025-02-17

NOTE

Projet Robert-Burns
Enjeux de mobilité et circulation

DESTINATAIRE	M. Samir Admo, directeur – Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité
EXPÉDITEUR	M Pascal Trottier, Chef de division Études Technique - Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité
OBJET	Projet Robert-Burns – Enjeux de mobilité et circulation

Avis sur l'étude de circulation déposée dans le cadre du projet immobilier du 5491 Robert-Burns

L'étude de circulation que nous avons reçue en janvier 2025 est une mise à jour par rapport à l'ancienne version du projet (dernière version avril 2023). Sur le plan méthodologique, tout semble conforme et l'étude respecte le guide sur les études d'impact de la ville de Montréal. Les comptages datent de mars 2023, donc ils sont conforment et d'actualités. La majorité des commentaires faits dans la précédente étude ont été pris en considération dans celle-ci.

Pour rappel, l'ancien projet prévoyait 150 unités de logement et 118 cases de stationnement souterrain et un commerce au RDC.

La nouvelle mouture du projet prévoit 203 unités de logement sociaux (hors-marché) et 66 cases de stationnement souterrain, sans commerce au RDC.

Au niveau de la génération de déplacement automobile, la dernière version du projet génère légèrement moins de déplacement automobile que la version précédente. Cela s'explique principalement par l'enlèvement du commerce au RDC qui génère des déplacements de type ''pass-by'' selon le tableau plus bas.

De plus, étant donné la localisation géographique du projet qui est situé dans une enclave sur le territoire de l'arrondissement CDN-NDG, mais entouré par des quartiers de la ville de Côte-St-Luc, la répartition modale utilisée est celle du secteur 124-Côte-St-Luc de l'enquête O-D 2018. Ceci nous semble une décision juste et conservatrice compte tenu que ce secteur a une part modale automobile plus élevé que le secteur 104-Notre-Dame-de-Grâce. La méthodologie utilisée nous semble adéquate compte tenu du contexte géospatial du projet.

Génération de déplacement,
Ancien projet avec 150 unités de logement, 118 cases de stationnement et commerce au RDC

Tableau 4-2: Bilan des déplacements induits par le projet de développement

Déplacements	Heure de pointe du matin			Heure de pointe de l'après-midi		
	Attirés	Produits	Totaux	Attirés	Produits	Totaux
Déplacements-personne						
Tous modes (pers/h)	**28**	**51**	**78**	**34**	**19**	**53**
Automobile (pers/h)	18	36	**55**	23	13	**36**
Transport en commun (pers/h)	3	9	**12**	7	2	**9**
Autres motorisés (pers/h)	4	3	**7**	2	2	**5**
Non motorisés (pers/h)	2	2	**5**	2	1	**3**
Autres (pers/h)	0	0	**0**	0	0	**0**
Déplacements véhiculaires						
«Pass-by» (véh/h)	4	8	**12**	5	3	**8**
Nets (véh/h)	11	21	**31**	13	7	**21**

Génération de déplacement
Nouveau projet avec 203 unités de logement, 66 cases de stationnement sans commerce au RDC

Tableau 4-2 : Bilan des déplacements induits par le projet de développement

	Heure de pointe AM			Heure de pointe PM		
	Attirés	Produits	Totaux	Attirés	Produits	Totaux
Déplecements-personne bruts (véh/h)						
Total (pers/h)	**12**	**38**	**50**	**29**	**10**	**39**
Automobile (pers/h)	8	28	36	20	7	27
Transport en commun (pers/h)	1	6	7	6	1	7
Autres motorisés (pers/h)	2	2	4	2	1	3
Non motorisés (pers/h)	1	2	3	1	1	2
Autres (pers/h)	0	0	0	0	0	0
Déplacements-automobile nets (véh/h)						
Automobile (véh/h)	6	22	28	16	6	22

Pour rappel, les 2 tableaux précédent sont générés en fonction du type de bâtiment identifié dans le Trip Generation Handbook, 3e edition (Institute of transportation Engineers). Le code d'utilisation pour le projet de 2023 était le 232, ''immeuble résidentiel avec commerce au rez-de-chaussée'', alors que le nouveau projet fait référence au code 222, ''habitation multifamiliale 10 étages et plus''.

Mis à part ces estimations de génération de déplacement, le fait d'avoir moins de stationnement souterrain (118 à 66 cases de stationnement) et un nombre un peu plus élevé de logement (150 à 203), qui sont maintenant ''sociaux et abordables'', pourrait faire diminuer la part modale

véhiculaire par rapport à l'ancien projet, mais pourrait également mettre davantage de pression sur le stationnement sur le domaine public.

Dans tous les cas, nous avions déjà identifié quelques mesures de mitigation potentielles en cas d'enjeux de stationnement causés par ce nouveau projet immobilier qui s'appliquent toujours avec la nouvelle version du projet. Il y a une zone ou le stationnement est interdit en ''alternance'' de 9h à 17h qui pourrait être permis en tout temps. Nous pourrions également augmenter le nombre de stationnement SRRR pour favoriser nos citoyens au détriment des résidents de CSL qui viennent parfois se stationner dans le secteur, particulièrement la nuit.

Il faudra porter une attention particulière lorsque le projet sera terminé et faire les ajustements nécessaires à la signalisation de stationnement, notamment faire le suivi sur le ratio de vignettes vendus versus le nombre de place de stationnement SRRR disponible.

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

Séance publique, mercredi le 12 février 2025

5160, boul. Décarie, 6e étage, salle Côte-des-Neiges

Extrait du procès-verbal

4.2 7330-7380, chemin de la Côte-Saint-Luc – Loi 93

Étudier une demande visant à approuver la démolition d'un bâtiment commercial d'un étage et la construction d'un bâtiment résidentiel de 18 étages, destiné à du logement social ou abordable, pour l'immeuble situé au 7330-7380, chemin de la Côte-Saint-Luc / 5421-5499, avenue Robert Burns, en vertu de l'article 93 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation (L.Q.2024, ch. 2) - dossier relatif à la demande 3003508768.

Présentation : Dino Credico, conseiller en aménagement

DESCRIPTION DU PROJET

Une demande visant la démolition d'un bâtiment commercial de 1 étage et la construction d'un bâtiment de 18 étages à usage résidentiel destiné à des logements sociaux ou abordables a été déposée à la Direction de l'aménagement urbain et de la mobilité le 15 avril 2024.

Ce projet déroge au Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-276) et au projet particulier déjà adopté pour ce site, eu égard notamment à la hauteur de construction et au taux d'implantation.

Suite à l'adoption de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation (L.Q.2024, ch. 2) et à la délégation, par le conseil municipal, de l'application de ce pouvoir aux arrondissements, l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, en concertation avec les services centraux (service de l'Habitation), ont convenu de l'admissibilité du projet de redéveloppement à la procédure d'adoption prévue par cette Loi.

Les détails du projet sont disponibles à même les documents d'analyse et de présentation utilisés par la Division.

ANALYSE DE LA DIVISION

La Direction recommande l'adoption d'une résolution autorisant ce projet pour les raisons suivantes :

- Le projet permettrait de réaliser environ 200 nouvelles unités de logements sociaux ou abordables dans un secteur dépourvu de ce type d'habitation ;
- L'implantation et la forme du bâtiment proposé satisfont aux recommandations du CJV, en ce qui a trait notamment à la possibilité d'éloigner les logements exposés à la voie ferrée et à la ligne de transport à haute tension (ligne projeté 315 KV – 2023) ;

MISE EN GARDE : Le présent extrait est produit pour la commodité du lecteur et son contenu est passible de changements lors de l'approbation du procès-verbal par le comité.

- Le projet conserve un potentiel de verdissement élevé et participe à rehausser la qualité des aménagements du secteur ;
- La propriété est à distance de marche des différents services dans le secteur (épicerie, pharmacie, fruiterie, boucherie, écoles, etc.) ;
- Le projet est conforme aux critères d'évaluation d'une demande de PPCMOI puisqu'il contribue à bonifier la qualité de vie et à rehausser la qualité paysagère et favorise une transition écologique et la résilience climatique.

DÉLIBÉRATION DU COMITÉ

Un membre souligne que l'implantation carrée sur ce site triangulaire semble peu optimale. Il précise que l'implantation devrait être mieux travaillée, par exemple, au niveau de ses liens avec le domaine public et son interface avec le secteur de faible densité situé du côté opposé de Robert-Burns. De plus, certains membres ont suggéré la relocalisation de la porte de garage sur le mur est mériterait d'être examinée. En réponse on lui précise les contraintes liées au site, dont la présence d'une servitude à la faveur d'Hydro-Québec qui occupe près de 62% du site et qui rend pratiquement impossible la construction d'un bâtiment pouvant atteindre le taux d'implantation minimum prescrit de 35%.

Un membre souligne qu'il serait bien d'intégrer un service d'autopartage dans le projet. Un membre indique que les terrasses sur les toits devraient prévoir des écrans d'intimité végétalisés. Pour limiter le vent, il serait également bien de planter des conifères dans les aménagements au sol.

Les membres du comité sont en accord avec les observations et les conclusions de l'analyse présentées par la Division de l'urbanisme.

RECOMMANDATION DU COMITÉ

Le comité recommande d'approuver la demande.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

MISE EN GARDE : Le présent extrait est produit pour la commodité du lecteur et son contenu est passible de changements lors de l'approbation du procès-verbal par le comité.

COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

PPCMOI – 7330-7380, chemin de la Côte—Saint-Luc / 5421 à 5499, avenue Robert Burns (lot 3 322 043)

Étudier une demande visant à approuver la démolition d'un bâtiment commercial d'un étage et la construction d'un bâtiment résidentiel de 18 étages, destiné à du logement abordable ou social, pour l'immeuble situé au 7330 à 7380 chemin de la Côte-Saint-Luc / 5421 à 5499 avenue Robert Burns, en vertu de l'article 93 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation (L.Q.2024, ch. 2) - dossier relatif à la demande 3003508768.

2025/02/12

ARTICLE 93 du PL31 / Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation (L.Q.2024, ch. 2)

Pour faciliter l'approbation de projets résidentiels **l'Assemblée nationale** a donner de nouveaux pouvoirs aux municipalités afin de déroger aux différents règlements d'urbanisme (PU, Zonage, PIIA etc).

Conditions à l'article 93 du PL31

- Minimum de 3 logements;
- Ne doivent pas prévoir la démolition d'un immeuble patrimonial (au sens de la législation provinciale);
- Ne doivent pas prévoir la démolition d'un bâtiment où il y a des logements;
- Doivent être conforme au Schéma d'aménagement.

Le **conseil municipal** adopte des balises d'encadrement de ce pouvoir et délègue son application aux arrondissements.

Conditions:

- Respecter les règlements de construction, RMM et frais de parc;
- Respecter les paramètres du PU (mais possibilité d'autorisation au CM).

L'**arrondissement** se dote d'une **politique locale** afin d'encadrer le processus d'approbation des projets sur son territoire.

Utiliser ce pouvoir uniquement pour autoriser les projets :

- De logements sociaux, abordables et les résidences étudiantes (exempté de l'application du RMM)
- Cession d'un immeuble municipal;
- Situés dans un secteur planifié (tel que les secteurs Quartier Namur Hippodrome, le Triangle, Crowley-Décarie).

L'autorisation doit:

- être préalablement assujettie à une évaluation qualitative selon les critères d'évaluation inscrits dans le Règlement sur les PPCMOI;
- faire préalablement l'objet d'un avis du CCU;
- assujettir les permis à l'approbation d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA).

PROCESSUS D'ADOPTION DU PL31

Avis du comité consultatif d'urbanisme (CCU)	12 février 2025
Adoption d'une résolution par le conseil d'arrondissement (CA) afin de demander au conseil municipal d'adopter la résolution	10 mars 2025
Publication d'un avis pour l'assemblée publique	18 mars 2025
Assemblée publique de consultation en arrondissement	26 mars 2025
Adoption finale de la résolution par le conseil municipal	7 avril 2025
Entrée en vigueur	Mai 2025

ÉTUDE DU DOSSIER

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

HISTORIQUE

5 juin 2023: Adoption du PP-137 visant à autoriser la construction d'un bâtiment mixte (commercial/résidentiel) de 18 étages / 67 m (CA23 170154);

9 octobre 2024: Présentation du nouveau projet au CCU pour un avis préliminaire

RETOUR SUR L'AVIS PRÉLIMINAIRE

- Le nouveau projet est beaucoup plus massif au niveau de la volumétrie que le projet initial adopté. Ce qui ne constitue pas une amélioration;
- Questionnement sur le bruit que provoque la ligne d'Hydro-Québec ainsi que sur la nuisance que cela peut engendrer pour les logements qui seront vis-à-vis cette ligne à haute tension (ondes électromagnétique);
- Les membres sont en accord avec la DAUM pour retirer les unités de stationnement prévues à l'extérieur.
- Les membres sont flexibles sur le ratio d'unités de stationnement à fournir en fonction de la réalité économique du projet.

CONTEXTE URBAIN



- District: Loyola
- Zone: 0017
- Année de construction: 1965
- Terrain occupé par 1 bâtiment (1 bâtiment démoli par un incendie)
- Terrain d'angle de forme triangulaire
- Entrée ouest de l'arrondissement
- Adjacent à Ville Montréal ouest
- Ligne électrique d'Hydro-Québec
- Servitude à la faveur d'Hydro-Québec qui occupe près de 62% du terrain
- Bâtiment résidentiel mixte, de 18 étages, autorisé par le PP-137

BÂTIMENTS VOISINS



HISTORIQUE – SUIVI DES RECOMMANDATIONS DU CJV

4 juillet 2022: Avis du CJV:

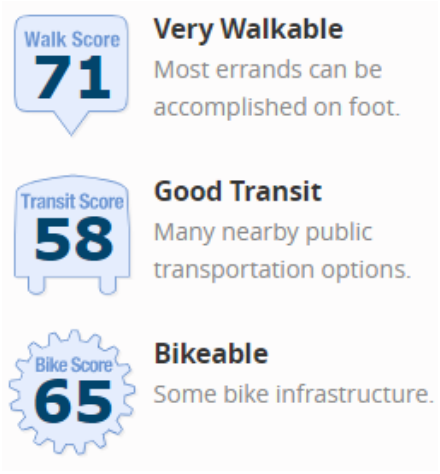
- Modifier le secteur de densité (PU) 18 étages / TI min. 20%

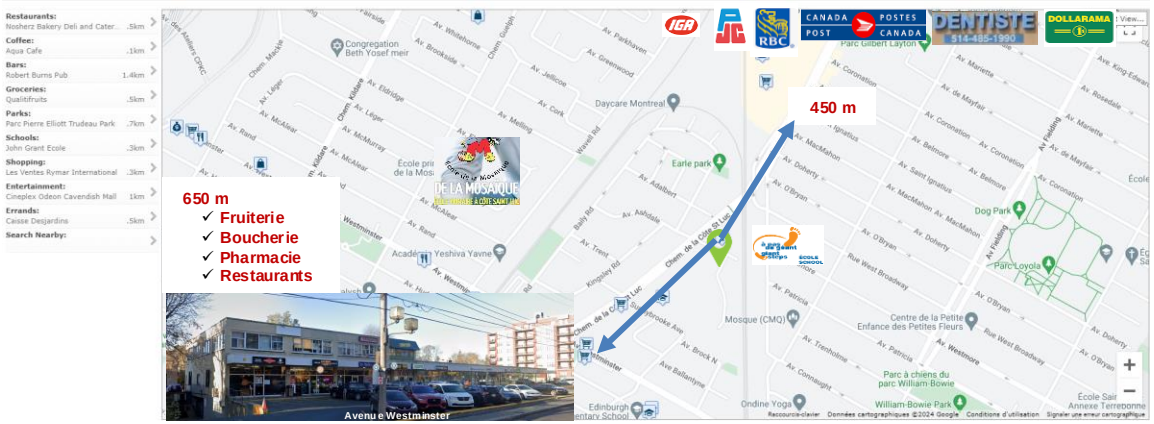
03. Diversifier la typologie de logements, en ajoutant notamment de grandes unités destinées aux familles;

✓ Conformément au RMM, le promoteur devra signer une lettre d'entente avec le Service de l'habitation de la « Ville-Centre » dans le cadre de sa demande de permis de construction. *(Projet exclut du RMM puisqu'il s'agit de réaliser un projet de logement abordable).*

05. Étudier la possibilité de bonifier l'offre commerciale en ajoutant des commerces au rez-de-chaussée.

✓ Le plan du rez-de-chaussée a été revu de manière à agrandir au maximum possible les espaces dédiés aux commerces de proximité ;
✓ Une liaison physique entre la partie arrière du commerce et la partie avant est maintenant par ailleurs rendue possible ;
✓ Outre le hall d'entrée, les cages d'escaliers et d'ascenseurs, l'espace pour les vélos et la chambre annexes essentielles pour Hydro-Québec, tout l'espace restant est offert pour du commerce de proximité ;
✓ Disponibilité des services de proximité dans un rayon de 500 mètres du 7330, chemin de la Côte-Saint-Luc, un éventail important





CONTEXTE RÈGLEMENTAIRE - PLAN D'URBANISME



[Lien - Détail des affectations]

AFFECTATION Résidentiel

SECTEUR

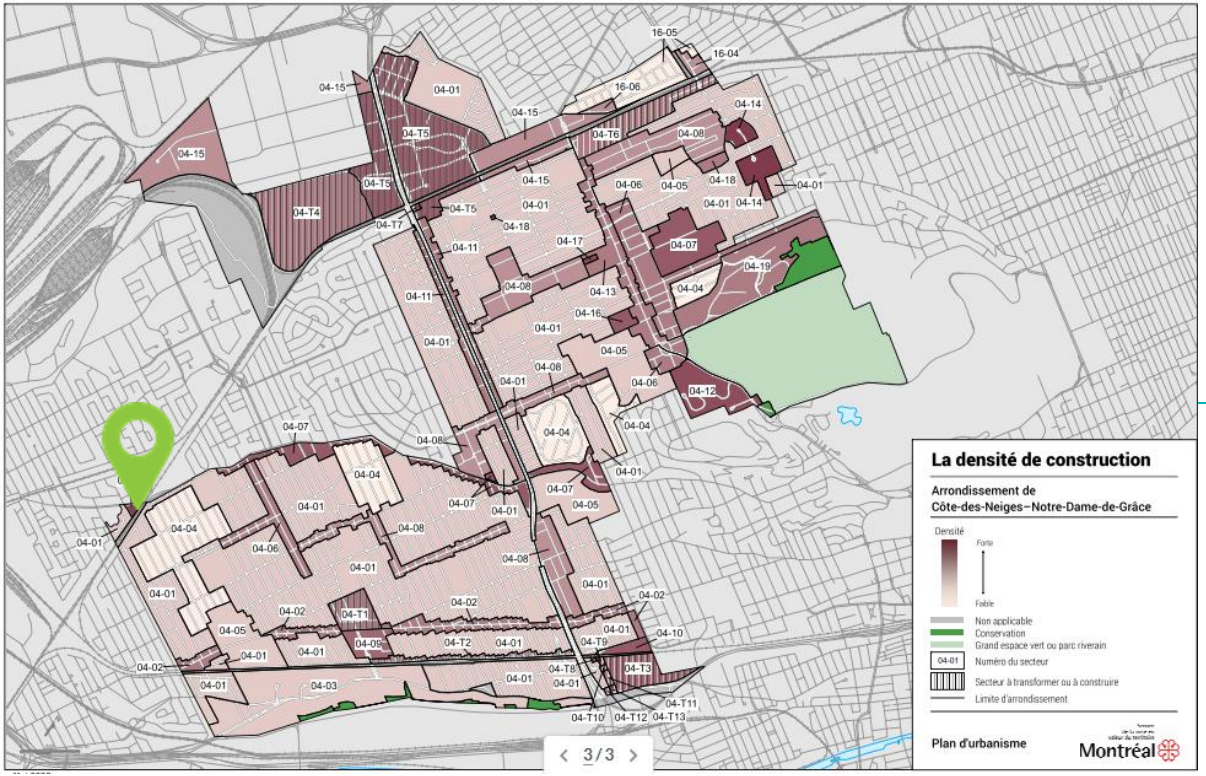
HAUTEUR

MODE D'IMPLANTATION -

TAUX D'IMPLANTATION Moyen

- Secteur résidentiel
- Secteur mixte
- Secteur d'activités diversifiées
- Secteur d'emplois
- Grand équipement institutionnel
- Couvent, monastère ou lieu de culte
- Agricole
- Conservation
- Grand espace vert ou parc riverain
- Grande emprise ou grande infrastructure publique

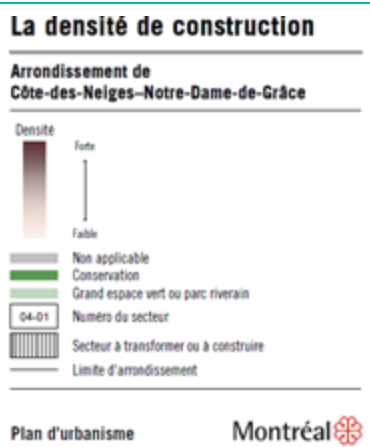
CONTEXTE RÈGLEMENTAIRE - PLAN D'URBANISME



[Lien - Détail des secteurs]

Secteur 04-20 :

- bâti de deux à dix-huit étages hors-sol;
- taux d'implantation au sol faible.



CONTEXTE RÈGLEMENTAIRE – PROJET DE PLAN D'URBANISME ET DE MOBILITÉ (PUM)



CONTEXTE RÈGLEMENTAIRE - RÈGLEMENT 01-276

Zone :	0017
Usage :	Usage principal : C.2(A) (commerces et services en secteur de faible intensité commerciale) Autres catégories d'usages : H (habitation)
Hauteur :	2 à 3 étages - 12.5 mètres max
Mode d'implantation :	Règles d'insertion (RI)
Taux d'implantation :	min : 35 % / max : 70 %
Densité	max : 3
Taux verdissement (pleine terre)	25% min
Marges requises	-marge avant : règle d'insertion -marge latérale : 1,5 m -marge arrière : 3 m
Proximité transport commun structurant	Non
Secteur significatif :	Non



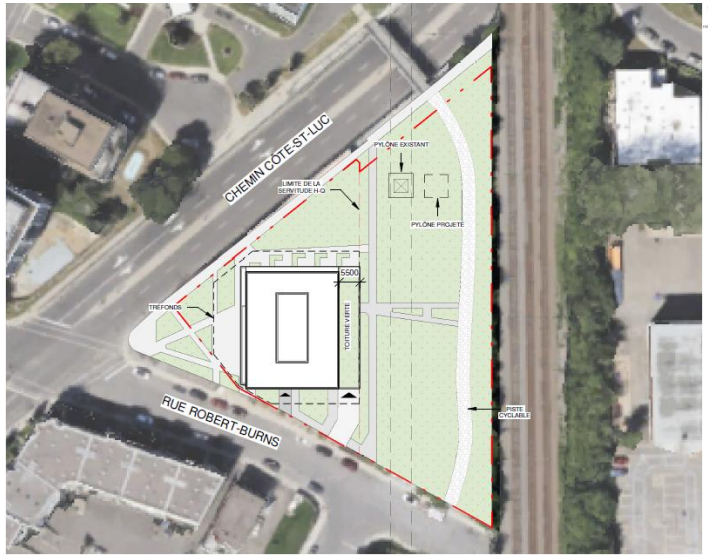
NOUVEAU PROJET (L31)
(Logements sociaux et abordables)

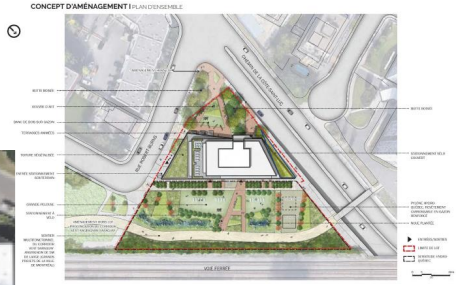
Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

PROJET - STATISTIQUES

DONNÉES DU PROJET
LOT 3 322 043

	PROJET ACTUEL	CCU 2023
Superficie terrain:	60 181 pi²	60 181 pi²
Aire de bâtiment:	10 273 pi²	10 500 pi²
Hauteur (étage):	18	18
Superficie construite hors-sol:	148 349 pi²	163 595 pi²
Superficie construite locative:	122 268 pi²	122 588 pi²
Superficie construite tréfonds	15 450 pi²	22 985 pi²
% Implantation:	17,0%	17,4%
Taux de verdissement (incl. toiture):	65%	60%
Végétation en pleine-terre	59%	52%
Cos :	2,3	2,25
Nb. logement:	203	150
Nb. de stationnement (int.):	66	114





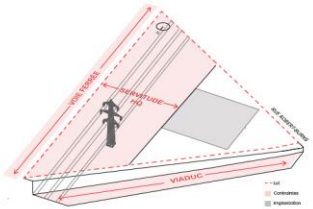
Implantation PP-137

RÉPARTITION DES UNTIÉS		
TYPE	NOMBRE	POURCENTAGE
0CC (STUDIO)	48	24%
1CC	90	44%
2CC	48	24%
3CC	12	6%
3CC (MDV)	5	2%
TOTAL: 203		

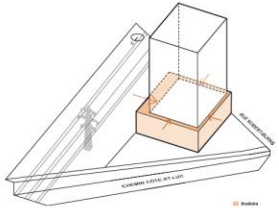
Composition Familiale	#	%
Aîné	222	27,97%
Célibataire	179	22,52%
Couple	38	4,78%
Couple Aîné	36	4,53%
Famille	109	13,71%
Famille Monoparentale	149	18,74%
Jeune Adulte	62	7,80%
Total	795	100%

Liste d'attente

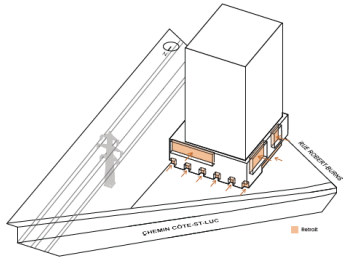
PROJET – PARTI ARCHITECTURAL



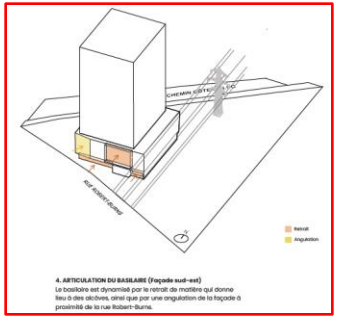
1. CONTRAINTES LIÉES AU CONTEXTE
L'implantation du bâtiment prend en compte le dégagement de la ligne hydroélectrique, de la voie ferrée et du viaduc.



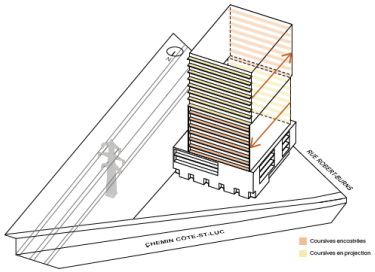
2. DÉGAGEMENT DU BASILAIRE
Le volumétrie du bâtiment s'articule à la base par un basilaire dont le dégagement se fait de chaque côté. Le dégagement est plus prononcé du côté du corridor hydroélectrique.



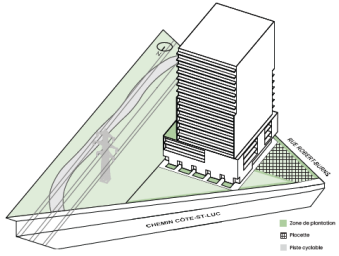
3. ARTICULATION DU BASILAIRE (Façade nord-ouest)
Le basilaire est dynamisé par le retrait de matière qui donne lieu à des alcôves.



4. ARTICULATION DU BASILAIRE (Façade sud-est)
Le basilaire est dynamisé par le retrait de matière qui donne lieu à des alcôves, ainsi que par une angulation de la façade à proximité de la rue Robert-Burns.



5. ARTICULATION DE LA TOUR
Dynamisation de la tour par l'ajout de coursives sur les façades nord et sud

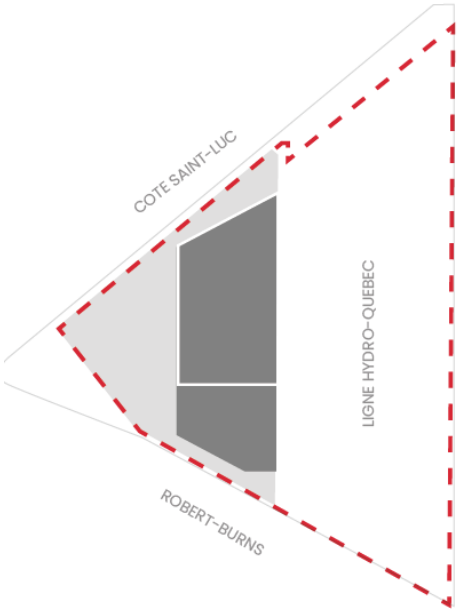


6. VERDISSEMENT ET PLACETTE PUBLIQUE
Ajout de zones de plantation sur le site et d'une placette publique en front de lot à l'intersection de la rue Robert-Burns et chemin Côte-St-Luc.

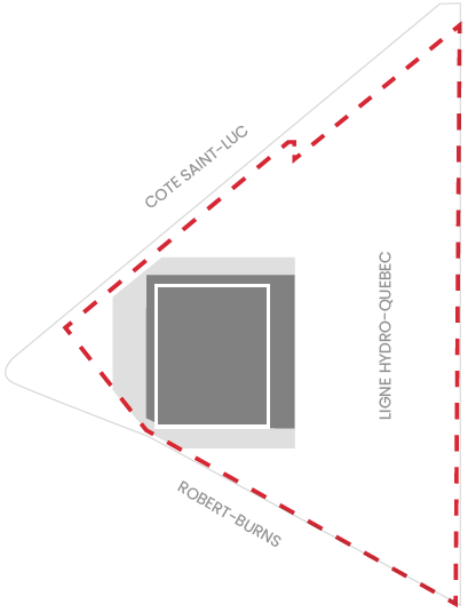


PROJET - IMPLANTATION

CCU 2023
PAR RUBIC ARCHITECTURE ET CHRISTIAN THIFFAULT ARCHITECTE



PROJET ACTUEL



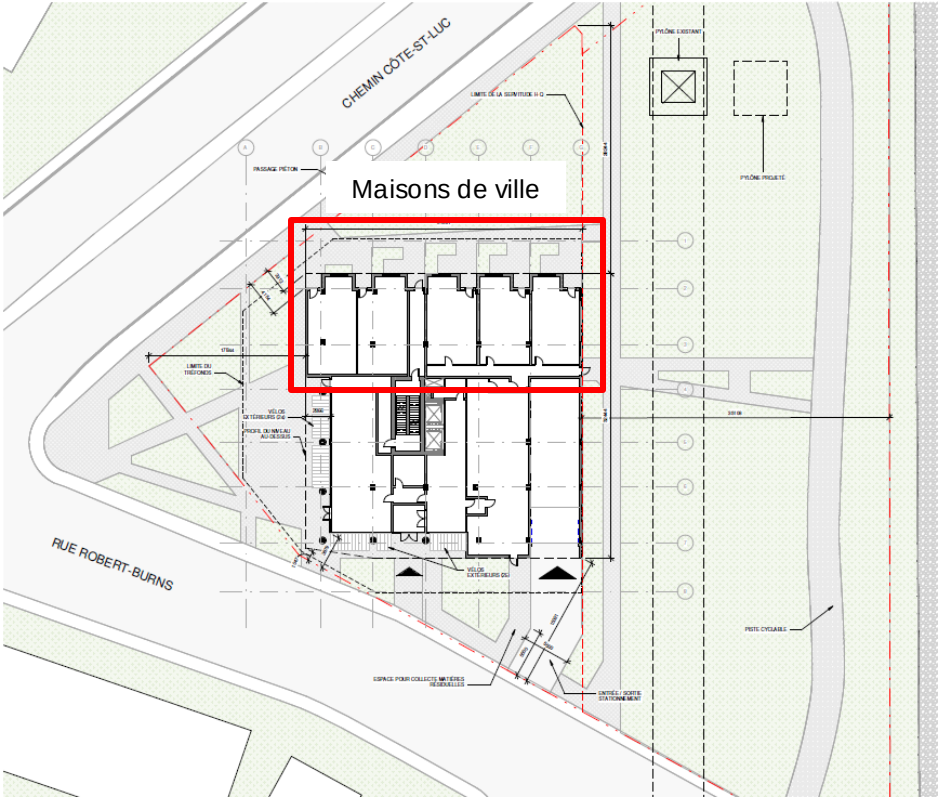
LÉGENDE

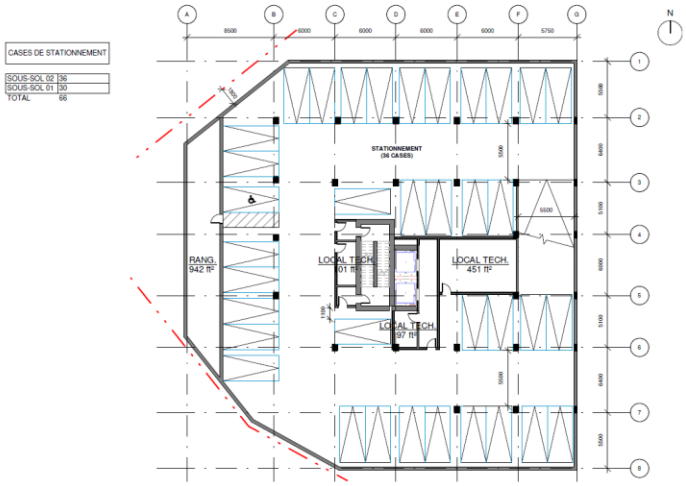
Empreinte du bâtiment

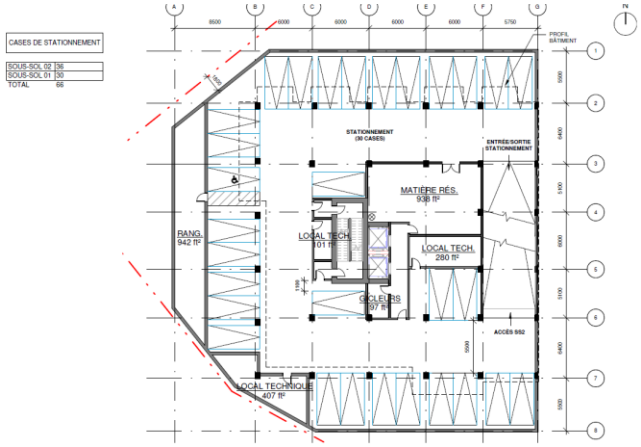
Empreinte du tréfonds

- Superficie du tréfonds réduite de 7535 pi2. Plantation en pleine terre plus importante.
- Implantation du bâtiment sur le terrain plus centrée ce qui libère le périmètre face aux rues
- Façade réduite face à la ligne H-Q, donc moins de logements donnant directement sur la ligne électrique et la voie ferrée
- Tour en recul de 5.5m par rapport au basilaire offrant un plus grand recul face à la ligne H-Q

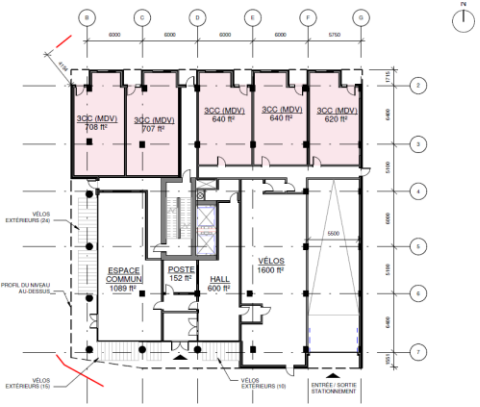
PROJET – IMPLANTATION + SS







PROJET – Niveau 1 à 18



Niveau 1 (rdc)



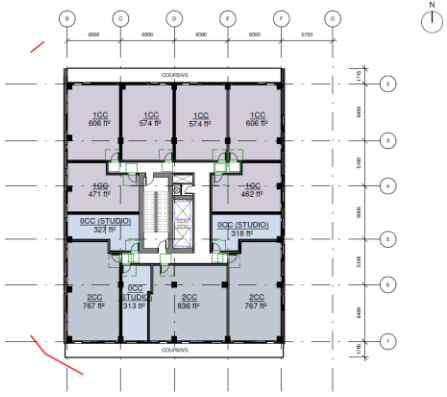
Niveau 2



Niveau 3 et 4



Niveau 5



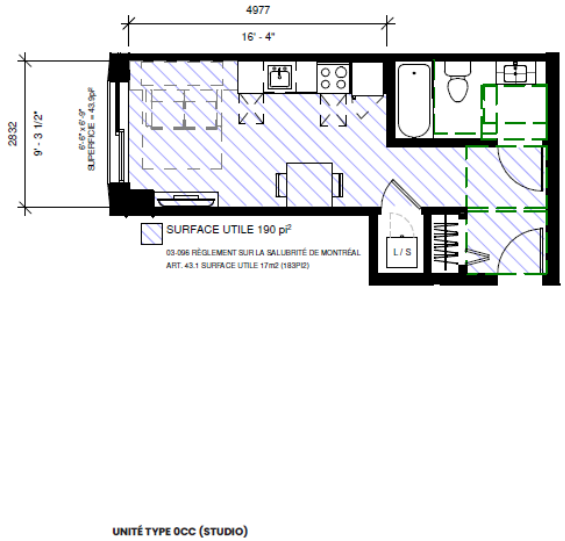
Niveau 6 à 18

Toit végétalisé (4e étage)

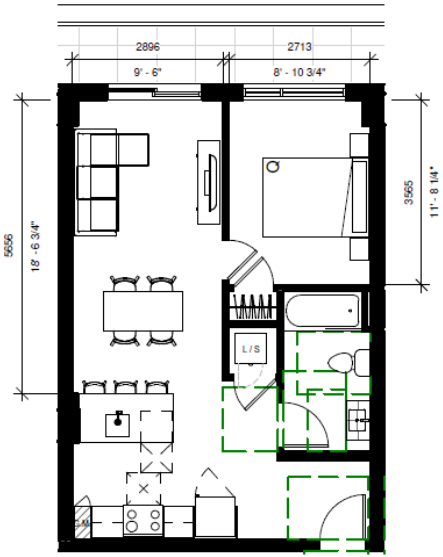


- **Système prévégétalisé installé par le couvreur**
- **0,178 m² = 1,92 p²**
- **100 mm d'épaisseur**
- **42 unités/palette**

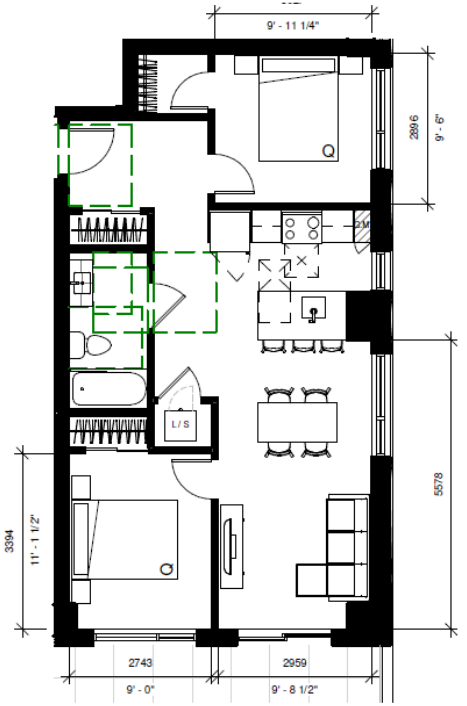
PROJET – PLANS D'UNITÉS TYPES



UNITÉ TYPE 0CC (STUDIO)

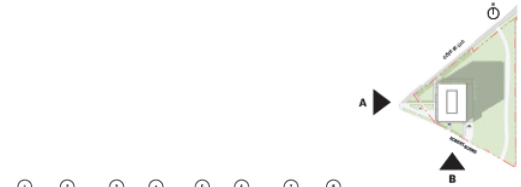


UNITÉ TYPE 1CC



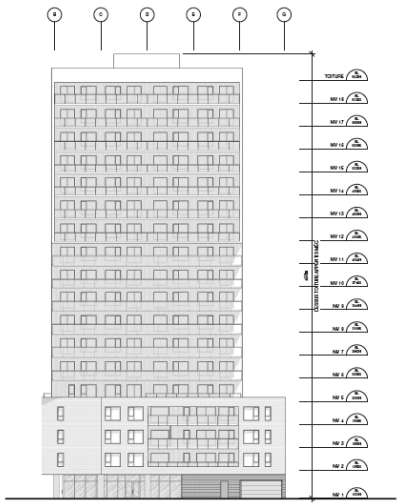
UNITÉ TYPE 2CC

PROJET – ÉLÉVATIONS

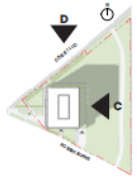


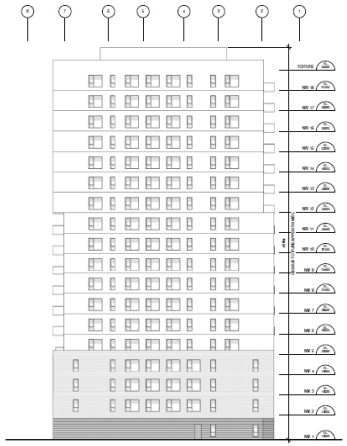


A. ÉLÉVATION CHEMIN CÔTE-ST-LUC/RUE ROBERT-BURNS

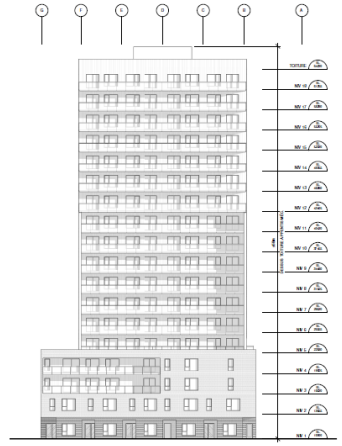


B. ÉLÉVATION RUE ROBERT-BURNS





C. ÉLÉVATION SERVITUDE HYDRO-QUÉBEC

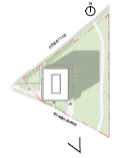


D. ÉLÉVATION CHEMIN CÔTE-ST-LUC

PROJET – PERSPECTIVES











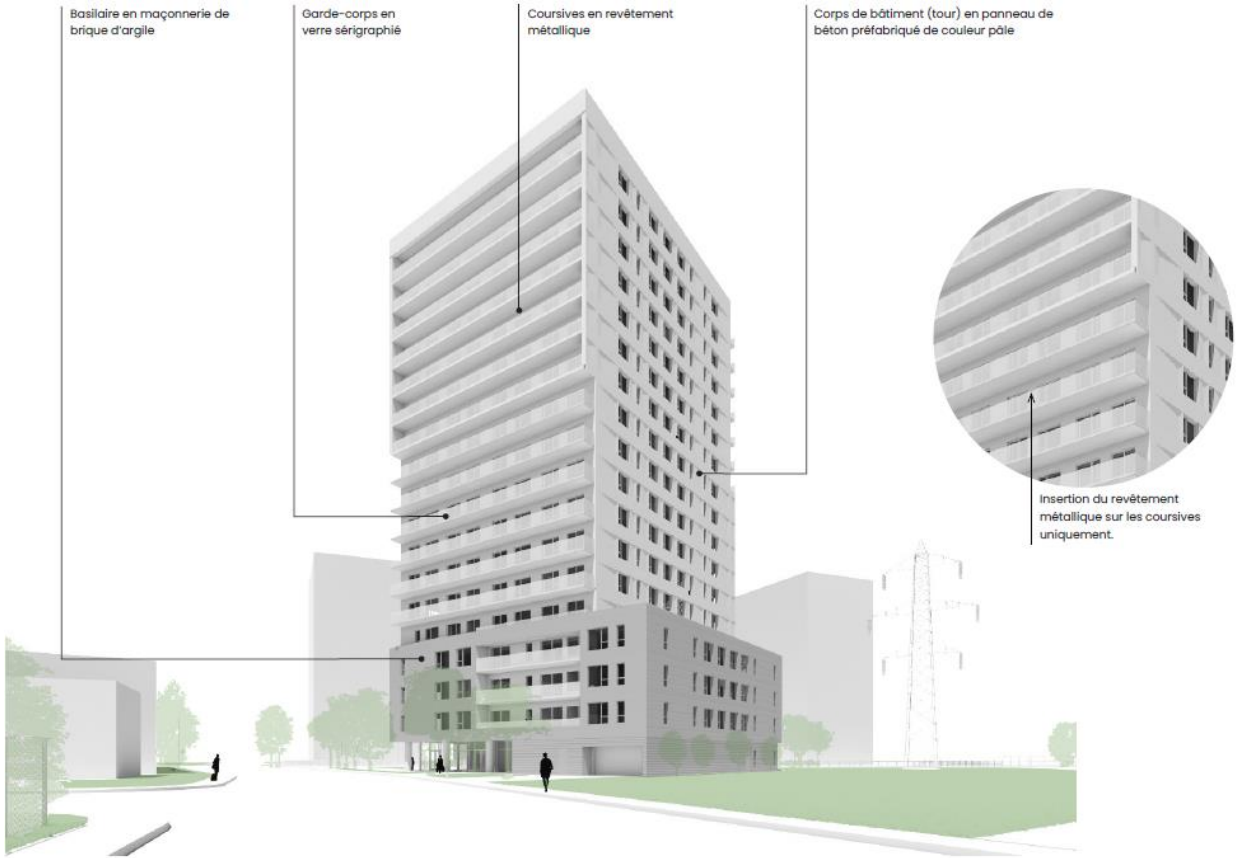


PROJET – PESRPECTIVES





PROJET – MATÉRIALITÉ

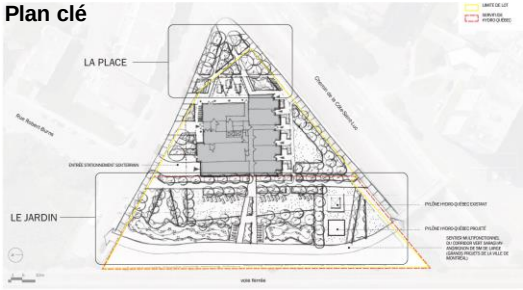


AMÉNAGEMENT PAYSAGER

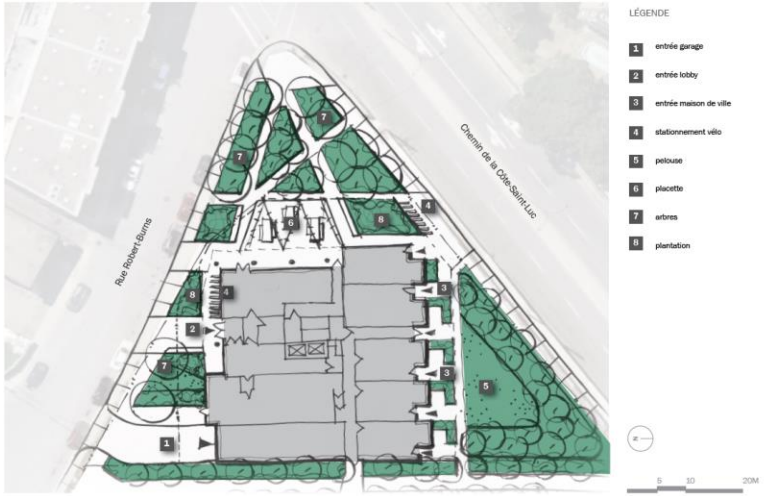
Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

PROJET – CONCEPT D'AMÉNAGEMENT PAYSAGER

Plan clé



Aménagement cour avant









Aménagement cour arrière



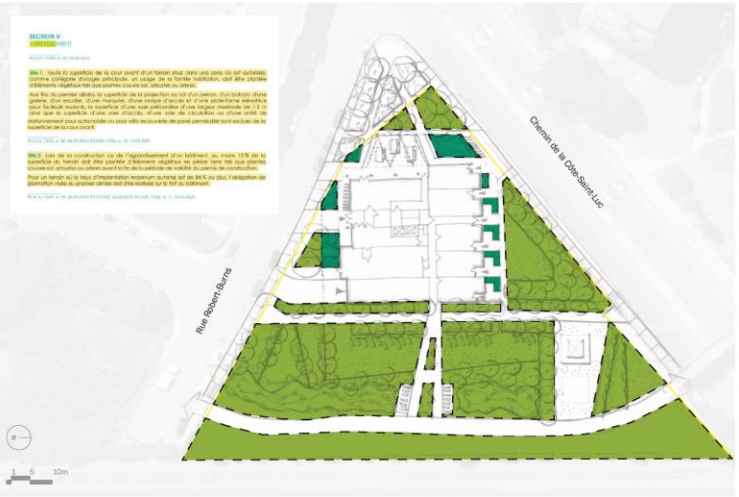


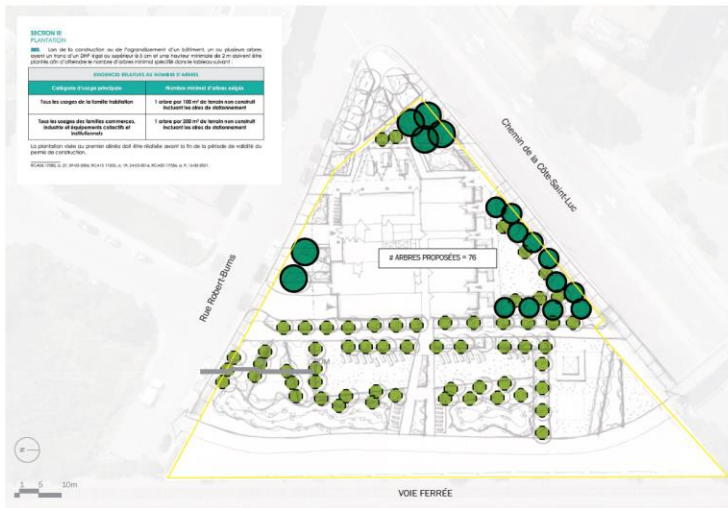


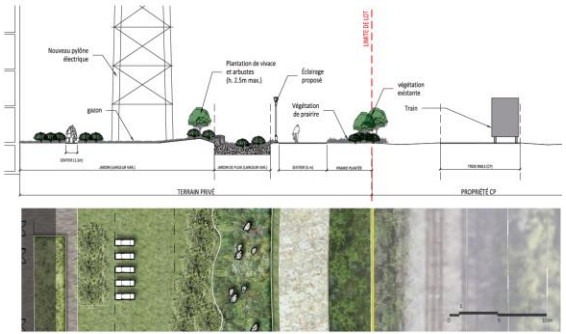




PROJET – CALCUL DE VERDISSEMENT





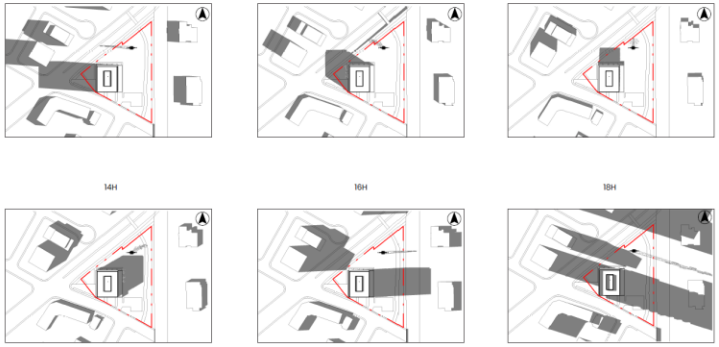


ÉTUDES

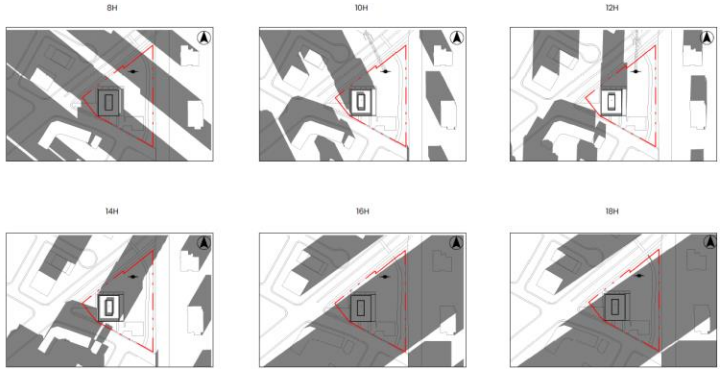
Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

PROJET – ÉTUDE D'ENSOLEILLEMENT

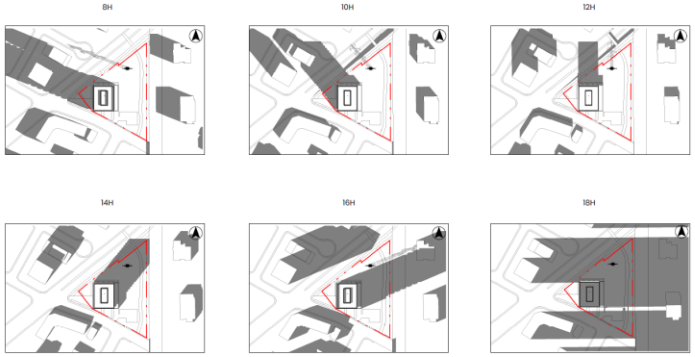
Solstice d'été



Solstice d'hiver



Équinoxe



PROJET – CIRCULATION

- L'étude de circulation que nous avons reçue est une mise à jour par rapport à l'ancienne version du projet;
- Sur le plan méthodologique semble conforme et l'étude respecte le guide sur les études d'impact de la ville de Montréal;
- Les comptages datent de mars 2023, donc ils sont d'actualités. La majorité de mes commentaires faits dans la précédente étude ont été pris en considération dans celle-ci;

- PP-137 = 150 unités de logement et 118 cases de stationnement souterrain et un commerce au RDC.
- Logements social et abordable = 203 unités de logement et 66 cases de stationnement souterrain, sans commerce au RDC.

Au niveau de la génération de déplacement automobile, la dernière version du projet génère légèrement moins de déplacement automobile que la version précédente. Cela s'explique par le nombre moins élevé de stationnement souterrain, ainsi que par l'enlèvement du commerce au RDC qui génère des déplacements de type "pass-by" selon le tableau plus bas.

La mise à jour de l'étude démontre que les impacts sur la circulation sont très faibles. Puisque l'arrondissement a émis un avis favorable au 1er projet (PP-137) et que la présente mouture semble générer moins de déplacement automobile, nous sommes toujours favorables.

Cependant, le fait d'avoir moins de stationnement souterrain (118 à 66 cases de stationnement) et un nombre un peu plus élevé de logement (150 à 203), qui sont maintenant "sociaux et abordables", on peut croire que le projet pourrait mettre davantage de pression sur le stationnement sur le domaine public.

Dans tous les cas, nous avions déjà quelques pistes d'interventions en cas d'enjeu de stationnement causé par ce nouveau projet immobilier.

Génération de déplacement

Ancien projet avec 150 unités de logement, 118 cases de stationnement et commerce au RDC

Déplacements	Heure de pointe du matin			Heure de pointe de l'après-midi		
	Attirés	Produits	Totaux	Attirés	Produits	Totaux
Déplacements-personne						
Tous modes (pers/h)	**28**	**51**	**78**	**34**	**19**	**53**
Automobile (pers/h)	18	36	**55**	23	13	**36**
Transport en commun (pers/h)	3	9	**12**	7	2	**9**
Autres motorisés (pers/h)	4	3	**7**	2	2	**5**
Non motorisés (pers/h)	2	2	**5**	2	1	**3**
Autres (pers/h)	0	0	**0**	0	0	**0**
Déplacements véhiculaires						
«Pass-by» (véh/h)	4	8	**12**	5	3	**8**
Nets (véh/h)	11	21	31	13	7	21

31 +21 = 52

Génération de déplacement

Nouveau projet avec 203 unités de logement, 66 cases de stationnement sans commerce au

Tableau 4-2 : Bilan des déplacements induits par le projet de développement

	Heure de pointe AM			Heure de pointe PM		
	Attirés	Produits	Totaux	Attirés	Produits	Totaux
Déplecements-personne bruts (véh/h)						
Total (pers/h)	**12**	**38**	**50**	**29**	**10**	**39**
Automobile (pers/h)	8	28	36	20	7	27
Transport en commun (pers/h)	1	6	7	6	1	7
Autres motorisés (pers/h)	2	2	4	2	1	3
Non motorisés (pers/h)	1	2	3	1	1	2
Autres (pers/h)	0	0	0	0	0	0
Déplacements-automobile nets (véh/h)						
Automobile (véh/h)	6	22	28	16	6	

28 +22 = 50

ÉTUDE ENVIRONNEMENTALE

Compte tenue que la recherche historique de la propriété a démontré que le local d'un des bâtiments a été occupé par un Nettoyeur, le terrain présente un potentiel de contamination.

Recommandation:
La phase II de l'étude - Caractérisation environnementale du site - est recommandée afin de vérifier la qualité environnementale du site .

DEC ENVIRO

Considering the historical documents consulted, interviews conducted, our visual observations of the studied Site and of neighboring properties, as well as the environmental inspection of the Site, **it is our opinion that the Site located at 7330-7380, de la Côte-Saint-Luc Road and 5449-5499 & 5423, Robert-Burns Street in the City of Montreal, represented by lot number 3 322 043 of the Quebec renovated cadaster, presents a potential for contamination due to the presence of a drycleaner in building A.**

Therefore, the realisation of a Phase II – Environmental Site Characterisation is recommended in order to verify the environmental quality of the Site.

ÉTUDE BRUITS, CHAMPS MAGNÉTIQUE ET VIBRATION

Pour le bruit acoustique

- Pour le bruit acoustique, le niveau sonore LAeq 24h a été établi à **45,4 dBA** pendant la période de mesure; le niveau sonore LAeq a été établi à **43,5 dBA entre 23 h et 7 h.**

- La réglementation de la Ville de Montréal au sujet du niveau sonore acceptable à proximité d'édifice résidentiel demande que le niveau sonore présent **la nuit dans les chambres à coucher soit inférieur à 35 dBA** (LAeq23h-07h). Pendant le jour, le niveau sonore doit être limité à 40 dBA (LAeq24h) pour l'intérieur de l'édifice et à 55 dBA (LAeq24h) pour les aires de détentes extérieures.

- *Par conséquent, il devrait être relativement simple, en aménageant adéquatement et en utilisant les matériaux appropriés, de concevoir le complexe immobilier de manière à maintenir le niveau sonore à l'intérieur du bâtiment sous les limites prescrites par la Ville de Montréal. Il en va de même pour les aires de détentes extérieures.*

Pour les champs électromagnétiques à 60 Hz

- Le champ magnétique total (de 30 Hz à 300 Hz) est inférieur à **1,37 micro-Tesla (µT).** Pour l'ensemble de la zone et est de l'ordre de **0,52 µT en moyenne** ;

- Pour le grand public, la limite d'exposition au champ magnétique de 60 Hz suggérée par la Commission internationale de proctection contre les rayonnements non ionisants (ICNIRP) est de 200 µT. L'Institute of Electrical and Electronics Engineers (IEEE) propose une limite de 904 µT ;

- Le champ électrique calculé à 10 m de la ligne électrique 120 kV est de l'ordre **0,5 kV/m** ;

- Pour le grand public, la limite d'exposition au champ électrique de 60 Hz suggérée par l'ICNIRP est de **4,2 kV/m**. L'IEEE propose une limite de **5 kV/m** (10 kV sous la ligne électrique) ;

ÉTUDE BRUITS, CHAMPS MAGNÉTIQUE ET VIBRATION

Confort pour les résidents (vibrations)

- Pour les vibrations se transmettant à l'édifice, nous avons établi que la vitesse particulaire résultante RMS (VPRRMS) moyenne par période de 24h est de l'ordre de **0,010 mm/s**. Lors du passage des trains de fret, la vitesse particulaire résultante RMS (VPRRMS) a atteint **0,095 mm/s** et lors du passage des trains de passager, VPRRMS a atteint **0.054 mm/s.** ;

- La réglementation de la Ville de Montréal au sujet des vibrations acceptables pour assurer le confort des résidents demande la vitesse particulaire résultante RMS soit inférieure à **0,14 mm/s RMS** ;

- En conséquence, même pendant le passage des trains de fret, ***la vitesse particulaire résultante RMS est inférieure à la limite de 0,14 mm/s RMS prescrite par la ville de Montréal.***

Dommages à la propriété (vibration)

- La vitesse particulaire résultante en crête moyenne par période 24h est de l'ordre de 0,052 mm/s. Lors du passage des trainsde fret, la VPR en crête a atteint 0,649 mm/s et lors du passage des trains de passager, 0,467 mm/s. ;

- La comparaison des VPRs en crête maximales déterminées lors des mesures avec les critères de dommages fréquemment utilisés comme DIN 4150-3 ou SN 640 312A montre que les VPRs maximales enregistrées sont très inférieures aux limites prescrites par ces normes pour des structures fragiles (monuments historiques, édifices en mauvais état). ;

- En conséquence, il est très peu probable que le trafic ferroviaire ou la circulation automobile n'endommagent l'édifice projeté à moyen ou à long terme.

Il apparaît donc que le site est conforme aux exigences pour l'usage auquel il est dédié.

DÉROGATIONS

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

PROJET – DÉROGATIONS

	PUM 2050	Plan d'urbanisme	Normes du 01-276	Dérogations + conditions du PP-137	Dérogations + conditions du L31
Usage	Affectation Mixte	Affectation résidentielle	H = habitation	Habitation (150 logements)	Habitation (203 logements)
Hauteur	Niveau d'intensification élevé	2 à 18 étages	2 à 3 étages /12.5 m	18 étages / 67 m	18 étages /60 m
Taux d'implantation	-	-	35% à 70%	Max 20% (17.4%)	Proposé: 17% (Min 15% - max 20%)
Aménagement des toits	-	-	-	Toits du 11e et 18e étage soit entièrement aménagés d'une terrasse collective	Toit du 4e étage = Toiture verte avec accès à l'eau et espace d'entreposage
Verdissement	-	-	25%	35%	40%
Distribution des logements	-	-	-	2 c.a.c. et + = 48% min Studio = 11% max 3 c.a.c. = 2 salles de bains complète	-
Superficie des logements	-	-	-	2 c.a.c.= superficie minimale de 85 m^2 3 c.a.c. = superficie minimale de 96 m^2	-
Usage complémentaire	-	-	-	Café terrasse	-

La résolution est autorisée à la condition suivante:

- **100 % de la superficie résidentielle du projet vise la réalisation de logements sociaux ou de logements abordables, tels que définis dans le Règlement 20-041 visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial.**

RECOMMANDATION

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

La Direction recommande l'adoption d'une résolution pour les raisons suivantes:

- Considérant que le projet permettrait de réaliser environ 200 nouvelles unités de logementssociaaux ou abordables dans un secteur dépourvu de ce type d'habitation ;
- Considérant que l'implantation et la forme du bâtiment proposées satisfont aux recommandations du CJV, en ce qui a trait notamment à la possibilité d'éloigner les logements exposés à la voie ferrée et à la ligne de transport à haute tension (ligne projeté 315 KV – 2030);
- Considérant que le projet conserve un potentiel de verdissement élevé et participe à rehausser la qualité des aménagements dusecteur;
- Considérant que la propriété est à distance de marche des différents services dans le secteur (épicerie, pharmacie, fruiterie, boucherie, écoles, etc.);
- Considérant que le projet est conforme aux critères d'évaluation d'une demande de PPCMOI puisqu'il contribue à bonifier la qualité de vie et à rehausser la qualité paysagère et qu'il favorise une transition écologique et la résilience climatique.

TERRITOIRE D'APPLICATION



RÉSOLUTION - AUTORISATION

3. Malgré la réglementation d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce et du Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal applicable au territoire décrit à l'article 1, la démolition d'un bâtiment commercial existant et la construction d'un bâtiment résidentiel, ainsi que les travaux d'aménagement associés, sont autorisés conformément aux conditions énoncées à la présente résolution.

4. À cette fin, il est permis de déroger aux articles suivants du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (01-276) :

1. à l'article 9 afin de déroger à la hauteur prescrite en mètres et en étages;
2. à l'article 24 afin de déroger aux règles d'insertion;
3. à l'article 40 afin de déroger au taux d'implantation minimum prescrit;

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues à la présente résolution continue de s'appliquer.

RÉSOLUTION - CONDITIONS

CONDITION RELATIVE AUX LOGEMENTS SOCIAUX OU ABORDABLES

5. La réalisation du projet de construction et d'occupation est soumise au respect de la condition suivante :
1. 100 % de la superficie résidentielle du projet vise la réalisation de logements sociaux ou de logements abordables, tels que définis dans le Règlement 20-041 visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial.

CONDITIONS RELATIVES AU CADRE BÂTI

6. La construction d'un bâtiment doit respecter les conditions suivantes :
1. La hauteur maximale est de 18 étages et de 60 m;
2. Le taux d'implantation minimum est de 15%;
3. Au moins 5 unités de stationnement doivent comporter une installation de recharge électrique pour véhicule;
4. Toutes les unités de stationnement doivent être pourvues d'un branchement qui peut accueillir une installation de recharge électrique pour véhicule.

7. Malgré l'article 386.2 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-des-Neiges (01-276), au moins 40% de la superficie du terrain doit être plantée de végétaux en pleine terre tels que des plantes couvre-sol, arbustes ou arbre.

RÉSOLUTION - CONDITIONS

CONDITIONS RELATIVES À L'OCCUPATION ET À L'AMÉNAGEMENT DU TOIT DU 4E ÉTAGE

8. L'aménagement du toit du 4e étage doit respecter les conditions suivantes :

1. Une toiture verte recouverte d'un substrat de croissance d'une épaisseur minimale de 150 mm ou d'un système prévégétalisé ou tout autre système équivalent, d'une superficie minimale de 170 m^2 ;
2. Prévoir un accès à la toiture végétalisée pour son entretien à partir du 5e étage ;
3. Prévoir un accès à l'eau, sur le toit du 4e étage.

RÉSOLUTION - DOCUMENTATIONS

DOCUMENTS NÉCESSAIRES AU DÉPÔT DE LA DEMANDE DU PERMIS DE CONSTRUIRE

9. En plus de tout autre document exigible, une demande de permis de construire déposée en vertu de la présente résolution doit être accompagnée :

1. d'un plan de gestion des matières résiduelles comprenant les éléments suivants:
   a. les méthodes utilisées pour la gestion des matières résiduelles (déchets, recyclage, compostage);
   b. les espaces intérieurs qui sont destinés à trier et entreposer les matières résiduelles (ex. : conteneurs, bacs, salle réfrigérée, salle ventilée, compacteurs, etc.);
   c. les espaces extérieurs utilisés le jour de la collecte et la méthode utilisée pour le déplacement des matières résiduelles (entrée et sortie du bâtiment);
   d. la méthode d'entretien de ces espaces extérieurs;
   e. la méthode de collecte privée ou publique;
   f. s'il y a lieu, la circulation des véhicules de collecte sur le terrain et la fréquence des collectes.

2. un plan de gestion et de mitigation des impacts nuisibles du chantier proposant, le cas échéant, des mesures permettant de réduire les nuisances.

3. Un plan de gestion des matériaux issus de la démolition réalisé par un expert dans le domaine;

4. Une étude préparée par un expert doit démontrer la conformité des niveaux sonore et vibratoire aux niveaux prescrit au chapitre VI de la présente résolution.

RÉSOLUTION - DÉLAIS DE RÉALISATION

9. La demande et construction visée ci-dessous doit respecter les délais prescrits:

1. Une demande d'autorisation de démolition visée par la présente résolution doit être déposée auprès de la Direction de l'aménagement urbain et de mobilité dans les 24 mois suivant l'entrée en vigueur de la présente résolution.

2. Une demande de permis complète pour la construction d'un projet conforme à la réglementation et à la présente résolution doit être déposée avant la délivrance du Certificat de démolition.

3. Les travaux de construction visés par la présente résolution doivent débuter dans les 24 mois suivants la fin des travaux de démolition.

4. Les travaux d'aménagement extérieur prévus à la présente résolution doivent être exécutés dans les 12 mois suivant la fin des travaux de construction.

5. À défaut des précédents délais, l'autorisation prévue à la présente résolution est nulle et sans effet. Le terrain doit alors être décontaminé, remblayé, nivelé et gazonné.

RÉSOLUTION - PIIA

DÉLAI DE RÉALISATION

10. La demande et construction visée ci-dessous doit respecter les délais prescrits:

1. Une demande d'autorisation de démolition visée par la présente résolution doit être déposée auprès de la Direction de l'aménagement urbain et de mobilité dans les 24 mois suivant l'entrée en vigueur de la présente résolution.

2. Une demande de permis complète pour la construction d'un projet conforme à la réglementation et à la présente résolution doit être déposée avant la délivrance du Certificat de démolition.

3. Les travaux de construction visés par la présente résolution doivent débuter dans les 24 mois suivants la fin des travaux de démolition.

4. Les travaux d'aménagement extérieur prévus à la présente résolution doivent être exécutés dans les 12 mois suivant la fin des travaux de construction.

5. À défaut des précédents délais, l'autorisation prévue à la présente résolution est nulle et sans effet. Le terrain doit alors être décontaminé, remblayé, nivelé et gazonné.

RÉSOLUTION - PIIA

PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE

11. Aux fins de la délivrance d'un permis de construction, de transformation ou de l'aménagement des espaces extérieurs relatifs à un bâtiment autorisé par la présente résolution, en plus des critères prévus au Règlement sur les plans d'implantation et d'intégration architecturale (RCA22 17379), les objectifs et critères suivants sont applicables.

Objectif 1 : Assurer un bâtiment de qualité qui prend en considération les nuisances sonores et de vibration :
Les critères permettant d'évaluer l'atteinte de cet objectif sont les suivants :

1. l'architecture d'un bâtiment est conçue de manière à minimiser les effets de réverbération sonores et les vibrations sur le milieu;
2. le rez-de-chaussée ou un basilaire composent un volume à l'échelle des espaces appropriables au niveau du sol.

Autres critères:

1. Les condenseurs prévus sur les balcons doivent être non visible de la voie publique;
2. l'aménagement d'une placette proposée dans la cour avant doit être réalisé en coordination avec les interventions projetées sur le domaine public;
3. les aménagements projetés dans la cour située du côté de la voie ferrée intègrent une noue végétalisée ou un jardin de pluie qui participent à la stratégie de rétention des eaux de ruissellement;
4. Limiter l'implantation de l'empiétement de l'aire d'entreposage des matières résiduelles extérieures sur le domaine public.

ÉVALUATION - CRITÈRES

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

CRITÈRES - PPCMOI

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

CRITÈRES D'ÉVALUATION – ARTICLE 9

Le projet doit démontrer qu'il contribue à bonifier la qualité du milieu dans lequel il s'insère et qu'il respecte les critères suivants :

1° Participer à la création d'un quartier complet

Critères	Conforme	Commentaires
a) Le projet propose une densité en adéquation avec l'offre existante et projetée du quartier en équipements, infrastructures et institutions;	O	La densité proposée est en adéquation avec le secteur et rencontre le seuil proposé pour le site.
b) Le projet est structurant et participe au rayonnement du quartier en cohérence avec les orientations municipales pour le secteur;	O	Le projet vise la création de logements sociaux et abordables dans un secteur dépourvu de ce type de logements.
c) Dans le cas d'un projet commercial, il participe à l'instauration d'une offre de commerces et de services de proximité qui répond aux besoins de la communauté, sans compromettre la structure commerciale ou économique existante;	-	N/A
d) Dans le cas d'un projet résidentiel, il propose une offre de logements diversifiés et une proportion adéquate d'unités adaptables, en vue de répondre aux besoins particuliers de la communauté;	O	Le projet offre une variété de logement équilibré qui vise à répondre aux besoins de la clientèle. D'ailleurs le requérant à fourni une liste d'attente pour justifier la distribution des logements
e) Dans le cas d'un projet résidentiel, il propose des logements sécuritaires, qui favorisent un éclairage et une ventilation naturels et qui donnent accès à un espace extérieur privé ou semi-privé;	O	L'offre en logement répond aux besoins de la clientèle ciblée. Le projet prévoit 32% de logement de 2 c.a.c. et plus 3 c.a.c. (65 unités dont 5 maisons de ville)
f) Le projet minimise les impacts sur les locataires occupants et prévoit des mesures de relocalisation appropriées, le cas échéant;	-	Le bâtiment commercial est vacant.
g) Le projet favorise la mutualisation de services ou d'installations afin d'optimiser l'utilisation de l'espace;	O	Des espaces extérieurs de détente accessibles aux futurs résidents ainsi que l'accès à future piste multifonctionnelle qui sera aménagé par la Ville de Montréal. Un stationnement intérieur, avec branchement pour voitures électrique, est également offert.

CRITÈRES D'ÉVALUATION – ARTICLE 9

Le projet doit démontrer qu'il contribue à bonifier la qualité du milieu dans lequel il s'insère et qu'il respecte les critères suivants :

1° Participer à la création d'un quartier complet

Critères	Conforme	Commentaires
h) Le projet favorise l'utilisation des modes de déplacements actifs et collectifs, l'électrification des transports et la mutualisation des équipements de recharge;	O	Des aires de stationnement, intérieur et extérieur, pour vélos sont planifiés.
i) Le projet assure la connectivité et la continuité paysagère des parcours piétons;	O	Le projet assure un trajet piétonnier aux périmètres du bâtiment qui permet d'accéder à la cour arrière et à la future piste multifonctionnelle. De plus, l'aménagement d'une placette est prévu à l'intersection de chemin de la Côte-Saint-Luc et l'avenue Robert Burns afin de rendre l'accès au bâtiment plus convivial
j) Dans le cas d'une grande propriété à caractère institutionnel ou d'un lieu de culte d'intérêt patrimonial, le projet assure le maintien de la fonction d'origine ou, à défaut, d'une vocation d'équipement collectif ou institutionnel;	-	N/A
k) Le projet intègre les principes du design universel à l'aménagement du site et des principaux accès au bâtiment. À cette fin, il favorise un parcours sans obstacle pour desservir les espaces collectifs, il propose des sentiers sécuritaires et éclairés, il réduit la différence de hauteur entre une voie publique et un étage du bâtiment et il réserve aux personnes à mobilité réduite un nombre adéquat de cases de stationnement à proximité des accès;	O	L'immeuble est accessible universellement. Des maisons de villes sont accessible par l'intérieur du bâtiment. Des ascenseurs desservent le bâtiment.

CRITÈRES D'ÉVALUATION – ARTICLE 9

Le projet doit démontrer qu'il contribue à bonifier la qualité du milieu dans lequel il s'insère et qu'il respecte les critères suivants :

2° Contribuer à rehausser la qualité du paysage

Critères	Conforme	Commentaires
a) Le projet renforce la cohérence morphologique de la trame de rue, du cadre bâti et des modes d'implantation existants;	O	Le bâtiment de 18 étages est cohérent avec le cadre bâti environnant. On retrouve plusieurs bâtiments dont les hauteurs varient de 10 à 13 étages. De plus, le volume et l'implantation du bâtiment viennent marquer l'entrée ouest de l'arrondissement.
b) Le projet assure une intégration paysagère et architecturale harmonieuse avec les caractéristiques significatives de son contexte d'insertion;	O	La tour de 18 étages va s'intégrer à son environnement et l'aménagement paysager va contribuer de façon positive à la qualité de vie des résidents du secteur.
c) le projet favorise la cohérence des interventions de manière à préserver l'effet d'ensemble lorsque le site comprend plusieurs bâtiments ou constructions;	-	N/A
d) Le projet saisit les opportunités particulières du site en établissant un dialogue avec l'espace public et en favorisant l'appropriation des lieux extérieurs;	O	Le projet prévoit l'aménagement d'une placette dans la cour avant qui va offrir une interface de qualité avec le domaine public. À l'arrière, le projet prévoir une noue végétale ainsi qu'un espace pour l'aménagement de la future piste multifonctionnelle
e) Le projet met à contribution l'aménagement paysager pour assurer l'organisation et l'intégration d'une aire de stationnement, de chargement, d'entreposage ou de manutention;	O	L'aire de stationnement pour véhicule automobile est prévue à l'intérieur du bâtiment. Aucune aire de chargement n'est prévue puisqu'il s'agit d'un projet résidentiel
f) Le projet préserve et met en valeur les caractéristiques significatives du cadre naturel, notamment celles rattachées à la topographie, à l'hydrographie et au couvert végétal, et évite ou minimise l'abattage d'arbres;	-	La propriété n'a aucunes caractéristiques paysagères. Le terrain est présentement occupé par une aire de stationnement extérieure.
g) le projet privilégie la préservation, la restauration, la réhabilitation ou la mise en valeur des composantes architecturales d'intérêt;	-	N/A

CRITÈRES D'ÉVALUATION – ARTICLE 9

Le projet doit démontrer qu'il contribue à bonifier la qualité du milieu dans lequel il s'insère et qu'il respecte les critères suivants :

2° Contribuer à rehausser la qualité du paysage

Critères	Conforme	Commentaires
h) Le projet assure l'intégrité, la protection et la mise en valeur du patrimoine archéologique;	-	N/A
i) Le projet participe à la commémoration des valeurs patrimoniales ou à la reconnaissance de l'identité de la communauté locale;	-	N/A
j) L'affichage s'intègre de manière sobre et harmonieuse en considérant le milieu d'insertion, l'architecture et la volumétrie du bâtiment, les usages exercés ainsi que l'échelle de la rue;	-	Aucun affichage n'est prévu sur le bâtiment

CRITÈRES D'ÉVALUATION – ARTICLE 9

Le projet doit démontrer qu'il contribue à bonifier la qualité du milieu dans lequel il s'insère et qu'il respecte les critères suivants :

3° Favoriser la transition écologique et la résilience climatique

Critères	Conforme	
a) Le projet minimise son empreinte écologique, qui se traduit par l'économie des ressources et de l'énergie durant tout son cycle de vie, en misant notamment sur l'efficacité énergétique, la réhabilitation de structures existantes, la récupération des déchets de construction et l'utilisation de matériaux reconnus pour leur durabilité;	O	
b) Dans le cas de la construction d'un nouveau bâtiment, le projet vise l'obtention d'une certification reconnue en matière de performance écologique, telle que LEED, BOMA ou WELL;	O	
c) Le projet participe à la biodiversité et à la résilience urbaine, notamment par des toitures intensives, l'agriculture urbaine, le déploiement des arbres et une diversité de végétaux, et assure une gestion naturelle des eaux de pluie;	O	Un plan d'aménagement paysager prévoit une plantation diversifiée du terrain. Toutefois, la servitude à la faveur d'Hydro Québec limite la plantation d'arbre à grand déploiement. Une noue végétale (jardin de pluie est prévue sur le site.
d) Le projet propose une gestion optimale des matières résiduelles et évite l'encombrement du domaine public;	O	un plan de gestion des matières résiduelles est exigé pour la réalisation du projet.
e) Le projet propose, notamment durant le chantier, une réduction à la source et un contrôle adapté des nuisances qu'il pourrait occasionner telles que le bruit, la poussière, les odeurs, le vent, la circulation, la chaleur et la lumière.	O	Un plan de gestion des matériaux issus de la démolition et un plan de gestion et de mitigation des impacts nuisibles du chantier proposant, le cas échéant, des mesures permettant de réduire les nuisances est exigé pour la réalisation du projet.

CRITÈRES – ART 93 – LOI 31

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

CRITÈRES D'ÉVALUATION – ARTICLE 93 de la loi 943

Critères de l'article 93 de la loi 31 et autres

Critères	Conforme	Commentaires
Loi 31 et 57		
À l'extérieur d'un périmètre d'urbanisation délimité dans un schéma d'aménagement et de développement en vigueur sur le territoire de la municipalité	O	Terrain à l'intérieur du périmètre d'urbanisation.
Dans un lieu où l'occupation du sol est soumise à des contraintes particulières pour des raisons de sécurité publique de santé publique, de protection de l'environnement ou de bien-être social	O	Le terrain n'est soumis à aucune contrainte
Dans une zone où aucun usage résidentiel n'est autorisé, à moins qu'il ne soit possible d'établir que le projet est conforme aux affectations du sol déterminées dans le plan d'urbanisme de la municipalité (PL57 art.: 179):	O	Situé dans une zone ou l'usage habitation est autorisée au PU et au règlement de zonage
Minimum de 3 logements	O	203 unités d'habitation
Ne doivent pas prévoir la démolition d'un immeuble patrimonial (classé);	O	Aucun bâtiment patrimonial sur le site
Ne doivent pas prévoir la démolition d'un bâtiment ou il y a des logements;	O	Aucun bâtiment résidentiel sur le site
Doivent être conforme au Schéma d'aménagement	O	Conforme au Schéma

CRITÈRES D'ÉVALUATION – ARTICLE 93 de la loi 943

Critères de l'article 93 de la loi 31 et autres

Critères	Conforme	Commentaires
Conseil municipal		
Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial (20-041), généralement appelé Règlement pour une métropole mixte	O	Le projet de résolution est exclu du RRM (20-041) puisqu'il s'agit de logement abordable
Règlement relatif à cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces natures sur le territoire de la Ville de Montréal (17-055), généralement appelé Règlement sur les frais de parcs.	O	Le projet de résolution ne déroge pas au règlement 17-055
Règlement sur la construction et la transformation de bâtiments (11-018)	O	Le projet de résolution ne déroge pas au règlement 11-018
Politique local (arrondissement)		
Un projet exempté du RMM en matière de logement social, abordable ou familial	O	Bâtiment de logements sociaux ou abordables à 100%
Être préalablement assujettie à une évaluation qualitative selon les critères d'évaluation inscrits dans le Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble (RCA02 17017)	O	Les critères ont été évalué et font partie de l'analyse
Assujettir les permis à l'approbation d'un plan d'implantation et d'intégration architecturale (PIIA), selon la réglementation en vigueur.	O	Le projet sera soumis au règlement sur les PIIA

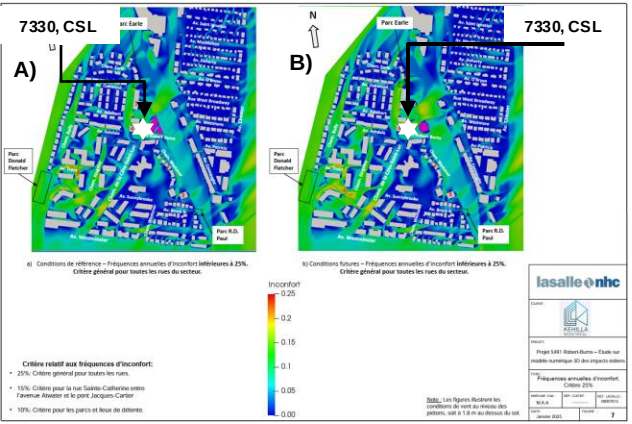
ÉTUDES

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

PROJET – DÉROGATIONS

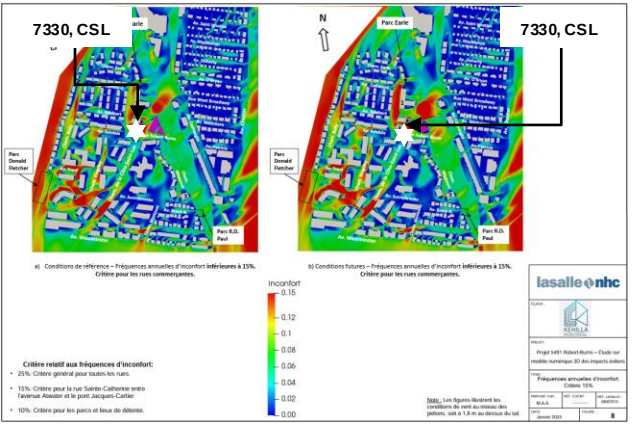
	Règlement d'urbanisme de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (01-276)	Résolution : CA23 170208	Données du projet	Dérogation	Justification
Toit terrasse collective		Obligation que les toits du 11e et 18e étage du bâtiment soient entièrement aménagés d'une terrasse collective	Aucun aménagement de terrasses collectives sur les toitures	Chapitre III, Article 6.f) de la Résolution	Augmentation importante du nombre d'arbres en pleine terre. Coût de réalisation de toits-terrasses pour une habitation sociale ne sont pas justifiés.
Répartition des unités		Au moins 48% des logements soient des 2 chambres et 3 chambres avec des superficies prescrites Au plus 11% des logements proposés soient de type studio.	Le projet présente un nombre plus élevé de studios en réponse à la clientèle visée	Chapitre III, Article 6i) et k) de la Résolution	Offre de logements sociaux.
Revêtement extérieur	Une façade doit être revêtue de **maçonnerie** dans une proportion d'au moins 80 % de la surface excluant les ouvertures, sauf : pour le **rez-de-chaussée** d'un bâtiment situé dans une zone où une catégorie de la famille **commerce** est autorisée.		Project actuel présenté avec du revêtement métallique sur les murs des coursives et alcôves.	Chapitre IV, Article 81 du Règlement d'urbanisme	Permet de venir dynamiser la façade avec l'intégration des panneaux métalliques au fond des coursives et alcôves, derrière les garde-corps avec un traitement en sérigraphie.
Taux d'implantation	Le taux d'implantation d'un **terrain** doit être égal ou inférieur au taux d'implantation maximal prescrit pour la zone à la « Grille des usages et des spécifications » de l'annexe A.3. **Min. 35% et max. 70% de taux d'implantation**	Afin d'autoriser un taux d'implantation inférieur à 35 %	17%	Chapitre IV, Article 40 du Règlement d'urbanisme Chapitre II, Article 3.d. de la Résolution (conforme)	Le terrain est en grande partie sous l'emprise d'une servitude en faveur d'Hydro-Québec.
Hauteur du bâtiment	Dans une zone où la hauteur est prescrite à la « Grille des usages et des spécifications » de l'annexe A.3, **en mètres et en étages**, la hauteur d'un bâtiment doit : 1° être en tout point égale ou inférieure à la hauteur en mètres et en étages maximale prescrite; **Max. 3 étages et 12,5 mètres** 2° être en tout point égale ou supérieure à la hauteur en étages minimale prescrite, sur une profondeur d'au moins 4 m à partir de la façade. **Max. 3 étages**	Afin d'autoriser une hauteur maximale de 18 étages et de 67 mètres hors tout, incluant les appareils mécaniques et les cages d'ascenseur ou d'escalier.	18 étages et 58m hors tout	Chapitre II, Article 9 du Règlement d'urbanisme Chapitre II, Article 3.a. de la Résolution (conforme)	

PROJET – IMPACTS ÉOLIEN



A) **Conditions de référence –** Fréquences annuelles d'inconfort inférieures à 25%. Critère général pour toutes les rues du secteur.
B) **Conditions futures –** Fréquences annuelles d'inconfort inférieures à 25%. Critère général pour toutes les rues du secteur.

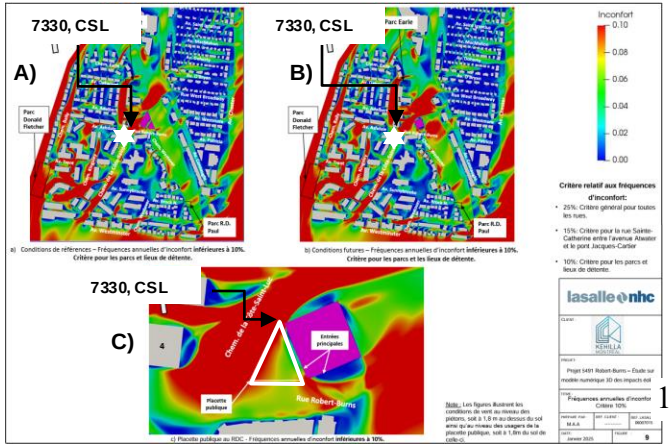
Critère relatif aux fréquences d'inconfort:
- 25%: Critère général pour toutes les rues.
- 15%: Critère pour la rue Sainte-Catherine entre l'avenue Atwater et le pont Jacques-Cartier
- 10%: Critère pour les parcs et lieux de détente.



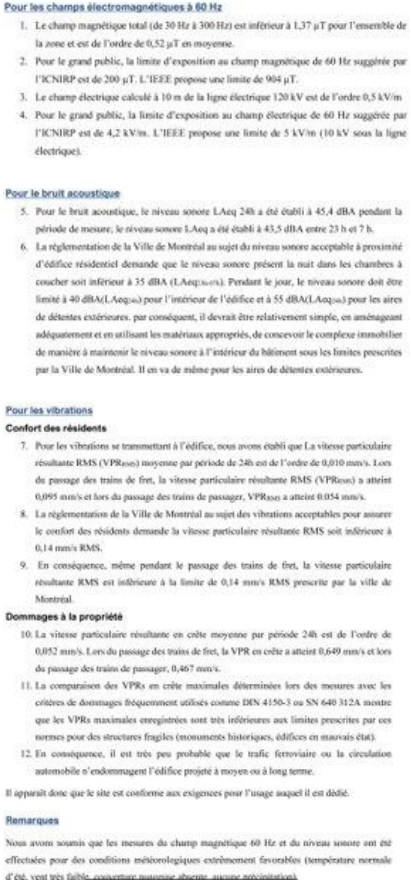
A) **Conditions de référence –** Fréquences annuelles d'inconfort inférieures à 15%. Critère pour les rues commerçantes.
B) **Conditions futures –** Fréquences annuelles d'inconfort inférieures à 15%. Critère pour les rues commerçantes.

Critère relatif aux fréquences d'inconfort:
- 25%: Critère général pour toutes les rues.
- 15%: Critère pour la rue Sainte-Catherine entre l'avenue Atwater et le pont Jacques-Cartier
- 10%: Critère pour les parcs et lieux de détente.

A) **Conditions de références** – Fréquences annuelles d'inconfort inférieures à 10%. Critère pour les parcs et lieux de détente.
B) **Conditions futures** – Fréquences annuelles d'inconfort inférieures à 10%. Critère pour les parcs et les lieux de détente.
C) **Placette publique au RDC** - Fréquences annuelles d'inconfort inférieures à 10%.



ÉTUDE – BRUITS ET CHAMPS MAGNÉTIQUES



Pour les champs électromagnétiques à 60 Hz

1. Le champ magnétique total (de 30 Hz à 300 Hz) est inférieur à 1,37 µT pour l'ensemble de la zone et est de l'ordre de 0,52 µT en moyenne.
2. Pour le grand public, la limite d'exposition au champ magnétique de 60 Hz suggérée par l'ICNIRP est de 200 µT. L'IEEE propose une limite de 904 µT.
3. Le champ électrique calculé à 10 m de la ligne électrique 120 kV est de l'ordre 0,5 kV/m
4. Pour le grand public, la limite d'exposition au champ électrique de 60 Hz suggérée par l'ICNIRP est de 4,2 kV/m. L'IEEE propose une limite de 5 kV/m (10 kV sous la ligne électrique).

Pour le bruit acoustique

5. Pour le bruit acoustique, le niveau sonore LAeq 24h a été établi à 45,4 dBA pendant la période de mesure; le niveau sonore LAeq a été établi à 43,5 dBA entre 23 h et 7 h.
6. La réglementation de la Ville de Montréal au sujet du niveau sonore acceptable à proximité d'édifice résidentiel demande que le niveau sonore présent la nuit dans les chambres à coucher soit inférieur à 35 dBA ($LAeq_{(h\text{-}nuit)}$). Pendant le jour, le niveau sonore doit être limité à 40 dBA($LAeq_{(24h)}$ pour l'intérieur de l'édifice et à 55 dBA($LAeq_{(24h)}$ pour les aires de détentes extérieures. par conséquent, il devrait être relativement simple, en aménageant adéquatement et en utilisant les matériaux appropriés, de concevoir le complexe immobilier de manière à maintenir le niveau sonore à l'intérieur du bâtiment sous les limites prescrites par la Ville de Montréal. Il en va de même pour les aires de détentes extérieures.

Pour les vibrations

Confort des résidents

7. Pour les vibrations se transmettant à l'édifice, nous avons établi que La vitesse particulaire résultante RMS (VPR_{RMS}) moyenne par période de 24h est de l'ordre de 0,010 mm/s. Lors du passage des trains de fret, la vitesse particulaire résultante RMS (VPR_{RMS}) a atteint 0,095 mm/s et lors du passage des trains de passager, VPR_{RMS} a atteint 0.054 mm/s.
8. La réglementation de la Ville de Montréal au sujet des vibrations acceptables pour assurer le confort des résidents demande la vitesse particulaire résultante RMS soit inférieure à 0,14 mm/s RMS.
9. En conséquence, même pendant le passage des trains de fret, la vitesse particulaire résultante RMS est inférieure à la limite de 0,14 mm/s RMS prescrite par la ville de Montréal.

Dommages à la propriété

10. La vitesse particulaire résultante en crête moyenne par période 24h est de l'ordre de 0,052 mm/s. Lors du passage des trains de fret, la VPR en crête a atteint 0,649 mm/s et lors du passage des trains de passager, 0,467 mm/s.
11. La comparaison des VPRs en crête maximales déterminées lors des mesures avec les critères de dommages fréquemment utilisés comme DIN 4150-3 ou SN 640 312A montre que les VPRs maximales enregistrées sont très inférieures aux limites prescrites par ces normes pour des structures fragiles (monuments historiques, édifices en mauvais état).
12. En conséquence, il est très peu probable que le trafic ferroviaire ou la circulation automobile n'endommagent l'édifice projeté à moyen ou à long terme.

Il apparaît donc que le site est conforme aux exigences pour l'usage auquel il est dédié.

Remarques

Nous avons soumis que les mesures du champ magnétique 60 Hz et du niveau sonore ont été effectuées pour des conditions météorologiques extrêmement favorables (température normale d'été, vent très faible, couverture nuageuse absente, aucune précipitation).

RÉSUMÉ DE L'ÉTUDE

Champs électromagnétique à 60Hz

- Le champ magnétique total est inférieur à 1,37 µT pour l'ensemble de la zone et est de l'ordre de 0,52 µT en moyenne ;
- Pour le public, en général, la limite d'Exposition au champ magnétique de 60 Hz suggérée par l'ICNIRP est de 200 µT en moyenne ;
- Pour le public, en général, la limite d'exposition au champ électrique de 60 Hz suggérée par l'ICNIRP est de 4.2kV/m. L'IEEE propose 5 Kv/m (10 kV sous la ligne électrique).

Bruit acoustique

Le bruit acoustique doit être limité à 35 dBa pendant la nuit, à 40 dBa pendant le jour et à 55 dBa pour les aires de détente extérieures. Il devrait être assez simple en aménageant adéquatement et en utilisant les matériaux appropriés, de concevoir le bâtiment de manière à maintenir le niveau sonore, à l'intérieur du bâtiment et pour les aires de détentes, sous les limites prescrites

Vibrations

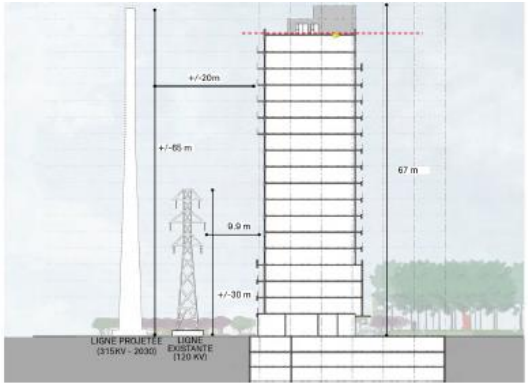
- La limite acceptable par la ville pour assurer le confort des résidents demande qu la vitesse particulaire résultante (VPRs) soit inférieure à 0,14 mm/s RMS ;
- Les mesures prises sur le site ont démontré que la RMS est de l'ordre de 0,010 mm/s sur une période de 24 h. ;
- Lors des passages de fret la RMS a atteint 0,0905 mm/s ;
- Lors du passage des trains passagers la RMS a atteint 0,054 mm/s.

Dommages à la propriété

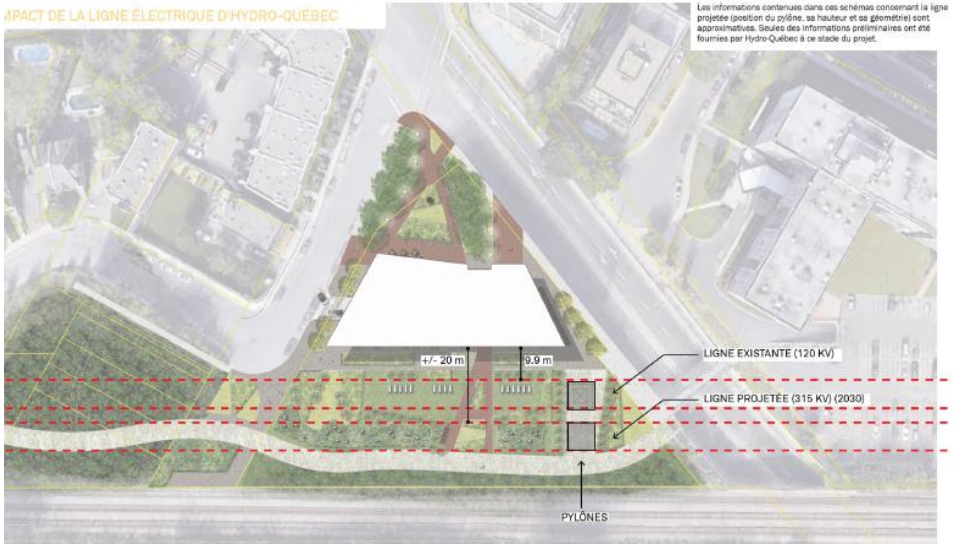
La comparaison des vitesses particulaire résultantes (VPRs) en crête maximales déterminées lors des mesures avec les critères de dommages fréquemment utilisés comme DIN 4150-3 ou SN 640 312A montre que les VPRs maximales enregistrées sont très inférieures aux limites prescrites par ces normes pour des structures fragiles (monuments historiques, édifices en mauvais état).

Il apparaît que le site est conforme pour l'usage auquel il est dédié

PROJET – LIGNE DE TRANSPORT



Les informations contenues dans ces schémas concernant la ligne projetée (position du pylône, sa hauteur et sa géométrie) sont approximatives. Seules des informations préliminaires ont été fournies par Hydro-Québec à ce stade du projet.



ARGUMENTAIRE

1. **Impact direct sur le nombre de logements abordables et réduction des loyers :**

   La réduction du nombre de places de stationnement intérieur permettra non seulement de diminuer les coûts globaux de construction mais aussi de maximiser le nombre de logements abordables dans ce projet. Ces ajustements permettent de réduire les loyers, répondant directement aux besoins des locataires à faible revenu, notamment ceux qui n'ont pas les moyens de posséder un véhicule personnel.

2. **Promotion des transports durables :**

   Kehilla Montréal continue à promouvoir l'utilisation des transports en commun, l'utilisation de vélos et le covoiturage pour tous ses locataires. Nous avons constaté que cette approche, en accord avec nos politiques de développement durable et d'urbanisme, fonctionne efficacement pour réduire la dépendance à l'automobile, comme le démontrent nos autres projets de logements abordables.

3. **Localisation stratégique du projet :**

   Le projet est situé dans une zone avec un accès facile aux lignes de transport public, aux intersections de la Rue Robert Burns et du Chemin de la Côte-Saint-Luc. Cet emplacement, qui bénéficie d'un score de marche de 83, permet aux résidents d'accéder à pied aux services essentiels et diminue encore le besoin d'un véhicule personnel.

4. **Priorisation des places de stationnement pour certains types de logements :**

   Les places de stationnement seront réservées aux locataires des 65 appartements de 2 et 3 chambres, qui ont potentiellement un besoin accru de mobilité en voiture. En revanche, les locataires des 48 studios et des 90 appartements d'une chambre, principalement des personnes seules ou des couples sans enfants à faible revenu, auront un accès limité aux places de stationnement.

5. **Alignement avec les besoins réels des locataires :**

   La majorité des locataires à très faible revenu, qui seront les principaux bénéficiaires du projet, n'ont souvent pas les moyens financiers de posséder et d'entretenir un véhicule personnel. En réduisant le nombre de places de stationnement, nous alignons ainsi les ressources du projet avec les besoins réels des résidents, assurant que nos logements demeurent accessibles et abordables.

6. **Solutions de mobilité partagée :**

   Kehilla Montréal explore la mise en place de solutions de mobilité partagée, comme une coopérative automobile. Ce modèle permettrait à un groupe de locataires d'avoir accès à des véhicules partagés, réduisant encore la nécessité de posséder un véhicule personnel.

7. **Liste d'attente et besoin en logements d'une chambre et pour les aînés :**

   La liste d'attente de Kehilla en pièce jointe révèle que **plus de 50 % des personnes en attente cherchent un logement d'une chambre**, ce qui démontre une forte demande pour ces unités. De plus, environ **30 % des demandeurs sont des aînés**, une population souvent à faible revenu et peu susceptible de posséder un véhicule. Ces données confirment que notre approche de réduction des places de stationnement et d'accent sur les logements d'une chambre répond efficacement aux besoins prioritaires de notre population cible.

8. **Réduction de la demande en stationnement et préservation des espaces pour les résidents locaux :**

   La mixité des logements dans ce projet se traduit par une baisse de la demande d'utilisation de voitures par les locataires. Cette réduction permettra de préserver les places de stationnement pour les résidents du quartier, réduisant la congestion dans la zone environnante.

9. **Aligner les objectifs de développement durable :**

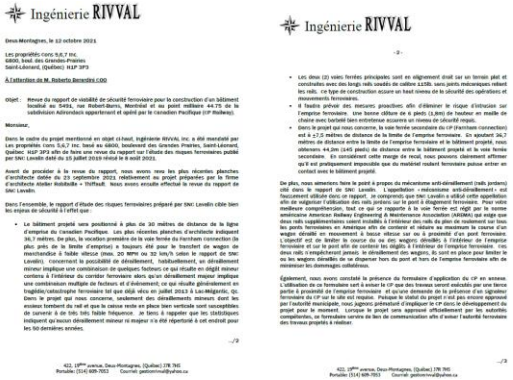
   Nous croyons fermement que cette approche est en ligne avec les objectifs de développement durable et d'accessibilité de notre communauté et de votre arrondissement. En réduisant les infrastructures de stationnement, nous contribuons à un développement urbain plus respectueux de l'environnement et plus inclusif.

10. **Optimisation des coûts de construction et réduction du fardeau financier :**

    L'ajout d'un niveau de stationnement souterrain supplémentaire dans le projet actuel est estimé à 2,6 millions de dollars. Ce coût inclut la construction, mais n'inclus pas les frais récurrents d'entretien et de gestion. La réduction du nombre de places de stationnement permettra d'économiser ces fonds, qui pourront être réinvestis pour augmenter la subvention de logements sociaux et/ou améliorer les infrastructures pour les résidents. De plus, cela allégera le fardeau financier sur Kehilla Montréal et ses partenaires, tout en assurant la viabilité économique à long terme du projet.

Composition Familiale	#	%
Aîné	222	27,97%
Célibataire	179	22,52%
Couple	38	4,78%
Couple Aîné	36	4,53%
Famille	109	13,71%
Famille Monoparentale	149	18,74%
Jeune Adulte	62	7,80%
Total	795	100%

AMÉNAGEMENTS AUX ABORDS DE LA VOIE FERRÉE



Ingénierie RIVVAL

Deux-Montagnes, le 12 octobre 2021

Les propriétés nos 5,6,7 inc.
5800, boul. des Grandes-Prairies
Saint-Léonard, (Québec) H1P 3P3

À l'attention de M. Roberto Berardini COO

Objet : Revue du rapport de viabilité de sécurité ferroviaire pour la construction d'un bâtiment localisé au 5494, rue Robert-Bourrassa, Montréal et au point milliaire 44.75 de la subdivision Adirondack appartenant et opéré par le Canadien Pacifique (CP Railway).

Monsieur,

Dans le cadre du projet mentionné en objet ci-haut, Ingénierie RIVVAL inc. a été mandaté par Les propriétés nos 5,6,7 inc. situé au 5800, boulevard des Grandes Prairies, Saint-Léonard, Québec H1P 3P3 afin de faire une revue du rapport sur l'étude des risques ferroviaires publié par SNC Lavalin daté du 15 juillet 2019 révisé le 8 août 2021.

Avant de procéder à la revue du rapport, nous avons reçu les plus récentes planches d'architecte datée du 23 septembre 2021 relativement au projet préparées par la firme d'architecte Atelier Habitelle + Thiffault. Nous avons ensuite effectué la revue du rapport de SNC Lavalin.

Dans l'ensemble, le rapport d'étude des risques ferroviaires préparé par SNC Lavalin cible bien les enjeux de sécurité à l'effet que :

- Le bâtiment projeté sera positionné à plus de 30 mètres de distance de la ligne d'emprise du Canadien Pacifique. Les plus récentes planches d'architecte indiquent 36,7 mètres. De plus, la vocation première de la voie ferrée du Farnham connection (la plus près de la limite d'emprise) a toujours été pour le transfert de wagon de marchandise à faible vitesse (max. 20 MPH ou 32 km/h selon le rapport de SNC-Lavalin). Concernant la possibilité de déraillement, habituellement, un déraillement mineur implique une combinaison de quelques facteurs ce qui résulte en dégât mineur contenu à l'intérieur du corridor ferroviaire alors qu'un déraillement majeur implique une combinaison multiple de facteurs et d'événement, ce qui résulte généralement en tragédie/catastrophe ferroviaire tel que déjà vécu en juillet 2013 à Lac-Mégantic, Qc. Dans le projet qui nous concerne, seulement des déraillements mineurs dont les essieux tombent du rail et que la caisse reste en place bien verticale sont susceptibles de survenir à de très très faible fréquence. Je tiens à rappeler que les statistiques indiquent qu'aucun déraillement mineur ni majeur n'a été répertorié à cet endroit pour les 50 dernières années.

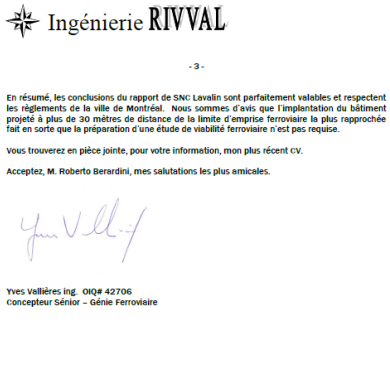
Ingénierie RIVVAL

- 2 -

- Les deux (2) voies ferrées principales sont en alignement droit sur un terrain plat et construites avec des longs rails soudés de calibre 115lb. sans joints mécaniques reliant les rails. Ce type de construction assure un haut niveau de la sécurité des opérations et mouvements ferroviaires.
- Il faudra prévoir des mesures proactives afin d'éliminer le risque d'intrusion sur l'emprise ferroviaire. Une bonne clôture de 6 pieds (1,8m) de hauteur en maille de chaine avec barbelé bien entretenue assurera un niveau de sécurité requis.
- Dans le projet qui nous concerne, la voie ferrée secondaire du CP (Farnham connection) est à ±7,5 mètres de distance de la limite de l'emprise ferroviaire. En ajoutant 36,7 mètres de distance entre la limite de l'emprise ferroviaire et le bâtiment projeté, nous obtenons 44,2m (145 pieds) de distance entre le bâtiment projeté et la voie ferrée secondaire. En considérant cette marge de recul, nous pouvons clairement affirmer qu'il est pratiquement impossible que du matériel roulant ferroviaire puisse entrer en contact avec le bâtiment projeté.

De plus, nous aimerions faire la point à propos du mécanisme anti-déraillement (rails jordans) cité dans le rapport de SNC Lavalin. L'appellation « mécanisme anti-déraillement » est fautivement utilisée dans ce rapport. Je comprends que SNC Lavalin a utilisé cette appellation afin de vulgariser l'utilisation des rails jordans sur le pont à étagement ferroviaire. Pour votre meilleure compréhension, tout ce que ce rapporte à la voie ferrée est régit par la norme américaine American Railway Engineering & Maintenance Association (AREMA) qui exige que les ponts ferroviaires soient munis de rails jordans. Ces rails ont pour fonction de maintenir les ponts ferroviaires en Amérique afin de contenir et retenir au maximum le courue d'un wagon déraillé en mouvement à basse vitesse sur ou à proximité d'un pont ferroviaire. L'objectif est de limiter le courue du ou des wagons déraillés à l'intérieur de l'emprise ferroviaire et sur le pont afin de contenir les dégâts à l'intérieur de l'emprise ferroviaire. Ces deux rails n'empêcheront jamais le déraillement des wagons, ils sont en place pour limiter le ou les wagons déraillés de se disperser hors du pont et hors de l'emprise ferroviaire afin de minimiser les dommages collatéraux.

Également, nous avons constaté la présence du formulaire d'application du CP en annexe. L'utilisation de ce formulaire sert à aviser le CP que des travaux seront exécutés par une tierce partie à proximité de l'emprise ferroviaire et qu'une demande de la présence d'un signaleur ferroviaire du CP sur le site est requise. Puisque le statut du projet n'est pas encore approuvé par l'autorité municipale, nous jugeons prématuré d'impliquer le CP dans le développement du projet pour le moment. Lorsque le projet sera approuvé officiellement par les autorités compétentes, ce formulaire servira de lien de communication afin d'aviser l'autorité ferroviaire des travaux projetés à réaliser.



Ingénierie RIVVAL

- 3 -

En résumé, les conclusions du rapport de SNC Lavalin sont parfaitement valables et respectent les règlements de la ville de Montréal. Nous sommes d'avis que l'implantation du bâtiment projeté à plus de 30 mètres de distance de la limite d'emprise ferroviaire la plus rapprochée fait en sorte que la préparation d'une étude de viabilité ferroviaire n'est pas requise.

Vous trouverez en pièce jointe, pour votre information, mon plus récent CV.

Acceptez, M. Roberto Berardini, mes salutations les plus amicales.

Yves Vallières ing. OIQ# 42706
Concepteur Sénior – Génie Ferroviaire

Conclusion de la revue du rapport de viabilité de sécurité ferroviaire

- Le bâtiment projeté sera positionné à 35.11 m de la voie ferrée ;
- La voie ferrée du Farnham Connection a toujours été pour le transfert de wagon de marchandise dont la vitesse est limitée à 32 km/h ;
- Seulement des déraillements mineurs dont les essieux tombent du rail et que la caisse reste en place verticale sont susceptibles de survenir à de très faible fréquence;
- Les deux (2) voies ferrées principales sont en alignement droit sur un terrain plat et construites avec des longs rails soudés de calibre 115lb. sans joints mécaniques reliant les rails. Ce type de construction assure un haut niveau de la sécurité des opérations et mouvements ferroviaires ;
- Les statistiques indiquent qu'aucun déraillement mineur ni majeur n'a été répertorié à cet endroit pour les 50 dernières années;
- Les deux (2) voies ferrées principales sont en alignement droit sur un terrain plat et construites avec des longs rails soudés de calibre 115lb. sans joints mécaniques reliant les rails. Ce type de construction assure un haut niveau de la sécurité des opérations et mouvements ferroviaires.
- Dans le projet qui nous concerne, la voie ferrée secondaire du CP (Farnham Connection) est à ±7,5 mètres de distance de la limite de l'emprise ferroviaire. En ajoutant 36,7 mètres de distance entre la limite de l'emprise ferroviaire et le bâtiment projeté, *nous obtenons 44,2m (145 pieds) de distance entre le bâtiment projeté et la voie ferrée secondaire*. ***En considérant cette marge de recul, nous pouvons clairement affirmer qu'il est pratiquement impossible que du matériel roulant ferroviaire puisse entrer en contact avec le bâtiment projeté.***

HISTORIQUE

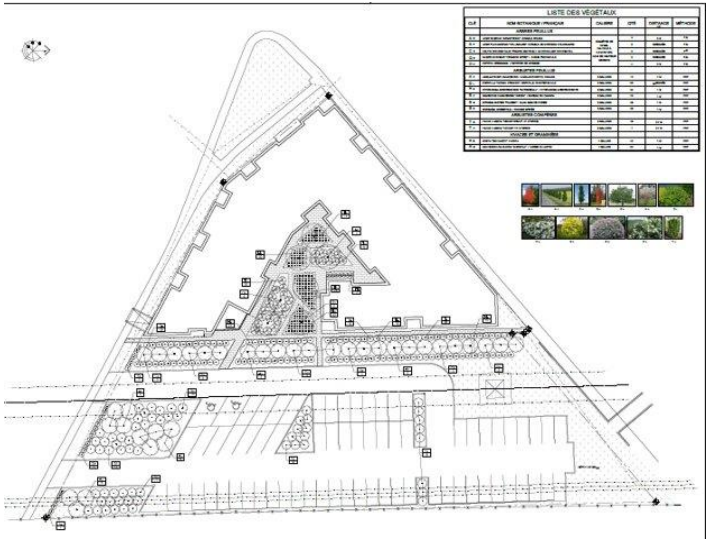
Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

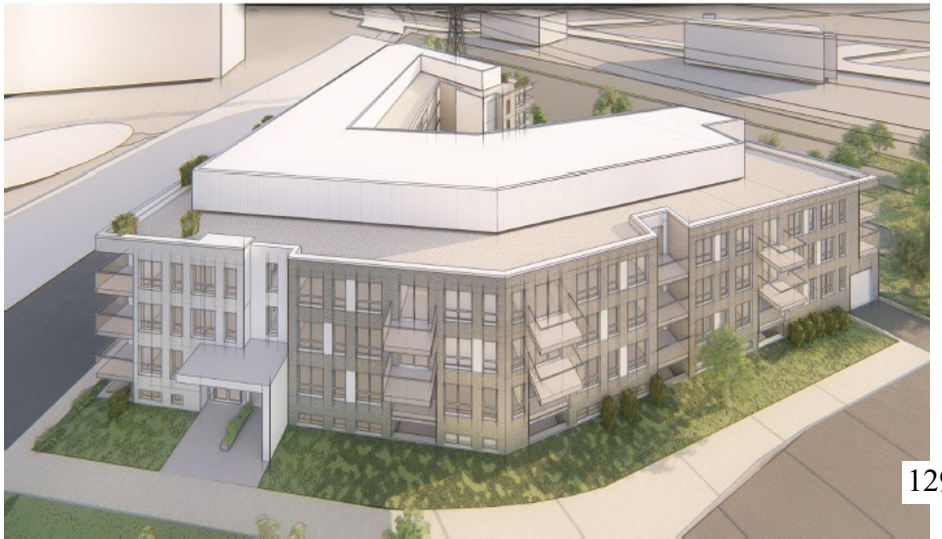
HISTORIQUE - DÉMOLITION + DÉROGATION MINEURE

14 octobre 2020 CCU huis-clos – Avis préliminaire
Démolition des 2 bâtiments existants et construction d'un bâtiment résidentiel de 3 étages - 40 logements
Dérogation mineure pour déroger au TI minimum prescrit de 35%

- Les membres du comité se questionnent sur l'aménagement du stationnement extérieur compte tenu des modifications qui seront apportées au règlement concernant cet aspect, surtout que la servitude offre un potentiel de verdissement ;
- Cependant les membres sont conscients des difficultés de développer ce terrain de façon optimale, compte tenu des contraintes liées au terrain et aux contraintes réglementaires. *À cet égard, certains membres sont remis en question la planification de ce secteur considérant que la demande de démolition offre l'opportunité de densifier le site au-delà du nombre d'étages maximal autorisé.*

(…)





HISTORIQUE – MODIFICATION DU PLAN D'URBANISME - AVIS PRÉLIMINAIRE - CJV

2 décembre 2021: Avis préliminaire du CJV:

- Modifier le secteur de densité (PU) 18 étages / TI min. 20%

Description du projet

- Démolition des bâtiments sur le terrain
- Permettre la construction d'une tour de 18 étages (135 – 150 logements) s'inspirant du concept « Towers in the Park »
- Place accessible au public à l'avant et un espace jardin de caractère généralement privé à l'arrière.

Commentaires du CJV

- Le CJV apprécie l'implantation proposée qui procure un espace accessible au public à l'avant et un espace jardin à l'arrière ;
- Le CJV se demande néanmoins si le terrain à l'étude doit recevoir un projet résidentiel de la hauteur et de la densité proposée (compatibilité avec l'environnement immédiat) ;
- Préoccupation sur la qualité de vie des futurs occupants considérant les contraintes anthropiques existantes (HQ + voie ferrée) ;
- Le CJV suggère d'enrichir la proposition paysagère en lui ajoutant un aspect commémoratif, en mettant en valeur, par exemple, le tracé du sentier emprunté historiquement par les Autochtones ou encore l'empreinte de la rivière Saint-Pierre qui passait autrefois sur la pointe nord-ouest du site.

Recommandations du CJV :

01. Compléter les études d'impact, notamment quant au bruit et aux vibrations générés par la voie ferrée ainsi qu'au bruit et aux champs électromagnétiques associés aux lignes à haute tension; rendre toute l'information accessible aux citoyens;
02. S'assurer de la bonne compatibilité du bâtiment dans le paysage urbain immédiat incluant non seulement les tours résidentielles de 15 étages se trouvant à Côte Saint-Luc, mais également avec les habitations de plus faible gabarit entourant le site;
03. Considérer la possibilité d'éloigner le bâtiment proposé de la voie ferrée et des lignes à haute tension en réduisant la taille de la place publique à l'avant;
04. Proposer des solutions quant aux lignes de distribution présentes sur le site, par exemple en les déplaçant ou en les enfouissant;

HISTORIQUE – MODIFICATION DU PLAN D'URBANISME – AVIS PRÉLIMINAIRE - CCU

19 janvier 2022: Avis préliminaire - CCU

- Modifier le secteur de densité (PU) 18 étages / TI min. 20%

- *Le comité estime que le projet présente beaucoup d'améliorations par rapport à la version précédente et que l'intégration du bâtiment au voisinage est très intéressante, notamment au niveau du design urbain et des aménagements extérieurs proposés ;*
- Toutefois, les membres souhaitent que le projet intègre des logements de grandeur suffisante afin d'y accueillir des familles, que la pertinence d'installer un revêtement extérieur de couleur noire soit réexaminée et que la localisation de l'ascenseur soit possiblement revue ;
- La proximité entre le pylône électrique et le bâtiment, ainsi que le manque de services de proximité dans le secteur sont deux éléments qui devront également être pris en compte dans l'évolution de ce projet.



Implantation



Vue axonométrique vers l'est



Vue axonométrique vers l'ouest

HISTORIQUE – MODIFICATION DU PLAN D'URBANISME AFIN DE CRÉER UN NOUVEAU SECTEUR DE DENSITÉ

4 juillet 2022: Avis du CJV:

- Modifier le secteur de densité (PU) 18 étages / TI min. 20%

Commentaires du Comité

- **Proximité de la ligne à haute tension et des voies ferrées:** Le CJV craint le bruit généré par les lignes électriques et leur impact visuel portent atteinte à la santé et au bien-être et des occupants de la tour. La proximité des voies ferrées demeure elle aussi préoccupante à cause du bruit et des vibrations dus au passage des trains.
- **Volumétrie du bâtiment:** Le CJV craint qu'en *raison de son implantation et de son gabarit, le bâtiment apparaisse trop massif dans la trame urbaine*. Il suggère de *considérer une silhouette plus effilée aux étages supérieurs*. Il suggère également de faciliter l'appropriation des lieux par les habitants du secteur que les requérants *portent attention aux étages inférieurs afin de les arrimer correctement à l'environnement immédiat et de limiter l'effet de masse*.
- Aménagement paysager: Le CJV est généralement satisfait de la proposition. Il souhaite cependant que soit amélioré le lien entre l'avant et l'arrière du bâtiment et que soient mieux arrimés les deux espaces publics;
- **Commerces:** L'enjeux des commerces a soulevé l'attention du CJV. Le CJV recommande d'ajouter plus de commerces au rdc afin de mieux desservir les nouveaux occupants
- **Logements:** À propos de l'offre résidentielle du nouveau bâtiment, la typologie des logements préoccupe le CJV. Il souhaite que les requérants *prévoient plusieurs types de logements répondant à différents besoins. Il souhaite notamment que le projet comprenne davantage de grandes unités afin de favoriser l'installation de familles.*

Recommandations du CJV:

01. Revoir l'implantation et la volumétrie de la tour résidentielle dans le but de mitiger l'impact de la proximité des lignes à haute tension, des pylônes et des voies ferrées, en visant notamment à diminuer le plus possible le nombre d'unités de logement y faisant face;
02. Verdir le plus possible le pourtour du bâtiment, notamment en plantant des arbres (hauteur limitée à 2,5 m dans l'emprise de la servitude HQ);
03. Diversifier la typologie des logements, en ajoutant notamment de grandes unités destinées aux familles;
04. Assurer la perméabilité du site, notamment en bonifiant le lien entre la place publique à l'avant et le parc linéaire à l'arrière;
05. Étudier la possibilité de bonifier l'offre commerciale en ajoutant des commerces au rez-de-chaussée.

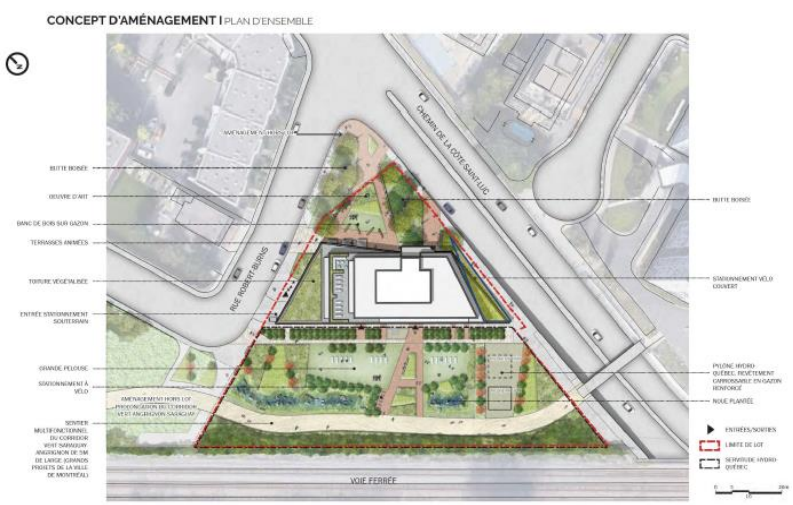
HISTORIQUE – SUIVI DES RECOMMANDATIONS DU CJV

4 juillet 2022: Avis du CJV:

- Modifier le secteur de densité (PU) 18 étages / TI min. 20%

01. Revoir l'implantation et la volumétrie de la tour résidentielle dans le but de mitiger l'impact de la proximité des lignes à haute tension, des pylônes et des voies ferrées, en visant notamment à diminuer le plus possible le nombre d'unités de logement y faisant face
02. Verdir le plus possible le pourtour du bâtiment, notamment en plantant des arbres (hauteur limitée à 2,5 m par HQ);
04. Assurer la perméabilité du site, notamment en bonifiant le lien entre la place publique à l'avant et le parc linéaire à l'arrière;

- ✓ Toute partie de l'immeuble vis-à-vis le pylône existant sur les 4 étages du basilaire a été retranchée afin qu'aucun logement soit en vis-à-vis avec le pylône existant ;
- ✓ Ce retrait en implantation, qui permet un recul du pylône et un éloignement avec le mur de soutènement du viaduc du boulevard Côte-St-Luc, permet en même temps l'ajout de verdure et un lien extérieur entre la partie arrière de l'immeuble et la partie avant ;
- ✓ L'aménagement des logements qui donneront vis-à-vis les fils électriques existants de la ligne d'Hydro-Québec a été revue de manière à ne plus offrir de balcons ouverts (et ce, en dépit du déplacement de ces fils qui seront plus hauts que l'immeuble).





HISTORIQUE – SUIVI DES RECOMMANDATIONS DU CJV

4 juillet 2022: Avis du CJV:

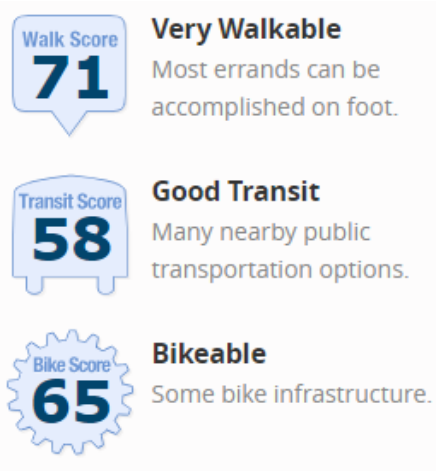
- Modifier le secteur de densité (PU) 18 étages / TI min. 20%

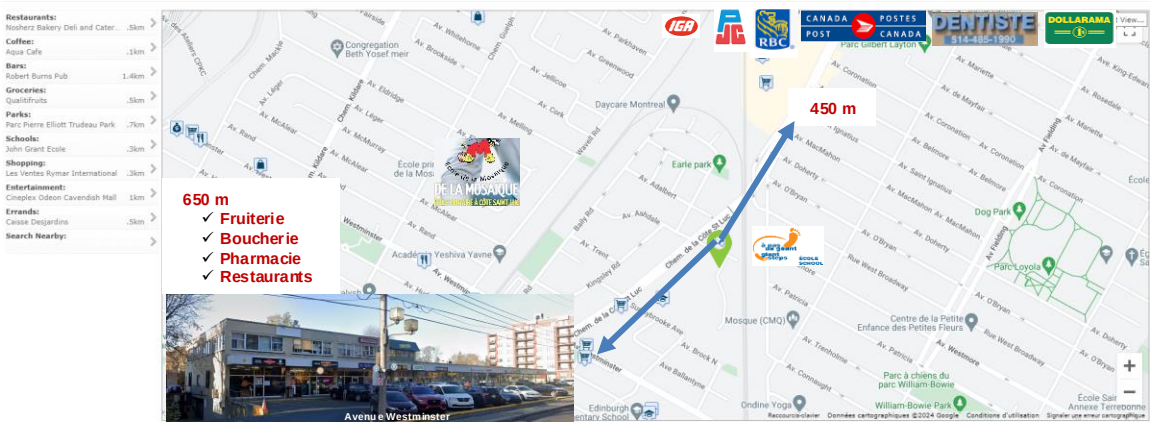
03. Diversifier la typologie de logements, en ajoutant notamment de grandes unités destinées aux familles;

✓ Conformément au RMM, le promoteur devra signer une lettre d'entente avec le Service de l'habitation de la « Ville-Centre » dans le cadre de sa demande de permis de construction. *(Projet exclut du RMM puisqu'il s'agit de réaliser un projet de logement abordable).*

05. Étudier la possibilité de bonifier l'offre commerciale en ajoutant des commerces au rez-de-chaussée.

✓ Le plan du rez-de-chaussée a été revu de manière à agrandir au maximum possible les espaces dédiés aux commerces de proximité ;
✓ Une liaison physique entre la partie arrière du commerce et la partie avant est maintenant par ailleurs rendue possible ;
✓ Outre le hall d'entrée, les cages d'escaliers et d'ascenseurs, l'espace pour les vélos et la chambre annexes essentielles pour Hydro-Québec, tout l'espace restant est offert pour du commerce de proximité ;
✓ Disponibilité des services de proximité dans un rayon de 500 mètres du 7330, chemin de la Côte-Saint-Luc, un éventail important





HISTORIQUE – MODIFICATION DU PLAN D'URBANISME – AVIS PRÉLIMINAIRE - CCU

15 mars 2023: Avis PPCMOI - CCU

- Autoriser la construction d'un bâtiment mixte de 18 étages / 67 m

➢ *Le comité fait une recommandation favorable à la demande de PPCMOI*



Implantation



Vue axonométrique vers l'est



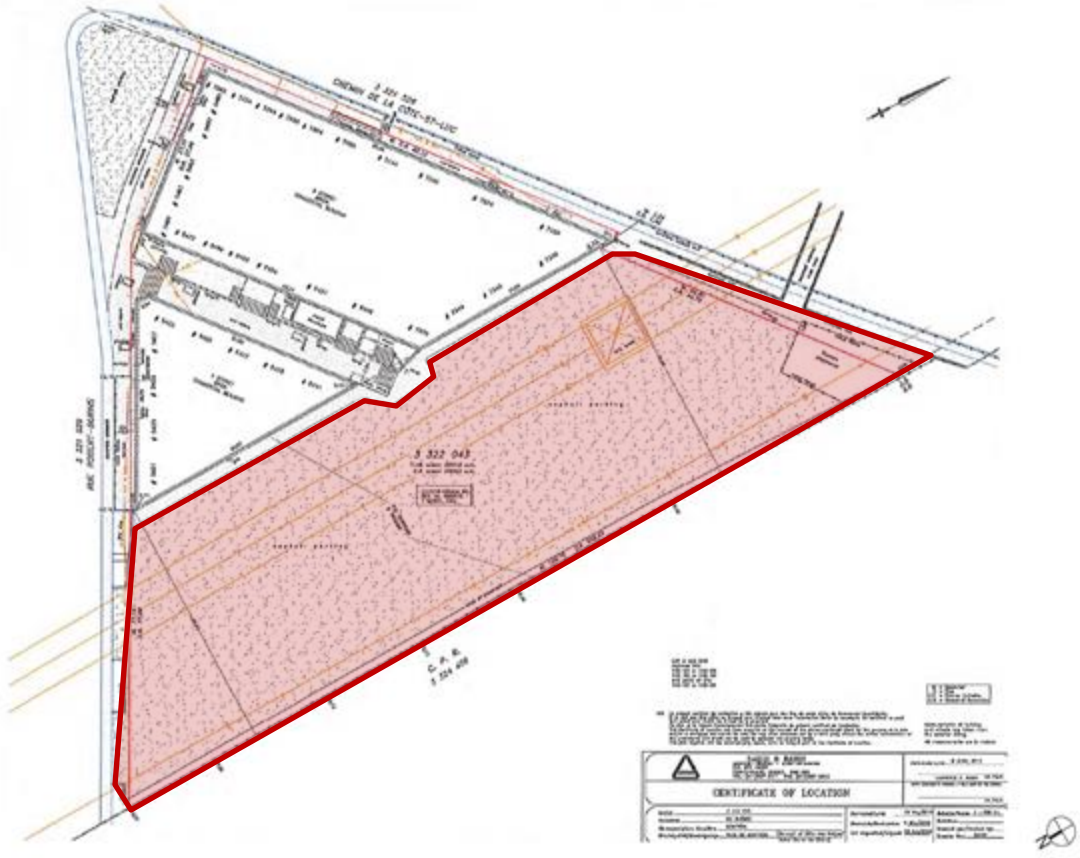
Vue axonométrique vers l'ouest

TERRAIN

Le site est désigné par le lot 3 322 043 du cadastre du Québec circonscription foncière de Montréal.

Ce lot est d'une superficie de **5 591 m²** (60 181pi²).

62% de la superficie du terrain (3 461 m²) est occupé par une servitude avec Hydro-Québec pour l'installation de la ligne électrique traversant l'île de Montréal.



HISTORIQUE

5 septembre 2023 – Adoption du PP-137 (CA23 170208)

Conditions à modifier

SECTION II
CONDITIONS RELATIVES AU PROJET DE CONSTRUCTION ET D'OCCUPATION DU BÂTIMENT

6. La réalisation du projet de construction et d'occupation est soumise au respect des conditions suivantes :

a) que le taux d'implantation maximal du bâtiment soit de 21 %;
b) que le COS maximal du bâtiment soit de 2,30;
c) que la hauteur du bâtiment ne dépasse pas 18 étages pour une hauteur hors tout de 67 mètres incluant les appareils mécaniques, les cages d'escaliers et d'ascenseur;
d) aucune aire de stationnement extérieure pour véhicule n'est autorisée;
e) que les locaux d'entreposage des matières putrescibles situés à l'intérieur d'un bâtiment aient une superficie minimale de 40 m² et soient maintenus à une température de 2°C à 7°C , aient une surface intérieure lisse, non-poreuse, lavable et comportent un avaloir au sol. Les matières résiduelles non putrescibles doivent être entreposées à l'intérieur du bâtiment dans un local d'une superficie minimale de 45 m²;
f) que les toits du 11e et 18e étage du bâtiment soient entièrement aménagés d'une terrasse collective;
g) qu'un minimum de 35 % de la superficie du terrain soit planté de végétaux en pleine terre;
h) qu'aucun climatiseur apparent ne doit être installé sur les balcons ou les façades;
i) qu'au moins 48 % des logements proposés soient composés de 2 chambres à coucher et plus, d'une superficie minimale de 85 m² pour les logements de 2 chambres à coucher et 96 m² pour les logements de 3 chambres à coucher et plus;
j) les logements de 3 chambres à coucher et plus doivent comprendre au moins une salle de bain complète et une salle d'eau;
k) qu'au plus 11 % des logements proposés soient de type studio.

SECTION IV
DÉLAIS DE RÉALISATION

8. Le délai pour déposer une demande de permis de construire complète et conforme à la réglementation et à la présente résolution est de 24 mois après l'entrée en vigueur de la présente résolution. Passé ce délai, la présente résolution est réputée nulle et non avenue.

HISTORIQUE

5 septembre 2023 – Adoption du PP-137 (CA23 170208)









BÂTIMENTS VOISINS

CONTEXTE D'INSERTION



BÂTIMENTS RÉSIDENTIELS VOISINS DE HAUTE DENSITÉ
Hauteur de 10 à 15 étages



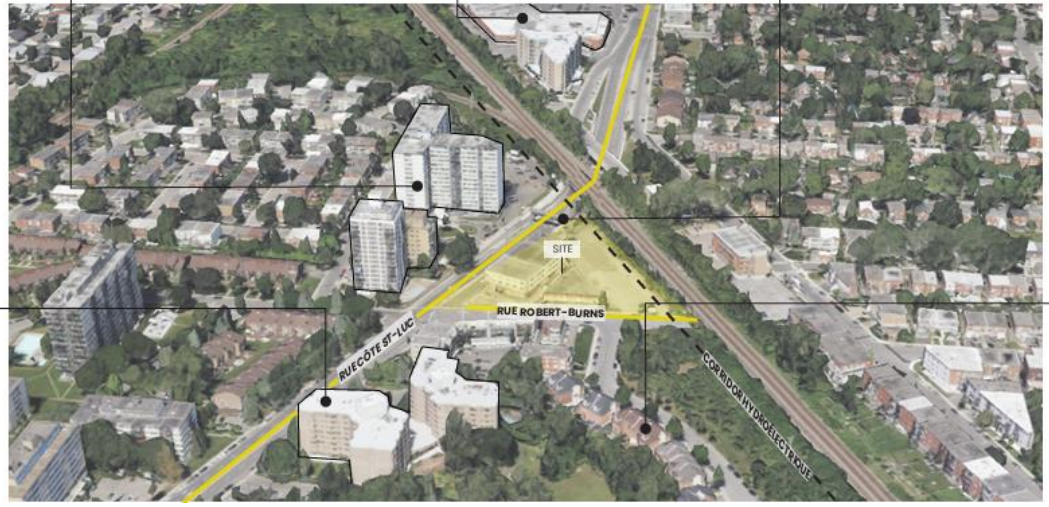
CENTRE COMMERCIALE CÔTE-ST-LUC



VIADUC ET PASSERELLE



RÉSIDENCES VOISINES DE HAUTE DENSITÉ
Hauteur de 8 étages





QUARTIER RÉSIDENTIEL VOISIN DE BASSE DENSITÉ
Hauteur de 2 à 4 étages

ÉTAT DE L'IMMEUBLE





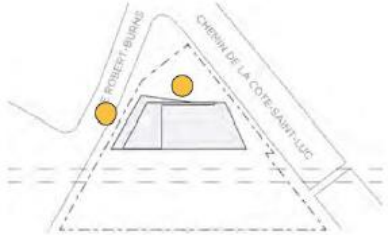
7330, chemin de la Côte-Saint-Luc

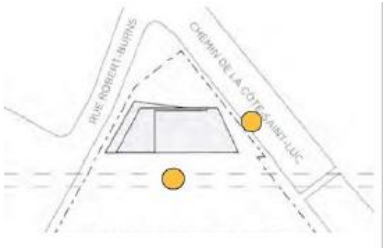
Bâtiments de 3 et 1 étages.

Permis de démolition émis le 2024-07-05 (3003406295)

Occupation : Vacant

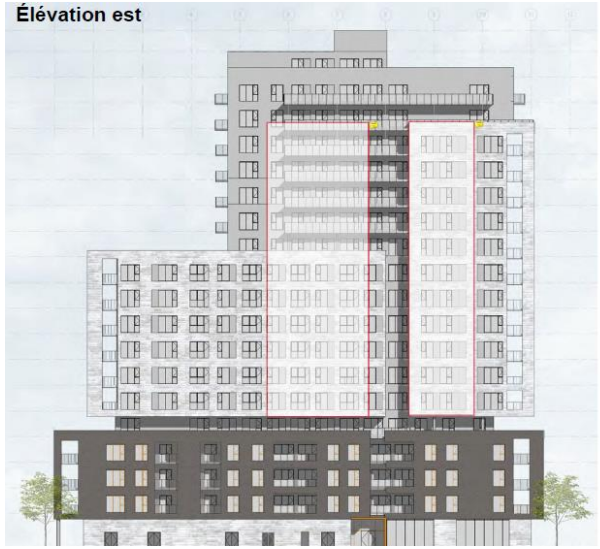
PROJET – ÉLÉVATIONS PP-137













Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : **1253751008**
Unité administrative responsable : 59-07-03
Projet : **7330-7380 chemin de la Côte-Saint-Luc / 5421 à 5499, rue Robert-Burns - Autoriser la construction d'un bâtiment de 18 étages pour des logement sociaux et abordables en vertu de l'article 93 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation (L.Q.2024, ch. 2)**

Section A - **Plan stratégique Montréal 2030**	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030 ?	**X**		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

Priorité 7 : Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable

Priorité 2 : Le faible taux d'implantation, va permettre une utilisation plus optimale du terrain permettant ainsi de densifier le site, puisque le terrain est grevé d'une servitude qui occupe près de 62% de sa superficie à la faveur d'Hydro-Québec. Cette densification jumelée au potentiel aménagement du corridor vert du parc-nature du Bois-de-Saraguay au parc Angrignon, sur le terrain privé, offre l'opportunité de transformer une aire de stationnement en espace vert qui sera aménagé en cohérence avec le corridor.

La cour avant fera également l'objet d'un verdissement pour créer une placette.

Priorité 7 : 100 % de la superficie résidentielle du projet vise la réalisation de logements sociaux ou de logements abordables, tels que définis dans le Règlement 20-041 visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial.

Section B - Test climat	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		**X**	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse) ?	**X**		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**X**	

Section C - ADS+	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**X**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**X**	

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 51.01

2025/04/07
19:00

Dossier # : 1252944001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Nommer Chantal Hooper à titre de directrice par intérim à la Direction des travaux publics de l'arrondissement Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce pour un contrat à durée indéterminée.

IL EST RECOMMANDÉ :
de nommer Chantal Hooper à titre de directrice par intérim à la Direction des travaux publics de l'arrondissement Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce pour un contrat à durée indéterminée.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2025-04-03 11:08

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

directeur(-trice) - arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1252944001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Nommer Chantal Hooper à titre de directrice par intérim à la Direction des travaux publics de l'arrondissement Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce pour un contrat à durée indéterminée.

CONTENU

CONTEXTE

Le directeur des travaux publics actuel de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce, M. Pierre Boutin, doit s'absenter temporairement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

La nomination de Mme Chantal Hooper par intérim au poste de directeur des travaux publics pour une durée approximative de 6 mois est conforme au processus de dotation sans affichage.
En effet, Mme Hooper est qualifiée pour le poste et elle occupe actuellement un poste de chef de division – voirie et parcs au sein de l'arrondissement depuis le 11 juin 2016. Par conséquent, il est recommandé de nommer Mme Chantal Hooper à titre de directrice des travaux publics par intérim de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce.

Les conditions de travail ainsi que l'offre de rémunération respectent le document intitulé Conditions de travail des cadres de la Ville de Montréal de janvier 2024.

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

MONTRÉAL 2030

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe (Teodora DIMITROVA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Pascal DUMEZ
Conseiller en ressoruces humaines

Tél : (438) 882-0117
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-01

Stephane P PLANTE
directeur(-trice) - arrondissement

Tél : 514-872-8428
Télécop. : -

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe

Dossier # : 1252944001

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des travaux publics , Direction
Objet :	Nommer Chantal Hooper à titre de directrice par intérim à la Direction des travaux publics de l'arrondissement Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce pour un contrat à durée indéterminée.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

Ce sommaire vise la nomination de Chantal Hooper à titre de directrice par intérim à la Direction des travaux publics de l'arrondissement Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce pour un contrat à durée indéterminée.

La dépense de rémunération est prévue dans le budget de fonctionnement 2025 de la Direction des travaux publics.

FICHIERS JOINTS

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Teodora DIMITROVA
Conseillère en gestion des ressources financières
Tél : 514-868-3230

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-04-01

Guylaine GAUDREAULT
Directrice

Tél : 438-920-3612
Division : Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs, du greffe et de la gestion immobilière

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CA : 60.01

2025/04/07
19:00

Dossier # : 1257479003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Déposer les rapports faisant état de décisions prises par tout le personnel, dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont délégués en vertu du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCA04 17044) et les rapports des dépenses du mois de février 2025.

IL EST RECOMMANDÉ :
De déposer les rapports faisant état de décisions prises par tout le personnel, dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont délégués en vertu du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCA04 17044) et les rapports des dépenses du mois de février 2025.

Signé par Stephane P PLANTE **Le** 2025-04-01 15:52

Signataire : Stephane P PLANTE

_____

Directeur d'arrondissement
Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Bureau du directeur d'arrondissement

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1257479003**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'arrondissement
Projet :	-
Objet :	Déposer les rapports faisant état de décisions prises par tout le personnel, dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont délégués en vertu du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCA04 17044) et les rapports des dépenses du mois de février 2025.

CONTENU

CONTEXTE

Déposer les rapports faisant état de décisions prises par tout le personnel, dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont délégués en vertu du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCA04 17044) et les rapports des dépenses du mois de février 2025.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

MONTRÉAL 2030

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Héla DHAOU
secrétaire de Direction

Tél : 514 868-3644
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2025-03-24

Guylaine GAUDREAULT
Directrice des Services Administratifs du Greffe et de la Gestion Immobilière

Tél : 514-872-8436
Télécop. :

Système de gestion des décisions des instances
PIÈCES JOINTES AU DOSSIER

Dossier # : 1257479003

Unité administrative responsable :	Arrondissement Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce , Direction des services administratifs et du greffe , Direction
Objet :	Déposer les rapports faisant état de décisions prises par tout le personnel, dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont délégués en vertu du Règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoirs aux fonctionnaires et employés (RCA04 17044) et les rapports des dépenses du mois de février 2025.



Décisions déléguées Ress hum FEVRIER- CA 7 AVRIL-VF.pdf



Liste des BC approuvés pour février 2025_validée.pdf



Factures payées non reliées à un bon de commande_février 2025_validée.pdf



Rapport visa - février 2025.pdf

RESPONSABLE DU DOSSIER

Héla DHAOU
secrétaire de Direction

Tél : 514 868-3644
Télécop. :

Décision Déléguées Ressources Humaines
Février 2025

NO. ARTICLE	DESCRIPTION	NB DE DÉCISIONS	DIRECTION	DESCRIPTION DU POSTE	À COMPTER DU	AUTRES
6	Nomination d'un fonctionnaire	1	DSAGGI	Conseiller(ère) en ressources humaines	13-02-2025	Embauche
7	Nomination d'un fonctionnaire salarié représenté par une association accréditée	11	DSAGGI	Aide-Bibliothécaire	05-02-2025	Déplacement
			DSAGGI	Animateur(trice) specialisé(e) Loisirs socio-culturels	05-02-2025	Déplacement
			DSAGGI	Bibliothécaire	2025-02-11	Changement d'accréditation syndicale
			DSAGGI	Secrétaire d'unité administrative	13-02-2025	Déplacement
			DSAGGI	Agent du cadre bâti	13-02-2025	Promotion
			DSAGGI	Bibliothécaire - occasionnel(le)	14-02-2025	Changement d'accréditation syndicale
			DSAGGI	Bibliothéchicien(ne)	25-02-2025	Déplacement
			DSAGGI	Agent(e) de développement d'activités cuturelles physiques et sportives	25-02-2025	Déplacement
			DSAGGI	Préposé(e) à l'information du cadre bâti	26-02-2025	Embauche
			DSAGGI	Agent(e) de bureau	27-02-2025	Promotion
			DSAGGI	Préposé(e) à l'information du cadre bâti	27-02-2025	Embauche
11,0	Exercice d'un pouvoir relatif aux conditions de travail d'un fonctionnaire en regard de dispositions des	7	DSAGGI	Direction de la culture des sports des loisirs et du développement social	20-02-2025	Entériner une suspension de 2 jours pour l'infraction du 7 février 2025
			DSAGGI	Direction des travaux public Division des parcs et du verdissement	2025-02-07	Imposer une (1) journée de suspension
			DSAGGI	Direction des travaux publics Division de la voirie, propreté et déneigement	24-02-2025	Déposer un avis disciplinaire pour l'infraction du 12 août 2024
			DSAGGI	Direction des travaux publics Division de la voirie, propreté et déneigement	24-02-2025	Déposer un avis disciplinaire pour l'infraction du 05 septembre 2024.

Décision Déléguées Ressources Humaines
Février 2025

NO. ARTICLE	DESCRIPTION	NB DE DÉCISIONS	DIRECTION	DESCRIPTION DU POSTE	À COMPTER DU	AUTRES
	conventions collectives		DSAGGI	Direction des travaux publics Division de la voirie, propreté et déneigement	24-02-2025	Déposer un avis disciplinaire pour l'infraction du 26 juillet 2024
			DSAGGI	Direction des travaux publics Division de la voirie, propreté et déneigement	24-02-2025	Déposer un avis disciplinaire pour l'infraction du 18 octobre 2024
			DSAGGI	Direction des travaux publics Division de la voirie, propreté et déneigement	24-02-2025	Déposer un avis disciplinaire pour l'infraction du 21 août
13,0	L'abolition, le transfert ou la modification d'un poste est délégué : 2e fonctionnaire de niveau B concerné dans les autres cas	3	DSAGGI	Direction des services administratifs du greffe et des actifs immobiliers - Division des ressources financières	03-02-2025	Autoriser des modifications à la structure de l'Arrondissement Côte-des-Neiges–Notre-Dame-De-Grâce, dans le cadre de l'exercice budgétaire 2025, ainsi que la prolongation de postes temporaires tel que demandé dans le document annexé au dossier décisionnel.
			DSAGGI	Direction de la culture des sports des loisirs et du développement social	13-02-2025	Autoriser la transformation du poste temporaire d'agent de projets, promotions et événements spéciaux qui avait été autorisé au budget 2025 via le GDD 2242944013 en poste banque d'heures d'assistant intervention loisirs
			DSAGGI	Bureau du directeur d'arrondissement - Direction	2025-02-24	Autoriser la transformation du poste temporaire de conseiller en planification en un poste permanent de conseiller en planification

Liste des bons de commandes approuvés en vertu du règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires et employés
- février 2025 -

Approbateur	Numéro bon de commande	Date d'approbation	Fournisseur	Numéro de l'entente	Description du bon de commande	Montant engagé
Admo, Samir	1704340	2025-02-26	Compugen inc.	1654697	Ordinateur portable	2 335,97 $
	1702863	2025-02-17	Ministère de l'environnement et de la lutte contre les changements climatiques	-	Traçabilité des sols contaminés_GDD 2248241002	151,68 $
	1700418	2025-02-05	Xyleme inc.	-	BC ouvert 2025_inspection d'arbres sur le domaine privé	15 832,11 $
						18 319,76 $
Alexis, Steve Tony	1701563	2025-02-07	Signel services inc.	-	Enseignes de signalisation routière	5 625,60 $
	1704692	2025-02-26	Solutions informatiques Inso inc.	-	Tablette Ipad	4 921,13 $
	1703510	2025-02-23	Vézina 2012 inc.	-	Planches pour réparation des patinoires	5 667,64 $
						16 214,37 $
Arcand, Patricia	1702044	2025-02-11	CB linguistic services inc.	-	Cours Langue des signes du Québec (LSQ)	5 723,20 $
						5 723,20 $
Bensaci, Amar	1702358	2025-02-12	Bell Canada	-	Projet Wifi_chalet du parc Rosemary-Brown	1 299,22 $
	1704337	2025-02-25	Clôture Sécur	-	Installation de clôture_terrain de baseball_parc MacDonald	3 622,07 $
	1704352	2025-02-25	Plomberie Noël Fredette inc.	-	Remplacement de fontaine à boire et de robinet_MC-NDG	7 349,12 $
	1704702	2025-02-26	Poulin electrique inc.	-	Nouvelles prises de courant et identification de circuits_CC-CDN/NDG	3 555,13 $
	1700416	2025-02-03	Solutions alternatives environnement inc.	-	Formation_inspection des arbres en milieu urbain	624,68 $
						16 450,22 $
Boudreault, Roxanne	1700342	2025-02-03	Santinel inc.	-	Formation_secourisme en milieu de travail	134,38 $
						134,38 $
Boutin, Pierre	1704536	2025-02-26	Béton Brunet ltée.	-	Signalisation routière_période hors entente	18 897,75 $
	1686862	2025-02-13	Construction DJL inc.	1683941	Ajout de la portion 2025_BC ouvert_asphalte pour la saison hivernale	15 748,12 $
	1702887	2025-02-17	Location Sauvageau inc.	1576368	BC ouvert 2025_location de véhicules	18 897,75 $
	1703977	2025-02-21	Telus communications inc.	1408829	BC ouvert 2025_téléphonie cellulaire	20 997,50 $
						74 541,12 $
Brunet, Étienne	1703576	2025-02-19	B.E.S.T. Gestion de foules Canada s.e.n.c.	-	BC ouvert 2025_service de sécurité	2 099,75 $
	1683793	2025-02-19	Cogeco média inc.	-	Ajout pour paiement de facture_promotion de l'infolettre de l'arrondissement	199,00 $
	1701729	2025-02-11	Staff personnel événementiel inc.	-	Gestion d'évènements_Carnaval d'hiver et Cabane à sucre interculturelle	1 259,85 $
						3 558,60 $
Cousineau, Simon	1703638	2025-02-19	Easy kleen pressure systems ltd.	-	Réparation de dévidoir	414,75 $
	1704905	2025-02-28	Équipements Stinson (Québec) inc.	-	Pulvérisateur de peinture	206,67 $
	1700476	2025-02-04	Remorquage Burstall Conrad	-	Déplacement d'un conteneur	1 412,62 $
	1701017	2025-02-06	Sécuro vision inc.	1678603	Lunettes de sécurité sous prescription	100,00 $
	1702900	2025-02-19	Superior sany solutions (tm)	-	Produits d'hygiène corporelle et d'entretien	2 044,41 $
	1700370	2025-02-03	Uline Canada corp.	-	Sacs refermables et gants	1 153,89 $
						5 332,34 $
Desjardins, Steve	1704349	2025-02-25	9385-3489 Québec inc.	-	Appel de service avec rapport_système de plomberie	367,46 $
	1700409	2025-02-03	Bureau en gros	-	Cartouches pour imprimante	682,42 $
						1 049,88 $
Gaudreault, Guylaine	1704704	2025-02-26	Les peintres multicouleurs inc.	-	Contrat de peinture hors chantier_BIC	17 081,47 $
	1702430	2025-02-13	Location Sauvageau inc.	-	Location de véhicules	13 658,54 $
	1700729	2025-02-05	Planète courrier inc.	1594198	BC ouvert 2025_service du courrier interne	419,95 $
						31 159,96 $
Hooper, Chantal	1700962	2025-02-05	Entreprises Forlini- division équipement de sécurité universel inc.	-	Couvre-tout	183,73 $
	1702760	2025-02-14	Les industries Mc Asphalt ltée.	-	BC ouvert 2025_Colle d'asphalte liquide_saison hivernale	5 249,37 $
	1684962	2025-02-04	Location gamma inc.	-	Modification de prix_scie à béton	1 516,18 $
	1696761	2025-02-19	Magasin René Veilleux inc.	-	BC ouvert 2025_ outils et pièces en urgence	524,94 $
	1696225	2025-02-19	Rona inc.	-	BC ouvert 2025_pièces, outils et accessoires en urgence	2 099,75 $
						9 573,97 $
Kanga, Vanessa	1697329	2025-02-26	9028-6733 Québec inc.	-	Description modifiée_BC ouvert 2025_fournitures de quincaillerie	1 049,87 $
	1701342	2025-02-07	Entreprise Ziani inc.	-	BC ouvert 2025_transport de neige_bibliothèque Benny	5 249,37 $

Liste des bons de commandes approuvés en vertu du règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires et employés
- février 2025 -

Approbateur	Numéro bon de commande	Date d'approbation	Fournisseur	Numéro de l'entente	Description du bon de commande	Montant engagé
	1701335	2025-02-07	Magasins best buy ltée.	-	BC ouvert 2025_équipement informatique et électronique	5 249,37 $
	1701326	2025-02-07	Uline Canada corp.	-	BC ouvert 2025_fournitures d'entreposage et d'emballage	5 249,37 $
						16 797,98 $
Keiner, Tanis	1701074	2025-02-05	Bibliotheca Canada inc.	-	Stations RFID_BIC	2 590,36 $
	1701645	2025-02-27	Cardio choc inc.	-	Pile et électrodes pour défibrillateur_BIC	436,54 $
						3 026,90 $
Léger, April	1703230	2025-02-18	Uline Canada corp.	-	Table pliante_centre Monkland	1 350,96 $
						1 350,96 $
Limperis, Apostolos Mario	1703239	2025-02-18	Aquatechno spécialistes aquatiques inc.	-	Main courante en acier inoxydable_CS-NDG	3 328,10 $
	1704958	2025-02-27	Créations Jean-Claude Tremblay inc.	-	Entreposage annuel de la Mascotte CDN-NDG	629,92 $
	1704962	2025-02-27	Le groupe Bellon prestige inc.	-	BC ouvert 2025_entreposage abri_CC-Pavillon de la Savane	1 078,22 $
	1704963	2025-02-27	Le groupe Bellon prestige inc.	-	BC ouvert 2025_entreposage abri_CC-NDG	2 131,25 $
	1689247	2025-02-03	Robert Boileau inc.	-	Ajout pour frais de transport_pièce pour dévidoir	12,60 $
	1702602	2025-02-13	Superior sany solutions (tm)	-	Accessoires pour vadrouille, sacs à ordures et désodorisant	2 441,68 $
	1704835	2025-02-27	Superior sany solutions (tm)	-	Savon, essuie-mains et papier hygiénique	847,57 $
	1704944	2025-02-27	Superior sany solutions (tm)	-	Nettoyant pour porcelaine, essuie-mains et papier hygiénique	577,60 $
	1703132	2025-02-17	Tenaquip limited	-	Semelles antidérapantes	250,92 $
	1703234	2025-02-18	Tenaquip limited	-	Serviettes humides pour les mains et chauffe-corps	189,95 $
						11 487,81 $
Manseau, Sébastien	1700437	2025-02-03	Pgvmedia	-	BC ouvert 2025_impression d'affiches	3 149,62 $
						3 149,62 $
Plante, Stéphane	1638174	2025-02-07	9461-3726 Québec inc.	-	Ajout pour paiement de facture_BC ouvert 2024_machine à café	13,24 $
	1698760	2025-02-28	9461-3726 Québec inc.	-	BC ouvert 2025_machine à café	4 346,46 $
	1686860	2025-02-11	Béton Provincial ltée.	1675138	Ajout de la portion 2025_BC ouvert_ abrasifs d'hiver_saison hivernale	25 462,61 $
	1704609	2025-02-27	Clinique de médecine industrielle des Laurentides inc.	-	BC ouvert 2025_expertise médicale	20 997,50 $
	1681055	2025-02-24	Enseignes Landreville	-	Ajout pour désinstallation de décoration_rue Sherbrooke Ouest	3 304,69 $
	1704330	2025-02-26	Hotel Ruby Foo's	-	Cocktail dinatoire pour la fête des OBNL _GDD 2259160002	12 388,52 $
	1703984	2025-02-24	Lafarge Canada inc.	1594243	BC ouvert 2025_pierre concassée en vrac	97 037,32 $
	1701621	2025-02-17	Lave auto 88 inc.	-	BC ouvert 2025_lavage de véhicules	5 774,31 $
	1680912	2025-02-24	Leblanc illuminations-Canada inc.	-	Ajout pour désinstallation de décoration hivernale	6 078,78 $
	1702121	2025-02-19	Les services EXP inc.	-	PDI_travaux de carottage_PRR-PCPR et Saillies_GDD 2256554001	9 901,29 $
	1703116	2025-02-18	Les services EXP inc.	-	Plans et devis_réaménagement géométrique_GDD 2259948001	36 953,98 $
	1703269	2025-02-19	Les services EXP inc.	-	BF_travaux de carottage_PRR-PCPR et Saillies_GDD 2256554001	10 859,48 $
	1704939	2025-02-28	Les services EXP inc.	-	Service professionnel_mécanique électrique_réaménagement_bureaux des contremaîtres	16 902,99 $
	1703503	2025-02-24	Société canadienne des postes	-	BC ouvert 2025_service postal	15 748,12 $
	1697545	2025-02-07	Solon	-	Accompagnement_mobilité active des aînés_GDD 2248894003	16 105,08 $
	1660323	2025-02-24	Solotech inc.	-	Ajout de la portion 2025_mise en ligne des télévisions_GDD 2246792003	28 900,54 $
	1704942	2025-02-28	Turquoise design inc.	-	Service professionnel_aménagement d'un nouveau micro-parc_GDD 2255537001	48 257,87 $
						359 032,78 $
Poliseno, Martin	1704182	2025-02-24	Gestion groupe Trak	-	Pansements et lingettes_premiers soins	107,20 $
	1704629	2025-02-27	Hilti Canada ltée.	-	Chevilles de fixation pour mobilier urbain sur trottoir	599,53 $
	1703593	2025-02-20	Info-excavation	-	Formation_Excavation sécuritaire et lecture de plans	419,96 $
	1704964	2025-02-28	Location gamma inc.	-	Réparation de souffleuse	136,39 $
	1703849	2025-02-21	Location Sauvageau inc.	-	Paiement de factures_période hors entente_location de voiture	1 487,86 $
	1701894	2025-02-17	Machinerie plus ltée.	-	Réparation de perceuse à béton	89,24 $
	1702586	2025-02-17	Novafor équipement inc.	-	Harnais, support à scie et hands-up pour élagueurs	1 206,19 $
	1701240	2025-02-07	Outillages express	-	Tondeuse	1 188,67 $

Liste des bons de commandes approuvés en vertu du règlement intérieur du conseil d'arrondissement sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires et employés
- février 2025 -

Approbateur	Numéro bon de commande	Date d'approbation	Fournisseur	Numéro de l'entente	Description du bon de commande	Montant engagé
	1702603	2025-02-17	Outillages express	-	Fourreau de bar et garde-chaîne pour scie	261,31 $
	1565996	2025-02-28	Sani-Dépôt	-	Ajout pour paiement de facture_crème nettoyante multi-surfaces	130,52 $
	1699800	2025-02-13	Santinel inc.	-	Cours de secourisme	940,66 $
	1699617	2025-02-18	Sécuro vision inc.	1678603	Lunettes de sécurité sous prescription	120,00 $
	1704267	2025-02-25	Tenaquip limited	-	Lunettes de sécurité et clés métriques	166,02 $
	1701851	2025-02-11	Vézina 2012 inc.	-	Bâches, masses et dégivreur de serrures	918,80 $
	1704647	2025-02-28	Vézina 2012 inc.	-	Écrous et vis	517,54 $
	1704920	2025-02-28	Vézina 2012 inc.	-	Papier à poncer	636,23 $
	1704234	2025-02-24	Vortex structures aquatiques internationales inc.	-	Valves solénoïdes	1 464,37 $
						10 390,49 $
Reeves, Geneviève	1703570	2025-02-19	B.E.S.T. Gestion de foules Canada s.e.n.c.	-	BC ouvert 2025_service de sécurité	3 149,62 $
	1703336	2025-02-19	Compugen inc.	-	Renouvellement_licence Adobe Photoshop	744,89 $
	1704363	2025-02-25	Compugen inc.	1654697	Ordinateur portable	1 007,88 $
	1702183	2025-02-11	Labelle, Maxime	-	Soutien technique lors des séances du CA	206,32 $
	1704409	2025-02-25	Wolters Kluwer Canada ltée.	-	Mises à jour internet_loi sur l'accès à l'information	3 518,13 $
						8 626,84 $
Stingaciu, Irinel-Maria	1701318	2025-02-06	Biblio RPL ltée.	-	BC ouvert 2025_fournitures diverses_bibliothèque Benny	3 149,62 $
	1701308	2025-02-06	Brault & Bouthillier ltée.	-	BC ouvert 2025_fournitures diverses_bibliothèque Benny	1 049,87 $
	1701332	2025-02-06	Eau de source Peauseidon	-	BC ouvert 2025_eau potable_bibliothèque Benny	1 000,00 $
	1701343	2025-02-06	Les impressions Plastimax	-	BC ouvert 2025_cartes d'abonnement_bibliothèque Benny	2 624,69 $
	1701345	2025-02-06	Machines à coudre Pénélope	-	BC ouvert 2025_matériel couture Fablab	1 049,87 $
	1701336	2025-02-06	Montréal Stencil inc.	-	BC ouvert 2025_étampes_bibliothèque Benny	104,99 $
	1701322	2025-02-06	R.M. Leduc & cie inc.	-	BC ouvert 2025_fournitures diverses_bibliothèque Benny	2 099,75 $
	1701352	2025-02-07	Ricoh Canada inc.	-	BC ouvert 2025_imprimante_bibliothèque Benny	2 099,74 $
	1701295	2025-02-06	Rouleaux de papier & rubans J.L. inc.	-	BC ouvert 2025_rouleaux de papier et rubans	1 049,87 $
	1701328	2025-02-06	Voxel factory inc.	-	BC ouvert 2025_produits pour le Fablab	1 049,87 $
						15 278,27 $
St-Laurent, Sonia	1703974	2025-02-27	Beaudry-Kenwood inc.	-	Horloges Bodet HMS	7 706,09 $
	1703222	2025-02-19	Centaurecom inc.	-	Uniformes pour les employés des piscines	8 242,11 $
	1704955	2025-02-27	Conceptplus.ca inc.	-	Sacs fourre-tout_cadeaux pour athlètes_Jeux de Montréal	998,43 $
	1704956	2025-02-27	Conceptplus.ca inc.	-	Cordons avec pince détachable_cadeaux pour athlètes_Jeux de Montréal	923,89 $
	1701290	2025-02-06	Gym plus inc.	-	Inspection annuelle des CS	5 974,09 $
	1702594	2025-02-14	Gym plus inc.	-	Redressement et remplacement_structures de ballons-paniers	6 001,92 $
	1703235	2025-02-19	La compagnie de location d'autos enterprise Canada	-	Location de camionnette	5 322,87 $
						35 169,40 $
Tankoano, Fimba	1703892	2025-02-24	7322046 Canada incorporated	-	Support technique_logiciel de réservation et impression Smartguard	10 372,76 $
	1703889	2025-02-24	Centre de services scolaires de Montréal	-	Projets de médiation culturelle_ateliers réalisés en milieu scolaire	8 000,00 $
	1704943	2025-02-28	Gym plus inc.	-	Entretien urgent suite au rapport d'inspection_plusieurs installations	10 910,43 $
	1697157	2025-02-06	Santinel inc.	-	Formation premiers soins	3 225,22 $
	1704953	2025-02-28	Santinel inc.	-	Formation: Secourisme en milieu de travail	134,38 $
	1701802	2025-02-12	Trauma-secours inc.	-	BC ouvert 2025_formation: Secourisme au travail	482,94 $
						33 125,73 $
Turnblom, Sylvain	1701519	2025-02-10	AL Carrière extincteur (1991) ltée.	-	Extincteurs pour les camions à déchets	870,35 $
	1703678	2025-02-19	C.M.S. entrepreneurs généraux inc.	-	Location de souffleuse à trottoirs avec opérateur	6 299,25 $
						7 169,60 $
						686 664,18 $

Arr.: Arrondissement
BIC: Bibliothèque interculturelle de Côte-des-Neiges

Liste des bons de commandes approuvés en vertu du règlement intérieur du conseil d'arrondissement
sur la délégation de pouvoir aux fonctionnaires et employés
- février 2025 -

Approbateur	Numéro bon de commande	Date d'approbation	Fournisseur	Numéro de l'entente	Description du bon de commande	Montant engagé

CA: Conseil d'arrondissement
CC: Centre communautaire
CDN: Côte-des-Neiges
CM: Contremaître
CS: Centre sportif
LSQ: Langue des signes québécoise
MC: Maison de la culture
NDG: Notre-Dame-de-Grâce
SP: Service professionnel

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Factures payées non associées à un bon de commande pour les mois de février 2025
Saisie décentralisée des factures (SDF)

Approbateur	Date d'approbation	Fournisseur	Description	Montant
Admo, Samir	13-févr-2025	Sanivac	Location de toilettes chimiques	629,92
				629,92
Arcand, Patricia	17-févr-2025	Sun, Yulu	Frais de kilométrage	3,91
				3,91
Bensaci, Amar	17-févr-2025	Serrurier Beaubien inc.	Intervention d'urgence sur une serrure de la MC-NDG	188,98
				188,98
Boucher, François	02-févr-2025	Société canadienne des postes	Envoi postal_avis aux citoyens	9,86
	02-févr-2025	Société canadienne des postes	Envoi postal_avis aux citoyens	9,83
	02-févr-2025	Société canadienne des postes	Envoi postal_avis aux citoyens	9,80
				29,49
Boudreault, Roxanne	06-févr-2025	Blanchette, Mélanie	Frais de kilométrage_janvier	92,39
	07-févr-2025	Rivas-Nerio, Roxana	Frais de kilométrage et de stationnement_janvier	53,22
				145,61
Brunet, Étienne	03-févr-2025	Gestion Plaza CDN	Location d'un espace à la Plaza CDN_boutique Pop Up	209,97
				209,97
Chamberot, Robert	03-févr-2025	Décode le code	Atelier d'introduction à la robotique	472,44
	03-févr-2025	Éducazoo inc.	Activité pour jeunes de 4 à 12 ans_thème: les cinq sens	330,71
	03-févr-2025	Rachel Morency	Atelier pour les aînés_thème: la position assise et le travail à l'ordinateur	204,73
	19-févr-2025	Éducazoo inc.	Atelier pour les jeunes_thème: découverte des mammifères	724,41
	21-févr-2025	Nancy Isabelle Labrie	Maquillage pour enfants	300,00
				2 032,29
Desjardins, Steve	07-févr-2025	Sagala, Karine	Frais de stationnement	19,34
	17-févr-2025	Purolator courrier ltée	Frais d'expédition	61,10
	18-févr-2025	Purolator courrier ltée	Frais d'expédition	65,22
				145,66
Gaudreault, Guylaine	13-févr-2025	Sanivac	Location de toilettes chimiques	629,92
				629,92
Kanga, Vanessa	04-févr-2025	Guy L'Heureux	Documentation photo_exposition: Florence Babin Beaudry	209,97
	04-févr-2025	Marie-Christine Simoneau	Spectacle : La femme fleur et Griffogivre	1 706,05
	04-févr-2025	Marie-Christine Simoneau	Spectacle: L'ourse et le dresseur	1 364,84
	04-févr-2025	Niti Marcelle Mueth	Exposition: Résonances d'un foyer	3 569,57
	04-févr-2025	Paul Audy	Musique_fête d'ouverture de la BIC	866,15
	04-févr-2025	Sarrin Sarrin, Jorge Daniel	Collation pour les loges d'artistes	20,56
	04-févr-2025	Turgeon, Remi	Collations_arts de la scène_MC-NDG Botrel	67,08

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Factures payées non associées à un bon de commande pour les mois de février 2025
Saisie décentralisée des factures (SDF)

Approbateur	Date d'approbation	Fournisseur	Description	Montant
	04-févr-2025	Yanick Villedieu	Spectacle: Mélodie Merle, l'oiseau rare_MC-NDG	1 784,79
	06-févr-2025	Centre des musiciens du monde	Spectacle : Carnets de soie, échos d'est en ouest	1 574,81
	06-févr-2025	Hugues Sarra-Bournet	Spectacle : Mario a un incroyable talent	1 942,27
	06-févr-2025	Productions Marianne Trudel	Spectacle: Marianne Trudel, piano solo	2 099,75
	06-févr-2025	Reseau québécois des femmes en environnement	Accréditation_scène écoresponsable	577,43
	07-févr-2025	Saint-Pierre, Elizabeth	Visite d'un technicien pour la machine à café	316,36
	07-févr-2025	Saint-Pierre, Elizabeth	Cadeaux et frais de taxi pour retour au travail_fin de saison_équipe d'accueil	103,32
	07-févr-2025	Saint-Pierre, Elizabeth	Déjeuner_présentation de la saison	130,41
	10-févr-2025	Les productions Pasa Musik inc.	Spectacle: Maryna Krut, Québec tour	3 674,56
	10-févr-2025	Marc-Antoine Guay-Rochon	Spectacle: Caritas-Castor	2 250,00
	10-févr-2025	Théâtre Omnivore	Spectacle: Juju et Marcelle	2 624,69
	10-févr-2025	Yanick Villedieu	Spectacle: Mélodie Merle, l'oiseau rare_MC-CDN	1 735,44
	13-févr-2025	9028-6733 Québec inc.	Aspirateur et corde	127,62
	13-févr-2025	Office national du film du Canada	Frais de licence_film: Vivre et laisser vivre - la voix de Jackie Shane	157,48
	17-févr-2025	MAI Montréal, arts interculturels	Spectacle: Bleu Néon	414,03
	17-févr-2025	Compagnie Catherine Gaudet	Spectacle: Les jolies choses	779,01
	17-févr-2025	Danica Olders	Exposition : Reading Clouds	2 650,00
	17-févr-2025	Productions Hôtel-Motel	Spectacle : Chambres d'écho	546,98
	17-févr-2025	Résonances, agence de spectacles inc.	Spectacle: Köy-Aysay	3 359,60
	17-févr-2025	Technologies Acropolys inc.	Vernissage_exposition: Perspectives Hip-Hop QC 3ème édition	758,53
	19-févr-2025	Louis-Philippe Paulhus	Spectacle: Le chant botté	1 049,87
	19-févr-2025	Marie-Hélène Côté	Spectacle: Le périple de Laurette et Arlette	2 545,95
	19-févr-2025	Montréal danse	Spectacle: L'un L'autre	3 149,62
	19-févr-2025	Stingaciu, Irinel-Maria	Journaux (problèmes de livraison) et friandises (jeunesse-quiz)	100,59
				42 257,33
Keiner, Tanis	07-févr-2025	Chastel, Émilie	Collations_club de lecture	20,89
	07-févr-2025	Lemaire, Marc	Espace Icloud_InterFab	16,35
	07-févr-2025	Pageau, Lucie	Matériel de couture_InterFab	96,25
	14-févr-2025	Gauthier, Laurence	Bâtons de bois pour bricolage	2,64
	14-févr-2025	Vekteris, Donna	Produit nettoyant et gants_nettoyage de meubles_BIC	6,32
				142,45
Limperis, Apostolos Mario	13-févr-2025	Supérieur Propane	Entretien _patinoire BBB	395,90
	20-févr-2025	Supérieur Propane	Entretien_patinoire BBB	171,10

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Factures payées non associées à un bon de commande pour les mois de février 2025
Saisie décentralisée des factures (SDF)

Approbateur	Date d'approbation	Fournisseur	Description	Montant
				567,00
Plante, Stéphane	03-févr-2025	Keeyana Ezna	Atelier de médiation culturelle_MC-CDN	314,96
	07-févr-2025	Sylvaine Chassay	Atelier de médiation culturelle_Femmes du monde_MC-CDN	524,94
	12-févr-2025	Créations MJ	Atelier de médiation culturelle_fabrication de bijoux_MC-CDN	950,14
	12-févr-2025	Nathalie Presle	Atelier de médiation culturelle_aquarelle_MC-CDN	400,00
	17-févr-2025	Emmanuelle Lizère	Atelier de médiation culturelle_éveil de l'art pour les tout-petis_MC-CDN	304,46
				2 494,50
Poliseno, Martin	03-févr-2025	Chaussures Belmont Inc	Bottes de travail	117,59
				117,59
Reeves, Geneviève	07-févr-2025	Groupe de sécurité Garda s.e.n.c.	Service de sécurité	276,85
				276,85
St-Laurent, Sonia	03-févr-2025	Joukhajian, Jean-Hagop	Frais de stationnement_janvier	63,35
	03-févr-2025	Opzoomer, André	Boîtes à jouets_animations dans les parcs_hiver 2025	297,59
				360,94
Stingaciu, Irinel-Maria	05-févr-2025	Uline Canada corp.	Protecteur de câbles	223,49
	07-févr-2025	Steven Rosenstein	Ateliers d'échecs et animations scientifiques	505,00
	17-févr-2025	Les petits menestrels	Atelier d'éveil musical	839,90
	18-févr-2025	Tétreault, Noella	Plateau à bottes	67,67
	21-févr-2025	Association des bibliothèques publiques du Québec	Trousses: Une naissance un livre	150,49
				1 786,55
Tankoano, Fimba	10-févr-2025	Omar Gammaoui	Spectacle : Neige en fête_atelier de sculpture sur neige_parc Van Horne	2 739,40
	20-févr-2025	Ricci, Teasdale huissiers de justice inc.	Honoraires_huissier	209,65
				2 949,05
				54 968,01

BBB: Bleu Blanc Bouge
BIC: Bibliothèque Interculturelle
CDN: Côte-des-Neiges
MC: Maison de la culture
NDG: Notre-Dame-de-Grâce

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Achats effectués par l'entremise de cartes de crédit
(période de facturation du mois de février 2025)

Carte de crédit au nom de : Serv. administratif CDN NDG Limite : 20 000$

ITEM	DATE	FOURNISSEUR	DESCRIPTION	PROJET	Total net de ristourne
1	2025-02-03	Pharmacie Jean Coutu	Frais d'expédition - Lettre recommandée envoyée par la division de ressources humaines		16,54 $
2	2025-02-06	Serrupro Montréal	Copie d'une clé - bureau 610 au 5160 Décarie		20,73 $
3	2025-02-28	Groupe Le Corre & assoc	Formation pour une technicienne en ressources humaines		624,67 $
					661,94 $

Carte de crédit au nom de : Direction CSLDS CDN Limite : 5 000$

ITEM	DATE	FOURNISSEUR	DESCRIPTION	PROJET	Total net de ristourne
1	2025-02-11	RTM-abonnement	Passe mensuelle de transport en commun pour un agent en dévélopement		69,39 $
2	2025-02-11	RTM-abonnement	Passe mensuelle de transport en commun pour une conseillère en développement social et communautaire et un agent en intervention loisirs		138,79 $
3	2025-02-24	Association Québéçoise du loisir public (AQLP)	Renouvellement 2025		1 298,69 $
					1 506,87 $

Carte de crédit au nom de : Division Culture et bibliothèque Limite : 5 000$

ITEM	DATE	FOURNISSEUR	DESCRIPTION	PROJET	Total net de ristourne
1	2025-02-03	Amazon	Remboursement en lien à l'achat de matériel pour le fablab en janvier		-7,26 $
2	2025-02-06	Magasin Metro CDN	Collation - Vernissage pour l'exposition de Marven Clerveau		97,42 $
3	2025-02-24	Billeterie - Tuxedo	Frais de représentation - Gala du Conseil des arts de Montréal		1 415,35 $
					1 505,51 $

Carte de crédit au nom de : Division développement Social Limite: 5 000$

ITEM	DATE	FOURNISSEUR	DESCRIPTION	PROJET	Total net de ristourne
		Aucune dépense			
					0,00 $

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Achats effectués par l'entremise de cartes de crédit
(période de facturation du mois de février 2025)

Carte de crédit au nom de : Division de sport et loisirs Limite: 5 000$

ITEM	DATE	FOURNISSEUR	DESCRIPTION	PROJET	Total net de ristourne
1	2025-02-10	Mon Patissier Udson	Collation - Consultation avec des organismes en lien au Plan directeur parcs et espaces verts (PDPEV)		380,00 $
2	2025-02-10	Alimentation khalid	Collation - Consultation avec des organismes en lien au Plan directeur parcs et espaces verts (PDPEV)		15,97 $
					395,97 $

Carte de crédit au nom de : DAUM Limite : 3000$

ITEM	DATE	FOURNISSEUR	DESCRIPTION	PROJET	Total net de ristourne
1	2025-02-05	Avancie Inc.	Service de notifications		91,87 $
2	2025-02-05	Mon Patisser Udson	Frais de réunion - Mandats en lien au projet du Quartier Namur-hipodromme (QNH)		320,00 $
3	2025-02-06	Premier Moisson cdn	Frais de réunion - Comité consultatif d'urbanisme (CCU) du 12 février		391,17 $
4	02-2025	Registre Foncier du Québec	Consultations		15,00 $
5	2025-02-08	Staples	Cartouches pour les imprimantes de la DAUM		555,86 $
6	2025-02-10	C.D.S Construction Que	Formation ASP pour une conseillère en aménagement		235,00 $
7	2025-02-13	Association québéçoise d'urbanisme (AQU)	Formation pour 4 nouveaux membres du Comité consultatif d'urbanisme (CCU)		524,94 $
					2 133,84 $

Carte de crédit au nom de : Division des communications Limite : 3000$

ITEM	DATE	FOURNISSEUR	DESCRIPTION	PROJET	Total net de ristourne
1	2025-02-01	Google Ads	Campagne de promotion pour l'adhésion à l'infolettre		158,22 $
2	2025-02-12	Google Ads	Campagne de promotion pour l'adhésion à l'infolettre		787,41 $
3	02-2025	Association des communicateurs municipaux du Québec	Inscription au concours Plumes d'excellence - chargés de communication		267,72 $
4	2025-02-18	BAM	Constat d'infraction reliée à un véhicule utilisé par l'équipe des inspections		102,00 $
5	2025-02-21	Google Ads	Campagne de promotion pour l'adhésion à l'infolettre		787,41 $
6	2025-02-27	Google Ads	Campagne de promotion pour l'adhésion à l'infolettre		787,41 $
					2 890,17 $

Côte-des-Neiges
Notre-Dame-de-Grâce
Montréal

Achats effectués par l'entremise de cartes de crédit
(période de facturation du mois de février 2025)

Carte de crédit au nom de : Division du greffe Limite : 5 000$

ITEM	DATE	FOURNISSEUR	DESCRIPTION	PROJET	Total net de ristourne
		Aucune dépense			
					0,00 $

Carte de crédit au nom de : Guylaine Gaudreault Limite: 10 000$

ITEM	DATE	FOURNISSEUR	DESCRIPTION	PROJET	Total net de ristourne
		Aucune dépense			
					0,00 $

Carte de crédit au nom de : Stéphane Plante Limite: 10 000$

ITEM	DATE	FOURNISSEUR	DESCRIPTION	PROJET	Total net de ristourne
1	2025-02-11	Agence de mobilité durable	Stationnement - Rencontre des directeurs		17,96 $
2	2025-02-20	Agence de mobilité durable	Stationnement - Visite à l'édifice situé au 3755 chem. de la Côte- Saite-Catherine suite à la tempête de neige de février.		2,62 $
					20,58 $

Carte de crédit au nom de : Fimba Tankoano Limite: 10 000$

ITEM	DATE	FOURNISSEUR	DESCRIPTION	PROJET	Total net de ristourne
		Aucune dépense			
					0,00 $

Carte de crédit au nom de : Samir Admo Limite: 10 000$

ITEM	DATE	FOURNISSEUR	DESCRIPTION	PROJET	Total net de ristourne
		Aucune dépense			
					0,00 $

Carte de crédit au nom de : Pierre Boutin Limite: 10 000$

ITEM	DATE	FOURNISSEUR	DESCRIPTION	PROJET	Total net de ristourne
		Aucune dépense			
					0,00 $
					9 114,88 $